

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

ENVER HOXHA



ŒUVRES CHOISIES

**PUBLIEES PAR DECISION DU COMITE
CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

**INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-
LENINISTES PRES LE COMITE CENTRAL DU
PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

VOLUME IV

FEVRIER 1966 - JUILLET 1975

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage
publié en 1982 aux Editions « 8 NËNTORI », Tirana.**

WWW.MARXISME.FR

Sommaire

PREFACE (p. 5)

1966

RAVIVER LA VIE DU PARTI, PROBLEME ESSENTIEL (Orientations à l'intention des organisations de base du Parti) (2 février 1966) (p. 7)

Que les organisations de base du Parti assument l'entière direction de toutes les affaires dans leurs secteurs respectifs (p. 7)
La complète mise à contribution des membres du Parti, condition première du rehaussement du rôle de ses organisations de base (p. 9)
Combattons toute conception étroite, sectaire des formes de structure du Parti, ainsi que tout formalisme et officialisme dans les réunions des organisations de base (p. 12)

LE PUTSCH FASCISTE EN INDONESIE ET LES ENSEIGNEMENTS QU'EN TIRENT LES COMMUNISTES (Article publié dans le «Zëri i popullit») (11 mai 1966) (p. 14)

La valeur des «libertés démocratiques» dans un Etat bourgeois et la manière de les mettre à profit (p. 15)
Les communistes et leurs alliances avec les forces progressistes (p. 17)
Renforcer l'unité internationale des marxistes-léninistes (p. 19)

NOTRE PARTI POURSUIVRA COMME TOUJOURS LA LUTTE DE CLASSE AVEC ESPRIT DE SUITE, COURAGE ET SAGESSE (Extrait d'un entretien avec Chou En-laï) (24 juin 1966) (p. 21)

QUI EST RESPONSABLE DU GENOCIDE EN KOSOVE ? (Article publié dans le «Zëri i popullit») (31 août 1966) (p. 40)

QUELQUES PREMIERS JUGEMENTS SUR LA REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE CHINOISE (Discours au 18^e plénum du CC du PTA) (14 octobre 1966) (p. 47)

DE L'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE (Rapport au V^e Congrès du PTA) (1^{er} novembre 1966) (p. 56)

I - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE L'ALBANIE SOCIALISTE (p. 56)

II - L'ACCOMPLISSEMENT DU 3^e PLAN QUINQUENNAL ET LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET DE LA CULTURE DANS LES CINQ ANNEES A VENIR (p. 66)

B. Les principales orientations et tâches de l'édification socialiste dans le cadre du nouveau plan quinquennal (1966-1970) (p. 67)

1. La poursuite de l'industrialisation du pays demeure l'une des tâches vitales pour l'édification du socialisme (p. 68)
2. Le développement de l'agriculture, maillon essentiel dans la chaîne des principales tâches économiques du 4^e quinquennat (p. 72)

IV - L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION IDEOLOGIQUE ET CULTURELLE (p. 77)

1. La lutte pour le triomphe de l'idéologie socialiste est la lutte pour le triomphe du socialisme et du communisme (p. 78)
3. Améliorer radicalement la méthode et le style du travail d'éducation (p. 83)

V - LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE, POUR LA DEFENSE DE LA PURETE DU MARXISME-LENINISME (p. 85)

1. Le révisionnisme moderne, produit et allié de la bourgeoisie et de l'impérialisme (p. 86)
2. Les buts stratégiques du révisionnisme khrouchtchévien (p. 89)
4. Renforcer la lutte contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien et titiste (p. 91)

1967

LA REVOLUTIONNARISATION CONTINUE DU PARTI ET DU POUVOIR (Discours prononcé à la réunion commune des organisations de base du Parti de la mine de charbon de Krrabe, de l'Usine «Enver», de la coopérative agricole «Wilhelm Pieck», de la formation militaire 5009 et de l'Université d'Etat de Tirana) (6 février 1967) (p. 97)

De l'application des normes du Parti (p. 103)
Encore à propos du bureaucratisme (p. 110)

REFLEXIONS SUR LA REVOLUTION CULTURELLE. L'ANARCHIE NE SE COMBAT PAS PAR L'ANARCHIE (28 avril 1967) (p. 117)

DE CERTAINS ASPECTS DU PROBLEME DE LA FEMME ALBANAISE (Intervention devant le 2^e plénum du CC du PTA) (15 juin 1967) (p. 121)

LE ROLE ET LES TACHES DU FRONT DEMOCRATIQUE POUR LE TRIOMPHE COMPLET DU SOCIALISME EN ALBANIE (Extraits du rapport présenté au IV^e Congrès du Front démocratique d'Albanie) (14 septembre 1967) (p. 132)

I - LE ROLE HISTORIQUE DU FRONT POUR LA LIBERATION DU PAYS, LA DEFENSE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE ET L'EDIFICATION DU SOCIALISME (p. 132)

1. Le Parti du Travail d'Albanie, unique force dirigeante et seul parti politique dans notre pays (p. 132)
2. Le Front, chaînon principal de l'union politique de notre peuple (p. 134)
3. Le rôle du Front dans la lutte pour l'édification du socialisme (p. 138)

II - (p. 141)

2. Le rôle du Front démocratique dans le renforcement de la dictature du prolétariat et l'élargissement de la démocratie socialiste (p. 141)

LA COOPERATION ET LA REVOLUTION TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE (Discours de clôture prononcé au 3^e plénum du Comité central du Parti du Travail d'Albanie) (14 octobre 1967) (p. 144)

1968

LA REVOLUTIONNARISATION DE NOTRE ENSEIGNEMENT (Discours prononcé à la réunion du Bureau politique du CC du PTA) (7 mars 1968) (p. 155)

LE CARNAVAL DE BUDAPEST (Article publié dans le «Zëri i popullit») (15 mars 1968) (p. 174)

LA CLASSE OUVRIERE DES PAYS REVISIONNISTES DOIT LIVRER BATAILLE POUR RETABLIR LA DICTATURE DU PROLETARIAT (Article publié dans le «Zëri i popullit») (24 mars 1968) (p. 182)

LE CONTROLE DE LA CLASSE OUVRIERE (Discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA relativement au rapport du Conseil central des Unions professionnelles d'Albanie sur l'activité de ces dernières dans le domaine du contrôle ouvrier) (9 avril 1968) (p. 196)

OU VA LA TCHECOSLOVAQUIE ? (Article publié dans le «Zëri i popullit») (21 avril 1968) (p. 204)

DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE (Extraits du rapport présenté au 5^e plénum du CC du PTA) (5 septembre 1968) (p. 214)

LES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DOIVENT FRAPPER DUREMENT AUSSI L'AVENTURISME DE GAUCHE, PRODUIT DU REVISIONNISME MODERNE (Extraits d'un entretien avec deux dirigeants du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Equateur) (21 octobre 1968) (p. 224)

UN ACTE QUI LEGALISE LA CONVERSION DE LA TCHECOSLOVAQUIE EN UNE COLONIE DES REVISIONNISTES SOVIETIQUES (Article publié dans le «Zëri i popullit») (23 octobre 1968) (p. 232)

1969

COMMENT COMPRENDRE ET RESOUDRE CORRECTEMENT CERTAINS PROBLEMES DE NOTRE ECONOMIE SOCIALISTE (Discours prononcé à une réunion d'ouvriers, de coopérateurs et de cadres du district de Berat) (26 février 1969) (p. 235)

L'INTEGRATION DANS LA BOURGEOISIE, NOUVEAU COURS DU XII^e CONGRES DES REVISIONNISTES ITALIENS (Article publié dans le «Zëri i popullit») (2 mars 1969) (p. 247)

LA JUSTE COMPREHENSION. ET ORGANISATION DE L'ACTION CLANDESTINE ET LEGALE DU PARTI, QUESTION FONDAMENTALE DE LA REVOLUTION (Extraits d'un entretien avec un ami cingalais) (17 mai 1969) (p. 252)

1970

SEULES UNE JUSTE LIGNE POLITIQUE ET UNE UNITE SOLIDE PERMETTENT DE SURMONTER LES DIFFICULTES ET DE REMPORTE LA VICTOIRE (Extraits d'un entretien avec une délégation du Mouvement de libération nationale de Palestine «Al-Fatah») (3 août 1970) (p. 258)

DE L'EXECUTION DES DECISIONS DU 6^e PLENUM DU CC DU PTA DANS LA LUTTE CONTRE LES MANIFESTATIONS D'INTELLECTUALISME ET DE TECHNOCRATISME (Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) (28 septembre 1970) (p. 268)

ETUDIONS LA THEORIE MARXISTE-LENINISTE EN ETROITE LIAISON AVEC LA PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE (Extraits du discours prononcé à la réunion commémorative tenue à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de l'Ecole du Parti «V.I. Lénine») (8 novembre 1970) (p. 274)

1971

CONGRES DE LA RESTAURATION DU CAPITALISME, CONGRES DU SOCIAL-IMPERIALISME (Article publié dans le «Zëri i popullit») (17 avril 1971) (p. 284)

L'antimarxisme et l'anticommunisme, base idéologique du révisionnisme khrouchtchévien (p. 284)

La ligne chauvine et néo-colonialiste de grand Etat (p. 287)

Sapeurs-pompier de la révolution et du mouvement de libération des peuples (p. 290)

Politique de superpuissance visant à l'expansion et à l'hégémonie mondiale (p. 292)

Hostilité furieuse contre les forces marxistes-léninistes (p. 294)

LA VISITE DE NIXON A PEKIN EST INOCCUPATE, NOUS NE L'APPROUVONS PAS (Lettre au CC du PC chinois) (6 août 1971) (p. 296)

RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE PRESENTE AU VI^e CONGRES DU PTA (Extraits) (1^{er} novembre 1971) (p. 304)

I - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE (p. 304)

La tendance du développement du monde actuel est à la révolution et à la victoire du socialisme (p. 304)

La paix véritable et la sécurité des peuples ne peuvent être assurées que par la lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique (p. 311)

II - LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET LES TACHES DU PARTI (p. 316)

Les principales orientations de la politique du Parti pour le développement de l'agriculture (p. 321)

Améliorons encore la direction de notre économie (p. 324)

III - LE RENFORCEMENT DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET LE DEVELOPPEMENT PLUS POUSSE DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE (p. 325)

IV - LE MARXISME-LENINISME, DOCTRINE TOUJOURS JEUNE ET SCIENTIFIQUE (p. 330)

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste, condition essentielle de la victoire sur la bourgeoisie et l'impérialisme (p. 333)

La révolution, voie de l'affranchissement de l'humanité (p. 337)

Le socialisme ne peut être édifié que sur la base de la théorie marxiste-léniniste (p. 339)

1972

LE VOYAGE DE NIXON EN CHINE, LES ENTRETIENS SINO-AMERICAINS, LE COMMUNIQUE FINAL (21 mars 1972) (p. 343)

1973

COMMENT IL FAUT INTERPRETER ET COMBATTRE L'ENCERCLEMENT IMPERIALISTE-REVISIONNISTE DE NOTRE PAYS ET L'EFFET DE SA PRESSION SUR NOUS (Extraits du discours prononcé devant les membres du Parti de l'appareil du CC du PTA, à leur réunion générale de reddition de comptes et d'élections) (15 mars 1973) (p. 348)

INTENSIFIONS LA LUTTE IDEOLOGIQUE CONTRE LES MANIFESTATIONS ETRANGERES AU SOCIALISME ET CONTRE LES ATTITUDES LIBERALES ENVERS ELLES (Extraits du rapport présenté au 4^e plénum du CC du PTA) (26 juin 1973) (p. 360)

Le renforcement de l'esprit de parti prolétarien, condition indispensable du développement dans une juste voie des lettres et des arts (p. 365)

Que nos goûts, notre comportement et notre mode de vie soient pénétrés d'une conception révolutionnaire du monde (p. 371)

Que les organisations du Parti et les communistes soient à la pointe de la lutte contre les manifestations de l'idéologie étrangère au socialisme (p. 374)

LES EVENEMENTS TRAGIQUES DU CHILI, LEÇON POUR TOUS LES REVOLUTIONNAIRES DU MONDE (Article publié dans le «Zëri i popullit») (2 octobre 1973) (p. 377)

1974

NOTRE POLITIQUE EST UNE POLITIQUE OUVERTE, UNE POLITIQUE DE PRINCIPES PROLETARIENS (Extraits du discours prononcé devant les électeurs de la circonscription 209 de Tirana) (3 octobre 1974) (p. 384)

LES ECRIVAINS ET LES ARTISTES SONT LES AUXILIAIRES DU PARTI DANS SON TRAVAIL D'EDUCATION COMMUNISTE DES GENS DE CHEZ NOUS (Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA au sujet de la réalisation jusqu'à ce jour des tâches fixées par le 4^e plénum du CC du PTA dans le domaine de la littérature et des arts) (20 décembre 1974) (p. 394)

1975

LES CADRES DOIVENT SE FORMER A L'ECOLE DE LA CLASSE OUVRIERE (Extraits du discours prononcé à la réunion de l'organisation de base du Parti dont fait partie l'auteur) (31 mars 1975) (p. 407)

LES LETTRES DU PEUPLE, SOUFFLE VIVIFIANT DE NOTRE DEMOCRATIE SOCIALISTE (Discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) (11 avril 1975) (p. 411)

LA CONFERENCE DE L'INSECURITE EUROPEENNE (Article publié dans le «Zëri i popullit») (29 juillet 1975) (p. 414)

PREFACE

Le quatrième tome des Œuvres choisies du camarade Enver Hoxha en langue française rassemble des écrits et discours appartenant à la période qui s'étend de 1966 à 1975 et concernant la poursuite conséquente de l'édification intégrale du socialisme dans les nouvelles conditions de la lutte acharnée menée contre l'impérialisme et le révisionnisme en même temps que pour la révolutionnarisation plus poussée du Parti et de toute la vie du pays.

Dans les discours, interventions, articles et entretiens du camarade Enver Hoxha publiés dans ce volume, se trouve reflétée la juste politique du Parti du Travail d'Albanie pour l'essor général et accéléré de l'économie, pour la continuation de l'industrialisation, tâche vitale de la construction socialiste, pour le développement de l'agriculture dans la voie de sa modernisation et de son intensification ; on y voit développées les mesures prises par le Parti pour une participation plus vaste et mieux organisée des travailleurs au gouvernement du pays, pour la rotation des cadres, la réduction de la différence entre les hauts et les bas salaires, etc., mesures qui servaient à barrer tout accès à la restauration du capitalisme, telle qu'elle s'est produite en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes.

Parmi divers problèmes, le camarade Enver Hoxha traite notamment du rôle toujours croissant des masses ; dans le gouvernement du pays et dans la gestion de l'économie, de l'importance qu'il y a à établir de justes rapports entre, elles et les cadres pour le renforcement de la démocratie socialiste, des motifs qui furent à l'origine du déclenchement et du développement des grands mouvements révolutionnaires de masse lancés en 1967 sous la conduite du Parti, comme ceux pour l'émancipation de la femme, pour la révolutionnarisation de l'école, pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel, pour la lutte contre les coutumes rétrogrades, etc. ; il expose la manière dont est mis en œuvre le contrôle ouvrier direct, l'interdépendance existant entre la révolution technique et scientifique et la participation active des travailleurs à cette révolution, etc. ; autant de problèmes dont la juste, solution s'est traduite par l'heureux accomplissement des 4^e et 5^e plans quinquennaux, œuvre des masses travailleuses elles-mêmes.

Il explique, avec des arguments scientifiques à l'appui, pourquoi la lutte des classes se poursuivra jusqu'à la construction du communisme et pourquoi le sort du socialisme dépend de la, juste compréhension de cette lutte qui est menée tout à la fois et de façon combinée, sur le plan intérieur et sur le plan extérieur ; pourquoi le danger pour le socialisme ne vient pas seulement du dehors sous forme d'agression militaire, mais aussi du dedans, du fait de la dégénérescence et de l'évolution pacifique contre-révolutionnaire. Il éclaire également, toujours de façon argumentée, en quoi réside l'essence réactionnaire des conceptions des révisionnistes soviétiques et autres sur l'extinction de la lutte de classes, sur «le parti du peuple tout entier» et sur «l'Etat du peuple tout entier», et aussi le caractère réactionnaire des vues chinoises, à l'époque encore camouflées, selon lesquelles, même après la construction de la base économique du socialisme, la bourgeoisie ne disparaît pas en tant que classe. Les conclusions sur la prétendue Révolution culturelle prolétarienne, où le révisionnisme chinois se manifestait ouvertement dans la pratique, sont riches de signification.

La nécessité pour les écrivains et les artistes de se tenir au coude à coude avec le peuple est soulignée comme une condition fondamentale de la création d'œuvres de qualité au niveau artistique et idéologique. Ce problème est traité largement dans le rapport présenté devant le 4^e plénum du CC du PTA, qui démasque le contenu réactionnaire des courants de la littérature et de l'art bourgeois et révisionnistes et indique ce qui les distingue, de la littérature et des arts du réalisme socialiste.

Afin de faire encore mieux prendre conscience aux masses des grandes tâches qui les attendent, le camarade Enver Hoxha attire l'attention de chaque communiste et travailleur sur la nécessité de comprendre à fond, et d'estimer avec tout le sérieux requis, l'importance de l'encercllement et du blocus impérialistes-révisionnistes, en vue d'annihiler les pressions idéologiques, politiques, économiques et militaires que les impérialistes et les social-impérialistes exercent sur l'Albanie

socialiste, et de le faire en appliquant constamment et avec persévérance le principe de l'appui sur ses propres forces. C'est dans cet esprit que le Parti du Travail d'Albanie a aussi mené la lutte pour démasquer les superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, ainsi que les autres puissances impérialistes, en tant que forces d'oppression et d'exploitation des peuples. Poursuivant fermement cette politique, le PTA a condamné et flétri sans aucune réserve l'agression de type fasciste entreprise par l'Union soviétique et ses alliés du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie, tout en continuant de dénoncer sans répit la guerre d'agression menée par l'impérialisme américain au Vietnam.

Le camarade Enter Hoxha souligne dans ces écrits la force immense et inépuisable des peuples dans leur lutte pour la conquête et la défense de leur liberté et de leur indépendance contre leurs farouches ennemis communs que sont l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et tous leurs valets.

Eduqué dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, le PTA s'est acquitté de ses devoirs envers sa classe ouvrière et son peuple en les rattachant étroitement aux devoirs et aux buts du prolétariat international, à la cause de la victoire du socialisme dans le monde entier. Maints articles, discours et entretiens de ce volume traitent la manière dont doivent se développer les relations entre les partis marxistes-léninistes.

Ces écrits sont un clair témoignage de la justesse de la ligne révolutionnaire du PTA, de son esprit de suite dans l'application fidèle et créatrice du marxisme-léninisme, de sa contribution à l'enrichissement de la théorie et de la pratique du socialisme scientifique.

Certains de ces textes sont publiés avec des coupures.

RAVIVER LA VIE DU PARTI, PROBLEME ESSENTIEL

Orientations à l'intention des organisations de base du Parti

2 février 1966

Les débats très animés qui ont eu lieu au sein du Parti et dans les réunions de masse à propos de l'analyse de l'Appel du Comité central du PTA et du Conseil des ministres de la RPA [*Cet appel, lancé le 23 octobre 1965 aux masses populaires, les invitait à participer à la discussion et à l'élaboration du 4^e plan quinquennal de développement de l'économie et de la culture pour les années 1966-1970.*], ainsi que de la décision du Bureau politique du CC du Parti «sur la lutte contre le bureaucratisme, pour une méthode et un style révolutionnaires dans le travail» [*Le Bureau politique du CC du PTA prit cette décision le 24 décembre 1965. Il y rappelait la nécessité de mener une lutte plus résolue contre les déformations bureaucratiques dans les organes du pouvoir et du Parti lui-même.*] ont montré tout le bien-fondé de ces décisions historiques ainsi que la maturité de notre Parti, lequel sait, au moment voulu, se saisir du maillon qui, dans la chaîne de tout notre travail, le révolutionnera plus avant. C'est là un indice irréfutable de la force marxiste-léniniste saine que représente le Parti du Travail d'Albanie.

Les communistes et le peuple tout entier appuient de toutes leurs forces notre Comité central et notre Parti dans cette très importante entreprise. Cet appui illustre une nouvelle fois les liens étroits qui existent entre le Parti et le peuple, la confiance inébranlable qu'ils se témoignent mutuellement, le patriotisme élevé de notre peuple héroïque.

Le Bureau politique considère que le problème essentiel à résoudre pour répondre aujourd'hui à ce vigoureux élan révolutionnaire des masses en vue de la réalisation des grandes tâches qui nous attendent, est le renforcement et l'animation des organisations de base du Parti.

QUE LES ORGANISATIONS DE BASE DU PARTI ASSUMENT L'ENTIERE DIRECTION DE TOUTES LES AFFAIRES DANS LEURS SECTEURS RESPECTIFS

Pour que le Parti remplisse son rôle de détachement d'avant-garde organisé de la classe ouvrière, de force inspiratrice et directrice de toute la vie du pays, il est indispensable que les organisations de base, qui en sont le solide fondement, assument pleinement leur rôle dans les entreprises, les coopératives, les campagnes, les unités militaires, les administrations et partout ailleurs. Cela veut dire que le sort de ces entreprises, coopératives, unités militaires, etc., ne soit pas entre les mains d'une seule personne, mais de l'organisation de base dans son ensemble. A cette fin il faut bien éclaircir les questions que voici :

1. Ce qui détermine la bonne marche des affaires dans tout collectif, c'est le niveau du travail idéologique, politique, organisationnel et mobilisateur qu'y mène l'organisation de base du Parti. Sans sous-estimer la très grande importance des cadres pour le Parti, il faut bien se dire que ce ne sont pas le secrétaire, le directeur, le président, ou le commandant qui sont le miroir du travail dans une coopérative, dans une entreprise économique, dans une école, une unité militaire ou ailleurs, mais essentiellement l'organisation de base. C'est grâce au travail incessant et attentif du Parti que nos cadres émergent du sein des masses.

L'organisation de base n'a pas pour seule tâche d'appuyer les ordres du directeur, du président ou du commandant. L'organisation du Parti dirige tout le travail, c'est elle qui décide ce que doivent faire les communistes et tous les travailleurs pour assurer la bonne marche des affaires, les tâches à remplir, la manière de vaincre l'ennemi dans la lutte, etc., c'est suivant ces directives que chacun s'acquitte des tâches qui lui sont confiées. Tous les autres organes, organismes et organisations sont des leviers du Parti. A ce titre, ils doivent travailler pour mettre en œuvre sa ligne et ses décisions, ses justes

orientations, sans se soustraire à aucune des exigences du centralisme démocratique de l'Etat et des autres organisations de masse.

Certes, l'organisation de base du Parti s'intéresse à tous les problèmes, mais elle ne peut accomplir toute seule tout le travail. Elle doit diriger et le faire à partir de positions d'où elle puisse avoir un large angle de vision. L'organisation de base doit combattre le sectarisme, toute tendance à monopoliser le travail, car le sectarisme étouffe l'initiative des cadres et des masses, il affaiblit et étiole le Parti. Les organisations de base du Parti doivent constamment accroître leur capacité de mettre à profit les moyens nécessaires pour que ses membres, ses leviers, tous les travailleurs s'acquittent pleinement des tâches qui leur incombent avec un sentiment élevé de responsabilité.

Tout en travaillant pour développer l'initiative des cadres et des divers organes et élever leur responsabilité, les organisations de base du Parti ne doivent pas permettre les manifestations d'esprit de clocher ou corporatif, ou les signes de technocratie, qui, sous d'autres formes, sont des manifestations de la pression bureaucratique exercée sur le Parti.

Ce n'est pas la mise en place de formes de travail rigides, mais l'élévation idéologique, politique, organisationnelle et technique des organisations de base qui doit constituer aujourd'hui la préoccupation principale du travail des organisations du Parti.

2. Il faut lutter contre toute tutelle exercée sur les organisations de base et combattre toute manifestation de méfiance à leur égard, toute méthode rigide administrative et coercitive qui bride leur initiative. Il faut y substituer une aide et un contrôle qualifiés, qui leur ouvre à elles, aux membres du Parti et aux masses travailleuses, un large horizon d'action. Que l'organisation de base soit laissée libre de poser et de résoudre elle-même les problèmes qui sont de son ressort. En particulier, elle doit être aidée dans les campagnes, où les tâches sont aussi plus ardues.

a) Il faut mettre un terme à la pratique nocive consistant à dicter d'en haut des ordres du jour pour les réunions des organisations de base, à travers diverses décisions, recommandations et instructions, comme par exemple qu'il doit y être présenté une information politique une fois par mois, que le problème des cotisations doit y être examiné une fois tous les trois mois, et les problèmes de l'élevage discutés une fois tous les six mois, etc.

b) Il convient de développer largement l'initiative et la responsabilité des organisations de base, en particulier dans le travail d'analyse et d'application créatrice des directives et des orientations du Parti. Les organisations de base doivent réagir immédiatement lorsque des décisions, des ordres et des instructions sont en opposition avec la ligne du Parti, avec sa juste politique, avec les intérêts du peuple. Les intérêts du Parti ne diffèrent pas de ceux du peuple, aussi tout ce qui est en opposition avec ces intérêts va en même temps à rencontre de la ligne du Parti. Au cours des débats qui ont eu lieu dans le Parti et parmi les masses sur la lutte contre le bureaucratisme et pour l'amélioration de la méthode et du style dans le travail, il est apparu clairement que les organisations de base n'ont pas bien veillé à éviter les déformations bureaucratiques. Cela doit devenir une bonne leçon. Le centralisme démocratique exige que, par la voie du Parti, nous nous élevions vigoureusement contre toute déformation de la ligne marxiste-léniniste en son sein.

3. Notre Parti est avant tout le dirigeant, l'organisateur, l'éducateur, le conseiller et l'inspirateur des masses travailleuses. Il vit et lutte pour leurs intérêts. Les organisations de base et chaque communiste doivent consacrer la part essentielle de leur activité au travail vivant d'éducation et de mobilisation des hommes, les écouter attentivement, leur témoigner du respect. Il n'est aucun problème discuté à l'organisation de base, où ne doit être soulignée la pensée des masses, des hommes le plus intéressés à la réalisation des tâches que pose le Parti. Il ne doit y avoir non plus aucune décision, aucune tâche ou orientation fixée qui ne réponde au souci de satisfaire les exigences des masses. On doit se faire une règle, après la réunion de l'organisation de base, de mettre au courant les travailleurs des questions qui les intéressent et de trouver avec eux des formes et des moyens des plus appropriés pour les résoudre.

Périodiquement, lorsque le besoin s'en fait sentir, il convient d'organiser aussi des réunions ouvertes des organisations de base. Ces réunions joueront un rôle important dans l'éducation des travailleurs, dans leur mobilisation, dans le renforcement des liens avec eux.

La capacité et la force des organisations du Parti, du pouvoir populaire, de notre dictature, s'accroîtront toujours plus à travers leurs liens avec les masses. A l'inverse, toute action et toute attitude qui affaiblit ces liens, affaiblit aussi notre Parti et notre pouvoir. Il faut dénoncer sévèrement, comme nous étant tout à fait étrangères, toute tendance à substituer à la méthode de la persuasion la pratique des ordres impérieux, du diktat et des attitudes arrogantes. Par ces moyens-là, on ne convainc personne, on peut éventuellement intimider les éléments timorés mais en aucun cas le Parti et le peuple.

Les membres du Parti doivent mener la lutte de classe en se fondant sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, sur la juste ligne du Parti, et en s'appuyant sur les masses. Ils doivent être en mesure de distinguer, à l'issue d'une analyse approfondie, le bien du mal, le dangereux du moins dangereux et d'utiliser la méthode la plus appropriée dans le travail auprès des hommes.

LA COMPLETE MISE A CONTRIBUTION DES MEMBRES DU PARTI, CONDITION PREMIERE DU REHAUSSEMENT DU ROLE DE SES ORGANISATIONS DE BASE

1. Afin d'élever le sentiment de responsabilité et l'efficacité de l'action de chaque adhérent, il convient d'éliminer le sectarisme et le formalisme dont nous souffrons dans la mise à contribution de nos membres et d'aller vers un nouveau partage des tâches dans toutes les organisations de base du Parti. Agissons comme nous l'enseigne Lénine, et de pair avec une saine centralisation dans l'organisation du Parti, décentralisons la responsabilité de chacun de ses membres, c'est-à-dire répartissons les tâches entre les membres du Parti. Cette décentralisation est une condition essentielle du centralisme révolutionnaire.

a) Aucun membre du Parti ne doit rester à l'écart de l'activité des organisations de base. Les communistes ne doivent être indifférents à aucun problème du Parti et du peuple. Une vision étroite de sa propre tâche, une conception étriquée de l'intérêt personnel, le souci de se trouver «un petit coin bien chaud» sont étrangers aux communistes. Quel que soit le lieu où ils travaillent, ils doivent assumer le rôle de combattant d'avant-garde pour mettre en œuvre la ligne du Parti, et répondre de son action.

Un membre du Parti doit en même temps se signaler par son activité politique et sociale. Le travail volontaire social est, par tous ses aspects, un travail essentiellement communiste. Un communiste qui ne se montre pas à la hauteur de cette tâche, ne peut être membre du Parti. Le sectarisme que l'on montre dans l'assignation des tâches aux communistes, leur division en «aptes» et «inaptes», ne repose sur aucun fondement, c'est une marque de subjectivisme et d'incapacité des dirigeants mêmes des organisations de base.

b) La répartition des tâches entre les membres du Parti ne doit pas prendre des formes figées, elle doit être faite en fonction des conditions de travail et des exigences toujours renouvelées.

Outre la répartition déjà existante dans les organisations de base, dans les organisations des secteurs et dans leurs bureaux, les communistes, isolément ou par groupes, selon leurs capacités et leurs qualités, peuvent être chargés aussi de répondre d'autres problèmes qui préoccupent l'organisation, comme par exemple la planification, les questions financières, la discipline, l'émulation, les questions techniques, les économies, l'accumulation des engrais, etc.

Les communistes sont en même temps et au premier chef des dirigeants politiques, ils doivent donc être chargés de travailler auprès d'une masse déterminée de citoyens ou de travailleurs, en sorte qu'aucun travailleur, personne, à la ville ou à la campagne, ne soit détaché des liens vivants avec le Parti, que tous soient nourris de ses enseignements. Les communistes chargés de cette tâche, ainsi que

ceux qui ont pour fonction de travailler auprès des conseils populaires, des organisations de masse, etc., sont responsables devant l'organisation de base du Parti, et ils doivent aussi lui rendre compte régulièrement de l'accomplissement des tâches qui leur ont été assignées. Le rôle d'un communiste ne doit pas se réduire à veiller à ce que telle ou telle séance de formation politique se soit tenue ou à ce que telle ou telle organisation de masse se soit réunie. Par ailleurs, il n'a aucun privilège, il ne peut prendre aucune sanction au niveau du Parti ou de l'Etat contre qui que ce soit, il a pour devoir de veiller à la bonne marche des affaires qui lui ont été confiées, de veiller à l'éducation des gens et à ce que règne partout un esprit de parti sain.

c) La répartition des forces du Parti n'est pas non plus quelque chose d'immuable. Les membres du Parti ne doivent en aucune manière se sentir placés occasionnellement à tel ou tel poste, mais ils doivent avoir conscience d'être des éléments combattants de cet organisme centralisé du Parti qui embrasse tous les aspects de la vie du pays. Que les organisations du Parti procèdent à une nouvelle et plus juste répartition de leurs membres, non pas là où cela est le plus facile, mais là où cela est nécessaire, là où se trouve le front principal de la production, en sorte que partout, dans tous les secteurs et à tous les maillons, à tous les organismes, on sente la main du Parti, sa ligne, on entende sa voix et ses conseils.

d) Que les bureaux des organisations de base du Parti deviennent de véritables noyaux d'organisation pour la mobilisation de tous les communistes ; qu'ils organisent et répartissent le travail entre leurs membres et, sur cette base, assurent l'action de tous les membres du Parti, leur fournissent l'aide nécessaire et exercent leur contrôle. Que ce mode de répartition des tâches soit également pratiqué par les comités du Parti, qui peuvent aussi convoquer des membres des bureaux des organisations de base à des réunions, des séminaires, des assemblées de cadres sur des questions déterminées.

2. Une des manifestations les plus odieuses et les plus néfastes du bureaucratisme et du sectarisme, qui affaiblit l'esprit de combat des communistes et des organisations de base, consiste dans le fait que parfois l'autocritique et la critique dans le Parti ne sont pas à la hauteur requise.

Il faut condamner ces pratiques avec une extrême rigueur. Que chaque communiste fasse son examen de conscience dans ce sens et se mette aussitôt, sans hésitation et sans réserve, à user constamment et judicieusement de l'arme de l'autocritique et de la critique. Les organisations du Parti sont des foyers de révolutionnaires, elles doivent bouillonner de vie active, elles doivent être le creuset de la trempe et de l'éducation de chaque membre. Que les membres expriment librement leurs opinions dans l'organisation, car, de la sorte, ils agissent comme il se doit, ils se comportent honnêtement envers le Parti, ils s'aident eux-mêmes et aident leurs camarades, et si jamais leurs jugements ne sont pas justes, ils se corrigeront.

Dans l'organisation de base se forge l'unité d'acier des communistes, non seulement sur la ligne générale du Parti, mais aussi sur tous les problèmes qui y sont posés et résolus. Sans une confrontation d'idées, sans la participation de tous les membres de l'organisation à cette confrontation, il ne saurait y avoir une unité solide de pensée et d'action. A cet égard, il convient de défendre comme étant sacrés les droits des membres du Parti et il appartient aux organisations de base de prendre la défense de tous ceux qui émettent des critiques justes et sévères.

Le renforcement des convictions des membres du Parti est une exigence indispensable, une condition de la discipline, de cette discipline consciente et d'acier, sans laquelle le Parti lui-même ne peut exister, sans laquelle les communistes ne peuvent agir ni vivre ; en particulier dans les conditions de notre pays, encerclé par les ennemis impérialistes et révisionnistes, où le Parti mène une lutte permanente, renforcer et tremper la discipline consciente est une nécessité quotidienne et rend le Parti invincible.

3. Les organes et organisations du Parti doivent diriger de près l'activité des communistes, leur apprendre à travailler et à avancer comme il se doit sur la ligne du Parti, à parfaire concrètement leur

éducation dans le cours même de la lutte, en surmontant les difficultés et remportant des victoires. Que les organisations du Parti éduquent et trempent les communistes au contact des questions qui surgissent de la vie même, de la lutte et de l'expérience quotidienne du Parti et du peuple.

Un travail particulier doit être mené auprès des communistes des campagnes. Il faut leur ouvrir de vivants horizons de travail, de savoir et d'action, développer leur initiative. Que les communistes s'efforcent de penser à tout par eux-mêmes, en se fondant sur la ligne du Parti, sur ses orientations et sur les décisions de ses organisations de base. Qu'ils organisent eux-mêmes le travail politique à mener auprès des masses sur chaque problème, sous les formes les plus appropriées à leurs conditions et qu'ils n'attendent pas que des instructions ou des ordres leur parviennent d'en haut.

Il faut bien avoir présent à l'esprit que se borner à donner des ordres est fort facile, mais que cela comporte bien des dangers. Ceux qui agissent ainsi se persuadent qu'ils sont «nés» pour dicter leur volonté aux autres. Cela engendre la présomption, le goût du commandement pour le plaisir de commander, cela développe l'arrogance, autant de traits étrangers à notre société et condamnables par la ligne de notre Parti.

Une telle pratique nocive crée chez ceux qui reçoivent des ordres et des directives l'habitude d'en donner eux-mêmes. Ainsi se forme un cercle vicieux, pourri, bureaucratique; on voit se constituer une couche qui donne des ordres et une autre qui doit les exécuter. Que les organisations du Parti mènent une lutte acharnée et impitoyable contre de pareilles conceptions et façons d'agir, car elles se manifestent parfois de façon spontanée, comme si de rien n'était, et si on ne les combat pas, elles se muent en une ligne très néfaste.

Une telle méthode de travail conduit les gens à ne plus penser par eux-mêmes, elle les rend indolents, timorés et serviles devant leurs supérieurs, elle conduit jusqu'aux membres du Parti à ne plus approfondir eux-mêmes les problèmes. Par suite, les gens voient étouffer leur esprit d'initiative pourtant si utile, leurs propositions fécondes sont accueillies brutalement et il ne peut alors être question ni de critique ni d'autocritique marxistes-léninistes.

Que les communistes tendent leur vigilance, leur esprit militant pour nettoyer les manifestations étrangères à notre société, dès qu'elles pointent l'oreille. Notre vigilance révolutionnaire ne doit pas se réduire à une simple formule qui se répète continûment à tout propos et hors de propos. Non ! Elle doit se développer dans tous les domaines, servir à défendre tout élément sain dans notre Parti et dans notre pays, à déceler et à combattre tout mal à la racine. Mais cela ne peut être réalisé que là où le travail du Parti est mené à un diapason révolutionnaire de masse, où les communistes et la masse se pénètrent bien de l'essence des problèmes, c'est-à-dire qu'ils en voient bien et les bons et les mauvais côtés, qu'ils travaillent, pensent et luttent en se guidant sur la ligne du Parti, comme de vrais combattants de sa cause. Cela, qu'aucun membre du Parti ne l'oublie jamais.

4. Traduisons pleinement dans la pratique la prescription connue du Parti qui nous enjoint de faire des organisations de base les centres les plus importants d'éducation et de trempe des communistes. L'éducation des communistes est, en premier lieu, la tâche des organisations de base du Parti ; celles-ci sont le lieu où se réalise le mieux la liaison de la théorie avec la pratique. Ainsi l'on combattra également avec plus de succès le formalisme et le dogmatisme dont souffre notre travail idéologique et politique.

Nous devons considérer chaque problème que nous examinons, chaque mesure que nous adoptons sans les dissocier de la ligne générale du Parti, en analyser, toujours sous cet angle, le contenu idéologique et politique, et en découvrir les racines. Partons toujours et seulement de justes positions de principes, de l'intérêt général, des grands objectifs de notre Parti que sont la construction du socialisme et du communisme, la défense des victoires de notre peuple, la défense de la patrie socialiste.

Aux réunions des organisations de base du Parti, il faudra, chaque fois qu'on le jugera opportun, examiner des problèmes qui concernent l'éducation et la trempe des communistes, leur rôle d'avant-garde, en les reliant étroitement à la vie des organisations et de leurs membres.

RAVIVONS LA VIE DU PARTI COMBATTONS TOUTE CONCEPTION ETROITE, SECTAIRE DES FORMES DE STRUCTURE DU PARTI, AINSI QUE TOUT FORMALISME ET OFFICIALISME DANS LES REUNIONS DES ORGANISATIONS DE BASE

Ayons constamment présent à l'esprit que les formes et les normes d'organisation ont leurs fondements dans la réalité vivante et que c'est encore dans cette réalité qu'elles montreront leur vitalité. A ce propos, elles doivent être enrichies et, le cas échéant, modifiées. Dans la vie il faut avoir soin de ne jamais marquer le pas; il faut aller de l'avant, sinon on reste à la traîne. Les rapports réels, nous enseigne Lénine, ne sont pas quelque chose de mort, ils vivent et se développent. Les définitions juridiques peuvent correspondre au développement progressif de ces rapports, mais elles peuvent aussi (si ces définitions sont inexactes) «correspondre» à leur régression ou à leur stagnation.

La vie exige que nous rendions les organisations de base du Parti, leur structure et leur travail plus souples, plus adroits, que nous nettoiyons les formes et les maillons superflus, et mettions en œuvre les formes de travail qui renforcent l'action du Parti. Cela est d'une grande importance de principe et pratique.

1. Luttons avec vigueur pour vivifier les organisations de base du Parti. Ce n'est pas leur forme, mais leur contenu qui doit être notre souci principal. A cet égard, nous devons modifier entièrement notre méthode, nos exigences. Ce n'est ni le lieu où se déroule la réunion du Parti, ni la solennité creuse, ni le rapport écrit que l'on y présente qui déterminent le contenu et le succès du travail de l'organisation de base du Parti. Le résultat des réunions doit être apprécié en fonction de la profondeur de l'examen des problèmes pressants qui y sont soumis de la mise à contribution de tous les membres du Parti pour parvenir à leur solution, de l'élaboration des mesures conduisant à la solution du problème, et enfin de leur parfaite application. Tous ceux qui y participent doivent se préparer sérieusement aux réunions de l'organisation de base du Parti. C'est là l'essentiel. Le mode de préparation et d'examen du problème peut varier. Le rapport peut être présenté par écrit ou à l'aide de notes, on peut n'exposer que le projet des mesures à prendre, on peut organiser des réunions improvisées sur des problèmes urgents ou mettre une question en discussion, on peut contrôler l'exécution des décisions ou la façon dont sont posés les divers problèmes ; tous ces points-là doivent être fixés par les organisations du Parti elles-mêmes, qui sont tenues d'en régler aussi le mode de déroulement et de direction, etc. Ce qui est important, c'est le contenu de l'analyse et surtout son résultat. Les travaux des réunions de l'organisation de base du Parti doivent, pour les trois quarts, être occupés car l'élaboration, l'examen et le contrôle des mesures à prendre pour la solution des problèmes. La décision doit être la synthèse de tous les travaux, du débat des idées et des propositions avancées à la réunion.

Dans les travaux des réunions des organisations de base, il ne doit y avoir ni hâte ni lenteurs. Elles peuvent durer une demi-heure, elles peuvent aussi durer dix heures. Leur durée dépend du problème posé, de la manière dont il l'est, de sa préparation, etc. Rien n'est plus important que les réunions du Parti, et il ne faut en aucune manière tolérer qu'elles soient sous-estimées.

2. Les comités du Parti des districts, se fondant sur les principes fondamentaux et sur les statuts du Parti, devront désormais résoudre eux-mêmes et de leur propre initiative les questions relatives à la structure des organisations de base du Parti.

Le Bureau politique du Comité central du PTA estime opportun de souligner encore que la règle fondamentale de la structure des organisations de base du Parti est toujours l'union de tous ses membres travaillant dans une entreprise, une coopérative agricole ou une institution, en une seule organisation. Le nombre minimum de membres fixé pour la mise sur pied d'une organisation de base est de trois. L'assemblée générale de l'organisation de base doit être convoquée au moins une fois par

mois. En même temps, jusqu'au prochain congrès, et jusqu'à ce que les modifications appropriées soient apportées aux statuts du Parti, le Bureau politique du Comité central conseille aussi à titre préliminaire les mesures suivantes:

a) Que des organisations du Parti de secteur et des groupes du Parti soient mis sur pied là où cela s'avère opportun, indépendamment du nombre de communistes que compte l'organisation de base. En l'occurrence, les organisations de base et les comités du Parti doivent avoir plutôt le souci d'organiser le plus efficacement possible les forces du Parti que d'assurer le nombre nécessaire de membres pour les mettre sur pied. Elles doivent être structurées judicieusement, selon les secteurs de travail. Là où les militants luttent le plus activement pour la mise en œuvre de la ligne du Parti, une organisation peut englober plus d'une unité de production, et, dans les coopératives agrandies, une, deux ou trois brigades pour chaque village, etc.

Les communistes, partout où ils travaillent, dans chaque secteur, atelier, village, etc., de façon isolée ou collectivement, doivent répondre de la bonne marche des affaires. Quel que soit leur nombre, ils doivent réfléchir, discuter des diverses questions et travailler ensemble, puis définir des attitudes communes. Ils doivent également mettre en mouvement les militants qui ne sont pas membres du Parti, se concerter et organiser avec eux la réalisation des tâches.

Le droit de mettre sur pied des organisations du Parti dans un secteur ou des groupes du Parti ne doit appartenir qu'à l'organisation de base.

b) Dans les grandes organisations, lorsque le comité du Parti du district le juge opportun et prend une décision à cet effet, il peut être attribué aux organisations du Parti de secteur ou d'atelier tous les droits des organisations de base du Parti. En ces cas-là, outre les réunions de reddition de comptes et d'élections, l'assemblée générale de l'organisation de base doit être convoquée toutes les fois que cela sera jugé opportun.

c) Le secrétaire, le secrétaire adjoint (plus d'un lorsque cela s'avère nécessaire) ou le bureau de l'organisation de base sont élus pour diriger tous ses travaux. Dans tous les cas, selon les besoins et l'effectif du Parti, la décision appartient à l'organisation de base. Il faut combattre tout caractère bureaucratique dans le travail des secrétaires et des bureaux, faire en sorte qu'ils établissent des relations vivantes avec les communistes et les travailleurs. En règle générale, les secrétaires des organisations de base ne devront plus être des permanents. Dans les cas où les organisations d'un secteur jouissent des droits d'une organisation de base du Parti, les bureaux de ces organisations ont le droit d'examiner aussi les décisions sur les admissions et les radiations des membres. Quand ils jugent ces décisions justes, ils les transmettent pour approbation à l'instance supérieure.

d) Dans des cas particuliers, lorsqu'il s'agit d'entreprises ou d'institutions assez ramifiées avec de vastes secteurs, importants et particuliers, de travail et un grand nombre de membres, on peut créer, selon l'importance des secteurs, plus d'une organisation de base. Ces organisations seront directement rattachées au comité du Parti de district ou d'arrondissement, ou encore, par décision spéciale du Comité central, il peut être créé pour elles des comités de Parti investis des droits des comités du Parti d'arrondissement ou de zone rurale.

e) Conformément aux statuts du Parti, dans des lieux de production ou dans d'autres secteurs de travail, où l'on compte moins de trois membres du Parti, il peut être créé des groupes communs du Parti et de la jeunesse. Il faudra également former, là où cela s'avérera nécessaire, des groupes du Parti et des unions professionnelles, qui devront comprendre les membres et les stagiaires du Parti ainsi que certains des membres de l'organisation de base des unions professionnelles. Ces groupes seront dirigés par un membre du Parti désigné par le comité du Parti de district, d'arrondissement ou de zone.

Par ces nouvelles orientations, le Bureau politique du Comité central du PTA n'a pas pour but de substituer une série de formes à une autre, ou d'énoncer une série de formes et de méthodes de travail

applicables dans tous les cas pour tous les problèmes pouvant surgir dans la pratique. Si nous agissions ainsi, au lieu d'atteindre les objectifs souhaités et de vivifier la vie du Parti, nous l'étiolerions et la bureaucratiserions. Nous devons avoir cela constamment présent à l'esprit dans notre travail.

Le Parti du Travail d'Albanie est le parti de la révolution. Les principes et les normes qui président à son organisation ne constituent pas un but en soi, mais ils servent son développement révolutionnaire, ils sont toujours définis en fonction des plans grandioses qu'il dresse pour la victoire du socialisme et du communisme.

Maintenant la première des tâches consiste à élever le rôle du militant d'avant-garde, à accroître l'élan révolutionnaire et créateur des communistes et des organisations du Parti, afin que, comme elles l'ont toujours fait, elles guident le grand mouvement qui a embrassé tous les travailleurs.

Le Bureau politique du Comité central du PTA estime que ces orientations serviront précisément ce grand dessein. Rehaussons donc encore le rôle des organisations de base en tant que centres militants de notre Parti, véritables foyers révolutionnaires, grandes écoles de formation.

Le Premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie

Enver Hoxha

Œuvres, t, 31.

LE PUTSCH FASCISTE EN INDONESIE ET LES ENSEIGNEMENTS QU'EN TIRENT LES COMMUNISTES

Article publié dans le «Zëri i popullit»

11 mai 1968

La tragédie que vivent le peuple et les communistes indonésiens doit bouleverser la conscience de tous les hommes progressistes. Directement et indirectement soutenus par les impérialistes américains et par les révisionnistes khrouchtchéviens, les fascistes indonésiens renouvellent, sur une plus grande échelle, les forfaits des nazis commis naguère après leur accession au pouvoir. Il faut arrêter leur bras. Il faut que tous les hommes honnêtes, tous les révolutionnaires, tous les antifascistes élèvent la voix pour protester énergiquement contre le massacre des communistes et des hommes progressistes d'Indonésie. C'est aujourd'hui, pour tous, l'impératif le plus élémentaire, parce que c'est un vrai crime que de laisser les réactionnaires les plus enragés assassiner des centaines de milliers d'innocents (probablement aucune guerre, à l'exception des guerres mondiales, n'a causé tant de victimes) sans se voir infliger un juste châtement.

Le peuple et les communistes albanais expriment leur solidarité internationaliste envers les communistes indonésiens, victimes de la terreur fasciste. Nous sommes convaincus qu'indépendamment des grandes pertes qu'il a subies, le Parti communiste indonésien répondra aux fascistes par une lutte révolutionnaire résolue pour écraser totalement la réaction. Il est désormais clair que les communistes et les patriotes indonésiens n'ont devant eux qu'une seule voie : riposter à la violence contre-révolutionnaire par la violence révolutionnaire, par la lutte armée des ouvriers et des paysans, pour défendre la liberté et la démocratie, pour faire échec au fascisme et à la terreur. L'évolution des événements d'Indonésie est une triste réalité pour les communistes et pour tous les révolutionnaires. Néanmoins, ce qui s'est produit là-bas représente une grande expérience, qu'il convient d'étudier attentivement et dont il faut tirer des enseignements précieux. La révolution ne se

développe jamais en ligne droite. Elle avance à travers des victoires et des défaites. Les révolutionnaires, les marxistes-léninistes ont pour devoir de cimenter leurs victoires et, d'autre part, de s'instruire des défaites temporaires, d'en tirer les conclusions nécessaires, de façon que la révolution soit portée à un degré supérieur et se développe avec encore plus de force. L'expérience d'une révolution est utile non seulement pour les révolutionnaires et les communistes d'un pays, mais aussi pour tous les révolutionnaires, pour tous les marxistes-léninistes dans le monde. C'est pourquoi, outre les communistes indonésiens, les révolutionnaires et communistes des différents pays doivent tirer des événements d'Indonésie les enseignements qui s'imposent. Cela est d'une importance primordiale.

Le Parti communiste indonésien a grandi et s'est développé, en tant que parti marxiste-léniniste, dans une lutte de classe acharnée contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Après les graves coups qu'il reçut de la réaction en 1927 et en 1948, quand furent massacrés des milliers de communistes et toute la direction du parti, le Parti communiste indonésien, grâce à sa lutte et à ses combats, s'est relevé, et cela à tel point qu'il est devenu une force qui, par le nombre de ses membres, représentait le plus grand parti communiste des pays capitalistes. Sans aucun doute, même après les grandes pertes qu'il est en train de subir, il recouvrera à nouveau ses forces, grâce à une lutte courageuse, conséquente et révolutionnaire marxiste-léniniste. Nous, communistes albanais, sommes fermement convaincus que les communistes indonésiens analyseront attentivement le travail qu'ils ont accompli jusqu'à présent, qu'ils mettront à nu les erreurs, les défauts et les faiblesses qui se sont fait jour dans le travail du parti, qu'ils *en* tireront les conclusions nécessaires, afin que le Parti communiste indonésien puisse, dans l'avenir, diriger avec succès le peuple indonésien dans la voie de la révolution. Personne n'est mieux qualifié qu'eux pour le faire.

Les événements d'Indonésie ne sont pas un phénomène isolé. Ils constituent le maillon d'une chaîne, un élément constitutif de l'attaque de la réaction internationale contre le mouvement communiste et la lutte de libération des peuples. Ils sont liés à l'activité agressive de l'impérialisme américain au Vietnam et ailleurs, aux interventions sanglantes des impérialistes en République Dominicaine et dans toute l'Amérique latine, ils sont liés à l'organisation des coups d'Etat contre-révolutionnaires dans plusieurs jeunes Etats d'Afrique, aux menées subversives et scissionnistes auxquelles les révisionnistes khrouchtchéviens se livrent depuis longtemps au sein du mouvement communiste international, à leur action de sabotage contre la lutte de libération nationale des peuples, à leur soutien actif à l'impérialisme américain et aux réactionnaires de tout acabit, etc.

C'est pour cette raison que les révolutionnaires et les communistes des différents pays doivent s'arrêter sérieusement sur ces phénomènes, les analyser attentivement et en tirer les enseignements nécessaires, pour que la lutte révolutionnaire puisse aller toujours de l'avant, de victoire en victoire.

LA VALEUR DES «LIBERTES DEMOCRATIQUES» DANS UN ETAT BOURGEOIS ET LA MANIERE DE LES METTRE A PROFIT

La bourgeoisie et, bien entendu, les révisionnistes modernes parlent beaucoup des prétendues libertés démocratiques et comptent beaucoup sur elles. En fait, juste pour la forme, dans chaque Etat bourgeois dit démocratique, il existe quelques «libertés» démocratiques relatives. Nous disons relatives, parce qu'elles ne dépassent jamais la limite de la conception bourgeoise de la «liberté» et de la «démocratie», parce qu'elles s'étendent juste assez pour ne pas toucher aux intérêts vitaux de la bourgeoisie au pouvoir.

Bien entendu, la classe ouvrière et les hommes progressistes tirent parti de ces conditions pour s'organiser, pour propager leurs conceptions et leur idéologie, pour préparer le renversement des classes exploiteuses et la prise du pouvoir.

Après la Seconde Guerre mondiale, dans beaucoup de pays capitalistes d'Europe, par suite de la victoire sur le fascisme et du rôle joué par les partis communistes dans la guerre antifasciste, certains de ces partis sont allés jusqu'à participer au gouvernement (par exemple, en France, en Italie, en

Finlande et ailleurs), à obtenir un grand nombre de députés au Parlement, des postes importants dans l'appareil d'Etat, et jusque dans l'armée.

De même, au cours de ces quinze dernières années, à diverses périodes, des conditions favorables au parti de la classe ouvrière et aux forces progressistes se sont aussi créées dans quelques pays du Moyen-Orient, comme en Iran et en Irak, dans plusieurs pays d'Amérique latine, comme au Guatemala, au Brésil, en Equateur, au Venezuela et ailleurs. En Asie, une situation assez favorable se créa en Indonésie. Le Parti communiste indonésien grandit rapidement, il faisait partie du gouvernement, il exerçait une grande influence sur la politique intérieure et extérieure du pays.

Mais, même dans les conditions des «libertés démocratiques», une âpre lutte de classes, une lutte à mort, se poursuit entre la révolution et la réaction, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Si le prolétariat et son parti œuvrent pour renforcer leurs positions, la réaction et la bourgeoisie, de leur côté, ne dorment pas. Au contraire, se servant de l'appareil d'Etat bourgeois, de la police et des forces armées, pratiquant la corruption et la diversion, et entretenant l'opportunisme et les illusions réformistes et pacifistes au sein de la classe ouvrière, elles se préparent sérieusement pour renforcer leurs positions et défaire les forces révolutionnaires.

Le cours des événements après la Seconde Guerre mondiale témoigne que, dans le cadre des «libertés démocratiques», la bourgeoisie a agi énergiquement et par différents moyens pour liquider le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Lorsque la bourgeoisie et la réaction eurent consolidé leurs positions, elles exclurent les communistes du gouvernement, des postes importants de l'appareil d'Etat et de l'armée, comme ce fut le cas en Italie, en France et en Finlande. En Angleterre, en Autriche et ailleurs on n'a pas même toléré la présence des communistes au parlement, tandis qu'en Grèce on les a jetés en prison ou combattus par les armes.

Lorsque la bourgeoisie et la réaction constatent que leur pouvoir est menacé du fait de la force et du prestige accrus du parti communiste et du mouvement révolutionnaire des masses, elles jouent leur dernière carte : elles mettent en action les forces armées, organisent des pogroms pour briser et liquider le mouvement révolutionnaire et les partis communistes, comme elles l'ont fait en Iran et en Irak, et, récemment, lors des événements tragiques d'Indonésie. Dans ces cas-là, la réaction et la bourgeoisie du pays concerné ont aussi directement utilisé l'aide de la réaction mondiale et même le soutien de ses forces armées, comme on l'a vu à Saint-Domingue et ailleurs.

Quelles conclusions tirer de cette expérience historique ?

Premièrement, les prétendues «libertés bourgeoises» et «libertés démocratiques» dans les pays capitalistes ne sont pas de nature à permettre aux partis communistes et aux groupes révolutionnaires d'atteindre leurs buts. Non. La bourgeoisie et la réaction ne permettent l'activité des révolutionnaires que dans la mesure où celle-ci ne met pas en péril le pouvoir de classe de la bourgeoisie. Lorsque ce pouvoir est mis en danger, ou lorsque la réaction trouve le moment propice, elle étouffe les libertés démocratiques et recourt à n'importe quel moyen, sans aucun scrupule moral et politique, pour détruire les forces révolutionnaires. Dans tous les pays où l'on permet aux partis communistes de militer ouvertement, la bourgeoisie et la réaction mettent à profit cette situation pour connaître toute l'activité, les hommes, les méthodes de travail et de lutte des partis marxistes-léninistes et des révolutionnaires. Il s'ensuit que les communistes et leurs partis marxistes-léninistes véritables commettraient une erreur fatale s'ils se fiaient aux «libertés» bourgeoises qui leur sont concédées en raison des conjonctures, s'ils affichaient tout ouvertement et s'ils ne gardaient pas le secret de leur organisation et de leurs plans. Les communistes doivent profiter des conditions de l'activité légale, l'utiliser même pour mener un vaste travail de propagande et d'organisation, mais, en même temps, se préparer pour le travail dans la clandestinité.

Deuxièmement, les thèses opportunistes sur «la voie pacifique» de la prise du pouvoir sont un leurre et représentent un grand danger pour le mouvement révolutionnaire. A première vue, le Parti communiste Indonésien semblait pouvoir atteindre plus facilement son but par cette voie. Néanmoins, les communistes indonésiens avaient déclaré plus d'une fois qu'ils ne se faisaient pas d'illusions sur la voie pacifique. Dans les salutations qu'elle a adressées au Congrès du Parti communiste de Nouvelle-Zélande, la délégation du Comité central du Parti communiste indonésien a indiqué que «les événements d'Indonésie ont confirmé une fois de plus qu'il n'y a aucune classe dominante... ni force réactionnaire qui permette aux forces révolutionnaires de remporter la victoire par «la voie pacifique»». Les communistes tirent des événements tragiques d'Indonésie l'enseignement qu'il ne suffit pas seulement de rejeter les illusions opportunistes sur la «voie pacifique», ni de reconnaître que la seule voie pour la prise du pouvoir est la voie révolutionnaire de la lutte armée. Le parti du prolétariat, les marxistes-léninistes et chaque révolutionnaire doivent prendre des mesures efficaces pour préparer la révolution, à commencer par l'éducation des communistes et des masses dans un esprit militant révolutionnaire jusqu'à la préparation concrète pour faire face à la violence contre-révolutionnaire de la réaction par la lutte armée révolutionnaire des masses populaires.

Troisièmement, indépendamment des conditions et des positions favorables dont il peut bénéficier à un moment donné, le parti de la classe ouvrière ne doit pas relâcher un seul instant sa vigilance révolutionnaire, surestimer ses propres forces et celles de ses alliés, ni sous-estimer la force de l'adversaire, de la bourgeoisie et de la réaction. Le Parti communiste indonésien jouissait d'une grande influence dans le pays, mais il semble avoir surestimé en particulier la puissance politique de Sukarno et de la portion de la bourgeoisie qui le soutenait, et lui avoir trop fait confiance. En même temps, il semble avoir sous-estimé la force de la réaction, surtout celle de la réaction dans l'armée. Apparemment, les camarades indonésiens pensaient qu'avoir Sukarno avec soi c'était avoir les clés de l'Indonésie, sans analyser soigneusement en quoi consistait sa force et à quel point cette force était réelle, particulièrement parmi le peuple. Les récents événements d'Indonésie ont clairement montré que le prestige et l'autorité de Sukarno ne reposaient pas sur une solide base sociale, économique et politique. Les généraux réactionnaires ont réussi à neutraliser Sukarno et même, pour autant qu'il leur convient, à l'utiliser pour leurs desseins contre-révolutionnaires.

Quatrièmement, le parti marxiste-léniniste et tout révolutionnaire véritable doivent suivre avec conséquence et fermeté une ligne révolutionnaire et lutter courageusement contre l'opportunisme et sa manifestation la plus odieuse, le révisionnisme moderne, aussi bien khrouchtchévien que titiste. Les opportunistes et les révisionnistes modernes ont choisi comme étendard la lutte pour «les libertés bourgeoises». Ils ont renoncé à la révolution et ils prônent «la voie pacifique» comme la seule voie pour la prise du pouvoir. Précisément la ligne opportuniste et révisionniste, l'influence des révisionnistes khrouchtchéviens et autres, ont eu pour effet de transformer beaucoup de partis communistes, qui représentaient naguère une grande force révolutionnaire, en partis des réformes sociales, en appendices et auxiliaires de la bourgeoisie réactionnaire. Cela a été le cas des partis communistes d'Italie, de France, de Finlande, d'Angleterre, d'Autriche et autres. L'opportunisme et la poursuite de la ligne opportuniste du XX^e Congrès des khrouchtchéviens ont conduit le Parti communiste d'Irak, le Parti communiste du Brésil, le Parti communiste d'Algérie et d'autres encore, à la catastrophe et à la liquidation. Le Parti communiste indonésien s'oppose au révisionnisme moderne. Les récents événements d'Indonésie et le rôle de sape que les révisionnistes khrouchtchéviens y ont joué, montrent qu'un vrai parti révolutionnaire, fidèle au marxisme-léninisme, fermement décidé à porter courageusement en avant la révolution, doit adopter une attitude bien nette vis-à-vis de l'opportunisme, vis-à-vis du révisionnisme khrouchtchévien et titiste. Il ne suffit pas de se solidariser avec la lutte des marxistes-léninistes contre le révisionnisme, il faut encore que le parti lutte d'une manière intransigeante et ouverte contre la trahison des révisionnistes, parce que c'est seulement ainsi que les communistes peuvent s'éduquer dans un esprit révolutionnaire et que le parti peut être préservé de tout danger de révisionnisme. Sans lutter avec courage et esprit de suite contre l'opportunisme et le révisionnisme khrouchtchévien, on ne peut combattre l'impérialisme, on ne peut combattre la réaction, on ne peut faire avancer la cause de la révolution et du socialisme.

LES COMMUNISTES ET LEURS ALLIANCES AVEC LES FORCES PROGRESSISTES

L'expérience historique atteste que, dans leur lutte révolutionnaire, les communistes ont toujours fait et font alliance avec différentes forces progressistes. En effet, particulièrement lorsqu'il s'agit des révolutions démocratiques ou de libération nationale pour s'affranchir de l'oppression impérialiste et coloniale, les communistes et les révolutionnaires véritables ne sont pas seuls intéressés à la réalisation de ces objectifs; d'autres larges couches de la population, depuis les ouvriers et les paysans jusqu'à la bourgeoisie nationale et d'autres personnes progressistes, se joignent à eux. Il serait erroné, sectaire et nocif à la révolution, de ne pas assurer, au nom de son triomphe l'union de tous ceux qui peuvent être unis. Et les communistes et les révolutionnaires véritables, en tant que combattants les plus courageux et représentants les plus fidèles des larges masses populaires, ont toujours intérêt à voir s'unir tous ceux qui sont désireux de faire avancer la révolution.

Les événements d'Indonésie constituent aussi un enseignement important en matière d'alliances. En Indonésie, existait depuis longtemps le NASAKOM, qui représentait l'alliance des forces nationales, religieuses et communistes. Le Parti communiste indonésien avait bien fait de participer au NASAKOM. A travers ce groupement, il renforça ses positions et celles de la classe ouvrière dans toute la vie du pays. Mais comme en témoignent les événements, il n'y fut pas mené un saine travail organisationnel et révolutionnaire, on y toléra une euphorie funeste et on y vanta outre mesure le NASAKOM lui-même, l'unité de ses trois forces constitutives et la «liberté» d'action en son sein. Le fait est qu'à la première tourmente, toute la citadelle du NASAKOM s'est effondrée. Le NASAKOM n'était pas une digue capable de contenir la vague de la contre-révolution.

C'est pourquoi, dans leur lutte, les communistes et les révolutionnaires ne doivent jamais se contenter de conclure des alliances de pure forme. Ils ne doivent pas se laisser enthousiasmer par les déclarations sur la «vitalité» de ces alliances, mais œuvrer de manière que celles-ci servent au mieux la révolution.

A cette fin, il est indispensable que, dans les divers fronts populaires, démocratiques et de libération nationale, les vrais partis marxistes-léninistes, par leur travail et leur lutte, se gagnent la confiance de leurs alliés, prennent la tête de ces fronts et les dirigent effectivement. La direction du parti marxiste-léniniste, sa juste ligne révolutionnaire dans l'intérêt des larges masses unies dans le front, sont la garantie de la force et de la vitalité des fronts et de leur grand rôle dans la réalisation des objectifs de la révolution. Il a été prouvé plus d'une fois que, lorsque ces fronts sont dirigés par d'autres forces sociales et partis politiques, ils ne sont pas durables, ils ne suivent pas une ligne révolutionnaire conséquente, ils sont souvent utilisés à des fins contre-révolutionnaires et ils se volatilisent comme des bulles de savon au premier choc avec la réaction.

En suivant la ligne de l'unité avec tous ceux qui peuvent être unis en un front, les partis marxistes-léninistes, contrairement aux points de vue des révisionnistes modernes, doivent non seulement sauvegarder leur indépendance et leur rôle dirigeant, mais combattre en même temps les hésitations de leurs divers alliés, leurs tendances réactionnaires et leurs tentatives de diviser les fronts et d'entrer en marchandages avec les forces de la réaction. La ligne de l'unité et de la lutte contribue au renforcement des fronts, à leur épuration des éléments réactionnaires et contre-révolutionnaires, au raffermissement de la cohésion et de l'esprit révolutionnaire, à la réalisation d'une unité plus élevée et assise sur une base plus solide. S'en tenir seulement à la ligne de l'unité et renoncer à la lutte a pour effet de créer une unité fautive, de pure forme et permet aux éléments et aux forces réactionnaires de la saper et de la liquider facilement, en portant un coup rude à la cause même de la révolution. Dans les alliances avec différentes couches et forces sociales pour la réalisation de tels ou tels objectifs aux diverses étapes de la révolution, il importe que les communistes n'oublient jamais leur but final: le triomphe du socialisme.

«Il faut savoir relier la lutte pour la démocratie à la lutte pour la révolution socialiste, en subordonnant la première à la seconde, — a dit Lénine. — C'est là que réside toute difficulté, c'est là toute l'essence... Il ne faut pas oublier le principal (la révolution socialiste) ; placez-la au premier plan... en subordonnant à la révolution socialiste toutes les exigences démocratiques, en les coordonnant avec elle, en les faisant dépendre d'elle». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 35, pp. 280-261.)

Dans leurs alliances avec les autres forces sociales, les communistes sont sincères, ils combattent fermement pour la mise en œuvre des programmes des fronts uniques, mais, en même temps, ils ne cachent nullement leurs idéaux. Après l'accomplissement des tâches démocratiques nationales, ils sont décidés à ne pas s'arrêter à mi-chemin, mais à faire avancer la révolution jusqu'au triomphe du socialisme et du communisme.

Le combat de notre Parti au cours de la Lutte de libération nationale, les accords, les discussions avec les éléments progressistes, et même avec des fractions de la bourgeoisie réactionnaire, nous ont appris à nous orienter correctement et avec succès dans ce labyrinthe. L'expérience ainsi acquise dans la lutte est bénéfique pour notre Parti. Elle lui est très utile pour mener sa juste politique envers les larges masses travailleuses en matière de politique intérieure, comme pour l'orientation de la politique extérieure, pour étudier et résoudre les contradictions non antagonistes et antagonistes, à l'intérieur et à l'extérieur du pays comme dans le mouvement communiste international.

RENFORCER L'UNITE INTERNATIONALE DES MARXISTES-LENINISTES

Le prolétariat mondial, les partis marxistes-léninistes et tous les vrais révolutionnaires sont engagés dans une lutte acharnée contre l'impérialisme, contre la bourgeoisie réactionnaire, contre les révisionnistes modernes, contre leur idéologie. C'est une lutte à mort, une lutte de grande portée mondiale. La lutte entre nous et nos ennemis est une lutte de classes, acharnée, implacable. Elle est menée sans merci de part et d'autre. Le développement de cette lutte de classes ne se présente pas partout de la même manière, non seulement par son intensité, mais aussi par les formes qu'elle revêt, par son dynamisme, par la conception du monde des forces en présence, par les conjonctures, les détours, l'avance de la révolution, les retraits temporaires, l'ampleur de l'offensive et par beaucoup d'autres facteurs, objectifs et subjectifs.

Il incombe aux partis communistes et ouvriers marxistes-léninistes, et c'est là une tâche importante et indispensable, de tenir compte de tous ces éléments, de les analyser scientifiquement dans l'optique du marxisme-léninisme créateur, appliqué non pas comme un dogme, mais comme une théorie révolutionnaire vivante, agissante, en préservant toujours la pureté des principes fondamentaux, les lois générales du développement et de la révolution, et non pas en dissimulant, sous le prétendu slogan des «conditions réelles du pays» ou des «conjonctures spéciales, du temps ou du moment», l'opportunisme de droite ou le sectarisme néfaste.

Les récents événements, la sauvage attaque des impérialistes, des révisionnistes khrouchtchéviens et des différents réactionnaires contre le socialisme, contre la lutte de libération des peuples, contre les partis communistes et révolutionnaires des divers pays, montrent que l'unité internationaliste marxiste-léniniste est, à présent comme en toute circonstance, plus indispensable que jamais. Qui ne comprend pas cette grande vérité, ne comprend pas le grand mot d'ordre de Marx «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !». Le marxisme-léninisme nous enseigne que tous les révolutionnaires doivent s'unir contre les ennemis du prolétariat et des peuples, contre les capitalistes, les impérialistes et leurs alliés, contre la bourgeoisie réactionnaire, contre les variantes de son idéologie, dont l'une est actuellement le révisionnisme moderne, avec à sa tête le révisionnisme soviétique.

L'unité internationale marxiste-léniniste a été en butte aux attaques les plus violentes des ennemis du prolétariat et du marxisme-léninisme. A cette fin, les ennemis ont usé de tous les moyens à leur disposition et ils coordonnent leurs actions. C'est ce que fait maintenant l'impérialisme mondial, l'impérialisme américain en tête ; c'est ce que fait le révisionnisme moderne, avec à sa tête le révisionnisme khrouchtchévien ; c'est ce que font tous les divers réactionnaires dans le monde.

En effet, l'unité des marxistes-léninistes du monde est mortelle pour eux, alors que pour nous, marxistes-léninistes, elle est la voie du salut.

Les traîtres au marxisme-léninisme, les révisionnistes khrouchtchéviens, titistes et leurs laquais ont œuvré suivant un plan bien déterminé pour entraver l'unité des marxistes-léninistes et, en général, pour faire réfuter la nécessité objective de cette unité. En premier lieu, dans leurs desseins de trahison, ils se sont attaqués à toute idée d'organisation internationale des communistes. Cela leur était nécessaire pour réhabiliter les traîtres, justifier la trahison trotskiste et en particulier pour discréditer l'idée de l'unité marxiste-léniniste internationaliste, qui, de tout temps, a représenté et représente pour eux le plus grand danger. Les révisionnistes soviétiques ont suivi la voie qui consiste à dénigrer tous les principes marxistes-léninistes sains, afin de pouvoir réédifier une unité nouvelle sur des bases révisionnistes et sous le diktat khrouchtchévien. Bien entendu, c'est là bâtir sur le sable, puisqu'il ne peut exister aucune unité en dehors du marxisme-léninisme. Les thèses des révisionnistes khrouchtchéviens sur l'«unité» sont absolument contraires à l'idée de l'unité marxiste-léniniste et formulées pour en entraver la réalisation. Les révisionnistes khrouchtchéviens préconisent une «unité» susceptible de combattre la vraie unité marxiste-léniniste, pour laquelle nous, marxistes-léninistes, lutterons et lutterons jusqu'au bout et que nous réaliserons à coup sûr. Les révisionnistes évoquent leur «unité», mais au sein de cette «unité» chaque jour davantage se développent de multiples formes et idées de désintégration, des idées centrifuges, qui conduiront à la dégénérescence flagrante des pseudo-marxistes, quel que soit le masque sous lequel ils se camouflent. La lutte héroïque et conséquente des marxistes-léninistes permettra d'arracher beaucoup de masques. Si ce n'est aujourd'hui, dans un proche avenir, on verra infailliblement démasquées les machinations de ceux qui se posent en centristes [*Allusion aux partis communistes de Roumanie et du Japon, et au Parti du Travail de Corée.*], qui, en paroles, défendent soi-disant les principes, mais en réalité les déforment sous le couvert de l'«indépendance», des «conditions spécifiques», ces slogans qu'ils utilisent encore pour dissimuler leur éloignement graduel du marxisme-léninisme et de l'unité internationaliste des marxistes-léninistes dans le monde. Il est nécessaire que les marxistes-léninistes renforcent leur unité sans faire cas des calomnies et des considérations des révisionnistes. Quant aux formes d'organisation que doit revêtir cette unité, il faut les penser et les concrétiser. Les révisionnistes khrouchtchéviens mènent grand bruit sur la thèse de l'indépendance des partis communistes et ouvriers et sur leur action adaptée aux conditions concrètes de leur pays. Cette thèse est, en fait, une thèse léniniste, mais que nous, marxistes-léninistes, sommes seuls à respecter de façon conséquente. Or les révisionnistes modernes cherchent à spéculer sur la prétendue indépendance des partis. Ils ne la reconnaissent qu'en paroles alors que, en réalité, les khrouchtchéviens veulent que l'ensemble du mouvement dépende d'eux et soit placé sous leur direction. Ils conçoivent l'indépendance comme étant distincte de l'internationalisme, et, selon eux, les marxistes-léninistes ne devraient pas avoir une ligne commune sur les questions les plus fondamentales, comme le sont les attitudes vis-à-vis de l'impérialisme et des renégats du marxisme-léninisme, le respect des lois générales de la révolution et de l'édification socialistes, etc. Tout en respectant rigoureusement l'indépendance de chaque parti dans la fixation de sa propre ligne et politique, les marxistes-léninistes doivent aussi obéir aux principes de l'internationalisme prolétarien, aux lois générales de la révolution et de l'édification socialistes, ils doivent élaborer une ligne et une attitude communes sur les questions les plus fondamentales, surtout pour ce qui concerne la lutte contre l'impérialisme et la lutte pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme face au révisionnisme moderne.

Les événements d'Indonésie et l'attaque concertée des impérialistes et des révisionnistes khrouchtchéviens contre les peuples, contre le marxisme-léninisme et le socialisme témoignent qu'il nous faut renforcer l'unité internationale des marxistes-léninistes. Il est nécessaire que tous les communistes révolutionnaires, tous les partis marxistes-léninistes véritables surmontent avec courage et sans hésitation, et abattent définitivement tous les obstacles que les révisionnistes modernes ont dressés sur notre voie de l'unité marxiste-léniniste. On nous accusera de créer de nouveaux organismes internationaux: c'est un honneur qu'on nous rendra. Les marxistes-léninistes dans le monde constituent un bloc d'acier. Ce bloc effraie les impérialistes et les révisionnistes qui font par conséquent tout pour nous combattre, pour désorienter les marxistes-léninistes avec leurs slogans que nous venons d'évoquer. Mais ce sont là de vains efforts: le mot d'ordre léniniste «Prolétaires du monde entier et peuples opprimés, unissez-vous!» triomphera.

Contre le révisionnisme moderne 1965-1967

NOTRE PARTI POURSUIVRA COMME TOUJOURS LA LUTTE DE CLASSE AVEC ESPRIT DE SUITE, COURAGE ET SAGESSE

Extrait d'un entretien avec Chou En-laï

[Il visita l'Albanie du 24 au 28 juin 1966.]

24 juin 1966

L'eau dort, l'ennemi veille, dit notre peuple. Malheur à ceux qui s'endorment. Les partis marxistes-léninistes et tous les révolutionnaires s'en garderont s'ils maintiennent acérée l'épée de la dictature du prolétariat, la lutte de classe, leur vigilance révolutionnaire, s'ils poursuivent sans relâche leur lutte contre l'impérialisme, contre le révisionnisme moderne, contre les réactionnaires du dedans et du dehors.

L'ennemi de classe est retors, féroce. Nous devons donc être très durs, impitoyables, envers lui et lui livrer une lutte à mort. L'ennemi ne vous pardonne pas et nous ne devons pas non plus lui pardonner, mais le liquider jusque dans ses racines. Nous ne devons pas avoir d'illusions sur nos ennemis ni leur faire la moindre concession. C'est le principe sur lequel s'est guidé et se guide toujours notre Parti.

Il ne faut pas permettre que la catastrophe qui s'est abattue sur l'Union soviétique, sur les pays de démocratie populaire d'Europe et sur nombre de partis communistes et ouvriers du monde, se produise dans nos pays et dans nos partis. Non seulement nous empêcherons qu'elle s'y produise, mais nous avons aussi pour tâche, et c'est une tâche vitale, une grande tâche internationaliste, de concert avec les autres partis marxistes-léninistes du monde, avec les groupes révolutionnaires marxistes-léninistes et avec tous les marxistes-léninistes *[Les grands espoirs que les partis et les groupes marxistes-léninistes avaient fondés sur le soutien du PC chinois et de la RP de Chine, en tant que «grand parti marxiste-léniniste» et «grand pays socialiste» furent déçus. S'adressant à une délégation chinoise, le camarade Enver Hoxha soulignait à ce propos : «... C'est à votre grand Parti et au nôtre qu'il incombe de faire les premiers pas afin d'établir des liens concrets, plus étroits, plus efficaces, au sein du mouvement marxiste-léniniste mondial pour cimenter encore plus notre unité marxiste-léniniste, et renforcer nos actions communes contre nos ennemis communs», («Réflexions sur la Chine», éd. fr., t. 1. p. 325. Tirana. 1979). Au cours d'un entretien qu'il eut en 1973 avec des camarades de notre Parti, Ghen Biao, à l'époque directeur du département des relations extérieures au CC du PCC, s'exprima en ces termes : «La Chine n'approuve pas la création de partis marxistes-léninistes et ne souhaite pas que leurs représentants viennent chez elle» (Voir Enver Hoxha. «L'Impérialisme et la Révolution», éd. fr., p. 466, Tirana. 1979).]*, dans une unité de pensée marxiste-léniniste et dans une unité d'action révolutionnaire, de prendre la tête des peuples, d'inverser par notre lutte ce courant, de renverser cette situation dans le mouvement communiste international, de démasquer les révisionnistes et leurs patrons impérialistes, puis de les vaincre et de les mettre en déroute.

Assurément ce qui s'est produit en Union soviétique, indépendamment des méthodes putschistes et fascistes dont usèrent les révisionnistes khrouchtchéviens lorsqu'ils se sont emparés du pouvoir, n'était pas un phénomène spontané, mais préparé de longue date. En témoigne le fait que Khrouchtchev et ses principaux collaborateurs dans ce putsch, étaient au nombre des principaux dirigeants qui agissaient en sous main, se préparaient et attendaient le moment opportun pour déclencher une action ouverte et d'envergure. Il est de fait que ces traîtres étaient des comploteurs rompus à l'expérience des divers contre-révolutionnaires russes, à l'expérience des anarchistes, des trotskistes, des boukhariniens et aussi à l'expérience de la révolution et du Parti bolchevik. Ils ne firent rien pour la révolution, au contraire ils mirent tout en œuvre pour la saper, elle et le socialisme, en se dérochant à ses coups et à ceux de la dictature du prolétariat. Bref, c'étaient des contre-révolutionnaires et des gens à double face. D'un côté ils tressaient des louanges au socialisme, à la révolution, au Parti communiste bolchevik, à Lénine et Staline et, de l'autre, ils préparaient la contre-révolution.

Nous nous posons tous la question : Comment se fait-il qu'ils n'aient pas été découverts et frappés en temps voulu ? Découvrir l'ennemi et le frapper au bon moment est d'une importance décisive pour empêcher que le germe de la maladie croisse et se renforce dans le corps atteint. Un diagnostic exact est absolument nécessaire pour combattre et éliminer le mal, pour l'empêcher de se re-manifester et de vous mettre à nouveau en danger.

Notre Parti est engagé dans une lutte âpre, ininterrompue et irréductible depuis plus de vingt années contre le révisionnisme moderne titiste et il a une idée parfaitement claire de l'origine, de la ligne, de la stratégie, de la tactique et des méthodes que cette officine de la bourgeoisie et de l'impérialisme emploie dans sa lutte. Notre Parti lutte activement, de toutes ses forces, contre le révisionnisme khrouchtchévien depuis que celui-ci a pointé l'oreille. Dans cette lutte il a acquis une grande expérience, qui est venue s'ajouter à celle qu'il avait déjà accumulée dans la lutte contre les titistes.

La ligne suivie par Staline tout au long de sa vie a été, estime notre Parti, une juste ligne marxiste-léniniste, révolutionnaire.

Prenons la question de la lutte de classes. On ne peut le moins du monde critiquer Staline pour une attitude opportuniste envers les puissances capitalistes et impérialistes. Il leur a au contraire livré une lutte acharnée, implacable, sans quartier. Ses œuvres théoriques et politiques ainsi que les actions de l'Union soviétique dans l'arène internationale en témoignent. Si dans la politique de l'Union soviétique, au long de la période de Staline, on peut trouver, dans la tactique, des points faibles dictés par les circonstances, par les retraits contingents ou par des appréciations insuffisamment approfondies dues à un manque de faits et d'analyses complètes de ces circonstances, ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel a été juste. Ce fut là une victoire d'une immense portée pour l'Union soviétique, pour le mouvement communiste international et pour les peuples qui ont lutté et qui luttent contre les puissances impérialistes et le fascisme. A la lumière des événements actuels, il apparaît encore plus clairement que la justesse de cette attitude de classe a été le mérite de Staline, car, après sa mort, ses proches collaborateurs, et les khrouchtchéviens parmi eux, ont traîné le drapeau de cette grande victoire dans la boue.

Observons, dans les grandes lignes, la lutte de classes à l'intérieur de l'Union soviétique, après la Révolution et tout au long de la vie de Staline. Au jugement de notre Parti, la ligne du Parti bolchevik à l'époque de Staline ne comporte pas d'erreurs de principes, alors que ses tactiques, ses formes et ses méthodes d'action peuvent en être entachées, mais même ces erreurs doivent être jugées dans le cadre des circonstances et des conjonctures de l'époque et non pas vues à la lumière des circonstances actuelles et de la grande expérience acquise par nos partis.

On ne peut dire que, du vivant de Staline, la dictature du prolétariat se soit étiolée ou émoussée. Au contraire, elle a frappé sans merci, politiquement, économiquement et militairement, l'ennemi de classe et l'a liquidé sans pitié. Après la victoire de la Révolution, après la prise du pouvoir, après l'intervention et la NEP, les classes capitalistes exploiteuses de la ville et de la campagne en Union soviétique essayèrent, peut-on dire, un coup écrasant qui les frappa jusque dans leurs fondements. Économiquement, elles furent réduites, comme on dit, à la portion congrue.

Mais nous ne pouvons pas dire que la dictature du prolétariat en Union soviétique, du vivant de Staline, n'ait agi que dans un sens, uniquement pour liquider le pouvoir économique des classes exploiteuses et qu'il ait délaissé ou atténué la lutte politique et idéologique contre elles.

Au contraire, la lutte menée sur le plan politique et idéologique fut également d'une immense ampleur. C'est ce que confirme à l'évidence la lutte concrète et quotidienne de Staline, du Parti bolchevik, de tout le peuple soviétique, c'est ce que confirment les écrits politiques et idéologiques de Staline, les documents et les décisions du Parti communiste de l'Union soviétique, c'est ce que confirment la presse et la propagande massive de ces temps-là contre les tenants de Trotski, Boukharine, Zinoviev, Toukhatchevski et des milliers d'autres traîtres. Ce fut là incontestablement une âpre lutte de classe

politique et idéologique pour défendre le socialisme, la dictature du prolétariat, le parti et les principes du marxisme-léninisme.

En cela les mérites de Staline sont considérables, il s'est montré un grand marxiste-léniniste, aux principes clairs, doté d'un courage remarquable et d'un grand sang-froid, d'une maturité et d'une clairvoyance de révolutionnaire marxiste. Il suffit de penser à la force dont disposait alors l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur en Union soviétique, le seul pays socialiste au monde, à quelles ruses, à quelle propagande effrénée se livrait l'ennemi, quelles tactiques diaboliques il utilisait, pour apprécier comme il se doit les actions justes de Staline à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique.

A-t-il commis des erreurs, s'est-il laissé aller à des excès, à des évaluations parfois pas strictement exactes ? Assurément oui. Aujourd'hui nous sommes en mesure de les analyser et de les apprécier plus correctement dans leur contexte, dans les circonstances créées et de définir quelles auraient été alors les conséquences si l'on avait agi différemment. Mais, pour l'essentiel, son action était et reste juste. Il est difficile de critiquer Staline pour avoir enfreint ou s'être abstenu de défendre les principes léninistes, il est difficile, pour ne pas dire impossible, de l'accuser de manifestations d'opportunisme dans la ligne, de myopie dans la politique et l'idéologie prolétariennes. La vigilance révolutionnaire de Staline s'affirma aussi dans les dernières années de sa vie. Il dévoila et démasqua l'activité traîtresse et révisionniste de Tito et du titisme. *[Allusion au point de vue erroné des Chinois sur le titisme et Staline, exprimé par Mao Tsétoung lui-même au camarade Enver Hoxha en 1958 à Pékin, lors des travaux du VIIIe Congrès du PCC (Voir Enver Hoxha. «Les khrouchtchéviens» (Souvenirs). éd. fr.. pp. 257-259. Tirana. 1980).]* C'est là un de ses grands mérites.

Avant sa mort — Khrouchtchev l'a reconnu lui-même — Staline a dit aux dirigeants soviétiques qu'il craignait qu'ils ne s'agenouillent devant l'impérialisme. Et c'est bien ce qui s'est produit. Fut-ce un manque de vigilance de la part de Staline ? Fut-ce là un simple mot lancé par hasard, ou la conclusion de la profonde réflexion d'un grand révolutionnaire, qui voyait loin et mettait en garde le parti et le peuple pour qu'ils ouvrent bien les yeux, qu'ils soient vigilants et fassent front aux dangers qui pouvaient les menacer à l'avenir ? Pour nous, c'est cette dernière explication qui est la juste.

Alors la question se pose : S'il en est ainsi, pourquoi le Parti communiste bolchevik et le peuple soviétique ont-ils laissé les révisionnistes soviétiques prendre le pouvoir ?

La prise du pouvoir de l'intérieur par les révisionnistes modernes soviétiques, sans armes ni violence, est, peut-on dire, un phénomène nouveau. A notre avis, Staline, effectivement, n'avait pas prévu ces faits, particulièrement pour l'Union soviétique. Il ne sous-estima jamais la férocité des éléments des classes exploiteuses qui, à mesure qu'ils s'approchent de la tombe, combattent encore plus furieusement le socialisme et la dictature du prolétariat, mais, dans la situation dans laquelle se trouvaient ces débris, nous pensons que Staline, estimant la situation intérieure solide, jugeait, et non à tort, que l'impérialisme extérieur était l'allié qui pouvait remettre sur pied ces débris.

Staline mettait l'accent sur le danger qui venait de l'extérieur, alors que, peut-on dire, il ne prévit pas dans toute sa portée le péril que présentaient les éléments révisionnistes, qui, en raison de beaucoup de circonstances subjectives et objectives, pouvaient surgir dans le parti et dans l'Etat socialiste et, graduellement, de bon ou de mauvais gré, consciemment ou inconsciemment, suivant un plan organisé ou sans plan, particulièrement au sein du Parti communiste de l'Union soviétique et en Union soviétique elle-même, se transformer en un courant anti-marxiste. Il était persuadé que si une activité hostile antiparti se faisait jour dans le parti, cette activité se développerait et s'organiserait sous les formes habituelles, mais il était également très confiant qu'elle serait frappée et liquidée sous les formes habituelles et de la manière dont avaient été démasquées et liquidées toutes les autres. Le fait est que cette fois, avec les révisionnistes modernes, les choses ne se passèrent pas comme il en va d'ordinaire avec les menées antiparti.

En revanche, pour ce qui est des actions du Parti communiste yougoslave et du groupe titiste, Staline les jugea avec plus d'acuité et aboutit à de justes conclusions. C'est ce que prouvent les lettres envoyées à Tito et les documents du Kominform, documents qui présentent une grande importance et dont la lecture, surtout aujourd'hui, fait encore mieux apparaître toute la justesse des points de vue de classe de Staline.

Les chefs de file révisionnistes khrouchtchéviens, en se camouflant sous le drapeau rouge de Staline, cachaient bien leur jeu.

Nous pensons que dans la direction de l'Union soviétique il y a eu des contradictions, qu'il y a eu des frictions, et nous ne pouvons admettre la thèse absurde des khrouchtchéviens selon laquelle les dirigeants redoutaient tellement Staline qu'aucun d'eux n'osait ouvrir la bouche pour dire son avis. Mais, à ce que nous avons appris, Staline avait qualifié Khrouchtchev lui-même de *narodnik*, il avait critiqué aussi Vorochilov, ainsi que Molotov et d'autres. Nous devons donc en conclure, d'une part, que Staline n'était pas politiquement myope, mais aussi qu'il ne recourait pas toujours à la terreur et au peloton d'exécution, comme le prétendent ses ennemis, qu'il usait au contraire de la persuasion et du débat des idées.

Sans égard au fait que nous n'avons pas connaissance des documents intérieurs qui éclairent certainement bien des points, il est de fait que Staline ne décela pas le danger que présentaient les traîtres Khrouchtchev, Mikoyan et d'autres, et la Guerre patriotique a beaucoup influé dans ce sens. Si l'on peut juger Staline coupable en quelque chose, c'est de ne pas avoir senti que, dans les années de l'après-guerre et surtout dans les dernières années de sa vie, le poulx de son parti ne battait plus comme avant, que celui-ci avait perdu et perdait toujours plus sa fougue révolutionnaire, qu'il s'était sclérosé et que, malgré les gestes héroïques de la Grande Guerre patriotique, il ne se ressaisit pas comme il aurait dû, ce dont profitèrent les traîtres khrouchtchéviens. C'est là, à mon sens, si je ne me trompe, que nous devons rechercher l'origine du drame qui s'est produit en Union soviétique.

La construction du socialisme en Union soviétique et la lutte contre l'ennemi extérieur, de même que contre l'ennemi intérieur, ont été menées dans un esprit hautement révolutionnaire par le Parti communiste de l'Union soviétique et par Staline qui le dirigeait. Les coups justes et implacables portés aux trotskistes, aux boukhariniens et autres étaient l'aboutissement logique de cette grande lutte de classes.

Toute cette lutte complexe et multiforme rehaussa la juste autorité de Staline et du Comité central du Parti communiste bolchevik de l'Union soviétique. C'était là quelque chose de positif, mais les méthodes et les formes de travail employées dans la direction du parti, firent que l'on aboutit à un résultat opposé.

Une analyse fouillée des directives politiques, idéologiques et organisationnelles de Staline dans la direction et l'organisation du parti, de la lutte et du travail ne révèle pas en général d'erreurs de principe, mais elle indique que petit à petit le parti s'est bureaucratisé, qu'il s'est laissé submerger par le travail de routine, par le formalisme néfaste qui le paralysent, qui étouffent son esprit et son élan révolutionnaires. Le parti se couvrait d'une rouille pesante, tombait dans l'apathie politique, en pensant erronément que la tête, la direction, agit et résout à elle seule toutes les questions. Une pareille conception du travail a engendré une situation où l'on entendait dire partout et à propos de tout : «Cela, c'est l'affaire de la direction», «le Comité central est omniscient», «le Comité central ne commet pas d'erreur», «Cela, Staline l'a dit, il n'y a rien à y changer». Beaucoup de choses que Staline pouvait ne pas avoir dites étaient couvertes de son nom. Les appareils et les fonctionnaires devinrent «tout-puissants», «infaillibles» et ils agissaient par la voie bureaucratique à l'ombre des formules du centralisme démocratique, de la critique et de l'autocritique bolcheviques, qui n'étaient plus bolcheviques. Sans aucun doute, par là-même, le Parti bolchevik perdit sa vitalité d'antan, il vivait avec des formules justes, mais seulement avec des formules ; il exécutait mais manquait d'initiative.

Dans de telles conditions, les mesures administratives bureaucratiques commencèrent à prendre le dessus sur les mesures révolutionnaires. Les mesures révolutionnaires justes prises contre les ennemis de classe, après ces méthodes et formes bureaucratiques de travail, furent utilisées par les bureaucrates pour semer la peur dans le parti et dans la population, et, au lieu de produire l'effet voulu, elles firent l'effet opposé. La vigilance révolutionnaire n'était plus opérante, car bien qu'étant vantée comme révolutionnaire, elle n'était plus telle. De vigilance du parti et des masses elle se convertissait en une vigilance des appareils bureaucratiques et devenait, sinon intégralement, pour le moins du point de vue de la forme, une vigilance de la Sûreté et des tribunaux.

Il s'entend que, dans de telles conditions, dans le Parti communiste de l'Union soviétique, prirent racine des sentiments et des vues non prolétariens, étrangers à la classe, qui se répandaient dans les rangs des communistes et dans la conscience de beaucoup d'entre eux. On voyait croître le carriérisme, la servilité, le charlatanisme, les intercessions malsaines, la morale anti-prolétarienne, etc., qui rongeaient le parti de dedans, étouffaient l'esprit de lutte de classe et de sacrifice et encourageaient la course à une vie «agréable», commode, faite de privilèges, d'avantages personnels et du moins possible de travail et de peine. «Nous avons travaillé, nous nous sommes battus et nous avons vaincu pour cet Etat socialiste, maintenant jouissons-en, nous sommes intouchables, notre passé nous couvre pour tout». C'étaient là des marques de la mentalité bourgeoise et petite-bourgeoise qui se créait, et le grand danger consistait en ce qu'elle se développait aussi chez les vieux cadres du parti, d'origine prolétarienne, qui avaient un bon passé et devaient s'ériger en exemples de pureté pour les autres. Beaucoup d'entre eux qui utilisaient joliment les propos, les phrases révolutionnaires, les formules théoriques de Lénine et de Staline, qui s'approprièrent les lauriers du travail d'autrui, donnaient le mauvais exemple et l'encourageaient, se trouvaient à la direction, aux appareils. Au sein du Parti communiste de l'Union soviétique se créait une aristocratie ouvrière de cadres bureaucrates.

Ce processus de dégénérescence se développait malheureusement sous les mots d'ordre «enthousiastes» et «exaltants» que «tout marche bien, normalement, dans le cadre des normes et des lois du Parti», qui, en fait, étaient violées, sous les mots d'ordre: «la lutte de classe se poursuit», «le centralisme démocratique est préservé», «la critique et l'autocritique sont pratiquées comme auparavant», «il existe une unité d'acier dans le parti», «il n'y a plus d'éléments fractionnistes et antiparti», «le temps des groupes trotskistes boukhariniens est révolu», etc., etc. Cette façon erronée de concevoir la situation, et c'est ici que réside le fond du drame et l'erreur fatale, était considérée même par les éléments révolutionnaires comme une réalité dans l'ensemble normale. Aussi jugeait-on qu'il n'y avait aucune raison de s'alarmer, car les ennemis, les voleurs, les contrevenants aux règles de morale étaient condamnés par les tribunaux ; les membres indignes étaient exclus comme d'habitude du parti et, comme d'habitude, de nouveaux membres étaient admis; les plans étaient réalisés, bien qu'il y en eût aussi qui ne l'étaient pas ; les gens étaient critiqués, condamnés, félicités, etc. La vie, selon eux, suivait normalement son cours et il était rapporté à Staline que «tout marchait normalement». Nous sommes convaincus que si Staline, en grand révolutionnaire qu'il était, avait su quelle était la situation réelle dans le parti, il aurait écrasé de son poing cet esprit malsain et que le parti et le peuple soviétique se seraient dressés, car, à juste titre, ils avaient une grande confiance en lui.

Mais pourquoi Staline ne l'a-t-il pas fait ? Etait-ce parce qu'il tolérait cette situation malsaine, parce qu'il était, politiquement et idéologiquement, dans l'erreur, sur le plan des principes ? Non, nullement ! Nous pensons qu'il faut défendre Staline jusqu'au bout à cet égard. Si l'on peut critiquer Staline, c'est pour avoir, dans les dernières années de sa vie, affaibli ses liens avec les masses du parti et du peuple, mais l'affaiblissement de ces liens s'est avéré seulement sur le plan physique et nullement sur le plan politique et idéologique. Staline avait confiance dans les cadres, mais l'on ne peut dire qu'il ne se fiait qu'à eux et qu'il n'avait pas ou qu'il avait perdu confiance dans les simples gens, dans les masses du parti et du peuple.

Les appareils, non contents de ne pas lui donner des informations exactes, de déformer bureaucratiquement ses justes directives, avaient créé dans le peuple et dans le parti une situation telle

que lorsque Staline, dans la mesure où le lui permettaient son âge et sa santé, allait parmi les masses du parti et du peuple, ceux-ci ne l'informaient pas des défauts et des erreurs qu'ils constataient, car les appareils avaient ancré dans l'esprit des gens l'idée qu'«il ne faut pas créer de soucis à Staline».

Les traîtres khrouchtchéviens menèrent grand bruit à propos du prétendu culte de Staline, dans l'intention de l'utiliser largement contre le marxisme-léninisme. C'est du reste ce qu'ils firent. Nous estimons que, par son œuvre et sa lutte, Staline était un grand marxiste. Il était modeste et ne tenait nullement à ce que la presse et la propagande soviétiques gonflent sa personne de son vivant, comme elles le faisaient. A cet égard, nous pensons que Staline lui-même ne prit cependant pas les mesures rigoureuses qui s'imposaient pour équilibrer à la manière marxiste-léniniste et liquider les nombreux aspects négatifs et néfastes de cette propagande, qui pouvait receler et, comme l'ont montré les faits, recéléait effectivement de grands dangers; que, sous la propagande peu pondérée menée à propos de la figure de Staline, se cachaient aussi des ennemis et des traîtres comme Khrouchtchev et consorts, qui criaient plus que les autres et qui, sous ce masque, couvraient leur complot. Après la mort de Staline, il apparut clairement que ces traîtres utilisaient cette propagande effrénée comme une arme non seulement contre Staline, non seulement contre l'Union soviétique, mais aussi contre le marxisme-léninisme à l'échelle internationale.

Nous ne devons pas tenir Staline pour responsable d'erreurs et de fautes qu'il n'a pas commises, qu'il n'a pas voulu voir commettre et que, en eût-il eu connaissance, il aurait frappées sans merci en révolutionnaire qu'il était. Ce sont beaucoup d'autres, de haut ou de bas rang, et aussi le Parti communiste d'Union soviétique, qui sont gravement fautifs pour ne pas avoir su combattre et réagir puissamment et de manière révolutionnaire, conformément à la théorie marxiste-léniniste militante, contre les déformations bureaucratiques, frayant ainsi la voie aux déformations idéologiques et politiques, à la création du courant des révisionnistes modernes, qui prirent le pouvoir de dedans, dans l'attente du moment opportun, la mort de Staline, pour se déclarer.

Mikoyan nous a confié qu'à un moment il avait été décidé d'organiser un attentat contre Staline, de l'éliminer, mais qu'il y avait été ensuite renoncé. Il ne faut pas voir là seulement les desseins criminels de ces bandits; cela prouve aussi qu'au moment où ils décidèrent de tuer Staline, ils devaient se sentir en danger d'être découverts. S'ils avaient mis ce projet à exécution, ils auraient à coup sûr échoué et auraient été écrasés, car tout le parti et le peuple les auraient mis en morceaux. Apparemment, ils décidèrent de patienter encore un peu. Ce groupe de comploteurs putschistes et de traîtres connaissaient donc la situation dans le parti, ils connaissaient les cadres, leurs défauts et leurs faiblesses, ils les avaient donc placés à des postes clés et avaient depuis longtemps préparé leur tactique et leur stratégie. Et il est très important d'analyser cet aspect de la question.

Molotov et ses camarades étaient de vieux révolutionnaires, des communistes honnêtes, mais c'étaient des représentants typiques de cette routine bureaucratique, de cette «légalité» bureaucratique et, lorsqu'ils tentèrent timidement de l'utiliser contre le complot évident des khrouchtchéviens [*Voir Enver Hoxha. «Les khrouchtchéviens» (Souvenirs), éd. fr., pp. 29-31 et 198-200, Tirana, 1980.*], l'affaire était depuis longtemps dans le sac. Ce furent les traîtres qui mirent à profit la bureaucratie et la «légalité» bureaucratique. Ils couvrirent par là leur complot de palais et, à travers leur réseau et la couche de bureaucrates d'origine prolétarienne qui ne provenaient pas de la couche des koulaks ou de la classe capitaliste, féodale, ils manœuvrèrent pour prendre en main les rênes du parti et des organes du pouvoir.

Aussitôt après la mort de Staline, les comploteurs khrouchtchéviens manipulèrent à leurs fins cette «légalité», les «règles du parti» et le «centralisme démocratique». Tout en versant des larmes de crocodile sur la perte de Staline, ils se préparèrent opiniâtement à saper son œuvre, sa figure, le marxisme-léninisme, et couronnèrent leur action par le XX^e Congrès, jetant le corps de Staline dans les flammes. C'est là une période pleine d'enseignements pour nous, marxistes-léninistes, car elle met en lumière la faillite de la «légalité» bureaucratique, qui constitue un grand danger pour un parti marxiste-léniniste, elle révèle les méthodes qu'emploient les révisionnistes pour mettre à profit cette

«légalité» bureaucratique, elle fait ressortir comment des dirigeants honnêtes et ayant une longue ancienneté de service, mais qui ont perdu l'esprit révolutionnaire de classe, tombent dans les griffes des intrigants et cèdent, reculent devant les chantages, la démagogie des révisionnistes traîtres masqués de phraséologie révolutionnaire.

Au cours de cette période transitoire de consolidation de leur pouvoir, on a vu les khrouchtchéviens, tout en claironnant qu'ils agissaient avec «un esprit de parti élevé», qu'ils étaient enfin «libérés de l'angoisse que leur créait la crainte de Staline» et usaient de «formes véritablement démocratiques et léninistes», travailler activement à organiser les calomnies les plus monstrueuses, que seule la bourgeoisie a pu lancer contre l'Union soviétique et Staline. Toute cette campagne de calomnies appuyait, cherchant à soi-disant les certifier au moyen de documents légaux, les calomnies dont les capitalistes couvraient depuis de longues années le marxisme-léninisme. Les khrouchtchéviens n'hésitèrent devant aucun moyen, ils épilchèrent les archives, les documents, les procès-verbaux d'un travail qui s'étendait sur des dizaines d'années, et finirent par en extraire des idées et des phrases isolées de leur contexte, qu'ils citèrent pour interpréter à leur guise les tactiques employées etc., ils eurent recours jusqu'à des anecdotes, à des faits de la vie privée des gens, bref ils usèrent de méthodes typiquement trotskistes. Et tout ce travail fut mené pour attaquer la juste stratégie révolutionnaire de Staline, pour miner les normes léninistes, pour attaquer l'idéologie marxiste-léniniste, sous des formes donc pseudo-légales, afin de discréditer Staline et le socialisme en Union soviétique et dans le monde.

On connaît la suite de l'action de trahison des révisionnistes khrouchtchéviens et son intensification. Ils ont mis la main sur le Parti communiste de l'Union soviétique et se sont assuré l'appui d'une large couche du parti, qui s'est bureaucratisée, qui s'est transformée et se transforme systématiquement en une nouvelle bourgeoisie. Les restes des classes capitalistes exploiteuses en Union soviétique n'ont pas pu battre en brèche la dictature du prolétariat, car ils étaient impuissants et dispersés, mais l'absence de vigilance révolutionnaire, l'étiollement de la lutte de classes, au sein et en dehors du parti, le rabaissement de l'esprit révolutionnaire en toute chose, l'absence d'un travail politique et idéologique approfondi, de masse, révolutionnaire, la bureaucratisation du parti, tout cela fit que toute une couche du parti perdit ses traits propres au prolétariat, aux révolutionnaires, elle s'embourgeoisa, elle créa ses propres cadres dans le parti et dans l'Etat et s'empara du pouvoir. Ce que les débris des classes exploiteuses furent incapables d'accomplir, ce sont eux qui le firent et maintenant, dans cette légalité révisionniste au pouvoir, s'opère leur fusion de classe contre la révolution, contre le marxisme-léninisme, contre le socialisme.

Dans les autres pays où ils gouvernent, les révisionnistes modernes ont mis en œuvre les mêmes méthodes et poursuivi les mêmes buts. Et les khrouchtchéviens les ont aidés par tous les moyens à prendre le pouvoir. Il n'en est pas moins intéressant pour nous, marxistes-léninistes, d'étudier la stratégie et les tactiques qu'ont employées les traîtres au marxisme-léninisme et le rôle particulier que les classes bourgeoises capitalistes ont joué dans chacun de ces pays. Pourquoi? Parce qu'on observe des différences marquées en ce sens, parce qu'on relève des variations dans le développement de la lutte de classe, dans l'intensité de la lutte de libération nationale, dans le rôle des partis dans cette lutte, dans la ligne qu'ils ont suivie dans leur lutte pour remporter la victoire, libérer le pays, s'emparer du pouvoir, l'organiser et consolider démocratie populaire. Tout ce processus ne s'est pas développé de la même manière partout. Il a suivi un cours différent d'un pays à l'autre.

Prenons, par exemple, la Yougoslavie. Il y a longtemps que nous sommes arrivés à la conclusion que non seulement on n'y construit pas le socialisme, mais que l'on n'a même jamais commencé à l'édifier, que le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas été un parti marxiste-léniniste, et cela non seulement depuis que Tito a accédé à sa tête, mais même dans la période d'avant-guerre et du Komintern. Nous connaissons, par les documents légaux du Komintern, le grand travail fractionnel et trotskiste qui y était mené. Avec l'avènement de Tito, ce parti acquit soi-disant la stabilité, mais Tito s'est révélé n'être qu'un vieil agent trotskiste, un agent masqué du capital.

Les peuples de Yougoslavie ont mené une lutte héroïque. C'est un fait. Le Parti communiste de Yougoslavie comprenait des communistes révolutionnaires qui se sont battus héroïquement. Cela aussi est un fait. C'est un fait également que Tito était à la tête du parti, qu'il a conduit la lutte, mais ce n'était pas un marxiste, c'était un agent bourgeois masqué, qui sut canaliser à ses fins la volonté et l'élan du peuple au combat pour la libération de la Yougoslavie, qui sut aussi engager pour cela les communistes dans cette lutte et en même temps les liquider, faire le tri parmi eux et créer toute une équipe de dirigeants militaires et politiques soumis à ses vues. Durant la lutte déjà, il créa et consolida son état-major et édifia son prestige. Tito et son état-major étaient des nationalistes chauvins bourgeois masqués, guidés par la politique anglaise. Bien qu'il se posât en marxiste et en pro-soviétique, la lecture du peu de documents yougoslaves légaux du temps de la guerre révèle que Tito avait des divergences avec les Soviétiques. Il en eut aussi après la libération, en particulier sur la question de la Vénétie julienne et de Trieste, et indépendamment de la question de savoir si, ethniquement, il avait raison ou non à propos de ces régions, il se montra animé d'un esprit ouvertement chauvin et antisoviétique, antistalinien.

Par la suite, apparut clairement la nature des liens étroits et secrets que Tito entretenait avec les impérialistes et la politique hégémoniste qu'il poursuivait dans les Balkans et en Europe centrale, naturellement en coordination avec les Anglo-Américains, pour empêcher le développement et la consolidation du socialisme dans les pays d'Europe de l'Est et des Balkans et pousser à la rupture de leurs liens d'amitié avec l'Union soviétique. A présent Tito poursuit cette politique sous d'autres formes. Les *zadrugas* (coopératives agricoles) du début étaient un bluff et elles ne tardèrent pas à se désagréger. Non seulement, donc, le socialisme ne fit pas ses premiers pas dans les campagnes yougoslaves, mais le secteur privé fut consolidé, la paysannerie riche se renforça. Dans l'industrie également, des confiscations et des nationalisations furent décrétées, mais elles n'avaient pas des fins socialistes, elles étaient seulement faites au nom du socialisme. Il était naturel que les biens de la bourgeoisie passent «dans les mains du peuple» qui avait combattu, mais ces biens devaient servir à consolider le pouvoir de la clique et ils ne tardèrent pas, après la rupture avec nous, à devenir, dans le cadre de l'autogestion, la propriété de la nouvelle classe exploiteuse et oppresseuse, avec Tito à sa tête. Le Parti communiste de Yougoslavie devint après la guerre un auxiliaire de l'UDB, de l'appareil de répression, et les révolutionnaires qui y militaient furent liquidés physiquement par dizaines et centaines de milliers sous l'accusation d'être des partisans du «Kominform». Maintenant on a une idée très claire de la manière dont les affaires sont menées en Yougoslavie.

Le temps à notre disposition ne nous permet pas, fût-ce brièvement, de parler, comme je viens de le faire pour la Yougoslavie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, etc. Vous-mêmes avez sûrement analysé ces questions, mais le fait est que, dans chacun de ces pays, le cours de cette dégénérescence, en dépit de son caractère et de ses traits similaires dans les grandes lignes, n'en présente pas moins des nuances et des traits particuliers, en fonction des conditions que je viens d'évoquer.

En ce qui nous concerne, je ne parlerai pas ici de la grande lutte menée par notre Parti pour la construction du socialisme, mais je tiens à m'arrêter un peu sur le processus de la lutte de classe qu'il a livrée et de la voie qu'il a suivie pour la liquidation des classes exploiteuses.

Alors, permettez-moi, camarades, de poursuivre l'exposé que j'ai interrompu hier.

La suppression des classes exploiteuses capitalistes en tant que classes est un processus complexe qui s'accomplit avec la construction de la base économique du socialisme. Malgré tout, la lutte contre les débris de ces classes renversées, ainsi que contre leur idéologie et leur conception du monde, est un processus long, complexe et assez ardu. Comment ce processus s'est-il développé chez nous et quels sont les résultats atteints dans ce sens ?

Les classes exploiteuses ne pouvaient disparaître immédiatement pas plus chez nous que dans les autres pays socialistes. Le prolétariat, sous la direction inflexible du parti marxiste-léniniste, a eu et

aura à mener une lutte acharnée, violente, armée, politique et idéologique, une lutte de classe rigoureuse et continue **pour arracher par la force le pouvoir politique des mains de la classe capitaliste exploiteuse et fonder l'Etat de sa propre dictature, pour détruire la base économique de la classe exploiteuse, liquider dans l'ensemble la propriété privée, supprimer les rapports de production capitalistes et instaurer la propriété sociale, socialiste et les rapports de production socialistes, pour faire de la propriété socialiste actuelle la propriété du peuple tout entier** ; dans le même temps, il construira une superstructure nouvelle, socialiste, en balayant radicalement toute survivance de la politique et de l'idéologie bourgeoises et petites-bourgeoises dans la conscience des hommes.

Ce processus de suppression des classes exploiteuses, assez ardu en soi, dépend aussi entre autres de certains facteurs comme :

1) **La force et l'organisation multiforme de la classe capitaliste exploiteuse.**

2) **La violence et l'âpreté de la lutte armée pour la prise du pouvoir par le prolétariat, la clairvoyance dans la ligne, la détermination et l'intelligence dans sa mise en œuvre conséquente et sans défaillance par le parti communiste ou ouvrier marxiste-léniniste, qui conduit la lutte de libération, l'instauration de la dictature du prolétariat et la construction du socialisme après que le prolétariat s'est emparé du pouvoir** et qu'il a brisé politiquement et militairement les classes capitalistes exploiteuses.

3) **La construction conséquente, sur la base des principes marxistes-léninistes, d'une structure et d'une superstructure nouvelles, socialistes, fondées sur les conditions effectives, matérielles du pays**, en gardant à la dictature du prolétariat toute son acuité et en ayant constamment, jusqu'à la disparition du capitalisme mondial, jusqu'au communisme, la lutte de classes pour principale force motrice.

Pour avoir une exacte compréhension du développement de la lutte pour la suppression des classes exploiteuses dans notre pays, il faut connaître la situation de ces classes avant l'affrontement avec elles et au cours de cet affrontement, leur puissance économique, politique, idéologique, leur influence sur les larges masses de la population avant et après la Libération.

1) L'Albanie a de tout temps été occupée par des ennemis extérieurs et exploitée jusqu'à la moelle. L'«Indépendance» a été conquise sur le tard, mais même durant cette période, bien que le pays n'eût pas été occupé *de facto*, il l'était économiquement et politiquement *de jure*. Cette situation déterminait la nature, la force, le développement du féodalisme ottomanisant de la classe exploiteuse du pays, qui soutenait la politique des occupants, la politique coloniale des étrangers, et cela dans un pays économiquement très arriéré où personne ne faisait le moindre effort pour l'acheminer dans la voie du développement capitaliste. **Aussi, les féodaux, en tant que classe, en dépit du fait qu'ils conservaient, grâce aux armes des divers occupants, leur pouvoir sur la terre, sur leurs domaines et sur la paysannerie, étaient une classe dégénérée qui allait vers sa liquidation totale.**

2) **Le peuple albanais livrait depuis des siècles une lutte sans répit, il était constamment en révolte contre les occupants, contre les féodaux et aussi contre les structures religieuses.** On peut dire que c'était une lutte incessante anticoloniale, anti-impérialiste et en même temps une lutte de classe antiféodale.

La lutte de notre peuple, peuple agricole et pastoral, est très intéressante en ce que son affranchissement revêt un triple aspect. Il devait en effet se libérer de l'étranger, du bey et du féodal local, et aussi des institutions religieuses qui étaient au service des deux premiers. Aussi le peuple était-il constamment en lutte avec la structure et la superstructure du régime féodal et d'occupation, il menait contre ce régime tout à la fois une lutte armée, une résistance passive, et un combat politique et idéologique. De ce fait, la lutte pour la libération, la lutte de classe, contre les

féodaux, resta vivace, ne s'éteignit jamais, elle contribua à l'effondrement de l'empire ottoman, mais **sapa aussi à mort le pouvoir économique et politique de la classe féodale, qui, économiquement, s'affaiblit à l'extrême, en morcelant ses terres et ses grands domaines** et en les vendant partie aux paysans moyens, partie aux marchands des villes qui s'élevaient.

3) La proclamation de l'indépendance de l'Albanie en 1912 et toute la vie de notre pays jusqu'à l'occupation italienne en 1939, n'apporta pas de grandes transformations dans les rapports de classe. Après une série de péripéties, le pouvoir fut pris en main par Zogu, représentant failli d'un féodalisme failli. La clique de Zogu était soutenue par une petite armée de mercenaires et appuyée par l'Italie fasciste, à laquelle il accorda des concessions de mines et de terres, remit l'organisation de l'armée et de la gendarmerie, lui permettant ainsi de préparer notre pays à son occupation future et d'en faire une place d'armes pour les futures guerres du fascisme.

La population des villes s'accrut relativement des sans-travail des campagnes, qui furent désertées et s'appauvrirent encore davantage. Les beys et féodaux qui entouraient Zogu, vivaient de la rente des terres qui leur étaient restées, et qu'ils continuaient de vendre aux paysans riches qui opprimaient les paysans pauvres et moyens. Ces agas des campagnes et des villes devinrent ainsi l'appui du régime de Zogu.

Le commerce dans les villes commença à prendre un certain essor, à travers d'odieuses spéculations dans les rapports entre elles et les campagnes, les tractations usuraires, l'aliénation des terres, l'exploitation de la rente du sol, sans qu'aucun investissement ne fût fait dans l'agriculture. Ces commerçants spéculateurs, qui appuyaient le régime féodal et semi-colonial, étaient relativement peu nombreux et économiquement peu puissants. Les gros commerçants, soutiens du régime, avaient pour activités essentielles l'usure et le monopole des importations et des exportations, dans la mesure où le leur permettaient les conditions créées par la spéculation des firmes commerciales fascistes italiennes et la situation économique lamentable du pays.

Cette bourgeoisie commerciale grandissante ne pensait guère à investir des capitaux pour le développement d'une certaine industrie dans le pays. Aussi tout au long de cette période, ne voit-on mettre sur pied aucune industrie, fût-ce de très faible importance, à la seule exception de quelque petite manufacture de cigarettes, cimenterie, brasserie ou huilerie, mais cela aussi en association avec les capitalistes italiens. Le dumping italien démunissait nos magasins, favorisait la spéculation par les commerçants usuriers, qui, en association avec Zogu et sa clique, drainaient toutes les richesses du pays et les exportaient en Italie pour se remplir les poches. La seule «industrie» dans le pays était constituée par l'artisanat, mais celui-ci aussi était très arriéré et il s'appauvriissait toujours plus du fait même de la paupérisation du peuple, des lourds impôts et du dumping italien. La petite bourgeoisie des villes était dans une situation misérable, sa seule source de subsistance était la petite spéculation et le fonctionariat. Pour les intellectuels, la seule façon d'assurer leur existence était d'être nommés employés dans l'administration bureaucratique du régime, au reste périliclitante et qui les laissait parfois dix mois sans leur verser de traitement.

La grande masse de la population, la paysannerie pauvre et moyenne, les larges masses travailleuses des villes, les pauvres, les ouvriers, les gens de métier étaient en lutte déclarée de classe contre la clique de Zogu, les commerçants spéculateurs et la bourgeoisie riche, mi-marchande, mi-féodale, des villes et des campagnes. Et cette période ne fut pas de durée suffisante pour permettre aux résidus de la classe féodale et à la bourgeoisie naissante, dans les campagnes et les villes, qui s'en montrèrent du reste incapables, de renforcer leurs positions de classes dominantes, en raison avant tout de la résistance de classe des masses prolétariennes citadines et rurales, mais aussi de leur propre faiblesse économique, de leur grand retard culturel et technique, de leur conception ottomanisante du monde et de leur politique servile devant le capital fasciste italien, qui poursuivait en Albanie des buts bien déterminés afin de la coloniser totalement, comme il devait tenter de le faire plus tard, en se heurtant à la lutte héroïque du peuple albanais conduit par son Parti communiste.

Bref, nous sommes en droit de dire que l'occupation de notre pays par l'Italie fasciste trouva la classe capitaliste exploiteuse des villes et des campagnes dans une situation chaotique, politiquement et économiquement précaire ; elle ne possédait pas en propre l'industrie minière, car les mines existantes avaient été toutes accordées en concession à l'Italie; elle ne possédait pas d'industrie, et, comme on l'a dit, elle pratiquait seulement le commerce, l'usure et prélevait la rente du sol. Cette nouvelle bourgeoisie grandissante citadine et rurale, retardataire, inculte, pingre, dépourvue d'une organisation politique, féroce et barbare envers les larges masses de la population, serrait les rangs autour de la clique Zogu et de son administration, souvent non pas tant parce qu'elle s'accordait pleinement avec elle, mais parce que, grâce à la gendarmerie et aux liens de cette clique avec l'Italie fasciste, elle pouvait poursuivre ses spéculations et s'enrichir.

L'idéologie du régime de Zogu et de la classe capitaliste exploiteuse du pays était fondée sur le brigandage, la spéculation, le pillage, la trique, la terreur et la trahison. Il n'existe aucun point de comparaison quant au niveau de développement en tant que classe capitaliste, entre la classe exploiteuse de notre pays et celle des autres pays capitalistes d'Europe.

Après l'occupation de l'Albanie, l'Italie fasciste s'efforça d'attacher à son char ces débris du féodalisme, cette classe de la bourgeoisie marchande, les agas des campagnes et des villes, dans l'intérêt de la colonisation et de la guerre qu'elle comptait entreprendre. En fait, elle les rallia à elle et les mit à son service contre la Lutte de libération nationale du peuple conduite par le Parti communiste d'Albanie.

L'Italie fasciste n'était déjà pas, économiquement, en mesure de faire des investissements en Albanie, mais la situation créée par la guerre le lui permettait encore moins. Aussi à la suite de l'occupation de l'Albanie, s'intéressa-t-elle au premier chef aux ouvrages militaires, s'attachant à intensifier l'extraction du pétrole seulement à Kuçove, afin d'assurer la tranquillité de ses arrières en Albanie et d'y piller tout ce qu'elle pouvait. L'Italie espérait en la victoire et elle envisageait de coloniser définitivement l'Albanie. L'impulsion que l'occupant donna aux classes exploiteuses albanaises consistait seulement en ce qu'il leur permit de pratiquer un commerce de spéculation avec l'Italie, à travers quoi il en fit une simple officine à lui pour renforcer sa domination en Albanie, faire vendre des terres à ses ressortissants, recruter des mercenaires et les lancer dans la lutte contre le peuple qui avait engagé le combat.

De la sorte, l'occupation italienne enrichit une poignée de spéculateurs, qui ne se soucièrent à aucun moment de faire des investissements dans le pays, mais seulement d'amasser de l'or, de le cacher ou de le déposer à l'étranger en prévision de jours difficiles futurs. Le fascisme s'efforça de faire empoigner le drapeau de son idéologie précisément à cette classe, de rassembler des gens autour d'elle et de consolider ainsi les positions politiques de celle-ci. Et c'est précisément elle qui fut le plus éprouvée par les coups de notre lutte. Puis, au drapeau du parti fasciste se substituèrent les drapeaux du «Balli kombëtar» et de quelques autres «partis» champignons. A l'instigation du fascisme italien et allemand, la réaction albanaise s'efforça de créer une «idéologie» de classe qui lui fût propre avec ces groupements de traîtres qu'elle organisa pour venir en aide aux occupants et combattre notre Parti et le Front de libération nationale. Ce fut la dernière tentative, une tentative désespérée du fascisme et de la réaction albanaise contre la lutte de notre peuple que conduisait le Parti. **Elle fut noyée dans le sang et la réaction albanaise, en même temps que l'occupant, essaya un coup définitif et mortel.**

Les classes exploiteuses de notre pays subirent une défaite totale, politique, militaire et économique, elles perdirent à jamais le pouvoir politique et militaire. La révolution triompha. La lutte de libération nationale dirigée par le Parti écrasa définitivement les occupants et les traîtres, et ainsi s'instaura le régime de démocratie populaire, la dictature du prolétariat.

La lutte armée de libération nationale démasqua donc aux yeux du peuple la classe exploiteuse vendue à l'occupant sanguinaire qui opprimait le peuple. La politique de notre Parti et son action à la tête (du peuple la contraignirent à dévoiler ses batteries et lui arrachèrent son masque. Elles la frappèrent sans merci par les armes, lui portèrent des coups d'une gravité

incalculable, éliminant physiquement un grand nombre de ses dirigeants (les autres furent contraints de s'enfuir dans les navires de l'occupant). Elles opérèrent une différenciation profonde et aiguë entre les forces sociales en présence et préparèrent ainsi le terrain à la consolidation de la dictature du prolétariat, à la construction du socialisme et à la liquidation complète, en tant que telles, des classes exploiteuses capitalistes dans notre pays.

Comment ce processus s'est-il développé dans notre pays après la prise du pouvoir par le peuple ? Comment le Parti a-t-il organisé et dirigé la limitation, puis finalement la liquidation des classes exploiteuses en tant que telles ?

Les étapes successives de ce processus de grande ampleur sont analysées de manière marxiste-léniniste dans de nombreux et importants documents de notre Parti. J'en évoque brièvement les plus importantes.

Ce processus politique contre la réaction et les collaborateurs de l'occupant continua de croître sans interruption jusqu'aux premiers jours qui suivirent la Libération. A part le coup puissant qu'elles essuyèrent tout au long de la Lutte, les classes exploiteuses furent très durement frappées par **les tribunaux du peuple qui furent mis sur pied dans toute l'Albanie dès les premiers jours de la Libération**. Tous les collaborateurs de l'occupant furent arrêtés et jugés.

Les ennemis, démasqués sans répit politiquement et épouvantés par les tribunaux du peuple, furent pris d'un grand désarroi. La dictature du prolétariat frappait durement les ennemis du peuple, éventait les complots anglo-américains, déférait les agents ennemis devant les tribunaux et les condamnait. Les coups décisifs, justes et révolutionnaires portés aux ennemis du peuple, accrurent encore le dévouement et la confiance de celui-ci envers le Parti et le pouvoir, envers les armes de la dictature du prolétariat et suscitèrent chez les masses une haute vigilance révolutionnaire chaque jour plus acérée, qui est devenue elle-même une puissante arme politique entre leurs mains contre l'ennemi de classe et contre les ennemis extérieurs.

Je ne parlerai pas ici des grandes nationalisations qui ont eu lieu après la Libération, mais je m'arrêterai sur les mesures de caractère économique et politique qui furent prises contre la classe capitaliste des villes et des campagnes et qui firent avancer le processus de sa liquidation en tant que classe exploiteuse.

Un impôt extraordinaire frappa tous les commerçants et les industriels qui avaient réalisé durant la guerre de gros bénéfices sur le dos du peuple. Cet impôt était une mesure économique radicale qui se traduisit en fait par la confiscation de tous les biens meubles et immeubles de ceux qu'il frappait. Un grand nombre des personnes assujetties à cet impôt furent condamnées par les tribunaux et emprisonnées, leurs biens confisqués ne couvrant pas le montant de l'impôt fixé, et la sentence d'emprisonnement ne devant être revue que lorsque le condamné se serait acquitté des sommes dues, c'est-à-dire lorsqu'il aurait tiré son or de sa cachette. C'était une mesure de grande importance économique et politique, en ce qu'elle liquidait un important élément capitaliste, sans pour autant supprimer encore la bourgeoisie en tant que classe.

A l'égard des commerçants non assujettis à l'impôt extraordinaire, et qui étaient surtout de petits marchands, nous ne suivîmes pas la politique de liquidation mais, dans les conditions politiques et économiques de l'époque, les soumîmes à un contrôle sévère et à des limitations qui leur barreraient la voie à toute spéculation. En même temps que le secteur socialiste était créé et se renforçait, nous luttions pour la transformation socialiste de la petite production des villes. L'opportuniste Sejfulla Malëshova, toutefois, tenta de faire dévier le cours de ce juste processus. Il préconisait que «l'Etat et le secteur socialiste accordent au secteur privé une aide en crédit et en matériel et que le secteur socialiste entre en concurrence avec le secteur privé et que se réalise ainsi l'intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme». Sa théorie antimarxiste fut rejetée par le Parti, dénoncée par le peuple et Sejfulla Malëshova fut exclu du Bureau politique du Comité central et du Parti.

Au bout d'un certain temps les moyens et petits commerçants qui vendaient des articles industriels accumulés avant et durant la guerre, virent les rayons de leurs magasins dégarnis, et ils ne pouvaient plus faire d'achats à l'étranger, le commerce extérieur et de gros étant aux mains de l'Etat ; l'artisanat non encore coopéré n'était pas en mesure de les approvisionner, en sorte que la plupart d'entre eux, après s'être pas mal débattus, furent obligés de fermer boutique, d'abandonner le commerce et de se mettre à travailler dans la production.

Durant la même époque, parallèlement au secteur socialiste d'Etat, fut créé partout un secteur socialiste populaire contrôlé des coopératives de consommation ; des coopératives d'artisans furent également mises sur pied et ainsi, **graduellement, comme on le verra plus bas, le secteur socialiste d'Etat et la coopération éliminèrent de la circulation des marchandises l'immense majorité des éléments capitalistes privés. On peut donc dire qu'en 1955 la petite production industrielle avait été quasi complètement liquidée et remplacée par l'artisanat coopéré. Le petit commerce privé, dans l'impossibilité de survivre, céda, la place au commerce d'Etat et aux coopératives de consommation.** Le peu de petits marchands de fruits, de légumes et de bouchers autorisés à poursuivre leur commerce, s'organisèrent en collectifs marchands contrôlés par l'Etat. *[Ils furent créés en 1958 afin de renforcer le contrôle de l'Etat sur les commerçants privés et de préparer les conditions requises pour leur intégration dans le secteur d'Etat, ce qui fut fait en 1968.]*

C'est ainsi que s'est développé le processus de liquidation des classes exploiteuses dans les villes et, de ce fait, les éléments capitalistes, politiquement et économiquement annihilés, ne constituent plus une classe exploiteuse en soi, comme ils l'étaient auparavant. C'est la raison pour laquelle nous disons qu'il n'existe plus aujourd'hui chez nous de classes exploiteuses, car elles ont été liquidées en tant que telles, mais il existe seulement des débris de ces classes, dont les éléments, en dépit des coups qu'ils ont reçus, rêvent de restauration.

Comment ce processus s'est-il développé dans les campagnes ? Notre paysannerie travailleuse est une paysannerie très patriote et animée d'un ardent esprit révolutionnaire. Elle a participé en très grand nombre à la Lutte de libération nationale. Elle a été animée d'une grande confiance dans la ligne du Parti, à laquelle elle est restée fidèle. Elle est toujours attachée de tout cœur à son alliance avec la classe ouvrière, elle a parfaitement conscience du rôle dirigeant de celle-ci dans cette alliance, et elle l'accepte sans la moindre réticence. Elle est fidèle à la dictature du prolétariat.

Dans ces conditions, notre paysannerie révolutionnaire aux antiques traditions est devenue, sous la direction du Parti, un des facteurs décisifs de la victoire dans la lutte de libération et dans la construction du socialisme dans notre pays, en particulier dans les campagnes.

Je ne m'étendrai pas sur la Réforme agraire qui a été menée à bien dans les premières années qui suivirent la Libération. Cette réforme expropria les beys et les agas des campagnes et des villes de leurs terres et de leur bétail, qui furent distribués aux paysans pauvres, créant en même temps les prémisses du futur secteur socialiste de l'agriculture.

Au cours de cette période on eut soin d'appliquer fermement la directive du Parti visant au profond isolement politique et à la limitation économique des koulaks, la dernière classe exploiteuse, le seul appui subsistant de la résistance de classe à la Réforme agraire et, par la suite, à la collectivisation de l'agriculture. La Réforme agraire ne manqua pas non plus de limiter quelque peu aussi certains paysans moyens, non koulaks, mais qui avaient tendance à s'enrichir. Dans l'ensemble, on s'employa judicieusement et avec succès à allier les paysans moyens aux paysans pauvres dans la lutte contre les koulaks et en faveur de la collectivisation. Le Parti mena dans les campagnes une juste lutte de différenciation sur les plans politique, idéologique, économique.

La collectivisation de l'agriculture était une grande révolution dans les campagnes et cette œuvre s'étendit sur plusieurs années. Elle traversa plusieurs étapes, fut menée avec pondération, avec une grande attention, à travers la persuasion, sans aucune contrainte ni violence, et fut accompagnée d'un

grand travail politique, intensif et continu, qui commença par les plaines, par les zones dont les conditions économiques et sociales étaient plus favorables. La paysannerie reçut de l'Etat une aide économique considérable. Un crédit agricole fut institué à son profit et d'importants travaux de bonification, d'irrigation, etc., furent entrepris. Ainsi la collectivisation fut achevée avec succès. La terre ne fut pas directement nationalisée, mais, avec l'application de la Réforme agraire, la grande propriété terrienne disparut, la base du développement du capitalisme dans les campagnes se rétrécit à l'extrême et la coopération fut mise en œuvre sans qu'on eût recours à des formes intermédiaires fondées sur la rente ou autres, mais directement à travers des formes purement socialistes.

Au cours de tout ce processus de grande ampleur, la lutte de classe dans les campagnes, qui allait de pair avec la lutte de classe dans les villes, fut menée avec un plein succès. Cette lutte conduisit graduellement aussi à la liquidation des koulaks comme classe capitaliste exploiteuse dans les campagnes.

Voici quelques chiffres qui illustrent ce processus de limitation et de liquidation des koulaks :

La Réforme agraire expropria environ 5 000 koulaks (exploitations de paysans riches). En 1947 subsistèrent encore quelque 2 000 exploitations de paysans aisés. L'impôt frappant ces exploitations était de 50 à 100 pour cent plus élevé que l'impôt courant. Et nous ne parlons pas ici d'autres limitations, comme les redevances, la limitation politique.

En 1950-1951 environ 500 familles de koulaks quittèrent les campagnes. En 1955, la superficie des terres des koulaks fut réduite à 1,7 pour cent de l'ensemble des superficies cultivées ; leur production de céréales à 1,9 pour cent du total, le nombre de leurs bœufs et buffles à 2 200 têtes ; celui des vaches à 1900 têtes et du menu bétail à 20 000 têtes.

En 1955, sur quelque 2 000 familles de koulaks, plus de 560 ne possédaient aucune bête de travail et la moitié d'entre elles ne disposaient que de 2 à 3 hectares de terre et de pas plus de dix têtes de menu bétail.

En 1962, il subsistait encore 1 326 familles de koulaks, qui détenaient une superficie totale de terre de 2 391 hectares. 1645 têtes de gros bétail et 12 432 têtes de menu bétail. **Elles représentaient quelque 0,7 pour cent du total des exploitations paysannes. Au cours de ces dernières années ce pourcentage a encore baissé.**

En conclusion, dans les campagnes non plus, l'élément capitaliste ne constitue plus une classe.

Je ne parlerai pas ici de la lutte de classes dans les campagnes qui se poursuit et qui se poursuivra, ni non plus du travail politique intense mené par le Parti auprès de ces éléments et surtout des jeunes d'origine koulak, en vue de leur rééducation, et des différenciations qui s'imposent, etc.

A la suite de cette vaste lutte menée en ce sens, la situation et la composition des classes dans notre pays en 1960 se présentait en pourcentage comme suit :

Classe ouvrière	22,5 %
Paysannerie coopérée	62,7 %
Couche de l'intelligentsia	13,6 %
Débris des classes exploiteuses	1,1 %
dont :	
- Koulaks	0,8 %
- Eléments spéculateurs dans les villes	0,3 %

Toujours en 1960, le secteur socialiste fournissait 90 % du revenu national et sa part dans la production industrielle globale, dans le commerce de gros, le commerce de détail et la production agricole globale étant respectivement de 99, 100, 90 et 80 pour cent.

Ce sont là les données concrètes de la situation des classes chez nous, ce qui nous permet de dire que la classe bourgeoise capitaliste de notre pays, en tant que classe exploiteuse fondamentale, est liquidée. Mais des éléments, des débris en subsistent, qui n'ont pas été éliminés physiquement et le problème de leur élimination ne s'est pas posé ni ne se pose. Il s'agit de faire en sorte que ces éléments qui subsistent ne relèvent pas la tête, mais qu'ils se soumettent aux lois de l'Etat prolétarien, qu'ils renoncent à toute activité hostile. Nous leurs avons créé des possibilités de travailler et de vivre comme tout le monde, mais nous ne relâcherons pas notre vigilance à leurs égard, nous les frapperons même le cas échéant ; quant à leurs enfants, nous veillons à les éduquer dans l'esprit nouveau.

En ce qui concerne la lutte politique, la lutte idéologique, l'éducation des masses dans l'esprit révolutionnaire, dans l'idéologie du prolétariat, la lutte contre l'ennemi de classe, contre l'idéologie capitaliste, idéaliste, révisionniste, contre l'impérialisme et aussi leur éducation continue pour qu'elles éliminent les pratiques pernicieuses, les superstitions et les survivances petites-bourgeoises dans tout domaine et dans tout secteur, ce sont là des problèmes importants, et permanents qui doivent constituer la première préoccupation et le front de la lutte du Parti et de la classe ouvrière. Si cette grande lutte n'est pas poursuivie de front par le Parti à la tête des masses, on risque alors de voir les éléments des classes hostiles se ranimer et se regrouper, de voir renaître une nouvelle classe révisionniste, laquelle, comme elle l'a fait en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes, s'empare du pouvoir et transforme le pays socialiste en un pays capitaliste.

Notre Parti estime donc que, indépendamment du fait que les classes exploiteuses sont liquidées en tant que telles, le danger de restauration bourgeoise et révisionniste subsiste si l'on s'endort sur ses lauriers et si l'on n'avance pas à un pas révolutionnaire, soutenu, si l'on ne se guide pas en toute chose sur le marxisme-léninisme et si l'on éteint la lutte de classe, au lieu de la mener de façon continue et avec esprit de suite, si l'on affaiblit au lieu de renforcer encore la dictature du prolétariat, si l'on se coupe du peuple au lieu de se lier encore plus étroitement avec lui, si l'on se montre timoré au lieu de mener avec courage et hardiesse une lutte continue inconciliable et intransigeante à l'impérialisme, aux révisionnistes de toute couleur et à tous les valets de la bourgeoisie et du capital.

Notre Parti, comme il l'a toujours fait, poursuivra de manière conséquente, avec courage et sagesse dans sa juste voie marxiste-léniniste.

Dans cette lutte à mort contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et la réaction, notre Parti, à la tête du peuple albanais, est conscient de sa grande responsabilité. Notre Parti s'est fixé pour principale tâche de maintenir toujours élevé l'esprit révolutionnaire, de se tremper, se tremper constamment, chaque jour, idéologiquement et politiquement, de garder ses rangs purs, de balayer les éléments pourris, les indolents, les bavards, les carriéristes, les bureaucrates incorrigibles, à travers une lutte vivante au sein même du parti et la vérification concrète du travail de chaque communiste dans la lutte et dans la vie.

Ce qui s'est produit dans le Parti communiste de l'Union soviétique ne se produira jamais dans notre Parti, car le nôtre mène et mènera constamment, massivement, en profondeur et en largeur, un travail politique, idéologique intense, afin que le peuple tout entier comprenne et applique de manière créatrice chacune de ses directives, sa juste politique, et qu'il vive et travaille chaque jour et à chaque heure comme à la guerre, comme dans la révolution. C'est seulement ainsi que sera brisée toute attaque de l'ennemi extérieur et intérieur, c'est seulement ainsi que sera mise en échec et étouffée dans l'œuf l'action de tout ennemi qui tentera de restaurer le capitalisme, si raffiné et masqué qu'il soit. C'est pour cette lutte et dans cette lutte que nous trempons notre Parti et notre peuple. Dressés dans une unité révolutionnaire de pensée et d'action, ils sont invincibles.

Les impérialistes et les révisionnistes modernes avaient pensé qu'ils ne feraient qu'une bouchée du Parti du Travail d'Albanie. Mais ils se sont heurtés à une montagne d'acier, indestructible, invincible, car son idéologie et sa politique marxistes-léninistes sont invincibles et sont soutenues et mises en œuvre par un peuple révolutionnaire, un peuple combattant et indomptable.

Dans l'euphorie de leur triomphe en Union soviétique et dans d'autres pays, les révisionnistes modernes, soviétiques en tête, cherchèrent à nous jeter de la poudre aux yeux, ils tentèrent de nous cajoler, de nous circonvenir, mais sans succès ; nous leur avons porté des coups puissants et les avons honteusement démasqués. Ils conservent encore leur puissance matérielle et manœuvrent avec, mais ils ont perdu leur puissance morale et politique, non seulement à notre égard, mais aussi envers les marxistes-léninistes du monde et de tous les peuples progressistes.

Les révisionnistes modernes sont des bourgeois capitalistes et les Etats qu'ils gouvernent sont transformés et se transforment toujours plus résolument, quant au fond, en Etats bourgeois capitalistes. Seule la révolution armée dans ces pays, si elle éclate, pourra arrêter et renverser ce cours. Nous soutenons et devons soutenir le cours révolutionnaire afin qu'il renverse ce cours capitaliste, anti-prolétarien, anti-marxiste dans le mouvement ouvrier et communiste.

Nous pensons que Kim Ir Sen et ses camarades se trompent dans certaines de leurs attitudes à l'égard du révisionnisme moderne soviétique et, s'ils ne se détournent pas de la voie dans laquelle ils se sont engagés, ils deviendront, pour le malheur du Parti du Travail de Corée et du peuple coréen, des révisionnistes modernes comme les autres. La vérité est amère, mais il faut la dire tant qu'il n'est pas trop tard. Selon Kim Ir Sen et les Japonais, «Khrouchtchev, qui est malfaisant, a été écarté, mais ceux qui sont au pouvoir laissent espérer qu'ils se corrigeront et une des voies pour qu'ils se corrigent c'est de s'unir à eux», soi-disant contre l'impérialisme. [*Les dirigeants chinois aussi s'en tenaient à ce point de vue que Chou En-laï avait exprimé à notre Parti lors de sa visite du 31 décembre 1963 au 9 janvier 1964 en Albanie. Lin Chao-chi avait fait de même avec une délégation albanaise à Pékin. (Voir «Réflexions sur la Chine», éd. fr., t. 1. pp. 122-131, Tirana, 1979).*] Ces thèses attestent que ces gens-là ne font pas une juste appréciation de la question, qu'ils ne sont plus en mesure de procéder à de véritables analyses de classe, qu'ils se sont engagés dans des voies suspectes.

Et ne parlons pas des dirigeants roumains, qui sont des révisionnistes éhontés. Par surcroît, la voie intermédiaire qu'ils cherchent à suivre et qu'ils veulent faire passer pour une politique «avisée et souple» n'est rien d'autre qu'une politique conditionnée par la grande peur qu'ils ont dans le sang. Les Roumains ont peur des Soviétiques, des Bulgares, des Hongrois, et c'est pour des motifs d'opportunité qu'ils se sont liés avec Tito, qu'ils se lient avec les impérialistes, et qu'ils nous sourient aussi. Cette voie, les Roumains la qualifient de «voie spéciale et authentique marxiste-léniniste». Selon eux, toutes ces lignes, les lignes des Soviétiques, des titistes, des Bulgares, de Kim Ir Sen, des Japonais et d'autres, sont des lignes «marxistes-léninistes authentiques».

Les Roumains font grand bruit à propos de l'attitude «courageuse» qu'ils adoptent à l'égard du Pacte de Varsovie. C'est là la ligne de Tito et des impérialistes. Si la Roumanie quitte le Pacte de Varsovie, ce sera une bonne chose. Mais où ira-t-elle ? Du lit d'un ennemi dans le lit d'un autre. Qu'elle fasse partie de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie, pour nous c'est du pareil au même. C'est la même chose tant que ces deux traités restent ce qu'ils sont, car tous deux nous combattent. S'ils se fondent en un seul, ils nous resteront hostiles, car ils s'uniront contre nous. Et même si tous deux se désagrègent et se rompent, ils ne le feront certes pas dans l'intérêt de la révolution. Alors, quel est le but de ce tapage de la part des gens de la direction roumaine ? C'est de montrer à l'Union soviétique qu'elle est «forte» parce qu'elle est avec Tito et les impérialistes. Les Roumains mènent tout ce tapage pour maintenir leurs revendications territoriales [*Deux ans avant cet entretien, le camarade Enver Hoxha écrivait à ce propos : «Chou En-laï commet une grave erreur en poussant les Roumains dans la voie des revendications territoriales à l'encontre de l'Union soviétique... Ce n'est ni le moment ni le cas de soulever de tels problèmes, qui fournissent à Khrouchtchev une arme pour nous accuser de chauvinisme. La lutte idéologique et politique contre Khrouchtchev ne doit pas s'égarer dans des*

questions délicates de revendications territoriales» (*«Réflexions sur la Chine», éd. fr. t 1, p. 78, Tirana, 1979*).], obtenir de l'argent des impérialistes, en retour de ce qu'ils font pour affaiblir la puissance de l'Union soviétique et mettre en œuvre la transformation capitaliste de la Roumanie, avant que celle-ci ne soit l'objet d'une attaque de la part des Soviétiques. Ils jouent la carte chinoise uniquement pour des motifs d'opportunité et dans la mesure où cela ne porte pas atteinte à la politique et à la stratégie globale de l'impérialisme.

Les Roumains nous sourient à nous aussi, ils m'ont invité, ils ont invité de nos ministres, des permanents de notre Parti à passer les vacances chez eux, ils nous invitent à titre privé à participer à la réunion du Pacte de Varsovie et se livrent à d'autres intrigues de ce genre. Nous ne nous laissons pas prendre à ce jeu. Nous leur répondrons ouvertement afin qu'ils comprennent que leurs manœuvres ne portent aucun fruit.

Les révisionnistes modernes de divers acabit ont recours à toutes sortes de manœuvres non seulement pour éviter les coups qui leur sont portés et une dénonciation plus marquée, mais aussi pour donner l'impression «que quelque chose est en train de se produire, qu'il y a quelque chose dans l'air», ils distribuent les sourires, alternent les actions «démocratiques» avec les actions diplomatiques. Ce sont là des pratiques d'une diplomatie bourgeoise qui a fait son temps, mais, à défaut d'autre chose, ils y reviennent et les utilisent dans des conjonctures nouvelles en les revêtant de nouveaux habits. Ces laquais sont prêts à vous baiser la main aujourd'hui et à vous la mordre demain. Mais nous ne les laisserons pas nous la baiser et encore moins nous la mordre ! Nos attitudes les effraient, car ces attitudes sont justes, résolues, elles les ont confondus et mis en déroute, ta poursuite persévérante, résolue, de cette politique marxiste-léniniste dans la voie révolutionnaire est la poursuite de la lutte de classes dans l'arène internationale, c'est la mise en déroute des alliances impérialistes-révisionnistes contre les pays socialistes et pour la domination du monde par le capitalisme affublé de toutes sortes d'habits et de masques.

La réunion du Pacte de Varsovie ne présente pour nous aucun intérêt, à part celui de pouvoir y démasquer les révisionnistes, ce que nous ferons.

Les contradictions entre les cliques révisionnistes qui tendent à s'approfondir, s'inscrivent dans la partie d'échecs impérialiste, qui consiste pour les divers impérialistes et révisionnistes à couper les anciens ponts, à les raccommoier ou à en jeter de nouveaux entre eux. En même temps que le processus de désintégration, se développe un processus de réintégration entre eux.

En Europe, la France capitaliste, soucieuse de ses intérêts, agit contre l'hégémonie américaine et fait pression sur l'Angleterre et surtout sur Bonn, qu'elle voudrait détacher des Etats-Unis et lier à elle. Sa tactique est la suivante : rapprochement autant que possible avec l'Union soviétique, non seulement pour utiliser cette dernière comme un moyen de chantage contre Washington et Bonn, mais aussi en vue d'infiltrer son influence dans les pays révisionnistes d'Europe orientale.

De son côté, l'Union soviétique, tout en préservant les grands intérêts qui la lient aux Etats-Unis, joue la carte de la France comme un chantage pour un règlement opportuniste du problème allemand et du problème vietnamien — pour ce dernier, dans le sens de la capitulation du Vietnam et de la sauvegarde de l'honneur et du prestige des Etats-Unis en Asie. Elle se propose, de concert avec les Etats-Unis, de réaliser l'encerclement militaire et politique de la Chine dans des conditions nouvelles, c'est-à-dire en y englobant aussi la Corée du Nord. L'Union soviétique et les Etats-Unis, pris de l'euphorie que leur suscite le faux espoir de la capitulation du Vietnam, ne manqueraient pas de claironner cette capitulation comme «une grande victoire de la coexistence pacifique et de la politique pacifique de l'Union soviétique et de Johnson».

Nous estimons que toutes ces conjonctures politiques dans le monde et particulièrement en Europe ne se développeront pas paisiblement, sans d'âpres contradictions entre les divers impérialistes et les divers révisionnistes. Mais ces contradictions à leur tour en créeront d'autres au sein des cliques de

différentes tendances : des contradictions entre ces, cliques et les révolutionnaires, les partis et groupes marxistes-léninistes déjà formés ou en cours de formation ; des contradictions entre les cliques révisionnistes et les peuples là où celles-ci sont au pouvoir.

Le fait est que le processus de désintégration des pays révisionnistes n'a pas créé seulement un chaos politique chez les peuples en défaveur des cliques au pouvoir, il a provoqué aussi en particulier des perturbations dans l'industrie, l'agriculture, l'économie, l'approvisionnement, etc.

Tito, malgré les milliards [*En 1981, l'endettement extérieur de la Yougoslavie atteint 20,1 milliards de dollars (TANJUG, 26 juin 1982).*] que lui ont donnés et que lui donnent les Etats-Unis et d'autres, a fourré son pays dans un chaos économique. Les autres pays révisionnistes où l'agriculture socialiste se transforme en agriculture capitaliste (la Yougoslavie n'avait pas d'agriculture socialiste) se heurtent à de la résistance et à des difficultés politiques et économiques. La liquidation des coopératives agricoles et leur conversion en propriétés de koulaks, a entraîné la dégénérescence de l'agriculture, la spéculation et la pauvreté en même temps qu'une montée de la vague de résistance à ces mesures.

Dans l'industrie et dans le secteur économique en général les cliques révisionnistes ont entrepris la transformation de la propriété socialiste d'Etat en propriété de groupes capitalistes selon le modèle titiste, à quelque légère différence près. Rien qu'à considérer l'économie titiste, on peut imaginer ce qui se produit et ce qui se produira dans les autres pays révisionnistes, qui espèrent en l'aide américaine pour pouvoir aller de l'avant suivant ce modèle. Les Américains ont financé abondamment les titistes et ils ont atteint leur but. Le peuple yougoslave est maintenant dans un profond dénuement, ce qui ne fera qu'accroître sa résistance et les contradictions avec les Américains, mais ceux-ci seront plus avarés et impitoyables avec les autres cliques, qui se trouvent prises entre deux feux, entre les impérialistes et leurs peuples. Cette contradiction se fera sentir chaque jour davantage.

La création des partis communistes marxistes-léninistes dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir jouera un rôle décisif, aussi devons-nous aider par tous les moyens les nouveaux partis marxistes-léninistes frères et c'est là pour nous un premier devoir internationaliste, un devoir révolutionnaire.

Nous pensons que la nouvelle bourgeoisie qui a accédé au pouvoir par la contre-révolution et qui se masque de phraséologie marxiste, comme c'est le cas en Union soviétique, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en République démocratique allemande, en Hongrie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Roumanie, en Mongolie, etc., ne peut-être renversée que par la révolution. Les révisionnistes modernes sont résolus à étouffer la révolution par les armes. Il faut donc, dans ces pays en particulier, créer de véritables partis révolutionnaires marxistes-léninistes qui prépareront et dirigeront la révolution. Nous estimons que, sans la création de ces partis, qui aient fait leur la doctrine de la révolution prolétarienne, l'expérience passée et présente du combat révolutionnaire, qui aient une claire vision de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne et qui la mènent correctement, la révolution ne peut être accomplie avec succès.

La révolution a besoin d'une direction expérimentée, aguerrie et déterminée à la conduire jusqu'au bout.

Naturellement ce n'est pas nous qui exporterons les révolutions et qui donnerons des ordres aux autres sur la manière dont ils doivent agir. Et nous ne soutiendrons pas non plus la révolution dans ces pays par une intervention armée. Cela, pour nous, est très clair.

Mais nous n'en avons pas moins pour premier devoir d'aider la révolution prolétarienne dans tous les pays et en particulier dans les pays révisionnistes. Cette aide multiforme de notre part doit avoir pour fondement et pour objectif la lutte acharnée et à outrance contre les impérialistes, américains en tête, et contre les révisionnistes modernes conduits par les Soviétiques. [*Le Parti communiste chinois ne se prononça pas tout de suite ouvertement, contre les révisionnistes. En avril 1962, le camarade Enver*

Hoxha notait déjà : «Les communistes révolutionnaires attendent que la Chine se prononce ouvertement contre le révisionnisme khrouchtchévien». Mais même quand elle le fit, contre les révisionnistes soviétiques comme contre les révisionnistes yougoslaves, il y eut, dans la ligne de son Parti communiste, des flottements opportunistes prononcés, envisageant même la réconciliation avec eux. (Voir «Réflexions sur la Chine», éd. fr.. t. 1, p. 7. Tirana. 1979).] Les marxistes-léninistes dans le monde et les nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes déjà formés ou en cours de formation, ont grand besoin de notre aide politique et idéologique.

Les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques se guident dans leur action sur une stratégie identique et coordonnent leurs tactiques, indépendamment des contradictions qui les opposent et qui iront croissant. Ils préparent la lutte contre nous et les autres peuples pacifiques, ils cherchent par tous les moyens à organiser chez nous la contre-révolution, à liquider partout dans le monde les états-majors de la révolution prolétarienne. «La non-ingérence dans les affaires intérieures», «la sauvegarde et le respect de l'indépendance d'autrui», etc., ces formules et beaucoup d'autres du même genre que l'on invoque, ne sont que de vains mots, de la démagogie et un grand bluff pour camoufler les complots, les putsch et les autres formes d'intervention des impérialistes et des révisionnistes dans nos pays et dans nos partis. D'autre part, les révisionnistes modernes, invoquant une pseudo-morale politique et idéologique, prennent les devants et qualifient notre soutien marxiste-léniniste effectif, puissant et juste à la révolution dans le monde, d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Que doivent faire en premier lieu nos deux partis et nos deux Etats, et tous les partis marxistes-léninistes dans le monde ? Nous pensons que nous devons être parfaitement armés, politiquement, idéologiquement, économiquement et moralement, poursuivre la lutte jusqu'à la victoire contre les impérialistes et les révisionnistes modernes, une lutte idéologique, politique, économique et, si la défense de nos pays et des victoires de la révolution l'exige, recourir même à la lutte armée.

Cette lutte à mort se prépare efficacement entre autres en aidant les révolutionnaires dans le monde et particulièrement la révolution dans les pays révisionnistes. Nous n'entendons nullement diminuer par là l'aide que nous devons prodiguer aux peuples qui se battent dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique latine et aux partis et groupes marxistes-léninistes de ces pays. C'est là une tâche essentielle, mais tout aussi essentielle est l'aide à la révolution qui doit être préparée et éclater en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes.

Comment faut-il organiser cette aide, comment faut-il organiser cette lutte au degré le plus concentré, à l'échelle mondiale, contre le révisionnisme moderne ? Notre Parti a fait connaître certaines de ses idées à ce sujet, fût-ce directement à votre parti, fût-ce publiquement par la voie de la presse. Naturellement, il se peut qu'elles ne soient pas complètes ni toujours exactes, mais nous réaffirmons qu'à notre sens nos deux partis doivent étudier plus à fond ce problème important et urgent, et aboutir à des décisions fondées sur les faits et les nouvelles situations créées.

Les révisionnistes modernes travaillent activement, ils pondent un tas de «théories» et font tout leur possible pour combattre l'unité marxiste-léniniste prolétarienne internationale, qui est pour eux mortifère. Les khrouchtchéviens, jusqu'aux Roumains eux-mêmes, ont discrédité la grande idée de l'unité marxiste-léniniste internationale pour y substituer leur hégémonie révisionniste. C'est pourquoi il nous faut lever bien haut le grand drapeau de Marx, Engels, Lénine et Staline, le drapeau de l'unité d'acier prolétarienne internationale, et de réduire à néant toute hégémonie révisionniste.

Œuvres, t. 33.

QUI EST RESPONSABLE DU GENOCIDE EN KOSOVE ?

Article publié dans le «Zëri i popullit»

31 août 1966

Tito et sa clique, pour sauver leur peau, et pour sauver aussi leur système de répression, d'exploitation et de terreur qui est secoué jusque dans ses fondements, ont liquidé Rankovic. Tito a ainsi «sacrifié» son collaborateur le plus proche, à qui il a imputé toutes les fautes, toutes les erreurs et les défaites, tous les crimes et les échecs essayés jusqu'ici par son régime.

A la suite de la destitution de Rankovic de toutes ses fonctions d'Etat et de parti, au sein de la clique titiste s'est déclenchée ouvertement la lutte pour le pouvoir entre les clans croato-slovène et grand-serbe, qui ont respectivement le soutien des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques. C'est là une claire expression des profondes contradictions de classe et nationales qui, depuis longtemps, rongent et sapent le royaume de Tito, une manifestation du pourrissement, de la dégénérescence et de la décomposition du régime titiste.

Les récents événements ont montré une nouvelle fois que la Yougoslavie titiste se trouve à la croisée des chemins. La trahison envers le marxisme-léninisme de la part de la clique Tito, qui a converti la Yougoslavie en un Etat bourgeois capitaliste, avec tous les traits propres à un tel Etat, a entraîné en son sein, comme elle ne pouvait manquer de le faire, la division, car elle devait développer, ce qu'elle a effectivement fait, le nationalisme et le chauvinisme parmi ses membres et, par là même, encourager les divers groupements nationaux en Yougoslavie dans leurs efforts pour s'affirmer, renforcer leurs positions dans l'Etat, dans l'économie, dans l'armée, chacun sur le dos de l'autre, et le plus fort aux dépens du plus faible. On a vu se ranimer les anciennes rivalités nationales-chauvines serbo-croates et se dessiner la voie dans laquelle elles se développeraient.

La politique nationale de la clique Tito au cours de ces vingt et quelques années envers les différentes nationalités a été une politique de répression et de traitement inégal, d'exploitation et de discrimination économique et culturelle. En particulier, les titistes ont pratiqué la terreur la plus féroce, la plus sanglante, ne reculant ni devant les mutilations ni devant la suppression physiques, à l'encontre de la population albanaise de Yougoslavie. Par la répression cruelle et la politique chauvine de dénationalisation dont elle a été l'objet de la part du régime d'asservissement titiste, la population albanaise de Yougoslavie se dresse comme un puissant et irréfutable réquisitoire contre le régime policier de Belgrade. Soumise à des persécutions de type fasciste, à des tortures physiques et morales, elle a été victime d'un véritable génocide.

La clique Tito, après le 4^e plénum de ce qu'on appelle la Ligue des communistes de Yougoslavie, s'efforce par tous les moyens de sauver le régime titiste de la catastrophe vers laquelle il se précipite, en cherchant à rejeter la lourde responsabilité pour la situation sans issue créée en Yougoslavie sur Rankovic, l'ancien chef de l'UDB, le collaborateur le plus proche de Tito. Dans toute la Yougoslavie, on s'évertue à mettre l'UDB, cette organisation tristement fameuse de bourreaux sanguinaires, mieux au service du régime terroriste titiste, en éliminant, juste pour la forme, quelque criminel par trop compromis. Ainsi, par ordre de Tito, il a été procédé à des «épurations» au sein de la hiérarchie dirigeante de l'UDB. Quelques ministres de l'Intérieur ont été démis de leurs fonctions dans les républiques et les régions où la politique chauvine de répression et d'extermination nationale s'est avérée la plus féroce et où la menace d'une explosion de la colère populaire a mis en péril l'existence même du régime titiste. C'est ce qui s'est produit, entre autres, en Serbie, au Monténégro, en Macédoine, en Bosnie et en Herzégovine. Ainsi, selon les nouvelles de la presse yougoslave, dans la région de Kosove également, des changements ont été opérés à la direction de l'UDB. Misa Miyousgovic et Stanislav Gerkovic, jusqu'à hier responsables de ces services, ont été destitués et remplacés par d'autres «spécialistes» de l'UDB, affidés de Tito, comme Xhevdet Hamza et Dusko Ristic. Mais les peuples yougoslaves ne se laissent pas tromper. Et le peuple albanais de Yougoslavie

encore moins. Cette campagne de prétendues «épurations» est un vernis qui tend à couvrir les crimes indélébiles et inexpiables du régime titiste, afin de décharger de toute responsabilité le clan Tito-Kardel-Bakaric, sorti pour le moment victorieux de la lutte pour le pouvoir. Elle est enfin menée pour présenter Tito comme le «sauveur de la situation», soi-disant soucieux de rétablir «l'ordre et la légalité» réduits à néant par le système titiste lui-même et les agents fascistes de l'UDB, qui ont toujours agi sous la direction de Tito et de sa clique.

Mais aucune manœuvre ne peut sauver la clique titiste. Le génocide perpétré contre la population albanaise en Kosove, sur le Plateau de Dukagjin, en Macédoine et au Monténégro, est le produit de la politique de nationalisme et de chauvinisme féroce pratiquée par le régime titiste. Ceux qui doivent répondre de tout cela sont en premier lieu Tito lui-même et avec lui, toute sa clique, depuis les plus grands requins, comme Rankovic, qui est trempé jusqu'à la gorge dans le sang de la population albanaise de Yougoslavie, Kardel, Bakaric, Ll. Kolisevski, etc., jusqu'aux plus petits, comme Dusan Mugosa, Xhavit Niman, Ali Shukri, Gjo-ko Pajkovic, Cedo Mijovic, Cedo Topalovic, Sinan Ha-san, Xhevdet Hamza et d'autres.

Le Parti du Travail d'Albanie, partant toujours de justes positions de principes marxistes-léninistes, a démasqué en temps voulu et avec la plus grande fermeté tous les crimes odieux que la clique traîtresse de Tito a continué de commettre aux dépens des peuples de Yougoslavie et en particulier de la population albanaise dans cet Etat.

Nous ne sommes jamais intervenus et nous n'interviendrons jamais dans les affaires intérieures de la Yougoslavie ; c'est au contraire la clique révisionniste de Tito qui a érigé en système l'ingérence dans les affaires intérieures de l'Albanie et d'autres pays, c'est elle qui, pendant plus de vingt ans, n'a rien épargné dans sa lutte contre le peuple albanais, contre le PTA, contre la RPA et contre le régime étatique et social socialiste établi en Albanie. Les interventions de la clique titiste, ses menées incessantes de complots et de subversion, ses alliances avec les ennemis les plus farouches du peuple albanais, depuis les fascistes, les ballistes, les zoguistes jusqu'aux impérialistes américains, aux monarcho-fascistes grecs et aux révisionnistes khrouchtchéviens, contre la RPA, sont désormais de notoriété publique. Naturellement toutes ces interventions de la clique Tito dans les affaires intérieures de l'Albanie se sont heurtées à la ferme opposition de notre peuple, elles ont été réduites en miettes par la vigilance et l'unité révolutionnaire du peuple albanais, qui est lié à son Parti comme la chair à l'os. Mais si la clique révisionniste de Tito conduit au tombeau avec tant de cérémonies et de pompe un traître aussi fieffé et un ennemi aussi notoire du peuple albanais et du PTA que Panajot Plaku [*Agent secret de la Sûreté d'Etat yougoslave sur l'ordre de laquelle, et avec la complicité des khrouchtchéviens, il s'enfuit en Yougoslavie en 1957 afin de les aider à réaliser leurs visées à l'encontre de l'Albanie également, ce qu'ils étaient d'ailleurs en train de faire dans tous les pays de démocratie populaire après le XX^e Congrès du PCUS.*], nous-mêmes, à plus forte raison, avons le droit d'élever notre voix pour défendre les intérêts vitaux de la population albanaise en Yougoslavie, qui vit sous la terreur de la clique Tito et de l'UDB, sous la menace permanente d'être dénationalisée et exterminée en masse.

Les crimes, les meurtres, l'anéantissement physique de la population albanaise de Yougoslavie par la clique titiste, ainsi que la politique de dénationalisation menée par cette dernière, constituent une ligne systématique, que l'on a commencé à appliquer dès les lendemains de la libération et que l'on a poursuivie et poursuit encore avec une férocité toujours accrue. Ces crimes et cette politique de génocide ne peuvent être effacés de l'esprit d'aucun homme honnête dans le monde, et encore moins de l'esprit de ceux qui en ont souffert et en souffrent eux-mêmes chaque jour. La population albanaise de Yougoslavie n'oubliera jamais les faits horribles de l'automne 1944, lorsque la bande de Tito-Rankovic arrêta à Tetove 10 000 Albanais et en fusilla sans autre forme de procès 1 200, sans parler de ceux qui sont morts dans les prisons. Dans leurs odieux efforts pour exterminer les Albanais, les bandits titistes se sont toujours caractérisés par le cynisme, la cruauté et la fureur. Lorsqu'un groupe de patriotes albanais protesta contre ces crimes auprès du commandement titiste, le général Apostolski, qui commandait alors la I^{ère} brigade macédonienne, lui répondit : «Ce n'est rien, c'est une simple épuration.

Ceux que nous tuons devaient, être nettoyés.» Et Vukmanovic Tempo, qui était présent, lança : «Quoi ? Vous gardez encore des gens dans des camps ? Hâtez-vous d'éliminer ceux que vous avez à liquider». Et cet ordre du représentant personnel de Tito fut appliqué avec un grand zèle. En novembre 1944, des milliers de paysans albanais innocents furent fusillés sur les routes de Macédoine, brûlés, infectés du typhus et connurent une mort atroce.

De génération en génération, le peuple albanais de Yougoslavie se souviendra, avec une immense aversion contre la clique sanguinaire titiste, du massacre de Drenica en hiver 1944, lorsque les divisions yougoslaves, sous prétexte de vouloir y nettoyer les ennemis, encerclèrent cette zone libérée et y massacrèrent quelque 30 000 hommes, femmes, vieillards et enfants albanais. Cette action fut un véritable carnage, un anéantissement systématique et organisé de la population de nationalité albanaise de cette région.

Pourquoi et à quelles fins les titistes se sont-ils rués comme des fauves contre la population albanaise et ont-ils à nouveau baigné de sang la Kosove martyrisée ? Le seul «tort» de cette population était d'être de nationalité albanaise, et le but des titistes a été et demeure, on le sait, l'anéantissement de la totalité de la population albanaise. [*Vaso Cubrilovic, ancien ministre et membre de l'Académie des sciences et des arts de Serbie dans la Yougoslavie d'après-guerre, écrit dans son mémoire sur «L'expulsion des Albanais», présenté le 7 mars 1937 : «Nous devons, selon les besoins, distribuer des armes à nos colons. Dans ces régions il convient d'organiser l'ancienne forme d'action tchetnik et l'aider clandestinement dans ses tâches. Il faut particulièrement faire déferler un flot de Monténégrins des montagnes pour qu'ils provoquent un conflit massif avec les Albanais de Metohia... Finalement, on pourrait même fomenter des troubles locaux, qui seront réprimés dans le sang et par les moyens les plus efficaces, non pas tant en recourant à l'armée qu'aux colons eux-mêmes, à des tribus monténégrines et à des tchetniks. Il reste encore un moyen que la Serbie a employé pratiquement après 1878, et qui consiste à mettre le feu furtivement à des villages et à des quartiers de villes albanaises.» (Dr. Vaso Cubrilovic, «L'expulsion des Albanais», éd. fr., p. 13). La Yougoslavie d'avant-guerre comme celle d'après-guerre a donc poursuivi la même politique chauvine contre les Albanais. Le fait que de 1912, à 1976 plus de 277 000 Albanais ont été éliminés physiquement dans les régions albanaises annexées par la Yougoslavie, est particulièrement éloquent à cet égard.] Aujourd'hui encore, ils poursuivent dans cette voie. Plus de 2 000 Albanais à Mitrovica, plus de 1 000 autres à Gjilan, des milliers d'autres encore qui se sont ralliés comme partisans aux brigades yougoslaves pour combattre les fascistes, ont été abattus d'une balle dans la nuque, sur l'ordre de l'état-major yougoslave. Des centaines d'Albanais recrutés par les Yougoslaves, ont été fusillés par eux sur la route Prizren-Tivar. Les 1 200 Albanais qui avaient survécu à cette route tragique, ont été fusillés à Tivar. A Gorica, près de Trieste, plus de 2 000 jeunes Albanais de Macédoine, mobilisés dans des brigades de travail, ont été asphyxiés par des gaz toxiques. La suppression physique des Albanais en Kosove, en Macédoine et au Monténégro était menée de façon systématique. Témoignages et documents révèlent que plus de 40 000 personnes ont été lâchement tuées, par balles, à coups de baïonnette ou empoisonnées, par la bande titiste dans les années 1944-1948.*

Mais cette terreur exterminatrice exercée par la clique titiste contre la population albanaise de Kosove, du Plateau de Dukagjin, de Macédoine et du Monténégro, s'est poursuivie encore plus féroce et de façon mieux organisée après 1948. La direction révisionniste yougoslave, après la parution de la Résolution du Kominform en 1948, qui condamnait la trahison de Tito envers le marxisme-léninisme et la cause du socialisme, a accentué la répression déjà féroce dans tous les domaines contre la population albanaise de Yougoslavie, sur laquelle, dans les années 1948-1950 comme au cours de la période 1951-1966, déferla une vague d'assassinats, d'arrestations et de tortures monstrueuses.

Les titistes attisent par tous les moyens la lutte fratricide entre les Albanais ; non contents de ranimer les vieilles inimitiés de sang, ils en créent, par diverses combinaisons, de nouvelles. Afin de les multiplier, les officiers de l'UDB organisent des rapt et des viols de jeunes filles et de femmes de Kosoviens, puis incitent les familles à s'entretuer, cependant que les lois, pour ne pas décourager ces pratiques, ne prévoient à leur encontre que des peines légères.

Mais peut-on rendre et décrire par des paroles les crimes et les actes de barbarie sans exemple que la clique titiste a commis dans l'hiver 1955-1956, contre la population albanaise au cours de ce qui fut appelé l'action de réquisition des armes ? Tito chargea Rankovic lui-même de la scrupuleuse exécution de cette opération criminelle et de la conduite des expéditions punitives ; il forma aussi un état-major, comprenant les hommes les plus rompus aux actes de barbarie, des chauvins enragés, des criminels fieffés, qui avaient les mains trempées du sang de la population albanaise de Kosove. Cet état-major avait entre autres à sa tête Dusan Mugosa, Gjoko Pajkovic, le colonel de l'UDB Cedo Mijovic, Cedo Topalovic, Xhavit Niman et Xhevdet Hamza.

La première région à être frappée par la terreur fut celle de Rugove. L'expédition punitive conduite par l'officier de l'UDB Bogolub Radic, sous le prétexte de chercher des armes, tortura de façon barbare presque tous les hommes de cette région. Ils étaient battus à mort, soumis au courant électrique et laissés la nuit dévêtus et déchaussés dans la neige. Puis on les faisait s'aligner en colonnes et entrer dans l'eau d'un canal, en brisant la glace, par un froid de 15 degrés au-dessous de zéro. Les tortures et les massacres furent poursuivis de la même manière à Junik, Deçan, Suhareke, Llap, Vuçitërne, Drenice, Mitrovice, etc. [*«En une nuit, raconte entre autres un émigrant kosovien du village de Drenoc dans le district de Gjakove, l'UDB a fait une rafle de 34 hommes de notre village. Nous avons été entassés dans une kulla, où durant la nuit, un officier de l'UDB, Drago Kilevic, avec quatre miliciens serbes nous fouettaient tour à tour dans les pièces de cette bâtisse avec une lanière de caoutchouc bardée de pièces de fer; ils nous frappaient à coups de pied, à coups de poing, de crosse de fusil et de gourdin. On a commencé à nous battre quand on nous a demandé si nous avions des armes, mais ce n'était que le début. Après quoi, tous les 3 ou 4 jours, l'UDB soumettait chacun de nous à un interrogatoire et nous demandait ce que nous avions fait vingt ans auparavant...» Un émigrant d'Istok de la région de Peja a déclaré : «Au village de Dubovc, l'UDB s'est livré sur les habitants à des tortures atroces sous prétexte qu'ils ne remettaient pas leurs armes. Cela s'est passé au poste de police. Cinquante hommes pris dans les cinquante foyers que compte le village, ont été torturés durant cinq mois de suite». Beaucoup d'entre eux sont morts ou sont restés mutilés des suites de ces sévices. Voici le témoignage d'un autre émigrant du village de Boge dans le district du Rugove-Peja : «En janvier 1956, les officiers de l'UDB du district de Peja, Bogolub Radic et Vlado Dazic, ont rassemblé en un jour soixante-cinq d'entre nous dans le magasin du village et se sont mis à nous torturer. L'UDB ne s'est pas contentée des tortures et des vexations qu'elle nous a fait subir à nous hommes, elle s'est acharnée aussi sur les femmes albanaises, ce que ni les sultans de Turquie ni les kralis de Serbie et de Monténégro n'avaient jamais fait dans nos montagnes...»]*

Des centaines de personnes ont trouvé la mort des mains des bourreaux de l'UDB, sous les tortures mêmes ou après quelques jours. Beaucoup d'autres, incapables de résister à des sévices corporels répétés, ont mis fin tragiquement à leurs jours. Des milliers de personnes demeurées infirmes ou incapables de travailler souffrent aujourd'hui encore des blessures subies alors. Et les autorités yougoslaves, couronnant leurs agissements de bourreaux, ont donné l'ordre formel que les Albanais demeurés infirmes du fait des tortures subies en 1955-1956 ne soient admis en aucune façon dans les hôpitaux pour y être soignés.

Et comme si les expéditions punitives, les opérations criminelles massives, les meurtres et la suppression de milliers d'Albanais ne suffisaient pas, la clique titiste a usé des méthodes de provocation les plus viles. Elle a mis sur pied tout un réseau d'organisations et de provocateurs professionnels, à l'aide desquels elle a liquidé des centaines d'Albanais.

Les détenus albanaïques qui se trouvent dans les prisons titistes, vivent dans des conditions inhumaines. Dans la seule prison de Nis sont incarcérés 2 000 Albanais. De même, dans la prison de Sremska Mitrovica, qui est aussi une prison centrale, sont enfermés plus de 700 détenus, dont un tiers appartiennent à la population albanaise. A Srem, la moitié des détenus politiques sont des Albanais. Les titistes ont fait des régions albanaïques de Yougoslavie des prisons et des camps de concentration et d'extermination en masse. On le voit dans les prisons de Nis et de Srem, d'Idrizove en Macédoine, de Prishtina, de Gjurakovc, de Suhareke, de Goli Otok, etc. Partout les Albanais de Yougoslavie vivent

dans la peur et l'incertitude du lendemain. La mort est suspendue sur leur tête comme une épée de Damoclès. *[Un prisonnier rappelle avec épouvante : «J'ai assisté à toutes sortes de crimes à l'encontre des Albanais. J'ai vu égorger des hommes comme on le fait d'agneaux. Mais j'ai du mal à décrire ce que j'ai vu un jour dans la prison de Prishtina. Maintenant encore, je suis terrifié à la seule pensée de ces crimes. Je me rappelle, entre autres, trois Albanais affreusement mutilés. Le corps de l'un d'entre eux était coupé en morceaux, les deux autres étaient encore en vie, mais l'un avait les bras et les jambes brisées, et l'autre une oreille coupée, un œil crevé et la moitié de la moustache arrachée avec la lèvre».]*

Dans les prisons de Yougoslavie, particulièrement en Kosove, a été mis en place le dernier mot de la technique moderne. Ces établissements ont été pourvus de pièces frigorifiques et de pièces surchauffées. Les prévenus sont introduits déshabillés dans une pièce frigorifique à une température de plusieurs degrés au-dessous de zéro et y sont gardés deux ou trois heures. Puis, aussitôt après, ils sont jetés dans une pièce surchauffée. Cette torture leur est infligée pour les détruire dans leur santé et briser leur volonté, pour les amener à reconnaître des accusations non fondées et à se mettre au service des titistes. Des locaux de ce genre ont été aménagés dans les prisons de Prishtina. Nis et Idrizove.

Ces traitements dont sont victimes les prisonniers albanais ne rappellent-ils pas la manière dont étaient traités les antifascistes dans les camps de concentration des nazis allemands? Et il ne peut en être autrement du moment que le directeur actuel de la prison de Nis remplissait ces mêmes fonctions à l'époque du roi, puis des occupants allemands. De même, le directeur de la prison de Srem est connu comme un ancien *Ichetnik* et un professionnel de l'assassinat et de la torture. Dans ces prisons des persécutions des plus cruelles sont infligées à l'écrivain patriote albanais Adem Demaçi *[Depuis 1958, il a été condamné à plusieurs reprises pour avoir déployé une activité patriotique et il continue de languir dans les prisons yougoslaves.]* et à des centaines d'autres patriotes, qui, comme toute la population albanaise de Kosove, du Plateau de Dukagjin, de Macédoine et du Monténégro, ne se soumettront jamais au joug de Tito, à la violence exterminatrice, à la discrimination nationale et au génocide, érigés en système de gouvernement par le régime titiste. *[Une semaine seulement après le «tournant» de Brioni, un ouvrier de Vuçitern, les mâchoires brisées et rendu infirme après les tortures subies du fait de l'UDB de Budve, a réussi à s'échapper de l'enfer titiste et à gagner l'Albanie. Il avait été battu de façon inhumaine par sept agents titistes, pour le seul motif qu'un jour, au cours de la pause de la mi-journée, après un travail harassant, il avait entonné avec deux de ses camarades une chanson dans sa langue maternelle! Cela avait suffi pour que les hommes de l'UDB mutilent cet ouvrier et le jettent sur le pavé. Et les cas de ce genre se comptent par centaines.]*

Nous posons la question : Qui est responsable de cet horrible génocide, auquel se livre, systématiquement, depuis des dizaines d'années, le régime titiste aux dépens de la population albanaise de Yougoslavie ? Est-ce seulement Rankovic et sa bande d'agents de l'UDB ? Non, ce ne sont pas seulement les principaux exécutants, pas seulement les valets, qui doivent répondre de ces crimes et d'autres encore, mais en premier lieu leur maître es crimes, le bourreau Tito, et toute sa clique criminelle.

Outre les assassinats et les crimes en masse, un des objectifs de la ligne générale de la politique nationale de la clique Tito a été et demeure la dénationalisation de la population albanaise de Yougoslavie, de toutes les manières et par tous les moyens. A cette fin, ils ont combiné les mesures administratives et la terreur policière avec une intense activité de propagande, qui vise à étouffer l'esprit patriotique de cette population, à en nier l'autochtonie («vous êtes des nouveaux venus dans les terres que vous occupez, vous devez donc vous en aller»), à écarter les masses albanaises de la vie politique et à rejeter leurs revendications nationales, à semer parmi elles le désarroi, à les faire dégénérer en recourant à l'opium religieux et en attisant les inimitiés et les luttes fratricides, selon le principe impérialiste «diviser pour régner».

Durant la dernière période décennale, la propagande titiste s'est efforcée par tous les moyens d'«argumenter» et de légitimer la slavisation et la turquisation violentes de la masse des Albanais, les

tentatives de modifier les noms de lieu, d'albanais qu'ils étaient, en slaves, le refoulement des Albanais, qui y sont contraints par les privations économiques, dans les profondeurs de la Yougoslavie et leur transfert soi-disant volontaire dans les pays étrangers. *[Cubrilovic écrit dans son mémoire : «Un autre moyen serait la contrainte exercée par l'appareil d'Etat. Celui-ci doit exploiter les lois à fond, de manière à rendre aux Albanais le séjour insupportable chez nous : amendes, emprisonnements,... astreinte du plus grand nombre de gens possible à la corvée, et recours à tout autre moyen que peut imaginer une police expérimentée. Sur le plan économique... la collecte impitoyable des impôts et le remboursement forcé de toutes les dettes publiques ou privées, la reprise de tous les pâturages de l'Etat et des communes,... le retrait des licences d'exercice des métiers, la destitution des fonctionnaires d'Etat, des employés privés, etc.. Sur le plan sanitaire: application par la force de toutes les dispositions dans les demeures privées également, destruction des murs et des grosses enceintes des maisons, application rigoureuse des mesures vétérinaires, ce qui entravera la mise en vente du bétail dans les marchés, etc. (Dr. Vaso Cubrilovic, «L'expulsion des Albanais», éd. fr., op. 12-13). Des données publiées en Yougoslavie, il résulte qu'après la Seconde Guerre mondiale, les titistes ont transféré de 1955 à 1958 en Turquie près de 203 000 Albanais.]*

Le mot d'ordre de «la liberté de vivre où l'on veut» et de «la liberté de se dire ce qu'on veut» revient en fait, fondamentalement, à imposer, politiquement et économiquement, à l'Albanais de quitter son pays natal, d'aller vivre dans des régions reculées de Yougoslavie, ou d'émigrer en Italie, en Autriche, en Allemagne occidentale, etc., en tant qu'esclave du capital monopoliste.

Mais pour les titistes, tout moyen est bon quand il s'agit d'atteindre leur but. Ce n'est pas en vain ni par hasard que Gjoko Pajkovic, membre du CC de la Ligue des communistes de Yougoslavie, ancien secrétaire de la LCY pour la Kosove, a proclamé comme ligne officielle — en fait obligatoire — la «faculté» pour les Albanais de renier leur nationalité d'origine. A la 2^e session de la 3^e législature du conseil provincial de Kosove, il a, faisant ouvertement allusion à la turquisation ou plutôt à la dénationalisation des Albanais, dit entre autres : «Personne ne peut m'empêcher d'aller à l'école turque si j'en ai envie... C'est là ma liberté, je peux choisir d'être serbe, turc, américain et je ne sais quoi d'autre». Le cosmopolitisme des révisionnistes ne connaît pas de bornes, mais ce cosmopolitisme s'affirme dans un sens très bien défini: nier aux Albanais le droit d'être Albanais, au nom de la prétendue liberté de «choisir» n'importe quelle autre nationalité.

Dans le domaine de l'économie, les titistes, afin de contraindre la masse des Albanais à se transférer dans les profondeurs du territoire yougoslave, recourent largement à la pression économique et aux impôts écrasants. Toutes les régions albanaises de Yougoslavie sont économiquement très arriérées, les principaux établissements industriels ayant été concentrés en Serbie, en Croatie et en Slovénie. En Kosove, sur le Plateau de Dukagjin et dans d'autres régions albanaises, le pouvoir titiste n'a accordé d'importance qu'aux secteurs économiques à travers lesquels il peut exploiter les grandes richesses de ces contrées, richesses qu'il envoie dans les profondeurs du pays ou à l'Occident, provoquant ainsi l'appauvrissement de la masse de la population albanaise. Ce sont des méthodes d'exploitation typiquement colonialistes qui sont mises en œuvre dans les mines, connues pour leur richesse, de Trepce, Deva, Golesh, etc., où le personnel administratif et spécialisé est serbo-monténégrin. On n'y trouve d'Albanais que dans la catégorie des ouvriers non qualifiés. A la mine de Trepce, par exemple, 90 pour cent de la main-d'œuvre albanaise fait partie de cette catégorie. Dans le peu d'établissements industriels existant en Kosove domine l'élément slave ; par exemple, à Gjilan, sur 400 ouvriers de la manufacture de tabac, 90 seulement sont des Albanais.

Les régions habitées par des Albanais, ont été converties en colonies exploitées intensivement par les Serbes, les Monténégrins et les Macédoniens. Le chômage s'accroît rapidement. A ce propos, Slobodan Penezic a déclaré clairement à Prishtina : «En dépit des progrès, le chômage est un problème irrésolu, il faut que les travailleurs se transfèrent dans d'autres régions». Et plus tard, Dusan Mugosa, alors secrétaire de la LC de Yougoslavie pour la Kosove, a reconnu ouvertement : «Il y a encore beaucoup de gens auxquels nous ne sommes pas en mesure d'assurer un emploi. Chaque année quelque 7 000 habitants de cette région vont chercher du travail dans d'autres régions du pays». Par

ailleurs, tous les ans 14 000 jeunes vont grossir l'armée des chômeurs. Ce phénomène a persisté, et cela au même rythme. Le 20 août 1966, Tanjug annonçait qu'à la réunion de la Vetché exécutive de Kosove et de Métohie, il avait été constaté que «le nombre de travailleurs embauchés dans cette région diminue toujours plus au même titre que les nouveaux emplois. Selon les statistiques, durant le mois de mai de l'année en cours, le nombre des embauchages a été inférieur de 5 000 à celui du même mois de l'année précédente».

Dans ces circonstances, les transferts vers les profondeurs de la Yougoslavie constituent actuellement la principale forme de dénationalisation des régions albanaises. Il s'ensuit que, de 1958 à ce jour, des dizaines de milliers d'habitants albanais ont été transférés de leurs territoires vers les provinces septentrionales de Yougoslavie, en Voïvodine, en Croatie, en Slovénie. En outre, selon les indications de la presse, plus de 250 000 Albanais [*De 1913 à 1941, 500 000 Albanais ont été transférés des régions albanaises de Yougoslavie, dont 380 000 en Turquie, le reste en Albanie, alors qu'après la Seconde Guerre mondiale, les titistes ont obligé plus de 400 000 Albanais à émigrer en Turquie.*] ont jusqu'ici été contraints de quitter leur pays natal pour la Turquie. Les Albanais se voient ainsi chassés de leurs régions dans des conditions pour eux catastrophiques.

Le farouche chauvinisme grand-serbe et anti-albanais s'est manifesté aussi dans le domaine de l'éducation et de la culture. Les régions de Kosove accusent le taux d'analphabètes le plus élevé de toute la Yougoslavie et de toute l'Europe. Sous divers prétextes, les titistes, ces dernières années, ont fermé une bonne partie du peu d'écoles albanaises qui existaient en Kosove et sur le Plateau de Dukagjin ; en Macédoine et au Monténégro aussi, on va vers l'élimination des écoles albanaises. Et à leur place sont ouvertes des écoles turques et serbes. Des régions albanaises entières, administrativement incluses dans le Monténégro et la Macédoine, comme Ulqin, Tivar, la Plava, la Gucie, Tutin, Rozha, Ohri, etc., sont dépourvues d'écoles dans la langue maternelle.

Face à une telle situation, on est en droit de se demander : «Qui est responsable de la féroce dénationalisation, de la répression et de l'exploitation typiquement colonialistes de la Kosove, des expulsions dont sont l'objet les kossoviens, chassés de leurs terres et de leurs foyers et envoyés dans les profondeurs de la Yougoslavie ou à l'étranger ? Qui est responsable du grand retard économique du peuple de Kosove, de la discrimination dont il est l'objet dans le domaine de la langue, de la culture, des traditions ? Serait-ce seulement le criminel Rankovic et l'UDB, jusqu'à hier sous son commandement ? Les instruments et les valets de la clique de Tito doivent-ils être seuls à répondre de cette féroce politique de dénationalisation ?» Non ! Le cours anti-albanais de dénationalisation, d'oppression générale nationale du peuple de Kosove est imputable en premier lieu à la clique Tito elle-même, au régime titiste, dont émane la politique nationale chauvine de dénationalisation de la Kosove.

La population albanaise de Yougoslavie est convaincue par sa longue expérience que les manœuvres actuelles de la clique Tito, indépendamment des mots «doux», indépendamment des masques, n'ont qu'un seul but : renforcer le pouvoir vacillant de la clique titiste, renforcer l'oppression nationale, l'exploitation et la dénationalisation de Kosove. Pour la population albanaise comme pour tous les peuples opprimés de Yougoslavie, la profonde crise qui a frappé la clique Tito n'est pas une surprise, c'est une conséquence inévitable des contradictions antagonistes qui bouillonnent depuis des années au sein de cette clique de renégats. Gravement ébranlée par cette crise, la clique Tito sent le sol glisser sous ses pieds, elle se sent dans une situation d'insécurité, elle sent s'approcher la fin fatale que l'histoire réserve à tout renégat. Dans un discours prononcé ces jours-ci, Tito a exprimé ouvertement sa préoccupation et sa crainte devant la montée, sous diverses formes, des vagues de résistance à son régime. Il a reconnu que le pays n'est pas «compact», «uni», «lié», que «les gens dans les républiques se sont mis à parler de division des nationalités». C'est là seulement le début de la fin de la direction titiste. Les rivalités, les empoignades entre loups iront s'intensifiant et on les verra s'entredéchirer. C'est leur loi, la loi de la jungle à laquelle ils ne peuvent se dérober. Le mythe de l'unité titiste a pris fin. La pourriture, la trahison, le bluff apparaissent toujours plus au grand jour. Les peuples de Yougoslavie et les véritables marxistes-léninistes yougoslaves, qui ne seront pas toujours des

spectateurs passifs face au gouffre où les conduisent les titistes de toute couleur, le voient bien. La destitution de Rankovic ne peut tromper facilement les peuples yougoslaves et les révolutionnaires yougoslaves. Tito, Kardel, Vukmanovic Tempo, Koca Popovic et d'autres sont des criminels tout aussi dangereux que Rankovic. Même après le limogeage de ce dernier, l'UDB, sous la direction de Tito, recourra aux méthodes les plus féroces de la police américaine, qui s'ajouteront à celles déjà appliquées, pour écraser et ensanglanter encore davantage les peuples de Yougoslavie. Mais l'amère expérience de longues années sous la féroce domination de la clique Tito, a appris à la population albanaise de Kosove et du Plateau de Dukagjin, de Macédoine et du Monténégro, à être vigilante, à ouvrir bien les yeux, pour ne pas se laisser tromper par la démagogie et les mystifications que la clique titiste répand ces derniers temps dans tout le pays.

Le jeu que mène maintenant Tito, par le truchement d'une poignée de traîtres albanais, est un jeu très rusé et dangereux. Mais lui et ses hérauts ne parviendront à tromper personne. La population albanaise de Kosove, du Plateau de Dukagjin, de Macédoine et du Monténégro connaît bien les titistes. Elle connaît fort bien ces traîtres qui ont permis les crimes sanglants de Drenica et de Tetova, d'Ulqin et de Prishtine, de l'«action de réquisition des armes» et de Peja, et qui en sont complices. Lorsque la population albanaise de ces régions était ensanglantée et déchirée par la clique de Tito et Rankovic, ceux-ci dépeignaient en rose ce régime de bourreaux. Le peuple albanais de ces régions ne tombera pas dans le nouveau lacs des mystifications de ces traîtres et de leurs patrons, Tito, Kardel, Bakaric et autres. De pair avec les autres peuples opprimés de Yougoslavie, au coude à coude avec les marxistes-léninistes authentiques yougoslaves, il poursuivra la lutte pour la dénonciation de la clique titiste et la défense de ses intérêts. Si féroces, cyniques et rusées que soient les mesures qu'ils ont prises, les gouvernants révisionnistes de Belgrade ne parviendront jamais à dénationaliser, à transplanter et à anéantir la population albanaise de Yougoslavie. Ce peuple, qui a résisté avec un héroïsme sublime aux vagues furieuses des occupants ottomans et slaves au cours des siècles et qui a conservé avec courage et détermination sa langue, ses traditions, ses coutumes, sa culture, sa personnalité et sa vitalité, ses traits et ses particularités nationales face à toutes les tentatives de dénationalisation et d'extermination, un tel peuple ne peut jamais être soumis ni anéanti. Il est éternel et il vaincra. Le jour viendra où Tito et sa clique seront appelés à rendre des comptes avec la dernière rigueur pour leurs crimes monstrueux, pour le génocide sans exemple qu'ils perpètrent en Kosove.

Œuvres, t. 33.

QUELQUES PREMIERS JUGEMENTS SUR LA REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE CHINOISE

Discours au 18^e plénum du CC du PTA

[Ce plénum fut tenu pour examiner et approuver le rapport qui devait être présenté au V^e Congrès du PTA, mais le camarade Enver Hoxha y prononça, en dehors de l'ordre du jour, un discours sur «Quelques premiers jugements sur la Révolution culturelle prolétarienne chinoise», au sujet duquel il avait reçu également l'approbation du Bureau politique du CC du PTA dans ses réunions des 10 et 11 octobre 1966.]

14 octobre 1966

Je voudrais, camarades, exprimer quelques premiers jugements sur la Révolution culturelle prolétarienne qui se déroule en Chine depuis quelques mois. Je dis premiers jugements, car cette révolution est un grand problème, un problème sérieux, qui demande de notre part des réflexions ultérieures, des analyses plus circonstanciées, fondées sur des faits plus complets et éclairées si possible par des explications des camarades chinois. Ainsi pourrons-nous, sur la base de toutes ces

données, en faire une analyse attentive dans l'optique du marxisme-léninisme. Beaucoup de choses pour nous ne sont pas claires. Nous pouvons certes faire des suppositions, et nous en faisons, mais elles demeurent des suppositions, qu'il nous faut vérifier à l'épreuve des faits, à l'épreuve de la vie.

Toutefois, si nous disposons de peu de données, le Comité central n'en doit pas moins juger sur celles qu'il a et formuler une appréciation intérieure plus ou moins claire. Pour les raisons que je viens d'évoquer, il n'est pas à exclure que nous ne soyons pas très exacts dans certains jugements ou définitions. Mais notre brève analyse préliminaire (car ce problème ne figure pas à l'ordre du jour du plénum du Comité central) et les critiques que nous pouvons formuler à l'adresse des principes et des formes de cette révolution chinoise, s'inspirent de bonnes intentions de camaraderie, des justes principes marxistes-léninistes, de nécessités urgentes, de l'impératif de l'unité marxiste-léniniste entre nos deux partis et du souci des répercussions que cette révolution peut avoir sur le mouvement communiste international.

La Révolution culturelle prolétarienne, telle que l'ont posée et que la développent les dirigeants chinois, présente deux aspects d'un seul problème : l'aspect national et l'aspect international. L'un et l'autre, et les deux dans leur unité, intéressent notre Parti, les autres partis marxistes-léninistes et le monde entier.

Cette Révolution culturelle prolétarienne est regardée, analysée, interprétée, louée ou critiquée à partir de positions diverses; de nombreuses spéculations se font sur son compte, mais nous pouvons dire que cette interprétation se fait principalement à partir de trois positions : des positions de la bourgeoisie capitaliste, des positions bourgeoises-révisionnistes et des vraies positions constructives marxistes-léninistes.

Les camarades chinois commettraient une grave erreur s'ils confondaient ces attitudes et les mettaient toutes dans le même sac, car les deux premières sont diamétralement opposées à la troisième. Ils feraient preuve, en l'occurrence, d'un manque d'objectivité marxiste-léniniste.

Vous comprenez donc, camarades, dans ces circonstances si complexes que nous venons d'évoquer, combien la critique juste, ouverte et amicale des camarades chinois, ainsi que la critique d'autres aspects que je traiterai plus loin, et surtout du culte effréné de Mao Tsétoung, deviennent pour nous difficiles, pour ne pas dire impossibles. Mais notre Parti, comme toujours, défendra les principes avec constance, dans un esprit de justice, sans crainte, et trouvera non seulement le courage, mais aussi la sagesse et le sang-froid qui ne lui ont jamais manqué et qu'il a acquis dans sa lutte difficile, pour faire connaître son jugement au Parti communiste chinois, pour discuter posément et en toute camaraderie avec les camarades chinois, pour le bien commun, pour le bien du marxisme-léninisme.

Les jugements que nous émettrons plus loin sont fondés sur des faits qui sont entièrement à votre connaissance, depuis les rapports que notre Parti a entretenus avec le Parti communiste chinois pendant plusieurs années de suite jusqu'aux points de vue du Parti communiste chinois sur les grands problèmes internationaux et sur ceux du communisme international, en passant par l'échange d'idées par lettres et par le truchement de délégations, et l'échange d'expérience par la voie des rapports de parti et d'Etat, etc. De même, vous êtes au courant du déroulement de la Révolution culturelle prolétarienne chinoise à travers notre presse et, plus en détail, à travers les volumineux matériaux de l'ATA qui vous sont envoyés chaque jour ; c'est pourquoi je n'en ferai pas l'historique, je vous rappellerai brièvement quelques aspects que j'estime présenter une importance particulière.

1) Les camarades chinois, à leur congrès tenu il y a dix ans, loin d'être persuadés de la trahison de Tito, déclaraient Staline coupable et innocentèrent Tito. Nous disposons de faits à propos de cette attitude de leur part, car ils en ont fait le sujet d'entretiens avec nous.

Par la suite, comme vous le savez, ils rectifièrent cette position, mais n'en persistèrent pas moins à sous-estimer le danger titiste face au grand danger du khrouchtchévisme.

2) Les camarades chinois n'ont pas évalué à sa juste mesure ni à sa juste nature le danger que présentaient les khrouchtchéviens. Ils n'ont pas accepté ouvertement les accusations et les calomnies khrouchtchéviennes contre Staline, mais dans leur for intérieur ils ont souscrit à une bonne partie d'entre elles, et les prétendues erreurs de Staline envers la Chine les ont confirmées dans leurs jugements sur lui depuis l'époque du Komintern et par la suite. Ces «erreurs», Chou En-laï lors de sa dernière visite, nous les a développées expressément pour nous «convaincre», mais il n'y est pas parvenu. Même si l'on admet un moment les dires de Chou à propos de Staline, ce ne sont pas là, à notre avis, des fautes ni des erreurs de principes. Ce sont pour la plupart des attitudes tactiques prises dans diverses situations politiques et militaires et, à défaut de documents et sans pouvoir les confronter avec les faits, s'agissant surtout d'événements de longue date, nous jugeons, en ce qui nous concerne du moins, qu'on peut très facilement en faire une interprétation unilatérale.

Par la suite, les camarades chinois s'aperçurent du danger que présentaient les khrouchtchéviens, mais ils adoptèrent une tactique mesurée surtout au début. Même lors du XXII^e Congrès du PCUS, et après celui-ci, quand nous fûmes attaqués ouvertement par les révisionnistes et que ceux-ci dirigeaient leur feu seulement sur notre Parti, le Parti communiste chinois s'efforça d'éteindre la polémique.

Malgré tout, les camarades chinois, au lendemain de la chute de Khrouchtchev, furent quelque peu ébranlés, ils caressèrent certaines illusions et se livrèrent à certains actes injustifiés. Vous connaissez l'épisode de Chou En-laï avec l'ambassadeur albanais et l'attitude de notre Parti. *[Les dirigeants chinois qualifièrent la chute de Khrouchtchev de «changement radical», ils saluèrent ce changement dans un télégramme adressé à la nouvelle direction révisionniste soviétique et décidèrent d'envoyer à Moscou une délégation de leur parti et de leur gouvernement pour participer aux festivités du 7 Novembre. Ils tentèrent, par le biais de Chou En-laï, d'imposer cette attitude au PTA également qui demanda à l'ambassadeur de la RP d'Albanie à Pékin d'informer Tirana qu'«il avait proposé aux Soviétiques d'inviter aussi l'Albanie aux festivités du 7 Novembre», insistant pour que les «camarades albanais» y envoient une délégation de leur parti et de leur gouvernement. Le PTA rejeta cette proposition dans une lettre expresse adressée au CC du PCC. «Nous estimons, y disait-il, qu'il ne nous est pas permis... dans ces conditions, alors que le gouvernement soviétique a rompu de sa propre initiative ses relations diplomatiques avec nous et s'est livré à notre encontre à des agissements antimarxistes extrêmes, d'ignorer ces choses-là pour le seul fait que la personne de Khrouchtchev a été écartée». Chou En-laï se rendit à Moscou dans l'intention de s'unir aux nouveaux dirigeants soviétiques, mais il y essuya un honteux échec (Voir Enver Hoxha, «Réflexions sur la Chine», éd. fr. t. 1. pp. 132-143, 187-190. Tirana, 1979).]*

Une autre attitude erronée des Chinois qui n'a pas été sans conséquences, surtout dans certains partis, comme ceux de Corée et du Japon, fut la proposition de «créer un front anti-impérialiste avec les révisionnistes». Nous rejetâmes énergiquement et fermement cette proposition et les camarades chinois opérèrent un retrait. Cette idée a maintenant été reprise comme un drapeau par les Coréens et les Japonais. Vous avez pris connaissance de tout cela dans le document que vous venez de lire.

3) Comme vous le savez, nous avons eu avec les camarades chinois une controverse de principes non pas tant sur la lutte de classes, que «sur l'existence de la classe féodalo-bourgeoise en tant que classe, en tant qu'entité qui nous combat, et même depuis des positions de pouvoir, en un temps où le pouvoir dans nos pays est la dictature du prolétariat». Nous connaissons bien notre thèse et nous la fondons sur la lutte, sur les faits, sur l'analyse marxiste-léniniste.

Les camarades chinois ont prétendu le contraire. Comme vous le savez, nous leur avons dit qu'il peut en être ainsi chez eux, mais non pas chez nous, car la lutte de classe chez nous a été entreprise avec esprit de suite dès l'époque de la Lutte de libération nationale, elle a été poursuivie après la guerre et elle continuera contre les débris de la classe féodalo-bourgeoise, etc. Il n'y a pas chez nous de bourgeoisie au pouvoir. Et les camarades chinois voulaient que nous adhérions à leur façon de voir, le fruit peut-être, d'une analyse de la situation en Chine, mais en vain. Devant notre analyse, ils se virent contraints de baisser le ton. Nous ne les en soupçonnons pas moins de ne pas être convaincus et de

continuer de penser que «les Albanais se trompent dans leur analyse». Et voilà que dans la déclaration commune qui devait être émise avec notre délégation, qui s'est récemment rendue en Chine [*En mai 1966.*], ils ont fait leur dernière tentative pour nous imposer cette conclusion. Mais ils ont à nouveau échoué.

4) A notre sens, l'analyse que les camarades chinois ont faite des causes de l'avènement du révisionnisme en Union soviétique, cette question de grande importance pour le communisme international, n'est pas tout à fait objective. Ils rejettent toute la faute sur Staline. Cela est d'une particulière gravité ; et puis, si je ne me trompe, ils le font avec une certaine prévention. Notre Parti lui, voit les choses différemment. Notre analyse de ce problème important concorde par certains aspects avec celle du Comité central du Parti communiste chinois, mais en diverge et y est même opposée par certains autres. L'échange de vues, les critiques et les observations mutuelles sont des pratiques naturelles, mais elles ne sont constructives que lorsqu'elles se font dans la voie marxiste-léniniste.

Si je viens d'évoquer ces questions, ce n'est pas parce qu'elles se sont érigées en obstacles dans nos rapports avec les camarades chinois, mais afin de nous faire, à travers elles et dans la mesure du possible, une idée plus claire des derniers événements qui se déroulent en Chine, car il peut y avoir, outre ce que je viens d'évoquer, des choses que nous ignorons.

C'est seulement à travers la presse chinoise et l'agence Hsinhua, que nous avons appris et suivons le cours des événements en Chine. Le Parti communiste chinois et son Comité central n'ont, à titre amical, rien confié de particulier à notre Parti et à son Comité central. Nous pensons qu'étant si proche de notre Parti, si étroitement lié au nôtre, il aurait dû, dans un esprit internationaliste, nous mettre au courant du cours des événements, surtout de ces derniers mois.

Vous avez été informés de l'exposé que nous a fait Chou En-laï. Il n'a rien affirmé de plus que ce que nous avons appris de la presse chinoise jusqu'alors ; quant à ce qui a été fait par la suite, nous ne savons que ce qu'en a écrit la presse, et nous ignorons ce qui se fera plus tard. Vous comprenez donc, camarades, combien nous devons nous montrer prudents quand il s'agit de tirer des conclusions complètes et bien argumentées, car beaucoup de données intérieures à leur parti nous font défaut. Nous connaissons plus ou moins la manifestation extérieure des événements, leur évolution apparente, ainsi que leur orientation, et leur cours, mais nous en ignorons les causes, les motifs fondamentaux. Nous pouvons, certes, les imaginer, faire des suppositions, échafauder des hypothèses, mais le grand sérieux du problème et le sérieux de notre Parti ne nous autorisent en l'occurrence à aucune légèreté ni précipitation.

Si nous ne nous trompons pas, dans la chronologie des événements les choses ont commencé par un article de Lin Piao sur l'armée, dont nous pouvons dire qu'il n'indiquait rien de particulier, à part l'accent mis sur le renforcement de l'armée et sur le grand rôle qui lui était naturellement dévolu dans cette situation internationale. Cela fut suivi de la critique de certains romans et articles. Puis cette attaque alla crescendo, s'affirmant dans les universités de Pékin, dans les rectorats, chez les professeurs, pour être ensuite portée contre le comité du parti de Pékin (sans que soit encore mentionné le nom de Peng Tchen), puis contre certains membres du Bureau comme Lu Din-yi et le responsable de l'armée, remplaçant de Lin Piao. Et l'on en arriva ainsi à la création de la «Garde rouge» avec toutes ses actions. A cette époque parut aussi le second article de Lin Piao, qui gonflait le culte de Mao et recommandait encore la lecture de ses œuvres. Cet article sonnait, peut-on dire, le tocsin.

Certaines choses cependant retiennent notre attention. Dans le journal chinois, le comité du parti de Pékin, et naturellement Peng Tchen lui-même, bien qu'il ne soit pas cité nommément (Chou En-laï, lui, nous l'a cité), Lu Din-yi, Lo Jui-ching, etc., apparaissent avoir été des «révisionnistes, antiparti, agents de la bourgeoisie», etc. Ils auraient soutenu des éléments bourgeois, hommes de lettres, universitaires, etc., et les journaux ont publié aussi des critiques de beaucoup d'autres œuvres littéraires. Ainsi, nous

dit-on, cette activité hostile se déploie dans le domaine de la culture et de l'enseignement. Mais ces trois-là et d'autres étaient membres du Bureau politique du Comité central. N'avaient-ils trahi que dans ce secteur ? Nous ne pouvons rien avancer à ce sujet, car chez les Chinois rien ne filtre. Quand ce «grand complot», comme ils rappellent, a-t-il été éventé ? Selon eux, tout le travail, toute la ligne, toutes les actions, collégiales et individuelles, de la direction ont été soumis à une analyse, comme on le fait en temps normal, et à plus forte raison dans les temps anormaux. Nous ne pouvons rien dire à ce sujet, car c'est une question intérieure à eux, nous ne pouvons que nous demander: comment ce travail hostile qui se manifestait ouvertement n'a-t-il pas été découvert auparavant ?

Le fait est que le dernier congrès du PCC date de dix ans et le nouveau plan quinquennal a été adopté sans avoir été soumis au congrès. Cela est anormal, irrégulier, c'est une violation des statuts et, pour autant que nous puissions en juger de dehors, il n'y a pas eu de raisons objectives pour empêcher la tenue du congrès. Ce n'est pas là une question purement organisationnelle, c'est en premier lieu une question de principes : la direction suprême du parti ne se voit pas donner la possibilité de prendre des décisions et il ne lui est pas rendu de comptes, autrement dit, on ne lui demande pas son avis. Comment cela se fait-il ? Nous ne pouvons le savoir, mais nous pouvons dire qu'il s'agit là d'une infraction très sérieuse, qui peut être grosse de conséquences.

Passé encore le congrès, mais le plénum du Comité central ? Cela fait quatre ans qu'il n'a pas été réuni ! Comment est-ce possible ? Pourtant les faits sont là. Les instances principales du parti ont été dédaignées. Comment les choses ont-elles été jugées ? L'ont-elles été dans l'unité ou dans la division ? De façon fautive ou juste ? Cela, nous ne pouvons pas le dire ; au reste nous ne pouvons rien dire sur le fond, car nous ne sommes pas informés, mais malgré tout nous affirmons que cela est irrégulier, illégal, qu'une telle pratique est inadmissible, qu'elle est condamnable et qu'elle a de graves et dangereuses conséquences pour le parti et pour le pays. Dans aucun parti marxiste-léniniste on n'observe une pareille pratique.

Qu'est-ce qui a poussé les camarades chinois à violer les règles les plus élémentaires et les plus vitales du parti ? On peut imaginer beaucoup de choses.

Nous-mêmes, nous fondant sur l'expérience et les normes de notre Parti, nous aurions dénoncé ces pratiques avec rigueur, comme des agissements hostiles, nous les aurions étouffées dans l'œuf et n'aurions jamais permis qu'elles croissent, car l'exemple de la direction se retransmet jusqu'à la base, avec ses aspects positifs et ses aspects négatifs.

On peut bien imaginer comment est dirigé tout ce parti chinois, si grand par le nombre de ses adhérents, de ses comités, de ses territoires, et qui se trouve confronté à des problèmes multiples et complexes.

Prenons par exemple certaines questions. Le 11^e plénum du Comité central du PCC s'est tenu après quatre ans. Qu'y a-t-on fait, de quoi y a-t-on discuté, qu'y a-t-on décidé ? Nous n'en savons rien, à part ce que dit le communiqué sur la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme soviétique et certaines questions que nous évoquerons plus loin. Mais y a-t-on analysé la ligne du parti, y a-t-on fait ressortir les succès et les erreurs, a-t-on demandé des comptes, individuellement et collectivement, à ceux qui avaient commis des erreurs, quelles mesures ont-elles été prises pour rectifier les choses ? Ce sont là des questions intérieures et rien n'en transpire. Il n'a même pas été déclaré quand se tiendrait le congrès. Autrement dit, les choses continueront d'aller ainsi sans congrès, et cela laisse entendre que les affaires à l'intérieur ne sont pas encore en ordre, qu'elles n'ont pas été aplanies, clarifiées. Nous nous trompons peut-être, mais il n'est pas à exclure qu'il y ait aussi des fractions au sein de la direction ; s'il y en a eu, les divergences doivent être restées encore profondes et, suivant la pensée et la pratique de notre Parti, il est difficile de les liquider avec les méthodes et les formes utilisées jusqu'ici par les camarades chinois, qui continuent de garder les éléments fractionnistes et hostiles notoires du parti non seulement au sein de celui-ci, mais même au Comité central et au Bureau politique.

Qu'est-il ressorti officiellement de la réunion du Comité central ? Comme vous le savez, il en est surtout sorti la déclaration en 16 points sur la «Révolution culturelle prolétarienne» [Voir Enver Hoxha. «Réflexions sur la Chine», éd. fr., t. 1, p. 370, Tirana. 1979.], et il est apparu que Lin Piao est le numéro deux après Mao. Il a été publié une longue liste de la haute direction chinoise, où émergent au premier plan de jeunes camarades. Liu Chao-chi, Chu Teh et d'autres passent au huitième, au neuvième rang et même plus bas. Cela laisse entendre que cette réunion a été le théâtre de vifs débats, que des sanctions y ont été prises, mais concrètement nous n'en savons rien.

La seule chose que nous sachions, c'est que la «Garde rouge» avait été créée et qu'elle était entrée en action avant la tenue du plénum, autrement dit que la Révolution culturelle avait été déclenchée et, avec elle, le culte de Mao porté aux nues de façon écœurante et artificielle, comme vous le savez. Tout a été identifié à Mao, on ne fait presque plus mention du parti, du Comité central, et il en ressort à l'évidence que «le parti vit, et lutte grâce à Mao, que le peuple vit, lutte et respire uniquement grâce à Mao, aux idées de Mao». Et le mal est que Mao lui-même ne met aucun frein à son culte. En serait-on arrivé à penser que le parti est pourri et que seule l'autorité de Mao peut raffermir la situation ? Naturellement, l'autorité de Mao a son importance, mais toute action entreprise par les camarades chinois doit l'être dans la juste voie marxiste-léniniste.

Il est naturel que cela nous inquiète beaucoup, pour la bonne raison que cela concerne les destinées du communisme international, les destinées de la République populaire de Chine, du socialisme et des rapports marxistes-léninistes entre nos deux partis et nos deux pays.

Les camarades chinois attachent une importance sans précédent à cette «révolution», mais pour notre part, nous ne voyons pas encore nettement, parallèlement à «cette importance colossale», de claires orientations sur cette «révolution». Si on lit attentivement les seize points de cette déclaration, on y trouvera quelques directives laconiques et certaines allusions générales sur des questions politiques et organisationnelles du parti probablement discutées au plénum et qui sont transmises aux masses pour qu'elles en tiennent compte. Appuyant la classification des communistes ou des comités, qui est faite dans ces seize points, Lin Piao, parlant devant la «Garde rouge», affirme que «à la direction se trouve une poignée de capitalistes», et d'autres choses de ce genre encore. Pour ce qui est de la manière dont cette Révolution culturelle prolétarienne doit être développée, les sentiers qu'elle doit suivre, les buts qu'elle poursuit et les objectifs qu'elle se propose, cela, pour nous du moins, n'est pas très clair, car réduire cette action à «la destruction des quatre anciens» et à leur remplacement par les «quatre nouveaux», ne peut être une explication ni complète ni claire, mais même si on s'arrête à ces «quatre anciens», on est en droit de penser que les camarades chinois n'ont pas un jugement tellement juste sur la révolution culturelle et le développement de la culture socialiste. On a l'impression que l'on veut rejeter tout ce qu'il y a d'ancien, sans distinction, dans la culture chinoise et dans la culture universelle, pour créer à sa place une culture nouvelle, la culture qu'ils qualifient de prolétarienne. Ce serait donc la théorie cartésienne de la «table rase» du passé, pour construire la culture nouvelle, et celle-ci ne s'édifierait que sur la «pensée de Mao» en lisant ses œuvres et ses citations qui se sont maintenant, en Chine, substituées à tout.

Je vais maintenant vous lire une citation de Lénine, mais je vous recommande de relire son livre publié en albanais il y a dix ans «Sur la culture et l'art». Il faut constamment chercher dans les œuvres de Lénine et de Staline et, à propos de n'importe quel problème, étudier comment ils l'ont traité.

Voici ce que dit Lénine de la culture socialiste :

«Nous ne saurions résoudre ce problème si nous ne comprenons pas bien que c'est seulement la parfaite connaissance de la culture créée au cours du développement de l'humanité et sa transformation qui permettront de créer une culture prolétarienne. La culture prolétarienne ne surgit pas on ne sait d'où, elle n'est pas l'invention d'hommes qui se disent spécialistes en la matière. Pure sottise que tout cela. La culture prolétarienne doit être le développement logique de la somme de connaissances que l'humanité a accumulées, sous le joug de la société capitaliste, de la société des propriétaires fonciers et des bureaucrates. Tous ces chemins et tous ces sentiers ont

mené et continuent de mener à la culture prolétarienne, de même que l'économie politique, repensée par Marx, nous a montré à quoi doit aboutir la société humaine, nous a indiqué le passage à la lutte de classes, au départ de la révolution prolétarienne.

Quand nous entendons, assez fréquemment, des représentants de la jeunesse, ainsi que certains défenseurs du nouvel enseignement, attaquer l'ancienne école et prétendre que l'on n'y faisait que du bourrage, nous leur disons que nous devons prendre à l'ancienne école ce qu'elle avait de bon. Nous ne devons pas lui emprunter la méthode qui consistait à encombrer la mémoire du jeune homme par une quantité démesurée de connaissances, inutiles pour les 9/10 et falsifiées pour le dernier dixième; mais cela ne signifie nullement que nous puissions nous borner aux seules conclusions communistes et n'apprendre que les seuls mots d'ordre communistes. On ne bâtira pas ainsi le communisme. On ne peut devenir un communiste qu'après avoir enrichi sa mémoire de toutes les richesses créées par l'humanité.

Point n'est besoin d'apprendre les choses par cœur ; mais il nous faut développer et perfectionner la mémoire de chaque élève par la connaissance des faits essentiels, car le communisme ne serait qu'un mot creux, qu'une simple enseigne et le communiste qu'un pauvre fanfaron si tout le savoir acquis n'était pas élaboré dans sa conscience. Vous devez non seulement l'assimiler, mais encore l'assimiler d'une manière critique, de façon à ne pas encombrer votre intelligence d'un fatras inutile, mais bien à l'enrichir par la connaissance de tous les faits sans lesquels il ne saurait y avoir d'homme moderne cultivé. Si un communiste s'avisait de se targuer de communisme à partir de conclusions toutes faites apprises par cœur, sans avoir fait un grand travail très sérieux et très difficile, sans avoir cherché à voir clair dans les faits qu'il doit aborder dans un esprit critique, ce communiste serait un piètre individu. S'en tenir à la surface des choses serait vraiment néfaste. Si je sais que je sais peu, je ferai en sorte d'en savoir davantage, mais si un homme déclare qu'il est communiste et qu'il n'a nul besoin de savoir rien de fondamental, il ne sortira jamais rien de lui qui ressemble à un communiste.» (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 31, pp. 319-320.)

Dans la même œuvre. Lénine dit encore :

«Le marxisme a acquis une importance historique en tant qu'idéologie du prolétariat révolutionnaire du fait que, loin de rejeter les plus grandes conquêtes de l'époque bourgeoise, il a, bien au contraire, assimilé et repensé tout ce qu'il y avait de précieux dans la pensée et la culture humaine plus de deux fois millénaires. Seul le travail effectué sur cette base et dans ce sens, animé par l'expérience de la dictature du prolétariat, qui est l'étape ultime de sa lutte contre toute exploitation, peut être considéré comme le développement d'une culture vraiment prolétarienne».
(V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 31. p. 356.)

Cela est clair, alors que la voie chinoise, telle qu'elle est claironnée, n'est pas claire, pour nous du moins.

En quoi consiste cette Révolution culturelle telle qu'elle se développe pratiquement en Chine ?

Les «gardes rouges» changent les écriteaux des rues et des restaurants, parce qu'ils portaient des appellations réactionnaires, ils affichent des *datsibao* et critiquent n'importe qui et comme bon leur semble, ils saccagent des maisons et coiffent de bonnets d'âne les paysans riches et les réactionnaires, en les promenant dans les rues et sur les places ; ils prétendent détruire les tombes des impérialistes étrangers et, ce qui est encore plus inquiétant, ils attaquent des comités de parti, mettent le feu à des bibliothèques, brûlent des tableaux, abattent des monuments anciens, etc.

Cette révolution, telle que la mènent les «gardes rouges», il nous est difficile de l'appeler Révolution culturelle prolétarienne. Si les écriteaux devaient être ôtés, ils devaient l'être par les municipalités : les ennemis peuvent et doivent être appréhendés, mais ils doivent l'être par les organes de la dictature conformément aux lois, et si des ennemis se sont infiltrés dans les comités du parti, il faut les en nettoyer en s'en tenant à la pratique du parti. Ou encore, en fin de compte, on peut bien armer la classe ouvrière et attaquer les comités, mais non pas avec des gamins. *[Il s'agit des gardes rouges, qui étaient en fait des écoliers.]* Pourquoi avoir permis de telles actions et menées avec tant de fracas, des actions

qui ont un caractère plus politique que culturel ? Et tous ces jeunes gens qui ont été mis en mouvement pour cette affaire, se voient fermer les écoles. Ils vont perdre une année d'études, être privés pendant ce temps de toute culture, et il leur est mis en main le petit livre rouge des citations de Mao, un brassard rouge au bras, avec la permission de hurler à gorge déployée.

Quels sont les pionniers de la Révolution culturelle prolétarienne ? Ce sont les étudiants et les écoliers, et les communiqués chinois nous disent qu'ils s'appuient sur les ouvriers, les soldats et les paysans. C'est possible, mais à notre sens, ce n'est pas là la juste voie conforme aux principes, c'est une voie dangereuse, et cette façon d'agir n'est pas sérieuse. La révolution culturelle, socialiste ou prolétarienne, comme les camarades chinois aiment à l'appeler, ne peut, avec ces principes, sous ces formes, être menée dans la véritable voie marxiste-léniniste.

La révolution culturelle socialiste est un problème très sérieux, très complexe, et cela les camarades chinois (c'est du moins ce qu'ils disent), le reconnaissent eux-mêmes. Il faut qu'elle soit conduite avec le plus grand sérieux par le parti, qui devra veiller à tout moment à contrôler la ligne, à en vérifier l'application, à corriger les erreurs, à se garder des attitudes gauchistes ou droitières très possibles dans ce secteur si vaste et si délicat.

On a l'impression que les camarades chinois, en découvrant «un fort courant hostile en littérature» (et pourquoi ne l'ont-ils pas vu et n'ont-ils pas pris de mesures pour y parer plus tôt ?), en découvrant que «des cadres de la direction du parti et de l'Etat sont engagés dans la voie capitaliste (cela aussi, pourquoi ne l'ont-ils pas vu et n'ont-ils pas pris de mesures pour y parer auparavant ?), en s'apercevant, à leur réveil du profond sommeil dans lequel ils étaient plongés, que les capitalistes et les koulaks ont prospéré et se sont renforcés (cela aussi pourquoi l'ont-ils permis ?), les camarades chinois, donc, peuvent en être arrivés à penser que tous ces maux seront balayés par la Révolution culturelle prolétarienne, par la «Garde rouge» composée de jeunes, et en portant le culte de Mao à un degré inouï.

C'est là une question dont nous n'avons pas une idée très claire. Ce mouvement repose en apparence sur le juste mot d'ordre de la «ligne de masse», mais sur une ligne de masse qui déborde les normes, les principes, qui laisse à l'écart le parti, sa justice, et qui se fonde sur le culte de l'individu, sur l'exaltation de jeunes non prolétaires, qui exploitent faussement tous les succès obtenus par le parti et le peuple dans les divers domaines. Une pareille voie peut conduire à l'anarchie, affaiblir la confiance des masses dans la ligne du parti.

Nous pensons que cette Révolution culturelle peut être une rectification de la ligne du parti dans son ensemble, mais cette rectification, telle qu'elle a été entreprise, s'écarte des normes léninistes du parti et des lois de la dictature du prolétariat, en portant aux nues le culte de Mao et en mettant en action la couche du peuple la plus exaltée, la plus remuante, la plus délicate et la plus inconstante, du fait qu'elle manque de maturité et n'est pas rompue aux difficultés de la vie.

Cela risque d'avoir des conséquences graves, soit dans l'immédiat, soit à plus long terme, si les camarades chinois ne corrigent pas les erreurs que l'on relève. L'expérience de l'Union soviétique après la mort de Staline, nous a appris bien des choses.

Comme vous le comprenez vous-mêmes, beaucoup de questions que j'ai évoquées plus haut et sur lesquelles je me suis efforcé de porter un jugement, encore qu'il puisse être inexact, en l'absence de données, sont des questions intérieures à la Chine, au Parti communiste chinois, dans lesquelles nous n'avons pas le droit d'intervenir, ni d'exprimer notre opinion si on ne nous la demande pas. Mais il ne nous est pas permis pour autant de ne pas formuler un jugement qui nous soit propre, fût-ce provisoire ; qui nous oriente, même avec des points encore vagues et peut-être aussi avec certaines conclusions inexactes. Il ne nous est pas permis non plus d'être irréfléchis et précipités sur des questions d'une si haute importance pour la cause du marxisme-léninisme.

Ce à quoi nous nous appliquons et devons nous appliquer avec le plus grand soin, c'est de ne pas tomber nous-mêmes dans l'erreur et de voir plus clair dans cette question pour, à l'occasion, en toute camaraderie, avoir un échange de vues avec les camarades chinois, et cela dans l'intérêt de tous.

Mais tout ce qui se passe en Chine n'est pas seulement une question interne à la Chine et au Parti communiste chinois. Tout en les concernant au premier chef, cela présente aussi un caractère international et internationaliste, car la Chine est un grand pays, d'un grand poids dans le mouvement communiste international. *[C'est ainsi qu'elle était considérée à l'époque.]*

Les dirigeants chinois et la propagande chinoise déclarent que «la Révolution culturelle a secoué le monde entier». C'est un fait.

Chou En-laï, le 1^{er} octobre, a dit à peu près ceci : «Sur la question de la Révolution culturelle le monde est divisé en deux, en ennemis qui nous combattent et en amis qui sont avec nous et qui nous soutiennent».

Après en avoir traité l'aspect national, c'est précisément cet aspect international et internationaliste de la Révolution prolétarienne chinoise que je voudrais aborder.

Les camarades chinois et la propagande chinoise posent maintenant le problème ainsi : «L'époque actuelle est l'époque de la pensée-maotsétoung. Mao Tsétoung est le plus grand marxiste de notre temps. Mao Tsétoung est l'héritier de tous les classiques du marxisme-léninisme, de la science marxiste-léniniste et de la science universelle, il est le soleil.», etc., etc. La pensée de Mao Tsétoung devrait guider le monde et c'est lui-même en personne qui mène et dirige cette Révolution culturelle prolétarienne où cette pensée se trouve précisément condensée. On n'avait pas encore vu cela.

La façon dont est posé ou plutôt dont les camarades chinois posent ce grand problème, n'est pas juste, n'est pas marxiste et ne pêche certes pas par modestie. Mais ce qui est encore plus grave, plus dangereux, c'est qu'ils entendent aussi mettre en œuvre au dehors les formes et les méthodes qu'ils emploient chez eux, autrement dit ils cherchent à faire accepter par les autres, à leur faire adopter sans discussion cette façon inexacte et erronée de poser le problème, sous des formes aussi dogmatiques, faute de quoi, à leurs yeux, on passe de l'autre côté de la barricade, chez les ennemis.

Voici maintenant quelques orientations qui nous concernent :

a) Je tiens à souligner certains points que le Parti devra bien avoir en vue afin que tous les communistes travaillent en recourant à leur propre jugement et n'attendent pas des directives d'en haut pour chaque attitude à prendre. Les prises de position du Parti, de ses membres et des cadres doivent seulement être orientées par les directives du Congrès, du Comité central, du Bureau politique et du Gouvernement. Ces directives sont formulées clairement dans des documents et dans notre presse quotidienne, il nous appartient donc de les assimiler et de nous en nourrir.

b) La ligne de la lutte menée par notre Parti contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne est juste, et il continue de la suivre avec détermination, car c'est une exigence fondamentale.

c) Nous devons maintenir et développer nos relations économiques et amicales dans la voie marxiste-léniniste, la seule juste.

d) Le culte de Mao et de quiconque doit être combattu et tout chez nous doit suivre comme toujours la voie marxiste-léniniste. Sur cela il ne faut pas faire la moindre concession, ne pas manifester le moindre opportunisme. Les justes attitudes de notre Parti doivent avoir édifié les camarades chinois sur ce point. Et même si cela n'est pas pour eux tout à fait clair ou s'ils en sont affectés, nous ne pouvons agir autrement, car il s'agit là d'une question de principes. Nous respectons Mao dans la voie

et selon les normes marxistes-léninistes et, en ce qui le concerne, nous nous en tiendrons aux prises de position officielles de notre Parti.

e) Comme vous l'avez constaté, notre presse ne parle pas de la Révolution culturelle chinoise dans les mêmes termes et de la même manière que la propagande chinoise. En toute camaraderie, sans rien envenimer, nous nous en sommes abstenus pour les raisons que j'ai évoquées plus haut. Très probablement, les camarades chinois en ont été contrariés, mais nous ne pouvons agir autrement, jusqu'à ce que tout se clarifie et rentre dans l'ordre, à nos yeux également.

f) Notre propagande à propos de la Chine, de ses succès dans tous les domaines, dans la culture et à propos des œuvres de Mao, etc., doit être menée selon les justes normes qui ont été observées jusqu'ici. Il convient d'éluider avec tact toute demande exagérée de la part des camarades chinois, se garder à la fois des concessions et des attitudes sectaires, car ni les unes ni les autres ne servent notre grande cause que nous avons pour devoir de raffermir dans la juste voie marxiste-léniniste pour le plus grand bien du communisme.

Je pense que, dans le rapport que nous présenterons au Congrès, en définissant notre ligne sur beaucoup de questions nous définissons indirectement aussi certaines de nos attitudes envers les points de vue des camarades chinois. Ceux-ci doivent les considérer en quelque sorte comme des objections que, selon notre conception des choses, nous faisons au culte de Mao et à la Révolution culturelle. Une délégation du Parti communiste chinois doit venir au Congrès et nous espérons, en toute camaraderie, pouvoir mieux éclaircir avec elle ces questions.

C'est tout ce que j'avais à dire. Le Comité central doit nous faire savoir si nos vues sur ces questions sont justes. Je pense que toutes ces questions doivent rester intérieures au Comité central, car elles sont très délicates.

Le plénum du Comité central a souscrit unanimement à l'exposé du camarade Enver Hoxha sur ces questions.

Œuvres, t. 33.

DE L'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Rapport au V^e Congrès du PTA

1^{er} novembre 1966

I - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE L'ALBANIE SOCIALISTE

Camarades,

Le V^e Congrès de notre Parti aborde ses travaux à un moment où la situation internationale est favorable à la cause de la révolution et des peuples. Les traits fondamentaux de notre époque, en tant qu'époque de passage du capitalisme au socialisme, de lutte entre les deux systèmes sociaux opposés, époque des révolutions prolétariennes et de libération nationale, de l'effondrement de l'impérialisme et de la liquidation du système colonial, époque du triomphe du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale, deviennent de jour en jour plus marqués et plus apparents.

Le rapport des forces dans le monde a changé et change irrésistiblement en faveur des forces révolutionnaires qui combattent pour la libération nationale et sociale, pour l'édification d'un monde nouveau sans capitalisme et sans colonialisme, et au détriment de l'impérialisme, de la réaction et du révisionnisme moderne. Ceux-ci sont actuellement sur le déclin et en voie de désagrégation, déchirés par de multiples contradictions intérieures et extérieures, assiégés par les peuples qui leur portent des coups répétés et leur livrent une lutte dont les vagues gagnent sans cesse en ampleur. Mais les grands changements qui se sont produits et se produisent dans le monde grâce à la lutte des peuples, n'ont pas modifié le caractère des contradictions fondamentales de notre époque, qui se creusent et s'aggravent toujours davantage, ni la nature agressive et réactionnaire de l'impérialisme, qui, loin de renoncer à sa politique antipopulaire, contre-révolutionnaire et belliciste, essaie encore de toutes ses forces et par tous les moyens de maintenir et de consolider les positions de la réaction dans le monde, d'étouffer la révolution et le socialisme. Les Etats-Unis d'Amérique sont aujourd'hui à la tête de toutes les forces de l'impérialisme et de la réaction. Comme le souligne à juste titre la Déclaration des Partis communistes et ouvriers de 1960, l'impérialisme américain constitue «la principale force d'agression et de guerre», «le plus grand exploiteur international», «le principal bastion du colonialisme et de la réaction mondiale», «le gendarme international, l'ennemi des peuples du monde entier». Il a fait sien le rêve insensé d'Hitler, qui a conduit le nazisme allemand à la tombe, et vise à mettre le monde entier sous sa botte; il cherche par tous les moyens à asservir les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, à écraser les mouvements révolutionnaires et de libération nationale et tente de subjuguier économiquement, politiquement et militairement tout le monde capitaliste, en ayant pour objectif essentiel et constant la destruction du socialisme.

Afin de mettre en œuvre cette stratégie contre-révolutionnaire globale, l'impérialisme américain mène obstinément une politique d'agression, il poursuit à un rythme accéléré la course aux armements, surtout dans le domaine des armes nucléaires, et prépare fiévreusement une troisième guerre mondiale. Il arme et excite les revanchards de l'Allemagne de l'Ouest et les militaristes japonais, tâche de maintenir et de renforcer les alliances militaires agressives impérialistes, fourbit ses armes, se livre à des agressions, déclenche des guerres. Il poursuit également, sur une grande échelle, une politique néocolonialiste de pénétration et d'asservissement économique pour imposer son propre joug aux divers peuples et pays, pour miner leur liberté et leur indépendance nationale et créer un nouvel empire d'une puissance sans précédent. Il soutient et appuie partout les forces et les régimes réactionnaires fascistes et racistes, organise des putschs et des complots en vue d'installer partout ses propres agents au pouvoir. Tout cela s'accompagne d'un vaste travail de diversion idéologique tendant à tromper et à égarer les gens, à faire passer le faux pour le vrai et le vrai pour le faux, à semer la peur et le défaitisme, à détourner les peuples de la lutte et de la révolution, à calomnier le socialisme et les révolutionnaires, à camoufler enfin ses plans de domination mondiale.

Face aux peuples du monde entier se dresse un grand ennemi commun, féroce et dangereux, l'impérialisme américain. La lutte contre cet ennemi constitue aujourd'hui le devoir international suprême de toutes les forces révolutionnaires de notre temps. On ne saurait assurer et défendre la paix, la liberté, l'indépendance, le socialisme, sans mener une lutte résolue contre l'impérialisme américain, sans déjouer ses plans et desseins de rapine.

L'attitude à l'égard de l'impérialisme américain constitue une pierre de touche pour toutes les forces politiques du monde entier. La question se pose ainsi: faut-il résister à l'impérialisme américain et le combattre ou faut-il capituler et s'allier à lui ; peut-on le terrasser et le vaincre, ou bien les peuples doivent-ils s'agenouiller et se soumettre à lui ? Ce sont là des questions de principes et elles constituent la ligne de démarcation qui sépare les révolutionnaires des adversaires de la révolution, les anti-impérialistes des laquais de l'impérialisme, les courageux des lâches et des capitulards, les marxistes-léninistes des révisionnistes.

Les peuples et les révolutionnaires du monde entier ont fixé leur position à cet égard. Ils ne se laissent pas duper par la propagande des impérialistes et des révisionnistes, ils ne craignent ni leurs menaces ni leurs chantages. Ils se sont dressés avec hardiesse et foi en la victoire, dans la lutte décisive contre les

vieilles forces réactionnaires, quelque puissantes et invincibles qu'elles puissent paraître, mettant à nu leur faiblesse et leur pourriture. Ils ont le courage de se lever pour mener une lutte résolue et vaincre l'impérialisme américain, qui est non seulement l'impérialisme le plus puissant, mais aussi l'impérialisme le plus faible qui ait jamais existé au regard du puissant flot révolutionnaire qui monte aujourd'hui dans le monde contre lui.

Irrités et révoltés par la politique d'oppression de l'impérialisme américain, les peuples des divers pays dans tous les continents se dressent l'un après l'autre pour le combattre ; ils entourent d'un anneau de feu ce monstre aux pieds d'argile et le frappent à mort de toutes parts. La contradiction entre les peuples et l'impérialisme s'est extrêmement approfondie et aggravée, les vagues de la tempête anti-américaine, montant toujours plus haut, lui infligent des défaites de plus en plus lourdes. La lutte héroïque des peuples révolutionnaires du Vietnam, du Congo, de la République Dominicaine et du Laos, d'Angola et du Vénézuéla, et d'autres pays encore, met en relief toujours plus nettement la faiblesse de l'impérialisme en général et de l'impérialisme américain en particulier. Elle montre le courage et la résolution des peuples dans leur lutte jusqu'à la victoire. Par leur fermeté inébranlable, par leur héroïsme sans pareil et leur hardiesse révolutionnaire, ils ont illustré et démontré que ce ne sont pas les armes modernes mais leur conscience révolutionnaire qui détermine en fin de compte le sort de la guerre, que les armes modernes, associées à la morale corrompue d'une armée de mercenaires, qui combat pour les opprimer et les piller, sont impuissantes devant la force de la lutte populaire des masses, qui s'inspirent des grands idéaux de la révolution et de la libération de la patrie. Ainsi se réalise la prévision du grand Lénine, qui, il y a un demi-siècle, disait à propos de la lutte libératrice des peuples asservis :

«... aussi faibles que soient ces peuples, aussi invincible que paraisse la puissance des oppresseurs européens qui mettent en œuvre dans leur lutte toutes les merveilles de la technique et de l'art militaires, la lutte révolutionnaire menée par les peuples opprimés, si cette lutte sait réellement réveiller des millions de travailleurs et d'exploités, renferme de telles possibilités, de tels miracles, que la libération des peuples de l'Est est devenue aujourd'hui, pratiquement, tout à fait réalisable...» (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 30, p. 159.)

Dans ses efforts insensés pour instaurer sa domination mondiale, l'impérialisme américain, tel un fauve furieux, a tendu ses griffes sur le monde entier. C'est là une marque non pas de sa puissance, mais de sa faiblesse, car en agissant ainsi il a dispersé ses forces sur un territoire immense, sur des continents entiers, de l'Europe à l'Amérique du Sud, et de l'Afrique à l'Extrême-Orient. Ces forces ne lui suffisent pas pour contenir et écraser la lutte libératrice de tous les peuples et il est incapable de les concentrer à temps et dans les proportions voulues. En outre, par ses interventions dans divers pays du monde et par ses agressions contre eux, l'impérialisme américain a, dans tous ces pays, amené les peuples à lui livrer une lutte efficace et à lui porter des coups directs, séparément ou tous ensemble, à unifier leur lutte dans un seul et puissant courant international, contre l'impérialisme américain. Même les nombreuses bases militaires installées aux quatre coins du monde comme armes du néo-colonialisme et têtes de pont d'agression contre les pays socialistes, au lieu de devenir des instruments de domination et de force ont contribué à l'affaiblissement politique et militaire des Etats-Unis. Devenues suspectes et intolérables non seulement aux peuples mais aussi aux gouvernants bourgeois des pays où elles sont installées, elles sont assiégées par les peuples, et au moment voulu les impérialistes américains seraient difficilement en état de s'en servir. Même les armes qu'ils ont fournies et fournissent à leurs alliés pour leur faire réprimer la lutte des peuples et perpétrer des agressions et des provocations contre les pays socialistes et les autres pays qui mènent une politique anti-impérialiste, même ces armes donc sont à double tranchant : elles attisent et approfondissent les contradictions et les conflits entre les partenaires mêmes des Etats-Unis d'Amérique, elles servent de moyen de pression directe à rencontre de l'hégémonie américaine, pour se tourner peut-être un jour contre les Etats-Unis eux-mêmes.

Ses tentatives pour instaurer sa domination mondiale et l'action de la loi du développement inégal des pays capitalistes ont plongé l'impérialisme américain dans de profondes et irréductibles contradictions avec ses alliés, les autres puissances impérialistes, et avec tout le monde capitaliste dans son ensemble.

Ces contradictions ont non seulement ouvert des brèches irréparables dans le camp impérialiste mondial mais ont encore et surtout affaibli et miné la puissance économique, politique et militaire de l'impérialisme américain.

Les Etats-Unis ont déjà perdu l'hégémonie absolue sur les autres pays capitalistes, ils ne sont pas à même de réorganiser les forces capitalistes sous leur contrôle. Les autres puissances impérialistes, non contentes de ne plus obéir aveuglément au diktat américain, sont devenues de sérieux concurrents des Etats-Unis sur les marchés mondiaux et elles s'efforcent de se soustraire complètement à la domination économique, politique et militaire américaine. Les divergences qui se manifestent dans tous les domaines sont en train de saper et de désagréger les blocs militaires agressifs de l'OTAN, de l'OTASE, que les impérialistes américains ont mis sur pied avec tant de zèle et d'espoir comme des bastions d'où lancer leurs attaques contre le camp socialiste. La politique américaine d'ingérence et d'agression contre les peuples ne trouve aucun appui effectif chez ses alliés, qui répugnent à se brûler les doigts pour tirer les marrons du feu au profit de l'impérialisme américain. Ainsi s'accomplit pleinement la prévision géniale de Staline qui écrivait déjà en 1952 :

«En apparence, «tout va pour le mieux» partout : les Etats-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et les autres pays capitalistes ; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés sous les griffes des Etats-Unis, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette «bonne marche» puisse se maintenir «éternellement», que ces pays supporteront indéfiniment la domination et le joug des Etats-Unis d'Amérique ; qu'ils n'essaieront pas de se soustraire à l'asservissement américain pour s'engager sur le chemin de leur développement indépendant... Penser que ces pays n'essaieront pas de se relever, de démanteler le «régime» des Etats-Unis et de s'engager sur le chemin de l'indépendance, c'est croire aux miracles». (J. Staline, Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., 2^e éd. alb., pp. 39-40, Tirana, 1968.)

La France capitaliste a défié sérieusement l'hégémonie américaine en Europe. Elle s'est engagée dans une voie d'opposition ouverte avec l'impérialisme américain. Le grand capital français rétabli ne peut plus supporter l'étau et le diktat américains ; il se sent assez puissant pour résister à la domination américaine. Il a profité de l'affaiblissement général des positions de l'impérialisme américain, résultant de la lutte menée par les peuples pour briser les chaînes des Etats-Unis d'Amérique. Les Américains se heurtent partout à l'opposition de la France. Par son attitude, la France a sensiblement ébranlé et affaibli la puissance militaire et politique de l'OTAN, dont elle ne fait maintenant partie que formellement. Pour résister aux pressions et aux menaces des Etats-Unis d'Amérique, tout en poursuivant ses desseins de grande puissance capitaliste, la France tente de ranimer les anciennes alliances avec les pays de l'Est et de l'Europe Centrale et du Sud-Est, et de se lier aussi avec l'Allemagne de Bonn.

Les contradictions entre les Etats-Unis et les impérialistes britanniques ouest-allemands, japonais, etc., sont, elles aussi, en train de s'approfondir et de s'aggraver. Ceux-ci essaient de mettre à profit leur collaboration avec l'impérialisme américain pour parvenir à leurs fins impérialistes, revanchardes et expansionnistes. Ainsi par exemple l'Allemagne de l'Ouest s'efforce d'entrer en possession des armes atomiques, d'engloutir la République démocratique allemande, de rétablir les anciennes frontières du III^e Reich hitlérien et de préparer une nouvelle guerre de revanche, devenant ainsi un danger sérieux pour la paix et la sécurité des peuples, en Europe et dans le monde entier.

L'existence de contradictions profondes au sein du camp impérialiste est sans aucun doute tout au profit des forces révolutionnaires et marxistes-léninistes. Il est du devoir des révolutionnaires d'exploiter au mieux ces contradictions afin d'affaiblir encore davantage le camp ennemi, d'isoler et de porter des coups meurtriers au principal ennemi, l'impérialisme américain, sans nourrir la moindre illusion sur les véritables buts des loups impérialistes, quels que soient ceux-ci.

L'activité sauvage, agressive, belliciste, oppressive et rapace de l'impérialisme américain, d'une part, ses faiblesses et ses contradictions inconciliables, de l'autre, montrent que les peuples peuvent et

doivent combattre sans merci l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, qu'ils ne doivent pas craindre l'impérialisme et son chantage, qu'ils doivent avoir le courage de dédaigner sa puissance et de se dresser dans la lutte, avec une confiance inébranlable en la victoire définitive de leur juste cause. Grâce à la lutte résolue et commune des peuples du monde entier, des forces révolutionnaires de notre temps — du socialisme, du mouvement de libération nationale et du mouvement communiste et ouvrier international — on peut briser les plans d'agression et d'asservissement de l'impérialisme, avec à sa tête les Etats-Unis, conjurer une nouvelle guerre mondiale, promouvoir la révolution et obtenir la libération des peuples et la victoire du socialisme et du communisme.

La lutte contre l'impérialisme et pour le triomphe de la juste cause des peuples, le processus révolutionnaire mondial ne se développent ni ne peuvent se développer de façon rectiligne, toujours à l'attaque ; ils se frayent le chemin de l'histoire en zigzag, avec des hauts et des bas, des avancées et des reculs, des succès et des défaites temporaires. C'est là une loi objective de l'évolution sociale. Quiconque, comme l'a dit Lénine, nie cette loi et n'admet la révolution qu'à la condition qu'elle se développe sans heurt, en ascension incessante,

«... n'est pas un révolutionnaire ; il ne s'est pas affranchi du pédantisme de l'intellectuel bourgeois et, en fait, ne cessera de glisser dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire...». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 60.)

La propagande impérialiste, de façon déclarée, et la propagande révisionniste, de manière détournée, s'efforcent de faire passer les victoires temporaires de l'impérialisme et de la réaction et les retraites temporaires de la révolution dans quelques pays particuliers, comme un échec de la lutte anti-impérialiste des peuples, comme un échec de la révolution. Les impérialistes et les révisionnistes se frottent les mains de joie et s'efforcent de miner la confiance des peuples en la victoire, de les désorienter et de les égarer. Mais c'est en vain que les ennemis de la révolution et des peuples se réjouissent; de nouvelles défaites, encore plus cuisantes, les attendent.

La tendance générale du développement historique veut que la révolution aille toujours de l'avant, irrésistiblement, à travers des difficultés et des obstacles, qu'elle les surmonte et les écrase parce qu'elle représente le nouveau, et le nouveau est invincible; en revanche, la crise de l'impérialisme et de toutes les forces réactionnaires s'aggrave toujours davantage, et les conduit inéluctablement à leur perte. Les révolutionnaires ne se laissent pas décourager par des défaites temporaires et ne déposent pas les armes; ils en tirent au contraire des leçons précieuses afin de préparer et de forger des victoires futures, de pousser sans cesse plus avant la révolution et la lutte contre l'impérialisme, dans leur pays comme à l'échelle internationale. Tant qu'existent le capitalisme et l'impérialisme qui exploitent et oppriment les travailleurs et les peuples, la montée de l'élan révolutionnaire est irrésistible et la victoire de la révolution inévitable...

Les peuples révolutionnaires sont conscients d'avoir affaire à un ennemi féroce, qu'ils doivent mépriser mais ne jamais sous-estimer. L'impérialisme, avec les Etats-Unis d'Amérique à sa tête, en dépit des coups rudes et des lourdes défaites qu'il essuie, est encore puissant et à même de se lancer dans des aventures dangereuses contre les peuples. Toute surestimation des forces de l'ennemi mène à la capitulation et à la soumission devant lui; en revanche toute sous-estimation de ses forces, toute illusion à son égard conduit soit au relâchement de la vigilance et au défaut de préparation nécessaire pour lui faire face, soit à des aventures hasardeuses vouées à l'échec. Les peuples doivent être préparés à une longue lutte, acharnée et ardue, qui exigera du sang versé et des sacrifices, la mobilisation de toutes leurs réserves matérielles et spirituelles, tout l'héroïsme et la résolution inflexible qui n'ont jamais manqué et ne manqueront jamais aux révolutionnaires.

L'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine sont devenues actuellement les foyers de grandes tempêtes révolutionnaires ; c'est là que des coups directs et meurtriers sont portés à l'impérialisme. Le peuple albanais salue et soutient de toutes ses forces la juste lutte des peuples de ces continents contre l'impérialisme et la servitude coloniale, il la considère comme une lutte de portée historique pour les

destinées de la révolution et du socialisme dans le monde, qui sape à ses fondements les positions de l'impérialisme, comme une alliée puissante et une réserve de la révolution prolétarienne mondiale, comme une grande force réelle œuvrant pour déjouer les plans criminels agressifs de l'impérialisme américain, pour sauvegarder et défendre la paix dans le monde.

L'attitude à l'égard de la lutte révolutionnaire des nations et des peuples opprimés, qui constituent l'énorme majorité de la population du monde, est une autre grande question de principe et l'une des principales lignes de démarcation séparant les marxistes-léninistes et les renégats révisionnistes. C'est un devoir sacré pour les pays socialistes et le mouvement communiste et ouvrier dans les métropoles capitalistes que d'accorder leur aide et leur soutien sans réserve au mouvement révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La lutte contre l'impérialisme et sa politique belliciste a fait se dresser tous les peuples. Les forces révolutionnaires dans les métropoles capitalistes jouent un rôle important dans ce sens. La classe ouvrière et les autres couches opprimées de la population de ces pays s'engagent toujours davantage dans de nouvelles batailles victorieuses contre la bourgeoisie réactionnaire et l'impérialisme. En dépit des dommages causés par l'activité traîtresse des révisionnistes khrouchtchéviens, l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière est irrésistible. Il ne peut être freiné ni par le soi-disant «épanouissement»-temporaire du capitalisme européen, ni par la dictature bourgeoise de type fasciste, ni par la démagogie et l'activité de sape des sociaux-démocrates ou des révisionnistes khrouchtchéviens, titistes, etc. Les nouvelles forces marxistes-léninistes, qui sont nées et s'organisent dans tous les pays capitalistes, sont en train d'unir avec toujours plus de succès la classe ouvrière et les autres couches exploitées de la population, dans la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, contre l'ingérence et le diktat américains, pour la démocratie et de meilleures conditions de vie, pour le socialisme.

Afin d'atteindre leurs buts contre-révolutionnaires, la bourgeoisie et l'impérialisme ont toujours eu recours à deux voies, à deux instruments principaux, au bourreau et au prêtre, à la violence et à la mystification. Et l'expérience montre que plus le mouvement révolutionnaire est victorieux, plus ses positions se renforcent et sa puissance s'accroît, et plus la bourgeoisie et l'impérialisme fondent leurs espoirs sur les pratiques de sape de la révolution et du socialisme de l'intérieur, sur l'appui et le concours de l'opportunisme.

La social-démocratie traîtresse a longtemps été et elle reste encore l'officine de la bourgeoisie et de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier, en vue de freiner la révolution, de maintenir et de consolider, l'ordre capitaliste. La deuxième guerre mondiale était à peine terminée que l'impérialisme trouvait un nouvel appui social dans le titisme, qu'il a soutenu et encouragé par tous les moyens en tant que détachement spécialisé au service de l'impérialisme américain pour saper le socialisme et saboter la lutte libératrice des peuples. Mais après l'apparition du révisionnisme khrouchtchévien, l'impérialisme mondial se gagna un nouvel allié, un nouvel agent très puissant, dont il avait extrêmement besoin face aux échecs et aux défaites qu'entraînaient pour lui les victoires historiques du socialisme et la lutte libératrice des peuples dans leur élan impétueux.

Les dirigeants révisionnistes soviétiques ont conclu une «Sainte-Alliance» avec l'impérialisme américain, le plus grand ennemi des peuples du monde entier. L'amitié et la coopération multiforme soviéto-américaines constituent l'une des caractéristiques fondamentales de la situation internationale actuelle. A la base de cette alliance se situent leurs intérêts et leurs buts communs d'hégémonie, visant au partage des zones d'influence et à l'établissement de la domination de deux grandes puissances dans le monde. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont adopté les mêmes positions stratégiques. Ces deux grandes puissances pourvues d'un imposant potentiel économique et militaire, sont obligées de tenir compte l'une de l'autre, elles ont besoin l'une de l'autre, elles entreprennent des actions collectives et coordonnent leurs plans.

Dans le même temps, chacune de ces deux grandes puissances mondiales déploie ses efforts pour assurer sa propre suprématie, pour renforcer les groupements d'amis autour d'elle, pour combattre les groupements de l'autre, afin de lui enlever ses alliés, d'étendre la sphère de son influence aux dépens du partenaire. Mais lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux peuples révolutionnaires et au socialisme, toutes deux s'unissent dans une étroite alliance. Cette alliance se développe à présent dans tous les domaines : politique, économique, idéologique et culturel. Dans maints domaines elle est sanctionnée par des documents officiels, par des traités et accords publics et secrets. Ces deux puissances s'acheminent toujours davantage vers la conclusion d'accords militaires, de plans et de complots agressifs et d'oppression.

L'alliance soviéto-américaine, qui se développe et se concrétise de jour en jour, naturellement non sans difficultés ni contradictions, constitue un danger très sérieux pour l'humanité, partant, une cible des plus importantes de la lutte des peuples du monde entier. C'est dans l'intérêt de cette alliance que la direction soviétique a sacrifié et est prête à sacrifier à tout moment les intérêts vitaux des peuples et du socialisme. Elle-même a non seulement renoncé à combattre efficacement l'impérialisme, mais elle a aussi assumé le rôle odieux d'extincteur de toute lutte populaire et libératrice.

L'aide que les révisionnistes khrouchtchéviens apportent aux impérialistes est considérable et multiforme. Elle se traduit par leurs efforts pour farder l'impérialisme et éloigner les peuples de leur lutte libératrice, par la propagation d'illusions selon lesquelles la liberté et l'indépendance seront offertes aux peuples de l'extérieur ou à travers les résolutions de l'ONU, par leurs efforts pour les effrayer avec les horreurs de la guerre et le chantage atomique. Elle se constate également dans leurs tentatives de juguler la lutte de libération nationale des peuples en approuvant l'envoi des forces de répression contre-révolutionnaires de l'ONU, ou en appuyant et en armant les cliques réactionnaires dans divers pays, etc., etc. Il est de fait que si les slogans révisionnistes de la «coexistence pacifique», de la «compétition économique pacifique», de la «voie pacifique», du «désarmement complet et général» ou bien d'un «monde sans armes, sans armées et sans guerres», etc., ont été embrassés avec enthousiasme par les impérialistes comme par toute la réaction internationale, y compris le Vatican, c'est que ces slogans «pacifistes» permettent de jeter de la poudre aux yeux des peuples, de masquer les activités bellicistes de l'impérialisme et la réalisation des plans communs soviéto-américains pour la domination du monde.

Mais le travail de diversion de la clique révisionniste soviétique n'a pas donné les résultats souhaités par l'impérialisme américain et la réaction mondiale. La trahison des khrouchtchéviens et les slogans dont on l'a couverte, sont démasqués chaque jour davantage aux yeux des peuples, ils ont provoqué des réactions en chaîne et des contradictions profondes, qui entraînent pour l'impérialisme et le révisionnisme de lourdes défaites, réitérées et inévitables.

La vie a prouvé que la «coexistence pacifique» khrouchtchévienne et la politique de la loi de la jungle poursuivie par l'impérialisme américain, constituent un serpent à deux têtes; elles préparent l'asservissement des peuples et de nouvelles mêlées sanglantes à leurs dépens. Le gouvernement soviétique, dont les traits de gouvernement bourgeois ne font que s'accuser, a mis en œuvre, sous le masque de la «coexistence pacifique», la ligne de l'amitié, de l'alliance et de la coopération multiforme avec l'impérialisme, il a propagé de fausses illusions sur l'impérialisme, en s'appliquant à convaincre les peuples de maintenir le statu quo, de renoncer à tout genre de lutte sans exception, faute de quoi, prétendent-ils, «chaque étincelle se transformerait en une flamme mondiale», etc.

Les peuples ont vu clairement qu'en poursuivant la politique de coexistence khrouchtchévienne, les dirigeants soviétiques ont non seulement renoncé à appuyer leur lutte anti-impérialiste, mais qu'ils se sont faits les complices et sont directement responsables de l'écrasement de la lutte libératrice du peuple congolais en 1961, qu'ils ont capitulé honteusement devant l'impérialisme américain pendant les événements des Caraïbes de 1962 [*Sous la pression ouverte du gouvernement des Etats-Unis, le gouvernement soviétique en octobre-novembre 1962 ordonna le démantèlement et le retrait de Cuba des fusées, qu'il y avait installées quelques semaines auparavant, reconnaissant en outre à la flotte*

américaine le droit de contrôler les opérations de démantèlement et de retrait.], qu'ils ont voté à l'ONU pour le «cessez-le-feu» en République dominicaine et renvoyé aux calendes grecques le règlement de la question allemande, sacrifiant ainsi les intérêts nationaux de la République démocratique allemande. Les peuples voient bien que les dirigeants soviétiques, de concert avec les impérialistes américains, sont en train de manipuler l'ONU, en la transformant de plus en plus en un instrument d'intervention et d'agression au bénéfice des impérialistes.

La politique traîtresse révisionniste de non-opposition à l'impérialisme et à la réaction, de capitulation devant eux et de coopération avec eux, a encouragé l'impérialisme, lui a permis d'intensifier son activité agressive, d'activer partout les forces réactionnaires pro-impérialistes, ce qui n'a fait qu'aggraver la situation internationale de ces dernières années.

Notre Parti et notre gouvernement ont rejeté avec mépris et démasqué la politique de «coexistence pacifique» khrouchtchéviennne, comme une politique traîtresse et contre-révolutionnaire. Ils n'ont cessé de suivre la politique marxiste-léniniste de la coexistence pacifique dans les relations avec les pays capitalistes, tout en menant une lutte opiniâtre contre l'impérialisme, avec à sa tête les Etats-Unis d'Amérique, et en appuyant sans réserve la lutte révolutionnaire et libératrice des peuples. Ils sont, en toute occasion, restés fidèles à l'internationalisme prolétarien qui constitue la ligne générale de la politique extérieure de tout pays véritablement socialiste.

C'est seulement un gros bluff et une hypocrisie répugnante qu'il faut voir dans les slogans khrouchtchéviens sur «le désarmement général et complet» et sur «le monde sans armes, sans armées, sans guerres», que les révisionnistes et les impérialistes utilisent, d'une part, pour endormir et désarmer les peuples et, de l'autre, pour continuer, derrière leur dos, de s'armer sans répit pour préparer des guerres sanglantes. Cela est maintenant plus qu'évident et aucune démagogie ne réussirait à le dissimuler. Il est de fait que les impérialistes comme les révisionnistes, en dépit du grand tapage qu'ils mènent sur le désarmement, sont en train de s'armer jusqu'aux dents et de mettre sur pied de nouvelles alliances militaires, afin de faire la loi dans le monde. Le traité de Moscou sur l'interdiction partielle des essais nucléaires a jeté les fondements de cette alliance. Le nouvel accord qui est en train d'être ourdi sur «la non-dissémination des armes nucléaires» a pour but de consolider le monopole soviéto-américain sur ces armes et de renforcer leur chantage nucléaire contre les Etats et les peuples progressistes et épris de liberté.

Notre Parti et notre gouvernement ne cesseront de démasquer avec force les manœuvres des impérialistes et des révisionnistes, et leurs complots contre les peuples et le socialisme cachés du voile d'interminables pourparlers sur le désarmement. Puisque les impérialistes et les révisionnistes, loin d'avoir l'intention de désarmer, ne cessent de se munir d'armes des plus modernes, il ne reste aux peuples épris de liberté et aux pays socialistes qu'une seule voie à suivre: s'armer pour se délivrer de l'impérialisme et se défendre contre son agression...

Notre Parti et notre gouvernement ne s'opposent pas aux efforts pour aboutir à des résultats concrets dans le domaine du désarmement. Mais ces résultats ne sauraient être obtenus en faisant aux impérialistes des concessions dénuées de principes, en propageant des illusions à leur égard et en fondant des espoirs sur la «bonne volonté» de leurs leaders et sur des négociations avec eux. La seule voie juste, sur cette question également, est la lutte résolue et coordonnée des peuples afin d'imposer le désarmement à l'impérialisme et, au premier chef, aux Etats-Unis d'Amérique.

Les révisionnistes khrouchtchéviens, afin d'aider les impérialistes et les réactionnaires, ont proclamé la «voie pacifique» comme un principe stratégique mondial, qu'ils ont opposé à la guerre populaire libératrice et à la révolution violente, comme une loi générale de la révolution socialiste. C'est là un autre acte de subversion, un appel lancé aux peuples et aux révolutionnaires pour qu'ils laissent tranquilles la bourgeoisie et la réaction et qu'ils s'engagent dans la voie réformiste, si chère à la social-démocratie. La prétendue voie pacifique constitue un écart de tout principe marxiste-léniniste

fondamental, dans la théorie et la pratique révolutionnaires tendant à la libération de la classe ouvrière, des peuples et des nations opprimés.

De nombreux événements de nos jours ainsi que toute l'expérience historique ont démontré la fausseté et le caractère dangereux de cette ligne révisionniste. Les classes réactionnaires et les impérialistes, loin de quitter de leur propre gré l'arène historique, étouffent partout la révolution par la force, et au lieu de déposer les armes, ils renforcent continuellement leur machine d'oppression et de violence contre les peuples. Les événements sanglants d'Indonésie sont une preuve amère mais très vivante des extrémités que peuvent atteindre la fureur et la férocité de la réaction, poussée et soutenue activement par les impérialistes américains et appuyée par les révisionnistes khrouchtchéviens, qui, actuellement, en compétition avec les impérialistes américains, essayent de raffermir leurs liens d'amitié avec la junte militaire indonésienne, dont les mains sont trempées du sang de plus de 500.000 communistes et patriotes indonésiens. *[Voir l'article page 14 du présent volume.]*

Tous les faits prouvent de la manière la plus évidente que le groupe dirigeant révisionniste de l'Union soviétique est devenu dans tous les domaines l'allié et l'aide zélé de l'impérialisme, surtout américain, pour prolonger son existence, le sauver des défaites inévitables qui l'attendent, le tirer de l'encerclement de la part des peuples et de la révolution, liquider le socialisme et étouffer partout la lutte révolutionnaire et libératrice des peuples. Dans ces conditions, la lutte contre l'impérialisme, avec à sa tête les Etats-Unis, est inséparable de la lutte contre le révisionnisme moderne conduit par les dirigeants soviétiques. On ne peut mener avec succès la lutte contre l'impérialisme et faire avancer la révolution mondiale sans démasquer et combattre la démagogie et la trahison révisionnistes.

L'impérialisme, le révisionnisme moderne, toutes les forces de la réaction et de la régression sociale, partout où elles agissent, si puissantes soient-elles, sont condamnées à mort par l'histoire. Mais ces forces obscures ne s'éteindront jamais d'elles-mêmes, elles ne s'éloigneront jamais de bon gré et pacifiquement de la scène de l'histoire. Plus elles approchent de leur fin, et plus elles s'efforcent féroce­ment de se maintenir en vie et de recouvrer leurs positions perdues. Au moment de leur agonie elles n'hésiteront pas à se lancer dans les aventures les plus désespérées, à recourir aux moyens les plus inhumains et à commettre les crimes les plus odieux. C'est là une loi générale, à laquelle obéissent toutes les classes et les forces sociales qui marchent vers l'abîme et leur fin fatale...

Face à ces ennemis féroces que sont l'impérialisme américain, le révisionnisme khrouchtchévien et la réaction mondiale, il faut maintenir en éveil la vigilance révolutionnaire, percer à jour, combattre et briser tous les plans agressifs et les complots contre-révolutionnaires, s'opposer fermement à la politique de guerre et d'agression, au colonialisme et au néo-colonialisme, démasquer les manœuvres mystificatrices et démagogiques de l'impérialisme et du révisionnisme, il faut exploiter toutes les contradictions possibles dans le camp ennemi et mener une lutte décidée contre l'impérialisme avec à sa tête les Etats-Unis d'Amérique, et tous ses suppôts et laquais.

Il faut également soutenir une lutte et une résistance opiniâtres contre la politique d'expansion économique des impérialistes et des révisionnistes, qui cherchent, par le moyen des «aides et crédits», des «alliances pour le progrès», de «la division internationale du travail», du «marché commun» ou du Comecon, à mettre divers peuples sous le joug, à saper leur liberté et leur indépendance nationale, à les soumettre et à les exploiter à leurs fins. Il ne peut y avoir de véritable indépendance politique, sans indépendance économique. Pour développer avec succès l'économie et la culture nationales il faut appliquer avec esprit de suite le principe de l'appui sur ses propres forces, en exploitant de manière rationnelle et efficace toutes ses ressources intérieures matérielles et humaines. Les aides ne constituent toujours qu'un facteur secondaire, et celles fournies par les pays socialistes doivent être accordées sans aucun intérêt, elles ne doivent pas être assorties de conditions politiques ni de privilèges et doivent servir au redressement et au développement économique et politique indépendant du pays qui les reçoit. Les marxistes-léninistes ne considèrent pas l'octroi de pareilles aides comme une aumône, mais comme un geste d'entraide et un devoir internationaliste.

A la tête de la lutte historique qui se livre entre les forces de la révolution et celles de la réaction, se trouvent nécessairement les partis et les forces marxistes-léninistes. L'histoire les a chargés de la glorieuse mission de porter haut levé le drapeau de la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme; le drapeau de l'indépendance nationale, de la démocratie, du socialisme et de la paix ; d'unir dans de larges fronts populaires toutes les forces patriotiques et démocratiques du pays, en se fondant sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, de maîtriser toutes les formes de lutte et en premier lieu celle de la lutte armée populaire, en créant les forces armées révolutionnaires indispensables aussi bien à la libération nationale et sociale qu'à la défense des conquêtes de la révolution, de préserver leur indépendance idéologique, politique et organisationnelle, d'assurer solidement leur hégémonie dans la révolution, en tant que condition déterminante de son parfait accomplissement...

Grâce à la lutte des peuples, de toutes les forces anti-impérialistes et révolutionnaires de notre temps, la révolution avance victorieusement. Elle a créé des conditions nouvelles qui ne permettent plus à aucun tyran de régner tranquille sur les peuples. Les peuples ont maintenant acquis une expérience colossale, encore qu'elle varie d'un pays à l'autre. Ils ne redoutent pas les oppresseurs et les asservisseurs, ils ne craignent pas de prendre les armes et de se lever pour faire la révolution. Le grand foyer de la révolution s'est aujourd'hui allumé dans le monde. Aucune force ne pourra l'éteindre et il balayera de la face du globe les impérialistes, tous leurs suppôts et leurs valets.

Camarades,

Le peuple albanais est fier de voir que sa République populaire marche côte à côte avec l'armée des peuples révolutionnaires du monde entier, qu'elle est en première ligne dans la lutte contre les forces de l'impérialisme, de la réaction et du révisionnisme et qu'elle apporte sa modeste contribution à la lutte pour libérer l'humanité de l'oppression et de l'exploitation, pour faire triompher la révolution et le socialisme.

Sous la conduite du Parti du Travail, la République populaire d'Albanie a poursuivi et poursuivra toujours une politique extérieure révolutionnaire, fondée sur le marxisme-léninisme, une politique d'amitié avec tous les peuples du monde, grands et petits, selon le principe de l'égalité et de l'avantage mutuel, une politique de lutte contre l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, et de solidarité active avec tous les Etats et les peuples qui se battent pour la liberté, la démocratie et le progrès social, avec tous les peuples et toutes les forces révolutionnaires qui luttent pour la défense de la paix et le triomphe du socialisme.

Le Comité central informe le Parti qu'en poursuivant inébranlablement cette politique révolutionnaire de principes, notre Parti et notre gouvernement ont réalisé avec succès les tâches fixées par le IV^e Congrès dans le domaine des relations internationales, qu'ils ont renforcé l'indépendance et la souveraineté nationales, élargi les rapports de coopération amicale avec les autres Etats, aidé et soutenu enfin la lutte des peuples épris de liberté et des forces révolutionnaires partout dans le monde. L'Albanie est aujourd'hui plus forte que jamais, elle a de nombreux amis fidèles et elle jouit d'une grande autorité internationale pleinement méritée.

La République populaire d'Albanie a mené et mènera toujours une politique indépendante, dictée par les intérêts du peuple albanais, par les intérêts du communisme et de la paix. Nous soutenons le point de vue selon lequel tous les Etats souverains, grands et petits, sont égaux et que chacun d'eux doit apporter sa contribution dans l'arène internationale. Nous sommes contre la conception qui veut qu'un petit Etat se soumette à un grand Etat, nous sommes contre l'ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat. La République populaire d'Albanie n'a permis ni ne permettra jamais à qui que ce soit de porter atteinte à aucun de ses droits nationaux et internationaux, elle luttera à l'avenir encore de toutes ses forces et ne cédera jamais devant aucune pression politique, économique ou militaire qui pourrait lui être faite pour imposer à notre peuple des diktats lésant ses intérêts.

Le peuple albanais et sa République populaire sont un peuple et un Etat pacifiques, mais ils n'hésiteront en aucune occasion à frapper impitoyablement, de toutes leurs forces et par tous les moyens, quiconque tenterait de porter atteinte à leur intégrité territoriale, de comploter contre leur régime socialiste, leur ordre et leur tranquillité intérieurs. Le peuple albanais ne se laissera jamais plus fouler aux pieds comme dans le triste passé. Il a ses droits, sa dignité, son honneur, il a le droit de vivre, de décider lui-même de sa propre destinée, au même titre que tous les autres peuples.

La République populaire d'Albanie a déchiré tous les traités et accords asservissants que les régimes antipopulaires et les divers impérialistes avaient imposés au peuple albanais. Elle n'acceptera jamais que les traités et accords existants qu'elle a signés en toute conscience et de sa pleine volonté, soient violés par n'importe quel autre de leurs signataires au détriment des objectifs élevés qui président à ces traités comme au détriment du peuple albanais. Notre gouvernement respectera tous les traités qu'il a signés, à condition que les autres signataires en fassent autant. Les droits qui appartiennent à la République populaire d'Albanie en vertu de ces traités ne sont ni plus ni moins grands que ceux des autres parties contractantes, fussent-elles grandes ou petites. La République populaire d'Albanie n'a pas permis ni ne permettra qu'il soit porté atteinte à aucun de ses droits, si petit soit-il. De son côté, elle s'est engagée et s'engage à n'empiéter sur les droits de personne.

Notre Parti et notre gouvernement n'ont cessé de mener une lutte résolue contre les tentatives criminelles des révisionnistes khrouchtchéviens et de leurs tenants pour se servir du Pacte de Varsovie et du Comecon comme d'instruments de pression, d'ingérence et d'agression à l'encontre de notre pays. Nous défendrons nos droits jusqu'au bout et dénoncerons inlassablement la Trahison et les complots des nouveaux tsars du Kremlin, en ce qui concerne non seulement les intérêts et les droits de l'Albanie, mais encore les droits et les intérêts du socialisme et de la paix en général.

Dans ses relations économiques et ses échanges commerciaux, la République populaire d'Albanie continuera de respecter les engagements mutuels contractés, mais elle ne permettra pas que, pour des motifs ne dépendant pas d'elle ou à cause de l'activité hostile d'autres Etats, ces accords soient violés et qu'il soit porté préjudice à son économie. Elle exigera la réparation des dommages qu'elle a subis jusqu'au dernier sou. Nos partenaires peuvent eux aussi invoquer ce droit au cas où la République populaire d'Albanie violerait les contrats signés et léserait les autres parties contractantes par ses agissements illicites.

Notre pays entretient des relations diplomatiques normales avec 35 Etats et des relations commerciales et culturelles avec un encore plus grand nombre de pays. *[Au mois d'août 1981, la RPS d'Albanie entretenait des relations diplomatiques avec 95 Etats.]* Il est en train d'élargir continuellement ces relations et est prêt à en établir d'analogues avec d'autres Etats également, indépendamment de la différence de forme de leur régime social et politique, mais en toute occasion sur la base des principes connus de l'égalité, de la non-ingérence, du respect réciproque de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, de l'avantage mutuel et de la coexistence pacifique. La République populaire d'Albanie a respecté et respectera avec la plus grande rigueur ces principes dans ses rapports avec les autres Etats et elle exigera que ceux-ci également les respectent à son endroit...

II - L'ACCOMPLISSEMENT DU TROISIEME PLAN QUINQUENNAL ET LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET DE LA CULTURE DANS LES CINQ ANNEES A VENIR

Le IV^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie a marqué pour notre pays le passage à la nouvelle étape historique de l'édification complète de la société socialiste. Le 3^e plan quinquennal constituait le premier pas dans l'application de la ligne du Parti à la solution des problèmes fondamentaux de cette étape. L'objectif principal de ce plan consistait à acheminer notre pays dans la voie de sa transformation, de pays agricole-industriel qu'il était, en un pays industriel-agricole, d'accroître la production agricole à un rythme accéléré et, partant, d'élever le niveau de vie matérielle des masses laborieuses, de promouvoir l'enseignement et la culture populaires.

Pour mener à bien ces tâches, le Parti et le peuple ont œuvré et lutté dans des conditions difficiles, créées par la direction traîtresse révisionniste soviétique et ses laquais. Dans leur dessein de saboter l'édification du socialisme dans notre pays, les révisionnistes khrouchtchéviens ont organisé un blocus général contre l'Albanie socialiste, ils ont annulé arbitrairement tous les accords qu'ils avaient conclus avec nous sur les crédits, sur leur aide économique, technique et militaire, rappelé leurs spécialistes, foulé aux pieds tous les autres contrats passés avec le gouvernement albanais et rompu les rapports commerciaux et les relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie.

Dans cette nouvelle situation créée, le Parti et le gouvernement ont adopté et appliqué avec succès une série de mesures. Des rectifications ont été apportées dans les tâches fixées par le plan, la norme d'accumulation dans le revenu national a été portée au-dessus des limites prévues; par ailleurs, les réserves matérielles nécessaires pour assurer le développement ininterrompu de l'économie et garantir la défense de la patrie en toutes circonstances ont été augmentées, le régime d'économie et l'organisation socialiste du travail ont été renforcés encore davantage, grâce à une meilleure mobilisation et à une utilisation plus efficace de toutes les possibilités et réserves intérieures.

La période du 3^e quinquennat a été pour notre peuple et notre Parti la période d'épreuve la plus difficile qu'ils aient connue après la Lutte de libération nationale. Néanmoins, notre Parti se présente à son V^e Congrès avec à son actif de grands succès et de magnifiques résultats. Les plans des révisionnistes et des impérialistes ont complètement et honteusement échoué. L'Albanie socialiste, dirigée avec sagesse, clairvoyance et hardiesse par le Parti, grâce à l'élan révolutionnaire et au patriotisme élevé des masses laborieuses, est allée de l'avant, a brisé le blocus, lutté avec acharnement contre les révisionnistes et les impérialistes, pour sortir de ces épreuves, comme toujours, victorieuse, car il n'est aucune force au monde qui puisse entraver la marche victorieuse de notre révolution socialiste.

B. - LES PRINCIPALES ORIENTATIONS ET TÂCHES DE L'ÉDIFICATION SOCIALISTE DANS LE CADRE DU NOUVEAU PLAN QUINQUENNAL (1966-1970)

Les tâches principales du 4^e plan quinquennal, qui vont être soumises à l'approbation du présent Congrès, dérivent du contenu fondamental de l'étape d'édification totale de la société socialiste dans laquelle avance notre pays. Ces tâches correspondent aux besoins et aux possibilités de développement de l'économie et de la culture et ont pour point de départ les conditions intérieures et extérieures dans lesquelles notre Parti et notre peuple luttent pour l'édification du socialisme.

Les tâches essentielles de la ligne générale du Parti pour l'édification totale de la société socialiste ont été et demeurent: l'accroissement ininterrompu des forces productives, et, sur cette base, l'amélioration du bien-être du peuple ; le perfectionnement, sur une juste voie révolutionnaire, des rapports de production socialistes ; l'approfondissement de la révolution socialiste dans le domaine de l'idéologie et de la culture ; l'affermissement de la dictature du prolétariat et de l'unité du peuple avec le Parti à travers une lutte de classe acharnée et implacable contre les ennemis du dedans et du dehors et contre les influences étrangères ; l'accroissement de la capacité défensive du pays. Parallèlement, le Parti poursuit la ligne qui consiste à restreindre graduellement la distinction entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture et entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Conformément à cette ligne générale, il faudra, au cours du 4^e quinquennat, assurer le développement ultérieur des forces productives du pays en vue d'accélérer l'édification complète de la base matérielle et technique du socialisme. On y parviendra en poursuivant l'industrialisation socialiste du pays et en accroissant la production industrielle grâce à l'utilisation plus complète des capacités de production en exploitation et à la construction de nouveaux ouvrages, en concentrant nos forces pour développer encore plus rapidement la production agricole, et avant tout la production céréalière, en premier lieu par une intensification plus poussée de l'agriculture. La base constituée par l'accroissement de la production sociale servira de fondement à l'élévation du niveau de vie matériel et culturel du peuple, et augmentera la puissance défensive de la patrie.

Dans le domaine de **l'industrie**, il est prévu que la production industrielle globale, en 1970, soit d'environ 50-54 % supérieure aux chiffres de 1965. A cette fin, les branches des industries de transformation, lourde et légère, connaîtront un important développement. Pour la première fois on produira dans notre pays des métaux ferreux laminés, des engrais azotés et phosphatés pour l'agriculture, de la soude caustique et calcinée, du bronze, des ustensiles émaillés, des ampoules électriques, des plaques en fibre, différentes sortes de papier et de carton et d'autres produits. L'industrie textile sera renforcée et l'industrie alimentaire connaîtra une expansion continue.

Le nouveau plan quinquennal prévoit de grandes tâches pour le développement de **l'agriculture**. Au cours du 4^e quinquennat, la production agricole globale par rapport au quinquennat précédent, enregistrera une augmentation de 41-46 %. La tâche fondamentale de l'agriculture au cours de cette période, consiste, en premier lieu, à accroître la production de céréales panifiables, de pommes de terre, de riz et de matières grasses alimentaires. Un accroissement ultérieur sera également obtenu dans la production des cultures industrielles, dans le développement de l'élevage, en vue d'obtenir plus de viande et de lait, ainsi que dans l'accroissement de la superficie forestière. Une attention particulière devra être portée au défrichement de terres nouvelles.

Afin d'assurer le développement ininterrompu de l'économie et de la culture, les investissements et les grands travaux au cours du 4^e quinquennat, connaîtront un important accroissement. Le volume des investissements pour ce quinquennat doit, selon les prévisions, être d'environ 34 % supérieur à celui du quinquennat écoulé, alors que le volume des grands travaux connaîtra une augmentation d'environ 18 %.

Par suite du développement de l'industrie et de l'agriculture, de l'augmentation du rendement du travail, de l'accroissement du nombre des travailleurs et de la baisse continue des frais de production et de circulation, le **revenu national**, en 1970, par rapport à 1965, se sera élevé de 45-50 %.

De pair avec l'augmentation de la production industrielle et agricole et l'amélioration du bien-être du peuple, le **commerce socialiste**, au cours du 4^e quinquennat, connaîtra un développement ultérieur. Le volume de la circulation des marchandises, en 1970, sera de 25-27 % supérieur à celui de 1965.

Pour assurer le développement de la **révolution** culturelle il faudra veiller avec un soin particulier au développement incessant de **l'enseignement et de la culture**. Au cours du 4^e quinquennat, le nombre des écoles augmentera et l'enseignement obligatoire de huit ans sera mis en vigueur dans tout le pays. La culture se développera sous tous les aspects, surtout dans les campagnes, et le travail de recherche et l'expérimentation, scientifiques seront portés à un plus haut niveau...

1. - LA POURSUITE DE L'INDUSTRIALISATION DU PAYS DEMEURE L'UNE DES TACHES VITALES POUR L'EDIFICATION DU SOCIALISME

Le Parti a toujours considéré que l'industrialisation est une des tâches les plus importantes de l'édification du socialisme dans notre pays, une tâche dont l'accomplissement est indispensable pour que la révolution socialiste soit portée plus avant sur le front économique. Dans cet esprit, le Parti poursuit avec continuité la ligne visant à transformer l'Albanie, de pays agricole-industriel en un pays industriel-agricole, puis en un pays industriel à agriculture avancée.

Notre Parti reste fidèle au principe selon lequel chaque pays socialiste, s'appuyant avant tout sur ses propres forces, sur ses richesses et ses ressources intérieures, doit édifier une économie développée, dotée d'une industrie puissante et d'une agriculture avancée, en mesure de garantir l'indépendance du pays et son développement ininterrompu dans la voie du socialisme. Le développement et le renforcement sous tous les aspects de chaque pays socialiste sont dans l'intérêt de tous les autres pays. Cela, loin de la restreindre, élargit au contraire leur collaboration économique sur de justes bases léninistes. Aussi, l'aide des pays socialistes plus développés aux autres pays doit-elle précisément viser

à l'édification d'une économie aussi avancée que possible, de façon que chaque pays socialiste ou nouvellement libéré puisse marcher avec ses propres jambes.

C'est pour cette raison que le Parti du Travail d'Albanie a fermement dénoncé et démasqué la ligne de trahison des révisionnistes khrouchtchéviens qui, soucieux de leurs intérêts nationalistes et chauvins, ont toujours cherché à imposer aux pays socialistes une politique économique antisocialiste, et cela à des fins capitalistes et impérialistes. Sous le couvert de la soi-disant division internationale du travail, de la spécialisation et coopération, les révisionnistes khrouchtchéviens cherchent à empêcher la véritable industrialisation de ces pays, à les exploiter comme sources de matières premières agricoles et minérales, et comme un débouché pour l'écoulement de leurs produits industriels, à les réduire à des pays économiquement dépendants, puis, sur cette base, à saper leur indépendance économique et politique, et à les soumettre à leur diktat révisionniste.

Les titistes, naguère, et les khrouchtchéviens, plus tard, se sont efforcés d'imposer à notre pays cette ligne antisocialiste, ils ont cherché à nous détourner de la voie de l'industrialisation socialiste en avançant toutes sortes «d'arguments»: tantôt en nous promettant que leur industrie satisferait aussi à nos besoins; tantôt en invoquant le climat, comme si le climat avait destiné notre pays à n'être qu'un «jardin en fleurs» plein de fruits et de plantes industrielles; tantôt en nous dissimulant intentionnellement certaines données géologiques afin de prouver que nous souffrions d'une pénurie des matières premières nécessaires au développement de l'industrie; tantôt en intervenant directement pour suspendre les investissements dans le secteur du pétrole et ailleurs, sous prétexte que ce serait de l'argent gaspillé, que chez nous l'industrie pétrolière n'a pas de perspectives de développement, etc., etc. Si le Parti, sur cette question vitale pour les destinées du socialisme, avait suivi le cours que voulaient lui imposer la clique de Tito et celle de Khrouchtchev, il aurait commis un suicide et en même temps un acte de trahison envers les intérêts supérieurs de la patrie, du peuple et du socialisme.

Mais notre Parti n'est pas tombé dans ce piège. Il a combattu courageusement les points de vue révisionnistes et appliqué la juste ligne marxiste-léniniste de l'industrialisation socialiste. En traduisant cette ligne dans les faits, et cela au prix d'immenses efforts et de lourdes privations de la part de la classe ouvrière et de tout notre peuple, notre Parti a toujours eu pour but de créer graduellement une industrie à branches multiples, lourde et légère, permettant la mise en valeur et la transformation de nos ressources naturelles et de nos produits agricoles en vue de satisfaire toujours mieux les besoins du développement de l'économie ; il a eu pour objectif d'élever le rendement du travail social, de réaliser un développement intensif et complexe de l'agriculture, d'améliorer le bien-être du peuple et d'augmenter le potentiel défensif de la patrie.

Grâce à cette politique, le rôle de l'industrie, en tant que branche maîtresse de toute l'économie du pays, s'est accru. A l'heure actuelle, la production industrielle globale est de 34,8 fois supérieure à celle d'avant-guerre. La production des moyens de production a augmenté de 34,3 fois et celle des articles de consommation de 35 fois. L'industrie fournit 39 % du revenu national au lieu des 4 % qu'elle en produisait en 1938, et la production Industrielle représente 56,6 % de la production industrielle et agricole globale, au lieu de 8 % avant la libération. L'Albanie, naguère foncièrement agraire et arriérée, sans forces techniques ni ouvriers qualifiés, source de matières premières et appendice des monopoles impérialistes, exploite à présent de multiples richesses de son sol et de sors sous-sol; elle réalise elle-même le traitement du pétrole, du cuivre, du fer et des matières premières agricoles, produit des machines, des équipements techniques et des engrais chimiques, construit des complexes industriels, des usines, des fabriques, des centrales hydro-électriques, des chemins de fer. Elle se transforme graduellement en un pays industriel-agricole. Les forces et les ressources intérieures, la pensée créatrice, le labour et la sueur des masses travailleuses ont été et demeurent le facteur décisif de notre industrialisation socialiste.

Notre Parti, fidèle à sa juste ligne marxiste-léniniste d'industrialisation socialiste, attache, dans le 4^e plan quinquennal également, une importance particulière au développement rapide et judicieusement orienté de l'industrie. Dans le nouveau plan, on le verra, ce développement est étroitement lié, en

premier lieu, à l'élargissement du front de la mise en valeur des richesses naturelles par l'introduction sans cesse accrue, dans le circuit économique, de nouveaux gisements de minerais utiles et de combustibles, et en en accroissant la valeur par leur traitement dans le pays même.

A cette fin, le 4^e quinquennat, plus qu'aucun des quinquennats antérieurs, sera marqué par un grand pas en avant dans la construction de nouvelles mines et usines, en vue d'augmenter la production et le traitement du pétrole et des minéraux utiles et d'améliorer la structure de la production industrielle.

La mise en œuvre de ce vaste programme donnera une nouvelle et puissante impulsion au développement de l'industrie minière, qui, dans nos conditions, occupe la première place dans la production des moyens de production. Sur cette base, les branches existantes seront élargies et de nouvelles branches de l'industrie lourde de transformation, telles que la métallurgie du cuivre, la sidérurgie et celle du ferrochrome, l'industrie mécanique, l'industrie chimique et autres, verront le jour.

Ainsi notre pays s'engagera dans une nouvelle phase d'industrialisation, celle du développement de l'industrie lourde de transformation, qui représente un élément décisif pour assurer la supériorité de la production des moyens de production, dans le cadre de l'ensemble de l'industrie. Le passage à cette phase du développement industriel non seulement entraînera de grands changements qualitatifs dans la structure de l'industrie mais accroîtra aussi le potentiel de toute l'économie nationale, renforcera son indépendance, secondera mieux l'agriculture dans son développement intensif, grossira les rangs de la classe ouvrière et augmentera surtout le nombre des techniciens, des ingénieurs et des autres cadres qualifiés. Cela constituera une nouvelle grande victoire de la politique du Parti dans l'industrialisation du pays.

Afin de garantir à l'industrie minière et aux autres branches de l'industrie lourde de transformation, pour une période aussi longue que possible, un développement ininterrompu et accéléré, **le Parti a porté et porte une attention particulière à l'intensification des travaux géologiques.** Nombre de ressources enfermées dans notre sous-sol restent encore endormies. Il nous faut les chercher et les mettre au jour, afin de les exploiter largement et de les utiliser pour le bien du peuple, pour le renforcement de notre économie et de notre patrie. Le Parti a confié à nos géologues la noble tâche de guider, par leur travail, notre industrialisation socialiste.

La contribution apportée par les géologues a été particulièrement importante durant les années du 3^e quinquennat, lorsqu'il leur fallut résoudre bien des problèmes compliqués et surmonter de grosses difficultés, du fait que les révisionnistes khrouchtchéviens retirèrent leurs spécialistes du secteur de la géologie, et abandonnèrent les travaux entrepris, en cachant et emportant aussi des données géologiques qu'ils avaient recueillies. Faisant preuve d'une ferme et héroïque attitude ainsi que d'un sentiment élevé de responsabilité, nos ouvriers, techniciens et géologues, quoique nouveaux dans ces travaux, loin de les interrompre, les ont poussés plus avant avec succès. En décembre 1961, nos travailleurs du secteur géologique se sont engagés à s'acquitter en 4 ans des tâches qui leur avaient été assignées par le IV^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, et, pour certains minéraux, en un temps encore plus court. Ils ont tenu parole et réalisé les engagements pris.

L'extension et l'élévation qualitative du travail de prospection et de recherche scientifique dans le secteur de la géologie, secteur aussi difficile que vital, constituent un des plus importants objectifs de la politique du Parti pour le développement de l'industrie au cours du 4^e quinquennat. Le plan quinquennal actuel, s'appuyant sur les résultats obtenus et sur l'expérience acquise, fixe des tâches considérables pour la découverte de réserves industrielles de riche teneur en pétrole, gaz naturel, chrome, cuivre, ferronickel, phosphorites, et de matières premières utilisables dans la construction. A cet effet, les investissements dans le secteur de la géologie augmenteront de plus de 20 % par rapport au 3^e quinquennat.

Le renforcement de la base des matières combustibles et l'accroissement de la production d'énergie électrique sont considérés par le Parti comme un facteur décisif pour le développement

de l'industrie et de l'économie nationale dans son ensemble. En s'employant à donner au secteur des matières premières combustibles la structure la plus efficiente et la plus rentable, le Parti souligne la nécessité d'accroître, en premier lieu, la production de pétrole brut et de gaz naturel, sans que cela n'affecte naturellement en rien l'intérêt qu'il porte à l'augmentation de la production des autres combustibles et en particulier de la houille.

L'accroissement continu des besoins de l'économie nationale et de la défense du pays en pétrole et ses sous-produits, le poste de priorité que le pétrole occupe dans la balance des combustibles, font du développement de cette branche à un rythme élevé une des questions les plus aiguës de notre 4^e plan quinquennal...

Concernant le développement de l'industrie et la fixation des rythmes et des proportions de la production industrielle, le Parti a toujours insisté sur la nécessité d'accroître la production d'énergie électrique à un rythme plus élevé... D'autre part, pour satisfaire aux besoins sans cesse grandissants de l'économie nationale en énergie électrique et assurer le développement à long terme de cette industrie, en particulier pour répondre aux besoins de l'électrométallurgie, il a été décidé qu'au cours du 4^e quinquennat sera entamée la construction de la grande et puissante centrale hydro-électrique de Vau i Dejës sur le Drin.

Vu que le bois reste le principal combustible satisfaisant aux besoins de la population, qu'il est très précieux et constitue un poste déficitaire dans notre économie, la plus grande parcimonie dans sa consommation doit être considérée comme un grand devoir patriotique pour chaque travailleur et chaque citoyen. Dans ce sens, il convient d'appuyer et de diffuser largement l'initiative prise par le district de Lushnja, qui recommande à chaque coopérative agricole de créer sa propre forêt, afin de s'assurer le bois de construction et de chauffage nécessaire à ses propres besoins.

La satisfaction toujours plus complète des besoins et des demandes sans cesse croissantes des masses travailleuses en produits de large consommation a été et **reste l'objet de l'attention particulière du Parti dans sa politique de développement des industries légère et alimentaire, de l'artisanat et des autres branches relatives aux services.** Aussi prévoit-on qu'au cours du 4^e quinquennat le volume de la production augmentera de 43-45 % dans l'industrie légère et de 20-24 % dans l'industrie alimentaire.

Le Parti, qui ne ménage aucun effort pour accroître la production des biens de consommation courante, fixe comme une tâche urgente l'amélioration de leur structure et de leur qualité, afin de faire en sorte que les marchandises produites soient meilleures, plus solides, plus simples, plus belles et meilleur marché.

Le travail commencé par les travailleurs de l'industrie textile, de l'industrie des vêtements de confection, de transformation du bois et autres, doit être vigoureusement porté en avant et largement diffusé dans toutes les branches de l'industrie qui produisent des articles de consommation courante.

Il doit être clair pour tous que la lutte pour la qualité est en même temps une lutte pour la quantité, car la qualité prolonge la durée d'usage des articles et économise les valeurs matérielles et le travail social. Aussi l'amélioration de la qualité doit-elle être l'objet d'une lutte tout aussi persévérante, sinon plus, que la réalisation du plan en quantité.

Le développement de l'industrie et l'accroissement de la production industrielle doivent être réalisés à travers l'exploitation complète des capacités de production existantes, ainsi que par la construction de capacités nouvelles. Mais il faut souligner que plus le temps passe, et plus l'exploitation intensive des capacités productives existantes et l'élévation de la productivité du travail doivent devenir des facteurs de première importance dans l'accroissement ininterrompu de la production industrielle. C'est précisément pour cette raison que le 4^e plan quinquennal prévoit qu'environ 60 % de l'accroissement de la production industrielle sera assuré par l'utilisation des capacités productives et l'élévation de la

productivité du travail des entreprises en exploitation, et environ 40 % par les établissements nouvellement construits. C'est seulement en avançant dans cette voie que l'on pourra augmenter de façon continue l'efficacité de notre industrie.

L'expérience utile dans ce sens ne nous fait pas défaut. Au cours du 3^e plan quinquennal, malgré le fait que quelques nouveaux ouvrages industriels n'ont pas été construits ou ont été ajournés, les usines et fabriques existantes, dépassant leurs plans fixés, ont fourni une aide considérable pour l'heureux accomplissement, dans l'ensemble, des objectifs fixés par le IV^e Congrès, pour l'augmentation de la production industrielle globale. Dans quelques branches et entreprises industrielles, et notamment dans celles du traitement du pétrole, de la métallurgie du cuivre, du ciment, de l'industrie textile, du sucre, etc., les capacités projetées de production ont été dépassées en moyenne de 10 %.

Les organisations du Parti et les organismes économiques ont pour tâche de tirer les enseignements nécessaires de cette expérience qui doit servir de base au travail de chaque entreprise, atelier, brigade et ouvrier, de façon à obtenir des machines et des équipements le plus grand rendement possible. A cet effet, il est indispensable de passer au plus tôt au travail par relèves de deux ou de trois équipes complètes, partout où les conditions le permettent, d'éviter le plus possible le caractère saisonnier de la production, d'élever continuellement le niveau technique et professionnel des travailleurs et d'assurer l'approvisionnement régulier et ininterrompu des usines en matières premières et surtout en matières provenant de l'agriculture.

Afin d'assurer un rapide accroissement de la production industrielle, fondé sur l'élévation de la productivité du travail, les organisations du Parti et les collectifs des entreprises industrielles doivent obligatoirement déployer tous leurs efforts pour faire maîtriser le plus tôt et le mieux possible la nouvelle technique dont notre industrie se dote chaque jour davantage. En vue de limiter le plus possible le travail manuel à rendement réduit et d'en améliorer la qualité il convient de veiller particulièrement à l'élévation technique de la production dans les entreprises de l'artisanat coopéré.

Pour élever le degré de mécanisation du travail dans l'industrie, l'agriculture, le bâtiment, les transports, l'artisanat, etc., et éliminer les lieux exigus de production, il est temps que l'industrie mécanique entreprenne la production en série de machines et d'équipements détachés ou complets. Afin de mener à bien cette tâche, des mesures doivent être prises au plus tôt en vue d'organiser les bureaux d'étude de projets, de construction et de technologie, et les premiers pas faits dans la voie de la coopération et de la spécialisation de la production doivent nous permettre d'étendre et d'approfondir davantage notre travail dans ce sens, en recherchant les formes les plus appropriées et les plus avantageuses pour les conditions de notre pays.

2. - LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE, MAILLON ESSENTIEL DANS LA CHAINE DES PRINCIPALES TACHES ECONOMIQUES DU 4^e QUINQUENNAT

Durant toute la période de l'édification socialiste, le Parti, considérant l'agriculture comme l'une des branches principales de l'économie, lui a consacré le plus grand soin. Le pouvoir populaire n'a cessé de faire de très gros investissements pour mécaniser l'agriculture, assainir et irriguer des plaines, l'aider en engrais chimiques, semences sélectionnées et en crédits de toute nature, pour la pourvoir de cadres qualifiés.

Le Parti a toujours étroitement rattaché le développement de l'agriculture à l'édification du socialisme dans les campagnes, qui est et restera une révolution continue comportant une série de transformations de caractère social, économique, idéologique, culturel et technique.

Grâce à la juste ligne marxiste-léniniste du Parti, nos villages, unis en des économies collectives, ont fait de grands progrès dans tous les domaines. Sans l'ordre coopératif on ne pourrait jamais concevoir ni l'accroissement des produits agricoles, ni l'élévation du niveau de vie matériel et culturel de la paysannerie au degré actuel. En 1965, la production agricole globale était de 2,3 fois supérieure à celle

de 1938, la superficie des terres arables avait augmenté de 74 %, la superficie irrigable de 7 fois, en sorte que la moitié de la superficie de nos champs est actuellement irriguée. Dans l'agriculture sont engagés 7 630 tracteurs (calculés en unités de 15 CV) en regard de 30 tracteurs qui existaient en tout avant la libération. *[En 1979, le nombre des tracteurs calculés en unités de 15 CV atteint, en Albanie, le chiffre de 18 369. Le premier tracteur de fabrication albanaise sortit en 1978.]* Le rendement à l'hectare de toutes les cultures s'est accru et continue de s'accroître d'année en année. Les revenus de la paysannerie ont augmenté et la condition économique, sociale et culturelle des villages est allée sans cesse s'améliorant.

Le développement de l'agriculture et l'expérience de l'édification du socialisme dans nos campagnes confirment l'importance et la valeur universelle des enseignements du marxisme-léninisme, selon lesquels l'unique voie pour assurer l'édification du socialisme dans les campagnes, dans les pays à petites exploitations agricoles morcelées, consiste dans la collectivisation. Toute autre voie, en dehors de la collectivisation, ne fait que conduire au développement ou à la restauration du capitalisme dans les campagnes.

Les révisionnistes modernes, yougoslaves et autres, prônent le développement spontané des campagnes et renient le rôle dirigeant du parti et de l'Etat dans la transformation socialiste des campagnes. Ils ont tiré de la poubelle et propagent la thèse périmée de leurs précurseurs sur l'intégration spontanée du village au socialisme, seulement après que l'industrialisation du pays sera achevée. Mais la vie et l'expérience de notre pays et des autres pays socialistes ont prouvé que ces points de vue sont totalement anti-marxistes, réactionnaires et hostiles, que leur dessein est de préserver les positions de la bourgeoisie dans les campagnes et de perpétuer le système capitaliste dans l'agriculture.

Dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir et où la collectivisation était achevée, on marche aujourd'hui à rebours, dans la voie de la restauration du capitalisme, précisément parce que l'on y a trahi les enseignements léninistes sur la voie de l'édification du socialisme dans les campagnes. En Union soviétique, après la suppression des Stations de Machines et de Tracteurs, on est en train de prendre des mesures en vue de morceler la propriété collective en créant les soi-disant «sociétés productrices» qui sont tenues de payer des droits de louage pour les champs et les autres moyens de production ; la superficie des lopins individuels est étendue aux dépens de la propriété collective, les limitations concernant la possession à titre personnel des bêtes productives et de trait sont supprimées. En même temps, le travail collectif est remplacé par le travail individuel, la répartition selon le travail fourni est en train de céder la place à la course au gain, et les exploitations agricoles sont entièrement libres de se développer de façon spontanée et d'adapter toute leur activité économique et productive aux demandes anarchiques, à la concurrence, au libre jeu des prix sur le marché.

Cette politique antisocialiste a causé de grandes difficultés dans ces pays. On y assiste à l'exode rural. Les rythmes de développement de l'agriculture sont en baisse, les plans ne se réalisent pas et la pénurie des produits végétaux et animaux s'accroît toujours plus. En Union soviétique, la production agricole, au cours du dernier plan septennal, au lieu de s'accroître de 70 % comme prévu, n'a augmenté que de 14 %. Le plan de défrichement de terres nouvelles, le culte du maïs porté aux nues, et les organisations et réorganisations des khrouchtchéviens, se sont avérés de grosses gaffes qui ont accentué encore davantage les difficultés et le chaos dans l'agriculture. De grande exportatrice de céréales qu'elle était auparavant, l'Union soviétique, s'est vue contrainte ces dernières années d'importer d'énormes quantités de grains, en tendant la main aux impérialistes américains et autres.

Notre Parti reste fidèle à la ligne selon laquelle nous devons posséder non seulement une industrie développée mais aussi une agriculture avancée ; pour que notre économie soit solide et indépendante, elle doit s'appuyer sur ses deux jambes : sur l'industrie et sur l'agriculture. C'est là une grande question de principe qui revêt une importance particulière pour notre pays. Nous sommes un pays agricole-industriel et la majorité de la population active s'occupe d'agriculture. Les besoins de la population et de l'économie en céréales et autres produits animaux et végétaux vont sans cesse croissant. Les

rythmes de développement de l'industrie et des industries légère et alimentaire en particulier, dépendent directement de la quantité des matières premières produites par l'agriculture. Les demandes d'exportation de produits agricoles sont aussi en hausse. L'extension du marché intérieur est conditionné dans une large mesure par l'accroissement des revenus de la paysannerie, par l'augmentation de ses échanges économiques, elle-même fondée sur l'accroissement des productions végétales et animales. En dernier lieu, l'amélioration plus rapide de la condition économique de la population, est elle-même inconcevable sans que soit accéléré le développement de l'agriculture.

Le Parti, pesant et estimant à leur juste valeur tous ces facteurs, fixe, dans le 4^e plan quinquennal, de très vastes et très importantes tâches pour promouvoir le développement de l'agriculture. Ce plan assigne à celle-ci la première place dans le développement de l'économie dans son ensemble.

La tâche fondamentale de l'agriculture et de toute l'économie nationale consiste à accroître la production de céréales panifiables...

Le Parti considère la réalisation de cette tâche comme une question vitale non seulement pour résoudre une fois pour toutes le problème du pain dans le pays et créer des réserves pour l'avenir, mais aussi comme un moyen pour donner une impulsion nouvelle au développement de toutes les autres branches de l'agriculture et alléger l'économie nationale dans son ensemble des grandes dépenses engagées par l'Etat pour l'importation de grains. Cela constituera une des plus grandes victoires politiques et économiques du Parti et du pouvoir populaire, car la lutte pour nous suffire en céréales panifiables a été et demeure pour nous la lutte pour le socialisme.

En fixant pour tâche l'accroissement de la production de céréales panifiables, le Comité central est fermement convaincu que la paysannerie patriote, secondée par la classe ouvrière et les autres travailleurs des villes, mettra en œuvre toutes ses forces et atteindra avec honneur le but fixé dans cet important domaine. L'année agricole en cours ne l'a-t-elle pas démontré on ne saurait mieux ? La paysannerie laborieuse, mobilisée sous le mot d'ordre «lutter pour se suffire en céréales» a obtenu de très bons résultats. Les rendements planifiés, quoique supérieurs à ceux des années précédentes, ont été réalisés avec succès. Nombre de coopératives des montagnes ont réussi, pour la première fois cette année, à produire elles-mêmes la quantité de céréales nécessaire à leurs besoins. La réalisation du plan dans la production de pommes de terre constitue aussi une grande victoire. En réponse à l'appel du Parti, les superficies, ensemencées ont quadruplé et la production sera multipliée à peu près par cinq. Par là même, on a renversé les conceptions arriérées selon lesquelles cette plante, chez nous, ne pouvait être cultivée sur de larges superficies et dans n'importe quelle région. Ainsi a été mise au jour une importante source qui nous permettra de nous assurer notre pain, car la pomme de terre, c'est du pain. A cette occasion, permettez-moi de féliciter, pour cette importante action, toute la paysannerie laborieuse et de façon particulière les effectifs de notre armée populaire, devenue, à proprement parler, le pionnier de l'action de masse de la culture de la pomme de terre. L'expérience de cette année est donc très encourageante et la tâche fixée pour le 4^e quinquennat en ce qui concerne l'accroissement de la production des céréales sera sans nul doute accomplie.

Le Parti continuera de déployer des efforts pour renforcer encore le caractère diversifié de l'agriculture et assurer son développement rentable. A cet effet on augmentera la production des plantes industrielles ; on étendra les cultures fruitières en montrant plus de soin pour le choix des variétés d'arbres fruitiers ainsi que pour l'amélioration radicale de la technique agricole, de manière à rehausser la valeur des fruits pour la consommation intérieure comme pour l'exportation. Durant l'actuel quinquennat un plus grand soin sera consacré à l'accroissement et à la protection de nos forêts.

Le développement de l'élevage sera l'objet d'une attention particulière ; cette activité constitue en effet une richesse précieuse et une source importante de la satisfaction des besoins du peuple ainsi que de l'extension de certaines branches des industries légère et alimentaire. Il faudra pour cela obtenir un accroissement numérique du cheptel dans toutes les espèces qui le composent, en veillant en particulier à l'augmentation du nombre des vaches, qui constitue la base de celle des bovins.

L'augmentation du nombre des vaches et des bovins en général se combine aussi bien avec l'extension de la superficie des terres mises en culture à partir des pâturages, des prairies, des collines, des taillis et des bois, qu'avec le développement d'une agriculture intensive.

Pour obtenir une augmentation de la quantité des produits de l'élevage, il est indispensable aussi d'améliorer la race de toutes les espèces de bétail et particulièrement celle des bovins. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour entreprendre sur une large échelle, dans les zones de plaines comme dans les zones de collines et de montagnes, un travail d'amélioration de la race bovine sur la base d'une répartition en régions qui reste à fixer, et mener à bien cette tâche dans le plus bref délai. Le problème-clé pour le développement de l'élevage et l'accroissement de sa production consiste, comme toujours, à assurer et à renforcer la base fourragère. Celle-ci, en dépit de la mise en culture de terres nouvelles, loin d'être diminuée, sera complétée dans la mesure nécessaire, en accordant un soin accru au travail de nettoyage des pâturages, à leur exploitation rationnelle et à l'augmentation de la production de plantes fourragères... L'essor rapide de l'agriculture ne peut devenir une réalité si la lutte pour l'intensification des cultures ne s'accompagne pas d'un effort soutenu et de longue durée pour le défrichement de terres nouvelles. Notre pays, quoique de relief montagneux prononcé, possède encore d'importantes réserves permettant l'extension des superficies ensemencées de céréales panifiables et d'autres plantes agricoles. Ces réserves sont généralement situées dans des régions d'une certaine altitude et reculées. Voilà pourquoi, pour mettre en culture des terres nouvelles, nous devons porter nos regards sur nos collines et nos montagnes.

Il ne fait aucun doute que cette directive du Parti et la tâche fixée par ce plan quinquennal pour le défrichement de terres nouvelles seront mises en oeuvre avec succès. Il suffit de rappeler que, rien que dans la première année du quinquennat en cours, les terres nouvelles défrichées dépassent de 30 % les superficies défrichées au cours des deux dernières années du 3^e quinquennat prises ensemble. Ce fait renverse les prévisions même les plus audacieuses qui avaient été faites dans ce sens.

Il est du devoir des organisations du Parti de maintenir vivant et de porter à un degré encore supérieur l'élan révolutionnaire qui s'est emparé de notre paysannerie patriote pour la mise en culture de terres nouvelles au cours de la première année de l'actuel quinquennat.

Avec le défrichement sur une vaste échelle des terres nouvelles durant le présent quinquennat et les quinquennats à venir, les zones de collines et de montagnes verront s'ouvrir à elles de grandes et brillantes perspectives de développement. Le mot d'ordre du Parti, du pouvoir et du peuple tout entier, doit être : **«Attaquons-nous aux collines et aux montagnes pour les embellir et en faire des terres aussi fertiles que les plaines».**

Pour le développement de ces zones, outre le travail infatigable que doit fournir la paysannerie elle-même, travail qui constituera le facteur décisif pour l'amélioration de son bien-être et l'élévation de son niveau culturel, le Parti et le gouvernement ont pris aussi des mesures d'ordre économique en vue de faciliter cette tâche, et notamment: la cession aux coopératives, pour qu'elles l'utilisent à des fins d'investissement, du produit de tous les impôts agricoles pendant cinq ans et la hausse de prix de stockage du blé et de la viande. Ces mesures, qui accompagnent l'autre forme d'aide de l'Etat en moyens matériels et financiers aussi qu'en cadres, aideront au renforcement économique des zones de collines et de montagnes et entraîneront une accélération des rythmes d'accroissement de la production et du progrès social dans ces zones. Parallèlement, les exploitations agricoles non encore collectivisées [*Commencée en novembre 1946, la collectivisation de l'agriculture en Albanie se développa progressivement et fut achevée en 1967.*] et qui représentent environ 10 % des terres cultivées appartenant à la paysannerie, doivent être épaulées par le Parti et l'Etat afin qu'elles puissent trouver les formes les plus appropriées d'organisation du travail et de production sur des bases collectives socialistes.

Le Parti et le pouvoir doivent peser et étudier avec un grand soin et de façon rationnelle la question du développement de l'agriculture dans les montagnes. Ils doivent mener dans ce sens un travail

persévérant, ne pas se contenter de faibles résultats ni trop vite s'enthousiasmer sur les succès remportés, car dans cette entreprise grandiose et sans précédent dans l'histoire de notre pays le chemin à parcourir est hérissé de difficultés et d'obstacles qui doivent être et seront sûrement surmontés.

Le défrichement des terres de collines et de montagnes, doit, dès le présent quinquennat, être mené selon un plan perspectif qui prévoie la surface, l'emplacement et l'époque des défrichements à effectuer par la paysannerie et les coopératives agricoles, et par l'Etat, en ayant toujours en vue que les terres mises en culture par celui-ci doivent constituer de grandes unités sur la base desquelles puissent être mises sur pied des fermes d'Etat.

Les organismes du Parti et de l'Etat doivent résoudre le problème de la main-d'œuvre nécessaire à ces fermes. Quelles sont les moyens susceptibles de contribuer à la solution de ce problème ? Une source dans ce sens doit naturellement être constituée par la paysannerie des zones de montagnes. Mais sachant bien, dès à présent, que les coopératives de montagnes auront elles-mêmes besoin d'une main-d'œuvre plus abondante, on ne doit pas attendre beaucoup de ces populations. Une autre source doit être assurée par les coopératives des plaines. A cette fin, dans les dix années à venir, nous devons faire de gros efforts en vue de mécaniser au maximum les travaux agricoles dans les régions plates, pour y libérer ainsi une main-d'œuvre considérable qui passera dans les montagnes. Mais en général la source principale du peuplement des fermes des zones de montagnes sera constituée par la population des villes et en premier lieu par la jeunesse, qui est intrépide, patriote, enthousiaste et qui répond toujours aux directives du Parti.

Le développement de notre agriculture dans cette voie n'entraînera pas seulement un accroissement important des productions agricoles et, partant, la création de réserves considérables, mais aidera aussi à assurer une judicieuse répartition de la population. L'ascension vers les hautes régions éliminera la tendance funeste, antiéconomique, petite-bourgeoise et bureaucratique de descente dans les villes sans prendre en compte si une telle pratique répond ou non aux exigences de l'économie.

Par la mise en œuvre de ces orientations, nos montagnes, aujourd'hui plus ou moins abandonnées et pauvres, deviendront, dans un avenir assez proche, fertiles et prospères. C'est l'homme qui embellit son pays, et c'est par la main et l'intelligence de l'homme que seront transformées nos montagnes.

Nous répétons souvent que nos forêts représentent une grande richesse et qu'elles doivent être protégées. La montée vers les montagnes, le peuplement de ces dernières, feront de nos forêts des richesses vraiment colossales, car des hommes seront là pour les protéger et en prendre soin. Les hommes non seulement les défendront contre les dégradations, mais, sans aucun doute, ils les enrichiront.

Le défrichement, sur une vaste échelle, de terres nouvelles rendra obligatoirement nécessaire le développement ultérieur des diverses espèces de bétail dans les hautes régions. Il est peut-être temps de secouer la tradition jusqu'à présent en honneur qui faisait que nous n'élevions que des moutons et des chèvres sur nos collines et nos montagnes. Dans les conditions nouvelles créées, outre le menu bétail, on devra y développer l'élevage des vaches. Nos montagnes doivent devenir une grande source d'approvisionnement de lait, de viande, de beurre, de fromage, etc. Nous devons créer là-haut, comme on le fait dans beaucoup de pays d'Europe, un élevage moderne et rentable avec une industrie avancée de la transformation du lait, non seulement pour créer l'abondance dans le pays, mais aussi pour exporter nos produits savoureux.

Le peuple accueillera cette action colossale avec enthousiasme, car il verra en elle de grandes perspectives d'avenir. Le Parti a surtout grande confiance en la jeunesse, qui répondra avec enthousiasme à son appel et gravira les montagnes, consciente de lutter ainsi pour la prospérité de la patrie, pour la création, dans ces régions, de villages nouveaux et de villes nouvelles, pour la propagation de la culture et du progrès dans tous les coins du pays, pour la fusion des populations citadines et rurales. Notre jeunesse, avenir de la nation, se trempera de l'esprit communiste et, faisant

siens les traits héroïques de nos montagnards, deviendra une jeunesse d'acier, forte comme nos montagnes.

Le Parti, en ce qui concerne cette action d'envergure, doit prendre toutes les mesures nécessaires, politiques, matérielles et de propagande, afin d'en assurer l'heureuse réalisation. La propagande du Parti doit éveiller chez nos concitoyens l'amour de l'agriculture, de l'élevage, de nos collines, et de nos montagnes légendaires, qui ne seront plus désormais seulement des forteresses naturelles pour la défense de la patrie, mais aussi une importante source pour le développement de notre économie socialiste.

L'accomplissement des grandes tâches fixées par le 4^e plan quinquennal pour l'agriculture, exige que **les coopératives agricoles soient encore renforcées au point de vue économique et organisationnel et qu'elles soient traitées à tous égards comme des organisations économiques bénévoles de la paysannerie.**

En se concertant, comme toujours, avec les larges masses des coopérateurs, le Parti a fait, ces temps derniers, une série de recommandations visant à perfectionner le système de planification, d'organisation et de rémunération du travail dans les coopératives agricoles, à améliorer et à intensifier leurs relations avec les organes économiques de l'Etat et les autres organismes économiques, à ranimer leur vie intérieure et à renforcer en elles le respect des principes fondamentaux de l'initiative et de la démocratie.

Les organisations du Parti et les organes du pouvoir doivent approfondir et pousser plus avant ces mesures afin qu'elles puissent contribuer au renforcement des coopératives, à une mobilisation encore plus vaste de la paysannerie coopérée et élèvent sa conscience socialiste et son esprit révolutionnaire.

Dans les nouvelles circonstances créées, le renforcement économique et organisationnel des coopératives agricoles, est inséparablement lié au renforcement et à l'animation plus marqués de leur vie interne sur des bases de démocratie, au raffermissement de la discipline financière et à une meilleure organisation du travail. A cet effet, il est nécessaire de rehausser le rôle de l'assemblée en tant, qu'organe dirigeant suprême de la coopérative, seul habilité à décider de toutes les orientations principales de son activité économique et d'organisation. Parallèlement, les organes du pouvoir dans les districts et les villages doivent améliorer la direction des coopératives sur les questions fondamentales, perfectionner aussi les formes d'organisation de la gestion et du travail, sans intervenir dans les détails et sur les questions qui sont de la compétence des coopératives et des coopérateurs eux-mêmes, sans entraver l'initiative ni empiéter sur la responsabilité des organes et des cadres élus par eux.

IV - L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION IDEOLOGIQUE ET CULTURELLE

La révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays ne saurait se concevoir sans le développement et l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle. La première se réalise précisément sur la base de cette dernière, dont le but fondamental est l'implantation et le triomphe total de l'idéologie socialiste prolétarienne dans la conscience de tout le peuple travailleur et l'extirpation complète de l'idéologie bourgeoise, l'éducation et la trempe révolutionnaires et communistes, sous tous les aspects, de l'homme nouveau, qui constitue le facteur décisif pour la solution de tous les problèmes importants et complexes de l'édification socialiste et pour la défense de la patrie.

Le Parti, toute son existence durant, a veillé avec le plus grand soin à assurer l'éducation révolutionnaire la plus complète des communistes et de tous les travailleurs. Après le IV^e Congrès surtout, le Parti, s'orientant sur les directives données par ce dernier, a mené un travail encore plus persévérant dans ce sens.

1. - LA LUTTE POUR LE TRIOMPHE DE L'IDEOLOGIE SOCIALISTE EST LA LUTTE POUR LE TRIOMPHE DU SOCIALISME ET DU COMMUNISME.

Chez nous, l'idéologie socialiste-prolétarienne est l'idéologie au pouvoir, elle donne le ton général à toute la vie et à l'activité de nos travailleurs. Mais, malgré tous les succès obtenus, nous sommes conscients du fait que la lutte dans ce domaine est longue et ardue. V. I. Lénine disait :

«Nous avons pour tâche d'écraser toute résistance des capitalistes, non seulement leur résistance militaire et politique mais aussi leur résistance idéologique, qui constitue la résistance la plus profonde et la plus puissante.» (V. Lénine, Œuvres, éd alb., t. 31, p. 423.)

La vieille idéologie idéaliste de la société exploiteuse a encore de profondes racines et exerce une influence puissante et continue. Quand nous parlons de cette influence, il ne s'agit pas seulement de «quelques survivances et manifestations étrangères qui apparaissent çà et là», comme l'affirme souvent par erreur notre propagande, mais de l'influence de toute une idéologie étrangère à notre doctrine, une idéologie se traduisant dans toutes sortes de conceptions, de coutumes et de comportements étrangers, qui subsistent longtemps comme un héritage du passé, trouvent un appui social chez les anciennes classes exploiteuses et leurs survivances, dans les tendances à la spontanéité petite-bourgeoise, et sont entretenus, sous diverses formes, par le monde capitaliste et révisionniste qui nous entoure.

Et tant que la victoire de la révolution socialiste n'a pas été parfaitement couronnée dans le domaine idéologique et culturel, les victoires de la révolution socialiste dans les domaines politique et économique ne peuvent non plus être assurées et garanties. C'est pourquoi, la lutte sur le front idéologique, pour l'écrasement complet de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, se rattache, en dernière analyse, à la question de savoir si le socialisme et le communisme seront édifiés et la restauration du capitalisme évitée, ou si l'on ouvrira la porte à la diffusion de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, permettant ainsi un retour en arrière vers le capitalisme.

La révolution idéologique et culturelle s'inscrit dans le cadre de la lutte générale de classe visant à mener jusqu'au bout la révolution socialiste dans tous les domaines. En opposition avec les points de vue des révisionnistes modernes, qui ont proclamé la lutte de classes en régime socialiste un phénomène périmé et dépassé, le Parti juge que la lutte de classes, même après la liquidation des classes exploiteuses, demeure une des principales forces motrices de la société. Cette lutte embrasse tous les domaines de la vie. Elle se développe avec des flux et des reflux et en zigzag ; tantôt elle se renforce et tantôt elle s'atténue, tantôt elle s'exacerbe et tantôt elle «s'apaise», mais elle ne s'arrête ni ne s'éteint jamais.

Cette lutte, dans la société socialiste, comme le démontre aussi l'expérience de notre pays, constitue un phénomène objectif et inéluctable. Elle est menée aussi bien contre les débris des classes exploiteuses renversées du pouvoir et expropriées, mais qui continuent de résister et d'exercer leur pression par tous les moyens et en premier lieu à travers leur idéologie réactionnaire, que contre les nouveaux éléments bourgeois, les éléments dégénérés révisionnistes et antiparti, qui naissent inmanquablement au sein de notre société. Elle se livre aussi contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, qui subsiste et se manifeste sous des formes et à des degrés d'intensité divers, et contre la pression extérieure de l'impérialisme. C'est ainsi que s'imbriquent la lutte de classe des ennemis du dedans et celle des ennemis du dehors, qui tantôt se fondent en un front unique, tantôt agissent séparément, mais demeurent toujours liés par un but commun : le renversement de la dictature du prolétariat, la restauration du capitalisme.

L'acceptation ou la non-acceptation de la lutte de classe dans la société socialiste est une question de principe, une ligne de démarcation entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes, entre les révolutionnaires et les traîtres à la révolution. Tout abandon de la lutte de classe entraîne des conséquences mortelles pour le sort du socialisme. Aussi, parallèlement à la lutte pour l'augmentation de la production, pour le développement de l'enseignement et de la culture, parallèlement à la lutte

contre les ennemis du dehors, impérialistes et révisionnistes, on ne doit jamais négliger, jamais oublier la lutte de classe à l'intérieur du pays. Sinon l'Histoire nous châtierait sévèrement.

Le Parti a pour devoir de ne pas fermer les yeux devant cette nécessité, de ne pas laisser s'endormir la vigilance révolutionnaire des communistes et des masses, mais de développer cette lutte de classe avec force et sans défaillance jusqu'à la victoire finale. Le progrès de notre société et l'éducation révolutionnaire des travailleurs ne peuvent pas se concevoir ni se réaliser à défaut de la lutte de classe.

Souvent, dans la pratique, nous nous heurtons à une conception étroite de la lutte de classes et des ennemis de classe, qui consiste à ne considérer comme tels que les koulaks et autres éléments des classes exploiteuses renversées, ou encore les impérialistes et les révisionnistes titistes et khrouchtchéviens à l'étranger, une conception qui, par lutte de classe, entend seulement la lutte contre leurs agissements antisocialistes. Certes, la lutte contre ces ennemis demeure en tout temps un devoir impérieux pour le Parti, l'Etat et nos travailleurs. Mais nous devons avoir une conception plus large de cette lutte. Elle doit être menée dans tous les domaines, elle est actuellement avant tout une lutte idéologique, une lutte pour la conquête des esprits et des cœurs des hommes, une lutte contre la dégénérescence bourgeoise et révisionniste, contre toutes les survivances et les manifestations étrangères qui subsistent et apparaissent dans une mesure plus ou moins grande, chez tous les gens de chez nous, une lutte pour le triomphe de notre idéologie et de notre morale communistes.

La lutte de classe est aussi la lutte contre les vols et les déprédations du patrimoine socialiste, contre les tendances parasitaires et spéculatives pour tirer le plus possible de la société en lui donnant le moins possible, contre tous ceux qui font passer leur tranquillité, leur intérêt et leur vanité personnels avant l'intérêt général, contre les manifestations et les déformations bureaucratiques, contre l'idéologie religieuse, les préjugés, les superstitions et les coutumes arriérées, contre la dépréciation de la femme et la méconnaissance de l'égalité de ses droits dans la société, contre la mode et la manière de vivre bourgeoises, contre l'idéalisme et la métaphysique, contre les «ismes» de la culture et de l'art décadents bourgeois et révisionnistes, contre l'influence politique et idéologique des ennemis du dehors, etc.

Il s'ensuit que la lutte de classe n'est pas seulement dirigée contre les ennemis du dedans et du dehors, elle est aussi menée au sein du peuple travailleur contre toute manifestation étrangère à notre doctrine, constatée dans la conscience, l'esprit, la conduite et l'attitude de chacun. Que personne ne s'imagine qu'il est garanti contre tout mal et qu'il n'a rien à combattre en lui. Dans la conscience de chacun se livre une âpre lutte entre l'idéologie socialiste et l'idéologie bourgeoise. Chacun doit se regarder comme dans un miroir, et, de même qu'il se lave chaque jour le visage, purifier chaque jour sa conscience, en observant une attitude communiste envers soi-même.

La lutte de classes se reflète aussi au dedans du Parti, parce que, d'une part, le Parti grossit ses rangs d'éléments des diverses couches de la population, qui apportent avec eux toutes sortes de survivances et de manifestations étrangères et, d'autre part, parce que les communistes, comme tous les travailleurs, sont sujets à la pression de l'ennemi de classe, de son idéologie, au dedans comme au dehors. En conséquence, des rangs du Parti comme des rangs des travailleurs, peuvent apparaître et apparaissent effectivement des éléments qui dégénèrent et passent à des positions étrangères, antiparti et antisocialistes. Du reste, nos ennemis, dans leur activité, s'attachent particulièrement à faire dégénérer nos camarades du Parti, pour atteindre à la dégénérescence du Parti dans son ensemble, parce que c'est uniquement de cette manière que pourrait être frayée la voie à la restauration du capitalisme. Il doit être clair que, sans contradictions de diverses natures et sans lutte pour les surmonter, la vie du Parti et sa croissance seraient impossibles. Cette lutte ne doit pas être couverte par le prétendu désir de préserver l'unité, mais elle doit être développée et menée jusqu'au bout pour affermir ainsi la véritable unité du Parti, son esprit révolutionnaire, sa combativité, la dictature du prolétariat.

C'est un devoir primordial dans tout le travail idéologique du Parti que de doter les communistes et tous les travailleurs d'une juste conception de la lutte de classe dans notre pays, de les éduquer dans l'esprit d'une lutte de classe implacable, de leur inculquer la méthode de l'analyse de classe, qui est l'unique méthode pour apprendre à connaître et à résoudre correctement tous les problèmes, de leur enseigner à ne pas se contenter d'accepter en paroles la nécessité de la lutte de classe, mais à la pratiquer chaque jour et dans tous les domaines de la vie. Ce n'est pas là quelque chose de nouveau. Le Parti a continuellement souligné la nécessité du développement de la lutte de classe et de l'éducation de classe, et il a accompli un grand travail dans ce sens.

Nous devons lutter contre l'indifférentisme et le formalisme dans notre travail politique d'éducation du Parti et des masses, rattacher, constamment et judicieusement, ce travail à la lutte active de classe. Il faut combattre avec fermeté les conceptions et les manifestations étrangères qui sont en opposition avec la ligne du Parti, avec les intérêts du peuple et du socialisme, la tendance à ne pas appeler les choses par leur nom, mais à les estomper, à les émousser, en cachant ainsi leur essence de classe et leur danger social.

Ce sont ces défauts dans le travail des organisations du Parti qui expliquent également le fait que certains cadres et communistes ne placent pas toujours au premier plan les intérêts généraux qu'incarne la politique du Parti, mais qu'ils voient souvent les choses dans l'optique de l'intérêt personnel, local ou corporatif, qu'ils considèrent les différents problèmes d'un œil de technocrate et de «rond-de-cuir», d'un œil de spécialiste borné, négligeant ainsi l'aspect politique et idéologique de ces problèmes. Ils ne comprennent pas qu'il y a de la politique partout, dans tout travail, dans chaque secteur, qu'il n'existe pas de cadres ni de questions, économiques, administratifs, culturels et militaires, détachés de la politique et en dehors de la politique de la dictature du prolétariat. Toutes les questions se tiennent et sont interdépendantes, et dans cette unité la place primordiale revient à la politique, de même que nos cadres, dans quelque secteur qu'ils déploient leur activité, doivent être avant tout des hommes politiques, mettre au premier plan la politique du Parti et toujours se guider sur elle.

Ce qui a toujours caractérisé notre Parti, c'est son acharnement et son attitude irréductible envers les ennemis du peuple, du socialisme et du marxisme-léninisme, c'est son attachement et sa fidélité sans bornes aux travailleurs et à leur cause révolutionnaire, sa sagesse et sa patience à l'égard de tous ceux qui, s'étant fourvoyés, sont corrigibles. Les attitudes étriquées et sectaires lui ont été et lui sont étrangères. Aussi les organisations du Parti doivent-elles combattre fermement dans leur travail toute manifestation sectaire comme portant atteinte aux liens du Parti avec les masses, comme créant une confusion sur la limite qui nous sépare de nos ennemis, et menant à l'emploi de méthodes erronées pour la solution des contradictions qui se manifestent au sein du peuple et qui concernent les travailleurs eux-mêmes.

Le travail idéologique du Parti doit bien éclaircir le caractère des contradictions de la société socialiste et les chemins conduisant à leur juste solution... Toute confusion entre les deux différents types de contradictions conduira à des erreurs d'opportunisme ou de sectarisme.

Il faudra toujours avoir en vue qu'il n'y a pas que les membres des anciennes classes exploiteuses qui soient les porteurs et les propagateurs de l'idéologie bourgeoise, mais aussi nos hommes à nous, ceux qui œuvrent pour la cause du socialisme. En ces circonstances, tout en luttant sans merci contre le mal, l'idéologie étrangère, nous devons lutter de toutes nos forces pour guérir le malade, le porteur de cette idéologie. C'est seulement si le porteur et le propagateur de l'idéologie étrangère est ou devient notre ennemi conscient, et alors seulement, que la contradiction peut être traitée et résolue comme une contradiction antagoniste et que l'on substituera à la méthode de la persuasion la méthode de la contrainte. Le Parti doit mener un vaste travail prophylactique, éducatif et politique, patient et systématique, pour empêcher que quiconque ne tombe dans de graves erreurs et ne glisse des erreurs aux fautes, puis aux crimes contre l'Etat et contre le socialisme, crimes qui sont sévèrement punis par la dictature du prolétariat.

Un autre aspect très important du travail idéologique du Parti porte sur l'éducation des hommes de chez nous pour leur faire adopter une attitude nouvelle, socialiste, à l'égard du travail et les amener à œuvrer en révolutionnaires et à se battre résolument pour réaliser les idéaux révolutionnaires. C'est seulement dans le travail et par le travail que s'éduque et se trempe l'homme nouveau, car le travail est la plus grande école de l'éducation communiste.

Dans l'atmosphère du grand travail créateur mené avec abnégation et enthousiasme révolutionnaire, qui transforme actuellement la nature et la conscience des hommes, on voit encore mieux combien certaines attitudes sont étrangères à cet esprit et intolérables. C'est ainsi que certains négligent le travail, reculent devant les difficultés et les sacrifices, se refusent à troubler leur tranquillité et leur confort personnels, cherchent à conserver ou à occuper quelque «bon petit coin tranquille», font un travail bâclé, tentent de tirer de la société le plus possible, sont guidés en toute chose par leur propre intérêt matériel, et sous mille prétextes et justifications, se déroberont à leur devoir, à leur travail, là où le peuple et la patrie leur demandent de l'accomplir. Ce sont toutes là des attitudes bourgeoises.

Les organisations du Parti doivent mener une lutte acharnée contre ces manifestations étrangères à notre morale communiste. Elles doivent regarder ces phénomènes comme un aspect de la lutte de classe, comme une lutte contre le germe de la dégénérescence bourgeoise et révisionniste chez les hommes. Elles doivent inculquer à tous les travailleurs des campagnes et des villes, une conception du travail et une attitude à son égard qui soient socialistes et révolutionnaires, de façon que chacun voie dans le travail une question d'honneur et de dignité, un grand devoir patriotique, une question qui donne tout son sens à l'existence. Les hommes de chez nous, en premier lieu les cadres et les communistes, doivent travailler avec conscience et une haute discipline, avec un élan et à un rythme de combat, ils doivent surmonter avec courage tout obstacle et toute difficulté, aller toujours de l'avant, mettre au-dessus de tout les intérêts du peuple, de la patrie et du socialisme, ne rien épargner pour la défense de ces intérêts, être prêts, en leur nom, à faire même le sacrifice de leur vie. Le soldat Hekuran Zenuni, de Tozhari, dans le district de Berat, était un simple fils de notre peuple, le fils d'une famille hier opprimée et exploitée par les beys et les agas. Soucieux d'accomplir son devoir, il n'a reculé ni devant les difficultés ni devant les sacrifices, mais a offert sans hésiter sa jeune vie en holocauste, comme l'ont fait hier les 28.000 martyrs de la Lutte de libération nationale tombés au champ d'honneur. Voilà quels sont les hommes nouveaux éduqués et trempés par notre Parti.

Quand on parle de l'attitude socialiste à l'égard du travail, il faut comprendre toute l'importance qu'a une juste conception du travail manuel, du travail à la production. C'est là une grande question de principes à laquelle les organisations du Parti, avec leur travail éducatif, doivent attacher un soin particulier. Les conceptions aristocratiques sur le travail à la production sont totalement étrangères au socialisme et grosses de dangereuses conséquences. Toute attitude de sous-estimation et de mépris du travail manuel doit être condamnée comme une attitude de sous-estimation et de mépris des ouvriers et des paysans, des larges masses du peuple. Cette attitude vous éloigne du peuple, de son travail et de sa vie, ce qui est à l'origine de bien des maux. Cela doit être particulièrement pris en considération par les intellectuels, par les cadres, les employés et l'intelligentsia technique et artistique, par les écoliers et les étudiants. Ceux-ci, dans leur énorme majorité, ont été formés après la libération du pays et sont issus du sein des masses travailleuses. Ils sont étroitement liés au peuple et au Parti; et ils ont fait et font preuve d'une haute conscience patriotique et socialiste. Mais ces traits ne doivent point nous faire sous-estimer le danger de les voir contaminés par l'idéologie bourgeoise et surtout par les idées révisionnistes. Ce danger n'est pas une vue de l'esprit, il est fondé sur la réalité des choses. Il se rattache à la nature même et aux conditions de travail et de vie des intellectuels et surtout de l'intelligentsia créatrice, artistique et scientifique, qui se tient encore très à l'écart du travail manuel et dans bien des cas des masses travailleuses et de leur existence. C'est chez eux que peuvent trouver et trouvent un terrain favorable la propagation de l'individualisme et du carriérisme, la présomption et la suffisance, les prétentions excessives et le goût des commodités, l'intellectualisme et le mépris des masses.

Notre intelligentsia populaire doit resserrer aussi étroitement que possible ses liens avec le peuple, elle doit travailler et vivre avec les travailleurs et les paysans, se fondre et ne faire qu'un avec eux. Elle doit jeter bas la conception bourgeoise, héritée du passé et profondément ancrée, selon laquelle l'intellectuel sait tout, qu'il est seul en état de diriger, de guider, d'instruire et de sermonner les autres, ce qui n'est qu'une autre façon de renier le rôle des masses. Il doit être clair que le rôle décisif dans tous les domaines de la vie, y compris celui de la vie spirituelle, n'appartient pas à des individus particuliers, quels que soient leurs mérites, mais aux larges masses populaires. Le savoir ne tombe pas du ciel. Toutes les connaissances ont leur source dans la vie, dans la pratique, elles sont le produit de la lutte des masses pour la transformation de la nature et de la société. C'est pourquoi, les hommes de science, d'art et de culture, doivent écouter avec une grande attention et un profond respect les opinions des masses, généraliser leur expérience, être toujours de bons et modestes élèves du grand maître infailible, le peuple, avoir pour critère fondamental de toutes leurs activités créatrices le jugement du peuple. Certains cadres de nos institutions scientifiques se sont monté la tête et se figurent que ce qu'ils disent est le dernier mot de la science, que toute opinion, qui va à l'encontre de la leur, est sans prix, qu'elle n'est pas juste et qu'il faut la rejeter. Non ! De telles conceptions dans les rangs de nos hommes de science doivent être vigoureusement flétries. En science, comme partout, il n'y a pas de développement sans lutte, sans affrontement d'idées, sans lutte de classes, sans débats guidés par les principes marxistes-léninistes, par l'idéologie prolétarienne dans la recherche de la voie juste. C'est le souci du développement et du progrès de la science et non les honneurs personnels qui doivent guider tous nos scientifiques dans leur travail.

Notre intelligentsia doit étroitement rattacher son travail mental au travail manuel des ouvriers et des paysans, elle doit, de façon continue et dans une mesure déterminée, travailler directement à la production. Ce devoir à remplir, déjà largement traduit dans les faits par tous les cadres, par l'intelligentsia, les écoliers et les étudiants, revêt une grande importance théorique et pratique. En l'accomplissant, ils apprendront à mieux connaître la vie et à se dépouiller de beaucoup de survivances et de manifestations étrangères à notre esprit, à se tremper comme de vrais révolutionnaires. C'est là un pas important vers la réduction des différences entre le travail intellectuel et le travail manuel, qui, en même temps que la réduction des différences entre la ville et le village, entre la classe ouvrière et la paysannerie, représente un grand problème qui se rattache étroitement à notre perspective de développement vers le communisme. Si, dès aujourd'hui, nous ne prenons pas les mesures nécessaires pour restreindre ces différences, et si, bon gré mal gré, nous leur permettons de s'accroître, alors notre pays non seulement ne se développera pas dans la voie qui mène à notre but final, mais ces différences deviendront même la cause de bien des maux, de relations inadéquates entre les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels, entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Le travail du Parti comporte également de grandes tâches en ce qui concerne l'éducation des masses selon de justes conceptions de l'existence, en sorte que la figure morale des communistes et de tous nos travailleurs puisse être une et indivisible, non seulement dans le travail et dans la société mais aussi dans la vie personnelle et familiale. Les cadres, les communistes, tous les travailleurs doivent vivre en révolutionnaires, ils doivent mener une vie simple en même temps qu'une lutte opiniâtre, être les premiers prêts aux sacrifices et les derniers à avancer des prétentions. Comme le dit la Lettre ouverte du Parti : «...Ce n'est pas le goût d'un confort creux, ni le souci de sa propre personne, mais l'idéal du socialisme, la lutte pour construire et faire prospérer de nos propres mains notre patrie socialiste, la joie du travail créateur pour le bien et au service du peuple, l'élévation continue du niveau de vie des masses travailleuses, qui doivent constituer la préoccupation essentielle, le but principal de la vie et de la lutte des cadres, des communistes, de tous les travailleurs.» (*Documents principaux du PTA*». éd. alb. t. 5, p. 33.)

Les hommes de chez nous considèrent comme leur étant entièrement étrangère la conception bourgeoise et révisionniste de la vie, conception qui consiste à mettre l'argent, les distractions, le luxe, les commodités, le confort et le bien-être personnel au-dessus de tout. Les conséquences d'une pareille conception sont désastreuses dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir. La dégénérescence politique, le dérèglement moral, la course à l'argent et au profit, l'égoïsme, l'individualisme effréné, la

mode et le mode de vie bourgeois, le vagabondage et le «hooliganisme» sont les traits qui caractérisent aujourd'hui la vie dans ces pays, laquelle ne diffère presque en rien de la vie dans les pays capitalistes occidentaux.

De telles conceptions de l'existence, étrangères aux nôtres, peuvent aussi s'infiltrer et s'infiltrer effectivement chez certains d'entre nous qui sont le plus sujets à la forte influence de l'idéologie et de la morale bourgeoises. Les organisations du Parti se doivent de ne pas relâcher leur vigilance et de mener un travail d'éducation et une lutte soutenue pour créer dans le Parti, dans les collectifs de travail, dans la vie familiale, partout, une atmosphère asphyxiante contre ces conceptions décadentes sur le mode de vie et le but de l'existence, en dénonçant sévèrement les attitudes tolérantes et les concessions qui se font jour dans ce domaine. Le Parti doit s'employer à inculquer, surtout à la jeunesse, nos conceptions révolutionnaires qui s'inspirent des grands idéaux du socialisme et du communisme.

Tout le travail idéologique du Parti, sa propagande et son agitation doivent viser d'abord et avant tout à éduquer idéologiquement et politiquement, à former et à tremper des révolutionnaires et de vrais communistes, qui comprennent et appliquent dans la vie la grande devise du Parti, «penser, travailler et vivre en révolutionnaires», devise qui constitue l'essence de l'éducation communiste et le contenu fondamental du travail d'éducation mené par le Parti,

3. - AMELIORER RADICALEMENT LA METHODE ET LE STYLE DU TRAVAIL D'EDUCATION

Nos grands objectifs dans le domaine de la révolution idéologique et culturelle pour l'éducation des communistes et de tous les travailleurs dans un esprit révolutionnaire élevé, ne peuvent être atteints si nous n'améliorons pas encore tout le contenu de notre travail d'éducation, et particulièrement la méthode et le style de ce travail.

Il faut admettre que jusqu'ici ce travail a souffert et souffre encore de dogmatisme et de schématisme, d'une certaine rupture d'avec la vie, de verbalisme, de formules hermétiques et d'un style lourd et ennuyeux. Ceux qui, parmi nous, s'occupent des sciences sociales marxistes et de la propagande se sont efforcés d'introduire notre pratique dans les moules bien connus de la théorie, en réduisant, dans les meilleurs des cas, cette pratique à quelques exemples servant uniquement d'illustrations, sans travailler comme il se doit pour se hisser à des synthèses théoriques de la pratique albanaise, pour élever à un niveau scientifique les très riches matériaux de faits fournis au cours de toutes ces années par la vie de notre pays. Aussi le Parti doit-il s'appliquer de toutes ses forces à combattre ce défaut sérieux, afin de ranimer la pensée créatrice dans le domaine des sciences sociales marxistes, dans notre propagande et dans tout le travail idéologique et culturel.

A ces défauts viennent s'ajouter les faiblesses constatées dans l'organisation et le développement des activités éducatives, politiques et culturelles. Les formes du travail d'éducation sont, dans bien des cas, standardisées, rigides, sans âme, sans vie; peu d'efforts sont déployés pour les adapter aux conditions et aux situations nouvelles et l'on s'en remet souvent aux directives venues d'en haut pour n'importe quoi. Il est de fait que l'esprit révolutionnaire du Parti et des masses au travail a distancé la propagande et l'agitation du Parti. Les communistes et les travailleurs sans parti, les coopérateurs, la jeunesse et les femmes sont les auteurs de milliers d'inventions et de rationalisations qui révolutionnarisent les cerveaux de la production. Mais on ne peut guère en dire autant des militants du Parti qui s'occupent de la propagande et de l'agitation, des hommes du front idéologique et culturel, qui ne doivent pas marcher aux côtés mais à l'avant-garde de tous les autres travailleurs, leur éclairer la voie, les organiser et les mobiliser pour de grandes œuvres. Quelles sont les raisons de ces manquements ? Les camarades du front idéologique seraient-ils dépourvus de capacités, d'idées et de jugements ? Non. Ce sont des meilleurs de nos camarades, au niveau idéologique et politique élevé et des travailleurs inlassables. Le mal consiste en ce qu'ils ont beaucoup de mal à s'affranchir des vieilles formes stéréotypées de travail, qu'ils n'ont pas établi assez de contacts avec les masses, avec leur travail et leur lutte.

Dans le domaine de l'idéologie et de la propagande, le Parti doit lutter également contre un autre défaut sérieux que l'on constate surtout dans l'activité quotidienne des organisations du Parti, des organes de l'Etat et des organismes économiques. Il s'agit des manifestations d'empirisme et de praticisme étriqué, de la dissociation de la pratique et de la théorie, du laisser-aller au gré des courants de la vie et des faits quotidiens, du manque de généralisation de l'expérience des masses, de la sous-estimation de la théorie qui conduit à la perte de la perspective et à l'abandon des principes. C'est regrettable, mais c'est un fait que dans les rangs de notre Parti il y a des communistes qui s'épuisent au travail, mais qui n'ouvrent jamais un livre, que certains cadres dirigeants, négligeant l'étude, sont à la traîne et ne répondent pas aux grandes tâches qui naissent de la vie même. D'aucuns se figurent que, du moment qu'ils ont terminé leurs études universitaires ou celles de l'Ecole du Parti, ils savent tout et n'ont plus rien à apprendre. D'autres se contentent de peu et pensent que l'étude de la théorie leur est inutile pour le travail qu'ils accomplissent. Toutes ces attitudes doivent être dénoncées et combattues sévèrement. Les cadres, les communistes, tous les travailleurs doivent apprendre et apprendre continuellement, apprendre dans la vie et à l'école, dans la pratique et dans la théorie, dans le travail et dans les livres. C'est un travail continu et infini.

Le Parti a déjà adopté et il continuera de prendre des mesures pour améliorer le travail dans ce domaine si important, en luttant tant contre le dogmatisme que contre l'empirisme, à la fois contre les tendances aux élucubrations creuses et contre le praticisme étriqué. Mais ces mesures ne seront jamais suffisantes ni complètes si les organisations et les comités du Parti, si les travailleurs du front idéologique ne travaillent pas d'une manière intelligente, ne pensent ni ne créent avec esprit d'initiative, s'ils ne développent et n'enrichissent les directives du Parti, s'ils ne les appliquent pas en révolutionnaires, selon les tâches et les circonstances. Le travail du Parti, et surtout son travail idéologique, est un travail vivant, profondément créateur, qui ne tolère ni schémas, ni clichés. Vivifier ce travail constitue aujourd'hui une des tâches les plus importantes du Parti.

La révolutionnarisation de l'ensemble du travail idéologique, de son contenu et de son style, et le contact étroit de ce travail avec la vie doivent servir en premier lieu aux communistes et à tous les travailleurs du pays à assimiler la doctrine marxiste-léniniste de façon plus consciente et approfondie. Une telle assimilation des idées du marxisme-léninisme, leur conversion en arme de combat quotidien aux mains de nos travailleurs constituent le trait distinctif fondamental du processus d'approfondissement de notre révolution idéologique et culturelle. Les idées marxistes-léninistes sont le drapeau rouge de notre Parti, son drapeau invincible et victorieux. Elles sont à la base de la ligne générale de notre Parti, elles sont notre guide pour l'action, elles nous éclairent aussi la voie de notre révolution idéologique et culturelle et lui servent de fondements. C'est pourquoi, elles doivent devenir et elles deviennent chaque jour davantage le patrimoine et l'arme du peuple travailleur.

Dans ce sens, il nous faut renforcer et améliorer radicalement l'étude de la théorie marxiste-léniniste à l'Ecole du Parti, dans nos écoles de toutes les catégories et surtout à l'Université et aux autres instituts supérieurs, afin que la nouvelle génération ainsi que nos cadres se préparent et se forment comme de vrais révolutionnaires pourvus d'un large horizon politique et théorique, étroitement liés à la vie et à la pratique. Nos écoles doivent doter la jeunesse et les cadres de profondes connaissances théoriques marxistes-léninistes et les leur dispenser d'une manière non pas dogmatique, mais créatrice : non pas comme une parure, mais comme une boussole qui les aidera à s'orienter dans la vie et comme une arme pour la transformation révolutionnaire du monde. La base de l'étude de notre doctrine victorieuse doit être constituée par les œuvres des classiques du marxisme-léninisme et surtout par les documents, les matériaux et l'expérience de notre Parti, où l'on trouve le marxisme-léninisme en action, dans les présentes circonstances nationales et internationales. Nous devons également renforcer et améliorer la diffusion des idées du marxisme-léninisme par le moyen de la presse et des publications, en faisant paraître plus d'articles, de livres et de brochures, d'œuvres des classiques du marxisme-léninisme, non seulement en éditions complètes mais aussi thématiques, qui traitent des problèmes particuliers touchant le plus les cadres et les travailleurs.

Notre lutte pour l'assimilation des idées marxistes-léninistes, pour l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle ne peut être menée à bien si l'on n'y appelle pas tout le Parti, les communistes comme toutes les masses travailleuses, si l'on n'observe pas dans ce domaine également, avec courage et de manière révolutionnaire, la ligne de masse, la ligne de la profonde démocratisation socialiste. Pour l'application d'une telle ligne, il est nécessaire de livrer une lutte à outrance à la conception intellectualiste bourgeoise et réactionnaire suivant laquelle la théorie, la philosophie, la science et l'art sont difficiles et ne peuvent être compris des masses, qu'ils ne peuvent être saisis que par les cadres et l'intelligentsia, que les masses n'ont pas atteint le niveau nécessaire pour les comprendre ! Cela signifie transformer la théorie et la science en un épouvantail aux yeux des masses. Cela veut dire faire du marxisme-léninisme également un épouvantail pour les masses, car c'est aussi une théorie et une science. Nous devons déclarer une guerre sans merci à cette conception. Le marxisme-léninisme n'est pas un privilège ni le monopole d'un petit nombre de personnes, de quelques «grands cerveaux» capables de le comprendre. Il est l'idéologie scientifique de la classe ouvrière et des larges masses travailleuses, et c'est seulement quand ses idées sont assimilées par ces masses, qu'il cesse de demeurer quelque chose d'abstrait pour devenir une grande force matérielle pour la transformation révolutionnaire du monde. Le Parti a pour tâche historique d'approfondir continuellement la révolution idéologique et culturelle et de la mener jusqu'au bout, en s'appuyant sur les masses d'ouvriers, de paysans, de soldats, de cadres et sur l'intelligentsia, et en les entraînant puissamment dans une activité créatrice et révolutionnaire.

V - LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE, POUR LA DEFENSE DE LA PURETE DU MARXISME-LENINISME

Durant la période qui s'est écoulée entre le IV^e et le présent Congrès, notre Parti a mené une lutte résolue et de principes pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme, une lutte sans quartier contre les révisionnistes khrouchtchéviens, titistes, et ceux qui leur emboîtent le pas.

Le Parti du Travail d'Albanie considère que c'est un devoir et un droit pour tout parti marxiste-léniniste, que de défendre les enseignements du marxisme-léninisme contre toute déviation de droite ou de gauche, au sein des rangs du Parti et dans le mouvement communiste international, ainsi que d'engager sur le plan des principes la critique de tout parti marxiste-léniniste qui foule aux pieds ou déforme les principes marxistes et les lois qui régissent la révolution prolétarienne. Cela dérive du contenu de principe et du caractère international de la doctrine marxiste-léniniste, des intérêts et des buts communs de tous les détachements de la classe ouvrière, de l'esprit de parti prolétarien et de la responsabilité de tout parti à l'égard des destinées du mouvement communiste international.

De même, la juste compréhension et le développement du marxisme-léninisme, son application pratique dans les différents pays, ne sont ni ne peuvent être le monopole d'un parti ou de quelques individus, mais bien un droit et un devoir de chaque parti, de chaque communiste ou groupe révolutionnaire, et, en même temps, d'eux tous ensemble. Chacun apporte et doit apporter sa contribution à cette grande question de principes.

Le marxisme-léninisme ne fait pas de distinction entre petit parti et grand parti, entre parti père et parti fils, entre parti dirigeant et parti dirigé. Tous les partis marxistes-léninistes authentiques sont des partis égaux et indépendants, ils sont indéfectiblement solidaires pour la grande cause de la révolution, ils s'accordent mutuellement aide et soutien, se concertent et collaborent entre eux, et ils coordonnent leurs opinions et leurs actions en vue d'atteindre l'objectif commun, inspirés et guidés en toute chose par le marxisme-léninisme révolutionnaire.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours observé ces principes et cet esprit sain et révolutionnaire et, il leur est toujours resté fidèle dans ses actes depuis sa création. Marchant résolument dans cette juste voie, le Parti du Travail d'Albanie, sans vouloir imposer ses vues à personne, exprime ouvertement à son Congrès ses points de vue sur les grands problèmes qui préoccupent le mouvement communiste international. Chacun a le droit et le devoir de nous critiquer ouvertement si en quelque question nous

ne voyons pas juste ou s'il n'est pas de la même opinion que nous. Nous sommes prêts à accueillir toute critique juste et de principes.

1. - LE REVISIONNISME MODERNE, PRODUIT ET ALLIE DE LA BOURGEOISIE ET DE L'IMPERIALISME

Le Parti du Travail d'Albanie considère que la lutte ouverte et ininterrompue contre le révisionnisme moderne, qui a pour centre la direction révisionniste soviétique, constitue une des premières tâches incombant à tous les marxistes-léninistes, car le révisionnisme moderne représente l'ennemi principal dans le mouvement communiste international, c'est le «cheval de Troie» de l'impérialisme et du capitalisme mondial, le «deuxième front» impérialiste contre le socialisme et le communisme. Son objectif stratégique est de perpétuer la domination du capitalisme là où il est au pouvoir et de le restaurer là où il a été renversé.

Le révisionnisme khrouchtchévien actuel est le successeur et le continuateur direct du révisionnisme de Bernstein et de Kautsky, de Trotski et de Boukharine, de Browder et de Tito, ce courant contre lequel Marx, Engels, Lénine, Staline, la Troisième Internationale communiste et le Kominform ont mené une lutte acharnée et de principes. Les révisionnistes actuels marchent pas à pas sur les traces de la social-démocratie, qui est un laquais de la bourgeoisie et une arme dont elle se sert pour consolider l'ordre capitaliste, réprimer la révolution et saper le socialisme. Le révisionnisme et la social-démocratie constituent deux manifestations de la même idéologie bourgeoise : le premier dans le mouvement communiste, la seconde dans le mouvement ouvrier. La base idéologique commune et les buts politiques communs, voilà ce qui rapproche, unit et fait fusionner le révisionnisme et la social-démocratie en un unique courant antimarxiste, antisocialiste et contre-révolutionnaire.

L'histoire de la naissance, du développement et du triomphe du marxisme-léninisme est l'histoire de la lutte ininterrompue contre tous ses adversaires idéologiques et politiques, contre les traîtres et les scissionnistes, contre les opportunistes et les révisionnistes de tout acabit. Le mouvement communiste international vit et se développe au sein de la société divisée en classes et en systèmes adverses entre lesquels se livre une âpre lutte de classes. Cette lutte trouve également son expression dans les rangs des partis communistes et du mouvement communiste international sous forme de lutte entre le marxisme-léninisme et les différents courants opportunistes et révisionnistes. La loi dialectique du développement à travers la lutte des contraires, en tant que loi universelle, agit aussi dans les partis et le mouvement communistes. L'opportunisme et le révisionnisme ont été et demeurent les sources idéologiques et politiques de la scission de l'unité des partis et du mouvement communistes en général. L'histoire du mouvement communiste international prouve qu'il est passé tantôt de l'unité à la scission et tantôt de la scission à une unité nouvelle, sur une base nouvelle plus élevée. Dans la lutte entre le marxisme-léninisme d'une part, et l'opportunisme et le révisionnisme de l'autre, la victoire est toujours revenue au marxisme-léninisme. Après chaque combat livré contre l'opportunisme et le révisionnisme, le mouvement communiste a remporté de grandes victoires historiques et le marxisme-léninisme s'est développé pour se porter à un plus haut niveau. Ce fut précisément la lutte du grand Lénine, à la tête des bolcheviks, contre l'opportunisme de la Deuxième Internationale traîtresse, qui eut pour résultat la victoire de portée historique et mondiale de la grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, révolution qui marqua le plus grand tournant dans l'histoire de l'humanité, qui ouvrit l'époque du passage du capitalisme au communisme, assura le triomphe du marxisme-léninisme sur l'opportunisme, le révisionnisme et la social-démocratie, et conduisit à la création de la Troisième Internationale communiste, qui permit une montée ultérieure du mouvement communiste mondial. Grâce à la lutte de Staline, le grand continuateur de l'œuvre de Lénine, à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique, grâce aussi à la lutte du Komintern, les trotskistes, boukhariniens, nationalistes bourgeois et tous les autres opportunistes ont été mis en déroute, ce qui rendit possible la consolidation de la dictature du prolétariat, la victoire du socialisme en Union soviétique et la poussée du mouvement révolutionnaire et de libération mondiale. Cette lutte a aidé directement à la création et à l'aguerrissement des partis communistes et ouvriers, elle a affirmé les principes de base régissant l'édification de partis marxistes-léninistes, consolidé l'unité révolutionnaire du mouvement

communiste contre l'idéologie bourgeoise et ses diverses variantes et armé les partis d'une grande expérience, leur permettant de comprendre et d'appliquer correctement le marxisme-léninisme en conformité avec les conditions nationales et internationales.

Les résultats de ce travail et de cette lutte menés par le P.C.U.S., le Komintern et chaque parti communiste se sont manifestés surtout dans la guerre contre le fascisme ainsi que dans la période qui suivit la Seconde Guerre mondiale et qui s'est conclue par la défaite totale, militaire et politique, du fascisme, l'affaiblissement général du front impérialiste, la grande victoire de l'Union soviétique, l'acheminement de plusieurs pays d'Europe et d'Asie dans la voie du socialisme, le nouvel essor du mouvement de libération nationale, l'accroissement du rôle et de l'autorité des partis communistes dans le monde, ainsi que par de nombreuses conquêtes politiques et économiques de la classe ouvrière internationale.

Bien que la guerre lui ait causé des dégâts considérables et de grosses pertes humaines, l'Union soviétique est sortie du conflit plus forte que jamais. Son économie s'est relevée rapidement. Les autres pays socialistes ont également enregistré de grands succès. Cela a donné lieu à l'accroissement du potentiel économique et politique du socialisme dans le monde, à l'accroissement de sa puissance défensive, à l'accroissement de la force d'attraction des idées du socialisme et de l'influence des partis marxistes-léninistes. L'unité marxiste-léniniste des partis communistes et ouvriers et la solidarité internationale des communistes et des peuples se sont consolidées et trempées sur des bases solides ; la collaboration et l'entraide entre les pays socialistes frères se sont élargies et renforcées dans des formes marxistes-léninistes toujours renouvelées ; le camp socialiste s'est créé et consolidé pour devenir le rempart des peuples contre l'impérialisme, le puissant appui des luttes révolutionnaires et de libération nationale, une grande école pour les révolutionnaires et les peuples du monde entier pour leur affranchissement du joug des oppresseurs impérialistes et des autres asservisseurs.

La révolution suivait une ligne ascendante et avançait continuellement, tandis que l'impérialisme glissait vers sa mort et mourait, pris dans le cercle de fer et de feu des peuples du monde entier. Pour sortir de cette impasse et mettre en œuvre sa stratégie globale contre-révolutionnaire et d'agression, le chef de file de l'impérialisme mondial, l'impérialisme américain, a mis en branle tout son potentiel économique, politique, militaire et idéologique.

Ce fut précisément en ces moments très difficiles pour l'impérialisme, et afin de trouver un remède à la crise profonde qui le menaçait par suite de la poussée révolutionnaire des travailleurs, de la force politique et idéologique, économique et militaire du camp socialiste et de la lutte de libération nationale des peuples, que les révisionnistes modernes, titistes et soviétiques en tête, s'empressèrent de lui venir en aide pour le sauver de la crise et de la défaite. C'est en cela que consiste la grande trahison des révisionnistes et leur responsabilité historique devant les peuples.

Idéologiquement et moralement aiguillés sur la même voie que l'impérialisme américain et l'impérialisme mondial en général, les révisionnistes modernes, en dépit du puissant potentiel militaire dont disposent les pays qu'ils dominent, ont été terrorisés par les menaces de guerre de l'impérialisme américain, et par son chantage atomique, et ils ont capitulé devant lui. Ils sont allés au devant du capitalisme mondial comme ses laquais obéissants et ses agents éprouvés, avec une plate-forme entièrement bourgeoise, mais enrobée de phraséologie marxiste pour mieux mystifier les gens. L'impérialisme mondial a obtenu de la sorte un succès d'une importance telle qu'il n'avait jamais osé l'espérer lui-même. Voilà pourquoi il s'est réjoui de toutes les démarches et de toutes les actions des révisionnistes, il les a applaudies, acclamées, soutenues et exploitées à l'extrême, en s'efforçant, par des chantages et des «concessions», des menaces et des crédits, de pousser les révisionnistes toujours plus loin dans la voie de la trahison.

Le premier rejeton, et le plus dangereux, de l'impérialisme fut le titisme, qui s'empara du pouvoir en Yougoslavie avec l'aide de la bourgeoisie, des trotskistes et de la social-démocratie. L'impérialisme s'en est servi comme d'un instrument politique et idéologique propre à combattre les pays socialistes, à

organiser la subversion dans le mouvement communiste international, à saper la lutte anti-impérialiste des peuples, à formuler les principes du révisionnisme de notre époque dans les conditions de la détention du pouvoir par un parti de trotskistes et de renégats. Mais grâce à la clairvoyance pénétrante de Staline, ce grand danger fut décelé à temps et une attitude marxiste-léniniste ferme et combative fut adoptée à l'encontre de ce courant de trahison et la clique traîtresse de Tito, démasquée en tant qu'officine de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie internationale, fut combattue unanimement par le communisme international tout entier et isolée dans sa tanière.

Après la mort de Staline, les contre-révolutionnaires camouflés dans les rangs du Parti communiste de l'Union soviétique, avec N. Khrouchtchev à leur tête, commencèrent à s'agiter, à comploter et à se réorganiser afin de s'emparer du pouvoir. Les marxistes-léninistes soviétiques, et la direction du P.C.U.S., manquèrent de vigilance et de détermination révolutionnaire ; ils donnèrent dans le piège des intrigues des révisionnistes, des renégats Khrouchtchev, Mikoyan, Brejnev et autres, qui consommèrent leur putsch contre-révolutionnaire. Non seulement les membres de la direction du P.C.U.S. émoüssèrent petit à petit leur vigilance, mais, devant la montée de la contre-révolution révisionniste, ils se montrèrent aussi apathiques que timorés. Ils ne s'appuyèrent pas sur le Parti et sur les masses, mais s'engagèrent dans des marchandages et des concessions, dans l'espoir illusoire d'une solution «démocratique», fausse et opportuniste, afin de sauver la prétendue unité minée et leur prestige qui s'effondrait. Et tout cela à un moment où le traître N. Khrouchtchev et consorts étaient en train de monopoliser le pouvoir, de placer aux postes-clés les comploteurs révisionnistes en couvrant toute cette activité de sape d'une propagande assourdissante sur «l'abondance», «la force», «la démocratie nouvellement instaurée», sur les «perspectives lumineuses» de l'essor de l'économie, de la culture et du bien-être, de manifestations effrénées d'euphorie sur la «liberté perdue et recouvrée», sur les «succès considérables» dans l'arène internationale, et enfin des discours grandiloquents et quasi quotidiens du plus grand contre-révolutionnaire qu'ait connu l'histoire, le pitre charlatan N. Khrouchtchev.

Les révisionnistes khrouchtchéviens se livrèrent préalablement à un travail intense, à la fois en public et en coulisse, aussi bien en Union soviétique et dans les autres pays socialistes que dans l'arène internationale, afin de préparer les putsch, les terrains propices et les hommes, pour leur «grand dessein». Les XX^e, XXI^e et XXII^e congrès du P.C.U.S. constituent les moments-clés où les révisionnistes modernes sont apparus publiquement avec leur plate-forme politique et idéologique de trahison. Ils ont engagé la lutte contre le marxisme-léninisme, contre la révolution et le socialisme par une attaque contre la vie et l'œuvre de J.V. Staline qui, en tant que grand continuateur de la cause de V. I. Lénine, avait défendu, développé et appliqué une ligne générale conséquente et révolutionnaire qui permit l'édification du socialisme en Union soviétique, la victoire dans la Grande Guerre patriotique contre le fascisme et l'accès de l'Union soviétique à la voie de l'édification du communisme. C'est à partir de ce moment-là que le révisionnisme khrouchtchévien a commencé à se développer et à s'élaborer jusqu'à se transformer en un système théorique et pratique entier, concrétisé dans le nouveau programme du P.C.U.S., devenu le code du révisionnisme moderne.

Le révisionnisme khrouchtchévien n'est pas né en un jour, mais il a traversé un processus de formation, d'organisation et d'adaptation ; pas davantage, la connaissance de ce révisionnisme par les marxistes-léninistes ne s'est effectuée tout d'un coup, mais elle a suivi son processus historique. Dans le but de cacher leurs desseins de trahison, les révisionnistes ont eu recours à des formes, des manœuvres, des tactiques et méthodes insidieuses, ils se sont affublés de toutes sortes de masques en s'adaptant aux situations internationales et nationales, au développement de la lutte de classes, à leurs victoires temporaires et à leurs défaites. Un dicton populaire affirme bien que : «le serpent ne découvre jamais ses pattes». Il a été ainsi prouvé que la forme la plus appropriée d'infiltration de l'idéologie bourgeoise dans les pays socialistes et dans les partis communistes est celle du révisionnisme, qui n'est rien de plus que l'idéologie bourgeoise camouflée sous une phraséologie marxiste et socialiste.

L'histoire du mouvement communiste international n'a jamais connu un révisionnisme de pareille envergure et qui ait présenté un tel danger que le révisionnisme khrouchtchévien de nos jours. Cela

tient au fait qu'une des particularités essentielles du révisionnisme moderne, c'est qu'il détient le pouvoir et qu'il a englobé les partis communistes de certains pays socialistes, au premier chef le Parti communiste de l'Union soviétique, qui utilise toute la puissance de l'Etat socialiste, son autorité et ses moyens pour sa défense et son expansion. C'est là un grand malheur mais aussi un grand enseignement pour les marxistes-léninistes, qui doivent non seulement savoir comment lutter contre ce révisionnisme au pouvoir, mais aussi comment empêcher que la tragédie révisionniste de l'Union soviétique ne se renouvelle dans les autres pays qui édifient actuellement le socialisme ou qui s'engageront demain dans la voie du socialisme.

2. - LES BUTS STRATEGIQUES DU REVISIONNISME KHROUCHTCHÉVIEN

Une foule de faits ont d'ores et déjà montré quels sont les buts stratégiques des révisionnistes modernes khrouchtchéviens, ainsi que les préjudices et les torts énormes qu'ils ont causés et causent toujours au socialisme, à la révolution et aux peuples.

Les révisionnistes ont dirigé leur fer de lance **contre le marxisme-léninisme** du fait qu'il est la théorie infailible de la révolution mondiale, de la lutte pour la destruction de l'impérialisme et du capitalisme, et ils lui ont substitué une théorie opportuniste, contre-révolutionnaire, au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Sous la fausse enseigne de la «lutte contre le dogmatisme» et pour le «développement créateur du marxisme dans les conditions nouvelles», ils ont proclamé, en fait, le marxisme-léninisme périmé, ont renié ses principes fondamentaux, l'ont dépouillé de son esprit révolutionnaire et l'ont transformé en une doctrine non seulement inoffensive, mais même utile à la bourgeoisie. Les révisionnistes ont remplacé le matérialisme par l'idéalisme, et la dialectique par la métaphysique, ils ont fait leur la philosophie réactionnaire du pragmatisme. Ils ont rejeté la lutte de classe, la révolution socialiste et la dictature du prolétariat pour leur substituer les théories bourgeoises et opportunistes de la réconciliation des classes, des réformes sociales, du passage pacifique au socialisme et de la démocratie libérale bourgeoise. Il n'est pas de domaine de la théorie marxiste-léniniste où les révisionnistes n'aient introduit l'idéologie bourgeoise et social-démocrate qui constitue leur nourriture spirituelle. Le dessein des révisionnistes est de désarmer idéologiquement le parti et la classe ouvrière et de frayer ainsi la voie à la dégénérescence du socialisme et du mouvement communiste international.

Le deuxième objectif poursuivi par les révisionnistes dans leur lutte est **la dégénérescence et la destruction des partis marxistes-léninistes**, leur conversion en partis sociaux-démocrates pour soutenir la contre-révolution, miner le socialisme et défendre et restaurer le capitalisme. Ils ont foulé aux pieds les principes léninistes de l'édification du parti de type nouveau, introduit dans la vie du parti des formes et des méthodes de travail étrangères au marxisme-léninisme, liquidé les anciens cadres révolutionnaires et placé aux postes de direction des opportunistes, des arrivistes et des aventuriers. Ils se sont engagés dans la voie des alliances avec les partis bourgeois, libéraux et sociaux-démocrates et s'apprêtent maintenant à liquider les partis communistes sous le prétexte de la création des «partis uniques de la classe ouvrière». Les khrouchtchéviens ont renié le caractère de classe prolétarien du Parti communiste de l'Union soviétique et l'ont proclamé «parti du peuple tout entier». Ils nient le rôle dirigeant du parti communiste, armé de la théorie marxiste-léniniste, dans la révolution socialiste et dans le système de la dictature du prolétariat, en prêchant que le passage au socialisme et l'édification du socialisme peuvent se réaliser même sous la direction d'autres partis et d'autres classes, fussent-ils bourgeois. Aussi regrettable que ce soit, il est de fait que les partis actuellement à direction révisionniste ne se distinguent presque pas des partis sociaux-démocrates, qu'ils se sont transformés en partis bourgeois de la classe ouvrière, en appendices et laquais de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Ce faisant, les révisionnistes cherchent à démunir la classe ouvrière et les masses travailleuses aussi bien de leur idéologie révolutionnaire que de leur avant-garde de combat, à les priver de leur état-major dirigeant politique, à un moment où l'impérialisme, la bourgeoisie et la réaction sont bien organisés et armés jusqu'aux dents et se sont lancés à l'assaut de la classe ouvrière et des peuples révolutionnaires.

Un autre objectif des révisionnistes khrouchtchéviens, c'est de faire dégénérer l'ordre socialiste et de liquider la dictature du prolétariat, de transformer radicalement l'Union soviétique et les pays socialistes en pays et Etats bourgeois de type nouveau, trotskiste-titiste. Sous le slogan fallacieux de la «lutte contre le culte de la personnalité et ses séquelles», les révisionnistes ont lancé les calomnies les plus monstrueuses contre le marxisme-léninisme, contre le parti communiste et la dictature du prolétariat, contre l'ordre socialiste tout entier et contre le communisme international. Ils s'en sont pris à l'édification du socialisme en URSS, ils ont répudié ses conquêtes, jeté le discrédit sur le peuple soviétique et ont tout fait afin de convaincre l'opinion que les enseignements de Lénine ont été soi-disant déformés par Staline, par son «arbitraire» et par son «culte». Le «socialisme stalinien» devrait donc être liquidé totalement et transformé en un «socialisme véritable», de modèle révisionniste, et acceptable par les sociaux-démocrates, par les libéraux bourgeois, par l'impérialisme et la bourgeoisie. Sous le couvert de «l'Etat du peuple tout entier», les révisionnistes khrouchtchéviens ont liquidé la dictature du prolétariat en Union soviétique et instauré leur propre dictature, celle de la nouvelle couche embourgeoisée qui s'est emparée du pouvoir et qui opprime et exploite le peuple soviétique. Cette nouvelle couche bourgeoise, qui est la base sociale du révisionnisme et dont les représentants politiques sont les dirigeants révisionnistes soviétiques, a ouvert maintenant la voie à la restauration du capitalisme en Union soviétique. Elle a pris des mesures radicales en vue de transformer l'économie socialiste en une économie capitaliste de type nouveau à l'instar de la Yougoslavie titiste, en vue d'abâtardir l'instruction publique, la culture, le mode de vie et la saine morale prolétarienne, de répandre la corruption et la débauche, de permettre la pénétration de l'idéologie et de la morale bourgeoises, des capitaux étrangers et surtout du dollar américain. Ce que l'intervention impérialiste, les gardes-blancs, les trotskistes et tous les autres ennemis de l'Union soviétique n'avaient pu faire à l'époque, les révisionnistes khrouchtchéviens sont en train de l'accomplir actuellement.

Les révisionnistes khrouchtchéviens ont eu et ont toujours pour objectif la destruction du camp socialiste, qui constitue la plus grande conquête révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les travailleurs du monde, pour y substituer la vaste conception de la «grande famille socialiste des peuples» ; ils visent à détruire les liens fraternels marxistes-léninistes entre pays socialistes et à les remplacer par des rapports fondés sur l'esprit d'hégémonie et de chauvinisme, le chantage, les pressions économiques, politiques et militaires du plus grand sur le plus petit, du plus puissant sur le plus faible. Les dirigeants révisionnistes soviétiques foulent aux pieds la souveraineté des peuples et des autres pays socialistes, s'ingèrent de manière brutale dans leurs affaires intérieures, organisent contre eux des activités de sappe, s'efforcent de leur imposer leur diktat afin de les placer sous leur coupe et sous la botte du nouvel Etat trotskiste soviétique. Dans les rapports entre pays socialistes, les principes de l'internationalisme prolétarien ont été remplacés par de nouveaux principes d'oppression et de domination, bourgeois, capitalistes. Les révisionnistes soviétiques et ceux qui sont à leur remorque, fidèles à cette ligne, ont foulé aux pieds tous les accords économiques, politiques et militaires passés avec la République populaire d'Albanie, ils ont pratiqué à son égard une politique féroce, chauvine et impérialiste... A divers degrés et sous différentes formes ils poursuivent la même politique à l'égard de leurs amis et alliés.

Le démantèlement à l'échelle internationale de l'unité internationaliste des ouvriers, le démantèlement du mouvement communiste international et la soumission des partis communistes à la direction révisionniste soviétique, occupent également une place importante dans la stratégie des révisionnistes khrouchtchéviens. Le groupe dirigeant soviétique a introduit aussi la conception et la méthode de la «baguette de chef d'orchestre» et du «parti père» dans le mouvement communiste international. Il a jeté aux orties les critères et les principes marxistes-léninistes régissant les rapports entre partis frères pour établir des rapports féodaux et patriarcaux de soumission et de domination... La direction révisionniste soviétique a organisé l'attaque publique contre le Parti du Travail d'Albanie au XXII^e Congrès du P.C.U.S. Cette direction et ceux qui sont à sa suite ont transformé les congrès de certains autres partis en arènes pour y lancer des calomnies et des attaques farouches contre notre Parti. En mars de l'an dernier, les révisionnistes khrouchtchéviens ont organisé la réunion scissionniste et fractionnelle de Moscou, ils ont soutenu et incité les éléments hostiles et antiparti à adopter des attitudes fractionnelles dirigées contre les partis frères, ils ont déployé et déploient toujours une grande

activité scissionniste au sein des organisations démocratiques internationales afin de leur imposer leur propre ligne opportuniste et pro-impérialiste.

L'essence de la ligne des révisionnistes khrouchtchéviens, leur rêve et leur idéal suprême, c'est **l'amitié et la coopération soviéto-américaine, c'est la réalisation d'une nouvelle alliance entre l'impérialisme américain et l'impérialisme révisionniste soviétique pour la domination du monde**. Cette nouvelle alliance vise au partage de zones d'influence, à la soumission de tous les Etats du monde au diktat de ces deux grandes puissances. C'est un fait incontestable que les révisionnistes khrouchtchéviens, les dirigeants soviétiques en tête, ont d'ores et déjà effacé toutes les lignes de démarcation séparant les amis et les ennemis du socialisme et des peuples, et qu'ils ont rompu tous les liens avec le marxisme-léninisme, avec les révolutionnaires et avec les peuples. Ils se sont ralliés à l'impérialisme contre le socialisme, ils se sont ralliés aux Etats-Unis d'Amérique contre les peuples, ils se sont ralliés à tous les réactionnaires contre les révolutionnaires, ils se sont ralliés à la clique de Tito et à tous les renégats de la classe ouvrière contre le marxisme-léninisme, contre les partis et les forces qui demeurent fidèles au marxisme-léninisme et à la cause de la révolution.

Tel est le visage anti-marxiste, anti-socialiste et contre-révolutionnaire des révisionnistes khrouchtchéviens. Tels sont leurs buts stratégiques de traîtres. La lutte résolue et de principe de notre Parti a eu précisément pour objectif principal d'arracher le voile au vrai visage de traître des révisionnistes khrouchtchéviens aux yeux de tous les communistes et de tous les peuples, de dénoncer les desseins hostiles de la direction révisionniste soviétique. Cette lutte, notre Parti est fermement décidé à la mener jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale du marxisme-léninisme sur le révisionnisme moderne khrouchtchévien, titiste, etc.

4. - RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE KHROUCHTCHEVIEN ET TITISTE

Le développement et le renforcement de la lutte contre le révisionnisme ont pour condition le rejet catégorique de toute illusion sur le prétendu «changement» qui se serait opéré chez les nouveaux dirigeants soviétiques, sur leur «tournant» et les «rectifications» qu'ils seraient soi-disant en train d'apporter aux erreurs de Khrouchtchev. De telles illusions sont extrêmement funestes. Les dirigeants soviétiques actuels sont les collaborateurs les plus intimes de Khrouchtchev, ce sont eux qui, de concert avec Khrouchtchev, ont préparé et mis à exécution la contre-révolution en Union soviétique, qui ont élaboré et appliqué la ligne révisionniste, qui s'en sont pris farouchement au marxisme-léninisme dans tous les domaines, idéologique, politique, économique, organisationnel, culturel, artistique, etc. ; ce sont eux qui ont attaqué et qui combattent les partis marxistes-léninistes, ce sont eux qui se sont alliés à l'impérialisme américain, à la bourgeoisie et à la réaction mondiale, et qui œuvrent de toutes leurs forces et par tous les moyens afin de mettre sur pied une Sainte-Alliance de l'impérialisme et du révisionnisme contre le communisme et contre les peuples du monde entier.

Les marxistes-léninistes ne se laisseront pas duper par les manifestations externes et la démagogie dont les nouveaux dirigeants de l'Union soviétique font un si abondant usage. Derrière toutes ces pratiques ils doivent voir le contenu, l'essence des choses, distinguer les paroles des actes. Si nous regardons les choses sous cet angle, il apparaît alors clairement que les dirigeants soviétiques actuels n'ont changé en rien et ne se proposent nullement de changer. Ils sont décidés à se maintenir dans la voie de la trahison. Et cela est plus que logique. Ils ne sauraient regagner la juste voie sans sonner leur propre glas. Voilà pourquoi l'on ne peut nourrir aucun espoir de voir les traîtres révisionnistes opérer un tournant. Ce tournant se réalisera inmanquablement un jour, mais il ne sera pas l'œuvre des révisionnistes ; il sera fait par les marxistes-léninistes qui mettront fin à la domination des révisionnistes et les feront comparaître devant le tribunal de la révolution.

En quoi ceux qui entretiennent des illusions sur ce point voient-ils le «changement» et le «tournant» des nouveaux dirigeants soviétiques ? En aucun fait concret, si ce n'est dans la démagogie khrouchtchévienne, dans le piège de laquelle ils ont donné, de bon ou de mauvais gré. Et il faut

convenir que dans le domaine de la démagogie, les nouveaux dirigeants soviétiques, les Brejnev, Kossyguine et consorts, sont plus rusés et habiles que leur maître. En paroles, ils jurent fidélité au léninisme et permettent une appréciation plus «objective» de Staline, mais en même temps ils proclament leur fidélité aux XX^e et XXII^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Serait-ce là le «tournant» dont il s'agit ? Pas le moins du monde. Il ne saurait être question de tournant que dans le cas où l'on rejeterait ouvertement le révisionnisme et la trahison, où l'on dénoncerait publiquement, comme antimarxistes, les décisions des XX^e, XXI^e et XXII^e congrès du P.C.U.S., où l'on proclamerait révisionniste le programme du Parti communiste de l'Union soviétique élaboré au XXII^e congrès et toutes ses thèses sur le «parti et l'Etat du peuple tout entier» etc. Il ne saurait être question de tournant que dans le cas où l'on réhabiliterait Staline totalement et sans aucune équivoque.

Notre Parti a souligné et souligne encore que la question de Staline en particulier constitue une question fondamentale, car les révisionnistes ont concrétisé leur attaque contre le marxisme-léninisme et la dictature du prolétariat précisément dans l'attaque contre Staline. Notre Parti estime que les marxistes-léninistes et tous les révolutionnaires doivent défendre Staline contre toute calomnie et toute attaque des révisionnistes, et faire en sorte, par leur lutte, que soit redonnée à l'œuvre et au nom de Staline la place d'honneur qui leur revient. Car Staline fut et demeure un grand révolutionnaire et un grand marxiste-léniniste. Il a poursuivi une ligne générale juste et révolutionnaire aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Il a observé avec conséquence la ligne de la lutte de classe et de la dictature du prolétariat, la ligne de l'édification du socialisme et du communisme et la lutte contre le bureaucratisme et les éléments bourgeois dégénérés. Il a conduit le peuple soviétique de victoire en victoire dans une lutte acharnée contre tous les ennemis de l'Union soviétique et du socialisme. Staline a apporté une précieuse contribution à la création et à la consolidation du camp socialiste, au développement et au renforcement du mouvement communiste international. Tout au long de son existence de militant révolutionnaire, Staline a mené une lutte résolue contre l'impérialisme, pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité des peuples, il a fidèlement poursuivi la politique d'internationalisme prolétarien, d'aide et de soutien aux peuples opprimés et à leurs mouvements de libération nationale et révolutionnaire.

Staline fut un homme simple. En tant que marxiste-léniniste, il a toujours apprécié à sa juste valeur le rôle des masses et la place qui revient aux individus ; il était contre le culte de la personnalité et il a critiqué plus d'une fois cette pratique comme étant étrangère aux marxistes-léninistes. Toutefois, et cela surtout dans les dernières années de sa vie, son culte fut fortement grossi par la propagande soviétique. Et par la suite la clique khrouchtchévienne, qui, par peur, avait pourtant elle-même activement participé à l'exaltation de Staline, exploita ce fait à ses propres fins anti-marxistes et anti-socialistes. Si l'on peut adresser quelque critique à Staline, ce n'est pas pour avoir développé et appliqué son propre culte, mais uniquement pour ne pas avoir pris les mesures nécessaires en vue de freiner cette propagande inutile, d'autant que le grand prestige qu'il s'était acquis par sa lutte et son œuvre ainsi que la confiance et l'affection sans bornes que lui témoignaient le peuple et le parti suffisaient pour frapper sévèrement les éléments bureaucrates qui mettaient en danger la dictature du prolétariat. Notre Parti du Travail est resté et reste fermement fidèle aux principes marxistes-léninistes sur les rapports entre la masse, la classe, le parti et les dirigeants, en luttant aussi bien contre le culte de la personnalité que contre la négation du rôle et de l'autorité des dirigeants qui jouissent de l'affection et du respect des masses, qui défendent fidèlement leurs intérêts et les guident avec succès dans la lutte révolutionnaire. Sur cette question, nous avons toujours présents à l'esprit les mots de Marx, qui, parlant de lui-même et d'Engels, disait :

«Nous deux nous ne donnons pas même un sou rouillé pour notre popularité... Ma participation et celle d'Engels à l'association secrète des communistes s'est faite dès le début à la condition que, de ses statuts, serait éliminé tout ce qui favorise la prosternation mystique devant les autorités.» (K. Marx et F. Engels. Œuvres, 2e éd., russe, t. 34, p. 241.)

Les mérites historiques de Staline sont incontestables. Ces mérites constituent les traits caractéristiques fondamentaux qui font de lui un grand dirigeant et un grand révolutionnaire. Les calomnies des révisionnistes à l'encontre de Staline ne peuvent assombrir tant soit peu sa figure

éminente, ni son œuvre monumentale qui brilleront dans les siècles et seront toujours une grande source d'inspiration et une bannière de combat pour tous les marxistes-léninistes du monde.

Les nouveaux dirigeants révisionnistes soviétiques s'égosillent sur «l'unité» du mouvement communiste et de la «famille» des pays socialistes, mais ils déclarent en même temps qu'ils n'ont eu aucune divergence avec N. Khrouchtchev sur toutes les questions de principes, tant en politique étrangère qu'en ce qui concerne le mouvement communiste international. Est-ce à dire qu'il faut voir dans ces paroles le prétendu tournant ? Nullement... Mais qu'en est-il en réalité ? En fait, depuis que Brejnev, Kossyguine et consorts se sont emparés du pouvoir, leurs agissements contre le marxisme-léninisme et contre les partis qui le défendent n'ont cessé de s'intensifier ; les provocations et les actes de diversion gagnent en ampleur et l'unité, dans le mouvement communiste comme dans la «famille» socialiste, est minée de façon encore plus systématique. L'unité au sein du mouvement communiste et dans le camp socialiste sera rétablie, mais elle le sera par les marxistes-léninistes, sans révisionnistes et sans traîtres, et dans une lutte résolue contre eux.

Les révisionnistes soviétiques prônent à grand bruit l'«unité d'action» contre les impérialistes, en affirmant qu'il y a soi-disant plus de choses qui nous unissent qu'il n'y en a qui nous séparent, mais en même temps ils font des déclarations publiques et œuvrent activement en faveur de la collaboration soviéto-américaine la plus entière. Ces déclarations prouveraient-elles aussi qu'on se trouve devant un «tournant» quelconque ? Nullement. Des faits sans nombre attestent que les révisionnistes khrouchtchéviens sont anti-impérialistes en paroles seulement, alors qu'ils sont pro-impérialistes dans leurs actes. Ils élargissent de plus en plus leurs relations économiques, politiques et scientifiques avec les Etats-Unis d'Amérique. Toute leur activité diplomatique, notamment leur diplomatie secrète, vise au renforcement sous tous les aspects des liens et de la coopération avec les différents impérialistes, américains, japonais, ouest-allemands, anglais, etc., avec les réactionnaires indiens et la clique fasciste indonésienne, avec tous les ennemis des peuples, du socialisme et de la révolution. Qu'est-ce qui unit donc les marxistes-léninistes et les révisionnistes modernes ? Rien. Tout les sépare. L'idéologie, la politique et les buts finaux qu'ils poursuivent sont diamétralement opposés.

Le front anti-impérialiste des peuples du monde entier doit reposer sur une base saine. Ce doit être un front véritablement anti-impérialiste rassemblant tous ceux qui, dans une plus ou moins grande mesure, luttent effectivement contre l'impérialisme avec à sa tête les Etats-Unis. Par l'ensemble de leur politique et de leur activité les révisionnistes khrouchtchéviens se sont exclus du front anti-impérialiste. Admettre dans ce front les révisionnistes serait y admettre la «cinquième colonne», «le cheval de Troie», et le miner de l'intérieur. Notre Parti reste résolument fidèle à l'idée du grand Lénine selon laquelle on ne saurait combattre avec succès l'impérialisme sans mener en même temps une lutte résolue contre le révisionnisme, ce produit et allié intime de l'impérialisme. Lénine soulignait que

«... Si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 22, p. 367.)

L'idée selon laquelle «l'unité d'action» avec les révisionnistes khrouchtchéviens contre l'impérialisme des Etats-Unis constituerait le banc d'essai de l'attitude à l'égard du révisionnisme et une lutte effective et positive contre lui, est absolument inadmissible pour notre Parti du Travail.

En réalité, collaborer avec les révisionnistes, adhérer à «l'unité d'action» avec eux, signifierait glisser graduellement sur les positions du révisionnisme, accepter leur ligne de trahison. Cela voudrait dire aussi reconnaître que l'impérialisme américain n'est pas l'ennemi le plus féroce des peuples et le gendarme international, et considérer comme justes la politique khrouchtchéviennne de «coexistence pacifique» avec l'impérialisme, la collusion soviéto-américaine, le traité de Moscou et tous les autres accords, publics ou secrets, des dirigeants soviétiques avec les impérialistes américains et les réactionnaires des différents pays. Cela reviendrait à renoncer à la lutte contre l'impérialisme et à souscrire aux intérêts de la coopération soviéto-américaine, sacrifiant ainsi la liberté et l'indépendance

des peuples. C'est justement cela que les révisionnistes cherchent à obtenir par leurs tentatives à propos de «l'unité d'action».

Par leur slogan sur «l'unité d'action», les révisionnistes s'efforcent d'atteindre leur objectif diabolique consistant à se taire sur les profondes divergences idéologiques et politiques de principes, au nom d'une prétendue lutte contre l'impérialisme, avec à leur tête les Etats-Unis d'Amérique. Ce ne serait là rien de moins qu'une capitulation complète devant le révisionnisme, ce serait l'abandon de la lutte contre lui, l'acceptation de la coexistence idéologique avec les révisionnistes.

L'unité d'action avec les révisionnistes constitue une manœuvre trompeuse et démagogique pour une autre raison aussi. L'unité dans la lutte contre l'impérialisme présuppose la coordination du potentiel économique et des forces militaires afin de tenir tête à la politique de guerre et d'agression de l'impérialisme. Mais que nous démontrent les faits ?... Ils ont mis leur potentiel économique et militaire au service de leur ligne générale visant à asseoir la domination soviéto-américaine sur le monde.

Ceux qui entretiennent des illusions sur le prétendu tournant des nouveaux dirigeants soviétiques s'enthousiasment de «l'empressement» dont font montre ces derniers pour «renoncer à la polémique ouverte». Serait-ce là une autre raison sérieuse pour ajouter foi au prétendu tournant des révisionnistes ? Pas du tout. D'abord, il n'est pas vrai que les révisionnistes aient renoncé à la polémique ouverte. Le fait qu'ils poursuivent une politique absolument contraire au marxisme-léninisme et aux intérêts du socialisme ne constitue-t-il pas une continuation de la polémique dans les actes ?... Enfin, les calomnies et les attaques de la presse quotidienne, le travail de propagande, les lettres et les cours non seulement commentés dans les organisations du parti en Union soviétique mais envoyés aussi à certains autres partis pour y être lus et discutés, sont-ils autre chose que la poursuite de la polémique ouverte ? Il ne faut pas non plus oublier que les révisionnistes modernes khrouchtchéviens furent les premiers à commencer la polémique ouverte et qu'ils répétaient tous alors comme des perroquets que cette pratique était «léniniste». C'est seulement après avoir constaté que la polémique ouverte leur apportait des résultats négatifs en aidant à démasquer leur visage de traître, qu'ils la qualifièrent de funeste.

Notre Parti estime que la polémique ouverte est indispensable, qu'elle est une école pour tous les communistes, car elle les aide à distinguer la vérité du mensonge. Les révisionnistes s'estimeraient très satisfaits si l'on ne parlait d'eux qu'en termes généraux, à condition de ne pas les attaquer publiquement et de ne pas appeler les choses par leur vrai nom. Mais le révisionnisme et la trahison ne sont pas des ombres, ils constituent une réalité vivante et sont en train de miner le socialisme et la lutte des peuples. Aussi est-ce cette réalité et non pas des ombres que les marxistes doivent combattre s'ils ne veulent pas glisser sur des positions de donquichottisme. Notre Parti juge qu'on ne devrait pas permettre un seul instant que les révisionnistes khrouchtchéviens puissent profiter d'une situation d'accalmie pour consolider leurs positions et continuer sans entraves leur œuvre de trahison. Affaiblir tant soit peu la lutte contre le révisionnisme moderne sous quelque prétexte que ce soit, ce serait s'écarter des principes. Et les principes ne peuvent ni ne doivent jamais être sacrifiés à des intérêts et à des avantages momentanés, de caractère économique ou de quelque autre caractère qu'ils soient.

Notre Parti estime que la situation est telle que tout parti et toute personne qui se disent communistes et révolutionnaires ne sauraient rester spectateurs, attendre que les révisionnistes les attaquent et se borner seulement à saluer la lutte des autres contre le révisionnisme. Le temps presse. Les marxistes-léninistes se doivent d'être à l'offensive et non sur la défensive, de monter à l'assaut et non pas de battre en retraite. Ils n'ont pas craint ni ne craignent les révisionnistes, leurs menaces et leurs pressions. La peur est étrangère aux marxistes-léninistes, ils l'ignorent, aussi bien dans la lutte contre l'impérialisme, que dans la lutte contre le révisionnisme. Les révisionnistes seuls ont peur de l'impérialisme et du marxisme-léninisme. Avoir peur des révisionnistes signifie craindre encore davantage l'impérialisme et ne pas avoir confiance dans la force et le triomphe du marxisme-léninisme.

Nous estimons qu'il est grand temps d'établir une nette ligne de démarcation entre nous et les révisionnistes modernes, tous leurs groupements et surtout le groupe dirigeant soviétique, et de lutter avec la plus grande âpreté en vue de l'isoler complètement du peuple et des communistes révolutionnaires soviétiques. Nous n'avons pas confondu et ne confondrons jamais la direction révisionniste soviétique avec l'Union soviétique et le peuple soviétique, avec lesquels nous avons été et serons à jamais amis, aussi bien dans les bons que dans les mauvais jours. Mais il est de fait que le révisionnisme est actuellement au pouvoir en Union soviétique. Ce révisionnisme doit être combattu avec acharnement et dans un esprit de principe. Cela est dans l'intérêt direct des communistes et du peuple soviétiques, c'est une grande aide que nous apportons à leur lutte révolutionnaire pour mettre fin à la trahison révisionniste qui a sapé à ses fondements les conquêtes de la Révolution d'Octobre et de l'édification socialiste et communiste en Union soviétique.

Dans la lutte contre le révisionnisme moderne, comme du reste sur toutes les autres questions, l'unique attitude juste est l'attitude de principes. Il n'est pas permis de marchander avec les principes, on ne doit pas s'arrêter à mi-chemin, on ne doit jamais avoir une attitude hésitante et opportuniste dans la défense des principes. La lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme est une manifestation de la lutte des classes qui se livre entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le socialisme et le capitalisme. Il n'y a pas de milieu dans cette lutte. La ligne du «juste milieu», ainsi qu'il a été prouvé par l'expérience historique de plusieurs années, est la ligne de la conciliation des contraires, de tout ce qui est irréductiblement inconciliable. C'est une attitude instable et provisoire. Cette ligne intermédiaire ne saurait non plus servir à camoufler les déviations par rapport aux principes marxistes-léninistes, car la lutte contre le révisionnisme, si elle ne s'inspire pas de motifs idéologiques mais uniquement de quelques contradictions économiques et politiques, de bases nationalistes et chauvines, se réduit à un bluff qui n'ira pas loin. Quiconque s'en tient à cette ligne dans la lutte contre les renégats du marxisme-léninisme risque de glisser lui-même tôt ou tard sur les positions de ces derniers.

«Il n'y a pas et il ne peut y avoir de ligne «intermédiaire» dans les questions ayant un caractère de principe, a souligné Staline avec force. A la base du travail du Parti il faut poser ou ces principes ou les autres. La ligne «intermédiaire» sur les questions de principe, c'est la «ligne» qui moistit le cerveau, la «ligne» qui couvre les divergences, la «ligne» qui conduit à la dégénérescence idéologique du parti, la «ligne» qui conduit à la mort idéologique du parti.» (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 9, p. 4.)

Selon le jugement de notre Parti, le problème à l'ordre du jour qui se pose aujourd'hui avec force, comme un problème actuel de grande acuité, n'est pas la réconciliation et l'unité avec les révisionnistes, mais bien la rupture et la séparation définitive avec eux. Lénine disait :

«L'unité est une grande cause et un grand mot d'ordre. Mais ce qu'il faut à la cause ouvrière, c'est l'unité des marxistes, et non l'unité des marxistes avec les ennemis et les falsificateurs du marxisme.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 20, p. 256.)

L'unité avec les opportunistes et les révisionnistes, souligne Lénine,

«... c'est l'unité du prolétariat avec la bourgeoisie nationale et la scission du prolétariat international, l'unité des laquais et la scission des révolutionnaires.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t 21, p. 387.)

Face au front uni formé par l'impérialisme et le révisionnisme, face à leurs attaques, leurs complots et leurs menaces de guerre, les marxistes-léninistes doivent renforcer leur unité à l'échelle nationale et internationale ainsi que leur lutte résolue contre eux. Les temps que nous vivons ne se prêtent guère à des discussions académiques interminables et stériles, mais ils exigent des actions courageuses et militantes, révolutionnaires et pleines d'abnégation et de sacrifices. Les révisionnistes modernes et la bourgeoisie avec ses partis sont en train de propager à grand bruit le pacifisme et l'humanisme bourgeois afin de faire naître chez les gens, et même parmi les communistes hésitants et timorés, l'impression que notre militantisme révolutionnaire serait soi-disant «sectarisme», «aventurisme»,

«dogmatisme», «fanatisme», etc. Nous, marxistes-léninistes, ne sommes ni sectaires, ni aventuriers, ni dogmatiques, ni fanatiques. Nous combattons ces manifestations comme étant étrangères aux communistes et inacceptables pour eux, mais en même temps nous ne glissons pas sur les positions de nos ennemis, qui recourent à ces accusations non fondées à des fins déterminées et tentent par ce procédé de provoquer notre désagrégation idéologique, politique et organisationnelle et de nous inciter à affaiblir ou à cesser même notre lutte contre eux.

Les partis et les forces marxistes-léninistes doivent être fortement unis dans leurs rangs, bien organisés, trempés et prêts à soutenir une longue lutte. Nous devons être parfaitement préparés, sur le plan politique, idéologique, économique et militaire, à la lutte et aux actions révolutionnaires, en assimilant à fond et de façon créatrice notre doctrine triomphante. Le communisme mondial actuel doit être caractérisé par l'esprit révolutionnaire et combatif des temps héroïques de Lénine et de Staline, du Komintern. Non sans desseins hostiles précis, N. Khrouchtchev et ses acolytes ont entrepris la lutte pour jeter le discrédit sur le Komintern et son œuvre immortelle. Les temps ont changé, certes, et il ne s'agit pas pour nous d'adopter ou de copier les formes et les méthodes de travail, d'organisation et de direction du Komintern, justifiées à l'époque, avec leurs bons et leurs mauvais côtés. Mais de l'avis de notre Parti, la création de liens de coopération et de coordination, conformes aux nouvelles conditions d'aujourd'hui, constitue une question indispensable et urgente.

Bien entendu, tous les partis sont égaux et indépendants. Chaque parti, comme le souligne la Déclaration de Moscou, élabore lui-même sa ligne générale, en s'appuyant sur les principes du marxisme-léninisme et conformément aux particularités et aux conditions concrètes du pays et du moment. Les révisionnistes modernes, eux aussi, parlent à tout bout de champ de ces justes principes marxistes, mais si, en paroles, ils s'expriment en faveur de l'indépendance, en réalité ils voudraient placer tous les partis sous leur dépendance et leur direction; si, en paroles, ils se prononcent en faveur de l'internationalisme prolétarien, en réalité ils oeuvrent pour que les marxistes-léninistes ne s'unissent pas et n'observent pas une ligne commune, formulée sur la base d'une analyse de principes, fouillée, objective, de classe, marxiste-léniniste. Les révisionnistes modernes s'emploient par tous les moyens à nous diviser, car l'unité des marxistes-léninistes sonne leur glas et celui de leurs patrons, les impérialistes américains. Les marxistes-léninistes doivent rejeter ces tentatives des révisionnistes, surmonter tous les obstacles et raffermir leur unité révolutionnaire sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Ils doivent renforcer leur coopération et coordonner leurs actions, ils doivent élaborer une ligne commune et une attitude commune sur les questions les plus fondamentales, notamment sur la lutte contre l'impérialisme et contre le révisionnisme moderne, sur les nouvelles alliances, une ligne et une attitude qui se concrétisent dans les conditions réelles de la situation actuelle mais qui soient, en toute occasion, fondées sur les principes marxistes-léninistes.

La situation dans le monde et au sein du mouvement communiste international évolue en notre faveur et au détriment de nos ennemis. Nous devons cependant regarder les situations bien en face et les affronter avec audace, car les ennemis impérialistes et révisionnistes, malgré les défaites qu'ils ont subies, n'ont pas déposé les armes ; ils sont au contraire en train d'intensifier leur collaboration et leurs activités. La situation est telle qu'elle n'admet pas d'indolence, d'hésitation, de vacillements ; elle exige du courage, de la détermination et de la maturité d'esprit ; elle ne souffre pas les tactiques dénuées de mordant, douillettes, opportunistes ni la phraséologie, mais requiert des actions rapides, militantes, une tactique de combat susceptible de soutenir chaque jour et à tout moment notre stratégie révolutionnaire, tout en étant une tactique sage, pondérée, adaptée à la situation créée et aux circonstances dans lesquelles milite chacun des partis. Et il ne fait aucun doute que grâce à une stratégie et à une tactique révolutionnaires basées sur notre idéologie triomphante, les partis et les forces marxistes-léninistes iront toujours de l'avant et remporteront de nouvelles victoires, de concert avec la classe ouvrière, les peuples et les nations opprimés, dans leur lutte sacrée contre l'impérialisme et le révisionnisme, pour le triomphe du marxisme-léninisme, du socialisme, de la révolution et de la paix dans le monde.

En ce qui le concerne, le Parti du Travail d'Albanie, en tant que membre actif des forces marxistes-léninistes mondiales, est parfaitement conscient de la grande tâche historique qui se pose à présent au mouvement communiste, pour la défense du marxisme-léninisme et le progrès de la cause de la révolution et du socialisme... Le Parti du Travail d'Albanie luttera de toutes ses forces contre l'impérialisme, ayant à sa tête les Etats-Unis d'Amérique, et contre le révisionnisme moderne conduit par les dirigeants soviétiques, il soutiendra sans réserve la juste lutte révolutionnaire des partis et des forces marxistes-léninistes, œuvrera sans relâche à la consolidation et au resserrement de l'unité antirévionniste du mouvement marxiste-léniniste et de l'unité anti-impérialiste des peuples du monde, avec la conviction que la victoire reviendra au marxisme-léninisme, au socialisme et aux peuples. Voilà la tâche que ce Congrès assigne à tout le Parti pour les années à venir.

Œuvres, t. 34.

LA REVOLUTIONNARISATION CONTINUE DU PARTI ET DU POUVOIR

[Ce discours est un développement plus poussé des idées exposées dans la décision du Bureau politique du CC du Parti «sur la lutte contre le bureaucratisme, pour une méthode et un style révolutionnaires dans le travail». Les discussions qui eurent lieu au cours de l'analyse de ce document montrèrent la justesse des décisions historiques prises par notre Parti, sa maturité et sa vitalité marxistes-léninistes.]

Discours prononcé à la réunion commune des organisations de base du Parti de la mine de charbon de Krrabe, de l'Usine «Enver», de la coopérative agricole «Wilhelm Pieck», de la formation militaire 5009 et de l'Université d'Etat de Tirana

6 février 1967

Camarades communistes,

Les organisations du Parti se trouvent à la veille d'un événement important. Au cours des deux prochains mois, dans les villes et les villages, dans les différentes institutions et dans les forces armées, se tiendront les réunions de reddition de comptes et d'élection des directions des organisations de base, ainsi que des comités du Parti dans les arrondissements et les zones reculées.

La reddition de comptes et les élections sont un événement de grande importance pour le renforcement du Parti. Dans les réunions organisées à cet effet, chaque membre est tenu de dresser le bilan de son travail et de celui de l'organisation, d'apprécier dans un esprit de critique et d'autocritique les succès obtenus et les défauts constatés, de se fixer les objectifs à atteindre, de participer à l'élection du secrétaire, du bureau ou du comité, qui sont choisis parmi les camarades, hommes et femmes, qui ont le mieux travaillé, qui se sont montrés des organisateurs capables, des combattants résolus pour l'application de la ligne du Parti.

Les réunions de reddition de comptes et d'élections dans les organisations de base doivent absolument justifier leur raison d'être. Je veux dire par là que tous, sans exception, doivent demander à leurs camarades de rendre compte de leur activité et rendre compte, eux-mêmes de la leur, mais sans se borner à une analyse d'ensemble de la façon dont ils ont accompli leur tâche. Chacun de nous doit plutôt regarder comment il l'a accomplie lui-même en sa qualité de communiste et cela non seulement dans les champs, à l'usine ou au bureau, mais aussi dans la vie sociale, comment il s'est mobilisé et a

lutté pour résoudre les problèmes de caractère social, politique ou familial et, lorsque je dis familial, je n'entends pas les affaires intimes de la famille, mais les problèmes sociaux et politiques qui concernent la famille albanaise.

Au sein de l'organisation de base, les militants révolutionnaires demandent des comptes à leurs camarades révolutionnaires. En effet, les questions sur lesquelles il leur est demandé de rendre des comptes, ne sont pas des questions privées, personnelles, mais des problèmes politiques et organisationnels du Parti, des problèmes qui concernent le collectif de travail, la masse. Nous assumons donc là, en tant que communistes, une grande responsabilité, soit comme collectif du Parti, soit comme membres de ce collectif.

Actuellement nous menons une grande lutte, une lutte incessante et très fructueuse pour la révolutionnarisation continue du Parti. La révolutionnarisation du Parti signifie la révolutionnarisation de ses membres. Ceux-ci doivent être des soldats trempés comme l'acier, politiquement éclairés, courageux, sociables, francs, sincères et, le cas échéant, sévères. Ils doivent extirper tout élément pernicieux, soutenir le nouveau progressiste, organiser sa mise en œuvre et lutter à l'avant-garde pour le réaliser... Tout le Parti et le pays doivent se soulever énergiquement, jeter au brasier les coutumes rétrogrades et tordre le cou à quiconque foule aux pieds la loi sacrée du Parti qui défend les droits des femmes et des jeunes filles. Ce sont là des problèmes moraux et politiques d'une extrême importance.

Il est indispensable de demander des comptes aux communistes, mais il faut le faire dans un esprit révolutionnaire. Cette demande ne doit pas être faite dans un esprit mesquin et à propos de questions mineures, apolitiques; elle doit être dépouillée de tout esprit inquisitorial, de toute calomnie, d'attaques motivées par des rancunes personnelles. Toutes les demandes de comptes faites dans cet esprit sont condamnables ; elles sont étrangères au Parti, car elles sont toutes inspirées par une mentalité petite-bourgeoise.

C'est pourquoi je pense que nous devons nous écarter des formes de demandes générales de comptes sans résultat, ou des formes dépassées de critique et d'autocritique, qui n'enflamment ni n'éteignent, qui n'éduquent pas politiquement les camarades et ne les aident pas à aboutir à une solution judicieuse des problèmes.

Le Parti doit être révolutionnaire au plus haut degré, et, à cette fin, il est nécessaire que ses membres assument tous leurs responsabilités en accomplissant scrupuleusement leurs tâches et en rendant minutieusement compte de leurs activités. Souvent, s'ils ne le font pas comme il se doit, c'est que cela n'est pas exigé d'eux de la juste façon, que tous ne comprennent pas correctement leurs devoirs, au premier chef leurs devoirs politiques.

Prenons par exemple les membres de comités du Parti ou bien les membres des bureaux des organisations de base, jusques et y compris les membres de ces organisations. On dit habituellement qu'ils ne se mobilisent pas tous comme il le faudrait pour la conduite des différentes affaires du Parti. D'ordinaire, on se borne à critiquer le bureau du comité du Parti, ses secrétaires, ou bien le secrétaire de l'organisation de base, pour ne pas avoir bien organisé le travail auprès d'eux, etc. Tout cela est justifié. Mais les critiques doivent être encore plus sévères, puisque le seul travail plus ou moins organisé et planifié qui incombe aux comités du Parti et à leurs secrétaires, est celui qu'ils accomplissent avec les instructeurs du comité, les permanents de l'appareil et, de temps à autre, dans quelque réunion, avec les secrétaires des organisations de base. Si on l'envisage et on l'accomplit de cette façon, ce travail se caractérisera par un esprit bureaucratique, purement officiel.

Mais ces camarades ne sont pas seuls responsables de cet état de choses. La faute en retombe aussi sur d'autres, qui ne sont l'objet que d'une critique légère ou même de pas de critique du tout et qui, lorsque le moment de la reddition de comptes et des élections arrive, ne rendent compte de rien et n'en sont pas moins réélus. Je fais surtout allusion aux membres des plénums des comités du Parti et des bureaux des organisations de base. Or ils sont élus par le Parti pour diriger, organiser, mobiliser et lutter en

révolutionnaires. Ils ne doivent pas seulement attendre les deux ou trois réunions annuelles du comité du Parti et s'imaginer que leur tâche s'achève avec ça. A ces réunions le travail ne fait que commencer.

Ils peuvent dire : «Oui mais voilà, les secrétaires ne nous convoquent pas, ne nous mobilisent pas», etc. Pourtant nous n'avons jamais vu ces camarades mettre les secrétaires au pied du mur à ce sujet, et même les faire sauter s'ils n'accomplissent pas convenablement leur devoir. Supposons, un moment, que la faute en soit aux bureaux et aux secrétaires ; il n'empêche que l'on voit très rarement les membres des comités du Parti exercer en révolutionnaires les droits que leur a accordés le Parti. Il arrive peu souvent, pour ne pas dire jamais, qu'un membre d'un comité aille, sans être désigné par celui-ci, contrôler, aider, orienter des organisations de base autres que la sienne ou y prendre des mesures sur place; il est rare aussi que quelqu'un aille visiter et aider des organismes économiques en dehors de celui auquel il est lui-même attaché. Personne ne remue, pour ainsi dire, le petit doigt sans demander l'avis et l'autorisation des secrétaires. Un membre du comité du Parti doit se concerter sur ces questions avec les secrétaires, recueillir des données des organismes du Parti. Il est tenu de discuter avec les secrétaires de ce qu'il a vu, de ce qu'il a fait et leur soumettre ses propositions. N'entreprendre soi-même aucune action ou ne prendre aucune initiative dans les limites de ses attributions, c'est ne pas se comporter en révolutionnaire, c'est faire preuve d'un intérêt strictement limité aux affaires du ressort de sa propre organisation de base. C'est faire preuve d'un intérêt purement local.

La mise en œuvre judicieuse de ses droits et de ses devoirs par chaque communiste de la base ou élu aux organes dirigeants du Parti, ne signifie pas qu'il lui soit permis de violer les normes du Parti, sur lesquelles je m'arrêterai plus loin ; au contraire, il doit lutter pour les raffermir. S'il n'utilise pas ces droits, il tolère ainsi une méthode de travail susceptible de renforcer l'esprit bureaucratique dans le travail des organismes du Parti et on en arrive de la sorte à ce que les gens nommés aux organismes du Parti deviennent tout-puissants, apparaissent comme des «spécialistes, des militants infallibles du Parti» et l'on dit d'eux, qu'ils «connaissent l'organisation du Parti sur le bout du doigt». Il en va de même pour quelques simples membres du Parti.

Il ne fait point de doute que, dans l'organisation de base, il faut organiser les tâches, procéder à une répartition du travail parmi les communistes. Cela se fait de façon satisfaisante en certains endroits, mais moins bien ailleurs. Nous devons veiller à ce que ce travail soit perfectionné, et il n'est permis à aucun communiste de rester les bras croisés sous prétexte qu'on ne lui a assigné personnellement aucune tâche. Les tâches à exécuter sont innombrables. Alors quelle espèce de révolutionnaire est un communiste qui attend pour agir que quelqu'un s'avise de lui assigner une tâche ?

Non, un communiste de ce genre ne peut pas être considéré comme un révolutionnaire énergique, plein d'élan et d'initiative. Le Parti ne veut de membres pareils. Ses membres doivent se persuader que c'est seulement dans une lutte révolutionnaire que peuvent se créer et se tremper des communistes héroïques.

Il faut donc considérer toutes les réunions du Parti et en particulier celles de redditions de comptes et d'élections comme une grande école pour la révolutionnarisation des cadres du Parti.

Les redditions de comptes et les élections doivent aussi mettre en mouvement tous les travailleurs sans-parti, qui ne sont ni ne peuvent être indifférents aux succès ou aux défauts constatés dans le travail, pas plus qu'à l'égard des tâches que l'organisation du Parti fixera pour l'avenir ou de l'identité de ceux qui seront élus à la direction de l'organisation du Parti. C'est pourquoi, les communistes, en se préparant pour les réunions de redditions de comptes et d'élections, ont pour devoir de s'entretenir avec les travailleurs, d'écouter leurs opinions, observations, critiques et propositions et de les étudier attentivement, de façon qu'à la réunion du Parti soient reflétées non seulement les opinions des communistes, mais aussi celles des masses. Une préparation de ce genre contribuera à ce que les réunions d'élections dans le Parti se déroulent dans un esprit militant, révolutionnaire...

L'année 1966 a été l'année des grandes initiatives créatrices de la classe ouvrière, à la suite desquelles ont été mis sur pied de nombreux ateliers et fabriques; ç'a été l'année au cours de laquelle toute la paysannerie des zones montagneuses s'est acheminée sur la voie de la collectivisation de l'agriculture ; l'année du renforcement ultérieur du potentiel défensif de la Patrie et de la mobilisation révolutionnaire de chaque citoyen de notre République populaire.

Ces succès sont un stimulant, un grand encouragement pour chaque communiste et pour chaque travailleur de notre pays. Ils renforcent notre confiance et notre conviction que, de même que nous avons accompli les tâches de la première année du quinquennat, nous réaliserons avec succès, et même encore mieux, les tâches de 1967 et des années successives du 4^e plan quinquennal approuvé par le V^e Congrès de notre glorieux Parti.

Le Parti nous enseigne que nous, communistes, ne devons jamais nous laisser griser par les succès.

Nous ne devons jamais cacher derrière nos succès les défauts qui existent dans notre travail. Nous savons que, dans la grande action menée par les organisations du Parti pour mobiliser les masses, il y a encore, malgré les succès obtenus, des lacunes et le Parti doit lutter avec fermeté pour les liquider.

Le Comité central du Parti a constamment souligné que les organisations de base du Parti sont tenues de faire preuve de plus d'initiative dans leur travail. Cependant, cette question n'est parfois pas comprise correctement. Ainsi, une opinion a cours selon laquelle l'examen des décisions des comités du Parti dans les organisations de base alourdit leur fonctionnement et brise leur initiative. L'étude des décisions qui sont transmises d'en haut ne doit pas être considérée comme une affaire inutile, superflue. Cette opinion est erronée. Selon cette conception, il serait inutile d'informer le Parti dans son ensemble, de lui apprendre à travailler et à penser, de lui donner des orientations et de le faire profiter des généralisations de l'expérience.

Nous ne devons pas perdre de vue un seul instant que notre Parti se fonde sur le principe du centralisme démocratique, ce qui signifie que la vie démocratique, les actions démocratiques de notre Parti relèvent d'une direction centralisée, direction élue dans les formes les plus démocratiques par tout le Parti. Sur la base, donc, de ce centralisme démocratique, les décisions importantes des organismes supérieurs du Parti doivent être connues de tous, par les organismes inférieurs et par tout le Parti. De plus, les organismes inférieurs sont tenus de les approfondir encore et de trouver les méthodes et les moyens les meilleurs pour les mettre en application, pour les réaliser.

Ces décisions essentielles du Parti ne peuvent être exécutées lorsque dans le Parti existe un esprit libéral, petit-bourgeois, lorsque s'y affirme une indifférence nocive. Non, dans notre Parti marxiste-léniniste, dans un parti prolétarien de combat, il ne saurait y avoir de place pour un laxisme politique et organisationnel, pour une fausse démocratie.

Notre Parti dirige la grande lutte prolétarienne du peuple. Et pour remporter la victoire dans chaque bataille, il applique dans ses rangs une discipline de fer, qui est telle parce qu'elle est consciente. Nous devons sauvegarder et tremper encore plus ces normes et les autres normes du Parti, dont je parlerai plus loin. Il ne faut pas penser un seul instant que, puisque le Parti, est au pouvoir et que nous édifions victorieusement le socialisme, il nous est permis de faire des concessions dans l'application rigoureuse de ses normes. Non, en aucune façon! L'application de ses normes consolide le Parti, elle en fait une organisation d'avant-garde et invincible.

L'étude des décisions ou les suggestions concernant le travail, les formes de travail et la tâche fixée par les organismes dirigeants sont indispensables. Ce mode d'agir ne bouche aucun horizon aux organisations de base, il ne fait obstacle à aucune de leurs initiatives. Mais ici il s'agit de savoir quelle aide différenciée leur est donnée pour comprendre les décisions et les appliquer dans la situation réelle où l'organisation de base vit et dirige. Et ici nous constatons un grave défaut.

Le champ d'action de toutes les organisations semble être identique, mais il n'en est pas toujours ainsi. On ne peut donc pas recommander qu'une décision soit analysée de la même façon à la ville qu'à la campagne, à l'usine que dans une brigade de coopérative ou à l'école. Il ne faut pas insister pour que chaque organisation traite de manière uniforme tous les problèmes qui font l'objet d'une décision.

Chaque organisation doit être orientée, informée par une décision dans son ensemble et bien la comprendre. Puis elle doit en approfondir sérieusement les éléments qui constituent des problèmes aigus et actuels pour elle... Les comités du Parti doivent comprendre que le travail dans les organisations du Parti à la campagne a sa nature spécifique et ses caractéristiques, qui, souvent, et surtout dans nos situations concrètes, diffèrent de celles du travail des organisations du Parti dans les villes.

Les résultats ne seront pas satisfaisants si l'on oublie ou l'on ignore les différences existant chez nous entre la ville et la campagne, si l'on oublie que la vie et les coutumes de la ville ne sont pas les mêmes que celles de la campagne et si l'on applique de façon automatique et stéréotypée les mêmes méthodes de travail, les mêmes formes d'action dans les deux cas. Les secrétaires et les instructeurs des comités du Parti ne se montrent pas très attentifs dans ce sens. Ils ne tiennent pas suffisamment compte de certains faits, comme, par exemple, que la presse, pour diverses raisons, n'arrive pas à destination à la campagne aussi rapidement qu'à la ville ; que le foyer de la culture de telle ou telle coopérative ne fonctionne pas ou qu'il n'est pas aussi fréquenté que celui d'une usine à la ville; que les survivances du passé dans la conscience du paysan y subsistent avec plus d'obstination que dans celle de l'ouvrier; que le niveau culturel du paysan est encore inférieur à celui du citoyen. Alors, que doivent faire les secrétaires et les instructeurs ? Deux voies s'offrent à eux: ou bien garder leurs œillères, ou bien se creuser davantage la cervelle pour trouver des solutions plus appropriées. Il nous serait difficile de donner des recettes, puisque, comme je l'ai dit, pour chaque village ou groupe de villages il peut y avoir des remèdes particuliers, selon la situation et les circonstances. Mais une seule voie est infaillible et constitue le principal moyen susceptible de remédier à la situation et d'améliorer le travail : c'est, la connaissance approfondie et sérieuse de la situation à la campagne, la connaissance de chaque homme et de chaque cadre du village, de ses capacités, de ses penchants, de sa volonté, de son cœur. Cela vaut aussi pour les organisations des villes. Ce n'est que sur ces fondements que les organisations de base feront preuve de plus d'initiative, ce n'est que sur ces fondements que les comités et les instructeurs du Parti pourront fournir une aide qualifiée. En corrigeant le défaut dans la méthode de travail des comités et des organisations de base, on aidera les organisations du Parti à devenir plus combattives et à mieux diriger le travail d'exécution des grandes tâches qui leur incombent.

Maintenant qu'elles se préparent pour les réunions de redditions de comptes et d'élections, les organisations du Parti sont tenues d'avoir bien en vue leurs traits propres ainsi que leurs faiblesses, en sorte que, à l'occasion de ces élections, on insiste particulièrement sur ces faiblesses.

Il faut reconnaître que les comités du Parti ont institué, concernant les élections au Parti, une tradition qui doit être épurée de toutes les formes stériles ou surannées. Une de ces pratiques consiste, pendant la période des élections et des redditions de comptes, à débattre tous les problèmes. Il me semble que les camarades doivent regarder cette question de plus près. Nous pouvons adopter la pratique consistant à limiter les points soulevés dans les réunions de redditions de comptes et d'élections à une ou deux questions essentielles, comme celles de la production ou de la culture et de l'enseignement, celles où l'on note le plus de faiblesses et de défauts. Et sur ces questions, il incombera à chaque communiste de rendre des comptes, de critiquer et de faire une autocritique. La nature de ces problèmes se rattache étroitement aux caractéristiques de l'organisation de base, à sa spécificité, à ses défauts et à ses faiblesses.

Nous avons pour devoir de tremper continuellement le Parti, de façon qu'il reste toujours combatif, dynamique et vivant, intransigeant envers les défauts et les insuffisances. A cet effet, ce qui importe avant tout c'est de transfuser du sang jeune dans ses veines, d'y admettre de nouveaux membres issus des rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée, les éléments les plus méritants et les plus

révolutionnaires de l'intelligentsia. Les statuts approuvés au V^e Congrès du Parti définissent clairement les conditions exigées pour les admissions et les mesures à appliquer pour la formation des stagiaires. Les organisations de base ont pour devoir de bien expliquer et de faire comprendre ces exigences et leurs objectifs. *[Selon ces statuts, la durée du stage pour l'admission au Parti fut portée, d'un an qu'elle était auparavant, à 2 à 3 ans, suivant la condition sociale, la nature du travail et le niveau de formation politique, idéologique du stagiaire. Ces statuts traduisent un effort plus marqué du Parti pour grossir ses rangs d'éléments mieux trempés et pétris des traits de la classe ouvrière.]* Si les directives du Parti concernant les admissions sont bien expliquées et comprises, il apparaîtra alors clairement que les nouvelles prescriptions des statuts ne ferment pas les portes du Parti, mais qu'au contraire elles les ouvrent. A qui ? Aux méritants, aux révolutionnaires. Mais elles en interdisent l'accès à ceux qui ne le méritent pas.

Pourquoi donc, actuellement, certains camarades peuvent-ils penser que les conditions nouvelles sont de nature à empêcher l'afflux de sang nouveau dans le Parti ? Parce que les membres et les organisations du Parti ont fait jusqu'à présent et à plusieurs reprises, des propositions ne reposant pas sur de sains critères et ont admis de nouveaux membres sans les avoir bien mis à l'épreuve. Maintenant, les critères sont sains et les preuves à donner différenciées. On doit s'habituer à ces formes nouvelles et on n'aura pas alors de raisons de penser que les portes du Parti seront fermées. Fermer ses portes, serait néfaste, de même qu'il serait très préjudiciable de les laisser grandes ouvertes et de permettre qu'y soit admis n'importe qui et n'importe quand. Toutefois, certains considèrent la directive du Parti de façon schématique, alors qu'elle est, au contraire, différenciée, qu'elle comporte des nuances — pour les ouvriers, les coopérateurs, les intellectuels et les employés. Si l'on ne tenait pas compte de ces nuances, de ces différentes exigences fixées pour telle ou telle couche sociale, et si l'on envoyait au hasard ici ou là, faire son stage de candidat aussi bien un mineur, un coopérateur qu'un intellectuel ou un homme de bureau, cela signifierait que les directives du Parti n'ont pas été comprises et cela comporterait même des dangers.

Considérons le cas de ceux qui recommandent un candidat membre. L'instruction du Comité central à ce sujet prescrit qu'il faut «prendre position» contre tout répondant qui parraine un candidat à la légère. Il faut interpréter cette disposition de manière juste. Le répondant est certes, responsable de sa recommandation devant le Parti, mais il n'en découle pas qu'il faille nécessairement prendre des sanctions contre lui pour des erreurs ou des fautes que le stagiaire pourrait commettre au cours de sa vie dans le Parti, car alors personne n'oserait recommander quelqu'un. La question doit être comprise conformément à la dialectique du développement.

Ou prenons encore la disposition des statuts selon laquelle le stagiaire peut changer de profession et embrasser celle qu'il a pratiquée durant son stage. En principe, cela peut se faire, mais il ne faut pas que cela devienne une règle, car cela n'est pas toujours dans l'intérêt de la bonne marche du travail ni du stagiaire lui-même.

Le stagiaire peut aussi faire son stage en dehors du district où il est domicilié, mais cela non plus ne doit pas devenir une règle. Lorsque le stagiaire est célibataire, l'affaire est plus facile à régler. Et puis, à l'heure actuelle, il existe dans chaque district des secteurs de travail très variés et difficiles, où l'on peut envoyer le stagiaire. Que l'éducation à travers le travail difficile soit envisagée pour les ouvriers et les coopérateurs également. Quant aux femmes, il convient de procéder avec elles avec circonspection, surtout lorsqu'elles sont mariées et ont des enfants, mais c'est surtout avec les fonctionnaires et les intellectuels que l'on doit se montrer exigeant. Il faut donc comprendre correctement les directives du Parti et suivre avec le plus grand soin et constamment le problème des admissions au Parti sur des bases nouvelles, le problème de son renforcement par du sang nouveau, puisque c'est pour lui une question vitale.

Les questions que je viens d'évoquer sont importantes pour l'amélioration du travail du Parti. Mais ce ne sont pas les seules à envisager en rapport avec la campagne de reddition de comptes et d'élections dans le Parti. La révolutionnarisation continue du Parti et des organismes de notre pouvoir, la

consolidation du Parti et du pouvoir dépendent d'un ensemble de problèmes. Je voudrais vous entretenir plus précisément de deux problèmes de principes :

Premièrement, de l'application et du respect rigoureux des principes et des normes révolutionnaires du Parti.

Deuxièmement, de la lutte conséquente et décidée qu'il faut mener contre le bureaucratisme.

DE L'APPLICATION DES NORMES DU PARTI

Depuis le jour de sa fondation, notre Parti marxiste-léniniste a attaché une importance primordiale **au centralisme démocratique, à la critique et à l'autocritique, à la démocratie prolétarienne, à l'analyse critique des problèmes et des phénomènes, à la saine observance du secret, à la discipline de fer et consciente, à la ligne de masse, à la lutte de classes, etc.** Les bons résultats dans ces domaines sont confirmés par la saine situation morale et politique dans le Parti, par l'élévation idéologique, par l'esprit révolutionnaire qui anime le Parti et le peuple, par la réalisation de sa ligne, sans erreurs préoccupantes, par la réalisation des plans.

Bien entendu, ce serait commettre une erreur de suffisance et de myopie que de dire que chez nous tout va pour le mieux, que tout s'y accomplit de manière parfaite. L'autosatisfaction, le vertige des succès obtenus entraînent un état de passivité qui a pour conséquence de minimiser les fautes, de les laisser grossir puis de les couvrir en pensant que «nous avons obtenu des succès», qu'«à présent tout va pour le mieux», qu'«il n'y a pas de raison de s'inquiéter de quelques phénomènes regrettables», que nous jugeons fortuits.

L'autosatisfaction devant la justesse des décisions adoptées et, en conséquence, l'idée que ceux qui les ont formulées sur la base de l'expérience du Parti et de l'Etat sont infaillibles, à l'abri de toute critique, et l'adoption à leur égard d'une attitude idéaliste, mystique, non révolutionnaire, non conforme à la dialectique marxiste-léniniste, reposent sur une idée fautive, sur un jugement erroné. On doit toujours s'en tenir au principe : «fais confiance aux gens et contrôle — les, aime et respecte quiconque travaille et lutte de manière juste, inlassablement, de façon conséquente, dans un esprit de justice et dans la voie du Parti, mais ne manque pas de critiquer et de corriger qui que ce soit, lorsqu'il se fourvoie ; n'hésite pas à démasquer et à frapper sévèrement et sans merci quiconque s'engage dans une voie hostile, contre le Parti, le peuple et le socialisme.»

Poursuivre avec persévérance la révolutionnarisation du Parti, telle doit être notre préoccupation majeure. La révolutionnarisation du Parti ne peut se faire qu'à travers la connaissance judicieuse de la signification philosophique profonde et de l'application rigoureuse et révolutionnaire des principes marxistes-léninistes qui guident le Parti ainsi que des normes léninistes qui régissent sa vie et celle de ses membres.

Cette question d'importance vitale ne doit pas être comprise de façon purement formelle et il ne faut pas permettre que ces principes soient appliqués de manière mécanique, appris comme des formules sans âme et sans vie. Nous devons apprendre ces principes et ces normes et les appliquer correctement dans la pratique, mais, en même temps, un de nos devoirs primordiaux doit consister à déceler et à comprendre les véritables causes profondes qui empêchent la compréhension et l'application correctes de ces normes en général, ou par certains en particulier, dans telle ou telle organisation de base, ou par tel ou tel communiste.

Les cadres du Parti sont à présent en état de faire à tout moment ce diagnostic indispensable du travail, et il faut qu'ils trouvent les moyens de remédier aux insuffisances, que ce soit en général, pour tout le Parti, ou pour des communistes pris séparément. Le remède, pour chaque communiste pris individuellement, qui ne comprend pas les normes, ne les applique pas correctement ou les viole, c'est l'étude de la théorie marxiste-léniniste, c'est la lutte révolutionnaire, et cela fait partie de l'éducation

générale du Parti dans ces directions. **Considérons certaines questions que nous éclaire l'expérience du Parti.**

Les organisations de base du Parti, malgré les grands progrès enregistrés dans ce sens, ne sont pas le théâtre d'une vie très intense, de discussions et de débats suffisamment animés, de confrontations d'opinions et de points de vue opposés qui permettraient aux camarades de s'instruire et d'adopter des décisions et des mesures justes, qui aideraient chaque communiste à élever et à affirmer sa personnalité, à aiguïser sa vigilance, à appliquer correctement et facilement des directives, la ligne, la tâche fixée. C'est là une question capitale pour la vie et la lutte du Parti.

Devons-nous consacrer à ce problème une attention particulière pour découvrir les vrais motifs qui empêchent l'organisation de base d'être révolutionnaire au plus haut point ? Sans aucun doute oui ! Par ailleurs, devons-nous nous contenter des résultats obtenus et ignorer le fait qu'un certain nombre de communistes ne s'expriment pas, ne prennent pas une part active aux débats, et nous borner à dire : «ils ne sont pas suffisamment formés» ? Devons-nous considérer comme essentiellement subjectives les erreurs d'un communiste que nous critiquons et penser à la légère que ce communiste est seul responsable de son erreur, alors que la responsabilité en retombe aussi sur nous et sur l'organisation de base pour ne pas l'avoir aidé ? Ou, lorsqu'un communiste ou un groupe de communistes réalise imparfaitement les tâches et les plans, devons-nous nous borner à dire que c'est seulement de leur faute, et que nous, l'organisation de base, n'en sommes point responsables; nous désolidariser ainsi avec eux dans les cas scabreux et ne nous solidariser avec eux que lorsque tout va bien ? Absolument non !

Mais pourquoi toutes ces choses-là se produisent-elles dans les organisations de base, pourquoi cela arrive-t-il aux communistes ? Ce n'est pas la première fois que nous avons examiné ces questions, que ce soit superficiellement ou à fond; ce n'est pas la première fois que nous les constatons. Mais malgré les mesures d'organisation et d'éducation que nous avons adoptées et adoptons continuellement, ces choses-là se produisent quand même.

Je pense que, sur aucune question, nous ne devons nous faire d'illusions, nous laisser aller à l'autosatisfaction ou prétendre que nous avons accompli notre devoir en prenant telle ou telle mesure, ou encore dire que nous avons obtenu des résultats (et c'est effectivement vrai), mais que «ces choses-là sont inévitables ; que c'est la dialectique de la vie, de la lutte qui les apporte». Nous ne devons pas nous satisfaire de ces attitudes. Nous devons pousser toujours plus à fond l'analyse des choses, renforcer et mieux organiser les mesures que nous adoptons. C'est là-dessus, me semble-t-il, que nous devons insister.

Comme je l'ai souligné à plusieurs reprises, il faut que la réunion de l'organisation de base soit pour les communistes un événement très important et, pour qu'elle le soit effectivement, elle exige une préparation sérieuse de la part de tous et pas seulement du secrétaire. Elle ne doit pas se borner à une juste élaboration de l'ordre du jour, elle exige une préparation de la part de tous les communistes, jusque dans l'analyse minutieuse des détails du problème soumis à l'étude et à l'examen de l'organisation. Si l'on procède ainsi, il y aura inmanquablement des discussions dans l'organisation de base, il y aura nécessairement des débats et des confrontations, des opinions nouvelles, justes ou erronées, et la critique et l'autocritique ne manqueront d'apparaître. Ce sont des organisations de base de ce genre qu'il nous faut.

C'est pour de telles organisations de base que nous devons lutter. C'est là-dessus que doit reposer tout travail initial et toute éducation bien conçue, c'est ainsi qu'on peut assurer la formation des communistes selon les justes normes du Parti, c'est ainsi que l'on peut assurer leur élévation politique et idéologique, en même temps que technique et organisationnelle. En effet, c'est des débats révolutionnaires au sein de l'organisation de base que dépendent pour beaucoup l'organisation du travail et la réalisation des tâches dans la pratique, que dépendent les efforts individuels et collectifs faits pour l'élévation du niveau de formation technique des communistes et des masses.

Si l'on ne demande pas à chacun de rendre des comptes, si l'on n'exige pas de chacun qu'il respecte la discipline, si l'on ne s'emploie pas à tout cela avec insistance dans l'organisation de base, alors où le fera-t-on ? Si la critique et l'autocritique n'y sont pas développées comme il faut sur la base des normes du Parti, alors où le seront-elles ? Si un communiste n'a pas le courage d'exprimer son opinion dans l'organisation de base, sera-t-il en mesure de l'exprimer dans les réunions de masse ? Si un communiste ne s'éduque pas de façon à comprendre et à appliquer la dictature du prolétariat et toutes les normes qui en découlent, dans sa vie, dans sa conscience et dans son travail, on est alors en droit de se demander: Comment fera-t-il comprendre aux masses ce qu'est la dictature du prolétariat, ce que sont ses normes politiques, idéologiques, morales, organisationnelles et répressives ?

Nous instruisons les larges masses et demandons qu'elles parlent librement, qu'elles critiquent les défauts et les hommes, afin que ceux-ci s'éduquent et se corrigent. Il est évident que cela ne peut pas être appliqué correctement par les masses si la chose n'est pas comprise et appliquée comme il convient par le Parti en général et par chaque communiste en particulier.

Ce n'est pas que le Parti et les communistes de notre pays ne connaissent pas ces normes et ne les mettent pas en pratique. Non, le fait est qu'ici on est en présence d'une vraie atmosphère de formalisme, de schématisme et d'une analyse insuffisante de ces normes, d'une insuffisante compréhension des avantages ou du danger qui peuvent dériver de leur juste analyse et application ou d'une attitude contraire.

Je pense que les normes fondamentales qui régissent la vie et la lutte du Parti, et par conséquent de l'organisation de base, de chaque communiste, doivent être connues parfaitement, à fond, et qu'il faut surtout en connaître l'aspect idéologique et politique. Nous n'avons pas insisté autant qu'il le faudrait sur ce point.

Pour illustrer cette conclusion, prenons comme exemple les statuts du Parti. Les statuts du Parti sont le guide du communiste, ils sont le document fondamental qui régit la vie du Parti. Dans ce document sont synthétisées ses principales orientations, les droits et les devoirs d'un communiste. Si celui-ci ne les connaît pas, s'il ne les comprend pas à fond et s'il ne les met pas en pratique, il ne pourra pas être un bon communiste.

Lorsqu'un membre viole les normes des statuts, il est pris à son égard des sanctions qui peuvent aller jusqu'à sa radiation. Mais il se produit en fait quelque chose de très étrange : Les statuts ne sont pas étudiés, ils ne sont pas utilisés comme un document de base par les communistes, simples membres ou dirigeants du Parti. Quelques-uns les lisent et disent : «D'accord. Ce sont des choses connues, nous les savons et c'est là-dessus que nous nous fondons dans notre action». Il est vrai que nous savons beaucoup de choses, mais pourquoi alors commettons-nous des erreurs, pourquoi violons-nous les articles des statuts ? Cela montre que nous ne connaissons pas bien ces articles, que parfois nous ne les connaissons pas du tout et qu'ils ne sont pas devenus, dans notre conscience, un bouclier contre les phénomènes négatifs, que nous ne nous en inspirons pas pleinement pour continuer notre marche en avant et dans la juste voie révolutionnaire.

Depuis la fondation du Parti nous organisons tous les ans des cours sur les statuts. Ce travail a donné et donne toujours des résultats, mais nous devons continuer à rechercher aussi les méthodes les meilleures afin que chaque communiste ait les statuts présents à son esprit et dans son cœur, à chacun de ses pas...

Prenons la question de la participation insuffisante et peu fructueuse aux débats sur les divers problèmes soulevés dans l'organisation de base. Je veux parler de ce phénomène en général, et je n'entends pas par là que tous les membres de l'organisation de base sont tenus mécaniquement d'intervenir aux débats. Mais pourquoi n'interviennent-ils pas ? C'est cela qui, au premier chef, doit nous préoccuper.

Il n'y a pas de débats et les interventions sont falotes lorsque le problème n'est pas connu, lorsqu'il n'est pas étudié ni posé correctement et de façon argumentée.

Il n'y a pas de débats lorsque le problème est communiqué sèchement et à la dernière minute à l'organisation, dont les membres ainsi pris au dépourvu se voient contraints ou bien de ne pas intervenir ou bien de n'intervenir que superficiellement. Ainsi le problème est posé seulement pour la forme, il est abordé comme s'il s'agissait d'une corvée ; on impose indirectement à l'organisation les opinions de celui qui pose le problème, et à la réunion se distinguent ceux qui parlent facilement, mais qui parfois débitent des flots de paroles creuses.

On comprend bien les conséquences négatives qu'une telle façon d'agir comporte pour le travail et pour l'éducation des hommes, et les rapports qui s'établissent ainsi entre la direction et la base.

Faire en sorte que les gens se préparent à la discussion sur le problème posé est l'unique moyen de ranimer l'organisation. Quand on a compris un problème à fond on est en mesure d'intervenir dans les débats, de faire des remarques, de critiquer, de voir les choses dans la perspective et d'avancer des propositions. Si donc tous se préparent, on verra sans aucun doute se confronter de bonnes et de mauvaises idées, elles seront débattues, on trouvera et choisira les meilleures et l'on envisagera aussi les mesures à prendre en vue de surmonter les difficultés. Au cours de ce débat on connaîtra aussi la valeur des hommes, on se rendra compte du prix de chacun d'eux. C'est ce qui s'appelle la lutte révolutionnaire au sein de l'organisation...

Lorsqu'une personne demande à adhérer au Parti et y est admise, elle a des droits et des obligations qu'elle doit absolument connaître et mettre en œuvre avec courage. On ne peut pas se dire membre de notre Parti et par ailleurs, se montrer timoré. Un membre du Parti peut ne pas connaître beaucoup de choses ou n'en connaître certaines qu'à moitié; le Parti ne cessera de les lui enseigner à travers de nombreuses formes d'éducation, mais ce qu'il sait, comme il le sait, et ce qu'il a appris, comme il l'a appris, le membre du Parti doit l'exprimer, le soumettre à la discussion et, en communiste qu'il est, accueillir aussi les jugements critiques révolutionnaires de ses camarades, autrement dit accueillir avec calme la critique bolchevique, combattre avec courage la critique non-bolchévique, reconnaître honnêtement ses propres erreurs et aller de l'avant.

Tous disent : «C'est juste, mais il n'y en a pas moins des gens qui n'osent pas», etc. Mais qui en est responsable ? Sûrement pas le Parti ni ses normes, car le Parti leur dit constamment : lancez-vous en avant, en révolutionnaires ! Si cette catégorie de gens voient le Parti dans une seule personne qui réprime leurs opinions justes ou étouffe leur critique, la faute en retombe sur eux-mêmes et non pas sur le Parti, pas plus que sur ses normes. Si ces communistes rabaissent la force du collectif du Parti devant une personne qu'ils ont eux-mêmes investie de ses fonctions, ils sont loin d'avoir compris les normes du Parti. Mais il en est d'autres qui ont bien compris les normes du Parti, sous leur aspect formel, mais dans la tête desquels bouillonnent d'autres normes, des normes petites-bourgeoises. Il appartient alors au collectif du Parti de découvrir chez eux ces normes étrangères, de les combattre et d'éduquer ces gens.

Nous devons analyser cette question si importante sous tous ses aspects, car s'il y a des directeurs, des chefs de section ou des secrétaires qui commettent des erreurs, il y a aussi des gens qui ne sont ni chefs de section, ni directeurs, et qui ne supportent ni la critique, ni la discipline, ni l'obligation de rendre des comptes et qui considèrent toute demande qui leur est faite et toute règle qui leur est imposée, comme un acte mal intentionné envers leur personne, etc. Nous connaissons des bavards de ce genre qui lancent des calomnies contre le directeur, (comme nous connaissons aussi des directeurs arrogants), mais lorsque l'affaire est déférée à l'organisation, le collectif la juge correctement et fait apparaître la vérité au grand jour.

Le seul jugement juste et complet est celui qui émane du contrôle du collectif, qui vérifie et doit effectivement vérifier l'affaire. C'est cela le «contrôle de la masse» et la «politique de masse». Tous,

sans exception, sont tenus de se soumettre au jugement des masses sur leur travail et sur leur conduite dans la vie sociale.

Les communistes doivent se soumettre à un double contrôle ; celui du Parti et celui des masses. Personne ne peut dire d'une question qu'il s'agit d'une question personnelle, privée, si elle concerne la société, les normes socialistes et celles du Parti. Personne ne doit s'ingérer dans les affaires personnelles d'un autre, mais lorsque celui-ci tyrannise sa femme ou, pour citer un autre exemple, mène une vie de luxe, dépassant les possibilités que pourraient lui assurer ses revenus, etc., alors le collectif a pleinement le droit de le critiquer et, s'il s'avère qu'il y a violation des normes et des lois, il convient alors de procéder par d'autres voies. Une telle façon d'agir judicieuse n'affaiblit pas notre société; au contraire, elle affaiblit les conceptions petites-bourgeoises sur la vie, sur les normes de vie surannées qui asservissaient l'homme, lui ôtaient sa personnalité, sa liberté et son initiative.

La période des redditions de comptes et des élections dans le Parti revêt une grande importance pour la consolidation du Parti et la formation des cadres, pour leur révolutionnarisation. Dans ces réunions importantes, il faut se débarrasser de tout formalisme, rejeter toute hésitation dans l'application des normes qui régissent la vie du Parti. Il est du devoir de la direction de présenter à ces réunions un rapport sur son activité, de prouver, faits à l'appui, qu'elle a bien accompli sa fonction et de ne pas se borner à ne présenter que des observations générales ou des critiques à la seule adresse des autres. Et il incombe à chaque communiste d'en faire autant.

L'élection de la direction doit se faire sur la base de sains critères, dans le cadre des normes établies, sans que personne ne puisse imposer à l'organisation de base du Parti le dirigeant ou les dirigeants de son choix. Ces organisations doivent proposer elles-mêmes les candidatures, les discuter elles-mêmes de façon détaillée, élire elles-mêmes leurs dirigeants et les révoquer elles-mêmes par la voie la plus démocratique, lorsqu'ils ne s'acquittent pas convenablement de leurs fonctions.

En ce qui concerne la présentation des candidatures, il semble que nous nous soyons quelque peu écartés des normes révolutionnaires que nous appliquions auparavant. A l'heure actuelle, sous prétexte qu'on connaît les cadres, on ne leur demande plus leur curriculum vitae, ou bien on ne le fait que pour la forme. Ici, que l'on connaisse ou non le candidat proposé, il faut rétablir les normes. Au candidat de prendre lui-même la parole devant ses camarades de l'organisation pour présenter son curriculum, et cela en s'abstenant de se vanter de son passé, car ils ont tous été informés de ses mérites. Ce qui importe surtout c'est qu'il parle plus concrètement des défauts qui se sont avérés dans son travail ou des points de vue erronés qu'il a pu avoir, et qu'il s'engage à les corriger.

Ces normes doivent être sauvegardées et développées judicieusement dans le Parti. Mais devant la masse, même à l'égard de ceux qui sont nommés à des fonctions d'Etat, je pense que nous devons appliquer des normes plus ou moins analogues, surtout envers les principaux cadres, directeurs, sous-directeurs, chefs du plan, chefs comptables, comptables, etc. Ces cadres sont nommés et nous pourrions, pour l'essentiel, nous en tenir au principe et aux règles actuellement en vigueur. Toutefois, les organismes économiques et toute autre institution intéressée, quelle qu'elle soit, doivent absolument bien connaître le nouveau cadre qui vient la diriger. Non seulement il faut faire connaître à la masse, et pas de façon purement formelle, le fonctionnaire nommé, mais il faut encore que, pratiquement, celui-ci prenne lui-même la parole devant la masse et présente son propre curriculum franchement de façon que celle-ci puisse le juger et lui dire, «Ecoute, camarade, travaille bien, comporte-toi bien, applique correctement les règlements et les lois, exige la vérification des comptes jusqu'au dernier centime, car c'est ainsi que nous-mêmes agirons envers toi ; écoute-nous, car si tu travailles bien, nous t'aiderons. Seulement, attention, si tu commets des erreurs, nous te tirerons l'oreille ; si tu persistes dans tes erreurs, nous te chasserons ; et sache que tu ne trouveras alors personne pour te défendre. Le Parti est nôtre, le pouvoir est nôtre ; nous sommes au pouvoir, la dictature du prolétariat est au pouvoir, et si tu agis mal, nous t'immobiliserons, si, au contraire, tu travailles bien, nous t'aimerons et te respecterons infiniment».

Si nous appliquons résolument ces normes, nous verrons que nos affaires marcheront bien et que les personnes qui agissent actuellement selon leur bon plaisir auront tôt fait de se corriger.

Pourquoi la connaissance et l'application judicieuse des normes du Parti ont-elles une si grande importance et pourquoi devons-nous tellement insister pour connaître ces normes et en faire des parties intégrantes de notre vie ?

Nous savons que notre Parti du Travail, comme tout parti marxiste-léniniste authentique, est un détachement organisé de la classe ouvrière. Cela signifie que, dans le Parti, il n'y a que des gens d'avant-garde, les meilleurs éléments, les plus révolutionnaires, les plus inflexibles. Ces gens ne tombent pas du ciel, ils sont issus du peuple, ils se signalent au travail et dans la lutte par leurs vertus et leur comportement. Les personnes admises dans le Parti tirent leur origine de différentes classes et couches de notre société, de la classe ouvrière, des coopérateurs, des employés, des intellectuels, etc. Notre Parti cependant n'est pas une arène de classes, où chaque classe a proportionnellement ses représentants qui défendent ses intérêts particuliers de classe. Non. Dans notre Parti l'hégémonie appartient à la classe ouvrière avec son idéologie, le marxisme-léninisme, même si la proportion de membres d'origine ou de condition ouvrière, peut, pour des raisons que l'on sait, y être pour le moment inférieure à celle des membres d'origine paysanne.

Le détachement organisé de la classe ouvrière dans notre pays, autrement dit le Parti du Travail, n'est pas non plus une arène dans laquelle se poursuit une lutte de classes dans le sens classique du terme, mais c'est lui qui dirige la lutte de classes. Cela veut dire que notre Parti est un parti monolithique, doté d'une indissoluble unité marxiste-léniniste de pensée et d'action, il ne tolère pas dans son sein des fractions et des oppositions anti-marxistes, révisionnistes, trotskistes, libérales, social-démocrates et autres. Il a fixé sa stratégie et sa tactique en les fondant toujours sur la théorie marxiste-léniniste et sur les circonstances objectives de notre pays, rattachées aux particularités de l'époque et analysées à la lumière du matérialisme dialectique et historique. Ainsi, la tactique du Parti ne peut se soustraire à ces principes ni biaiser avec eux.

Sur cette base, le Parti a défini ses propres normes pour atteindre le but qui constitue son programme même, l'édification intégrale du socialisme et de la société sans classes, le communisme. Cet objectif ne peut être réalisé que sous l'hégémonie de la classe ouvrière, guidée par le détachement marxiste-léniniste organisé de cette classe, le parti communiste, chez nous le Parti du Travail.

A quoi servent l'organisation parfaite, la discipline de fer, les normes bolcheviques dans le Parti ? Elles sont nécessaires parce qu'elles sont, en fait, le ciment du Parti. Le Parti n'est pas un rassemblement de personnes dépourvues d'une idéologie, de principes et de buts, ou aux principes et aux buts contraires et vagues, qui se sont réunies comme pour aller à une noce. Non.

Le Parti du Travail d'Albanie à peine fondé s'est engagé dans la guerre contre le fascisme, une guerre si acharnée que l'humanité n'en avait jamais connue de semblable. Les destinées mêmes de notre peuple étaient en jeu et seul un parti marxiste-léniniste comme le nôtre pouvait, comme il l'a effectivement fait, assurer son salut. Ainsi donc, notre Parti était une épée tranchante, étincelante, indestructible et inflexible entre les mains de la classe ouvrière et du peuple albanais. Et si cette épée est devenue telle, c'est parce qu'elle a été forgée avec le marxisme-léninisme et qu'elle a été trempée dans la lutte et selon les normes qu'il s'était fixées. Voilà pourquoi, sous la conduite du Parti, la Lutte de libération nationale a été couronnée de succès, notre révolution populaire s'est accomplie et le socialisme se construit aujourd'hui victorieusement. Le Parti aura achevé sa haute mission lorsque la société communiste sera édifiée dans notre pays, lorsque la révolution prolétarienne aura triomphé partout dans le monde.

Que de luttes a dû mener notre Parti pour en arriver où nous sommes ! Il s'est battu contre les fascistes italiens et les nazis allemands, contre les ballistes et la coalition féodalo-bourgeoise du pays ; il a lutté contre les titistes et leurs agences innombrables à l'intérieur et en dehors de ses rangs ; il a lutté contre

les complots et les menées des agences des impérialistes alignés en un front commun ; il a lutté contre les traîtres khrouchtchéviens et leurs agences à l'intérieur et en dehors de ses rangs ; il a lutté contre la féroce coalition fasciste du révisionnisme moderne, le révisionnisme khrouchtchévien en tête.

Notre Parti est venu à bout de tous ces dangers et en a triomphé pour les raisons que j'ai énumérées plus haut, et cela bien que notre peuple ne comptât pas des dizaines de millions d'hommes, ni notre Parti des millions de membres. Dans le Parti, ce qui compte ce n'est pas le nombre, mais la trempe de ses membres, et les communistes albanais, en défendant les principes marxistes-léninistes, sont effectivement devenus indestructibles comme l'acier.

Nos ennemis ne manquent pas de dire que si l'Albanie tient debout et subsiste, c'est grâce à l'aide du dehors. Bien entendu, ce sont là des balivernes. Renier la solidarité internationale du prolétariat mondial ne serait pas marxiste, mais il faut d'abord lutter, se défendre soi-même, et travailler dans la bonne voie, c'est ensuite seulement que l'on peut espérer d'être aidé par les autres.

Bien des choses sont survenues en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire, qui ont conduit au renversement du régime socialiste et à la dégénérescence de leurs partis. Pourquoi cela ne s'est-il pas produit chez nous aussi ? Pour les motifs que j'ai indiqués plus haut. Et précisément pour les mêmes motifs cela ne se produira pas non plus à l'avenir. La coalition impérialiste-révisionniste contre le Parti du Travail d'Albanie et l'Albanie socialiste n'existerait-elle plus ? Cette coalition est toujours debout, mais nous le sommes aussi et nous le demeurerons. Nous nous sommes mesurés avec nos adversaires et en avons triomphé. Nous nous mesurons encore avec eux et nous en triompherons. Il en sera ainsi à l'avenir également. Voilà pourquoi, jusqu'au bout, la victoire nous appartiendra à nous, à notre peuple et à notre Parti.

Nous sommes tous tenus d'étudier les documents de notre Parti, depuis sa fondation, car nous y trouvons une expérience immense. Il se peut que ces matériaux n'aient pas les formes propres à un exposé philosophique auxquelles tiennent tant les intellectuels ou les stylistes, il se peut aussi qu'il y ait des choses secondaires, inutiles, des répétitions, mais on leur doit d'avoir donné une solide formation à un parti et inspiré un petit peuple invincibles, qui ne se sont jamais inclinés, qui n'ont jamais été vaincus, et cela parce qu'ils sont demeurés fidèles au marxisme-léninisme et à ses principes.

Les révisionnistes modernes et la réaction nous qualifient de staliniens, croyant ainsi nous insulter. En fait, telle est bien leur intention. Mais, par cette épithète, ils nous font au contraire un éloge : nous tenons à honneur d'être des staliniens. C'est en effet parce que nous avons été et sommes demeurés tels que l'ennemi ne nous a pas vaincus et ne pourra jamais nous vaincre.

Dans les documents de notre Parti, qui ont une grande valeur historique, il est certains moments que je désire rappeler, et au cours desquels, si nous n'avions pas agi comme nous l'avons fait, nous aurions suscité à notre peuple des difficultés qui auraient entraîné la perte de son indépendance conquise au prix de son sang.

Notre Parti n'a pas permis le partage du pouvoir avec les éléments de la bourgeoisie, fût-elle libérale ; il n'a pas toléré la création de partis bourgeois, ni en dehors ni à l'intérieur du Front, et pas seulement parce qu'il se fondait sur l'expérience de l'Union soviétique, mais parce que lui et notre peuple ont connu et mis à l'épreuve avant, durant et même après la guerre, la nature des ballistes, des «démocrates», des «démocrates indépendants» et autres, tels Riza Dani, Shefqet Beja et leurs acolytes. A l'époque et aux moments propices, le Parti leur fit appel à tous, il leur tendit la main. Bien plus, grâce à son appui, quelques-uns d'entre eux furent élus députés. C'étaient des actions tactiques justes, nécessaires, mais le Parti n'en fit pas une stratégie, il n'en fit pas non plus sa ligne politique et idéologique.

Nos ennemis peuvent nous accuser d'être des sectaires et des terroristes ; tout simplement nous n'avons pas été naïfs ; le Parti et le peuple ont éliminé à jamais les ennemis qui ont tourné leurs armes contre

nous. Nous n'avons pas agi en terroristes, mais en révolutionnaires. Et la révolution prolétarienne, dirigée par le Parti marxiste-léniniste, ne laisse pas entrer le loup dans la bergerie, elle ne permet pas que l'on réchauffe un serpent en son sein. Si cette action a été menée avec succès, c'est parce que le Parti a été la pointe acérée de l'épée du peuple.

Le Parti a toujours maintenu ses rangs purs, comme doivent l'être les rangs d'un parti prolétarien, à qui il faut traverser mille dangers pour atteindre le but final. Le Parti ne s'est jamais laissé désorienter sur cette question vitale, il n'a jamais perdu de vue que les ennemis, pour pouvoir vaincre le peuple, devaient d'abord vaincre le Parti, et c'est pour cette raison qu'ils n'ont cessé de mener une lutte coordonnée à l'intérieur comme en dehors de ses rangs.

Notre Parti a écrasé ses ennemis intérieurs, d'Anastas Lulo [*Ancien membre du groupe communiste des «Jeunes». A la réunion de la fusion des groupes communistes et de la fondation du Parti communiste d'Albanie, et par la suite également, il observa une attitude anticommuniste, se mit à saboter la lutte et fut pour cela condamné par le Parti.*] à Liri Belishova. Il leur a livré une lutte systématique, révolutionnaire. En aucun cas le Parti n'a toléré que les menées hostiles grossissent en son sein. En aucun cas il n'a manqué d'user avec patience des méthodes d'explication, de persuasion, envers tous ceux qui ont trahi et se sont engagés dans une voie opposée au Parti et au peuple. Mais lorsque la mesure a été comble et les faits flagrants, il a rejeté sans hésitation ces éléments hors de ses rangs. Quant à ceux qui avaient ourdi des complots, il les a déférés devant le tribunal, qui a infligé à certains d'entre eux la peine capitale. Les ennemis les ont pleurés, mais le peuple s'est réjoui de voir les traîtres liquidés.

Un parti marxiste-léniniste, qui se respecte en tant que tel, ne peut tolérer l'existence de deux lignes dans son sein; il ne peut donc pas tolérer l'existence d'une et encore moins de plusieurs fractions. Et si cela venait à se manifester, le Parti ne le tolérerait pas, fût-ce pour une courte période. Une fraction en son sein, en opposition avec son unité de pensée et d'action marxistes-léninistes, tend inmanquablement à faire de lui un parti social-démocrate et du pays socialiste un pays capitaliste.

Ce sont tous là des moments historiques pour le Parti. Voilà pourquoi il est du devoir de chacun de lire les décisions et les documents qui s'y rapportent, de les étudier et de se fonder sur eux, car ils contiennent des enseignements vivifiants et instructifs pour notre action à chaque moment.

La lutte de notre Parti est une grande école révolutionnaire, qui lui permet de maintenir ses rangs toujours purs, parce que, bien que le Parti ne soit pas une arène de lutte de classes, ses membres, qui sont à l'avant-garde, y apportent parfois des survivances non prolétariennes, qu'il faut balayer et combattre; et cette lutte est justement la forme de lutte de classe, qui, nous insistons là-dessus, doit être menée contre ces survivances dans le Parti. Cette grande lutte lasse quelques communistes et elle en brise certains autres. Ce sont là des phénomènes qui peuvent devenir dangereux et c'est justement pour cette raison que le Parti est tenu d'éduquer sans cesse ses cadres sur le plan idéologique et politique, dans la lutte et le travail, pour qu'ils ne se laissent pas abattre et restent toujours des révolutionnaires. En envisageant la question sous cet angle, le seul angle marxiste-léniniste, on comprendra la grande importance des normes marxistes-léninistes qui régissent la vie, le travail et la lutte du Parti, du peuple, de chaque communiste et de chaque patriote sans parti.

Plus on comprend à fond la juste ligne de notre Parti, plus on comprend à fond les principes et les normes de sa vie, plus on les applique de façon juste, approfondie et avec un courage révolutionnaire, et plus notre Parti sera fort et inflexible, et le socialisme ira victorieusement de l'avant.

C'est pour tout cela que nous avons lutté et que nous lutterons jusqu'au bout, avec notre héroïque Parti en tête, dans l'intérêt de notre glorieux peuple, dans l'intérêt du socialisme et du communisme.

ENCORE A PROPOS DU BUREAUCRATISME

Me fondant sur les décisions historiques du V^e Congrès qui nous guident dans notre travail, sur la Lettre ouverte du Comité central du Parti et sur l'Appel du Comité central et du Gouvernement, qui sont des documents très importants dans le travail des communistes et des larges masses et qui ont été suivis de tant de grands résultats positifs dans la révolutionnarisation de tous les aspects de notre existence, je tiens à exprimer encore quelques idées au sujet de la lutte incessante que nous devons mener contre le bureaucratisme et ses porteurs.

Ce serait une erreur de notre part de nous tranquilliser en nous imaginant que la lutte contre le bureaucratisme a pris fin et que nous devons ralentir nos efforts après la campagne menée et les premiers résultats obtenus dans ce sens. Il faut comprendre que tant qu'existeront les classes et la lutte de classes, cette lutte sera continue et ne se terminera jamais.

Pourquoi sera-t-elle continue ? Parce qu'elle ne consiste pas, comme certains l'entendent, dans l'adoption pure et simple de quelques mesures techniques, à savoir la réduction du personnel superflu, la suppression des maillons inutiles dans les états du personnel des organismes d'Etat, du pouvoir, de l'économie, de la culture ou dans les organismes du Parti, ou encore la diminution de la correspondance et des paperasses jusques et y compris une plus juste détermination des attributions et des responsabilités personnelles et collectives. Ces mesures, certes, ont joué et ne cesseront de jouer un rôle positif pour combattre le bureaucratisme, mais elles ne sont pas tout. Ce n'est là qu'un aspect secondaire, un aspect technique du problème, qui peut à son tour engendrer «une nouvelle mesure bureaucratique», si l'on n'en saisit pas bien le contenu du point de vue idéologique et politique, autrement dit si l'on ne comprend pas idéologiquement et politiquement ce qu'est et comment voit le jour le bureaucratisme, comment il se crée ses conceptions, où il a son origine, par quel élément subjectif ou objectif il est alimenté.

Si, de 100 personnes, nous avons pu réduire à 50 le personnel d'une institution, cela ne nous sauve pas du bureaucratisme au cas où les 50 personnes qui sont restées n'ont pas compris à fond ce qu'est le bureaucratisme et si elles ne luttent pas en révolutionnaires. Il en va de même de la paperasserie. On peut l'avoir diminuée de volume, sans pour autant s'être débarrassé de l'esprit bureaucratique. Nous devons attacher aux formes l'importance voulue. Elles jouent leur rôle et sont utiles lorsqu'elles sont bonnes, elles sont nuisibles lorsqu'elles sont mauvaises, mais n'oublions jamais que l'important, c'est l'essence, le contenu de la question, sa signification idéologique et politique.

Le bureaucratisme, qui se manifeste sous des formes concrètes et prend des traits odieux, s'inspire de conceptions idéalistes qui se développent et revêtent des formes variées, pour servir le féodalisme, la bourgeoisie et les capitalistes, pour dominer les masses, les opprimer, les exploiter à l'extrême. Ainsi le bureaucratisme est une forme de pensée et d'action ouvertement contraire au peuple, à ses intérêts vitaux.

Le bureaucratisme et les bureaucrates sont donc antipopulaires, ce sont des ennemis du peuple. Les conceptions qui donnent naissance au bureaucratisme et au bureaucrate sont idéalistes, réactionnaires, antirévolutionnaires, antimarxistes. Par conséquent, le bureaucratisme et les bureaucrates sont les pires ennemis, les ennemis les plus sournois du parti marxiste-léniniste et, en tant que tels, le parti doit les combattre sans répit, avec opiniâtreté, dans toutes leurs manifestations, et en anéantir en premier lieu les conceptions politiques et idéologiques, anéantir en même temps le système organisationnel et structurel qu'ils instaurent ou qu'ils s'efforcent de maintenir en vie sous des formes et par des méthodes diverses.

Le peuple, les masses sont éduqués et dirigés de deux façons dans le monde. Là où a triomphé la révolution, ils sont éduqués de façon révolutionnaire, là où domine le capital, ils le sont de façon bureaucratique. Dans la société socialiste, c'est le peuple, la dictature du prolétariat et le parti marxiste-léniniste, c'est la ligne du parti, la ligne de masse qui sont au pouvoir. Il y existe une large et véritable démocratie pour les grandes masses et il n'y existe pas de démocratie pour la minorité réactionnaire, oppresseuse, ennemie des masses. Celle-ci a perdu tout pouvoir et il faut, à travers la lutte de classe et

la dictature du prolétariat, exercer contre elle une grande pression, faire preuve à son égard d'une grande vigilance, qui ne doit jamais s'éteindre.

Par contre, dans les pays dominés par le capital, il existe une démocratie pour les capitalistes, les oppresseurs, les exploités, mais il y existe l'oppression pour la majorité, pour les masses, pour le peuple. Il y règne la dictature de la bourgeoisie, la dictature fasciste et l'ordre bureaucratique.

Ainsi donc, il existe deux conceptions pour diriger: la conception bureaucratique antipopulaire et la conception révolutionnaire populaire. L'une et l'autre se livrent une lutte à mort. Là où a triomphé la révolution, la bureaucratie a perdu la première bataille, mais elle n'a pas déposé les armes. Elle lutte sous d'autres formes, qui ont à leur origine les traditions des régimes passés, dont nous expions encore les crimes, et surtout la mentalité, les préjugés et la vision du monde des hommes.

La manière de penser, les conceptions idéologiques idéalistes de la bureaucratie, sont justement aussi les conceptions de la minorité, des conceptions subjectivistes, qui se développent chez les individus et constituent l'idéologie de la classe dominante, de la minorité qui cherche à subjuguier la majorité. Et cette conception, la minorité ne manque pas de l'inculquer dans l'esprit et la conscience de la majorité, à travers la culture, l'enseignement, la politique, la dégénérescence morale et politique, pour qu'elle s'en fasse une seconde nature, un mode de vivre, de penser et d'agir.

Ainsi donc, quand la révolution triomphe, nous ne devons pas penser que tous les hommes se dépouillent immédiatement de ces opinions et préjugés idéalistes, subjectivistes, individualistes. Il ne faut pas croire que ces opinions et préjugés n'influencent pas, ne freinent pas la marche en avant, n'entravent pas la révolutionnarisation des hommes, de leurs idées et de leur conception du monde, qu'ils ne gênent pas la consolidation accélérée du socialisme. Non. Si nous jugions ainsi, nous ne serions pas réalistes, ni objectifs, nous ne serions pas des révolutionnaires et n'agirions pas en révolutionnaires.

Nous avons détruit de fond en comble le vieux pouvoir bureaucratique de la féodalo-bourgeoisie et du fascisme, nous avons instauré la dictature du prolétariat, le pouvoir des conseils populaires. Mais nous ne pouvons pas dire que, dans notre nouveau pouvoir, notre pouvoir populaire, n'ont pas subsisté, sous une forme ou une autre, certaines manifestations de l'ancienne manière de conduire les affaires. Le fait est qu'au cours des deux dernières décennies, nous avons modernisé, démocratisé et rapproché toujours davantage notre pouvoir des masses du peuple. Mais nous devons quand même continuer de nous battre pour que notre pouvoir ne soit pas démocratique seulement dans ses formes et ses structures, mais surtout dans son contenu. Il nous faut lutter pour que l'essence démocratique du pouvoir et son caractère foncièrement populaire priment tout le reste, car c'est seulement s'il revêt ce caractère démocratique bien marqué qu'il pourra extirper les éléments bureaucratiques légués par le passé ou ressuscités à nouveau sous d'autres formes, et qu'il sera en mesure, à lui seul, de perfectionner et de parachever ses structures, ses formes et de créer les lois qui détermineront son organisation et ses orientations.

Pour combattre avec succès le bureaucratisme et les bureaucrates, il faut comprendre à fond et appliquer résolument les directives du Parti en relation, surtout, avec les mots d'ordre : «le pouvoir appartient aux masses», «le pouvoir aussi près que possible des masses», «une large démocratie de masse», etc.

Un certain nombre de camarades pensent qu'ils comprennent et appliquent bien ces principes, mais dans la pratique on constate le contraire. Ils s'imaginent que le pouvoir est démocratique du seul fait que se tiennent des élections. Ils considèrent cela comme suffisant. Dans les démocraties bourgeoises également, il y a des élections, et des débats y ont lieu à l'occasion de celles-ci. Mais les députés, là-bas, bien qu'élus pour la forme par le peuple, et cela naturellement à travers mille manœuvres trompeuses, ne sont pas des gens du peuple, ce sont des hommes de la bourgeoisie, ils sont à son service, pour défendre et remplir les caisses des capitalistes avec les fruits du sang et de la sueur du

peuple. Ces députés légifèrent sur les moyens de répression permettant de maintenir sur pied et de renforcer un pouvoir antipopulaire, antidémocratique, bureaucratique. C'est un pouvoir de sac et de corde, un pouvoir de corruption morale et politique.

Les élections chez nous sont donc d'une nature diamétralement opposée à celle des élections organisées par la bourgeoisie, et cela dans les principes, le contenu, les buts et la pratique. Chez nous, elles sont essentiellement populaires, révolutionnaires. Les députés des conseils populaires et de l'Assemblée populaire sont des gens du peuple, liés au peuple, élus et révocables par le peuple. Ils votent des lois révolutionnaires dans l'intérêt du peuple et ils appliquent eux-mêmes et en commun avec le peuple ces lois, et aussi les ordonnances et les normes socialistes, révolutionnaires. La volonté des larges masses du peuple est souveraine, et celui-ci a plein pouvoir d'annuler ces lois et ordonnances, de les corriger et de les amender s'il les trouve inappropriées, vieilles ou erronées.

Le rôle et les tâches de notre député en régime de démocratie populaire ne consistent pas seulement à aller formellement prendre contact une ou deux fois par an avec ses électeurs et à appliquer de manière bureaucratique les ordres et les décisions là où il travaille. **Il est à la fois député et membre de la large part du peuple qu'il représente et, loin de se borner à exécuter, il crée, décide, discute, critique, propose et modifie. C'est en comprenant à fond toutes ces tâches et en les accomplissant comme il se doit que l'on combat vraiment les conceptions bureaucratiques. C'est là le grand champ de bataille où s'affrontent les révolutionnaires et les bureaucrates, les organisateurs des masses et les bureaucrates, les courageux et les poltrons, ceux qui font tout leur possible pour consolider la liaison entre le Parti et les masses populaires et ceux qui s'efforcent d'éloigner le Parti du peuple.**

Les bureaucrates ont peur des masses, les révolutionnaires n'en ont pas peur. Le sentiment de peur a son origine dans l'individu et non dans la masse. Il peut, pour un moment, être communiqué à la masse et il peut même, pour un certain temps, susciter la panique, mais, foncièrement, la peur est étrangère aux masses.

Si l'on jette un regard sur la grande expérience de la Lutte de libération nationale, on y trouvera des cas de gens qui avaient peur de combattre, qui hésitaient, mais qui, finalement, se sont lancés au combat, se sont joints au peuple valeureux, ont vaincu leur crainte et sont devenus courageux. D'autre part, lorsque les masses se battaient avec héroïsme, il s'est trouvé parmi elles des éléments qui ont pris peur et ont déserté leurs rangs. Mais cela était dû à des raisons subjectives, individuelles. Ces gens-là étaient poussés à la crainte par leurs conceptions non-révolutionnaires, bourgeoises, petites-bourgeoises, individualistes et timorées.

Le bureaucrate est poltron, parce que sa conception du monde est idéaliste, mystique, individualiste. C'est de là que dérivent tous ses travers, entre autres la suffisance, la servilité, la duplicité, la sournoiserie, que le bureaucrate entretient pour conserver une position déjà acquise, être promu, réaliser des gains illicites et se livrer à toutes sortes de tripotages. Bien entendu, un tel individu ne peut pas résister au regard pénétrant des masses, à la lutte des masses, à l'élan révolutionnaire des masses. C'est précisément pour ce motif que le bureaucrate fera l'impossible pour se soustraire à toute norme révolutionnaire, qu'il s'efforcera de rendre inefficaces les lois et les ordonnances révolutionnaires pour agacer les masses, les rendre mécontentes et, enfin, indifférentes. Il cherchera à transformer l'appareil d'Etat en une arme fermée, administrative et répressive, à en faire une administration qui soit au service du bureaucratisme, pour intimider et opprimer les masses, au lieu d'être au service du peuple et de combattre le bureaucratisme.

Les bureaucrates dangereux qui luttent pour ériger le bureaucratisme en système ou pour maintenir vivant son esprit, sont à rechercher et à combattre surtout dans les organismes du pouvoir et du Parti, aux postes dirigeants des entreprises économiques, de l'industrie et des coopératives, à la tête des établissements d'enseignement et culturels.

Le bureaucrate a peur des masses, il craint le travail auprès des masses et lorsqu'il est obligé de se rendre parmi elles, il aime à se revêtir des prérogatives du pouvoir, il s'efforce de s'imposer à la masse par le pouvoir, par les fonctions qu'il exerce. Il déforme ainsi l'essence démocratique révolutionnaire du pouvoir, des lois. Il viole la démocratie, étouffe la critique, feint de défendre la «justesse de la directive» ou de la loi, l'autorité du Parti et de l'Etat, alors qu'il fait le contraire, il rabaisse l'autorité du Parti et du pouvoir et, par ses intentions malfaisantes, camouflées et parfois même déclarées, il refroidit les masses à l'égard du Parti et les éloigne de lui...

On peut se poser aussi une question: Quel mérite la grande masse révolutionnaire des travailleurs, auprès desquels ils observent un tel comportement antipopulaire, reconnaît-elle à ces éléments ? Pas le moindre. Pourquoi la masse ne balaie-t-elle pas ces gens nuisibles et sans scrupules ? Qui les défend, pourquoi les découvre-t-on si tard et tarde-t-on tellement à sévir contre eux, alors que leurs méfaits sont connus depuis longtemps par les masses, qu'ils ont été mis en évidence à maintes reprises et sont, malgré cela, tolérés ? Sans aucun doute c'est le bureaucratisme, la routine, le formalisme et certains éléments des appareils qui les défendent. Nul autre.

Ces fonctionnaires bureaucrates, qui s'imaginent être les vrais défenseurs des principes et des lois, ont peur de la voix des masses, de leurs critiques. Dans les réunions il se crée parfois une situation pas très révolutionnaire. On n'y entend pas plusieurs sons de cloches, on est obligé de n'en entendre qu'un et, lorsqu'on y entend un son qui ne concorde pas exactement avec ce qu'«on a décidé», alors on donne l'alarme et on s'efforce de tout conformer à la «norme établie», qui n'est pas la norme authentique. Alors, où sont les débats ardents, la confrontation animée des opinions et des contraires, que nous demandons, où sont les critiques constructives quand on entend exprimer des opinions peu réfléchies, ou même des opinions erronées, pour les corriger ? Dans de telles réunions il ne peut y en avoir. Ici donc la voix de la masse ne se fait pas entendre et, intentionnellement ou non, on ne lui permet pas de penser, de critiquer, de décider, de proposer. Sous le drapeau des mots d'ordre du Parti, sous le drapeau de l'application des normes révolutionnaires du Parti et du pouvoir populaire, on donne ainsi, un coup de frein, on établit un régime de restriction, de formalisme et de bureaucratisme.

Certaines gens, qui comprennent les directives et les lois de façon bureaucratique sont dans l'impossibilité de les appliquer de manière révolutionnaire. Les directives et les lois sont, pour eux, des ordres émanant d'en haut et qu'il faut appliquer aveuglément. Ils ne se donnent pas la peine de réfléchir sérieusement, en remontant jusqu'à l'origine d'une loi et d'une directive, de comprendre quelles situations ont amené la direction à prendre ces décisions. Une telle façon superficielle et bureaucratique de regarder le problème les conduit à appliquer ces lois et directives bureaucratiquement.

Il ne suffit pas d'expliquer la loi ou la directive une fois ou même deux fois. Il faut en expliquer le contenu sous les aspects politique, idéologique et organisationnelle, afin d'en faire une grande force, une force mobilisatrice. L'idée que l'on peut appliquer la directive sans s'appuyer sur les masses, sans penser et sans vérifier dans la pratique si elle satisfait les masses, est une idée stérile. Mais pour juger de manière juste, il faut accepter les remarques des masses, les encourager à exprimer leurs opinions sans réserve. Or cela peut causer des ennuis, et le bureaucrate n'aime pas les ennuis. Il lui faut préserver la «bonne opinion» qu'ont de lui ses supérieurs, il lui faut faire plaisir à ceux-ci aux diverses instances et leur dire : «La directive que vous avez émise est géniale, pure de toute erreur, opportune, populaire».

Comment le Parti marxiste-léniniste peut-il avoir peur des masses, de leur voix, de leurs critiques ? Un parti qui a ces craintes ne peut pas se dire marxiste-léniniste. Mais ce n'est jamais le Parti qui a peur des masses ; ce sont les individus, quelques membres du Parti, quelques fonctionnaires, les bureaucrates, ce sont eux qui se cachent sous l'autorité du Parti et du pouvoir pour étouffer la voix des masses. Nous devons réprimer ces gens et la répression ici doit se faire de façon révolutionnaire, à la fois par le Parti et par les masses.

Permettrons-nous, camarades communistes, camarades ouvriers, que certains éléments de ce genre, sous le couvert du Parti ou des fonctions d'Etat qu'ils exercent, foulent aux pieds les lois de notre révolution prolétarienne, déforment les normes vivifiantes, révolutionnaires du Parti, paralysent la dictature du prolétariat avec des propos ronflants, qui dissimulent des actions malfaisantes ? Non, nullement, car, dans ce cas-là nous scellerions la mort de notre peuple.

Permettrons-nous, camarades ouvriers, que l'on fasse plaisir à des individus de ce genre, et du tort à la grande cause du peuple ? Jamais.

Est-il imaginable que de tels individus pourris puissent faire peur à la masse du peuple dirigée par le Parti, faire peur à notre classe ouvrière et à son glorieux Parti du Travail ? Non, pas même une seconde.

Mais il ne faut pas penser non plus que ces gens, parce qu'ils sont peu nombreux, sont inoffensifs et qu'il est donc inutile de les serrer dans l'étau de fer de la dictature du prolétariat, de les corriger, ou de les liquider. N'oublions jamais la tragédie de l'Union soviétique. Il faut que les masses de peuple, sous la conduite du Parti et de la classe ouvrière, se tiennent à tout moment et pour toute éventualité en état d'alerte pour défendre la dictature du prolétariat, ses lois, son idéologie, sa politique et ses acquis. C'est la seule voie juste, saine et salvatrice que nous indique le Parti, qu'il nous conseille à tous, sans exception, de suivre jusqu'au bout.

Il n'y a que deux voies : ou bien avec le Parti et le peuple, ou bien contre eux. Voilà pourquoi rien ne doit être toléré qui enfreigne les lois et les normes du Parti et du peuple, rien ne doit échapper à l'œil vigilant du Parti et du peuple. Il n'est permis à personne de se dérober à l'obligation de rendre des comptes au Parti et au peuple, et cela afin de recevoir d'eux l'appréciation et la sanction qu'il mérite...

Il faut supprimer les ridicules journaux muraux actuels et les transformer en journaux révolutionnaires, pour qu'ils contribuent à l'éducation révolutionnaire; liquider les rédactions des journaux muraux, composées de plumitifs opportunistes qui «veillent à l'honneur et à l'autorité du directeur», en même temps qu'aux leurs.

Que dorénavant, chacun écrive sans crainte et en gros caractères, ce qu'il pense du travail et des hommes.

On dit : «Il faut sauvegarder l'autorité des cadres, car, si nous les critiquons ouvertement, les cadres seront discrédités». Ceux qui raisonnent ainsi présupposent que les cadres sont infaillibles et que ce sont les masses qui se trompent dans leurs jugements. Penser cela c'est commettre une très lourde erreur, c'est ne penser ni en marxiste ni en révolutionnaire. Personne n'est tenté de discréditer un cadre qui travaille bien; au contraire, on l'aime et on le défend. Mais quel mal y a-t-il à ce que la masse critique ouvertement un cadre qui commet une erreur et quelle règle viole-t-on par là ? Il est évident que cela ne peut avoir que des effets bénéfiques. Pourquoi donc, sous le prétexte de «préserver le prestige des cadres», devons-nous étouffer ou atténuer la critique venant d'en bas ? Quel mal en découlerait-il pour le Parti ? C'est au contraire, si l'on agissait de cette façon erronée, qu'on laisserait libre accès à beaucoup de maux. L'autorité du Parti parmi les masses déclinerait. Nous dégraderions le Parti, nous y garderions et défendrions des hommes indignes, nous l'éduquerions mal.

On hésite parfois à prendre des mesures contre des cadres expérimentés ayant un long stage à leur actif et qui se sont trompés une ou deux fois. C'est une grande erreur que de ne pas intervenir quand un cadre persiste dans l'erreur. Dans ce cas, nous devons avoir présent à l'esprit que la bonne méthode de travail et le comportement révolutionnaire d'un cadre ne sont pas toujours fonction de sa capacité, mais surtout de sa conception politique et idéologique du monde.

Par conséquent, l'éducation des cadres et des hommes dans l'esprit révolutionnaire est une grande tâche, permanente, car un bon ou mauvais travail dans ce domaine influe en bien ou en mal sur

l'efficacité de la lutte contre le bureaucratisme et les bureaucrates, ainsi que sur la possibilité de corriger ces derniers.

Si l'on considère le comportement des bureaucrates, on remarquera qu'ils n'étudient pas suffisamment la théorie marxiste-léniniste et que leur travail est marqué de subjectivisme. Ils sont très susceptibles quand il s'agit de leurs opinions et se montrent à la fois hautains et serviles, hautains envers la masse et serviles envers leurs supérieurs.

Les bureaucrates dissimulent leur ignorance sous des paroles et des phrases pompeuses. Ils utilisent comme un capital personnel, individuel, leur longue ancienneté à des postes de direction. Ils finissent par croire qu'ils sont devenus intouchables, irremplaçables ; ils s'imaginent avoir suffisamment façonné l'opinion autour d'eux sur leur «habileté» et ils n'envisagent aucun danger de se voir rétrogrades, transférés, etc. Ils s'imaginent qu'ils ne feront que monter, monter toujours en grade et c'est pour cela qu'ils travaillent.

Cette mentalité non révolutionnaire crée chez eux un sentiment de stabilité dans le fauteuil qu'ils ont occupé, l'assurance de leur infaillibilité au travail, de la perfection de leur méthode et style de travail et ils en arrivent ainsi à adopter en famille et dans la société une façon de penser et un mode de vie typiques d'un nouveau bourgeois au sein de notre démocratie populaire. Cela est très dangereux. Si nous ne réduisons pas en cendres ces conceptions du bureaucrate, celui-ci, sous le couvert de son autorité, les répandra et nous en contaminera nous aussi.

Outre donc l'éducation idéologique et politique des cadres et des masses en général et les nombreuses formes de lutte contre les manifestations du bureaucratisme, je pense que nous devons étudier plus sérieusement et appliquer une juste rotation des cadres, car nous en avons qui végètent depuis plus de 10 ou 15 ans à leur poste et qui, bon gré mal gré, ont emprunté certains traits des gens que je viens d'évoquer. Leur remplacement par des hommes de la base sera bénéfique pour le Parti et le pouvoir au sommet, il sera profitable à la fois à la base et aux gens qui redescendront l'échelle de la hiérarchie. Il va de soi qu'ils ne descendront pas tous volontiers et avec élan, mais nous devons nous convaincre que cette façon d'agir est juste, parce que nous combattons ainsi chez ces gens les conceptions non révolutionnaires, qui se sont manifestées chez eux. Nous les guérirons de leur mal.

Un ouvrier ou un coopérateur n'est pas très affecté de changer de lieu de travail. En général, il ne craint ni le travail ni la vie. Il est habitué aux difficultés, il gagne partout son pain à la sueur de son front. En revanche, un intellectuel ou un fonctionnaire a de la peine à aller s'installer ailleurs et cela pour plusieurs motifs: d'abord, parce qu'il s'est persuadé de la supériorité du travail intellectuel et de l'«officialisme» ; ensuite, pour une question de traitement financier. Ces deux points de vue, qui ne se manifestent pas chez les ouvriers et les paysans, doivent être combattus chez les intellectuels et les fonctionnaires.

Le savoir, la science, l'intelligence ne sont pas la propriété exclusive de quelques individus, pourvus de cerveaux «spéciaux» ou de «vertus particulières», soi-disant seuls à même d'instruire les autres et de les diriger. Ce sont les larges masses qui créent, construisent et transforment le monde et la société, et, ce faisant, elles mettent toutes leurs capacités, sans sous-estimer le mérite de chacun, au service de la société en général. En définitive, le mérite revient aux masses qui travaillent, pensent, créent, exécutent et pensent et créent encore.

Voilà pourquoi nous devons combattre l'attitude de ceux qui, étant dotés d'une certaine instruction, s'en prévalent pour imposer aux masses leur «moi». C'est là une attitude bourgeoise, réactionnaire, aussi bourgeoise et réactionnaire que l'attitude d'«officialisme», lorsque celle-ci s'avère dissimuler le côté négatif d'une personne, sa conception du monde et son activité antimarxiste, antirévolutionnaire et bureaucratique.

L'ouvrier et le paysan sont parfaitement conscients que leurs revenus sont fonction de leur travail, de leur sueur, tandis que le fonctionnaire se dit que son traitement dépend, certes, de son travail, mais aussi de son poste. C'est pourquoi il ira à la base volontiers ou non, selon qu'il est maintenu ou non à son poste, selon qu'il conserve ou non son traitement, en même temps que sa fonction.

Naturellement, il ne serait pas juste de verser des traitements personnels à ceux qui vont du sommet à la base pour des raisons de service. Mais, dans l'intérêt général, nous devons avancer encore plus courageusement vers la réduction de la différence entre les salaires des employés et ceux des ouvriers, et des différentes catégories d'employés entre elles. C'est une juste voie marxiste-léniniste. Mais il est également marxiste-léniniste que cette mesure s'accompagne de la création de l'abondance économique.

Tout cela confronte le Parti à de grandes tâches pour la révolutionnarisation de son travail. Les grands succès que nous enregistrons dans l'action de notre Parti, ne doivent pas nous griser ni nous conduire à fermer les yeux devant les défauts et les lacunes qui existent et qui ne sont pas négligeables. Ce serait vraiment un grand dommage que de ne pas approfondir et appliquer sans hésitation la ligne de masse, la véritable démocratie de masse, de ne pas approfondir et appliquer jusqu'au bout, de façon juste et révolutionnaire, les normes du Parti, le centralisme démocratique et non pas bureaucratique, la critique et l'autocritique bolcheviques, la discipline prolétarienne, la morale prolétarienne.

Nous renforcerons le Parti, et nous devons avancer dans cette juste voie, afin que le Parti, le socialisme et notre peuple n'aient mal ni à la tête, ni au cœur, ni au corps.

Nous avons toutes les possibilités pour le faire, car notre Parti est fort, trempé, riche d'une grande expérience révolutionnaire, ses membres sont courageux, héroïques et notre peuple merveilleux lui est très étroitement lié.

Œuvres, t. 85.

REFLEXIONS SUR LA REVOLUTION CULTURELLE. L'ANARCHIE NE SE COMBAT PAS PAR L'ANARCHIE

28 avril 1967

Naturellement, faute de faits, nous pouvons nous tromper, car, en cette question si importante et en même temps si complexe, ce qui frappe, c'est l'absence de continuité dans le compte rendu des faits par le Parti communiste chinois.

La presse officielle chinoise et en premier lieu le «Renmin Ribao», organe du Comité central, reflète cette incertitude, elle se garde d'exprimer un jugement réel sur ces événements et de les commenter. Au lieu de cela, elle s'attache surtout à démontrer que la «pensée de Mao a été et est toujours juste», que «Mao a toujours tout compris correctement, il prévoit toujours tout correctement et tous doivent suivre ses enseignements», qui sont évoqués à coups de citations et qui, depuis un an, remplissent les journaux, recouvrent les murs, les objets et les corps des gens. Il semble que les camarades chinois expliquent les événements comme s'ils étaient le produit de la pensée de Mao, si bien que chaque article et chaque écrit tend seulement à persuader le lecteur que Mao est «génial», au lieu d'expliquer concrètement ce qui se passe en réalité. C'est là une lacune sérieuse dans, la présentation des choses.

Mais j'ai l'impression que cela n'est pas fortuit, que cela reflète une situation chaotique et une méthode de travail et de lutte non appropriée pour rectifier les choses. Je pense, encore que je puisse me

tromper, que la Révolution culturelle a été entamée sans de claires perspectives, que la voie qu'elle devait suivre n'avait pas été définie, que l'on n'a pas prévu des choses auxquelles il fallait s'attendre pas plus que celles auxquelles on ne pouvait s'attendre. Je pense qu'il n'existait pas d'état-major de la révolution. On est allé à la révolution sans le parti.

Qu'est devenu le parti ? Où est le parti ? Qui le dirigeait ? Selon les indications dont on dispose, Mao n'avait pas la haute main sur le parti, celui-ci était manœuvré par d'autres. Ainsi donc, le parti, en tant que parti marxiste-léniniste, ne s'est pas manifesté dans la révolution et il ne l'a pas dirigée. Cette révolution a été guidée par certains cadres et communistes, avec Mao à leur tête, mais non par le parti en tant que tel.

C'est la «Garde rouge» qui s'est dressée dans la révolution, mais ce n'était ni le parti, ni l'organisation de la jeunesse communiste, ni celle des syndicats, ni la classe ouvrière. C'est là, sur le plan des principes et de l'organisation, un important facteur négatif. La «Garde rouge» s'est donc dressée dans la révolution, mais qu'allait-elle faire, quelle voie allait-elle suivre ? J'ai l'impression que dès le début cela n'a pas été clairement défini, mais par la suite aussi la «Garde» a reçu pour seule instruction de démontrer sa force, sa fidélité à la pensée de Mao, de démasquer les révisionnistes et de leur enlever le pouvoir.

La question essentielle, donc, était celle du pouvoir. Lutter pour s'emparer du pouvoir, implique que ce pouvoir est détenu par quelqu'un d'autre qui ne le lâche pas, et c'est précisément pour cela qu'il faut se dresser dans la révolution. Il ressort donc que la révolution a été faite pour la prise du pouvoir, mais sans être dirigée par le parti, ou plutôt que le parti détenait le pouvoir, mais qu'il n'était pas lui-même dans la juste voie.

Le parti était-il ou n'était-il pas dans la juste voie ? S'il ne l'était pas, alors il faut dire clairement pourquoi, en quoi consistaient les erreurs, qui les avait commises et comment elles devaient être rectifiées. Si le parti était dans la juste voie, pourquoi alors n'a-t-il pas dirigé en fait la révolution ? Si les révisionnistes représentent la minorité, alors pourquoi le parti ne les balaye-t-il pas immédiatement, surtout maintenant que la révolution est en cours ?

Ces questions ne sont pas claires, elles sont laissées dans l'obscurité, peut-être que la révolution les éclaircira et les résoudra.

La révolution, à mon sens, est l'action la plus sérieuse qui puisse être entreprise, elle ne tolère ni spontanéité, ni absence de discipline de fer, ni flottements sur les principes, ni anarchie, ni confusion. Tous ces traits qui n'auraient pas dû se manifester, nous les retrouvons dans la Révolution culturelle chinoise. Non seulement ces phénomènes n'ont pas été éliminés, mais à la manière dont vont les choses, ils subsisteront, et cela au préjudice de la révolution et du socialisme en Chine.

Une révolution qui ne frappe pas les chefs de la trahison, ou qui ne les cite même pas nommément, n'est pas une révolution.

Mais considérons la question de leur dénonciation. Est-elle menée correctement et qui guide ce travail ? Il est de fait que ce n'est pas le parti, en tant que force organisée et dans les limites admises ; qu'il n'agit pas, qu'il est paralysé, pour ne pas dire démantelé. Cette dénonciation, c'est la «Garde rouge» qui la fait au moyen d'affiches. Celle-ci et tous «ceux qui font la révolution» disent tout ce qu'ils veulent, ils vilipendent et discréditent n'importe qui, à leur guise. Bref, toutes ces actions ne sont pas guidées par le parti en tant que tel, elles le sont par Mao et un groupe de camarades qui sont difficilement contrôlables dans cette Chine immense, où il n'y a pas effectivement de parti et où l'ennemi mène une action intense depuis des dizaines d'années. On ne peut combattre l'anarchie par l'anarchie.

A mon avis, la grande erreur de Mao et des autres camarades, consiste en ce qu'ils ne traitent pas correctement la «question du parti», la question de sa ligne et de ses cadres. Le problème, selon moi, doit être posé en ces termes : le parti a-t-il été ou non dans l'erreur au cours des 17 dernières années ?

Naturellement, le Parti communiste chinois a commis de graves erreurs. Certains l'ont conduit dans la voie enroutée et le parti n'a pas été en mesure de voir où on le conduisait. Par conséquent, en même temps que certaines personnes, beaucoup d'autres aussi se sont trompées. Il est indispensable qu'avant tout le parti analyse sa ligne erronée et la rectifie. Si le parti ne voit pas son erreur, il ne pourra la corriger. Les questions en Chine ne sont pas posées de cette manière et le parti test traité cavalièrement.

Le problème se pose ainsi : Qui a raison et qui a tort ? «Est-ce que Liu Shao-chi et Teng Siao-ping ont commis des erreurs» et Mao, lui, n'en a pas commis ? Assurément quelqu'un là-bas a été dans l'erreur, et c'est la bande de Liu Shao-chi. Oui, mais en même temps que Liu et Teng Siao-ping, tout le parti aussi s'est trompé, et par conséquent Mao lui-même, qui a laissé le parti s'engager dans cette voie erronée. Alors le parti doit analyser toute cette situation, la juger et prendre les mesures requises. En fait, le parti a été laissé de côté et on a permis à d'autres, aux jeunes, aux «gardes rouges», de critiquer le parti de dehors, peut-être pas le parti directement, mais ses hommes, n'importe qui et n'importe où. Les individus doivent être critiqués aussi dans les journaux muraux ; mais y a-t-il ou non un parti qui dirige, qui sanctionne, qui dise : «Cela est bien, cela est mal» ? On ne voit plus cela depuis une longue année.

Qui, dans le Parti communiste chinois, est-il encore exempt d'erreurs ? Apparemment personne, sauf Mao et deux ou trois autres. Alors, avec cette multitude de cadres qui se sont fourvoyés et qui ont commis des erreurs, même involontaires, pendant des années entières, comment arrangera-t-on les choses ? Continuera-t-on de s'appuyer sur eux, séparera-t-on le bon grain de l'ivraie et édifiera-t-on le parti afin qu'il agisse normalement et de façon révolutionnaire ? On n'en voit pas encore clairement les signes, du moment que la liquidation du groupe de traîtres de Liu-Teng ne s'achève toujours pas.

Nombre de cadres, à ce qu'il me semble, ont été démasqués et réhabilités par des voies qui ne sont pas correctes. Le parti ne s'est pas réuni pour faire l'analyse du travail, pour juger les cadres un à un, pour les mettre devant leur responsabilité, et, le cas échéant, les citer même dans les journaux muraux. Tchen Yi par exemple est l'objet de graves accusations dans les datsibaos. Il est soutenu par Mao et il dirige le ministère des Affaires étrangères. Cela n'est pas sérieux, c'est une pratique qui s'écarte des normes d'organisation du parti, mais il y a des millions de cadres avec lesquels on agit de même.

Avec quelque article «sur la façon de traiter les cadres» ou intitulé «A bas l'anarchie !», on peut difficilement régler toutes ces choses, car ces voix ne parviennent pas à l'oreille du parti en tant que tel, en tant que détachement organisé de la classe ouvrière. Le parti est dans la confusion, on l'y maintient et on justifie cet état de choses en disant que «la révolution est en cours». Sans parti il n'y a pas de révolution véritable, sans parti la révolution boitera, elle se heurtera à des obstacles sérieux et imprévus.

Pourquoi ne commence-t-on pas par renforcer le parti à la base, s'il est difficile de le faire au sommet ? Pourquoi demande-t-on que les choses soient réglées uniquement d'en haut ? Il est évident que les camarades ne s'appuient pas sur le parti en tant que parti organisé, ou en voie de réorganisation après la secousse qu'il a connue. Ils nomment seulement des comités comme celui de Pékin (qui a été modifié par trois fois et dont la nomination n'en a pas moins été qualifiée d'événement de grande importance internationale).

Pour autant que je puisse en juger (je peux me tromper, car de nombreux faits de la vie intérieure du parti nous demeurent obscurs) **il y a dans les actions des camarades chinois une forte dose de libéralisme et d'opportunisme. Naturellement, cela est très nocif.** Ces tendances ne doivent être ni nouvelles ni fortuites. Le fait que pendant 17 ans on a vu s'affirmer dans leur parti deux lignes, qui ont

coexisté sans avoir trop de frictions entre elles (c'est seulement ces derniers temps qu'on reconnaît l'existence de ces frictions et, au reste, ces lignes paraissaient si bien ajustées entre elles qu'elles semblaient se confondre), confirme l'opportunisme social-démocrate dont il souffrait.

On ne peut justifier une erreur ou plutôt manquer d'appliquer correctement une ligne marxiste-léniniste, en invoquant les conditions spécifiques de la Chine. **Certes, il est indispensable qu'en Chine et partout le marxisme-léninisme soit appliqué de manière non dogmatique. Mais les lois de la révolution, de la lutte de classes, de la nature et du rôle du parti marxiste-léniniste, ne peuvent être manipulées par chacun à sa guise, sous le couvert d'une «politique élastique» ou de la prétendue nécessité de «justes compromis» dictés par les circonstances. Si les principes ne sont pas préservés, l'alliance et les compromis s'engagent dans une voie erronée et mettent en danger la ligne, le parti, la bonne marche de la révolution.**

Le fait est que le Parti communiste chinois a vécu des dizaines d'années en tolérant deux lignes en son sein. **Si l'on part du principe qu'il faut deux lignes actives dans le parti, alors le parti ne sera pas marxiste-léniniste.** Au sein du parti également, doit être menée une lutte de classes, et même acharnée, pour liquider au plus tôt et définitivement la fraction anti-parti, anti-marxiste. Nous n'avons pas vu une telle lutte dans le Parti communiste chinois, même quand quelques dirigeants (qui n'étaient pas isolés) ont été condamnés comme fractionnistes. Au contraire, ils sont restés non seulement dans le parti, mais même à la direction centrale.

Actuellement aussi, face à cette situation grave, alors que se développe la révolution pour la prise du pouvoir des mains des révisionnistes, nous observons une espèce de dilettantisme, de tolérance, de nonchalance et de libéralisme à l'égard des éléments antiparti et hostiles à la classe. Nous constatons que la discipline de fer qui doit exister dans le parti et dans la révolution fait défaut, nous ne voyons pas le centralisme démocratique s'affirmer clairement et comme il se doit, surtout dans les périodes révolutionnaires, nous ne voyons ni l'autorité véritable d'un dirigeant, qui est indispensable, ni non plus, au centre et en province, l'autorité de toute une direction collégiale, elle aussi indispensable en tout temps, et surtout au cours de la révolution.

C'est une erreur catastrophique que de laisser le parti dans l'obscurité et de lui opposer les masses, de mettre la direction du parti, la véritable direction collégiale, sous le feu non contrôlé, non dirigé, ou inspiré de manière spontanée et irrégulière, des larges masses ou des «gardes rouges». De telles faiblesses ne peuvent être justifiées par le mot d'ordre de la «politique des masses». La politique des masses doit être dirigée par le parti édifié suivant de justes principes d'organisation, suivant une ligne politique et idéologique claire, un centralisme marxiste-léniniste et une discipline de fer. **Nous avions pensé, car c'était l'impression donnée, que tous ces justes principes et ces justes normes existaient dans le Parti communiste chinois.**

Assurément, le groupe de Liu Shao-chi avait déformé les principes et les normes du parti, ou il les utilisait, en ennemi qu'il était, dans un but anti-marxiste et hostile à la classe. Mais ne pas lutter avec âpreté, opiniâtreté et de façon continue dans le parti, et non seulement dans la direction, pour élaborer et appliquer la ligne à partir de positions de classe, de positions marxistes-léninistes, de positions de parti, cela constituait une erreur colossale. Rien ne peut justifier une telle carence. Cela montre que la ligne n'était pas claire pour tous.

C'est une grosse faute que de continuer à ne pas dire au parti en quoi il est tombé dans l'erreur. On se borne à lui dire que toutes les erreurs sont le fait du groupe de Liu-Teng. Cela est acquis, mais tout le parti a travaillé et s'est trompé en suivant cette ligne. S'efforcer de rendre le parti conscient de ses erreurs à travers les erreurs et la trahison de Liu-Teng, comme on le fait de dehors par des affiches sous des formes isolées, désorganisées, cela n'est pas dans l'ordre, cela n'est pas bénéfique, cela ne cimentera pas comme il se doit le parti dans la voie de la reconnaissance et de la correction de ses erreurs, et d'amères conséquences en découleront lors de sa réorganisation.

Outre une série d'attitudes non marxistes, comme l'est l'institution du culte de Mao sur une plate-forme nationale et internationale, **la propagande chinoise suit une pratique analogue en ce qui concerne aussi la Révolution culturelle prolétarienne, en la qualifiant d'«aussi grande, sinon plus grande, que l'œuvre de Marx et la Révolution d'Octobre», etc.** [*Dans ses analyses faites plus tard, sur la base de données et de faits nouveaux, le camarade Enver Hoxha écrit : «...La grande révolution culturelle prolétarienne n'était pas une révolution, elle n'était ni grande, ni culturelle et surtout nullement prolétarienne. Ce n'était qu'un putsch de palais à l'échelle panchinoise pour liquider une poignée de réactionnaires qui s'étaient emparés du pouvoir.»* (Enver Hoxha, «L'Impérialisme et la Révolution», éd. fr., p. 413, Tirana, 1979).] **C'est là une vaine jactance !** La propagande chinoise donne à entendre que tout doit passer par cette phase actuelle qui est la leur, que leur Révolution culturelle est universelle ! Il n'en est ni il ne peut en être ainsi. Si, pendant la construction du socialisme, un parti marxiste-léniniste, qui a pris le pouvoir, s'endort si profondément, que la nouvelle bourgeoisie révisionniste et les classes capitalistes écrasées sont sur le point de reprendre le pouvoir, comme cela se produit actuellement en Chine, alors il faut se saisir à nouveau du pouvoir, il faut refaire la révolution, qui ne peut être qualifiée de prolétarienne que sur la base des objectifs qu'elle se fixe et atteint, et de son développement conséquent, fondé sur le marxisme-léninisme.

Un parti marxiste-léniniste, comme l'est notre Parti, qui construit le socialisme sur la juste voie, qui développe la lutte de classes effectivement et non en paroles, qui intensifie de façon heureuse la révolution prolétarienne, ne peut s'engager dans la voie que préconisent les Chinois. La voie de notre Parti est révolutionnaire, conséquente et marxiste-léniniste. Un parti marxiste-léniniste comme le nôtre construit le socialisme, approfondit la révolution, mais ne fait pas de révolution du genre de celle qui se développe aujourd'hui en Chine, car notre Parti n'a permis ni ne permet à qui que ce soit de lui enlever le pouvoir ; ce pouvoir, il le tient fermement entre ses mains d'acier et il ne risquera jamais d'accidents, s'il avance, comme il le fait, résolument et avec vigilance dans la voie marxiste-léniniste.

Réflexions sur la Chine, t. 1.

DE CERTAINS ASPECTS DU PROBLEME DE LA FEMME ALBANAISE

Intervention devant le 2^e plénum du CC du PTA

[Ce plénum se tint du 15 au 16 juin 1967 ; il y fut présenté notamment deux rapports du Bureau politique du Comité central du Parti, «sur l'intensification de la lutte pour l'émancipation complète de la femme et le rehaussement de son rôle dans notre société socialiste» et l'autre, «sur les résultats obtenus et les mesures à prendre pour diffuser l'expérience avancée et étendre l'expérimentation scientifique dans notre agriculture».]

15 juin 1967

Camarades,

En guise de conclusion du premier point, je désirerais vous faire part de quelques-unes de mes réflexions sur ce problème.

Le Parti du Travail d'Albanie a continuellement attaché une très grande importance au problème de la femme, à ce problème social extrêmement important, auquel sont liées les destinées du peuple, le socialisme et le communisme, l'avenir de notre pays. Le problème de la femme n'est pas un problème particulier, spécifique, isolé des autres problèmes de la société, ce n'est pas un problème qui peut être

traité et résolu facilement ou, encore moins, ignoré. Le problème de la femme n'est pas seulement un problème de sentiments et que l'on doit donc traiter de manière sentimentale ou romantique. C'est un grand problème de la vie, du développement dialectique matérialiste de l'histoire de l'humanité.

Pour cette raison, Marx, Engels, Lénine et Staline et leurs disciples ont tous attribué une importance primordiale au problème de la femme, à sa libération, à son émancipation et à la formation de sa personnalité, dans une société libre, sans oppresseurs, ni exploités.

Notre Parti non seulement n'a jamais négligé ni sous-estimé le problème de la femme, albanaise, mais, au cours de toute sa lutte et dans tous les aspects de cette lutte, il a souligné avec un soin particulier, et non de manière sentimentale, le rôle décisif de la femme, aussi bien dans la lutte de libération que dans l'œuvre d'édification du socialisme. *[Sur les 70 000 combattants de la Lutte de libération nationale, 6 000 étaient des femmes et des jeunes filles. Des dizaines de milliers d'autres travaillaient activement dans le secteur civil pour ravitailler les partisans en vêtements, vivres, etc.]* Le Parti a fait cela avec une pleine maturité marxiste. Conscient des difficultés qu'il devait rencontrer sur son chemin et se guidant toujours sur le principe immuable selon lequel l'émancipation de la femme albanaise était une condition primordiale du succès de la lutte pour la libération du peuple de n'importe quel joug, il a obtenu de grands succès. Et, ces succès, nous les accroissons et les accentuons chaque jour davantage. C'est pourquoi, la présente réunion du plénum du Comité central sur les problèmes de la femme albanaise dans notre régime socialiste est d'une grande importance.

L'étude très attentive du développement des phénomènes sociaux et des rapports humains dans la production, du développement et de l'application des idées nouvelles inspirées par notre Parti, la situation des classes dans notre société aux diverses étapes et les transformations qu'elles subissent au cours de ce processus, sont d'une extrême importance pour le Parti. Ces phénomènes démontrent en effet la justesse des principes, ils enrichissent la théorie avec la pratique du socialisme, ils permettent de généraliser des expériences et d'en faire profiter les masses. Ainsi se créeront de nouvelles possibilités, de nouvelles situations, de nouvelles valeurs, qui engendreront un nouveau développement et un progrès ininterrompus.

Le socialisme est l'œuvre du Parti et des masses, aussi ne peut-on comprendre : ni appliquer les directives du Parti sans connaître et sans cultiver le terrain où elles prendront racine et se transformeront en une réalité objective. La juste application des directives du Parti dépend, en premier lieu, de leur juste et profonde compréhension de la part des masses. Par conséquent, les masses doivent être en mesure ou, pour être plus exacts, c'est nous qui devons les mettre en mesure de les comprendre pleinement, Cela dépend du niveau du travail politique, idéologique et organisationnel du Parti, et pour que ce travail soit satisfaisant, il faut absolument que l'on fasse ce que j'ai dit plus haut : apprendre à bien connaître le terrain au cours de l'étude des problèmes sociaux.

Je pense que cette tâche est l'affaire de tous et pas seulement de certains spécialistes en philosophie, en problèmes sociaux ou en économie politique, ni seulement des écrivains, des dramaturges ou des artistes. C'est là, en premier lieu, l'affaire du Parti, c'est une question de ligne. Si cette question n'est pas judicieusement réglée, le travail du Parti ne pourra aller de l'avant, et, en conséquence, ni les écrivains, ni les artistes, ni les hommes de science ne pourront trouver une juste inspiration, ni approfondir leurs études, ni donner le jour à des œuvres du réalisme socialiste, à des œuvres scientifiques marxistes-léninistes.

C'est ainsi donc que nous devons agir en ce qui concerne les problèmes sociaux de la campagne et de la ville, c'est ainsi que nous devons agir en ce qui concerne les problèmes particuliers de la jeunesse ; et nous devons faire de même relativement au grand problème social qu'est celui de la femme et de la famille, que nous traitons aujourd'hui à ce plénum du Comité central.

Notre évolution prolétarienne, conduite par notre Parti marxiste-léniniste, devait renverser, comme elle l'a fait, l'ancien système féodal-bourgeois et réduire à néant la tentative de fascisation de notre

pays à la suite de son occupation par les fascistes italiens et les nazis allemands. Elle devait renverser les organismes du pouvoir et leur superstructure. Notre révolution prolétarienne a instauré, développé et enrichi, sous la conduite de notre Parti marxiste-léniniste, le système socialiste, la dictature du prolétariat, ses nouveaux organismes, des organismes prolétariens, et a bâti une véritable superstructure socialiste, fondée sur la théorie marxiste-léniniste et la pratique socialiste, qui l'inspirent, la guident et l'enrichissent.

C'est dans le cadre de cet immense bouleversement révolutionnaire, de l'effondrement de l'ancien monde et de l'érection, sur ses ruines, d'un nouveau monde radieux, le monde socialiste, que s'est réalisée aussi la libération des femmes albanaises. Les femmes représentant la moitié de la population de notre pays, cette libération fut d'une importance incalculable pour les destinées de la patrie et du socialisme.

La révolution prolétarienne, ayant réalisé la révolution économique-sociale et détruit le pouvoir économique-politique de la féodalo-bourgeoisie, a créé le terrain favorable et les conditions appropriées pour la libération du peuple de l'exploitation et en particulier pour la libération de la femme albanaise.

Notre société socialiste est en cours de développement, et notre révolution populaire opère chez nous de grands changements qualitatifs. Ces changements qualitatifs consistent dans la transformation de notre société suivant les principes matérialistes. Ils ne cessent de créer des idées et des théories sociales nouvelles, qui combattent les anciennes et s'y substituent. Les idées nouvelles sont une grande force. Elles reflètent les changements dans la vie matérielle du pays et en même temps la font progresser.

Il est indispensable que les idées nouvelles soient expliquées et comprises, car notre société ne peut s'en passer. Elle a besoin de ces idées, parce qu'elles mobilisent et organisent les masses contre les vieilles idées et les anciens préjugés idéalistes, mystiques, bourgeois, qui sont le plus triste héritage laissé par l'ancienne société.

Le Parti fraie la voie aux forces progressistes de la société, et les femmes sont une de ces forces. Les idées marxistes-léninistes de notre Parti reflètent les nécessités objectives du développement continu de la vie matérielle et morale de la société. Il est donc manifestement indispensable que la femme albanaise soit libérée de toutes les chaînes du passé, de toute idée, de toute opinion ou préjugé réactionnaires, qui ont leurs sources dans les conceptions de l'ancienne société féodalo-bourgeoise. La libération de la femme albanaise doit être guidée par la théorie marxiste-léniniste du développement économique de la société, par les lois du développement de la production. Dans cette optique, nous voyons toute l'urgence de la participation de la femme à la production, et la nécessité pour le Parti de régler vite et de la manière la plus juste les nouveaux rapports de production. Le développement économique du socialisme est une lutte contre le retard moral et matériel de la femme. Les lois de la dialectique matérialiste agissent, ici aussi, comme en toute chose.

Les tâches que le Parti pose donc, en ce qui concerne la question de la femme, coïncident entièrement avec les conditions matérielles créées dans le pays par le Parti.

La création de la propriété socialiste commune du peuple, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, au lieu de la propriété féodalo-bourgeoise, et les lois révolutionnaires adéquates qui la régissent, qui la guident, qui l'enrichissent et la cimentent dans l'intérêt de toutes les masses travailleuses, ont changé progressivement dans l'esprit des gens le concept de propriété, de propriété privée en propriété commune.

En même temps que les transformations matérielles, à travers un travail éducatif idéologique et politique intense et toujours mené d'une manière organisée par le Parti, commencèrent aussi à se transformer les anciens concepts idéalistes et bourgeois sur ces problèmes fondamentaux de notre vie économique-sociale. Il est clair que ces changements n'ont naturellement pas pris fin, ils sont en voie de

développement et seront toujours en cours de développement dialectique. L'ancien qui meurt sera toujours en lutte et en opposition avec le nouveau qui naît et se consolide. Nous avons encore énormément à faire et à lutter contre les concepts réactionnaires idéalistes qui se sont inculqués dans l'esprit, la conscience et les sentiments des gens, et qui apparaissent dans les manifestations de la vie; qui agissent tantôt avec virulence, tantôt sournoisement, et qui entravent la marche en avant. Marx dit quelque part que tous les préjugés des morts pèsent comme une profonde angoisse sur les vivants. Telle est la force du passé.

C'est précisément en cela que réside l'importance que le Parti attache au problème de sa révolutionnarisation continue et à celle du peuple tout entier. Seule cette révolutionnarisation nous permettra de comprendre de façon plus juste et approfondie les transformations de la vie matérielle et morale que nous accomplissons, de pénétrer plus à fond les lois qui régissent ces transformations économique-sociales en régime socialiste. Nous pourrions ainsi mieux les assimiler, et de façon plus efficace, ce qui nous aidera à édifier plus vite et sur des bases d'acier le socialisme et à passer au communisme. Excusez-moi si je m'éloigne un peu du sujet que nous traitons, mais je le fais précisément pour mieux y pénétrer. Le système capitaliste décrète la sainteté de la propriété privée, il pratique l'exploitation de l'homme par l'homme, impose un esclavage économique et spirituel. Il a pesé sur tous, mais surtout, et de la manière la plus barbare, sur la femme. La femme a été le premier esclave, avant même que l'esclavagisme n'entre dans l'histoire de l'humanité. Sans remonter jusqu'à la préhistoire, nous trouvons un trait commun à l'époque de la civilisation grecque comme à celle de la domination romaine, au Moyen Age, comme à la Renaissance et aux Temps modernes et dans la prétendue «civilisation raffinée» bourgeoise contemporaine : la femme a toujours été la créature humaine la plus asservie et la plus opprimée. Les lois, les coutumes, la religion, le mâle la tenaient sous leur talon.

«Le premier antagonisme des classes dans l'histoire, dit Engels, coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans la monogamie et la première oppression de classe coïncide avec l'asservissement du sexe féminin par le sexe masculin». (K. Marx - F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 234, Tirana, 1975.)

«J'ai trouvé la femme plus amère que la mort» dit quelque part l'Ecclésiaste. Et saint Jean Chrysostome emploie d'autres termes : «Parmi les fauves les plus féroces, on ne peut en trouver de plus nuisible que la femme.»

Le théologue Saint Thomas d'Aquin, dont la pensée a dominé l'obscurantisme du Moyen Age, prophétisait que «le sort de la femme est de vivre sous le talon du mari». Pour compléter ces citations barbares, empruntons-en une à Napoléon : «La nature a fait des femmes nos esclaves.»

Tels étaient les jugements de l'Eglise et de la bourgeoisie sur la femme. Et ils n'ont pas changé.

D'innombrables écrivains et philosophes, en Europe et dans le monde, ont répandu le mythe de la supériorité masculine. Pour eux l'homme est fort. Il fait la guerre. Il est brave, donc plus intelligent, et, par conséquent, prédestiné à la domination, au pouvoir ; tandis que la femme, de par sa nature, est faible, sans défense et sans courage. Donc elle doit être dominée, obéir. Des théoriciens de la bourgeoisie, comme Nietzsche et Freud, défendent eux aussi la théorie selon laquelle le mâle est actif et la femme passive — théorie réactionnaire et antiscientifique, qui mène comme elle l'a fait, en politique, au nazisme et, sur le terrain sexuel, au sadisme.

Nos mères nos grands-mères et nos arrière-grands-mères ont subi ce lourd esclavage, tous ces mauvais traitements, qu'il s'agisse des coups ou des souffrances morales. Après la victoire de la révolution et pendant la construction du socialisme, le Parti nous assigne entre autres une grande tâche : la libération complète et définitive de la femme albanaise.

Le marxisme nous enseigne que la participation de la femme à la production et sa libération de l'exploitation capitaliste sont les deux aspects de son émancipation. Notre Parti, fidèle au marxisme-léninisme, a libéré le peuple par la lutte et la révolution. La femme a été ainsi affranchie de l'exploitation capitaliste. Et le Parti l'a fait activement participer à la production.

On peut donc dire qu'en réalisant ces deux aspects, en extirpant à la racine l'exploitation capitaliste et en développant vigoureusement la participation de la femme à la production, nous avons obtenu de grands succès dans son émancipation, cette émancipation qu'il importe d'approfondir et de pousser plus avant. La femme, force progressiste colossale, participe, en même temps qu'au travail productif, à la grande révolution dans le domaine de l'instruction, de la culture. Elle fait de considérables progrès, renverse tous les obstacles, se défait de tout préjugé, montre dans chaque domaine sa force créatrice physique et intellectuelle, sa qualité spirituelle et morale. Elle prend part, chaque jour davantage, à l'administration du pays, à la direction de l'industrie, de l'agriculture, de l'enseignement et de la culture. La directive de Lénine : «Chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'Etat», est appliquée chaque jour et avec succès par notre Parti.

C'est pourquoi, le Parti doit profondément comprendre la question de la participation massive des femmes à la production, à la direction de l'économie et de l'Etat, la question de son instruction et de sa culture, non seulement parce que c'est un facteur économique progressiste important, mais parce qu'elle a une grande importance, idéologique, politique, culturelle et que sans le réveil de la femme, sans sa participation active et consciente, rien ne peut marcher droit et comme il faut.

Chacun doit comprendre, une fois pour toutes, le droit de la femme à l'émancipation. Le soutien que nous devons lui assurer pour qu'elle occupe sa place légitime dans la société socialiste n'est pas un acte de générosité gratuite, mais une impérieuse obligation. Ce n'est pas une grâce que le sexe soi-disant fort accorde au sexe dit faible, ni une espèce de faveur, ou un geste de courtoisie, comme céder le pas aux femmes de la part des hommes, qui sont soi-disant supérieurs et destinés à guider et à commander, de par leurs facultés mentales et leur constitution physique. Les gens doivent donc appliquer cette ligne, non seulement parce que c'est le Parti qui l'a dit, mais en comprenant à fond les raisons idéologiques, politiques et économiques qui ont amené le Parti à insister avec force sur ce grand problème.

Je mets l'accent sur ce point parce que de nombreux camarades du Parti le comprennent superficiellement ou pas du tout. Prenons la question de l'admission des femmes ou des jeunes filles dans le Parti. Certains efforts sont faits dans ce domaine, mais on ne voit pas encore la profonde compréhension de principes souhaitable en cette matière. C'est un fait que la majorité des membres du Parti sont des hommes. Pourquoi nous sommes-nous trouvés dans cette situation et, surtout, pourquoi s'est-elle prolongée depuis la libération ? Je pense qu'à l'origine de telles insuffisances se trouve l'incertitude idéologique des membres du Parti sur le rôle de la femme dans la révolution, dans le socialisme. Des points de vue rétrogrades, figés, féodalo-bourgeois persistent dans la conscience des communistes, par exemple la croyance dans la prétendue supériorité physique et intellectuelle de l'homme. Il faut aussi constater la survivance d'opinions qui ont certes perdu beaucoup de terrain, mais qui persistent cependant. Selon de telles conceptions, l'homme doit diriger l'Etat et les affaires publiques. Il doit avoir une place plus importante que celle de la femme dans le Parti. Ces points de vue erronés, nous devons les combattre, les extirper. Nous devons comprendre les dangers qu'ils représentent et admettre les femmes dans le Parti. Les règles fixées par les statuts du Parti sont communes aux deux sexes. Cette admission doit être réalisée exactement dans les mêmes conditions que pour les hommes et guidée, en premier lieu, par l'idéologie du Parti qui marque chaque mot des statuts comme toute son activité.

C'est là un point décisif. La femme doit être vraiment consciente qu'elle se trouve dans son Parti, qu'elle joue un rôle dirigeant comme membre de son Parti. Elle prend une part active à l'élaboration des lois de son Parti, elle les applique et en contrôle l'application. Ainsi se réalise sa participation active révolutionnaire à la vie, à la production, à la direction politique.

Le grand problème de l'émancipation complète de la femme ne peut être posé, ni résolu sans que la femme y participe activement, non seulement en pratique, dans l'exécution, mais encore à la direction de cette action, l'un des facteurs décisifs de l'édification et de la formation de l'homme nouveau, socialiste, de la création des conditions les plus appropriées pour les jeunes générations qui perpétueront le socialisme et le communisme.

Profitons de cette discussion très fructueuse à ce plénum du Comité central consacrée à ce problème si important, pour l'approfondir et le rendre encore plus clair du point de vue philosophique et idéologique en nous basant sur les enseignements immortels de nos classiques et sur la réalité objective de notre société.

L'une des grandes découvertes scientifiques du marxisme-léninisme consiste dans la mise en lumière des liens qui existent entre l'esclavage de la femme et l'apparition de la propriété privée. Cette découverte se trouve dans le fameux livre d'Engels *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Pour comprendre ces problèmes, pour comprendre comme il se doit le développement dialectique et matérialiste de notre société albanaise présente et future, pour comprendre et interpréter correctement les phénomènes qui se développent fougueusement sous nos yeux et définir de façon juste, marxiste-léniniste, la ligne que nous devons suivre pour bâtir la vie nouvelle, chaque communiste doit étudier ce livre, ou des extraits de ce livre et, si nous n'en disposons pas, il nous faut les préparer, les élaborer de façon qu'ils soient accessibles à tous.

Si nous examinons avec soin l'œuvre du père Shtjefën Gjeçov [*Shtjefën Kosiantin Gjeçov (1874-1929), prêtre patriote, progressiste et antizogiste. Connu comme le premier archéo-logue et ethnographe albanais, glaneur du « Coutumier de Lek Dukagjini », l'un des plus précieux monuments de l'histoire du droit coutumier albanais, il fut assassiné le 14 octobre 1929 en Kosove par les chauvins grand-serbes. L'Assemblée populaire de la RPS d'Albanie l'a décoré pour sa précieuse contribution à la science albanaise et pour son activité patriotique.*], *Kanuni i Lek Dukagjinit* (le Coutumier de Lek Dukagjini), et en particulier le chapitre sur la propriété, les successions, la famille, la femme et le mariage, nous verrons se vérifier dans notre propre réalité les déductions géniales d'Engels. Nous verrons comment la propriété privée maintient la femme dans un terrible esclavage, comment celle-ci a été transformée en un simple objet de propriété, qui peut être vendu, acheté. Dans ce Coutumier nous trouvons :

«Le mari a le droit de battre sa femme, de l'attacher lorsqu'elle n'obéit pas à sa parole ou à ses ordres... Le père, lui, a le droit de battre, de lier, d'enfermer et de tuer son fils ou la fille... C'est le devoir de la femme de rester sous la domination du mari... Le sang de la femme vaut 1500 piastres», etc.

Certes, des siècles nous séparent de l'application intégrale du Coutumier de Lek Dukagjini. Et nous sommes bien loin de l'époque où le père Gjeçov a compilé ces textes. Mais son esprit et un grand nombre de ces coutumes elles-mêmes survivent, surtout dans la vie sociale de nos régions de montagnes, quoique avec une force atténuée.

Le défaut du Parti dans le Nord, et en général de nos théoriciens et sociologues, c'est qu'ils n'ont pas vu comme il faut nos réalités sociales et leur développement dans ces régions». Ils n'ont même pas pris la peine d'étudier sérieusement l'œuvre du père Shtjefën Gjeçov, qui revêt une importance historique et sociale. Or celle-ci aidera nos camarades à bien préciser leur diagnostic sur l'état actuel des rapports sociaux dans le Nord, à comprendre les évolutions, les transformations et, par conséquent, à renforcer notre travail sur les terrains de l'idéologie, de la propagande et de l'organisation.

Des transformations colossales ont eu lieu dans la vie de notre pays, dans les rapports sociaux et privés entre les hommes, ainsi que dans leur vision du monde. Les hommes ont changé, non seulement par comparaison avec l'époque du Coutumier compilé par Gjeçov ou la période du régime féodal-bourgeois de Zog, mais depuis la libération. Nous avons pour tâche de revoir notre code civil, élaboré

par notre régime, mais qui, considéré à la lumière des transformations révolutionnaires que le Parti apporte, comprend peut-être beaucoup de chapitres et d'articles qui ont déjà vieilli.

Prenons la question de la propriété privée, source de tant de malheurs. Le Parti est en train de la renverser, de la démolir jusque dans ses fondements mêmes, matériellement et théoriquement. Elle ne constitue plus la base matérielle de notre régime socialiste, qui s'appuie sur la propriété commune des moyens de production. En même temps que la propriété privée, en nous appuyant sur le marxisme, nous démolissons maintenant toute sa superstructure et sa philosophie et nous les remplaçons par notre superstructure, par notre philosophie matérialiste. Voilà le point de départ de notre succès dans la lutte pour l'émancipation complète de la femme.

Mais nous ne devons pas considérer comme entièrement réglée, du point de vue matériel et encore moins du point de vue idéologique, la question de la liquidation de la propriété privée. Marx dit :

«La propriété privée nous a rendus si stupides et bornés qu'un objet ne nous appartient pas si nous ne le possédons pas, c'est-à-dire s'il n'existe pas pour nous comme un capital, si nous ne le possédons pas de façon immédiate, si nous ne le mangeons pas, ne le buvons pas, si nous ne nous habillons pas avec...» (K. Marx et F. Engels, «De la littérature et des arts», éd. alb., t. 1, p. 188, Tirana, 1976.)

Et Marx continue :

«C'est pourquoi toutes les sensations physiques et morales ont Cédé la place à la destruction pure et simple de ces sensations, au sentiment de la propriété.» (Ibid.)

C'est précisément ce terrain qui est occupé par les sentiments et les sensations de la propriété privée individuelle dont Marx parle, et que nous n'avons pas encore déblayé. Et voilà une grande lutte idéologique et politique à mener, pour mettre en œuvre les grandes réformes matérielles qui conduiront à la transformation de la propriété et à la réalisation de beaucoup d'autres objectifs.

Notre révolution prolétarienne, conduite par le Parti, a créé toutes les conditions matérielles et morales pour qu'une lutte révolutionnaire ininterrompue élimine, par un affrontement dialectique des contraires, l'idéologie idéaliste dans la conscience des hommes et ses survivances. C'est à nous qu'incombe le devoir de porter toujours de l'avant la révolution, puis de créer et de renforcer la conception nouvelle du monde dans la conscience des hommes. Ceux-ci doivent vivre et penser en révolutionnaires, c'est-à-dire comprendre et faire progresser la vie, construire les rapports entre individus, comme entre eux et la société, non sur la base de la vision du monde bourgeoise, idéaliste, religieuse, mais suivant les conceptions matérialistes, athées, socialistes. Dans ce domaine, le Parti, de pair avec le développement matériel de notre société socialiste, pour une longue période de temps encore, mènera une grande lutte pour le développement spirituel de notre société dans la voie du marxisme-léninisme.

Notre Parti n'a jamais abandonné et n'abandonnera jamais la formation marxiste-léniniste des hommes à la spontanéité. Mais pour cela l'éducation des masses et du Parti lui-même doit être organisée plus solidement et, plus profondément.

Tout ce que nous bâtissons, transformons ou créons, nous le faisons d'après les lois marxistes-léninistes. Rien ne se produit en dehors des lois objectives de la nature et de la société. Mais tout doit être expliqué et compris. Tout a un aspect ancien qui s'écroule et meurt, et un aspect nouveau qui naît et se renforce. L'ancien meurt avec peine et c'est pourquoi, aussi, le nouveau naît avec peine, au prix d'efforts et de luttes. Mais, pour que le nouveau grandisse vite et que sa croissance soit heureuse, il faut naturellement que nous connaissions les lois du développement social et les tendances qui font obstacle au progrès, faute de quoi l'éducation, ne peut être menée à fond.

En ce qui concerne les problèmes de la femme que le rapport du Bureau politique présenté par le camarade Ramiz Alia a très bien mis en évidence et à la lumière des interventions précieuses de nos camarades, sur les orientations fixées par le rapport, nous devons aussi prendre des mesures matérielles particulières, en matière d'organisation, lesquelles, en dépit de leur caractère particulier, sont néanmoins partie constitutive et intégrante du développement et du renforcement de l'économie socialiste dans son ensemble en ce qu'elles créent les conditions ultérieures d'une plus large participation de la femme à la production, elles l'allègent du lourd fardeau des travaux de ménage et ne sont nullement sans effet dans les autres domaines. Bien au contraire, elles aident à combattre les survivances idéologiques, petites-bourgeoises, qui maintiennent encore la femme sous une espèce de joug, ou dans un état d'infériorité vis-à-vis de l'homme.

Si nous étudions attentivement l'évolution de notre société, et pas seulement de la nôtre, nous constatons que la femme, tout au fond d'elle-même, trouve juste, très naturelle même, son infériorité par rapport à l'homme. Cette habitude est le résultat des conditions sociales dans lesquelles nos mères et sœurs ont vécu et pensé. Nous devons lutter pour la faire disparaître, pour transformer l'univers social dans son ensemble et pour que notre révolution prolétarienne inscrive, dans cette perspective générale, la disparition des antagonismes entre sexes, c'est-à-dire de la soumission imposée à la femme par l'homme.

Engels montre que l'antagonisme des sexes peut être considéré comme la première manifestation de la lutte des classes dans l'histoire de l'humanité.

La révolution prolétarienne, tout comme elle détruit le capitalisme, la bourgeoisie et son idéologie, tout comme elle fait disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme et conduit l'humanité à une société sans classes, abolit aussi cet antagonisme entre les sexes. Elle libère entièrement la femme de ce qui constitue un obstacle à l'égalité de ses libertés et de ses droits avec ceux de l'homme.

Le mariage est un moment d'une grande importance dans la vie de l'homme. Il peut mettre en pleine lumière de nombreuses coutumes rétrogrades qui, sans exister chez nous, à l'heure actuelle, sous les formes aiguës de jadis, se maintiennent encore aujourd'hui comme des survivances toujours pesantes.

Engels dit que le mariage fondé sur l'amour est moral et que la durée de l'amour fait le lien authentique du mariage. C'est ce principe qui doit nous guider dans notre société socialiste.

... Souvent l'amour est tenu, (en partie du moins) pour amoral, comme s'il faisait de la femme une prostituée et de l'homme un dégénéré. Ce sont là des attitudes injustes. S'il y a quelque chose qui n'a rien de commun avec la prostitution c'est justement le véritable amour. Par bonheur, notre pays n'a pas connu cette terrible plaie qu'est la prostitution; mais nous devons combattre jusqu'aux moindres manifestations de ces tendances à présenter une vision fautive, anti-marxiste-léniniste de l'amour et du mariage. Il faut combattre dans la pratique et dans la théorie les conceptions idéalistes et les habitudes bourgeoises en ce domaine.

Notre pays a connu les mariages par contrainte, la polygamie, les lois d'esclavage et de souffrance que le Sheriat imposait aux femmes. Il a connu les décrets de l'Eglise catholique du Vatican qui non seulement asservissaient et humiliaient la femme, mais aussi la torturaient sauvagement dans son âme.

La séparation de l'Etat et de l'Eglise, l'entrée en vigueur du Code civil, la Lutte de libération nationale et la construction du socialisme ont fait que, chez nous, en vertu de nos lois, tout mariage est contracté avec le consentement et la libre volonté du jeune homme et de la jeune fille devant l'officier de l'état civil. Elles ont détruit, et pour toujours, les pratiques sociales du passé. Ainsi, dans la vie, bon nombre de préjugés ont-ils disparu. Mais nous nous tromperions en pensant que tous ces problèmes ont déjà reçu une solution définitive, que nous n'avons plus à nous en préoccuper ou qu'il suffit de laisser faire le temps. Il faut travailler pour que le temps soit bien employé. Il faut faire naître des coutumes socialistes et une opinion publique adaptées aux besoins du présent et de l'avenir...

Le mariage est un fait. Un fait social. Il ne doit pas être considéré comme un concept philosophique. Mais ce fait social porte en lui-même sa propre philosophie aussi bien dans notre société que dans la société bourgeoise.

Pour la bourgeoisie, le mariage est devenu un marché où l'homme et la femme se vendent réciproquement. Ce mariage ne repose pas, en fait, sur les sentiments authentiques, mais sur les sentiments barbares nés de la propriété et de l'intérêt privé, fondés sur le souci de la richesse et de l'héritage, sur la prostitution de l'homme et de la femme. Dans les régimes capitalistes, les apparences de la liberté sont trompeuses. La pensée qui se veut moderne présente comme autant de réalités ce qui est simple apparence : la liberté individuelle, la femme affranchie du joug capitaliste et les sentiments authentiques. Dans les pays où règne le capital, on ne trouve ces phénomènes sociaux positifs qu'au sein du prolétariat.

En revanche, chez nous, où la libération de la femme est chose faite, nous avons déjà réalisé les conditions indispensables pour qu'existent des mariages fondés sur l'amour. Nous passons, comme Engels l'a dit, du «*règne de la nécessité absolue au règne de la liberté*». Les sentiments authentiques doivent être cultivés et approfondis plus encore, sous le signe de notre idéologie marxiste-léniniste. Il nous reste beaucoup à faire en ce sens. Que nous dit Engels ? Parlant des répercussions du régime communiste sur la famille, il affirme que le régime communiste

«... transformera les rapports entre les sexes en rapports tout à fait personnels... Ce but sera atteint lorsque la propriété privée aura disparu, lorsque l'éducation sociale des enfants sera assurée et que seront ainsi détruites les deux bases fondamentales du mariage actuel (bourgeois), c'est-à-dire la soumission de la femme à l'homme et des enfants aux parents». (K. Marx et F. Engels, Œuvres, éd. russe, t. 4 pp. 336-337.)

Les enseignements du marxisme-léninisme restent, à notre usage, un grand programme d'action et de réflexion.

N'est-ce pas une de nos tâches les plus importantes que de repenser continuellement, en marxistes-léninistes, le caractère des rapports parents-enfants, de mettre ces rapports sur la bonne voie et de les débarrasser de toute survivance idéaliste petite-bourgeoise ?

Souvent en ces questions si vastes et si délicates, l'affection authentique et les conseils que se donnent les uns aux autres parents et enfants, sont contaminés par les conceptions idéalistes d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise sur la propriété.

Je ne pense pas ici à ces sentiments authentiques d'amour portés par les parents aux enfants, ni aux soins qu'ils apportent à leur éducation. Je ne pense pas non plus au grand amour, au respect et à la reconnaissance que les enfants doivent garder envers leurs parents toute la vie. Le marxisme-léninisme ne fait pas disparaître tous ces liens. Bien au contraire, il les approfondit, les consolide, les développe par une évolution qui s'étend non seulement à la famille, mais aussi à toute la société.

Ce que je veux dénoncer ici, se sont ces phénomènes qui apparaissent dans l'évolution de nos rapports sociaux comme un «processus normal».

Les générations futures de notre pays seront entièrement libérées d'un grand nombre de préjugés et survivances dont nous avons souffert. Nos jeunes filles, dignes citoyennes et mères futures, ne se sentiront plus opprimées comme nos mères. Elles échapperont à l'ignorance. Elles ne seront plus économiquement dépendantes de leurs maris, de leur fils ou de leur fille. La libération économique complète de la femme albanaise, l'instruction, la culture socialiste, la place méritée qu'elle occupera dans la production, dans les rouages de l'Etat et dans la société contribuent puissamment au progrès de ce monde nouveau que le Parti forge. Là s'épanouira une vie matérielle et spirituelle encore inconnue. Là les sentiments authentiques et partagés de l'homme pour l'homme, de l'homme et de la femme, des

parents et des enfants trouveront leur accomplissement naturel hors de toutes les survivances rétrogrades, idéalistes, religieuses, patriarcales, bourgeoises qui entretiennent encore, chez nous, des opinions dangereuses et des attitudes paralysantes.

Tout ce grand travail que le Parti a encore à faire rencontrera, et nous en sommes conscients, de grands obstacles. Il faudra des générations entières pour le réaliser. Mais ce qui est d'une grande importance, c'est la voie, la ligne, la méthode du Parti pour guider les générations à venir. Chacune d'entre elles accomplira son travail de développement et de progrès. Le Parti a assigné à la nôtre la tâche de poser les fondements solides du socialisme et de s'engager dans sa voie radieuse. Le Parti nous guide avec vaillance, avec courage, avec maturité dans cette voie claire. Engagées dans l'édification de tout un ensemble harmonieux, à travers la lutte et de grands efforts, et animées d'un profond esprit révolutionnaire, toutes les masses de notre peuple sont en train de transformer le pays, elles se transforment elles-mêmes, l'économie socialiste se consolide, la culture et l'enseignement se développent, l'homme nouveau de notre pays se révolutionnarise toujours davantage. Et cet homme, en lutte contre les points de vue anciens, se dote d'idéaux nouveaux, dignes du socialisme. Nous sommes fermement convaincus que, dans la voie de notre révolution prolétarienne, qui avance impétueusement, la femme albanaise prendra conscience de son rôle, de ses droits et de ses tâches dans la société de notre pays. Plus grandes seront les victoires de notre révolution, et plus sera bref le temps nécessaire pour atteindre cette période heureuse que bâtiront les générations de l'avenir et qu'elles ne cesseront d'embellir.

Notre Parti considère toujours la grande lutte pour l'émancipation de la femme comme partie intégrante de la révolution et de l'édification du socialisme, comme une condition nécessaire du développement et du progrès dans la liberté et la démocratie véritables. Notre Parti a toujours à l'esprit les enseignements de Marx selon qui le développement d'une époque historique donnée peut être toujours mesuré par le degré de la progression des femmes dans la voie de la liberté, car c'est dans les rapports entre l'homme et la femme que se manifeste le plus clairement le développement de la société humaine.

Par conséquent, tant que, dans la société d'un pays, il n'y a pas de véritable liberté pour la femme, il ne peut pas y avoir de vraie liberté. Face à ce grand problème, notre Parti ne s'est pas contenté seulement de promulguer des lois sur l'égalité de la femme avec l'homme. Il a appliqué plus complètement ces lois et il est en train de les introduire dans la vie. Lénine nous rappelle que cette égalité de la femme et de l'homme consacrée par la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie. La thèse géniale de Lénine se vérifie dans notre vie socialiste. En dépit de toutes nos lois concernant cette question, nous trouvons encore sur notre chemin beaucoup de difficultés; nous savons que nous devons prendre encore bien des mesures avant de remporter un succès complet sur ce front.

Le Parti et notre peuple ne doivent en aucun moment sous-estimer le grand rôle de la femme dans la vie et la révolution. Que les femmes et les jeunes filles voient grandes ouvertes devant elles toutes les portes du travail, de l'instruction, de la production, des fonctions dirigeantes ! Qu'elles soient protégées contre tout ce qui peut les maintenir dans un état arriéré ! Qu'elles soient aidées à affirmer leur personnalité sur des bases solides ! Qu'elles aient confiance dans leurs forces ! Rien n'est le monopole d'un seul sexe, mais tout s'acquiert, se crée et se développe dans la vie, le travail, l'expérience.

«L'instruction, la culture, la civilisation, la liberté, nous dit Lénine, tous ces mois à grand effet dans toutes les républiques bourgeoises du monde s'unissent aux lois étonnamment viles, terriblement sales, farouchement brutales sur l'inégalité de la femme, comme le sont les lois sur le mariage, sur le divorce, sur l'inégalité des enfants... sur les privilèges de l'homme, sur l'aviilissement et l'humiliation de la femme.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 30, p. 120.)

C'est pourquoi l'émancipation de la femme chez nous ne peut être comprise comme dans les pays bourgeois. Certes, dans ce domaine, nous devons faire les efforts nécessaires pour regagner le temps perdu. Mais l'émancipation de la femme albanaise n'a rien de commun avec ce qu'on appelle l'«émancipation» des poupées de la bourgeoisie. L'émancipation de la femme albanaise, nous la

réalisons sur la voie de la révolution prolétarienne, dans l'esprit marxiste-léniniste, et grâce aux qualités merveilleuses des femmes de chez nous, qui se sont affirmées tout au long de l'histoire de l'Albanie.

Et pourtant, en dépit de l'oppression sociale dont elle était l'objet et de son maintien dans l'ignorance (dans le cadre de l'ignorance générale où était tenu notre peuple par les envahisseurs étrangers et la féodalo-bourgeoisie du pays), le rôle de la femme en Albanie n'a pas été effacé, ni négligeable dans le renforcement de la famille albanaise, dans le renforcement de la nation, dans la conservation des traditions et des vertus du peuple albanais.

«Dans l'histoire de l'humanité, a dit Staline, il n'y a pas eu de mouvement libérateur important sans la participation directe des femmes». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 5, p. 57.)

La femme albanaise, surtout la villageoise, en dépit des conditions d'oppression qui furent les siennes, a été un important facteur dans le développement économique-social, un facteur progressiste. Animée de profonds sentiments patriotiques et d'attachement à la liberté, elle a toujours été liée au travail et à la terre, et s'est montrée une héroïne alerte et intelligente.

«La révolution actuelle, a dit Lénine, s'appuie sur le village et c'est là que réside son importance et sa force. L'expérience de tous les mouvements libérateurs atteste que le succès de la révolution dépend du degré de participation des femmes». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 196.)

Lorsque nous parlons des luttes de libération du peuple albanais au cours de l'histoire, nous ne pouvons, à aucun moment, séparer de ces luttes la lutte et la grande résistance de la femme albanaise, aux côtés de son mari, de ses frères et de ses fils, soit en combattant l'arme à la main, soit par sa résistance passive aux envahisseurs, aux ennemis de notre peuple et de notre patrie. Nous comprenons très bien que, dans les conditions sociales d'avant la Libération, la contribution de la femme n'était pas apparente, mais cette contribution n'en était pas moins puissante, concrète, indéniable, à la fois morale et matérielle. Au cours de la Lutte de libération nationale, la contribution de la femme albanaise et sa participation à cette lutte, côte à côte avec son mari, ses fils et ses filles, ont été massives, puissantes, visibles, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Sa force, sa vaillance, sa maturité et son patriotisme après la Libération ont jailli avec une grande force, qui devait aller augmentant, comme un grand fleuve au cours irrésistible.

Les changements colossaux dans la vie de la femme albanaise, les immenses progrès réalisés dans tous les domaines d'activité de notre vie nouvelle sont tels que le rapport présenté aujourd'hui à ce plénum du Comité central, malgré les efforts déployés, n'était pas en état de les refléter dans leur plénitude. Seule la vie active dans toute sa grandeur peut donner une vraie idée de l'ampleur des forces vitales que le Parti a libérées en affranchissant la femme, de l'ampleur des forces créatrices progressistes que recelait cette partie de la population. Seule la vie a montré et montrera les miracles qu'elle est capable d'accomplir et de combien de valeurs morales et matérielles d'un prix incalculable elle enrichira notre vie socialiste.

Chez nous, l'émancipation de la femme est conduite par le Parti. Ce n'est pas un «mouvement féministe», comme dans les pays capitalistes. Il s'agit du progrès de la femme, de sa promotion à un niveau supérieur, de son accession à la pleine égalité des droits avec l'homme ; c'est la marche, la main dans la main, de la femme et de l'homme, en pleine harmonie de sentiments et d'objectifs et animés des idéaux les plus purs et les plus sublimes de l'humanité, c'est la marche vers le communisme.

Œuvres, t. 36.

LE ROLE ET LES TACHES DU FRONT DEMOCRATIQUE POUR LE TRIOMPHE COMPLET DU SOCIALISME EN ALBANIE

Extraits du rapport présenté au IV^e Congrès du Front démocratique d'Albanie

14 septembre 1967

LE ROLE HISTORIQUE DU FRONT POUR LA LIBERATION DU PAYS, LA DEFENSE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE ET L'EDIFICATION DU SOCIALISME

Le Front démocratique a toujours été, à toutes les étapes, l'arme puissante du Parti pour l'union politique du peuple autour de lui, une grande tribune d'où se sont déployées l'activité autonome et l'initiative vivante des larges masses du peuple dans la lutte et dans l'œuvre d'édification.

L'expérience acquise au cours des 25 années d'existence du Front, qui a pleinement confirmé la juste politique de notre Parti concernant cette organisation, revêt une grande importance théorique et pratique. C'est pourquoi, l'étude et la généralisation continues de cette expérience sont une tâche essentielle pour nous tous, car, aussi bien les organisations du Parti que celles du Front se mettront ainsi en état d'en tirer le maximum d'enseignements utiles pour le travail futur.

1. - LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE, UNIQUE FORCE DIRIGEANTE ET SEUL PARTI POLITIQUE DANS NOTRE PAYS

Le Front démocratique est l'héritier en ligne directe du Front de libération nationale, qui naquit, grandit et se renforça en tant qu'union politique volontaire des larges masses du peuple. Ses fondements furent posés dans la lutte armée à la base contre les occupants fascistes. Le Front est l'œuvre du Parti. Depuis sa création, il a toujours eu à sa tête le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière. Le PTA s'est acquis ce rôle dirigeant parce que sa juste ligne exprime et défend les intérêts vitaux du peuple albanais, et les communistes albanais, par leur lutte héroïque, par leur courage, leur fermeté, leur esprit de sacrifice et d'abnégation, ont montré qu'ils sont les combattants les plus conséquents de la cause du peuple, de la patrie et du socialisme. Le Front n'est pas un parti politique, ni une coalition de partis. En dehors de notre Parti, aucun parti n'a existé dans notre pays.

C'est probablement le seul exemple d'un parti marxiste-léniniste, d'un parti de la classe ouvrière créé dans un pays où n'existaient auparavant aucun parti socialiste ni social-démocrate, ni d'autres partis bourgeois, et qui soit demeuré l'unique parti de la classe ouvrière et, plus largement, l'unique parti politique du pays.

Dans la première période qui a suivi la proclamation de l'indépendance, des tentatives ont été faites pendant un certain temps, pour former des partis bourgeois libéraux, parfois même à tendance progressiste. Mais ils disparurent alors qu'ils étaient encore embryonnaires, parce que leurs programmes n'étaient ni clairs, ni combatifs. Ils n'exprimaient ni les aspirations des masses ni les tendances objectives du développement de l'Albanie de cette période-là. D'autre part, ils étaient presque inexistants sur le plan de l'organisation, ce qui explique qu'ils n'aient pas laissé de traces dans la vie de notre pays.

Le régime féodal et bourgeois de Zogu était caractérisé par la répression de toute liberté démocratique, de toute liberté d'opinion et d'organisation. Aussi n'existait-il pour les classes opprimées et exploitées aucune possibilité de créer des partis politiques légaux. Et les classes dominantes et exploiteuses, les féodaux et la bourgeoisie ne purent pas non plus fonder leurs partis politiques. Certes, dans les pays capitalistes développés, l'existence de plusieurs partis bourgeois est une composante de système. Cela tient à la situation même de la bourgeoisie, qui a consolidé depuis longtemps son régime de classe, elle peut donc permettre que ses différentes couches créent des partis politiques particuliers pour la défense

de leurs intérêts et de leurs positions au sein du pouvoir. Chez nous la situation était tout autre. L'Albanie se trouvait au carrefour de deux périodes historiques : le déclin du féodalisme et le développement du capitalisme. Les grands propriétaires terriens, classe archaïque, couraient à la ruine. Et la bourgeoisie n'avait pas encore atteint le stade de développement qui lui aurait permis de se donner non pas plusieurs, mais même un seul parti politique. C'est encore dans cet état que l'occupation fasciste trouva l'Albanie.

Dans la grave situation qui s'était créée pour les destinées de notre peuple, qui avait non seulement perdu sa liberté, mais qui était aussi menacé de disparaître comme nation, le devoir impérieux de chaque Albanais était donc d'empoigner les armes pour mener la lutte sacrée, antifasciste, de libération nationale. C'est justement dans ces moments décisifs, dans une situation révolutionnaire, dans le feu de la guerre de libération, que naquit le Parti communiste d'Albanie, le parti de la classe ouvrière. Son programme répondait aux désirs et aspirations des larges masses populaires, aux conditions objectives concrètes dans lesquelles se trouvait notre pays. Le Parti communiste d'Albanie fut fondé par les communistes albanais comme un parti marxiste-léniniste révolutionnaire, comme un parti de type nouveau par la théorie qui le guidait, par les principes d'organisation sur lesquels il était édifié et par son programme politique. Sa naissance était une nécessité objective pour que soit assurée la direction de la lutte révolutionnaire pour la libération nationale et sociale.

Ainsi naquit du peuple l'unique parti, celui de la classe ouvrière, doté d'un programme politique, organisationnel, militaire, économique et social, scientifiquement et clairement formulé. La classe ouvrière, bien que peu nombreuse, était la classe la plus révolutionnaire et la plus progressiste de notre société. Aucune autre classe, aucune autre couche sociale, aucun autre groupe politique n'est apparu avec son propre parti pour se saisir du drapeau de la libération nationale, aucune autre force n'était en effet à même de jouer un rôle indépendant dans l'arène politique du pays, de développer sa propre ligne, de créer son propre parti, un parti politique fortement enraciné et fondé sur des bases idéologiques et organisationnelles solides.

Le Parti communiste d'Albanie est demeuré l'unique parti d'avant-garde qui ait assumé et mené à bien la tâche difficile mais glorieuse de mobiliser et d'organiser le peuple, de le conduire dans la lutte de libération contre les occupants étrangers et les traîtres de l'intérieur. Sous la juste direction révolutionnaire du Parti, notre peuple triompha des ennemis. Il les battit et les repoussa au-delà des frontières de la patrie, il détruisit totalement le vieux pouvoir et mit en place son nouveau pouvoir : la dictature du prolétariat. Il arracha et renforça sa liberté et son indépendance complète et à présent il édifie victorieusement la société socialiste.

Les traîtres ballistes et tous leurs amis, — les impérialistes américains, anglais et autres — calomniaient le Parti communiste d'Albanie en affirmant qu'il n'a pas permis la fondation d'autres partis politiques dans notre pays, et qu'il se refusait d'avance à collaborer avec ceux qui auraient pu se créer dans la lutte de libération. Nos ennemis veulent ainsi présenter notre Parti comme hostile à toute démocratie, sectaire et manquant de souplesse sur le plan tactique. Mais les faits eux-mêmes se chargent de rejeter ces calomnies. C'est une réalité historique que l'absence, dans notre pays, de tout parti politique antifasciste, à la seule exception du Parti communiste d'Albanie. Si de tels partis progressistes s'étaient formés, le nôtre n'aurait fait aucune difficulté pour collaborer avec eux dans l'organisation de la lutte contre les occupants. Un parti marxiste-léniniste, n'a aucun motif de craindre un accord de ce genre. Dès le temps de la Lutte de libération nationale, le Parti communiste d'Albanie déclarait expressément : *«... nous ne sommes pas hostiles à la formation de différents partis politiques, mais il est nécessaire que dans leur programme, ils donnent la première place à la lutte contre l'occupant, la lutte en actes et non pas en paroles, et il faut, en outre, que ces partis s'intègrent dans le Front de libération nationale, tout en conservant le droit de garder leur individualité»*. (Documents principaux du PTA, 2^e éd. alb., t. 1, p. 212, Tirana. 1971.)

Considérant donc le fait historique que chez nous il n'y a eu qu'un seul parti politique, nous affirmons que, pour notre classe ouvrière et notre peuple, pour la cause de la révolution et du socialisme en

Albanie, cette situation a constitué un immense avantage. Et ce fut une catastrophe pour la bourgeoisie, pour la réaction nationale et internationale. Quel caractère, quel but auraient eu les autres partis politiques ? Qu'auraient-ils représenté ? Quels intérêts auraient-ils défendus ? Bien entendu, ils se seraient mis au service des beys, des agas, des gros commerçants, des capitalistes de la ville et de la campagne. Ils auraient joué un rôle réactionnaire. Ils auraient directement servi les occupants fascistes, ils auraient collaboré avec eux en attendant de s'unir sous des formes diverses, avec les impérialistes anglo-américains et contre le peuple. Toute leur activité aurait été néfaste à l'unité du peuple, à la lutte de libération, elle aurait été dirigée contre le pouvoir populaire, contre les grandes réformes économiques, politiques et structurelles. Elle aurait été néfaste au relèvement du pays et à l'édification du socialisme.

Voilà qui a été prouvé de façon claire et nette au cours de la Lutte de libération nationale; les organisations politiques du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti», dans lesquelles s'étaient rassemblés les représentants des classes dominantes et exploiteuses du pays, firent ouvertement cause commune avec les envahisseurs nazis-fascistes et devinrent des instruments des impérialistes anglo-américains pour saper la lutte de libération du peuple albanais. De même, après la libération du pays, les représentants de la bourgeoisie et agents des Américains et des Anglais — Riza Dani, Shefqet Beja, Gjergj Kokoshi et d'autres — tentèrent de créer un parti politique : il s'agissait pour eux de miner le pouvoir populaire et l'édification de l'Albanie nouvelle, socialiste. Cette tentative fut écrasée par notre Parti et le Front démocratique.

La bourgeoisie et la réaction intérieure et extérieure ne réussirent pas à atteindre ces objectifs antipopulaires. C'est pourquoi elles accusent notre Parti et notre régime de démocratie populaire d'«étouffer la démocratie et la liberté». Il est clair que la «démocratie et la liberté» ont une tout autre signification pour elles et pour nous. Elles réclament une démocratie et une liberté pour les ennemis du peuple, pour les grands propriétaires terriens et les capitalistes, pour les réactionnaires et les contre-révolutionnaires. Voilà pourquoi elles ne peuvent pas supporter qu'en Albanie il y ait un parti unique. Voilà pourquoi elles demandent que, sous le couvert d'une prétendue «démocratie», plusieurs partis coexistent. Elles veulent empêcher qu'on puisse jamais édifier une véritable démocratie pour le peuple, que la nôtre soit jamais une démocratie réelle, que le socialisme soit jamais construit. Elles prétendent au contraire maintenir éternellement notre peuple sous le talon de fer du capital.

Dans notre pays, les intérêts du peuple travailleur tout entier sont parfaitement représentés et défendus par le Parti du Travail, avant-garde organisée de notre classe ouvrière. Les intérêts et les objectifs de la classe ouvrière — qu'exprime le Parti du Travail — coïncident entièrement avec les intérêts et les objectifs de notre paysannerie laborieuse et de notre intelligentsia socialiste. Toutes ces couches de la population sont unies au sein du Front démocratique, front unique du peuple albanais, et elles luttent pour mettre en œuvre la politique et les directives du Parti, parce qu'elles expriment les aspirations du peuple. Dans ces conditions, à qui seraient utiles les autres partis dans le Front ou en dehors de lui ? De quelle classe représenteraient-ils et défendraient-ils les intérêts ? On sait que chaque parti politique exprime et défend les intérêts d'une classe donnée, lutte pour la réalisation de ses objectifs et dirige sa lutte pour le pouvoir. Tout autre parti ne pourrait qu'être utile aux couches et aux éléments de la minorité exploiteuse, aux grands propriétaires terriens et aux capitalistes qui furent vaincus dans la lutte et par la lutte, et politiquement et économiquement écrasés par la classe ouvrière, alliée à la paysannerie, sous la conduite du Parti, dans le cadre de la dictature du prolétariat.

Notre expérience montre que l'absence de partis bourgeois permet au parti de la classe ouvrière d'accomplir au mieux sa mission historique pour la libération nationale, pour la réalisation de la révolution socialiste et l'édification du socialisme. Encore faut-il qu'il suive une ligne révolutionnaire, réellement marxiste-léniniste, et que, par sa lutte ferme et exemplaire, il défende avec courage les intérêts du peuple, la liberté et l'indépendance de la patrie.

2. - LE FRONT, CHAINON PRINCIPAL DE L'UNION POLITIQUE DE NOTRE PEUPLE

Dans la lutte et la révolution, le parti ne peut pas combattre seul. La révolution est l'œuvre des masses, c'est pourquoi la principale tâche de tout parti révolutionnaire est de développer la conscience des masses, de les unir, de les organiser et de les diriger. Dans les conditions du pays et de l'époque, le Parti a jugé que la manière la meilleure et la plus efficace d'atteindre ce but était de créer le Front de libération nationale. La Conférence de Peza, qui se tint 10 mois seulement après la formation du Parti, posa les fondements solides de l'union politique et organisationnelle du peuple à l'échelle nationale et approuva la plate-forme de la Lutte de libération nationale, telle que l'avait élaborée le Parti communiste.

Le Front de libération nationale rassemblait le peuple tout entier contre l'ennemi extérieur qui avait envahi le pays. Dans le cadre du Front, le Parti avait pour ligne d'unir tous les vrais Albanais, sans distinction de classe, de conviction politique, de religion ou de région d'origine. Il mobiliserait toutes les forces patriotiques et démocratiques du pays, tous ceux qui étaient prêts à se battre contre les occupants fascistes et les traîtres pour une Albanie libre, indépendante, démocratique et populaire. Cette orientation, parfaitement juste, correspondait à la situation dans notre pays à ce moment-là, alors que les contradictions de classes à l'intérieur n'occupaient plus le devant de la scène et qu'au premier plan avaient surgi les contradictions avec l'ennemi extérieur, le combat entre le peuple albanais, en lutte pour sa liberté, son indépendance et sa souveraineté, et les envahisseurs italiens et allemands.

En appliquant cette ligne, le Front englobait dans son sein la majorité écrasante de la population; la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, la petite et moyenne bourgeoisie des villes, les intellectuels patriotes et tous les autres éléments antifascistes. Le Front reposait sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Cette alliance a une importance vitale pour chaque peuple qui se dresse dans la lutte armée et la révolution. Elle incarne la mise en œuvre du principe le plus fondamental de la dictature du prolétariat. Mais, dans les conditions de notre pays, où la classe ouvrière était peu nombreuse et la paysannerie constituait la majorité écrasante de la population, il était absolument nécessaire de l'entraîner dans la lutte, sous la conduite de la classe ouvrière et de son Parti révolutionnaire. Elle représentait un facteur décisif, capable de décider du sort de la lutte et de la révolution. Notre Parti comprit bien ce problème. Le village devint la principale base, et la paysannerie la principale force de notre lutte de libération. Notre Parti, étant le parti de la classe ouvrière, exprimait et défendait en même temps les intérêts de la paysannerie laborieuse. Les problèmes qui préoccupaient la paysannerie, les réformes économiques, politiques, la rénovation de l'enseignement auxquelles elle aspirait, figuraient dans le programme du Parti. Ces revendications étaient soutenues de façon conséquente par notre Parti qui veillait à les mettre en œuvre. Dans le parti de la classe ouvrière, notre paysannerie trouva pour la première fois dans l'histoire de notre pays, le véritable dirigeant révolutionnaire de sa lutte pour la liberté, la terre et la prospérité.

La politique extérieure du Front de libération nationale, inspirée par le Parti, avait pour principe l'alliance avec tous les Etats antifascistes et avec tous les peuples en lutte contre le fascisme. Surtout, elle était orientée vers l'alliance avec l'Union soviétique, qui, par sa sage politique et sa lutte légendaire, dirigée avec maîtrise par le grand Staline, devint l'espoir des peuples face à la peste fasciste, qui menaçait de les exterminer. La ligne du Front visait aussi à collaborer avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, dans le cadre de la lutte commune contre la coalition nazie-fasciste. Elle était juste. Toutefois, à aucun moment, nous n'avons relâché notre vigilance révolutionnaire parce que nous étions sûrs de nous heurter aux impérialistes qui ne renoncent jamais à asservir et à opprimer les peuples. Et la vie a pleinement justifié notre attitude. Les alliés anglo-américains s'efforcèrent par tous les moyens de prendre en main la conduite de notre Lutte de libération nationale, de liquider le Front et le Parti communiste et, enfin, de débarquer dans notre pays et de l'occuper, comme ils le firent en Grèce. Mais ces tentatives échouèrent. Et ce fut le grand mérite du Parti et du Front de n'avoir pas permis aux impérialistes de s'ingérer dans les affaires intérieures de notre pays.

Le programme du Front de libération nationale était en fait un programme minimum du Parti. Il était clair, compréhensible, et entièrement tourné vers le combat révolutionnaire. Les principales tâches prévues par ce programme étaient les suivantes: lutte incessante et à outrance contre les occupants et

les traîtres pour la libération du pays, pour la liberté et l'indépendance nationale, pour un gouvernement démocratique populaire; insurrection générale armée et création d'une armée de libération nationale ; organisation d'une aide politique et économique multiforme à la lutte populaire, cette aide devant être essentiellement fournie par la population des campagnes et des villes ; destruction du pouvoir des occupants et de leurs collaborateurs (qui représentaient les intérêts des principales classes exploiteuses du pays) ; création du pouvoir des conseils de libération nationale, organes du pouvoir politique unique du peuple ; vaste préparation politique et idéologique des masses en vue de l'insurrection générale et de la poursuite de la lutte même après la libération du pays pour défendre les victoires remportées, reconstruire le pays et réaliser les grandes transformations sociales et économiques nécessaires au peuple.

Le Front de libération nationale atteignit tous les objectifs que lui avait fixés le Parti. Il réalisa avec succès toutes les tâches essentielles que contenait son programme révolutionnaire. La lutte et la vie ont donc vérifié la juste politique du Parti lorsqu'il a créé le Front et défini sa ligne en se conformant aux désirs du peuple, et aux conditions historiques de notre pays.

La fondation du Front de libération nationale porta un coup terrible aux occupants étrangers et à toute la réaction intérieure, qui avait lié son sort au leur. Ils furent effrayés par l'élan révolutionnaire des masses dans la Lutte de libération nationale, par l'autorité accrue du Parti communiste et l'union politique renforcée du peuple albanais dans les rangs du Front. Face à cette situation, les forces de la réaction donnèrent l'alarme pour parer au grand danger qui les menaçait. Elles créèrent au début l'organisation du «Balli kombëtar» puis celle du «Legaliteti», qu'elles opposèrent directement au Front de libération nationale. Ces deux organisations, formées avec l'appui des occupants italiens et allemands et à l'instigation des impérialistes anglo-américains, n'étaient pas des partis politiques mais des regroupements hétérogènes des forces réactionnaires du pays, grands propriétaires terriens, gros commerçants, intellectuels bourgeois et ecclésiastiques réactionnaires, bref toutes les canailles de la société, qui avaient fait cause commune avec l'occupant.

Quel était le but de ces organisations ? Malgré les nuances insignifiantes qui les séparaient et les masques pseudo-patriotiques et pseudo-nationalistes dont ces organisations s'étaient affublées, leur but commun était de liquider le Parti communiste, de détruire le Front de libération nationale, d'étouffer la Lutte de libération nationale, de s'assurer pour elles-mêmes, une fois la paix revenue, tout le pouvoir politique et de maintenir ainsi intacte leur domination sur le peuple. La politique du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti», c'était l'alliance avec les occupants fascistes contre la Lutte de libération nationale du peuple albanais et contre l'alliance antifasciste des Etats et des peuples en lutte contre le fascisme. La réaction et ses organisations de traîtres réduisirent les contradictions principales aux contradictions internes avec le Parti communiste et le Front de libération nationale. Elles les transformèrent en contradictions antagonistes, en faisant feu sur nous à l'instar des occupants.

S'en tenant à sa ligne de l'union de tous les Albanais dans le Front de libération nationale pour la lutte contre le fascisme «sans distinction de religion, de région d'origine ou d'opinion», notre Parti n'a épargné aucun effort pour empêcher la transformation des contradictions avec le «Balli» et le «Legaliteti» en contradictions principales et antagonistes. Le Parti et le Front leur adressèrent à maintes reprises des appels à la lutte commune contre les occupants, ils s'efforcèrent de leur montrer la juste voie, de les détourner du chemin de la trahison, d'éviter la guerre fratricide. Mais tous les efforts du Parti et du Front furent sabotés par la réaction. Le Parti était persuadé qu'il en serait ainsi. Il connaissait bien le caractère contre-révolutionnaire de ces organisations. Elles représentaient les intérêts des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Mais pour régler ce problème il fallait aussi convaincre ceux qui s'étaient fait au début quelques illusions sur le caractère «patriotique» de ces organisations ou de certains de ses membres. Il fallait qu'ils se convainquent par leur propre expérience, acquise dans le feu de la lutte, que le «patriotisme» des chefs de file du «Balli» et du «Legaliteti» et leurs appels «patriotiques» étaient une comédie démagogique destinée à camoufler leur trahison.

Le seul critère possible du patriotisme était l'attitude envers l'ennemi. Le Parti et le Front demandèrent à ces organisations de se lancer de toutes leurs forces et sans aucun délai «tactique», dans la guerre totale contre les occupants italiens et allemands. Logiques dans leur trahison, le «Balli» et le «Legaliteti», non seulement ne tirèrent pas un seul coup de fusil contre l'envahisseur mais ils se rallièrent à lui corps et âme dans la lutte contre le peuple. Ce n'est pas tout : lorsque les occupants fascistes furent à deux doigts de l'abîme, le «Balli» et le «Legaliteti» passèrent ouvertement au service des impérialistes anglo-américains. Ils voulaient, avec le soutien de ces derniers, ravir au peuple ses victoires et obtenir ce qu'ils n'avaient pas pu arracher à travers leur alliance avec les nazis et les fascistes. C'est ainsi que fut révélé au grand jour le caractère antipopulaire et antinational de l'action menée par les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie, intellectuels bourgeois et autres. En conséquence, dans notre pays, la lutte contre les occupants fascistes, la lutte pour la libération nationale, ne fit qu'un avec le combat contre les collaborateurs de l'occupant, contre les principales classes exploiteuses et leurs organisations politiques: le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti». Du même coup, le déroulement et les résultats politiques de la Lutte de libération nationale de notre peuple revêtirent le caractère d'une profonde révolution populaire: parallèlement à la débâcle de l'occupant, la destruction des organisations traîtresses permit de renverser, en même temps qu'était libérée la patrie, les principales classes exploiteuses alors au pouvoir.

Notre Parti et le Front de libération nationale ont eu le grand mérite de n'avoir jamais séparé la lutte pour la libération du pays de l'occupant étranger de la lutte pour la conquête du pouvoir par les masses laborieuses. L'importance historique de la Conférence de Peza n'est pas due seulement à ce qu'elle donna naissance au Front de libération nationale, mais aussi à ce que c'est là que furent posés les fondements du nouveau pouvoir, du pouvoir populaire. Les conseils de libération nationale, mis sur pied partout dans notre pays, grandirent et devinrent les organes démocratiques et révolutionnaires du pouvoir populaire, sous la direction exclusive du Parti communiste. La création de ces conseils impliquait l'abolition de toutes les institutions d'Etat créées par les classes antipopulaires et exploiteuses. Le nouveau pouvoir populaire fut étendu et renforcé dans la mesure même où progressait la lutte armée. Le Congrès de Permet et la seconde session du Conseil antifasciste de libération nationale, celle de Berat, se tinrent respectivement aux mois de mai et d'octobre 1944. Ce furent deux grands événements d'une portée historique extraordinaire. Ils exaucèrent la volonté du peuple: prendre tout le pouvoir entre ses mains, créer un nouvel Etat albanais et édifier l'Albanie nouvelle, démocratique et populaire. Dès la veille de la libération du pays, le problème du pouvoir était donc résolu en faveur du peuple.

Notre Parti a toujours été vigilant. Il a combattu implacablement toute trahison, toute capitulation, dans tous les domaines. Il a défendu de façon conséquente son indépendance sur le plan politique et organisationnel, son rôle dirigeant dans le Front et dans la Lutte de libération nationale. Il n'a pas permis à la bourgeoisie de s'emparer de la direction de la lutte, ce qui était un des principaux objectifs des impérialistes anglo-américains et des traîtres organisés dans le «Balli» et le «Legaliteti». Le Parti savait que la bourgeoisie, si elle avait eu en main la conduite de la guerre, n'aurait apporté que l'échec de la révolution et le maintien du vieil ordre d'oppression et d'exploitation. Tel était le but poursuivi à la rencontre de Mukje. C'est en cela que consistait la capitulation d'Ymer Dishnica devant la bourgeoisie. Voilà pourquoi le Parti et le Conseil général de libération nationale ont rejeté résolument la rencontre de Mukje, comme un acte de trahison envers les intérêts du peuple et de la révolution, un acte tendant à frayer à la bourgeoisie réactionnaire un chemin qui la menât jusqu'à la direction de la lutte et du pouvoir politique. Or elle n'acceptait pas de lutter contre les occupants fascistes, pis encore, elle ne cessait de collaborer avec eux contre le peuple et sa lutte.

Créer le Front et appeler à s'unir, dans cette organisation, tous ceux qui voulaient combattre les occupants, telle était alors l'une des principales tâches tactiques du Parti dans son effort pour atteindre son objectif stratégique fondamental de l'époque, la libération totale du pays et l'instauration du pouvoir populaire. La vie a confirmé la justesse de cette ligne ainsi que l'accord total du peuple avec elle. Elle a également confirmé le rôle irremplaçable du Front de libération nationale dans l'union du peuple autour du Parti et sous sa direction, dans la mobilisation de toutes les énergies et capacités créatrices du peuple au service de la grande cause de la révolution.

3. - LE ROLE DU FRONT DANS LA LUTTE POUR L'EDIFICATION DU SOCIALISME

Après la libération du pays, dans la lutte pour le développement de la révolution socialiste et pour l'édification du socialisme, le Front, organisation démocratique des larges masses populaires, continue à travailler sous la direction du Parti. La ligne du Parti concernant le Front a toujours été de le renforcer davantage pour qu'il rassemble, plus complètement encore, tous les travailleurs dans ses rangs, qu'il les aide à développer en eux le patriotisme, l'amour de la patrie, la volonté de défendre la liberté et l'indépendance conquise, qu'il mobilise les masses dans la lutte pour l'édification du socialisme et du communisme, et les aide à se former dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

Armé d'une riche expérience et continuant ses traditions de la Lutte de libération nationale, le Front continue d'apporter une grande contribution à toutes les victoires obtenues par notre peuple dans la lutte pour l'édification du socialisme et la défense de la patrie. Les directives du Parti, qui expriment les intérêts vitaux des travailleurs, demeurent aussi, comme elles l'ont toujours été, des directives de travail et de lutte pour le Front démocratique. Celui-ci a conçu et développé différentes formes de travail, d'organisation et d'éducation pour les traduire dans les faits. (Partout et toujours, le Front a été la puissante courroie de transmission qui relie le Parti toujours plus étroitement aux masses, il a porté parmi elles sa ligne juste, les a éduquées et mobilisées pour accomplir des exploits héroïques.

Dans le grand élan de la révolution, dans la vaste lutte pour l'édification du socialisme et la défense de la patrie, le Front s'est renforcé sur le plan politique et organisationnel, il a porté et appliqué dans les masses les enseignements du Parti sur la lutte des classes, contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, contre les survivances féodales et patriarcales, les coutumes rétrogrades et les préjugés religieux, contre tout ce qui affaiblit l'unité du peuple, contre tout ce qui menace l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et l'intelligentsia populaire, contre ce qui entrave la marche de notre société vers le socialisme et le communisme. Le Front est une grande école d'éducation politique des masses.

Le Front est l'organisation la plus large des masses. A ce titre, il fait partie de notre système de la dictature du prolétariat. Toutes les autres organisations de masse, Unions professionnelles, Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, Union des Femmes, sont elles aussi des éléments de ce système. Comme le Front démocratique, elles constituent des courroies de transmission du Parti qui le relient aux masses et elles jouent un rôle très important dans la vie du pays. En fonction des problèmes et des besoins propres aux ouvriers, à la jeunesse et aux femmes, elles organisent leur travail politique, éducatif et organisationnel de telle sorte que les directives du Parti soient comprises et appliquées de façon juste par toutes ces couches de la population. Toutes ces organisations de masse déploient leur activité en union étroite les unes avec les autres, mais en aucune manière elles ne doivent intervertir leurs rôles. Chaque organisation a sa fonction spécifique et son rôle propre à jouer dans la lutte pour l'édification du socialisme. A la différence des autres organisations, le Front démocratique, lui, n'oriente pas son travail vers des couches déterminées de la population. C'est dans ses rangs que se réalise l'union politique de tout le peuple. Les membres des autres organisations militant dans chacune d'elles sont en même temps membres du Front démocratique, et ils participent activement à tous les débats, à toutes les activités organisées par les sections locales du Front.

Voilà pourquoi le Front est l'appui le plus large du Parti et du pouvoir populaire, et son rôle, à l'étape actuelle de l'édification de la société socialiste, loin de prendre fin ou de s'affaiblir, devient au contraire encore plus important.

Dans notre système de dictature du prolétariat, le Parti est la seule force dirigeante. Pas plus que les autres organisations de masse, le Front, s'il n'avait pas le Parti pour guide, ne pourrait pas être une organisation vraiment démocratique et populaire, qui exprime et défend les intérêts des masses. Le Parti inspire, coordonne et dirige toute leur activité pour servir la grande cause du triomphe du socialisme et du communisme.

Notre Parti a réfuté et dénoncé les sermons des révisionnistes modernes, qui, dans le cadre du système de la dictature du prolétariat, nient le rôle dirigeant du Parti dans les organisations de masse, prêchent «l'indépendance» de celles-ci à l'égard du Parti, et rejettent la thèse juste de Lénine et de Staline, selon laquelle les organisations de masse sont des leviers, des courroies de transmission, qui relient le Parti aux masses. Mais cette «indépendance» exigée par les révisionnistes est privée de toute réalité. Dans la société, tant que la lutte des classes continue, personne, et encore moins une organisation, ne peut se placer au-dessus des classes, au-dessus des partis, en dehors de la politique. Ce que les révisionnistes demandent, c'est l'indépendance par rapport à la politique prolétarienne, à celle du parti communiste et par conséquent la dépendance la plus totale à l'égard de la politique bourgeoise et des partis bourgeois.

La ligne et l'expérience de notre Parti dans son travail avec le Front correspondent, certes, aux conditions concrètes historiques du pays. Elles n'en confirment pas moins une fois de plus certains enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme partout nécessaires pour assurer la victorieuse marche en avant de la cause de la libération nationale, de la révolution et du socialisme.

Dans notre pays également, l'expérience a prouvé que, seul, le parti marxiste-léniniste, avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière, révolutionnaire conséquent, fidèle jusqu'au bout aux principes idéologiques de notre doctrine, peut conduire le pays et le peuple à la victoire, soit dans la révolution de libération nationale et démocratique, soit dans la révolution prolétarienne et dans la lutte pour l'édification de la société socialiste et communiste. Notre expérience, comme celle du mouvement de libération et révolutionnaire mondial, prouve que, au stade de l'impérialisme, la bourgeoisie et ses partis politiques, de par leur nature de classe, ne sont, en état de conduire à leur accomplissement ni la lutte contre l'impérialisme pour une vraie libération nationale, ni la révolution démocratique et antiféodale. Certes, les révisionnistes modernes khrouchtchéviens, titistes et autres nient le rôle dirigeant du parti prolétarien dans la révolution et dans l'édification socialiste. Ils vont jusqu'à prétendre qu'on peut passer au socialisme même en ayant comme guide les autres partis bourgeois et petits-bourgeois, voire des syndicats au service des monopoles capitalistes. Mais c'est là trahir totalement les principes du marxisme-léninisme, donc la classe ouvrière et sa cause révolutionnaire.

Pour que la cause de la libération et de la révolution triomphe, le parti marxiste-léniniste doit unir sous sa direction toutes les forces révolutionnaires en un large front populaire. Pour créer de larges fronts populaires, le parti communiste marxiste-léniniste ne concentrera jamais tous ses efforts et toutes ses espérances sur les alliances et sur la collaboration avec les chefs des divers partis et diverses organisations politiques. Le Parti, sans négliger ce travail, a pour devoir de consacrer toute sa sollicitude et toutes ses forces à la lutte pour unir le peuple en partant de la base. Il lui faut donc mener un grand travail d'éclaircissement et de persuasion parmi les masses, et surtout organiser des actions concrètes, sérieusement préparées.

L'expérience a montré que le noyau du front uni, la base des bases, c'est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Sans elle, il ne peut exister ni un front populaire, ni un front de libération nationale. Ce sont là les deux forces motrices principales de toute vraie révolution de notre temps. Elles constituent la majorité écrasante de la population de chaque pays. Donc, pour être vraiment une large organisation politique, engagée dans le combat révolutionnaire, il faut, avant tout, que le Front unisse les larges masses, par la lutte et dans la lutte. Il ne s'agit pas d'une simple union réalisée entre partis et encore moins entre chefs de partis, grâce à diverses manœuvres politiciennes.

Dans les conditions de la révolution démocratique-populaire et de la lutte pour la libération nationale il peut se faire qu'existent plusieurs partis bourgeois et petit-bourgeois. Le Parti communiste peut et doit alors s'efforcer de collaborer avec eux dans le cadre d'un large front, démocratique populaire ou de libération nationale. Dans ces cas, le front présente des traits propres qui le différencient du Front de libération nationale tel qu'il s'est réalisé chez nous, où jamais aucun autre parti politique n'a existé en dehors du Parti communiste. Bien entendu, lorsque le parti communiste fait la guerre et la révolution avec, à ses côtés, d'autres partis progressistes, il lui faut surmonter un grand nombre de difficultés pour

assurer la victoire de cette lutte de libération. Il en est de même lorsque l'heure est venue de pousser plus loin la révolution en la faisant passer de l'étape démocratique, anti-impérialiste et antiféodale à l'étape de la révolution socialiste. Il est alors moins facile qu'il ne l'a été pour notre Parti de mener à bon terme ce processus. Le fait est que lorsque les partis bourgeois et ceux qui se prétendent socialistes se rendent compte que les intérêts des classes qu'ils représentent sont touchés ou menacés, ils multiplient les manœuvres politiques, organisationnelles et militaires pour affaiblir la lutte de libération, pour paralyser la révolution, pour rompre les alliances, pour détruire le front commun et surtout pour saper le rôle dirigeant du parti communiste dans ce front. Cela tient à la nature, à la position et aux tendances de classe de la bourgeoisie. Aussi, le parti communiste, tout en suivant la ligne de la collaboration avec les différentes couches de la bourgeoisie ou avec leurs partis, doit en même temps appliquer la ligne de la lutte contre les flottements et les manœuvres de ses partenaires, contre leurs compromis avec les forces de l'envahisseur et de la réaction. Il serait très dangereux pour la libération et la révolution d'adopter une attitude opportuniste et de suivre uniquement, à l'intérieur du Front, la ligne de l'unité en négligeant la ligne de la lutte contre toute action réactionnaire et toute tentative de scission.

Actuellement dans l'arène politique mondiale, à part les partis bourgeois et sociaux-démocrates, désormais discrédités, on voit agir aussi des partis révisionnistes qui ont trahi les intérêts de la classe ouvrière et de sa cause révolutionnaire. Les forces et les partis marxistes-léninistes doivent mener une lutte sans merci contre ces partis pour les démasquer et les détruire comme partis politiques, tout en gagnant à eux les éléments qui forment leurs bases, et sans consentir à aucun compromis sur les principes. Certains partis révisionnistes emploieront la démagogie en ce qui concerne la lutte armée. D'autres, craignant d'être démasqués, entreprendront, juste pour la forme, certaines actions. Les marxistes-léninistes ne doivent pas être dupes de ces tactiques diaboliques, ils ne doivent jamais confondre la volonté de lutte des masses avec les manœuvres des chefs révisionnistes en vue de saper le mouvement. C'est pourquoi, afin de neutraliser et de liquider les révisionnistes, la seule voie possible est de resserrer sans cesse les liens avec la base dans le feu de la lutte révolutionnaire.

Il est indispensable que le parti communiste marxiste-léniniste, tout en collaborant avec d'autres partis dans la révolution de libération nationale et démocratique, garde son entière indépendance idéologique, politique et organisationnelle, en tant que parti de la classe ouvrière. Il ne saurait rester dans l'ombre, ou se trouver à la remorque des événements. Il ne doit absolument pas se dissoudre dans le front, mais lutter pour s'assurer le rôle dirigeant, lutter pour l'hégémonie. Il lui est en même temps nécessaire de ne perdre de vue à aucun moment la perspective du but final à atteindre, dans le développement de la révolution. Le vrai parti marxiste-léniniste et les vrais révolutionnaires doivent rester toujours fidèles aux principes marxistes-léninistes, aux lois de la révolution prolétarienne, même à l'étape de la lutte contre l'impérialisme et ses laquais, les révisionnistes modernes. Ils ne doivent jamais oublier ces principes et ces lois, ni donner dans le piège des aventures et des formes révolutionnaires tronquées, ou des mots d'ordre vides de sens qui s'adaptent soi-disant aux conditions «spécifiques» de chaque pays. Certes, ces conditions spécifiques existent. Encore faut-il, pour en tenir compte, les analyser en se fondant sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et sur les lois de la révolution prolétarienne. Sinon, quels que soient la forme et le prétexte de cette déviation, elle conduit inévitablement à une défaite pour le parti et la révolution.

La création d'un large front populaire ne doit en aucune manière conduire à des illusions opportunistes et réformistes. Gagner à soi la majorité de la masse et la majorité dans les parlements bourgeois, ce n'est pas obtenir automatiquement la transformation pacifique de l'ordre existant, et bien moins encore le triomphe de la révolution et le passage au socialisme. Bien au contraire, le front créé dans la lutte révolutionnaire doit servir à l'éducation, à l'union politique et à la mobilisation du peuple pour la lutte armée. Il lui faut renverser par la force les impérialistes, les occupants, les classes réactionnaires du pays ; comme l'histoire le démontre, ces ennemis n'abandonnent jamais leurs positions de bon gré. Le recours à la violence est une loi générale, non seulement de la révolution prolétarienne, mais encore de toute vraie révolution démocratique et libératrice de notre temps. Les sermons des révisionnistes khrouchtchéviens et titistes sur la «voie pacifique», qu'ils ont proclamée et dont ils ont prétendu faire

un principe stratégique mondial, peuvent seulement conduire le parti de la classe ouvrière, la révolution et le socialisme à des défaites.

Lorsque la dictature du prolétariat a été instaurée et consolidée sous la direction du parti communiste, l'existence, pour un temps plus ou moins long, d'autres partis fussent-ils «progressistes», à l'intérieur ou à l'extérieur du front, n'a plus aucun sens, aucune raison d'être, cette activité fût-elle devenue purement formelle, et uniquement justifiée par leur tradition. Toute tradition progressiste fusionne en effet avec la ligne révolutionnaire du parti communiste. La révolution renverse tout un monde et encore davantage une tradition. Du moment que la lutte des classes continue pendant toute la période de l'édification de la société socialiste et du passage au communisme et que les partis politiques expriment les intérêts de classes déterminées, seul un opportunisme absurde pourrait imaginer la présence d'autres partis non marxistes-léninistes dans le système de la dictature du prolétariat, surtout après l'édification de la base économique du socialisme. Ce processus, loin de porter atteinte à la démocratie, consolide la vraie démocratie prolétarienne. Le caractère démocratique d'un ordre social ne se mesure pas d'après le nombre des partis. Il est déterminé par sa base économique, par la nature de la classe qui est au pouvoir, par toute la politique et l'activité de l'Etat, selon qu'elles sont ou non en faveur et au service des larges masses.

Les révisionnistes modernes, pour atteindre leurs buts contre-révolutionnaires, au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme, tendent toujours plus à faire dégénérer les partis communistes et les régimes socialistes. Ils liquident les partis de la classe ouvrière, en niant leur caractère de classe prolétarien et en les proclamant «partis du peuple tout entier». En fait, ils les ont transformés en partis bourgeois d'un type nouveau. Cette dégénérescence des partis et des régimes socialistes dans certains pays où les cliques révisionnistes sont au pouvoir, fait renaître le système bourgeois de la pluralité des partis sous des masques pseudo-socialistes et sous prétexte de développer la démocratie socialiste. Les fronts qui existent sur le papier dans certains de ces pays sont restés sans vie. En revanche, on aperçoit déjà les signes de la renaissance politique et organisationnelle de partis qui y sont englobés. Ils tentent de s'emparer des positions de pouvoir dans un Etat socialiste qui prend toujours davantage les traits d'un Etat bourgeois. De ce point de vue, les groupes les plus extrémistes des révisionnistes modernes, surtout dans les pays capitalistes comme la France et l'Italie, s'efforcent de convaincre leurs collègues révisionnistes des pays socialistes et de les amener à entrer le plus tôt possible dans cette voie. Ainsi donneront-ils à la bourgeoisie occidentale une nouvelle preuve de leur volonté d'en finir avec le «socialisme stalinien» et d'instaurer un «socialisme» nouveau, bourgeois, du type social-démocrate. Les révisionnistes des pays capitalistes pourront ainsi mener plus commodément leur politique d'union et de fusion avec la bourgeoisie et ses partis politiques pour construire ensemble un ordre «socialiste» du même genre dans ces pays.

L'expérience des 25 années du Front démocratique montre que notre Parti a toujours suivi une ligne juste, qu'il a défendu et appliqué avec succès les principes du marxisme-léninisme et les lois de la révolution prolétarienne et de l'édification socialiste. C'est ce qui a permis au Parti et à notre peuple de réaliser toutes les grandes conquêtes dont nous jouissons aujourd'hui. Notre expérience jusqu'à ce jour montre également que le Front demeure, aujourd'hui encore, comme l'a défini le V^e Congrès du Parti, le chaînon principal de l'union politique du peuple autour du Parti et du pouvoir populaire, pour la construction du socialisme et la défense de la patrie, pour l'instruction et la formation des travailleurs dans la voie du Parti, pour la participation active des larges masses de travailleurs à la solution des grands problèmes sociaux et à la direction de l'Etat.

2. - LE ROLE DU FRONT DEMOCRATIQUE DANS LE RENFORCEMENT DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET L'ELARGISSEMENT DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

L'expérience de, notre pays libre et indépendant a montré que, sans avoir instauré la dictature du prolétariat, on ne peut assurer les conquêtes, de la révolution, on ne peut briser et vaincre la résistance et l'activité des ennemis du dehors et du dedans, on ne peut garantir la défense de la patrie socialiste, on ne peut faire avancer l'édification de la société socialiste et communiste.

Le Front démocratique, de même que toutes les autres organisations de masse, a joué un grand rôle et accompli un grand travail dans tous les domaines pour le renforcement incessant du pouvoir populaire. Il a éduqué les masses travailleuses des villes et des campagnes dans un esprit d'attachement et de fidélité à ce pouvoir, il les a mobilisées pour réaliser ses décisions et ses lois, il les a intégrées toujours davantage dans l'activité étatique et sociale.

Le Parti a déjà souligné à maintes reprises que l'on ne peut renforcer et démocratiser le pouvoir populaire sans combattre le bureaucratisme et il a constamment mené une lutte énergique contre ce phénomène. Ces dernières années en particulier, il a entrepris une offensive d'envergure contre les manifestations et les déformations bureaucratiques dans les appareils et les organes de l'Etat, de l'économie et dans les siens. Les résultats de cette lutte sont assez satisfaisants. Dans un délai relativement bref, un travail colossal a été accompli et une série de mesures révolutionnaires, que chacun connaît, ont été prises. Il est important de relever que ces mesures adoptées par le Parti et le Gouvernement ont été, elles aussi, comme toujours, puissamment appuyées par les travailleurs de notre pays, et elles sont mises en œuvre avec leur participation directe et active. Cela a conféré à la lutte contre le bureaucratisme le caractère d'un vaste mouvement populaire de profond contenu idéologique. Cette lutte, quant au fond, tend à consolider la dictature du prolétariat, de manière à mener notre révolution socialiste à son accomplissement, à barrer la voix aux manifestations de révisionnisme et à toute possibilité de restauration du capitalisme dans notre pays.

Mais si nous avons porté un coup sévère au bureaucratisme, nous ne l'avons pas encore liquidé, nous ne l'avons pas définitivement vaincu. Il n'y a donc pas lieu de s'estimer satisfait des résultats obtenus. Un grand travail nous attend pour intensifier encore le mouvement révolutionnaire de la lutte contre le bureaucratisme. Avant tout, le Front démocratique doit poursuivre dans tous les domaines un vaste travail d'explication auprès des masses populaires afin de leur faire comprendre le danger réel, présent et futur, que représente le bureaucratisme pour le pouvoir populaire, pour notre ordre socialiste et les conquêtes de la révolution, de les persuader qu'elles doivent lui livrer une lutte résolue. Que tous comprennent bien que la lutte contre le bureaucratisme est une lutte longue et complexe, qu'elle est avant tout une lutte idéologique, qui vise à extirper les conceptions bureaucratiques du travail de direction, à faire en sorte que les gens se pénètrent des conceptions révolutionnaires qui répondent pleinement au caractère profondément populaire de notre pouvoir. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut éliminer la conception étroite qui ravale la lutte contre le bureaucratisme à la réduction de la paperasserie et des états de personnel, et écarter la pratique consistant à combattre ce phénomène à coup de campagnes de courte durée.

Le contrôle des larges masses d'ouvriers et de paysans, de notre peuple tout entier, sur l'activité des organes et des hommes du pouvoir, constitue une condition primordiale pour renforcer et démocratiser davantage le pouvoir populaire et combattre victorieusement le bureaucratisme. Il appartient précisément au Front démocratique, d'une part, d'organiser et de stimuler le contrôle des masses sur les organes de l'Etat et ceux qui y sont employés et, d'autre part, de mener un vaste travail idéologique et politique et de formation auprès des fonctionnaires et des employés, des représentants du peuple aux organes de l'Etat, à toutes les instances, afin qu'ils se sentent toujours les serviteurs du peuple.

Mais que veut dire être serviteur du peuple ? Cela veut dire avant tout servir le peuple avec une grande fidélité suivant la ligne militante de notre Parti, œuvrer inlassablement pour l'application des décisions et des lois en vigueur, n'abuser en aucun cas, en vue d'avantages et de privilèges personnels, de la confiance que le peuple vous a témoignée, mais être toujours juste et franc, combattre à outrance toute manifestation de favoritisme et de népotisme. Cela veut également dire être aimable et correct avec les masses non seulement durant les heures de service, mais également en dehors du travail, maintenir des liens étroits avec elles et prêter une oreille attentive à leur voix, observer une attitude conforme aux principes à l'égard de leurs remarques et critiques, bannir les manifestations d'arrogance, de présomption et de fanfaronnade. Enfin, cela veut dire faire toujours passer avant tout les intérêts du peuple, les intérêts de notre société socialiste, leur subordonner les intérêts personnels, être prêt, pour défendre les intérêts du peuple, à tous les sacrifices.

Tout fonctionnaire du pouvoir, quel qu'il soit, doit bien examiner sa propre activité et combattre en lui tout ce qui est incompatible avec sa fonction de serviteur du peuple. C'est du même œil que le peuple aussi doit considérer l'activité des gens de l'administration. Se donner bonne conscience en pensant qu'«il y a des gens qui contrôlent leur travail» est une attitude à bannir comme étant erronée, qui freine l'initiative des masses et celle des organisations du Front démocratique pour organiser et stimuler le contrôle sur les cadres. Aucun contrôle ne peut se substituer à celui du peuple uni, dans son organisation du Front démocratique. Aussi ce contrôle doit être exercé régulièrement avec toute la force voulue et dans la juste voie, de manière à servir à l'amélioration et au renforcement incessants du travail de tous les hommes et organes du pouvoir. Les problèmes du pouvoir sont les problèmes du peuple travailleur tout entier. Ils sont posés et résolus non point par quelques conseillers ou députés, et encore moins par quelques fonctionnaires nommés, mais par le peuple au pouvoir. Nous devons bien en prendre conscience. Par conséquent, dans la mesure où les masses travailleuses participent largement à l'activité d'Etat, les problèmes sont mieux étudiés et plus justement résolus. Et l'organisation du Front démocratique a pour cela un grand rôle à remplir. Il lui appartient d'accroître la participation des masses à l'étude et à la solution des grands problèmes du pouvoir populaire, de mieux faire prendre conscience aux masses de la part active qu'ils leur appartient de prendre au gouvernement du pays. Faute de quoi, il ne saurait être question de renforcer et de démocratiser le pouvoir du peuple, ni de combattre avec succès le bureaucratisme.

«Le bureaucratisme, dit Lénine, peut être combattu jusqu'au bout, jusqu'à la victoire totale, seulement lorsque tout le peuple prend part au gouvernement du pays.» (Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 20, p. 196.)

La participation des masses au gouvernement du pays exige encore qu'elles contribuent largement à l'élaboration des décisions et des lois qui régissent toute l'activité des organes d'Etat et réglementent la vie de notre société socialiste, mais aussi qu'elles se mobilisent pour les mettre en œuvre. Le Front démocratique doit accomplir un vaste travail pour faire connaître les lois de l'Etat, expliquer non seulement l'aspect technique, mais encore et surtout le contenu politique et idéologique de chacune d'elles ; il doit éduquer le peuple au respect des lois de l'Etat et à l'intransigeance contre toute manifestation et déviation bureaucratique dans leur application. Notre Parti a toujours lutté avec esprit de suite pour le développement et le renforcement continus de la large démocratie des masses et nous avons remporté de grandes victoires en ce domaine. La démocratie socialiste préside non seulement aux élections, mais encore à toute l'activité des organes du pouvoir et de l'économie, de l'enseignement et de la culture, à toute la vie de notre pays.

La lutte contre le bureaucratisme se développe avec succès dans notre pays. Elle déblaye et ouvre la voie à un plus grand essor de la démocratie prolétarienne, elle renforce son esprit révolutionnaire et populaire, le porte à un niveau supérieur. Dans le cadre de cette lutte, le Front démocratique doit accomplir un grand travail pour que le peuple puisse faire entendre sa voix sans crainte, partout et sur tout. C'est lui qui est le maître du pays et du pouvoir politique. Sa volonté est une loi pour tous et elle ne saurait être violée par personne. Les sections du Front démocratique, à toutes leurs réunions doivent encourager la large et libre discussion par les masses de chaque problème qui les intéresse et les préoccupe. Il leur appartient, en particulier, d'encourager les masses à critiquer, sans limitation aucune, toutes les imperfections et les erreurs. Dans leurs critiques émises au cours de réunions ou à travers les «feuilles-foudre» les masses doivent cingler sans pitié les bureaucrates, les indifférents et tous ceux qui violent les directives du Parti et les lois du pouvoir populaire. En renforçant le contrôle de l'activité des organes du pouvoir et de leurs appareils, par les masses, en augmentant la participation du peuple au gouvernement du pays et en développant sans cesse la démocratie socialiste, nous parviendrons à tarir toutes les sources qui engendrent la bureaucratie, nous contrecarrons toute velléité d'apparition du révisionnisme et toute possibilité de restauration du capitalisme dans notre pays, nous renforcerons et démocratiserons plus avant notre pouvoir populaire, notre arme la plus puissante pour l'édification complète de la société socialiste et pour la défense de la patrie.

LA COOPERATION ET LA REVOLUTION TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

Discours de clôture prononcé au 3^e plénum du Comité central du Parti du Travail d'Albanie

[Le 3^e plénum du CC du PTA se tint du 13 au 14 octobre 1967. Il y fut présenté deux rapports du Bureau politique du CC du PTA, l'un «sur le travail accompli et les mesures à prendre pour exploiter à fond les capacités productives de l'industrie mécanique, pour y promouvoir la spécialisation et la coopération», et l'autre «sur le travail des organisations du Parti, des organisations de masse et des organes d'Etat en matière d'inventions, de rationalisations et d'économies dans l'industrie et la construction, ainsi que sur les mesures à prendre pour développer ce mouvement».]

14 octobre 1967

Dans mon discours de clôture de cette session du Comité central je tiens à souligner certains aspects de la coopération et de la révolution technique et scientifique qui constituent la substance des rapports du Bureau politique et des très intéressantes interventions des camarades du Comité central ainsi que d'autres camarades.

La coopération, ce problème qui préoccupe aujourd'hui notre industrie au sens le plus large du terme, n'est pas une question qui se pose pour la première fois à notre Comité central et à notre gouvernement. Il nous appartient de le saisir sous son aspect à la fois théorique et technique, car ce problème est un problème purement technique et administratif seulement en apparence.

Il est de première importance de faire une juste interprétation de la coopération dans notre système d'économie socialiste et de la mettre judicieusement en œuvre. La coopération, telle qu'elle existe dans les pays capitalistes, diffère totalement, par sa conception comme par les buts qu'elle poursuit, de la coopération dans notre pays.

Dans les pays capitalistes, la coopération est pratiquée aussi bien entre les diverses branches de l'économie qu'entre les différentes branches de l'industrie et à l'intérieur de chacune d'elles ; elle est pratiquée entre capitalistes d'un même Etat, entre eux et leur Etat bourgeois, entre les trusts et les consortiums des divers pays capitalistes; ce qui a même conduit à la création d'organisations internationales dominées par les trusts capitalistes les plus puissants.

Toute cette forme de coopération capitaliste repose sur la propriété privée capitaliste, sur la féroce exploitation capitaliste des travailleurs, sur la lutte pour la conquête des marchés nationaux ou internationaux, sur la loi de la jungle, selon laquelle «les gros poissons mangent les petits», sur la création de trusts nationaux et internationaux tout-puissants, en vue de dominer les peuples et d'exploiter de façon barbare les ressources de leurs pays.

La loi implacable de la concurrence qui règne sur les marchés capitalistes s'accompagne, dans la production, d'une anarchie impossible à enrayer. Les puissants Etats capitalistes, le couteau entre les dents, s'évertuent à étouffer ces pays, en cherchant farouchement à réaliser l'intégration économique capitaliste des Etats capitalistes les plus faibles dans les Etats économiquement et militairement les plus forts. Cette intégration capitaliste conduit directement à la perte de la liberté politique et économique du pays qui la subit. Elle convertit le pays qui s'engage dans cette voie en un pays colonial, et son peuple en un peuple asservi.

C'est à une pareille situation que la voie de trahison des titistes a précisément mené la Yougoslavie et ses peuples. L'autogestion yougoslave a entièrement ouvert la voie à la colonisation de ce pays par le capital américain et par celui d'autres Etats capitalistes. En Yougoslavie, des milliers d'usines ferment

leurs portes sous prétexte que leur exploitation n'est pas rentable, ce qui se traduit par la constitution de gros consortiums, qui englobent les petites entreprises, et promeuvent la transformation capitaliste de toute l'économie, à travers sa soumission absolue aux trusts capitalistes étrangers. Finalement, cette transformation radicale a entraîné dans l'économie yougoslave, sur le marché, dans la politique et l'idéologie, une anarchie typique, qui se manifeste maintenant constamment dans l'enfer capitaliste titiste.

L'économie yougoslave s'est mise tout entière dans les griffes du capital financier américain et international, qui fait la loi en Yougoslavie, dans l'économie comme en politique et en idéologie. C'est cette voie que suivent également les révisionnistes soviétiques et leurs satellites des pays d'Europe naguère de démocratie populaire. Indépendamment de la variété des formes mises en œuvre, la voie qu'ils suivent fidèlement est la voie yougoslave, la substance et les fins en sont identiques. Une telle voie de développement capitaliste, qui se guide sur les principes et les buts que je viens d'évoquer, ne peut admettre un développement économique du pays obéissant à un plan centralisé, et cela indépendamment du fait que les révisionnistes ont eux aussi leur propre plan de développement, car c'est un plan qui s'appuie sur des principes et des objectifs diamétralement opposés à ceux qui guident et régissent notre économie socialiste. C'est pour cette raison, on le voit bien, qu'en Yougoslavie, en Union soviétique et ailleurs on a renoncé et on renonce toujours plus aux principes socialistes de planification socialiste centralisée de l'économie.

Le Comecon s'est converti en une organisation révisionniste de coopération de l'industrie et de bien d'autres branches de l'économie des pays qui en sont membres. Cette organisation est dominée par les révisionnistes soviétiques, qui, par son truchement et dans la poursuite de leurs ambitions d'hégémonie, visent à exploiter et à diriger l'économie des autres membres, à lui imposer un développement dans les directions qui les avantagent eux-mêmes, à mettre à leur remorque les économies des autres pays de manière à établir, en même temps que cette fausse coopération socialiste, leur domination politique sur ces Etats.

Il va sans dire que le Comecon n'est qu'une espèce de «marché commun» ou de «communauté économique européenne» bourgeoise, édifiée sur la base des principes d'exploitation et d'oppression des petits par les grands. D'importantes contradictions antagonistes ne peuvent manquer de se manifester dans cet organisme entre ses membres. On connaît bien les réactions de la R.S. de Roumanie [*Les contradictions entre les pays membres du Comecon apparaissent clairement dans la réaction des Roumains contre les plans des khrouchtchéviens qui entendaient créer des «complexes économiques internationaux» dans le cadre du Comecon (Voir «Viata Economica», 12 juin 1964).*], qui continue d'être membre du Comecon, envers la tutelle asservissante khrouchtchéviennne. Moscou, non satisfaite de la forme de coopération dans le cadre du Comecon, a cherché à englober aussi tous les territoires roumains frontaliers, Bucarest inclus, dans l'Union soviétique, et cela dans le cadre d'une mesure soi-disant économique, ce qui, en clair, tendait à la colonisation totale, politique également, de la Roumanie. La coopération anti-marxiste dans le cadre du Comecon s'accompagne d'un double asservissement capitaliste, du fait que tous les membres de cet organisme révisionniste, soviétiques en tête, chacun pour sa part, se sont mis, à travers les crédits et la coopération, sous le joug et les griffes du capital monopolistique des Etats-Unis et autres.

En revanche, notre Parti et notre gouvernement, en même temps qu'ils ont démasqué les traîtres révisionnistes khrouchtchéviens ont abandonné et dénoncé aussi toutes les formes de collaboration et de coopération économiques asservissantes qu'ils ont établies entre eux. Nous tous nous souvenons bien de la lutte menée par notre Parti contre les renégats fieffés du marxisme-léninisme, les titistes yougoslaves, qui, sous le couvert de l'alliance avec notre pays, se sont efforcés de réaliser l'union politique et économique de nos deux Etats et ont projeté l'étroite coordination de nos plans économiques, afin de frayer ainsi la voie à la colonisation de l'Albanie. Mais notre peuple et notre Parti ont tenu tête à toutes ces tentatives hostiles et en sont venus à bout. Nous avons ainsi acquis, dans la théorie et dans la pratique de l'édification du socialisme, une grande expérience qui nous aide

aujourd'hui à développer avec bonheur notre économie dans la voie socialiste et à enregistrer des succès, alors que les révisionnistes modernes n'essuient, eux, que des défaites.

Le développement de notre économie socialiste s'accomplit conformément à un plan d'Etat, fondé lui-même sur des principes et des formes d'organisation marxistes-léninistes s'inspirant de notre théorie et de notre pratique. Un pareil plan s'appuie de façon réaliste sur la situation et la réalité objective de notre pays, sur le processus dynamique de développement, il se fonde avant tout sur nos propres possibilités et nos propres forces.

Notre plan d'Etat développe et exploite à fond toutes les ressources matérielles et morales du pays dans la poursuite d'un grand et unique objectif, l'édification intégrale du socialisme, l'amélioration incessante du bien-être matériel et culturel de notre peuple. Le développement de notre économie est harmonieux, elle ne connaît pas les diverses plaies qui affligent l'économie capitaliste dont elles sont des éléments constitutifs ; elle ne connaît ni les crises de surproduction capitalistes, ni le chômage, ni la stagnation et la concurrence du marché.

Le plan d'Etat de développement de notre économie implique la coopération harmonieuse de ses divers secteurs, des secteurs de la production des moyens de production, de la formation et de la promotion des cadres, etc. Le problème de la coopération n'est donc ni nouveau ni inconnu pour notre Parti et notre Etat. Notre développement dans chaque secteur comporte un entrelacement de coopérations que nous ne remarquons souvent pas, mais qui n'en agissent pas moins au grand jour, et qui sont une condition de cet essor harmonieux et de ce progrès marquant. Entre les divers secteurs de l'économie et à l'intérieur de chaque secteur, ou bien la coopération existe déjà, ou bien les possibilités sont créées pour la mettre en œuvre.

Jetons un coup d'œil sur la manière dont se présente cette question dans les coopératives agricoles. Le terme même de coopérative indique que celle-ci est édifée sur la grande idée de coopération. Dans les coopératives agricoles, le passage des moyens de production de la propriété individuelle à la propriété collective est devenu une réalité, et c'est sur cette base qu'on y travaille, qu'on y collabore, qu'on y coopère. Ainsi, dans les coopératives agricoles, la coopération socialiste repose sur la communauté du travail social et la communauté des moyens de production. C'est cette coopération, ces facteurs fondamentaux, qui font progresser notre agriculture, qui révolutionnarisent les hommes et la production, en organisant et en portant à un niveau supérieur le travail en quelque sorte artisanal de l'ancienne économie individuelle arriérée et morcelée. Ils instaurent la coopération des diverses branches dans cette économie agricole, où prédominaient les sentiments petits-bourgeois de la petite propriété, l'anarchie dans la production, bref, l'intérêt étroit de l'économie familiale, l'intérêt du capital privé avec tous les maux qui l'accompagnent.

Cependant, outre cette coopération idéologique, politique et économique fondamentale de la paysannerie, que le Parti a instaurée dans les campagnes, il existe, à l'intérieur même de cette coopération, une autre grande coopération économique si étroite qu'elle nous paraît naturelle. Tout comme dans la propriété individuelle de naguère, il existe aujourd'hui dans la propriété socialiste collective une étroite coopération permanente entre l'agriculture et l'élevage. Ce sont là deux secteurs de production interdépendants, de la même souche économique. La coopération de l'agriculture et de l'élevage, devenue une tradition, une réalité pratique, comporte ses propres lois de développement et d'organisation. Si elles sont enfreintes et méconnues, ou imparfaitement appliquées, sans être adaptées aux situations créées par les transformations révolutionnaires et objectives, cette coopération s'en trouvera dégradée, les deux secteurs en seront affectés simultanément, ou l'un aux dépens de l'autre.

Cette coopération harmonieuse, nous luttons pour la développer sur des bases scientifiques. La collectivisation des campagnes nous crée les possibilités de développer ces deux principales branches de l'agriculture normalement et conformément à de nouvelles normes, socialistes, et elle nous assigne les tâches à remplir à cette fin.

Notre paysan est pourvu d'une grande expérience en matière d'agriculture, mais, ne l'oublions pas, cette expérience, étant séculaire, comprend aussi, comme il en va dans tous les domaines, l'ancienne expérience, qui dans l'agriculture, était marquée par la petite propriété, par les perspectives bornées du développement capitaliste de cette propriété, et la coopération de l'agriculture et de l'élevage, à l'intérieur de l'exploitation privée, était organisée sur les bases capitalistes du profit, du marché, etc.

Dans le passé, notre pays connaissait également un autre aspect des rapports de ces deux secteurs naturels de l'agriculture : leur séparation. Il se trouvait chez nous des éleveurs capitalistes qui possédaient de grands troupeaux et qui développaient l'élevage sans aucun lien avec l'agriculture.

Il ne faudra donc pas considérer la coopération agricole comme un procès facilement réalisable, comme une affaire que l'on connaît ni agir dans ce domaine de façon anarchique et inorganisée. Dans cette «grande usine sans toit», aux multiples données, connues ou inconnues, où le facteur humain, avec les jugements avancés ou rétrogrades des hommes, joue un grand rôle, où des conditions connues et inconnues, des conditions biologiques stables et instables agissent sur les plantes et les animaux, et où existent des lois objectives de la nature, qu'il faut connaître et mettre au service des hommes, le Parti et tous les travailleurs sans exception se voient offrir un grand terrain de lutte et d'expérimentation.

Il nous a été ouvert des terrains de lutte où nous pourrions consolider encore davantage la coopération agricole, renforcer le sentiment de la propriété et du travail collectifs, mais, en même temps que se développe et progresse l'économie socialiste en agriculture, nous livrons et devons continuer de livrer une grande bataille, en ampleur et en profondeur, pour le développement de la science et de la technique agricole moderne.

La coopération à l'intérieur même des divers secteurs des coopératives agricoles doit se développer et s'amplifier afin de mieux contribuer à l'essor de leur économie, au mieux-être des coopérateurs, de réduire toujours plus la différence entre la ville et la campagne. En commençant par les coopératives agrandies [*Les coopératives agrandies sont le résultat de l'union d'un certain nombre de petites coopératives. Les coopératives voyaient se créer ainsi de nouvelles possibilités pour se renforcer sur les plans économique et organisationnel, et mieux mettre à profit les avantages de l'ordre nouveau, socialiste, tout en raffermissant leurs rapports économiques avec l'Etat.*], la transformation sur place du lait et de ses sous-produits, l'élaboration de toute une série de légumes et de fruits, celle d'une série de produits de première nécessité pour la vie du village à partir des déchets des productions végétales, créeront une situation matérielle et psychologique nouvelle dans la vie des coopérateurs. Le développement de l'artisanat dans les coopératives agricoles, et cela non seulement pour la réparation des instruments de travail, mais aussi pour la confection de vêtements et le linge de maison, le travail du bois d'ameublement et de construction, de même que la mise sur pied d'équipes d'ouvriers du bâtiment dans les villages, d'équipes de menuisiers et de charpentiers, sont autant de formes de coopération qui donneront une impulsion vigoureuse et sans précédent à la vie matérielle, culturelle et morale de nos campagnes socialistes.

D'autre part, il nous faut créer dans les coopératives agricoles un grand nombre de cadres qui devront apprendre outre les connaissances requises dans l'agriculture et l'élevage, les métiers utiles et indispensables à la vie du village, de manière à pouvoir, le cas échéant, servir aussi dans le secteur d'Etat. C'est là une méthode, quoique empirique, d'éducation pluridisciplinaire massive des gens du village. Une pareille méthode de travail et d'éducation, si elle est également appliquée dans l'armée, d'où des contingents nombreux reviennent, une fois leur service terminé, à la campagne, raffermira cette orientation très bénéfique pour nos zones rurales.

Si nous voulons connaître sérieusement le passé en vue d'édifier l'avenir sur des bases solides, nous devons avoir soin d'étudier comment était conçue et se développait la coopération interne dans l'agriculture et l'élevage à l'époque de la propriété privée, comment elle est conçue et appliquée aujourd'hui, et comment elle se développera à l'avenir. La connaissance de la nature des terres, la

bonne préparation du sol, le choix et la répartition judicieux des cultures, le développement de l'élevage bien conçu et diversifié, l'exploitation rationnelle des moyens de production, des instruments de travail, des machines agricoles modernes, des animaux de travail et de reproduction, et même de la capacité intellectuelle et physique des hommes, tous ces aspects du travail en ce domaine comportent une foule d'affinités, ils nécessitent des formes de coopération qu'il convient d'étudier en détail au cours de leur processus même de développement et dont il importe de préserver et de perfectionner encore davantage les effets bénéfiques confirmés par le temps et l'expérience, et d'en susciter aussi de nouveaux. Bref, le Parti devra montrer un souci constant pour le vaste processus que représente la coopération scientifique harmonieuse de toutes les branches de l'agriculture et de tous les moyens qui sont à son service. Je veux dire par là que le problème que nous traitons aujourd'hui se pose puissamment et impérativement dans notre agriculture socialiste également.

Dans l'industrialisation socialiste du pays, nous suivons et perfectionnons ce même processus, dirigé conformément à un plan et fondé, de façon réaliste, avant tout, sur les conditions et les possibilités de notre pays. A partir d'une situation essentiellement artisanale, nous avons créé progressivement notre industrie lourde et légère, nous avons construit des mines et des usines. Mais à ce stade initial aussi du développement industriel de notre pays la coopération a existé sous diverses formes, dans l'industrie comme dans l'artisanat, à l'intérieur de chacun de ces secteurs comme entre eux, de même qu'entre l'industrie, l'agriculture et les autres secteurs. Ces formes de coopération ont pris maintenant un grand essor, elles se développent et se perfectionnent.

Nous ne sommes pas encore en état de renoncer aux formes artisanales pour certains articles industriels, mais dans un certain temps celles-ci seront totalement supplantées par la production industrielle, les formes artisanales ne devant plus subsister que pour les réparations.

L'étude à laquelle nous procédons et les mesures que nous adoptons ont pour but l'exploitation intégrale des capacités productives de notre industrie et en premier lieu de l'industrie mécanique, qu'il nous faudra concentrer et spécialiser.

L'industrie mécanique possède maintenant des bases satisfaisantes. Des usines mécaniques ont été créées dans le pays, outre les nombreux ateliers disséminés dans les fabriques, les parcs automobiles, les S.M.T. et les petites usines, qui sont munis de tours et d'autres machines de découpage des métaux, conformément à leurs besoins et à leurs conditions.

Afin d'accroître l'efficacité économique et de promouvoir la spécialisation de ces établissements, il est nécessaire de procéder d'urgence à la concentration de ces moyens, de ne pas les laisser disséminés de-ci de-là. Il faudra surmonter les obstacles dressés au niveau des administrations centrales et des entreprises, lesquelles, invoquant leurs besoins, demandent à disposer, si je puis dire, de ces armes. Assurément, elles ont leurs propres besoins, mais nombre d'entre elles peuvent se passer de ces moyens, vu que ces besoins seront satisfaits par les usines mécaniques; elles ne devront donc conserver que quelques installations de petite importance pour des réparations urgentes de certaines pièces.

Les prétentions avancées et les motifs invoqués par chaque entreprise pour conserver la disposition de ces moyens, en demandant que ceux-ci soient exploités au maximum, chargés de tâches complémentaires, et qu'on y travaille par roulement de trois équipes, ne sont pas fondés. C'est ce que nous a démontré l'expérience accumulée jusqu'à ce jour.

Nous devons voir clairement les grands avantages de cette concentration.

En premier lieu, la concentration s'accompagne d'une exploitation et d'une organisation plus parfaites ; elle crée de grandes possibilités de spécialisation dans la production de pièces de rechange pour les mécanismes en usage dans le pays. C'est là, avant toute chose, la tâche essentielle du moment ; la seconde tâche, dans une perspective plus lointaine, consiste à développer la fabrication des moyens de

production, en commençant par l'outillage des petites fabriques puis des usines plus importantes. Cela ne peut être obtenu sans concentration, et sans concentration il n'y a pas de spécialisation.

Certains se lamentent et diront qu'ils ne peuvent aller de l'avant sans ces moyens. Que faisons-nous quand nous ne disposons pas de pièces de rechange ? Nous les faisons venir de l'étranger et cela avec mille difficultés. Poursuivons-nous dans cette voie ? Non. Il va donc nous falloir les produire dans le pays même et pour ce faire, il nous faut des moyens. Ces moyens ne peuvent donc plus être laissés à la disposition de n'importe quelle fabrique ou entreprise, ou de n'importe quel atelier, d'autant plus que ces établissements, non contents de disposer de ces moyens, emploient les meilleurs mécaniciens du pays, des hommes qui sont en mesure d'éduquer des générations entières de maîtres et qui feraient mieux de faire ce travail plutôt que de rester là à limer quelque pièce de métal.

Tout en renforçant notre industrie mécanique, nous soulignons aujourd'hui la nécessité d'élargir la coopération entre les diverses branches de l'industrie. Ce sera là une caractéristique marquante de cette période. Je dis une caractéristique marquante, car la coopération, pendant cette phase, à l'intérieur même de notre industrie, renforcera et éteindra les liens et la coopération avec de nombreux autres secteurs de notre économie, l'agriculture, les transports, le bâtiment, le secteur de l'enseignement et de l'éducation, etc.

Actuellement, nous développons la coopération dans la fabrication des pièces détachées, des instruments aratoires et des matériaux de construction, etc. En ce qui concerne la production de machines, nous en sommes pour ainsi dire au stade infantile. Nous avons entrepris la construction par nos propres forces de quelques petites fabriques, de quelques machines agricoles complètes, mais nous ne nous en tiendrons pas là. L'essor de notre économie socialiste nous a ouvert des possibilités nouvelles et des perspectives pleinement réalisables dans un délai pas trop lointain. Nous avons construit nos mines de chrome, de cuivre, de ferro-nickel, etc., et nous les agrandissons. Les études et les recherches que nous menons enrichiront encore cette gamme de minerais. Nous avons jeté les bases nécessaires pour le traitement initial du cuivre, du fer, et notre plan prévoit la création de la métallurgie du ferro-nickel et du chrome ferreux. Nous avons créé et nous élargissons notre base d'énergie électrique. Toutes ces réalisations nous créent les possibilités d'accéder à un nouveau stade, celui d'une coopération plus élevée, plus complexe, qui nous permettra de construire nous-mêmes, par nos propres moyens, des machines et des fabriques. Comme on le voit, le Parti est en train de préparer cette phase. Voilà quelle est notre réalité, voilà quelles sont nos perspectives d'avenir. Nous devons renforcer cette réalité, afin que nos perspectives se traduisent elles mêmes dans les faits.

Que nous appartient-il donc de faire ? Nous devons nous engager avec des forces décuplées dans la révolution technique et scientifique, et cela non seulement dans l'industrie mais aussi dans l'agriculture et tous les autres secteurs. Nous devons passer, dans tous les domaines, de la phase artisanale à celle d'une technique avancée, d'une technique agricole moderne. Nous pouvons dire que nous possédons les bases nécessaires pour développer la révolution technique et scientifique en profondeur. Il nous appartient donc, et c'est là une tâche d'importance, d'exploiter intégralement toutes les capacités et possibilités dont nous disposons, d'accroître ces capacités et de créer des possibilités nouvelles, d'augmenter notre production dans toute la gamme des produits, en veillant à ce qu'ils soient peu coûteux et de bonne qualité.

Nous ne pourrons mener cette tâche à bien que si nous veillons à promouvoir la révolution technique et scientifique. Le Parti doit faire comprendre à tous les travailleurs, aux écoliers et étudiants, que l'essor ultérieur de notre économie socialiste, l'amélioration rapide et continue du bien-être de la population, dépendent de la mesure dans laquelle cette révolution sera comprise et eux-mêmes y participeront activement. Nos hommes doivent absolument assimiler la technique, et il leur faut pour cela avant tout travailler et étudier.

Il importe de chasser de l'esprit et de la conscience des hommes de chez nous le sentiment d'infériorité qui y prévalait naguère et qui se manifeste à nouveau, selon lequel nous serions incapables d'assimiler

la technique moderne, que nous sommes en retard, que nous ne possédons pas d'hommes qualifiés et pas même des moyens nécessaires. Que l'on se persuade enfin qu'il faut mettre un terme à la pratique consistant à importer une quantité de produits que nous pouvons créer, fabriquer, dans le pays même, grâce à notre intelligence et de nos propres mains. La coopération technique que nous étudions aujourd'hui est une composante de cette révolution technique et scientifique amorcée, en même temps que l'édification, de notre industrie, par la préparation des cadres, leur qualification, la législation du travail, le code de technique agricole, et de nombreuses autres mesures prises dans l'agriculture comme dans d'autres secteurs de la production. Si nous jetons un coup d'œil critique sur les progrès accomplis par nos cadres et nos ouvriers dans la maîtrise de la technique, nous pouvons affirmer avec une entière conviction que les résultats sont très positifs et extrêmement encourageants, qu'ils n'autorisent plus personne à dire « nous ne pouvons pas faire ceci » ou « nous ne pouvons pas faire cela ». Il n'est rien que les hommes de chez nous ne puissent faire eux-mêmes aussi bien qu'on le fait dans les autres pays, il leur suffit pour cela de mieux mettre à profit les possibilités de travail et d'étude qui leur sont offertes.

Tous, chez nous, ont le souci de développer leurs propres capacités, et cela comme un devoir qui se rattache à la mise sur pied et au développement de notre économie. Chacun s'efforce d'apprendre, d'inventer, de créer. Ce qu'il invente ou crée (sans égard au fait que cela a pu être créé bien auparavant dans d'autres pays) porte la marque de la grande volonté créatrice et du principe politique et idéologique de classe que nous enseigne le Parti, en vertu duquel l'homme de chez nous accroît sans cesse ses capacités et se prépare à dépasser, dans le domaine des inventions et des rationalisations, le stade artisanal imposé par les conditions objectives qui furent celles de notre pays dans le passé.

A Tirana et ailleurs, ces dernières années, autour de presque chaque grande usine que nous avons construite, sont mis sur pied des ateliers et souvent un bon nombre de petites fabriques de transformation qui produisent de nouveaux articles de consommation courante. Parfois ces fabriques peuvent ne pas être toutes pleinement rentables, mais cela est dû, entre autres raisons, au fait que le volume de la production y est encore réduit. Compte tenu de la quantité de produits et de la variété d'articles que réclame la population, nous avons pour tâche de commencer à construire par nos propres moyens, sur une plus large échelle et à un niveau supérieur, de nouvelles machines productrices, modernes et automatisées. Quand je dis automatisées, je n'entends pas pour le moment l'automation complète. Cela viendra plus tard. Néanmoins, nous devons dès à présent avoir ce problème constamment en vue quand il s'agit d'importer des machines et des usines de l'étranger.

Une coopération plus développée et mieux organisée, telle que nous sommes en train de l'établir, jouera un rôle important dans la construction de ces petites fabriques. Ces ateliers, de la taille de petites fabriques, actuellement très utiles, continueront d'être pour un long temps d'excellents appoints de notre industrie légère, même quand nous serons en mesure de construire des usines modernes.

Pour approfondir notre révolution technique et scientifique en nous fondant sur la réalité objective de notre pays et sur ses perspectives appelées à devenir une réalité, il nous faut agir dans beaucoup de directions.

La révolution technique et scientifique exige une mobilisation générale, une étude particulièrement attentive de la théorie et de la pratique, en liaison étroite et constante entre elles. Il ne faut pas, comme le font certains, sous-estimer la théorie. Manquant de volonté pour l'étude, ils versent dans le praticisme et tolèrent même souvent que ce praticisme dégénère en une routine bornée. La pratique sans la théorie est aveugle et celle-ci sans celle-là est inerte. Le développement obéit à une série de lois génétiques, (biologiques, physiques, chimiques, et autres, qu'il faut absolument connaître dans leur ensemble comme dans leurs particularités, pour faire progresser cette révolution. D'aucuns, jugeant d'une manière simpliste, disent : « Voilà, même sans instruction, même sans théorie, nous faisons marcher le travail, avec notre seule expérience, avec notre pratique ». Ces gens oublient que, s'ils peuvent, certes, agir dans la pratique sans bien connaître les lois que je viens d'évoquer, ils le font sans harmoniser leur action dans le cadre général des autres activités. Et la méconnaissance de lois donne lieu à beaucoup d'accrocs imprévus, que l'on ne peut s'expliquer ou que l'on justifie par une explication

empirique qui ne résiste pas à l'épreuve des faits. La non obtention des résultats souhaités est imputée à des raisons accidentelles, souvent inexistantes, imaginaires, ou qui n'ont aucun rapport avec le phénomène donné.

Mais s'ils ne possèdent pas suffisamment la science, la théorie et la culture spécialisée, l'immense majorité des praticiens manqueront, dans leur pratique même, d'observer, d'enregistrer et de coordonner avec l'attention voulue les faits et les phénomènes, de les comparer et de les confronter. Leurs conclusions seront fondées sur le caractère fortuit, inconnu ou imprévisible des phénomènes. La discipline dans l'expérience sera relâchée, la méthode manquera de fermeté et sera souvent inexistante. Et même si, à force d'une longue pratique, l'on réalise un certain progrès ces résultats n'en devront pas moins être considérés comme insatisfaisants, car cette expérience, pour être acquise, aura nécessité une grande perte de temps et le degré atteint pourra être toujours dépassé, si les efforts vers le progrès sont poursuivis.

D'autre part, la théorie apprise dans les livres et qui n'est pas reliée à la vie et à la pratique (même si elle se rattache seulement au laboratoire, considéré comme une fin en soi et non comme un moyen), demeure une chose sans âme, sans vie, une chose morte. Certains surestiment une telle conception de la science et de la théorie, mais pour nous ce sont des gens sans grande valeur, des antiscientifiques, puisqu'ils n'ont pas compris cette vérité élémentaire, à savoir que la théorie et la science qui s'apprennent dans les livres expliquent ou synthétisent une grande expérience pratique, qu'elles expliquent les lois objectives de la nature, et que ces lois et cette expérience doivent être démontrées dans le dynamisme du développement ininterrompu du monde matériel, qui ne demeure jamais statique, comme le fait la pensée de certains prétendus hommes de sciences qui végètent sur des livres et dans des laboratoires sans lumière et sans vie.

Il serait erroné de croire que la révolution technique et scientifique sera faite seulement par quelques personnes instruites qui possèdent et la théorie et la science. Elles n'y parviendraient pas même si elles se comptaient par milliers. Non, comme toute révolution authentique, la révolution technique et scientifique, elle aussi, sera faite par les larges masses du peuple, par les larges masses des travailleurs qui sont encore loin de posséder la théorie et la science, et auxquelles il faudra encore longtemps pour y parvenir et progresser de façon continue dans ce processus d'assimilation infini.

Les moyens matériels les plus appropriés pour une pareille éducation massive nous font, pour le moment, défaut, mais ces moyens — et j'entends par là les écoles de toute sorte, les instituts et facultés — nous les possédons en partie, nous les développons et les enrichissons chaque année. Cet enrichissement n'a pas de fin, mais, en tout état de cause, les larges masses ne seront pas toutes à même d'atteindre un stade élevé dans l'étude théorique.

A cette impossibilité aussi, toutefois, il est un remède. En se mettant étroitement en contact avec les hommes de la production, avec la pratique de la production, ceux qui chez nous sortent des écoles des différentes orientations auront pour tâche de revêtir cette pratique de savoir scientifique et de discipline scientifique.

Qu'est-ce que j'entends par revêtir la pratique de savoir scientifique ? Je veux dire que l'une des principales tâches de l'homme instruit, qui se sera lui-même préalablement familiarisé avec la pratique et l'aura rattachée à la science, consiste à expliquer aux travailleurs praticiens les lois scientifiques sur lesquelles se fonde son travail d'expérimentation, son travail pratique. Il ne doit pas se dire que du moment qu'un ouvrier confectionne bien son boulon ou qu'un coopérateur effectue bien son sarclage, il ne leur reste plus rien à leur apprendre. Cette formation est dispensée à travers divers cours et conférences, déjà institués et qui ont pris un essor très louable, mais également dans le travail même, et dans de libres entretiens improvisés, quitte cependant à ne jamais perdre de vue le grand objectif poursuivi, l'éducation massive des cadres pour les doter de connaissances scientifiques.

Ainsi, nous créerons des armées d'hommes qui, n'étant pas en mesure de fréquenter les écoles spéciales, se verront offrir la possibilité d'éclairer et d'enrichir leur pratique avec la théorie dans le cours même de leur travail, se verront ouvrir de vastes horizons d'activité, des perspectives et possibilités réelles d'étude, de progrès et de développement. Et, dans ces conditions, la science et l'étude ne seront plus pour eux des épouvantails.

Qu'est-ce que j'entends par doter la pratique d'une discipline scientifique ? La révolution socialiste sans une discipline de fer dégénère en anarchie. Il en va de même de la révolution technique et scientifique, qui, comme toute révolution, est guidée en premier lieu par la politique. Cette révolution doit donc, elle aussi, obéir à une forte discipline scientifique.

Les paysans et les ouvriers, ceux-là plus que ceux-ci, n'éprouvent point la nécessité de cette discipline scientifique dans la révolutionnarisation de la production. Ils n'ont pas conscience de son pouvoir. A quoi il faut attribuer tous ces défauts et insuffisances que nous critiquons et combattons chaque jour. Nous luttons bien pour instaurer cette discipline scientifique, mais nous sommes encore loin des objectifs que nous nous sommes fixés.

Tout processus de travail comporte des règles, nécessite une discipline. Cette discipline ne consiste pas seulement à réaliser la norme, à faire bien fonctionner sa sonde ou à se présenter à l'heure le matin aux champs. La discipline scientifique consiste à connaître et à appliquer correctement le processus qui développe et transforme la matière et le processus même. La fonte et la trempe du fer est un processus scientifique bien défini, mais il s'y rattache aussi une discipline scientifique, qui, si elle n'est pas appliquée comme il convient et en temps voulu, entrave le déroulement normal du processus. Cela s'applique également à nombre d'autres processus de l'industrie. Et cela est aussi valable pour les processus de l'agriculture.

La discipline périodique en agriculture, qui fixe l'époque des diverses cultures, des travaux de sarclage, de l'arrosage, ne doit pas être seulement une discipline empirique. Non, nous devons établir une discipline scientifique pour tout le processus des divers travaux, vu que le développement de la production et sa révolutionnarisation ne dépendent pas d'un travail mécanique, de dilettante, mais du fait que le sol, la plante, la fumure, l'eau, le soleil, etc., sont régis par des lois biologiques, génétiques, physiques, chimiques, des lois dont la complexité n'autorise ni dilettantisme ni anarchie, vu que les différents facteurs agissent, influent, en bien ou en mal, l'un sur l'autre.

Nous devons non seulement connaître ces processus, mais aussi agir de façon ordonnée et selon une discipline scientifique pour nous en rendre maîtres et les orienter dans le sens et en vue des objectifs que l'homme s'est fixés.

L'expérimentation scientifique, que nous devons promouvoir partout, fait partie intégrante de cette grande révolution technique et scientifique que nous sommes en train de réaliser et que nous devons développer dans tous les domaines.

Cette expérimentation scientifique nécessite précisément une discipline scientifique, laquelle, à son tour, exige la connaissance scientifique du processus et son exécution scientifique, et doit aller jusqu'à apprendre à ceux qui en assurent l'exécution à relever les moindres mutations qui s'opèrent au cours du développement et de la transformation. On n'a pas encore réussi à synthétiser comme il se doit tous les résultats de ces expérimentations scientifiques et à les mettre en application à l'échelle nationale. Elles ne le sont qu'avec beaucoup d'hésitations. Leur propagation et la révolutionnarisation de la production sont sérieusement entravées par le manque d'une organisation centralisée, par la bureaucratie, la routine du plan, que l'on considère de façon étroite avec le seul souci de s'éviter des ennuis et des tracasseries. La discipline du plan est constamment évoquée, mais les très fréquentes infractions dont elle est l'objet, deviennent l'obstacle le plus sérieux à la révolutionnarisation de la production... Bref, nous devons :

1. Attacher une très grande importance à la formation systématique et massive des cadres dans tous les secteurs au moyen d'écoles, de cours, et à travers le travail, etc. Nous devons faire en sorte que les hommes de chez nous se persuadent, dans leur vision du monde, de la nécessité de s'instruire à l'école de la vie, de se perfectionner de façon incessante, et cela non seulement dans l'étroite, petite, égoïste acception du terme, juste pour assurer leur subsistance, mais avant tout pour assimiler et maîtriser la science et le savoir, pour transformer la nature, assurer la prospérité de la patrie et le bien-être des hommes.

Seule la création d'une pareille conception, large et juste, de l'étude et du perfectionnement, écartera et supprimera les conceptions mesquines qui se traduisent par des affirmations comme : «Je vais tâcher de monter d'une catégorie pour avoir un plus haut salaire» ; ou «du moment que je bénéficie déjà d'une catégorie supérieure à ma véritable qualification, à quoi bon continuer d'étudier !». Ce sont là des conceptions qui sentent le moisi, qui empêchent ceux qui les abritent de voir plus loin que le bout de leur nez, car si tout le monde se met à raisonner de manière si étroite, nous ne ferons alors que marquer le pas et ne réussirons pas à assurer notre pain. Tout citoyen de notre République doit au contraire avoir une claire vision des perspectives d'avenir et travailler pour les atteindre, en passant d'une forme d'éducation relativement simple à une forme d'éducation plus élevée et complexe. Chacun doit avancer au rythme de son temps, des situations et des conditions créées, ne pas avoir en vue les besoins étroits de sa personne et de sa famille, mais ceux de toute la société.

Les masses doivent voir clairement les objectifs lointains à atteindre, notre univers dans son développement, de façon que chacun puisse sortir de l'étroite coquille de son petit monde personnel.

2. Maîtriser la technique avancée dont nous disposons déjà et que nous perfectionnerons encore à l'avenir, et la faire appliquer par des hommes d'avant-garde dotés d'une haute formation politique, idéologique et technique.

3. Faire en sorte que le perfectionnement de chacun, les innovations et les rationalisations individuelles soient compris par les larges collectifs et en deviennent partie intégrante, que ces réalisations soient considérées comme le bien des masses et contribuent à la réalisation des aspirations de l'ensemble du peuple.

Le mouvement d'inventions et de rationalisations ne doit pas être conçu dans ce sens individuel restreint, bien que la pensée et les efforts individuels en soient à la base et doivent être encouragés en ce qu'ils sont indispensables. Il faut que l'auteur d'une invention ou d'une rationalisation se sente politiquement un composant du collectif où il travaille, que son idée de rationalisation ne soit pas adoptée par le collectif entier seulement lorsqu'elle a pris une forme accomplie, mais qu'elle soit soumise, dès le début de sa conception, à la discussion pour pouvoir être perfectionnée par de larges groupes d'ouvriers du collectif. Cette manière de procéder est la seule qui permette de développer et de stimuler la capacité créatrice des masses et de combattre aussi le souci du «renom personnel», qui n'est qu'un sentiment égoïste et petit-bourgeois.

Je pense que cette façon d'agir permettra de combattre les attermoissements et le travail bureaucratique dans l'acceptation et la réalisation pratique des inventions et des rationalisations. Un directeur, un ingénieur ou un ministre pourront plus difficilement laisser traîner ou se couvrir de poussière dans le fond d'un tiroir le travail de groupes d'ouvriers et de spécialistes qui ont joint leurs forces créatrices, qui ont versé leur sueur, qu'ils ne le feraient éventuellement pour l'invention ou la rationalisation d'un individu.

4. Réaliser l'unité totale des ouvriers et des techniciens, leur faire nouer d'étroits liens de travail et d'éducation mutuelle dans la simplicité prolétarienne marxiste, réaliser un travail créateur en commun, mener une lutte commune contre toute manifestation de présomption ou de lenteur préjudiciable, contre toute sous-estimation du travail et de la création d'autrui, contre tout conservatisme en ce domaine et tout scepticisme quant à la force et à la capacité créatrices de nos travailleurs.

5. Porter à un niveau supérieur la formation politique, idéologique et technique de toute notre jeune génération, en sorte qu'elle devienne le pilier de cette révolution technique et scientifique, partie intégrante de notre révolution prolétarienne. Les étudiants universitaires doivent bien comprendre, politiquement et idéologiquement, la valeur de l'instruction et des connaissances scientifiques qu'ils reçoivent sur les bancs de l'école et dans les travaux pratiques. Ils doivent s'efforcer de les développer encore davantage dans la vie, et cela dans l'intérêt du peuple et du socialisme.

Dans toute notre industrie, et dans l'industrie mécanique en particulier, nous devons veiller avec le plus grand soin à élever le niveau d'aptitude au travail des ouvriers. On devra pour cela, recourir à toutes les formes d'éducation possibles et chaque direction de fabrique ou d'usine mécanique et les divers ingénieurs devront y consacrer tous leurs soins.

L'effort doit porter essentiellement sur la conversion des ouvriers en spécialistes, la création de milliers et de milliers de maîtres authentiques, sans lesquels notre industrie en général et notre industrie mécanique en particulier, ne peuvent aller de l'avant. Ces maîtres sont l'épine dorsale de chaque métier.

Sans eux, on ne peut appliquer comme il se doit les processus technologiques, on ne peut exploiter comme il se doit ni la capacité des machines, ni le temps, ni la rapidité et la précision au travail, ni accomplir les inventions et les rationalisations qui impulsent la production, on ne peut ni exploiter convenablement les réserves internes ni utiliser judicieusement les matières premières et élever la productivité du travail. Sans ces maîtres, donc, le travail ne (peut être fait comme il convient.

La parfaite organisation du travail dans les fabriques et les usines ne consiste donc pas dans l'adoption des seules mesures administratives mais surtout des mesures que je viens d'évoquer. Il ne faudra jamais perdre de vue que, de pair avec notre travail pour la formation de maîtres accomplis, nous devons veiller aussi à former des maîtres d'avant-garde du point de vue politique et idéologique. Le rôle du Parti, de l'organisation de base, est donc important, il présente de multiples aspects, il n'est ni simple ni facile, comme peuvent le penser certains.

La tâche du Parti et l'éducation de ses membres ne sont ni ne doivent jamais être dissociés de la formation technique des ouvriers et des maîtres. La discussion de ces problèmes par le Comité central qui les a évoqués à lui, confirme leur importance, car, sinon, on se contenterait à leur sujet de décisions gouvernementales prises par le ministère de l'Industrie et des Mines.

C'est pour cette raison que lorsque nous parlons de l'application des processus technologiques, de la réduction des heures de travail dans les divers processus, quand nous parlons de la production et de l'habile utilisation des instruments de précision, de la qualité que nous devons donner aux métaux, des aspects techniques et économiques de la production en série et spécialisée, nous ne devons pas oublier un instant le facteur humain, qui est le facteur essentiel, déterminant. C'est pourquoi nous devons œuvrer pour l'éducation, la spécialisation des hommes, pour leur meilleure formation politique, idéologique et technique.

La formation des cadres eux-mêmes sur une large échelle, indispensable pour réaliser une grande révolution culturelle, technique et scientifique exige une coopération parfaite entre le travail et l'école, une juste coordination entre les besoins et les possibilités, entre la quantité et la qualité, entre la situation actuelle et les perspectives d'avenir.

LA REVOLUTIONNARISATION DE NOTRE ENSEIGNEMENT

Discours prononcé à la réunion du Bureau politique du CC du PTA

7 mars 1968

L'étude du problème de notre école, à laquelle le Bureau politique procède aujourd'hui, coïncide occasionnellement avec la Journée de l'instituteur. Aussi adressons-nous en ce jour nos meilleures pensées à toutes les institutrices et à tous les instituteurs de notre pays qui remplissent inlassablement un éminent devoir patriotique. Nous leur exprimons toute notre gratitude et leur souhaitons, en cette occasion, de nouveaux succès dans l'éducation révolutionnaire, sur la voie du Parti, de notre jeune génération.

Le peuple dit bien : «La vie est une école.» Dans la langue de la philosophie matérialiste cela signifie que l'on ne doit jamais cesser d'étudier tout au long de son existence. Cela veut dire également que le travail intellectuel ne peut être détaché du travail pratique. Cela signifie enfin que le travail, la création, la pensée sont complémentaires l'un de l'autre tout au long de la vie de l'homme, où la matière est une donnée première et la pensée une donnée seconde. La connaissance, la pensée sont le produit et le reflet du développement dialectique de la matière.

Il en dérive que l'étude, le développement progressif de son intelligence, n'est pas seulement un devoir pour chacun ; il faut le considérer comme un phénomène naturel, engendré par la transformation de la matière, par son développement et sa transformation dialectiques, comme un phénomène qui se rattache à ce processus. C'est donc une nécessité objective pour l'homme et la société. En tout temps, à chaque étape de sa vie, l'homme, en tant qu'être matériel, et comme tout ce qui l'entoure, est en mutation constante. Il crée, pense, apprend, puis de nouveau crée et transforme. Et tout cela doit être considéré comme un processus continu, ininterrompu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort. C'est là une loi naturelle. C'est cette loi du développement matérialiste qui préside également à l'organisation des écoles, dont nous examinons le problème aujourd'hui. L'école, l'étude, ne doivent pas être considérées comme des activités circonscrites, qui ne concernent qu'une période de la vie de l'homme, ou comme un ensemble de connaissances établi une fois pour toutes, parfait, inscrit dans un cycle de normes fixées en vue de faciliter le travail d'organisation éducatif et scolaire.

Il découle de cette loi que l'instruction et l'éducation doivent avoir un caractère de masse. En d'autres termes, comme le Parti ne cesse de nous le dire, nous devons tous, sans exception, apprendre, nous éduquer tout au long de notre vie, pour pouvoir créer, pour que la pensée guide la production et le développement. Mais afin que ce développement se fasse dans le droit chemin, dans la voie de notre révolution socialiste ininterrompue, il faut que la pensée, l'éducation et l'école aient pour base, dans tous les domaines, notre philosophie matérialiste.

Nous disons, et il en est effectivement ainsi, que la scolarité de huit ans est obligatoire de par la loi. Mais nous devons dire et comprendre que toutes les écoles, sous leurs diverses formes, et non seulement dans leurs cycles tels que nous les avons fixés aujourd'hui, doivent être obligatoires pour tous, et non pas dans un sens purement légal, comme c'est le cas pour l'école de huit ans, 'mais dans un sens plus large, dans celui de la loi de notre philosophie matérialiste.

La question de l'organisation et de la fréquentation de l'école, c'est-à-dire l'éducation ininterrompue de l'homme tout au long de sa vie, est une question fort importante qui ne peut être résolue, ni le travail qu'elle implique perfectionné, en une courte période de temps et dans les limites actuelles de l'organisation scolaire. En effet, quelles que soient les transformations progressistes dont elle a été et dont elle est l'objet, elle conserve en elle, héritées du passé, certaines conceptions idéalistes de la philosophie de l'école bourgeoise, conceptions qui ont engourdi, par leur routine, l'esprit de beaucoup

de nos gens et de nos enseignants et qui, contre le gré ou à l'insu de ceux-ci, les entraînent, les gênent, les rendent conservateurs.

Comme toute chose dans notre régime socialiste, notre école nouvelle doit avoir ses propres lois de développement, qui s'accordent avec la structure économique et sociale et la servent. L'instruction et l'éducation sont en effet une partie importante de la superstructure, et celle-ci doit être guidée par notre philosophie matérialiste marxiste-léniniste.

Dans notre régime socialiste, au même titre que le travail et la reproduction élargie socialiste et de pair avec ceux-ci, l'enseignement et l'éducation doivent être organisés pour répondre aux besoins objectifs du socialisme et du communisme, pour que l'expérience de la production serve la pensée, que le développement de la matière éclaire la pensée et que celle-ci à son tour guide et soutienne le développement de la pratique révolutionnaire, le développement et la transformation de la société.

De la période qui a précédé la Libération, nous avons hérité un cycle d'écoles du premier et du second degré, dotées d'une organisation imparfaite, hétérogènes, souffrant de grosses lacunes dans leurs formes comme dans leurs critères de structure et le contenu des matières au programme, sans parler de leur ligne politique, idéologique et pédagogique, tout à fait étrangère à notre école socialiste. Le régime de Zogu, régime féodal ottomanisant, était contraire à l'éducation et à l'élévation culturelle du peuple et, en conséquence, l'école était le dernier de ses soucis.

L'enseignement primaire était restreint, non seulement dans les campagnes, où régnait l'ignorance organisée, mais aussi dans les villes. Les écoles primaires, dans les régions qui en étaient pourvues, étaient en nombre insuffisant, mais le pays manquait surtout d'écoles secondaires, de gymnases, de lycées et d'écoles techniques, et la fréquentation de ses établissements était pour ainsi dire un privilège. Les établissements de ce genre se comptaient sur les doigts de la main et ne se trouvaient que dans quelques grandes villes.

La politique scolaire du régime de Zogu lui était imposée par les circonstances, par les conditions du développement du pays encore qu'il s'efforçât, dans la mesure du possible, d'entraver cette loi de développement en poursuivant une politique réactionnaire, obscurantiste. Ainsi, pouvons-nous dire que même les écoles primaires ou secondaires qui furent ouvertes sous ce régime ont dû leur création, plus qu'au régime lui-même et à sa politique, aux fermes exigences du peuple, à la pression qu'il exerçait, et à l'action des enseignants et des intellectuels progressistes. Quant au modeste développement de l'enseignement sous le régime de Zogu, encore que boiteux, d'une forme et d'un contenu rudimentaires, nous en sommes redevables à la soif d'apprendre de notre peuple, qui, de gré ou de force, ouvrit la voie à la lumière dans la profonde obscurité du régime féodal.

Les critères de structure de l'école sous le régime de Zogu étaient féodaux, bourgeois, mais même dans les limites de ce cadre, extrêmement confus. Il s'y heurtait différents critères des écoles bourgeoises, corollaires de la politique servile du régime zogollien à l'égard des divers pays impérialistes, qui cherchaient à spolier notre pays. Parmi ces divers critères prévalait celui du pays impérialiste qui payait le mieux le régime. Par ailleurs, celui-ci n'hésitait pas à accorder également des faveurs à la bourgeoisie d'un autre pays impérialiste qui visait à établir son influence, puis à obtenir, dans une phase postérieure, des concessions. Quand un gouvernement impérialiste s'assurait de solides positions dans notre pays, on relevait des modifications radicales correspondantes dans les écoles également, dans la structure et dans le contenu de leur programme, et cela même au niveau des écoles primaires. Ainsi, sous le régime de Zogu, nous avons eu des gymnases «nationaux», des établissements religieux, des lycées français, des écoles techniques américaines et italiennes. Il n'a manqué que des gymnases turcs et grecs ; cette absence s'explique du fait que les régimes bourgeois de ces pays ne réussirent pas, peut-être par manque de moyens, à obtenir ces concessions de Zogu, qui était prêt à vendre le pays à n'importe qui, par morceaux, comme il le fit en accordant même de nombreuses concessions territoriales aux Yougoslaves, aux Anglais et finalement à l'Italie fasciste de Mussolini, à laquelle il vendit tout le pays.

La seule note encourageante et le seul travail méritoire dans ce chaos qui régnait dans l'enseignement de notre pays, consistaient dans les grands efforts des instituteurs et de tous les enseignants pour doter notre école d'une structure rationnelle, pour la rendre stable et satisfaire autant et le mieux qu'ils pouvaient les aspirations du peuple à l'instruction et au savoir.

Bref, le processus de croissance initiale et de développement de notre école ne pouvait avoir lieu avant la Libération du pays. A ce propos, je n'ai nullement l'intention de procéder à l'analyse de ce processus, car il incombe aux spécialistes de l'enseignement de le faire de façon objective. Cette analyse revêt aujourd'hui pour nous une grande importance, si elle est menée, «comme elle doit l'être, à la lumière du marxisme-léninisme.

Pourquoi cette analyse doit-elle être faite et pourquoi présente-t-elle une grande importance ?

Premièrement, parce qu'en dépit de toutes les imperfections dont souffrait notre école à cette époque, elle n'en a pas moins joué un grand rôle pour l'éveil du peuple, elle a préparé des cadres, dont la plupart, dans la mesure de leur savoir et de leurs moyens, ont servi le peuple en ces temps si difficiles qu'il traversait. Ces enseignants, médecins, ingénieurs, agronomes et techniciens moyens, encore qu'en petit nombre, étaient, dans leur immense majorité, proches du peuple et voués à son service. Aussi le rôle de cette école ne peut-il être ni oublié ni négligé.

Deuxièmement, parce qu'après la libération du pays jusqu'à notre première réforme de l'enseignement en 1946, nous nous sommes appuyés sur les anciennes écoles, sur les anciens instituteurs et professeurs. Cet héritage n'a pas cessé, depuis lors, de peser sur nous de diverses manières selon les étapes parcourues. Il explique le conservatisme marqué qui règne chez beaucoup de vieux instituteurs et professeurs, mais aussi chez bon nombre de jeunes. Néanmoins, notre école se transformait dans le cadre de l'évolution globale de la vie du pays. La réforme de 1946 exerça une influence favorable dans cette voie. L'expérience de l'école soviétique nous a aidés dans ce domaine, mais seulement jusqu'à un certain point. Plus tard, nous avons constaté que, greffée sur notre vieil enseignement, elle conservait elle aussi nombre de survivances de la pédagogie bourgeoise. Elle avait hérité, comme la nôtre, de nombreux défauts que le temps, l'expérience acquise et le développement du pays ont fait ressortir à nos yeux. Il nous a donc fallu apporter constamment des corrections partielles à la politique suivie, qu'il s'agisse des structures de notre école ou de ses programmes.

Sur le terrain de l'enseignement, il nous était difficile de procéder autrement que nous ne l'avons fait : par suite de notre manque d'expérience, de moyens et de cadres, nous ne pouvions faire table rase de l'ancienne école. Il n'aurait pas été réaliste de l'entreprendre. Nous devions nous acheminer vers sa transformation en une école populaire, l'étendre partout, dans les villes et les campagnes, instituer l'enseignement primaire Obligatoire, créer l'école de sept ans, multiplier les lycées, rendre peu à peu obligatoire une scolarité de sept ou huit ans, augmenter le nombre de nos écoles techniques, envoyer des jeunes faire leurs études supérieures à l'étranger jusqu'à ce que nous ayons créé dans le pays même notre propre université. [*Le 16 septembre 1957, fut créée, à partir des Instituts fondés après la Libération, l'Université de Tirana, qui compte actuellement 83 chaires et forme des cadres dans 41 branches.*] D'autre part, dès les premiers jours qui suivirent la libération, le Parti et le pouvoir se sont constamment appliqués à faire de l'école, où la pensée accomplit ses premiers pas, un important foyer où la jeunesse se forme selon la politique du Parti.

Les enseignants suivirent, il est vrai, la ligne du Parti. Certains s'y adaptèrent. Mais ils n'en conservaient pas moins dans le fond de leur conscience, dans leurs méthodes, dans leur style de travail, les tendances de l'ancienne pédagogie, les survivances des anciennes écoles où ils avaient eux-mêmes étudié, dans le pays ou à l'étranger.

A présent les choses ont changé. Nous avons acquis dans le domaine de l'enseignement une expérience nouvelle de près de vingt-cinq ans. Une évolution positive s'est dessinée durant toute cette période, de nombreux objectifs fixés par le Parti ont été atteints. Sur la base de ces résultats nous avons pour tâche

de faire faire à notre enseignement un bond qualitatif. Ainsi répondra-t-il aux besoins créés par le développement de la production, par la construction de plus en plus complète du socialisme, l'acheminement vers la société communiste.

Mais pour effectuer comme il convient ce bond qualitatif, nous devons, il me semble, définir avec le plus grand soin les principes à observer, les voies à parcourir et la manière de les parcourir pour ne verser ni dans les plates-formes nihilistes, ni dans des greffes injustifiées et dénuées de sains critères.

Dans le domaine de l'enseignement, notre Parti a toujours poursuivi une politique nettement engagée. Il s'est efforcé autant que possible d'orienter le travail d'enseignement et d'éducation dans la voie du marxisme-léninisme, de les attacher aux besoins immédiats et à la perspective du développement général de notre pays, de la production et de l'édification du socialisme. On en a la meilleure preuve dans le fait que les gens du peuple se sont convaincus de la nécessité d'étudier ; les possibilités leur en ont été créées par la transformation de l'enseignement en un enseignement de masse ; on en a la preuve dans les progrès économiques accomplis, dans la formation d'une multitude de cadres qui travaillent et exercent des fonctions de direction avec dévouement et fidélité envers le peuple et le socialisme, dans la voie et selon les enseignements du Parti.

Et pourtant, si nous approfondissons un peu plus ce problème, nous constaterons un défaut qui consiste dans le fait que l'école était surtout considérée comme un champ d'action de l'enseignant, où l'aspect pédagogique et méthodique primait sur tout le reste. En d'autres termes, on relevait la tendance à considérer qu'en matière d'enseignement l'instituteur et le professeur étaient seuls compétents et qu'il suffisait de leur indiquer les lignes à suivre et les critères à appliquer; quant au reste, ils l'organisaient et le dirigeaient eux-mêmes.

Nous n'avons cessé de critiquer les camarades du Parti qui ne s'intéressaient pas sérieusement à nos écoles. Beaucoup d'entre eux, quand ils étaient contraints de s'y rendre, s'intéressaient seulement au pourcentage de passage des élèves, à quelque besoin matériel, au degré de régularité de la fréquentation scolaire et à d'autres questions de cette nature. Se sentant étrangers à l'école, ils s'intéressaient donc aux aspects plus ou moins formels, et justifiaient cette attitude en invoquant les nombreuses autres tâches, en particulier les tâches économiques, qui les absorbaient. Les camarades du Parti, on le voit, n'avaient pas une juste compréhension des liens qui rattachent l'école à la production ; et à propos de ces liens, nous devons bien comprendre qu'ils sont essentiels, déterminants.

D'autre part, les instituteurs et professeurs étaient entièrement coupés de la production. Certes, les transformations de notre économie les réjouissaient. Ils avaient conscience de ses besoins, mais en ce qui concernait l'école et leurs cours ils s'en tenaient de façon routinière et bureaucratique à des formes et méthodes pédagogiques et à un style de travail surannés, souvent anachroniques. Le mal était qu'ils s'imaginaient et étaient eux-mêmes persuadés d'accomplir leur tâche de façon parfaite. Selon eux, le Parti et ses hommes qui dirigeaient cette grande transformation politique, économique, idéologique, organisationnelle ne s'intéressaient pas d'assez près à l'école, aux changements qui devaient y être progressivement introduits pour promouvoir le processus dynamique de son développement.

L'ensemble des mesures révolutionnaires adoptées ces deux dernières années dans notre pays a soumis le ministère de l'Education et de la Culture à une forte pression, a troublé sa tranquillité, fait craquer ses coutures. Cela confirme ce que j'ai dit un peu plus haut, à savoir que la question de l'enseignement et de l'école n'est pas une question bureaucratique, qu'elle n'est pas un domaine réservé aux enseignants en général, qu'elle ne peut être considérée seulement comme le domaine de la théorie coupée de la production, du travail, mais qu'elle est une grande question qui concerne le Parti, le peuple, l'économie, la structure et la superstructure.

Aussi bien, l'on ne peut estimer suffisant d'instituer la scolarité obligatoire de huit ans, ou d'assurer la répartition des étudiants dans les diverses facultés. Non, cette question n'est pas si aisée ; elle est bien plus profonde, bien plus compliquée qu'elle ne le paraît. C'est précisément pour ce motif que le

ministère de l'Education et de la Culture s'est trouvé confronté à des problèmes nouveaux qui réclament une solution. Et c'est justement nous qui devons trouver la solution la plus juste, marxiste-léniniste, à ces problèmes.

Les problèmes sont nombreux et ils ne sont pas aussi simples pour pouvoir être résolus par une seule discussion ou d'un trait de plume. En leur cherchant une solution, nous devons nous garder des méthodes anarchiques, appliquées sous le couvert des prétendues formes de travail de masse. Nous devons nous méfier des points de vue subjectivistes, bien nous garder des sympathies particulières pour les diverses écoles étrangères ou albanaises du temps passé. Ces préférences, à la longue et sous l'effet de la routine, se sont converties chez certains en dogmes qui leur font juger ces écoles comme étant «les meilleures». Ils croient que si elles ne s'en inspirent pas, nos écoles ne donneront pas satisfaction, pour ne pas dire qu'elles perdront toute valeur. Ainsi donc, tout ce qui existe dans notre école nouvelle doit être soumis à une minutieuse analyse marxiste-léniniste, car notre école nouvelle, socialiste, doit être pénétrée et guidée de bout en bout, et en toute chose, par notre philosophie matérialiste. C'est là la condition essentielle à remplir.

Notre école nouvelle ne peut pas être une école de n'importe quel type, elle doit répondre aux besoins du développement de la production, elle doit se conformer et correspondre à la structure et à la superstructure de notre pays socialiste. Notre école doit, par conséquent, représenter et matérialiser notre philosophie marxiste dans tous ses cycles, dans ses formes d'organisation, ses méthodes et son style, elle doit suivre et soutenir le développement révolutionnaire de la structure et de la superstructure. Guidée par le Parti, elle doit en être une partie constitutive, aider la production et promouvoir la pensée et le progrès.

Certains instituteurs et professeurs auraient tort, et nous aurions tort avec eux, de croire que dans la mise sur pied de notre école tout a marché selon les critères que j'ai énoncés plus haut, ou encore de juger superficiellement que du moment que nous avons pris pour modèle l'école soviétique, nous ne pouvons avoir commis d'erreurs. Des erreurs se sont manifestées chez nous non seulement à cause de notre manque d'expérience, mais aussi parce que l'école soviétique elle-même comportait de sérieux défauts et imperfections, et que son développement n'était pas achevé. Mais outre ces raisons, le stade de développement de notre économie et aussi de l'enseignement et de la culture dans notre pays (j'en traiterai plus bas) était différent de celui de l'Union soviétique.

Dans les changements, les compléments, les corrections que nous apporterons à notre école, nous devons nous fonder sur la situation actuelle et sur les résultats obtenus, et les soumettre à une analyse marxiste-léniniste approfondie. Par analyse approfondie, je n'entends pas seulement une analyse statistique bornée à l'enseignement, mais une analyse qui se rattache à la situation actuelle concrète du pays, à l'essor de la production, de l'économie, de la culture, aux besoins manifestés dans ces divers domaines, à la satisfaction éventuelle de ces besoins et à la suppression des lacunes, et qui détermine le volume de ces besoins, le nombre et la qualité des cadres nécessaires. Nous connaissons ainsi à la fois le stade actuel de notre développement économique et celui de notre développement dans le domaine de l'instruction et de la culture; nous verrons où se manifestent nos lacunes et découvrirons nos besoins avec plus de précision que nous ne l'avons fait jusqu'ici.

Une telle progression relativement parfaite nous a fait défaut, mais nous n'avons pas pour autant les yeux fermés. Après la Libération, nous trouvant dans l'impossibilité d'agir différemment, nous avons été contraints d'adopter certains traits de la vieille école, et en même temps, compte tenu des conditions de retard économique et culturel du pays, nous avons attaché une grande importance non seulement à l'école primaire obligatoire mais aussi à la culture générale. Nous nous sommes ainsi employés à créer un réseau varié d'écoles secondaires d'enseignement général et professionnel. En particulier, durant la deuxième décennie qui suivit la Libération, nous avons ouvert un assez grand nombre de lycées, grâce auxquels nous visions à élever le niveau de culture générale de la jeunesse et à former un contingent de cadres supérieurs des divers secteurs, où les besoins du pays en reconstruction se manifestaient avec le plus de force. Et nonobstant les nombreuses lacunes que

pouvait comporter et que comportait effectivement le travail effectué dans ce domaine, c'était là une juste orientation. Et celle de la formation massive d'instituteurs était également juste.

La question de l'enseignement technique, par contre, n'a pas suivi pleinement cette même voie. Si dans la première période consécutive à la Libération nous avons ouvert le minimum indispensable d'écoles professionnelles, par la suite, et de façon générale, le développement de l'enseignement professionnel a souffert de négligences et de maintes lacunes. On peut, en ce domaine, rechercher une justification dans le fait que notre industrie n'avait pas atteint le degré de développement qui est le sien aujourd'hui. Cela cependant ne peut excuser le soin insuffisant et l'absence d'une perspective parfaitement claire en ce qui concerne la future construction de fabriques et surtout le développement de l'agriculture. Ce dernier secteur en particulier était fort important, et nous aurions dû, dès le début, prendre des mesures sérieuses en instituant des écoles agricoles. Tirons donc les enseignements voulus de ces erreurs qui se sont manifestées dans notre travail en matière scolaire et appuyons-nous sur l'analyse que je viens d'ébaucher. Nous dégagerons sûrement ainsi de justes conclusions et prendrons les mesures utiles qui nous permettront de faire réellement de notre école une école socialiste nouvelle et révolutionnaire.

Cette étude fera apparaître que l'édification du socialisme, l'essor ultérieur de la production, de l'économie et de la culture créent de grands besoins en personnes instruites, non seulement pour compléter certains états de personnel, mais en masse, en personnes pourvues d'instruction et de connaissances scientifiques de divers degrés et non pas en tout point uniformes. L'instruction et l'éducation dispensées à l'école ne peuvent être considérées, ainsi que le fait la philosophie bourgeoise, comme un moyen de spéculation et de profit personnel. Ce sont des armes puissantes entre les mains des hommes nouveaux de la société socialiste, qui leur permettent d'édifier cette société, de promouvoir la production commune socialiste et de développer la culture socialiste au service de la société.

Si nous considérons correctement cette grande variété des besoins, en qualité comme en quantité, si nous considérons également la satisfaction de ces besoins dans la dynamique du développement dialectique matérialiste et historique, nous aboutirons à la conclusion que nous ne pouvons ni ne devons avoir un seul type d'écoles, mais que nous devons nous doter d'une vaste gamme d'établissements scolaires, y compris de cours divers d'une durée de quelques mois.

En ce qui concerne l'école de huit ans, il me semble qu'elle doit demeurer inchangée, de type unique. Son caractère et les critères qui y président doivent rester ce qu'ils sont. En d'autres termes, il lui appartient de doter tous les enfants jusqu'à la fin de leurs huit premières années d'études d'une culture générale identique pour tous, sans exception. Toutefois, à mon sens, des améliorations peuvent et doivent être apportées à ses programmes. Ceux-ci peuvent comporter l'acquisition d'aptitudes à certains travaux, aptitudes qui ne doivent cependant pas se transformer en spécialités techniques. L'école de huit ans terminée, les garçons et les filles ont la possibilité d'accéder à un bon nombre d'écoles diverses de toutes les branches, de toute nature, soit qu'ils prennent un emploi, soit qu'ils poursuivent un cycle d'études supérieurs à cette école.

Le besoin d'écoles de types multiples se manifeste et se manifestera surtout en ce qui concerne l'enseignement du second degré. Le ministère de l'Education et de la Culture a présenté en cette matière des variantes qui peuvent être considérées comme une solide base d'appui, à condition qu'elles soient encore perfectionnées, car, selon moi, elles comportent deux défauts essentiels.

Le premier de ces défauts tient au fait que le ministère a dû subir la pression justifiée de la base, laquelle, pour répondre aux grands et urgents besoins que fait naître l'essor de la production, cherche et trouve des issues à cette situation en créant, dans les coopératives et dans les usines, des écoles aux programmes mal définis et d'orientations diverses.

Le second défaut consiste en ce que le ministère de l'Education et de la Culture considère davantage la question de l'avenir de l'école et de son perfectionnement du point de vue de son secteur, sur le plan

didactique, pédagogique, comme une discipline purement formelle, comme une éducation générale ou spéciale définie une fois pour toutes, plutôt qu'en étroite liaison organique avec la production. Le fait est que c'est l'état-major du ministère de l'Éducation et de la Culture qui procède à l'étude de ces grands problèmes de l'enseignement et en tire les conclusions alors que ceux-ci dépassent les limites de cet état-major, fût-il composé de centaines d'enseignants des plus compétents. La question de l'enseignement est une grande question qui concerne le Parti, le pouvoir, le peuple tout entier.

Afin de mener à bien tout ce travail relatif à l'école, j'estime qu'il est nécessaire de créer, sous la conduite directe du Comité central du Parti, une très vaste et très importante commission, dont feront partie les meilleurs éléments de l'enseignement, de l'industrie et des mines, de l'agriculture, (fermes et coopératives), des jeunes gens et des femmes, des médecins, des sportifs, des musiciens, des philosophes, etc.

Pourquoi la participation de tous ces gens est-elle nécessaire ? Parce qu'en déterminant, comme je l'ai dit plus haut, les orientations dans les secteurs qui leur sont propres, ils rattacheront de façon vivante l'école au développement économique et social du pays. Chacun d'eux présentera les besoins urgents et à plus long terme de son secteur, et ce débat collectif fera apparaître plus justement les proportions et les priorités à fixer, il permettra de déterminer le temps requis pour la satisfaction des besoins, et les divers types d'école. C'est là un aspect du travail de cette commission. L'autre aspect, tout aussi important, est celui des matières, des proportions respectives de chacune d'elles au programme de chaque école ou cours d'orientation similaire, en sorte que quiconque termine une école ou un cours trouve l'école ou le cours supérieur correspondant pour poursuivre son perfectionnement. La manière dont on règle et dont on cherche à régler actuellement ces questions n'est pas tellement juste, car on n'obéit pas toujours à des principes objectifs, on adopte des solutions simplistes et anarchistes, et l'on a tendance, par exemple, à considérer qu'il suffit de procéder à quelques coupures ou ajouts à telle ou telle matière, pour que tout soit correctement réglé. Ces opérations sont certainement faites dans les meilleures intentions, pour refléter aux mieux dans les manuels la ligne du Parti, mais on ne peut pas pour autant les considérer comme complètes et toujours exemptes d'erreurs.

Une autre question est celle de l'«équivalence» des écoles. Ce problème n'est pas compris comme il convient. J'estime que sur cette question nous devons nous garder de tendances qui nous sont étrangères, et que c'est par exemple une attitude petite-bourgeoise que d'être obsédé par la pensée d'obtenir un diplôme, de devenir une autorité, de recevoir un traitement élevé et d'accéder à un poste. Ce sentiment, que l'on couvre d'une prétendue passion de l'étude, est, en fait, un résidu latent antisocialiste, que nous devons balayer. Ce qu'il nous faut, en revanche, renforcer, c'est le sentiment de l'étude authentiquement socialiste.

D'aucuns pensent qu'une partie de la jeune génération doit terminer les divers cycles d'enseignement régulier, et l'autre, des cours ou des écoles aux programmes simplifiés ou tronqués pour les besoins de la production, avec ou sans certificats de fin d'études ; qu'il convient de reconnaître à ces écoles et à ces cours l'équivalence avec les lycées et les écoles techniques de l'enseignement régulier. Cela ne présenterait pas d'intérêt et ne serait pas judicieux. Certains disent : pourquoi fermerions-nous les portes de l'université à ces personnes ?

Cette question doit être comprise correctement. L'université est un institut supérieur ; elle prépare des cadres supérieurs, qui, de pair avec le développement du pays, se spécialiseront encore davantage au travail et dans diverses formes de qualification. Et cette qualification supérieure exige aussi une instruction de base, solide et complète. Les portes de l'université ne sont fermées pour personne, mais ceux qui y accéderont doivent être dotés d'une instruction appropriée, et ce niveau d'instruction, il nous faut le déterminer soigneusement. Nous avons à peine commencé de poser le problème du choix des étudiants qui seront admis à l'université. Notre orientation en ce cas précis, est-elle juste ou pas ? La commission qui sera instituée à cet effet, devra étudier et définir encore mieux cette question. Néanmoins, je pense qu'à une phase ultérieure, les exigences à l'égard de ceux qui voudront accéder à l'enseignement supérieur seront plus sévères. Cela sera une conséquence des conditions nouvelles du

développement de la production, de la technique, des sciences, de la modernisation de notre économie. Le passage à un stade éducatif et culturel ainsi qu'à un stade technique et économique plus avancés, entraînera dans les écoles des transformations radicales et devra toujours répondre aux exigences d'une période donnée et servir les situations données.

Mais nous n'avons pas seulement besoin de cadres supérieurs. Nos besoins en cadres moyens sont bien plus pressants. Aussi le règlement de cette question ne peut-il pas être contrecarré par le critère rigide de l'équivalence ou de l'achèvement de tel ou tel cycle d'études. Certes, une personne qui pour diverses raisons objectives et subjectives n'a pas suivi un enseignement régulier, ne peut avoir la même facilité dans la poursuite de ses études qu'un de ses camarades qui a terminé ses études régulièrement. Néanmoins, cette personne ne doit pas pour cela rester sans instruction, la société ne l'abandonne pas en chemin, elle lui a créé les possibilités de terminer une école, de suivre par correspondance un autre institut supérieur du même type. Et si elle souhaite aussi s'inscrire à une faculté, elle devra alors se soumettre à certains examens ou concours pour les matières qui ne faisaient pas partie du programme de l'école d'où elle est sortie.

La Commission en question découvrira au Comité central, au gouvernement et aux organisations du Parti des perspectives et des horizons bien plus clairs dans ce domaine. Elle leur soumettra des formes d'organisation et de travail plus perfectionnées pour faire progresser notre école nouvelle.

Voici comment, pour ma part, j'envisage l'étude des périodes successives que doit connaître notre école pour passer d'une étape à la suivante :

1) Cette étude nous éclairera sur les résultats obtenus depuis la Libération jusqu'à ce jour ; elle nous éclairera de manière dialectique sur le développement de l'instruction et de la culture, d'un niveau donné au niveau supérieur, en liaison étroite avec les diverses étapes traversées par l'édification du socialisme dans notre pays, et elle permettra de définir les lacunes et les besoins actuels.

2) Elle déterminera scientifiquement les formes et les méthodes à adopter, ainsi que les mesures à prendre, parallèlement au développement économique, pour élever le niveau de culture générale des masses à un niveau approximativement déterminé, pour doter dans une mesure donnée notre économie de cadres techniques moyens, et pourvoir, à un degré donné, notre économie, notre enseignement et notre culture de cadres supérieurs.

3) Si nous considérons, par exemple, ce stade de développement comme le premier stade, et que nous voulions passer au second, plus avancé, nombre de formes, de méthodes et de mesures qui ont servi pour le premier ne peuvent plus servir pleinement pour le second. Celui-ci en exige de plus perfectionnées, car notre économie et, avec elle, toute notre population auront avancé et atteint un plus haut degré de qualification.

Plusieurs types d'écoles devront être supprimées et remplacées par d'autres, plus spécialisées. Aujourd'hui non seulement notre pays ne compte plus d'illettrés et tous les Albanais obtiennent au moins le certificat du cycle d'études de huit ans, mais même ceux qui n'ont pas accompli ce cycle, ont suivi une série de cours spéciaux, d'écoles particulières, ce qui, joint à l'expérience de la vie et du travail politique et idéologique du Parti, les a profondément transformés, du même pas qu'avançait l'édification du socialisme.

En franchissant une par une les étapes successives des autres secteurs de la vie sociale, notre école connaîtra des changements dans sa forme, dans sa structure, dans son contenu. Seul ne changera jamais le principe qui la guide à travers chacune de ses transformations: la philosophie matérialiste marxiste-léniniste.

C'est pourquoi le Parti doit tout d'abord enseigner aux élèves, instituteurs et professeurs, aux couches populaires, aux ouvriers et aux paysans, jeunes et vieux, par tous les moyens et sous toutes les formes,

le marxisme-léninisme, la science qui permet de comprendre l'évolution de toutes les sciences et de les faire progresser.

Etudiants et enseignants doivent acquérir la connaissance approfondie de la philosophie marxiste-léniniste, du matérialisme dialectique et historique. C'est là un problème qu'il est important pour nous de résoudre, et c'est dans ce sens que nous devons revoir les manuels, les formes et les méthodes de travail. Les sciences, qu'elles soient biologiques, physiques, sociales, bref, tout le contenu de notre enseignement doit reposer sur de justes bases marxistes-léninistes. Revoir à fond les livres scolaires pour les débarrasser des survivances, voilà une de nos tâches les plus sérieuses. Et nous ne devons pas penser que, sans connaître les sciences, les instituteurs peuvent la mener à bien. Le choix des textes scolaires est un acte important parce qu'il met en jeu l'application de la ligne du Parti, sa politique, ses objectifs, son programme actuel, ses perspectives d'avenir. Nous ne pouvons pas concevoir la nouvelle école socialiste comme un lieu d'accueil pour toutes sortes de textes où cohabitent deux conceptions du monde : idéalisme bourgeois et marxisme-léninisme. Nous ne pouvons faire aucune concession à la philosophie idéaliste bourgeoise et à la théologie.

Il y a beaucoup de choses à remettre sur la bonne voie. Quand j'ai dit en d'autres occasions, que les manuels comportent beaucoup de pages inutiles, cette remarque a été mal comprise. Une interprétation trop étroite a favorisé dans la pratique une tendance à tailler dans les programmes là où c'est nécessaire, mais aussi dans les autres disciplines.

C'est ainsi que les sciences ont fait de grands progrès. Il n'est pas rationnel de réduire à l'aveuglette le programme d'un enseignement scientifique. C'est là mépriser le savoir. L'étude de la nature doit être faite d'une façon approfondie et révolutionnaire. Il faut à tout prix que dans cette perspective les exposés des manuels soient clairs et complets. La science doit s'affranchir à jamais de la théologie. Son développement et ses progrès permettent de montrer comment s'appliquent le matérialisme et la dialectique. Or, nous devons nous efforcer par tous les moyens d'en favoriser l'assimilation par les élèves, instituteurs et professeurs. Ainsi seulement, ils seront en mesure de comprendre la théorie du développement dans toute son étendue.

J'ai entendu dire que nos enseignants discutaient sur le point de savoir s'il convient de maintenir l'enseignement intégral de la théorie de Linné [*Naturaliste suédois, auteur d'une classification des espèces en botanique, puis en zoologie.*], s'il faut en conserver toutes les classifications ou si l'exposé doit en être abrégé. Une pareille discussion présente des aspects positifs. Mais elle en offrira davantage quand ces modifications apportées à propos de théories comme celle de Linné se feront à la lumière de la dialectique matérialiste — autrement dit, quand on renoncera à enseigner ce que le progrès de la botanique ou de quelque autre science et l'apparition de la dialectique matérialiste ont révélé comme étant superflu ou inexact. Il serait naïf de dire tout bonnement : « Nous n'avons que faire de tel ou tel savant ». Les méthodes mises en œuvre par les hommes de science ne se laissent pas rayer d'un trait de plume. C'est pourquoi il est nécessaire que les garçons et les filles apprennent dans les écoles la théorie et la science dans leur vérité actuelle. C'est ainsi qu'ils comprendront mieux la relativité du savoir humain, son pouvoir de réfléchir la matière en perpétuel développement.

D'aucuns demandent tout simplement : « A quoi servent tant de connaissances ? » Mais ils ne comprennent pas que si les données de la science ne leur sont pas enseignées sous des formes diverses, depuis la plus simple jusqu'à la plus élaborée, la conception philosophique matérialiste ne pourra pas se former chez les hommes du socialisme. Sans cette information, rien ne peut aller de l'avant. Au contraire, nous ferions machine arrière, nous serions submergés par la nuit du Moyen Age, la théologie et la philosophie bourgeoise. Sans arguments philosophiques solides, nous dit Lénine, ni les sciences de la nature, ni le matérialisme ne sont en mesure de faire face à la pression des idées charriées par la bourgeoisie, ou d'empêcher le retour à la conception bourgeoise de l'univers. Les hommes de science de notre régime doivent apprendre patiemment la philosophie marxiste et en être les plus ardents défenseurs. Il leur faut devenir, en un mot, des matérialistes dialectiques.

Les programmes revêtent une importance déterminante pour les écoles de toutes les catégories. Des programmes différenciés devront être établis pour chaque type d'école déterminé et les textes relatifs revus ou rédigés à nouveau. Parallèlement, il faut songer, tout aussi sérieusement, à la préparation de nouveaux cadres et à une plus haute qualification des cadres existants. Cette question a une importance majeure, puisque ce sont ces cadres qui, après avoir eux-mêmes bien assimilé les programmes, les développeront dans les diverses écoles. La qualification de ces cadres ne doit pas être laissée à la merci de pratiques routinières mais être considérée, en ce qui les concerne aussi, comme une question de discipline, de formation.

C'est pourquoi la commission que je propose d'instituer doit créer des sous-commissions composées de spécialistes des diverses matières. Ces sous-commissions, dans leurs travaux, devront se guider sur de sains critères, être aidées, contrôlées par la commission centrale non pas une fois par an, mais à des périodes déterminées.

Les programmes sont variés et nombreux. Je n'ai pas une particulière compétence pour en traiter, mais j'estime que la juste orientation politique et idéologique des programmes est indispensable. En outre, des liens organiques doivent rattacher le programme de chaque discipline, tel qu'il est fixé pour une classe, à celui qui sera mis en œuvre dans la classe suivante. En aucun cas, il ne doit exister de solution de continuité et pas davantage il n'est possible de répéter ce qui a déjà été enseigné l'année précédente. Ainsi, selon moi, l'élève n'oubliera rien si le manuel est à la fois clair, simple et complet. Il sera alors en état de relier solidement entre elles les connaissances qu'il doit acquérir. Lorsque cette unité organique de son savoir sera établie, elle ne risquera plus d'être compromise par les allègements qu'il est nécessaire de faire subir aux différentes disciplines, à chaque étape des études. Elle ne souffrira pas non plus d'un enseignement fondé sur le matérialisme dialectique et historique, puisque celui-ci exige de toute science qu'elle soit exposée sans développements inutiles, qu'elle établisse des liens organiques entre ses différentes parties, qu'elle soit claire et vraie.

Cette érudition ne viendra-t-elle pas à manquer ? Certains le craignent, mais ils ne voient pas que cette nécessaire érudition doit être apportée progressivement. Si nous établissons les programmes et les manuels comme je le propose, l'enseignement apportera à la fois un savoir suffisant et une saine méthode de pensée. Les élèves retiendront beaucoup de choses. Il leur en restera même davantage dans la tête que si l'on avait prétendu leur faire acquérir une érudition démesurée hors de proportion avec le temps dont ils disposent et avec le stade de développement atteint par leur intelligence et leurs connaissances pratiques. C'est ainsi que nos linguistes, qu'ils se consacrent à la science elle-même ou à sa méthode, doivent combattre la tendance à enseigner l'albanais aux écoliers de façon académique en remplissant leur esprit de toutes sortes de concepts, en cherchant aussi à leur inculquer des connaissances abstraites et arides, superflues et stériles. La linguistique doit être utilisée davantage et plus tôt pour faciliter l'assimilation à l'école de la langue par les élèves sur des bases plus solides et qui les rendent plus aptes à l'usage pratique de la langue telle qu'elle est parlée dans la vie.

L'érudition est plus longue à acquérir. C'est une étude plus approfondie qui dépasse les limites du cycle scolaire. Elle implique une spécialisation plus poussée. Mais ceux qui terminent normalement leurs années d'école ne peuvent être tenus pour des ignorants. Et puis, ils acquerront tout au long de leur vie quotidienne beaucoup d'autres connaissances. Ce qui est donc essentiel, c'est la formation intellectuelle de base, les programmes, les manuels, les expériences diverses faites ici et là et la lutte pour appliquer ce savoir dans la vie, pour l'enrichir ainsi dans la pratique. En ce qui concerne l'école, nous devons donc attacher de l'importance aux programmes et aux manuels des diverses disciplines.

De même, nous devons nous préoccuper des sciences, qu'elles soient fondamentales comme la physique, les mathématiques ou la chimie, ou plus spéciales, comme la médecine, la géologie ou la mécanique. Toutes ces sciences doivent être bien assimilées. Enfin le manuel doit être clair. Le programme doit constituer un tout à travers l'ensemble du cycle scolaire et universitaire. Le professeur doit bien posséder sa matière.

De plus, il est d'une importance de principe que les manuels, les programmes et aussi la manière de faire le cours soient empreints de nos conceptions matérialistes dialectiques. Ainsi, à travers l'étude des sciences, l'élève, l'étudiant et le professeur lui-même auront une conception du monde communiste. Ils comprendront le développement théorique et l'application pratique du savoir à travers la dialectique matérialiste.

Il faudra également consacrer dans nos écoles un soin particulier à l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Il faut d'abord connaître le passé et le territoire de notre pays. Mais aussi ceux de tous les autres peuples. Certains ont tendance à ne pas attacher assez d'importance à ce dernier point. Cette déviation doit être combattue.

Les Albanais doivent absolument connaître l'histoire de leur peuple à la lumière du matérialisme historique. C'est pourquoi les programmes et manuels de cette matière devront également être revus d'un œil critique.

Il en va de même pour l'histoire des peuples du monde. Dans ce domaine, des changements radicaux devront être apportés aux manuels et aux programmes. Il faudra en rédiger de nouveaux dans des limites de temps précises et dans un cadre défini à l'avance. Les manuels et les programmes actuels sont empruntés à l'étranger. Et la plupart d'entre eux, en particulier ceux des établissements supérieurs, sont édifiés sur la base de critères politiques et idéologiques incompatibles avec notre nouvelle école socialiste. La place respective consacrée aux différentes périodes de l'histoire ne correspond pas à leur importance réelle. Et il n'est pas possible de discerner comment s'enchaînent organiquement les divers moments du devenir. Ainsi l'enseignement de cette matière ne parvient-il pas à faire comprendre le développement de la société humaine dans la perspective du matérialisme historique. Il reste donc un travail considérable à faire en ce qui concerne la qualité, le contenu, la ligne politique et l'idéologie des manuels d'histoire et aussi la place consacrée aux différentes périodes.

L'enseignement de la géographie de notre pays a une très grande importance. Il est parfois sous-estimé en raison de l'influence exercée par les conceptions des écoles étrangères et les régimes d'oppression nés du dedans ou imposés par les occupants. Ceux-ci avaient intérêt à ce que notre peuple ne connaisse pas son pays, ne s'y attache pas. Voilà pourquoi l'enseignement de la géographie albanaise restait de pure forme et était réduit au strict minimum, à une simple énumération de noms de lieux, de cours d'eau, de montagnes, etc. Cet état de choses doit changer à tout prix, dans les manuels et dans les programmes tout comme dans les manières de faire les cours. La géographie de notre pays — physique, politique, économique — doit devenir une science véritable. Tout au long du cycle scolaire, les gens de chez nous apprendront ainsi à connaître parfaitement leur patrie, son développement, ses perspectives. Il est naturel qu'ils la connaissent et qu'ils la touchent puisque c'est sur ce sol qu'ils vivent, travaillent, créent. La leçon de géographie doit être très vivante, susciter un vif intérêt. Dans le développement de chaque chapitre du manuel il faudra partir de la réalité du terrain, des champs, des montagnes, des cours d'eau et du cheptel, telle qu'elle est également perçue dans la vie. Quelles grandes perspectives peut ouvrir un pareil cours consacré à la géographie de notre pays! Ainsi conçue, cette science développe le patriotisme et l'amour pour le pays. Elle se rattache à l'économie, à l'agriculture, à l'industrie. Elle prépare de futurs géologues, ingénieurs et agronomes, elle fortifie la santé, encourage le sport et le tourisme. Des changements qualitatifs sont nécessaires dans cet enseignement pour que le cours de géographie soit inséparable de tous les aspects de la vie et pour qu'il rapproche les élèves de la nature et de leur pays.

D'importantes modifications doivent également être introduites dans le cours de géographie générale. Sous sa forme actuelle il ne correspond pas à nos exigences.

Le remaniement des manuels, dans cette optique, implique un travail attentif sur des bases scientifiques et qui, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, relie la pratique à la théorie. La première soutient la seconde et la seconde soutient et guide la première. Si cette liaison organique se fait comme il convient nous serons alors en mesure à la fois de servir le présent et de préparer l'avenir.

Le remaniement des textes sous l'angle de la dialectique matérialiste doit être fait pour tous les types d'écoles que nous déterminerons, alors que les abrègements des matières pour chaque type d'école ou de cours des divers degrés doivent être faits séparément, de façon à répondre au besoin qui est à l'origine de l'institution de cette école et au niveau d'instruction de ceux qui la fréquentent. Mais j'estime que, de façon générale, ces abrègements doivent constamment obéir à des critères scientifiques bien étudiés, se conformer à certaines orientations déterminées, et il ne faut pas que chacun tire la couverture de son côté et qu'on supprime 10 heures à un endroit pour en ajouter 20 ailleurs. Il faudra se garder de ces pratiques.

J'ai dit quelques mots des sciences. Je voudrais aborder maintenant la méthode à employer pour épurer les manuels et en élaborer de nouveaux. Nous voulons que les livres scolaires soient pénétrés de la dialectique matérialiste. Ils ne peuvent être le fait de gens incompetents ou étrangers aux conceptions philosophiques du marxisme-léninisme. Mais un savoir intellectuel n'est pas suffisant: il faut aussi sentir cette philosophie, l'appliquer, en un mot la rendre concrète et vivante dans les cours. Et je pense d'abord aux techniciens et aux scientifiques sortis des anciennes écoles. Dans l'ensemble ils ont un bon comportement politique. Ils aiment le Parti, le peuple et le socialisme. Mais, bon gré, mal gré, ils demeurent attachés par un fil à l'idéologie idéaliste bourgeoise. Pourtant cette critique s'applique aussi aux nouveaux cadres supérieurs sortis de notre université d'Etat. Nous possédons nombre de spécialistes qui ont notamment étudié dans nos facultés la philosophie marxiste-léniniste. Quoiqu'ils travaillent depuis des années sur le terrain, ils ne sont pas encore en mesure de lier leur savoir à la vie. Ils n'ont pas encore réussi à mettre en pratique la recommandation du Parti selon laquelle, comme le dit Lénine, le matérialiste authentique est tenu d'être à l'avant-garde de la lutte et d'en tirer des conclusions philosophiques révolutionnaires.

Alors que devons-nous faire sur ce point précis ? Sous la direction du Comité central du Parti et du ministère de l'Education et de la Culture, il importe d'organiser une étroite coopération entre les enseignants des diverses matières, les scientifiques et les hommes des secteurs des lettres et de la philosophie marxiste-léniniste. Ce travail fondamental ne doit pas reposer spécialement sur les instituteurs et les professeurs, même s'ils sont professionnellement compétents et membres du Parti. Ce qui importe ici, c'est de posséder à fond la philosophie marxiste-léniniste.

Si nous considérons les sciences sociales, et plus particulièrement la littérature, qui figurent au programme de toutes les écoles, nous y trouverons des aberrations. Certes, nombre de camarades communistes ont mis la main à la préparation de cet enseignement. Et le Parti fait preuve de la plus grande vigilance dans ce domaine. Pourtant, examinons attentivement la façon dont les cours de littérature albanaise et étrangère sont donnés dans les écoles et les autres institutions culturelles et étudions ce problème plus à fond à la lumière de notre philosophie. Nous y constaterons des faiblesses, des anomalies, des erreurs dans l'importance respectue attribuée aux différents sauteurs, des manifestations de dilettantisme, des passions personnelles et un goût morbide de l'érudition. Si nous ne les corrigeons pas, de graves déviations nous coûteront de plus en plus cher à l'avenir. Dans ce domaine, on voit se refléter les conceptions philosophiques des écoles bourgeoises : les sympathies individuelles pour tel ou tel auteur, selon les inclinations de chaque enseignant, selon l'école littéraire ou la culture dont il est pétri. Bref, nous n'avons pas encore réussi à nettoyer complètement les écuries d'Augias. Et ces pédagogues, prisonniers d'une érudition pesante et confuse, font passer toutes ces idées mal rectifiées, ces goûts ou ces passions pour un auteur albanaise ou étranger, dans leur enseignement ou dans la vie sociale, à travers leurs cours, causeries, conférences, articles ou livres. Voilà un réel danger. Si nous ne mettons pas de l'ordre dans ce domaine, nous aurons reculé devant la philosophie bourgeoise en permettant qu'elle porte ouvertement, et quasi officiellement, le combat contre nous sur notre propre terrain.

L'époque révolutionnaire démocratique de la Renaissance albanaise revêt une importance considérable dans l'histoire et la littérature de notre peuple. C'est une période admirable guidée par les idées avancées du siècle des lumières, peuplée d'hommes de grand talent. Elle mérite le nom de Renaissance. Elle marque pour la nation, le passage, de la nuit médiévale, féodale et impérialiste, à la

lumière, à l'insurrection, à la lutte pour la liberté, pour l'indépendance, la démocratie, le progrès et l'instruction.

Engels a parlé quelque part de la Renaissance — non de la nôtre, mais du mouvement des XV^e et XVI^e siècles. Il voit en elle une époque lumineuse qui a engendré de grands hommes — artistes et peintres, certes, mais aussi savants, philosophes, mis au bûcher par l'Eglise, physiciens, astronomes, etc. — qui ont balayé la lourde nuit du Moyen Age, renversé croyances et systèmes et donné une impulsion prolongée au développement économique, culturel et scientifique. Mais l'analyse qu'il fait de l'époque de la Renaissance est une analyse matérialiste dialectique et non point idéaliste. L'impulsion donnée à la société par les grandes figures de la Renaissance n'était ni suffisante, ni définitive. La société humaine devait continuer à se développer, à se transformer. Des bouleversements partiels ou globaux allaient se produire dans le développement de la vie collective et dans celui des diverses sciences. Complémentaires des anciennes ou entièrement nouvelles, des lois allaient apparaître. Comme le dit Lénine,

«de ces bouleversements naissent dans la plupart des cas des écoles, grandes et petites, des courants philosophiques réactionnaires, grands et petits». (V. Lénine, De l'importance du matérialisme militant, Œuvres, éd. alb., t. 33. p. 254.)

Seule, notre philosophie matérialiste peut en dissiper la brume et éloigner de nous ces dangers idéologiques.

C'est précisément sous cet angle que notre Parti a considéré l'époque de notre Renaissance. Il faut approfondir encore davantage cette remise en question dans l'optique du matérialisme dialectique, pour que les élèves, les étudiants, les instituteurs, les professeurs, les couches populaires comprennent cette période de la façon la plus claire et la plus juste, sur la base d'une analyse marxiste-léniniste. Il faut qu'ils en distinguent les aspects tout aussi bien sociaux et économiques, que culturels et historiques. Bref, il s'agit d'un travail sérieux, non de suivre le bon plaisir de certains intellectuels.

Les animateurs de notre Renaissance doivent être replacés dans leur véritable cadre, dans l'époque où ils ont vécu, œuvré et lutté. Il faudra mettre en lumière leurs idées, qui étaient le produit du développement de leur société, dégager leurs objectifs immédiats et leurs buts plus lointains. Alors, il apparaîtra que ces grandes figures de notre Renaissance étaient des hommes remarquables aux idées progressistes, des penseurs avancés, des révolutionnaires courageux, d'ardents patriotes qui ont lutté par les armes et la plume pour la liberté et l'indépendance du peuple, pour son réveil. Les aspects positifs de notre Renaissance et de ses animateurs sont importants. Nous devons les faire connaître au peuple.

Mais n'oublions pas non plus un seul instant que les aspects négatifs de ces grands hommes doivent être soumis à notre critique marxiste-léniniste. Leur faiblesse a pour origine l'idéalisme philosophique. Ils portaient là un pesant fardeau, celui de la philosophie de leur époque. Entre elle et la nôtre, la lutte est engagée.

Pouvons-nous taire cet antagonisme ? Cette lutte à mort que nous, marxistes, nous livrons à la philosophie idéaliste, à la religion et croyances religieuses ? Pouvons-nous les considérer comme intouchables, uniquement parce qu'elles ont été professées par les animateurs de notre Renaissance ? Pouvons-nous d'une part, combattre âprement la théologie, la religion, l'Eglise et les mosquées, les prêtres et les hodjas et, d'autre part, exalter ces parties de l'œuvre de Naïm Frashëri où il exprime sa philosophie bektashienne ? Allons-nous applaudir quand Mjeda traite la théologie chrétienne ou quand Çajupi dit, par exemple, que le mont Tomori est le trône sur lequel Dieu est assis ? Nous n'offrirons pas tout cela en pâture idéologique à notre peuple uniquement parce que ces conceptions sont celles des animateurs de notre Renaissance, de grands hommes qui ont été à l'origine de la formation et du développement de notre langue. Il ne suffit pas, pour nous en convaincre, que ces idées soient exprimées en de beaux vers et traduites en de séduisantes images.

En marxistes que nous sommes, dans l'intérêt du peuple et du socialisme, nous devons combattre ces aspects négatifs. Nous ne pouvons faire de concessions idéologiques sous couvert de rendre hommage à la perfection des vers ou du style. Engels a considéré la langue de Luther comme la base de la langue littéraire allemande, il n'a pas renoncé pour autant à faire une juste appréciation de la Réforme et à dénoncer son rôle réactionnaire avant et après l'insurrection paysanne en Allemagne.

A nos yeux, la question des manuels scolaires doit, elle aussi, être soumise, pour chaque matière, notamment littéraire, à une analyse et à un contrôle sérieux effectués à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, dans la perspective de notre philosophie.

La question que je pose, en ce qui concerne les promoteurs de notre Renaissance, doit être bien comprise et résolue. Il ne serait pas honnête, et d'ailleurs pas davantage marxiste, de noircir cette époque. Dans les œuvres de notre Renaissance, il faut procéder à des choix, décider, sur de justes critères, lesquelles seront introduites dans les écoles de divers types ou mises à la portée du peuple. Nous éliminerons sans hésitation les aspects négatifs d'un texte. Donnerons-nous à étudier à un élève de l'école primaire les vers ou la prose d'un auteur de notre Renaissance qui célèbre Dieu ? Si en même temps nous portons cet auteur aux nues, nous exalterons, du même coup, la philosophie idéaliste, déiste ou polythéiste. Le maître en fera, certes, la critique, mais le jeune écolier ne sera pas en mesure de comprendre cette critique. Il ne sera pas à même de saisir les nuances de la louange ou du blâme ; en revanche, dans les établissements d'enseignement supérieur, les œuvres de ces auteurs pourront être étudiées plus largement, mais non sans que cette lecture s'accompagne d'une sérieuse critique marxiste-léniniste dirigée contre les conceptions idéalistes dont ces textes sont empreints.

Toutefois, nous devons nous garder soigneusement d'idéaliser les promoteurs de notre Renaissance et de nourrir un culte pour eux. Nous devons considérer cette question dans l'optique de notre philosophie marxiste-léniniste. Depuis l'époque de notre Renaissance, notre pays a connu des changements colossaux dans les domaines économique, social, culturel et éducatif. L'Albanie n'est plus le pays de jadis. Son économie, sa culture, son instruction publique, sa langue, son régime, sa politique, son idéologie ne sont pas ce qu'ils étaient. Conformément aux lois de la dialectique matérialiste, tout s'est transformé et continue à se transformer. On s'engage dans une impasse chaque fois qu'on n'arrive pas à penser simultanément tout ce qui a changé, chaque fois qu'on exalte un moment de l'histoire en laissant les autres dans l'oubli, que l'on croit voir dans l'ancien toute la réalité du nouveau — réduisant donc celui-là à peu de chose. Dans cet esprit, il importe de combattre toute sous-estimation de notre littérature actuelle, c'est-à-dire de l'époque du pouvoir populaire. Il convient d'ouvrir toutes grandes les portes de l'école à cette littérature nouvelle du réalisme socialiste. Elle reflète les sentiments et l'action d'une ère glorieuse qui commence. Elle peut et doit servir à la formation la plus complète des masses selon les nobles idéaux du socialisme et du communisme.

C'est selon ces mêmes critères qu'il faut apprécier les autres périodes du développement de la pensée scientifique et littéraire, artistique et musicale, telles qu'elles sont présentées dans les manuels scolaires. Comme je l'ai déjà rappelé, ceux-ci doivent être suffisamment complets. Mais nous ne devons pas pour autant tolérer la manie exagérée de certains érudits distingués qui cherchent à enseigner aux élèves, en un bref laps de temps et avec une exagération hors de toute mesure, l'ensemble du savoir qu'il leur a fallu, à eux, une vie entière pour acquérir.

N'en concluons pas que nous n'avons pas besoin d'érudits distingués, de grands spécialistes. Ce sont des puits de science. Grâce à leurs concours, nous multiplierons nos cadres supérieurs et améliorerons leur formation. Mais nous ne devons pas confondre les divers stades de développement entre eux. L'érudit doit trouver la possibilité de rendre la matière qu'il traite facile à comprendre pour un étudiant, sans efforts excessifs. C'est au spécialiste auprès de qui le jeune intellectuel est envoyé pour se perfectionner, d'une manière continue, de bien mesurer la charge successive qu'il peut lui imposer.

En ce qui concerne la littérature étrangère, telle qu'elle est étudiée dans nos écoles et diffusée dans le public, la situation m'a paru assez périlleuse, parce que chaotique. Bien que l'on note certaines

améliorations au cours de ces trois dernières années, la situation n'en demeure pas moins inquiétante. La confusion règne dans ce domaine en l'absence de critères ou, quand ils existent, ces critères sont déformés, corrompus. Aussi le Comité central doit-il mettre sérieusement la main à la pâte. On ne peut résoudre les problèmes posés par cette matière du programme que sur une base de principe. Encore faut-il que celle-ci soit affirmée avec vigueur et que le contrôle de l'application soit bien organisé. Or, ce n'est pas le cas actuellement. Quelqu'un se met à traduire le premier roman qui lui plaît, pour qu'on le publie: si le traducteur est une personnalité, si l'auteur du roman est un «classique», peu importent les idées exprimées dans son œuvre, le livre est imprimé et servi tout chaud au public. Par ailleurs, ce même traducteur tient des conférences au nom du Parti. Dans ce cadre il exprime des idées incompatibles avec celles du roman qu'il a traduit. Peu lui importe son inconséquence, et la maison d'éditions qui le publie se félicite de dépasser les prévisions de son plan et ne se soucie guère davantage du contenu.

Nos publications scolaires ou destinées au grand public ne doivent pas mettre entre les mains du peuple et de la jeunesse n'importe quel livre. Il ne convient pas d'éditer des textes qui désorientent ou corrompent le lecteur. Il faut au contraire l'aider à connaître le développement de la société et l'armer, en même temps, de notre idéologie. La littérature étrangère est un domaine vaste et divers. Il est à la fois possible et difficile d'y choisir ce dont nous avons besoin. Les auteurs de ce choix doivent être dotés d'une vaste culture et de solides conceptions marxistes-léninistes. Il leur faut bien connaître les besoins non seulement des lecteurs, mais de chaque public particulier. Leur tâche est de faire traduire et publier les œuvres de la littérature étrangère sans jamais oublier les objectifs du Parti. On ne doit, dans ce problème important et délicat, tolérer ni snobisme, ni préférences individuelles, ni goûts malsains ; on ne saurait davantage admettre le nihilisme intellectuel qui proclame : «Nous n'avons que faire de cette littérature». Non, elle nous est utile, mais nous ne cherchons en elle que ce qui peut aider à notre développement intellectuel, artistique et culturel.

Chaque peuple a sa propre littérature — et celle-ci est toujours d'une grande variété — elle comporte bon nombre d'écoles. La bourgeoisie dans les différentes phases de son essor et de son déclin crée, sans cesse, sa littérature, ses poètes, ses écrivains, ses musiciens, ses artistes, etc., grands et petits. Certains ont résisté à l'épreuve du temps et d'autres ont été emportés par le flot. Il est inconcevable que nous songions à traduire leurs œuvres, simplement par peur de ne pas être à *la page*. [*En français dans le texte.*] Et il est inadmissible de les éditer sous le prétexte mis en avant par certains intellectuels que nous ne pourrions pas nous en passer. Nous devons choisir les auteurs et les livres les plus révolutionnaires dans les moments les plus révolutionnaires de l'histoire.

Ainsi nous apporterons aux hommes de chez nous des textes susceptibles d'illustrer ce qu'ils ont appris de l'histoire d'un peuple, des luttes de classes qui s'y déroulent et de la pensée progressiste qui s'y développe. De pareils écrivains, poètes, artistes existent. Mais n'oublions pas qu'ils ne correspondront jamais entièrement à nos exigences et à nos besoins puisque, même chez ces auteurs progressistes ou révolutionnaires, nous trouverons le reflet, au moins partiel, des idées bourgeoises, du genre de vie et de la vision du monde dominante à leur époque.

Alors comment devons-nous procéder en cette matière ? J'estime que nous ne devons pas céder à la manie de faire avaler par les écoliers et les jeunes, ou par le public, le texte intégral d'un roman, si cette œuvre est bonne sous trois aspects et mauvaise sous cinq autres. Dans ce cas nous pouvons leur offrir des morceaux choisis comprenant justement des passages où dominent ces trois meilleurs aspects. Il ne s'agit pas pour autant de négliger la critique de l'œuvre dans son ensemble. Pour mener à bien une tâche si délicate, il faut, à mon avis, nous demander si chacune de nos décisions contribue à la formation des hommes de chez nous — et dans quelle mesure elle le fait. Il est nécessaire de déterminer si elle étaye ou démolit ce que le Parti construit chaque jour et chaque heure. En effet, nous menons une lutte quotidienne et opiniâtre pour éliminer les vestiges petits-bourgeois de la conscience des hommes, nous combattons chaque jour l'influence de la religion et des superstitions ; mais nous mettons, par ailleurs, entre les mains du peuple des livres de renommée universelle qui présentent ces

mêmes idées sous des teintes attrayantes. Nous détruisons alors nous-mêmes, la nuit, ce que nous avons bâti le jour.

Ce sont les mêmes critères que je crois utile d'appliquer à la littérature telle qu'elle est enseignée dans les facultés. Il ne faut pas laisser le champ libre aux tendances de certains professeurs qui alourdissent les programmes en y introduisant, par exemple, les œuvres d'Aristophane. Sur ce point précis, j'ai lu une critique fort pertinente d'un étudiant dans le journal «Studenti». La philosophie de notre Parti, la philosophie matérialiste, doit jouer un rôle décisif aussi bien dans l'élaboration et la rédaction de tous les programmes et de tous les manuels de l'Université que dans les formes et les méthodes d'enseignement.

Je tiens à souligner encore que l'étude de la philosophie marxiste exige une grande vigilance de notre part. Je le répète: sans la connaître, sans la maîtriser, nous ne pouvons élaborer aucun programme. A mon avis, l'enseignement du marxisme-léninisme se fait actuellement de façon trop figée et selon de vieilles méthodes empruntées à l'école soviétique. Il néglige les réalités concrètes au profit de types généraux. Il est simplificateur. Il souffre de n'être pas renouvelé, vivifié par l'apport de la pratique combattante de notre Parti engagé dans la construction du socialisme en Albanie. J'estime également que l'étude de la philosophie matérialiste n'est pas conduite selon une bonne méthode proportionnellement à son importance. Elle est exposée sans aucun lien avec les autres matières : la composition des programmes et la manière dont les cours sont données dans les diverses branches des Facultés laissent beaucoup à désirer.

Il faut que s'instaure une conception du monde véritablement matérialiste dans notre intelligentsia en général, et chez les étudiants et les professeurs en particulier. La réflexion sur notre théorie doit suivre certaines méthodes qui contribuent toutes à atteindre le même objectif : leur formation philosophique marxiste-léniniste.

Tout d'abord il est nécessaire d'étudier le matérialisme dialectique et historique en le plaçant parmi les disciplines les plus importantes. Cette tâche doit être menée à bien avec sérieux sous une forme qui demeurera compréhensible. Il s'agit, en d'autres termes, d'assimiler toute la synthèse philosophique matérialiste formulée par nos grands classiques, illustrée par la lutte et la pratique de notre Parti et du mouvement communiste international. Il faudra donc conserver tout en améliorant la méthode actuellement employée pour enseigner la philosophie marxiste. En même temps, il sera nécessaire de démasquer et de dénoncer comme révisionniste la tentative actuelle des Soviétiques pour supprimer le marxisme-léninisme comme science directrice, et le réduire au cadre de la «logique». Voilà quelle doit être la base solide de nos études philosophiques, la théorie qui nous oriente et nous dirige.

Ce premier moyen doit être renforcé par un second. Il s'agit d'appliquer la théorie à la pratique, de l'utiliser comme boussole, comme guide, bref, de s'appuyer sur elle pour revoir, remanier et développer les manuels, les cours et les méthodes d'enseignement, la conduite des expériences et des travaux pratiques dans leur ensemble. Il faut que notre théorie éclaire et explique chacune des étapes parcourues par le savoir. Ainsi, l'étudiant et le professeur, l'instituteur et l'élève verront réellement pourquoi, dans la pratique et la théorie, le matérialisme dialectique et historique est un guide nécessaire pour qui veut comprendre l'histoire des sciences et orienter cette étude vers une voie progressiste.

Il existe un troisième moyen, tout aussi important, de mettre en œuvre une formation marxiste-léniniste. C'est de faire participer activement les élèves, étudiants et professeurs, à la discussion des problèmes politiques et économiques du pays, au cours même de leur formation dans les écoles et les universités. Ils passeront ainsi de l'étude livresque, de la pratique de laboratoire à la vie révolutionnaire active où les principes fondamentaux de notre philosophie matérialiste marxiste-léniniste s'appliquent de manière créatrice à des situations très diverses et avec des résultats concrets, visibles et palpables.

La pénétration organique de l'idéologie et de la politique de notre Parti dans l'éducation doit se réaliser en même temps qu'est mis en œuvre un autre principe marxiste-léniniste : lier l'étude au travail, instituer une école pluridisciplinaire. Nous avons fait, dès 1960, quelques pas dans ce sens. Le plénum du Comité central discutait déjà de la réorganisation de l'école sur la base de ce principe. Ces dernières années, dans l'atmosphère révolutionnaire qui domine toute la vie du pays, les méthodes, les initiatives et les expériences nouvelles se sont multipliées. Et nous continuerons d'amplifier et d'approfondir ce travail.

Il est nécessaire de s'assurer que convergent ces trois voies principales de la formation marxiste-léniniste:

La première nous fait un devoir d'améliorer nos méthodes dans l'étude de l'immense trésor que nous ont laissé nos grands classiques. Dans la seconde voie — celle de la rénovation des manuels et des formes d'enseignement — nous avons beaucoup à faire. Nous devons nous attaquer à ce problème avec une vigilance révolutionnaire. Enfin, nous avons déjà commencé à introduire discussions politiques et travail productif à l'école, mais nous devons étendre cette innovation, la compléter et en améliorer les résultats.

Je dirai aussi quelques mots de la méthode et du style de travail des instituteurs et des professeurs.

Notre école socialiste requiert des instituteurs et professeurs une méthode et un style de travail nouveaux et révolutionnaires. Pour s'orienter dans cette voie, les enseignants eux-mêmes doivent être révolutionnaires et être formés selon cette voie pour pouvoir former à leur tour les élèves et les étudiants. Les programmes et les manuels élaborés selon des méthodes adéquates dans un esprit nouveau contribueront, sans aucun doute, à cette évolution des enseignants. Mais ce ne sera pas suffisant: si ces derniers s'enferment dans leur tour d'ivoire, leur monde scolaire, ils ne sentiront pas qu'ils doivent prendre une part active à l'impétueux essor révolutionnaire de notre société socialiste. S'ils ne se forment pas en participant à ces luttes par leur vie, par leur action, tous les textes et tous les programmes du monde n'en feront pas des travailleurs de choc, des novateurs, des révolutionnaires dans leur méthode et leur style de travail. Ils s'enfonceront dans la routine, le formalisme, la réduction du particulier au général. Leurs méthodes et leur style d'enseignement resteront sans vie. Ils se convertiront en style et en méthodes de l'école bourgeoise. Cette dernière ne manque pas de recettes «didactiques» ou tirées d'une «pédagogie expérimentée». Mais il s'agit, en fait, de techniques incompatibles avec la dialectique et la révolution, il s'agit de démarches réactionnaires conservatrices. La méthode et le style d'un cours constituent des éléments fondamentaux de la pédagogie. Aussi les enseignants doivent-ils s'appliquer à accroître et à perfectionner leurs aptitudes dans ce domaine. Nous obtiendrons difficilement de bons résultats si nous nous bornons à donner des recettes. Les professeurs et les instituteurs comme les autres spécialistes auraient tort de croire que la méthode et le style de leur travail ont atteint la perfection et peuvent servir de modèle pour tous. Une expérience positive acquise dans ce domaine doit être diffusée; mais ce sera essentiellement le travail accompli et la lutte menée dans ce secteur par les enseignants eux-mêmes qui amélioreront leur méthode et leur style de travail. Le progrès n'a pas de limites. Aussi, à mon sens, cette importante question ne doit-elle pas être posée de manière statique ou simpliste ; encore faut-il traiter ce problème dans la perspective d'un progrès ininterrompu, sans dilettantisme, et s'engager dans une étude, sérieuse des programmes et des textes scolaires. Il faut suivre, en cette matière, la voie de l'ouvrier novateur qui a dans son travail un comportement révolutionnaire. Il sort de son tour la pièce qu'on lui demande parfaitement usinée et pratique, et non pas une pièce dont personne n'a besoin, oeuvre de son imagination malade. La bonne méthode et le bon style de travail doivent servir les fins qu'on s'est fixées.

Tout sera pour le mieux quand les enseignants maîtriseront parfaitement leurs disciplines. Autrement, il ne peut exister ni bonne méthode, ni bon style de travail ; et cela, ni pour l'ouvrier, ni pour l'enseignant. Une fois sûr de ses connaissances, le professeur ou l'instituteur est en mesure de discerner le niveau culturel des élèves, leurs aptitudes et leur psychologie. Ces indications, et d'autres encore, lui permettront de bien intégrer son savoir dans son cours, d'apporter de constantes modifications à son

style de travail, de l'adapter à la situation et d'atteindre ainsi dans l'application de sa méthode un stade qu'il jugera satisfaisant.

Une telle méthode pédagogique contraindra les enseignants à se montrer révolutionnaires et novateurs en faisant varier leur manière d'exposer leur matière, la forme de leurs interventions, en refusant tout cliché, tout dogmatisme, tout formalisme, etc. C'est seulement ainsi, à mes yeux, qu'ils cesseront de redouter les questions des élèves ou des étudiants et que ces derniers ne craindront plus celles de leurs professeurs. De la sorte, se créent en classe une vie active et une communauté saine, simple, chaude, harmonieuse, révolutionnaire, grâce à l'interpénétration des sentiments, de la pensée des élèves, et des sentiments, de la pensée et du savoir des enseignants.

Le verbalisme et l'«académisme» de l'enseignant ne sont rien d'autre qu'une manie, une preuve de faiblesse; ils semblent être là pour cacher l'insuffisance de ses connaissances ; il a tendance à dissimuler ses lacunes aux élèves. Un tel enseignant a souvent recours à ces méthodes pour cacher le vide dans son «savoir», pour le recouvrir de grandes phrases sans contenu. Ainsi se crée une situation fautive entre l'éducateur et les élèves, et la formation de ces derniers s'en trouve compromise. Les élèves s'ennuient et cherchent donc à s'évader. Ils ne suivent plus le cours, bavardent, chahutent ou gribouillent sur leurs cahiers. Ces attitudes des élèves ont toutes pour cause une situation réelle: la méthode de travail insatisfaisante et la préparation insuffisante des cours. Mais l'enseignant impute le désordre au côté subjectif des élèves, à leur manque de discipline, d'éducation, etc. Afin de redresser cette situation anormale à ses yeux, l'enseignant, incapable de procéder à une analyse autocritique de son propre travail et convaincu d'être supérieur sur tous les plans, emploie des mesures «pédagogiques» de contrainte. Celles-ci ne correspondent pas à la situation réelle, elles mettent bien en évidence tout ce que représente un tel maître d'école : l'autoritarisme, la discipline de pure forme, le pouvoir de la note, les antipathies morbides, les rancunes — autant de comportements incompatibles avec une pédagogie authentique. Le Parti doit tenir compte de ces données et de bien d'autres encore dans la formation politique, idéologique et méthodologique des instituteurs et professeurs à qui incombe une grande tâche.

Nous soutiendrons de toutes nos forces la plus parfaite application de la ligne de masse dans le développement de l'instruction et dans le travail à l'école. Nous stimulerons de toute notre énergie les initiatives prises dans ce cadre par les écoles et les instituteurs de base qui appliquent de façon créatrice les programmes, pratiquent l'utilisation créatrice et critique des textes scolaires, et développent les expériences. Nous ferons en sorte que toutes ces initiatives aient constamment pour fondement la politique de l'enseignement définie par notre Parti sur la base du principe du centralisme démocratique. La vie est une grande école et l'école elle-même n'est rien d'autre qu'une partie constitutive de la vie. Aussi l'enseignement doit-il être partie intégrante de la pratique sociale, c'est-à-dire des actions, du travail et de la pensée de l'homme. Il doit être mis en œuvre dans la vie pour être utile à l'homme et à la collectivité dans son ensemble. La société socialiste que construit le Parti et la société communiste future qu'il prépare ont en tout temps et à chaque étape leurs lois et leurs normes de développement, de transformation révolutionnaire. Nous devons les connaître, les apprendre, les faire nôtres, et les appliquer de façon consciente.

En toute chose, il faut une préparation. Elle est nécessaire aussi bien avant l'action et au cours de son déroulement qu'après elle. On édifie le présent et l'on songe en même temps à préparer l'avenir ; tout ce développement n'est pas paisible, naturel, spontané, mais révolutionnaire. La lutte des contraires engendre le progrès. Le développement dialectique des contraires opère les transformations qualitatives qui conduisent notre société d'une étape donnée à une étape supérieure. Dans cette grande révolution, le rôle décisif revient aux masses guidées par le parti communiste du prolétariat et par son idéologie marxiste-léniniste. Par conséquent le Parti, armé de son idéologie, doit aider les larges masses populaires à prendre conscience de ce rôle, les former dans tous les domaines et développer leur aptitude à connaître, à faire leurs, à appliquer, comme il convient, les lois de la nature, à lui arracher les biens matériels utiles aux hommes et à la société. Ainsi, l'enseignement s'insère-t-il comme un élément important dans la trame des autres activités humaines.

Le grand objectif du Parti qui construit le socialisme est de former et de forger l'homme nouveau, communiste, de lui faire acquérir de justes conceptions politiques et théoriques marxistes-léninistes, de lui apporter la morale et les goûts marxistes-léninistes. Son but est de lui transmettre l'esprit révolutionnaire de choc, audacieux, créateur et réalisateur du marxisme-léninisme. C'est là la lutte révolutionnaire pour la formation et la transformation de l'être humain, la bataille pour l'éducation et la rééducation, la mêlée des contraires dans la lutte de classe, de l'avenir contre le passé.

Dans ce combat, notre homme nouveau, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, là où il travaille, crée et pense, en tout lieu et en tout temps, où qu'il aille de corps et d'esprit, sera armé de la ligne du Parti et de sa philosophie. Il doit comprendre la théorie, la politique et la pratique de cette ligne. Il lui faut dégager les conclusions philosophiques et pratiques des réalisations antérieures. Il ira de l'avant avec des forces décuplées, toujours conscient que les réalisations sont les siennes propres, celles des masses populaires guidées par leur Parti et par la philosophie matérialiste.

La perte d'une juste orientation, du sens commun, comme on dit, dans tous ces domaines conduit à l'échec. Aucun secteur de l'activité sociale ne doit être sous-estimé et développé de façon séparée comme s'il était indépendant des autres éléments de ce tout. Sans aucun doute, des inégalités de développement se manifesteront entre secteurs. Certains avanceront plus vite, et d'autres demeureront relativement à la traîne. Mais ce sont là des défauts de croissance, de développement. En revanche, nous ne pouvons tolérer de telles erreurs quand elles ont pour origine des pratiques politiques et idéologiques.

L'une des grandes raisons de la catastrophe qui frappa le parti bolchevik de Lénine-Staline, après la mort de Staline, tient à ce déséquilibre entre la juste compréhension et l'application de la ligne dans des domaines différents, à cette sclérose des principes théoriques et organisationnels du parti, à l'absence d'une lutte de classe menée d'une manière radicale, continue et consciente contre la bureaucratie et à d'autres manifestations analysées dans des publications antérieures de notre Parti.

Il n'est pas nécessaire d'y revenir ici. Qu'il suffise de rappeler que le révisionnisme moderne khrouchtchévien a usurpé le pouvoir, arraché au parti tout caractère ouvrier, liquidé son idéologie marxiste pour lui substituer l'idéologie idéaliste. Il transforme aujourd'hui l'Etat de la dictature du prolétariat en un Etat bourgeois à économie capitaliste.

Les révisionnistes modernes ont sapé l'enseignement soviétique. Ils le convertissent en une école bourgeoise pour créer une nouvelle génération anti-communiste, pour en faire le support du nouveau régime capitaliste qu'ils ont restauré dans leur pays.

N'oublions donc pas un instant les dangers d'une telle situation, gardons notre esprit lucide avec une vigilance inflexible, face aux ennemis du peuple, du Parti et du socialisme. Voyons clairement quel est le rôle des masses et l'importance colossale de la jeune génération qui fortifie le présent et assure l'avenir.

N'oublions jamais que dans cette grande lutte que mène victorieusement notre Parti, le combat pour la construction de la nouvelle école socialiste est une de nos tâches majeures, une de ces tâches difficiles, que notre Parti, nous en sommes pleinement convaincus, saura, comme toujours, mener à bien dans ce domaine, comme dans les autres.

Rapports et discours, 1967-1968

LE CARNAVAL DE BUDAPEST

Article publié dans le «Zëri i popullit»

15 mars 1968

En février, dans certains pays on fête le carnaval. Des gens masqués y empruntent les déguisements les plus divers. Ces manifestations assurent de gros gains à leurs organisateurs. Mais l'histoire connaît carnivals et carnavaux.

Voltaire, l'éminent penseur et écrivain français du XVIII^e siècle, évoque dans un écrit le carnaval de Venise. Il y attribue le rôle de bouffons à des rois détrônés et raille leurs rêves et leurs ambitions ridicules. C'est une œuvre connue dans l'histoire de la littérature mondiale.

Le monde connaît maintenant un nouveau carnaval, celui de Budapest. En février dernier, précisément dans la semaine du carnaval, se sont réunis dans la capitale hongroise les révisionnistes modernes, eux aussi masqués en l'occurrence.

Les révisionnistes khrouchtchéviens se sont donnés beaucoup de mal pour préparer la réunion révisionniste de Budapest. Bien avant son ouverture, étaient apparus les premiers signes que cette réunion ne servirait pas l'hégémonie soviétique tant souhaitée par les dirigeants révisionnistes de Moscou. Contraints par leurs partenaires, les Soviétiques ont fait, à contrecœur, à la veille de la rencontre, certaines concessions opportunistes libérales et ils ont publiquement déclaré par la bouche de Brejnev à Léninegrad, que Moscou n'est plus le «centre dirigeant du communisme mondial», que l'unité recherchée par les dirigeants soviétiques reposerait prétendument sur l'idée de l'«internationalisme prolétarien», sur la «lutte contre l'impérialisme américain» et sur les intérêts généraux de l'«édification socialiste».

Naturellement, les révisionnistes ont astucieusement déguisé tout cela aux yeux du monde en se présentant comme les vrais représentants du marxisme-léninisme, qu'ils appliqueront selon l'interprétation et les conditions «spécifiques» de chacun de leurs partis révisionnistes. C'étaient là, du reste, les «conditions» que posèrent aux révisionnistes soviétiques, pour leur participation à la réunion, un groupe de révisionnistes, qui se disent autonomes et se prétendent les plus «révolutionnaires» parmi les révisionnistes. Du reste, ce groupe, en faisant connaître sa décision de participer à la réunion, a énoncé ses thèses : aucun parti ne doit s'immiscer dans les affaires intérieures des autres partis, aucun parti n'a le droit de critiquer les actions des autres partis, qui ont, eux, «pleinement le droit» d'interpréter et d'appliquer le marxisme-léninisme à leur guise.

Ces idées non seulement vont plus loin que l'idée révisionniste du polycentrisme de Togliatti, mais elles suggèrent aussi que chaque parti devienne un centre distinct. En d'autres termes, cela revient à permettre non pas une ou deux versions de notre théorie révolutionnaire, mais des dizaines, sinon des centaines. Il en ressort clairement que de telles idées tendent à attaquer le marxisme-léninisme de toutes parts, à semer une grande confusion idéologique, à désorienter la lutte politique, idéologique, militaire et organisationnelle des peuples, afin de discréditer le système socialiste et le communisme.

Par conséquent, avant même la réunion, en principe et dans la pratique, sa posait dans les coulisses cette question essentielle : ou bien engager la lutte contre le marxisme-léninisme en utilisant les méthodes classiques et sous l'hégémonie des révisionnistes soviétiques, ou bien rejeter ces méthodes et l'hégémonie soviétique et adopter des méthodes «plus neuves, plus pressantes, plus sûres» pour battre et désintégrer entièrement le mouvement communiste. Ce dernier point de vue était prôné avec force par Tito, Longo et par les «autonomes». Cela, semble-t-il, parut aussi assez attrayant même à de nouveaux groupes libéraux de révisionnistes qui avaient à peine accédé au pouvoir. Les partisans de

l'une ou de l'autre thèse avaient leurs adeptes, qui se sont livrés à leurs marchandages, dans la coulisse comme sur la scène de Budapest, du 26 février au 5 mars, au cours de la semaine du carnaval.

Les révisionnistes soviétiques ont échoué dans leur dessein fondamental, à savoir que la réunion de Budapest s'occupe du problème principal, qui les inquiète le plus : la mobilisation totale et disciplinée de tous les partis révisionnistes dans la lutte contre le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis marxistes-léninistes. Seule la solution de ce problème pouvait alléger les Soviétiques du lourd fardeau qui pèse sur eux et qui constitue le principal motif de la division toujours plus profonde du front révisionniste.

Selon les dirigeants révisionnistes soviétiques, la lutte contre tous les partis marxistes-léninistes ne peut prétendre au succès sans l'unité de tous les révisionnistes et sans l'hégémonie des dirigeants soviétiques dans la direction de cette lutte. C'est ce qu'a cherché à obtenir Khrouchtchev à travers la conférence des partis communistes proposée par lui dès 1964 et qui a échoué, c'est ce qu'ont cherché à obtenir ses successeurs aux réunions des révisionnistes à Moscou en mars 1965 et à Karlovy-Vary. Ils ont perdu sur les deux tableaux et les choses sont allées pour eux de mal en pis. Aussi, pour sortir de cette impasse, la clique révisionniste de Moscou a-t-elle joué à Budapest tous ses atouts en vue d'imposer aux autres la convocation à Moscou, le plus tôt possible, d'une conférence des partis révisionnistes, où elle espérait prendre les «décisions» qui lui tiennent tellement à cœur, à savoir la coordination de la lutte des révisionnistes modernes, sous la direction des Soviétiques, contre le marxisme-léninisme.

La réunion de Budapest, qui, selon les vœux de ses organisateurs, devait être la réunion de l'unité révisionniste, est devenue en fait la réunion de leur scission, de leurs querelles et de leur dégénérescence encore plus marquées. Les débats de Budapest ont fait ressortir publiquement que tous n'entrevoient pas la prochaine conférence de Moscou comme le désirent les révisionnistes soviétiques, et que les différents opposants, bien qu'ils aient donné leur consentement, n'ont pas renoncé à leur intention de défendre leurs intérêts étroits, de combattre les dirigeants soviétiques et d'imposer leurs vues. La période des préparatifs qui s'étendra jusqu'à la fin de l'année en cours fera apparaître des divisions encore plus profondes et plus sensationnelles. Les révisionnistes soviétiques se heurteront aux oppositions les plus diverses d'autres révisionnistes qui ne veulent pas de cette conférence et ne font rien pour la hâter. Pour les Soviétiques, la participation des prétendus grands partis révisionnistes est plus qu'indispensable, bien qu'en paroles ils affirment avoir l'intention de tenir cette conférence même en cas de défections éventuelles. Mais on comprend bien qu'aller à cette conférence avec le «parti» de la Guadeloupe, avec Larbi Bouhali [*Secrétaire du Parti communiste d'Algérie, valet docile de Khrouchtchev. Alors que le peuple algérien versait son sang pour la liberté de sa patrie, Bouhali, qui vivait en Union soviétique, passait son temps à se divertir.*], Koliyanis [*A l'époque, Premier secrétaire du Comité central du PC de Grèce.*] ou quelque autre client permanent des hôtels de Moscou, serait pour eux une catastrophe irréparable.

Certains révisionnistes, dont les intérêts sont opposés à ceux des révisionnistes soviétiques, poursuivent d'autres objectifs. Ils entendent intensifier la lutte contre les partis marxistes-léninistes suivant leurs propres formes et méthodes d'action et sans la tutelle soviétique, renforcer les liens et les relations avec les États bourgeois capitalistes, conclure des accords avec les sociaux-démocrates et les autres partis bourgeois, participer directement au gouvernement du pays dans la voie de l'exploitation capitaliste, etc. Aussi ne veulent-ils pas d'une conférence du genre de celle que préconisent les dirigeants révisionnistes soviétiques, mais une réunion aux buts non définis, qui permettrait de procéder à «un échange de vues», de mieux comprendre ce que chacun pense sur tel ou tel problème, en faisant à tout cela une publicité au grand jour, soi-disant sous les formes «les plus démocratiques».

Ces formes de débats «démocratiques» et «ouverts» traduisent en réalité, pour ces révisionnistes, leurs plans concrets de travail quotidien pour atteindre les objectifs précités. En ces questions aussi, ils tiennent à affirmer officiellement que l'institution d'une démocratie bourgeoise, d'une «presse libre et bien informée», bourgeoise, constitue le but de leurs efforts, que c'est là, si l'on peut dire, l'ornement

de la «voie particulière», «démocratique» parlementaire, qui leur permettra de se lier d'amitié avec la bourgeoisie capitaliste et d'accéder au pouvoir.

D'autre part, l'«indépendance» de ces partis n'est nullement du goût des révisionnistes soviétiques. Laissant de côté les déclarations hypocrites imposées par les circonstances, ils feront tout leur possible et auront recours à toutes les pressions et à tous les chantages pour museler les dissidents. Les chantages et les pressions économiques, la fomentation de troubles dans les partis et les pays récalcitrants, l'excitation des revendications territoriales dans les pays qui en avancent, etc., sont les armes habituelles des révisionnistes soviétiques pour intimider les autres et leur imposer leurs vues.

Bien sûr, ces armes ne sont pas toujours sans effet, mais les résultats ne peuvent pas être partout et en tout temps en faveur des révisionnistes soviétiques. La tendance générale que l'on remarque est à leur désavantage, le nombre des dissidents et des adversaires de l'hégémonie soviétique dans le camp révisionniste ne cesse de grandir. Mais en dépit des échecs, les révisionnistes soviétiques ne manqueront pas d'user de leurs armes préférées chaque fois que cela sera possible. En cela ils sont favorisés tout à la fois par leur potentiel économique, par les liens et les chaînes qu'ils ont forgés pour lier à eux leurs satellites, par leur potentiel militaire qui effraye les peureux et par le réseau d'espionnage qu'ils ont mis en place dans les partis révisionnistes et dans les pays où ceux-ci sont au pouvoir.

Les révisionnistes soviétiques se comportent avec leurs satellites et leurs clients tout comme l'impérialisme américain le fait avec les siens qu'il a enchaînés à lui. Si les Etats-Unis aux Nations-Unies mettent en mouvement le mécanisme du vote, les révisionnistes soviétiques en font autant dans leur propre «O.N.U.», qu'ils baptisent «mouvement communiste international». Mais tout comme les cliques capitalistes se détachent du diktat américain, tout comme ceux qui, de temps à autre, regimbent contre l'impérialisme américain, les cliques révisionnistes se détachent, elles aussi, des révisionnistes soviétiques. Il en est qui, dans l'impossibilité de s'échapper, leur tirent dans les jambes, dans les jarrets, d'autres enfin qui leur sont entièrement et éternellement soumis.

Voilà le panier de crabes qu'a été la réunion carnavalesque de Budapest. Les révisionnistes soviétiques ont cherché à mettre de l'ordre justement là où il ne peut jamais y en avoir.

A présent, au terme de la campagne préparatoire et de la réunion de Budapest, alors que les tendances centrifuges, nationalistes et dissidentes se sont cristallisées encore davantage dans les divers groupements révisionnistes, les dangers pour les Soviétiques sont encore plus nombreux et plus étendus.

Le principal danger, celui qui les préoccupe le plus et qui leur a ouvert une plaie nouvelle et grave, vient de la part des cliques révisionnistes qui sont au pouvoir. Il convient de dire qu'à présent aucune d'elles n'accepte ni ne supportera longtemps le joug des révisionnistes soviétiques. D'une façon ou d'une autre, chacune cherche à s'en affranchir au plus vite, mais en sauvant, autant que faire se peut, les apparences de l'«amitié» et de l'«alliance», et en cherchant en même temps à tirer le maximum d'avantages économiques et politiques de la conjoncture créée. En effet les révisionnistes soviétiques, en butte à des attaques de toutes parts et acculés à des positions précaires, se voient contraints à faire concession sur concession pour calmer «les enfants désobéissants».

Mais, étant donné que la tendance centrifuge accuse une montée en flèche, les cliques révisionnistes au pouvoir ne présentent pas un front unique et uni dans leur opposition à l'hégémonie soviétique et dans leurs prétentions à l'«indépendance» à son égard. Pour le moment, l'aile la plus agressive, l'élément le plus dissident qui corrode ouvertement l'hégémonie soviétique dans le chenil révisionniste est représenté par la clique Tito et par ses amis les plus proches. Ceux-ci, forts également du soutien et de l'encouragement manifestes de l'impérialisme américain et de la grande bourgeoisie occidentale, qui ont intérêt à affaiblir encore les positions soviétiques en Europe de l'Est et à renouer les anciennes alliances avec ces pays, défient ouvertement la direction soviétique et s'opposent à elle en tant que

nouveaux prétendants à l'hégémonie, sinon générale, pour le moins politique et idéologique, sur les partis révisionnistes de cette zone.

De nouveaux adeptes de l'exemple de Tito ont commencé, eux aussi, à s'engager dans cette voie, mais ils préfèrent pour le moment ne pas attiser les différends avec les révisionnistes soviétiques, car cela leur ouvrirait un nouveau front, en un temps où ils n'ont pas encore renforcé leurs positions intérieures.

Le clan de Gomulka est antisoviétique à l'extrême, mais pour des intérêts immédiats conjoncturels qui tiennent en particulier à sa politique envers l'Allemagne, il reste aux côtés des révisionnistes soviétiques, en cherchant à conserver l'autorité d'un partenaire «à part entière». De même les Allemands ont forcément aussi de grands différends avec les révisionnistes soviétiques et les autres, mais la question de la République démocratique allemande, dans le cadre de l'Europe, est à la merci des révisionnistes soviétiques et de leurs satellites. C'est dans de telles eaux que naviguent aussi plus ou moins les autres cliques révisionnistes de l'Europe de l'Est.

Le second danger, moins grave que le premier, pour les révisionnistes soviétiques, est représenté par les grands partis révisionnistes légaux des pays capitalistes. La clique Brejnev-Kossyguine fait tous ses efforts et recourt à tous les moyens pour les lier à elle et s'assurer leur soutien. Or, même ces partis, n'ont pas tous les mêmes idées sur la question de savoir jusqu'où il faut suivre les révisionnistes soviétiques, où il faut se séparer d'eux et où il faut s'opposer à eux. Le Parti communiste français de Waldeck Rochet, pour des raisons que l'on connaît, est plus proche des révisionnistes soviétiques et il ne manque pas de se montrer plus empressé que les autres à les servir. Entre-temps, le parti révisionniste italien qui, par rapport aux Français, fait figure de parent pauvre auprès des Soviétiques, rechigne davantage, cherche à se montrer plus «indépendant», et adopte en quelque sorte une position propre, «particulière». C'est, si l'on peut dire, le parti titiste dans les pays capitalistes.

Les autres partis révisionnistes légaux qui, dans les pays capitalistes, vivent de l'aumône de Moscou, forment une grande partie de l'«O.N.U.» révisionniste.

Pour ce qui est des autres partis révisionnistes clandestins dans les pays capitalistes, ils ne causent pas aux révisionnistes soviétiques le moindre embarras. Les chefs de file de ces partis sont tout simplement une officine des révisionnistes soviétiques, ils sont entièrement à leur service et représentent un complément de voix dociles à l'«assemblée» soviétique. L'objectif suprême de ces partis révisionnistes, c'est de rentrer dans la légalité, de faire amende honorable devant les capitalistes de leurs pays pour que ceux-ci leur permettent d'agir sous les formes connues de la petite opposition légale bourgeoise.

Comme tous leurs compères révisionnistes, ces partis ont abandonné la voie révolutionnaire, la lutte de classes, la lutte armée et ont adopté la voie pacifique de la coexistence khrouchtchévienne. Ayant trahi le marxisme-léninisme et perdu toute liaison avec les masses, ils ont fondé tous leurs espoirs sur l'appui que peuvent leur apporter la politique révisionniste soviétique et son alliance avec l'impérialisme américain et le capitalisme mondial. Ils sont maintenant devenus des dévoyés du révisionnisme, une «bohème» révisionniste, prête à se vendre pour un denier. Les révisionnistes soviétiques désirent faire rentrer au plus tôt dans la légalité ce contingent d'agents avec lesquels ils agissent comme bon leur semble. C'était là le but de la directive des révisionnistes soviétiques et grecs prescrivant à tous les émigrés grecs, communistes ou non, de retourner ouvertement en Grèce en un temps où y dominaient Vénizelos et consorts. C'est cette politique qui a été et continue d'être suivie par le parti révisionniste d'Espagne. Les révisionnistes soviétiques ont réussi dans ce dessein en Syrie en y envoyant Bagdash. Cette politique de légalisation et de renonciation à la lutte contre l'impérialisme et l'oligarchie dominante, a été également suggérée à tous les partis révisionnistes d'Amérique latine.

Dans cette situation trouble et instable au sein de la meute révisionniste, le courant titiste, qui cherche à gagner du temps pour consommer entièrement la scission, s'oppose ouvertement à l'intention des

Soviétiques de convoquer au plus vite une conférence pour faire appuyer leurs plans. Le clan des titistes, anciens et nouveaux, pense que le temps travaille pour lui, c'est pourquoi il a eu le courage de défier les révisionnistes soviétiques sur les points les plus sensibles. Le clan soviétique n'a pas de temps à perdre, il cherche à sauver le bateau en perdition, à obtenir quelque résultat avant qu'il ne soit trop tard. Il pense, et la pratique le lui a prouvé, que les réunions bilatérales entre partis révisionnistes se réduisent à des tractations provisoires, à des marchandages, à des intrigues mesquines. Pour la consommation aussi bien intérieure qu'extérieure, il leur faut de temps à autre, et le plus est le mieux, organiser quelque large conférence des partis révisionnistes pour voir où ils en sont et procéder aux rapiécages. C'est pourquoi, les révisionnistes soviétiques, malgré l'opposition obstinée du courant titiste, ont décidé à Budapest que la prochaine conférence des partis révisionnistes se tiendra à la fin de cette année à Moscou où, sous le couvert de l'unité de la lutte contre l'impérialisme, on discutera du véritable problème qui les préoccupe : celui de la lutte coordonnée contre le marxisme-léninisme et tous les partis qui lui sont fidèles.

Cet objectif de la prochaine conférence a été exprimé de la façon la plus explicite par Souslov non seulement dans les coulisses mais encore dans le discours officiel qu'il a prononcé à Budapest. L'ordre du jour et les buts de la conférence tant souhaitée par les dirigeants soviétiques ont été encore plus clairement énoncés par le représentant polonais Kliszko. La bande des «dévoyés» révisionnistes, qui formait la majorité des voix à l'«O.N.U.» de Budapest, a applaudi bruyamment à la conférence proposée par les Soviétiques, parce que c'est seulement dans une réunion de ce genre qu'ils peuvent prononcer quelque discours et faire entendre leur voix. Il faut bien qu'ils aboient quelquefois en retour des os qu'on leur jette.

Ainsi, les obstacles soulevés par les néo-titistes sur la voie de la prochaine conférence n'ont pas été en mesure de vaincre l'insistance et la pression des dirigeants révisionnistes soviétiques. La condition qu'ils posaient pour appuyer la conférence de Moscou était une simple manœuvre tactique, elle ne pouvait donc pas être très efficace. Lorsqu'ils disaient que tous les partis devaient être invités à la prochaine conférence, tout le monde savait qu'ils n'entendaient ni le Parti communiste chinois, ni le Parti du Travail d'Albanie, ni les nouveaux partis marxistes-léninistes, mais le parti titiste yougoslave qui, comme première condition pour «daigner» siéger à une assemblée générale révisionniste, a notamment demandé que soit rejeté tout ce qui a été dit sur son compte dans les documents des Conférences de Moscou de 1957 et 1960. Tito demande à présent non seulement que les Soviétiques fassent une autocritique publique, comme l'a fait Khrouchtchev lorsqu'il s'est rendu à Belgrade en 1955, mais que tous se prosternent devant lui. En ce qui les concerne, les révisionnistes soviétiques ont déjà accepté cela dans la pratique et en principe, mais vu la complexité des conjonctures qu'ils ont eux-mêmes créées, ils ne semblent pas prêts, pour le moment, à accepter que cela soit rayé officiellement et à grand bruit des documents précités et de la conférence projetée.

Les révisionnistes italiens, nullement enthousiasmés par la prochaine conférence, se sont efforcés, eux aussi, encore que d'une autre manière, de dresser leurs propres barricades. Ils voudraient que la prochaine conférence soit un bazar où seraient invités, avec tout leur fourbi, tous les genres de partis, quitte à brandir une pancarte portant qu'ils sont «démocrates», «progressistes», etc. Ils voudraient que cette conférence soit le témoignage de leur premier pas sincère pour s'intégrer au capitalisme et servir fidèlement les capitalistes de leur pays. Les Français soutiennent cette «découverte géniale», mais à condition qu'une telle conférence soit tenue après celle qu'ont proposée les révisionnistes soviétiques.

Tout cela indique que le courant titiste était disposé non seulement à créer des embarras aux révisionnistes soviétiques à Budapest, mais même à lutter pour que la prochaine conférence demandée par les Soviétiques, ne se tienne pas. Ce flanc révisionniste cherche ainsi à jouer sur les deux tableaux : d'une part, il fait pression sur les révisionnistes soviétiques et pratique un chantage à leur encontre, en les menaçant de créer un nouveau groupement révisionniste au sein du révisionnisme moderne et, d'autre part, il cherche à obtenir encore plus de crédits et d'aides de toutes sortes, des divers groupements capitalistes.

Les brèches ouvertes à Budapest seront pour les révisionnistes soviétiques la source de grands tracasseries futures. Mais, bien sûr, les révisionnistes soviétiques ne resteront pas les bras croisés. Dans les grandes lignes, l'idée révisionniste c'est que l'on doit s'efforcer de ramener les «brebis égarées» au troupeau, soit par la douceur soit par n'importe quelle pression dictée par les circonstances et qui servirait la préparation de la pseudo-conférence du communisme international à Moscou.

Le fait est que la prétendue «troisième position», qui s'est manifestée à Budapest et derrière laquelle on devine Tito, semble s'être partagé les rôles avec le patron de Belgrade afin d'agir dans deux directions différentes : vers les révisionnistes camouflés et vers les forces intermédiaires capitalistes.

Les titistes yougoslaves n'étaient pas présents à Budapest, mais, comme l'indiquait un commentateur yougoslave, «beaucoup de partis communistes qui seront représentés à Budapest ont des opinions identiques aux nôtres», de sorte que, malgré leur grande joie et la vaste publicité qu'ils réservent à de tels cas, les titistes yougoslaves n'ont pas fait cette fois beaucoup de tapage sur les nouvelles fissures qui se sont ouvertes à Budapest. Cette attitude n'est nullement fortuite. En fait, ils ne veulent ni disqualifier, ni compromettre leurs tenants. Compromis comme agents à la solde de l'impérialisme américain, ils ont laissé le champ libre aux néo-titistes pour rapprocher, rallier les prétendus «neutres», les «indépendants» et tous les révisionnistes camouflés au sein du «mouvement communiste international». Et maintenant il est hors de doute que les néo-titistes ont l'appui des soi-disant «neutres» lorsqu'ils appellent à «cesser la polémique», à ne pas tenir une réunion où seraient excitées les attaques contre la Chine et l'Albanie, à ne pas permettre que les dirigeants soviétiques établissent leur tutelle sous quelque forme que ce soit. C'est précisément l'étendard de ces «neutres» qu'ils brandissent lorsqu'ils s'opposent aux révisionnistes soviétiques en demandant qu'une conférence soit tenue, mais qu'elle ait pour but la création d'un «large front anti-impérialiste» auquel prendraient part les révisionnistes, les communistes, les socialistes, les démocrates, les pacifistes, etc.

Devenus la cible d'attaques lancées de toutes parts et soucieux d'éviter l'approfondissement des failles dans le front révisionniste, les révisionnistes soviétiques ont été obligés de donner leur assentiment à la convocation plus tardive d'une conférence ouverte de tous les partis de toutes nuances, mais à condition que cette conférence ne soit pas confondue avec la leur ni ne s'y substitue, comme le demandent les titistes, les Italiens et autres.

Ainsi à Budapest on a vu se cristalliser deux tendances générales : la première, qui voudrait que soit tenue d'abord la conférence proposée par les révisionnistes soviétiques, puis l'autre; et la seconde, qui préconise que la conférence proposée par les Soviétiques n'ait pas lieu, mais que soit tenue une autre réunion, sans polémique, sans questions idéologiques, de pure forme, contre l'impérialisme, et à laquelle tous pourraient assister, même le pape s'il le veut. La thèse des révisionnistes soviétiques a prédominé et, sur ce, la foire de Budapest a pris fin. Mais cela ne veut pas dire pour autant que le problème de la prochaine conférence, de son caractère, de son ordre du jour et de ses participants ait été définitivement résolu. D'ici à la conférence, si conférence il y aura, il est fort probable que l'on en arrive de nouveau à des concessions réciproques et à des compromis entre les groupes rivaux, que cette conférence ait une physionomie et une orientation tout à fait différentes de celles qu'escomptaient ceux qui l'ont projetée.

Maintenant, après la réunion de Budapest, certains de ses participants qui n'ont pas été complètement d'accord avec les révisionnistes soviétiques sur toutes les questions, bombent le torse, jouent aux «hercules forains», font des déclarations, écrivent des articles et prennent des décisions sans nombre pour convaincre l'opinion publique que leur façon d'agir et leur ligne sont soi-disant purement marxistes-léninistes. Selon eux, la polémique contre les ennemis de la classe et des partis doit cesser, les révisionnistes ne doivent être critiqués ni pour leur politique étrangère ni pour leur politique intérieure, il faudrait les laisser en paix pour qu'ils agissent comme ils l'entendent, et ce qu'ils font ne regarde qu'eux. Et toute cette théorie serait de «l'internationalisme prolétarien» en action. En réalité, il n'est rien de plus opportuniste, de plus antimarxiste et de plus anti-internationaliste que cette cessation de la polémique. Lénine et Staline, tout comme Marx et Engels, ne pouvaient pas vivre un moment

sans lutte, sans polémique, sans combattre avec la plus grande rigueur les déviationnistes et les traîtres à la cause du prolétariat et de la révolution. Toute leur vie n'est qu'une lutte sans relâche, une polémique des plus âpres et des plus conformes aux principes, contre tous les ennemis du communisme.

Tous les vrais communistes considèrent désormais comme un axiome que, sans lutte, sans polémique, il n'y a pas de révolution, il n'y a pas de parti marxiste-léniniste, il n'y a pas de socialisme, il n'y a pas de communisme. Mais voilà que certains messieurs qui se disent léninistes, et quels léninistes ! des léninistes des plus «purs», s'avancent et prétendent qu'il faudrait cesser toute polémique, toute critique.

La même thèse fut prônée jadis par Tito lorsqu'il fut mis au pilori par le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers pour sa trahison. Il s'éleva alors contre une prétendue «ingérence» dans les affaires de son parti. Il voulait dire par là : «Laissez-moi me poser tranquillement en communiste et trahir le communisme, laissez-moi devenir tranquillement une officine de l'impérialisme», et c'est ce qu'il a effectivement fait.

C'est la même voie que Khrouchtchev aussi chercha à suivre, mais sans succès. Son masque antimarxiste de la «cessation de la polémique» a été déchiré et ses successeurs ne tentent plus de s'en affubler. Pour faire taire ceux qui élèvent encore la voix, ils préfèrent de nouvelles tactiques et de nouveaux moyens, mais leur vieille tactique, que d'aucuns prétendent nouvelle, est maintenant sans effet. On ne peut s'asseoir sur deux chaises à la fois.

Il n'existe pas de communistes marxistes-léninistes qui cessent la lutte contre les révisionnistes modernes, pas plus qu'il n'existe de révisionnistes qui ne combattent pas les marxistes-léninistes. Ceux qui réclament maintenant la cessation de la polémique et prêchent la ligne pacifique ont une peur mortelle des autres révisionnistes et aspirent, par n'importe quelle trahison, à s'assurer l'aide et le soutien des capitalistes. Et ceux-ci viendront à leur aide, car cette «tactique», à savoir la «ligne intermédiaire» dans le mouvement ouvrier, sert bien leurs buts.

Les révisionnistes prétendent que l'objectif de leur conférence, c'est l'union du maximum de forces dans la lutte contre l'impérialisme, contre ses agressions, contre ses menaces, etc. Mais c'est là une mystification des plus éhontées, une basse démagogie et un bluff grossier.

De quelle lutte contre l'impérialisme peuvent parler les révisionnistes soviétiques, alors que toute leur politique se fonde sur l'alliance avec les Etats-Unis pour le partage des sphères d'influence entre les deux grandes puissances et l'établissement de leur domination sur le monde ? Combattraient-ils l'impérialisme en sabotant la lutte du peuple vietnamien et en soutenant ouvertement et indirectement les Américains pour asservir ce peuple ? Peuvent-ils défendre les peuples arabes de l'agression impérialiste en les abandonnant à un moment des plus critiques et en se livrant en sous-main à des transactions avec leurs pires ennemis ? Peuvent-ils soutenir la libération des peuples, comme ils le prétendent, en approuvant à l'O.N.U. l'intervention armée américaine pour écraser les insurgés dominicains, ou en accordant des crédits et en vendant des armes aux bourreaux indonésiens, assassins de centaines de milliers de communistes et patriotes honnêtes ?

L'attitude des révisionnistes à l'égard des intérêts supérieurs de la révolution et de la libération des peuples n'est qu'une longue suite de trahisons. Le monde assiste chaque jour à une foule d'actes attestant le rapprochement et la collusion des révisionnistes soviétiques avec l'impérialisme américain, mais il n'a vu aucun acte de leur part, fût-ce isolé, d'opposition à sa politique agressive. Il n'est pas besoin d'aller loin pour trouver des exemples.

Si, à Budapest, les révisionnistes soviétiques lançaient des appels démagogiques à l'union au nom de la lutte contre l'impérialisme, leurs représentants à Genève ont présenté avec leurs collègues américains à la conférence des 17 pays sur le traité de non-prolifération des armes nucléaires, une déclaration conjointe à propos des garanties que l'Union soviétique et les Etats-Unis assurent soi-disant aux pays

non atomiques pour qu'ils signent le traité. L'effort pour maintenir le monopole des armes nucléaires et pratiquer le chantage atomique sur les peuples, est une chose par trop évidente. Dans ces conditions, de quel anti-impérialisme peut-il s'agir ?

L'«anti-impérialisme» des révisionnistes n'a jamais eu un aspect concret, ce n'est qu'une phrase vide de sens, un masque pour camoufler la collaboration avec l'impérialisme. Ce n'est qu'une démagogie au moyen de laquelle ils veulent spéculer, duper les peuples, éteindre les flammes de la lutte contre l'impérialisme, qui s'étendent sur tous les continents.

A la rencontre de Budapest, les révisionnistes soviétiques ont réussi à arracher à leurs partenaires leur acceptation de se rendre à Moscou à la conférence prévue pour la fin de l'année courante. Les chefs de file du Kremlin font à présent un grand tapage et ils battent les tambours de leur propagande en présentant tout cela comme un grand succès.

Mais ce «succès» est une victoire à la Pyrrhus. Nombre de révisionnistes, pour une raison ou une autre, ne veulent pas de cette conférence, et s'ils s'y rendent, c'est parce qu'ils y sont contraints par notre lutte, par la constitution de nouveaux partis marxistes-léninistes, par le déchaînement de la révolution et de la lutte de libération nationale des peuples. A ces succès et à cette puissante marche du marxisme-léninisme ils se voient obligés de n'opposer qu'une barricade de carton, un écran de fumée.

Mais tous leurs efforts seront vains, de nouvelles et plus grandes défaites les attendent et des scissions encore plus profondes se produiront en leur sein. La prochaine conférence de Moscou sera jetée elle aussi dans la poubelle comme l'y furent les réunions de mars 1985, celle de Karlovy-Vary et la récente rencontre de Budapest.

La décision des révisionnistes de tenir une conférence générale est une chose, mais ce qui y sera soulevé, la manière dont cela sera soulevé, les décisions à prendre et les façons de les prendre et de les communiquer, sans parler de leur application, cela c'est une autre histoire, une histoire amère pour les révisionnistes modernes et avant tout pour les révisionnistes soviétiques.

C'est eux qui ont pris des décisions à Budapest, mais d'autres y étaient absents, et Tito le tout premier dont les révisionnistes soviétiques ont grandement besoin, car son absence leur ferait du tort, encore qu'il réclame de grandes concessions pour sa participation. Les Soviétiques, à leur corps défendant, sont prêts à lui en faire, mais ils hésitent à aller aussi loin que le voudrait Tito, car celui-ci n'a pas de limite dans ses exigences.

Le proche avenir confirmera une nouvelle fois ce qu'a affirmé notre Parti, à savoir que la scission, la dégénérescence et la faillite des révisionnistes modernes sont inéluctables. Entre eux il n'y a eu ni ne pourra jamais y avoir d'unité. L'ordre ne peut jamais être mis dans leur chenil.

L'histoire l'a déjà montré : qui lève la main contre le marxisme-léninisme, qui fait cause commune avec les ennemis de la classe ouvrière et avec la bourgeoisie contre la révolution et la libération des peuples, celui-là est voué à une défaite totale, à la fin honteuse de tous les traîtres. Les révisionnistes cherchent à faire tourner à rebours la roue de l'évolution historique de la société, mais cette roue les écrase impitoyablement sous son poids.

Contre le révisionnisme moderne, 1968-1970

LA CLASSE OUVRIERE DES PAYS REVISIONNISTES DOIT LIVRER BATAILLE POUR RETABLIR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Article publié dans le «Zëri i popullit»

24 mars 1968

Dans tous les pays où les révisionnistes sont au pouvoir, la dictature du prolétariat est détruite et remplacée par la dictature de la bourgeoisie. Le régime socialiste cède la place au régime bourgeois capitaliste et le parti du prolétariat, qui a dégénéré de l'intérieur, ne sert qu'à dissimuler cette trahison, à endormir la vigilance et à paralyser la révolte légitime de la classe ouvrière et des masses laborieuses. La vigilance et la violence nécessaires de la classe ouvrière contre les ennemis de classe font peur aux révisionnistes. Elles sont l'unique force qui peut les abattre, le seul remède possible à la situation catastrophique que connaissent le socialisme et le communisme dans les pays où dominent les révisionnistes. C'est pourquoi la seule et unique voie de salut dans ces pays consiste à raviver les flammes de la révolution prolétarienne. Compte tenu de la marche vertigineuse des événements, toute autre voie ne peut mener à rien de positif et de stable pour la dictature du prolétariat et pour le socialisme, elle conduirait à une solution de compromis toute provisoire et dangereuse pour l'avenir du socialisme.

Seule la classe ouvrière à la tête des masses, sous la direction de son véritable parti marxiste-léniniste, avec la violence de la révolution armée, peut et doit enterrer Sa trahison des révisionnistes.

Tous les Etats où les révisionnistes sont au pouvoir, sans aucune exception, se sont transformés en pays bourgeois capitalistes ou tendent de plus en plus à s'enfoncer dans ce borborygme. Et cela concerne ceux qui sont à l'avant-garde de la dégénérescence — Yougoslavie, Union soviétique, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, etc. — comme ceux qui dissimulent sous des masques divers leur ligne révisionniste, antimarxiste.

La question essentielle à l'ordre du jour pour les cliques de traîtres révisionnistes qui sont au pouvoir, consiste à trouver les formes les plus sûres pour en venir à restaurer le capitalisme, le renforcer, l'implanter durablement, sans éveiller les soupçons et la vigilance de la classe ouvrière et des couches laborieuses. Il s'agit, pour eux, d'éviter les secousses, les troubles, jusqu'au moment où ils seront capables, en fin de compte, d'écraser la révolution lorsqu'elle éclatera. Chacun des deux adversaires lutte pour gagner l'autre de vitesse.

Les révisionnistes sont aussi confrontés à un autre problème. Dans le processus de désintégration conduisant à la restauration du capitalisme, **la clique au pouvoir dans chaque pays multiplie ses efforts pour s'affranchir de la tutelle de la clique de l'Etat le plus fort, tout en se réservant la possibilité d'obtenir son aide, générale ou particulière, quand elle sentira ses positions s'affaiblir.** La recherche de ces deux objectifs contradictoires amène telle ou telle clique à dépendre plus ou moins de telle ou telle autre. Elle conduit la plus importante d'entre elles à canaliser les divers courants et à tenter de les mettre au service de ses intérêts de grande puissance. Naturellement, jusqu'à présent, aucune d'entre elles n'a remporté un succès complet.

Enfin, ces cliques recherchent soigneusement tous les moyens qui leur permettent de mieux se dissimuler pour agir et combattre. Certaines sont parvenues à un stade beaucoup plus avancé. Il leur est moins nécessaire qu'aux autres de cacher leur vrai visage. Ces «pionniers» sont utilisés par les forces capitalistes qui mettent en avant ces cliques révisionnistes pour encourager les autres à accélérer l'évolution. Elles sont aussi utilisées pour briser la résistance des cliques révisionnistes qui sont contraintes de se montrer plus conservatrices, parce que la révolution prolétarienne est suspendue au-dessus de leur tête comme l'épée de Damoclès.

Les révisionnistes cherchent à cacher la nature de tous les actes contre-révolutionnaires auxquels ils se livrent pour s'emparer du pouvoir. Là où ils le détiennent, ils multiplient les efforts pour le consolider, en **inculquant dans l'esprit de la classe ouvrière l'illusion selon laquelle son parti «marxiste-léniniste» est au pouvoir et dirige toute cette évolution et cette transformation sur la «véritable voie du socialisme et du communisme»**. C'est le moyen le plus efficace qu'emploient les révisionnistes **pour** éviter les coups décisifs de la classe. **Ils s'efforcent donc de faire croire à la classe que toute critique, toute opposition,, toute révolte contre leur politique révisionniste sont autant de déviations antimarxistes, de crimes contre le léninisme, contre le socialisme, contre le parti de la classe ouvrière**. Les révisionnistes dispensent cet opium au moyen de la presse et d'une propagande montée de toutes pièces. Ils le diffusent en dépouillant la théorie et la pratique du parti de toute caractéristique révolutionnaire et en donnant une interprétation prétendument marxiste de toutes leurs actions politiques, économiques et administratives, entreprises, en fait, dans le but de restaurer le capitalisme. Les révisionnistes utilisent également cette présentation mensongère de leur politique étrangère, de leurs liens, de leurs alliances, de leurs tractations avec les pays capitalistes, pour émusser la vigilance des masses laborieuses de leurs pays.

Pour mettre en œuvre toute ces ruses, les révisionnistes font appel à la nouvelle classe corrompue des bureaucrates qui en imposent à la classe ouvrière et aux masses, par la force de leur pouvoir, par leur ancienneté de service, par leurs poitrines couvertes de décorations, mais vermoulues. Ainsi, ils créent dans la classe ouvrière l'impression «que tant d'honnêtes gens ne peuvent pas trahir le parti, la classe et le socialisme».

De cette contre-révolution révisionniste nous devons tirer certains enseignements et certaines conclusions.

Commençons par la Hongrie. Dans leur euphorie suscitée par la montée au pouvoir du révisionnisme khrouchtchévien, mais alors que celui-ci n'avait pas encore consolidé ses positions, le capitalisme mondial, son officine titiste et la bourgeoisie réactionnaire locale ont déclenché la contre-révolution armée contre la dictature du prolétariat et le Parti des Travailleurs hongrois, en pensant que la Hongrie était le maillon le plus faible de la chaîne des pays socialistes. En fait, il en était bien ainsi. Le parti de Rakosi fondit comme neige au soleil. Cependant le capitalisme mondial et le titisme avaient commis une erreur dans leur analyse : ils étaient bien convaincus de la trahison de Khrouchtchev, mais ils n'avaient pas calculé que ses positions étaient encore trop instables pour qu'il ne fût pas contraint, malgré ses hésitations, à faire intervenir les chars. Toute autre attitude aurait pu compromettre, sa politique de trahison. Toutefois, à propos de la contre-révolution hongroise, il convient d'attirer l'attention sur certaines questions :

1. La contre-révolution hongroise a commencé sous l'impulsion de certains intellectuels et étudiants. Ces couches instables, n'étant pas sous l'influence d'un véritable parti marxiste-léniniste, devinrent une armée de réserve et fournirent les commandos pour l'attaque contre-révolutionnaire conduite par la bourgeoisie. Les écrivains hongrois étaient à l'avant-garde de cette contre-révolution.

2. La classe ouvrière hongroise, et en particulier celle de Budapest, malgré les traditions héritées de la révolution prolétarienne en 1919, ne sut pas défendre son pouvoir et ses conquêtes. Bien au contraire, notamment à Budapest, bon nombre de travailleurs ont œuvré en faveur des contre-révolutionnaires. Elle est donc devenue, à son tour, une force de réserve pour la réaction. En d'autres termes, le travail du Parti des Travailleurs hongrois était resté superficiel. La classe ouvrière ne le reconnaissait pas entièrement comme son guide. Voilà où était le mal le plus profond et le plus dangereux.

3. En quelques jours, la contre-révolution liquidait entièrement le Parti des Travailleurs hongrois, tandis que le contre-révolutionnaire Janos Kadar publiait le décret de sa dissolution officielle.

4. Pendant les quelques jours de la contre-révolution en Hongrie, on vit apparaître sur la scène, comme des champignons après la pluie, plusieurs partis bourgeois, capitalistes, fascistes.

Ainsi, la contre-révolution hongroise fut écrasée par les tanks soviétiques. Mais le traître — qui avait liquidé le parti conformément au diktat des révisionnistes khrouchtchéviens — ne devait pas en rester là. Il promulgua un décret portant sur la création d'un parti soi-disant nouveau, «marxiste-léniniste», en fait un parti révisionniste hongrois, encore plus pourri que le précédent.

La contre-révolution hongroise fut donc écrasée par des contre-révolutionnaires. Par conséquent, les deux ailes des putschistes, les deux groupes de comploteurs devaient nécessairement se rencontrer pour édifier «leur Hongrie» et restaurer le capitalisme. C'est bien ce qu'ils sont en train de faire ; la réaction hongroise a compris cette dure leçon. Après avoir payé de son sang un excès de hâte, elle introduit désormais tranquillement ses propres réformes qui mènent à la transformation radicale d'un pays socialiste en Etat capitaliste. Elle agit maintenant sans se soucier des forces et des chars soviétiques stationnés en Hongrie. Cette fois, la bourgeoisie hongroise fait son métier sous la protection des tanks khrouchtchéviens. La bourgeoisie capitaliste hongroise, ennemie de la classe ouvrière, met celle-ci en veilleuse et lui forge de nouvelles chaînes, sous le masque et le «drapeau du parti». Elle a pour avant-garde son intelligentsia révisionniste, ancienne et nouvelle, et elle a réalisé avec celle-ci une entière unité de pensée et d'action.

Prenons maintenant la Pologne. En 1956, comme en Hongrie, de sanglantes manifestations éclatèrent à Poznan. Elles furent réprimées par les tanks, cette fois polonais et non pas soviétiques. L'Eglise et la réaction avaient trempé dans l'affaire polonaise. Khrouchtchev eut peur de voir dès lors ce pays se détacher de l'Union soviétique. Il menaça Gomulka d'envoyer ses blindés à Varsovie. Mais celui-ci résista. Et Khrouchtchev, bon gré, mal gré, dut prendre ce refus avec le sourire et embrasser le fasciste Gomulka, comme il l'appelait avec d'autres quand celui-ci avait le dos tourné.

Mais depuis lors, les événements de Pologne se déroulent autrement. Ils ont pris une autre tournure, caractéristique de tous les pays révisionnistes. Des manifestations, des bagarres sanglantes ont commencé. Elles mettent aux prises la police de Gomulka et les écrivains, l'intelligentsia, les étudiants qui réclament la «liberté», ou la «démocratie complète», ou encore la «libéralisation». Cette fois, les contre-révolutionnaires polonais se sont dressés contre d'autres contre-révolutionnaires, les révisionnistes gomulkiens. Ils saluent les contre-révolutionnaires tchécoslovaques et se solidarisent avec eux. L'intelligentsia réactionnaire locale, dominée par le capitalisme international, le clergé et la juiverie, n'est pas contente de la clique révisionniste de Gomulka. Elle la liquidera comme la nouvelle clique slovaque de Dubcek liquide l'ancienne clique de Novotny dont nous parlerons plus loin. Toutefois, comme en Hongrie, l'intelligentsia réactionnaire et les étudiants sont, en Pologne, à la pointe des revendications. Le parti est tombé en ruine. Pour le moment, les organes de la dictature sont au service de la clique Gomulka. La classe ouvrière ne réagit pas. Elle ne descend pas dans la rue pour procéder à l'épuration nécessaire. La clique Gomulka sera-t-elle en mesure de briser la vague qui se lève ? On le verra, mais ce qui importe, c'est de préparer la dernière vague qui balayera de Pologne tous les traîtres connus ou camouflés : c'est la révolution prolétarienne de la classe ouvrière polonaise guidée par un véritable parti communiste marxiste-léniniste.

Prenons la Tchécoslovaquie. Les révisionnistes soviétiques la proclamaient leur bastion le plus puissant, le pays le plus fidèle. Ils voyaient, en Antonin Novotny, l'homme le plus proche d'eux-mêmes, «le plus sérieux et le plus respecté» du clan révisionniste après les Soviétiques. Mais cette situation, comme nous l'avions prévu, ne les a menés nulle part. Certes, Novotny et sa clique étaient les agents dévoués des khrouchtchéviens, mais ils n'ont pas réussi à appliquer les ordres de leurs maîtres. En fait, le vieux canasson des Soviétiques — Antonin Novotny — s'est noyé dans le marais révisionniste qu'il a lui-même créé. Et l'autre cheval, celui qui l'a remplacé, c'est-à-dire Dubcek, a pris le mors aux dents et il galope maintenant vers les «prairies» occidentales où l'attendent les filets des capitalistes français et ouest-allemands, tout heureux à l'idée de reprendre l'histoire au point où l'avaient laissée leurs sinistres agents Masaryk, Benes, Tiszo, Hasa et d'autres.

Comment se déroule la nouvelle contre-révolution en Tchécoslovaquie ? Ouvertement contre Antonin Novotny et sa clique, donc contre le joug révisionniste soviétique.

On avance sans se cacher vers le capitalisme, que ce soit dans le cadre du parti unique ou d'un système à plusieurs partis, vers un régime de capitalisme d'Etat et vers la liquidation ouverte de la dictature du prolétariat dans le système économique, dans l'enseignement ou dans la culture.

On préconise publiquement, au-delà de la coexistence, des liens solides avec les capitalistes occidentaux. On va s'incliner sur les tombes des Masaryk, père et fils, sur la tombe de Benes. Tous sont en passe d'être réhabilités à grand bruit, même les fascistes. Et tous sont qualifiés d'«éminentes personnalités», victimes de la «terreur stalinienne», et d'une politique erronée, menée par la clique de Novotny, mais aussi par Gottwald, donc par le Parti communiste tchécoslovaque, et bien sûr «par Staline, par le Komintern».

Bref, la Tchécoslovaquie marche rapidement, sans trop de ruse, ni de démagogie, vers le capitalisme, vers la restauration complète — politique, idéologique, économique et étatique — de la République bourgeoise capitaliste.

Avec quels moyens et sous quelles formes se produit cette évolution ? Il n'est pas possible de la comprendre sans la rattacher à toutes les transformations qui s'opèrent dans le chenil révisionniste. Elle est la conséquence de la désagrégation du clan révisionniste, des contradictions profondes qui déchirent ce clan, considéré dans son ensemble, de même que la clique propre à chaque pays, considérée isolément, et qui opposent aussi les uns aux autres les différents Etats révisionnistes. Ainsi donc, l'évolution de la Tchécoslovaquie vers une véritable désintégration n'a rien d'extraordinaire. Il ne faut pas s'en étonner. Elle est absolument normale.

Il ne faut pas s'étonner, non plus, que les révisionnistes agissent franchement. Ce fait s'explique de deux manières : d'abord une partie du peuple, voire la classe ouvrière elle-même, est préparée à cette voie «libérale», comme l'appellent les révisionnistes. Ceux-ci pensent que le communisme a été, en Tchécoslovaquie, une simple façade, un incident de parcours, et le Parti communiste tchécoslovaque, depuis la libération, n'a pas travaillé sur des bases solides. Il n'a, en fait, que faiblement agi sur la nature de classe, les tendances politiques et les inclinations idéologiques et culturelles d'une partie du peuple, qui, même sous le régime socialiste, conservait et cultivait des sentiments bourgeois capitalistes.

D'autre part, la nouvelle évolution tchécoslovaque vers le capitalisme prouve l'affaiblissement continu du révisionnisme soviétique tombé dans le grand marais qu'il a lui-même créé. Du coup, il n'est plus en état de menacer ses adversaires ni politiquement, ni économiquement. Il est devenu l'esclave de son propre système et de sa propre trahison. Les révisionnistes soviétiques sont obligés de rire jaune devant les calamités qui leur tombent sur la tête. L'évolution révisionniste tchécoslovaque se développe maintenant avec l'appui total, non seulement des impérialistes américains, français, ouest-allemands, mais aussi, et évidemment, des titistes, des révisionnistes «neutres» et, *in petto*, des révisionnistes hongrois. Ainsi, dans le cadre de cette désintégration se cristallise une force plus ou moins organisée, toujours dans une perspective d'«indépendance» à l'égard de l'autre clan — celui des révisionnistes soviétiques, polonais, etc. Ces derniers craignent beaucoup la maladie contagieuse qui tend à supprimer les vieilles rosses révisionnistes pour les remplacer par de jeunes chevaux.

Les nouveaux contre-révolutionnaires tchèques recourent à de nouvelles méthodes sur divers terrains. Ils attachent une grande importance à avoir entièrement en main la situation intérieure. Mais ils ne négligent pas, pour autant, la politique étrangère. Bien sûr, par démagogie, ils parlent ouvertement de l'amitié avec l'Union soviétique. Mais c'est pour la saper complètement. Leur but principal est de liquider Novotny et sa clique favorable à la direction révisionniste soviétique. Ils veulent réduire les rapports avec l'U.R.S.S. à de simples relations commerciales. La campagne pour démasquer, compromettre et finalement liquider Novotny a été menée comme un siège. A l'avant-garde de cette campagne se trouvaient les nationalistes slovaques, hostiles aux Tchèques, de vieux intellectuels bourgeois et de jeunes intellectuels révisionnistes, ainsi que des étudiants et des voyous, qui manifestent aujourd'hui encore.

Le groupe Novotny et ses patrons du Kremlin leur opposèrent la police, mais sans succès. Novotny, voyant que la corde se serrait de plus en plus autour de son cou, fit venir des tanks à Prague. Il copiait là une méthode de Khrouchtchev qui fit encercler le Kremlin par des chars et sauva ainsi sa peau. Mais Novotny, lui, a perdu la partie et peut-être sa tête.

Le groupe Dubcek, pour cacher son jeu, prétend liquider la clique Novotny sans sortir du cadre de la légalité. En premier lieu, il s'est assuré l'armée ; grâce à des cadres qui lui sont dévoués, il a organisé la fuite d'un certain général. Il a discrédité Novotny et le ministre de la Défense Lomsky. Il a mis en branle le parti «docile» pour faire exiger par des pétitions, des réunions et des manifestations étudiantes la destitution ou la démission immédiate de Novotny. Toute cette opération se réalise très rapidement, sans bruit et sans coups d'éclat à l'intérieur, mais sous les applaudissements frénétiques du capitalisme mondial, au sein duquel est retournée une brebis galeuse.

Que feront les Soviétiques ? Rien, si ce n'est recueillir Novotny, si toutefois on le leur laisse, pour compléter leur collection et lui donner une villa comme ils l'ont fait pour certains avant lui.

Après cette purge, on luttera en Tchécoslovaquie pour stabiliser la situation. Mais malgré tout, les choses n'en resteront pas là. On assistera à de graves conflits et à de dures batailles politiques et économiques.

Ainsi donc, en Pologne comme en Tchécoslovaquie, dans ces deux pays où les révisionnistes sont au pouvoir, on assiste à la même évolution vers le capitalisme. Les buts, les formes et les méthodes de cette dégénérescence sont les mêmes, mais les étapes et les résultats atteints sont différents. Dans les deux pays, les nouvelles équipes de révisionnistes entendent accélérer le rythme de l'évolution vers un régime capitaliste classique. Elles s'efforcent d'éliminer les vieilles cliques révisionnistes, celle de Novotny et celle de Gomulka.

La nouvelle clique révisionniste tchécoslovaque conduite par Dubcek s'appuie sur l'hostilité chauvine des Slovaques contre les Tchèques. Elle prépare un retour complet à l'économie capitaliste, un changement radical dans la structure et la superstructure actuelles qui devront s'adapter au capitalisme rénové. La nouvelle clique de Prague s'appuie sur des rapports économiques, culturels et politiques plus étroits et plus nombreux avec les Etats capitalistes. Elle affaiblit tous les liens avec les révisionnistes de Moscou. Elle diffuse des sentiments antisoviétiques.

L'ancienne clique du vieux révisionniste Novotny est maintenant complètement isolée, en plein désarroi. Tous les rats abandonnent le navire qui sombre. Chacun se précipite vers la «voie nouvelle». Ainsi donc, en Tchécoslovaquie, la contre-révolution dans la contre-révolution a triomphé.

Les révisionnistes soviétiques ont perdu toute autorité politique en Tchécoslovaquie et leur influence est en déclin. Nous les connaissons suffisamment pour savoir qu'ils ont dû exercer de fortes pressions pour éviter leur défaite totale dans ce pays.

En outre, une Tchécoslovaquie capitaliste renforce les positions capitalistes de Tito et de ses amis. Elle contribue à la transformation complète de la Hongrie de Kadar, que celui-ci garde sa place ou non. Elle favorise l'évolution en cours en Pologne.

La situation qui s'instaure en Europe centrale ébranlera profondément le Pacte de Varsovie et le Conseil d'entraide économique. Elle aboutira à des alliances entre deux ou plusieurs Etats, dans un esprit totalement différent de celui qui existe aujourd'hui. Le Comecon et les relations économiques actuelles se modifieront, se dégraderont, prendront de nouvelles formes et se combineront avec les formes capitalistes.

Cette évolution capitaliste constitue aussi une menace sérieuse pour la République démocratique allemande. Les nouveaux révisionnistes vont la pousser, sous une forme ou sous une autre, vers

l'intégration à l'Allemagne de Bonn. Ce processus, est en cours. Les révisionnistes soviétiques sont complètement paralysés. Il ne leur reste qu'une seule arme: les pressions économiques. Mais il est clair qu'elles aussi sont inefficaces. Le capitalisme a grand intérêt à financer ceux qui se détachent de l'Union soviétique et se tournent vers l'Occident. Il dispose des moyens nécessaires pour réaliser des investissements. Il cherche de nouveaux marchés, de nouvelles colonies et de nouveaux satellites.

Les jeunes capitalistes révisionnistes n'ont donc pas tiré grand profit de l'«aide internationaliste» de Moscou, Ils changent donc de bateau.

Cette sérieuse défaite des Soviétiques apparaît dans leur évident désarroi. Bien que ces ruptures avec d'autres cliques révisionnistes se soient produites depuis longtemps, la censure ne permet pas à l'opinion soviétique d'en connaître quoi que ce soit. Voilà bien la preuve qu'ils craignent le peuple, les révolutionnaires et aussi les jeunes révisionnistes. Ces derniers, gagnés par la maladie tchécoslovaque, sont capables de s'en prendre publiquement à la clique au pouvoir pour la renverser et la remplacer par une autre. En pareil cas, d'ailleurs, Kossyguine et Brejnev agiraient comme le fait actuellement le clan révisionniste de Gomulka en Pologne.

Une évolution a aussi commencé en Pologne. Elle est de même nature qu'en Tchécoslovaquie. Mais pour le moment, elle n'en est pas à la même étape. Le clan Gomulka empêche provisoirement la situation de se développer. Non que Gomulka soit plus intelligent que Novotny, mais les circonstances sont quelque peu différentes. C'est pourquoi les tactiques de Gomulka, elles aussi, sont différentes et semblent «plus subtiles».

En Tchécoslovaquie, les écrivains et les étudiants ont été les premiers en action. Mais chez eux dominait notamment le sentiment nationaliste slovaque d'hostilité aux Tchèques et le sentiment nationaliste tchèque d'hostilité aux Slovaques. D'autres éléments venaient s'ajouter à ces divergences à part l'antisoviétisme et l'amour de l'Occident qui leur étaient communs.

En Pologne, le processus a été amorcé de la même façon qu'en Tchécoslovaquie. Tendances, idées et buts étaient identiques des deux côtés. Mais le clan Gomulka qui, comme Novotny, dut employer la violence policière, l'a fait, lui, avec succès. Le peuple polonais n'est pas constitué par deux peuples comme la Tchécoslovaquie.

C'est pourquoi un facteur qui a joué à Prague fait défaut en Pologne. Gomulka devait donner un nom avouable à l'ennemi contre lequel il déclenchait la lutte. Et il le baptisa : «sionisme». Ainsi, les troubles en Pologne ont été suscités par le «sionisme» ! Gomulka n'a pas soufflé mot de l'Eglise, parce qu'il a craint, s'il le faisait, que la révolte ne prît de plus grandes proportions. Il s'efforce de tenir l'Eglise à l'écart et, en fait, elle ne s'est pas montrée sur le devant de la scène, elle qui, en d'autres temps, lançait des appels contre Gomulka et organisait d'ardentes manifestations. A ce qu'il semble, elle et lui ont conclu un accord qui durera jusqu'à ce que la vague actuelle soit retombée. Enfin Gomulka, antisoviétique enragé, se défend en ce moment en évoquant la protection éventuelle des révisionnistes soviétiques, qui, en fin de compte, s'ils pensaient que tout est perdu en Pologne, pourraient aller jusqu'à intervenir, soit pour «sauver la Pologne», soit pour maintenir le passage libre et «venir en aide» à l'Allemagne orientale, etc.

Willy Brandt, de son côté, au congrès de son parti a déclaré : «Il est normal que nous reconnaissons la frontière Oder-Neisse». C'était une offre faite à la Pologne pour lui permettre de se détacher des Soviétiques. C'était un «soutien» à la «ferme politique de Gomulka» sur les frontières germano-polonaises — politique qui prétendait bénéficier de l'appui populaire. Enfin, c'était un moyen de compléter l'encerclement de l'Allemagne orientale et de former un «cordon sanitaire» autour de l'Union soviétique capitaliste.

Toutes ces circonstances, entre autres l'antisémitisme et l'antisoviétisme, font qu'en Pologne l'évolution vers le capitalisme se poursuit comme l'entend Gomulka. Mais cette situation est toute provisoire : le problème reste à l'ordre du jour.

Les marxistes-léninistes, les révolutionnaires polonais, le peuple et la classe ouvrière n'ont pas encore dit leur dernier mot. Gomulka a réussi à jeter dans les manifestations des éléments de la classe ouvrière. Voilà qui montre combien tout est confus en Pologne, et quel travail difficile reste à accomplir pour remettre la classe ouvrière sur sa véritable voie, sur des positions de classe anticapitalistes, antirévissionnistes. Il lui faut lutter à la fois contre Gomulka, contre l'Eglise catholique, contre les sionistes.

Il existe aussi des pays et des partis soi-disant neutres, mais en fait révisionnistes, qui évoluent vers le capitalisme sans que le calme soit rompu à l'intérieur du pays, sans manifestations bruyantes. Mais il y a certainement des contradictions aiguës dans la direction, dans le peuple et dans le parti, qui aujourd'hui se présentent comme unis. Cette fausse unité a comme origine un péril extérieur et, en premier lieu, la peur des révisionnistes soviétiques. Ces derniers disposent de leurs propres hommes à l'intérieur de la direction de ces partis, mais ils sont encore en minorité. En fait, dans ces pays et partis «neutres» dominent des cliques d'intellectuels bourgeois qui sont animés essentiellement de sentiments antisoviétiques. C'est pourquoi, étant un peu différents des Tchécoslovaques, ils mettent l'accent sur la politique étrangère, sur les liens avec les Etats capitalistes, avec la Yougoslavie de Tito, avec la Tchécoslovaquie de Dubcek, pour contrebalancer le danger révisionniste soviétique. Dans cette conjoncture, ces cliques éliminent les adversaires intérieurs qui pourraient les menacer. Elles s'efforcent d'établir toujours plus fortement le régime bourgeois dans leurs pays en liquidant le socialisme.

Arrêtons-nous maintenant à l'Union soviétique. Dès les dernières années du règne de Nikita Khrouchtchev, et plus encore par la suite, la dégénérescence khrouchtchévienne de l'Union soviétique et de son parti communiste créa de grands périls pour la clique du Kremlin. Elle approfondit davantage les contradictions de cette clique avec le peuple soviétique, et elle a, en outre, fait surgir une couche de nouveaux révisionnistes, adversaires de la vieille clique révisionniste, qui tendent à l'éliminer et à la remplacer par une nouvelle équipe de même nature de classe que la première, mais plus libérale et plus capable encore d'accélérer la restauration du capitalisme en Union soviétique. Les éléments les plus corrompus n'étaient pas satisfaits, et ils manifestaient leur mécontentement et leurs nouvelles exigences. Au premier rang, on trouvait encore les intellectuels et les écrivains embourgeoisés, les hommes de l'art et de la culture révisionnistes. Un style de vie corrompu s'était de plus en plus profondément implanté dans la jeunesse, parmi les étudiants et autres. Cette agitation prenait des formes inquiétantes pour la clique au pouvoir. Khrouchtchev, lui-même, réagit parfois. Il flairait le danger. Il voulait bien que l'on souhaite aller vers le capitalisme, mais il trouvait mauvais qu'on prétende y aller sans lui, avec d'autres, en préférant une action sérieuse à ses bouffonneries et à ses procédés peu réguliers.

La clique qui succéda à Khrouchtchev s'efforça de faire mieux que son patron. Elle se lia étroitement et plus solidement à l'impérialisme américain, démantela encore davantage le parti et l'économie socialiste, accrut la corruption à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Mais toute cette activité créa des difficultés et des contradictions colossales. L'économie soviétique en souffrit beaucoup. Le prestige de l'U.R.S.S. tomba plus bas que terre. Ses «amis» l'abandonnèrent l'un après l'autre. Ses alliances prirent des contours et des contenus capitalistes d'oppression. Elles se vidèrent de leur sens, devinrent des rapports dérisoires. La résistance contre la clique au pouvoir s'intensifia de toute part. Sans parler de l'arène internationale, le groupe Brejnev-Kossyguine se trouve, à l'intérieur, pris entre plusieurs feux qu'il lui sera extrêmement difficile de maîtriser. Les intellectuels, les écrivains, les étudiants révisionnistes ont intensifié leurs manifestations ; la clique du Kremlin est contrainte de les emprisonner. Les geôles et les camps sont donc pleins non seulement de révolutionnaires, mais aussi de nouveaux contre-révolutionnaires.

Certes, la révolution prolétarienne en Union soviétique s'organise et se développe. La clique au pouvoir la craint beaucoup et la frappe. Elle cherche à lui faire faire fausse route, à la neutraliser autant que possible, à nourrir d'illusions le parti de la classe et la classe ouvrière. Celle-ci doit être amenée à croire que c'est elle et son parti «léniniste» qui dirigent, que «tout marche selon la ligne léniniste et les normes léninistes», etc. Quant à la diffusion de ces illusions, il convient de citer les prétendus «jugements réalistes historiques» sur Staline, que certains généraux et maréchaux carriéristes corrompus se sont mis à émettre pour jeter de la poudre aux yeux des masses et des révolutionnaires authentiques. Mais les révolutionnaires bolcheviks et la classe ouvrière soviétique ne seront pas trompés longtemps. Ils se rendent de plus en plus compte qu'en réalité c'est une clique de renégats et son administration bureaucratique anti-ouvrière qui sont au pouvoir. Ils découvrent que le parti s'est transformé en un parti bourgeois et la dictature du prolétariat en une dictature bourgeoise de la nouvelle classe capitaliste. Ils constatent que cette minorité opprime les masses et la classe ouvrière, les exploite économiquement dans l'intérêt de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, ne les laisse jamais manifester leur force et leurs droits. Pourtant les tentatives des révisionnistes pour désarmer politiquement la classe ouvrière, pour l'éliminer de la scène politique et l'orienter vers l'économisme sont vouées à l'échec.

Comme on le voit, ces évolutions présentent des traits analogues, plus visibles et plus accusés aujourd'hui en Tchécoslovaquie et en Pologne, mais qui le seront demain en Hongrie ou ailleurs. Ces transformations exciteront davantage l'appétit de l'intelligentsia réactionnaire révisionniste soviétique. Nous assisterons ainsi à des heurts non seulement entre elle et la clique au pouvoir mais aussi entre l'intelligentsia modérée et ses extrémistes de droite et enfin entre la véritable intelligentsia marxiste-léniniste et l'ensemble des deux tendances bourgeoises. Et enfin l'Ivan russe se réveillera de son profond sommeil. La classe ouvrière soviétique, guidée par les révolutionnaires marxistes-léninistes, descendra dans la rue pour y dire son mot. Elle frappera la table de son poing et elle passera à l'action pour la deuxième révolution prolétarienne. Nous sommes convaincus que cette révolution éclatera un jour, que ce processus dialectique se réalisera. Les circonstances, les événements et leur déroulement transformeront la situation. Quand? Ce n'est pas à nous d'en décider.

Notre Parti a analysé cette évolution des événements dans les pays révisionnistes. Il a examiné les tactiques, les formes et les méthodes de la lutte menée par les révisionnistes modernes contre le marxisme-léninisme, contre la dictature du prolétariat, la classe ouvrière, le parti et le régime socialiste. Notre Parti a ainsi défini des tâches très précises pour empêcher le révisionnisme moderne ou toute autre maladie antimarxiste d'affecter le corps et l'esprit sains du Parti et d'atteindre la dictature du prolétariat dans notre pays.

A propos de la dégénérescence révisionniste qui se manifeste dans plusieurs pays, il convient de relever certains traits typiques, semblables dans tous les partis révisionnistes.

C'est un fait que la classe ouvrière et l'ensemble des masses laborieuses se sont tout d'abord laissés surprendre. Elles n'ont pas réagi avec rapidité et violence contre la trahison de leur grande cause dont la victoire et le raffermissement leur avaient coûté tant de sang et de sacrifices. Les traîtres, qui usurpent le pouvoir dans le parti et dans l'Etat, ne se heurtent pas à une ferme résistance de la part de la classe ouvrière et de son parti. L'opposition reste faible non seulement au début de leur activité de sape, lorsqu'ils se camouflent et s'organisent, mais aussi plus tard, quand leurs positions et leurs menées perfides apparaissent au grand jour. Les ripostes sont peu nombreuses et sans force. Le parti et la classe ouvrière ont relâché leur vigilance. Ils ont perdu la capacité de violence qui doit les caractériser dans la lutte de classe, dans la lutte contre chacun de leurs ennemis et ceux du socialisme.

Pourquoi en est-il ainsi ? Quel est le motif de cette passivité, de ce relâchement de la vigilance et de cet abandon de la violence ? D'où vient que cette attitude se manifeste non seulement dans les partis communistes qui ont une expérience révolutionnaire limitée, mais aussi dans le parti le plus ancien et le plus puissant, qui s'appuie sur une expérience révolutionnaire colossale, le Parti bolchevik ?

En général, les causes de cette situation ne sont ni mystérieuses ni inconnues. Dans cet article nous rappellerons seulement celles qui nous semblent les plus importantes et les plus dangereuses pour un parti marxiste-léniniste.

Examinons cette question à partir du Parti bolchevik, le plus ancien et le plus révolutionnaire de tous. De son expérience positive et négative, nous avons tous tiré des enseignements.

Avant et par-dessus tout se pose la question du parti. C'est là que nous devons rechercher la source des imperfections et des fautes qui ont tragiquement influé sur l'apparition du révisionnisme, et permis la prise du pouvoir par les traîtres khrouchtchéviens en Union soviétique.

a) L'éducation politique et idéologique du Parti bolchevik lui-même, si surprenant que cela puisse paraître, n'a pas été menée à toutes les étapes avec l'intensité et la profondeur qu'exigeait la situation. Cette éducation est restée insuffisante, non seulement dans ses formes et ses méthodes, mais parfois même dans son contenu. Malgré toutes les affirmations contraires, la liaison de la théorie avec l'action révolutionnaire, avec la pratique, ne se faisait pas correctement. Tous ne mettaient pas au premier plan de l'action politique la lutte pour révolutionnariser les hommes, pour maintenir vivant l'esprit révolutionnaire prolétarien dans tout le parti, pour comprendre et appliquer cet esprit révolutionnaire et la ligne du parti en toute chose. Certes, s'il est un pays où il y a eu des écoles, des cours, des conférences, destinés à l'éducation politique et idéologique, c'est bien l'Union soviétique. On peut en dire autant de la formation et de l'éducation des cadres. On n'a donc pas négligé, en Union soviétique, l'étude de la théorie infaillible marxiste-léniniste-stalinienne. Mais quelque chose a nui à l'éducation politique et idéologique. Et ce quelque chose n'était pas seulement l'imperfection des différentes méthodes de formation ou leur lenteur. Ces défauts n'expliquent pas toutes les insuffisances reconnues dans l'assimilation de la théorie et dans son application à la vie. D'autres éléments ont également exercé une action négative.

b) L'application des normes du Parti bolchevik, ou, mieux encore, leur profonde compréhension idéologique et politique et leur application révolutionnaire dans la vie n'atteignaient pas le niveau nécessaire. Toutes ces normes étaient justes. C'est Lénine qui les avait créées et établies au prix d'une lutte gigantesque. Et c'est Staline qui les affirma, les protégea contre les déviations et les appliqua. Dans la vie, au cours de l'évolution sociale, dans le travail et dans la lutte, ces normes peuvent être correctement appliquées, mais elles peuvent aussi rester lettre morte ou subir des déformations qui, en fin de compte, les transforment en une arme puissante et meurtrière, tombée aux mains des ennemis de la classe ouvrière et du parti, comme cela est arrivé dans tous les partis révisionnistes. **Dans ces partis on vante bruyamment le centralisme démocratique, mais il n'est plus léniniste. On fait l'éloge de la critique et de l'autocritique «bolcheviques», mais elles ne sont plus bolcheviques. On exige la discipline de parti, mais elle n'est plus léniniste, elle est devenue fasciste. On parle de morale prolétarienne, mais la morale est bourgeoise, anti-prolétarienne, antimarxiste. On prétend que les opinions s'expriment librement dans le parti sur tous les problèmes et sur tous les hommes, mais celui qui avance des conceptions conformes à l'esprit de parti, à l'esprit prolétarien, risque d'être jeté en prison ou dans les camps de concentration. Tous les principes réellement léninistes du parti sont ainsi mutilés.** Les normes officielles, une fois dépouillées de leur masque, se révèlent donc anti-léninistes, bourgeoises, réactionnaires, fascistes. **Cet abandon des normes léninistes qui constituent la force du parti, voilà le grand mal pour un parti marxiste-léniniste qui doit être l'organisation de fer de l'avant-garde du prolétariat, un mal terrible qui conduit à la dégénérescence du parti, à sa liquidation, à son éloignement de son rôle historique dans la transformation de la société.** Un tel tournant régressif a été effectivement opéré dans le Parti communiste de l'Union soviétique et dans d'autres partis révisionnistes, et indépendamment du fait que tous les communistes soviétiques n'approuvent ni ne suivent ces normes anti-léninistes, il est indéniable que les normes révisionnistes dominent actuellement dans ce parti et dans d'autres partis révisionnistes et que cette dégénérescence sape le parti et le socialisme dans ces pays.

On peut maintenant se demander : si la politique et l'idéologie marxistes-léninistes avaient été correctement assimilées et mises en œuvre dans la vie, si les normes léninistes du parti établies dans le Parti bolchevik par Lénine et Staline, ces grands classiques du marxisme, avaient été appliquées de façon juste, révolutionnaire, à chaque étape, cette catastrophe se serait-elle produite ? Non, sûrement pas. Si cela s'est produit, c'est pour les raisons précitées et pour celles que nous allons voir à présent.

c) Le parti communiste, détachement organisé de la classe ouvrière, doit être l'avant-garde, la pointe acérée de l'épée. Il doit préserver, développer et approfondir les plus grandes vertus de la classe ouvrière. Il doit être le premier à assimiler et à appliquer correctement, dans la vie, l'idéologie de la classe ouvrière : le marxisme-léninisme. Il doit être très vigilant et ferme envers l'ennemi de classe. Pour y parvenir, il doit conserver, comprendre et mettre en œuvre ces normes léninistes qui en font un parti de classe afin de conduire la classe et ses alliés vers des objectifs de classe. L'unité ainsi maintenue n'est pas n'importe laquelle. Elle est marxiste-léniniste. Elle est, à l'intérieur du parti, l'unité de la pensée et de l'action sur la base des rapports léninistes entre les militants et la direction. Elle est l'unité à l'intérieur de la direction elle-même, l'unité de fer entre le parti et la classe ouvrière, l'unité de fer et harmonieuse, parti — classe ouvrière — peuple. Et le fondement de cette unité, sa base et sa garantie, c'est l'unité parti — classe ouvrière, c'est la direction décisive de la classe ouvrière, avec le parti à sa tête, animés, fortifiés, éclairés par l'idéologie marxiste-léniniste.

Cette unité ne se crée pas du jour au lendemain ni même en un an. Elle se forge dans les luttes et les dangers que lui impose l'ennemi de classe. Ce dernier emploie tous les moyens, objectifs et subjectifs, politiques ou idéologiques. Il a recours à l'oppression et à la terreur, aux mesures de contrainte et aux désordres économiques, à la corruption ouverte et au travail de sape clandestin. Tout lui est bon contre la classe ouvrière dans son ensemble, contre le parti en tant qu'organisation, contre ses militants et les fonctionnaires d'Etat ou les organisations de masse.

Nous ne voulons pas nous arrêter plus longuement sur ces questions. Mais le maintien de l'unité et son approfondissement ne sont pas une acquisition réalisée une fois pour toutes, en sorte que les communistes puissent s'endormir ensuite tranquillement. L'unité social-démocrate, l'unité de «copinerie», en dehors des principes et des normes marxistes-léninistes du parti, l'unité fondée sur «le souci de ne pas se froisser l'un l'autre et tant pis pour les normes et les principes», n'a rien à voir avec notre unité. Notre unité n'est pas de pure forme, extérieure aux principes. Notre unité, dans les multiples aspects que nous venons d'évoquer, est créée par la lutte, elle est forgée dans la lutte, préservée par une lutte révolutionnaire conséquente, menée sans relâche. L'unité marxiste-léniniste ne peut exister sans ce combat.

Dans le Parti bolchevik de Lénine-Staline cette unité a existé. Il a lutté énergiquement pour la tremper. Mais on ne saurait affirmer que tout y était parfait, car ce serait nier la lutte de classes dans le pays, en dehors de l'U.R.S.S. et dans les rangs du parti lui-même, ignorer l'ennemi de classe qui mène une lutte violente dans tous les domaines pour saper l'unité, pour s'infiltrer dans les organes du parti et les organismes de dictature du prolétariat, pour les corrompre et les saper de l'intérieur. Il s'efforce de pénétrer dans la conscience et l'idéologie des communistes pour les démoraliser et les faire dégénérer.

Le Parti bolchevik de Lénine-Staline a donc marché dans la juste voie léniniste, comme l'attestent les succès remportés dans l'édification du socialisme, dans la construction du premier et plus grand Etat socialiste du monde. Staline, à la tête du Parti bolchevik, a bien lutté, avec énergie, avec une profonde compréhension théorique et politique des problèmes posés par l'histoire. Il n'a pas commis d'erreurs qui lui aient fait quitter la voie de la classe ouvrière, la voie du parti léniniste. Il a respecté ces normes en vue de réaliser les buts de la classe ouvrière et de son parti: l'édification du socialisme et du communisme en Union soviétique et dans le monde.

Pourquoi donc, après la mort de Staline, le Parti bolchevik a-t-il dégénéré en un parti révisionniste ? C'est une question légitime à poser, et il faut trouver les raisons objectives et subjectives qui

permettent d'y répondre. Comme nous l'avons déjà dit, elle est aussi importante que difficile à traiter à fond. Il faudrait pouvoir utiliser les documents, surtout intérieurs, du Parti bolchevik. Or, nous ne saurions en disposer dans la situation actuelle. Pourtant, notre idéologie et l'expérience de notre Parti, ainsi que celle des autres peuvent nous aider à déterminer certaines de ces raisons. Nous disons «certaines», car il y en a sans aucun doute beaucoup et nous ne prétendons pas pouvoir les connaître toutes.

En examinant le problème comme on vient de le faire, on constate que petit à petit, imperceptiblement, et sur la base des grands succès de l'édification socialiste, **les cadres du parti et de l'Etat socialiste conçurent des sentiments de fierté légitime. Personne ne prit conscience du fait que ces sentiments, d'abord latents, se développèrent et se déformèrent en tendances erronées contraires à la morale prolétarienne elle-même.** Ils étaient condamnés par l'idéologie et l'enseignement marxistes dans leurs principes et dans leur pratique lorsque leurs manifestations étaient trop visibles et entraînaient des effets dangereux. Mais dans l'ensemble ces tendances se développaient. Comme leur caractère néfaste n'était pas reconnu, elles pénétraient dans les normes du parti, qu'elles influençaient imperceptiblement. Cette évolution allait s'amplifier par la suite et, ajoutée à d'autres habitudes non prolétariennes, contribuer à aggraver la situation.

Les membres du Parti bolchevik guidés dans des batailles légendaires par Lénine et Staline, les cadres d'origine ouvrière animés par un élan révolutionnaire, avaient grandi dans la révolution, dans les luttes de la construction du socialisme, dans les combats contre les trotskistes, les déviationnistes et les autres traîtres. Ils avaient acquis une fermeté politique et idéologique exemplaire. Ils suscitèrent une confiance inébranlable et légitime dans leur glorieux Parti bolchevik, en Lénine, en Staline, dans la ligne politique et les justes normes établies par ceux-ci.

Pour eux le parti était tout : leur cœur, leur cerveau, leurs yeux. C'est pourquoi ils le défendaient et s'instruisaient à son école et à celle de son grand guide. **Mais tandis qu'ils s'efforçaient d'appliquer les justes normes du parti et la juste ligne de Staline, on vit apparaître, d'abord chez quelques cadres soviétiques et de façon encore incertaine, puis chez des éléments de plus en plus nombreux et avec plus de fermeté, un sentiment conservateur étranger à la conception révolutionnaire du progrès.** Tant qu'ils étaient chargés de fonctions modestes, les cadres mettaient toutes leurs forces au service de la révolution. Ils appliquaient rigoureusement les normes et la ligne du parti, maintenaient une liaison étroite avec les masses et la classe ouvrière. Mais, avec le temps, au fur et à mesure que les difficultés étaient surmontées, qu'ils acquéraient l'instruction et la culture intellectuelle, idéologique et politique, nécessaires à leurs fonctions, l'âge et une longue ancienneté dans le parti aidant, certains furent contaminés. Les succès au travail nourrissaient le sentiment de la suffisance. Les cadres soviétiques perdaient la simplicité prolétarienne. On vit grandir des prétentions injustifiées qu'ils jugeaient «politiquement légitimes» parce qu'ils avaient travaillé et lutté. Dès que les responsabilités qu'ils assumaient étaient plus élevées, se cristallisait en eux le goût du confort matériel. De plus en plus, ils étaient contaminés par le bureaucratisme, l'intellectualisme et le technocratisme. Ainsi, entre, d'une part, les cadres du Parti bolchevik et de l'Etat soviétique et, d'autre part, les masses populaires et la classe ouvrière, un fossé se creusa peu à peu. Beaucoup de cadres n'écoutaient plus comme autrefois la voix de la base ; de plus en plus s'imposait chez eux l'opinion qu'ils savaient tout, qu'ils étaient spécialistes en toutes choses, que politiquement et idéologiquement ils étaient au-dessus des masses, au-dessus de la classe ouvrière et voyaient plus loin qu'elle. Ils s'imaginaient que leur autorité et leur prestige leur appartenaient en propre, alors que la classe ouvrière et le peuple soviétique voyaient seulement en eux les représentants du Parti bolchevik et de Staline. Toutes ces attitudes anti-prolétariennes déformèrent chez ces cadres les conceptions révolutionnaires. Elles contaminèrent aussi la ligne du parti telle qu'elle était réellement appliquée.

Les normes révolutionnaires du parti ne furent dès lors rappelées que pour la forme. La vie même du parti et son organisation se sclérosèrent comme toute l'administration de l'Etat soviétique.

Certes, il est très important de faire acquérir instruction et culture générale aux cadres du parti, de l'Etat et de l'administration, mais il est plus nécessaire encore d'assumer leur formation politique et idéologique, de les aider à se révolutionnariser sans relâche.

Il existe un danger de bureaucratisation des cadres: les doter seulement d'instruction et de culture générale, c'est créer en eux un sentiment de supériorité et une confiance aveugle dans leur propre jugement. Ainsi s'enracinent en eux les traits marquants de l'intellectualisme et du technocratisme. Cela les amène progressivement à se placer au-dessus de la masse du parti et de la classe ouvrière. Ils créent donc peu à peu une situation où une couche sociale domine le prolétariat et son parti, sclérose celui-ci et retire à ses normes révolutionnaires toute vie réelle, les propage sans ardeur, les dépouille de leur influence et de leur action révolutionnaire. Ainsi, les cadres se détachent des masses et de la classe ouvrière, dont le rôle dirigeant n'est plus reconnu en fait.

Quand le parti et la classe ouvrière ne portent pas un soin particulier et constant à l'élévation du niveau idéologique et politique des cadres, et cela non seulement par des méthodes livresques, mais par leur participation à des actions dans la vie réelle et par la lutte quotidienne, menée sans relâche, alors les cadres, du fait même de leur promotion aux postes dirigeants, de leur supériorité en éducation et en culture sur la grande masse des militants et des ouvriers, de leur ancienneté dans le parti ou l'appareil d'Etat, des grandes différences de salaires (un mal dangereux) et des prétendus privilèges dus aux cadres (un autre mal dangereux), ont tendance à se corrompre et à adopter progressivement, bon gré mal gré, des traits étrangers à la classe prolétarienne. Certes, les cadres d'origine et de condition ouvrière peuvent aussi tomber dans les mêmes erreurs, mais ce danger est plus grand pour ceux qui proviennent de la paysannerie ou de l'intelligentsia. Le parti de la classe ouvrière doit éduquer les cadres de façon à ce qu'ils accèdent à des responsabilités de plus en plus élevées. Mais il faut aussi qu'ils comprennent de manière juste la nécessité d'assumer, à un moment donné, des responsabilités moins importantes que par le passé. Bien entendu, le cas peut se produire s'ils s'avèrent incapables ou inactifs dans les fonctions dont ils ont été chargés, ou s'ils ont commis des erreurs dans leur travail et dans la vie. Mais il est tout à fait possible qu'ils soient ramenés plus près de la base même s'ils s'acquittent correctement de leurs tâches. Les cadres doivent être éduqués de manière à comprendre que, même s'ils n'ont rien à se reprocher, leur départ de fonctions responsables et leur travail dans les rangs de la classe ouvrière et des masses laborieuses constituent une nécessité et un bien pour eux-mêmes et pour le parti, pour le présent et pour l'avenir.

Les trois traits caractéristiques que nous avons mentionnés, le bureaucratisme, l'intellectualisme et le technocratisme, privaient le Parti bolchevik et l'Etat Soviétique de l'esprit révolutionnaire né en des temps héroïques. Tout cet esprit malsain ne s'attaquait pas ouvertement à la juste ligne du parti, les cadres lui restaient fidèles ainsi qu'à Staline. Ils se seraient jetés au feu pour lui, car Staline était un homme pétri d'idéologie prolétarienne. Grâce à sa pensée marxiste-léniniste, à sa fermeté de classe, il ne commit d'erreurs de principe ni en politique, ni en idéologie, ni en économie, ni dans le domaine militaire. Il défendit fidèlement, tout ce qui était léniniste. Il développa davantage le léninisme. Certes, au milieu de cette perte progressive de dynamisme, l'énergie stalinienne du parti et de la dictature du prolétariat continuait à faire progresser le travail du parti. Mais ce dernier avait perdu sa flamme, les normes étaient appliquées, mais mécaniquement et sans élan révolutionnaire. La ligne était mise en œuvre, mais il lui manquait le dynamisme révolutionnaire. Le marxisme-léninisme était étudié, mais il n'était pas en mesure d'éliminer les tendances dangereuses. Beaucoup de cadres supérieurs et moyens du parti et de l'Etat, ayant des titres universitaires, regardaient la situation d'en haut, et, surtout, avec le sentiment petit-bourgeois de leur supériorité absolue. Ils firent admettre que cette situation était toute naturelle, qu'ils étaient au-dessus de la masse du parti. Ils prenaient les traits d'une classe plus haut placée que la classe ouvrière et son parti. Ils se considéraient comme infaillibles parce qu'ils faisaient partie de la direction, qu'ils totalisaient des années de parti, qu'ils étaient instruits. C'étaient eux qui faisaient la pluie et le beau temps. Toutes ces conceptions antimarxistes se développaient consciemment ou non, camouflées sous les normes du parti. On parlait de centralisme démocratique, de critique et d'autocritique, de la discipline de parti, d'élections de bas en haut, mais tous ces mots avaient perdu leur contenu révolutionnaire. A quoi tout cela devait-il aboutir ? D'une part, à la rupture progressive entre la direction et la base du parti, et d'autre part, entre le parti et la classe ouvrière.

Ainsi donc, fondamentalement, l'unité marxiste-léniniste était affaiblie. Staline restait l'artisan et le défenseur de l'unité léniniste, face à la médiocrité montante. Après sa mort, dans la direction et dans le Parti bolchevik, cette unité fut rompue et les révisionnistes accédèrent au pouvoir.

Khrouchtchev et ses complices avaient commencé leur travail du vivant de Staline, mais naturellement sous des formes très masquées. Après sa mort, tirant profit de la situation créée, ils prirent le pouvoir. Ils s'efforcent depuis lors de préserver et de pousser plus loin toute cette évolution négative en faisant passer totalement le pays à un régime capitaliste et en liquidant le Parti bolchevik de Lénine et de Staline. L'attaque contre Staline était une attaque contre le léninisme, contre le marxisme-léninisme. Aussi ces traîtres se débarrassent-ils de ceux qu'ils appellent staliniens. Et, sous le masque de léninisme, ils s'évertuent à pousser toujours plus avant la liquidation de ce qui imprimait au parti son caractère marxiste-léniniste et prolétarien et à isoler la classe ouvrière soviétique, à la bercer d'illusions, à la rendre amorphe et apolitique, pour parer aux coups qu'elle pourrait leur assener.

Certes, il y a aussi à tout cela d'autres causes. Mais à notre sens ce sont les raisons que nous venons d'énoncer qui ont fait que la classe ouvrière de l'Union soviétique, comme des millions de cadres, de fonctionnaires du parti ou de l'Etat, ont été pris au dépourvu, et n'étant pas très formés idéologiquement et politiquement — cela ne doit pas nous étonner, — ils ont cru que la politique de Khrouchtchev était «juste et conforme aux normes léninistes». Ils se sont laissés tromper par les calomnies, la démagogie et les promesses des traîtres. Mais un tel aveuglement ne durera pas longtemps. Les yeux de la classe ouvrière et des révolutionnaires soviétiques s'ouvrent chaque jour davantage. Ils retrouveront l'esprit combattant des luttes révolutionnaires à travers lesquelles ils ont été guidés par Lénine et Staline. Ils descendront, J'arme à la main, dans la rue, sinon aujourd'hui, du moins demain. La situation mûrira. Le temps travaille pour la révolution prolétarienne.

La même évolution est aussi engagée dans les autres partis révisionnistes, mais elle va encore plus loin. C'est que, à l'exception du Parti polonais, ils n'ont pas combattu, ils ne sont pas passés par le creuset de la lutte, bien qu'ils mènent grand tapage autour des batailles qu'ils se vantent d'avoir livrées. Ils se présentent comme des partis à l'expérience déjà ancienne. Leur bagage dans cette question qui est la question essentielle, est très pauvre sinon nul.

Or, ils ont ressuscité d'entre les morts, ils se sont réorganisés, ils ont pris le pouvoir grâce à l'armée soviétique et à l'aide directe du Parti bolchevik et de Staline. Sans cette aide, ils n'auraient pu vivre. Non seulement parce qu'ils lui doivent de se redresser matériellement, mais aussi parce que, sans elle, ils n'auraient pu assurer la cohésion politique et idéologique de leurs rangs. En outre, ces partis, polonais, allemand, tchécoslovaque, hongrois, etc. étaient le produit d'une fusion organique, politique et idéologique du parti communiste et du parti socialiste et social-démocrate. C'est ainsi que la vermine social-démocrate au lieu d'être maintenue hors du Front entra dans le parti. On mit de l'eau dans son vin. Et maintenant ce mauvais vin s'est transformé en vinaigre. Les partis sociaux-démocrates de Cyrankiewicz [*Secrétaire général du parti socialiste polonais.*], d'Otto Grotewohl [*L'un des fondateurs du Parti socialiste unifié allemand (1946)*], de Fierlinger [*Président du Parti social-démocrate tchécoslovaque.*], se faisaient du vivant de Staline, mais ils œuvraient à l'intérieur, ils creusaient des sapes, ils démoralisaient des militants, travaillaient à s'emparer d'importantes positions.

A l'avènement de Khrouchtchev, tout naturellement leur satisfaction éclata. La rupture politique avec le passé ne commença que plus tard, mais une rupture radicale, car la dégénérescence avait atteint un niveau très profond dans ces partis et dans ces pays. Si le marxiste-léniniste Gottwald avait fait jadis sortir dans la rue la classe ouvrière armée et fait trembler de peur la réaction qui s'était réfugiée dans son repaire, le révisionniste Dulbcek jouit du soutien d'une partie de la classe ouvrière tchécoslovaque. C'est ce qui se passe aussi en Hongrie et, de manière plus limitée, en Pologne : la classe ouvrière polonaise a des traditions plus révolutionnaires. Mais la lutte pour gagner la classe ouvrière et la dresser dans la révolution doit être le principal objectif de chaque parti marxiste-léniniste. **Il n'existe pas de révolution prolétarienne sans la classe ouvrière, et sans la direction du parti marxiste-léniniste.**

Les étudiants et les intellectuels doivent se dresser dans la lutte révolutionnaire et être guidés par la classe ouvrière et par le parti marxiste-léniniste. Mais l'inverse aussi peut se produire, comme cela s'est passé dans les pays révisionnistes, s'ils n'occupent pas dans la révolution la place qui leur revient et s'ils ne sont pas éduqués correctement dans la voie révolutionnaire. Jamais la jeunesse ne peut assumer et mener à bien les tâches que l'histoire a fixées à la classe ouvrière. Partout, et en toute chose, la classe ouvrière et son parti de classe doivent être à la pointe du combat et diriger totalement la lutte. La paysannerie et les différents couches sociales doivent s'allier à la classe ouvrière pour marcher dans sa voie, elles doivent être formées selon ses normes et son idéologie, et quiconque y fait obstacle doit être écarté de la route par la persuasion ou par la violence, selon les cas.

Par comparaison, apparaissent encore plus nettement la juste voie et la juste ligne marxistes-léninistes que notre Parti a suivies à toutes les étapes de son histoire, même dans les moments les plus critiques, sa fidélité sans bornes aux idées et à l'œuvre révolutionnaire de Marx, Engels, Lénine et Staline. Mais il a toujours considéré qu'aucun parti communiste — lui-même pas plus que les autres — n'est immunisé définitivement contre le danger révisionniste. Il est toujours resté vigilant face à ce danger. Il ne s'est jamais endormi sur ses lauriers. Il accumule et développe chaque jour une riche expérience en vue de barrer la route au révisionnisme et à la restauration du capitalisme. De ce point de vue, les mesures actuellement prises par le Parti pour la révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays, pour le développement des rapports de production socialistes et de la superstructure, afin de les affranchir de tout ce qui est étranger au marxisme, sont d'une importance vitale pour le socialisme.

Le Parti du Travail d'Albanie a développé et développe la lutte de classe sur la juste voie marxiste-léniniste à l'intérieur et à l'extérieur de ses rangs. C'est la force motrice de l'évolution durant toute la période de passage du capitalisme au socialisme. Il a toujours attaché une importance primordiale à la formation de classe et à l'éducation révolutionnaire des travailleurs, surtout ceux de la jeune génération. Sous différentes formes, en particulier à travers des actions révolutionnaires, il a mené et il mène une lutte de principes et conséquente contre toute déformation bureaucratique, pour l'approfondissement continu de la ligne de masse dans tous les domaines, pour le perfectionnement ininterrompu de la démocratie socialiste. Par-dessus tout, une attention particulière est accordée à la révolutionnarisation constante du Parti et de ses cadres afin que ceux-ci ne se détachent jamais du peuple, ne perdent pas leurs traits et leur esprit révolutionnaires, ne se bureaucratisent pas et ne dégénèrent pas.

Le Parti a toujours tenu compte de l'action dialectique de différents facteurs et de tous leurs effets positifs et négatifs. Il a appliqué et il applique toujours en profondeur de nombreuses mesures qui agissent pour la révolutionnarisation de l'éducation et du travail et pour la lutte sur tous les fronts, qui concernent une multitude de problèmes, tous importants et intimement liés entre eux, surtout sur le front de l'éducation idéologique prolétarienne et de la lutte de classes. Aussi poursuit-il la lutte de front sans relâche, toujours à la pointe du combat, tirant constamment la leçon de ses succès et de ses échecs pour que les erreurs ne se répètent plus et que les victoires ne le grisent pas et ne l'amènent pas à s'endormir sur ses lauriers. Sur cette juste voie marxiste-léniniste notre Parti et notre peuple marchent avec une foi inébranlable vers la construction du socialisme et du communisme. Dans les conditions actuelles, alors que les cliques révisionnistes liquident entièrement, dans leurs pays, les conquêtes du socialisme, il doit être clair, pour la classe ouvrière de ces pays, que le parti révisionniste au pouvoir n'est plus le parti du prolétariat, mais un instrument tombé entre les mains de dirigeants traîtres qui l'utilisent pour restaurer le capitalisme et tromper les masses. Aujourd'hui il n'y a plus place pour les illusions, les hésitations et les atermoiements. La classe des pays révisionnistes est placée aujourd'hui devant nécessité historique de livrer à nouveau bataille, d'entreprendre une lutte sans merci et conséquente pour renverser et écraser les cliques de traîtres, pour réaliser une seconde fois la révolution prolétarienne, pour restaurer la dictature du prolétariat. Voilà qui exige des hommes résolus, courageux, prêts au sacrifice, capables de reprendre et de rénover l'esprit et les traditions révolutionnaires du temps de Lénine et de Staline. Voilà qui rend nécessaire, en premier lieu et par-dessus tout, l'organisation des véritables révolutionnaires dans de nouveaux partis marxistes-léninistes qui devront préparer et conduire à la victoire l'insurrection générale du prolétariat et des masses laborieuses.

En ces moments importants pour les destinées de la révolution, les marxistes-léninistes et le prolétariat mondial ne peuvent pas se taire ni rester les paisibles spectateurs des événements qui se déroulent dans les pays révisionnistes. L'internationalisme prolétarien exige que tous les révolutionnaires élèvent la voix, et qu'ils mènent jusqu'au bout une lutte de principe pour apporter tout leur soutien à la classe ouvrière et aux peuples actuellement sous domination révisionniste, pour renverser et écraser les cliques au pouvoir, pour faire flotter à nouveau le drapeau de la révolution et du socialisme.

Contre le révisionnisme moderne, 1968-1970

LE CONTROLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA relativement au rapport du Conseil central des Unions professionnelles d'Albanie sur l'activité de ces dernières dans le domaine du contrôle ouvrier

9 avril 1968

Un article publié dans le «Zëri i popullit» [Voir page 182 du présent volume.] du 24 mars 1968 traite des contre-révolutions qui ont lieu dans les pays révisionnistes. Il met l'accent sur la question de la classe ouvrière telle qu'elle se pose en Union soviétique et dans les autres pays où les révisionnistes sont au pouvoir. Cette étude a en outre deux objectifs :

1. indiquer ce qui est à l'origine de cette passivité, de cet immobilisme de la classe ouvrière, face à la tragédie et à la trahison dont sont victimes dans ces pays le prolétariat et son parti.
2. attirer l'attention de notre Parti sur les dangers qui pourraient le menacer s'il ne fait pas preuve de vigilance, ne se tient pas à la pointe de la lutte révolutionnaire, si la classe ouvrière et son Parti ne prennent pas la tête de ce combat.

Je ne veux pas m'arrêter de nouveau sur ces questions, mais j'appelle le Parti et la classe ouvrière à réfléchir profondément sur ces problèmes. Il serait dangereux de croire que ce qui se produit dans les partis révisionnistes n'a «rien à faire avec ce qui se produit dans notre Parti et notre pays», qu'«aucun péril ne menace notre Parti et notre pays», etc.

Le même article rappelle brièvement, dans sa conclusion, les mesures, la méthode et le style de travail mis en œuvre par notre Parti pour interdire aux maladies révisionnistes de se manifester, de se propager et de mettre en danger la construction du socialisme et du communisme dans notre pays.

Cette conclusion est conforme à la réalité. Mais elle ne doit pas faire naître en nous de suffisance béate ou nous porter à croire que nous avons trouvé le remède, que nous sommes complètement immunisés contre le révisionnisme, que tout ira très bien et que nous n'aurons pas à nous faire de souci, ni à lutter ou à déployer des efforts pour lui barrer la voie. Nous ne devons pas nous étonner que certains se bercent de ces pensées rassurantes et que d'autres, non contents de se laisser aller à ces illusions, en sont influencés dans leurs actes et déforment ainsi fâcheusement, d'une manière ou d'une autre, les directives du Parti. La plupart des Albanais se préoccupent sérieusement de ces problèmes vitaux. Ils veillent à sauvegarder la ligne révolutionnaire du Parti et à barrer la route à toute apparition du révisionnisme. Dans cette majorité il se trouve des militants formés politiquement et idéologiquement. Ces derniers se rendent parfaitement compte de la nécessité d'élever le niveau de formation idéologique et politique, d'élever le niveau de la conscience de classe. Ils comprennent que c'est là une question décisive. Ils voient donc correctement ce problème et y attachent l'attention soutenue qu'il

mérite. Mais certains négligent ce point essentiel, se consacrent à des questions différentes. Ils laissent le soin aux autres de s'intéresser à celui-ci.

Or, cette question est d'une importance décisive pour tous. Elle constitue la clé de n'importe quel problème. Tous doivent donc s'intéresser à sa solution et participer de façon approfondie à sa recherche au lieu de la considérer comme l'affaire de spécialistes et de s'en remettre à des commissions ou à des sous-commissions. Ces formes de travail ne sont que des moyens de réflexion, non des secteurs à part, bien classés, comme des fichiers de bibliothèque. C'est là une pratique dangereuse : on arrive, sans le vouloir, à ne désigner qu'un unique responsable, à lui prodiguer, à lui tout seul, l'éloge ou la critique pour la bonne ou la mauvaise marche des affaires dans tel ou tel secteur — que ce responsable soit une personne, un comité ou une commission. Agir ainsi, c'est se couper des masses, donc, ne pas réaliser les tâches...

En général, quand ils parlent du contrôle ouvrier, les camarades des unions professionnelles (syndicats) aboutissent à la conclusion concrète que «les commissions déjà créées sont souvent inactives. De plus, elles sont devenues bureaucratiques, elles ont éliminé le contrôle de la base, elles ont évincé les comités syndicaux. D'autre part, des employés de l'administration font souvent partie de ces commissions. Ils en prennent même la présidence». Par conséquent, l'esprit bureaucratique s'est infiltré dans ces commissions prétendument ouvrières. Dans une telle situation, certains responsables cherchent de toute évidence à se venger des ouvriers qui les critiquent. Et ils le font avec une habileté réelle. Il s'agit donc d'un problème sérieux que nous devons analyser... Après avoir évoqué ces commissions et leur fonctionnement dans la pratique, les camarades nous demandent de dire si, selon nous, ces commissions doivent être ou non permanentes. Pour ma part, je pense que non. Ainsi sera-t-il plus facile que les ouvriers exercent entièrement et directement leur contrôle.

Les commissions doivent être composées seulement d'ouvriers et non pas d'employés de l'administration. Ce Changement marquera un premier progrès. La classe ouvrière ne doit pas relâcher sa vigilance, il ne suffit pas qu'elle envoie dans une commission cinq ou dix travailleurs pour que tout aille bien. Si cette élection réglait tous les problèmes, il suffirait de mettre les ouvriers dans une commission comme on place des fiches dans un fichier et de les y laisser. Certes, les diverses commissions que nous créons peuvent être modifiées, améliorées. Pourtant, leur bon fonctionnement ne dépend pas seulement de la forme d'organisation mais aussi de la juste compréhension de leur raison d'être. Il dépend des hommes qui travaillent dans ces commissions, de leur niveau politique et idéologique, de leur conscience de classe. Et surtout le bon ou le mauvais fonctionnement de ces commissions sera lié au contrôle des masses sur ces commissions, à l'aide que la classe ouvrière et le Parti accorderont à celles-ci. Mais je pense que le problème dépasse largement la question des commissions ouvrières. La (direction et le contrôle de la classe ouvrière et du Parti sur toutes choses et sur n'importe qui — sur les cadres, les comités, les administrations, les commissions — doit former un bloc indivisible. Et il faut qu'il décide de tout. Voilà qui suppose, en premier lieu, un souci constant d'élever le niveau politique et idéologique de la classe ouvrière, du Parti, pour que leur conscience de classe s'affermisse continuellement. Il ne suffit pas d'apprendre par cœur quelques principes théoriques connus qui ont trait à notre grande cause, d'expliquer «que la classe ouvrière et son parti sont au pouvoir». Encore faut-il agir effectivement et partout en fonction de ces principes. Une telle affirmation ne devient une réalité que dans la lutte révolutionnaire et au prix d'une formation révolutionnaire approfondie. L'une et l'autre bien coordonnées sont en mesure de prévenir tout danger. Le Parti et notre classe ouvrière sont au pouvoir et ils avancent fermement sur cette voie. Nous avons remporté des succès, mais nous avons aussi des faiblesses. Il nous reste beaucoup à faire. Il nous faut multiplier nos efforts pour que les organisations du Parti et les syndicats comprennent à fond ces problèmes, qu'ils les fassent comprendre aux masses et surtout à la classe ouvrière.

Il me semble que le Parti et les syndicats restreignent la portée du contrôle ouvrier. En théorie, on affirme le principe : «La classe ouvrière et son parti sont au pouvoir» ; ou encore : «La politique est au poste de commandement» Mais, dans la pratique, dans la vie, ces idées ne sont pas suffisamment comprises et on n'adopte pas toutes les mesures nécessaires pour que la classe ouvrière et ses alliés

non seulement, aient une intelligence complète de ces principes, mais les traduisent dans les faits. Alors seulement les travailleurs et leur Parti deviendront les véritables garants de l'application de ces principes...

Nous n'avons cessé d'étudier le problème de l'éducation de notre Parti suivant notre idéologie. Nous le corrigeons, le complétons constamment, et c'est là un gros travail. Nous agissons de même pour la formation de la jeunesse. Mais en ce qui concerne la classe ouvrière, bien que nous disions : «Elle est la classe au pouvoir, la base», nous ne nous préoccupons pas suffisamment de son éducation politique et idéologique. Il faut dire que les camarades des syndicats, eux aussi, s'intéressent peu à ce problème bien qu'ils doivent le considérer comme leur tâche propre. Ils n'insistent pas suffisamment auprès du Parti et de l'Etat, non pas pour demander un cadre ou deux, mais pour renverser radicalement l'état de choses. Il est indispensable que cette situation change.

Je propose que le Parti et les syndicats, dans les organismes centraux, dans les organisations de district et à la base, examinent le contenu et les formes d'éducation politique et idéologique de la classe ouvrière. Dans le travail idéologique destiné à la classe ouvrière, il faudrait établir les mêmes critères de discipline que dans le Parti. Il convient de le faire, évidemment, dans la mesure où le permettent l'accroissement numérique de la classe ouvrière, son expérience et son niveau culturel. Le Parti ne peut pas avancer seul, sans les masses. Quand le Parti s'élève jusqu'à un niveau idéologique donné, il n'est pas admissible que la classe ouvrière reste en bas. S'il en était ainsi, nous irions au-devant de bien des malheurs.

Notre classe ouvrière a conscience, en général, d'être au pouvoir, elle et son parti. Elle sait que la dictature du prolétariat est leur propre dictature, et que le système socialiste est le leur. Mais ce n'est pas suffisant. Nous devons faire en sorte que la classe ouvrière comprenne à fond toute l'importance de ces principes, qu'elle les lie à la vie, à la pratique et qu'elle soit à la pointe de la lutte à mener pour les défendre.

L'analyse des méthodes mises en œuvre pour la formation politique et idéologique de notre classe ouvrière fera ressortir les grandes lacunes, le formalisme et même la confusion qui président à ce travail. Nous ne devons pas partir du principe que les affaires marchent bien, donc que la formation idéologique et politique aussi marchent bien, sans efforts. Il serait erroné de trancher ainsi le problème.

Notre classe ouvrière a grand besoin d'être éduquée pour développer son idéologie de classe, ses normes de classe, et par conséquent son élan révolutionnaire de classe. Nous ne devons pas nous faire d'illusions ou nous croire infaillibles. Il faut voir notre classe ouvrière telle qu'elle est et non pas telle qu'elle devrait être. Ainsi seulement nous pourrions faire notre devoir et l'aider à devenir ce qu'elle doit être. Il ne suffit donc pas de dire «la classe ouvrière est au pouvoir» et de nous rassurer en l'imaginant dotée de toutes les vertus d'une classe formée sous tous les aspects. Notre classe ouvrière s'est emparée du pouvoir. Elle le tient entre ses mains. Elle possède tous les moyens nécessaires pour construire une société sans classes, pour bâtir le socialisme et le communisme. Pour y parvenir, il lui faut en premier lieu se former elle-même et former les masses à son exemple. C'est là une des grandes tâches du Parti et de la classe ouvrière.

Mais il ne faut pas perdre de vue notre réalité. Notre classe ouvrière est relativement jeune. *[En 1938, 87 pour cent de la population albanaise en dans la production matérielle se consacrait à l'agriculture et 13 pour cent seulement à l'industrie et aux autres branches de l'économie nationale.]* C'est là un fait dont nous devons toujours tenir compte dans notre travail. Ainsi seulement nous comprendrons les tâches du Parti et nous reconnaitrons leur importance. Notre classe ouvrière s'est constituée et elle a grandi après la libération de la patrie au même rythme que notre industrie socialiste. Une faible partie de notre classe ouvrière est d'origine ouvrière ou même artisanale. Elle a connu l'oppression de la bourgeoisie et des autres exploités. La majeure partie de notre classe ouvrière est d'origine paysanne ou provient des familles pauvres des villes. Elle aussi a connu l'oppression et l'exploitation des capitalistes et des grands propriétaires terriens. Un bon nombre de nos travailleurs, qu'ils soient

ouvriers citadins ou paysans d'origine, ont participé à la lutte de libération sous la direction du Parti. C'est là un des principaux traits de notre classe ouvrière. L'autre grande période de formation pour notre classe ouvrière fut celle de la lutte pour la construction du socialisme. La nouvelle génération de notre classe ouvrière a donc une origine saine. Et c'est son plus grand bien. Mais elle est née, elle a été élevée et formée dans les rangs de la classe ouvrière, sous le régime socialiste. Elle n'a pas connu l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Je n'ai pas l'intention de procéder en quelques mots à une analyse approfondie de la composition de notre classe ouvrière. Mais je tiens à dire que les conditions dans lesquelles elle s'est développée lui ont apporté beaucoup de survivances et de conceptions petites-bourgeoises. Celles-ci nuisent à la cohésion, à la conscience, à la discipline de classe que nous voulons créer. Elles ne peuvent disparaître de la conscience des ouvriers sans une lutte politique et idéologique menée par le Parti sur tous les terrains, sans un travail persévérant de formation politique et idéologique.

Nos ouvriers ne sont pas seulement victimes des survivances du passé. Mais, si nous ne les aidons pas à s'en débarrasser, le terrain sera préparé pour qu'ils acquièrent en outre de nouveaux traits négatifs à l'intérieur de la société actuelle. Il suffit, pour qu'une telle situation apparaisse, de laisser aller les choses sans faire un travail systématique de formation qui permette à l'homme d'aujourd'hui de devenir vraiment l'homme de la société socialiste, porteur des traits propres à la classe ouvrière et de l'idéologie propre à cette classe et à son Parti. Je veux souligner par là toute l'étendue du problème que pose la formation politique et idéologique des masses. C'est pourquoi il convient de considérer toute la chaîne, non pas seulement un ou deux maillons de celle-ci. Il faut bien saisir la question principale, sans toutefois négliger d'aider, de coordonner, de contrôler les efforts faits pour résoudre les autres. Le Parti doit apporter une aide concrète à toutes les organisations de masse sur tous les terrains. Nous devons, sous son impulsion, concentrer toute notre attention sur la formation politique et idéologique des hommes, des cadres, des masses.

Il est un fait éclatant, et c'est que nous possédons une classe ouvrière courageuse animée d'un grand élan, imprégnée d'héroïsme révolutionnaire, une classe étroitement liée à son Parti et à son peuple, qui réalise des progrès étonnants dans le domaine de la technique. Elle n'est donc pas politiquement faible. C'est là son côté positif. Mais il ne faut pas oublier les aspects négatifs dont j'ai déjà parlé et qui ne sont pas sans danger. Le premier serait que la classe ouvrière, sachant qu'elle est au pouvoir avec son Parti, pense que ses conquêtes ne sauraient, en aucun cas, être perdues. Elle pourrait aussi oublier que la première place revient nécessairement à la politique, tomber dans l'économisme et dans le souci dominant ou exclusif de ses problèmes particuliers. Le second péril pour les travailleurs serait de s'enfermer dans leur coquille, c'est-à-dire de s'intéresser uniquement à leur entreprise et à celles qui lui sont liées économiquement. Il peut donc arriver que la classe ouvrière n'accorde pas l'importance voulue à son rôle déterminant de classe dirigeante désignée par l'histoire non seulement pour travailler à l'usine, mais aussi pour conduire les choses dans tous les secteurs de la vie. Il faut que tous marchent dans la voie qu'elle trace et dans celle de son Parti, à l'entreprise comme aux champs, dans l'administration comme dans les écoles et ailleurs.

La classe ouvrière doit prendre conscience de ce que doivent être ses tâches et son rôle dans l'usine, mais aussi en dehors de celle-ci. Dans l'entreprise même, nous avons beaucoup à faire : là aussi nous sommes esclaves de quelques formes de travail et d'éducation qui ne donnent pas les résultats voulus. Et nous continuons à les conserver. Il convient de discuter ces questions non seulement à l'intérieur de l'entreprise, mais en dehors d'elle. Il faut introduire ces méthodes dans toutes les manifestations de la vie. Partout la force de la classe ouvrière doit s'affirmer dans l'unité. Alors elle sera partout à la pointe du combat, luttant avec courage et maturité, simplicité et persévérance pour défendre la ligne et les normes du Parti...

J'insiste sur ce grand problème : le Parti doit forger son unité avec la classe ouvrière en s'appuyant concrètement sur notre idéologie, notre politique marxiste-léniniste. Les cadres du Parti, qui sont un précieux capital humain, doivent bien comprendre ce problème du point de vue idéologique et

politique. Ainsi, le Parti ne sera jamais coupé de la classe ouvrière ni les cadres des masses.

Il ne suffit pas de dire : «Les cadres instruisent, les masses et s'instruisent auprès d'elles». Cette maxime doit être appliquée. Et, sur cette voie, il existe beaucoup d'obstacles. La personne humaine est complexe et animée de sentiments et de goûts contradictoires. L'homme est un être merveilleux mais en même temps compliqué. Le Parti, à qui incombe la lourde et noble tâche de former l'homme nouveau, doit mener à cette fin un travail particulièrement attentif, intelligent et conforme à nos principes.

Je dirai, en conclusion, que les organisations du Parti et des unions professionnelles, dont nous étudions l'activité aujourd'hui doivent, en premier lieu et de façon particulière, s'intéresser à la formation des hommes.

Celle-ci leur permettra de résoudre tous les problèmes de la construction du socialisme: elle est intimement liée au travail, aux créations. C'est l'homme qui produit et qui crée. Aussi, plus notre niveau idéologique et politique sera élevé, et mieux nous accomplirons nos tâches.

Les unions professionnelles, aidées par le Parti, doivent, je pense, réexaminer plus à fond leur travail. Il leur faut, toujours plus soigneusement et vigoureusement, adapter leur action à la ligne du Parti et aux nouvelles conditions de développement de notre société. A mon sens, dans le travail de nos syndicats, il existe beaucoup de pratiques qui ne sont pas correctes. Elles ne répondent pas aux exigences de notre temps et elles sont empruntées à l'ancienne expérience soviétique. Ces survivances, avec le temps, semblent être devenues parties intégrantes de nos propres traditions. Aussi subsistent-elles. Mais c'est pour entraver notre action.

D'autre part, l'intérêt porté par les unions professionnelles aux problèmes de la vie matérielle des ouvriers s'étend aux moindres détails. Leur attention est ainsi quelque peu détournée de la formation politique et idéologique de la classe ouvrière. Expliquons-nous : je ne veux pas dire que les syndicats ne doivent pas se préoccuper des problèmes économiques de l'Etat, de l'usine et des ouvriers ; s'ils ne les connaissaient pas, s'ils ne s'en souciaient pas, ils ne pourraient pas mener à bien le travail politique et idéologique. Mais il semble exister une forte tendance à donner la priorité à ces questions. Au contraire, le travail politique ou bien se réduit à des phrases, ou bien est faiblement lié à la vie et à la pratique. De plus, il ne sort pas de la production, et de l'usine. Les cadres qui travaillent dans les syndicats, me semble-t-il, ont fait leurs ces tendances. Ils ont acquis de l'expérience, mais ils doivent réfléchir sur leur travail. Sans négliger la lutte sur le plan économique, ils se tourneront alors davantage vers la politique et l'idéologie. Ils doivent faire de plus grands efforts pour se former eux-mêmes sur des bases solides afin de pouvoir former à leur tour la classe ouvrière et devenir de véritables courroies de transmission entre la ligne du Parti et les masses.

J'ai dit que la classe ouvrière ne doit pas seulement poser comme un principe qu'elle est la classe au pouvoir. Cette remarque vaut particulièrement pour les cadres syndicaux ; il leur faut se débarrasser de dangereuses survivances — la suffisance, l'isolement par rapport aux masses, l'esprit de copinerie avec les hommes du Comité de district du Parti ou bien avec les dirigeants de l'entreprise. Ces camarades, qu'ils soient ou non d'origine ouvrière, qu'ils aient été longtemps ouvriers ou non, qu'ils soient ingénieurs en chef, contremaîtres ou techniciens moyens, ne sont pas immunisés contre ces maladies. Ils ne peuvent les éviter qu'en vivant et en travaillant au sein des masses.

Il arrive parfois qu'on l'affirme en principe. Mais, lorsqu'il s'agit d'élever la voix contre la direction de l'entreprise ou du ministère, de critiquer les erreurs, les violations des lois ou des règlements, les dirigeants de syndicats traitent ces problèmes entre eux, à voix basse, et ne les soumettent jamais comme il le faudrait aux ouvriers. Ils prétendent même avoir accompli leur tâche et avoir soulevé ces questions une, deux, trois, dix fois, devant le directeur, le sous-directeur, le comité. Ils déplorent que des mesures n'aient pas été prises. Par exemple, à l'usine de Poliçan, deux ouvriers ont trouvé la mort.

Mais si cette question avait été soulevée devant les travailleurs, si la classe ouvrière avait frappé du poing sur la table, le baraquement aurait été réparé à temps, les bureaucrates auraient été remis à leur place et les deux ouvriers n'auraient pas trouvé la mort.

Mais comment de telles fautes sont-elles possibles ?

Parce que ces dirigeants n'ont pas une juste conception de la bureaucratie et du combat à mener contre elle. Parce qu'ils ne comprennent pas bien ce qu'est la force de la classe ouvrière. Parce qu'ils ne savent pas ce qu'est le Parti et ils pensent qu'en appelant la classe ouvrière à frapper du poing sur la table, à prendre position contre les bureaucrates, quels qu'ils soient, «la classe ouvrière se dresserait contre le Parti». Ils arrivent donc à confondre le Parti et sa ligne avec un certain nombre de personnes qui, par leurs défauts, nuisent au Parti et à l'accomplissement de ses tâches.

Seul un travail politique et idéologique approfondi de la part du Parti, des syndicats et de toutes les autres organisations de masse, peut former l'homme, forger le Parti et la classe ouvrière, consolider le socialisme et assurer des succès ininterrompus dans tous les domaines.

Les camarades des syndicats n'ont soulevé dans leur rapport qu'une seule question, celle des «commissions ouvrières» qui souvent se sont changées, malgré leur nom, en institutions bureaucratiques. Dans ce rapport, on parle beaucoup de la lutte énergique que le Parti mène contre la bureaucratie, mais elle est mal comprise. C'est au moment où l'on prétend avoir assimilé les principes du combat contre le bureaucratisme qu'en pratique on le consolide dans les organismes d'Etat, les ministères, etc. Et, comme si de rien était, cette politique est approuvée même par les comités de district du Parti. Dans les entreprises économiques, il existe bon nombre de commissions mal orientées. La direction de l'entreprise doit être dynamique, diligente et prendre bien en main ses attributions et ses tâches en réalisant son travail avec le minimum d'employés de bureau. Elle crée près de l'entreprise le conseil technique dont l'appellation même définit les buts, qui sont justes, en principe. Mais, en fait, ce prétendu conseil technique s'est transformé en un conseil de bureaucrates, il a plein pouvoir sur la nomination et le transfert des cadres, la rétribution des ouvriers, la répartition des congés annuels, l'établissement des listes du personnel et même la prise de décisions administratives à l'encontre des ouvriers. Au départ, nous avons une direction, maintenant nous en avons deux. Nous avons une bureaucratie, maintenant nous en avons deux. Lorsque l'organisation élit un camarade comme secrétaire, celui-ci est parfois investi d'une autorité si grande qu'il oublie les tâches dont il est responsable devant le Parti. Souvent il fait preuve de suffisance et s'imagine qu'il est le plus capable de tous parce que le Parti l'a élu secrétaire. Il oublie que le Parti compte dans ses rangs des militants des plus capables, désignés à divers postes et qui jouissent de la confiance politique de tous autant que lui. Cette conception erronée de son rôle donne au secrétaire à penser qu'une fois élu il est le principal garant de la ligne du Parti. Il doit, par conséquent, être partout, contrôler tout le monde. Mais il oublie que le seul vrai garant de la ligne du Parti et de sa juste application, c'est le Parti lui-même, c'est la classe ouvrière, ce sont les communistes, les ouvriers, les paysans coopérés. Le Parti ne compte pas seulement dans ses rangs le secrétaire mais aussi le directeur de la fabrique ou de l'entreprise, le président de la coopérative, les élus que le conseil populaire a placés à son comité exécutif et d'autres camarades. Et tous sont aussi responsables, sinon davantage, que le secrétaire, devant le Parti et l'Etat, de la manière dont la ligne du Parti est appliquée et le contrôle exercé. On peut objecter que ces hommes peuvent se tromper. Mais le secrétaire aussi peut commettre des erreurs. L'organisation de base du Parti, le collectif, sont seuls à ne pas commettre d'erreurs. Ou s'ils se trompent quelque peu ou quelquefois et pour un certain temps, les corrections sont apportées peu après.

Pour que tout aille bien dans une usine, il ne suffit pas que le secrétaire travaille correctement. Il faut que tous en fassent autant, depuis le gardien jusqu'au directeur, que l'organisation du Parti et la classe ouvrière soient avancées. Et que le travailleur, communiste ou sans parti, le secrétaire, le directeur, le contrôleur, etc., aient apporté leur contribution.

Ces opinions fausses sur le rôle des secrétaires se retrouvent souvent chez les secrétaires eux-mêmes. Il s'agit là d'une sous-estimation du Parti, de la classe ouvrière et des masses. Elle porte les secrétaires ou les bureaux du Parti à oublier ou à négliger leur véritable tâche : l'aide qu'ils doivent prêter à la base du Parti et à la classe ouvrière pour qu'elles se renforcent et se forment. Mais les camarades élus aux postes responsables du Parti ne doivent jamais, en remplissant cette grande tâche, penser qu'ils font tout eux-mêmes, et que sans eux rien n'aurait été accompli. Ils doivent se sentir toujours modestes devant la grande expérience et les capacités de la base du Parti, de la classe ouvrière et des masses. Voyez, camarades, à quels graves dangers mènent ces idées fausses et ces pratiques de travail inadaptées, adoptées sans réflexion politique. Il faut extirper radicalement ces points de vue et ces formes d'organisation erronées. Il ne faut pas confondre, dans les conditions actuelles, le contrôle d'Etat, le contrôle du Parti, le contrôle de la classe ouvrière et des masses. La situation exige encore qu'ils agissent parallèlement.

Les nécessités de l'heure exigent encore également que, dans le Parti, les secrétaires des comités de district, les responsables de ces comités n'aient pas seulement des discussions avec les secrétaires des organisations de base ou bien avec les membres de leurs bureaux. Je pense que, à chacune de ces rencontres, des communistes de la base, des ouvriers et des coopérateurs doivent être également invités pour être consultés. Ces gens ne doivent pas être nécessairement de ceux qu'aura choisis le secrétaire. La conversation ne doit pas être toujours organisée comme une réunion officielle, il est indispensable qu'une autre méthode de travail soit mise en œuvre pour renforcer dans la pratique les liens qui existent entre la direction et la base du Parti. Il faut les resserrer, non seulement dans les réunions où le travail revêt les formes régulières établies par le Parti, mais aussi dans ces rencontres avec divers militants qui permettent d'éviter que se développent les déviations bureaucratiques. Ainsi, les secrétaires des organisations de base échapperont-ils à la manie morbide de résoudre les questions entre soi, en chuchotant dans des chambres fermées à double tour. Cette pratique leur fera comprendre que les problèmes doivent absolument être réglés avec la base du Parti et la masse de la classe ouvrière. Nous devons mettre celles-ci sérieusement au courant, discuter avec elles, écouter leurs opinions et ensuite seulement prendre une décision. Il faut nous habituer à penser que nous ne sommes pas, nous les dirigeants, les seuls à prendre les décisions. C'est le Parti, la classe ouvrière, qui décide. En tant que membres du Parti, nous discutons, décidons, concluons. Mais nous ne devons jamais suivre nos propres conceptions, ni agir contrairement aux désirs, à la volonté, à la ligne du Parti et de la classe ouvrière. Nous éviterons ainsi l'apparition de bureaucrates, de mégalomanes, d'hommes arrogants aux exigences arbitraires...

Camarades, nous devons accorder une grande attention à ces problèmes, ils touchent à nos principes. Les administrations centrales, surtout le ministère de l'Industrie et des Mines, etc., doivent être particulièrement attentives en ce domaine. En même temps, il est regrettable que les comités du Parti dans les districts ne prennent pas des mesures immédiates. Autrement dit, ils doivent non seulement signaler ces déviations, mais aussi agir pour qu'elles ne se produisent plus. Notre pays est un pays de dictature du prolétariat sous la direction du Parti du Travail d'Albanie. En d'autres termes, la classe ouvrière, ayant à sa tête son Parti, dirige la construction du socialisme sur la base de son alliance avec la paysannerie laborieuse. Nous sommes donc en contradiction avec les révisionnistes modernes. Pour ceux-ci, la dictature du prolétariat n'existe plus. L'Etat est en train de disparaître. Dans ces conditions, le Parti prolétarien ne peut prétendre ni au contenu de classe, ni aux fonctions d'un parti ouvrier. En effet, la dictature du prolétariat elle-même est liquidée. La société est transformée et, en conséquence, le Parti est devenu le parti du peuple tout entier et le pouvoir, celui du peuple tout entier. Au contraire, chez nous, existent et continueront d'exister la dictature du prolétariat, le rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière et le pouvoir de la classe ouvrière. Le véritable Etat socialiste ne peut être assimilé, comme l'insinuent les révisionnistes modernes, notamment yougoslaves, à l'Etat bourgeois capitaliste auquel s'oppose la classe ouvrière. Il ne se confond pas, non plus, avec «la nouvelle bureaucratie» que l'on prétend présenter comme le produit du système socialiste et à laquelle s'oppose aussi la classe ouvrière. En prônant de telles théories antimarxistes, les révisionnistes ont abouti à la théorie de «l'autogestion ouvrière». Ils liquident ainsi la planification centralisée, soi-disant pour combattre cette «nouvelle bureaucratie», pour que la classe ouvrière gère elle-même le revenu net, c'est-à-dire l'accumulation à l'intérieur de l'entreprise. Cette doctrine anti-marxiste exprime leur

retour à la voie capitaliste, la création et la consolidation d'une nouvelle classe capitaliste. Ce processus de transformation des anciens pays socialistes en pays capitalistes a commencé en Yougoslavie et se développe rapidement et largement en Union soviétique, et Tchécoslovaquie, en Pologne et ailleurs. C'est contre ce courant de trahison que notre Parti mobilise ses forces en défendant et en appliquant de façon conséquente le marxisme-léninisme.

Le développement harmonieux du socialisme dans notre pays, sous la direction du parti marxiste-léniniste, confirme la nécessité impérieuse d'une dictature du prolétariat puissante et invincible, exercée sans partage sous la direction du Parti de la classe ouvrière, la nécessité de l'Etat socialiste. De grands succès ont été remportés dans la voie tracée et suivie par notre Parti avec fermeté, dans la direction de l'économie socialiste, dans son développement progressif et centralisé, et dans l'expansion de la production sociale, afin de satisfaire les besoins de la population en général et des travailleurs en particulier. Le Parti, grâce à sa juste ligne et à son élan révolutionnaire, fait en sorte que le développement socialiste du pays ne soit pas converti en une évolution bureaucratique. Dans ce développement, la classe ouvrière et les masses laborieuses doivent avoir toujours, et à chaque étape, le droit de dire leur mot. Ce sont elles qui agissent, qui produisent, qui créent. Le Parti a pour une de ses premières préoccupations de rendre possible l'initiative de la classe ouvrière et des travailleurs dans tous les domaines. Toute la lutte révolutionnaire du Parti est tendue vers cet objectif. C'est pourquoi il s'attache à l'élévation du niveau politique et idéologique de la classe ouvrière et des masses. En d'autres termes, le Parti veut que se réalise la plus haute démocratisation du pouvoir, ce qui signifie une vaste et puissante participation des masses travailleuses dans tous les secteurs et pour la solution de tous les problèmes, pour la lutte contre la bureaucratisation des organismes de l'Etat, de l'administration, du Parti lui-même et des membres de leurs appareils.

Ce sont là des problèmes trop vastes et complexes pour être compris à fond, pour que leurs solutions soient appliquées correctement sans de grands efforts de la part de chacun. C'est de cela en effet que dépend le sort de la construction du socialisme. A plus forte raison, les cadres du Parti et de l'Etat doivent-ils bien saisir idéologiquement ces questions difficiles qui ne sauraient être séparées les unes des autres. Si l'on ne comprend pas le rôle dirigeant du Parti dans toute l'ampleur et dans tous les aspects de ses activités, alors on peut se tromper et glisser, soit à droite, soit à gauche. Les camarades qui ne sont pas formés idéologiquement et qui ne sont pas liés aux masses peuvent commettre ces erreurs dans leurs luttes concrètes. Il est important d'organiser le travail du Parti et de l'appareil d'Etat en vue d'appliquer les directives du V^e Congrès du Parti et du Comité central élu par lui. Dans ce domaine il n'existe pas de questions négligeables. Même l'institution d'une forme de travail ou la création d'une commission ne le sont pas. Rien n'est insignifiant, même ce qui à première vue pourrait nous paraître secondaire. Il serait très dangereux par exemple d'essayer de comprendre la directive capitale du Parti : «Mettre la politique et l'idéologie au poste de commandement», sans la rattacher à l'ensemble de la situation concrète dans l'économie, l'enseignement, la culture, l'organisation de l'Etat, etc. Si la lutte idéologique se développait comme un secteur isolé de la bataille au lieu de s'étendre à tous les domaines, si le Parti renonçait à diriger toute la vie du pays, la situation deviendrait périlleuse. Le problème inverse apparaîtrait si le Parti s'occupait seulement de l'économie, se transformait en un simple appareil technico-économique et oubliait la diversité et l'importance de ses tâches.

C'est précisément ici que nous pouvons voir les deux grands traîtres du marxisme-léninisme — Tito et Khrouchtchev — partir de thèses en apparence inverses, partir des deux extrêmes pour converger vers le même objectif, la liquidation du Parti. Tito, par sa réforme de la Ligue des communistes de Yougoslavie, assigne au Parti seulement un prétendu «rôle d'éducateur politique et idéologique». Khrouchtchev, lui, par sa fameuse organisation du Parti, a voulu réduire ce dernier à une fonction exclusivement économique. Ce n'est ni la première, ni la dernière fois que le Parti pose ces problèmes. Mais je pense que nous faisons bien de les poser constamment. Plus nous les approfondissons, plus nous nous en prenons conscience, et mieux nous les appliquerons dans la pratique, plus grands seront les succès remportés.

OU VA LA TCHECOSLOVAQUIE ?

Article publié dans le «Zëri i Popullit»

«Hommes, soyez vigilants !» *Julius Fucik*

21 avril 1968

Le processus de la contre-révolution, ultra-révisionniste en Tchécoslovaquie se développe de jour en jour à un rythme accéléré. La clique de Dubcek et des autres éléments réactionnaires, qui s'appuie sur les diverses couches de la bourgeoisie, surtout sur les éléments nationalistes et fascistes slovaques, sur tous ceux qui ont des «comptes» à régler avec la dictature du prolétariat, sur l'intelligentsia libérale-révisionniste et les étudiants désorientés par les idées et la morale bourgeoises, ainsi que sur la bourgeoisie internationale, cette clique donc s'est assurée une prédominance totale. En même temps, les tenants de la clique révisionniste faillie de A. Novotny, s'évertuent, chacun de son côté, à sauver leurs positions par des «autocritiques sincères» ou prennent un «congé forcé» de la vie politique pour aller se terrer quelque part en rêvant de «jours meilleurs».

Les théoriciens du nouveau cours ultra-révisionniste, tels Smrkovski et d'autres, affirment avec vantardise que maintenant la Tchécoslovaquie «fraie de nouvelles voies sur un terrain inexploré», que ce qui se passe actuellement dans ce pays est «la première expérience du socialisme vraiment démocratique dans le monde». A en juger d'après ce qui se produit actuellement là-bas, et si l'on traduit cette phraséologie en clair, il apparaît qu'aujourd'hui en Tchécoslovaquie on assiste à la restauration complète du capitalisme. On en a notamment une preuve dans le prétendu «programme d'action» adopté par le plénum du C.C. du Parti communiste tchécoslovaque au début du mois d'avril, programme que l'agence de presse tchèque «Ceteka» a diffusé sous le titre «La voie tchécoslovaque au socialisme».

Les révisionnistes tchécoslovaques considèrent à juste titre ce retour au capitalisme comme leur «voie particulière», car tout en étant fondamentalement identique à celle des titistes, des révisionnistes soviétiques et autres révisionnistes au pouvoir ou non, elle comporte ses caractéristiques et ses formes spécifiques.

Il y a longtemps que les titistes élaborent leur système d'«autogestion ouvrière», qui ne trouve aujourd'hui, pas plus qu'il n'en trouvera demain, aucune stabilité, non seulement parce qu'il est antimarxiste, mais aussi parce que, se voulant une version masquée et «originale» de restauration du capitalisme, il a provoqué un chaos indescriptible dans toute la structure politique et économique capitaliste yougoslave, et cela jusqu'à la structure même de l'Etat fédératif yougoslave. Les titistes, désireux, juste pour la forme, d'intégrer la classe ouvrière dans leur système capitaliste, ont créé un système si anarchique, qu'il leur sera difficile de rétablir tous les traits de l'oppression et de l'exploitation capitalistes, si ce n'est au prix d'un long effort et de mesures encore plus draconiennes. Leur système ne s'adapte pas pleinement à leurs obligations envers leurs patrons capitalistes, aux exigences et aux obligations qu'ils ont en commun avec leurs partenaires révisionnistes. Le système de l'«autogestion ouvrière» des titistes, qui n'a d'«ouvrier» que le nom, est en train de créer des couches de nouveaux capitalistes ; il procède à la concentration et à la polarisation des trusts et des consortiums. Mais, simultanément, il approfondit encore les grandes contradictions du système titiste, les contradictions entre la classe ouvrière et les patrons, entre les paysans pauvres et les koulaks, entre les patrons eux-mêmes, entre les koulaks eux-mêmes, entre les différentes républiques et nationalités, etc.

Le groupe Dubcek, comme il ressort du cours des événements, cherche à éviter que le chaos qui sévit en Yougoslavie ne se renouvelle dans son pays. Aussi, dans les nouvelles conditions, vise-t-il à restaurer le capitalisme, en ramenant ce pays aux formes, aux méthodes et au contenu capitalistes de la

Tchécoslovaquie bourgeoise-capitaliste de Masaryk et de Benes, en mettant en même temps à profit l'expérience et les théories politiques et économiques des autres pays capitalistes. C'est ainsi que le révisionniste Dubcek prend un raccourci pour atteindre plus rapidement son but et éviter, à sa manière, les contradictions et les difficultés. Dans cette fameuse «voie du socialisme tchécoslovaque», nous entendons donc proclamer avec démagogie que le régime est socialiste et qu'il «repose sur la classe ouvrière», mais l'on ne souffle mot nulle part de l'«autogestion ouvrière» titiste.

Examinons cette question de plus près.

D'emblée, la clique Dubcek déclare ouvertement qu'il faut «transformer tout le système politique actuel de la Tchécoslovaquie». On ne saurait s'exprimer plus clairement.

Le nouveau groupe, qui s'est emparé du pouvoir en Tchécoslovaquie, est un groupe hostile au socialisme, un groupe anti-marxiste, ennemi juré du système politique de la dictature du prolétariat. Lorsqu'il affirme procéder à la refonte de tout le système politique actuel en Tchécoslovaquie, cela signifie qu'il entend liquider même les formes soi-disant socialistes ou prolétariennes, que conservait le groupe pro-soviétique de Novotny. Il ne s'agit pas seulement de corrections à apporter au «régime socialiste» du groupe révisionniste de Novotny, à ses «erreurs», à ses «hésitations» ; non, il s'agit d'une transformation radicale du régime politique.

Dans quel sens s'effectue cette transformation politique ? Dans le sens de la restauration totale du capitalisme. On y restaure, avec tous ses traits fondamentaux, le régime bourgeois capitaliste, mais, pour masquer cette restauration, on la qualifie de «voie tchécoslovaque au socialisme».

C'est là, quant au fond, une thèse analogue à la thèse opportuniste connue de Togliatti sur la «voie italienne au socialisme», mais en partant d'un point opposé. Ces deux voies anti-marxistes et réactionnaires ont un but commun : servir le capitalisme. Les révisionnistes italiens et les révisionnistes tchécoslovaques se rejoignent et sont entièrement d'accord entre eux. Les révisionnistes italiens, qui ont depuis longtemps déjà dégénéré en antimarxistes, réformistes et contre-révolutionnaires, s'efforcent, à travers des «réformes de structure», la voie pacifique et les alliances avec les partis de la bourgeoisie, d'accéder au pouvoir bourgeois et de s'y intégrer. Ils appellent cela «la voie italienne au socialisme», dans laquelle, selon eux, on avancera non seulement avec le parti communiste italien, mais aussi avec les autres partis de la bourgeoisie. C'est là une grande mystification pour la classe ouvrière, une mystification qui tend à éteindre la lutte de classe, à écraser la révolution et à venir particulièrement en aide à la bourgeoisie monopoliste, d'une manière qui s'adapte aux phases actuelles de l'évolution et de la décomposition de l'impérialisme. Voilà donc quelle est, en peu de mots, la voie suivie par les renégats togliattiens. De leur côté, les révisionnistes tchécoslovaques, Dubcek en tête, tendent au même but que Togliatti, mais en partant de points opposés. Pour eux la besogne est relativement plus aisée, car, si les togliattiens rencontrent la résistance de leur bourgeoisie, qui, pour le moment, dans la conjoncture actuelle, ne les accepte pas au pouvoir, eux ne trouvent pas de résistance de la part des marxistes-léninistes révolutionnaires tchécoslovaques. Dubcek et ses collaborateurs avancent donc dans la voie de la destruction et de la liquidation de la dictature du prolétariat, de toutes ses formes, de toutes ses organisations, de ses lois, pour autant qu'elles subsistaient encore. Il y a longtemps que la classe ouvrière tchécoslovaque n'est plus au pouvoir. C'est un fait. Le groupe révisionniste de Novotny, avant d'être limogé, travaillait en profondeur dans le sens de la restauration capitaliste, de la libéralisation, mais en maintenant, pour la frime, quelques formes extérieures du système de la dictature du prolétariat. Le groupe Dubcek, lui, a liquidé même ces formes, il a liquidé entièrement le groupe Novotny, balayé ses adversaires, et les a tous remplacés par des éléments notoirement anti-prolétariens. Au lieu d'aller vers le socialisme en consolidant les positions du Parti communiste tchécoslovaque, Dubcek et sa clique affaiblissent ces positions et les partagent avec les partis de la bourgeoisie. La bourgeoisie, on le voit en Tchécoslovaquie, est prête à partager le pouvoir pour regagner ses positions perdues, mais lorsqu'elle est au pouvoir, elle refuse de le partager avec d'autres. La bourgeoisie italienne s'est ainsi refusée à le faire avec les togliattiens, Longo et consorts.

En partageant le pouvoir avec la bourgeoisie. Dubcek entend modifier aussi le système politique, et c'est précisément à quoi il s'est engagé. On comprend dans quel sens s'opère cette transformation du système : s'il s'agissait d'aller à l'édification totale du socialisme ou du communisme, ce ne serait sûrement ni Dubcek, ni Novotny, ni leurs complices bourgeois capitalistes, qui conduiraient cet effort.

Dans le cadre de la transformation radicale du système, le groupe Dubcek transforme naturellement toutes les structures, politiques, économiques, étatiques, organisationnelles et militaires. Ces transformations, entreprises pour restaurer entièrement le capitalisme en Tchécoslovaquie, sont toutes approuvées et applaudies avec enthousiasme par les révisionnistes italiens, qui invoquent cet exemple «vivant» pour dire à leur bourgeoisie : «c'est précisément ce que nous voulons faire ici en Italie, nous sommes et nous serons toujours vos fidèles serviteurs ; et si vous ne voulez pas avoir la classe ouvrière sur le dos, jettes-nous un os».

Toutefois, les révisionnistes soviétiques, bien qu'ils soient eux-mêmes engagés dans la voie de la restauration du capitalisme en Union soviétique, ne peuvent en aucune manière s'accommoder de l'évolution actuelle de la Tchécoslovaquie.

Ils s'entendaient avec les révisionnistes tchécoslovaques tant que la clique de leur Novotny était au pouvoir et que la Tchécoslovaquie était leur «satellite» docile, une des démocraties soi-disant «les plus libres, et économiquement les plus indépendantes». La Tchécoslovaquie de Novotny, tout comme les révisionnistes soviétiques, avait rejeté la dictature du prolétariat ; le Parti communiste tchécoslovaque était prétendument au pouvoir, voire comme le seul parti au pouvoir, partant, comme le «parti du peuple tout entier» et il dégénérait sous les mêmes formes et aux mêmes rythmes que le Parti communiste de l'Union soviétique. Mais ici aussi tout était coordonné. L'économie tchécoslovaque, soi-disant indépendante, soi-disant avancée, tendait à dépendre toujours plus étroitement de la direction soviétique, qui l'approvisionnait en matières premières. Le ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque était un bureau du ministère soviétique des Affaires étrangères, etc. Jusque-là, donc, ils étaient d'accord.

Mais Novotny a été renversé et c'est la clique Dubcek qui a accédé au pouvoir. Maintenant, tous ces aspects de la politique tchécoslovaque ont changé. C'est alors qu'est survenue la scission, des contradictions ont surgi tant sur la question du masque à donner à la liquidation de la dictature du prolétariat, que sur le parti, l'économie, la politique étrangère, les structures, etc. Ces contradictions s'approfondiront inévitablement et le conflit s'aggravera. *[Le camarade Enver Hoxha écrivait le 10 août 1968 : «Nous assisterons à d'autres affrontements, à d'autres défaites encore plus cuisantes pour les révisionnistes soviétiques, à des querelles et à des empoignades encore plus violentes entre les cliques révisionnistes. Il ne saurait jamais y avoir de confiance mutuelle entre elles. C'est le cours logique de leur ligne de trahison.»]*

La réaction tchécoslovaque, la bourgeoisie tchécoslovaque, partie intégrante de la réaction mondiale et de la bourgeoisie ultra-réactionnaire européenne et liée à elle par de multiples attaches, se rend parfaitement compte de ce qu'est la dictature du prolétariat. Elle a lutté elle-même par les armes et en engageant des légions entières contre le pouvoir soviétique instauré par Lénine en Union soviétique. Maintenant, elle ne se borne pas à prôner cette lutte contre la dictature du prolétariat, elle la livre avec esprit de suite. Elle utilise comme toile de fond la fumée et la boue que les khrouchtchéviens ont jetées sur la dictature du prolétariat et son œuvre glorieuse en Union soviétique ; elle dépeint la juste et ferme lutte que le Parti bolchevik, Staline en tête, et le pouvoir soviétique ont menée d'une manière exemplaire contre les gardes blancs, les trotskistes, les déviationnistes traîtres au parti, au socialisme et au marxisme-léninisme, comme un épouvantail pour en éloigner les gens et prendre sa revanche.

La trahison des khrouchtchéviens a facilité et facilite toujours la tâche des bourgeois capitalistes tchécoslovaques dans leur action contre-révolutionnaire. Aussi les Brejnev et les Kossyguine n'ont-ils aucune raison de se plaindre lorsque les Dubcek attaquent la période de Gottwald, révisent les procès des traîtres, réhabilitent bourgeois, fascistes, voleurs, criminels, prêtraille, lorsqu'ils épurent, en même

temps que les sains éléments prolétariens, naturellement les premiers frappés et persécutés, les hommes du groupe de Novotny et des révisionnistes soviétiques. En Tchécoslovaquie a été instauré un climat de terreur blanche, le climat de la revanche bourgeoise sur la dictature du prolétariat. Des hommes de la réaction la plus enragée, déguisés en communistes, ont accédé à la tête du Parti communiste tchécoslovaque. Sur les rues plane l'ombre des manifestations des étudiants voyous, faussement qualifiées de «manifestations populaires». Le ministère tchécoslovaque de l'Intérieur est dirigé actuellement par un homme à peine sorti de prison, où il purgeait une peine pour activité hostile au régime socialiste. Le ministère de la Défense a aussi à sa tête un ancien détenu politique à peine libéré. Chaque jour, apprend-on, des fonctionnaires de la Sûreté tchécoslovaque se donnent la mort dans les bureaux, d'autres sont arrêtés, d'autres encore, de tous les secteurs, seront certainement arrêtés et condamnés par la dictature bourgeoise qui s'instaure.

Toute cette transformation capitaliste, cette terreur blanche d'épurations et de rétorsion, est accomplie sous le couvert de la légalité, sous prétexte qu'on sort d'une «époque sombre et trouble de meurtres, de procès arbitraires,» etc., pour passer à une période «de paix dans le monde, de vraie justice sociale, de paix des classes, de liberté de l'homme», le tout accompagné d'autres slogans connus de la propagande capitaliste, qui a dégainé l'épée.

Sans doute, la bourgeoisie tchécoslovaque qui prend le pouvoir, et qui s'est vu préparer le terrain par les traîtres révisionnistes, va-t-elle de l'avant, s'emparant tour à tour de toutes les positions clés, sans entreprendre d'actions irréfléchies comme le fit la bourgeoisie capitaliste hongroise lors de la contre-révolution de 1956, mais «par la douceur», du moment que toute opposition a été étouffée, et que l'on ne voit se dessiner aucune résistance de la part de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

La bourgeoisie tchécoslovaque, qui est en train de reprendre le pouvoir, n'hésite pas, bien sûr, à employer le terme de «socialisme», si en vogue chez les leaders bourgeois, depuis Indira Gandhi jusqu'au fasciste Franco, pour leurrer les masses. En ce sens, elle a reçu son diplôme des mains des khrouchtchéviens et des titistes. Mais ici elle se sépare des Soviétiques, qui ont déclaré «aller vers le communisme» à un moment où, en fait, ils retournent résolument au capitalisme et s'efforcent de maintenir les formes et les apparences d'un ordre socialiste. Les révisionnistes tchécoslovaques, eux, ne s'occupent pas de telles futilités, mais œuvrent ouvertement en faveur du capitalisme. En réalisant donc «la transformation du système politique», c'est-à-dire le démantèlement de la dictature du prolétariat et de ses lois dans le pays, la bourgeoisie tchécoslovaque, qui accède au pouvoir, enrobe cette pilule amère de quelques mots de «courtoisie» à l'adresse de la classe adverse, le prolétariat, en suggérant «l'abandon des vieilles méthodes subjectives». Pour les révisionnistes modernes, les lois de la dictature du prolétariat sont des méthodes subjectives, alors que les lois bourgeoises capitalistes «sont sacrées, objectives, humaines».

Dans les divers points du programme de «son parti communiste» la bourgeoisie tchécoslovaque qui accède au pouvoir, affirme précisément qu'«il faut concevoir et élaborer de meilleures lois, défendre mieux et plus résolument tous les droits et la propriété privée». Ici, on ne met pas de gants. La propriété personnelle, la propriété privée ! Il ne s'agit pas d'une brosse à dents, ni d'une montre-bracelet ou d'un lit. Il s'agit ici de quelque chose de très important, d'anti-prolétarien, d'anti-socialiste, de capitaliste, il s'agit de restaurer la propriété privée capitaliste. Et il faut, pour régir cette propriété, concevoir et promulguer de nouvelles lois, précisément celles qui avaient été abrogées par la dictature du prolétariat, il faut que ces nouvelles lois défendent fermement ces droits à nouveau reconnus aux riches et à la bourgeoisie citadine et rurale.

Comment procéder a-t-on à la restauration de cette propriété capitaliste ? Le programme des révisionnistes tchécoslovaques dit expressément que «les méthodes d'administration et d'orientation de l'économie nationale actuellement en cours sont périmées et qu'elles exigent des changements urgents». Il ne s'agit pas ici simplement de nouvelles formes de gestion de l'économie, il s'agit, à travers ces formes, de changer le système de classe de l'économie. Sans doute, les révisionnistes tchécoslovaques ont-ils une grande expérience de la gestion et de l'organisation d'une économie

capitaliste, de petites ou de grandes dimensions, et maintenant qu'ils ont pleinement accédé au pouvoir et rompu tous les anciens fils qui les tenaient encore attachés, ils procéderont à la transformation radicale de l'industrie et de l'agriculture, du commerce et de toute l'économie, selon le modèle d'un Etat bourgeois capitaliste avancé. Dans cette voie, ils seront aidés au premier chef par les capitaux ouest-allemands et américains, mais ils bénéficieront aussi du retour des capitaux et des capitalistes tchécoslovaques de ces pays et d'autres pays occidentaux. Ces crédits ne peuvent se réduire à de simples crédits accordés par un Etat à un, autre à un taux fixé, ils auront un caractère économique et politique bien déterminé. Ils permettront à l'édifice capitaliste que reconstruit la bourgeoisie tchécoslovaque de se consolider. Le capitalisme d'Etat que l'on restaure actuellement en Tchécoslovaquie s'appuiera principalement sur l'industrie intérieure et sur la nouvelle industrie que lui fourniront les capitalistes étrangers.

Actuellement, en Tchécoslovaquie on assiste au renforcement des positions politiques des diverses cliques bourgeoises capitalistes au pouvoir. Ce processus se poursuivra jusqu'aux prochaines élections, où les cliques bourgeoises, renversées par la révolution, mais aujourd'hui réhabilitées, espèrent reconquérir le droit de cité perdu et reprendre entièrement le pouvoir. Et il ne fait aucun doute qu'elles le recouvreront, qu'elles le partageront entre elles, non pas dans un esprit de bienveillance mutuelle, mais en se regardant comme des loups. La loi de la jungle régnera là-bas aussi, et cela indépendamment de la phrase démagogique du programme du «Parti communiste tchécoslovaque» qui affirme impudemment : «La phase actuelle a pour trait la suppression des classes antagonistes».

Ainsi donc, en Tchécoslovaquie, non seulement les classes et leur antagonisme, qui tendra à s'exacerber, existent, mais on réhabilite actuellement les divers groupes capitalistes, on les organise et on les reclasse sur le plan politique et organisationnel, en vue de perfectionner aussi l'organisation et la direction de la nouvelle économie capitaliste. Aux nouveaux partis qui accèdent au pouvoir, la nouvelle loi reconnaît le droit et l'obligation, en tant que «partis indépendants dans le Front, d'assumer la responsabilité de l'administration du pays et de la société». La nouvelle loi des révisionnistes tchécoslovaques dispose ouvertement que «les intérêts des groupes sociaux doivent être protégés et leurs intérêts économiques pris en compte dans la politique économique».

Par conséquent, l'économie de l'Etat sera dirigée par divers groupes de capitalistes, inclus dans divers partis, y compris ici le «Parti communiste tchécoslovaque», mais l'on verra aussi d'autres groupes sociaux et économiques pousser comme des champignons après la pluie, hors de la sphère de l'économie d'Etat. Cela veut dire que des industries privées, petites et grandes, seront créées, que la collectivisation sera liquidée, que l'on verra se constituer de grands fermiers capitalistes, et que de nouvelles banques capitalistes nationales et étrangères seront mises sur pied pour financer cette grande entreprise capitaliste qui se construit au cœur de l'Europe.

Les capitalistes tchécoslovaques au pouvoir édifieront ouvertement une direction bureaucratique, technocratique, un régime de grands trusts et de consortiums économiques, au niveau de la technique «moderne» du marché capitaliste mondial. Pour atteindre ce but au plus vite, il leur faut se dégager de la situation actuelle, rompre avec les traditions «socialistes» créées en matière économique, détruire les liens et les formes actuelles de travail et de collaboration avec les révisionnistes soviétiques et les autres révisionnistes modernes, intégrer entièrement la Tchécoslovaquie dans les rouages de l'économie capitaliste mondiale.

La planification de leur économie, de même que la décentralisation de sa gestion, ne manqueront pas de prendre des formes entièrement nouvelles, appelées à s'adapter aux exigences des nouvelles conjonctures politico-économiques créées, et qui peuvent ne pas être identiques à celles déjà réalisées ou en cours dans les autres pays révisionnistes. Du reste, il est fort peu probable qu'elles le soient. La modernisation, sur une base capitaliste, de l'industrie tchécoslovaque, déjà considérée aujourd'hui comme l'une des plus modernes dans le camp révisionniste, aboutira sans aucun doute à des transformations dans les formes, les structures et les méthodes de gestion. Certes, il y sera tenu compte de nombreuses questions spécifiques, non seulement du marché extérieur et des intérêts des

investisseurs capitalistes étrangers, mais aussi des intérêts particuliers des Tchèques et des Slovaques et des intérêts des groupes capitalistes intérieurs déjà formés ou en cours de formation.

En un mot, l'équipe antimarxiste de Dubcek, qui s'est mise à la tête de la Tchécoslovaquie, la conduit à un rythme accéléré vers le capitalisme. Elle procède à des purges radicales de ses adversaires, qu'elle considère tantôt comme des novotnystes, tantôt comme des révisionnistes, tantôt comme des «staliniens», et elle ne tolérera aux fonctions clés aucun élément du temps de Gottwald ou de Novotny. Elle porte au pouvoir et regroupe autour d'elle les éléments les plus suspects, les antimarxistes les plus patents, des révisionnistes notoires, de la prêtraille, des hommes à peine libérés de prison, aux termes de la nouvelle loi qu'elle a promulguée «pour la réhabilitation totale des communistes et des non-communistes victimes des années passées.»

Par ces menées, la clique Dubcek, en consolidant ouvertement les positions du capitalisme en Tchécoslovaquie, annonce aux révisionnistes soviétiques, et cela de manière que tout le monde l'entende : nous ne nous en tiendrons pas à vos normes khrouchtchéviennes, nous avons décidé d'aller ouvertement plus avant et même contre votre volonté; qui plus est, nous vous accuserons et vous démasquerons aux yeux des autres révisionnistes comme des révisionnistes conservateurs et surannés, qui refusent d'avancer vers la «démocratisation et la libéralisation» tant prônées. Quant au monde capitaliste, l'équipe de Dubcek lui donne de grands espoirs, de sûres garanties, et elle lui inspire une entière confiance.

Sans doute, cette équipe de traîtres introduira-t-elle des réformes politiques, constitutionnelles et économiques radicales. Sans nul doute aussi, tout cela se fera graduellement, car, comme le dit un dicton populaire, «chaque fruit mûrit en son temps». Actuellement, nous la voyons amoindrir le rôle dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque, affaiblir idéologiquement et politiquement le parti, le déprolétarianiser et l'embourgeoiser entièrement, rehausser le rôle du Front national à un niveau sans précédent, consacrer par la loi la création, les droits et les fonctions des autres partis bourgeois, avec lesquels elle partage le pouvoir et collabore en vue de consolider le capitalisme. D'autre part, cette équipe prépare le fédéralisme, c'est-à-dire qu'elle tend soi-disant à «établir une entière égalité des droits entre Tchèques et Slovaques». Compte tenu du cours suivi par la clique révisionniste de Dubcek, il faut entendre effectivement par là qu'elle attisera le nationalisme et le chauvinisme et qu'elle gardera cette arme toujours prête pour frapper le socialisme et tout mouvement révolutionnaire, accélérer la restauration du capitalisme, favoriser, dans cette conjoncture, le nationalisme slovaque pour pouvoir en user à tout moment comme d'un contrepoids.

Certes, l'équipe de Dubcek, sous prétexte que les Tchèques de Novotny avaient négligé cette «sœur pauvre» qu'est la Slovaquie, la financera plus copieusement dans son développement capitaliste, pour lui faire atteindre le niveau de sa «sœur avancée et favorisée», mais sans renoncer pour autant à la modernisation de l'industrie tchèque.

Sans doute verra-t-on en cette question fondamentale se manifester des contradictions continuelles, une certaine instabilité, et se développer un conflit permanent entre les capitalistes tchèques et slovaques, et aussi entre eux et les patrons capitalistes étrangers, dont l'influence est prépondérante, car ils ont fait de gros investissements dans l'une et l'autre partie de cette fédération ou confédération à la fausse appellation de «République socialiste tchécoslovaque».

L'équipe révisionniste tchécoslovaque qui sera à la direction doit non seulement équilibrer les forces sur le plan des nationalismes tchèque et slovaque, mais il lui faut aussi les équilibrer au niveau des partis politiques bourgeois capitalistes en voie de réhabilitation et des nouveaux partis qui verront le jour. Tous ces partis s'organisent, ils organisent leur presse, leurs unions syndicales, celles de la jeunesse, ils recherchent, chacun de son côté, une audience parmi les masses. Le tapage et les revendications de ces organisations, des étudiants, des écrivains bourgeois, des journalistes, qui réclament une indépendance totale à l'égard du parti communiste révisionniste et vont jusqu'à prétendre avoir leurs propres députés et leurs représentants dans les organes d'Etat, ne constituent

qu'un aspect de la résurrection de divers groupes de la bourgeoisie, de leur organisation et de leurs efforts pour s'assurer une part au pouvoir et à la direction du pays.

Pour l'heure, tout se fait sous l'étiquette pseudo-socialiste et prétendument traditionaliste de l'«hégémonie véritablement démocratique du Parti communiste tchécoslovaque», aujourd'hui numériquement le plus fort. Mais cette situation est temporaire. La consolidation du capitalisme en Tchécoslovaquie entraînera aussi la différenciation des partis, elle pourra faire descendre de son «piédestal» le Parti communiste tchécoslovaque révisionniste, le réduire à un parti du genre social-démocrate ou socialiste occidental. D'autres partis pourront s'assurer la suprématie et le pouvoir, il se peut que cette suprématie devienne l'apanage d'un parti qui n'a absolument rien de socialiste et qui représentera le groupe capitaliste tchèque ou slovaque le plus fort, étroitement lié aux groupements capitalistes étrangers les plus puissants.

L'actuelle équipe révisionniste à la tête du Parti communiste et de l'Etat tchécoslovaques prépare ce processus de développement capitaliste sous le masque du «socialisme» pour se soustraire à la politique d'hégémonie des révisionnistes soviétiques *[Dubcek et C^{ie} ne purent s'y dérober. Les révisionnistes soviétiques, qui avaient eux-mêmes comploté pour renverser Novotny et porter Dubcek au pouvoir, virent clairement que ce dernier allait au galop vers l'Occident, mettant ainsi en danger leurs intérêts en Tchécoslovaquie. Tous les moyens utilisés pour contenir la clique Dubcek s'avèrent sans effet, aussi bien les menaces dans la Lettre de Varsovie adoptée par la direction soviétique à la ridicule réunion tenue dans la capitale polonaise avec les dirigeants révisionnistes de Pologne, de la RD allemande, de Hongrie et de Bulgarie, que les entretiens à Cerna nad Tisu et à Bratislava. Il ne restait que l'agression ouverte, par laquelle, comme l'indique le camarade Enver Hoxha dans son article «L'agression contre la Tchécoslovaquie, crime odieux», publié dans le «Zëri i popullit» du 24 août 1968, «la clique khrouchtchévienne a souillé gravement une nouvelle fois l'Union soviétique et l'armée soviétique, et porté une grave atteinte à l'honneur et au renom du peuple soviétique.】*, endormir la classe ouvrière et les autres couches laborieuses, éviter ou neutraliser les heurts et les troubles intérieurs éventuels. Quant au monde capitaliste, il voit très clairement où va la clique Dubcek.

Les révisionnistes de Dubcek clament que maintenant les restrictions, la censure, les visas d'entrée et de sortie pour les Tchécoslovaques comme pour les ressortissants occidentaux ont été supprimés, qu'aucun Tchécoslovaque ne sera considéré comme exilé ou émigrant politique, s'il quitte le pays et s'installe à l'étranger. Bref, la clique Dubcek a transformé le pays en une auberge où les hommes, les marchandises et les idées, entrent et sortent librement.

Les Tchécoslovaques mènent un grand tapage sur l'affirmation des droits des minorités nationales, comme si ces droits n'existaient pas auparavant. Ainsi, semble-t-il, on prépare le terrain pour réintroduire en Tchécoslovaquie un million et quelques de Sudètes allemands, autrement dit pour resserrer les liens avec les capitalistes de Bonn et s'assurer ainsi l'afflux des capitaux d'Allemagne fédérale. Cela aboutira inmanquablement à un changement radical de la politique extérieure tchécoslovaque, dans ses positions politiques à l'égard de la République démocratique allemande, du Pacte de Varsovie et, en général, de la politique actuelle des Etats d'Europe centrale.

En Tchécoslovaquie, on propage maintenant avec zèle l'idée que ce pays, par sa position géographique même, est destiné à servir de «pont entre l'Est et l'Ouest» et l'on parle constamment de la poursuite d'une «politique européenne active», d'une politique plus agissante dans le sens de l'«union européenne», etc. La clique dirigeante actuelle ne cache nullement son ardent désir de normaliser ses relations avec Bonn dans tous les domaines. Ses «assurances» selon lesquelles elle soutiendra et défendra les intérêts de la R.D. allemande sont fausses, comme le sont d'ailleurs ses déclarations d'après lesquelles l'amitié avec l'Union soviétique demeurera la pierre angulaire de sa politique étrangère.

La ligne que suit actuellement la Tchécoslovaquie dans l'orientation de sa politique extérieure, est temporaire, elle ne tardera pas à se concrétiser plus nettement vers l'Occident. Prague a déjà dépêché ses émissaires en Amérique, en Angleterre et ailleurs. Il lui sera aussi difficile de maintenir le contenu et les formes actuelles de sa politique à l'égard des révisionnistes soviétiques et des autres révisionnistes, elle sera contrainte d'y apporter des changements, peut-être même «dramatiques».

Toutes ces mutations qui interviennent et continueront d'intervenir en Tchécoslovaquie, la décentralisation et la transformation de l'économie, du système politique, du système constitutionnel, des alliances intérieures et extérieures, la rivalité nationaliste tchèque et slovaque, la modernisation de l'industrie et son rattachement aux trusts capitalistes étrangers, le retour de l'agriculture sur la voie du capitalisme, le rétablissement de la propriété privée, le groupement des capitalistes dans des trusts et des consortiums, la recherche de nouvelles sources de matières premières et de débouchés pour les exportations, ces mutations donc et d'autres encore ne peuvent être réalisées sans heurts, intérieurs et extérieurs, elles auront inmanquablement des incidences en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes d'Europe et susciteront leur résistance.

Mus par des mobiles, des intérêts, des visées et des espoirs d'avantages économiques, politiques, idéologiques et stratégiques, les divers impérialistes ne manqueront pas d'accorder une importance particulière à la bourgeoisie capitaliste tchécoslovaque et ils lui prêteront une aide considérable pour restaurer entièrement le capitalisme. La Tchécoslovaquie devient pour eux en Europe centrale et dans l'Europe du Sud-Est, un carrefour où viennent se heurter les intérêts des révisionnistes impérialistes soviétiques et des impérialistes occidentaux, où se manifeste le danger d'un revirement dans la lutte révolutionnaire, dans la lutte de classes que se livrent le prolétariat et les masses laborieuses, d'une part, et les cliques révisionnistes qui ont usurpé le pouvoir dans le parti et l'Etat, d'autre part.

A travers la restauration du capitalisme en Tchécoslovaquie, l'impérialisme cherche cette fois à se garder du mauvais exemple du chaos titiste, à liquider plus rapidement la dépendance économique et politique de la Tchécoslovaquie par rapport à l'Union soviétique, à réaliser en même temps l'embourgeoisement de l'enseignement et de la culture, afin que la Tchécoslovaquie devienne pour lui un appui, et un pays révisionniste typique qui séduise par son exemple la Hongrie, la Bulgarie, la Pologne, etc.

Ce n'est plus tant par les liens idéologiques que par les questions économiques et le Pacte d'assistance mutuelle de Varsovie, que les Etats révisionnistes sont unis aujourd'hui aux révisionnistes soviétiques. Si ces nœuds sont dénoués, alors tous se détacheront du diktat de la direction soviétique. Si l'impérialisme américain et les autres Etats impérialistes réussissent à les rompre, alors l'Union soviétique révisionniste sera isolée, abandonnée par ses alliés révisionnistes. *[Dans son article du 24 juillet 1968 intitulé «Les révisionnistes soviétiques et la Tchécoslovaquie», le camarade Enver Hoxha souligne : «La crise tchécoslovaque n'est ni un phénomène fortuit et imprévu ni une crise isolée. Elle s'inscrit dans la grande crise du révisionnisme moderne, qui a pour épice l'Union soviétique. Cette crise est également ressentie à la périphérie de l'Union soviétique, chez ses satellites qui cherchent à secouer le joug du révisionnisme soviétique.»]*

Sans parler de la Yougoslavie titiste, les liens que quelques autres pays révisionnistes entretiennent en matière politique et de défense avec l'Union soviétique sont de pure forme. Ces liens se bornent à des échanges commerciaux, alors que de façon générale leurs rapports sont tendus. Actuellement, tout dépend du cours que suivront les choses en Tchécoslovaquie et elles ne manqueront pas à coup sûr de suivre celui que j'ai évoqué plus haut. C'est pourquoi, ce qui s'y passe constitue une grande défaite pour la clique dirigeante soviétique, car elle voit sa politique à l'égard des satellites révisionnistes très sérieusement compromise. A l'exemple de la Tchécoslovaquie, la Hongrie ou la Pologne pourront suivre ouvertement le même cours, et alors le Pacte de Varsovie, les liens politiques, les prétendus liens idéologiques, tout s'effondrera. Le Comecon aussi. Et dans ce cas l'Union soviétique révisionniste subira une grave secousse politique et économique. Quoi qu'il en soit, un tel processus s'accomplira, et il est en cours. Tous les changements politiques et idéologiques retentissants survenus

en Tchécoslovaquie ont et auront de grandes répercussions en Union soviétique, sans égard au fait que les révisionnistes soviétiques, soucieux de soutenir leur cause, de diminuer l'effet de ces changements ou d'en conjurer les conséquences, cherchent à masquer, à cacher, à amoindrir et à dénaturer ce qui se passe en Tchécoslovaquie. Mais tout s'apprend ou s'apprendra demain, on ne peut pas mettre la lumière sous le boisseau, il y a là une réaction en chaîne. Et ainsi, en Union soviétique, où, depuis longtemps déjà, couve la crise générale du régime révisionniste khrouchtchévien, la position déjà chancelante de la clique dirigeante deviendra encore plus difficile, on verra s'aggraver les contradictions entre la direction soviétique actuelle, furibonde contre la clique extrémiste tchécoslovaque qu'elle s'efforce de faire sauter en la minant de l'intérieur ou par des pressions et des chantages de tout genre), et les éléments soviétiques pro-tchécoslovaques, qui réclament à leur tour la liberté d'action, la «démocratisation» et des changements. D'autre part et avant tout, la direction révisionniste soviétique craint beaucoup de voir monter la vague de la révolution, car toutes ces défaites confirment aux yeux des masses et de la classe ouvrière soviétiques la trahison des chefs de file révisionnistes. Se trouvant en difficulté, les dirigeants révisionnistes soviétiques, qui sont sûrement divisés entre eux, s'évertuent à conserver les apparences de l'unité à la direction, à minimiser leurs défaites à l'extérieur, à maintenir à l'intérieur le «statu quo» et le désarroi idéologique et politique, à endormir le parti et la classe ouvrière par des slogans prétendument de gauche et révolutionnaires, afin de donner l'impression que le «libéralisme ne peut pénétrer dans la société soviétique». Mais tous ces efforts n'arrangent pas grand-chose et ce que l'on croit avoir arrangé aujourd'hui se dégrade demain. C'est la dialectique des choses.

Non seulement les vagues ont monté à l'intérieur de l'Union soviétique, mais le révisionnisme soviétique voit aussi déferler contre lui de l'extérieur des vagues qui lui viennent de tous les côtés, et tout d'abord des véritables partis marxistes-léninistes et de tous les révolutionnaires du monde, qui regardent, qui jugent et combattent. Mais, indépendamment de la lutte des marxistes-léninistes, nous voyons, et nous verrons encore plus nettement par la suite, comment les «partenaires révisionnistes» des révisionnistes soviétiques dans les pays capitalistes échapperont à leur tutelle. Maintenant ils ont deux amants, un de cœur et un d'intérêt. Pour les révisionnistes des pays capitalistes, italiens, français et autres, le révisionnisme tchécoslovaque sera le premier, l'amant de cœur, car c'est lui qui s'est empressé de réaliser leur rêve, ils pourront s'enorgueillir de lui devant leurs capitalistes et, à son exemple, ils demanderont un morceau de pain à la table du capitalisme. Quant au révisionnisme soviétique, il est le vieil amant qui doit les entretenir. Les révisionnistes italiens, députés et sénateurs, déclarent ouvertement dans les meetings et à la télévision : «Nous ne souhaitons pas voir établir en Italie un régime socialiste comme celui de l'Union soviétique, mais un régime socialiste comme celui instauré maintenant en Tchécoslovaquie».

Le groupe Dubcek, dans la voie de la restauration du capitalisme, a donné maintenant pleine liberté d'action à tous, sauf aux prolétaires, aux révolutionnaires, aux marxistes-léninistes. La «liberté de presse» a été proclamée pour toute la réaction, et en fait, dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui, il n'y a plus de censure, pas même pour la réaction la plus noire. D'autre part, la classe ouvrière et les communistes révolutionnaires sont privés même de la liberté d'expression et de discussion à l'intérieur du parti, et ne parlons pas du droit de descendre dans la rue, de s'opposer à la réaction et de s'exprimer dans la presse. Une telle situation n'existe pas même dans les pays capitalistes, où la réaction est au pouvoir, mais où, cependant, les marxistes-léninistes jouissent du droit de s'organiser, de manifester, de se mettre en grève, de se réunir et d'avoir leur propre presse. L'équipe Dubcek va donc ouvertement et sans gants plus avant: toute la réaction, tous les fascistes ont le droit de parler comme et où bon leur semble, alors que les révolutionnaires ne doivent s'attendre qu'à la prison.

En instaurant ce genre de «liberté», l'équipe révisionniste tchécoslovaque est conséquente dans sa voie, elle s'emploie à accélérer et à activer la dégénérescence de toute chose qui appartient au passé. Dans ce chemin, elle est secondée par la presse bourgeoise des pays capitalistes, qui se voit ouvrir toutes grandes les portes de la Tchécoslovaquie et dont les représentants peuvent assister même aux réunions des organisations de base du Parti communiste tchécoslovaque.

En Tchécoslovaquie, la contre-révolution dans la contre-révolution s'efforce de consolider les positions à peine acquises et elle célèbre sa victoire. Mais la classe ouvrière et les révolutionnaires tchécoslovaques n'ont pas encore dit leur mot. Les vrais communistes marxistes-léninistes et les ouvriers tchécoslovaques permettront-ils que la trahison commise au détriment du peuple tchécoslovaque et du socialisme soit poussée plus avant ? Maintenant il est clair pour tous qu'en Tchécoslovaquie c'est la bourgeoisie, ce sont les réactionnaires et les fascistes, les voyous aux cheveux longs, financés par la bourgeoisie internationale, qui font la loi. La classe ouvrière et les révolutionnaires tchécoslovaques le permettront-ils ?

Les communistes révolutionnaires et la classe ouvrière tchécoslovaques doivent rejeter les fausses «libertés» de la clique Dubcek. Comment les révolutionnaires tchécoslovaques peuvent-ils supporter que les fascistes, les traîtres et les anciens détenus prennent la parole et attaquent librement le marxisme-léninisme, outragent comme des voyous la mémoire de Gottwald et des autres marxistes-léninistes, sans se révolter contre eux, et sans défendre la cause du communisme ? Les communistes révolutionnaires doivent briser toutes les prétendues normes établies dans le Parti communiste tchécoslovaque par Novotny et Dubcek, par lesquelles ses membres sont maintenus pieds et poings liés, et instituer les normes léninistes de Klement Gottwald, qui a déclaré : «Le parti doit être le guide des masses, l'organisateur de leur lutte... Plus la situation est tendue, plus les contradictions de classe deviennent âpres, et plus important et déterminant devient le rôle du parti». Klement Gottwald a dit aussi : «Le moindre opportunisme, le moindre flottement, le moindre esprit de conciliation avec les opportunistes, le moindre écart des principes, conduisent inmanquablement à une politique liquidatrice». Seuls les communistes révolutionnaires et la classe ouvrière peuvent, en se dressant, brouiller les plans de trahison ourdis contre le socialisme en Tchécoslovaquie par les cliques de Novotny et de Dubcek, la première, aidée par les révisionnistes soviétiques, et la seconde, par la réaction internationale.

La clique ultra-révionniste de Dubcek craint le peuple et les vrais communistes, elle craint la vieille garde qui maintient vivant l'esprit des luttes de classe révolutionnaires, de la guerre de partisans, des événements de février 1948 [*En février 1948, sous la direction du Parti communiste tchécoslovaque, les travailleurs de Tchécoslovaquie mirent en échec les tentatives de la contre-révolution. Les événements de février conduisirent, le 25 février 1948, à la formation d'un nouveau gouvernement présidé par Gottwald.*], elle craint la classe ouvrière et les communistes qui se guident sur les enseignements du marxisme-léninisme, de K. Gottwald. C'est cette crainte qui a poussé Novotny et Dubcek, l'un et l'autre renégats et ennemis du prolétariat, à régler les comptes entre eux dans les sombres coulisses du château de Prague, en ignorant la classe ouvrière et sur son dos, en se déroband à son jugement, parce qu'ils en ont peur. La clique Dubcek craint la milice ouvrière qui est armée. Et c'est pourquoi elle s'efforce de désarmer la classe ouvrière. Celle-ci se laissera-t-elle faire ? Les victoires de la classe ouvrière en Tchécoslovaquie, quelle qu'en soit l'importance, sont sérieusement menacées par la bourgeoisie, les fascistes, les usurpateurs. Aussi est-ce aujourd'hui ou jamais que la classe ouvrière doit montrer sa force.

La situation tragique que traverse la Tchécoslovaquie exige du courage et de la hardiesse. Ce ne sont naturellement pas là des traits de traîtres et de couards, mais de révolutionnaires. Que font les vaillants Tchécoslovaques, les marxistes-léninistes authentiques et la classe ouvrière ? Pourquoi se taisent-ils [*Dans son article du 24 juillet 1968, le camarade Enver Hoxha souligne également : «Un peuple, qui, même pour une brève période, relâche sa vigilance révolutionnaire, affaiblit ou perd son esprit de combat pour défendre son indépendance et ses droits, est exposé aux nombreux maux que cherchent à lui causer ses ennemis intérieurs et extérieurs. Nous vivons et luttons en des moments où les peuples ne doivent pas s'endormir, où ils ne doivent pas se laisser bercer comme des enfants par la démagogie d'une poignée de traîtres qui, en fait, leur forgent de lourdes chaînes.»*] et permettent-ils aux poltrons et aux fascistes de parader dans les rues, d'exercer la terreur blanche et de créer des situations si pesantes qu'elles conduisent les gens au suicide ? De qui les révolutionnaires ont-ils peur ? Ils veulent peut-être respecter la «légalité» de leur parti et les lois de la dictature du «prolétariat» ? Mais aujourd'hui, en Tchécoslovaquie, la légalité n'existe pas et le parti et le pouvoir n'appartiennent plus aux révolutionnaires et aux ouvriers. Ils se sont transformés en parti et en dictature de la bourgeoisie.

Les communistes et la classe ouvrière internationale sont convaincus que les révolutionnaires et la classe ouvrière tchécoslovaques descendront dans la rue et qu'ils lutteront pour défendre les intérêts du peuple, le socialisme et la dictature du prolétariat. Dans les journées décisives de février 1948, le révolutionnaire prolétarien K. Gottwald a alerté tous les ouvriers et tous les travailleurs tchécoslovaques : «Je vous appelle à être vigilants et prêts à vous battre... à écraser dans l'œuf toute provocation des agents réactionnaires. Soyez unis et résolus et votre bon droit triomphera». Sur le champ de bataille s'affirmeront de nouveaux Gottwald et Fucik, des révolutionnaires de talent et des dirigeants éminents, qui guideront dans la bataille la classe ouvrière et les travailleurs tchécoslovaques pour abattre la citadelle pourrie des cliques de Novotny et de Dubcek. C'est l'unique voie qui ne porte de l'eau ni au moulin des révisionnistes soviétiques, ni à celui de Dubcek, ni à celui des impérialistes, mais qui répond uniquement aux intérêts du peuple tchécoslovaque, aux intérêts du socialisme et de la révolution prolétarienne mondiale.

Contre le révisionnisme moderne. 1968-1970

DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE

Extraits du rapport présenté au 5^e plénum du CC du PTA

5 septembre 1968

Chers camarades,

Dans sa réunion du 3 septembre 1968, le Bureau politique, après avoir analysé la situation internationale dans son ensemble et les événements tragiques qui se sont produits ces derniers temps en République Socialiste Tchécoslovaque en particulier, et étudié la situation politique, militaire et juridique du Pacte de Varsovie à la lumière de l'agression perpétrée contre la Tchécoslovaquie par les gouvernements soviétique, polonais, est-allemand, hongrois et bulgare, a décidé de convoquer à la présente session le plénum du Comité central du Parti et de lui soumettre pour approbation ses conclusions sur ce Pacte, maintenant devenu un pacte d'agression. Avant que vous ne soyez mis au courant de ces décisions et de ces propositions du Bureau politique, je tiens à souligner certains aspects de la situation internationale et les tâches qui, dans cette situation, se posent à notre Parti, à notre peuple et à notre pouvoir. La dénonciation du Traité de Varsovie par la République populaire d'Albanie en ces moments politiques très favorables, dénonciation pleinement fondée sur notre bon droit et sur de justes motifs politiques, idéologiques, juridiques, etc., contribuera à élever encore le prestige du Parti, du peuple et du gouvernement de la République populaire d'Albanie aux yeux de tous les peuples progressistes du monde. D'autre part, la République populaire d'Albanie, en dénonçant le Traité agressif dont elle avait été déjà exclue *de facto* par les membres révisionnistes du Pacte, renforce ses positions et évite un éventuel danger d'agression, que nous avons depuis longtemps envisagé dans notre lutte contre les révisionnistes soviétiques, et qui a été pleinement confirmé par l'affaire tchécoslovaque.

Je désire rappeler que lors de la signature du Traité de Varsovie (1955) la situation était différente. Elle a aujourd'hui complètement changé, car, depuis la trahison des révisionnistes soviétiques et autres, le caractère même de ce pacte s'est totalement modifié, tant sur le plan politique et idéologique que sur le plan militaire.

A l'époque de la signature du Traité de Varsovie, c'est-à-dire après la mort de Staline et avant la Rencontre de Bucarest, vers le mois de février 1956, alors que les points de vue révisionnistes du groupe Khrouchtchev n'étaient pas encore apparus au grand jour, on n'en notait pas moins des signes d'une certaine tendance au libéralisme politique et idéologique en Union soviétique et surtout dans le

sens d'un rapprochement avec les révisionnistes yougoslaves. Mais bien que les révisionnistes soviétiques n'eussent pas encore, à l'époque, proclamé publiquement leurs thèses, le moment politique exigeait la signature du Traité de Varsovie, qui a été créé pour sauvegarder l'indépendance de tous les Etats socialistes séparément et du camp socialiste dans son ensemble, contre l'agression impérialiste et le bloc agressif de l'O.T.A.N., et contre toute ingérence dans leurs affaires intérieures. Signer alors le Traité de Varsovie était donc pour nous un acte juste, d'inspiration progressiste et dicté par la situation. C'est la raison pour laquelle notre Parti et notre gouvernement y ont souscrit.

Mais il faut dire également que pour nous à cette époque-là le Traité de Varsovie n'existait que sur le papier, les relations militaires concernant la défense de notre pays et la fourniture d'armements dans le cadre des accords afférents étaient réduites à des rapports bilatéraux entre l'Union soviétique et l'Albanie, alors que sur les autres questions qui nous concernaient en tant que membres du Pacte de Varsovie, nous étions traités en figurants au vrai sens du terme. Du reste, les autres pays membres de ce pacte se trouvaient dans la même situation. Il se peut que les Soviétiques aient tenu des réunions particulières avec d'autres membres de ce Pacte sans la participation de l'Albanie, mais nous constatons que les réunions communes étaient purement formelles, comme par exemple celles organisées pour élire de temps à autre le secrétaire général du comité politique consultatif et le commandant en chef. Bref, le Pacte de Varsovie ne fonctionnait pas comme un organisme collectif des pays membres.

Lorsque nous avons dénoncé la grande trahison des révisionnistes soviétiques et de tous les autres révisionnistes modernes, l'attitude hostile de ces traîtres à l'égard de notre Parti, de notre gouvernement et de la République populaire d'Albanie dans tous les domaines, politique, idéologique, économique et militaire, est apparue au grand jour. Par conséquent, le Pacte de Varsovie, loin d'être pour notre Parti et notre peuple un moyen de défense, constituait au contraire une menace pour la liberté et l'indépendance du pays. En fait, dès lors, les révisionnistes nous avaient exclus du Pacte. Le Bureau politique et le Comité central de notre Parti avaient déjà compris la situation politique et militaire qui existait dans le Pacte de Varsovie; aussi, à la suite de la rupture de nos relations avec les pays révisionnistes, toute notre défense a été conçue de façon à défendre le pays de toutes parts, à le défendre contre toute attaque tant des pays impérialistes que des pays révisionnistes.

Etant en fait exclus du Pacte de Varsovie, nous nous sommes constamment opposés à toutes ses actions injustes, mais les pays membres n'ont jamais tenu compte de nos observations et de nos exigences. Peut-être avaient-ils déjà décidé secrètement de nous en exclure, mais même s'ils ne l'avaient pas fait, nous en étions déjà pratiquement écartés.

Les récents événements de Tchécoslovaquie confirment ce que nous avons depuis longtemps prévu, à savoir que le Pacte de Varsovie n'a plus le caractère qui a présidé à sa création. A l'exception de la Roumanie, tous les pays qui en sont membres et où sont au pouvoir les cliques révisionnistes, ont attaqué la Tchécoslovaquie lâchement et à la manière fasciste, ils ont utilisé ce pacte comme un moyen d'oppression et d'asservissement contre un pays qui en est signataire. Il s'est donc produit ce qu'avait prévu le Bureau politique de notre Parti, c'est-à-dire une situation politique qui nous a amenés à dénoncer ce pacte. La dénonciation du Traité de Varsovie, dans cette situation internationale, trouvera le soutien et la pleine approbation du peuple albanais tout entier, du Parti ainsi que des éléments démocrates progressistes dans le monde, des vrais marxistes-léninistes, qui appuieront cette action politique de la République populaire d'Albanie. Notre défense s'en trouvera renforcée, la sympathie pour notre Parti, pour notre gouvernement et la République populaire d'Albanie dans l'arène internationale ainsi que leur autorité seront accrues, car au moment où les révisionnistes soviétiques, la trique à la main, menacent les pays même du Traité de Varsovie, nous leur disons leurs quatre vérités et les démasquons publiquement et courageusement pour leurs actes fascistes.

Dans cette conjoncture internationale, la dénonciation du Pacte de Varsovie est-elle en notre faveur ? Nous estimons que, dans cette situation créée par les révisionnistes soviétiques, dans les conditions de l'aggravation de la crise qui tenaille les pays capitalistes, alors que l'alliance américano-soviétique se

renforce de plus en plus pour réprimer les luttes libératrices des peuples du monde, cette dénonciation, oui, est en notre faveur. Nous jugeons que l'existence du Traité de Varsovie ne jouait aucun rôle positif pour la défense de notre pays, qu'au contraire ce traité présentait un danger, qui continuera d'exister même après que nous l'aurons révoqué. Ainsi donc, nous n'avons rien à perdre à cet acte. Nos autres ennemis, les impérialistes, ne lâchent pas pied eux non plus, ils restent ce qu'ils ont toujours été, ils cherchent à nous attaquer et à nous asservir. Par conséquent, là non plus rien ne change. En ce qui concerne les dangers qui menacent notre pays et sa défense, la dénonciation du Traité de Varsovie n'aggrave en rien la situation.

Jusqu'à hier, en théorie, les impérialistes américains et leurs amis pouvaient penser qu'ils devaient éviter d'attaquer l'Albanie de crainte de mettre en mouvement le Pacte de Varsovie. Pour nous, cette hypothèse théorique est sans valeur, car l'appartenance ou non de l'Albanie au Pacte de Varsovie ne peut avoir aucun effet sur la stratégie de l'O.T.A.N. dans les Balkans. Dans un cas comme dans l'autre, les impérialistes peuvent fort bien nous attaquer.

Mais, dans cette conjoncture, la révocation du Traité de Varsovie par la République populaire d'Albanie revêt une importance particulière. Quand nous aurons révoqué ce traité, les pays membres de l'O.T.A.N. ne pourront pas se justifier éventuellement en disant que «nous attaquons l'Albanie parce que c'est un pays membre du Pacte de Varsovie» ; nous les privons donc de cet argument. C'est pourquoi, sur un tableau comme sur l'autre, la dénonciation du Traité de Varsovie n'affecte en rien la cause de la défense de notre pays. Cet acte est entièrement en notre faveur. La propagande des révisionnistes modernes clamera que «l'Albanie s'est maintenant liée à l'O.T.A.N.», etc., mais personne ne gèrera ces bobards. Ils peuvent bien continuer d'aboyer comme ils l'ont fait jusqu'à présent, ils seront à coup sûr impitoyablement démasqués par les faits et les attitudes révolutionnaires et résolues de notre Parti et de notre peuple. C'est pourquoi, camarades, il est bien que nous discutons de cette question d'une si grande importance et que nous prenions à son sujet les décisions qui s'imposent.

Le Comité central du Parti est parfaitement informé du cours des événements dans l'arène internationale et plus particulièrement des événements en République socialiste tchécoslovaque et dans les pays révisionnistes. Le «Zëri i popullit» et toute la presse de notre pays ont donné des informations détaillées sur ces événements, ont adopté à leur sujet les attitudes révolutionnaires appropriées et procédé à des analyses approfondies pour élucider l'origine de ces actes d'agression et de trahison qui sont le fait des révisionnistes, des révisionnistes soviétiques et de leurs satellites, ainsi que des révisionnistes capitulards et traîtres tchécoslovaques. Nous estimons donc superflu d'évoquer la chronologie des événements.

Notre Parti et son Comité central, je l'indique à nouveau, ont très justement prévu la grande crise qui s'est déclarée et qui s'approfondit d'année en année, dans le camp des révisionnistes modernes. Tous ces événements ainsi que les futurs événements qui s'avéreront encore plus catastrophiques pour les révisionnistes, sont le résultat et la conséquence de leur trahison au marxisme-léninisme, de la ligne capitaliste qu'ils ont adoptée dans les domaines idéologique, politique et économique, dans l'organisation du Parti, de l'Etat et de l'économie.

La liquidation des victoires du socialisme par les révisionnistes soviétiques et les autres révisionnistes dans leurs pays, la conversion des partis marxistes-léninistes en partis bourgeois sociaux-démocrates, la transformation de leur économie en une économie capitaliste, se sont naturellement accompagnées de la conversion de leur politique intérieure et extérieure en une politique chauvine, fasciste, d'oppression et de domination de leurs peuples par la force et la terreur. De ce fait, les diverses alliances qu'ils avaient conclues entre eux se sont muées en alliances d'asservissement politique, économique et militaire des pays satellites à l'Etat révisionniste le plus puissant qu'est l'Union soviétique, et ainsi est née l'alliance américano-soviétique pour le partage des sphères d'influence et la domination du monde par les deux grandes puissances, pour une lutte armée et non armée contre le mouvement communiste international, contre le socialisme et les luttes de libération nationale des peuples.

Toute cette voie de trahison que les révisionnistes khrouchtchéviens et leurs valets ont parcourue depuis le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, est jalonnée pour eux de défaites retentissantes et successives. Les bornes qu'ils ont posées sur ce chemin reposent sur des fondements chancelants et pourris, elles ont été mises en place au prix d'efforts considérables et désespérés, qui les ont démasqués totalement et définitivement non seulement aux yeux des communistes révolutionnaires et de ceux du mouvement communiste international, mais aussi aux yeux de tous les gens honnêtes dans le monde.

Cette activité fébrile et traîtresse des révisionnistes soviétiques et de leurs valets s'est déployée en un temps où la crise générale du capitalisme mondial avec à sa tête l'impérialisme américain sévit et ne cesse de s'approfondir. C'est précisément pour sauver le capitalisme mondial de cette grave crise et de la révolution que les révisionnistes khrouchtchéviens et leurs valets, camouflés sous les fallacieux slogans que sont «le monde sans guerre, le monde sans armes», «la coexistence pacifique», etc., ont assumé ce rôle de traîtres, de jaunes de la révolution et des luttes de libération des peuples. Naturellement, aux moments révolutionnaires favorables, dans le cadre de la grande crise générale du capitalisme mondial, la crise au sein des révisionnistes modernes, ces nouveaux capitalistes, s'aggraverait, s'approfondirait et s'exacerberait.

Tout d'abord, les révisionnistes soviétiques perdraient leur hégémonie et leur contrôle politique, idéologique et économique absolu sur leurs satellites et sur tous les chefs de file révisionnistes des divers partis. Non seulement l'idéologie anti-marxiste et les nouvelles formes d'action qu'ils adopteraient, influeraient dans le sens de leur défaite, mais l'impérialisme américain, au premier chef, et aussi le capitalisme mondial, chacun de son côté ou de concert, entreprendraient, comme ils l'ont fait, la «construction de ponts» pour activer le minage de la domination soviétique, le polycentrisme et les tendances centrifuges à l'égard de Moscou, la libéralisation de la vie dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir.

Au cours de cette évolution, les révisionnistes soviétiques ont été très gravement éprouvés dans leur prestige, leur autorité et sur le plan économique. Dans la mesure des échecs qu'elle essuyait, la clique de traîtres du Kremlin se liait toujours plus à l'impérialisme américain, lequel, grâce à cette alliance avec les révisionnistes soviétiques, a réussi à surmonter la crise indonésienne, la crise dominicaine, la crise indo-pakistanaise, la crise avec la France et beaucoup d'autres.

Les révisionnistes soviétiques sont très préoccupés, car ils tiennent à mettre sous leur coupe tous les révisionnistes du monde, dont le soutien leur est si nécessaire pour se constituer avec eux comme un rideau de fumée. Mais avant tout, les révisionnistes soviétiques s'efforcent de maintenir leur hégémonie politique, idéologique, économique et militaire sur leurs satellites d'Europe.

Actuellement en Europe le grand jeu se joue sur la réunification de l'Allemagne. C'est là l'objectif tout à la fois de Bonn et de l'impérialisme américain. Ils s'efforcent de faire en sorte que la République démocratique allemande soit liquidée sans intervention militaire. La suppression de la R.D.A. de la carte de l'Europe et la création d'un nouveau Reich constituent le but central à atteindre pour liquider l'influence soviétique sur ses satellites d'Europe et les amener à développer des relations amicales avec Bonn. Les offres de Bonn ne laissent pas indifférentes les cliques révisionnistes. Les Soviétiques, Jivkov, Gomulka, Tito, Ulbricht lui-même et d'autres sont très sensibles aux abondants crédits qu'ils reçoivent de Bonn, et ils accueillent les touristes ouest-allemands avec chaleur. Tout cela a conduit l'Union soviétique, la Yougoslavie et la Roumanie à nouer des relations diplomatiques avec Bonn. Les Tchèques et les Bulgares, et à plus forte raison les Hongrois, sont disposés à en faire autant.

Les révisionnistes soviétiques ont peur de s'engager à signer le Traité de paix avec la République démocratique allemande, et ils la sacrifient au nom de l'alliance américano-soviétique. Mais que proposent-ils comme solution de ce problème fondamental ? Des formules confuses !

La réunion et les propositions irréalisables de Karlovy-Vary et la désintégration idéologique de leur camp, ou leur future conférence déjà avortée de Moscou !

C'est dans cette conjoncture internationale qu'a éclaté la crise tchécoslovaque, qui couvait depuis près d'un an, crise intérieure du révisionnisme tchécoslovaque, où les révisionnistes soviétiques avaient fait plus que tremper la main et dont l'analyse que nous avons faite a été en général confirmée par les faits.

La clique Dubcek a renversé celle de Novotny et s'est dirigée à fond de train vers l'Occident. L'équilibre stratégique et militaire de la défense de l'Union soviétique a été rompu. Pour les Soviétiques, la République démocratique allemande et la République populaire de Hongrie étaient menacées non seulement politiquement, mais aussi militairement. Les événements donc se précipitaient. Les révisionnistes soviétiques, allemands et polonais se trouvaient dans un grand embarras. En Pologne, on suivait l'exemple de la Tchécoslovaquie, et des manifestations avaient lieu contre Gomulka. Les Allemands d'Ulbricht, attendant le signal, rongeaient leur frein.

A Dresde, la clique Dubcek a résisté à ses adversaires, qui se sont réunis plus tard à Varsovie pour lui lancer le fameux ultimatum que l'on sait et dont la presse de notre Parti a fait une juste analyse, adoptant à cet égard une ferme attitude de principe.

Vous êtes au courant des réunions successives [*A Cerna nad Tisu, en Slovaquie orientale, eurent lieu des pourparlers entre le Bureau politique du CC du parti révisionniste de l'Union soviétique et le présidium du parti révisionniste de Tchécoslovaquie. A Bratislava, se tint une rencontre des délégations des partis révisionnistes de l'Union soviétique, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de la République démocratique allemande, de Hongrie et de Bulgarie.*], organisées par les révisionnistes soviétiques et leur valets à Cerna nad Tisu et à Bratislava, et de leurs communiqués. Vous êtes également informés des manoeuvres militaires des cinq pays membres du Pacte de Varsovie sur le territoire de Tchécoslovaquie et plus tard tout le long de ses frontières, ainsi que de la visite «trionphale» de Tito et de Ceausescu à Prague. Vous avez appris tout cela par notre presse, qui en a fait de larges commentaires dans la vraie voie marxiste-léniniste.

Les articles et les commentaires de notre presse et de Radio Tirana ont été suivis à l'étranger avec un grand intérêt, et les prises de position héroïques, résolues, justes et marxistes-léninistes qui y sont mises en évidence, ont rehaussé l'autorité de notre Parti. Le public tchécoslovaque en particulier a été frappé par leur clarté et leur objectivité.

L'attaque fasciste et l'occupation de la Tchécoslovaquie par les révisionnistes soviétiques ont déchiré entièrement le masque de la clique du Kremlin. En outre, les méthodes utilisées, depuis les pressions, les chantages et les baisers de Judas à Bratislava jusqu'à l'attaque surprise, en pleine nuit, sans aucun fait, fut-ce d'importance purement formelle, qui pût justifier la brutale intervention armée, donnent à cette intervention son vrai sens, fasciste, impérialiste. Tout cela a souillé le prestige de l'Union soviétique en tant que premier pays du socialisme.

Les révisionnistes soviétiques, par leur action hostile aux peuples, menée systématiquement suivant un plan diabolique, sont en train de ternir aux yeux du monde le crédit immense que l'U.R.S.S. s'était acquis comme premier pays du socialisme. C'est là la plus grande perte essuyée par le communisme et ce n'est qu'au prix de longs et durs efforts que les véritables communistes soviétiques et tous les marxistes-léninistes du monde pourront regagner ce prestige. Quant aux révisionnistes soviétiques, ils ont perdu même le peu de crédit dont ils jouissaient auprès des révisionnistes des autres pays et des éléments opportunistes instables, parce que tout ce marais, cette fange du communisme international, bien qu'elle feigne de ne pas approuver les actions brutales et agressives des révisionnistes soviétiques, de ne pas pactiser avec l'impérialisme et l'hégémonisme soviétiques, est en fait une composante du capitalisme national qui vise à renforcer son hégémonie sur les autres. Cette lie espérait au moins que les révisionnistes soviétiques ne transformeraient pas leur politique de «coexistence pacifique» en une

politique brutale menaçant l'hégémonie des autres pays capitalistes, dont les révisionnistes sont les valets.

C'est pourquoi l'occupation brutale de la Tchécoslovaquie nous montre que presque tous les partis révisionnistes du monde, avec à leur tête le Parti communiste français et le Parti communiste italien, se déclarent ouvertement contre l'occupation armée de la Tchécoslovaquie par les révisionnistes soviétiques. Ainsi que nous l'avions prévu, la division au sein du révisionnisme moderne s'approfondit, indépendamment du fait que les partis révisionnistes ne rompent pas leurs liens entre eux et que, formellement, ils les renouvelleront. Mais quoi qu'il en soit, la base de ces partis est tombée très bas, elle est pourrie, instable, inexistante. Leur bourgeoisie nationale elle-même ne ménagera rien pour affaiblir et liquider dans leurs rangs le peu d'influence qu'ils y avaient gardée.

Le Parti communiste révisionniste de l'Union soviétique restera, pour quelques mois au moins, seul, isolé, il n'aura avec lui que les quatre partis qui l'ont suivi dans son agression en Tchécoslovaquie et quelques pique-assiettes de l'émigration *apatride* [*En français dans le texte.*], qui ramènent tout à leur propre personne et ont pour seul idéal le rouble soviétique.

Ainsi donc, comme nous l'avions prédit, la tenue de la conférence révisionniste de Moscou est compromise, mais même si les Soviétiques parviennent à la réunir, ils n'y réussiront que par la menace et en faisant jouer leurs roubles. De toute façon, elle sera ridicule.

Mais c'est surtout l'attaque armée contre la Tchécoslovaquie qui a été pour les révisionnistes soviétiques une catastrophe, un suicide. De toute évidence cet acte constitue un coup pour leur politique de «coexistence pacifique» et un échec par lequel ils payent leur politique révisionniste libérale. La gauche révisionniste en Union soviétique, ou «les conservateurs révisionnistes», comme on veut les appeler, ont obligé les libéraux à se taire et ce sont principalement des considérations de défense stratégique et de prestige qui ont joué ici. L'ennemi est à leur porte et ils ont le couteau à la gorge.

La direction révisionniste soviétique actuelle procédera, paraît-il, à la relève de la «garde». Naturellement, la crise qui existe au sein de la direction révisionniste soviétique tendra à s'approfondir. Mais il ne faut se faire aucune illusion sur ceux qui viendront éventuellement au pouvoir. Ils ne différeront en rien de ceux qui seront évincés, ce sont tous des putschistes révisionnistes.

Toutefois une relève de la «garde» réveillera un peu «Ivan», qui est plongé dans un profond sommeil. Sous la pression des événements, il se mettra peut-être à méditer sur leurs causes et sur ce qu'il doit faire pour les infléchir. C'est là le côté positif des modifications éventuelles. Les changements affaibliront la direction révisionniste et stimuleront la résistance. Au sein des satellites, une relève de la «garde» au Kremlin peut et doit entraîner des changements en chaîne, si ce n'est d'un coup, du moins graduellement, si ce n'est chez tous, du moins chez certains.

Quoi qu'il en soit, quelques mois avant l'attaque contre la Tchécoslovaquie, «la gauche conservatrice» avait pris des mesures militaires périphériques pour assurer «l'arrière-garde» et «l'avant-garde» de l'Union soviétique. C'est ainsi que, par la même occasion, elle avait renforcé l'occupation de la Pologne, de la République démocratique allemande et, après avoir occupé militairement la Tchécoslovaquie, que les troupes soviétiques n'évacueront jamais, elle a renforcé ses garnisons en Hongrie et en Bulgarie, où le contingent de l'armée soviétique porte l'uniforme de l'armée bulgare. Et toutes ces actions des révisionnistes soviétiques sont dictées par leur crainte d'un démantèlement total de leurs satellites, de leur détachement complet de Moscou ou d'une éruption analogue ou révolutionnaire à l'intérieur de l'Union soviétique. Nous sommes donc en droit de supposer aussi que toute cette opération a été fondée sur ces considérations.

Par conséquent, qu'il y ait ou non relève de la «garde» au Kremlin, les révisionnistes soviétiques sont pris d'une grande panique à l'intérieur comme à l'extérieur, et ils se sont fixé pour première tâche la

défense de cette situation même par les armes, même par l'occupation armée de la Tchécoslovaquie, tout en sachant bien que ni les Polonais ni les Allemands de l'Est, ni même les Hongrois ne les approuvent, encore que les situations conjoncturelles les amènent, pour le moment, à se dire soi-disant solidaires avec ces actes des Soviétiques.

Ainsi donc, dorénavant, les Soviétiques imposeront par la force la solution des problèmes et des contradictions qui tendront à se durcir et à s'approfondir ail sein des révisionnistes soviétiques et de leurs satellites membres du Pacte de Varsovie, ou alors cette situation aboutira à des affrontements armés. Ils n'ont pas d'autre issue.

L'exemple le plus typique de tous les satellites de l'Union soviétique est la Tchécoslovaquie. Elle a été occupée, et les autres aussi le sont. Les forces d'occupation soviétiques en République tchécoslovaque y dicteront leur loi et désigneront la direction du Parti et du gouvernement tchécoslovaques. Le congrès du «Parti communiste tchécoslovaque» se déroulera, si jamais il a lieu, selon les directives envoyées de Moscou. La Tchécoslovaquie est donc devenue une colonie soviétique. La Pologne, la République démocratique allemande et la Hongrie connaîtront le même sort, et ne parlons pas de la Bulgarie, qui l'est depuis longtemps. Voilà le cours que suivront les événements, et ce cours ne sera modifié que par les conflits armés entre les cliques, conflits qui compromettront seulement le joug colonial soviétique, alors que **le meilleur moyen pour mettre définitivement fin à cette tragédie et à cette intrigue ourdies par les impérialistes soviétiques et l'impérialisme mondial est la révolution prolétarienne.**

Le moment actuel est donc très favorable pour les véritables marxistes-léninistes et pour les révolutionnaires partout dans le monde. Ils doivent organiser leurs peuples et les lancer dans la résistance et la lutte armée contre le révisionnisme moderne aussi bien que contre l'impérialisme.

Les agresseurs révisionnistes soviétiques ont subi une grande et honteuse défaite dans leur agression fasciste contre le peuple et la République de Tchécoslovaquie. Toute l'opinion mondiale s'est dressée contre eux. L'action qu'ils ont perpétrée est immorale, cynique, fasciste. Elle ne repose sur aucun fondement politique, idéologique et légal. Tous les arguments qu'ils invoquent pour justifier leur agression sont creux et fallacieux. Les traîtres au marxisme-léninisme et ceux qui ont frayé la voie de la trahison révisionniste ne peuvent accuser les révisionnistes tchécoslovaques de trahison à l'égard du marxisme-léninisme et du révisionnisme.

Les traîtres révisionnistes soviétiques, étant eux-mêmes les partenaires, les amis et les alliés politiques et idéologiques de l'impérialisme américain, ne peuvent pas accuser les révisionnistes tchécoslovaques de tendre à une étroite alliance avec le capitalisme mondial.

Les traîtres révisionnistes soviétiques, ayant eux-mêmes abâtardi le Parti bolchevik pour en faire un parti sans âme, sans normes léninistes, un parti social-démocrate qu'ils ne gardent que pour la forme, ne peuvent pas accuser les révisionnistes tchécoslovaques de détruire le Parti communiste tchécoslovaque et de le transformer en un parti social-démocrate.

Les révisionnistes soviétiques, qui édifient eux-mêmes le capitalisme en Union soviétique, en sapant le socialisme dans ses lois, dans ses normes et dans ses formes d'organisation, ne peuvent pas accuser les révisionnistes tchécoslovaques de construire dans leur pays le capitalisme en sapant le socialisme.

Les révisionnistes soviétiques, qui reçoivent eux-mêmes des crédits énormes du capitalisme mondial, ne peuvent pas accuser les révisionnistes tchécoslovaques de les imiter dans ce sens.

Les révisionnistes soviétiques, entretenant eux-mêmes des relations diplomatiques et autres avec Bonn, ne peuvent pas exiger que les révisionnistes tchécoslovaques n'en établissent pas.

Et la liste des compromis des révisionnistes soviétiques ne s'arrête pas là. Une question se pose d'elle-même et la réponse est évidente : Quel droit politique, moral, idéologique et juridique les révisionnistes soviétiques ont-ils sur les révisionnistes tchécoslovaques ? Quel droit ont-ils de leur demander des comptes et, encore pire, de se livrer à une agression armée contre le peuple tchécoslovaque et d'occuper son pays par les armes ? Aucun.

Tout cela confirme donc ce que nous avons dit à propos des révisionnistes, à savoir que ce sont des traîtres, des impérialistes, des fascistes. Par leur action en Tchécoslovaquie, ils ont déchiré tous leurs masques, ils ont confirmé que pour eux comme pour les fascistes, il n'existe ni amitié, ni principes, ni alliances, ni traité, ni démocratie, ni liberté, ni indépendance, ni souveraineté des peuples. Ils foulent aux pieds leurs engagements et les principes, mettent le peuple sous leur botte, écrasent tout par le fer et par le sang.

La justification officielle que les révisionnistes soviétiques donnent de leur agression contre la Tchécoslovaquie est en soi une grave dénonciation de leur action. Ils prétendent, entre autres, avoir été invités à intervenir en Tchécoslovaquie «par des personnalités tchécoslovaques», dont ils ne donnent pas les noms. C'est peut-être un bluff, mais même si c'était vrai, il ne peut s'agir que de traîtres, d'espions à eux, d'odieux collaborateurs. Pour intervenir dans un pays, il faut que le gouvernement légal de ce pays sollicite officiellement votre aide. Or, ils n'ont été invités ni par le gouvernement tchécoslovaque, ni par le président de la République, ni par le Comité central du Parti, ni par le parlement. Hitler, pour le moins, avant d'envahir la Tchécoslovaquie, avait obtenu par la force la signature du président Hasa.

Lorsque les occupants révisionnistes soviétiques ont entrepris cette action, ils pensaient que la direction tchécoslovaque s'agenouillerait devant eux. Cette direction révisionniste a en fait capitulé, laissant ses frontières ouvertes et ne donnant pas l'ordre de les défendre, puis elle a capitulé une deuxième fois à Moscou et s'est mise au service des occupants. Les Soviétiques s'évertueront à trouver des hommes sûrs qui leur soient absolument soumis pour former pour le moins un gouvernement quisling relativement stable. Ce sera pour eux une nouvelle grande défaite. Ils trouveront sûrement des fantoches et des traîtres, mais la résistance ne s'éteindra jamais. Les Soviétiques trouveront un Kadar tchèque, mais en Tchécoslovaquie, les choses prendront un autre cours qu'en Hongrie.

Leur acte barbare ne permettra pas aux révisionnistes soviétiques de réorganiser, comme ils le pensent, le Parti communiste tchécoslovaque, sans lequel ils ne peuvent pas légaliser leur action fasciste. A grand-peine, ils ne parviendront à tromper qu'un petit nombre de gens, juste pour surmonter les premiers obstacles et donner l'impression que «l'intervention était nécessaire, salutaire, que tout a été normalisé et que l'amitié continue», puis à entamer des échanges de délégations avec des accolades et des baisers de Judas. Mais cela ne mènera à rien. La situation en Tchécoslovaquie deviendra chaque jour plus difficile pour l'occupant et plus favorable pour les révolutionnaires.

Les véritables marxistes-léninistes tchécoslovaques auront à organiser au plus tôt le Parti communiste tchécoslovaque marxiste-léniniste dans la clandestinité, à organiser le front de la résistance sur des bases de principes, mais non sectaires, à faire passer la classe ouvrière et le peuple tchécoslovaque de la défense passive à la défense active, au moyen de grèves et de manifestations, d'attaques armées et en organisant la guerre de partisans. Ce sont des moments nationaux très propices qu'il convient de mettre le mieux possible à profit, sans rien attendre de personne. Les négociations, les tractations avec l'occupant, les concessions qui lui sont faites, devront être stigmatisées sans merci. Il faudra dénoncer les espoirs d'obtenir une aide de l'impérialisme, ses interventions et ses agents qui s'efforceront à chaque étape de prendre la direction de la résistance.

La résistance passive tchécoslovaque est positive au début, mais elle ne peut pas tout résoudre. D'autre part, cela donne le temps aux occupants de s'organiser. Ils ont besoin de tranquillité pour mener à son terme leur action de brigandage et d'agression. Ils en ont besoin aussi pour tromper l'opinion intérieure dans leurs pays, et ils le font impudemment.

Aussi les révolutionnaires marxistes-léninistes tchécoslovaques doivent-ils comprendre la grande importance qu'il y a à organiser la résistance armée pour dresser l'opinion publique en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes. Ils doivent comprendre qu'il faut créer sur les arrières des occupants révisionnistes une agitation et une inquiétude constantes et faire pression sur les dirigeants traîtres de leurs pays.

Le boycottage total des armées révisionnistes d'invasion est une bonne tactique, et plus il sera complet, mieux cela sera. Il faut que le peuple leur témoigne une haine toujours accrue. Que les soldats soviétiques en tirent, s'ils le veulent, les conclusions. En même temps, il serait nécessaire de mener une propagande clarificatrice et défaitiste dans les rangs de l'armée occupante pour démasquer le révisionnisme moderne, le révisionnisme khrouchtchévien, la trahison de la direction soviétique, l'action de sape du socialisme à laquelle ils se livrent. Il faut dire aux soldats soviétiques que, du vivant de Staline, ils sont allés en Tchécoslovaquie en libérateurs, tandis que maintenant que les traîtres antistaliniens sont au pouvoir, ils y vont en occupants. Un travail de ce genre sera bénéfique et il est indispensable, mais, à notre avis, il ne sera pas suffisant. Il faut que les forces de l'occupant soient frappées par les armes et rejetées hors des frontières de la Tchécoslovaquie, sinon elles ne s'en iront jamais.

La défense de la Tchécoslovaquie, comme vous l'avez constaté, est envisagée à partir de positions différentes. Notre position, ainsi que celle de tout autre parti véritablement marxiste-léniniste est la plus juste, la plus révolutionnaire, la plus marxiste-léniniste, elle défend la liberté, l'indépendance, la souveraineté et le vrai socialisme en Tchécoslovaquie. Elle combat et dénonce à fond les occupants révisionnistes, avec à leur tête les soviétiques, l'impérialisme américain et la bourgeoisie capitaliste mondiale, ainsi que les révisionnistes tchécoslovaques capitulars, anciens et nouveaux, en même temps que la bourgeoisie réactionnaire tchécoslovaque.

Dans la crise tchécoslovaque il est apparu clairement que l'impérialisme américain et la bourgeoisie capitaliste mondiale ont laissé les mains libres aux Soviétiques. Leur intervention se réduisait à une propagande journalistique, superficielle. Par les accords secrets de Camp David et de Glasboro les deux superpuissances ont réparti entre elles les zones d'influence [*Il s'agit des accords conclus à l'issue des entretiens Eisenhower-Khrouchtchev de septembre 1959, et Johnson-Kossyguine de juin 1967.*] pour la domination du monde et elles ont à coup sûr défini une stratégie et une tactique communes. Cette stratégie a été largement appliquée sous le couvert de la «coexistence pacifique». C'est ce que confirment non seulement les événements de Tchécoslovaquie et la signature d'une série de traités et d'accords entre les U.S.A. et l'Union soviétique, mais aussi toutes les attitudes antirévolutionnaires et traîtresses de la direction soviétique à propos des événements d'Amérique latine et de l'attaque israélienne contre les pays arabes. C'est ce qu'attestent encore la «coexistence» si cordiale et le partage de zones d'influence entre Américains et Soviétiques dans les pays arabes et au Moyen-Orient, l'amitié si cordiale de la VI^e flotte américaine et de la flotte soviétique qui cohabitent dans les eaux et les ports de la Méditerranée, en véritables et étroits alliés tendant au même but, celui de maintenir sous leur joug les peuples de la Méditerranée, de les exploiter brutalement, de réprimer par les armes tout mouvement révolutionnaire de leur part.

Dans la guerre d'agression fasciste qu'elles préparent, les deux grandes puissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, s'efforcent naturellement d'imposer leur volonté et leur politique à tous les pays membres de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie et, si elles n'y réussissent pas, elles les leur imposeront par la force des armes et par d'autres pressions. Ces deux Etats agresseurs impérialistes tiennent à s'assurer des «arrières» tranquilles partout dans le monde et à les maintenir sous leur dépendance complète. Y parviendront-ils ? L'avenir le dira, mais pour un long temps cela ne sera pas possible, car les contradictions en leur sein exerceront leur action et tendront à s'approfondir.

La clique révisionniste de Belgrade s'est montrée active dans la défense des révisionnistes tchécoslovaques et s'est opposée à l'occupation de la Tchécoslovaquie. Maintenant Tito est placé devant une grave alternative. Dans son pays la situation est trouble et dans cet état de désordre, de

dégénérescence politique, idéologique, nationaliste, il lui faut réorganiser la défense du pays, car il ne peut plus maintenant compter sur l'aide des Kadar, Dubcek et consorts. Aujourd'hui, la Yougoslavie se trouve encerclée par les révisionnistes soviétiques, qui imposent leur volonté par la force des armes à leurs satellites du Pacte de Varsovie.

Aussi la direction yougoslave a-t-elle pour tâche urgente, comme elle l'a elle-même déclaré officiellement, d'assurer la défense des frontières Nord et Est de son pays. Le fait que la Yougoslavie organise sa défense contre toute tentative d'invasion par les Soviétiques, est en notre faveur. Nous devons suivre ces conjonctures avec la plus grande attention.

On constate que la menace des frontières de l'Etat yougoslave par les révisionnistes soviétiques se fait plus manifeste. Si jamais les Soviétiques envahissent aussi la Roumanie, alors le danger pour la Yougoslavie s'accroîtra. Quoi qu'il en soit, que la Roumanie soit envahie ou qu'elle se mette «pacifiquement» sous le diktat de Moscou, la menace pour la Yougoslavie demeure. Seule la résistance armée du peuple yougoslave peut faire face à ce danger.

En outre, politiquement et stratégiquement, la Yougoslavie, même si elle ne fait pas partie de l'O.T.A.N., est incluse dans l'espace défensif de ce pacte. Cette frontière est maintenant menacée et il est probable que les dispositions militaires stratégiques, offensives et défensives de l'O.T.A.N. pour le secteur yougoslave et grec de la Méditerranée et de l'Adriatique, seront mieux précisées.

Ici intervient la question permanente de la défense de notre patrie. Nous avons toujours été encerclés géographiquement par des ennemis féroces, perfides, agresseurs, fascistes, et nous avons conçu la défense de notre patrie pour faire face à tout moment à tout agresseur ou groupe d'agresseurs. Cette défense doit être renforcée à l'extrême, en raison de l'aggravation du danger que je viens d'évoquer. Nous devons avoir toujours présentes à l'esprit les divergences qui opposent nos voisins à propos de l'Albanie, et qui agissent différemment selon les conjonctures et selon qu'une rupture de l'équilibre des forces se manifeste dans un ou dans plusieurs secteurs du monde.

Aussi devons-nous être parfaitement prêts, constamment vigilants, suivre avec la plus grande attention les événements et faire les déductions les plus exactes concernant notre défense sur toutes nos frontières, terrestres, maritimes ou aériennes. Les calculs de notre défense doivent être, comme toujours, fondés principalement sur nos propres forces armées, sur la force armée de tout notre peuple et sur notre détermination de mener une lutte victorieuse jusqu'au bout contre tous nos ennemis.

Dans cette situation internationale compliquée en particulier en Europe centrale, mais surtout dans les Balkans, la vigilance de notre peuple, de notre Parti, de notre pouvoir et de notre gouvernement doit être tendue à l'extrême. Nous devons être préparés parfaitement pour faire face à tout événement, même imprévu. Rien ne doit nous prendre au dépourvu, surtout en ce qui concerne la défense de la patrie, à laquelle nous devons consacrer, plus qu'à toute autre chose, le plus grand soi». Renforçons et trempions dans le Parti, dans le peuple, dans l'armée, la confiance inébranlable dans nos propres forces, exaltons au plus haut point le patriotisme, le courage, l'héroïsme des larges masses. Que tout cela soit étroitement accompagné d'un travail politique et idéologique approfondi, d'une activité pratique très révolutionnaire. Tous doivent bien prendre conscience de la situation intérieure et internationale, vivre sur cette terre, et ne pas faire des suppositions et des rêves creux. Toute parole, tout acte de quiconque, doit être jugé à la mesure où il sert les intérêts du Parti, du peuple, du socialisme.

Un travail politique et idéologique approfondi, une application rigoureuse, fondée sur une discipline de fer, de la ligne et des normes du Parti, auront pour effet d'approfondir partout le patriotisme des masses, de faire de l'héroïsme des masses un phénomène non pas individuel et provisoire mais général et permanent. C'est seulement ainsi que les gens se débarrasseront du sentiment de présomption morbide qui vous fait trébucher aux moments difficiles, c'est seulement ainsi que sera éliminé le sentiment de peur ou de panique. Tous ces maux ont leur source dans le caractère superficiel du travail politique.

Quand nous disons que nous devons être parfaitement préparés, nous devons comprendre qu'il s'agit de l'être tant du point de vue politique, idéologique et militaire que du point de vue économique. Nous devons non seulement continuer de travailler normalement, dans la juste voie que nous ont fixée le Congrès et le Parti, mais, en prenant parfaitement conscience de toutes les situations qui se créent et qui apportent avec leurs bons côtés, des difficultés nouvelles, organiser notre travail encore mieux dans chaque secteur. Nous ne devons rien négliger, ne jamais remettre au lendemain ce que nous pouvons faire aujourd'hui, car demain nous aurons autre chose à faire. Travaillons avec intelligence, avec ardeur, avec élan, à un rythme révolutionnaire. Mettons en mouvement les masses, faisons-leur confiance, faisons confiance aux jeunes cadres, ne soyons pas sectaires à leur égard, aidons-les, corrigeons-les quand ils commettent des erreurs, confions-leur des postes de responsabilité dans le travail. A nous, de la vieille génération, incombe le devoir sacré de Parti d'accomplir cette tâche le plus parfaitement possible. Et quand donc nous en acquitterons-nous, si nous ne le faisons pas tant que nous sommes encore actifs et qu'il nous est possible d'apporter notre aide et notre expérience en cette question vitale pour le Parti ?

Jeunes et vieux doivent se sentir, politiquement et pratiquement, mobilisés totalement dans le travail pour la grande cause de notre patrie socialiste. La vitalité d'acier de notre Parti et de notre peuple doit briller plus que jamais; la vigilance révolutionnaire du Parti et des masses doit s'affirmer plus forte que jamais à rencontre de tout ennemi et de tout élément malfaisant, ouvert ou masqué, extérieur et intérieur ; nous devons, plus que jamais, œuvrer afin que l'unité dans les rangs du Parti et l'unité du Parti avec le peuple soient trempées au plus haut point, grâce à l'application des normes vivifiantes du Parti et au développement continu de la lutte de classes.

La situation de notre Parti, de notre pays, de notre peuple est extrêmement solide. La renforcer chaque jour davantage, voilà tout le but de notre vie, voilà notre devoir essentiel. Les menées de nos ennemis ont été et seront toujours annihilées, et nous les écraserons sans merci s'ils tentent de toucher à notre Parti, à notre peuple et à la République populaire d'Albanie.

Contre le révisionnisme moderne, 1968-1970

LES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DOIVENT FRAPPER DUREMENT AUSSI L'AVENTURISME DE GAUCHE, PRODUIT DU REVISIONNISME MODERNE

Extraits d'un entretien avec deux dirigeants du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Equateur

21 octobre 1968

Nous sommes très heureux de vous rencontrer, camarades de l'Equateur. Nous souhaiterions, naturellement, pouvoir nous entretenir avec vous plus souvent et plus longuement, car la lutte du Parti communiste (m-l) d'Equateur, comme celle de tous les partis marxistes-léninistes d'Amérique latine, revêt une grande importance pour la révolution. Nous considérons votre lutte comme une aide importante pour la révolution mondiale et pour notre Parti, qui a toujours besoin de s'instruire et de profiter de l'expérience des partis frères.

Le marxisme-léninisme, notre doctrine universelle, appliqué dans les conditions de chaque pays, s'enrichit de l'expérience nouvelle de tous les partis révolutionnaires. L'expérience de chaque parti marxiste-léniniste acquise dans le travail et dans la lutte contre les ennemis communs, l'impérialisme et le révisionnisme, constitue également une aide pour les autres partis. Sans cette expérience nous avancerions en boitant.

Par votre lutte et votre travail révolutionnaires sur le continent d'Amérique latine, qui comprend une population nombreuse et des hommes merveilleux et ardemment attachés à leurs idées, vous êtes, camarades, constamment en insurrection, en révolution dans toute l'acception du terme. Aujourd'hui, il existe à la tête des peuples de ce continent des partis marxistes-léninistes frères. Cette compréhension marxiste-léniniste réaliste de la situation sur votre continent exalte et constitue une immense source d'inspiration pour les véritables partis marxistes-léninistes d'Europe, d'Asie ou d'Afrique, elle nous aide tous à mener à bonne fin les actions révolutionnaires dans chaque pays à l'échelle nationale, continentale ou internationale contre nos ennemis communs, les impérialistes, américains en tête, et les révisionnistes modernes conduits par les soviétiques, ainsi que les réactionnaires de tout acabit.

Le Parti du Travail d'Albanie, les communistes albanais, ressentent beaucoup le besoin de contacts pour procéder à des échanges d'expérience avec tous les partis frères, car une collaboration étroite contribue à notre renforcement respectif. Indépendamment du fait que nous sommes géographiquement éloignés l'un de l'autre, nous sommes très proches de cœur et d'esprit car le facteur «distance» ne constitue plus aujourd'hui un obstacle infranchissable.

Comme vous avez pu vous en rendre compte vous-mêmes durant votre visite, de grandes transformations ont été réalisées dans notre pays après la victoire de notre révolution. Elles sont dues à la juste ligne marxiste-léniniste de notre Parti et à l'esprit révolutionnaire de notre peuple. Pour mieux vous représenter, en marxistes-léninistes, la situation de l'Albanie dans le passé, vous devez la comparer à l'une des régions les plus pauvres, les plus arriérées et les plus opprimées de l'actuel Equateur. Avant la libération, elle a, comme votre pays aujourd'hui, beaucoup souffert de la féroce oppression féodale. Nous n'avions pas d'écoles. Le peuple manquait de pain, de vêtements et des produits de première nécessité. La plupart des plaines que vous avez vues étaient alors des étangs et des marécages. La malaria, la tuberculose et tant d'autres maladies fauchaient la vie du peuple, en particulier celle des enfants. Mais la révolution populaire, guidée par notre Parti, rendit possibles des transformations si considérables et si rapides, que nous pouvons, sans nous vanter, les qualifier de colossales pour notre réalité albanaise.

Toutefois, considérant la situation objectivement, en marxistes, nous sommes pleinement conscients qu'à côté des très grands succès que nous avons obtenus, nous souffrons aussi de faiblesses et qu'il nous reste énormément à faire, en premier lieu pour élever surtout le niveau de formation politique et idéologique des masses travailleuses, mais aussi leur niveau de vie; en outre, il nous faut travailler d'arrache-pied pour renforcer militairement toujours davantage notre pays, élever constamment le niveau d'instruction et de culture de notre peuple, et le faire uniquement dans la voie révolutionnaire marxiste-léniniste.

C'est vers la réalisation de ces objectifs que notre Parti a orienté tout son travail. Nous pouvons affirmer que nous avons établi à présent une base meilleure, plus puissante, mais l'essentiel c'est que tout ce que nous avons réalisé, tout ce que nous avons créé, nous l'avons fait dans une lutte de tous les instants contre les difficultés de croissance, et cela en étant encerclés par nos ennemis enragés, dans des conditions telles que notre indépendance, notre liberté, la souveraineté de la patrie, le socialisme, étaient menacés à tout moment. Tout cela, nous l'avons créé à travers la lutte pour la défense et le renforcement de l'unité marxiste-léniniste du Parti et du peuple, de cette unité qui est particulièrement la cible de nos ennemis. Cette unité, nous avons œuvré sans relâche pour la tremper, C'est dans la trempe toujours plus accentuée de l'unité Parti-peuple que réside notre force. Cela revêt pour nous une importance vitale, car notre pays n'a cessé d'être gravement menacé d'une intervention armée ou d'autres formes d'ingérence aussi bien par les impérialistes que par les renégats titistes et les militaristes révisionnistes soviétiques, qui justifient chacun de leurs actes, comme ils l'ont fait lors de l'occupation de la Tchécoslovaquie, par le prétendu souci qu'ils ont de la consolidation des Etats «frères».

Dans la situation révolutionnaire actuelle, les partis marxistes-léninistes dans le monde entier doivent lutter constamment pour renforcer leurs rangs et leur unité marxiste-léniniste, se lier étroitement aux

masses du peuple et entre eux. Le mouvement communiste et ouvrier mondial constitue en effet l'un des facteurs essentiels de l'échec des plans que les révisionnistes soviétiques et les impérialistes trament contre les peuples. Les uns et les autres ne cessent de renforcer leurs dictatures fascistes en vue de dominer le monde. C'est pourquoi ces partis doivent aiguïser leur vigilance.

Notre peuple, en particulier dans les situations que nous vivons, consolidera son unité et redoublera de vigilance. Comme toujours, nous avons pris à cette fin des mesures idéologiques, politiques, économiques et militaires. Notre peuple tout entier est en armes, au sens le plus large du terme. Chaque citoyen ou paysan albanais a une arme chez lui. Notre armée elle-même, armée du peuple soldat, est prête à tout moment à frapper tout ennemi ou toute coalition d'ennemis. La jeunesse aussi s'est dressée tout entière. Le souci d'être constamment prêt au combat ne nous empêche nullement de poursuivre notre travail d'édification socialiste, au contraire, le développement de l'économie et de la culture dans notre pays en a connu un nouvel élan.

En ce moment, les révisionnistes soviétiques et yougoslaves, les fascistes grecs et italiens savent fort bien que s'ils s'aventurent à attaquer l'Albanie ils iront au-devant d'un échec et seront frappés à mort. Nous avons toujours clairement expliqué cela à tout le monde. Voilà donc quelle est la situation générale de notre pays: saine, sûre et avec de brillantes perspectives. Mais nous ne devons pas nous endormir sur nos lauriers. Il nous faut au contraire multiplier nos efforts.

Il est clair pour tout le monde qu'actuellement en Union soviétique règne une dictature fasciste, militariste. Mais on sait bien que là où il y a oppression il y a aussi mouvement, c'est pourquoi dans ce pays comme dans ses satellites il existe un mouvement révolutionnaire qui ne cesse de monter. Par ailleurs, l'Union soviétique est aujourd'hui l'objet d'une forte pression de la part de l'impérialisme. Celui-ci, d'un côté, vise à la soumettre en tant que puissance impérialiste rivale, et de l'autre, il cherche à empêcher à tout prix la naissance de mouvements révolutionnaires non seulement en Union soviétique mais aussi dans les pays satellites et à les étouffer immédiatement si jamais ils voient le jour.

L'Union soviétique elle-même, pour sa part, vise deux objectifs: d'abord, elle cherche à éteindre tout mouvement révolutionnaire qui pourrait se déclencher ; ensuite, dans son incapacité de soumettre les Etats-Unis, en tant que puissance rivale impérialiste, elle tâche de maintenir ses positions et, de concert avec l'impérialisme américain, de dominer dans les zones de leurs sphères d'influence respective.

Nous sommes très heureux d'apprendre que le Parti communiste marxiste-léniniste d'Equateur progresse constamment. Les camarades que vous avez rencontrés m'ont immédiatement informé du déroulement de vos entretiens et de votre échange d'expérience. Le Bureau politique de notre Comité central est mis constamment au courant, dans ses réunions particulières, de la pratique très utile et féconde qu'est cet échange d'expérience. Nous nous sommes réjouis d'apprendre que votre Parti se trempe et avance constamment dans la voie marxiste-léniniste. Nous approuvons entièrement aussi ses vues et nous sommes convaincus que la voie que vous suivez est juste. Assurément, nul ne connaît mieux que vous les questions qui vous préoccupent et la meilleure voie à suivre pour les régler, toujours sur la base de notre idéologie commune, le marxisme-léninisme.

Bien entendu, seul votre Parti est en mesure d'élaborer comme il se doit la tactique de votre lutte fondée sur la stratégie marxiste-léniniste, car, étant le cœur du prolétariat et du peuple de l'Equateur, il connaît mieux que quiconque la situation de votre pays et les aspirations légitimes de votre peuple. Et du moment que votre Parti est doté d'une juste stratégie fondée sur la théorie marxiste-léniniste et sur la pratique réelle de votre pays, les tactiques aussi qu'il élabore seront justes et révolutionnaires. Nous aussi, durant notre Lutte de libération nationale, nous avons, comme vous le faites vous-mêmes, adopté, selon les cas, des tactiques diverses.

Nos partis doivent chercher à s'instruire les uns des autres, profiter de leur expérience réciproque. Mais chaque parti doit bien se dire que certains aspects de l'action des autres partis ne conviennent qu'aux conditions de leurs pays et que beaucoup de ces aspects sont inapplicables aux conditions des autres. Chaque parti doit élaborer l'expérience des autres partis et l'adapter lorsqu'elle lui est nécessaire et qu'elle convient à ses conditions concrètes ; sinon, il versera dans le stéréotype. En ce qui concerne notre expérience, nous ne saurions vous dire si beaucoup de nos tactiques seraient ou non appropriées à votre pratique. C'est à vous qu'il appartient de les étudier, et de choisir. Mais nous pensons qu'il ne faut jamais perdre de vue que la boussole infaillible en cette matière, c'est le marxisme-léninisme, ce sont les lois générales de la révolution prolétarienne. Seules ces lois empêchent un véritable parti marxiste-léniniste de tomber dans l'erreur.

Ces lois, nous les comprenons et nous nous efforçons de les connaître toujours mieux. Voilà pourquoi nous n'avons jamais glissé ni dans le révisionisme ni dans le trotskisme ni dans l'aventurisme de gauche, et que nous ne nous sommes laissé entraîner par aucun courant anti-marxiste.

Vous connaissez mieux que nous ces théories, les dangers et les maux qu'elles apportent. Che Guevara, par exemple, a été tué. Ce sont des choses qui arrivent, car un révolutionnaire est toujours en danger. Mais Guevara a été victime du fait que ses conceptions n'étaient pas marxistes-léninistes.

Qui était Che Guevara ? Quand nous parlons de lui nous pensons aussi à quelqu'un d'autre, qui se pose en marxiste et par rapport à qui, à mon avis, Guevara avait l'avantage d'être plus sobre de paroles. C'était un révolté, un révolutionnaire, mais non un marxiste-léniniste, comme on cherche à le présenter. Je peux me tromper, et vous, en latino-américains que vous êtes, vous connaissez Che Guevara mieux que moi, mais je pense que c'était un combattant de gauche. Son gauchisme était un gauchisme bourgeois et petit-bourgeois mêlé de certaines idées progressistes mais aussi anarchistes, qui, en définitive, conduisent à l'aventurisme.

Les vues de Guevara ou de quelqu'un d'autre qui se pose en marxiste, en «père» de ces idées, n'ont rien à voir avec le marxisme-léninisme. Guevara a eu aussi, si je puis dire, quelques *éclaircies* [*En français dans le texte.*] dans l'adoption de certains principes marxistes-léninistes, mais il n'avait pas fait de ces principes sa conception philosophique du monde, pour qu'ils l'incitent à de véritables actions révolutionnaires. Nous ne pouvons pas dire que Guevara et ses camarades aient été des lâches. Non. En aucune manière ! C'étaient au contraire des hommes de courage. Il y a aussi des bourgeois qui sont courageux. Mais seuls ceux qui sont guidés par les principes philosophiques marxistes-léninistes et qui se mettent avec toute la force de leur corps et de leur esprit au service du prolétariat mondial et des peuples pour leur libération du joug impérialiste, féodal etc., sont des héros, des révolutionnaires prolétariens, des combattants vraiment valeureux.

Nous avons soutenu la révolution cubaine car elle était contre l'impérialisme américain. En marxistes-léninistes, arrêtons-nous un moment à considérer cette révolution et les idées qui ont inspiré cette lutte. La révolution cubaine, à ses débuts n'était pas fondée sur le marxisme-léninisme, elle ne s'est pas développée en s'appuyant sur les lois de la révolution prolétarienne, auxquelles obéit un parti marxiste-léniniste. Même après la libération du pays, Castro ne s'est pas engagé dans la voie marxiste-léniniste, au contraire, il a continué de s'inspirer d'idées libérales. C'est un fait incontestable que ceux qui ont fait cette révolution ont pris les armes et ont gagné le maquis, mais il est tout aussi indéniable qu'ils ne se sont pas battus en marxistes-léninistes. C'étaient des combattants de la libération dressés contre la clique de Batista et ils l'ont vaincue précisément parce que cette clique constituait un maillon faible du capitalisme. Batista était un laquais fidèle de l'impérialisme, qui pesait sur le dos du peuple cubain, lequel s'est dressé contre cette clique et l'a vaincue, elle et l'impérialisme yankee...

A notre avis, la théorie selon laquelle la révolution est l'œuvre de quelques «héros», représente un danger pour le marxisme-léninisme, en particulier pour les pays d'Amérique latine. Votre continent du Sud possède de grandes traditions révolutionnaires, mais, comme nous venons de le dire, il y existe aussi d'autres traditions, en apparence révolutionnaires, qui en fait ne conduisent pas dans la vraie voie

de la révolution. Là-bas, chaque putsch est qualifié de révolution ! Mais un putsch ne peut jamais être une révolution, car c'est la tentative d'une clique d'en remplacer une autre, en d'autres termes, rien ne change. Aux noyaux des courants antimarxistes existant encore au sein des anciens partis, qui se sont mis au service de la contre-révolution, vient s'ajouter à présent un autre courant que nous appelons aventurisme de gauche.

Ce courant et le révisionnisme moderne, cet autre produit de la bourgeoisie, constituent l'un des principaux dangers pour les peuples, partant pour les pays d'Amérique latine. Le révisionnisme moderne est un grand mystificateur, soigneusement camouflé, des peuples et des révolutionnaires. Selon les pays, il emprunte divers masques. En Amérique latine, le castrisme s'est donné un de ces visages «marxistes-léninistes» et il conduit les gens, fût-ce des révolutionnaires, vers l'aventurisme de gauche. Ce courant paraît être en contradiction avec le révisionnisme moderne. C'est ce que pensent ceux qui ne sont pas idéologiquement mûrs, mais il n'en est point ainsi. Loin de s'opposer au révisionnisme moderne, les castristes sont, au contraire, à son service. Les sentiers que chacun d'eux semble suivre isolément les conduisent à un même col.

C'est que précisément là où les révisionnistes soviétiques ne réussissent pas à empêcher les masses de la classe ouvrière et du peuple de faire la révolution, là donc s'introduit ce courant et il renverse par un putsch ce dont les révisionnistes n'avaient pu venir à bout par leur voie évolutive. Les révisionnistes soviétiques et toutes les cliques de traîtres qui dirigent les partis révisionnistes prônent l'évolution, la coexistence et toutes les autres théories antimarxistes que nous connaissons. L'aventurisme de gauche, par les termes qu'il emploie, apparaît plus révolutionnaire, car il prône la lutte armée! Mais qu'entend-il par lutte armée ? Evidemment les putschs. Le marxisme-léninisme nous enseigne que c'est seulement en avançant à pas mesurés et sûrs, en s'appuyant fermement sur les principes de la doctrine marxiste-léniniste, en assurant la prise de conscience des masses, que l'on assure le succès de la préparation et du déclenchement de l'insurrection armée, c'est seulement ainsi qu'on peut être sûr de ne jamais glisser dans l'aventurisme.

Les auteurs de la théorie selon laquelle le «petit moteur» met en marche le «gros moteur», se posent en défenseurs de la lutte armée, en fait, ils sont contre cette lutte et ils s'emploient à la discréditer. L'exemple de Che Guevara et sa fin tragique, la continuation et la propagation de sa théorie par d'autres qui se prétendent marxistes et qui prêchent le refus des grandes luttes de masse, sont des faits notoirement connus qui réfutent leurs prétentions. Méfions-nous du peuple car il peut nous trahir, nous livrer à la police, organisons des guérillas «sauvages» et isolées, soi-disant pour que l'ennemi ne puisse les atteindre et qu'il sème la terreur parmi le peuple ! Ce sont ces théories et beaucoup d'autres théories pernicieuses que propagent ceux que vous connaissez bien. Frapper l'ennemi avec ces guérillas «sauvages», le combattre sans que le parti assume la direction de cette lutte, que peut-il y avoir là de marxiste-léniniste ? Rien du tout. De telles théories anti-marxistes-léninistes n'apportent au marxisme-léninisme et à la révolution que des défaites comme celle que l'entreprise de Guevara a apportée en Bolivie.

Ce courant discrédite les thèses sur l'insurrection armée. Quel grand tort il cause à la révolution ! Ainsi, les masses de simples gens contaminés par les conceptions anarchistes, pourront se dire après la mort de Che Guevara, sa figure la plus en vue : Il n'y a maintenant plus personne pour nous guider, nous libérer ! Ou alors un groupe de gens, avec un autre Guevara, pourra surgir, prendre le maquis «pour la révolution», et alors les masses qui attendent beaucoup d'eux, car elles brûlent de combattre la bourgeoisie, peuvent être fourvoyées et les suivre. Mais que se passera-t-il ? Pour nous, ce qui arrivera est évident. Du moment que ces gens ne constituent pas l'avant-garde de la classe ouvrière et qu'ils ne sont pas guidés par les principes lumineux du marxisme-léninisme, ils ne seront pas compris par les larges masses, leur «révolution» tôt ou tard échouera, mais en même temps, la lutte véritable, la lutte armée sera discréditée aux yeux des masses, celles-ci la considéreront avec méfiance et ne croiront plus à son succès. Nous devons préparer les masses politiquement et idéologiquement et les convaincre à travers leur expérience pratique. Voilà pourquoi nous disons que la théorie inhibitrice et

réactionnaire qui se propage en Amérique latine sur la révolution est un produit du révisionnisme moderne et qu'elle doit être dénoncée par les marxistes-léninistes.

Il y a des dirigeants de certains pays d'Amérique latine qui lancent de façon camouflée quelque mot «contre» l'Union soviétique, mais nous ne pouvons pas considérer que ce soit une façon de se dresser contre elle. Ce ne sont là que de simples pressions et chantages, d'une part, pour en tirer quelque avantage, et d'autre part, pour tromper les naïfs. Si les tenants de ces théories ne servaient pas les Soviétiques dans leurs fins d'expansion impérialiste-révionniste, ceux-ci leur couperaient toute aide. Nous connaissons bien les Soviétiques, ils ne le feront pas, parce que ces gens-là les servent fidèlement; ils continueront donc de leur accorder leur aide et de les maintenir en vie.

Tous les marxistes-léninistes ont pour devoir de démasquer ce courant anti-marxiste, dont les tenants se disent marxistes-léninistes et emploient des termes marxistes seulement comme un masque dont ils doivent absolument se couvrir s'ils ne veulent pas aller à leur perte. A nous de le leur arracher, et cela uniquement par la lutte organisée dans la voie marxiste-léniniste, comme vous le faites vous-mêmes, camarades de l'Equateur, avec d'autres camarades.

Nous avons beaucoup apprécié la façon dont vous avez œuvré pour renforcer votre Parti ainsi que vos vues justes sur la lutte armée. Si nous, marxistes, ne nous persuadons pas que le parti doit être fort et trempé, et que cela ne peut se réaliser que par la voie marxiste-léniniste, nous ne pourrions remporter aucune victoire. Notre peuple aussi, tout comme le vôtre, a lutté dans le passé, mais il n'a pas gagné. Notre peuple a donné naissance à des hommes excellents et habiles, aux vues novatrices, animés d'une ferme détermination révolutionnaire, qui se sont battus par la plume et le fusil contre les Ottomans et plus tard contre divers occupants. Mais leurs efforts et leur sang versé furent vains. La bourgeoisie et les féodaux exploitèrent à leurs fins les victoires du peuple et de ces hommes remarquables, et le peuple n'échappa point à l'oppression. Cela était dû à ce qu'il n'existait alors non seulement aucun parti marxiste-léniniste, mais pas même un parti progressiste qui pût diriger notre peuple et le conduire en avant. C'est seulement après la fondation du Parti communiste que le peuple albanais a réussi à réaliser ses aspirations séculaires, c'est seulement sous sa conduite que le sang et la sueur du peuple ont porté leurs fruits. C'est donc la fonction dirigeante du parti marxiste-léniniste qui garantit la victoire aux peuples et non pas les actions d'un «foyer» de guérillas, prônées par certains.

Nous nous réjouissons beaucoup d'apprendre que vous, camarades du Parti communiste d'Equateur, avez épuré votre Parti des éléments étrangers à un véritable parti marxiste-léniniste. Nous nous félicitons de voir que vous comprenez clairement la manière dont le Parti doit être renforcé et étendu, quels éléments de la classe doivent venir grossir ses rangs, la façon dont il doit s'étendre dans les campagnes et, avant tout, dont il doit pénétrer au sein de la classe ouvrière. Les hommes ne naissent pas communistes, mais ils naissent purs, et au long de leur vie et de leur lutte quotidienne ils s'instruisent, s'éduquent et deviennent des communistes prêts à sacrifier même leur vie pour leurs idéaux. Vous avez très bien fait d'ouvrir des cours et des écoles pour l'éducation marxiste-léniniste. C'est ce que nous avons fait aussi pendant notre Lutte de libération nationale. L'étude et l'assimilation du marxisme-léninisme sont indispensables et salutaires pour tout communiste et tout parti marxiste-léniniste.

Aujourd'hui aussi nous suivons la même voie. Notre travail d'éducation de la jeunesse est centré à la fois sur l'étude, le travail productif et la préparation physique et militaire pour la défense de la patrie...

Nous vous assurons, chers camarades, que notre Parti, lié étroitement à notre peuple, a mis et mettra tout en œuvre pour défendre avec un dévouement infini la pureté du marxisme-léninisme et qu'il travaillera inlassablement pour tremper l'internationalisme prolétarien. Il fera tout son possible pour que ses efforts et ceux de notre peuple soient bien compris et créent des conditions non seulement pour la consolidation de notre patrie socialiste, mais aussi pour le renforcement de ses liens d'amitié avec tous les partis marxistes-léninistes frères, en sorte que notre Parti, sans ménager ses forces, apporte sa modeste contribution à la victoire commune de notre révolution prolétarienne.

Nous sommes très touchés de la haute appréciation que vous faites du modeste travail de notre Parti. Nous comprenons très justement, en marxistes-léninistes, tout ce que vous, chers camarades, venez de nous dire sur notre Parti et sur son expérience. Nous vous en remercions. Soyez sûrs que ces appréciations nous sont d'un grand encouragement, car nous savons que c'est là un jugement, objectif et fondé, de camarades marxistes-léninistes. Evidemment, en tant que marxistes-léninistes, nous vous assurons que cela ne nous monte pas la tête. Au contraire, cela accroît notre sens des responsabilités pour mériter ne fût-ce qu'une infime partie de vos expressions chaleureuses à notre adresse. Il nous appartient donc de lutter encore davantage, d'accomplir encore plus dignement notre devoir afin que chacune de nos actions, loin de nuire tant soit peu à la grande cause du socialisme dans le monde, à la cause de la révolution mondiale, ni à aucun parti ou groupe marxiste-léniniste particulier, serve au contraire d'exemple et de stimulant à la multiplication des partis marxistes-léninistes et à leur renforcement, car une ou deux fleurs, comme on le dit chez nous, ne font pas le printemps. Pour que la révolution socialiste triomphe partout, il faut et il faudra beaucoup de fleurs. Voilà comment nous concevons notre tâche internationaliste.

Pour nous aussi, cette rencontre avec vous demeurera inoubliable, car vous nous avez beaucoup aidés par tout ce que vous nous avez dit sur la situation en Amérique latine. Nos forces se centuplent quand nous apprenons que le Parti communiste d'Equateur (m-l) est un véritable parti marxiste-léniniste, doté d'une ligne et d'une perspective claires. Un tel parti remportera inmanquablement la victoire. Vous dites que votre Parti est numériquement petit. Nous vous répondrons que notre Parti aussi, à sa fondation, ne comptait que quelque 200 membres. Cela ne nous a nullement empêchés de rallier à nous les masses, de les diriger, de combattre et de défaire ensemble les ennemis extérieurs et intérieurs, de vaincre et d'instaurer la dictature du prolétariat. Comme nous nous sentons raffermis dans notre lutte quand nous voyons les brillantes perspectives qui s'ouvrent à votre Parti de l'Equateur puisqu'il tient haut levé le drapeau du marxisme-léninisme ! Vous nous avez dit que vous avez aussi commis des erreurs et que vous n'avez pas considéré certaines questions de façon juste. Y a-t-il un parti qui n'en ait pas commis ? Notre Parti aussi, au long de son activité révolutionnaire, en a fait, mais pas dans sa ligne générale. Ce qui importe, c'est de corriger ces erreurs dès qu'elles sont décelées, et c'est ce à quoi nous nous sommes attachés.

La question du renforcement du travail du parti auprès des organisations de la jeunesse et des femmes, que vous avez évoquée, revêt une extrême importance pour la révolution. J'ai constaté, et vous-mêmes l'avez souligné au cours de vos entretiens avec nos camarades, que vous vous intéressez beaucoup à la question des étudiants. C'est très bien, mais ayez bien présent à l'esprit que les étudiants ne constituent qu'une partie de la jeunesse et non pas la jeunesse entière. Vous attachez naturellement aussi de l'importance à la question des campagnes, à la question de la classe ouvrière. S'intéresser aux campagnes et à la classe ouvrière, c'est s'intéresser nécessairement aussi à la jeunesse et aux femmes des campagnes. A présent il s'agit pour vous de mieux concrétiser ces problèmes. Nous serons très heureux de pouvoir vous aider de notre modeste expérience. Je voudrais dire encore ceci : A l'époque de sa fondation, notre Parti était un petit parti, notre classe ouvrière était très réduite en nombre. Néanmoins, son idéologie, le marxisme-léninisme, grâce au grand travail mené par le Parti, a été embrassée en premier lieu par la jeunesse. Le Parti l'a organisée aussitôt, et la jeunesse s'est dressée dans la lutte et elle y a joué un rôle exceptionnel. Elle a combattu en étant éclairée par l'idéologie de la classe ouvrière.

Quant à la question de la femme, le Parti, dès le début, a eu pour mot d'ordre que, sans la participation des femmes, la lutte armée ne pouvait être menée ni couronnée de succès. Le Parti a souligné que cette question devait être d'abord bien comprise par les femmes elles-mêmes, car la lutte pour la libération de la patrie était aussi la lutte pour leur libération. Le Parti a dit à l'époque : si la femme ne comprend pas la grande idée du Parti qui veut la rallier à la lutte, il ne pourra y avoir de véritable lutte de libération. Nous avons attaché une grande importance à cette question. Il fallait absolument la régler si l'on ne voulait pas voir la femme se dresser en obstacle à notre lutte, car il suffisait pour cela qu'elle dise à son mari ou à son fils «Où vas-tu ?», «Tu m'abandonnes», «Tu vas te faire tuer», «Pourquoi aller te battre ?», «Occupons-nous de nos affaires», «Qu'avons-nous à gagner à cette guerre ?», etc.

Mais le Parti mena auprès des femmes un travail si approfondi qu'elles se firent dans leurs familles d'ardentes propagandistes de sa ligne et elles disaient à leurs maris et à leurs fils : «Prenez vos fusils et courez au combat pour la libération de la patrie». On comprend bien, camarades, l'encouragement qu'une telle attitude d'une mère ou d'une épouse constituait pour les hommes de la famille, qui n'hésitaient pas à prendre les armes et à rallier les partisans.

Lorsque nous nous rendions dans les maisons des gens du peuple, à la ville ou à la campagne, les femmes n'épargnaient rien pour nous aider, dès lors elles se sont étroitement liées à la lutte, à la ligne du Parti. La plupart d'entre elles avaient leurs maris ou leurs fils dans le maquis et lorsque nous allions dans leurs maisons pour y passer la nuit ou nous restaurer, elles nous traitaient comme leurs enfants ou des personnes des plus proches. Comme le travail de la femme était donc important! C'est dans ces conditions qu'a été créée et organisée dans notre pays l'organisation des femmes. Bien entendu, ce processus s'accomplira aussi chez vous. Au début, nous nous sommes heurtés à beaucoup de difficultés ; tout ce que vous voyez aujourd'hui chez nous n'a pas été fait d'un coup. Nous connaissons les difficultés qui existent dans les pays capitalistes, mais elles sont surmontables lorsqu'on a une ligne juste et que le parti est résolu.

Vous nous avez beaucoup aidés, chers camarades, sous un autre aspect également : vous avez raffermi encore en nous notre confiance en notre lutte et en nos futures victoires communes. Nous vous assurons que nous nous acquitterons avec honneur de nos tâches en soldats de la révolution, en soldats fidèles au marxisme-léninisme. Nous aimerions, chers camarades du Parti communiste marxiste-léniniste d'Equateur, que vous considériez notre Parti comme le vôtre à tous égards. Nous sommes prêts à vous offrir toute aide que vous jugerez vous être utile, car en tant qu'internationalistes, c'est un devoir qui nous incombe. Si nous ne le faisons pas, nous ne pourrions nous dire ni internationalistes, ni marxistes. Nous n'avons jamais ménagé ni ne ménagerons jamais notre aide à des camarades et à des frères comme vous, car nous recevons nous-mêmes de vous une aide internationaliste considérable.

Vous aussi, vous nous aidez par votre expérience, et si jamais vous constatez que nous commettons quelque erreur dans un sens, nous vous prions de nous le dire, de nous secouer par vos critiques franches, et soyez sûrs que nous attachons aux critiques de nos camarades un grand prix et un grand sérieux. Notre peuple dit bien : qui t'aime te critique, qui ne t'aime pas, te flatte, pour que tu poursuives dans l'erreur.

Notre dialectique marxiste-léniniste nous enseigne que les choses ne marchent pas toujours bien, que les têtes ne sont pas toutes taillées sur la même mesure, que les énergies ne sont pas également réparties, que certains marchent droit et d'autres non. Dans ces conditions, l'application des normes du Parti, de la critique et de l'autocritique bolcheviques, corrige les gens, préserve la pureté du Parti, fait avancer la révolution.

Ce sont des rapports de cette nature, une franchise et un amour réciproques prolétariens, que nous souhaitons voir s'établir entre nous, et plus nous ferons l'un pour l'autre, pour la révolution, plus nous devons être modestes. La modestie des communistes doit être exemplaire comme celle des prolétaires ; leurs efforts et leurs pensées, leurs sentiments les plus profonds doivent être à l'image de ceux des prolétaires. C'est seulement ainsi que notre révolution ira de l'avant.

Nous regrettons, chers camarades, que vous deviez nous quitter, mais sachez que nos cœurs sont unis aux vôtres. Nous savons que vous êtes submergés de travail. Des tâches encore plus grandes et plus ardues vous attendent. Nous serions cependant très heureux de vous rencontrer plus souvent et de vous voir plus longuement dans notre pays, encore que, naturellement, cela ne puisse toujours se réaliser selon nos vœux. Nous vous souhaitons d'atteindre votre grand objectif, dans l'espoir que le jour viendra où nous aussi, nous pourrions vous rendre visite chez vous.

Contre le révisionnisme moderne, 1968-1970

UN ACTE QUI LEGALISE LA CONVERSION DE LA TCHECOSLOVAQUIE EN UNE COLONIE DES REVISIONNISTES SOVIETIQUES

Article publié dans le «Zëri i popullit»

23 octobre 1968

Ces derniers jours, comme on l'a annoncé, est entré en vigueur le prétendu traité soviéto-tchécoslovaque qui légalise l'asservissement de la Tchécoslovaquie par les troupes d'occupation étrangères et sa colonisation totale par les révisionnistes soviétiques. Cherchant à dissimuler leur visées d'occupation et néo-colonialistes, les révisionnistes de Moscou et leurs hérauts vantent bruyamment ce «traité» qu'ils présentent comme une «expression de la libre volonté de partenaires à part entière», comme un «instrument servant à défendre le socialisme contre le revanchisme ouest-allemand», etc. Ce ne sont là que balivernes. Ce «traité» a démasqué, a mis encore plus à nu le véritable visage de ses signataires, il a montré aux peuples du monde attachés à la liberté leur vraie nature d'agresseurs impérialistes et de renégats contre-révolutionnaires.

Ce «traité» est un exemple scandaleux du cynisme et de l'infamie des révisionnistes soviétiques, un nouveau témoignage de leur politique agressive et impérialiste. Dès le début, dès le premier article se découvre dans ce document l'essence même de la «diplomatie des chars», car il fait état de l'«accord» entre l'agresseur et sa victime, «accord» qui a été conclu une fois le fait accompli, c'est-à-dire après l'occupation militaire complète, sous la menace des canons et des blindés. Les troupes soviétiques d'occupation restent en Tchécoslovaquie, et elles y resteront indéfiniment. Cela est reconnu dès le premier article, qui souligne que «l'effectif des troupes soviétiques et leurs cantonnements» seront fixés par la suite et que ces troupes seront «sous les ordres du commandement militaire soviétique». Cela signifie la légalisation du régime d'occupation en Tchécoslovaquie et l'assujettissement complet de ce pays au commandement militaire d'occupation soviétique.

Une autre preuve du cynisme des occupants révisionnistes soviétiques se trouve dans l'article 2 de ce «traité» infâme, qui prétend que «le stationnement de troupes soviétiques en Tchécoslovaquie ne viole pas sa souveraineté», que «les troupes soviétiques n'interviennent pas dans les affaires intérieures de la R.S. de Tchécoslovaquie» et qu'elles «respecteront les lois tchécoslovaques». La démagogie et le cynisme ont aussi leurs limites. Mais les révisionnistes soviétiques, eux, ne les connaissent pas. Tout le monde a vu comment, après le 21 août, la souveraineté de la Tchécoslovaquie a été violée par les blindés soviétiques, comment les maréchaux soviétiques Yakoubovsky et Pavlovsky avec le gauleiter Kuznetsov se sont installés en maîtres dans la maison d'autrui et comment la violence des occupants s'est substituée aux lois tchécoslovaques.

Ce «traité» sanctionne les privilèges de type colonial des occupants révisionnistes soviétiques. Aux termes de l'article 3, le gouvernement fantoche de Prague est obligé de mettre à la disposition des troupes d'occupation soviétiques «des casernes et des logements dans les places militaires, des bâtiments destinés aux services, des dépôts et autres, des aérodromes avec leurs installations fixes, des moyens de télécommunications et de transports du réseau d'Etat, de leur fournir de l'énergie électrique et d'autres services». De même, les polygones de tir et les champs d'exercice de l'armée tchécoslovaque seront utilisés par les troupes d'occupation soviétiques. En vertu de ces dispositions, l'armée tchécoslovaque, réduite par la clique collaboratrice de Dubcek-Cernik-Svoboda au piètre rôle de figurant, se retrouvera désormais comme une étrangère dans sa propre maison.

En fait, ce «traité» infâme ne reconnaît nullement l'existence de la Tchécoslovaquie en tant qu'Etat souverain, pourvu d'un ordre social, économique et juridique indépendant qui lui soit propre. Les impérialistes révisionnistes soviétiques, après avoir résolu le problème tchécoslovaque manu militari, se sont installés dans le pays en maîtres de maison, et ils se sont assis à la table tchécoslovaque comme

chez eux. Ils se sont assurés les privilèges et les moyens qui leur permettent de dicter leur volonté de néo-colonialistes dans tous les domaines d'activité — en politique, en économie et dans le secteur socio-culturel. Les troupes d'occupation soviétiques, et les familles de ceux qui y servent, peuvent entrer en Tchécoslovaquie et en sortir toutes les fois qu'ils le désirent, sans visa et sans contrôle douanier. L'article 4 du «traité» est très explicite sur ce point : «Les unités militaires soviétiques, les personnes qui font partie de l'effectif des troupes soviétiques et les membres de leurs familles peuvent se rendre en R.S. de Tchécoslovaquie au lieu de cantonnement des troupes soviétiques et en retourner soit en utilisant les trains directs et les wagons appartenant à l'Union soviétique, soit en changeant de wagons d'un pays à l'autre, soit par les autres moyens de transport aérien et routier. Les personnes faisant partie de l'effectif des troupes soviétiques et les membres de leurs familles ne sont pas soumis au contrôle des passeports ou des visas à leur entrée, durant leur séjour ou à leur sortie de Tchécoslovaquie». Cette stipulation réduit la frontière d'Etat tchécoslovaque, qui symbolise la souveraineté et l'inviolabilité de ce pays, à une loque, à une palissade démantelée et inutile.

Le régime d'occupation, la capitulation et la soumission totale de la clique révisionniste de Dubcek-Svoboda, sont également sanctionnés par l'article 5, aux termes duquel «la partie tchécoslovaque accepte de permettre le passage, à travers la frontière d'Etat de la R.S. de Tchécoslovaquie, sans taxes et sans contrôle de douane et frontalier :

— des troupes soviétiques et des personnes faisant partie de leur effectif, qui viennent s'incorporer aux unités et à leurs subdivisions et aux commandements militaires ; — de tous les chargements militaires, y compris ceux destinés au service commercial et communal des troupes soviétiques ; — des personnes appartenant à l'effectif des troupes soviétiques, qui entrent en R.S. de Tchécoslovaquie ou qui en sortent, seules ou accompagnées de membres de leurs familles et avec leurs effets personnels, à la seule présentation aux autorités douanières des documents attestant leur droit de franchir la frontière de la R.S. de Tchécoslovaquie.» L'assujettissement total à la volonté des occupants est prouvé aussi par le fait que le service commercial et municipal des troupes soviétiques en territoire tchécoslovaque «sera assuré par des entreprises commerciales et communales soviétiques» !

L'application de ce «traité» entraînera inévitablement une grande confusion dans toute la vie économique, commerciale et financière du pays, elle rendra encore plus difficiles les conditions de vie des travailleurs tchécoslovaques. Les privilèges qui reconnaissent aux occupants le droit de faire du commerce en utilisant la monnaie locale, c'est-à-dire de mettre en circulation de façon incontrôlée la monnaie-papier tchécoslovaque, conduiront forcément à la désorganisation du système monétaire du pays, à l'inflation et à la floraison du marché noir et de la spéculation économique. De surcroît, le gouvernement fantoche tchécoslovaque est obligé de fournir aux troupes d'occupation des denrées alimentaires et des produits industriels, en obligeant le peuple, les masses travailleuses, à se serrer la ceinture. Il s'agit d'une charge supplémentaire imprévue, d'un lourd tribut qui affaiblira encore l'économie tchécoslovaque, déjà lourdement frappée par les «réformes révisionnistes».

Le visage d'agresseurs et d'occupants impérialistes des révisionnistes soviétiques est dévoilé clairement aussi par les dispositions de ce «traité» infâme concernant l'application de la loi locale quant à la responsabilité des troupes d'occupation pour toute infraction pénale et délit commis sur le territoire tchécoslovaque. De fait, le point B de l'article 9 dudit «traité» sanctionne ouvertement et de façon éhontée l'irresponsabilité totale de l'effectif des troupes soviétiques «ayant commis des délits ou des actes arbitraires au cours de l'exécution de leurs tâches dans la zone de cantonnement des unités militaires». En clair, cela veut dire que la loi tchécoslovaque ne sera jamais appliquée aux troupes soviétiques. Celles-ci peuvent pratiquement se justifier de n'importe quel crime ou acte arbitraire commis sous prétexte qu'elles sont dans l'exercice de leurs fonctions, et par ailleurs toute la Tchécoslovaquie peut être considérée comme «zone de cantonnement des troupes soviétiques». Enfin, ce même article reconnaît aux tribunaux soviétiques le droit d'exercer leur juridiction sur le territoire tchécoslovaque, il reconnaît la compétence du parquet et des autres organes soviétiques, qui appliqueront les lois soviétiques sur le territoire tchécoslovaque. Cela revient à exhumer la loi coloniale barbare des capitulations, encore en vigueur dans certaines colonies lointaines de

l'Angleterre et du Portugal ! Cela signifie reconnaître aux occupants le droit de l'extraterritorialité, l'entière liberté d'agir quand et comme bon leur semble, contrairement aux lois du pays, au nom de la loi de l'occupation, en bafouant ainsi la dignité nationale du peuple tchécoslovaque.

La présence effective et permanente des troupes d'occupation soviétiques en Tchécoslovaquie, que ce «traité» a maintenant légalisée, influera naturellement sur toutes les orientations de la politique extérieure du pays. Les chefs de file collaborationnistes tchécoslovaques se sont mis au garde-à-vous devant les occupants soviétiques, ils leur obéissent au doigt et à l'œil et exécutent toutes leurs volontés. La politique extérieure du gouvernement fantoche de Prague s'est désormais officiellement aiguillée sur la défense des intérêts hégémoniques des occupants révisionnistes soviétiques, elle n'est donc plus en mesure d'exprimer les aspirations et les intérêts souverains du peuple tchécoslovaque, de défendre ses droits vitaux. L'esprit même et les dispositions de ce «traité» colonialiste, imposé à la Tchécoslovaquie, loin d'«alléger l'occupation», comme le prétend Cernik, ne font que l'aggraver et la légaliser. C'est là un traité-diktat qui ne se fonde aucunement sur la «confiance, réciproque», comme le soutient impudemment le révisionniste Kossyguine. Ce «traité» repose sur les baïonnettes et les blindés des occupants révisionnistes soviétiques. La «Pravda», ce chiffon de Brejnev, parle d'«unité» et d'«égalité». Mais de quelle unité peut-il être question entre envahisseurs et peuples asservis; de quelle égalité peut-il être question entre le cavalier et sa monture ?

Les quinze articles de ce «traité» d'asservissement néocolonialiste ne sont que quinze nouveaux nœuds éprouvants de la corde que les révisionnistes ont nouée au cou du peuple tchécoslovaque. C'est un produit de l'agression de type fasciste perpétrée contre la Tchécoslovaquie. Par ce «traité» la liberté, la souveraineté et la dignité nationales du peuple tchécoslovaque ont été liquidées légalement et définitivement. Tout l'esprit de ce «traité», ses buts et son mode d'application rappellent les traités que Hitler concluait avec les collaborateurs européens pour leur imposer son «ordre nouveau» ou les accords que les hitlériens d'aujourd'hui, les impérialistes américains, stipulent avec leurs partenaires mineurs. Dans ce document infâme, il n'est pas même question de la «normalisation» de la situation en Tchécoslovaquie et du retrait définitif des troupes d'occupation.

Le diktat, préparé à Moscou et signé à Prague, loin d'apporter une solution à la crise qui tenaille la clique révisionniste soviétique et le front révisionniste en Tchécoslovaquie et ailleurs, ne fait qu'aggraver encore la situation politique, économique et sociale déjà assez difficile en Union soviétique et les rapports entre les divers pays et cliques révisionnistes. Il approfondit surtout et accentue inévitablement les contradictions inconciliables entre les occupants révisionnistes soviétiques et le peuple tchécoslovaque épris de liberté. Par ce «traité», la direction révisionniste de Moscou s'est vainement efforcée de mystifier l'opinion publique mondiale, en cherchant à légaliser ses actions criminelles impérialistes néo-colonialistes par un accord soi-disant bilatéral. Ce nouvel acte des révisionnistes soviétiques n'a fait que dévoiler encore mieux leur véritable visage d'agresseurs, d'occupants, d'exploiteurs et d'impérialistes. Quant à la clique Dubcek-Cernik, en apposant sa signature au bas de ce «titre d'occupation», elle s'est couverte une nouvelle fois de honte en tant que groupe de renégats et de collaborateurs.

Mais le peuple tchécoslovaque rejettera avec mépris cet acte qui légalise l'occupation colonialiste de sa patrie. Il n'accepte ni l'agression, ni l'occupation, ni le «traité» imposé par les agresseurs révisionnistes soviétiques, pas plus que la trahison et la capitulation de la troïka Dubcek-Cernik-Svoboda. Il les dénonce et s'y oppose avec résolution. Sous la direction de sa classe ouvrière et des marxistes-léninistes révolutionnaires, le peuple tchécoslovaque frère, riche de grandes traditions révolutionnaires, intensifiera sans aucun doute sa résistance et se dressera résolument dans la lutte en employant tous les moyens, même les armes, contre les nouveaux occupants et les traîtres au pays, pour la cause sacrée de la libération nationale et la restauration de la dictature du prolétariat.

Contre le révisionnisme moderne, 1968-1970

COMMENT COMPRENDRE ET RESOUDRE CORRECTEMENT CERTAINS PROBLEMES DE NOTRE ECONOMIE SOCIALISTE

Discours prononcé à une réunion d'ouvriers, de coopérateurs et de cadres du district de Berat

26 février 1969

Toute la vie, le développement et le progrès matériel et spirituel de notre société socialiste reposent sur le travail, la pensée et la conscience des travailleurs, qui sont devenus aujourd'hui les maîtres de leur destin. Ils travaillent, créent et dirigent en toute conscience sous la direction du Parti et, pour ce faire, ils apprennent à connaître les lois du socialisme et les appliquent. Toute leur activité tend à l'édification du socialisme et du communisme.

En agissant sur la nature, les travailleurs ont la possibilité d'en pénétrer toujours mieux les secrets. Ils découvrent les lois de sa transformation et de son développement incessants et ils les utilisent pour mieux mettre en valeur ses richesses illimitées. Ils produisent les biens matériels, qui servent à satisfaire les besoins de la consommation personnelle ainsi que ceux de la reproduction élargie. C'est là un processus naturel, ininterrompu et infini de production et de consommation,

Une production abondante et de bonne qualité permet de satisfaire les besoins des travailleurs et d'élever leur niveau de vie. C'est l'objectif de nos plans de développement économique et culturel. C'est le but suprême auquel vise toute l'activité de notre Parti et de notre Etat.

Mais il peut arriver aussi que certains produits manquent ou ne soient pas de bonne qualité. Alors les masses travailleuses en sont naturellement contrariées et elles formulent à juste titre des critiques. C'est compréhensible et même indispensable, car c'est la seule façon de combattre les défauts et les erreurs dans la réalisation de nos plans économiques, au niveau de la quantité comme de la qualité, et de les corriger.

Mais une analyse un peu plus approfondie de cette question conduit à la conclusion générale suivante : lorsque les masses travailleuses se plaignent du manque d'un produit ou de sa mauvaise qualité et émettent des critiques à son sujet, elles doivent se dire qu'elles sont elles-mêmes responsables de cet état de choses, que les fautifs sont à rechercher parmi elles, parce que dans notre régime socialiste ce sont justement les masses qui produisent et dirigent. Personne ne peut ignorer cette vérité ni s'y dérober. Nous tous, en tant que consommateurs, quand nous avons besoin d'objets pour nous-mêmes ou pour nos enfants, nous tâchons de trouver l'article qui nous convient, un produit de bonne qualité et le meilleur marché possible. Ce sont là, bien sûr, de justes exigences. Mais pourquoi sommes-nous si exigeants en tant que consommateurs et oublions-nous ces exigences quand nous agissons en producteurs à l'usine ou aux champs ? Pourquoi ne faisons-nous pas l'effort voulu pour que chaque article qui sort de nos mains satisfasse aux exigences quant à la rapidité de fabrication, à la qualité et au prix de revient ? Il va sans dire qu'un bon nombre de travailleurs s'acquittent bien de leurs tâches et réalisent les plans. Mais souvent, même chez eux, on relève des faiblesses, notamment en ce qui concerne la qualité. D'autres, par contre, clochent des deux pieds, à la fois par la quantité et par la qualité.

Toutes les branches de notre économie, l'industrie, l'agriculture, les transports, le commerce, ont leur part de responsabilité, plus ou moins grande, pour ces défauts et lacunes. Que les administrations, les dirigeants, du centre ou de la base, ne s'imaginent pas, eux non plus, qu'ils n'y sont pour rien. Je dirai même que c'est précisément à eux qu'incombe la plus grande part de responsabilité pour la bonne marche des affaires en matière de planification, de direction, de distribution, d'approvisionnement, et ainsi de suite.

En cas de pénurie d'un produit agricole, le citadin se plaint et critique à tout bout de champ, accusant «le paysan de manquer à sa tâche». De même, lorsque l'ouvrier sort de ses mains des produits insatisfaisants quant à la quantité et à la qualité, le citadin se plaint encore, car il ne peut pas satisfaire certains de ses besoins ni en quantité ni en qualité. Dans ce cas également, il n'en rejette pas la faute sur lui-même, mais sur le réseau du commerce ou sur l'administration, qui, selon lui, ne projettent pas judicieusement la production et la distribution des marchandises. Il est hors de doute que les organismes du commerce et l'administration y sont pour quelque chose, mais le peuple a un dicton qui dit : «La faute est une pelisse que personne ne veut endosser». Chez nous, cependant, les choses ne se passent pas tout à fait ainsi, car les masses travailleuses tirent des leçons de leurs propres fautes et erreurs, en général elles en prennent conscience et font leur autocritique.

Il est opportun et juste de critiquer les paysans, quand, en dépit des possibilités qui leur ont été créées, ils ne produisent pas ce qui est nécessaire et dans la mesure voulue. Mais cela doit faire réfléchir également le citadin et l'amener lui aussi à fournir le rendement maximum, en quantité comme en qualité. Chaque citoyen, doit se demander : «Le collectif où je travaille et moi-même n'avons-nous rien à nous reprocher ?» Le paysan doit en faire autant, et chaque fonctionnaire de l'administration, ou chaque cadre du Parti, doit aussi faire son examen de conscience.

C'est ainsi que nous tous devons juger et agir. Sinon, nous ne pourrions pas déceler les anomalies, les défauts et les faiblesses partielles et temporaires de notre économie ni tirer les conclusions nécessaires pour améliorer constamment notre travail.

Prenons un cas de la vie quotidienne. Il arrive que les consommateurs fassent des observations, quand, par exemple, à une période donnée, les chaussures en vente sont en quantité insuffisante ou ne sont pas assez solides. Cette observation est parfaitement juste. Mais si la fabrique ne fournit pas de bons articles, ce n'est pas toujours et uniquement de sa faute. Souvent le paysan, ne veille pas comme il se doit à la qualité des peaux, ou il ne réalise pas le plan concernant l'amélioration de la race des vaches, des porcs, du menu bétail, etc., ou leur accroissement numérique. C'est pour cette raison que l'organisme commercial intéressé importe des peaux et des cuirs, cela, bien entendu, dans les limites prévues par notre plan d'importation. Et il en importe parfois aussi de moins bonne qualité, pour en avoir un peu plus ou parce que nos représentants inexpérimentés se font rouler par les fournisseurs étrangers. Cependant, les travailleurs de nos tanneries ont aussi leur part de responsabilité, car souvent les peaux ne sont pas préparées en temps voulu, ni de la qualité requise, etc.

Prenons un autre cas. Des jeunes filles de la Myzeqe font parfois des observations sur la qualité précaire de nos cotonnades. Leur critique aussi est juste. Mais considérons cette question d'un peu plus près. Pourquoi en est-il ainsi ?

Examinons d'abord le travail à effectuer par les travailleurs de l'agriculture. On sait que le cotonnier est une plante très délicate. Si l'on n'applique pas scrupuleusement dans cette culture les règles de la technique agricole et l'on ne tient pas compte de la génération de la plante, il n'est pas possible d'obtenir la qualité requise. Après la cinquième génération, la longueur de la fibre, de la variété «108 F», par exemple, diminue de 32 mm à 30 mm. Cependant un millimètre de moins de longueur entraîne une diminution de 3 pour cent du rendement au combinat textile, ce qui s'accompagne à son tour d'une baisse de la qualité des tissus. La qualité du coton s'altère également lorsque les travailleurs agricoles travaillent en pensant que «tout ce qui est blanc doit être cueilli», sans sélectionner, au cours de la cueillette, le produit selon sa qualité et son degré de maturité. D'autre part, l'année dernière, par exemple, on n'a pas entrepris en temps voulu la lutte contre la chenille du coton (*Chloridea Opsoleta*), qui a gravement endommagé la récolte, en sorte que du fait d'autres facteurs également, il s'est créé un déficit d'environ 5.500 tonnes de coton nettoyé. L'Etat est ainsi obligé à importer du coton, au lieu de destiner les fonds ainsi dépensés à l'importation de meilleures matières colorantes pour les tissus, ou d'autres articles nécessaires à la population et à notre économie. Puis le coton passe dans les usines d'égrenage. Ici encore, le processus technologique n'est pas rigoureusement respecté, la qualité du coton subit une nouvelle détérioration. Celui-ci finit ensuite dans les mains des travailleurs de

l'industrie textile. Si ces derniers non plus ne font pas un travail soigné et tolèrent des défauts, le tissu aura, une fois terminé, des fils rompus, mal serrés, il sera peu résistant, se tachera au cours des opérations de teinture, etc., etc.

Tout cela ne peut que détériorer la qualité de nos textiles.

La négligence des travailleurs des transports et du commerce peut aussi avoir un effet négatif. On se trouve donc en présence d'un cercle vicieux. Et des phénomènes plus ou moins analogues s'observent pour la production d'autres biens fournis par l'industrie ou l'agriculture.

Il n'est donc pas juste, comme on a souvent tendance à le faire, de critiquer les autres plus que soi-même, de ne pas rattacher judicieusement ses propres problèmes aux problèmes de caractère général, d'oublier que toutes ces questions sont étroitement liées entre elles et, enfin, de faire passer son intérêt personnel avant l'intérêt général. Cela est incompatible avec le caractère social de la production socialiste, notamment avec les nouveaux rapports entre travailleurs et avec les lois économiques du socialisme, selon lesquelles, chacun, dans notre société, doit considérer son propre travail non pas comme séparé du travail social mais comme une partie intégrante de celui-ci.

C'est sous cet angle que doivent aussi juger leurs actes les dirigeants des collectifs de travailleurs qui ne font pas preuve d'un soin suffisant lorsqu'il s'agit de parfaire la réalisation du plan de production de certaines marchandises dites «mineures», décentralisées et de moindre valeur, mais qui sont très nécessaires à notre peuple et à notre économie. Tout aussi nuisible et erronée est la pratique consistant à lutter pour la réalisation du plan globalement (uniquement en valeur) et à ne pas travailler avec persévérance et une discipline rigoureuse pour réaliser tous les assortiments des articles planifiés, tous les produits qui, aux termes du plan, doivent aller au peuple, à l'économie.

En outre, chacun doit avoir conscience qu'avant de demander quelque chose à la société, à l'Etat, il a pour devoir de fournir sa propre contribution, car où pourra-t-on trouver les ressources pour satisfaire des demandes dépassant les prévisions, si le plan et les engagements ne sont pas réalisés en qualité et en quantité. Il en va de même des cas où le fonds des salaires est dépassé ou, qu'il est demandé de l'augmenter, sans que cela s'accompagne d'un accroissement de la productivité. Les attitudes bureaucratiques, de ce genre sont des manifestations patentes de la primauté donnée à l'intérêt étroit d'une entreprise, d'un district ou d'un département ministériel sur l'intérêt général du peuple, du socialisme ; ce sont des marques de défaut de responsabilité vis-à-vis de la société, de violation de la discipline du plan.

Dans ce contexte, il nous appartient aussi de résoudre de nombreux problèmes de méthodologie et de formes de planification. Il nous faudra les étudier et les revoir avec une grande attention, afin de les acheminer sur la bonne voie, suivant les diverses phases du développement dynamique de notre économie, en rejetant les formes qui sont inappropriées aux nouvelles situations engendrées par ce développement.

C'est pourquoi nous devons tous avoir profondément conscience de notre responsabilité collective à propos de tout et renforcer en nous ce sentiment. De même, et cela est encore plus important, nous devons faire en sorte que chacun éprouve toujours mieux et élève le sentiment de responsabilité personnelle car cela aura pour effet d'accroître le sentiment de responsabilité collective. Nous devons donc nous habituer à contrôler à tout prix le travail des autres, mais après avoir effectué le contrôle de notre propre travail, le «contrôle de nous-mêmes», ce qui implique autocritique, correction, renforcement au maximum de notre conscience socialiste. Le règlement de ce problème doit prendre la forme d'un grand mouvement révolutionnaire.

Parfois dans la tête de certains qui n'entendent rien au développement de l'économie ni aux lois socialistes qui régissent ce développement, pointent des idées moisies. Lorsqu'ils ne trouvent pas dans un magasin ce qu'ils cherchent dans la quantité et la qualité voulues, ils se mettent à dire : Naguère, on

trouvait de tout, des tissus, des chaussures de tout genre, etc. Ils oublient cependant, et les jeunes, eux, ne savent pas, qu'autrefois il y avait très peu de magasins et dans certaines villes seulement ; et que rares étaient ceux qui avaient assez d'argent pour y acheter quelque chose. Les commerçants passaient leur temps à tuer des mouches et, quand vous entriez dans leur boutique, ils renversaient le contenu de leurs rayons dans l'espoir de vous faire acheter quelque chose. Ce n'est pas que l'on vivait dans l'abondance, ni que les travailleurs avaient satisfait leurs besoins ; au contraire, c'était une fausse «abondance», une crise, marquée par le profond dénuement des masses. Les pauvres contemplaient de loin ces magasins et leurs marchandises ; et ils n'avaient souvent pas de quoi s'acheter des produits indispensables comme le pain, le sel, le pétrole ou une paire d'«opingas».

Il en est encore ainsi dans les pays où le capital est au pouvoir. Là-bas, indépendamment des conjonctures temporaires qui suscitent l'illusion d'une prétendue élévation du niveau de vie de certaines couches de travailleurs, en règle générale les crises et le chômage touchent, à divers degrés selon les régions, de larges masses du prolétariat urbain et rural. Le fossé qui sépare les riches des pauvres s'approfondit donc de jour en jour et les larges masses de travailleurs, soumises à des privations continues, ont même du mal à assurer leur subsistance.

Il en va tout autrement aujourd'hui chez nous, où tous travaillent, où un niveau de vie moyen est assuré à toute la population et où chacun, suivant les revenus qu'il touche pour son travail, a la possibilité d'acheter et de consommer ce qu'il veut, de remplir de manière satisfaisante et continue ses besoins quotidiens. Notre commerce socialiste étend son vaste réseau jusqu'au village le plus lointain, jusqu'aux coins les plus reculés de notre pays, où l'on trouve toutes les marchandises commercées dans les villes. C'est pourquoi, apprécier notre réalité à la mesure du passé, signifie vivre en dehors de toute réalité.

On entend dire aussi, et c'est un jugement tout aussi absurde : «Dans le temps, mon vieux, on trouvait des marchandises de bonne qualité, grâce à la concurrence qui ne permettait pas au capitaliste de fabriquer des articles de mauvaise qualité, par crainte de mévente». Qui pense ainsi attribue arbitrairement au système capitaliste, au capitaliste et à la concurrence, les mérites de la quantité et de la qualité de la production des biens matériels.

D'abord, les capitalistes n'ont jamais travaillé eux-mêmes et ils n'ont jamais rien produit, car seuls les ouvriers et les paysans travaillent et produisent. Sous cet angle, ce sont des parasites, ils vivent aux dépens des autres, ils exploitent le travail et les talents de l'ouvrier et du paysan travailleurs, et s'en approprient les fruits.

Ensuite, la concurrence dont parlent les gens de cette catégorie, n'est, comme je l'indiquerai plus loin, qu'une méthode d'oppression et de pression, caractéristique de la société capitaliste. Ceux qui vantent la concurrence cachent des desseins de dénigrement, ils tendent à sous-estimer nos produits et à surestimer ceux des pays capitalistes.

Il est vrai que certaines marchandises étrangères sont de meilleure qualité que les produits correspondants de chez nous. On y trouve cependant aussi pas mal de camelote. Par ailleurs, il faut considérer les choses de manière réaliste, dans leur développement dialectique. Que d'améliorations ont été apportées à tant de produits par rapport, disons, même à quelques années auparavant, pour ne pas remonter trop loin dans le temps ! Avec un certain nombre de ces produits, nous nous sommes faits et continuons de nous faire une place sur les marchés extérieurs, et cela malgré la dure concurrence impérialiste-révisionniste. Et puis, en cette question il faut également prendre en compte une autre considération : nous luttons certes, pour la qualité, mais nous devons dans le même temps et dans la même mesure continuer de lutter aussi pour la quantité, car notre production ne doit pas satisfaire seulement les besoins d'un groupe de gens, comme c'était le cas sous le régime latifondiaire-bourgeois, elle doit pourvoir aux besoins de toute la population, aussi bien citadine que rurale, dans les plaines comme dans les montagnes. Voilà pourquoi nos travailleurs ne doivent jamais oublier le mot d'ordre : «Visons à la qualité mais sans tourner le dos à la quantité». Le capitaliste, en revanche, s'il

atteint son but principal, qui est de réaliser le profit maximum, même en produisant moins de marchandises mais de qualité meilleure et à un prix plus élevé, ne se soucie guère de voir les masses populaires manquer de produits de première nécessité.

A cet égard, on ne doit pas ignorer non plus les traditions. Le développement industriel de bien des pays capitalistes a une histoire séculaire, alors que nous-mêmes sommes pour ainsi dire partis de zéro, il n'y a pas 25 ans, après la libération de notre patrie. Mais, nos travailleurs talentueux ne s'endorment pas sur leurs lauriers, parce qu'ils ont conscience qu'il nous reste encore énormément à faire sur le plan de la qualité. Et c'est précisément à cela que tend la révolution technique et scientifique qui ne cesse de s'approfondir dans notre pays.

Notre Parti, qui fonde le développement de notre économie et de notre culture socialistes sur le principe marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces, le considère comme un grand principe révolutionnarisateur, qui tend à mobiliser toutes les ressources matérielles, financières et humaines intérieures, à inspirer et à stimuler la pensée créatrice des masses, à accroître leur confiance en elles-mêmes, à les préparer à résoudre chaque problème et à surmonter toutes les difficultés pouvant surgir dans la voie de l'édification socialiste de notre pays. Mais ce principe n'exclut pas que des efforts devront être faits à l'avenir également pour tirer le meilleur profit des réalisations des autres peuples dans le domaine de la science et de la technique.

Les points de vue erronés que je viens d'évoquer et qui existent dans la tête de certains sont des vestiges de la vieille conception du développement capitaliste de l'économie, de ses méthodes d'exploitation, des rapports de production capitalistes. S'ajoutant à ces vestiges, les survivances de l'intérêt personnel et de la propriété privée conduisent ces gens à oublier ou à voir sous un faux jour le développement magnifique et harmonieux de notre économie socialiste, les lois de ce développement, les nouveaux rapports de production et, en conséquence, les droits et les devoirs de chacun dans le cadre du développement général de notre société socialiste.

C'est pourquoi si nous avons, comme nous l'enseigne le Parti, une juste compréhension des choses, nous obtiendrons des résultats encore plus importants dans notre marche irrésistible en avant. Certes, c'est dans cet esprit que nous avançons, mais nous devons améliorer encore notre travail, non seulement parce qu'il nous reste beaucoup à faire, mais aussi parce qu'il n'y a point de perfection en cette matière.

Si la Lutte de libération nationale et la révolution populaire, dirigées par notre Parti, ont éliminé à jamais de chez nous les capitalistes et le capitalisme exploiteurs en même temps que leur idéologie et leurs méthodes, elles n'ont pas pu éliminer encore les survivances de leur idéologie dans la conscience des hommes, et c'est justement dans ce sens que notre Parti mène actuellement une lutte à grande échelle. Notre peuple s'est emparé du pouvoir et c'est lui qui fait maintenant la loi, qui dirige, administre, produit et consomme. Il existe donc maintenant chez nous une production élargie pour une consommation très élargie. Tout ce processus se développe sans exploiteurs et sans exploités. Il convient cependant de bien comprendre que ce développement, malgré sa vigueur et son rythme sans cesse croissants, n'a pas encore atteint le degré requis pour assurer une consommation suffisante et la qualité souhaitable. Non, il nous reste encore énormément à faire dans ce sens, et c'est à cette fin, que notre peuple laborieux et plein de talent tend toutes ses énergies physiques et mentales.

Notre système socialiste est le système social le plus avancé, autrement dit le système qui ouvre le plus largement la voie au progrès matériel, intellectuel, spirituel, culturel et technique moderne ; par contre, le système bourgeois capitaliste est en voie de putréfaction, voué à une mort certaine, à la disparition. Du point de vue stratégique, le capitalisme a été vaincu par le socialisme. Depuis le triomphe de la grande Révolution socialiste d'Octobre, dirigée par Lénine, et au cours de la période de l'édification du socialisme en Union soviétique, dirigée par Staline, la vie, la pratique ont confirmé que l'heure est désormais venue où le capitalisme doit céder la place au socialisme.

Notre peuple, lui, sous la direction clairvoyante du Parti, animé d'un esprit révolutionnaire élevé, édifie grâce à son travail plein d'abnégation un monde nouveau, socialiste, sous le mot d'ordre de combat : «La pioche dans une main et le fusil dans l'autre».

Voyons cela plus concrètement. Dans le domaine économique, nous luttons, et avec succès, pour mettre sur pied une agriculture entièrement nouvelle, socialiste, aux perspectives radieuses. Une comparaison avec le passé nous fait ressortir très nettement ces succès. Mais avons-nous pour cela atteint les objectifs que s'est fixés le Parti ? Non, nous avons encore beaucoup à faire pour que notre production agricole satisfasse les exigences sur le plan de la quantité et de la qualité.

Quelqu'un pourrait dire que dans les pays capitalistes l'agriculture est plus avancée et que l'on y obtient de très hauts rendements. Cela n'est pas vrai pour tous les pays du monde capitaliste. Et là, où il en est ainsi, cela n'est pas dû au système capitaliste, mais à l'exploitation féroce des hommes propre à ce système.

La science, le savoir, l'expérience avancée dans ce domaine s'acquièrent et l'outillage moderne se crée. Pour nous ce sera seulement une question de temps. Le système socialiste et les possibilités immenses qu'il a libérées, les hommes affranchis à jamais de l'exploitation capitaliste, brûleront les étapes, rattraperont le temps perdu, éclipsent le développement de l'agriculture capitaliste et détruiront en même temps le système capitaliste lui-même.

Le même phénomène se produit et se produira aussi dans le domaine de l'industrie. Que de changements importants sont intervenus chez nous dans ce secteur ! Tout a été entrepris à partir de zéro. Quelle différence énorme entre la situation actuelle et celle de naguère ! Aujourd'hui notre pays voit s'ouvrir à lui de brillantes perspectives. Il aurait fallu à un régime capitaliste plusieurs siècles pour réaliser ce que notre régime socialiste a accompli en une courte période. Faisons une comparaison avec notre voisine, la Grèce capitaliste. Sous quelque aspect qu'on la considère, il n'y a pas de confrontation possible avec les transformations grandioses que notre pays a accomplies au cours de ces 25 années qui ont suivi la Libération, sous le pouvoir populaire guidé par notre glorieux Parti du Travail. Pour se faire une idée claire de cette question, il ne faut pas juger la Grèce aux enseignes lumineuses au néon d'Athènes, mais à la situation économique et sociale misérable du prolétariat et de la majorité de la population rurale, dont une bonne partie émigré chaque année dans les pays d'Occident pour y chercher du travail, sans parler de l'état de marasme spirituel de la population, aussi bien avant qu'après l'avènement du régime de la junte militaire.

En Union soviétique, tant qu'était au pouvoir la dictature du prolétariat, l'industrie avait fait un grand bond en avant. Aujourd'hui, par contre, on y voit malheureusement dominer les nouveaux capitalistes révisionnistes, qui cherchent à s'attribuer le mérite d'avoir créé les bases de la science, de la technique et de l'industrie soviétiques avancées, et exploitent toutes ces réalisations dans leur propre intérêt et pour leurs desseins de trahison.

Certains pourraient objecter que l'industrie des pays capitalistes est très avancée. Cela non plus n'est pas vrai pour tous ces pays. Le monde capitaliste ne comprend pas seulement les Etats-Unis, l'Angleterre et quelques autres pays industrialisés. Il comprend aussi l'Afrique, l'Amérique latine, l'Indonésie, l'Espagne, le Portugal et bien d'autres pays, qui en constituent la majeure partie et qui, du fait du régime capitaliste qui y règne, sont très attardés. C'est pour ces raisons essentielles que les centaines de millions d'hommes des peuples de ces pays souffrent dans des conditions permanentes de misère et de chômage, sous la botte des régimes réactionnaires fascistes. Par ailleurs, si les capitalistes des Etats-Unis d'Amérique, d'Angleterre et de certains autres pays capitalistes plus développés ont atteint un tel niveau de développement, c'est que, non contents d'exploiter les ouvriers et les paysans de leurs propres pays, ils ont, au cours de plusieurs siècles, fait couler de manière barbare la sueur et le sang de centaines de millions d'hommes et pillé les grandes ressources naturelles d'autres pays. Les Etats-Unis d'Amérique sont aujourd'hui le plus grand exploiteur international, la citadelle principale du colonialisme et de la réaction mondiale, l'ennemi le plus féroce des peuples du monde entier. Pour

satisfaire leur avidité insatiable, ils recourent à tous les moyens, à l'agression et à la guerre. Et pourtant, même à l'intérieur des Etats-Unis, la polarisation de la population est si accentuée que, pendant que les Morgan et les Rockefeller et consorts ne font que s'enrichir et accumulent des milliards de dollars et des trésors fabuleux, des millions d'ouvriers américains et la population noire souffrent de la faim, de la misère, du chômage, de l'ignorance et des maladies. Et les travailleurs qui ont un emploi vivent eux-mêmes constamment dans la crainte et sous la menace d'être jetés sur le pavé par les capitalistes. On voit donc que même dans les pays qui ont atteint un certain développement, celui-ci n'est pas dû au système capitaliste, mais à l'exploitation physique et spirituelle barbare des hommes par ce système inhumain.

Ainsi, le progrès dans le domaine de la production agricole ou industrielle dans certains pays capitalistes n'est pas un mérite du capitalisme, mais le résultat précisément de l'habileté, des efforts laborieux et du travail créateur des exploités, tandis que les capitalistes, en exerçant leur domination barbare, ne font que s'approprier les fruits de ce progrès.

II

Sous le système capitaliste, la crainte du chômage et de la faim oblige les ouvriers, qui sont cruellement exploités, à produire des marchandises de bonne qualité, pour que les capitalistes réalisent le maximum de bénéfices et puissent soutenir la concurrence. Sous le socialisme, les ouvriers et les paysans travaillent et produisent pour eux-mêmes, pour leur propre bonheur et celui de leurs enfants. Ici, c'est avant tout leur conscience qui les pousse à accomplir leurs tâches et à produire des biens de bonne qualité et, dans cette société, c'est l'émulation socialiste qui joue et doit jouer un rôle toujours plus important dans ce sens.

Afin d'atteindre à une toujours meilleure exécution des tâches que le Parti nous assigne pour la réalisation des plans économiques, je tiens à indiquer, fût-ce brièvement, comment nos travailleurs doivent comprendre et mettre en œuvre les grands enseignements de Lénine sur l'émulation et les compétitions socialistes.

Le système socialiste engendre de par lui-même une grande émulation parmi les travailleurs. Mais que signifie l'émulation en régime socialiste ? L'émulation socialiste est une méthode d'action autonome, d'initiative hardie et d'activité créatrice des larges masses travailleuses pour l'édification du socialisme et du communisme, pour le renforcement de leur conscience révolutionnaire.

*«L'émulation socialiste, enseigne Staline, est une expression de **l'autocritique** révolutionnaire constructive des masses qui repose sur **l'initiative** créatrice de millions de travailleurs». (J. V. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 12, p. 108.)*

L'avènement de la dictature du prolétariat et l'instauration de la propriété sociale des moyens de production, l'élévation incessante de la conscience révolutionnaire, le travail pour la société, le travail pour soi, sont les facteurs essentiels qui donnent naissance à cette émulation dans toutes les sphères de l'activité sociale.

Contrairement à ce qui se passe dans la société socialiste, sous le capitalisme on voit agir une concurrence forcenée et aveugle. En quoi consiste la concurrence en régime capitaliste ? La concurrence est une lutte à mort entre capitalistes pour s'assurer le maximum de profits aux dépens du peuple travailleur. Le principe de la concurrence implique la ruine et la mort de certains, le triomphe et la domination de certains autres. Tous les participants à cette mêlée ont le poignard entre les dents, selon la loi de la jungle : «Les plus forts mangent les plus faibles». Au stade actuel de l'impérialisme, la concurrence s'est exacerbée et étendue dans des proportions inouïes entre diverses branches de l'économie, entre les monopoles nationaux et les monopoles internationaux qui s'opposent les uns aux autres, entre les monopoles et les entreprises non monopolisées, à l'intérieur des unions monopolistiques et même entre les puissances impérialistes avides de se partager les marchés et les

sphères d'influence, de dépouiller les peuples et de piller les colonies et les pays dépendants. La concurrence est une loi objective et un compagnon de route inévitable du mode capitaliste de production. Elle découle de la propriété privée et de l'anarchie dans la production.

Dans la lutte concurrentielle, les capitalistes ne reculent devant aucun moyen. Ils intensifient l'oppression et l'exploitation des travailleurs, jettent sur le pavé des millions d'ouvriers ainsi condamnés au chômage, haussent les prix, frelatent les marchandises, organisent des campagnes effrénées d'une publicité abrutissante et mystificatrice, exportent, à des fins d'exploitation, des marchandises et du capital, pour ruiner d'autres pays et en soumettre l'économie, militarisent leur propre économie, se livrent à des spéculations monétaires et financières, et propagent aussi les «inventions» américaines du gangstérisme, des mariages à des fins commerciales, et du dynamitage des biens de l'adversaire, allant jusqu'aux agressions ouvertes contre les peuples. Dans cette lutte, ils utilisent tout l'appareil politique, économique, militaire et de propagande de l'Etat, qui se trouve entre leurs mains.

Cette lutte concurrentielle sauvage et impitoyable a pour effet d'accroître immensément les bénéfices déjà énormes de la bourgeoisie monopoliste, d'accentuer la pauvreté et la misère des larges masses travailleuses, que les capitalistes pressurent tous les jours davantage. Pour cacher aux masses travailleuses leurs profits et leurs opérations anti-populaires, les monopoles recourent à toutes sortes de stratagèmes, depuis la fixation de taux mensongèrement très élevés d'amortissement des moyens de production dans l'ensemble des frais de production, et l'application d'un prétendu «système de rémunération fondé sur la participation des ouvriers aux bénéfices», tant claironné par les laquais de la bourgeoisie, jusqu'à la falsification des écritures comptables, etc.

L'émulation socialiste, par contre, est tout à fait à l'opposé de la concurrence capitaliste.

L'émulation socialiste stimule l'initiative courageuse ; la concurrence, elle, en régime capitaliste, produit l'effet contraire chez les créateurs des valeurs matérielles, qui savent que leur initiative n'apporte de profits qu'aux patrons.

L'émulation socialiste encourage et développe la pensée créatrice des masses, la concurrence capitaliste encourage les spéculations financières.

L'émulation socialiste stimule l'audace des travailleurs, les rend libres de penser et d'agir ; la concurrence capitaliste excite le despotisme, rend l'homme poltron et servile devant ses patrons.

L'émulation socialiste mobilise et met en mouvement les larges masses d'ouvriers, elle permet l'échange libre et fécond de l'expérience de tous dans l'intérêt général, et contribue par là à l'élévation du niveau technique et professionnel de chacun, met au jour de nouveaux talents. La concurrence capitaliste, elle, se situe aux antipodes de tout cela. Elle utilise le talent à des fins de spéculation individuelle et de monopole. Elle excite les sentiments individualistes chez les masses ouvrières, et l'automatisme stéréotypé dans le travail.

L'émulation socialiste crée et trempe chez l'homme la haute conscience de travailler pour l'ensemble de la société, partant, pour lui-même aussi, alors que sous la concurrence capitaliste il a le seul sentiment de travailler pour les capitalistes.

Il ne s'agit pas ici d'exposer en détail toutes les étapes parcourues par l'émulation socialiste chez nous ni d'analyser le contenu et les formes qui l'ont caractérisée, d'une période de l'édification socialiste à la suivante. Il n'en convient pas moins de souligner qu'elle n'a cessé de se développer et qu'elle s'est emparée aujourd'hui des larges masses travailleuses. Notre peuple s'est dressé tout entier, il s'est mobilisé avec un enthousiasme et un élan révolutionnaire sans précédent, prodiguant son énergie et son talent pour réaliser et dépasser les tâches du 4^e plan quinquennal.

Ce mouvement impétueux est guidé, comme toujours, par notre héroïque classe ouvrière, qui s'est érigée en exemple exaltant pour les autres travailleurs et qui est à la pointe de l'édification socialiste. De nombreux et magnifiques mouvements et initiatives ont vu le jour dans ses rangs pour le développement de la production et de la révolution technique et scientifique, pour la construction, par nos propres moyens, de nouvelles usines et de nouveaux ateliers, pour l'extension des assortiments et l'amélioration de la qualité des produits. La paysannerie coopérée, elle aussi, est animée d'un grand enthousiasme et d'un esprit patriotique élevé dans l'œuvre de révolutionnarisation de la production agricole. Tout cela est une haute expression de l'émulation qui se développe sous le mot d'ordre «pensons, travaillons et vivons en révolutionnaires», et qui devient chaque jour davantage la note dominante de notre vie. C'est une émulation qui n'est pas fondée sur l'intérêt personnel, mais sur l'intérêt général, sur l'intérêt de l'édification du socialisme et du renforcement de la patrie.

Cependant, dans le cadre de la révolutionnarisation générale de la vie de notre pays, il est indispensable d'élever le niveau du travail d'organisation des compétitions et des autres formes d'émulation socialiste.

En cette matière, il faut attacher une importance particulière à la compréhension approfondie du contenu des compétitions socialistes. Ces compétitions ne doivent pas être considérées comme une occasion de «se mettre en vedette» ou de glaner quelques vains éloges. Elles se réduiraient alors à des manifestations malsaines, dépourvues de contenu politique et éducatif. Leur objectif doit être de mobiliser et d'encourager les travailleurs pour qu'ils réalisent les plans du point de vue de la quantité et de la qualité. La qualité doit nécessairement être l'un des principaux indices permettant d'apprécier l'effet des compétitions de l'émulation socialiste. Que la qualité soit considérée comme l'indice le plus marquant de la conscience socialiste au travail, de la compréhension et de l'application de la politique du Parti, par chacun et par le collectif, dans l'exécution des tâches.

Un autre objectif de l'émulation socialiste, qui a toujours une importance primordiale, est l'élévation continue de la productivité du travail. Ce problème prend une signification nouvelle et plus profonde dans nos conditions actuelles, quand notre économie tend à se développer de façon toujours plus intensive, de pair avec le progrès technique et scientifique, et l'essor de la culture et de la science.

Les résultats des compétitions, au niveau des entreprises et des districts comme à l'échelle nationale, devront être jugés dans leur ensemble, et nécessairement aussi en fonction de la situation morale et politique du milieu donné et du travail accompli auprès des hommes pour l'élévation continue de leur conscience et de leur esprit révolutionnaire.

La publicité de l'exemple des éléments les plus avancés dans la production, l'organisation, la discipline et dans d'autres domaines, constitue un facteur très vivant de l'émulation. Pour être efficace, cette publicité doit être simple, claire et compréhensible. Dans ce domaine également, la pensée créatrice progresse, elle s'exprime sous des formes et selon des méthodes nouvelles, comme l'organisation d'expositions, de consultations, l'échange de délégations. La presse, la radio et tous les autres moyens de propagande répandent les nouveaux succès de la production, l'exemple positif et les motifs révolutionnaires élevés qui encouragent l'émulation parmi nos travailleurs.

Toujours en rapport avec cette question, il faut mettre fin aux manifestations de formalisme et aux comportements stéréotypés, au travail par à-coups et sous forme de campagnes organisées, et le faire non seulement dans les villes, mais aussi et surtout dans les villages. On ne doit pas admettre que certaines commissions spécialement désignées soient seules à s'intéresser aux compétitions socialistes et à la diffusion de l'exemple positif. Il appartient à chaque entreprise, coopérative agricole, atelier, brigade ou équipe de devenir un foyer où bouillonne l'émulation. Les compétitions socialistes, les engagements pris conformément aux directives du Parti doivent jaillir du sein de la masse, de la concertation avec elle, et refléter effectivement son initiative créatrice. Dans l'organisation et le déroulement des compétitions, il faut utiliser plus largement les différentes formes de stimulants moraux et les perfectionner encore.

Dans tous ces aspects de l'émulation socialiste, les organisations des unions professionnelles et les autres organisations de masse, conduites par le Parti, doivent découvrir les formes d'action les plus appropriées et les plus efficaces. Cette année en particulier, dans le cadre du 25^e anniversaire de la Libération et du triomphe de la révolution populaire, et en son honneur, il faut qu'un mouvement d'émulation sans précédent soit déclenché dans chaque lieu de travail et coopérative, et qu'il revête les formes les plus variées.

Bien entendu, lorsque nous parlons d'émulation socialiste, nous entendons une émulation qui porte à la fois sur la qualité et la quantité, nous entendons une organisation aussi parfaite que possible, une discipline exemplaire, c'est-à-dire l'opposé du relâchement, de l'anarchie et d'autres phénomènes négatifs de ce genre. Il faut éliminer ces maux sans hésitation et partout où ils se manifestent.

La juste compréhension de l'émulation socialiste implique une lutte incessante contre les parasites, contre les éléments qui gaspillent les précieuses heures de travail, contre ceux qui violent la discipline dans le travail et n'appliquent pas les préceptes techniques judicieusement et avec succès. Il faut également combattre les conceptions idéalistes et petites-bourgeoises de l'intérêt et des avantages personnels, les illusions individualistes et sentimentales.

Il faut assurer la prise de conscience de nos jeunes ouvriers, qui n'ont pas connu l'oppression capitaliste, en veillant à leur éducation idéologique et politique. Ils doivent se persuader que c'est maintenant seulement, en régime socialiste, que les hommes ont relevé la tête et tiennent leur dos bien droit, parce que le régime socialiste leur donne la possibilité de travailler pour la société et donc pour eux-mêmes aussi, il leur permet de disposer pleinement des moyens de travail et d'utiliser librement et avec une hardiesse créatrice la technique avancée, les inventions nouvelles, la science et la culture modernes.

Notre classe ouvrière, éduquée au cours de ces années par le Parti grâce à un travail opiniâtre, a brisé et rejeté ses oppresseurs de naguère, acquérant ainsi une grande expérience sur les problèmes d'organisation. Il en a été de même de la paysannerie coopérée, qui est maintenant à même d'organiser le travail dans la grande production, c'est-à-dire d'organiser les coopératives et le travail à l'intérieur de celles-ci. Non contents de cette expérience déjà acquise en matière d'organisation, les ouvriers et les paysans l'enrichissent et la perfectionnent constamment par leur propre initiative. L'esprit d'initiative a une grande importance et, lorsque s'y ajoutent le savoir et l'expérience, il devient une immense force agissante, une force dont les résultats ne connaissent pas de bornes, elle abat les montagnes.

C'est dans cette transformation si profonde de leur conception des choses que réside la raison essentielle de la soif de savoir de nos ouvriers et de nos paysans, de leur zèle dans l'étude et de leur progrès.

La Lutte de libération nationale leur a fait prendre conscience qu'ils sont capables de diriger, de construire, de produire. Les hommes des prétendues «classes instruites», «destinées à diriger», n'étaient que des ignorants sanguinaires qui opprimaient le peuple, «des zéros à pompons», comme dit le peuple. Les beys, les agas, et les «hommes instruits» à leur service, ne manquaient pas, en même temps qu'ils les soumettaient à la trique et aux traitements les plus cruels, de donner aussi des conseils aux ouvriers et paysans. Mais quelle valeur avaient leurs conseils ? Quel en était le résultat pratique ? Nul ! Le piteux état de l'économie, de l'enseignement et de la culture dans le pays, dominé par la bourgeoisie et les féodaux, le montre de la manière la plus évidente. Tout ce qui se faisait à cette époque-là était pratiquement le fruit de la sueur, de la peine et du labeur du paysan, de l'ouvrier et de l'artisan. Si l'on confronte ce temps-là et notre époque de l'édification socialiste, on n'y trouve aucun point de comparaison. Il en ressort deux constatations : d'abord, que les beys et les agas sanguinaires et tous les parasites devaient être complètement liquidés, comme ils l'ont effectivement été, ensuite, que les ouvriers et les paysans étaient la seule force vive, la grande force créatrice, décisive, la force, qui, une fois qu'elle se fut emparée du pouvoir, sous la direction du Parti, a fait et ne cesse de faire des miracles.

Du développement impétueux de notre pays vers le socialisme, nous devons tirer aussi une autre conclusion. Les ouvriers et les paysans de chez nous, qui se mirent à la tâche pour édifier le socialisme, étaient-ils instruits, cultivés ? Possédaient-ils la science et la technique modernes et disposaient-ils de moyens modernes ? Non ! Alors comment ont-ils fait ? Ils se sont instruits à l'école de la pratique, qui leur a ouvert des horizons pour étudier et enrichir leurs connaissances, qui les a aidés aussi à les vérifier dans la vie. On trouve là confirmée, dans notre réalité également, la thèse marxiste-léniniste selon laquelle la pratique est à la base de toute connaissance, de la théorie. La pratique a appris à nos ouvriers et à nos paysans à découvrir les meilleures formes et méthodes d'organisation du travail et de la lutte. Ils ont acquis ainsi de l'expérience. De nouveaux horizons se sont ouverts devant eux et ils ont désiré ardemment élargir leurs connaissances, s'enrichir de leur expérience et de celle des autres. Ils se sont mis ainsi à étudier et à assimiler la science, en la rattachant à la vie et en l'appliquant dans la vie. Cependant, tout en conférant à la pratique la grande place qui lui revient de droit, personne chez nous ne doit être conduit à sous-estimer le rôle de la théorie. Ce serait une conception erronée, étrangère au marxisme-léninisme. Les hommes de chez nous ne peuvent faire leur la conception marxiste-léniniste du monde et acquérir des connaissances scientifiques approfondies, ils ne peuvent accroître leurs capacités professionnelles que dans l'unité dialectique de la pratique et de la théorie. Ce processus est ininterrompu et infini. Ni l'ouvrier ni le paysan qui se sont dotés d'instruction en régime socialiste, et encore moins l'intellectuel, ne doivent perdre de vue cette unité ni, en particulier, le rôle déterminant de la pratique. Sans la pratique, sans leur application complète et organisée, les connaissances, les beaux conseils académiques ne valent rien, ce ne sont que des ornements sans valeur. Les «sages conseils et méthodes» de l'intellectuel qui se monte la tête, qui se coupe de la vie, de la pratique, sont stériles ; ils ne vous apportent rien, ni pain, ni chaussures, ni beurre, ni viande, ni logement. Un intellectuel de ce genre ne montre que son intellectualisme malsain, et surtout les grandes lacunes de sa formation idéologique selon notre conception marxiste-léniniste du monde. Cela l'empêche de savoir pourquoi il travaille et qui il doit servir. Il est donc opportun et juste que la classe ouvrière et les coopérateurs, s'ils veulent du bien à cet intellectuel, naturellement pour le corriger et l'éduquer, le fassent travailler près d'eux, lui fassent plonger les bras jusqu'aux coudes dans le cambouis, dans la boue et le fumier. Les intellectuels et les jeunes ne doivent pas craindre de se salir les mains ou de souiller leurs vêtements en travaillant, car ils peuvent se laver et se changer, et cela même plusieurs fois par jour. L'important, c'est que précisément ce genre de «souillure» balaie de la conscience les tares du passé, qu'il ne permette pas aux herbes vénéneuses de l'idéologie bourgeoise révisionniste de pousser. Si, par hasard, quelque intellectuel ne trouve pas cette voie à son goût, s'il ne désire pas se corriger, alors la classe ouvrière et les coopérateurs doivent, avec raison, ne lui donner ni pain, ni chaussures, ni même une chambre où se mettre pour rêvasser et «philosopher» dans le mauvais sens du terme.

Pourquoi notre classe ouvrière et notre paysannerie se laisseraient-elles attendrir par de telles gens, fussent-ils issus de leur sein ? Pourquoi céderaient-elles à une clémence et à un sentimentalisme malsains pour se faire du tort à elles-mêmes et entraver notre marche en avant ? Voudraient-elles laisser naître et grandir parmi nous une couche d'intrigants et de saboteurs du socialisme ? Nous ne devons à aucun prix fermer les yeux et tolérer une chose semblable ! La «pitié», dans ces cas, est une manifestation très funeste de sentimentalisme petit-bourgeois. La classe ouvrière et la paysannerie coopérée veulent de l'assiduité et de l'honnêteté au travail, elles exigent que personne n'échappe au contrôle et à la reddition de comptes. A la lumière de ce grand ensemble de problèmes, de ces justes et profondes solutions de principes marxistes-léninistes que le Parti leur fournit avec décision, à la lumière de cette conception si juste qu'a le peuple de ces problèmes, et dans cette atmosphère d'enthousiasme révolutionnaire et de mobilisation totale des masses travailleuses, les problèmes relatifs à l'émulation socialiste prennent toute leur signification, qui est grande. Lorsque l'émulation socialiste et les compétitions socialistes, sont bien comprises, dans le vaste et éclatant tableau de notre réalité socialiste, lorsqu'elles sont comprises sous tous les aspects, politiques et idéologiques, et mises judicieusement en œuvre sur le plan de l'organisation, elles se transforment en une force immense. Elles développent et perfectionnent encore les forces productives et les rapports sociaux de production, combattent et éliminent les défauts, s'attaquent aux éléments malfaisants et aux parasites, accroissent le savoir de chacun, perfectionnent la pratique et élèvent le bien-être des masses travailleuses.

Etant donné l'importance de l'émulation socialiste, qui est à la fois un problème politique, idéologique et organisationnel, je tiens à souligner ici qu'il ne faut absolument pas la développer à la va-vite, par un travail de routine et stéréotypé, avec le prétendu souci d'agir partout de manière uniforme. Comme le souligne Lénine, cette espèce d'unité stéréotypée n'a rien de commun avec le centralisme démocratique. Le travail stéréotypé, dans ce domaine comme dans tout autre, est l'œuvre avortée de personnes qui ont perdu toute compréhension des choses, qui ne se creusent pas le cerveau, qui répugnent au travail et à la fatigue, qui ne sont pas liées aux masses, lesquelles travaillent, se fatiguent, créent et produisent. Nos travailleurs, éduqués par le Parti, sont parfaitement à même de comprendre où est nécessaire l'unité, voire une unité d'acier. Ils sont conscients qu'elle l'est sur les questions fondamentales et les questions de principes. Ils comprennent à juste titre que l'on ne peut pas aller de l'avant sans le centralisme démocratique marxiste-léniniste, mais ils comprennent parfaitement aussi que, pour développer l'émulation comme il se doit, le formalisme et le travail stéréotypé ne servent à rien, qu'une différenciation est nécessaire en fonction des particularités mêmes de la nature, du lieu et des méthodes de chaque travail, car telle est la réalité des choses et l'essence même des problèmes de l'émulation.

La conclusion de tout ce qui vient d'être dit, c'est que nous qui vivons et luttons en régime socialiste, qui œuvrons et bâtissons, nous devons bien étudier l'économie politique du socialisme, et la saisir jusque dans ses fondements. Elle ne nous expliquera pas seulement les phénomènes négatifs temporaires de croissance qui apparaissent çà et là au cours de notre travail d'édification, elle nous débarrassera aussi des vestiges des notions et des catégories de l'économie capitaliste, nous ouvrira de vastes horizons et nous munira des armes nécessaires pour nous attaquer à nos grandes tâches futures. Nous devons nous mettre à étudier sans relâche la science et la technique modernes avancées, les assimiler et les mettre en pratique dans tous les domaines.

A cet égard, notre propagande est confrontée à de grandes tâches pour assurer la prise de conscience des gens de chez nous. Le but de notre propagande marxiste-léniniste est un but élevé. Comme l'homme socialiste ne se crée pas spontanément dès que changent les conditions économiques, il est du devoir du Parti de former et d'éduquer cet homme selon les idées nouvelles, révolutionnaires, dans la conception nouvelle, matérialiste, du monde, de le mettre en mesure de comprendre les lois de l'évolution sociale, de faire siennes les lois de notre société, y compris les lois économiques du socialisme. L'assimilation de la pensée marxiste-léniniste, l'acquisition des vertus révolutionnaires, conduiront les hommes de chez nous à agir, à combattre avec succès l'idéologie idéaliste-bourgeoise, les survivances petites-bourgeoises en eux-mêmes et chez les autres, à dénoncer et à combattre les conceptions métaphysiques dans la philosophie, l'économie et la théorie de la réalité matérialiste.

La connaissance approfondie des lois économiques objectives du socialisme permettra à nos travailleurs de pénétrer l'essence des différents phénomènes économiques et d'en tirer de justes conclusions pour une gestion scientifique de notre économie nationale, pour une scrupuleuse application de la juste ligne révolutionnaire du Parti. A cette fin, le moment est venu pour que la propagande relative aux différents problèmes et questions économiques s'accompagne d'une ferme lutte contre les schémas stéréotypés, contre les attitudes superficielles, et que ces problèmes et questions soient traités à la fois très à fond, et le plus clairement et simplement possible, à un niveau élevé sous l'aspect économique et politique, mais aussi sous l'aspect de l'idéologie et de la théorie sociale. Notre propagande sur les divers problèmes économiques doit être rattachée le plus étroitement possible à notre pratique, à notre édification socialiste, à la révolutionnarisation de toute la vie du pays. Elle doit aider les travailleurs à comprendre et à appliquer le mieux possible la ligne de notre Parti en ce domaine, à régler au mieux et le plus vite possible les différentes questions que leur pose le développement dynamique de notre économie. Rien n'est difficile et irréalisable pour nos hommes libres, courageux et politiquement avancés, qui vivent et combattent dans notre société socialiste et qui sont dirigés de façon aussi avisée par notre Parti révolutionnaire marxiste-léniniste.

Rapports et discours, 1969-1970

L'INTEGRATION DANS LA BOURGEOISIE, NOUVEAU COURS DU XII^e CONGRES DES REVISIONNISTES ITALIENS

Article publié dans le «Zëri i popullit»

2 mars 1969

Il y a quelques jours les révisionnistes italiens ont tenu, à Bologne, leur XII^e Congrès. Pour résumer en un mot les résultats de ce congrès révisionniste, nous dirons que ce fut le congrès de l'intégration totale des révisionnistes italiens dans leur bourgeoisie nationale à travers la ligne idéologique et l'ancienne pratique politique de la social-démocratie européenne. En même temps, ce congrès a marqué une autre scission, plus profonde, entre les révisionnistes italiens et soviétiques, et le fossé qui les sépare s'est creusé davantage.

A ce congrès, la direction togliattienne s'était assignée comme seul but de prendre une série de mesures pratiques appropriées à l'actuelle conjoncture politique italienne pour l'intégration du parti révisionniste dans les structures de la gestion du pays par les classes dominantes. Si, quelques années auparavant, les révisionnistes italiens parlaient de la «prise» du pouvoir, maintenant même ce mot a disparu de leur vocabulaire. A leur nouveau congrès les révisionnistes italiens ont déclaré qu'ils souhaiterait seulement «participer» au pouvoir bourgeois actuel, en accord avec les partis dominants de la bourgeoisie.

Le Congrès de Bologne a démontré que l'objectif essentiel de la direction révisionniste est de parvenir, à travers une course effrénée, à adapter sa politique et son attitude aux conjonctures passagères que créent dans le pays les multiples manoeuvres des forces politiques bourgeoises. En fait, les thèses de ce congrès ne constituaient qu'une série d'exigences réformistes qui ne sortent guère du cadre permis par la démocratie bourgeoise. Ce n'étaient que remarques et critiques sur la législation en vigueur, les mêmes que les représentants révisionnistes ne cessent de faire depuis des années au parlement bourgeois, mais à quoi personne n'a prêté l'oreille jusqu'à ce jour. Longo a juré ses grands dieux que les exigences et objectifs de son parti ne porteront aucune atteinte à l'ordre bourgeois existant. «La constitution républicaine demeure le point de départ et de référence de toute notre lutte», a-t-il déclaré. *[Le camarade Enver Hoxha traite plus largement les vues des révisionnistes italiens sur la Constitution de l'Etat bourgeois dans son ouvrage «L'eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme» (éd. fr., pp. 200-219, Tirana, 1980).]*

On ne peut pas dire que le «Corriere délia sera», le grand journal du patronat italien, ait tort lorsqu'il écrit que tous les courants politiques bourgeois d'Italie sont en droit d'applaudir aux thèses du XII^e Congrès du P.C.I. et de les considérer comme leurs. Définissant le rapport présenté par Longo au congrès, ce journal le compare à une sorte d'«amalgame où n'importe qui, du pape Paul VI au démocrate-chrétien Moro, de Lombardi à De Martino, socialistes de gauche, de l'étudiant à l'homme de la rue, peut trouver quelque chose qui lui convient. Les incidences de la ligne et de la perspective sont si nombreuses qu'elles en arrivent à se paralyser et à se neutraliser mutuellement. L'unique fait qui en résulte c'est qu'il n'existe plus une seule, mais plusieurs lignes italiennes qui tendent vers le socialisme, autrement dit aucune».

Lorsque les révisionnistes italiens réduisent toute la lutte pour le socialisme à la lutte pour l'application de la Constitution, ou plutôt de celle permise par la bourgeoisie, ils poursuivent deux buts clairement déterminés. D'abord, garantir à celle-ci qu'ils ne détruiront pas le régime capitaliste existant et l'ordre qu'elle a établi, et ensuite, ce qui est l'essentiel, répandre l'illusion que le socialisme est la Constitution même, et la révolution, la lutte pour la défense de celle-ci, et ce afin d'écartier la classe ouvrière et les masses travailleuses de la révolution et de la lutte véritable pour le socialisme et de les amener à se résigner à leur asservissement dans le cadre de l'ordre capitaliste.

Le fait qu'au cours des travaux du congrès on n'a jamais entendu prononcer, fût-ce en passant, les termes de révolution ou de dictature du prolétariat, n'est pas fortuit. Les révisionnistes italiens entendent donner par là une preuve de leur dévouement à la démocratie bourgeoise, une démonstration de leur intégration totale dans cette démocratie. Dans la pratique courante cette attitude se manifeste par un combat tragi-comique entre les chefs de file de la bourgeoisie et ceux des révisionnistes. Les premiers font constamment pression sur les seconds parce qu'ils ne sont pas encore pleinement démocrates, au sens bourgeois du mot, parce qu'ils n'ont pas encore tout à fait abandonné leurs «positions dogmatiques», tandis que les seconds font le plus de concessions possible pour se poser en démocrates et clouer le bec à ceux qui leur nient cette qualité. Apparemment, les rôles ne tarderont pas à être intervertis et les révisionnistes se mettront à dire que les bourgeois ne sont pas aussi bourgeois qu'ils le prétendent.

Les invités des partis et courants bourgeois qui ont pris la parole au congrès ont exposé sans aucune hésitation et de manière systématique leurs programmes politiques, rappelant aux assistants en quoi et dans quelle mesure ils doivent faire encore des concessions. Mais par ailleurs, aucun représentant des 20 millions de travailleurs n'a pris la parole à ce congrès. On n'a donc pas entendu la voix des travailleurs qui, durant la tenue du congrès, s'étaient mis en grève pour réclamer les droits que leur dénie la bourgeoisie et ses représentants, si frénétiquement applaudis par les révisionnistes à leur congrès.

Les révisionnistes n'ont pas manqué non plus de souscrire, en tant que premier document du congrès, à un télégramme adressé au président de la République, gardien de l'ordre capitaliste, contre lequel précisément les grévistes s'étaient révoltés, mais ils ont «oublié» d'adopter une quelconque résolution, fût-ce formelle, témoignant leur intérêt et leur soutien à ces millions de travailleurs.

A ce congrès, non seulement on a «oublié» de se solidariser avec cette grève, oubli qui aurait été le moindre mal, mais on s'y est abstenu de traiter, surtout dans le rapport du Comité central, le problème des luttes de classes, qui, ces deux dernières années, ont pris en Italie de vastes proportions. Les révisionnistes se sont efforcés de couvrir cette question particulièrement brûlante en s'employant à créer au cours des travaux du congrès, avec toute la pompe possible, comme par exemple, le grand nombre d'invités, plus de 5 000, la large participation de la presse bourgeoise et même du représentant du Vatican, une fausse euphorie politique, tendant à détourner l'attention du public de la confrontation entre les sujets traités par les révisionnistes à ce congrès et la réalité du jour.

Malgré les efforts de la direction pour camoufler la vérité, le XII^e Congrès révisionniste a révélé qu'en Italie, comme dans plusieurs autres pays d'Occident, le processus de rupture des masses d'avec le parti révisionniste a déjà commencé. Cela se traduit dans le fait que les couches populaires jusqu'ici sous l'influence des partis révisionnistes, n'obéissent plus à leurs prédications sur la paix sociale, et, en opposition avec la volonté de ces derniers, déclenchent de puissantes actions de lutte de classe contre la bourgeoisie et son pouvoir. Dans cette lutte les travailleurs et les révisionnistes sont divisés en deux camps adverses et le fossé qui les sépare s'approfondit de jour en jour.

«Autour de nous, a été obligé de reconnaître avec beaucoup de préoccupation en décembre passé l'«Unità», organe central du parti révisionniste italien, est en train de se créer un grand vide de confiance. En un temps où le problème de la révolution est devenu le principal thème de l'Occident et de la société capitaliste, nous ne représentons plus une force révolutionnaire». Les grandes inquiétudes de la base sont révélées par le fait que, peu de temps avant la convocation du congrès, la majorité des 109 régions du parti révisionniste italien avaient demandé à la direction de reconsidérer son attitude à l'égard de la révolte des étudiants.

Une critique, encore que non ouverte, mais assez claire, a été adressée au congrès par Borguini, membre exécutif de la Fédération des Jeunesses communistes, qui a reproché au parti ses hésitations et sa «lenteur dans l'analyse des nouvelles contradictions du capitalisme», qui avaient conduit aux révoltes des étudiants.

La montée rapide de la lutte de classe des masses travailleuses a mis les révisionnistes en assez mauvaise posture. Ils veulent rompre avec les travailleurs et s'unir à la bourgeoisie contre eux, tout en donnant l'impression de les soutenir. Cette tactique opportuniste de renégats typiques est apparue très clairement aux XII^e Congrès du parti révisionniste italien. D'une part, les révisionnistes se sont efforcés de conduire la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, les étudiants et l'intelligentsia anticapitaliste dans la voie du réformisme et de la soumission; d'autre part, ils ont cherché à se rallier la bourgeoisie pour faire face au nouveau danger qui les menace eux et elle. «Trouver une issue politique pour échapper à la crise actuelle, a déclaré Longo dans son rapport, constitue une tâche que les avant-gardes ne peuvent accomplir à elles seules, et encore moins un seul parti. Nous réaffirmons que ce sera l'action de différentes forces dans la même direction et avec le soutien du peuple tout entier qui sauvera l'Italie de la crise et la conduira dans la voie du progrès et de la démocratie du socialisme».

Si les «avant-gardes» bourgeoises s'uniront aux révisionnistes pour aller ensemble au socialisme, cela reste assez douteux, mais ce qui est sûr c'est que cette union se fera tôt ou tard pour opprimer les travailleurs et noyer dans le sang leurs mouvements révolutionnaires. Leurs prédécesseurs, les social-démocrates, leur ont fourni de nombreux exemples de trahison à la révolution et à la cause de la classe ouvrière. Actuellement, au sein du parti démocrate-chrétien et des hautes sphères dominantes en Italie, qui ont à leur tête l'ancien président du Conseil, Moro, que Longo, soit dit en passant, a couvert d'éloges au congrès, il existe un groupe puissant qui demande que l'on envisage pratiquement l'éventualité de la création d'une coalition gouvernementale avec la participation des révisionnistes, et cela est riche de signification.

L'une des questions qui a attiré l'attention générale au Congrès de Bologne fut notamment le problème des relations entre les révisionnistes italiens et les révisionnistes soviétiques, et particulièrement l'attitude des premiers à l'égard de l'occupation de la Tchécoslovaquie. Comme on pouvait s'y attendre, les chefs de file révisionnistes italiens, en dépit de leur grande affinité spirituelle avec l'Union soviétique et du grand poids que représentent les subventions soviétiques dans leur activité, restent fermes dans leur opposition à l'hégémonie de Moscou et à son agression contre la Tchécoslovaquie. Ils y sont contraires parce que les révisionnistes tchèques appartiennent au même courant révisionniste que le leur. En particulier, dans la position à prendre sur la question tchécoslovaque, ils veulent être à l'unisson avec la bourgeoisie italienne, ne se séparer en aucune manière d'elle.

Longo et les autres chefs de file de son parti ont engagé une polémique ouverte avec leurs amis soviétiques en opposant aux prétentions hégémonistes et chauvines des dirigeants khrouchtchéviens de l'Union soviétique à dominer et à assujettir le front révisionniste et les Etats révisionnistes eux-mêmes, leurs célèbres théories du polycentrisme togliattien. Ils ont parlé du «plein respect de l'autonomie et de la souveraineté de tout parti communiste et de tout Etat socialiste», manifesté leur «opposition à toute théorie d'un Etat ou d'un parti guide», à toute «ingérence et pression» dans les affaires intérieures des autres partis. Ils ont particulièrement soutenu la clique Dubcek et la ligne tchécoslovaque, conseillant aux Soviétiques de «ne rien faire, ni en Tchécoslovaquie ni en dehors de ce pays, qui porte atteinte à l'autorité des dirigeants tchécoslovaques».

C'est en vain que Ponomarev, «spécialiste» des relations inter-révionnistes, dépêché à Bologne par Brejnev, a essayé de convaincre les révisionnistes italiens que les patrons actuels du Kremlin sont pour «l'égalité des droits et l'indépendance de tous les pays et de tous les partis» et que, selon eux, «dans le mouvement communiste il ne doit pas y avoir de parti guide». Il s'est démasqué en essayant par la suite de justifier l'agression barbare contre la Tchécoslovaquie, qu'il a qualifiée de «devoir internationaliste». Le silence observé par les assistants au cours de son discours tenait plus du mépris que de l'attention. Les interventions des satellites des révisionnistes soviétiques, représentants de Gomulka, Jivkov et autres, n'ont pu elles-mêmes sauver les révisionnistes soviétiques de l'isolement et de la situation embarrassante où ils se sont trouvés au Congrès de Bologne. D'autre part, les titistes ont réussi à manœuvrer assez aisément, trouvant dans les révisionnistes italiens d'assez bons soutiens dans la nouvelle et passagère querelle qui les oppose aux dirigeants de Moscou. La sortie de la délégation soviétique de la salle au moment où Kardelj prononçait son discours, ne constituait pas un geste

efficace pour se tirer avec honneur des accusations dénigrantes des titistes en un lieu où était rassemblée la fine fleur du révisionnisme.

Le congrès des révisionnistes italiens fut un nouveau témoignage de la dégénérescence du front révisionniste, de l'intensification des querelles et des contradictions entre ses divers groupements. On y a eu une nouvelle preuve de la défaite totale des dirigeants révisionnistes soviétiques dans leurs efforts pour soumettre le front révisionniste à leur autorité. L'agression contre la Tchécoslovaquie et la poursuite de la résistance du peuple tchécoslovaque ont, entre autres facteurs, rendu presque impossible la réalisation, fût-ce de pure forme, d'accords entre les révisionnistes. Comme l'a démontré le Congrès de Bologne, la politique hégémoniste et impérialiste des chefs de file de l'Union soviétique pousse les groupes révisionnistes de l'Occident, qui y trouvent un prétexte, à intensifier leurs efforts pour se détacher de Moscou et s'intégrer dans leur propre bourgeoisie nationale. Les révisionnistes italiens, par exemple, ont fait de leurs querelles avec les dirigeants soviétiques et de leur opposition à la ligne hégémoniste soviétique, comme une enseigne de leur tournant vers l'union avec la bourgeoisie, un témoignage de leur fidélité à l'ordre bourgeois. C'est sous cet aspect également qu'il faut considérer l'accentuation des tendances nationalistes à l'intérieur de ces groupements. Pratiquement ils s'abstiennent de soutenir les initiatives de l'Union soviétique dans l'arène internationale et se solidarisent tacitement et souvent ouvertement avec la politique étrangère des gouvernements bourgeois même dans les affaires concernant les Soviétiques. Les nouvelles attitudes adoptées à l'égard du Marché commun, de l'O.T.A.N. ou du problème de Berlin par les dirigeants des partis révisionnistes, sont assez significatives à cet égard. Les attitudes prises et les vues exprimées par les délégués des autres partis au congrès italien, permettent d'imaginer aussi l'atmosphère qui régnera à la réunion révisionniste prévue pour mai prochain à Moscou, ainsi que les résultats à attendre de cette réunion. Les révisionnistes soviétiques, dans leurs efforts pour briser l'isolement à l'intérieur du front révisionniste et sauvegarder leur prestige et leur autorité maintenant au plus bas, font tout leur possible pour qu'à Moscou il soit discuté des «problèmes actuels de la lutte contre l'impérialisme et des actions communes à mener dans cette lutte», pour que les révisionnistes «serrent les rangs», comme le leur a conseillé Ponomarev à Bologne. Mais, ainsi qu'il est ressorti de la majorité des discours des représentants des partis étrangers qui ont assisté au XII^e Congrès des révisionnistes italiens, les autres n'entendent nullement donner aux chefs de file soviétiques la satisfaction de leur imposer, en invoquant la prétendue nécessité d'«actions communes», des obligations qui sont dans le seul intérêt de la politique étrangère de l'Union soviétique. Les autres révisionnistes comprennent bien que, dans la situation actuelle, le fait de contracter une obligation quelconque non seulement les mettrait sous une certaine dépendance à l'égard de l'hégémonie soviétique et fraierait la voie à de nouvelles pressions de la part des dirigeants du Kremlin, mais restreindrait aussi considérablement leur propre champ d'action dans le domaine des relations nationales et internationales. S'ils veulent aller vers les Américains, ce n'est pas sous la conduite des Soviétiques, mais en pleine unité avec leur bourgeoisie nationale. Dans son discours de clôture du congrès, Berlinguer, vice-secrétaire général du parti révisionniste italien, sachant qu'il interprétait aussi la pensée d'un bon nombre d'autres partis, a dit aux Soviétiques qu'à la conférence de Moscou il conviendra de procéder à «une ouverte et sérieuse confrontation des vues, même sur les problèmes les plus difficiles», et de ne pas discuter, comme le veulent les dirigeants soviétiques, seulement de la question de la «lutte contre l'impérialisme», ce qui constitue une manœuvre pour s'asseoir, à Moscou, au banc des accusés, d'écouter les critiques des Italiens, des Français, des Anglais, etc., à propos de leur agression contre la Tchécoslovaquie, et de répondre à des questions à propos de la théorie de Brejnev sur la «souveraineté limitée des pays socialistes» ou l'indépendance conditionnée» des partis, etc. ? *[Théories avancées par les révisionnistes soviétiques pour justifier leurs menées agressives à rencontre de leurs satellites de l'Europe de l'Est et établir l'hégémonie de leur parti sur les partis révisionnistes des autres pays.]* Cela sera difficile de l'accepter. A Moscou, les révisionnistes voudront établir et justifier leur hégémonie sur les partis invités, tandis que les Italiens et les Français y iront pour s'opposer à cette hégémonie et recevoir ainsi un certificat de «bonne conduite» qui leur permettra de s'intégrer dans la bourgeoisie de leurs pays. C'est pour cette raison que la conférence qui se tiendra en mai à Moscou a fait fiasco avant même de se réunir. Si jamais elle se tient, elle ne fera qu'accroître les désaccords et approfondir la scission au sein du front révisionniste, elle discréditera davantage ses organisateurs, et en premier lieu, les chefs de file du révisionnisme soviétique, qui ont fondé sur elle de grands espoirs.

Quels que soient leurs efforts, les révisionnistes n'auront jamais d'unité entre eux. Jamais jusqu'à ce jour l'unité n'a été établie sur la base de la trahison envers la révolution, le marxisme-léninisme, et de la lutte contre eux. Cela est vrai en ce qui concerne non seulement l'unité entre les divers partis révisionnistes, mais aussi l'unité au sein de chaque parti. C'est ce qu'a démontré très clairement le dernier congrès du parti révisionniste italien. Suivant l'exemple des partis bourgeois et surtout des partis social-démocrates, le parti est divisé maintenant en fractions des plus diverses, qui ont des plates-formes idéologiques et politiques bien définies, leurs tenants et leurs soutiens à l'intérieur du parti et en dehors de ses rangs, et qui se disputent et se combattent pour s'assurer la prééminence et des positions privilégiées. Dans cette situation, le parti, dans sa ligne et ses altitudes, tiendra de moins en moins compte de l'opinion des masses et de ses militants de base pour s'adapter toujours plus au rapport de forces de ces fractions, à leurs compromis et concessions réciproques. Les contradictions qui apparaissent dans le rapport du Comité central, présenté par Longo au congrès, dérivent, pour la plupart, de la ligne générale opportuniste, anti-marxiste et contre-révolutionnaire du parti révisionniste italien ; elles sont aussi, dans une notable mesure, l'expression de la lutte entre les diverses lignes fractionnistes existant au sein de ce parti.

Il est vrai que l'Italie traverse une grave crise, qui a atteint tant l'économie que la politique. Le puissant mouvement des étudiants, les grèves ouvrières qui ont frappé presque tous les secteurs de la production, les protestations des employés des firmes privées et de l'Etat, pour ne rien dire de la lutte continue de la paysannerie exploitée, révèlent que la bourgeoisie italienne se trouve sur le cratère d'un volcan, qui peut faire éruption d'un moment à l'autre. Les masses travailleuses combattent et cherchent une issue pour sortir de leur grave condition, elles réclament des transformations révolutionnaires de leur situation et de celle du pays, elles sont prêtes à lutter fermement pour la défense de leurs droits. Les maux que les révisionnistes italiens ont causés au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses travailleuses opprimées sont considérables. Ils s'efforcent d'engager la classe ouvrière dans la voie du réformisme, d'éveiller chez elle l'esprit de passivité, d'attentisme et de soumission chrétienne. Il incombe aux forcés les plus saines et d'avant-garde de la classe ouvrière italienne, aux révolutionnaires marxistes-léninistes résolus, de se mettre à la tête de la lutte de la classe ouvrière, de la paysannerie travailleuse, de la jeunesse ouvrière et des autres couches de la population qui s'opposent à la bourgeoisie, et d'intensifier la lutte de classe dans la juste voie du marxisme-léninisme, pour assurer le triomphe de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Elles ont pour devoir d'indiquer aux masses la juste voie révolutionnaire, de les éclairer de la véritable idéologie de la classe ouvrière, d'élaborer et d'appliquer une stratégie et une tactique justes pour l'accomplissement de la révolution.

Tout cela n'est pas facile. Une partie considérable des masses travailleuses, désillusionnée par l'opportunisme de la ligne traîtresse des révisionnistes modernes, dont elles ont jusqu'ici subi l'influence, se sont jetées dans la lutte contre l'oppression et l'ordre bourgeois. Mais cette lutte n'est pas bien orientée, organisée, dirigée, en sorte que la bourgeoisie et les opportunistes n'ont pas de mal à se défendre contre son attaque et à contre-attaquer eux-mêmes durement. C'est pourquoi il incombe aux révolutionnaires la tâche ardue, mais noble, de ré-inculquer aux travailleurs la conscience de classe, l'esprit de discipline et d'organisation et, par-dessus tout, de les diriger dans la voie de la révolution, selon les enseignements du marxisme-léninisme.

Les révisionnistes italiens se vantent d'être un grand parti, de rallier tant et tant de suffrages. En réalité, ils sont assez faibles, comme l'est aussi la bourgeoisie avec laquelle ils collaborent. Ils appartiennent à l'ancien, qui s'écroule et se meurt. La faillite des révisionnistes apparaît à leur dégénérescence, au fait qu'ils courent vers leur intégration totale dans la bourgeoisie. La fin sans gloire des révisionnistes n'est pas lointaine, elle se dessine clairement à l'horizon de l'évolution historique de notre temps. Le révisionnisme est désormais sur son déclin et notre génération assistera à coup sûr à sa chute dans l'abîme de l'histoire, là où ont fini toutes les forces réactionnaires qui se sont opposées au progrès révolutionnaire du peuple travailleur.

Contre le révisionnisme, moderne, 1968-1970

LA JUSTE COMPREHENSION ET ORGANISATION DE L'ACTION CLANDESTINE ET LEGALE DU PARTI, QUESTION FONDAMENTALE DE LA REVOLUTION

Extraits d'un entretien avec un ami angolais

17 mai 1969

Cette situation difficile ne nous a pas pris au dépourvu [*Il s'agit du danger qui pouvait menacer l'Albanie au moment de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie.*], nous l'avions prévue depuis longtemps et nous y étions préparés. Notre position géographique est telle que nous sommes obligés d'être toujours sur le qui-vive, vigilants, prêts et mobilisés.

Bien que la situation générale soit favorable à la révolution, aux communistes, aux partis marxistes-léninistes, nous devons à tout prix tendre constamment notre vigilance. Pour nous, Albanais, il est particulièrement indispensable d'être préparés, car notre pays est encerclé de tous côtés par des Etats impérialistes et révisionnistes qui se sont efforcés et s'efforcent sans cesse de nous nuire et de nous anéantir. C'est pourquoi si nous relâchons, ne fût-ce qu'un instant, notre vigilance, ou si nous atténuons notre lutte contre nos ennemis, ceux-ci agissent immédiatement, tel un serpent qui bondit pour mordre et lâche brusquement son venin.

La trahison des révisionnistes soviétiques est un événement lourd de conséquences pour le mouvement marxiste-léniniste et révolutionnaire dans le monde. Néanmoins, la situation montre que, en dépit de leur grand potentiel économique et de leurs armements, ils sont faibles, très faibles, à l'intérieur de leur pays.

Notre doctrine marxiste-léniniste nous enseigne que dans la guerre le rôle principal appartient aux hommes, à leur engagement enthousiaste dans une juste voie, et non pas aux armements. Les cliques révisionnistes, tout comme les impérialistes, voient tous les peuples se dresser contre elles. C'est ce que prouvent à chaque instant la situation internationale qui évolue en leur défaveur et la situation intérieure de l'Union soviétique, où la situation politique et économique, en dépit de notre manque de données précises à ce sujet, ne nous semble nullement favorable aux chefs de file traîtres soviétiques. En Union soviétique ce sont les maréchaux et les généraux aux nettes tendances nationalistes, fascistes et impérialistes, qui ont pris la situation en main. Une telle évolution montre que les révisionnistes soviétiques ne sont pas rassurés quant à l'état d'esprit de leur peuple et, pour sortir du chaos où ils se sont enfoncés, ils s'efforcent de réprimer le mouvement révolutionnaire qui existe et ne peut manquer d'exister dans leur pays. Nous ne savons rien des formes sous lesquelles se développe ce mouvement ni de son ampleur, mais les mesures qu'ont prises les révisionnistes en vue de la fascisation du régime montrent clairement la situation grave du pays ainsi que leur faiblesse.

Les traîtres khrouchtchéviens ont essuyé en Tchécoslovaquie une défaite cuisante ; il est vrai qu'ils ont occupé ce pays, mais ils ne soumettront pas le peuple tchécoslovaque. Les dirigeants révisionnistes tchécoslovaques ont manqué de fermeté, ils ont capitulé sur-le-champ. La haine que le peuple tchécoslovaque a exprimée tantôt de façon passive, tantôt par des grèves et des manifestations de masse, a été freinée par sa direction. Si en Tchécoslovaquie une plus grande résistance et surtout une résistance armée avait été opposée à l'agression, le cours des événements en Europe et en Union soviétique même aurait été tout autre. Les chefs de file soviétiques, ces traîtres, craignaient beaucoup la résistance armée, mais ils ont pu lui échapper grâce à l'attitude soumise des dirigeants capitulards tchécoslovaques.

A lin d'écraser le peuple tchécoslovaque sous toutes sortes de mesures de répression, les tenants de Khrouchtchev ont porté au pouvoir en Tchécoslovaquie un nouveau groupe ayant à sa tête un certain Husak, un révisionniste aux tendances autoritaires fascistes-nationalistes, et qui semble mieux adapté

aux circonstances que celui qui était conduit par le révisionniste Dubcek. C'est par le truchement de traîtres de ce genre que les révisionnistes soviétiques s'efforcent de réaliser petit à petit leurs visées en Tchécoslovaquie, d'étouffer même le mouvement de résistance passive qui y existe actuellement. Mais les nouveaux tsars du Kremlin n'ont pas encore acquis une entière confiance en eux. Ils craignent, sait-on jamais, que dans quelques années les nouveaux révisionnistes de Prague ne tournent casaque.

L'affaire tchécoslovaque a bien dessillé les yeux à tous les révolutionnaires et à tous les peuples, surtout d'Europe, dans deux directions : primo, elle a confirmé la justesse de la ligne commune marxiste-léniniste de tous les vrais communistes du monde, le bien-fondé de la lutte menée pour démasquer le groupe de renégats et de traîtres du Kremlin et ses tendances fascistes impérialistes, elle a prouvé parfaitement que sa façade «marxiste» n'est rien d'autre qu'un bluff ; secundo, elle a démontré l'existence de la collusion américano-soviétique pour le partage de zones d'influence et pour les préparatifs de guerre, guerre qu'Américains et Soviétiques mènent de concert contre les peuples, contre les mouvements de libération nationale, contre le socialisme et les partis marxistes-léninistes dans le monde.

Notre Parti et tous les autres partis marxistes-léninistes se sont battus comme il se doit pour dénoncer l'agression fasciste contre le peuple tchécoslovaque, et c'est pour cela que cette dénonciation a été très vigoureuse. Bien entendu, après la Tchécoslovaquie, les révisionnistes soviétiques nourrissent aussi des visées à l'encontre des pays et des peuples qu'ils considèrent comme leurs adversaires principaux et les plus résolus. Mais nous pensons que leurs visées les plus immédiates sont dirigées contre la Roumanie et, dans une certaine mesure, contre la Yougoslavie et notre pays.

A notre avis, la direction roumaine est révisionniste-nationaliste. Elle comporte peut-être des tendances aussi bien pro-soviétiques qu'anti-soviétiques, mais et les unes et les autres s'écartent de la voie marxiste-léniniste. Dans la situation créée après l'invasion de la Tchécoslovaquie et quand les Soviétiques eurent manifesté au grand jour leurs velléités d'envahir la Roumanie, la direction roumaine a observé, si l'on peut dire, une attitude d'opposition. Au début, lorsque Dubcek, qui s'était engagé à restaurer le capitalisme en Tchécoslovaquie, a résisté, les Roumains se prononçaient hardiment contre les révisionnistes soviétiques en pensant qu'ils bénéficieraient d'une certaine protection de la part des Etats-Unis et des autres Etats capitalistes occidentaux. Mais ayant vu, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, que les impérialistes américains n'avaient pas fait le moindre geste contre les révisionnistes soviétiques, ils baissèrent le ton.

Nous pensons que les difficultés que les traîtres soviétiques ont eu à affronter après l'invasion de la Tchécoslovaquie ont déjoué leurs plans d'invasion à l'encontre de la Roumanie. Il va de soi que nous avons appuyé l'attitude des Roumains à l'égard des révisionnistes soviétiques, car cela était de l'intérêt du mouvement communiste et de la révolution mondiale.

En ce qui concerne les peuples de Yougoslavie, il faut reconnaître qu'ils sont courageux. Mais nous avons constaté dans le cours des événements que les dirigeants yougoslaves, malgré ce trait de leurs peuples, ont été effrayés à l'idée d'une éventuelle invasion soviétique. Nous sommes d'avis que cela tenait non pas tant à la menace imminente d'invasion étrangère qu'à la grande faiblesse des positions du régime titiste en Yougoslavie même. Tito a encore de l'influence dans le pays, mais les contradictions internes, qui existent et s'exacerbent chaque jour entre la bourgeoisie serbe, d'une part, et la bourgeoisie croate, slovène etc., de l'autre, ont créé dans ce pays de graves antagonismes nationaux qui mettent en danger l'unité de l'Etat yougoslave. Et Tito craignait précisément que les Soviétiques, de dedans, par l'intermédiaire de chauvins serbes comme Rankovic et consorts, ne créent une situation trouble, favorable à une agression. Néanmoins, nous ne croyons pas encore que les révisionnistes soviétiques soient en mesure de déclencher une agression contre la Yougoslavie. Les menaces dont celle-ci a été l'objet avaient pour but, à notre avis, d'intimider Tito pour qu'il n'élève la voix ni contre la pression soviétique ni plus tard contre l'intervention armée en Tchécoslovaquie, pour qu'il n'encourage pas la résistance antisoviétique dans ce pays ni dans quelques autres. Dans ces conditions, Tito a pris des mesures et a «épuré» son armée de centaines de généraux, qui, dans leur très

grande majorité, avaient été des cadres de la Lutte de libération nationale, des personnalités et ses collaborateurs les plus proches, en les accusant d'avoir prétendument affaibli la défense yougoslave et ranimé des tendances chauvines et nationalistes dans l'ensemble de la Yougoslavie. Apparemment, Tito a pris ces mesures dans son propre intérêt, car, à notre sens, il ne croit pas, et cela pour beaucoup de raisons, à l'éventualité d'une agression soviétique.

Mais qu'est-ce qui nous fait penser cela ?

Primo, le fait que, avant d'attaquer la Yougoslavie, les khrouchtchéviens doivent bien réfléchir, car ce pays n'est pas la Tchécoslovaquie. Dans le cas d'une agression armée contre la Yougoslavie, les révisionnistes soviétiques devront bien faire leurs comptes, s'ils ne veulent pas aller au-devant d'un échec, car les peuples de Yougoslavie se battraient avec détermination.

Secundo, la considération que les intérêts économiques du capital américain, anglais, etc., en Yougoslavie sont actuellement extrêmement importants. Ce capital a mis la main sur toute l'économie yougoslave. L'industrie du pays se trouve entièrement au pouvoir des trusts anglo-américains. Si la Yougoslavie était envahie par les Soviétiques, les Etats-Unis et les autres pays impérialistes, qui y ont fait de gros investissements, interviendraient pour défendre leurs intérêts économiques.

Tertio, si elle attaquait la Yougoslavie, l'Union soviétique aurait affaire à une force stratégiquement importante, l'alliance de l'O.T.A.N. et l'aide militaire américaine à la Yougoslavie. Ainsi donc, à part la lutte que mèneraient les peuples de Yougoslavie eux-mêmes contre une éventuelle agression soviétique, tout l'organisme de l'O.T.A.N. et les Etats-Unis eux-mêmes se mettraient en branle.

Pour toutes ces raisons, nous estimons que Tito ne s'attend pas à une agression de la part des Soviétiques. Quoi qu'il en soit, il a pris ses mesures, tant à l'intérieur de son pays que vis-à-vis de l'alliance qu'il a conclue avec les impérialistes américains, qui le qualifient de «dirigeant» du monde des «non alignés», bien que nous sachions qu'il est leur agent et n'est nullement neutre.

A ces moments-là, lorsque la direction yougoslave a pris peur, notre Parti a estimé nécessaire de publier une déclaration [Dans le «Zëri i popullit» du 11 avril 1969, dans l'article «Les pressions militaires, base du diktat et du chantage politique des dirigeants révisionnistes soviétiques».] contre la concentration de forces militaires soviétiques en Bulgarie et la menace qu'elles faisaient peser sur la Yougoslavie et la Roumanie. Selon notre déclaration, au cas où ces deux pays seraient attaqués, nous les défendrions, prendrions fait et cause pour eux, mais en mettant, comme toujours, les points sur les «i», sans cacher l'incompatibilité de nos vues avec celles des titistes, et nous avons fait connaître aussi une fois de plus nos divergences idéologiques avec la direction roumaine. Nous avons jugé qu'une telle attitude résolue était dans l'intérêt du socialisme et de la défense de notre patrie, car si la Yougoslavie venait à être attaquée, il va sans dire que l'Albanie le serait aussi.

Nous sommes préparés à défendre notre patrie à tout moment si jamais l'ennemi s'engage dans une lutte armée contre nous. Notre peuple ne craint pas la guerre. Cela, nos amis, les partis marxistes-léninistes frères, le savent bien, et nos ennemis aussi.

Notre déclaration de soutien aux peuples de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, etc., en cas d'agression de la part des social-impérialistes soviétiques, a été accueillie avec enthousiasme par ces peuples. L'héroïque attitude du peuple albanais et cette déclaration ont eu une immense influence sur l'attitude des peuples des Balkans.

Tito est un ennemi farouche du peuple albanais et du mouvement communiste international, mais un ennemi rusé. Au lendemain même de notre déclaration, il a déclaré qu'au moment où les Soviétiques menacent la Yougoslavie, le rôle de la République populaire d'Albanie est décisif dans les Balkans. Mais nous connaissons bien sa politique retorse. Même lors des événements de l'Oussouri qui ont

opposé l'Union soviétique à la Chine, Tito a cherché à ménager la chèvre et le chou, en ne prenant parti ni pour la Chine ni pour les révisionnistes soviétiques.

Les conjonctures et les situations tendues provoquées par l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie ainsi que par l'alliance soviéto-américaine ont fait que la situation dans le monde, surtout à l'heure actuelle, est loin d'être tranquille. Les révisionnistes soviétiques ont tendance à l'agression, mais en même temps ils ont peur, car ils envisagent la résistance et la lutte des peuples, non seulement d'Albanie, mais aussi de Yougoslavie et même de Roumanie, cela, certes, dans la mesure où le peuple roumain en est capable. Tout en ne renonçant pas à l'agression militaire, les révisionnistes soviétiques s'attachent actuellement à briser la résistance des Roumains en Roumanie même, où il y a beaucoup d'agents soviétiques qui y mènent un travail de sape.

Les révisionnistes soviétiques déploient aussi leurs menées en Yougoslavie, assurément avec moins de succès qu'en Roumanie, alors que Tito continue de prêcher l'unité du peuple, d'attaquer la bourgeoisie serbe, de s'appuyer principalement sur la bourgeoisie croato-slovène, etc.

Les situations difficiles qu'il traverse ont obligé Tito à faire quelques concessions au million et quelques d'Albanais de Kosove dont il a très peur et à qui il a permis, pour les calmer, d'ouvrir maintenant des écoles en langue albanaise et de hisser le drapeau albanais.

Vu les circonstances que je viens d'évoquer, les révisionnistes soviétiques, en collusion avec les impérialistes américains s'efforcent à présent de calmer la situation en Europe, d'y maintenir le statu quo dans l'intention d'intensifier la guerre en Asie.

L'Europe est déchirée par de grandes contradictions. Sur ce continent, ce sont les capitalistes et les révisionnistes qui dominent et ils tendent à renforcer leurs dictatures fascistes. Ils frappent sans répit les forces révolutionnaires ascendantes, et tâchent, sans grands espoirs de succès, de colmater les brèches qui se sont fait jour dans leurs rangs. Toutes les grandes grèves qui se déroulent presque quotidiennement en France, en Italie et ailleurs, la grave crise monétaire en Angleterre, la crise au sein du Marché commun, la chute de De Gaulle, etc., témoignent du pourrissement de la situation dans tous les pays capitalistes et révisionnistes d'Europe.

Dans cette situation, l'Allemagne occidentale essaie de jouer le rôle de principale force européenne au sein de l'O.T.A.N. Elle sait bien que, sans elle, l'O.T.A.N. et les U.S.A. n'arrivent pas à contrebalancer la force de l'impérialisme soviétique en Europe. Les révisionnistes soviétiques ont déjà préparé deux ou trois plans de «sécurité européenne». Cela signifie qu'ils veulent que l'Europe reste tranquille sous la domination américano-soviétique afin de maintenir aisément sous leur férule tous leurs satellites, Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Bulgarie, si possible aussi la Roumanie, et que les Etats-Unis, de leur côté, mettent sous leur contrôle le colosse chinois à l'Est. Il n'en demeure pas moins que la situation en Europe est révolutionnaire. Il nous faut donc en tirer le meilleur profit. Certes, pour le moment, les mouvements révolutionnaires marxistes-léninistes en Europe ne sont pas puissants, mais ils sont en train de se dresser et, malgré toutes les difficultés que l'on imagine bien, ils progressent de jour en jour. Nous avons présent à l'esprit que les nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes qui agissent dans ces pays ont sur le dos trois ennemis: le capitalisme de leur pays avec ses appareils répressifs ; la social-démocratie, qui joue le rôle de briseuse de grève ; et le révisionnisme soviétique avec les révisionnistes intérieurs. Pour aller de l'avant, les camarades communistes dans ces pays s'efforcent de trouver les voies révolutionnaires les plus appropriées, mais ces voies mêmes sont plutôt compliquées. Les éléments marxistes-léninistes qui dirigent ces mouvements et partis sont déterminés dans leur lutte contre le révisionnisme, mais comme, dans la plupart des cas, ils proviennent des partis révisionnistes, ils gardent encore et pratiquent parfois les formes et les méthodes de lutte et de travail de ces partis, où ils ont milité de longues années. En outre, pour les jeunes partis marxistes-léninistes il existe toujours un autre grand danger, celui que la bourgeoisie et les révisionnistes les noyautent à des fins de sabotage et de diversion...

Dans ces situations, notre Parti s'emploie, dans la mesure de ses moyens, à faire connaître partout sa ligne et celle des autres partis marxistes-léninistes, à combattre avec la plus grande rigueur le révisionnisme soviétique, l'impérialisme américain et de façon générale le capitalisme en Europe et dans le monde. Bien que notre pays ne dispose que de possibilités et de moyens de propagande limités, notre Parti s'efforcera d'aider loyalement nos camarades révolutionnaires en Europe, en Amérique latine et ailleurs, et dans le même temps de consolider de jour en jour ses positions politiques, idéologiques et militaires à l'intérieur du pays. La lutte contre la propagande de l'ennemi est pour nous d'une haute importance, car notre pays est la cible d'une propagande capitaliste révisionniste intense. Des dizaines de stations de radio ennemies diffusent chaque jour des émissions contre l'Albanie.

Le renforcement de la situation intérieure du pays, la mobilisation politique et idéologique du peuple tout entier et, parallèlement, la réalisation des plans économiques ainsi que, ce qui prime tout, l'entraînement militaire du peuple sur une vaste échelle, revêtent pour nous une grande importance. Le travail mené par notre Parti dans tous les domaines nous montre que toutes les questions sont menées de front et sans interruption dans la bonne voie et qu'aucune d'elles n'empêche matériellement le règlement d'une autre.

Quelqu'un demandera peut-être : Où les Albanais trouvent-ils le temps de travailler et de s'instruire, de s'éduquer politiquement et idéologiquement et en même temps de s'entraîner militairement ? Tout cela, le travail, l'instruction, l'éducation, les marches et l'entraînement militaire, nous le faisons fort bien sans rien négliger, et nous constatons que plus nous nous engageons à fond dans ces problèmes et mieux nos affaires marchent.

Nous constatons qu'en Europe les marxistes-léninistes ne sont pas encore arrivés à comprendre comme il se doit la nécessité d'organiser l'action du parti dans la clandestinité et la semi-clandestinité. L'action des révisionnistes se fait ici grandement sentir. Bien qu'il ne soit pas question pour les jeunes partis marxistes-léninistes de suivre la voie parlementaire, ceux-ci tendent à mener leur activité sous des formes légales, tout comme le font les partis révisionnistes.

En passant dans la semi-clandestinité ou dans la clandestinité complète, ils ont l'impression que leur action devient inefficace. Ils pensent que faire passer dans l'illégalité une partie de leurs adhérents, qui deviendraient le noyau principal de toute leur activité, ne porterait aucun fruit. Ils ne comprennent donc pas l'importance qu'il y a à créer un noyau solide dans des conditions de clandestinité.

A l'époque de l'illégalité de notre Parti, lorsque nous étions poursuivis par les fascistes et les agents des gouvernements quislings, chaque comité de parti sortait son bulletin photocopié, et il nous était alors très difficile de se procurer de ces ronéos qui nous semblent aujourd'hui très courantes. Il nous fallait alors donner l'assaut aux ministères pour nous en procurer, et je dirai même que beaucoup de nos camarades ont été tués au cours des actions que nous organisions pour nous procurer du matériel de cette nature nécessaire à la propagande du Parti. Une fois, en l'espace d'une nuit, nos camarades ont démonté à Tirana toute une imprimerie privée pour l'installer ailleurs, clandestinement, dans un endroit gardé avec le plus grand secret par le Parti. C'est ainsi que doit être organisée la lutte dans la clandestinité.

Pendant la guerre, nos tracts étaient imprimés en cachette dans les établissements de l'Etat fasciste et d'imprimeurs privés, par nos camarades typographes, dont l'activité n'avait pas été découverte par la police. C'est donc dans la clandestinité que les tracts et les journaux de notre Parti étaient mis en page, imprimés et très rapidement diffusés secrètement en milliers d'exemplaires. Les gens se demandaient avec étonnement comment le Comité central ou tel ou tel comité régional arrivaient à faire tout cela. Nos hommes s'étaient bien entraînés à travailler dans la clandestinité et le plus grand secret. Ils se défendaient d'être des communistes et l'ennemi, désorienté, ne savait pas sur qui mettre la main, car ils apprenaient à se défendre dans le cours même de la lutte.

L'organisation du travail du parti dans la clandestinité revêt une grande importance et il faut bien se persuader que l'ennemi ne dort pas. Afin de vous identifier et de découvrir de quelles forces vous disposez, il peut vous permettre pendant quelque temps de mener certaines activités, mais il vous guette et, brusquement en une nuit, il vous anéantit. Les révisionnistes, eux, connaissent bien les méthodes de la lutte clandestine, ils en ont l'expérience, car ils ont lutté eux aussi dans la clandestinité, et c'est pour cela qu'ils sont extrêmement dangereux. Il ne faut en aucune manière sous-estimer l'ennemi, car on perd toujours à le faire. Mais il ne faut pas non plus le surestimer. Ce qui importe, c'est de ne pas le craindre et de savoir déceler ses tactiques. Les impérialistes américains dépensent des sommes colossales pour nous combattre. En Yougoslavie ils ont gagné à eux Tito ainsi que d'autres agents entraînés dans la lutte contre le communisme. Tous ceux que Tito envoie en ambassadeurs en Inde, en Egypte, en Algérie et ailleurs ne sont pas de simples diplomates, mais des agents chevronnés. Nous pouvons le dire, car nous les connaissons bien. Certains d'entre eux ont été aussi en Albanie, tel l'ambassadeur Josip Djerdja, ou des délégués de la jeunesse comme Dizdovic, etc., qui ont déployé tant d'efforts pour mettre à bas notre Parti.

Le travail auprès des femmes et de la jeunesse revêt lui aussi une énorme importance. Notre Parti s'est, dès le début, beaucoup intéressé à ces couches. En témoigne entre autres le fait que nos combattants tombés au cours de la Lutte de libération nationale étaient, pour la plupart, âgés de 20 à 22-23 ans, c'étaient donc des jeunes gens et des jeunes filles qui brûlaient de la flamme révolutionnaire.

La jeunesse est le sang nouveau qui vivifie le Parti. Les jeunes sont animés d'un esprit de sacrifice. Les hommes qui ont dépassé quarante ans sont, certes, en mesure de faire de la propagande, mais ils n'ont pas le même élan que les jeunes pour se lancer dans la lutte et le travail, car ils ont naturellement le souci de leur maison, de leur famille, ou de leur santé, etc. Les jeunes, eux, qui n'ont pas de ces préoccupations sont plus hardis, ils se lancent sans hésitation sur n'importe quel front de travail et de lutte que leur désigne le Parti, pour peu qu'ait été mené auprès d'eux un travail continu d'éducation et de persuasion.

Nous possédons une excellente organisation de la jeunesse, mais les révisionnistes se sont efforcés de la liquider, en même temps que l'organisation des femmes. «A quoi servent ces organisations ?», nous disaient-ils, et dans certains autres pays ils sont même allés jusqu'à dissoudre l'organisation des femmes, tandis que nous l'avons, au contraire, consolidée encore davantage. Les révisionnistes, donc, voulaient faire dégénérer notre organisation de la jeunesse, mais notre Parti n'a pas prêté l'oreille à leurs «conseils», il a fait juste le contraire, en recommandant sans arrêt à la jeunesse de se renforcer et en prenant des mesures concrètes à cet effet.

Notre Parti s'est attaché à bien faire comprendre aux organisations du Front, des unions professionnelles, de la jeunesse, des femmes, quelles sont leurs tâches, afin que l'action de l'une ne double pas celle d'une autre, que les compétences et les tâches de chacune ne soient pas confondues. Ces organisations ont des tâches communes, mais aussi spécifiques. Il va, sans dire que tout cela a été défini dans le cours même de la lutte et pendant tout ce temps ces organisations et leviers puissants du Parti ont acquis une grande expérience pour leur action commune comme pour leur travail spécifique. Notre Parti a spécifié l'aide qu'il accorde à chacune de ces organisations, afin d'instruire et d'activer tous ceux qu'elles regroupent, car chacune d'elles, la jeunesse, les femmes, aux côtés de la classe ouvrière, qui est la classe dirigeante, a ses propres problèmes...

Je vous souhaite un bon voyage et des succès.

Contre le révisionnisme moderne, 1968-1970

SEULES UNE JUSTE LIGNE POLITIQUE ET UNE UNITE SOLIDE PERMETTENT DE SUBMONTER LES DIFFICULTES ET DE REMPORTER LA VICTOIRE

Extraits d'un entretien avec une délégation du Mouvement de libération nationale de Palestine «Al-Fatah»

3 août 1970

Nous sommes très heureux, frères palestiniens, de vous accueillir dans notre pays. Nous nous sommes réjouis d'apprendre que votre délégation visiterait l'Albanie. Votre visite, chers amis, fera infiniment plaisir au peuple albanais, parce qu'il aime de tout cœur les peuples arabes et en particulier le peuple combattant palestinien. Je dis bien le peuple palestinien en particulier, parce que votre sort est plus malheureux que celui des autres peuples arabes, vos difficultés et vos souffrances sont innombrables, et elles continuent d'être plus lourdes que les leurs.

Les peuples arabes sont honnêtes, généreux et droits et, comme nous le montre l'histoire, ils ont livré de dures batailles, ils se sont toujours battus héroïquement. Ce sont des révolutionnaires qui ont un passé de lutte armée.

Les peuples arabes possèdent non seulement des traditions de combat, mais aussi des traditions culturelles. S'initiant aux œuvres de la culture antique d'autres pays, ils se sont engagés dans la voie du savoir et du progrès, puis ils ont apporté la contribution que l'on sait au développement de la culture mondiale. Par le truchement des savants arabes, le monde a connu de nombreuses œuvres philosophiques, littéraires et scientifiques de l'antiquité grecque et romaine ; les idées de Socrate, de Platon, d'Aristote, etc., ont été traduites en arabe. Les peuples arabes ont donné le jour à de grands penseurs et philosophes, à des poètes et à d'éminents historiens, médecins et savants. Toutes ces grandes traditions guerrières et culturelles ont été transmises de génération en génération parmi vos peuples.

Mais à l'instar des hommes, il est des gouvernements et des Etats qui dégénèrent. Vous connaissez mieux que nous l'histoire de vos peuples, et vous savez sans aucun doute que l'empire arabe, dont les possessions s'étendaient sur de très vastes territoires, depuis la frontière chinoise jusqu'en Espagne, a dégénéré du fait de la dégénérescence de ses chefs et des nantis, alors que le peuple, lui, est toujours resté fort. Depuis ce temps-là, nombre de peuples arabes ont traversé de grandes difficultés, dues au fait que leurs terres, bien qu'en majeure partie propriété des riches, ont, en raison même des richesses qu'elles renfermaient, attiré les convoitises des ennemis perfides qui ont occupé petit à petit vos pays. Ainsi, les impérialistes ont réussi pendant très longtemps à asservir vos peuples. Mais malgré tout, grâce à leurs luttes, plusieurs pays arabes ont conquis leur liberté, encore qu'ils ne soient pas, et que vous surtout, frères palestiniens, ne soyez pas au bout de vos peines.

Nous comprenons fort bien votre situation difficile et nous sommes, du fond du cœur, entièrement avec vous. Nous ne cesserons de suivre avec la plus grande attention la lutte du peuple palestinien, nous l'appuierons de toutes nos forces, et nous considérons que nous nous battons à vos côtés. Cela, nous vous le disons avec la plus grande sincérité, sans aucune arrière-pensée, et nous ne disons jamais rien de nos amis derrière leur dos.

Nous connaissons dans l'ensemble l'orientation politique de l'organisation «Al-Fatah» dont vous êtes les représentants. Nous sommes des marxistes-léninistes, et bien que nos conceptions idéologiques soient différentes des vôtres, nous soutenons les orientations de votre organisation, car le programme de votre mouvement assigne comme tâche fondamentale la lutte armée jusqu'au bout pour la libération de la patrie et du peuple palestinien. Aussi soyez sûrs que vous aurez toujours dans les marxistes-léninistes albanais des amis des plus sincères.

Nous possédons, comme vous, une certaine expérience acquise au cours de notre Lutte de libération nationale. Bien entendu, nous n'avons pas entraîné dès le début toutes les masses dans la lutte. Au sein de notre peuple, il existait, comme partout ailleurs, des pauvres, des gens moyennement aisés et aussi des riches. Nous avons décidé d'encourager les couches populaires pauvres, de leur ouvrir des perspectives et de nous appuyer sur elles, parce qu'elles constituent la base de la victoire. En Albanie la terre était l'aspiration essentielle des masses pauvres de la paysannerie qui constituaient la majorité de la population. Dans nos conditions, les détenteurs de la terre guidaient aussi les destinées de la patrie, aussi avons-nous montré au peuple que la terre devait appartenir à ceux qui la travaillent et l'une de nos premières tâches après la victoire devait être de remettre la terre aux paysans. Ceux-ci avaient lutté au cours des siècles pour la terre, mais ils n'avaient jamais pu réaliser leur rêve. C'est pour cette raison qu'au début, lorsque nous avons lancé le mot d'ordre «la terre à ceux qui la travaillent», les paysans avaient du mal à croire que la terre serait à eux.

Nous avons, dès le début de la lutte, perdu beaucoup de nos camarades, mais leur sacrifice a fait naître petit à petit chez nos paysans la confiance et la certitude que la Lutte de libération nationale dirigée par les fils du peuple leur donnerait inmanquablement la terre. Ainsi les paysans se sont mis à s'unir à nous. J'estime que vous avez agi très judicieusement en considérant la question de la terre comme l'une des plus importantes de votre programme de lutte. Du moment que vous vous êtes dressés et que vous luttez pour la libération de la patrie, vous devez aussi combattre fermement et inébranlablement pour mener jusqu'au bout cette grande question.

Chez nous il y avait aussi des riches, des nationalistes honnêtes, qui étaient contre les occupants. Il nous a donc fallu faire une distinction entre eux. Nous en avons invité certains, qui possédaient une petite fortune et étaient contre le fascisme, à nous suivre. Au début, beaucoup d'entre eux étaient plutôt sceptiques et ne nous ont pas immédiatement rejoints, mais voyant leurs fils et leurs filles gagner nos rangs, ils se persuadèrent, se rallièrent à nous, au point que les maisons de certains d'entre eux devinrent des bases de notre mouvement. Et cela est si vrai que, moi-même, Secrétaire général du Parti, j'ai été parfois hébergé chez ces gens, alors que les ennemis qui m'avaient condamné à mort me cherchaient dans tous les coins. Naturellement, sur nombre de problèmes nous ne pouvions avoir les mêmes vues qu'eux, qui étaient riches, mais une partie d'entre eux, étant animés de sentiments patriotiques et se rendant compte que les communistes albanais étaient des gens honnêtes, que leurs fils et leurs filles s'étaient ralliés à nous, regardaient notre lutte avec sympathie.

Nous avons expliqué clairement aux nationalistes honnêtes qui provenaient des couches riches de la population, les objectifs de notre lutte, nous leur avons fait comprendre qu'eux non plus ne pouvaient plus vivre avec les fascistes étrangers qui avaient occupé notre pays, qui visaient à l'asservir et l'asservissaient effectivement toujours plus. C'est avec les patriotes non organisés dans le parti, ceux des couches moyennes et pauvres, des divers courants antifascistes, des campagnes et des villes, que nous avons créé le Front de libération nationale. Des nationalistes qui avaient été au début contre les communistes, se sont ralliés par la suite à cette organisation. Grâce à un patient travail d'explication, nous les avons, pour la plupart, ralliés à notre lutte. Ils sont devenus des combattants et nos alliés. Certains d'entre eux ont même été élus aux instances dirigeantes, et jusqu'au Conseil général antifasciste de libération nationale, où ils ont lutté et travaillé très honnêtement, devenant après la libération de solides soutiens de la réforme agraire et des autres transformations économiques et sociales du pays.

Mais il y eut aussi des nationalistes, comme un certain Abaz Kupa, qui étaient en fait des pseudo-patriotes, et lorsqu'il fut question d'agir concrètement ils n'ont pas accepté de lutter contre les occupants. Nous avons alors adopté une ferme attitude à leur égard, nous leur avons signifié que nous ne pouvions pas les considérer comme des alliés tant qu'ils ne combattraient pas côte à côte avec le peuple et avec nous contre les occupants allemands. S'ils ne l'ont pas fait, comme ils n'entendaient du reste nullement le faire, c'est parce qu'en réalité, ainsi qu'on l'a vu par la suite, ils étaient liés avec les nazis allemands. Nous avons dénoncé jusqu'au bout toute attitude de leur part qui ne se conciliait pas avec notre ligne et notre lutte intransigeantes contre les occupants italiens et allemands, jusqu'au

moment où ils ont finalement enlevé leur masque et se sont opposés au Front de libération nationale et au peuple, se ralliant ouvertement aux occupants allemands.

Je ne sais s'il existe un parti communiste chez vous, mais il peut y avoir des communistes dans la clandestinité, et ceux-ci doivent lutter côte à côte avec vous, parce que l'organisation d'«Al-Fatah» a un programme clair et bien défini, pénétré de l'idée de la lutte résolue pour la libération de la Palestine contre l'Etat sioniste d'Israël mis sur pied par l'impérialisme. Nous ne les connaissons pas, mais d'après ce que j'ai entendu dire, il y en a. Certains prétendent que ce sont des guévaristes. S'il en est ainsi, alors ce ne sont pas des marxistes. Tous ensemble, vous devez vous efforcer de créer l'unité dans la lutte, de vous panser mutuellement vos plaies, car ce n'est que dans l'unité de toutes les forces révolutionnaires et à travers la lutte armée que vous pouvez vous tirer de la grave et pénible situation dans laquelle vous êtes plongés du fait d'autrui.

Dans un discours d'un de vos dirigeants que j'ai lu récemment j'ai constaté que le programme de votre organisation «Al-Fatah» n'est pas dirigé contre le peuple israélien, ni contre la religion juive, parce que vous n'êtes pas des racistes, bien au contraire vous êtes des hommes de progrès. Mais vous ne pouvez, à juste titre d'ailleurs, admettre que le sionisme international crée dans votre pays un Etat comme celui d'Israël qui opprime le peuple palestinien. Sur cette question vous avez adopté une attitude tout à fait juste et, en marxistes, nous y adhérons pleinement; s'il en était autrement, nous ne vous soutiendrions pas. J'ai lu dans certains documents qu'il y a aussi des Palestiniens qui ont déclaré vouloir exterminer les juifs en tant que peuple. Une pareille conception n'est nullement juste. La vôtre, par contre, l'est et c'est pour cela qu'elle trouve et trouvera partout le soutien des forces progressistes. A plus forte raison, les communistes palestiniens doivent être unis comme de vrais frères et en pleine unité avec vous dans la lutte contre l'ennemi commun, pour la libération totale de la Palestine.

Les marxistes-léninistes comme les nationalistes honnêtes et tous les combattants résolus à libérer la patrie, doivent absolument bien discerner dans la lutte contre les occupants quels sont leurs amis, et quels sont leurs ennemis qu'ils doivent combattre. Afin de combattre victorieusement les ennemis, les combattants doivent d'abord assurer l'unité entre eux, puis entre eux et les masses populaires pour lesquelles ils se battent. Et celles-ci, de leur côté, doivent connaître les buts de la lutte pour pouvoir juger si elles doivent la soutenir ou pas. Si le peuple juge les objectifs de la lutte justes et les approuve, alors les combattants deviendront invincibles. Quel que soit celui qui prétend faire ceci ou cela et la dénomination qu'il se donne, c'est le peuple qui le jugera en dernier ressort, et non pas sur ses paroles, mais sur ce qu'il aura fait pour lui. Lorsque le peuple verra que quelqu'un agit justement, honnêtement et se sacrifie pour lui, il le soutiendra sans réserve et le rejoindra. C'est pourquoi l'unité au sein du mouvement et l'unité de celui-ci avec le peuple constituent des facteurs décisifs.

Il faut bien se dire que tous n'entendent pas de la même façon l'importance de l'unité et la voie à suivre pour y parvenir. Mais l'unité ne peut être assurée si le mouvement n'a pas à sa tête une direction forte.

L'unité dans les rangs de votre organisation et son unité avec le peuple sont donc, à notre sens, les facteurs principaux nécessaires à l'obtention de la victoire. Si vous assurez cette unité et préservez dans toute sa pureté la juste ligne politique et combattante, soyez sûrs que vous remporterez toujours des succès. Dans le cas contraire vous serez confrontés à beaucoup de difficultés. Une ligne juste et une unité solide vous permettront de surmonter toutes les difficultés.

Votre unité avec les autres peuples arabes frères est également d'une extrême importance. Cette unité est vitale pour assurer la libération de la Palestine et la défaite de vos ennemis. Votre peuple est en effet partie intégrante des peuples arabes, et leur opinion sur sa libération ne peut être un facteur extérieur secondaire, c'est au contraire un facteur intérieur primordial.

La véritable unité de tous les peuples arabes contre l'ennemi commun et pour leur bien commun est indispensable, mais elle doit être créée dans la lutte et non pas en paroles. Nous, marxistes, nous pouvons collaborer même avec un petit roi, comme Hussein de Jordanie, de la dynastie hachémite,

(bien que nous sachions quels «bienfaits» les rois ont apportés aux peuples), s'il combat pour la liberté des peuples arabes. Mais si Hussein cherche à manœuvrer avec les impérialistes américains contre la cause de la liberté des peuples arabes et contre la liberté du peuple palestinien en particulier, nous ne pouvons nous unir à lui, nous rejoindrons au contraire la lutte contre lui jusqu'à ce qu'il connaisse le sort de Faysal, qui vint de Médine mettre sous sa coupe le peuple irakien, ou le sort de Nuri al-Saïd. *[Le roi Faysal II et le premier ministre Nuri al-Saïd furent exécutés en 1958, lors du renversement de la monarchie provoqué par un groupe d'officiers irakiens ayant à leur tête le général Kassem.]* Nous référant à l'expérience de notre pays, nous vous rappellerons que notre ancien roi, Ahmet Zogu, pillait le peuple, puis, lorsque la patrie fut en danger, enleva comme un brigand l'or public et laissa les Albanais à la merci des agresseurs fascistes. Nous ne pouvions donc en aucune manière être dans l'unité avec ce brigand et bourreau du peuple. L'unité ne se crée et ne doit se créer que dans la lutte.

L'alliance internationale avec les travailleurs et les peuples du monde entier revêt une grande importance pour la lutte de votre peuple et l'obtention de la victoire sur les occupants. En cette question il est indispensable que votre peuple mette à profit toutes les possibilités pour bien faire la distinction entre ses amis et ses ennemis extérieurs. Si je dis cela, c'est parce qu'actuellement les situations dans le monde sont très complexes. Chaque peuple a besoin de bien connaître ses amis, pour se lier étroitement à eux et pouvoir faire face avec succès à toutes les difficultés et à tous les pièges que peuvent lui tendre les ennemis. Mais avant de savoir quel est l'ami véritable, il faut agir comme le dit un dicton de notre peuple : «Mesurer sept fois avant de couper une fois», se demander si l'amitié avec tel ou tel pays est, en premier lieu, dans l'intérêt de son peuple. Nous, Albanais, nous agissons ainsi. Dans le choix de nos amis, nous nous en tenons toujours à ce principe. Si l'amitié avec un pays est dans l'intérêt de votre peuple, il faut s'entendre et se lier d'amitié avec lui ; si elle porte préjudice à votre peuple, il ne faut pas le faire. Certains pourraient nous dire que nous sommes petits et que nous avons besoin d'amis, qu'il nous faut donc courber l'échine et nous lier à eux. Non, nous n'accepterons jamais une amitié de ce genre fondée sur la soumission. Bien que nous soyons un petit peuple, nous ne courberons jamais le dos. Cela est valable pour les petits peuples comme pour les grands. Les seuls vrais amis sont ceux qui vous soutiennent surtout quand vous êtes dans le besoin, en difficulté. Notre peuple dit aussi : «On reconnaît ses vrais amis dans les jours d'épreuve». Aussi est-il très important de bien connaître ses amis.

En général, tous les peuples sont vos amis, alors que les cliques qui dominent dans divers pays et ceux qui assument la direction des Etats ne le sont ni ne peuvent l'être tous. Les impérialistes américains, anglais, français et autres ne peuvent pas être vos amis. Mais maintenant, à ces impérialismes en est venu s'ajouter un autre, le soviétique. Les chefs de file révisionnistes soviétiques, qui se posent en marxistes-léninistes, ne sont en fait que des traîtres à notre idéologie, laquelle vise uniquement à la liberté, à la prospérité et au bonheur des peuples. C'est pour cela qu'ils trahissent les peuples soviétiques et en même temps votre peuple, notre peuple, les peuples arabes, etc.

Il est, dans les pays arabes, des gens qui, s'imaginant être «aidés» par les révisionnistes soviétiques, les traitent en amis, mais nous déclarons hautement qu'ils commettent là une grave erreur. Même le peu de choses qu'accordent les révisionnistes soviétiques est sans lendemain. Ils visent à tromper les peuples et à leur donner l'impression qu'ils les défendent eux et leurs luttes de libération, alors qu'ils s'assurent bien que ces «aides» n'aillent pas en faveur, disons, des Arabes, mais qu'elles leur profitent à eux-mêmes. Il est erroné de faire confiance à l'amitié du social-impérialisme soviétique au nom des prétendues aides qu'il accorde à des fins déterminées. Personne ne doit se laisser duper par les «aides» promises par les révisionnistes. Aussi, quiconque a le souci des intérêts de son peuple et se bat pour lui, ne doit pas fonder ses espoirs sur les aides des révisionnistes. Ceux-ci peuvent même fournir des armes à quelqu'un, mais encore faudra-t-il se demander pourquoi ils les fournissent. Que nous sachions, ils ne vous ont pas jusqu'à présent fourni d'armes à vous, Palestiniens, et cela parce que vous êtes résolus à combattre les ennemis de votre peuple. Nous pensons qu'ils ne vous en fourniront pas tant que vous continuerez à vous, battre pour la libération intégrale de votre patrie.

On pourra dire que les révisionnistes soviétiques ont donné quelques armes au Vietnam. Ce qu'il faut, avant tout avoir en vue, c'est qu'il s'agit de quelques vieilles armes dont ils ne se servent plus. Et puis ils sont obligés de le faire, car, là-bas, la situation pour eux est différente: l'attitude à l'égard de la guerre du Vietnam est, pour les révisionnistes soviétiques, une question de vie ou de mort, leur autorité en dépend grandement, et, pour donner le change, ils se sont posés en défenseurs de la République démocratique du Vietnam. Mais les chefs de file révisionnistes soviétiques sont roués. Par leur attitude hypocrite à l'égard du Vietnam, ils visent, d'une part, à défendre leurs propres intérêts dans cette zone, et d'autre part, à préserver leur prestige devant les peuples soviétiques et tous les peuples du monde, tout en freinant la lutte du peuple vietnamien, ce qui fait du reste l'affaire des agresseurs américains.

Les révisionnistes soviétiques ont livré aussi quelques armes à l'Égypte, mais ils les administrent eux-mêmes, ils en disposent, de sorte que rien ne peut être fait avec contre les occupants israéliens. Le but des révisionnistes soviétiques quand ils se posent en amis des Arabes, c'est de mettre la main sur les ports de leurs pays afin de s'assurer un libre accès à la Méditerranée. Chez nous aussi, ils ont cherché à s'assurer le port de Vlore et ils se sont collés là comme des sangsues, mais nous avons braqué nos armes de toutes parts sur leurs sous-marins et les avons finalement forcés à décamper. Soyons réalistes, si les révisionnistes soviétiques souhaitent la paix et la tranquillité au Proche-Orient, où ils ont mis les pieds et sont en train de renforcer leurs positions, c'est pour ne pas avoir eux-mêmes de tracas et non point parce qu'ils se soucient de la véritable paix des peuples de cette zone.

L'apparition de la flotte des révisionnistes soviétiques en Méditerranée créera beaucoup de difficultés. Pour pouvoir la concentrer dans cette zone, ils s'efforceront maintenant d'y construire aussi des bases navales et des aérodromes. Pour nous il est clair que si les révisionnistes soviétiques ont amené leur flotte en Méditerranée, ce n'est pas pour défendre les peuples, mais pour réaliser leurs objectifs impérialistes. Nous, Albanais, nous en sommes convaincus par notre propre expérience. Nous jugeant un petit peuple, et pensant qu'ils nous mettraient facilement à la raison, ils ont cherché à nous poignarder dans le dos, mais ils n'ont pu atteindre leur but, parce que nous avons braqué sur eux nos fusils, et nos armes leur font peur.

Les révisionnistes soviétiques nous traitent de «sectaires» parce que nous disons toujours la vérité et que nous ne nous mettons pas à leur remorque. Les révisionnistes, qui se posent en communistes sans l'être en réalité, ne veulent pas notre bien. Mais les épithètes que nous collent nos ennemis ne nous font ni froid ni chaud. Tous les révolutionnaires, même ceux qui ne sont pas marxistes, comprennent nos justes attitudes de principes et notre vérité. Ils nous honorent, tandis que les révisionnistes nous vilipendent. Cela précisément nous fait honneur. Quand l'ennemi ne vous loue pas, cela veut dire que vous êtes dans la bonne voie. Les Soviétiques craignent aussi beaucoup les Palestiniens, parce que ce sont des combattants résolus. C'est pourquoi, tout en restant, comme toujours, modestes, ayez confiance dans la force de votre peuple, en la force de vos fusils et de votre résistance. Ne déposez jamais les armes, et malgré les difficultés qui pourront vous être créées, ne perdez pas courage.

Nous nous trompons peut-être, mais nous sommes convaincus que des difficultés vous seront créées tant par vos ennemis déclarés que par vos faux amis. Les réfugiés palestiniens qui se sont dispersés sur les territoires des pays arabes frères, continuent de vivre comme des émigrés, sans patrie. D'après ce que j'ai lu, en Jordanie, si vous n'aviez pas pris les armes, l'oncle du roi Hussein aurait été sur le point de vous exterminer. Vous avez dit *halte !* aussi au Libanais Karami [*Ancien Premier ministre du Liban.*] et à ses semblables, qui sont entretenus par les banques de l'impérialisme américain et britannique. Tous ces ennemis de votre peuple, et en général des peuples arabes, sont prêts à se dresser contre vous et à vous opprimer. Aussi, comme je l'ai déjà dit, vous ne devez jamais déposer les armes, car ce sont elles qui vous ont sauvés et elles constituent le seul moyen pour assurer aussi votre salut à l'avenir.

Nous considérons que le «plan Rogers» est le résultat d'une grande trahison de la part des révisionnistes soviétiques. Ceux-ci se sont accordés avec les impérialistes américains pour régler entre

eux le problème du Proche-Orient, afin d'y renforcer leurs positions dominantes, économiques et militaires, et de briser la volonté des révolutionnaires arabes, qui sont aujourd'hui sans conteste les éléments les plus révolutionnaires d'Afrique. C'est ce qui explique pourquoi les ennemis cherchent à réprimer là-bas tout foyer et tout élément révolutionnaires. Désormais les révisionnistes soviétiques se sont introduits en Méditerranée ; ils se sont liés d'«amitié» avec certains pays arabes, y compris même la Libye, dont ils cherchent en fait à s'emparer des ports. Une pareille situation dans cette région est à l'avantage du social-impérialisme soviétique, mais aux dépens des impérialistes américains et anglais, qui se rendant compte de ne pouvoir, dans ces conditions, avancer un plan pour la soumission du Proche-Orient sans passer par un accord avec les révisionnistes soviétiques, ont été contraints, pour parvenir à leurs fins, de faire des concessions à ceux-là mêmes qui se posent en marxistes. Si les impérialistes occidentaux font ces concessions à l'Union soviétique, c'est parce que cette dernière n'est plus un pays marxiste-léniniste. Cela signifie que les nouveaux gouvernants du Kremlin, bien qu'ils mènent une propagande trompeuse pour faire croire que l'Union soviétique reste soi-disant le pays du communisme et de la défense de la liberté des peuples, ne souhaitent pas en fait la véritable liberté des peuples égyptien, jordanien et palestinien.

Le «plan Rogers», est contre les intérêts des peuples arabes et en particulier du peuple palestinien. Il va dans le sens des intérêts de l'impérialisme américain et de l'impérialisme soviétique et surtout du sionisme israélien. Les ennemis des peuples arabes ont beau s'évertuer à passer ce compromis, le «plan Rogers» se heurtera nécessairement à de nombreux obstacles et difficultés, et en premier lieu à la lutte des Palestiniens, à votre lutte, qui a apporté un soutien considérable aux peuples arabes et rehaussé leur renom.

Nous nous sommes réjouis de la prise de position de Boumediene contre le «plan Rogers» lorsqu'il a déclaré publiquement que l'Algérie est pour la libération de tous les territoires arabes occupés par les Israéliens et pour la lutte du peuple palestinien. C'est là une juste attitude. Nous avons aussi apprécié les prises de position de la Syrie et de l'Iraq. Nous avons écouté également avec attention le discours de monsieur Nasser. Mais, lorsqu'il a parlé du rétablissement des droits des Palestiniens, nous avons été frappés de voir qu'il n'était pas tellement catégorique dans ses déclarations. Il se peut que nous ne l'ayons pas bien compris, mais nous estimons qu'il y a droits et droits, qu'il faut donc définir chaque chose clairement et sans équivoque, et bien faire comprendre à tous quels sont concrètement les droits dans lesquels les Palestiniens doivent être rétablis. Nous, Albanais, nous avons une amère expérience dans ce sens. L'histoire de notre peuple est riche en événements de ce genre. Le peuple albanais a été l'un des premiers à se dresser les armes à la main contre l'empire ottoman. Pendant la guerre balkanique il a aidé les peuples voisins, grec et serbe, contre les Turcs osmanlis, mais lorsque vint le moment de libérer l'Albanie de la servitude du «malade du Bosphore» [*Il s'agit de l'empire ottoman, qui à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, était sur le déclin.*], tous les Etats voisins, soutenus par les grandes puissances de l'époque, Angleterre, Allemagne, France, Russie, etc., se sont rués pour démembrer notre pays. Lors de la Conférence des Ambassadeurs réunie à Londres en 1913, les Serbes ont profité du débat sur la délimitation des frontières de l'Albanie, pour en détacher la Kosove, région considérable et très fertile de notre territoire, qu'ils gardent aujourd'hui encore sous leur domination. Le Monténégro aussi s'est emparé d'une partie de nos terres. Le prince Nicolas du Monténégro a vu s'accroître ses appétits. Non content des terres albanaises dont il s'était emparé avec l'appui des impérialistes, il chercha aussi, aidé en cela par le tsar de Russie, à annexer Shkodra et son district. Mais nos grands-pères prirent les armes, se battirent avec détermination et parvinrent à sauver cette partie de la patrie. A propos de cet événement, un diplomate de l'époque a dit que le tsar de Russie est prêt à mettre le feu à l'Europe pour faire cuire l'omelette du prince Nicolas.

Nous pensons que ce qui s'est passé dans le temps avec l'Albanie se reproduira également avec la Palestine, lorsqu'on en viendra à l'application du «plan Rogers», Quand le ministre actuel des Affaires étrangères du Kremlin, Gromyko, se posant, comme jadis Sazonov [*Ancien ministre russe des Affaires étrangères, l'un des promoteurs du démembrement de l'Albanie en 1913.*] pour les Serbes, en défenseur des intérêts des Palestiniens, tendra la main aux impérialistes pour leur demander, pour le compte des Palestiniens, 5 km de territoire ici et 7 autres là, Rogers aura l'occasion de dire que le Russe Gromyko veut mettre le feu au monde pour faire cuire l'omelette de Hussein et de quelqu'un

d'autre. Je veux dire par là qu'il faut combattre de toutes ses forces le «plan Rogers» sur le prétendu règlement pacifique de la question du Proche-Orient, parce qu'il est contraire aux intérêts des peuples arabes et en particulier du peuple palestinien.

Nous aimons le petit et courageux peuple palestinien, ce peuple si éprouvé, car il est notre frère et nous sommes convaincus de la justesse et du triomphe de sa cause. Bien que nous soyons nous-mêmes un petit peuple, nous élèverons la voix pour la défendre contre le «plan Rogers», qui est très néfaste et dans le seul intérêt des deux grandes puissances impérialistes.

Ce qui est décisif pour le libre avenir de votre peuple, c'est, à notre sens, de vous en tenir à votre juste voie et à votre juste lutte. Renforcez donc le plus possible votre unité, car vous serez certainement la cible de flèches de toutes sortes, même soi-disant théoriques, surtout de la part des révisionnistes soviétiques. En jurant leurs grands dieux qu'ils sont «pour la libération des peuples», qu'ils sont des «léninistes», etc., ils s'efforceront de vous persuader d'agir selon leur volonté, c'est-à-dire, dans une première phase, de cesser d'abord votre lutte, de vous entendre avec vos ennemis, en vous faisant espérer qu'ils s'occuperont de la cause du peuple palestinien dans une période future. Mais cette première phase visera à consolider les positions de l'Etat d'Israël, ce qui rendra plus tard vos positions plus difficiles.

La signature d'un compromis, comme celui auquel les révisionnistes soviétiques cherchent à aboutir, est loin d'être de notre goût, nous vous le disons franchement, car il rendrait difficile le règlement de votre grande cause. Ce compromis prévoit la reconnaissance de l'Etat d'Israël pour lequel les cliques de Ben Gurion, Golda Meir, du pirate Moshé Dayan, etc., ont combattu depuis 1948 et même auparavant contre les peuples arabes. On s'efforce maintenant de faire entériner et légaliser cette question par l'O.N.U. Les impérialistes américains et les impérialistes soviétiques dirigent leurs efforts précisément dans ce sens et prennent des engagements, tandis que le peuple palestinien continue de vivre sous des tentes avec une aumône de l'O.N.U. de 500 grammes de sucre et 300 grammes d'huile par mois, une couverture tous les trois ans et l'«assistance» d'un médecin pour 10.000 personnes. Les Palestiniens qui se montreront disposés à soutenir ce compromis, qui prononceront quelque discours contre les intérêts de leur peuple, seront, en récompense, envoyés faire un séjour aux Etats-Unis, ou recevront peut-être une belle villa au Liban ou ailleurs, etc.

Les révisionnistes soviétiques, à leur tour, chanteront les louanges de quiconque soutiendra leur politique, ils diront de lui que c'est un homme honnête, intelligent, capable, ils lui offriront une villa et une voiture à Moscou, ils l'enverront en villégiature à Yalta, etc. C'est ainsi qu'ils ont agi avec Larbi Bouhali, qui vivait loin du peuple algérien et de sa lutte, et dont le peuple algérien a bien fait de se débarrasser. Nous avons nous-mêmes connu des phases analogues avec les révisionnistes khrouchtchéviens, mais nous les avons remis à leur place, et c'est pour cela que notre peuple nous a soutenus. Si l'on se détache du peuple et que l'on s'en remette à ses ennemis, on est perdu. Ceux qui se détournent des gens du peuple ne peuvent être des communistes. Il y a des moments, lorsque la situation l'exige, où les communistes peuvent rester dans la clandestinité, mais quand la situation change, la clandestinité aussi doit cesser. De toute manière et quelles que soient les conditions de leur lutte, les communistes doivent se lier au peuple et marcher toujours avec lui.

Nous sommes convaincus que pour les révisionnistes soviétiques comme pour les impérialistes américains les choses au Proche-Orient ne marcheront pas comme dans du beurre, et cela parce qu'en premier lieu vous. Palestiniens, intelligents, résolus et courageux comme vous l'êtes, vous ne supporterez pas de vivre toujours avec un baluchon sur le dos. Vous rencontrerez certainement des difficultés dans votre lutte, car le roi Hussein, comme l'avait d'ailleurs fait son oncle avec le conseiller britannique Lawrence, continuera, à l'instigation des impérialistes et des révisionnistes, d'ourdir des intrigues. Malgré tout, votre cause triomphera, personne ne pourra étouffer la volonté de votre peuple combattant.

Nous vous jugeons sur vos attitudes et sur votre action. Nous trouvons juste la manière dont a agi votre direction, à la suite du coup que voulait monter Hussein avec sa clique. D'aucuns ont fait courir le bruit que Hussein avait été encerclé par les troupes d'«Al-Fatah», mais cette organisation a fait preuve de pondération, réussissant ainsi à apaiser la situation et elle a demandé à Hussein de renvoyer son premier ministre et son commandant en chef. Ce fut à nos yeux l'une des premières preuves de la justesse de jugement d'«Al-Fatah», qui a évité une complication ultérieure de la situation. Mais même si la situation se compliquait, nous avons confiance en vous, vous agirez comme il se doit. Par ailleurs, si des circonstances plus favorables venaient à se créer et qu'il semblât que tous les objectifs fussent atteints, nous sommes sûrs que vous, combattants palestiniens, ne resterez pas les bras croisés, au contraire vous maintiendrez votre vigilance toujours bien tendue. Aucune situation ne trouvera non préparés les fédédayin palestiniens, qui ont toujours tenu le fusil à la main. Cela étant, ni Israël ni les Soviétiques, ni personne d'autre ne pourra rien contre vous. Les fédédayin d'«Al-Fatah», luttant résolument, ne resteront plus avec les couvertures de l'O.N.U. sur le dos, mais, dans l'unité avec l'armée et le peuple jordaniens, ils lèveront haut le drapeau de la lutte libératrice des peuples arabes, combattront les impérialistes et Israël, parviendront à libérer de haute lutte leur patrie et à recouvrer leur sol natal, une véritable patrie pour y vivre. Alors vos nombreux amis dans le monde salueront votre victoire.

Nous sommes certains que vous suivez avec vigilance les événements. Nous jugeons donc superflu et ne saurions nous permettre de vous donner des leçons sur la manière dont un peuple conquiert sa liberté. Nous tenons seulement à vous rappeler que lorsque nous étions dans les mêmes conditions que vous aujourd'hui, nous avions en vue qu'il ne fallait pas reculer sur des questions bien étudiées et conformes aux principes, mais agir au contraire hardiment pour les résoudre au mieux.

Les menaces que nos ennemis ne cessent de nous adresser ne nous font pas peur. Durant des décennies, le peuple albanais, après avoir conquis sa liberté, a continué de se battre résolument ; il est ainsi sorti plus puissant de chaque bataille et il a rendu les frontières de sa patrie inviolables. Si notre peuple ne s'était pas montré aussi déterminé, nos ennemis nous auraient mis à bas. Aujourd'hui encore, nous sommes toujours prêts à faire face à toute attaque de n'importe quel ennemi, que ce soit l'Union soviétique social-impérialiste, la Yougoslavie révisionniste, la Grèce monarcho-fasciste, l'Italie fasciste, les Etats-Unis ou même tous ensemble. D'ailleurs, nous avons été en lutte avec eux tous, et cela nous a trempés et renforcés davantage, nous a rendus invulnérables; si nous ne l'avions pas été, ils nous auraient engloutis depuis longtemps. L'ennemi est perfide, il peut attaquer l'Albanie, mais soyez sûrs, camarades et frères, qu'il ne sortira de notre pays qu'après avoir versé beaucoup de son sang. Ailleurs peut-être, convaincu que l'objet de son attaque ne tardera pas à hisser le drapeau blanc, c'est-à-dire à se soumettre, il lui sera plus facile d'attaquer. Mais contre vous l'ennemi a peur de tenter quelque chose, parce qu'il sait qu'il ne lui sera pas facile de sortir vivant d'une telle aventure.

Envers vous, les ennemis suivent les mêmes tactiques et tendent aux mêmes buts que contre nous, mais ils ont du mal à les réaliser, car ils doivent tenir compte de l'unité des peuples frères arabes, qui constitue un facteur très important. C'est ce que doivent aussi avoir en vue nombre de chefs de file des pays arabes. Que ceux-ci le veuillent ou non, lorsque la grande masse des Arabes verra que ses frères palestiniens se font tuer, elle ne restera pas indifférente et elle vous viendra en aide. Dans ce cas les Arabes se demanderont : «Pourquoi nos frères palestiniens se battent-ils avec les Israéliens, avec les Soviétiques ou avec les Américains ?» Et ils se rendront certainement compte à juste titre que les ennemis étrangers leur ont ravi leur patrie, leur liberté, leurs produits et toutes leurs autres richesses, qu'ils les outragent et bafouent leurs droits, etc. Alors l'opinion arabe se dressera vigoureusement et dira : «Et nous, que faisons-nous, pourquoi ne nous dressons-nous pas tous dans la lutte contre le même ennemi commun ?» Les Albanais de Yougoslavie, qui sont plus d'un million, sont traités eux aussi de la même manière, bien qu'ils vivent sur leur propre sol. Que Tito le veuille ou non, les Albanais qui vivent dans leur patrie libre ne peuvent pas ne pas penser à leurs frères de Kosove, du Monténégro et de Macédoine, que les injustices du passé ont laissés en dehors des frontières d'Etat albanaises, ils ne peuvent pas ne pas faire entendre leur voix à propos des efforts des Albanais de Yougoslavie pour préserver la pureté de la langue albanaise, pour avoir des organes de pouvoir composés en grande majorité d'Albanais et non pas de Serbes et autres, pour mettre fin aux

persécutions féroces dont ils sont l'objet de la part des chauvins serbes, etc., pour empêcher l'émigration des leurs hors de leur territoire national et pour résoudre nombre de problèmes de cette nature. De notre côté, nous ne sommes jamais restés indifférents devant les événements montés en Yougoslavie aux dépens de nos frères de Kosove, nous les avons au contraire dénoncés constamment devant l'opinion albanaise et mondiale, à tel point que Tito a été finalement obligé de reconnaître certains droits à nos frères de Kosove, qui n'ont pas perdu et ne perdront jamais leurs sentiments nationaux. Le régime titiste peut bien ne pas reconnaître aux Albanais de Yougoslavie les droits qui leurs reviennent, il en pâtira, et nous, dans l'Albanie socialiste libre, nous ne nous taisons jamais chaque fois que nous verrons nier ces droits à nos frères d'au-delà de notre frontière d'Etat.

Je me suis peut-être trop étendu sur ces questions, mais c'est parce que je n'ai pas souvent l'occasion de m'entretenir avec vous.

Prenant la parole, le chef de la délégation palestinienne a déclaré entre autres :

Nous apprécions tout ce que nous venons d'entendre de vous comme de précieux et profonds enseignements, qui sont le résultat d'une riche et longue expérience.

A cette occasion, qu'il me soit permis de saluer les camarades albanais au nom du Comité central du Mouvement «Al-Fatah» et «Al-Asifa» de Palestine. Le peuple palestinien a toujours suivi avec sympathie la lutte du peuple albanais, sous votre direction clairvoyante. Aussi considérons-nous cet entretien comme une grande leçon qui sera très utile à notre organisation et à notre direction.

Au cours de notre visite dans votre pays, nous avons trouvé en votre peuple un ami sincère, un ami qui sympathise avec notre peuple, et soutient sa lutte sans réserve. Nous avons vu en Albanie que votre sage direction donne au peuple albanais la possibilité de comprendre justement notre lutte et de l'appuyer. Nous avons conscience de l'importance de votre soutien à la lutte du peuple palestinien, et, de retour chez nous, nous ferons savoir à nos camarades ce que nous avons vu et appris de vous. Eux-mêmes, avant que nous arrivions en Albanie, étaient au courant de l'amour de votre peuple pour le nôtre, mais après cela ils verront dans votre appui une réalité palpable. Nous sommes convaincus que votre soutien sera incessant. De notre côté, nous vous donnons notre parole, notre parole de camarade et de combattant, que jusqu'à notre dernier souffle, nous n'abandonnerons jamais la lutte armée.

A ce moment émouvant, le camarade Enver Hoxha se lève, embrasse le chef de la délégation et serre la main aux autres amis palestiniens présents.

Vous avez parfaitement raison, reprend le camarade Enver Hoxha, c'est là, camarades et frères, la seule voie de la libération des peuples, et surtout la seule issue pour l'héroïque peuple palestinien frère. Nous avons la conviction que votre peuple sera libéré. Cela dit, je vous répète encore une fois au nom du Parti et du peuple albanais, que vous avez et aurez dans l'Albanie un allié et un ami fidèle et inébranlable, pour le meilleur comme pour le pire. Nous aiderons toujours de tout cœur le peuple palestinien frère. Vous avez dit très justement que la lutte qu'il mène est difficile, mais ce qui importe, c'est le fait que la ligne de votre lutte est juste, qu'elle se fonde sur les aspirations de votre peuple à la libération de sa propre patrie, et elle sera donc couronnée de succès. La lutte que vous menez est révolutionnaire et nous avons confiance qu'à travers elle vous poserez une pierre angulaire aux fondements de la victoire du peuple palestinien, de son avenir.

De même que votre lutte est le prolongement de celle de vos pères et vos aïeux pour la libération définitive du peuple palestinien, de même notre lutte était le prolongement de la lutte séculaire du peuple albanais, de ses insurrections successives, des efforts des patriotes et des hommes progressistes albanais. Ceux-ci, sans être communistes, n'en aimaient pas moins le peuple de tout leur cœur. Ils étaient étroitement liés à lui et nourrissaient une haine profonde contre les occupants. Les générations passées nous ont légué toute leur grande expérience et leurs glorieuses traditions de combat, afin que nous poursuivions leur lutte jusqu'à la victoire. Maintenant nous avons pour devoir de consolider les

victoires remportées, parce que les dangers pour nous non plus n'ont pas disparu; bien que nous ayons gagné la liberté, ils restent menaçants. Autrefois complètement dédaignée, l'Albanie d'aujourd'hui, où le peuple est au pouvoir, s'est acquis grâce à sa lutte, un grand respect dans le monde. Elle n'en est pas moins toujours menacée par les impérialistes, les social-impérialistes soviétiques et leurs laquais.

Cependant, nous n'oublions jamais que nous ne sommes pas isolés, et nous rattachons étroitement la lutte et les victoires de notre peuple à la lutte et aux efforts de tous les autres peuples frères, notamment des peuples vietnamien, africains, arabes, et du peuple palestinien en particulier, qui combattent pour les mêmes buts. Nous sommes convaincus que la victoire définitive sera remportée, mais nous savons aussi que tant que nous luttons, nous devons, en même temps que les victoires, envisager aussi des défaites provisoires, qui ne parviennent pas à briser les véritables révolutionnaires.

Les exploiters qui dominent encore dans le monde, ne représentent, où qu'ils soient, que quelques cliques qui seront enterrées par les luttes de libération des peuples. Nous considérons chaque lutte qui a pour but la libération d'un peuple comme notre propre lutte, chacune de ses victoires ou de ses défaites comme la nôtre. Lorsque nous voyons que les peuples arabes se battent, nous, ici en Albanie, nous nous sentons forts. Lorsque les révisionnistes soviétiques, les impérialistes américains ou d'autres ennemis s'efforcent d'éteindre la lutte des peuples arabes, nous sentons le danger s'accroître aussi pour notre pays. D'où la tâche pour les révolutionnaires authentiques de dessiller les yeux aux masses en Europe et partout ailleurs, de les empêcher de s'endormir et de tomber dans cette léthargie mensongère de la fausse paix, de la fausse coexistence, du faux désarmement, imaginés par les deux grandes puissances pour éteindre les révolutions et les luttes de libération nationale des peuples qui les menacent gravement et que précisément elles s'efforcent d'étouffer.

Les pays socialistes sont, au premier chef, les alliés des luttes de libération nationale et les principaux soutiens des révolutions et des luttes libératrices des peuples. Pour toutes les raisons que je viens d'évoquer, l'Albanie socialiste, dans la mesure de ses possibilités et se fondant fermement sur le marxisme-léninisme, soutient tous les vrais révolutionnaires et les peuples qui luttent contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Abusant du nom de Lénine, les révisionnistes, avec leurs théories anti-léninistes, ont fait un très grand tort aux mouvements de libération nationale. Ils mènent leur action de sape par le biais des partis dits «communistes», qu'ils ont fait dégénérer en traîtres à la cause des peuples. En Jordanie également il existe un parti dit «communiste». Si je le cite, c'est parce que nous connaissons bien les «communistes» jordaniens et leur secrétaire, Massar, qui fait de si fréquentes visites à Moscou. En 1960, lorsque Nikita Khrouchtchev a entamé son attaque contre nous, parce que nous lui avons dit ouvertement tous ses méfaits à l'encontre de l'Albanie et des luttes de libération nationale des peuples, Massar nous a insultés. Vous pouvez montrer [*Le camarade Enver Hoxha s'adresse aux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères présents à cette rencontre.*], s'ils le veulent, aux camarades palestiniens le discours prononcé par notre délégation à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers réunie à Moscou en 1960. Je considère que ce «communiste» est poussé par les révisionnistes soviétiques à saboter la lutte de votre peuple. Et précisément pour vous combattre, il reçoit non seulement de l'argent mais aussi des armes de vos ennemis. Le chef des «communistes» jordaniens est prêt à aider le roi Hussein contre vous. En outre, lorsqu'il verra que vous résistez, il s'efforcera, à l'instigation des Soviétiques, de créer des guérillas de «fédayin», dont sa propagande, déformant la réalité, dira qu'elles luttent soi-disant pour la libération de la Palestine, alors qu'en fait elles chercheront à miner votre action.

L'HOTE PALESTINIEN : Nous savons qu'il a reçu des armes de la Bulgarie et de l'Union soviétique. Il prend ouvertement la défense du système monarchique en Jordanie et les décisions de son parti sont au goût du régime au pouvoir. Massar a créé une organisation dénommée «Partisan» et il combat toutes nos organisations pour soutenir le plan de paix élaboré par nos ennemis.

LE CAMARADE ENVER HOXHA : Vous voyez comment ils agissent ? En invoquant soi-disant l'appel de Lénine ils disent : Allons au combat côte à côte avec les Hussein. Notre Parti nous enseigne à être toujours durs envers les ennemis, mais justes, francs et sincères avec les amis.

... Camarades et frères, c'est là, comme vous l'avez vous-mêmes dit, le premier contact que nous prenons ensemble. A l'avenir nous en aurons d'autres, et de plus fréquents. La situation actuelle est pour vous difficile, mais le temps viendra où la Palestine en connaîtra une meilleure.

Nous vous répétons, chers amis, que l'Albanie, dans la mesure de ses modestes possibilités, n'épargnera rien pour soutenir la lutte du peuple palestinien frère.

Au nom de notre Parti et de notre peuple, je vous souhaite de nouveaux succès. Poursuivez jusqu'au bout la voie de la lutte que vous avez choisie, car c'est la seule voie de salut, la voie de la libération. Il n'y en a pas d'autres. Lorsque les impérialistes et les révisionnistes modernes n'existeront plus, alors s'instaurera dans le monde la paix véritable, et un petit peuple comme le vôtre sera réellement respecté.

Portons ce toast à votre santé, à la santé du peuple palestinien frère !

Contre le révisionnisme moderne, 1968-1970

DE L'EXECUTION DES DECISIONS DU 6^e PLENUM DU CC DU PTA DANS LA LUTTE CONTRE LES MANIFESTATIONS D'INTELLECTUALISME ET DE TECHNOCRATISME

Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA

28 septembre 1970

C'est un problème qui a déjà été évoqué et que nous continuerons d'étudier et d'approfondir dans trois directions : idéologique, politique et organisationnelle. Il ne suffit plus d'examiner le problème de l'intellectualisme et du technocratisme du seul point de vue politique, ou d'expliquer simplement le danger que ces phénomènes représentent dans notre activité quotidienne pour l'édification socialiste. Il faut encore prendre des mesures organisationnelles pour briser l'élan des tendances et des conceptions intellectualistes et technocratiques, qui se sont manifestées et continuent de se manifester chez les gens de chez nous, et leur barrer tout accès. Certes, ce n'est pas là une tâche aisée, d'autant plus que les maux que sont l'intellectualisme et le technocratisme ne disparaissent pas des esprits du jour au lendemain. Mais nous avons toutes les possibilités d'obtenir de meilleurs résultats dans ce sens, à condition cependant de nous atteler sérieusement à la tâche et de rattacher concrètement les conceptions des gens aux problèmes du développement de la production et du perfectionnement de sa gestion, à leurs initiatives concrètes et à la réalisation des plans.

Grâce aux directives et aux conseils du Parti et des organes de l'Etat, grâce aux efforts qu'ils ne cessent de déployer sur le plan idéologique et politique, on peut dire que, malgré les nombreux obstacles qui restent à surmonter, la lutte contre les manifestations d'intellectualisme et de technocratisme a été acheminée dans la bonne voie. C'est ce qu'atteste toute notre pratique jusqu'à ce jour ainsi que les rapports qui nous sont parvenus des comités du Parti des districts de Tirana et de Korçë et qui font ressortir aussi bien les progrès réalisés que les obstacles qui surgissent encore dans ce domaine et ceux qui s'y heurtent.

Il est impossible de départager nettement ceux qui sont exempts de ces tendances nocives et ceux qui ne s'en sont pas encore débarrassés. Naturellement presque partout des efforts sont faits pour les combattre, mais les tendances à l'intellectualisme, au technocratisme et au bureaucratisme, se manifestent d'une manière ou d'une autre et dans une plus ou moins grande mesure, chez tous. A mon avis, comme en témoignent les rapports qui nous ont été adressés et notre pratique quotidienne, ces défauts sont plus prononcés ici, au centre, notamment dans les départements ministériels et, dans une moindre mesure, dans les directions des entreprises. Aussi, tout en continuant à consacrer la plus grande attention à ce problème dans tous les secteurs d'activité, les travailleurs des organismes centraux doivent être les premiers à s'efforcer de combattre ces tendances et de mieux prendre conscience du danger qu'elles représentent. Mais qu'ils ne se bornent pas à comprendre ce danger du seul point de vue politique, car la lutte qu'il faut leur livrer dans la pratique est tout aussi importante.

C'est en cela, me semble-t-il, que résident les défauts dans ce travail.

Il a également été relevé ici que nos camarades et les gens en général ne manquent pas de la volonté de combattre ces manifestations (encore que certains n'en réalisent pas le danger et que d'autres, par présomption, par arrogance, sous-estimant le rôle des masses et des cadres inférieurs et surestimant leurs capacités intellectuelles, etc., restent à l'écart de cette lutte). S'ils ne l'ont pas encore fait, cela tient à ce que nous employons toujours de nombreuses formes et méthodes de travail qui ont fait leur temps et ne répondent plus à la conjoncture et aux circonstances révolutionnaires qui sont les nôtres. Nombre de camarades responsables qui travaillent dans les ministères ou occupent des postes de direction à la base, se rendent parfaitement compte du danger politique et idéologique que présentent l'intellectualisme et le technocratisme. Néanmoins, dans la pratique, ils s'abstiennent de les combattre parce qu'ils dirigent les affaires de leur secteur selon des pratiques routinières, parce que les directives, les règlements, la discipline du plan, les liaisons et interdépendances financières, les empêchent effectivement de soutenir l'élan des masses et les amènent involontairement à freiner leur ardeur révolutionnaire. C'est là une contradiction profonde. Nous-mêmes et le Parti tout entier devons déployer de gros efforts pour l'aplanir.

Tous ont maintenant une claire vision de ces problèmes. Mais, en dépit des idées extravagantes professées par certains, dans notre travail nous tenons toujours compte des idées rationnelles des masses, des travailleurs, des ingénieurs, des directeurs, des ministres, idées qui non seulement nous ont ouvert de brillantes perspectives de travail, mais ont aussi permis de réaliser des œuvres grandioses, parce que nous avons franchi les limites rigides des plans, des méthodes, des règlements, et brisé les liens, les dépendances et interdépendances existant entre les différentes unités économiques, etc. Notre Parti, notre peuple et notre Etat ne peuvent que se réjouir de ces efforts déployés et ils pensent que nous devons persévérer dans cette voie. Dans ce chemin que nous avons frayé et qui s'est révélé fructueux, nous souhaitons tous combattre et éliminer les manifestations nocives que nous venons d'évoquer, surmonter les obstacles, ré-entreprendre une tâche suivant des méthodes nouvelles, rechercher les formes d'organisation qui répondent le mieux à la fougue et à la maturité des masses, à leurs observations et à leur ferme volonté. Et c'est dans ce sens que l'on agit effectivement. Néanmoins, dans cette impétueuse marche en avant de notre peuple, on sent parfois grincer les freins du bureaucratisme et du technocratisme.

Le bureaucrate conçoit la discipline du plan, qui est évidemment une règle très importante, comme quelque chose de rigide, voire même de figé. Mais les masses brisent cette rigidité, et l'Etat, le Parti (à travers le budget et le plan) ont effectivement contribué à cet assouplissement, alors que le bureaucrate et le technocrate suscitent des difficultés, en s'attachant inflexiblement et avec fanatisme à cette prétendue discipline. «C'est tout ce dont je dispose, dit le bureaucrate, je ne peux pas donner davantage». «C'est infaisable, renchérit le technocrate, d'autant plus que les normes ne le prévoient pas». Ces gens se targuent d'être très ferrés dans leur branche, et il se peut qu'ils le soient, mais pour moi cette instruction ne vaut rien. Il se peut aussi qu'ils soient dotés d'une grande expérience, mais pour moi cette expérience non plus ne vaut pas grand-chose puisqu'elle entrave la marche en avant. Les bureaucrates comme les technocrates sont des gens qui manquent de perspective, d'initiative et

d'audace ; les masses, en revanche, pensent, agissent et brisent les limites des plans, en faisant vraiment preuve d'audace et de confiance dans leurs propre action, persuadées qu'elles sont de servir ainsi leur propre cause et celle de la Patrie. Le bureaucrate et le technocrate sont convaincus que si l'on apporte la moindre modification au plan, le pays ira à sa perte. Ils n'osent pas se présenter devant le directeur ou le conseil technique de l'entreprise, aller chez le ministre ou auprès du gouvernement pour expliquer, arguments à l'appui, la nécessité d'apporter des changements au plan. Ainsi, au lieu de faire servir leur savoir au progrès, ils le maintiennent rigide dans une situation statique. Le bureaucrate et le technocrate ne sont donc pas utiles, car ils entravent le développement à un rythme révolutionnaire.

Il convient de bien comprendre cette question et de ne pas l'interpréter comme si nous exigeons des gens qu'ils fassent des choses qui dépassent leurs possibilités réelles. Non, nous n'avons jamais eu cette idée. Malgré tout, nous avons dépassé les objectifs fixés par nos plans. C'est là le résultat de la grande force révolutionnaire créatrice des masses. Et dans ces masses je n'inclus pas seulement les gens de la base, mais encore les cadres, les communistes, les techniciens, bref tous ceux qui travaillent pour mettre en œuvre la ligne du Parti. Je n'en exclus que ceux qui ont une conception superficielle des choses et qui sont sujets aux tendances malsaines que nous examinons, ceux qui ont, comme vient de le dire le camarade Manush Myftiu [*Manush Myftiu, membre du Bureau politique du CC du PTA. A l'époque également Premier secrétaire du Comité du Parti du district du Tirana.*], souffrent d'une présomption d'intellectuel, qui sont timorés et égoïstes. Et il nous faut mener une lutte incessante contre ces tendances.

Le camarade Manush Myftiu a largement traité dans son rapport du problème de l'intellectualisme, il y a même brossé un tableau des mesures prises par le Comité du Parti de Tirana pour combattre ce phénomène malsain. A mon sens, le Comité du Parti du district de Tirana s'est engagé dans la juste voie et a trouvé une méthode efficace pour coordonner l'aspect scientifique et l'aspect pratique de la production dans les usines, les établissements scolaires, les diverses institutions, à travers une concertation avec les ingénieurs, les ouvriers, les coopérateurs, les gens de la production et autres. Ce qu'il convient donc de faire, c'est, il me semble, d'approfondir et de pousser plus avant l'expérience acquise.

Dans les appareils centraux, dans les départements ministériels, l'intellectualisme est plus prononcé. On ne le combat pas comme l'on devrait, sur le plan théorique et surtout dans la pratique. Il se manifeste sous divers aspects : dans la tendance à appliquer l'ancienne méthode de planification, dans une confiance excessive à l'égard de la base et dans le pli qu'on a pris de s'en remettre seulement aux balances périodiques, d'assurer les équipements et produits nécessaires en les faisant importer. C'est également une manifestation d'intellectualisme qu'il faut voir dans les hésitations des travailleurs des appareils centraux à élargir éventuellement les compétences de la base, dans leur propension à accaparer la majeure partie du travail dans ces appareils centraux, ce qui tient à leur présomption et à leur confiance excessive dans le pouvoir des ordres donnés d'en haut. Un autre aspect de cette attitude est le fait de ne mettre en évidence que les aspects négatifs du travail des organes et des cadres de la base, la manie intellectualiste de se mettre soi-même en vedette, plutôt que de faire ressortir comme il convient la force créatrice des masses.

La lutte contre l'intellectualisme et le technocratisme dans le cadre des grandes initiatives des masses travailleuses, a fait surgir de nombreux problèmes. De grandes choses ont été et peuvent encore être accomplies, mais le fait est qu'en cette matière, le technocratisme des départements ministériels, où ces manifestations, comme je viens de le dire, sont plus marquées, constitue un obstacle. Les ministères, dans bien des cas, manquent d'initiative et ont souvent une conception erronée de la discipline du plan. De ce fait, ils manquent de souplesse dans le traitement des problèmes, rejettent les suggestions et les innovations qui leur sont présentées, refusent les additifs qu'exige le développement du pays. C'est là une manière de travailler qui ne porte pas de fruits, qui freine l'essor du pays. Les nombreuses initiatives des masses et les grandes réalisations qu'elles ont accomplies ont confirmé ces constatations.

Les actions à assauts convergents [*Sur la base de l'expérience acquise au cours du travail accompli pour l'élimination des effets du tremblement de terre de novembre 1967 dans les districts de Dibër et de Librazhd, et grâce auquel plus de 6 300 maisons et autres bâtiments détruits ou gravement endommagés furent reconstruits en l'espace de 25 jours, on vit naître les actions à assauts convergents, nouvelle forme révolutionnaire d'actions, consistant à concentrer des forces humaines et des moyens matériels afin de réaliser en un bref laps de temps un travail relativement considérable.*] sont un coup dur porté aux technocrates, à tous ceux qui soi-disant calculent minutieusement les normes de production, les matériaux, le temps de travail fixé, les rendements, etc. Au cours de ces actions, les masses travailleuses, grâce à leur élan révolutionnaire, ont dépassé les normes de production et les plans établis dans les bureaux par les bureaucrates et les technocrates. Ces actions et beaucoup d'autres ont contribué à l'apparition et à l'implantation d'idées et de conceptions nouvelles, révolutionnaires, dans l'esprit des gens de chez nous. En les amenant à penser politiquement juste, à juger juste et à créer à grande échelle pour le peuple, elles ont porté un coup aux technocrates sceptiques et contribué à l'éveil de la pensée ouvrière. Accordant la primauté à la politique et saisissant tout le sens de ce principe, les travailleurs de notre pays n'ont cessé de combattre le bureaucratisme, le technocratisme, l'économisme et le politicisme abstraits.

Nous devons par ailleurs être plus attentifs à ces problèmes et faire de plus gros efforts pour combattre les conceptions intellectualistes dans les établissements scolaires, auprès des instituteurs et des professeurs, pour éliminer chez les enseignants l'esprit intellectualiste malsain et ses diverses manifestations, en usant pour cela de formes et de méthodes de travail des plus variées et des plus efficaces.

Le camarade Manush Myftiu, dans son rapport, soulève aussi le problème de la rotation des cadres. Ce problème, à mon sens, loin d'être bien compris, est parfois traité d'une manière mécanique. Nombre de camarades responsables ne saisissent pas eux-mêmes comme il convient l'importance de la rotation des cadres. Je pense qu'un bon nombre de cadres des ministères doivent être mutés à la base, que beaucoup de ceux de la base doivent venir les remplacer dans les ministères. Nous ne sommes plus à présent dans la situation des premiers temps, lorsque nous manquions de cadres. Nous en avons maintenant des milliers dans tous les secteurs d'activité. Ils travaillent depuis au moins cinq ou six ans dans la production, ils ont donc effectué un stage suffisant dans le travail pratique et ils connaissent bien aussi l'aspect théorique des problèmes et de la gestion de la production. Ce sont des choses que les gens de la base ont apprises, car ils se sont trempés dans la lutte quotidienne contre les difficultés. Beaucoup d'entre eux sont venus plus d'une fois aux ministères, ils ont même avancé des propositions dont certaines ont été bien accueillies, d'autres rejetées et d'autres encore laissées en suspens, pour cause de prétendues impossibilités matérielles. Vous avez cité le cas d'un fonctionnaire, qui a refusé de remettre une quantité de ciment pour la construction de logements au travail bénévole [*Initiative révolutionnaire prise par les masses travailleuses elles-mêmes pour accélérer la solution du problème du logement dans notre pays et selon laquelle n'importe qui peut contribuer par son travail bénévole à la construction de maisons d'habitation, alors que les projets, les spécialistes et la base matérielle sont fournis par l'Etat.*] sous prétexte qu'une telle fourniture n'était pas prévue par le plan. D'après lui, il aurait fallu attendre la fin de l'année pour voir combien de ciment aurait été produit en sus du plan, puis décider de la part de cet excédent dont on aurait pu disposer à cette fin. Voilà un obstacle typiquement bureaucratique dressé à une initiative louable. Remplacez aussitôt ce fonctionnaire par un cadre de la base et envoyez-le travailler lui-même à la base, sous la direction éprouvée des masses travailleuses, et vous verrez qu'il deviendra bien vite un ingénieur capable et qualifié, parce que là-bas il se pénétrera de l'élan et l'esprit de la base, il apprendra à connaître de plus près ses exigences et ses nécessités, il s'imprégnera de l'esprit révolutionnaire de la base. Et lorsqu'il lui arrivera de se rendre lui-même au ministère intéressé pour y présenter une demande, on ne lui dressera pas d'obstacles comme il l'avait lui-même fait pour ce ciment. Il y trouvera en effet un camarade qui aura lui-même travaillé à la base et qui en connaîtra bien les besoins, qui accordera la plus grande attention à sa demande et prendra immédiatement les mesures requises pour y satisfaire. Et même, une fois muté, il présentera des demandes plus raisonnables, car, au contact de la base, il concevra différemment son travail. Quant à son camarade, qui est venu de la base au ministère, étant déjà trempé de l'esprit de la base, il satisfera les demandes de celui qu'il a remplacé beaucoup plus vite que celui-ci ne le fait

aujourd'hui. Ainsi verra-t-on s'établir entre les ministères et la base, une harmonie parfaite et une unité d'action dynamique, révolutionnaire. Et cela, bien entendu, ne manquera pas d'élever le prestige des organes centraux.

La rotation des cadres est indispensable, entre autres raisons, pour renforcer la confiance des ministères à l'égard de la base, du fait même que les cadres les plus méritants des ministères seront envoyés dans les secteurs où ils sont le plus utiles et là où le travail doit être mieux accompli. Ainsi, en même temps que la conception intellectualiste du «poste», nous combattons l'esprit intellectualiste dans le travail en général, dans la direction, et dans l'administration en particulier.

Mais voyons où nous en sommes, à l'heure actuelle, pour ce qui concerne la rotation des cadres ; dans quelle direction s'est-elle engagée ? Tous ont bien conscience qu'il faut se rendre à la base, parce que c'est là que se posent tous les problèmes. Les activités de tous les secteurs, industrie, agriculture, bâtiment, santé publique, enseignement, arts et culture, sont principalement menées à la base. Dans ces circonstances il nous appartient d'y envoyer des cadres dotés d'une grande expérience dans le travail de direction, qui doivent absolument mettre les pieds dans la boue des champs, vivre auprès du peuple, se pénétrer de l'esprit de la base et combattre résolument pour éliminer de leur esprit toutes les survivances d'intellectualisme, de bureaucratisme et de technocratie. A leur place, faisons venir aux appareils centraux des travailleurs particulièrement méritants de la base. Ainsi nous insufflerons une vie nouvelle à la fois à la base et aux ministères.

Mais à peine s'apprête-t-on à envoyer un fonctionnaire des départements ministériels à la base, qu'on voit pointer les oppositions soi-disant fondées sur une foule de «motifs». Par exemple, lorsque nous proposons qu'un ancien fonctionnaire de la Commission du plan soit envoyé à la base, on nous répond immédiatement que «nous ne pouvons pas le laisser partir», qu'«il est indispensable à la Commission», etc. Je pense qu'il n'est pas indispensable d'avoir au secteur du plan des spécialistes dotés d'une expérience de 20 ou 25 années, bien que certains pourront soutenir avec insistance que ce fonctionnaire connaît sur le bout des doigts toute l'histoire de son secteur, depuis 1945. Cela ne nous est d'aucune utilité, parce que si nous avons besoin de chiffres quelconques, nos travailleurs des statistiques pourront fort bien nous les fournir. En ce qui concerne le pétrole, par exemple, il nous suffit d'avoir au secteur du plan une personne qui connaisse bien la matière, qui y suive de près l'activité et soit à même de soumettre au gouvernement les problèmes à résoudre. A l'heure actuelle, nous avons rassemblé à la Commission du plan d'Etat nombre de fonctionnaires méritants, capables et dotés d'une grande expérience, mais qui ont malheureusement une mentalité de paperassiers, qui sont attachés au travail de bureau, à des études coupées de la vie active, des masses et du travail à la base, qui se sont coupés eux-mêmes de la pratique et qui fondent toute leur activité sur ces papiers et ces études.

Pourquoi ne devrions-nous pas appeler au secteur du plan comme aux autres départements ministériels des travailleurs de la base, qui sont des gens expérimentés et capables de faire un travail utile dans les différentes branches des organes centraux ? Nous disposons à l'heure actuelle d'un grand nombre d'ingénieurs, de techniciens, d'économistes expérimentés et d'autres spécialistes qui ont toujours prêté service à la base. Pourquoi les différents départements ministériels ne collaboreraient-ils pas avec ces gens expérimentés ? Pourquoi le ministère de la Santé publique, entre autres, ne profite-t-il pas de l'expérience d'un médecin qui a passé une période de 10 à 15 années et même de 20 ans à la base ? Pourquoi le ministre garde-t-il au centre toujours les mêmes personnes depuis plusieurs années, risquant ainsi de créer dans son département, du point de vue bureaucratique, cela s'entend, une situation malsaine ? Une pareille situation maintient la direction du département ministériel coupée de la base, celle-là finit par avoir plus confiance dans les personnes qui l'entourent qu'en celles qui travaillent en bas, à la base. Elle en arrive à donner des ordres non justifiés, comme l'a fait celle du ministère du Commerce qui, sans approfondir comme il convient les questions qui le concernent, a envoyé des instructions inopportunes, et même par télégramme. C'est ce qui s'est passé par exemple pour l'affaire des moules, qui, faute de mesures prises à temps pour assurer leur consommation par la population, n'ont pas été écoulées, ou pour les confectios à propos desquelles les organes du

ministère demandaient qu'elles soient préparées d'une certaine manière, faute de quoi il n'aurait pas été pris livraison de la marchandise, etc. Ce haut fonctionnaire du ministère du Commerce, coupé de la base et des besoins de la masse, qui propose l'envoi un peu partout de produits ne correspondant pas aux besoins et aux demandes de la population, mérite vraiment d'être nommé directeur d'une entreprise commerciale dans quelque district pour apprendre à connaître de près la réalité des choses. Vous verrez alors comment il viendra à Tirana pour protester contre les directives non fondées que lui envoie son supérieur de ses bureaux, ici, au ministère. Lui-même informera le centre que là-bas, à la base, la situation est bien différente et qu'il lui a été envoyé d'en haut des marchandises qui ne sont pas demandées et dont la population du district n'a pas besoin. Mais, maintenant, bien sûr, cette personne qui travaille au ministère considère ces problèmes d'une manière tout à fait différente.

Ensuite, certains de ces cadres sont persuadés erronément d'être irremplaçables. Pourquoi le seraient-ils ? Il est vrai que nombre d'entre eux ont une longue expérience au travail et qu'ils sont âgés, ce qui doit nous inciter à les respecter. En outre, ce sont des gens capables. Auparavant, il était plutôt difficile de les muter, surtout pour des considérations d'ordre économique. Mais les difficultés auxquelles ils se heurteront à la base, sont aussi le lot de ceux qui y travaillent et y séjournent depuis longtemps. «Mais comment ferai-je pour vivre loin de Tirana ?» demandera quelqu'un. Oui, camarades, il y aura des cadres qui devront quitter Tirana, mais il faudra naturellement leur assurer un logement. Ceux qui ont été mutés à Tirana devront immédiatement céder leurs logements aux fonctionnaires qui les remplacent à la base. Il est indispensable que celui qui se rend en province soit immédiatement logé, afin qu'il puisse amener avec lui sa famille. Mais si un fonctionnaire, tout en disposant d'un logement, laisse sa femme et ses enfants à Tirana dans l'espoir d'y revenir un jour, il est compréhensible qu'il travaillera à la base comme s'il était sur des charbons ardents. Une telle attitude et un tel espoir sont injustifiés. Pourquoi quelqu'un qui a été transféré de Tirana dans un district quelconque devrait-il penser à revenir un jour dans la capitale ? Un communiste ou un patriote consciencieux ne doivent pas demander à être rappelés de la base où ils ont été nommés, ni travailler dans un état de tension constante. Il se peut qu'en cas de besoin le Parti rappelle au centre une personne mutée, mais elle-même ne doit pas demander à y être rappelée ; bien au contraire, elle doit faire tout son possible pour se lier profondément aux masses du peuple et à la fonction qui lui a été assignée. J'évoque cette question, car il y a des gens qui, avant même de s'être bien établis là où ils ont été mutés, demandent à revenir à Tirana. Pourquoi ? Pour quel motif ?

Il nous appartient de suivre avec soin le problème de la rotation des cadres et de mener un travail incessant auprès des gens de chez nous, afin qu'ils se fassent une juste conception de cette question sur le plan aussi bien politique qu'idéologique. En cette matière, le Parti doit mener une politique judicieuse. En particulier, nous devons installer aux postes-clés, où l'apparition de dangereuses tendances au bureaucratisme, à l'intellectualisme et au technocratisme est possible, des cadres qui ont fait leurs preuves dans la pratique et ont combattu résolument ces manifestations. Nous devons observer ces cadres et les juger à la lutte qu'ils mènent pour mettre en œuvre la ligne du Parti dans ce domaine. Ainsi, au cas où il s'avérera nécessaire de muter un cadre qui travaille dans les départements ministériels, nous devons nous garder de le remplacer sans critère, en lui substituant un élément, peut-être pourri, comme ceux que j'ai mentionnés, et qui, auparavant mutés à la base, n'y ont pas emmené leurs femmes et leurs enfants ou qui n'accomplissent pas comme il convient les tâches qui leur ont été assignées. Il faudra nommer au centre un cadre vraiment bien formé, doté d'un vaste horizon, un combattant inflexible de la ligne du Parti, un cadre capable et ne craignant pas d'exprimer franchement ses opinions, un cadre qui a de l'initiative et ne demande pas à chaque instant et à propos de n'importe quoi l'avis de ses supérieurs. Un cadre pareil, s'il est affecté, par exemple, au secteur de l'industrie, sera à même de serrer la vis, sans faire intervenir les autorités supérieures, à un bureaucrate du secteur du commerce si ce fonctionnaire s'écarte des règles, et le contraindre à agir comme il se doit dans l'intérêt de notre économie nationale et de notre peuple.

Nous devons mener une politique judicieuse de rotation des cadres qui soit conforme à la ligne révolutionnaire de notre Parti. Nous disposons maintenant de milliers de cadres à la base que nous pouvons appeler aux appareils centraux. A l'inverse, beaucoup de cadres qui travaillent dans des organes supérieurs, et qui sont eux aussi des révolutionnaires, des gens capables et expérimentés,

peuvent être envoyés à la base pour la diriger et la renforcer, pour y diriger les forces économiques devenues maintenant considérables, pour porter leur capacité et leur vaste expérience et s'y imprégner aussi de l'esprit de la base qui leur sera d'un grand profit. Nos cadres révolutionnaires doivent toujours se montrer prêts à se rendre, en un nombre toujours accru et sans la moindre hésitation, à la base, là où on aura besoin d'eux, et ne pas se dire qu'ils ne s'y trouvent que provisoirement.

C'est une lutte que nous venons d'entreprendre et qu'il nous faudra continuer. Nous avons tous une idée claire des principes qui régissent notre action. En cette matière, il a été accompli un travail fructueux et solide, qui se poursuit ; mais nous nous heurtons et nous nous heurterons à des obstacles qu'il nous faudra surmonter. L'important, c'est que jusqu'à présent nous ne nous sommes exposés à aucune sorte de danger. Des manifestations malsaines sont évidemment apparues et continueront d'apparaître çà et là dans notre travail, mais nous devons précisément leur livrer une lutte inlassable pour les éliminer.

Rapports et discours, 1970-1971

ETUDIIONS LA THEORIE MARXISTE-LENINISTE EN ETROITE LIAISON AVEC LA PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE

Extraits du discours prononcé à la réunion commémorative tenue à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de l'Ecole du Parti «V. I. Lénine»

8 novembre 1970

... Il importe absolument que nous, les communistes et tous les travailleurs, soyons armés de deux sortes d'armes : les armes à feu et les idées du marxisme-léninisme. Ces deux sortes d'armes sont nécessaires au révolutionnaire pour faire la révolution et pour la mener à son accomplissement. Dès l'époque des journées difficiles, mais héroïques, de la Lutte de libération nationale, lorsque se décidait le destin de notre Patrie et de notre peuple, le Parti recommandait aux communistes d'apprendre persévéramment à manier avec maîtrise non seulement le fusil, mais aussi les armes idéologiques, les idées du marxisme-léninisme. Même après la libération du pays, les communistes et les travailleurs de chez nous, à qui incombait la lourde charge de détruire le monde caduc et de construire une société entièrement nouvelle, le socialisme, se mirent encore plus obstinément à la tâche, tout en gardant leur fusil à portée de la main, pour assimiler les bases de notre théorie infaillible, le marxisme-léninisme, en tant que boussole les guidant à l'action dans les conditions concrètes de notre pays. Cela a été et demeure pour tous un devoir permanent et primordial.

Nous, marxistes-léninistes albanais, sommes venus à la philosophie de Marx à travers la pratique révolutionnaire, nous avons combattu de toutes nos forces la féodalo-bourgeoisie, son régime réactionnaire qui opprimait le peuple, ce régime d'ignorance extrême, d'exploitation barbare de l'homme par une poignée d'individus. Nous avons haï la religion avec toute la force de notre entendement, car la pratique révolutionnaire du peuple nous avait fait clairement ressortir le rôle foncièrement réactionnaire et antipopulaire des doctrines religieuses, qui servaient de supports à la féodalo-bourgeoisie locale et à nos oppresseurs étrangers. Les luttes de libération que notre peuple a menées inlassablement au cours des siècles en avaient fait un peuple révolutionnaire. Même l'affirmation de son existence en tant que peuple et les transformations positives dans sa vie sociale étaient inconcevables pour lui autrement que par la voie du combat et de la révolution. Ses soulèvements ont toujours eu un caractère anti-impérialiste, anti-féodal, anti-bourgeois et anti-clérical marqué. Certes, il n'était pas encore question pour lui de trouver une source d'inspiration et un guide dans la philosophie de Marx, qui se cristallisa chez nous comme il se doit avec la constitution du Parti. Mais notre Parti trouva en notre peuple et dans notre petite classe ouvrière encore jeune un champ

fécond pour mettre en œuvre des transformations radicales, une grande révolution sociale, qui devait renverser l'ancien système social de la féodalo-bourgeoisie et instaurer le socialisme.

Par leur activité révolutionnaire, en transformant les conditions sociales, les hommes se transforment aussi eux-mêmes. C'est ainsi que nous observons une grande transformation dans notre classe ouvrière et dans notre paysannerie qui a adhéré à la collectivisation. Notre intelligentsia non plus n'est plus la même que naguère, ni quant au nombre, ni quant à l'origine, ni quant au niveau culturel. Non seulement le niveau politico-idéologique de la classe ouvrière s'est élevé et celle-ci s'est trempée dans la voie révolutionnaire, mais sa conscience de classe a une valeur d'exemple; elle éduque et guide la paysannerie et les autres couches de notre population. Le niveau d'instruction et de culture de l'homme nouveau de chez nous s'est rehaussé et il tend à s'élever toujours plus pour répondre aux besoins et aux conditions créés. Toutes ces transformations révolutionnaires des hommes de chez nous sont le fruit de la transformation des conditions sociales amenées par la révolution populaire. Ainsi donc, si notre développement a suivi une telle voie, c'est parce que le Parti a appliqué fidèlement les enseignements de Marx, dont la philosophie a toujours éclairé la voie à notre politique.

L'histoire, nous enseigne Engels, se développe jusqu'à nos jours comme un processus naturel qui, en général, est régi par les mêmes lois objectives du mouvement qui régissent aussi la nature, mais avec ses particularités spécifiques, car en ce domaine, on a affaire à l'activité d'êtres conscients, les hommes. Les hommes sont continûment en mouvement et en action, ils agissent pour atteindre des buts et satisfaire des désirs déterminés, et l'histoire précisément, n'est rien d'autre que le cours de cette action. Or ces buts et les moyens et les manières de les atteindre, ne sont pas toujours bien cristallisés dans l'esprit de tous les hommes. En outre, les buts et les désirs ne sont pas identiques; cela dépend de la place que les hommes occupent dans la société, conformément aux rapports sociaux en vigueur dans la période historique concernée. L'histoire, donc, comme l'indique Engels, se développe de façon que l'effet final est toujours le résultat de conflits, de multiples conflits individuels, dont chacun est conditionné par une série de données de la réalité. Ainsi le processus historique comporte des forces innombrables qui, s'opposant les unes aux autres, engendrent une résultante, le fait historique.

Bien entendu, cela est typique de la société exploiteuse, où la propriété privée divise les hommes et les classes, met leurs intérêts et leurs buts en opposition et où règne la loi de la spontanéité aveugle. Mais en régime socialiste également, où la propriété privée a pourtant été supprimée et que la société se développe de façon consciente, du fait même que les hommes vivent et agissent dans des conditions et dans des circonstances diverses, et qu'il y existe des disparités essentielles entre les classes amies, entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel, on rencontre entre autres des intérêts, des aspirations et des conceptions de nature diverse et toute une série de contradictions.

Il est des communistes qui ont peut-être appris ces idées d'Engels et du marxisme-léninisme dans les livres et à l'école, mais lorsqu'il s'agit d'analyser ces idées, de les confronter avec les nombreux faits de la vie et de les appliquer en pratique, alors ils achoppent, ils ne voient plus juste, ils n'arrivent pas à concevoir que les hommes ont des idées et des désirs différents, qui souvent se heurtent et s'opposent les uns aux autres. Ces camarades croient que la «résultante» dont parle Engels s'obtient sans choc des contraires, sans confrontation des idées, de façon dogmatique, d'un coup de baguette, et c'est ainsi qu'ils cherchent à l'obtenir.

Au cours de réunions on remarque que certains dirigeants craignent que les interventions ne «détonnent», qu'elles ne sortent des formules stéréotypées. Ils pensent que tout doit aller comme sur des roulettes. Or il s'ensuit que les opinions contraires se manifestent en dehors de la réunion. Et en pareil cas on sonne l'alarme à propos d'une question, dont on pensait qu'elle avait été «théoriquement» comprise, alors qu'en fait elle n'a été ni comprise ni appliquée correctement. Mais, soyons conscients de la réalité, il est difficile d'étouffer les oppositions. Celui qui, par exemple, obtient un appartement cesse de se plaindre et cette contradiction est résolue, alors que celui qui vit depuis des années à l'étroit, continuera de réclamer. Cette contradiction nous incite à réfléchir sur les moyens de l'aplanir au plus tôt, non pas en enjoignant à celui qui n'a pas vu sa demande satisfaite de se taire, mais en

recherchant de nouvelles formes de travail et de mobilisation des masses dans des actions à assauts concentrés, afin de construire de nombreux logements et le plus rapidement possible. Il en est de même pour tous les problèmes de la vie, grands et petits, qui se posent à nous et qui constituent les grandes «résultantes» historiques, la marche en avant sur la voie de l'édification intégrale de la société socialiste, puis, plus tard, de la société communiste. Ecoutez de quelle juste et jolie manière un ouvrier mécanicien a exprimé cette loi dialectique du choc des idées, en tant que grande force de notre société : «Nous, mécaniciens, a-t-il dit, nous aimons ces frictions, car la friction de deux métaux produit de la chaleur, qui se transforme à son tour en énergie mécanique. Il en est de même des opinions : plus elles se heurteront entre elles, plus elles produiront de chaleur et d'énergie et cela aura pour effet d'augmenter la production et d'améliorer le bien-être des travailleurs».

Si nous assimilons bien notre théorie et si nous savons la rattacher à la vie, alors beaucoup, beaucoup de choses s'éclairciront. Ne fût-ce que l'exemple que je viens d'évoquer devrait nous inciter à réfléchir et à nous demander pourquoi nous devrions craindre la discussion, la confrontation d'opinions, la critique, pourquoi nous devrions réduire l'application de l'autocritique rien qu'à certaines questions personnelles, et ne pas la développer sur une plus vaste échelle. Cela ne diminuerait en rien l'autorité de l'institution ou du département ministériel intéressés, mais les mettrait en mouvement pour résoudre vite et bien les contradictions qui surgissent de la pratique. Il y a là toute une éducation que le Parti développe et doit développer dans les rangs de ses membres et chez le peuple tout entier.

C'est en premier lieu à nous, communistes, qu'il appartient de comprendre notre théorie à fond, puis de l'enseigner aussi aux larges masses du peuple. Les questions théoriques n'ont pas un caractère unilatéral ; il ne suffit pas que certains seulement les connaissent, les saisissent et les mettent en pratique; il faut que tous les comprennent et les appliquent correctement, car tous ont des devoirs à remplir et personne, quel que soit son âge ou son poste, ne peut échapper ni à la responsabilité personnelle, ni à la responsabilité collective.

Lorsque nous étudions l'histoire révolutionnaire du peuple albanais depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, nous comprenons toute la grandeur de la dialectique matérialiste de Marx et la vanité des critiques qu'on a tenté et qu'on tente toujours de porter à sa philosophie immortelle.

La dialectique est la théorie du développement. Pour l'élaborer, Marx s'est appuyé sur la dialectique hégélienne, mais il l'a transformée radicalement, il l'a convertie en son contraire, a fait de la dialectique exclusivement fondée sur le développement de l'idée, une dialectique reposant fermement, de ses deux jambes, sur les conceptions matérialistes. Dans la dialectique de Marx, «l'aspect actif» et déterminant du développement n'est pas «le dynamisme de l'activité spirituelle», autrement dit l'idée, mais la pratique humaine, c'est-à-dire l'activité pratique matérielle des hommes en vue de la transformation de la nature et de la société. Cette grande formulation historique de la philosophie marxiste-léniniste, qui caractérise la dialectique matérialiste de Marx, et qui se distingue de la dialectique idéaliste hégélienne, est connue de tous. Nous, marxistes-léninistes, nous l'apprenons de façon approfondie parce qu'elle est à la base de notre philosophie. Il a fallu que nos grands penseurs révolutionnaires mènent pendant des décennies entières une grande lutte, dans la théorie et dans la pratique, afin d'affirmer ces grands principes à l'encontre des philosophes idéalistes, antimarxistes, de la bourgeoisie réactionnaire et de leurs diverses écoles politico-idéologiques. Le développement matérialiste de l'histoire universelle, les révolutions des diverses périodes historiques, jusqu'aux révolutions prolétariennes de notre siècle, qui ont porté la classe ouvrière au pouvoir et instauré la dictature du prolétariat dans de nombreux pays, ont confirmé les thèses fondamentales du marxisme-léninisme. Assurément, la lutte se poursuit et elle se poursuivra entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre marxistes-léninistes et anti-marxistes-léninistes.

A notre époque, les révisionnistes modernes, soviétiques en tête, s'attachent, tout en combattant féroce le marxisme-léninisme, à préserver les apparences extérieures des formulations théoriques de la doctrine marxiste-léniniste, bien entendu pour se camoufler ; mais, d'autre part, ils les tournent

toutes pour les déformer et les vider de leur essence révolutionnaire, afin de combattre le communisme et la révolution. Ces ennemis du marxisme, faisant une fausse interprétation du développement matérialiste de l'histoire, tentent de renverser la dialectique matérialiste de Marx pour la replacer sur un nouveau piédestal, transformé, celui des néo-hégéliens.

A nous, marxistes-léninistes, incombe la grande tâche de lutter pour défendre notre théorie marxiste-léniniste contre les nouveaux falsificateurs. Pour mener cette lutte comme il convient, nous ne devons pas voir dans les formulations théoriques de notre doctrine que nous apprenons à l'école ou dans les livres, seulement de justes considérations historiques, qui éclairent la lutte révolutionnaire de nos grands guides à des époques déterminées. Au contraire, chaque pensée de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, doit être pour nous l'objet d'une profonde réflexion, qui nous permette d'en saisir la substance et de l'adapter correctement, de façon créatrice et non dogmatique, aux périodes où nous vivons et combattons, aux circonstances historiques concrètes du pays, à notre développement social, à nos problèmes à résoudre.

Précisément dans cette lutte complexe qui a pour but notre éducation selon la théorie marxiste-léniniste et son application créatrice chez nous, nous ne devons jamais nous replier sur nous-mêmes. Nous ne devons jamais considérer notre tâche comme accomplie si nous ne sommes pas extrêmement attentifs aux falsifications apportées à notre doctrine par les révisionnistes modernes et les autres idéologues du capital et si nous ne leur livrons pas une lutte idéologique et politique âpre et incessante, en leur opposant en même temps nos succès dans l'édification du socialisme, succès que nous devons à l'application des enseignements vivifiants du marxisme-léninisme.

L'étude de la science marxiste-léniniste nous ouvre la seule voie qui permette d'expliquer correctement les phénomènes et les faits de la vie, la seule voie qui éclaire le présent et illumine l'avenir. L'étude de cette science vous met en mesure, dans l'analyse des faits et des phénomènes, de ne pas vous contenter de leur aspect extérieur, superficiel, mais d'y pénétrer plus profondément, afin de découvrir leur contenu, leur essence, les lois objectives qui régissent le développement social. Il n'est pas rare en effet que la forme extérieure des processus et des phénomènes sociaux trompe sur l'essence qu'ils recèlent, que celle-ci apparaisse comme quelque chose de nouveau, de normal et de progressiste, tandis que, dans le fond, elle en est tout à fait l'opposé.

Prenons par exemple une des questions fondamentales des rapports sociaux en régime capitaliste. Tels que ces rapports apparaissent à la surface, ils donnent l'impression qu'entre ouvrier et capitaliste il existe des rapports d'égalité : «Je te donne autant que tu me donnes» prétend le capitaliste, comme s'il payait à l'ouvrier la totalité du travail accompli, comme s'il était le producteur du capital. A la vérité, il n'en est rien. On sait que le capitaliste ne rémunère qu'une partie du travail de l'ouvrier qui produit et accroît le capital. C'est là qu'a sa source l'exploitation capitaliste, c'est en cela que réside la découverte géniale de cette «question mystérieuse» dans les rapports essentiels entre ouvrier et capitaliste, que Marx a appelée la plus-value.

C'est donc la science marxiste qui a démontré que les lois qui régissent la production capitaliste apparaissent du dehors sous des formes qui non seulement en dissimulent la véritable nature, mais donnent même aux gens une impression contraire, comme s'il s'agissait là des formes de rapports les plus justes, les plus naturelles, de formes immuables. Les capitalistes cherchent à créer cette illusion pour dissimuler l'exploitation dont sont victimes les ouvriers et les contradictions inévitables qui rongent le régime capitaliste intérieurement et le mènent à sa perte.

A l'époque actuelle également, les apologistes du capitalisme et les révisionnistes modernes, spéculant sur certains récents phénomènes d'ordre purement extérieur, tels que l'expansion du capitalisme monopoliste d'Etat, la création de ce qu'on appelle les «conseils ouvriers» qui participent soi-disant à la gestion des entreprises capitalistes, la théorie révisionniste titiste de l'«autogestion ouvrière», etc., cherchent à faire croire que l'exploitation capitaliste a été supprimée et que la distinction entre ouvriers et capitalistes est en train de s'effacer. L'analyse scientifique marxiste-léniniste de ces phénomènes

démasque cette nouvelle mystification et démontre que l'exploitation capitaliste loin de disparaître s'est encore intensifiée.

Quelque modification qu'il subisse, de quelque masque qu'il s'affuble, quelque «théorie» qu'il crée — et il en crée constamment pour les adapter aux circonstances qu'engendre l'aggravation de la lutte de classes — le système capitaliste n'en demeure pas moins un système d'oppression et d'exploitation. Ce système doit être détruit et il le sera à travers la révolution prolétarienne; les rapports capitalistes seront nécessairement remplacés par des rapports nouveaux, socialistes; les moyens de production seront arrachés des mains des capitalistes et pris en possession par la classe ouvrière elle-même.

C'est en vain que les adversaires du marxisme cherchent à attaquer la théorie de Marx sous le prétexte qu'elle consiste en des raisonnements abstraits, qu'elle s'attache à la «quintessence abstraite» des processus et des phénomènes, en s'écartant soi-disant des faits, des données concrètes, de la réalité historique. C'est là une falsification grossière. Tout au contraire nous, marxistes-léninistes, tirons de la méthode que Marx, dans son œuvre immortelle «le Capital», a employée pour l'analyse du capitalisme, le grand enseignement que pour pénétrer profondément dans la réalité objective, il ne suffit pas de recueillir et d'exposer les faits, mais il faut aussi dégager des conclusions, procéder à des généralisations, et à des abstractions scientifiques, il convient de découvrir les lois qui régissent les phénomènes de l'évolution sociale. Sinon on ne fait qu'effleurer les choses, on tombe dans le praticisme, voire dans des erreurs.

En régime socialiste également, du fait que dans ce système l'ancien lutte pour son existence, en revêtant souvent l'habit du nouveau, il peut arriver que les manifestations extérieures ne reflètent pas la véritable essence des phénomènes. C'est pourquoi, nous appuyant sur la théorie scientifique marxiste-léniniste, nous devons savoir ne pas nous en tenir à la surface des choses, mais passer de leurs manifestations extérieures à leur essence, découvrir les causes profondes qui en sont à la base et les lois sociales qui en régissent le développement. Ce n'est qu'ainsi que nous serons en mesure de distinguer le nouveau de l'ancien, ce qui est progressiste de ce qui est conservateur et réactionnaire.

Nous devons éduquer les hommes de chez nous de manière qu'ils jugent les phénomènes de l'évolution sociale en s'appuyant sur des bases scientifiques matérialistes, afin de chasser de leur esprit les conceptions idéalistes ou leurs survivances, ou encore les idées simplistes, superficielles. Suivant les enseignements de Marx, la classe ouvrière n'est ni ne doit être utopiste. Elle ne doit pas idéaliser les décrets et penser que tout se fait et s'accomplit à coups de décrets et d'ordonnances. Elle doit être en mesure de comprendre ce que sont les décrets, quelles en sont l'origine et la fonction. Notre classe ouvrière doit en premier lieu, et c'est là l'essentiel, bien comprendre quelle est la clé du problème, comprendre que son émancipation, sa libération des chaînes du capital, le développement de la société qu'elle a créée et qui va sans cesse se perfectionnant, n'ont nullement été réalisés par des décrets, mais qu'ils se sont faits et se feront toujours à travers de longues luttes, des affrontements et des processus historiques continus, qui entraînent la transformation de la société et des hommes.

Il ne faut donc pas que se crée l'impression que les victoires remportées et les transformations radicales réalisées chez nous, dans notre société et parmi nos hommes, sont le résultat de décrets et d'ordonnances; ce sont au contraire les décrets et les ordonnances qui sont l'aboutissement de certains problèmes qu'ont fait apparaître les processus historiques objectifs, la lutte et les affrontements pour la transformation complète de la société et des hommes. Un décret, donc, ne peut en soi promouvoir le développement social, il en est le reflet, il représente une norme qui a pour but de réglementer et de favoriser ce développement. Le développement objectif de la société, qui dicte les transformations, crée des contradictions qui exigent une solution. Ce développement va, par exemple, à l'encontre des lois et des coutumes écrites et non écrites de l'ancienne société renversée, d'un mode de vie incompatible avec le nouveau développement des forces productives et des rapports nouveaux, socialistes, de production. C'est ici qu'a son origine la sortie du décret ou de l'ordonnance, dictée par la nécessité de surmonter les contradictions créées. Il ne faut donc pas voir là le produit de l'arbitraire, ou d'une fantaisie subjective.

Il s'ensuit que nos lois, décrets et ordonnances doivent toujours procéder d'une connaissance et d'une analyse matérialiste scientifique approfondie des conditions de la vie réelle. Il en résulte également que toutes les fois que se modifient les conditions objectives, toutes les fois que le développement crée de nouvelles contradictions et de nouveaux problèmes, il faut que ces mutations s'accompagnent de la révision et de la modification de nos décrets et ordonnances. Toute idéalisation et tout attachement fanatique à ce qui a été établi hier dans des conditions données, fait obstacle au développement et mène à la bureaucratisation quand ces conditions ont changé.

De même que le développement objectif de la nature, celui de la société humaine est à la fois matérialiste et dialectique. Et notre science marxiste-léniniste, qui reflète de façon juste les phénomènes du monde réel, est à la fois matérialiste et dialectique.

Il y a des gens qui, tout en se posant en matérialistes, accordent la primauté aux idées, à la conscience; d'autres qui, eux aussi, s'intitulent matérialistes, mais qui n'attachent de l'importance qu'au développement économique, lequel, selon eux, entraînerait automatiquement la transformation de l'ensemble de la société. Le facteur subjectif deviendrait ainsi totalement impuissant et ne jouerait aucun rôle actif dans le développement historique. Bien entendu, ces deux catégories de gens sont l'une et l'autre dans l'erreur et n'ont pas une claire conception des principes fondamentaux de notre philosophie, de la dialectique matérialiste.

La vie sociale est, dans son essence, un processus matériel, car elle a pour base le travail. L'homme doit se lier étroitement au travail, l'aimer et en saisir la signification théorique. Selon Karl Marx, le travail est un processus qui se réalise à travers l'interdépendance de l'homme et la nature. L'homme lui-même agit sur la matière comme une force naturelle. Aussi ne peut-on concevoir l'homme dissocié de la nature, on ne peut concevoir que les forces de la nature agissent sur lui et que lui-même reste les bras croisés devant elles, qu'il n'agisse pas à son tour comme un être vivant qui doit remplir son rôle de force naturelle. L'homme, pour vivre, a besoin de se nourrir, de créer, de mettre en action toutes ses forces physiques et intellectuelles, ses bras ses jambes, ses muscles, son corps, son cerveau ; bref, de travailler, de découvrir les phénomènes de la nature, de les élaborer, de les transformer pour s'en servir dans son existence.

Que se produit-il dans ce processus naturel ? L'homme, en agissant sur le monde extérieur, se transforme en même temps lui-même, il développe ses goûts et ses capacités. Ainsi, selon Marx, le point de départ pour l'homme est le travail, sous la forme qui appartient exclusivement aux êtres humains, puisqu'il existe aussi des animaux qui travaillent, mais dont le travail diffère de celui de l'homme. Le résultat à atteindre existe idéalement dans l'imagination de l'homme avant l'exécution de la tâche, ce qui n'est pas le cas, indique Marx, chez l'abeille qui construit sa ruche. Autrement dit, l'homme ne se borne pas à transformer la nature, mais il réalise également un objectif donné, dont il est conscient, et cela même détermine sa manière d'agir, lui fixe une loi à laquelle il doit soumettre sa volonté.

En tant que processus matériel d'action de l'homme sur la nature, en vue de la transformation de celle-ci, de l'homme même et de celle de la société, le travail est, au premier chef et fondamentalement, l'activité des larges masses des travailleurs, des ouvriers et des paysans. Ceux-ci sont la force déterminante qui a la charge de toute la vie sociale et qui impulse le développement social. C'est pourquoi les conceptions intellectualistes et bureaucratiques qui surestiment le rôle des intellectuels et cherchent à les placer au-dessus de la classe ouvrière et des masses travailleuses, sont totalement idéalistes, antiscientifiques et étrangères à notre idéologie marxiste-léniniste.

Engels nous indique qu'en définitive le facteur primordial, le facteur déterminant dans l'histoire est «la production et la reproduction» de la vie matérielle. Il faut comprendre par là, nous apprend-il, que l'économie est la base, mais non pas l'unique facteur déterminant, du fait qu'il existe aussi d'autres éléments de la superstructure, tels que les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, les constitutions établies par les classes victorieuses, les formes juridiques, les conceptions religieuses, les

diverses théories politiques, etc. Tous ces facteurs influent par leur action et, bien entendu, laissent leurs empreintes. Il y a, dit Engels, action et réaction de tous ces facteurs, mais celui d'entre eux qui ressort, s'affirme et exerce la plus forte influence est le facteur économique. Et c'est en fin de compte ce facteur primordial qui prend le pas sur tous les autres.

L'étude du processus objectif de développement de notre société fait clairement apparaître la base sur laquelle s'est accomplie la transformation de la conscience des hommes de chez nous et l'afflux d'idées nouvelles qui ont créé les nouvelles conditions sociales. Pour bien comprendre ce processus et éviter des conclusions vulgaires, il convient, selon notre méthode dialectique, d'étudier toutes les mutations qu'entraîne le développement de notre société au moment de leur apparition, puis lorsqu'elles se développent et progressent, puis encore quand elles disparaissent et enfin quand elles se transforment à leur tour et cèdent la place à de nouvelles.

Le rôle des idées dans l'évolution sociale, comme nous l'enseignent les classiques du marxisme-léninisme, ne peut cependant être nié. Engels s'en prend au «matérialisme économique», ce matérialisme qui prétend que seul importe le développement des forces économiques. «C'est là un matérialisme vulgaire», dit Engels.

Néanmoins, il faut toujours avoir en vue que les idées ne jouent pas le rôle décisif, ce que Marx explique brillamment. Les idées elles-mêmes sont le produit et le reflet du développement matériel de la société. Les hommes, en transformant les conditions matérielles de la société, se créent une conscience nouvelle ; au cours du processus d'évolution sociale ils donnent le jour à de nouveaux principes et à de nouvelles idées qui s'adaptent aux situations matérielles créées. Ce sont donc les modifications dans le développement matériel de la société qui se situent à la base, qui engendrent des idées nouvelles et créent une conscience nouvelle. De même que le matérialisme en général expliquera la conscience à partir de l'être et non pas l'homme à partir de l'idée, de même la conscience sociale doit être expliquée à partir de l'être social.

Notre Parti, tout en combattant le danger du subjectivisme idéaliste qui ignore le rôle décisif du facteur économique, apprécie de manière marxiste-léniniste le grand rôle actif des idées et de la superstructure en général, en rejetant toute manifestation de fatalisme et de soumission devant la spontanéité. Le grand processus de révolutionnarisation de l'ensemble de la vie de notre pays, tendant à faire progresser la révolution socialiste de façon continue et à barrer la voie au danger du révisionnisme et au retour en arrière au capitalisme, concerne, au premier chef et par-dessus tout, la révolutionnarisation de la superstructure socialiste, du Parti et de l'Etat de dictature du prolétariat, de l'école et de la culture, et surtout de la conscience des travailleurs. Il faut voir là l'application pratique, la concrétisation et le développement ultérieur des enseignements du marxisme-léninisme sur le grand rôle, actif, du facteur subjectif dans l'histoire.

L'évolution continue de notre société socialiste, qui s'accomplit à travers l'apparition et le dépassement de diverses contradictions, a entraîné la révolutionnarisation de la production et, en même temps, de la conscience des hommes. Ces changements matériels dans les forces productives et dans les rapports de production créent des conditions telles que les hommes qui participent activement à cette révolution ininterrompue conçoivent des idées nouvelles qui se conforment aux situations créées. Au cours du développement de la révolution, les idées également sont mises à l'épreuve, celles qui ne s'adaptent pas à la situation et deviennent retardatrices, sont combattues, elles disparaissent, et sont remplacées.

Toutefois ce n'est pas la lutte des idées qui fait progresser l'évolution sociale objective, mais cette dernière qui engendre des contradictions nouvelles et, en conséquence, des idées nouvelles et progressistes en lutte contre les idées caduques ou réactionnaires qui périssent.

C'est pour cela qu'il est essentiel de savoir si les hommes, les classes, agissent dans le sens de la marche objective de l'histoire, ou en sens contraire. Ce qui est déterminant, c'est de réussir, en procédant à des analyses objectives, à éduquer la classe ouvrière, la classe la plus révolutionnaire, et

les autres classes et couches qui sont ses alliées naturelles, et à les faire avancer du même pas que la marche objective progressive de l'histoire. Ici apparaît le grand rôle de la théorie révolutionnaire qui, comme le dit Marx, «devient une force matérielle lorsqu'elle s'empare des masses».

Les hommes, les classes, ont leurs intérêts, leurs désirs et leurs aspirations conformes aux conditions sociales objectives dans lesquelles ils vivent. Les intérêts objectifs se muent en conscience et en action révolutionnaire ou réactionnaire.

L'analyse de l'évolution sociale de notre pays, révèle que des hommes et des classes, (les ouvriers et les paysans) souhaitaient voir changer leur lamentable situation sociale, les anciens rapports de production. Cette aspiration était le produit de leurs souffrances réelles, de la pesante situation matérielle et sociale qui les accablait, le produit du sentiment de cette situation, lequel entraîna un changement dans leur conscience et dans leurs idées, leur ouvrit la perspective d'organiser leurs forces pour transformer matériellement notre société, en lente évolution. Ce fut donc le développement objectif qui créa les conditions pour la propagation des idées nouvelles, lesquelles, progressivement, se concrétisèrent et poussèrent à l'action les larges masses travailleuses. L'action des masses, qui a fait l'histoire dans notre pays, a donc été soumise, comme nous l'enseigne la philosophie matérialiste, créée par Karl Marx, aux lois du développement historique.

A la lumière d'une profonde compréhension de notre doctrine marxiste-léniniste on se convainc de la sûreté de jugement de notre Parti concernant les problèmes cardinaux du développement de notre société et, au premier chef, la lutte de classes, force motrice de l'évolution sociale, et «la production et la reproduction» de la vie matérielle, comme facteur déterminant de ce développement, sans oublier naturellement les autres facteurs. Une lecture attentive des documents importants du Parti à diverses périodes de l'évolution historique de notre pays après la Libération, permet de voir comment le facteur économique fraye le chemin et crée les conditions matérielles pour la solution de nombreux problèmes de la superstructure. On y voit clairement les conflits, les affrontements, «l'action et la réaction de tous ces facteurs», dont nous parle Engels.

Celui qui ne comprend pas cette dialectique matérialiste de l'évolution sociale, qui ne comprend pas que cette évolution est un processus relativement long, se développant à travers la lutte des contraires, celui qui voit l'origine de tout dans les idées, celui-là n'est pas en mesure de saisir les étapes du développement et les tâches et les problèmes propres à chacune d'elles. Il peut très bien se trouver devant un dilemme et se demander : pourquoi notre Parti, qui soutient l'athéisme, n'a-t-il pas adopté dès le début l'attitude qu'il observe aujourd'hui à l'égard de la religion, des églises et des mosquées ? Il ne réussit pas à comprendre que le Parti s'en est toujours tenu avec conséquence à sa conception athéiste, anti-idéaliste, matérialiste du monde. C'est seulement dans la phase actuelle de ce développement, quand les conditions matérielles indispensables ont été créées à cette fin, que les larges masses de notre peuple se sont mises à combattre consciemment la conception religieuse du monde et ont balayé les églises, les mosquées, et les dogmes qu'elles incarnent.

Ce sont ces mêmes idées confuses qu'aura cette personne sur la question de la petite propriété privée et sur sa suppression, surtout dans les campagnes. Elle ne pourra pas comprendre pourquoi aux premiers pas de notre révolution, lorsque la réforme agraire enleva de vive force la terre aux latifondiaires et aux beys, aux usuriers et aux paysans riches, pour la remettre en propre aux paysans qui n'en possédaient que fort peu ou pas du tout, le Parti déclarait qu'il ne fallait pas toucher à la propriété privée du paysan travailleur. Mais en ce qui concerne cette question vitale pour l'avenir du socialisme, le Parti ne pouvait agir sans circonspection et brûler les étapes. Il agit conformément aux enseignements de Marx et d'Engels, qui ont dit que le prolétariat ne doit pas parler aussitôt de «suppression de la propriété», que la question doit être posée de manière que le paysan vienne à la collectivisation par la voie économique. Et c'est ainsi qu'il y est venu dans notre pays. En conséquence, la petite propriété privée de la terre se convertit en propriété collective quand les conditions économiques et idéologico-politiques eurent été créées à cette fin.

Ou bien prenons encore la question de la nationalisation de la terre, en tant que premier moyen de production dans l'agriculture. Comme on le sait, nous n'avons pas encore passé expressément cet acte et, compte tenu des conditions et des motivations objectives de l'époque en Albanie, le Parti a agi justement. *[En Albanie, la terre ne fut pas directement nationalisée; il fut réalisé une réforme agraire qui liquida la grande propriété terrienne et restreignit beaucoup la base du développement du capitalisme dans les campagnes. Chaque famille paysanne reçut 5 hectares de terre. L'aliénation ou le louage de la terre furent interdits par l'Etat. Une partie des terres expropriées devinrent propriété d'Etat, ce qui permit la création des entreprises agricoles d'Etat, qui marquèrent la naissance du secteur d'Etat socialiste dans l'agriculture albanaise.]* Cependant toutes les mesures légales ont été prises chez nous afin que la terre ne soit plus utilisée comme la propriété privée de naguère. Seul le lopin individuel est utilisé aujourd'hui à ce titre, mais la terre que comprend cet enclos ne peut être ni vendue, ni louée, ni transmise par succession. Cette parcelle de terre est simplement laissée à l'usage personnel de la famille coopératrice.

Par les lois qu'elle a mises en œuvre, notre révolution populaire a pratiquement nationalisé la terre, supprimé son caractère de propriété fondée sur l'exploitation du travail d'autrui et appliqué la réforme agraire. Progressivement, de son plein gré et par «la voie économique», comme le conseillaient Marx et Engels, notre paysan est venu à la collectivisation de la terre et des autres moyens de production. Il ne conserve que le lopin qu'il cultive en propre. Par la même «voie économique», le paysan réduit de plus en plus cet enclos, jusqu'à ce qu'il le supprime entièrement en tant que bien d'usage individuel et l'intègre dans la propriété collective, qu'il convertira à son tour, à l'issue d'un autre long processus, de propriété commune de groupe en propriété du peuple tout entier. Et, justement, cela ne se fera pas par des décrets, cela sera la «résultante» historique d'un processus continu de développement économique et social, idéologique et politique de tout le pays, et principalement des campagnes et des masses coopérées.

Comme vous le savez, ces jours derniers a été proclamé l'heureux achèvement, un an avant le terme fixé, de l'électrification de tous les villages de notre pays. C'est là une autre grande victoire de notre Parti et de notre peuple dans la lutte pour l'édification intégrale de la société socialiste. L'acheminement de l'énergie électrique au village est le premier pas important vers l'électrification en profondeur des campagnes, vers cette grande transformation dans les moyens et dans la technologie de la production agricole à laquelle vise le Parti, et qui engagera totalement notre agriculture dans la voie du développement intensif moderne. Mais l'électrification des campagnes donnera en même temps une nouvelle et puissante impulsion à la révolutionnarisation de la conscience de notre paysan coopérateur, elle aidera à propager plus largement parmi les masses et à inculquer profondément dans leur esprit les idées et la culture socialistes, le nouveau mode de vie. Cette nouvelle et éclatante victoire est le résultat de l'élan révolutionnaire des masses, qui ne s'est pas déclenché de lui-même, mais en tant que conséquence directe des transformations objectives et subjectives dans leur existence. L'heureux achèvement avant terme de cette grande action de masse, de caractère non seulement économique, mais aussi politique, idéologique et culturel, a démontré que la décision prise par le Parti était juste et opportune, sa mise en application ayant été préparée par l'ensemble du développement du pays. Ainsi donc, dans ce cas également, le Parti a agi en conformité avec la conception marxiste du monde, qui nous enseigne que chaque pas dans la vie doit être fait après qu'en ont été créées toutes les prémisses matérielles et spirituelles.

Camarades,

Nous apprenons le marxisme-léninisme à l'école non pas pour satisfaire notre curiosité, ou simplement pour enrichir et développer notre intellect, mais pour devenir le plus utiles possible dans la vie, pour accomplir au mieux nos tâches de Parti, pour être des révolutionnaires conscients et capables de faire avancer la cause du socialisme et du communisme dans notre pays. Cela se réalise quand la théorie marxiste-léniniste s'apprend non pas de manière abstraite, académique, livresque, mais en liaison étroite avec la vie, avec la pratique révolutionnaire des masses.

Assimiler le marxisme-léninisme signifie posséder les principes et les lois marxistes-léninistes fondamentales, sa conception du monde et sa méthodologie, la manière marxiste-léniniste d'interpréter les choses et de résoudre les problèmes. Connaître les formulations marxistes-léninistes de telle ou telle question, connaître les lois de la philosophie marxiste ou de l'économie politique, a, certes, son importance. Mais ce qui est plus important encore, c'est d'apprendre à se guider dans la vie sur ces lois, à se fonder sur elles pour résoudre les problèmes concrets qui se posent à nous. Il est important, certes, de connaître l'histoire du Parti, la glorieuse voie qu'il a parcourue, mais ce qui importe encore davantage, c'est de comprendre à fond sur quels principes il s'est guidé et la méthode qu'il a employée pour résoudre les problèmes dans les différentes circonstances, et d'apprendre par là à résoudre les problèmes actuels dans les nouvelles conditions historiques créées. L'Ecole du Parti a précisément pour tâche non pas de doter simplement les cadres du Parti de quelques notions de marxisme, mais de les armer de manière qu'ils sachent s'orienter seuls dans la vie, de cultiver en eux le mode marxiste de pensée et d'action. C'est dans ce sens que nous disons que le marxisme-léninisme doit servir de boussole.

La vie est mouvement et développement continu, elle pose constamment de nouveaux problèmes dans les conditions sociales en mutation constante. Prenons comme exemple la vie de notre pays. Nous sommes engagés dans une nouvelle étape du développement de la révolution et de l'édification socialiste. Cette étape a fait apparaître une série de nouveaux problèmes, tels que l'édification intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, le perfectionnement de l'ensemble du système des rapports de production, le renforcement de la dictature du prolétariat et la lutte contre le danger du bureaucratisme, le développement de la révolution technique et scientifique, le contrôle ouvrier et bien d'autres encore. On ne peut trouver de réponses toutes faites à de pareils problèmes et l'on ne peut attendre non plus que d'autres les résolvent pour nous. C'est pourquoi le marxisme-léninisme doit être assimilé de façon non pas dogmatique, mais créatrice.

Cela signifie que dans notre travail à l'école nous devons accorder une place importante à l'étude approfondie et générale de la réalité de notre époque, des grands problèmes qui surgissent de la vie et que pose le Parti, en les analysant et en les interprétant à la lumière de la théorie marxiste-léniniste.

Sous cet aspect, la pratique qui consiste à envoyer les étudiants et les enseignants à la base pour leur faire étudier divers sujets, ainsi que leur participation au travail productif, à la préparation militaire, ou aux mouvements et actions de masse, est une bonne chose, qu'il convient de développer et de perfectionner plus avant. Bien entendu, tout cela ne doit pas se faire au détriment de l'assimilation de la théorie, qui occupe et doit occuper la place principale dans le travail à l'école. Au contraire, ces méthodes de travail doivent contribuer à une assimilation de la théorie, qui soit aussi profonde, vivante et concrète que possible.

Notre Parti, côte à côte avec toutes les forces marxistes-léninistes du monde entier, a mené et mène une lutte résolue et de principe contre la trahison révisionniste.

Dans ce combat, le marxisme-léninisme a connu et connaît un nouvel essor. Au cours de ce processus de lutte, nous avons assimilé encore plus à fond les enseignements du marxisme-léninisme, nous avons appris à encore mieux connaître nos amis et nos ennemis, à mieux distinguer le bien du mal, ce qui est révolutionnaire de ce qui est contre-révolutionnaire. La loi de la lutte des contraires en tant que principe de tout mouvement et de tout développement, trouve donc aussi sa pleine application dans le développement même du marxisme-léninisme, ainsi que dans le processus de connaissance et d'assimilation de celui-ci. Il incombe donc à l'Ecole du Parti la tâche importante de faire connaître aux cadres et aux communistes l'histoire de cette lutte et de leur enseigner le marxisme-léninisme non pas d'une manière simpliste, en leur exposant «tranquillement» les thèses, les principes et les conclusions marxistes, mais dans leur affrontement avec les conceptions et les arguments de ses adversaires idéologiques, et en premier lieu des révisionnistes modernes. C'est seulement ainsi qu'il est possible d'assimiler à fond et de façon vivante les idées du marxisme-léninisme et de se former de solides convictions idéologiques marxistes.

Selon la conception révolutionnaire de l'étude que l'école doit inculquer à chaque cadre, chacun ne doit pas simplement lire pour son plaisir, mais mettre ce qu'il lit à l'épreuve de sa raison, y réfléchir, en rechercher les bons aspects, l'expérience positive à en tirer, les points faibles ainsi que les tâches qui en dérivent.

La mission de notre école ne consiste pas simplement à doter les gens de connaissances, mais à les éduquer aussi en tant que révolutionnaires, non seulement à leur inculquer une juste conception théorique du monde, mais aussi à cultiver en eux de hautes qualités morales et politiques.

Les camarades qui sortent des écoles et des cours du Parti doivent toujours se dire qu'avec la fin de leurs études ils n'ont pas tout résolu. Chaque communiste doit étudier constamment et d'arrache-pied. On ne peut aller de l'avant sans étudier, sans étudier avec sérieux. Le simple praticisme ne suffit pas pour diriger. Aussi le Parti nous recommande-t-il : «Ne vous laissez jamais d'apprendre, n'arrêtez jamais d'étudier ! Poursuivre ses études, même après être sortis de l'école, c'est approfondir et élargir davantage ce qu'on y a appris»...

Rapports et discours, 1970-1971

CONGRES DE LA RESTAURATION DU CAPITALISME, CONGRES DU SOCIAL-IMPERIALISME

Article publié dans le «Zëri i popullit»

17 avril 1971

Le 9 avril, ont pris fin à Moscou les travaux du XXIV^e Congrès du parti révisionniste de l'Union soviétique, ouvert le 30 mars. Comme on s'y attendait, il a réaffirmé la ligne khrouchtchévienne de la direction soviétique actuelle. Le rapport présenté par Brejnev et les débats mis en scène n'étaient qu'une simple répétition fastidieuse des thèses révisionnistes déjà connues, des vantardises banales et des promesses démagogiques.

Dans l'ensemble, ce congrès a été marqué par l'obstination à aller jusqu'au bout dans la voie de la trahison à l'égard du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme. Brejnev a affirmé ouvertement que les chefs de file du Kremlin n'ont pas l'intention de renoncer aux thèses du XX^e Congrès ni au programme du parti approuvé au XXII^e Congrès lorsque Nikita Khrouchtchev se trouvait au pouvoir et où on codifia le révisionnisme moderne khrouchtchévien.

Si on peut parler d'une nouveauté apportée par le récent congrès, c'est bien de l'approfondissement du khrouchtchévisme dans tous les domaines : politique, économique, idéologique, à l'intérieur comme à l'extérieur.

La préoccupation et le souci essentiels des promoteurs de cette grande réunion révisionniste ont été de renforcer et de perfectionner les moyens et les méthodes utilisés pour restaurer le capitalisme, pour consolider la dictature bourgeoise révisionniste. A travers ce congrès la direction révisionniste soviétique a cherché à obtenir une soi-disant approbation formelle du parti et du peuple à son action, afin de poursuivre sa politique social-impérialiste à l'encontre de la révolution et du mouvement de libération des peuples, de maintenir l'empire révisionniste soviétique, d'étendre son expansion politique et économique et d'accentuer sa collusion avec l'impérialisme américain.

**L'ANTIMARXISME ET L'ANTICOMMUNISME, BASE IDEOLOGIQUE DU
REVISIONNISME KHROUCHTCHEVIEN**

Les discours prononcés au congrès pendant dix jours de suite rempliraient des volumes entiers et les chiffres cités sont innombrables. Mais quiconque a pu suivre attentivement les travaux du congrès, n'a pas manqué d'en remarquer le grand vide théorique, l'indigence de pensée et la médiocrité bureaucratique. Les rapports de Brejnev et de Kossyguine sont bourrés de toutes les brouilles de l'économie, qui vont des fers à repasser aux tirages des brochures en passant par le travail des retraités en faveur des services communaux et les machines à coudre. En revanche, les chefs de file soviétiques ont gardé un silence total sur les problèmes cruciaux qui préoccupent le peuple et la société soviétiques et ont eu bien soin de les esquiver. En Union soviétique actuelle, il existe un conflit patent entre l'appareil bureaucratique du parti et celui de l'Etat, d'une part, et les larges masses du peuple, de l'autre ; il y existe de profondes contradictions entre le centralisme bureaucratique au pouvoir et les revendications des masses pour la liberté et la démocratie. Mais de tout cela on n'a soufflé mot.

Il est difficile aujourd'hui de trouver un autre pays dans le monde où la bureaucratie ait concentré entre ses mains d'aussi importants pouvoirs incontrôlables qu'en Union soviétique. Elle détient non seulement le pouvoir politique, mais également le pouvoir économique et le monopole idéologique. La classe ouvrière et les masses laborieuses sont privées des droits qu'elles avaient conquis avec la Révolution d'Octobre pour exercer leur contrôle sur les différentes institutions et participer directement à la conduite des affaires du pays. Bien qu'un bon nombre de ces organismes, comme les soviets, les syndicats, le komsomol, les assemblées de production, etc., subsistent, ils n'ont gardé que leur ancienne forme et leur ancien nom, ils ont été vidés de leur contenu et ont été transformés en organismes destinés à propager les décisions et les directives de l'appareil bureaucratique et en instruments chargés de leur application.

La démocratie dont s'est vanté Brejnev au congrès n'est pas une démocratie pour les masses, mais une démocratie pour la caste bureaucratique. C'est un fait que les masses, pas plus que les organismes prétendument élus, ne participent plus à l'élaboration de la politique et des positions officielles, qu'il s'agisse des affaires intérieures ou extérieures. La politique et les positions officielles sont définies en petit comité par la clique au pouvoir, et les masses sont toujours mises devant le fait accompli. Les masses soviétiques ont-elles été consultées lorsqu'on a dénigré Staline et renié la lutte et le travail révolutionnaires de générations entières de bolcheviks et du peuple soviétiques, lorsque Khrouchtchev a été renversé et que Brejnev et Kossyguine ont pris sa place, lorsqu'a été occupée la Tchécoslovaquie, etc. ? La formule habituelle des Soviétiques : «natchaltsvo znaet» (la direction le sait), concernant tout ce qui se passe dans leur pays, n'est pas une expression anecdotique. Elle traduit une réalité amère, la domination absolue de la bureaucratie, le profond fossé qui existe entre elle et le peuple.

Depuis des années en Union soviétique s'est fait jour une nouvelle contradiction aiguë qui n'a trouvé et ne trouvera jamais de solution tant que les révisionnistes seront au pouvoir. C'est la contradiction entre le travail intense des Soviétiques dans le domaine de la production des biens matériels et spirituels et sa faible efficacité. La lourde machine bureaucratique est devenue un obstacle insurmontable au développement des forces productives, à l'exploitation rationnelle des richesses du pays, de la main-d'œuvre et des moyens matériels et financiers, à l'introduction de la technique et de la technologie avancées, etc. Elle étouffe l'initiative et l'activité créatrice des masses.

Brejnev lui-même a été contraint, dans son rapport, d'admettre que l'économie soviétique souffre aujourd'hui de phénomènes tels que les lenteurs dans l'exécution des grands travaux, la non-exploitation des capacités productives, les retards dans l'introduction de techniques nouvelles dans la production, l'insuffisant accroissement de la productivité du travail par rapport aux possibilités réelles, la mauvaise qualité dans la confection de nombreux articles, l'organisation défectueuse de la production, etc., etc. Pour sortir de ces contradictions et difficultés, les révisionnistes khrouchtchéviens, conformément à leurs conceptions politiques et idéologiques, ont entrepris de mettre en œuvre des méthodes capitalistes d'organisation et de gestion de la production et de la répartition. Tout cela a été largement et parfaitement sanctionné par la prétendue réforme économique. Le but de celle-ci était d'adapter l'économie soviétique à la superstructure, bourgeoise révisionniste.

Mais la voie capitaliste de production pour laquelle les révisionnistes ont opté ne pouvait faire sortir l'économie soviétique du borbier. Les plaies et les maladies propres à la société bourgeoise comme la concurrence, la grande fluctuation de la main-d'œuvre, l'apparition de disproportions entre les différentes branches de production, l'élargissement des rapports de marché jusque dans le domaine des principaux moyens de production etc., ont commencé à se manifester avec plus de force. Les réformes capitalistes ont servi de base à l'émergence d'une grande contradiction sociale entre la classe ouvrière et les masses laborieuses, d'une part, qui créent tous les biens matériels, et la nouvelle classe bourgeoise, qui s'approprie le fruit du labeur du peuple travailleur, d'autre part. La pratique des stimulants matériels et le profit, qui constituent le fondement de la réforme, approfondissent et aggravent davantage cette contradiction.

La propagande révisionniste, et aussi la propagande bourgeoise, considèrent le XXIV^e congrès comme celui de la «consommation». Cela est dû aux nombreuses promesses que Brejnev et Kossyguine ont faites d'augmenter, au cours du présent quinquennat, la production des biens de consommation et les salaires de certaines catégories de travailleurs. Certes, les révisionnistes s'efforcent de faire croire que ces mesures, qui sont dictées par leur «souci» d'élever le niveau de vie du peuple, découlent de l'objectif même de la production en Union soviétique. En fait, l'objectif de la production actuelle en Union soviétique est la recherche des plus hauts profits pour la caste bureaucratique au pouvoir. En réalité, les mesures ainsi promises ne sont qu'une concession que la classe dirigeante bourgeoise, pour préserver son pouvoir, est obligée de faire chaque fois que la lutte de classes s'aggrave. De temps en temps, la bourgeoisie des pays capitalistes également est amenée à faire des concessions de ce genre pour apaiser et tromper les travailleurs, les détourner de la lutte révolutionnaire.

Ce n'est pas par hasard que le «souci» d'élever le niveau de vie des masses s'est manifesté juste maintenant. Cela suit de près les récents événements de Pologne, où a explosé la puissante révolte de la classe ouvrière polonaise contre le régime révisionniste. Les événements de Pologne [*De décembre 1970.*] ont montré que les travailleurs polonais ne pouvaient tolérer plus longtemps leur situation lamentable, qu'ils ne pouvaient plus tolérer l'oppression politique et l'exploitation économique. Le bas niveau des salaires, la hausse des prix, la pénurie d'articles de consommation et leur mauvaise qualité, le manque de logements, etc., ont été à l'origine de leur révolte. Mais cette révolte a revêtu le caractère d'une lutte politique accentuée, dirigée contre le système révisionniste tout entier.

Les dirigeants de Moscou, pour barrer la route à des explosions comme celles de Pologne, et pour les conjurer, se sont empressés de se montrer un peu plus généreux. Mais ils se trompent lourdement s'ils pensent qu'avec des miettes ils pourront tromper longtemps les travailleurs et aplanir les profondes contradictions qui les opposent à eux. Le profond mécontentement des travailleurs soviétiques, comme celui des travailleurs des autres pays révisionnistes, n'est pas dû qu'à des motifs économiques. Il est apparu et s'est accentué tout d'abord pour des motifs politiques et idéologiques. Tant qu'existera la trahison révisionniste, qui est la source de tous les maux, les explosions révolutionnaires de la classe ouvrière, quel que soit le motif qui servira de détonateur, sont inévitables.

Avec les révisionnistes soviétiques il en va comme avec la bourgeoisie des vieux pays capitalistes, où, tout en faisant des concessions aux travailleurs dans le domaine des revendications sociales et économiques, on serre la vis pour garder en main les commandes de sa propre domination. Dans son rapport, Brejnev demande que soit respectée la discipline et que les ordres et les directives des organismes d'Etat et de parti soient appliqués «inconditionnellement». Il a menacé tous ceux qui n'approuvent pas les activités et les vues de la direction soviétique, lançant un sévère avertissement à ceux qui «souilleront le drapeau» de la clique dirigeante. Brejnev s'efforce de présenter ce tour de vis comme un effort pour défendre «la ligne générale du parti» face aux attaques de gauche et de droite. De cette façon, et indépendamment de la pose d'homme attaché aux principes qu'il cherche à prendre, le secrétaire général du parti révisionniste soviétique est obligé d'avouer l'existence d'une opposition du peuple soviétique à la ligne révisionniste. C'est justement la crainte de l'aggravation du mécontentement et de l'opposition des diverses couches de la population à la politique officielle qui oblige la direction du Kremlin à manœuvrer entre la démagogie et la menace d'user la force.

Pour maintenir sa domination, la clique renégate soviétique ne manque pas non plus de désorienter idéologiquement les masses par le bourrage de crâne de la propagande révisionniste. On s'en est rendu clairement compte au dernier congrès, où Brejnev, Kossyguine et consorts se sont efforcés de présenter le révisionnisme comme du marxisme, voire comme du marxisme créateur, et de faire passer leurs attitudes et leurs méthodes révisionnistes pour des attitudes et des méthodes léninistes. Ils cherchent à étouffer toute pensée critique ou créatrice, à imposer aux masses les idées de soumission et d'obéissance inconditionnelle à la politique et à l'action de la direction. Cela n'a rien de marxiste, ni de léniniste. Ils spéculent sur le nom et l'autorité de Lénine et du léninisme pour combler le vide de leur idéologie révisionniste, pour dissimuler leur trahison complète à l'égard du marxisme-léninisme.

Dans son rapport, Brejnev s'est vanté de la «contribution» que les dirigeants soviétiques auraient apportée au développement et à l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste, en ce qui concerne l'économie, le rôle et l'édification du parti, l'histoire et la théorie de l'Etat, l'évolution du capitalisme moderne et du socialisme, le mouvement révolutionnaire et de libération nationale. Si l'on peut parler d'une véritable «contribution» des révisionnistes soviétiques, il faudrait évoquer celle qu'ils ont apportée à la révision générale du marxisme-léninisme, à la déformation flagrante de la théorie et de la pratique du socialisme. Dans ce domaine, ils n'ont pas leur pareil et on peut leur reconnaître tous les mérites.

Comment peut-on juger «l'élaboration des nouvelles méthodes de planification et de direction de l'économie», qui ont torpillé l'économie socialiste en Union soviétique et ont frayé la voie à la restauration du capitalisme, comme un développement de la théorie de la construction du socialisme ? De quelle contribution à «la doctrine sur le rôle dirigeant du parti communiste» peut-il être question, lorsque, sous le masque du «parti du peuple tout entier», les khrouchtchéviens ont liquidé le Parti bolchevik de Lénine et de Staline pour en faire un instrument de leur domination sur la classe ouvrière et le peuple soviétiques ? Comment peut-on qualifier d'«enrichissement de l'histoire et de la théorie de l'Etat» les calomnies et les féroces attaques qu'on lance, sous le couvert de la lutte contre le culte de la personnalité, contre la dictature du prolétariat, et sa liquidation complète sous le prétexte de sa conversion en «Etat du peuple tout entier» ?

Les dirigeants révisionnistes de l'Union soviétique portent également aux nues l'«élaboration de nouveaux rapports entre les pays socialistes». La «théorie de la souveraineté limitée» de Brejnev, l'occupation de la Tchécoslovaquie, l'ingérence brutale dans les affaires des autres pays, l'exploitation économique à laquelle sont soumis les Etats de l'Europe de l'Est, les provocations et les attaques contre la Chine et l'Albanie, serait-ce là du marxisme-léninisme ? Ou bien leurs sermons opportunistes sur la voie pacifique et parlementaire conduisant au socialisme, sur l'intégration du capitalisme dans le socialisme à travers des réformes, sur le passage de divers pays au socialisme sans la révolution socialiste, sans la direction du parti prolétarien et sans la dictature du prolétariat, auraient-ils contribué, comme ils le prétendent, au développement de la théorie de la révolution ?

Le rapport de Brejnev et tous les travaux du congrès ont montré que la base idéologique de toute l'activité des révisionnistes khrouchtchéviens n'est pas le marxisme-léninisme mais l'anti-marxisme, l'idéologie bourgeoise dont le révisionnisme moderne constitue une variante. La ligne sanctionnée par le XXIV^e Congrès est, en substance, la vieille ligne khrouchtchévienne. Le congrès n'a fait qu'exprimer une fois de plus la détermination de la direction soviétique actuelle de poursuivre avec obstination dans sa voie de la trahison et de la contre-révolution.

LA LIGNE CHAUVINE ET NEO-COLONIALISTE DE GRAND ETAT

Dans les documents et les travaux du XXIV^e Congrès, une place importante revient aux rapports entre l'URSS et les autres pays révisionnistes. Comme on s'y attendait, Brejnev et consorts ont présenté sous un jour très idyllique aussi bien les rapports bilatéraux que la situation de ces pays. Il a parlé sans rougir du «renforcement de l'amitié et de l'unité entre l'Union soviétique et les pays socialistes», comme si l'affaire tchécoslovaque n'existait pas, il a parlé «des succès et des progrès des pays frères»,

comme si rien ne s'était produit en Pologne, il a parlé de leurs «rapports sur un pied d'égalité et de leur indépendance» comme si l'occupation militaire permanente de l'Allemagne démocratique, de la Hongrie, de la Pologne, de la Bulgarie et de la Mongolie n'existait pas. Il n'a pas été avare en déclarations ampoulées sur «l'aide fraternelle» que l'Union soviétique accorde soi-disant à ces pays, comme si personne ne savait de quelle façon elle les exploite économiquement et les a transformés en un appendice de l'économie soviétique.

Mais la démagogie et l'aspect séduisant et superficiel des choses ne peuvent pas dissimuler la situation tragique qui règne dans le camp révisionniste. L'occupation de la Tchécoslovaquie a été et demeure un acte d'accusation irréfutable contre la clique qui règne aujourd'hui au Kremlin. Dans son rapport, Brejnev a cherché à passer rapidement sur le problème tchécoslovaque, pensant qu'il pourrait ainsi tromper l'opinion publique. Pour justifier l'occupation de la Tchécoslovaquie, il n'a rien trouvé de mieux que de citer une déclaration de Husak qui qualifiait l'agression d'«acte internationaliste». Un témoin vraiment de poids ! Le fait de présenter comme un «argument» les déclarations d'un individu aussi discrédité que Husak, qui ont été d'ailleurs écrites dans les bureaux de l'ambassade soviétique à Prague, montre dans quels draps se sont mis les dirigeants soviétiques.

L'agression commise contre la Tchécoslovaquie est une agression pure et simple et aucune théorie, aucun document ou argument ne peuvent la justifier. Elle a dévoilé le véritable caractère de la politique impérialiste actuelle de l'Union soviétique, son passage au social-impérialisme. Les événements d'août 1968 ont dévoilé toute la fausseté des déclarations démagogiques des chefs de file soviétiques. Ils ont montré que l'Union soviétique est le maître absolu dans ces pays, que c'est elle qui y fait la loi et y décide la politique intérieure et extérieure. L'occupation de la Tchécoslovaquie et la doctrine de «la souveraineté limitée» érigée au rang de norme officielle témoignent que les autres pays révisionnistes ont perdu désormais leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté nationale.

Pour les révisionnistes de Moscou, la Tchécoslovaquie demeure une plaie ouverte que ni les discours de Brejnev ni les déclarations des quislings tchécoslovaques ne peuvent panser. Le stationnement des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie ne peut manquer d'approfondir toujours plus la crise tchécoslovaque qui est la crise de l'ensemble du révisionnisme khrouchtchévien. L'occupation de la Tchécoslovaquie étend et approfondit la lutte du peuple tchécoslovaque pour sa liberté et son indépendance contre les occupants étrangers et accentue la révolte de l'opinion publique mondiale à l'égard de la politique impérialiste des dirigeants soviétiques.

Un autre problème que Brejnev a cherché à escamoter dans son rapport a été celui de la Pologne. Il s'est efforcé de le traiter comme s'il ne concernait que la Pologne, comme s'il n'avait rien à voir avec les autres pays révisionnistes, se contentant de souhaiter à Gierek de «grands succès dans ses efforts pour surmonter les difficultés». [*Gierek non plus ne put surmonter les obstacles. En 1980, il fut destitué de son poste de Premier secrétaire du POUP.*]

Brejnev ne pouvait ouvrir au congrès le dossier des récents événements de Pologne. Cela aurait révélé que la situation et les raisons qui ont poussé les ouvriers polonais à la révolte sont les mêmes pour tous les pays révisionnistes, y compris l'Union soviétique. Cela aurait dévoilé le vrai caractère et la véritable signification politique du décembre polonais, et aussi un fait nouveau et important, à savoir que la classe ouvrière des pays révisionnistes se réveille et se dresse contre le pouvoir révisionniste dominant.

Comme pour la Tchécoslovaquie, les dirigeants soviétiques cherchent à entourer les événements de Pologne d'un mur de silence, à les couvrir d'un épais voile et à mettre le couvercle dessus. Mais l'eau bout dans la marmite, et tôt ou tard le couvercle sautera. Ce n'est pas parce que Brejnev et ses amis ignorent la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses travailleuses que celle-ci s'éteindra. Cette lutte a ses propres lois de développement, elle est inévitable dans la mesure où les intérêts de la classe ouvrière et des cliques révisionnistes au pouvoir sont opposés et inconciliables.

La perspective que le XXIV^e Congrès a ouverte aux pays révisionnistes est très sombre. Il a montré en fait que le but des dirigeants soviétiques consiste à leur arracher ce qui leur est resté d'indépendance nationale et de souveraineté et à en faire des provinces militaires comme au temps tsariste. Brejnev a d'ailleurs ouvertement demandé la coordination de leur politique extérieure avec celle de l'Union soviétique, l'intégration économique et le renforcement des organismes politiques et militaires du Pacte de Varsovie. En vérité, «la coordination de la politique extérieure» veut dire que les autres pays n'ont plus du tout de politique extérieure ou que celle-ci n'est que l'écho de la propagande du département de Gromyko. Et la pratique est là pour montrer que, dans le domaine des relations internationales, ces pays ont désormais perdu leur individualité et leur indépendance, obligés qu'ils sont d'approuver inconditionnellement toutes les manœuvres de la diplomatie soviétique, même lorsque celle-ci est en opposition avec leurs intérêts nationaux, comme c'est le cas du traité Moscou-Bonn, etc.

Pour ce qui est de l'intégration économique, on en devine facilement les buts et les conséquences. Déjà l'économie des pays révisionnistes n'est plus qu'un appendice de l'économie soviétique. Ses orientations, ses rythmes de développement et ses proportions sont établis non pas à Berlin, à Prague ou à Varsovie, mais au Gosplan de Moscou. Elle dépend de l'Union soviétique pour tout, pour les matières premières comme pour la technologie. Leur commerce extérieur est entièrement entre les mains de Moscou. Le prétendu Conseil d'entraide économique (Comecon) n'est en fait qu'un conseil d'asservissement économique, un instrument de la politique néo-colonialiste de l'Union soviétique.

C'est la même fonction, mais dans le domaine militaire et politique, que remplit le Pacte de Varsovie. A travers ses mécanismes, que Brejnev cherche à renforcer, la direction soviétique exerce des pressions politiques et militaires sur ses alliés, elle les contrôle de façon permanente et les oblige à se soumettre à ses ordres. Le Pacte de Varsovie n'est plus une force qui défend la liberté et l'indépendance des pays membres face aux menaces impérialistes étrangères, mais un moyen pour maintenir l'occupation de certains pays par les révisionnistes. De plus, actuellement, le Pacte de Varsovie est devenu un bloc militaire au service de la politique expansionniste soviétique et il constitue un sérieux danger pour les autres pays.

La politique de soumission à la direction soviétique, qui s'est nettement manifestée également au XXIV^e Congrès, vise non seulement les pays satellites, mais aussi tous les partis révisionnistes qui ont des relations avec Moscou. Dans son rapport, dans son discours de clôture et au cours du dîner offert aux délégations étrangères, Brejnev a exigé de tous les partis une soumission totale et une solidarité illimitée avec la politique actuelle de l'Union soviétique. Avec une grande arrogance, il a jugé «anti-communiste» et «anti-soviétique» toute observation ou critique éventuelle contre «l'activité infaillible» de la direction soviétique. Il leur a demandé de tout négliger et de se fixer comme but unique de leur activité l'appui inconditionnel et constant à la politique de l'Etat soviétique.

Brejnev a fait pompeusement l'éloge des réunions internationales révisionnistes et il a exigé qu'elles «pénètrent profondément dans la pratique du mouvement communiste mondial». On sait bien ce que sont ces réunions et qui elles servent. La direction soviétique s'en est servie et entend s'en servir encore pour imposer ses conceptions et son diktat aux autres, pour maintenir les autres partis liés au char de sa politique.

Mais les désirs sont une chose et la réalité en est une autre. En fait, c'est avec toujours moins d'enthousiasme et à contrecœur que les divers partis révisionnistes expriment leur «solidarité» à l'égard de Moscou. Aujourd'hui dans le camp révisionniste il n'y a ni ne peut y avoir d'unité. Chaque parti manifeste de plus en plus ses propres tendances nationalistes. Par ailleurs, la pression, du diktat soviétique accentue les tendances centrifuges, les désaccords et la confusion. Brejnev lui-même a été obligé de reconnaître en partie cette situation désagréable pour Moscou, lorsqu'il a parlé des «difficultés de l'unité», «des tendances à l'isolement national» et de «la renaissance de l'opportunisme de droite» etc.

Inquiète de cette situation, la clique soviétique s'est efforcée de rassembler au congrès le maximum de délégations étrangères. Ce faisant, elle poursuivait deux buts : l'un de propagande, l'autre politique. Elle visait, d'une part, à présenter à l'opinion publique intérieure et extérieure la participation des délégations étrangères au congrès de Moscou comme une expression de solidarité avec la ligne du Kremlin et, d'autre part, à faire des invités les complices de cette politique. Mais le monde ne juge pas les dirigeants soviétiques et leur politique aux gens qui vont et viennent à Moscou ni aux paroles cordiales que ceux-ci adressent aux dirigeants soviétiques. De tels gestes n'empêchent pas les chefs de file soviétiques d'être démasqués et ne font du reste pas honneur à leurs auteurs.

SAPEURS-POMPIERS DE LA REVOLUTION ET DU MOUVEMENT DE LIBERATION DES PEUPLES

Comme on s'y attendait, les révisionnistes soviétiques, à leur XXIV^e Congrès, n'ont pas ménagé les déclarations et les critiques contre l'impérialisme. A les en croire, il semble que la direction soviétique s'oppose par tous les moyens à la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête. L'«anti-impérialisme» des révisionnistes soviétiques a été et demeure un slogan vide de sens et démagogique, destiné à tromper les peuples et à torpiller leur lutte. Il y a longtemps que l'Union soviétique n'est plus une puissance révolutionnaire et anti-impérialiste. Non seulement elle ne mène pour sa part aucune lutte véritable contre l'impérialisme, mais elle sabote tout mouvement révolutionnaire et de libération nationale.

Brejnev peut se vanter tant qu'il voudra, il peut jurer ses grands dieux que l'Union soviétique est solidaire des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance, contre le colonialisme, l'oppression et l'exploitation, et qu'elle les aide. Mais la pratique a montré que le révisionnisme soviétique a cherché par tous les moyens à étouffer tout foyer révolutionnaire et toute lutte anti-impérialiste en tout point du globe.

C'est la ligne et la nature du révisionnisme qui conditionnent les attitudes et les actions pro-impérialistes et contre-révolutionnaires de la direction soviétique. Tout véritable mouvement révolutionnaire et de libération, quel que soit le pays où il éclatera, sera en contradiction ouverte avec les révisionnistes soviétiques. Chaque révolution oblige l'Union soviétique, bon gré mal gré, à prendre position. Si elle l'appuie, elle sera en contradiction avec les autres puissances impérialistes et réactionnaires, et elle ne le souhaite nullement. Si elle reste à l'écart, comment justifiera-t-elle devant l'opinion publique intérieure et extérieure ses prétentions de «grand centre du communisme mondial», de «véritable parti communiste», de «partisan de la révolution» etc.? Objectivement elle est donc obligée d'étouffer la révolution dans l'oeuf ou de la réprimer lorsqu'elle éclate. La trahison à l'égard du marxisme-léninisme et de la révolution a pris les révisionnistes à la gorge et les empêche de manœuvrer. Elle les contraint à se faire les sapeurs-pompiers de la révolution.

Il y a des années que les dirigeants soviétiques sabotent la lutte héroïque du peuple vietnamien et qu'ils s'efforcent, par tous les moyens, de conjurer la défaite inéluctable qui attend les impérialistes américains. Ils exercent de multiples pressions sur le Vietnam pour l'obliger à se mettre à genoux et à accepter le diktat américain. Ils pérorent sur la «solidarité» et l'«aide» aux peuples d'Indochine. Or, tandis que les Etats-Unis poursuivent leur agression au Cambodge, les révisionnistes soviétiques continuent d'entretenir des relations diplomatiques avec la clique réactionnaire de Lon Nol.

Lorsque les impérialistes américains sont entrés au Laos, les révisionnistes soviétiques se sont contentés d'une déclaration de «sympathie». L'extension de l'agression impérialiste en Indochine et dans les autres pays n'a nullement empêché les révisionnistes soviétiques de maintenir et de renforcer l'amitié et la collaboration avec les assassins des peuples, les impérialistes américains. Où sont donc l'anti-impérialisme, le soutien à la juste lutte des peuples d'Indochine, sur lesquels Brejnev s'est longuement étendu, en en faisant grand étalage au XXIV^e Congrès ?

Dans quelques cas, comme celui du mouvement anti-impérialiste arabe, il semble que l'Union soviétique soit prête à l'aider et elle ne lui ménage pas un certain soutien matériel et politique. Mais son but est d'étendre sa propre influence expansionniste. Dans d'autres cas, elle adopte à l'égard des mouvements de libération une neutralité complète ou elle les sabote par tous les moyens.

Examinons l'attitude de l'Union soviétique envers le mouvement des partisans palestiniens, qui est à la pointe de la lutte des peuples arabes. Les révisionnistes de Moscou se posent en défenseurs des peuples arabes, ils font semblant de soutenir leur droit à la liberté et à l'indépendance ainsi que leur lutte anti-impérialiste, alors qu'en réalité ils les combattent et cherchent à étouffer le mouvement des partisans palestiniens. La position totalement indifférente qu'ils observent à l'égard des attaques anti-palestiniennes de la réaction jordanienne en est une preuve patente.

Les dirigeants soviétiques s'opposent au mouvement des partisans palestiniens car il fait obstacle à leur politique d'hégémonie au Moyen-Orient, frappe leurs complots ourdis de concert avec l'impérialisme américain pour la domination des deux superpuissances dans cette région, démasque la démagogie et le caractère mensonger de leur politique soi-disant anti-impérialiste.

Les révisionnistes soviétiques, se couvrant du masque de l'«anti-impérialisme», cherchent à exploiter les difficultés temporaires des peuples arabes en vue de pénétrer au Moyen-Orient pour s'emparer de positions économiques, politiques et militaires. Au même titre que l'impérialisme américain, ils aspirent à s'implanter dans cette région afin d'y établir des bases qu'ils utiliseront comme tremplin pour réaliser leurs desseins expansionnistes et impérialistes en Afrique et en Asie.

Les chefs de file révisionnistes de l'Union soviétique, en commun avec l'impérialisme américain, s'efforcent de diviser les peuples arabes et de leur dicter une paix au détriment de leurs intérêts et à l'avantage des deux superpuissances. Toutes les prises de position et les menées des révisionnistes soviétiques au Moyen-Orient constituent une nouvelle preuve de la fausseté de leur «anti-impérialisme», un éclatant témoignage de leur collusion avec l'impérialisme américain pour se partager les sphères d'influence et dominer le monde.

Ce n'est pas par hasard que Brejnev dans son rapport n'a pas soufflé mot de la lutte héroïque des peuples d'Amérique latine contre l'impérialisme américain et les dictatures fascistes. Non point qu'il ne connaisse pas la situation, mais les dirigeants soviétiques considèrent l'Amérique latine comme une zone d'influence des USA, dans laquelle ils ne veulent pas s'ingérer pour ne pas déplaire aux régimes réactionnaires avec lesquels ils cherchent à étendre et à resserrer leurs liens de collaboration. La lutte révolutionnaire des peuples latino-américains, qui ont empoigné les armes dans plusieurs pays, va à rencontre des sermons des révisionnistes soviétiques, qui se prononcent contre la violence révolutionnaire, pour la voie pacifique, etc.

Un aspect de la position des révisionnistes soviétiques consiste aussi dans leur ignorance totale des mouvements de libération des peuples d'Asie et d'Afrique, comme si ces mouvements n'existaient pas. Peut-on considérer comme une aide au développement du mouvement révolutionnaire, les illusions soulignées une fois de plus par Brejnev au congrès, selon lesquelles plusieurs de ces pays se seraient engagés, à travers la prétendue «voie de développement non capitaliste», dans le sillage du socialisme et de l'édification de la société socialiste ?

Tous les sermons et toutes les menées des révisionnistes soviétiques sur la révolution et le mouvement de libération ne sont que des discours et des manœuvres opportunistes et contre-révolutionnaires tendant à éteindre les flammes de la lutte contre l'impérialisme pour la libération nationale et sociale. C'est ce qui s'est passé jusqu'ici, et il en sera ainsi à l'avenir aussi. Toute illusion sur «l'anti-impérialisme» des dirigeants soviétiques et toute confiance naïve en leurs déclarations démagogiques, nuisent beaucoup au mouvement révolutionnaire mondial, à la vraie lutte contre l'impérialisme.

POLITIQUE DE SUPERPUISSANCE VISANT A L'EXPANSION ET A L'HEGEMONIE MONDIALE

Dans les rapports de Brejnev et de Kossyguine, ainsi que dans les interventions de Gromyko et d'autres, une large place est réservée à l'examen des relations soviéto-américaines, aux problèmes de la guerre et de la paix et en général à la politique extérieure de l'Union soviétique. L'essence de toute la ligne soviétique dans les rapports internationaux, c'est la politique d'une superpuissance qui lutte pour l'expansion et l'hégémonie mondiale.

Au XXIV^e Congrès on a entendu formuler pas mal de critiques contre la politique des Etats-Unis. Mais tout cela a été fait simplement pour la forme sous la pression des circonstances. Fondamentalement, la position des révisionnistes soviétiques, leur ligne officielle dans les relations avec les USA, ne tendent pas à les dénoncer et à les combattre, mais plutôt à étendre et à renforcer toujours plus et dans tous les domaines leur collusion avec l'impérialisme américain. «L'amélioration des rapports soviéto-américains, a déclaré Brejnev, répondrait aux intérêts des peuples soviétiques et américains, aux intérêts de la consolidation de la paix».

Les peuples du monde ne peuvent pas ne pas se demander avec étonnement comment la coopération avec un pays, qui, comme l'affirme Brejnev lui-même, «s'efforce de garder le rôle de garant et de défenseur du système international d'exploitation et d'oppression», qui «s'efforce de dominer partout, de s'ingérer dans les affaires des autres peuples, de bafouer comme si de rien n'était leurs droits légitimes et leur souveraineté», etc., puisse être «dans l'intérêt des peuples et de la paix».

Entre les propos et les actes des révisionnistes soviétiques il y a toujours eu une profonde discordance. Par «intérêts des peuples» ils entendent les intérêts de la bourgeoisie impérialiste qui domine aux USA et en Union soviétique. Quant à «la consolidation de la paix», elle signifie, à leurs yeux, paix entre les deux superpuissances et lutte contre les autres pays.

Ces dernières années, en dépit de l'agressivité toujours accrue de l'impérialisme des USA, les relations et la coopération soviéto-américaines n'ont cessé de s'élargir et de s'approfondir. L'alliance contre-révolutionnaire soviéto-américaine constitue un des faits les plus importants sur la scène internationale actuelle.

Cette alliance a trouvé son expression dans les efforts déployés par les deux superpuissances pour préserver leur domination dans leurs zones d'influence respectives. Elles se sont donné toute latitude pour agir comme bon leur semble dans les pays qu'englobent leurs zones d'influence. C'est ainsi, par exemple, qu'au moment de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, les impérialistes américains ont adopté une attitude assez loyale envers les envahisseurs, tout comme les révisionnistes soviétiques le firent à propos de l'agression américaine au Cambodge et au Laos.

Dans le contexte de cette alliance, un marchandage a lieu aujourd'hui à huis clos pour un nouveau partage des sphères d'influence qui appartenaient naguère à d'autres puissances impérialistes. L'attitude de ces deux grandes puissances à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est typique dans ce sens.

A l'heure actuelle, les deux superpuissances font de grands efforts pour coordonner leur politique, convenir d'une position commune sur toutes les questions internationales importantes et l'imposer aux autres pays. Cela apparaît clairement en particulier à l'ONU qui est manipulée par les Etats-Unis et l'Union soviétique et qui a été convertie en un instrument de leur politique d'hégémonie. Leur but est de s'ériger en arbitres des affaires intérieures et extérieures des autres pays et de dicter leur volonté à tous.

Afin de maintenir et de renforcer leur alliance; les révisionnistes soviétiques comme les impérialistes américains s'attachent maintenant à éviter les frictions entre eux, à aplanir leurs différends et à

maintenir un équilibre des forces. Leur préoccupation permanente reste le maintien de leur monopole nucléaire et de leur supériorité technico-scientifique afin de garder leur avance sur les autres pays et d'être en mesure de faire continuellement pression sur eux. Il est dès lors évident que les négociations SALT, celles de Genève sur le désarmement, les accords sur l'espace cosmique, etc., servent précisément ces desseins.

Le «plan de paix» de Brejnev, qu'il a claironné au XXIV^e Congrès, est un plan démagogique qui tend à présenter sous un beau jour la politique d'agression et impérialiste de l'Union soviétique et à mystifier les peuples. Ce plan vise un certain nombre d'objectifs bien précis en foulant aux pieds les intérêts vitaux des peuples. En réalité, Brejnev a sorti du tiroir les vieilles propositions de Khrouchtchev que les peuples ont déjà rejetées. Son plan de paix n'est pas un plan de lutte contre l'impérialisme, qui est la source des guerres et de la rupture de la paix. C'est un programme qui vise essentiellement à servir les intérêts impérialistes des deux superpuissances et à leur assurer des privilèges et la prééminence dans les affaires internationales.

La démagogie et la fausseté apparaissent dans chaque point du «plan Brejnev». Il demande «d'interdire tous les actes d'agression et d'arbitraire international, de liquider tous les foyers de guerre», etc. On ne comprend pas à qui s'adresse Brejnev : à la sagesse de Nixon ou au «bon sens» du Pentagone ? L'impérialisme américain n'a abandonné et n'abandonnera, de bon gré et pour des raisons de morale, ni l'Indochine, ni le Moyen-Orient, ni les autres pays sur lesquels il a mis «ses griffes. Il ne renonce pas à la politique de violence et d'agression qui est le produit du système capitaliste-impérialiste même. Par des thèses de ce genre, les dirigeants soviétiques cherchent à semer des illusions et à détourner les peuples de la résistance et de la lutte de libération, qui est la seule voie efficace pour s'opposer à l'agression et défendre la liberté et l'indépendance.

D'autre part, de quelle opposition à la violence et à l'arbitraire peut parler Brejnev lorsque le social-impérialisme soviétique pratique lui-même l'agression et a érigé en loi la menace et l'arbitraire à l'égard de divers pays ? Les dirigeants soviétiques se prononcent contre la violence révolutionnaire, mais ils appliquent largement la violence contre-révolutionnaire. Le danger d'agression et de guerre ne vient pas seulement de l'impérialisme américain, mais aussi du social-impérialisme soviétique, pour lesquels l'agression, la menace et le recours à la force sont les principaux moyens pour réaliser leur politique d'hégémonie et de domination mondiale.

En outre, Brejnev a présenté, comme une des mesures à prendre pour défendre la paix mondiale, la proposition connue de la «sécurité collective en Europe». Cette prétendue sécurité européenne n'a rien à voir avec la vraie sécurité de l'Europe et la défense de la paix. Les peuples d'Europe sont avant tout menacés par les deux grandes puissances et c'est contre celles-ci qu'il faut que leur sécurité soit garantie. Au contraire, le plan soviétique de la sécurité européenne demande que les «garants» de l'Europe soient ses principaux ennemis, l'impérialisme américain et l'impérialisme révisionniste soviétique. Cela revient à remplacer les bergers par des loups. En réalité, le plan Brejnev sur l'Europe cherche à consolider et à perpétuer les zones d'influence et la domination soviéto-américaines en Europe, à maintenir le statu quo réactionnaire sur ce continent et à diriger le fer de lance de la guerre et de l'agres-sion vers l'Asie. Quant à la liquidation de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, dont parle Brejnev, elle ne peut pas être réalisée tant qu'existera la politique d'agression, d'expansion et d'hégémonie des deux superpuissances qui utilisent les blocs militaires comme principaux instruments pour réaliser cette politique.

Le «plan de paix» de Brejnev fait aussi largement état du désarmement, de l'interdiction des armes atomiques, de l'arrêt de la course aux armements, de la liquidation des bases étrangères, de la réduction des forces armées et des budgets militaires, etc.

Les peuples ont déjà entendu depuis longtemps de tels prêches «mielleux» et ils en sont rassasiés. Brejnev, dans son plan, spéculé sur les justes revendications des peuples en vue d'un désarmement total et général et il cherche à susciter dans le monde le vain espoir que quelque chose peut sortir du

tapage que font les deux superpuissances sur le désarmement et à en camoufler la vraie signification. La politique et l'activité des Etats-Unis et des révisionnistes soviétiques démontrent que non seulement ils n'œuvrent pas pour le désarmement, mais qu'ils s'arment de plus en plus, qu'ils visent plutôt à garder leurs armes entre leurs mains et à empêcher les autres de s'armer et de se défendre.

Peut-on considérer comme «des pas positifs et prometteurs» le traité de triste mémoire sur l'interdiction des expériences nucléaires sur terre, sur mer et dans l'atmosphère, le traité sur l'interdiction de la prolifération de ces armes, celui sur l'interdiction d'installer des armes destructrices au fond des océans ou dans l'espace cosmique ? Ces traités et d'autres du même genre, encore à l'état de projet, sont des accords conclus entre deux grandes puissances qui coordonnent et équilibrent leurs plans d'armements. Par ces traités elles cherchent à garder le monopole nucléaire et technologique pour pouvoir ensuite user sans entrave du chantage et de la menace nucléaires à l'égard des autres. Les peuples sont-ils plus rassurés maintenant que les deux superpuissances ne procèdent plus aux essais en surface, mais font des expériences souterraines, qu'elles n'arment pas les vaisseaux cosmiques, mais des avions qui tournent autour du monde, qu'elles ne gardent pas d'armes au fond des mers, mais sur les mers ?

C'est les deux superpuissances elles-mêmes qui intensifient la course aux armements, et les bases militaires dans les pays étrangers n'appartiennent qu'à elles seules. C'est elles qui possèdent aujourd'hui les plus grandes armées et leurs budgets de guerre ont atteint des chiffres astronomiques.

Les propos qu'ils tiennent en public contre l'impérialisme, pour la paix et le désarmement, servent aux révisionnistes soviétiques à ne pas se démasquer devant les peuples. Ils ne touchent et n'inquiètent nullement les impérialistes américains, puisque la politique soviétique est fondée sur la collaboration et la diplomatie secrète avec les Etats-Unis, à travers lesquelles ils concluent toutes sortes d'accords derrière le dos des peuples et à leur détriment.

Les peuples ne peuvent rien attendre de bon du social-impérialisme soviétique. La politique étrangère soviétique est l'expression des aspirations d'hégémonie et d'expansion de la nouvelle bourgeoisie de l'Union soviétique. Les chefs de file du Kremlin s'efforcent de présenter leur ligne comme une ligne d'opposition à la politique agressive de l'impérialisme américain. En réalité, ce n'est qu'un bluff mal voilé. Les deux superpuissances poursuivent une politique analogue et de la même nature de classe. La défense de la paix et de la sécurité internationales, l'affranchissement de l'oppression nationale et sociale, ne peuvent donc être réalisés que par la lutte résolue et conséquente sur deux fronts, contre l'impérialisme américain et contre le social-impérialisme soviétique. Il faut opposer à l'alliance contre-révolutionnaire soviéto-américaine le front uni révolutionnaire anti-impérialiste des peuples du monde entier.

HOSTILITE FURIEUSE CONTRE LES FORCES MARXISTES-LENINISTES

Le XXIV^e Congrès a commencé et s'est terminé comme un congrès révisionniste et anti-communiste. Il a réaffirmé une fois de plus la ligne contre-révolutionnaire de la direction khrouchtchévienne actuelle, dirigée contre le mouvement communiste authentique, contre toutes les forces marxistes-léninistes.

Il est de fait que maintenant les forces marxistes-léninistes toujours croissantes et leur combat inquiètent énormément Brejnev et consorts... Ces forces sont nées du sein de la classe ouvrière comme une nécessité historique pour diriger sa lutte révolutionnaire au moment où les vieux partis communistes, dans plusieurs pays, ont trahi et sont passés au révisionnisme. Elles ont été un produit logique et inévitable de la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme à l'échelle nationale et internationale. En tant que tels, les nouveaux partis marxistes-léninistes grandissent et se consolident sans cesse et l'avenir leur appartient.

Dans son rapport, Brejnev ne manqua pas de mentionner aussi l'Albanie. Il offrit à notre pays «le rétablissement des relations normales». Naturellement, nous ne pouvons pas l'empêcher de parler des rapports avec notre pays. Mais si les révisionnistes soviétiques croient qu'avec de telles tactiques ils nous feront espérer de «nouveaux développements positifs» de leur côté, qu'ils nous amèneront à suspendre la polémique et la lutte contre le révisionnisme, nous leur disons qu'ils se sont trompés d'adresse. Notre vigilance révolutionnaire contre leurs manœuvres diaboliques a été et sera toujours à la hauteur voulue.

Nous avons déclaré et déclarons que nous désirons avoir de bonnes relations, des relations correctes, même avec les Etats qui ont des régimes différents du nôtre, mais à condition qu'ils respectent notre liberté et l'indépendance de notre patrie, notre souveraineté, notre intégrité territoriale et toutes les acquisitions de notre révolution populaire. Quant aux Etats impérialistes et révisionnistes qui ont observé et observent une position hostile envers l'Albanie socialiste, ils ont reçu et recevront toujours de notre part la réponse qu'ils méritent. Ils ont envers l'Albanie de grosses dettes politiques et économiques, dont ils ne s'acquitteront pas avec des phrases creuses et de la démagogie. La révolution, inévitable dans ces pays, leur fera payer les crimes qu'ils ont commis et qu'ils commettent non seulement contre la République populaire d'Albanie, mais encore contre tous les peuples du monde.

A plusieurs reprises le Parti du Travail d'Albanie s'est adressé au peuple et aux communistes de l'Union soviétique en attirant leur attention sur les vrais motifs de la rupture des relations soviéto-albanaises. Mais les chefs de file révisionnistes soviétiques ont persévéré dans la voie de la trahison et s'en sont tenus à leurs attitudes hostiles à notre Parti, à notre pays et au marxisme-léninisme.

La normalisation des relations entre l'Union soviétique et l'Albanie socialiste n'est pas une question susceptible d'être réglée par la déclaration hypocrite d'une direction révisionniste soviétique qui observe une attitude menaçante et hostile envers notre pays. Cette question ne saurait se poser à moins que les peuples frères soviétiques et les vrais bolcheviks n'interviennent énergiquement pour rétablir la grande justice marxiste-léniniste sur ces questions, car de profonds désaccords de principe politiques et idéologiques nous séparent de la direction soviétique actuelle.

La clique révisionniste soviétique a organisé le XXIV^e Congrès à ses fins révisionnistes. Elle visait par là à mobiliser le peuple soviétique pour la mise en œuvre de sa ligne, à consolider ses positions de nouvelle bourgeoisie au pouvoir. Pour tromper le peuple soviétique et l'opinion publique mondiale, Brejnev et consorts ont eu soin de se présenter comme des marxistes purs, ils ont feint d'observer une attitude pondérée et de combattre aussi bien les gauchistes que les droitiers, le centralisme bureaucratique et technocratique que l'anarchisme libéral, le «culte de la personnalité» que le «subjectivisme et l'arbitraire», le nationalisme réactionnaire que les antipatriotes, etc.

Ce sont des manœuvres tactiques bien connues qui visent à rassurer les masses laborieuses, à détourner leur attention des grands problèmes insolubles qui préoccupent le peuple soviétique. Les chefs de file révisionnistes ont maintenant besoin d'une période de calme pour appliquer sans encombre leur politique de restauration du capitalisme à l'intérieur et de social-impérialisme à l'extérieur. Le peuple soviétique, qui a de glorieuses traditions révolutionnaires, ne doit pas se laisser tromper par la démagogie révisionniste et les tactiques mystificatrices de ses dominateurs. Le XXIV^e Congrès ajoute de nouvelles chaînes au joug révisionniste, il augmente les doses du poison que les révisionnistes utilisent pour corrompre la conscience des hommes et les abrutir.

Le peuple soviétique ne peut sortir du grand malheur qui s'est abattu sur lui, ni par l'attentisme, ni par l'apolitisme, l'indifférence ou la passivité. L'unique voie de salut pour toute la classe ouvrière, tout le peuple soviétique, c'est d'engager la bataille et, par leur action révolutionnaire, de renverser le révisionnisme, d'instaurer la dictature du prolétariat et d'acheminer de nouveau l'Union soviétique sur la glorieuse voie du Grand Octobre.

Contre le révisionnisme moderne, 1971-1975

LA VISITE DE NIXON A PEKIN EST INOCCASIONNELLE, NOUS NE L'APPROUVONS PAS

Lettre au CC du PC chinois

6 août 1971

AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS,
AU CAMARADE MAO-TSETOUNG

PEKIN

Chers camarades,

La direction de notre Parti vous remercie de l'information que le camarade Chou En-laï nous a fait parvenir par le truchement de notre ambassadeur à Pékin, concernant la prochaine visite de Nixon en Chine.

Le camarade Xhorxhi Robo, rentré expressément à Tirana, nous a présenté un rapport circonstancié sur l'entretien qu'il a eu avec le camarade Chou En-laï, sur l'appréciation que la direction chinoise fait de la prochaine visite de Nixon en Chine, de la situation internationale et de la situation intérieure des Etats-Unis d'Amérique, sur les questions soulevées au cours de la rencontre du camarade Chou En-laï avec Kissinger et sur la prise de position de la partie chinoise à l'égard de ces problèmes.

Notre ambassadeur nous a fait savoir que, selon l'information que vous lui avez transmise, il y aurait plus de deux ans que Nixon aurait demandé à venir en Chine et que des contacts à divers niveaux ont été pris pour organiser cette visite. Vous qualifiez les entretiens avec Nixon de nouveau degré des conversations antérieures sino-américaines de Varsovie. L'ambassadeur nous a transmis votre jugement sur la situation aux Etats-Unis. Selon vous, cette situation aurait beaucoup changé durant les dernières années. L'Amérique se trouverait à la veille d'un ouragan révolutionnaire et les Américains dans une situation difficile. Ils ne seraient plus en mesure de poursuivre la guerre, ils chercheraient à réduire la tension, à retirer leurs troupes et leurs bases militaires des pays étrangers pour ne plus se battre eux-mêmes, pour ne pas allumer de nouveaux foyers de guerre et pour n'aider leurs fantoches qu'en argent et en armes, afin que seuls les Asiatiques se battent contre les Asiatiques. Notre ambassadeur nous a transmis votre point de vue selon lequel la visite de Nixon en Chine servirait la ligne de la diplomatie du peuple et qu'elle a été envisagée en fonction de cette ligne. A votre sens, les rencontres avec des représentants de la couche dirigeante des Etats-Unis contribuent à promouvoir des liens avec le peuple américain et à modifier son état d'esprit, les négociations avec Nixon, qu'elles soient ou non couronnées de succès, ne pourront qu'apporter des avantages à la Chine, et qu'en tout état de cause elles ne lui causeront aucun préjudice.

La direction de notre Parti a étudié avec le plus grand sérieux l'important problème que vous nous avez soumis... Nous reconnaissons avec vous qu'il s'agit d'une question importante, car, comme vous l'indiquez, la venue de Nixon à Pékin s'inscrit dans votre grand plan stratégique.

Vous comprendrez, pensons-nous, le retard que nous avons apporté à vous répondre. Cela tient au fait que votre décision nous a pris au dépourvu et sans qu'une consultation préalable, qui nous aurait permis d'exprimer nos jugements et d'échanger nos vues, ait eu lieu entre nous sur cette question. Cela, estimons-nous, aurait été bénéfique, car, en toute circonstance, les concertations préalables entre amis intimes, entre compagnons d'armes résolus de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, sont utiles et nécessaires, surtout, selon nous, lorsqu'il s'agit d'initiatives qui ont des répercussions internationales considérables et un grand retentissement dans le monde.

Pour notre part, dans nos idées et nos jugements sur ce problème de grande importance pour le présent et l'avenir de la lutte contre l'impérialisme américain, nous nous fondons sur la grande théorie et la stratégie marxistes-léninistes... Cette stratégie, grâce à laquelle les partis marxistes-léninistes deviennent invincibles, consiste dans la lutte de principes, résolue et intransigeante, sur deux fronts, tant contre l'impérialisme, l'américain en tête, que contre le révisionnisme moderne conduit par le révisionnisme soviétique; elle consiste dans la lutte contre tous les réactionnaires, en soutien à la révolution et à la lutte de libération nationale des peuples, pour le triomphe du socialisme et du communisme. Cette stratégie qui est la nôtre prévoit des alliances étroites avec les peuples qui se battent, avec les révolutionnaires du monde entier, en un front commun contre l'impérialisme et le social-impérialisme, et jamais d'alliances avec le social-impérialisme soviétique soi-disant contre l'impérialisme américain, jamais d'alliances avec l'impérialisme américain soi-disant contre le social-impérialisme soviétique. La pierre de touche qui nous démarque, nous, marxistes-léninistes, des divers antimarxistes est la lutte de classe acharnée et à outrance que nous menons à la fois sur les deux fronts, contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Au cours de la grande lutte qu'ils livrent, nos deux partis n'ont cessé d'avoir recours à des tactiques variées, mais celles-ci ont été et doivent toujours être au service de cette stratégie... De toute évidence, tant l'impérialisme américain que le social-impérialisme soviétique redoutent cette grande stratégie et ils cherchent à la saper, mais nos partis l'appliqueront et la soutiendront avec courage en toute circonstance et en toute situation.

Dans cette situation révolutionnaire favorable... la Chine populaire, l'Albanie socialiste, les peuples et les Etats progressistes du monde ont leur mot à dire, ils doivent imposer leur volonté pour annihiler les plans diaboliques bellicistes et asservissants des grandes puissances impérialistes, américaine, soviétique et autres.

Il est compréhensible, et cela nous est toujours paru évident, que, pour le bien des peuples et de la révolution, la grande Chine de Mao Tséoung discute et noue des relations diplomatiques avec divers pays du monde, y compris les Etats-Unis.

Considérant le Parti communiste chinois comme un parti frère et notre compagnon d'armes le plus proche, nous ne lui cachons pas, comme nous ne les lui avons jamais cachés, nos points de vue. C'est pourquoi, à propos aussi de ce grand problème que vous nous posez, nous vous faisons savoir que nous jugeons votre décision de recevoir Nixon à Pékin non justifiée et non souhaitable, que nous n'approuvons pas cette décision et ne l'appuyons pas. De plus, nous pensons que la visite annoncée [*Présentée comme un fait accompli.*] de Nixon en Chine ne sera pas non plus comprise et approuvée par les peuples, les révolutionnaires et les communistes des divers pays.

L'impérialisme américain est l'ennemi numéro un des peuples. Les Etats-Unis d'Amérique avec à leur tête le président Nixon se trouvent engagés aujourd'hui dans un grand affrontement avec tous les peuples, en particulier avec le peuple vietnamien, contre lequel ils ont entrepris, il y a douze ans, une agression sauvage et barbare, sans exemple dans l'histoire. Les peuples du monde mènent actuellement une lutte à mort, l'arme à la main et par tous les moyens, pour anéantir les plans d'oppression et d'asservissement du plus grand ennemi de l'humanité, l'impérialisme américain. Ce sont ces intérêts supérieurs des peuples et de leur lutte qui doivent commander la politique de nos deux partis et de nos deux gouvernements. Ceux-ci, dans leur action, doivent avoir ces intérêts constamment présents à l'esprit, particulièrement lorsqu'il s'agit des relations avec les Etats-Unis et les révisionnistes soviétiques.

Il est facile de deviner les intentions de Nixon, qui cherche depuis longtemps à venir en Chine, car cela se concilie avec la tactique double de impérialisme américain, qui consiste à préparer des flèches en même temps qu'il agite un rameau d'olivier, cela se concilie bien avec son souci de masquer son visage d'impérialiste, de tromper les peuples et d'amadouer la Chine.

L'histoire du mouvement communiste connaît beaucoup d'exemples de négociations à divers niveaux avec des adversaires. Dans le cas présent, les différences de conditions, de temps et des intérêts en jeu n'autorisent pas à hasarder un parallèle historique. Toutefois nos grands éducateurs ont indiqué que l'on ne doit consentir à des négociations que lorsqu'elles s'avèrent réellement indispensables, lorsqu'elles servent vraiment la cause de la révolution et du socialisme ; ils nous ont recommandé de discerner clairement les desseins agressifs de l'adversaire et d'apprécier correctement la situation et l'adversaire.

Les entretiens que vous aurez avec Nixon seraient acceptables par l'opinion progressiste mondiale dans certaines conditions déterminées, si elles devaient apporter à coup sûr quelque profit à la lutte anti-impérialiste, à la révolution en général et à la Chine en particulier.

Une condition, sine qua non de toute négociation avec les Américains à un si haut niveau serait qu'elle ait lieu pour le moins dans une situation d'égalité, ce qui veut dire que les Etats-Unis devraient reconnaître préalablement la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime qui représente le peuple chinois et supprimer tous les obstacles à l'admission de la Chine à l'ONU, évacuer leurs troupes d'occupation de Taïwan, retirer leur 7^e flotte des côtes chinoises, cesser leur agression aux frontières de la Chine, autant d'actes qui constitueraient une grave défaite pour la politique américaine. C'est après cela seulement, pensons-nous, que l'on pourrait aller graduellement vers la solution des grands problèmes internationaux.

Dans ces conditions, des démarches auraient pu néanmoins être entreprises en vue de négociations, sans qu'il fût nécessaire, estimons-nous, de passer, d'un coup, de contacts à un très bas niveau à la rencontre des plus hautes personnalités des deux Etats, la Chine et les Etats-Unis, uniquement parce que Nixon a exprimé réitérément son désir d'avoir une telle rencontre. Cette rencontre, à notre avis, ne peut être considérée comme un simple degré gravi dans l'échelle des négociations, mais comme une escalade complexe et lourde de conséquences. Car on comprend mal que les négociations puissent être graduées de cette manière et que l'on ait répondu au vœu du président américain en un temps où les Etats-Unis larguaient sur le Vietnam cette masse de bombes, étendaient leur agression au Cambodge et au Laos, quand les Américains poursuivaient leur guerre et leurs furieuses attaques réitérées contre les peuples d'Indochine, que la République populaire de Chine, l'Albanie, le peuple héroïque du Vietnam du Nord et du Sud et tous les peuples révolutionnaires résistaient comme un roc de granit, combattaient et démasquaient la politique d'agression du gouvernement Nixon, cet ennemi de tous les peuples du monde. A notre sens, accepter cela dans ces conditions, est une erreur, aussi bien sur le plan des principes que du point de vue tactique.

Il nous semble qu'il n'est pas avisé de dire que les entretiens avec Nixon, qu'ils aient des résultats ou non, seront de toute façon avantageux pour la Chine et qu'ils ne peuvent lui causer aucun tort. Au contraire, indépendamment des résultats de ces entretiens, le fait même que l'on reçoive en Chine Nixon, cet anticommuniste notoire, cet agresseur et assassin des peuples, le représentant de la réaction américaine la plus noire, comporte beaucoup d'aspects négatifs et apportera pas mal de conséquences négatives au mouvement révolutionnaire et à notre cause.

La venue de Nixon en Chine et les entretiens avec lui ne peuvent manquer de créer chez les gens simples, chez les peuples, chez les révolutionnaires, des illusions nocives à l'égard de l'impérialisme américain, de sa stratégie et de sa politique. Elle exercera une influence négative sur la résistance et la lutte du peuple américain lui-même contre la politique et les actions agressives du gouvernement Nixon, et celui-ci profitera de l'occasion pour se faire réélire président. La visite en Chine de Nixon affaiblira la vague de révolte contre l'impérialisme américain partout dans le monde. Ainsi, pensons-nous, l'impérialisme américain se voit offrir la possibilité de connaître une période de tranquillité relative, qu'il s'efforcera de mettre à profit pour consolider ses positions, pour accumuler des forces et se préparer à de nouvelles aventures militaires.

On peut imaginer ce que penseront les ouvriers italiens, qui sont entrés en collision avec la police et ont manifesté leur haine contre la dernière visite de Nixon en Italie ; les travailleurs japonais, qui n'ont pas permis à Eisenhower de descendre sur leur sol ; les peuples d'Amérique latine, qui protestent et se dressent contre les Rockefeller et les autres émissaires du gouvernement de Washington. Seuls les titistes yougoslaves et les révisionnistes roumains ont accueilli avec des fleurs le président Nixon dans leurs capitales.

Les entretiens avec Nixon fournissent des armes aux révisionnistes pour déprécier toute la lutte et la grande polémique qu'a menées le Parti communiste chinois pour démasquer les renégats soviétiques comme des alliés et des collaborateurs de l'impérialisme américain, et pour identifier l'attitude de la Chine envers l'impérialisme américain à la ligne de trahison et de collaboration que les révisionnistes soviétiques suivent à son égard. Cela crée aux révisionnistes khrouchtchéviens la possibilité de lever encore plus haut leur étendard du faux anti-impérialisme et d'intensifier leur démagogie et leurs mystifications pour se rallier les forces anti-impérialistes. Les révisionnistes soviétiques exploitent dès maintenant la visite de Nixon en Chine pour exciter chez eux les sentiments nationalistes et chauvins sous le prétexte que se crée ainsi une alliance sino-américaine dirigée contre l'Union soviétique. Par là même, ils visent à renforcer les positions des cliques révisionnistes au pouvoir et à affaiblir les positions révolutionnaires de la Chine.

La venue de Nixon en Chine encouragera aussi le courant centriste et fournira des arguments à ses partisans pour prouver le «bien-fondé» de leur ligne opportuniste. Les togliattiens italiens et les Roumains déclarent ouvertement qu'à présent des perspectives nouvelles s'ouvrent également pour le rétablissement de l'unité dans le mouvement communiste, que l'acheminement dans cette voie permettra de résoudre aussi les divergences entre la Chine et l'Union soviétique. Ce sont là des vœux de révisionnistes et d'opportunistes fiéffés qui profitent de l'occasion pour présenter les divergences entre le Parti communiste chinois et la direction révisionniste de l'Union soviétique non pas comme de profondes divergences idéologiques sur des questions cardinales et de principes, ce qu'elles sont en réalité, mais comme des désaccords sur le plan des rapports d'Etat à Etat, qui peuvent être résolus par des rencontres et des entretiens directs entre de hautes autorités.

La visite du président américain en Chine ne manquera pas de susciter des interrogations, et même des malentendus chez les simples gens, qui peuvent soupçonner la Chine de vouloir modifier son attitude envers l'impérialisme américain et d'entrer dans le jeu des superpuissances.

Ce n'est pas par hasard que le monde capitaliste et révisionniste a accueilli avec tant d'enthousiasme l'initiative de Nixon de se rendre en Chine. Toute la propagande des impérialistes, des révisionnistes, des titistes, des Roumains, etc., vante en chœur la Chine et l'Amérique de cette nouvelle ouverture dans leurs rapports. Les révisionnistes modernes soviétiques, titistes, roumains, et d'autres de leur espèce... affirment que la Chine s'est engagée dans une voie nouvelle, sur les rails de la politique des compromis contraires aux principes. Et ils espèrent en tirer des avantages politiques, idéologiques et économiques importants.

Tout cela, à notre avis, ne peut manquer de susciter le désarroi et la confusion dans les rangs des forces révolutionnaires et anti-impérialistes, et même dans les rangs des marxistes-léninistes ; cela ne peut manquer d'encourager la propagation de l'esprit pacifiste et d'illusions sur la voie pacifique.

Nous estimons que ce sont là autant d'aspects très négatifs de cette visite. Sous-estimer la situation que créera la venue de Nixon à Pékin, serait une grande erreur, et nous pensons que ces aspects négatifs ne peuvent être compensés par quelques résultats hypothétiques susceptibles d'être obtenus, car Nixon, créature de l'impérialisme, est rompu à toutes les ruses. Permettez-nous également de vous exprimer nos jugements sur certains problèmes de la situation internationale, pour préciser surtout notre point de vue sur quelques questions qui nous paraissent sujettes à discussion, tout en reconnaissant que les données dont vous disposez sur le cours des événements internationaux, en particulier concernant les Etats-Unis, peuvent être plus complètes.

Il est vrai que l'impérialisme américain traverse maintenant de grandes difficultés extérieures et intérieures. Le peuple américain montre très clairement qu'il est excédé de la politique d'agression et de tension internationale suivie par Nixon et ses prédécesseurs à la Maison blanche. Ces dernières années, les protestations et les manifestations contre la guerre au Vietnam, les révoltes des Noirs et des étudiants se sont multipliées. Les roues de l'économie américaine craquent sous le lourd fardeau des dépenses pour la guerre d'Indochine, de la course aux armements et des budgets de guerre gonflés à l'excès. L'inflation monte irrésistiblement et l'armée des sans-travail ne cesse de grossir. Alors que les contradictions avec les pays capitalistes d'Europe s'accroissent, l'influence et le prestige américains ne cessent de décliner.

La lutte des peuples contre l'impérialisme américain croît et s'étend partout dans le monde.

Néanmoins, sans surestimer ni sous-estimer l'ennemi, le tableau actuel de la situation aux Etats-Unis ne nous conduit pas, pour notre part, à la conclusion à laquelle vous avez vous-mêmes abouti, et selon laquelle l'Amérique connaîtrait maintenant une grande tempête révolutionnaire.

Certes, les grandes protestations et manifestations populaires qui ont lieu aux Etats-Unis contre la guerre au Vietnam, ainsi que les autres mouvements de masse, sont un fait, mais elles représentent une opposition à une action déterminée, à un acte concret du gouvernement américain, et ne touchent qu'indirectement l'ensemble de sa ligne d'agression. Elles ne débordent pas ce seuil. De par sa situation économique et par l'idéologie qui l'inspire, par son mode de vie, ses usages, ses traditions, ses liens, etc., le peuple américain est loin de se trouver à la veille de la révolution. Beaucoup d'eau devra couler sous les ponts des fleuves américains pour que ce temps arrive. Nous sommes certains qu'il arrivera, mais il faudra pour cela mener un gros travail, une grande lutte.

En Europe occidentale, le mouvement des masses, qui a d'anciennes traditions, est beaucoup plus vaste et plus puissant qu'aux Etats-Unis. Sa tendance politique générale et son caractère de classe sont évidents. Néanmoins, ici non plus, on ne peut dire que souffle l'ouragan de la révolution et que celle-ci soit imminente. En juger différemment serait alimenter des illusions nuisibles et amener les forces révolutionnaires à verser facilement dans des erreurs extrémistes, surtout gauchistes.

Nous pensons également que vous faites une appréciation inexacte lorsque vous affirmez que, à la suite des défaites qu'ils ont subies, les Américains souhaitent réduire la tension, retirer leurs troupes et leurs bases militaires des territoires étrangers, ne plus se battre eux-mêmes et ne plus créer de nouveaux foyers de guerre. Un tel jugement revient à dire que l'on assisterait aujourd'hui à un retrait général de l'impérialisme américain sur tous les fronts, ce qui ne peut que créer des illusions nocives et démobiliser les forces anti-impérialistes. L'impérialisme américain possède encore de grandes forces économiques, politiques et militaires pour résister à l'action menée contre lui et entreprendre de nouvelles agressions. Ses budgets de guerre, la course aux armements et le perfectionnement des armes, qui sont l'indice fondamental de sa politique et de ses visées bellicistes et agressives, loin de diminuer, s'accroissent au contraire d'année en année à des rythmes accélérés. L'impérialisme américain ne renoncera jamais à ses objectifs stratégiques, à la guerre et à l'agression. Ce sont là des éléments inhérents à sa nature.

Si les Etats-Unis pensent pousser les gouvernements fantoches à se battre seuls contre les peuples et les aider seulement en armes et en argent, ils signeraient ainsi l'arrêt de mort de ces fantoches et aussi le leur. On ne doit se faire aucune illusion à cet égard. Même après qu'il aura été défait et sera contraint de se retirer d'un pays, l'impérialisme ne cessera pas pour autant de tenter d'intervenir et d'organiser des agressions dans d'autres pays. La guerre, l'agression, l'oppression et l'asservissement des peuples participent de l'essence même de l'impérialisme, émanent du fond même de son système d'exploitation. On sait bien que les Etats-Unis ont besoin pour vivre de poursuivre leur expansion économique, politique et militaire, de maintenir les peuples sous leur joug et de leur sucer leur sang. Faute de quoi, l'impérialisme agonise et la voie s'ouvre aux révoltes, aux insurrections et aux révolutions. C'est pour cette raison qu'à notre avis les Etats-Unis ne liquideront jamais de leur propre

gré leurs bases militaires sur les territoires étrangers et qu'ils ne rapatrieront pas leurs troupes stationnées à l'étranger. Cela ne se réalisera que lorsqu'ils y seront contraints par la lutte des peuples.

A notre avis, les marxistes-léninistes et les révolutionnaires ont pour devoir de dresser les peuples dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, d'accroître leur confiance en leurs forces inépuisables, de leur faire prendre conscience qu'ils sont aujourd'hui en mesure de tenir tête victorieusement aux attaques des impérialistes anciens et nouveaux, d'annihiler leurs plans d'agression...

Nous avons soutenu et nous soutiendrons de toutes nos forces le droit incontestable de la République populaire de Chine à libérer Taïwan. Taïwan est partie intégrante et inaliénable de la République populaire de Chine. Notre gouvernement s'opposera fermement et constamment aux théories des «deux Chines», d'«une Chine et un Taïwan», de l'«indépendance» de Taïwan ou de l'«impossibilité de définir» sa position, etc. La République populaire d'Albanie continuera de lutter comme elle l'a fait jusqu'à ce jour pour que la Chine populaire occupe la place qui lui revient aux Nations Unies, et pour que les usurpateurs de Tchang kaï-chek en soient chassés.

Notre peuple, de même que tous les peuples du monde, a admiré l'aide que la République populaire de Chine a prêtée directement au peuple vietnamien et à sa lutte héroïque contre les agresseurs américains, ainsi qu'à sa cause dans l'arène internationale...

En ce qui concerne la guerre au Vietnam, l'attitude de notre Parti vous est connue. Nous avons été et nous sommes contre les négociations de Paris. Cela, nous l'avons dit ouvertement aussi aux camarades vietnamiens. Néanmoins, nous avons soutenu et nous soutenons sans réserve la guerre juste du peuple vietnamien, dont nous considérons la victoire comme déterminante pour toute la lutte anti-impérialiste des peuples.

La poursuite de l'agression américaine au Vietnam et dans toute l'Indochine est une grande question qui préoccupe tous les peuples. Le problème vietnamien peut être résolu seulement si les Etats-Unis mettent fin à leur guerre au Vietnam, s'ils y démantèlent toutes les bases militaires et en retirent jusqu'à leur dernier soldat. Nous sommes convaincus que le peuple vietnamien l'emportera et que la victoire appartient seulement aux Vietnamiens, qui se battent l'arme à la main et qui versent leur sang. Le dernier mot pour toute solution du problème vietnamien revient seulement aux Vietnamiens, eux seuls ont le droit incontestable de décider de leur destin.

Les impérialistes américains et leurs satellites, ainsi que les révisionnistes soviétiques, avec les forces armées qu'ils ont massées le long de la frontière chinoise, se sont efforcés de mettre en place un anneau de feu autour de la Chine, menaçant ainsi sa liberté et son indépendance. Les relations amicales qui se développent entre les révisionnistes soviétiques et le gouvernement réactionnaire de Satoh sont significatives à cet égard. Nous avons été et sommes toujours à vos côtés dans la lutte sacrée pour contrecarrer et annihiler les plans hostiles de l'impérialisme américain, des révisionnistes soviétiques et des divers réactionnaires.

Nous vous approuvons pleinement de ne pas avoir exprimé à Kissinger le point de vue de la Chine sur l'Union soviétique. Mais nous pensons qu'il doit exister entre nous une pensée commune sur les actions politiques que peuvent entreprendre les révisionnistes soviétiques, tout au moins envers la Chine et l'Albanie dans les conjonctures créées. Les points de vue des impérialistes américains sur l'Union soviétique, que Kissinger a exprimés devant vous, ne doivent pas constituer un secret pour nous. Etant donné que l'impérialisme américain est l'allié du social-impérialisme soviétique et que tous deux coordonnent leurs actions, nous pensons que ces points de vue ne doivent pas concerner seulement l'Extrême-Orient, ils doivent également avoir trait à l'Europe. Si vous nous faisiez savoir ce qu'a dit Kissinger à propos de l'Union soviétique, nous serions mieux armés pour prévenir les coups des Etats-Unis et de l'Union soviétique sur l'échiquier européen.

Nous soutenons la lutte de la République populaire de Chine contre le militarisme japonais et sa politique expansionniste en Asie, surtout en direction de la Corée, de Taïwan, etc. Cette juste attitude, en même temps que le soutien actif que la Chine prête à la lutte du peuple japonais contre le gouvernement réactionnaire de Satoh et l'alliance nippo-américaine, constitue une contribution importante à la montée de la lutte révolutionnaire au Japon, laquelle revêt une importance particulière pour mettre un frein aux plans d'agression de l'impérialisme américain et du militarisme japonais.

L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ont redoublé d'efforts pour précipiter le militarisme japonais, la réaction indienne et celle de certains autres pays contre la Chine et les pays libres d'Asie. Dans ce cadre, nous apprécions les efforts de la Chine populaire pour renforcer le front commun des peuples de Chine, de Corée, du Vietnam, du Cambodge et du Laos, ainsi que pour resserrer et élargir les contacts avec les peuples japonais, indien, pakistanais, etc.

Nous pensons que les grèves et les manifestations en Amérique ont certes leur importance, mais ce qui est encore plus important, c'est l'éveil et l'engagement dans la révolution avant tout des peuples de l'Inde, du Japon et de toute l'Asie... On sait bien la grande importance que Lénine attachait à la victoire de la révolution dans de grands pays comme la Chine, l'Inde et les autres pays d'Orient, pour le sort de la révolution mondiale.

L'impérialisme anglais a suscité des divisions et des antagonismes entre les peuples de l'Inde et du Pakistan et nous, marxistes-léninistes, devons nous opposer aux visées d'exploitation et d'agression des impérialistes américains et des social-impérialistes soviétiques, qui continuent d'exciter les peuples de ces deux pays l'un contre l'autre. L'Inde et le Pakistan sont dominés par leur bourgeoisie réactionnaire, qui est loin d'être aussi puissante que l'impérialisme américain. Ils constituent un maillon faible dans la chaîne de la réaction.

Nos deux partis n'oublient pas un instant que la lutte contre l'impérialisme américain doit être menée avec rigueur non seulement en Asie, en Afrique et en Amérique latine, mais aussi en Europe. Nous avons indiqué que la Chine populaire, avec ses véritables amis marxistes-léninistes, doit jouer un plus grand rôle en Europe. Vous connaissez notre politique à propos de l'Europe. Nous sommes pour la révolution, contre les pactes de l'OTAN et de Varsovie, contre le nouveau traité soviéto-ouest-allemand, contre les projets révisionnistes de la sécurité européenne. Nous pensons que la politique de l'impérialisme américain en Europe est assez complexe. En dépit des divergences existant entre les Etats-Unis et leurs partenaires, il faut toujours avoir en vue les liens traditionnels de l'Amérique avec l'Angleterre et la France.

Nous pensons comme vous que pour établir des contacts avec les peuples il faut appliquer la diplomatie du peuple. C'est la diplomatie ouverte et franche, qui sert le socialisme, la lutte de libération des peuples, qui stimule l'élan révolutionnaire des masses dans le> pays capitalistes.

Mais, pas plus que les relations diplomatiques ne sont la seule voie pour établir des liens avec le peuple, les contacts avec lui ne s'établissent pas forcément à travers les rencontres entre les chefs. L'influence des pays socialistes s'exerce en premier lieu à travers la politique qu'ils pratiquent, la lutte anti-impérialiste et antirévionniste qu'ils mènent, les positions conséquentes et de principes qu'ils adoptent sur les problèmes vitaux qui préoccupent le monde, leur solidarité avec la lutte révolutionnaire et libératrice des peuples et le soutien sans réserve qu'ils leur prêtent.

Jusqu'à récemment encore, la République populaire de Chine n'avait pas de relations diplomatiques et de contacts directs avec beaucoup de pays capitalistes, mais cela ne l'a pas empêchée d'exercer une grande influence sur le mouvement révolutionnaire et de libération dans le monde, pas plus que cela n'a empêché les peuples des divers continents d'aimer, de soutenir et de défendre la Chine...

Le Vietnam, non seulement n'entretient pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis, mais il est depuis longtemps en guerre avec eux. Et pourtant, la juste lutte du peuple vietnamien lui vaut

aujourd'hui une sympathie plus grande que jamais de la part des peuples du monde et du peuple américain. La bravoure et la vaillante attitude du Vietnam constituent le facteur qui, plus que tout autre, contribue à la radicalisation des masses populaires américaines sur ce sujet, au point qu'elles descendent dans la rue en brandissant les drapeaux nationaux du Vietnam et des portraits de Ho Chi-minh.

Par des rencontres et des entretiens avec les chefs des pays capitalistes on peut tout au' plus résoudre certains problèmes. Mais ces contacts ne peuvent jamais devenir un facteur qui contribue à accroître l'élan révolutionnaire des masses, particulièrement lorsque celles-ci sont mécontentes et se sont mises en mouvement contre la politique et les actions de leurs gouvernants. Au contraire, dans ces cas-là, les rencontres et les entretiens peuvent créer chez les peuples des illusions à propos des chefs impérialistes ou révisionnistes, ils peuvent créer une atmosphère d'attente chez les masses, leur faire relâcher leur lutte.

Même l'établissement de relations diplomatiques n'est pas toujours utile à cette lutte. C'est ainsi par exemple que nous refusons de nouer des relations diplomatiques avec les révisionnistes soviétiques, parce que, comme on le sait, ils ont commis des crimes odieux et ont lancé de furieuses attaques contre le marxisme-léninisme, la République populaire d'Albanie en particulier, ils ont rompu de leur propre initiative les relations diplomatiques avec nous. Notre Parti a demandé qu'ils fassent une autocritique publique de tous leurs agissements contre le marxisme-léninisme et notre pays. A défaut de quoi, il pourrait sembler que nous-mêmes assumons, sinon toute la responsabilité, du moins une part de celle-ci pour la rupture de ces relations, et nous fournirions ainsi aux révisionnistes soviétiques des arguments pour justifier devant le peuple soviétique leurs attitudes et leurs actions jusqu'ici hostiles au marxisme-léninisme et à l'Albanie. Actuellement, cela ne serait pas à l'avantage du peuple soviétique et de sa lutte antirévionniste, cela aiderait au contraire la clique Brejnev à consolider sa position.

Ou prenons encore le cas de nos rapports avec la Yougoslavie. Nos deux pays entretiennent des relations diplomatiques, commerciales et dans une certaine mesure culturelles. Et ces relations existent, non seulement sans aucun prise de contact avec les chefs titistes, mais même dans une lutte idéologique de principes contre eux. La polémique et la lutte idéologique contre le titisme, qui se reflète pleinement et de façon multiforme dans les matériaux et les documents de notre Parti, dont la publication se poursuit, sont menées sans discontinuité. Cela ne nous a pas empêchés, maintenant que la Yougoslavie est menacée par le social-impérialisme soviétique, de déclarer qu'en cas d'agression nous nous rangerons aux côtés des peuples de Yougoslavie. Dans cette voie nous avons raffermi nos contacts avec les peuples de Yougoslavie...

Nous devons utiliser la conjoncture favorable créée non pas par la volonté de nos ennemis, mais par notre juste ligne et notre lutte résolue, à notre profit et au profit de la révolution, à chaque fois que l'occasion s'en présente, en préservant, en toute circonstance, les principes et la dignité de nos Etats socialistes...

De notre côté, nous tenons à vous assurer que la ligne et les prises de position de notre Parti du Travail resteront toujours conformes aux principes, conséquentes et immuables. Nous combattons l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique de façon conséquente et intransigeante. Il se peut que ces ennemis, isolément, conjointement, ou en y poussant leurs alliés, se lancent contre nous dans des aventures d'agression. Nous nous battons sans défaillance, jusqu'au bout, jusqu'à la victoire...

Pour le Comité central du PTA

le Premier Secrétaire

Enver Hoxha

Publié pour la première fois d'après l'original déposé aux ACP

RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE PRESENTE AU VI^e CONGRES DU PTA

1^{er} novembre 1971

(Extraits)

I - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

Notre VI^e Congrès se tient en une période marquée par de grandes contradictions et des affrontements sur le plan mondial, en une période où sont regroupées et s'opposent, à une échelle sans précédent, de très importantes forces sociales, politiques, économiques et militaires, qui couvrent le monde entier.

D'un côté de la barricade se tiennent les forces de l'impérialisme, du révisionnisme et de la réaction, et de l'autre les forces du socialisme, le front des peuples, avec à sa tête la classe ouvrière internationale. La ligne de démarcation qui les sépare devient de plus en plus nette dans tous les domaines.

La juste compréhension de ces contradictions, l'analyse réaliste et objective du rapport des forces qui agissent dans l'arène internationale, la connaissance des tendances fondamentales de l'évolution mondiale actuelle sont autant de facteurs d'une importance déterminante dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, dans la lutte pour la victoire de la révolution.

LA TENDANCE DU DEVELOPPEMENT DU MONDE ACTUEL EST A LA REVOLUTION ET A LA VICTOIRE DU SOCIALISME

Les événements survenus dans le monde au cours de ces cinq dernières années confirment la juste appréciation que notre Parti, à son V^e Congrès, avait faite de la situation mondiale et des tendances de l'évolution des relations internationales. Analysant la situation actuelle dans le monde, nous pouvons affirmer que non seulement elle est en faveur de la révolution, mais que la révolution devient même l'aspiration générale des peuples.

Cette appréciation de la situation n'est pas une simple assertion optimiste, mais l'expression de la réalité objective du processus historique de l'évolution du monde actuel, où s'observent nettement l'exacerbation des antagonismes sociaux et l'essor et le renforcement continu de la lutte révolutionnaire des peuples, antagonismes et luttes qui secouent jusque dans ses fondements le monde impérialiste et révisionniste et aggravent encore davantage sa crise générale.

Nous assistons aujourd'hui à de vastes affrontements de classes entre les travailleurs, d'une part, et le capital et son pouvoir, de l'autre. La lutte de classe du prolétariat et des autres couches sociales exploitées a pris une telle ampleur, par le nombre des participants comme par son âpreté, que la période actuelle peut être comparée, pour la bourgeoisie capitaliste, aux périodes les plus critiques qu'elle ait traversées. Les brillantes batailles des travailleurs français, italiens, espagnols, anglais, belges, etc., l'expérience positive et négative qu'ils y ont acquise, laisseront des empreintes ineffaçables dans leur conscience. Même dans les pays que la propagande bourgeoise présentait comme des zones de «paix sociale» éternelle, de violentes batailles se livrent entre les travailleurs et le capital. Ainsi a été détruit le mythe qu'entretiennent les fables social-démocrates sur l'«évolution sociale» en vue de la création du bien-être général sous le système capitaliste.

Aux Etats-Unis mêmes, les contradictions sociales se sont considérablement aggravées. Les échecs de la politique extérieure et intérieure ont eu pour effet d'approfondir encore la crise politique, économique et sociale de l'impérialisme yankee, la lutte révolutionnaire du peuple américain a encore gagné en ampleur. La citadelle de l'impérialisme est ébranlée par la puissante révolte des noirs

américains qui se battent pour obtenir l'égalité des droits et en particulier les droits civiques, ainsi que par la révolte du peuple tout entier contre la guerre au Vietnam.

Ce qui est important dans ces nouvelles batailles de classes qui se déroulent dans les pays capitalistes, c'est qu'on y voit se manifester au premier plan les revendications politiques des travailleurs, l'élévation de leur conscience révolutionnaire, leur affranchissement toujours plus net de l'influence de l'opportunisme social-démocrate et révisionniste.

Une autre particularité de la lutte de classe contre le système capitaliste exploiteur et la politique impérialiste est le déclenchement généralisé du mouvement de la jeunesse et étudiant, qui se transforme en une puissante force révolutionnaire de notre époque. La jeunesse du monde capitaliste n'est satisfaite ni de sa situation sociale, ni du système qui lui a bouché toutes les voies et toutes les perspectives. Elle est maintenant à la recherche de la vérité, et la vérité la conduit et la conduira à coup sûr vers l'union avec la classe ouvrière, vers la révolution.

L'impérialisme dans le monde essuie des coups toujours plus sévères du fait de la lutte de libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui est menée partout avec vigueur. La lutte anti-impérialiste résolue du peuple vietnamien et des autres peuples d'Indochine, qui ont détruit une fois pour toutes le mythe de l'invincibilité de la superpuissance américaine, de sa machine militaire et des armes modernes, constitue un brillant exemple de la force immense de la lutte de libération des peuples, en même temps qu'un puissant encouragement pour elle.

La lutte armée anti-impérialiste des peuples de Thaïlande et de Birmanie, de Malaisie et d'Indonésie a pris en Asie de nouvelles et plus vastes proportions. La lutte révolutionnaire des peuples du Brésil et de Colombie, du Chili et du Pérou, de Bolivie et d'Argentine et des autres pays de l'Amérique latine contre l'impérialisme américain et l'oligarchie locale, pour la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationales, pour un développement démocratique indépendant et pour le progrès social, s'amplifie davantage. Une situation nouvelle, révolutionnaire, s'est également créée en Afrique. Les peuples sont entraînés partout par le flot de la lutte contre le colonialisme ancien et nouveau, contre les forces oppressives et réactionnaires, pour la défense de leur liberté et de leur indépendance. Ni la politique du diktat, ni les mystifications, ni la violence armée de l'impérialisme ne peut venir à bout de la volonté des peuples de combattre et de prendre eux-mêmes en main leur destinée.

L'impérialisme et le révisionnisme s'attirent la haine des peuples, qui voient dans la politique américaine et dans celle des révisionnistes soviétiques un danger pour leur liberté et leur indépendance. Les peuples veulent la liberté. Ils dénoncent l'intervention brutale des impérialistes et des révisionnistes, ils condamnent leur politique d'hégémonie et de chantage. Partout on voit grandir et se renforcer des sentiments antiaméricains, en même temps que croît et se renforce l'opposition au social-impérialisme soviétique.

La croissance des forces révolutionnaires et de l'élan révolutionnaire dans le monde atteste que, en dépit des efforts considérables et fébriles qu'ils déploient pour faire tourner à rebours la roue de l'histoire, l'impérialisme et le révisionnisme n'ont pu et ne pourront jamais modifier le rapport général des forces, qui penche de plus en plus du côté de la révolution. L'initiative historique est définitivement passée aux mains de la classe ouvrière et des peuples. C'est la révolution qui ouvre et définit la voie du développement de la société humaine actuelle.

La croissance et l'extension victorieuses du mouvement révolutionnaire mondial et de la lutte des peuples est la preuve la plus claire de l'approfondissement de la crise grave que connaissent les ennemis les plus exécrés des peuples, l'impérialisme et le révisionnisme. La trahison des révisionnistes modernes khrouchtchéviens, qui ont porté un grand tort au mouvement révolutionnaire, ne fut qu'un avantage temporaire pour le système capitaliste dans son ensemble. Mais elle n'a pas réussi à sauver le capitalisme de la crise générale dans laquelle il est plongé, pas plus qu'elle n'a pu modifier le cours de l'histoire, la tendance de son développement vers la révolution et la victoire du socialisme.

Dans le cadre même de son système d'exploitation, l'impérialisme visait à supprimer les crises économiques et à aplanir les profondes contradictions existant entre les divers pays capitalistes. Ici comme ailleurs il a échoué.

Les grands pays capitalistes, sans parler des petits, se trouvent aujourd'hui dans une phase où les phénomènes de crise sont devenus chroniques et ont créé de nouvelles difficultés pour l'ensemble de leur économie. La crise du système financier et monétaire est devenue ces dernières années une maladie incurable. L'inflation et la vie chère s'accroissent rapidement, les chômeurs se chiffrent par millions. L'ébranlement des positions dominantes du dollar américain et les mesures de restriction prises par Nixon ont suscité un désarroi et une confusion considérables dans l'ensemble du monde capitaliste. La crise du dollar n'est pas seulement une crise de la monnaie américaine ni une crise des monnaies des autres Etats capitalistes. C'est une expression manifeste de la crise générale, économique, politique, militaire et idéologique, de l'ensemble du système capitaliste, de ses structures et superstructures, des régimes et des alliances capitalistes et impérialistes.

Tous ces phénomènes ont encore exaspéré et aggravé les contradictions entre les différents pays bourgeois et surtout celles qui les opposent aux Etats-Unis d'Amérique.

La lutte économique et politique entre les pays capitalistes prend des proportions de plus en plus vastes. Les intégrations économiques et la formation de blocs militaires ont encore intensifié la concurrence impitoyable existant entre eux. Le «Marché commun» européen cherche maintenant à défier la suprématie américaine sur les marchés mondiaux, cependant que la nouvelle puissance économique du Japon, par son intervention, restreint sensiblement l'expansion des monopoles américains en Asie. De graves dissensions ont éclaté au sein de l'OTAN et des autres alliances de l'impérialisme. Ces rivalités et contradictions entre les pays impérialistes ont tendance à s'approfondir encore davantage.

Afin de consolider ses positions, de surmonter les difficultés économiques, les contradictions politiques et les conflits sociaux, l'impérialisme s'est efforcé et s'efforce de s'adapter aux nouvelles conditions de la lutte de classes, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Mais ni le développement du capitalisme monopoliste d'Etat, ni la concentration à l'échelle nationale et internationale de la production et des capitaux, ni la militarisation de l'économie, ni la révolution technique et scientifique ne peuvent le sauver de la défaite et de l'effondrement. Les solutions partielles et provisoires apportées à ces contradictions sont elles-mêmes grosses de contradictions et de conflits nouveaux encore plus âpres, d'une crise encore plus profonde et destructrice de l'ensemble du système capitaliste.

Une situation tout aussi grave règne aujourd'hui également dans le camp révisionniste. Notre Parti, éclairé par la théorie marxiste-léniniste, a bien prévu où les révisionnistes seraient conduits sur leur voie de trahison, il a prévu leur chute et leur dégénérescence générale. La crise que traverse le révisionnisme est à la fois idéologique, politique et économique. Les chefs de file de Moscou n'ont pas seulement échoué dans leurs efforts pour établir leur domination sur le mouvement communiste et contrôler le mouvement de libération nationale, mais ils ne sont même plus en mesure aujourd'hui de tenir en main leurs alliés les plus proches, les cliques révisionnistes des pays satellites.

Entre les divers détachements du révisionnisme il n'y a ni unité idéologique, ni unité d'action. Les conflits et les querelles entre les cliques révisionnistes au pouvoir constituent un phénomène courant et ont atteint un tel point de tension, qu'un éclatement est possible à tout moment. Des fractions et des courants les plus divers ont vu le jour au sein des partis révisionnistes. La trahison à l'égard du marxisme-léninisme a jeté la confusion et le désarroi dans leurs rangs.

Les pays révisionnistes et leur chef de file, l'Union soviétique elle-même, ont commencé à souffrir des plaies chroniques de la société bourgeoise. Le mécontentement que la ligne révisionniste a suscité parmi les masses se mue en une révolte déclarée. Les événements de l'an dernier en Pologne ont montré que la classe ouvrière s'est directement dressée contre le pouvoir révisionniste.

L'impérialisme et le révisionnisme, à leur stade actuel, en dépit de leur puissance apparente, sont faibles ; ils pourrissent et dégènèrent chaque jour davantage. Ils ne sont actuellement en mesure de résoudre aucun problème intérieur essentiel ni de réaliser aucun de leurs principaux objectifs extérieurs.

L'impérialisme, le révisionnisme et tous les réactionnaires sentent le sol trembler sous leurs pieds. A notre époque il n'est aucune force au monde qui puisse arrêter la marche triomphante de la révolution et du socialisme.

Nous, communistes albanais, comme tous les marxistes-léninistes partout où ils se trouvent, regardons l'avenir du monde avec optimisme, convaincus qu'il appartient à la liberté et à l'indépendance des peuples, qu'il appartient au socialisme. Cependant, notre optimisme révolutionnaire ne nous empêche pas de distinguer en même temps les menaces et les dangers qui, pour notre pays comme pour tous les peuples, viennent de l'impérialisme américain avec sa politique agressive et du nouvel impérialisme révisionniste soviétique, qui prétendent ensemble à l'hégémonie et à la domination mondiales.

En dépit des changements qui ne cessent d'intervenir dans le monde, l'impérialisme américain demeure le principal ennemi de tous les peuples, le plus grand oppresseur et exploiteur des autres pays, le bastion de la réaction internationale. Tant qu'il est encore debout, sa nature réactionnaire, sa politique et sa stratégie d'agresseur et de fauteur de guerre, qui émanent de l'essence même de son système exploiteur, restent inchangées. L'impérialisme américain ne peut vivre sans chercher à soumettre économiquement d'autres pays, sans interventions politiques et agressions militaires, sans opprimer et exploiter les autres peuples. Sinon, la mort l'attend et la voie s'ouvre aux révoltes et aux révolutions.

Les événements des dernières années confirment on ne peut mieux que l'impérialisme des Etats-Unis d'Amérique, loin de renoncer à saper la liberté et l'indépendance des autres pays et à établir sa domination dans le monde, fait au contraire tout pour cela. Partout il brandit les armes, partout il menace d'intervenir militairement.

Les impérialistes américains poursuivent leur guerre barbare au Vietnam. Ils ont également étendu leur agression au Cambodge et au Laos, causant ainsi à tous les peuples héroïques de l'Indochine de graves plaies, provoquant des dévastations et des massacres. A l'instigation et avec le soutien actif et direct des Etats-Unis, Israël a déclenché son agression contre les pays arabes et continue d'occuper leurs territoires. Les complots, les actes de subversion, les interventions et la violence armée qu'ont connus et connaissent la Libye, la République populaire du Congo et la Somalie, la Guinée et de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine, sont l'œuvre des impérialistes américains. Les Etats-Unis sont les alliés et les garants de tous les régimes réactionnaires et fascistes, ce sont les principaux défenseurs du système international d'exploitation capitaliste.

L'agression ouverte apparaît toujours davantage comme le principal moyen qu'utilisent les Etats-Unis pour s'assurer des positions de domination économique, politique et militaire dans les autres pays. Les impérialistes américains s'emploient aussi à mettre en œuvre cette stratégie par la politique de néo-colonialisme et en cherchant à s'assurer le monopole des activités techniques et scientifiques, en tant que moyen d'ingérence, d'oppression et d'exploitation. On peut affirmer qu'il n'existe pratiquement pas de pays libre et indépendant qui, sous quelque forme, ne soit menacé par l'impérialisme américain, qui ne subisse ses pressions et ses chantages, qui ne soit affecté par ses interventions brutales.

Un grand ennemi, insatiable et barbare, se dresse face aux peuples. Aussi la lutte contre l'impérialisme américain est-elle devenue un devoir suprême pour toutes les forces révolutionnaires de notre époque, pour tous les peuples. La contradiction profonde qui existe entre l'impérialisme américain et sa politique agressive, d'une part, et les peuples et leur lutte anti-impérialiste, de l'autre, ira sans cesse s'exacerbant. Dans cet affrontement il ne peut y avoir ni pause, ni concessions, ni replis, comme le prétendent les révisionnistes. Toute hésitation dans la lutte contre l'impérialisme est grosse de très dangereuses conséquences.

Mais l'impérialisme américain n'est pas le seul ennemi des peuples et l'on ne peut considérer les fantoches réactionnaires liés directement à Washington, politiquement, militairement et financièrement, comme ses seuls alliés. L'Angleterre, l'Allemagne occidentale, le Japon et les autres pays impérialistes, en dépit des divergences qui les opposent aux Etats-Unis d'Amérique, demeurent leurs principaux partenaires, poursuivent également une politique d'expansionnisme économique et de néo-colonialisme à l'égard des autres pays, cherchent à se créer des sphères d'influence et viennent en toute occasion appuyer la réaction mondiale. L'Europe unie, que monte le capital d'Europe occidentale, vise à devenir une nouvelle superpuissance impérialiste ayant les mêmes prétentions d'hégémonie et de domination que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. La lutte contre l'impérialisme américain serait inefficace si elle n'était pas également menée contre ses amis et alliés, contre toutes les puissances impérialistes.

L'attitude à l'égard de l'impérialisme et en premier lieu de l'impérialisme américain, constitue la pierre de touche de la juste orientation de toutes les forces politiques dans le monde. Il ne s'agit pas là d'une question d'ordre purement tactique, ni d'une prise de position temporaire dépendant de la conjoncture. L'attitude de chaque force à l'égard de l'impérialisme procède du contenu de sa ligne politique, elle permet d'apprécier les actions pratiques, elle détermine enfin la ligne de démarcation qui sépare ceux qui défendent les intérêts vitaux des peuples et l'avenir de l'humanité de ceux qui les foulent aux pieds, la ligne qui sépare les révolutionnaires des réactionnaires et des traîtres.

La lutte anti-impérialiste n'a ni ne peut avoir partout la même extension ni la même intensité. Mais ce qui importe, c'est que les peuples se dressent dans la lutte de libération contre l'impérialisme non seulement pour le harceler, mais aussi pour abréger ses jours. C'est seulement en lui livrant une lutte résolue, une lutte ouverte et du tac au tac, en ne reculant pas devant les difficultés et les sacrifices, qu'ils pourront le contraindre à battre en retraite et à s'incliner. Les révolutionnaires ont pour tâche d'éclairer politiquement et idéologiquement les masses de chaque peuple, de les pousser à redoubler de vigilance, de leur montrer où se trouve l'ennemi et comment il agit, et comment elles doivent s'organiser et le combattre. L'impérialisme révisionniste soviétique de fraîche date est pour les peuples et la révolution un ennemi tout aussi dangereux, rusé et agressif que l'impérialisme américain.

Notre Parti, dès le moment où le révisionnisme moderne usurpa le pouvoir en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes, a correctement apprécié la situation et indiqué qu'un «second front» s'ouvrait dans le monde contre le socialisme et le communisme.

Aujourd'hui nous assistons tous à la transformation de l'Union soviétique révisionniste en un Etat chauvin et néo-colonialiste. La politique extérieure des révisionnistes soviétiques n'est autre que la politique grand-russe des anciens tsars, elle est faite des mêmes visées expansionnistes, des mêmes desseins de soumettre et d'asservir les peuples. Les appétits du jeune impérialisme révisionniste soviétique ne connaissent pas de bornes. A l'instar des Etats-Unis d'Amérique, les chefs de file du Kremlin ont rempli les cieux d'avions et les océans de sous-marins, ils créent, partout où ils le peuvent, des bases militaires, des marchés économiques pour drainer les richesses des peuples et ils recrutent des agents de tous les côtés. A cette fin les roubles et les tanks vont de pair avec la corruption et les chantages. Il n'est pas de zone au monde où les révisionnistes soviétiques ne cherchent à étendre leur influence impérialiste, il n'est pas de question internationale dans laquelle ils ne s'immiscent afin d'en tirer leurs propres avantages. Marchant sur les traces des impérialistes américains, ils sont devenus de gros marchands de canons, des usuriers insatiables, ils encouragent les complots contre-révolutionnaires et attisent les conflits entre les nations.

La succession des actions des révisionnistes soviétiques au cours de ces dernières années indique que cette ligne agressive va sans cesse s'approfondissant. A mesure que les contradictions s'aggravent à l'intérieur de l'Union soviétique, que les querelles et les heurts au sein du camp révisionniste s'accroissent, et, enfin, que la concurrence entre elle et son rival et allié, l'impérialisme américain, s'intensifie, l'aventure militaire devient toujours plus la principale forme d'action des révisionnistes soviétiques.

L'agression barbare contre la Tchécoslovaquie n'était pas un acte fortuit, ni le propre d'une situation exceptionnelle et qui ne saurait se répéter, mais le paroxysme d'une politique agressive et chauvine érigée en ligne officielle, l'amorce d'une grande offensive dirigée contre la liberté et l'indépendance de beaucoup de pays et de peuples. Il est de fait qu'en même temps que la Tchécoslovaquie était ouvertement envahie, on renforçait également l'occupation silencieuse de la Pologne, de l'Allemagne démocratique, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Mongolie. Ces pays sont pratiquement transformés en des provinces militaires de l'empire de Moscou, où les généraux soviétiques maintiennent non seulement «l'ordre», mais font aussi la politique, et même la loi.

L'ironie, dans cette politique chauvine, dans tous ces efforts que les révisionnistes soviétiques déploient pour dominer les peuples, c'est qu'ils cherchent à légitimer «théoriquement» cette politique, et qu'ils la qualifient de «prolétarienne», voire de «léniniste». Brejnev a sorti la théorie tristement fameuse de la «souveraineté limitée» et ses propagandistes zélés s'emploient à convaincre le monde que l'Union soviétique a envoyé à Prague non pas des tanks, mais son «aide internationaliste», qu'elle n'opprime pas les pays satellites, mais qu'elle «renforce la communauté socialiste», qu'elle ne les exploite pas, mais qu'elle accélère leur «intégration socialiste», etc.

La théorie de la «souveraineté limitée» est la théorie du chauvinisme et de l'expansion de grande puissance, la théorie à l'aide de laquelle les nouveaux impérialistes soviétiques cherchent à étouffer toute souveraineté des autres peuples et à s'arroger le «droit souverain» d'intervenir où et quand bon leur semble. En refusant la souveraineté aux autres nations et peuples, ils cherchent à leur nier ce qu'ils ont de plus cher, la liberté et l'indépendance, à nier leur individualité, leur droit inaliénable à l'autodétermination, au développement indépendant, leur droit à l'égalité dans les rapports entre nations et à une participation active aux relations internationales. Par la «souveraineté limitée» ils cherchent à légitimer le droit du plus fort à étouffer le plus faible, du plus grand à engloutir le plus petit. C'est une théorie qui justifie l'agression impérialiste.

«L'internationalisme prolétarien» des révisionnistes soviétiques a aussi le même contenu réactionnaire. Les maîtres du Kremlin cherchent à spéculer sur ces notions et à imposer aux forces révolutionnaires et anti-impérialistes la fallacieuse conception selon laquelle le critère fondamental de l'internationalisme prolétarien, la pierre de touche de son authenticité, serait l'attitude à l'égard de l'Union soviétique, que toute la lutte et l'action révolutionnaires doivent être subordonnées aux intérêts de l'Union soviétique et de sa politique.

Les spéculations fondées sur le passé et le recours à des thèses autrefois correctes ne convainquent plus personne aujourd'hui que les révisionnistes soviétiques ont trahi le marxisme-léninisme et ont fait de l'Union soviétique un pays impérialiste. A présent encore, l'attitude envers l'Union soviétique demeure le critère de l'internationalisme prolétarien, mais dans un sens inverse à celui de l'époque de Lénine et de Staline, quand l'Union soviétique était le centre et la base de la révolution mondiale. Aujourd'hui est révolutionnaire et internationaliste précisément celui qui combat les révisionnistes soviétiques, qui démasque leur trahison, qui s'oppose de toutes ses forces à leur politique et à leur ligne antimarxistes et impérialistes.

Le passage du révisionnisme soviétique au social-impérialisme, l'intensification de sa politique et de son activité expansionnistes assignent aux forces révolutionnaires et anti-impérialistes de nouvelles tâches. La lutte idéologique contre le révisionnisme demeure toujours actuelle, elle reste une tâche primordiale qu'il convient de conduire à son terme, jusqu'à la destruction complète de ce courant. Toutefois, cette lutte, aujourd'hui, serait insuffisante et elle n'aurait pas d'heureuse issue si l'on ne considérait pas l'Union soviétique actuelle comme une puissance impérialiste et si l'on ne la traitait pas comme telle.

La plus grande force contre-révolutionnaire qui s'oppose à la lutte des peuples pour la liberté et le socialisme est l'alliance soviéto-américaine. Dans tous les domaines — économique, politique et militaire — les lignes impérialistes des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique se rapprochent

constamment et tendent à se confondre. Afin de réaliser leurs desseins d'hégémonie et de domination, les deux superpuissances ont besoin l'une de l'autre, elles règlent leurs montres à la même heure et coordonnent constamment leurs plans et leur activité concrète.

L'effet néfaste de cette alliance réactionnaire se fait sentir dans tous les conflits et problèmes internationaux. Bien que la Seconde Guerre mondiale soit terminée depuis 26 années déjà, les Etats-Unis et l'Union soviétique maintiennent encore leurs troupes dans différents pays. Les deux superpuissances ont reconnu et accepté comme un fait accompli leurs zones d'influence respectives et elles s'efforcent de se ménager mutuellement partout où elles exercent leur domination et exploitation.

Recourant à la diplomatie secrète et s'en tenant entièrement à la pratique impérialiste, les Américains et les révisionnistes soviétiques se livrent maintenant à des marchandages en coulisse pour se partager les zones naguère sous l'influence d'anciennes puissances impérialistes qui en ont été chassées, pour combler, disent-ils, les «vides». Ces «fruits» de l'alliance soviéto-américaine apparaissent bien clairement au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, dans les zones de la Méditerranée, de l'océan Indien, et ailleurs.

En ce qui concerne les questions internationales importantes, les deux superpuissances s'efforcent de concerter leur politique et d'afficher une attitude commune devant le monde, comme on le voit dans les négociations sur le désarmement à Genève, dans celles sur le Moyen-Orient à New York, etc. Cette coordination de leur politique et cette attitude commune apparaissent encore plus clairement dans l'activité de l'Organisation des Nations Unies, qui s'est convertie en un instrument de leur politique d'hégémonie. Pratiquement, aucune décision n'est prise à l'ONU, aucune suggestion n'y est admise si elle n'est pas du goût des deux grandes puissances. Ce que cherchent les Etats-Unis et l'Union soviétique, c'est d'obliger les autres Etats à confier leurs propres destinées aux deux superpuissances pour que celles-ci deviennent des arbitres non seulement des affaires extérieures des autres pays, mais aussi de leurs affaires intérieures. Les deux superpuissances cherchent à faire en sorte que la soumission à leur volonté et à leur diktat soit érigée en loi et en norme de la vie internationale.

Les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques se démènent de plus en plus pour maintenir l'équilibre des forces entre eux et pour garder leurs distances face aux autres pays. Tous les accords qu'ils ont conclus sur les armes atomiques, sur l'espace cosmique, sur les fonds des mers et des océans, etc., tendent à maintenir intacts ces rapports nouveaux de caractère stratégique, qui déterminent également la politique commune des superpuissances. Ils veulent avant tout conserver jalousement leur monopole des armes nouvelles et leur supériorité technique et scientifique dans les principales branches de développement, afin de maintenir les autres pays sous leur dépendance et d'exercer sur eux une pression politique, économique et militaire continue. Personne ne doute que les rencontres très secrètes au cours des négociations SALT, dont sont exclus même leurs alliés les plus proches, ont donné naissance à un organisme où l'on ne se contente pas de coordonner les questions militaires, mais où l'on s'emploie aussi à déterminer des positions politiques concrètes et une stratégie à long terme communes.

Certes, il serait inconcevable et irréaliste de ne voir dans l'alliance soviéto-américaine que le rapprochement et la collaboration des deux superpuissances, leurs actions et intérêts communs. Etant donné leur caractère impérialiste, les Etats-Unis et l'Union soviétique révisionniste sont aussi divisés par des conflits, des rivalités et des contradictions profondes, qui les empêchent d'agir toujours en harmonie et en unité complète. L'existence, et l'aggravation de ces contradictions sont inhérentes au fondement même de cette alliance, au système social capitaliste des deux pays, à leurs visées impérialistes. Se préparant pour la guerre, les deux parties projettent aussi de s'entre-dévoré.

Spéculant sur les contradictions qui les séparent des Etats-Unis et dans l'intention de dissimuler leur trahison, les révisionnistes soviétiques tentent de se faire passer pour anti-impérialistes, comme si eux aussi s'opposaient à la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme américain. Mais l'«anti-impérialisme» des révisionnistes n'est qu'un slogan fallacieux, qu'une tactique pour tromper tes

peuples, pour diviser leur unité anti-impérialiste, pour saboter la révolution. Il serait très dangereux de se faire des illusions sur l'«anti-impérialisme» des révisionnistes soviétiques, car les conséquences de ces illusions seraient graves pour la lutte révolutionnaire des peuples.

Du moment que l'impérialisme américain et l'impérialisme révisionniste représentent deux superpuissances impérialistes et affichent une stratégie contre-révolutionnaire commune, il est impossible que la lutte des peuples contre eux ne se ramène pas à un seul courant. Il n'est pas possible de s'appuyer sur un impérialisme pour s'opposer à l'autre. *[Cela allait à l'encontre du point de vue erroné des Chinois selon lequel il faut s'appuyer sur l'impérialisme américain pour combattre le social-impérialisme soviétique (Voir page 296 du présent volume).]*

Les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques s'efforcent de maintenir la tranquillité, le statu quo et les alliances qu'ils ont conclues. Ils demandent aux peuples de rester calmes, d'approuver leur politique et leurs actes. Mais les peuples révolutionnaires et tous les hommes progressistes dans le monde haïssent profondément l'oppression et l'exploitation qui sont tout aussi insupportables sous l'enseigne des impérialistes américains que sous celle des révisionnistes soviétiques.

Ils ne veulent pas de la «tranquillité» et de la «paix» impérialistes, ils ne veulent pas du statu quo réactionnaire actuel que préconisent les impérialistes et les révisionnistes. La révolution, la lutte pour la libération nationale et sociale ne signifient pas la «destruction de l'humanité», comme le prétendent les impérialistes et les révisionnistes, mais la destruction de l'oppression et de l'exploitation, ce sont même elles qui sauveront l'humanité.

Il va sans dire que la révolution n'éclatera pas le même jour dans tous les pays et qu'elle ne triomphera pas partout en même temps. Elle suivra une voie pleine de détours, elle comportera des hauts et des bas. Mais partout où il y a oppression et exploitation, il y a et il y aura aussi lutte de classes, il y a et il y aura révolution. Le marxisme-léninisme inspire désormais tous les jours davantage le prolétariat mondial, il illumine à toutes les masses opprimées la voie vers la victoire.

LA PAIX VERITABLE ET LA SECURITE DES PEUPLES NE PEUVENT ETRE ASSUREES QUE PAR LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN ET LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE

Notre Parti et notre gouvernement ont consacré une attention spéciale à des problèmes particuliers, importants et aigus de la vie internationale, qui influent directement et considérablement sur les destinées et l'avenir des peuples.

Douze années se sont déjà écoulées depuis que l'héroïque peuple vietnamien a entrepris une lutte à mort contre l'agression impérialiste des Etats-Unis et de leurs fantoches de Saïgon. Les impérialistes américains ont perdu la guerre sur le champ de bataille, ils n'ont aucun espoir de voir la situation se modifier en leur faveur, et pourtant ils persistent de façon obstinée et désespérée dans leur agression et leurs efforts en vue de faire fléchir et d'opprimer le peuple vietnamien. Bien plus, il y a quelque temps, les impérialistes américains ont étendu leur agression au Cambodge et au Laos aussi. Mais ce dernier fait a montré à son tour, qu'aujourd'hui comme hier, la violence des armes, la terreur et les actes de barbarie ne peuvent fournir aux impérialistes américains le moyen de sortir de l'impasse où ils se sont engagés. La lutte commune des peuples d'Indochine, leur unité et leur résolution ont fait totalement échouer les plans stratégiques et tactiques du gouvernement Nixon.

L'Indochine est devenue désormais le principal champ de bataille de la lutte de libération des peuples contre l'impérialisme américain, et c'est bien pour cette raison que les victoires des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge ont été une grande source d'inspiration révolutionnaire pour tous ceux qui s'opposent à l'impérialisme, qui luttent pour la liberté et l'indépendance nationale, pour la démocratie et la justice sociale. En particulier, elles ont élevé le moral, l'esprit combattant des petits peuples, elles ont accru leur confiance dans leurs propres forces et dans leur avenir.

L'enseignement historique que donne le Vietnam indique qu'à l'agression d'une grande puissance impérialiste on peut opposer victorieusement la guerre populaire, que dans les conditions actuelles même un petit pays peut vaincre une superpuissance lorsqu'il est fermement décidé à consentir n'importe quel sacrifice et à aller hardiment de l'avant dans la voie de la liberté et de la révolution.

La nouvelle doctrine de Nixon sur la prétendue «vietnamisation de la guerre» et ses manœuvres en vue d'entamer des «négociations de paix», ne peuvent avoir aucun succès. La «vietnamisation» veut dire l'extension et la continuation de l'agression impérialiste, elle veut dire opposer les Vietnamiens aux Vietnamiens, les Asiatiques aux Asiatiques pour que les impérialistes américains puissent les dominer, les opprimer, les exploiter et les utiliser comme de la chair à canon dans l'intérêt de leur politique d'agression et d'hégémonie. Au reste, le plan de Nixon visant à «vietnamiser» la guerre au Vietnam a échoué face à la résistance héroïque des peuples d'Indochine et il ne peut conduire ses auteurs qu'à de nouvelles défaites encore plus grandes. Les impérialistes américains ne peuvent être sauvés non plus de la catastrophe au Vietnam par leurs amis les révisionnistes soviétiques, qui pendant de longues années ont saboté les efforts du peuple vietnamien, faisant pression sur lui pour qu'il renonce à sa lutte contre les Américains.

Il ne peut y avoir de paix véritable ni au Vietnam ni dans le reste de l'Indochine tant que les forces américaines ne seront pas entièrement et définitivement retirées de cette zone et tant que les bases et les installations militaires américaines n'y auront pas été complètement détruites. Le peuple vietnamien triomphera à coup sûr et c'est ce peuple, qui se bat et verse son sang, qui remportera la victoire sur le champ de bataille. A lui et à lui seul appartient le droit de décider en toute indépendance de ses propres destinées.

Le peuple albanais a été et sera toujours indissolublement lié au peuple vietnamien frère et aux autres peuples d'Indochine, il est pleinement solidaire de leur juste et héroïque lutte contre l'impérialisme américain et ses alliés. Nous soutenons totalement les justes positions du gouvernement de la République démocratique du Vietnam et du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam exigeant le retrait des troupes américaines de ce pays et le règlement dans ce sens du conflit vietnamien.

Le Moyen-Orient est devenu un autre foyer de tension. L'agression impérialiste-israélienne visant à soumettre et à asservir tous les peuples arabes se poursuit depuis longtemps. La situation a été, aussi, aggravée dans cette zone par l'intervention des révisionnistes soviétiques qui, se posant en amis des peuples arabes, cherchent à s'emparer de positions stratégiques et à y étendre leur hégémonie.

Les sionistes, les impérialistes et les révisionnistes soviétiques s'efforcent de diviser les Arabes et de semer la discorde entre eux, dans l'intention d'affaiblir leur front commun de libération anti-impérialiste et de leur imposer une paix contraire à leurs intérêts vitaux. Les deux superpuissances, qui tentent de prendre en main les destinées du Moyen-Orient et d'y jouer le rôle d'arbitre, se proposent de le partager en zones d'influence et de construire sur les dépouilles des peuples arabes de nouvelles bases d'où ils se lanceraient pour de nouvelles conquêtes sur les continents d'Asie et d'Afrique.

Mais si les peuples arabes ont lutté pendant des siècles pour leur liberté et leur indépendance, pour la défense de leur honneur et de leurs biens, ce n'est pas pour les sacrifier maintenant aux intérêts impérialistes des grandes puissances. Le prix de la «paix» que les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques leur offrent est très élevé. De plus, cette offre constitue une offense pour eux et porte gravement atteinte aux glorieuses traditions, à la dignité et à la fierté de tous les peuples arabes. Ces peuples ont fait clairement comprendre qu'ils ne renonceront pas même à un pouce de la terre arabe et qu'ils ne feront aucun marchandage sur la question palestinienne. Ils se sont dressés contre la violence des réactionnaires jordaniens visant à réprimer les forces des partisans de Palestine, qui se tiennent à l'avant-garde de la lutte de libération des peuples arabes et qui ont rejeté le complot impérialiste tendant à liquider entièrement et définitivement la révolution palestinienne.

Notre peuple considère les peuples arabes comme des amis traditionnels et comme des frères. Il est pleinement solidaire de leur juste cause, il a été et sera toujours à leurs côtés. Nous sommes convaincus que les peuples arabes tiendront bien haut le drapeau de la lutte de libération contre les agissements des impérialistes et des sionistes, contre les ingérences des révisionnistes soviétiques et les supercheries de tous ceux qui se prétendent leurs amis, mais qui tentent de les poignarder dans le dos. Les terres arabes appartiennent aux Arabes, la cause pour laquelle lutte le peuple palestinien est invincible.

La République populaire d'Albanie est intéressée à l'établissement d'une paix et d'une sécurité véritables en Europe, à une solution réaliste et juste des problèmes restés en suspens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et en premier lieu du problème allemand.

Mais la situation en Europe n'est pas telle que cherchent à la présenter les révisionnistes soviétiques, comme s'il y avait maintenant détente et apaisement, après la signature du traité Moscou-Bonn et la prétendue garantie par l'Union soviétique et l'Allemagne fédérale de l'inviolabilité des frontières des Etats européens.

Au contraire, la conclusion du traité soviéto-allemand a créé une nouvelle tension en Europe, provoquée par les menaces sérieuses des révisionnistes soviétiques et des revanchards allemands contre les intérêts, la souveraineté et les droits des pays européens, par leur volonté de s'assurer l'hégémonie et la domination sur notre continent. Dès maintenant, la République fédérale d'Allemagne est devenue l'Etat capitaliste le plus puissant d'Europe occidentale. Elle défie l'influence américaine et s'efforce d'éclipser la puissance de la France et de l'Angleterre, pour ne pas citer les autres partenaires de l'OTAN. Au lieu de contribuer à une solution quelconque, le traité soviéto-allemand suscite des contradictions, des rivalités et des complications nouvelles de caractère impérialiste pouvant avoir des conséquences dangereuses pour tous les pays d'Europe.

Par cet accord on cherche à laisser dans l'oubli la question du traité de paix avec l'Allemagne et à violer et à dénier les droits légitimes des peuples qui ont lutté contre l'Allemagne hitlérienne et en ont triomphé. Mais ceux qui ont versé leur sang dans la guerre contre le nazisme ne pourront jamais permettre qu'on laisse les mains libres au militarisme et au revanchisme allemands et qu'on leur crée les conditions qui leur permettraient de précipiter une fois de plus l'Europe et le monde dans un nouveau carnage. La conclusion du traité de paix avec l'Allemagne est un acte qui ne peut être accompli qu'avec la participation de tous les pays membres de la coalition antifasciste et personne ne peut leur ôter ou dénier ce droit. L'accord soviéto-allemand, laissant de côté cette question, a violé les intérêts supérieurs de la République démocratique allemande, qui sont maintenant l'objet des marchandages menés dans son dos par la diplomatie des quatre grandes puissances et de Bonn. Cela a été, aussi, pleinement confirmé par l'accord sur Berlin, dans lequel les concessions et les compromis qu'ont été amenés à faire les chefs de file du Kremlin ont placé cyniquement la République démocratique allemande dans une position extrêmement humiliante.

Il va de soi que les peuples d'Europe aspirent à garantir leur liberté et leur indépendance et à assurer leur développement normal, dont ils ont naturellement besoin. Mais la sécurité dont les révisionnistes soviétiques parlent bruyamment, est une fausse sécurité. Les peuples d'Europe ne peuvent pas accepter de devenir les complices des deux grandes puissances impérialistes contre leurs propres intérêts supérieurs, ils ne peuvent pas accepter de faire le jeu des deux superpuissances qui ne pensent qu'à garantir leurs sphères d'intérêt, qu'à soumettre et à dominer les pays européens. La véritable sécurité, les peuples ne l'attendent pas des deux grandes puissances impérialistes qui sont les auteurs des agressions au Vietnam, au Moyen-Orient, en Tchécoslovaquie et ailleurs, de ces puissances qui maintiennent leurs bases et leurs troupes d'occupation dans beaucoup de pays d'Europe et qui foulent aux pieds la liberté et l'indépendance des peuples et des pays souverains de ce continent.

En Europe existe le bloc de l'OTAN qui est une alliance agressive dominée par les impérialistes américains et dans laquelle les revanchards de l'Allemagne occidentale jouent un rôle de premier plan,

L'OTAN avait et a pour but de combattre le communisme, d'étouffer la révolution en Europe et de garantir les intérêts impérialistes des Etats-Unis. En Europe existe aussi le Pacte de Varsovie, qui s'est transformé en un instrument servant au maintien de la domination des révisionnistes soviétiques sur les pays membres et en une force d'agression et d'intimidation contre l'indépendance des autres pays. De quelle sécurité européenne peut-il donc être question lorsque ces deux blocs tiennent sous leur botte les peuples de l'une et de l'autre partie de l'Europe, lorsqu'ils sont les principaux piliers de la domination exercée par les deux superpuissances et les supports de leurs diktats ? Il est évident que, tant que ces deux blocs existeront en Europe, tant que les bases et les troupes américaines et soviétiques seront maintenues dans les pays européens, il ne pourra jamais y avoir de sécurité européenne véritable.

Notre pays est sorti du Pacte de Varsovie [*La décision prise par le plénum du CC du PTA le 5 septembre 1968 sur le retrait de l'Albanie et sa dénonciation du Pacte de Varsovie, fut sanctionnée par une loi spéciale de l'Assemblée populaire à sa session du 13 septembre 1968.*] et il en a dénoncé publiquement la politique et l'activité agressives. Par cet acte légitime nous avons défendu la liberté et l'indépendance de notre Patrie, et avons montré également que la voie assurant la défense de la liberté et de l'indépendance, la voie de la paix et de la sécurité internationale, consiste à s'opposer résolument à la politique d'hégémonie et d'asservissement pratiquée par l'impérialisme et le révisionnisme.

Nous pensons que les peuples d'Europe ne peuvent garantir et qu'ils ne garantiront leur sécurité qu'en renforçant leur indépendance et leur souveraineté nationale, qu'en luttant avec fermeté contre la politique hégémonique des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique, contre leurs efforts pour maintenir leurs bases militaires et leurs zones d'influence en Europe, préserver le statu quo et diriger le fer de lance de leur lutte vers l'Asie.

En tant que pays méditerranéen, la République populaire d'Albanie est intéressée à ce que le bassin de la Méditerranée reste une zone de paix et de coopération fructueuse, et elle lutte dans ce sens. Elle condamne résolument la politique agressive des puissances impérialistes, en premier lieu des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique, qui, par leurs flottes de guerre, menacent sérieusement la liberté et l'indépendance des pays méditerranéens. Il est du devoir des pays épris de liberté et de toutes les forces progressistes de la zone de la Méditerranée d'exiger le départ de ces flottes et de lutter dans ce but, de s'opposer à toute politique d'hégémonie dans cette partie du monde. La Méditerranée n'appartient qu'aux peuples et aux pays méditerranéens.

Depuis longtemps, dans le monde entier, il est fait bruyamment grand cas du problème du désarmement. Les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques ont soulevé ce problème à dessein, pour endormir la vigilance des peuples et intensifier la mise en œuvre de leurs projets agressifs. Les faits montrent que, tout en bavardant sans fin sur le désarmement, tout en organisant des centaines et des milliers de réunions, et en créant une infinité de comités et de commissions, les deux superpuissances poursuivent la course effrénée aux armements. Plus que jamais les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont accru leurs budgets militaires, ils ont mis sur pied dans tous les continents et sur les côtes de toutes les mers des bases militaires où ils ont cantonné leurs troupes de choc, ils ont mobilisé leurs plus importantes et meilleures forces techniques et scientifiques pour perfectionner les armes d'extermination massive, etc.

L'accumulation permanente des armements est une condition de l'existence de l'impérialisme, inhérente au caractère même de son système économique et à sa politique agressive. C'est pourquoi tant qu'existeront des Etats impérialistes et social-impérialistes, le désarmement ne se fera jamais dans le monde. Les impérialistes et les révisionnistes s'arment et ils accroissent leurs forces de choc pour conquérir le monde et le répartir entre eux, pour étouffer les révolutions, détruire les Etats socialistes et asservir les peuples. Leurs «efforts en vue du désarmement» visent en fait à désarmer les peuples et à leur imposer plus facilement leur domination. Par ailleurs, leur propagande dans ce domaine est offerte en pâture aux théoriciens pacifistes et à tous les naïfs qui se nourrissent d'espoir et restent en dehors de la réalité objective.

La course aux armements que les deux superpuissances s'efforcent de mener de manière équilibrée peut avoir des conséquences très dangereuses. Elles se préparent pour des guerres agressives, qu'elles peuvent déclencher isolément ou ensemble contre d'autres pays, ou même l'une contre l'autre. Dans ces conditions, outre les guerres locales que les impérialistes et les révisionnistes peuvent souvent déclencher, on risque aussi de voir éclater une guerre mondiale. Bien plus, les guerres locales préparent le terrain à n'importe quel agresseur pour des guerres de plus grande envergure, elles sont des pas tactiques en avant accomplis par les impérialistes dans leur stratégie d'une guerre impérialiste globale. C'est ce but que servent aussi les complots et les putsch fomentés par les agents des puissances impérialistes et révisionnistes dans les différents pays, sans interventions militaires de l'extérieur.

Tant que les impérialistes et les social-impérialistes s'arment et se préparent pour des guerres agressives, les Etats socialistes ne peuvent pas rester les bras croisés. S'ils s'arment, c'est parce qu'ils cherchent à défendre leur patrie socialiste, à s'opposer à la politique d'ingérence, de pressions et de chantages de l'impérialisme et du social-impérialisme. Ils s'arment pour contrecarrer leurs tentatives de porter atteinte aux droits et à la liberté des peuples, et pour aider les autres peuples à sauvegarder ou à conquérir la liberté et leur indépendance nationale.

Les peuples ne peuvent pas ne pas constater que le groupement militaire agressif de l'OTAN, dominé par les impérialistes américains, et celui du Pacte de Varsovie, dominé par les social-impérialistes soviétiques, représentent aujourd'hui la principale menace pour la paix et pour la sécurité internationale. Sous le prétexte de se défendre l'une contre l'autre, les deux superpuissances font la loi au sein des organisations des dits pactes, se partagent les zones d'influence, se lancent dans des agressions isolées ou aident les autres agresseurs qui sont à leur service. Tirant profit de ces groupements, elles mettent encore davantage en péril la liberté, la vie des hommes et l'existence des Etats. Partout dans le monde les peuples doivent regarder la situation bien en face, en souligner le caractère dangereux et placer devant leurs responsabilités tous les gouvernements qui font le jeu des deux superpuissances.

La responsabilité des actions agressives des deux superpuissances pèse non seulement sur leurs gouvernements, mais aussi sur leurs peuples, en même temps que sur les gouvernements et les peuples des pays membres des alliances militaires en question. En ce qui concerne l'agression contre la Tchécoslovaquie, par exemple, la responsabilité en retombe non seulement sur les social-impérialistes soviétiques qui l'ont organisée, mais aussi sur les gouvernements des Etats membres du Pacte de Varsovie, qui ont participé à cette agression, elle pèse aussi sur les peuples de l'Union soviétique, de la Pologne, de l'Allemagne démocratique, de la Bulgarie et de la Hongrie, qui sont restés passifs et ont toléré cette action barbare. Il en est de même de l'aide directe et indirecte que les partenaires des Etats-Unis apportent aux agresseurs américains au Vietnam. Les pays membres des organisations de l'OTAN et du Pacte de Varsovie justifient leur présence dans ces organisations, leur alliance et leur amitié avec les Etats-Unis ou avec l'Union soviétique par les nécessités de leur défense. Mais ils renforcent ainsi les superpuissances, les aident à conserver et à partager leurs zones d'influence, à mettre en œuvre leur politique d'hégémonie, de diktat et d'agression.

Plus la résistance et la lutte des peuples des pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie contre les actions agressives des deux superpuissances et de leurs gouvernements qui les soutiennent, seront organisées, vastes et puissantes, plus les agresseurs auront de difficultés à se lancer dans des aventures militaires contre les peuples.

L'Union soviétique, la Hongrie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie organisent constamment des manœuvres militaires aux frontières de la Yougoslavie et de la Roumanie. Il est évident qu'on est ici en présence de pressions, de chantages et de menaces, qui peuvent d'un jour à l'autre tourner en agressions ouvertes contre des pays souverains. Les peuples des pays participant à ces manœuvres ne se rendent-ils pas compte des plans et des complots dangereux que l'on monte contre eux ? L'histoire les condamnera sévèrement s'ils demeurent passifs et laissent les mains libres aux agresseurs.

II - LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET LES TACHES DU PARTI

Camarades,

Le Ve Congrès avait fixé des tâches importantes en vue du développement économique et culturel du pays et de l'amélioration du bien-être du peuple. La classe ouvrière, la paysannerie coopérée et l'intelligentsia populaire, sous la conduite du Parti et avec une conscience révolutionnaire élevée, se sont acquittées avec honneur de toutes ces tâches immenses. Ainsi un nouveau pas important a été franchi vers l'édification intégrale du socialisme dans notre pays.

Pour la production industrielle globale et les investissements, les objectifs fixés par le 4^e plan quinquennal ont été atteints en 4 ans et 7 mois, les travailleurs de la ville de Tirana les ayant, pour leur part, réalisés en 4 ans et 4 mois. Le niveau de la production industrielle envisagé pour 1970 a été atteint dès 1968. Notre économie s'est enrichie d'ouvrages grandioses tels que la centrale hydro-électrique «Vau i Dejës» sur le fleuve Drin, de nouveaux gisements pétrolifères, d'usines d'engrais chimiques, d'une nouvelle ligne de chemin de fer (Rrogozhinë-Fier), etc. Au total, plus de deux cents grands ouvrages intéressant l'industrie, l'agriculture, les transports et les autres branches de l'économie, ont été construits et mis en exploitation. L'ensemble de ces réalisations a accru le potentiel de notre économie et renforcé encore davantage la base matérielle et technique du socialisme. Les succès obtenus dans le développement socialiste des campagnes et de l'agriculture sont également importants. Avancant dans la voie de son intensification, notre agriculture a vu sa production globale, et en particulier les rendements des céréales panifiables, s'accroître d'année en année. En 1970, le rendement moyen pour les céréales a été de 17,3 q par ha. *[En 1981, le rendement moyen des cultures céréalières pour tout le pays a atteint 26,6 q par ha.]* Un tel rendement n'avait jamais été atteint jusque-là, même lors des années où les conditions atmosphériques étaient les plus favorables. Un bond en avant a été accompli dans l'extension des superficies irrigables, dans l'élévation du degré de mécanisation ainsi que dans l'utilisation des engrais chimiques et des semences sélectionnées.

Le Ve Congrès avait lancé l'appel «Attaquons-nous aux collines et aux montagnes pour les embellir et les rendre aussi fertiles que les plaines». Cette directive a ouvert des horizons nouveaux pour le développement de l'agriculture et l'épanouissement de la vie nouvelle jusque dans les zones reculées de montagnes. Ainsi, dans un délai relativement bref, la collectivisation a été également menée à son terme dans ces zones. L'objectif du dernier plan quinquennal pour le défrichement de terres nouvelles par la paysannerie coopérée a été atteint avant terme et même dépassé. La mise en exploitation de ces terres a permis à de nombreux villages de montagne d'accroître leur production de céréales, de se suffire en pain et même d'obtenir des excédents qu'ils ont vendus à l'Etat. C'était là la première victoire dans la réalisation concrète de la perspective nouvelle ouverte à ces zones par le Parti.

Au cours du 4^e quinquennat, de multiples mesures ont été prises pour renforcer la nature socialiste des rapports économiques et sociaux. L'ensemble du système de direction et de planification de l'économie a été amélioré. Dans les campagnes, le regroupement volontaire des petites coopératives en coopératives agrandies a entraîné l'élévation du degré de socialisation des biens et du travail. Le lopin individuel des coopérateurs a été réduit, ce qui harmonise mieux l'intérêt général avec leur intérêt personnel. Les traitements élevés des cadres du Parti et de l'Etat ont été abaissés et les différences entre ces salaires et ceux des autres travailleurs et ouvriers ont été réduites conformément aux principes du socialisme. Un plus juste rapport a été établi entre l'intérêt matériel et les stimulants moraux, cependant que de nombreux stimulants matériels qui avaient fait leur temps ou qui étaient excessifs ont été totalement supprimés.

La lutte et le travail plein d'abnégation des masses travailleuses pour le développement de l'économie ont assuré la base indispensable pour l'heureux accomplissement des tâches fixées par le 4^e plan quinquennal en vue de l'élévation du bien-être et du niveau culturel du peuple. En 1970, le revenu national était de 55 pour cent supérieur à celui de 1965, cependant que le revenu réel par habitant s'était accru de 17 pour cent. La population a été approvisionnée en marchandises nécessaires de façon

plus satisfaisante et sans à-coups. Un vaste réseau de services socio-culturels a été mis sur pied dans presque chaque coopérative. Les conditions de vie quotidienne de chaque famille citadine ou rurale se sont améliorées.

La scolarité obligatoire de huit ans a été définitivement étendue à tout le pays, permettant d'élever le niveau général d'instruction et de culture de la jeunesse. Toutefois, la victoire la plus remarquable enregistrée sur le plan de l'enseignement consiste dans le programme qu'a fixé le Parti en vue d'une révolutionnarisation plus poussée de l'école. L'application de ce programme revêt une importance exceptionnelle pour la saine éducation révolutionnaire de la jeune génération et pour les destinées du socialisme en Albanie.

La réalisation, un an avant terme, de la grande action de masse qu'a été l'électrification de tous les villages, constitue une victoire éclatante et de portée véritablement historique de notre régime socialiste, un nouveau témoignage du souci constant du Parti et du pouvoir populaire de voir croître et s'émanciper nos campagnes coopérées sous tous les aspects.

Au cours du 4^e quinquennat, l'Etat a fait de gros investissements pour la construction de logements. Mais, par ailleurs, un facteur très important en ce domaine a ouvert de nouvelles perspectives pour satisfaire les besoins des travailleurs des villes et des centres ouvriers : il s'agit de l'initiative révolutionnaire des masses pour la construction de logements grâce à la contribution volontaire des travailleurs eux-mêmes. Durant les cinq années du dernier plan quelque 73.000 logements ont été ainsi construits dans les villes et les campagnes. Un grand effort de construction, qui a fait ressortir l'éclatante unité et la solidarité socialiste de notre peuple, a été déployé pour remédier aux lourdes conséquences du tremblement de terre qui a éprouvé les districts de Dibër et de Tepelenë. Grâce à l'aide du pouvoir et à la contribution du peuple tout entier, 1.600 maisons neuves ont été construites et 11.000 autres réparées en un temps record.

Notre pays est le seul pays au monde où la population est exonérée de tout impôt direct. La suppression complète des impôts constitue une supériorité manifeste de notre régime socialiste sur le régime capitaliste.

Les résultats obtenus dans le développement de l'économie et de la culture, dans l'amélioration du bien-être du peuple et dans le renforcement de notre régime social, constituent de remarquables victoires de notre édification socialiste, des victoires qui réjouissent à juste titre notre Parti et notre peuple, qui leur insufflent une nouvelle énergie et une nouvelle hardiesse révolutionnaire pour aller constamment de l'avant. Ces succès illustrent clairement la justesse de la ligne et de la politique marxistes-léninistes conséquentes suivies par le Parti, l'enthousiasme, la mobilisation au travail et l'esprit révolutionnaire élevé qui caractérisent nos masses laborieuses.

Le quinquennat qui vient de s'achever entrera dans l'histoire comme une période de grandes initiatives populaires et d'héroïsme de masse, une période au cours de laquelle la force unie du peuple sous la conduite du Parti a remué montagnes et plaines. C'est la période où grands et petits se sont dressés, où l'enthousiasme et l'élan révolutionnaires se sont emparés des fabriques et des campagnes, des écoles et des mines, la période des héros conscients, qu'aucun obstacle, aucune difficulté, aucun orage ne fait reculer, et pour qui l'accomplissement du devoir, l'exécution des recommandations du peuple est une loi suprême et sacrée. Cette glorieuse période a engendré des héros comme la jeune montagnarde Shkurte Pal Vata, l'ouvrier Adem Reka, l'ingénieur Muhamet Shehu, l'enseignant Ismet Sali Bruçaj, le soldat Agron Elezi et tant d'autres, qui sont morts dans l'accomplissement de leur tâche pour les idéaux du Parti et les intérêts du peuple. Leur exemple et leurs figures, flambeaux de vaillance et de dévouement sans borne, ont soulevé d'enthousiasme le peuple tout entier.

Dans ce flot révolutionnaire irrésistible on a vu surgir de magnifiques initiatives de masse et s'exalter l'esprit de l'action. Tout cela a donné une impulsion et un contenu nouveaux au travail dans tous les secteurs, a révélé les forces colossales encore inconnues et inexploitées que le Parti, la classe ouvrière

et la paysannerie, la jeunesse et les femmes renferment en leur sein, les forces intarissables du système socialiste.

Notre peuple est modeste, mais il a le droit de s'enorgueillir de ses fils et de ses filles qui bâtissent et montent eux-mêmes des fabriques représentant le dernier mot de la technique, qui pilotent des navires modernes sur les océans, qui construisent si rapidement et si parfaitement des ouvrages d'une technique aussi complexe que la centrale «Vau i Dejes». Il a le droit d'être fier de ses hommes nouveaux qui, avec un courage sans pareil, s'attaquent à la science et à la technique, qui bouleversent les normes académiques et dépassent les prévisions même les plus optimistes.

Cet enthousiasme révolutionnaire sans précédent, cet héroïsme de masse et cet esprit d'initiative ne sont pas tombés du ciel. Ils ont leur source dans la lutte héroïque et sans égale que le Parti et le peuple ont menée pour faire échec aux blocus impérialistes et révisionnistes, dans le patriotisme ardent de notre peuple et dans sa confiance inébranlable en ses propres forces, dans l'avenir sûr que forge le socialisme, dans la force vivifiante des enseignements du Parti. Seule une grande perspective engendre un grand courage, seules les convictions idéologiques bien ancrées peuvent opérer des prodiges. Préservons et développons davantage encore ces grandes qualités morales que nous avons acquises, n'épargnons aucun effort pour les maintenir vivaces et pures, faisons-en une force motrice qui aide à l'heureux accomplissement des tâches grandioses qui nous attendent encore.

Les grandes victoires remportées dans tous les domaines de l'édification socialiste, l'expérience accumulée ainsi que l'enthousiasme et l'esprit révolutionnaires élevés des masses laborieuses, constituent la base puissante sur laquelle reposera l'ensemble du développement économique et social du pays au cours du 5^e quinquennat. Les principales tâches du plan soumises à l'approbation de ce Congrès procèdent de la poursuite de l'édification intégrale de la société socialiste, du stade jusqu'ici atteint et des perspectives de développement de notre économie.

Notre économie a atteint un niveau plus élevé du point de vue de la quantité comme de la qualité. Le développement ultérieur de l'industrie se caractérisera par un accroissement du volume de la production et surtout par la mise sur pied de nouvelles branches de l'industrie lourde de transformation. Des entreprises de grande taille et de structure complexe, pourvues d'une technique et d'une technologie avancées ont été construites. Partout où la production s'en est tenue jusqu'ici à des méthodes artisanales on s'est fixé pour tâche de passer à des méthodes industrielles. La science et la technique nouvelles sont progressivement introduites dans toutes les branches de l'économie. L'agriculture adopte de plus en plus des formes d'exploitation intensives.

Il ressort de tout cela que notre économie s'engage dans une nouvelle étape, que son développement ultérieur exigera une meilleure harmonisation des formes d'exploitation extensives et intensives et la solution des problèmes qui en découlent. Dans ces conditions, il apparaît indispensable de faire reposer tout le développement de notre économie, sa direction et son organisation sur de plus solides bases scientifiques.

Conformément aux orientations fondamentales de la politique du Parti relatives à l'édification intégrale de la société socialiste, les tâches principales pour le développement de l'économie au cours du 5^e quinquennat seront :

D'assurer le renforcement général de l'économie nationale dans la voie de la transformation de l'Albanie de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole, afin d'élever le degré d'autonomie de l'économie, de consolider le système socialiste, d'améliorer le bien-être matériel du peuple et d'élever son niveau culturel, en atténuant surtout les disparités essentielles entre la ville et la campagne, et d'accroître le potentiel défensif du pays.

A cette fin il faudra :

Lutter pour développer toujours plus l'industrie en en améliorant la structure avec des branches et des productions nouvelles, en particulier l'industrie lourde de transformation, afin d'élargir la base énergétique et de matières premières et de mettre plus rationnellement en valeur les ressources du pays ;

Obtenir un nouvel accroissement de la production agricole à travers son intensification plus poussée, en s'appuyant sur une organisation et une direction scientifiques plus solides de la production et sur le renforcement de la base matérielle et technique de l'agriculture ;

Promouvoir vigoureusement le progrès technique et scientifique dans toutes les branches de l'économie nationale, perfectionner sans cesse les rapports de production socialistes, approfondir la révolution socialiste dans le domaine de l'idéologie et de la culture, appliquer fermement le principe de l'appui sur ses propres forces.

Le nouveau plan quinquennal a été élaboré par les masses laborieuses elles-mêmes, guidées par les directives et les orientations du Parti et du Gouvernement. La classe ouvrière, la paysannerie coopérée, les spécialistes et les techniciens, les cadres de la base et du centre, en ont tous discuté en commun avec un plus vif intérêt que jamais et en ont fixé les objectifs. Leur esprit révolutionnaire élevé, leur pensée créatrice, leur riche expérience, leur détermination de s'appuyer sur leurs propres forces, le sentiment profond de leurs responsabilités quant aux destinées de la patrie et du socialisme, sont à la source du projet de directives sur le développement de l'économie et de la culture pour les années 1971-1975, soumis au présent Congrès.

Au cours du 5^e plan quinquennal également l'industrie remplira comme toujours son rôle d'avant-garde pour le développement des forces productives. La production industrielle globale prévue pour 1975 sera de 61 à 66 pour cent supérieure à celle de 1970. En d'autres termes, la production industrielle de la seule année 1975 sera de 12 pour cent supérieure à celle de l'ensemble du deuxième quinquennat 1956-1960. Ce fait à lui seul suffit à réfuter les grossières calomnies des révisionnistes soviétiques, qui cherchent à faire accroire que notre économie a marqué le pas depuis qu'ils nous ont coupé leur aide.

Au cours du quinquennat actuel on visera à faire en sorte que l'industrie, surtout l'industrie extractive et l'industrie lourde de transformation, croisse, se renforce et se modernise. Aussi construira-t-on une série de nouveaux établissements qui, par la complexité des processus technologiques et l'ampleur de la production, seront sans précédent pour notre économie. Mentionnons, entre autres, un combinat sidérurgique à cycle clos, une raffinerie pour le traitement complet du pétrole, de grandes mines de ferro-nickel, de chrome et de charbon, la centrale hydro-électrique de Fierze, des usines d'enrichissement des minerais, etc. Pour la première fois dans notre pays, on produira des aciers et de la fonte, du nickel, du cobalt, de la tôle, des tubes, des carburants de haute qualité, du gaz liquéfié, de l'urée, de l'acide chlorhydrique, etc. Un tel développement de l'industrie aura pour conséquence l'accroissement numérique de la classe ouvrière, l'élévation de son niveau de formation technique et professionnelle et de son rôle dirigeant dans l'ensemble de la vie du pays.

Le nouveau plan quinquennal ouvre également de grandes perspectives au développement de notre agriculture socialiste. En 1975, la production agricole globale sera de 65 à 69 pour cent supérieure à celle de 1970, soit environ 3 fois plus élevée que celle de 1960. La production de céréales, de lait, de viande, d'œufs, de légumes et de plantes industrielles connaîtra un fort accroissement. Le nombre des arbres fruitiers augmentera de quelque 28 pour cent. Grâce à la construction d'importants ouvrages de bonification et d'irrigation, principalement dans les zones de montagnes, la capacité d'irrigation atteindra environ 58 pour cent de la superficie des terres arables. Le nombre des tracteurs en exploitation, calculés en unités de 15 CV, aura augmenté en 1975 de 40 pour cent par rapport à 1970, ce qui représentera un chiffre de 3,5 fois supérieur à celui de 1960. On prévoit que les besoins de l'agriculture en engrais chimiques et en machines agricoles, en semences et en bêtes de race hautement productives, seront satisfaits comme ils ne l'ont jamais été. Des milliers de spécialistes moyens et supérieurs seront formés à l'intention de ce secteur si important de notre économie.

Un vaste programme de grands travaux intéressera tous les domaines de l'activité sociale. Les investissements fixés pour le 5^e quinquennat égaleront le total des investissements des onze dernières années 1960-1970. Rien que la valeur des travaux de construction et de montage envisagés pour les deux grands ouvrages que sont le complexe métallurgique d'Elbasan et la centrale hydroélectrique de Fierze équivalra au total des investissements du premier quinquennat ou à près de la moitié des investissements du deuxième quinquennat. Le nombre total des ouvrages économiques et à destination sociale et culturelle construits, s'élèvera à 270.

La révolutionnarisation de l'école s'accompagnera d'une nouvelle extension de l'enseignement secondaire et supérieur. Un Albanais sur trois fréquentera une école. Dans les cinq années qui viennent on formera 20.000 spécialistes dotés d'instruction supérieure, soit 33 pour cent de plus que durant les 26 années écoulées depuis l'instauration du pouvoir populaire jusqu'en 1970. Notre édification socialiste dans tous les secteurs sera marquée par un recours toujours plus large à la science et aux recherches scientifiques.

Le développement complexe et dynamique que connaîtra notre économie, entraînera comme toujours l'élévation du bien-être matériel et du niveau culturel des travailleurs des villes et des campagnes. La vie de notre peuple, vaillant et laborieux, s'embellira encore, deviendra plus heureuse. Qu'il suffise de rappeler que les logements et les maisons qui seront construits au cours du 5^e quinquennat permettront de loger une population égale au nombre total actuel des habitants de Korçë, Elbasan, Shkodër, Durrës, Vlorë, Berat, Fier et Lushnjë.

En poursuivant avec continuité la juste politique visant à mettre sur pied une puissante industrie nationale, le principal objectif de l'industrialisation au cours de cette période sera l'exploitation à plus large échelle et économiquement plus efficiente des ressources naturelles du pays, pour réussir ainsi à satisfaire les besoins les plus importants et les plus pressants de la reproduction élargie. Suivant cette orientation, on continuera à développer de front, dans les proportions requises et conformément aux besoins et aux possibilités, les industries lourde et légère, extractive et de transformation, en veillant à ce qu'elles soient constamment en harmonie avec le développement de l'agriculture en particulier et des autres branches de l'économie. Pour la mise en oeuvre par étapes de cette orientation générale, la tâche principale de notre industrialisation demeurera l'extension de la production industrielle et l'amélioration de sa structure. C'est précisément pour cette raison qu'au cours du 5^e quinquennat l'industrialisation sera poursuivie dans la voie du développement des branches existantes en même temps que de la création de nouvelles branches de l'industrie lourde de transformation.

La mise sur pied, pour la première fois dans notre pays, d'une industrie sidérurgique est d'une importance exceptionnelle pour l'ensemble de notre économie. Le complexe métallurgique qui sera construit à Elbasan est un ouvrage gigantesque, dont la production renforcera l'indépendance et l'autonomie de notre économie, assurera dans le pays les matières premières indispensables au développement de l'industrie mécanique ainsi qu'à un futur passage à la fabrication de machines, et renforcera considérablement la base matérielle de nos constructions.

Dans l'ensemble du développement industriel, la priorité sera donnée, au cours de ce quinquennat également, aux industries d'extraction de minerais et de combustibles. Cette orientation obéit au souci d'élargir la base des matières premières pour la métallurgie et l'industrie chimique, d'accroître les exportations de minerais, et aussi de renforcer la base énergétique, si nécessaire non seulement pour l'industrie elle-même mais pour l'ensemble de l'économie nationale. Tout comme par le passé, une attention particulière sera portée à l'accroissement de la production d'énergie électrique. L'industrie électrique devra être à la pointe de l'ensemble de l'industrie et de toutes les autres branches de l'économie. Ses rythmes de développement devront donc être plus élevés que ceux de la production industrielle globale. Le choix de cette voie est dicté par la nécessité d'élever le degré d'équipement énergétique des activités productives, condition indispensable pour appliquer la technique nouvelle, faciliter le travail en général et en accroître la productivité dans toutes les branches de l'économie.

L'industrie mécanique notamment aura un rôle particulier à remplir pour le renforcement de la base technique de l'industrie elle-même et des autres branches de l'économie. Comme par le passé, elle aura pour première tâche d'assurer le parfait état de fonctionnement technique, l'exploitation continue et à haut rendement des machines et des autres équipements de notre économie. L'industrie mécanique, d'autre part, devra continuer, et ce sera là un aspect tout aussi important et pressant de sa tâche essentielle, à améliorer considérablement et constamment la qualité de la production des pièces de rechange. Faute de quoi, et quel que soit l'accroissement de la production dans cette branche, notre économie ne sera pas allégée de l'importation de ces articles.

Dans les nouvelles conditions que créera la production d'aciers, de fonte et de laminés dans le pays, et alors qu'on envisage de donner un nouvel élan au progrès technique et scientifique, cette branche de l'industrie voit s'ouvrir à elle une nouvelle et grande perspective. Elle ne peut plus se borner à la production de pièces de rechange, l'heure est venue pour elle d'entreprendre hardiment la production de machines. C'est là une nécessité urgente pour notre économie, une nécessité à laquelle il faut satisfaire graduellement, mais résolument, en fonction des nouvelles possibilités qui seront créées. En ce domaine si important, mais à la fois si complexe, il faudra commencer par les machines, appareils et équipements les plus nécessaires à notre économie, dont, on peut assurer la production en série et qui allégeront la charge de nos importations. Afin que l'industrie mécanique s'acquitte au mieux des tâches immédiates et à plus long terme, il importe que la spécialisation et la coopération dans la production se développent encore plus en profondeur. Un programme détaillé et à long terme touchant ce problème a été élaboré au 3^e plénum du Comité central.

L'essor de l'industrie et sa structure sont toujours étroitement liés aux besoins des autres branches de l'économie. Cela a rendu possibles le maintien de l'équilibre entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture, l'aide directe de la première à la progression de la seconde. En avançant dans cette voie dont la justesse a été éprouvée, le développement de l'industrie au cours du 5^e quinquennat tiendra un plus grand compte des besoins de l'agriculture pour assurer son intensification et sa modernisation. Pour la réalisation de ces objectifs on prévoit que la production d'engrais chimiques aura augmenté de 77 pour cent, atteignant 300.000 t et que la production de matières chimiques pour combattre les parasites et les maladies des plantes s'accroîtra considérablement. Parallèlement, on doublera la production de pièces de rechange pour tracteurs, on fabriquera de nouvelles machines et de nouveaux équipements agricoles, des mesures seront prises pour préparer la plus grande quantité possible d'aliments élaborés destinés au bétail, pour accroître les moyens de transport et la production d'autres matériaux servant à la reproduction élargie et nécessaires à l'agriculture. Toutes ces réalisations constitueront une importante contribution de l'industrie socialiste au développement de l'agriculture.

Bien que, au cours de ce quinquennat également, une bonne part des forces humaines, des ressources financières et des principaux moyens matériels sera affectée au développement de l'industrie lourde, il ne sera permis en ce sens aucun excès qui puisse peser sur le développement de l'industrie légère ou le ralentir. Dans l'établissement des proportions entre l'industrie lourde et l'industrie légère la priorité sera donnée à la première. Ce principe juste a été et demeure un principe inébranlable du développement de notre industrie.

LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DU PARTI POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Si l'Albanie socialiste cherche à se transformer en un pays industriel, l'agriculture n'en demeure pas moins la branche fondamentale de son économie. L'appui solide de l'économie nationale à la fois sur l'industrie et sur l'agriculture est un principe permanent, une condition indispensable de son développement rapide et harmonieux, de l'élévation de son degré d'autonomie. Aussi la politique du Parti en cette matière a-t-elle toujours tendu à faire en sorte que le développement en profondeur de la révolution socialiste dans les campagnes entraîne nécessairement celui des forces productives dans l'agriculture.

Et, en effet, chaque année qui passe témoigne toujours mieux de la justesse de la politique marxiste-léniniste du Parti en ce domaine également. Le système socialiste dans nos campagnes l'a désormais pleinement emporté, et toute la vie de la paysannerie, ses rapports économiques et sociaux, sa mentalité et sa psychologie se transforment constamment sur des bases révolutionnaires. L'agriculture a accompli de grands progrès sous tous les aspects.

L'objectif essentiel, la tâche fondamentale de notre agriculture, pour le 5^e plan également, demeure l'accroissement de la production de céréales panifiables. A cette fin, il est indispensable que la production de céréales soit le plus stable possible et s'accroisse d'année en année à des rythmes élevés.

Tout en rassemblant des forces et des moyens pour accroître la production de céréales panifiables, il n'en faudra pas moins lutter pour développer également les autres branches de l'agriculture, les plantes industrielles, les cultures maraîchères et fruitières, ainsi que l'élevage.

Afin de mener à bien les tâches considérables qui incombent à notre agriculture, il est indispensable de poursuivre la juste ligne de son intensification. Au cours de ce quinquennat, de gros investissements seront faits à cette fin non seulement dans les plaines, mais aussi dans les zones de montagnes. Ils auront pour but de faire monter les rendements des cultures et de l'élevage à un niveau tel que la quasi-totalité de l'accroissement qu'enregistrera la production agricole globale au cours du quinquennat, soit due précisément à cette élévation.

Le développement et l'intensification de l'agriculture seront, bien entendu, d'un ordre de grandeur plus élevé dans les plaines. Mais, dans le même temps, on s'emploiera toujours plus à faire progresser l'agriculture dans les zones de montagnes. De pair avec une plus vaste application de la culture intensive, la mise en valeur de terres vierges demeurera pour nous une tâche permanente, tant qu'il restera des terres pouvant être cultivées et produire.

La récupération de terres nouvelles et l'intensification de l'agriculture requièrent en premier lieu une élévation du degré de mécanisation des travaux. Sans introduire partout la mécanisation complexe de la production, dans les montagnes comme dans les plaines, notre agriculture ne peut obtenir les résultats qu'on exige d'elle et les coopérateurs ne pourront révolutionnariser pleinement leurs conceptions du travail et de l'agriculture moderne. Nous devons donc tendre à une mécanisation maximale des travaux agricoles.

Pour que soient réalisées les tâches qu'implique leur accession au rang d'exploitations modernes, il est indispensable que les coopératives se spécialisent toujours davantage. Notre agriculture ne peut connaître un développement heureux avec des exploitations «mosaïques», qui pratiquent toutes les cultures ou élèvent toutes les espèces de bestiaux. Par ailleurs, elle ne doit pas verser non plus dans une spécialisation étroite et unilatérale. Ce qu'il lui faut, c'est une spécialisation qui permette une concentration et une répartition plus judicieuse, plus rationnelle, des cultures vivrières et fourragères, aussi bien entre les divers districts, qu'entre les coopératives d'un même district. L'objectif final de la spécialisation dans notre agriculture est l'accroissement toujours plus important de la production agricole et de l'élevage, accompagné d'une réduction continue des frais sociaux par unité de production. La spécialisation, pour chaque coopérative ou chaque district donné, doit être économiquement justifiée sous tous les aspects et ne pas être menée hâtivement.

Dans le cadre de la spécialisation, les problèmes ayant trait à la modernisation de l'élevage méritent une attention particulière.

Les tâches complexes qui se posent pour transformer les coopératives en exploitations à hauts rendements, ne peuvent être menées à bien sans que l'ensemble de notre agriculture s'établisse sur de larges et plus profonds fondements scientifiques. Il est temps, maintenant, que le travail des coopérateurs soit toujours mieux éclairé par les connaissances scientifiques, que la science soit toujours plus largement introduite dans toutes les branches de l'agriculture et que la discipline de la

technique agronomique soit renforcée en vue de satisfaire, avec minutie et à propos, à ses exigences dans chaque processus de production. Aussi le Parti appelle-t-il les ouvriers, coopérateurs, spécialistes et tous les dirigeants des exploitations agricoles à étudier assidûment les acquisitions de la science et de la technique agricole et à les appliquer avec zèle.

La réalisation des grandes et nombreuses tâches qui se posent dans l'agriculture requiert à tout prix que toutes les forces aptes au travail dans les campagnes, hommes et femmes, jeunes gens et jeunes filles, soient en activité durant toute l'année, hiver comme été, par beau comme par mauvais temps. Il est également indispensable que dans tout travail agricole soit appliquée une rigoureuse discipline socialiste et que pas une heure de travail ne soit gaspillée. En tout lieu et en tout temps, le travail devra obéir à des normes judicieusement déterminées, fondées sur des critères scientifiques et sur l'expérience avancée, qui permettent de mesurer la tâche accomplie avec autant de précision que dans l'industrie.

A l'étape actuelle de l'édification intégrale du socialisme, il nous faut intensifier encore notre action en vue d'atténuer les disparités essentielles existant entre la ville et la campagne. Les résultats obtenus dans ce sens sont considérables, mais il convient de les améliorer encore en s'appuyant puissamment sur la situation effective de nos campagnes, sur nos caractéristiques nationales et sur les possibilités de notre économie.

Le Comité central du Parti est arrivé à la conclusion que les coopératives aujourd'hui économiquement puissantes des zones de plaines devront être transformées en coopératives d'un type supérieur, l'Etat étant appelé à contribuer à cette transformation par une aide en moyens sociaux non restituable. Ces coopératives demeureront propriété collective de groupe, cependant que l'Etat les aidera à engager des investissements d'équipement excédant les capacités de leur fonds indivis et leur fournira en plus grande quantité des moyens techniques, du bétail de race, des semences sélectionnées, etc. Tout en maintenant dans ces coopératives les rapports de répartition dérivant de la propriété de groupe et en conservant le lopin personnel des coopérateurs, on y établira des formes de direction, d'organisation du travail et de rémunération analogues ou identiques à celles des entreprises agricoles d'Etat. Les coopérateurs y seront rémunérés par un salaire garanti fixé selon le travail accompli et à proportion des revenus de la coopérative.

La création de coopératives de type supérieur revêt une grande importance théorique et pratique, pour l'immédiat comme pour l'avenir de notre agriculture socialiste et de l'édification intégrale du socialisme dans les campagnes. Cette mesure a pour premier objectif un essor plus rapide de l'agriculture dans les plaines les plus fertiles de notre pays et un accroissement stable des productions végétales et animales les plus nécessaires à notre économie nationale. D'autre part, ces coopératives représenteront un stade plus élevé de socialisation de la propriété de groupe dans la voie de son accession à la propriété du peuple entier. La vie, la pratique révolutionnaire de notre édification socialiste indiqueront ensuite les phases futures que ce processus devra traverser, les mesures à prendre pour effacer graduellement les différences qui existent encore aujourd'hui entre les deux formes de propriété socialiste.

Le Parti a toujours considéré l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes comme une question de principe de première importance pour le renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, pour l'atténuation des différences entre la ville et la campagne, pour l'amélioration du bien-être général de la population. Il a toujours regardé et il regarde encore toute attitude qui ne tient pas compte des besoins et des intérêts de la paysannerie, comme une survivance latente de la sous-estimation des campagnes, comme une manifestation de l'idéologie bourgeoise.

En avançant résolument dans la juste voie marxiste-léniniste de l'extension des rapports économiques entre l'Etat et les coopératives agricoles, on a supprimé le système de stockage obligatoire des céréales pour passer au stockage libre à des prix différenciés selon les diverses zones de montagnes et de plaines. Il a également été décidé que les produits industriels utilisés dans l'agriculture pour la

reproduction, seront vendus aux coopératives aux mêmes prix qu'aux entreprises d'Etat. Afin de rapprocher les conditions de vie des campagnes de celles des villes, on améliorera l'approvisionnement des premières en articles industriels et en denrées alimentaires. Les besoins des campagnes dans le domaine de l'instruction, de la culture et de la santé seront couverts dans une plus large mesure par les fonds sociaux. L'établissement d'un système de pensions au profit de tous les coopérateurs, alimenté par l'Etat et les coopératives elles-mêmes, constitue une grande victoire de notre régime socialiste. Cette mesure présente une grande importance politique, économique et sociale pour notre paysannerie travailleuse. Elle constitue un nouveau pas en avant dans le sens de l'amélioration du bien-être des travailleurs des coopératives, de la réduction de l'écart entre les conditions de vie des campagnes et des villes et elle agira comme un puissant stimulant pour le progrès de notre agriculture et de nos campagnes socialistes.

AMELIORONS ENCORE LA DIRECTION DE NOTRE ECONOMIE

Le stade atteint dans l'édification socialiste et les nouvelles tâches qui se posent à nous, requièrent une nouvelle amélioration de l'organisation et de la gestion de notre économie, qui doivent reposer sur de plus solides bases scientifiques. Bien que ce problème ne soit pas neuf, il constitue encore aujourd'hui un des maillons essentiels dont il faudra se saisir pour donner une nouvelle et puissante impulsion au développement de notre économie dans son ensemble.

Quels sont les problèmes essentiels sur lesquels nous devons porter notre attention en vue d'une meilleure gestion de notre économie au nouveau stade de son développement ? Il s'agira notamment : d'élever la qualité du travail de direction des organismes économiques en l'établissant sur des bases scientifiques plus solides ; de perfectionner les méthodes de gestion de la production en s'appuyant sur une connaissance plus approfondie des lois économiques ; d'accroître la participation des masses laborieuses à la gestion de l'économie.

L'amélioration du travail de direction de l'économie exige, en premier lieu, que le rôle organisateur de l'Etat soit renforcé et corresponde à l'ampleur des nouvelles tâches à remplir. Les tâches des organes étatiques de direction de l'économie se sont aujourd'hui multipliées et sont devenues plus complexes, plus compliquées. Les ramener, comme on le fait parfois, à une simple gestion pratique est une façon d'agir unilatérale et pouvant avoir des conséquences fâcheuses. Les organes d'Etat et leurs cadres ne peuvent diriger efficacement l'économie sans s'employer mieux et davantage à analyser la politique économique du Parti, ses directives et ses orientations, sans rechercher et découvrir les voies les plus justes et les plus efficaces pour les mettre en œuvre. Il est indispensable que, dans leur action, ils s'attachent à mieux étudier qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici les problèmes fondamentaux, pressants et à plus long terme, concernant le développement économique et social du pays.

L'amélioration de la gestion de l'économie pose une question actuelle de grande acuité : la nécessité d'accentuer le caractère scientifique de la planification. La réalisation d'un bon nombre de tâches d'ordre économique et social à l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste couvre nécessairement une période supérieure à cinq ans. Aussi, de pair avec la planification quinquennale, convient-il de passer à l'élaboration de plans perspectifs à plus long terme. Ces plans doivent avoir pour principal objectif de prévoir les orientations fondamentales de l'essor de notre économie dans son ensemble, de ses branches particulières, des principaux types de productions industrielles et agricoles, les orientations du développement de l'enseignement, de la culture, de la science, etc.

Pour que les plans de développement de l'économie, quinquennaux ou à plus long terme, correspondent le plus fidèlement à nos possibilités réelles, il convient d'évaluer aussi exactement que possible les besoins sociaux, en se basant sur des observations, des études, des analyses et des synthèses systématiques, détaillées et complètes, en envisageant diverses variantes et en fondant les prévisions sur des calculs techniques, économiques et financiers précis. Ce travail doit avoir pour but de permettre aux organes du Parti et de l'Etat de choisir la variante la plus appropriée.

L'accentuation du caractère scientifique de la planification implique la nécessité d'utiliser plus largement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent les méthodes analytiques connues de la confrontation des ressources et des besoins, de l'établissement de normes, et des balances. Parallèlement, des efforts devront être faits pour introduire dans la pratique de la planification et des calculs économiques de nouvelles méthodes fondées sur les mathématiques, la programmation et la technique de calcul moderne.

Le niveau actuel du développement des entreprises économiques requiert que les méthodes de gestion administrative de la production soient mieux combinées avec les méthodes de gestion économique. Cela exige la connaissance et l'application consciente des lois économiques objectives du socialisme.

III - LE RENFORCEMENT DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET LE DEVELOPPEMENT PLUS POUSSE DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

Camarades,

Le problème-clé de la révolution a été et restera, jusqu'à la victoire du communisme, le problème du pouvoir d'Etat, de la dictature du prolétariat. Quel que soit le domaine dans lequel se développe la lutte de classes entre les deux voies, la voie socialiste et la voie capitaliste, que ce soit dans le domaine politique ou économique, idéologique, culturel ou militaire, cette lutte, en fin de compte, tourne autour de la question de savoir si la dictature du prolétariat sera sauvegardée et renforcée ou bien si elle dégénérera et sera renversée comme cela s'est passé en Union soviétique et dans certains autres pays. Notre Parti a toujours tenu compte de cet enseignement vital du marxisme-léninisme, que l'expérience a entièrement confirmé.

Les années qui se sont écoulées depuis le V^e Congrès du Parti ont été marquées par une lutte menée dans toutes les directions par le Parti, la classe ouvrière et le peuple tout entier, pour faire progresser encore plus la révolution socialiste, y compris dans le domaine politique. Cette lutte a eu pour but de sauvegarder, renforcer et perfectionner la dictature du prolétariat, de l'épurer des vestiges et des influences de la vieille société, d'écartier le danger de la voir dégénérer en une dictature révisionniste-bourgeoise et d'accroître davantage le rôle actif de l'Etat dans tous les domaines de l'édification intégrale de la société socialiste.

Le fer de lance de cette lutte est dirigé contre le bureaucratisme pour permettre un nouvel essor de la démocratie socialiste. Ses résultats sont évidents et se font sentir dans tous les domaines de la vie du pays. Les liens du pouvoir avec les masses travailleuses se sont renforcés et étendus. L'appareil d'Etat s'est débarrassé de nombreux fardeaux bureaucratiques, il est devenu plus souple et plus efficace, il s'est rapproché beaucoup plus de la base et s'est penché davantage sur les problèmes qu'elle affronte. L'esprit d'initiative des masses, l'intérêt qu'elles portent aux affaires de l'Etat et leur participation active à ces affaires se sont renforcés d'une façon incomparable. Le contrôle des travailleurs, en premier lieu de la classe ouvrière, sur les appareils et les dirigeants, sur toute la vie du pays, est devenu un moyen puissant et efficace d'améliorer le travail dans toutes les directions. Les relations entre les cadres et les masses ont été établies sur de plus justes fondements, ce qui a permis de renforcer la confiance réciproque et l'étroite collaboration entre eux. A tous les niveaux, on a constaté un regain d'ardeur au travail de la part des organes élus du pouvoir qui déploient leurs compétences et exercent leur contrôle sur les organes exécutifs et les administrations. On a abouti ainsi à une plus juste conception de ces questions et on a porté un coup sévère aux idées et aux pratiques bureaucratiques, intellectualistes et technocratiques.

Notre expérience, en particulier celle que nous avons accumulée ces dernières années, caractérisées par une vie politique animée et pleine d'initiatives, a montré que lorsque le Parti exerce sa juste direction, la dictature du prolétariat peut résister à toutes les épreuves et accomplir sa mission historique avec succès.

Toutefois nous sommes conscients que les résultats obtenus grâce aux orientations et aux mesures adoptées par le Parti n'ont pas écarté tous les dangers une fois pour toutes. La lutte contre le bureaucratisme et toutes ses manifestations, en tant qu'une des expressions les plus importantes de la lutte de classe dans les conditions du socialisme, demeure une tâche permanente pour le Parti, l'Etat socialiste et pour tous les travailleurs. Il convient toutefois de dire que dans la pratique et dans de nombreux cas, cette question n'est pas considérée avec tout le sérieux voulu. C'est la raison pour laquelle dans la lutte que nous avons menée pour mettre en œuvre les orientations du Parti, nous nous sommes heurtés et nous continuons à nous heurter à des conceptions entravantes et rétrogrades, à la résistance bureaucratique, ainsi qu'au formalisme, ce qui prouve que l'on n'a pas compris dans toute sa profondeur la nature des déformations bureaucratiques, en sorte que, souvent, la lutte contre ces déformations se réduit à en stigmatiser quelques manifestations partielles et secondaires.

C'est pourquoi les organisations du Parti et les organes du pouvoir doivent concentrer leur attention sur la lutte contre le bureaucratisme, renforcer le travail d'éducation et chercher sans cesse les mesures à prendre et les voies à suivre pour mener cette lutte jusqu'à son terme, en brisant les obstacles avec détermination et en coupant court à tout moment aux tendances entravantes, quelle que soit la forme sous laquelle elles se présentent.

Cette lutte a une importance vitale pour l'avenir de la dictature du prolétariat, parce que le bureaucratisme est un grand mal aux profondes racines. Comme l'a montré l'expérience négative de l'Union soviétique et de certains autres pays, le bureaucratisme aboutit à ceci : le pouvoir se détache des masses du peuple, les organes dirigeants et les cadres sont placés au-dessus des masses et hors de leur contrôle, la démocratie socialiste dépérit, on voit apparaître le centralisme bureaucratique et la dictature du prolétariat dégénère.

La voie générale à suivre pour renforcer la dictature du prolétariat et tout le régime socialiste consiste dans le développement de la démocratie pour les masses. Sans démocratie socialiste il n'y a pas de dictature du prolétariat, comme il ne peut y avoir de démocratie authentique pour les travailleurs sans la dictature du prolétariat. Sous le couvert de l'extension de la démocratie, les révisionnistes khrouchtchéviens ont liquidé la dictature du prolétariat et ont établi à sa place leur dictature bureaucratique, qui est l'arme de domination de la nouvelle classe bourgeoise sur les masses travailleuses. Dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir comme d'ailleurs dans les pays bourgeois classiques, la prétendue «démocratie» est un privilège pour la minorité exploiteuse et une mystification scandaleuse pour les masses populaires.

Amener le plus possible les masses à participer au gouvernement du pays a été et demeure la ligne inébranlable suivie par notre Parti du Travail et notre Etat prolétarien dans toute l'activité qu'ils déploient pour édifier le socialisme. Nous considérons cette participation comme la direction essentielle à suivre pour approfondir la démocratie socialiste en action, comme la condition indispensable pour mettre à profit l'expérience des larges masses travailleuses dans l'édification du socialisme, pour décupler la force de l'appareil de l'Etat de dictature du prolétariat, pour faire que les travailleurs deviennent de plus en plus conscients qu'ils sont les maîtres tout puissants du pays et que, sur toute chose, c'est à eux qu'appartient toujours le dernier mot.

Armer tous les citoyens d'un pareil sens de leur rôle et de leur place dans la vie politique et sociale et les préparer à tenir ce rôle correctement, a impliqué et implique, outre un grand travail d'éducation et d'explication mené par le Parti, des mesures pratiques nombreuses qui permettent aux travailleurs de prendre part le plus largement possible à l'exercice du pouvoir et leur donnent la possibilité de toujours mieux juger et contrôler directement l'adoption des décisions et leur mise en œuvre.

De ce point de vue, l'application de la méthode consistant à consulter les masses, à tenir compte de leur avis, à s'appuyer sur elles, méthode qui désormais fait partie intégrante de notre pratique, doit être étendue et approfondie de façon continue. Ce serait une erreur que de nous contenter des résultats obtenus et de nous en tenir là. Il est indispensable que nous poursuivions nos efforts avec une

persévérance encore plus grande pour briser tout obstacle qui restreint la participation effective des masses à la direction des affaires de la société et qui freine leur initiative créatrice. Nous devons vivifier et enrichir les formes de la démocratie, nous devons surtout accroître le rôle des organisations de masse en tant que centres importants pour organiser les travailleurs, comme des tribunes d'où ils font entendre leur voix et où se manifestent leurs initiatives révolutionnaires.

Le fait de s'appuyer puissamment sur les masses pour vérifier la justesse des décisions dans la pratique vivante revêt une particulière importance. Vérifier constamment, revoir sans cesse sous un angle critique et autocritique tout le travail accompli et l'expérience acquise dans tous les domaines d'activité, afin de conserver et de développer ce qui repose sur une base solide, de changer ce qui n'est pas justifié par la pratique ou qui a fait son temps et de trouver de nouvelles voies et de nouveaux moyens pour résoudre les problèmes, — tout cela constitue une loi de la révolution socialiste qui, comme disait Karl Marx, est invincible, parce qu'elle se soumet constamment à sa propre critique. Une telle méthode n'admet pas la tendance bureaucratique et conservatrice à fétichiser tout ce qui émane des appareils sous forme de schémas et de pratiques rigides qui ne répondent plus aux tâches et aux conditions nouvelles, qui ne correspondent pas aux grandes idées révolutionnaires du Parti et deviennent un obstacle à leur application. Nous devons nous arrêter sérieusement sur cette question parce que, comme nous l'enseigne Lénine, c'est dans ce domaine que les contradictions entre le nouveau et l'ancien dans le développement de la révolution se manifestent avec une force particulière et persistent longtemps encore.

«Dans tout le domaine des rapports sociaux, économiques et politiques, écrivait-il, nous sommes «terriblement» révolutionnaires. Mais en ce qui concerne la hiérarchie, l'observation des formes et de la procédure administrative, notre «révolutionnarisme» fait constamment place à l'esprit de routine le plus moisi. On peut ici constater un fait du plus haut intérêt, à savoir que, dans la vie sociale, le plus prodigieux saut en avant s'allie fréquemment à une monstrueuse indécision devant les moindres changements». (V. Lénine, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 925, Tirana, 1958.)

Les membres des organisations du Parti, les cadres et tous les travailleurs ne doivent jamais cesser d'être des révolutionnaires à l'esprit dialectique, ils doivent regarder la réalité en face dans son développement ininterrompu, ils ne doivent rien sanctifier, ils ne doivent pas craindre les changements, mais ils doivent écarter avec courage tout ce qui est suranné dans les conceptions, les méthodes, les lois, les formes d'organisation et de direction.

Le Parti a sans cesse centré son attention sur le contrôle que les masses exercent d'en bas et l'a considéré comme une question de principe importante et un des aspects essentiels du développement de la démocratie socialiste. Mais l'approfondissement et le perfectionnement de ce contrôle sous les formes les plus appropriées sont toujours une tâche d'actualité et de premier plan.

Dans ce domaine, le contrôle direct de la classe ouvrière est déterminant. Le contrôle ouvrier d'en bas est une nécessité impérieuse et un principe de base de la vie sociale tout au long de la période historique du socialisme. Ce contrôle, exercé sous la direction du Parti, est une expression concrète du rôle dirigeant de la classe ouvrière et de la démocratie prolétarienne en action. Il constitue une arme acérée dans la lutte contre le bureaucratisme et les influences étrangères au socialisme qui se manifestent dans la vie sociale et dans la conscience des travailleurs, c'est une forme très efficace de l'éducation prolétarienne de la classe ouvrière elle-même, un puissant encouragement à aller de l'avant dans l'édification socialiste. Nous voyons dans le contrôle exercé par les ouvriers une des garanties fondamentales pour écarter le danger du révisionnisme et pour éviter le retour au capitalisme.

Notre pratique concernant le contrôle direct de la classe ouvrière est confirmée par la vie. Après le V^e Congrès du Parti, l'application du contrôle ouvrier a entraîné un regain de l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière dans tous les domaines. Le rôle des masses ouvrières dans la solution de divers problèmes s'est accru de façon évidente, leur intérêt pour le travail de l'entreprise et pour la vie du pays en général et leur sens des responsabilités dans ces domaines se sont beaucoup renforcés, la pratique de la critique et de l'autocritique envers les manifestations étrangères au socialisme s'est affermie.

Le contrôle ouvrier est un long processus de lutte contre diverses tendances bureaucratiques qui voudraient le limiter, l'entraver et le placer sous tutelle, contre la crainte, les doutes et les confusions qui se manifestent au cours de son application. Son perfectionnement exige que chacun le conçoive comme un droit imprescriptible de la classe ouvrière, droit qu'elle exerce pour sauvegarder et renforcer la dictature du prolétariat et le régime socialiste. Il s'agit du contrôle de la classe ouvrière sur toute l'activité des organes et des organisations du Parti, de l'Etat et de la sphère économique et sur celle des appareils et des cadres, du contrôle qui s'exerce sur toute chose et sur tous, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Le contrôle ouvrier n'est pas un contrôle administratif portant sur des affaires courantes et de moindre importance. Il traduit l'opinion et l'attitude de la classe ouvrière envers des problèmes-clés qui concernent la politique, l'économie et la société.

Les organisations du Parti, les unions professionnelles, les ouvriers eux-mêmes doivent toujours chercher à animer les formes existantes et à trouver des formes nouvelles, plus souples et plus efficaces dans l'exercice du contrôle ouvrier. Les schémas et les formes rigides le mutilent et le paralysent.

Le contrôle ouvrier ne se propose pas seulement d'observer et de constater, mais encore de résoudre, et cela totalement, les questions qu'il soulève. Il est du devoir de tous, des organisations du Parti, des organes du pouvoir et des organisations de masse, de lutter avec persévérance pour qu'il soit tenu compte dans les faits des observations et des propositions des ouvriers, de résoudre rapidement et avec le plus grand sérieux les problèmes mis à nu par leur contrôle. Cela est indispensable pour développer la pensée et l'action révolutionnaires des ouvriers et accroître leur participation active aux affaires de l'Etat, pour encourager leurs propres initiatives et développer encore plus leur contrôle.

Ce qui a une importance particulière pour la classe ouvrière, c'est qu'elle comprenne elle-même, avant toute chose, non seulement son rôle en tant que force productive déterminante mais encore son rôle politique comme classe d'avant-garde de notre société. Par sa lutte, par son attitude et son exemple, elle entraîne toute la masse de la population et introduit chez tous l'esprit, la discipline et le comportement prolétariens qui doivent être le propre de tous au travail et dans la vie. Pour être à la hauteur de cette mission, il est indispensable que le contrôle ouvrier se déploie également sous la forme d'un contrôle de la classe ouvrière sur elle-même, d'une critique et d'une autocritique dans ses propres rangs, comme une lutte obstinée contre les manifestations de suffisance, d'indifférentisme et d'attachement à l'intérêt personnel étroit, contre tout esprit d'accommodement avec les phénomènes qui entravent notre marche en avant.

Le contrôle ouvrier est partie intégrante du contrôle des masses sur l'activité des organes du pouvoir, des organisations économiques, culturelles et éducatives des villes et des campagnes. L'exercice de ce contrôle est un droit et un devoir pour tous: pour le paysan à la coopérative, pour l'étudiant à l'école, pour l'intellectuel dans sa sphère d'activité, pour chaque citoyen dans toute la vie sociale.

Pour que le contrôle des masses soit étendu et s'exerce dans les meilleures conditions, il est nécessaire que les travailleurs, soient continuellement au courant de l'activité des institutions et des organismes étatiques et sociaux. Le contrôle par les masses devient possible et il est facilité dans la mesure où on lutte contre la tendance des appareils et des organes étatiques et sociaux à user de formes de travail étriquées, dans la mesure où l'on rend publique leur activité, celle-ci devant être le plus ouverte possible et facilement contrôlable par les travailleurs. Une connaissance toujours plus approfondie des mécanismes de la vie sociale socialiste et des lois de l'Etat par les larges masses de travailleurs, la confrontation avec les masses et les comptes-rendus d'activité faits en leur présence, compris comme une méthode à utiliser en permanence pour le bon fonctionnement de tout notre système de dictature du prolétariat, constituent d'autres conditions indispensables à l'exercice du contrôle par les masses. Dans ce sens, un rôle plus actif revient aussi à la presse, qui a pour tâche de tenir les masses au courant de la situation et des problèmes de toute sorte, de renforcer la critique et de devenir, de façon plus marquée, la tribune où s'échangent d'une manière vivante les idées, où est reflétée et généralisée parfaitement l'expérience acquise par les masses dans l'édification socialiste.

Dans la lutte contre le bureaucratisme et pour le renforcement de la dictature du prolétariat, les rapports entre les cadres et les masses ont une importance primordiale. L'expérience négative des pays révisionnistes est là pour montrer que lorsque les rapports entre les cadres et les masses sont établis de façon incorrecte, lorsque les cadres se détachent des masses, de leur vie et de leur lutte, lorsqu'ils ne se soumettent pas au contrôle des masses, lorsqu'ils bénéficient de privilèges et de faveurs illicites, ils se bureaucratisent et dégèrent, et leurs rapports avec les masses se transforment en rapports de domination et de soumission.

Notre Parti et notre pouvoir populaire, éclairés par les enseignements du marxisme-léninisme, ont adopté en particulier après le V^e Congrès une série de mesures politiques, idéologiques et économiques radicales visant à l'amélioration des rapports entre les cadres, et les masses, afin que les cadres soient toujours des révolutionnaires conséquents et des serviteurs dévoués du peuple. On a mis en application la rotation systématique des cadres, des postes de direction à la base, de l'administration à la production et vice-versa. A présent, environ 56 pour cent des cadres dirigeants des appareils centraux et locaux et 50 pour cent de tous les cadres des appareils de l'administration en exercice, sont en fonction à leur poste actuel depuis moins de 5 ans. Des critères plus solides ont présidé aux formes de participation des cadres et de tous ceux qui déploient une activité intellectuelle, au travail manuel. En même temps il a été procédé au rajustement des traitements des cadres pour ne pas permettre de disproportions entre leur niveau de vie et celui des masses travailleuses. Nos efforts ont également tendu à ce que la formation idéologique et politique, l'instruction et la culture ainsi que la formation technique et professionnelle des cadres ne s'effectuent pas sans que progresse en même temps, de manière continue et dans tous les domaines, le niveau de formation des larges masses travailleuses. Ces mesures et le vaste travail d'éducation qu'accomplit le Parti permettent de combattre chez les cadres les manifestations de bureaucratisme et de carriérisme, de resserrer et d'approfondir leurs liens avec les ouvriers, et les paysans, de combattre et d'extirper l'influence des conceptions intellectualistes qui tendent à sous-estimer et à dédaigner les masses, de barrer la voie aux néfastes attitudes de présomption, de subjectivisme, etc.

Notre Parti a veillé et il veille constamment à ce que tous les cadres grandissent et se trempent en révolutionnaires, qu'ils pensent et travaillent comme tels jusqu'à la fin de leur vie. Le socialisme n'a pas besoin de bureaucrates et de technocrates qui ne croient qu'à leur «génie», à la technique, à la toute-puissance du décret, mais de cadres qui s'intègrent aux masses et vivent avec elles, qui pensent et sentent comme la classe ouvrière et la paysannerie coopérée. Dans la ligne du Parti, dans l'œuvre grandiose et le monde spirituel de la classe ouvrière et des coopérateurs, les cadres pourront puiser constamment force et inspiration. Pour approfondir l'expérience acquise dans les rapports entre les cadres et les masses, il est nécessaire de lutter contre tout comportement subjectiviste, localiste et corporatif, ainsi que contre toutes les attitudes petites-bourgeoises de certains cadres eux-mêmes, de façon que la rotation et le travail à la production soient conçus comme une mesure d'importance éducative et idéologique et non pas comme un but en soi, comme une mesure visant à la révolutionnarisation continue des cadres eux-mêmes et des divers organes et appareils.

Le Parti attache une attention particulière au principe suivant lequel les cadres, de quelque échelon et niveau qu'ils soient, doivent être sous la double dépendance des organes du Parti et de l'Etat prolétarien d'en haut et directement des masses travailleuses d'en bas. En s'en tenant à ce principe, il est nécessaire de lutter dans l'avenir contre toute tendance à une application rigide des textes régissant la nomination de cadres et contre tout penchant à travailler en petit comité, de façon que l'on sache toujours mieux ce que les masses pensent de l'activité des cadres et comment elles l'apprécient. Afin d'aboutir à un approfondissement plus poussé de la démocratie et à l'accroissement du rôle des masses, au cours de la période qui s'est écoulée entre les deux congrès un soin particulier a été témoigné au renforcement et à l'amélioration du travail des organes élus du pouvoir populaire. Dans ce sens, les dernières élections de l'Assemblée et des conseils populaires ont joué un rôle important parce qu'elles ont vu accéder à ces organes des hommes nouveaux, révolutionnaires et compétents, étroitement liés aux masses.

Malgré les résultats obtenus, il reste encore beaucoup à faire pour que les conseils populaires, à chaque échelon, en tant que représentants directs du peuple travailleur au pouvoir, puissent exercer les fonctions qui leur ont été confiées, écarter toute manifestation de formalisme dans leur propre travail et pour que les organes exécutifs, les administrations ou les organisations économiques soient empêchées de transgresser tant soit peu leur rôle. On ne doit admettre aucune attitude de dédain, de la part de qui que ce soit, envers les représentants élus du peuple ni envers les problèmes qu'ils soulèvent. Les députés ou les conseillers doivent être écoutés attentivement et avec respect.

Le perfectionnement du travail des organes exécutifs dépend de la lutte contre les manifestations de bureaucratisme, de technocratie et, de praticisme superficiel dans leur style et leur méthode d'action et du renforcement continu de leurs liens avec les masses. Nous ne devons pas oublier un seul instant que le mal du bureaucratisme s'installe en premier lieu et avant tout dans les organes exécutifs et dans les appareils de l'administration. La vigilance des organisations du Parti, des cadres qui y travaillent et des masses travailleuses, constitue une arme acérée pour étouffer dans l'œuf toute tendance et déformation bureaucratiques.

Les récentes mesures adoptées en vue d'une plus juste répartition des compétences, ont libéré les organes du centre de fardeaux superflus et de la concentration inutile de nombreuses tâches dans leurs mains. Cela a accru en particulier la responsabilité et l'esprit d'initiative du pouvoir à la base.

Compte tenu du développement impétueux, en largeur et en profondeur, de l'économie et de la culture, de l'accroissement du nombre des cadres et de l'élévation continue de leur niveau de formation, compte tenu de la participation toujours plus grande des masses à toute la vie sociale et économique, la tendance à tout codifier d'en haut et à placer les organes inférieurs sous tutelle serait anachronique et nuisible. Dans notre pays le centralisme prolétarien repose sur des bases inébranlables, parce qu'il s'appuie sur la ligne marxiste-léniniste unique du Parti, sur les lois uniques qui régissent tous les rapports sociaux et d'Etat, sur le plan unique de développement de l'économie et de la culture socialistes, sur la mise en œuvre centralisée des moyens financiers à travers le budget d'Etat, sur la politique unique des prix, sur le système unique et centralisé des salaires, sur le monopole d'Etat du commerce extérieur, etc. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de craindre que l'essor de l'initiative de la base et l'extension de ses compétences portent atteinte au centralisme.

VI - LE MARXISME-LENINISME, DOCTRINE TOUJOURS JEUNE ET SCIENTIFIQUE

Le Parti n'a cessé de porter une extrême attention à la lutte contre le courant antimarxiste le plus dangereux, le révisionnisme moderne, avec à sa tête le révisionnisme soviétique. Conscient de la nécessité historique de ce combat, notre Parti a dénoncé les conceptions et les thèses antimarxistes des révisionnistes khrouchtchéviens, leur activité contre-révolutionnaire, leur démagogie et leur tactique mystificatrices. Il s'est battu avec détermination pour leur arracher un masque après l'autre et mettre à nu leur visage de traître et de social-impérialiste.

Le Parti du Travail d'Albanie et les marxistes-léninistes authentiques avaient prédit dès le début de la grande polémique engagée avec les révisionnistes modernes, que ceux-ci, en s'écartant des positions de principe du marxisme-léninisme, se retrouveraient dans le giron de la bourgeoisie et du capitalisme, sur la barricade de la contre-révolution. La pratique a pleinement confirmé cette prévision.

Le révisionnisme, qui est né comme un courant opportuniste et antimarxiste au sein du mouvement communiste, comme le résultat même de l'évolution logique de la trahison, s'est transformé maintenant en un courant bourgeois dans le mouvement ouvrier, un courant apparenté à la social-démocratie. Les pays où les révisionnistes ont accédé au pouvoir se sont convertis en des Etats bourgeois qui oppriment et exploitent les travailleurs tout comme la bourgeoisie le fait dans les pays capitalistes. Le chef de file du révisionnisme, l'Union soviétique, s'est changé en une puissance impérialiste qui poursuit une politique expansionniste et agressive et qui lutte pour l'hégémonie et la domination mondiale.

Mis au pied du mur par les forces marxistes-léninistes qui les dénoncent avec vigueur, ébranlés par leurs échecs successifs, en proie à des contradictions et à une crise profonde, les révisionnistes modernes cherchent à manœuvrer, à varier leur tactique pour tromper les communistes et les peuples et prolonger leur domination.

Bien que ces tentatives et ces manœuvres, que l'on a vu réitérer une fois de plus avec obstination au XXIV^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, n'aient désormais plus rien de nouveau, il ne faut pas en sous-estimer l'importance. Les révisionnistes, surtout dans les pays où ils sont au pouvoir, continuent de maintenir sous leur influence et de duper de larges couches de travailleurs. Ils ne cessent de nuire gravement à la cause du communisme. Pour les marxistes-léninistes, pour les révolutionnaires conséquents, le révisionnisme demeure un grand ennemi, non moins dangereux que la bourgeoisie impérialiste. Il ne faut, à aucun titre, nourrir la moindre illusion sur ce point. La lutte contre le révisionnisme moderne ayant à sa tête les dirigeants soviétiques, doit être poursuivie, renforcée et menée jusqu'au bout. Leur action nuisible ne cessera que lorsque la révolution les aura balayés de la face du globe.

Le Parti du Travail d'Albanie continuera, comme il l'a fait jusqu'ici, de lutter de toutes ses forces contre la trahison révisionniste, convaincu d'accomplir ainsi son devoir à l'égard de son peuple et du communisme international. Pour nous, la lutte idéologique contre le révisionnisme moderne est partie intégrante et inséparable de la lutte pour la défense et l'édification du socialisme en Albanie, pour la victoire de la liberté des peuples et de la révolution partout dans le monde.

La situation actuelle rend encore plus impérieuse la nécessité de renforcer cette lutte de portée historique. Nous vivons dans une période de croissance du mouvement révolutionnaire. La lutte contre l'impérialisme et la réaction gagne de plus en plus en ampleur. Les mouvements révolutionnaires, qui secouent dans leurs fondements l'ancien monde de l'oppression et de l'exploitation, embrasent tous les continents. C'est là une très nette manifestation de l'exacerbation des contradictions de classe et nationales, intérieures et extérieures, du système capitaliste mondial, de l'aggravation de sa crise générale.

L'évolution du processus révolutionnaire dans le monde s'est actuellement beaucoup diversifiée. Les différents détachements du mouvement révolutionnaire mondial ne luttent ni n'agissent dans les mêmes conditions, ils se trouvent à des étapes différentes de leur évolution sociale, se fixent des tâches différentes et suivent la pratique historique qui leur est propre. La base sociale de classe de la révolution mondiale s'élargit également. Outre la classe ouvrière, les divers mouvements révolutionnaires englobent aussi toujours plus activement de larges couches sociales telles que la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine, l'intelligentsia et les étudiants, la jeunesse et les femmes, qui y apportent tout le bagage idéologique des couches qu'ils représentent, avec leurs bons et leurs mauvais côtés.

Toutefois, cependant que les masses et les peuples se dressent puissamment pour la lutte et la révolution, dans de nombreux pays et régions du monde la faiblesse du mouvement révolutionnaire réside précisément dans l'absence d'une stratégie et d'une tactique scientifiques, qui ouvrent devant les masses une perspective révolutionnaire et les orientent correctement pour qu'elles réalisent leurs desseins. La situation actuelle se caractérise par le fait que le mouvement pratique des masses est allé et va de l'avant, cependant que le facteur subjectif, — leur prise de conscience, leur organisation et leur direction — marque, dans maints pays, un certain retard, ne répond pas aux tâches de l'heure. Ici les révisionnistes modernes jouent directement un rôle de sape et de sabotage. Après avoir renié les idéaux révolutionnaires, ils se sont transformés en briseurs de grèves et en sapeurs-pompiers de la révolution, s'efforçant, par leurs conceptions et leur activité opportunistes et antimarxistes, de désarmer la classe ouvrière et de semer le désarroi idéologique et politique dans les rangs de la révolution. Ils rendent par là même le plus grand service à la bourgeoisie et à la réaction, et portent le plus grand tort à la cause de la libération des peuples et du socialisme.

Avec ses thèses de l'extinction de la lutte de classes et de la collaboration des classes sous le couvert de la coexistence pacifique, avec les illusions qu'il entretient sur la transformation de la nature de l'impérialisme et sur un monde sans armes et sans guerres, avec sa peur des armes atomiques et de la guerre thermo-nucléaire, avec ses sermons sur le passage pacifique au socialisme, etc., le révisionnisme khrouchtchévien s'est rencontré avec la social-démocratie pour ne former avec elle qu'un seul courant contre-révolutionnaire au service de la bourgeoisie.

Cette plate-forme opportuniste et réformiste, avancée au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, et qui devait être développée et complétée plus tard dans les congrès qui suivirent, fut présentée par les révisionnistes comme une plate-forme qui défendait soi-disant le léninisme contre les prétendues déformations staliniennes. En fait, il apparut rapidement que le courant qui s'était fait jour en avançant les slogans de l'anti-stalinisme était un courant étranger au marxisme-léninisme, inconciliable avec lui et même en lutte contre lui.

Les révisionnistes khrouchtchéviens ne cessent de clamer que leurs conceptions et leurs thèses théoriques ont jeté les «bases» de la lutte pour le socialisme et de la «juste» voie qui y conduit. En vérité, cette lutte et cette voie ne visaient qu'à éteindre la lutte pour le socialisme, à éloigner les masses de la voie de la révolution, à perpétuer le système capitaliste et à saper partout les victoires du socialisme.

Les théories et la pratique contre-révolutionnaires des révisionnistes servent à alimenter les courants idéologiques hostiles les plus divers, depuis les courants les plus réactionnaires bourgeois, jusqu'aux courants trotskistes et petits-bourgeois. Les idéologues bourgeois, dans un dessein déterminé, s'évertuent à présenter la trahison révisionniste comme un échec du socialisme et du marxisme-léninisme, à faire croire que le communisme n'est pas en mesure de fournir une solution positive aux problèmes du monde actuel. Faisant l'apologie du système capitaliste, ils prétendent que celui-ci est devenu aujourd'hui capable de résoudre les contradictions et les conflits sociaux, de créer une société du «bien-être général», ils soutiennent que l'actuelle révolution technique et scientifique serait soi-disant en train de remplacer la révolution sociale et qu'elle rapprocherait le capitalisme du socialisme pour les fondre en une société nouvelle et unique «industrielle» ou «postindustrielle». Ce courant représente la tendance la plus réactionnaire, ouvertement anticommuniste, dans la lutte idéologique actuelle.

On assiste aujourd'hui à une résurgence sans précédent de divers courants anti-marxistes comme ceux des trotskistes et des anarchistes, qui, en s'infiltrant dans les divers mouvements de masse, surtout de jeunes et d'intellectuels, tentent de pêcher en eau trouble, afin de détourner les masses de la juste voie et de les engager dans de périlleuses aventures qui conduisent à de graves défaites et désillusions. Bien qu'on les voie souvent adopter des mots d'ordre ultra-révolutionnaires et anti-révisionnistes, ils font, en fait, le jeu des révisionnistes et sapent avec eux la cause de la révolution.

Il est aussi des idéologues petits-bourgeois et des personnes sincèrement révolutionnaires de convictions, qui, déçus par la trahison révisionniste, mettent en doute les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et s'efforcent d'échafauder de nouvelles théories ou d'en ressusciter d'anciennes. Le marxisme, selon eux, ne serait ni complet ni exact, il ne répondrait soi-disant pas aux nouvelles conditions historiques des divers pays ou continents.

Dans cette situation de profond désarroi idéologique, que les révisionnistes modernes ont créée et qu'ils cherchent à maintenir, on comprend combien il est important pour tous les marxistes-léninistes de lutter pour libérer la classe ouvrière et les masses laborieuses de toutes les influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste comme des divers courants petits-bourgeois, et de les armer de la seule idéologie scientifique, le marxisme-léninisme.

«Une des conditions indispensables pour préparer le prolétariat à la victoire, a dit Lénine, est sa lutte longue, tenace et implacable contre l'opportuniste, le réformisme, le social-chauvinisme et

les autres influences et courants bourgeois analogues, qui sont inévitables puisque le prolétariat agit dans l'ambiance du capitalisme. Sans cette lutte, sans avoir d'abord remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de dictature du prolétariat.» (V. Lénine, Œuvres complètes, éd. russe, t. 40, p. 24.)

La lutte idéologique qui se livre aujourd'hui dans le monde est une lutte de grande ampleur et très complexe. Mais les problèmes les plus fondamentaux dont on discute sont le problème de savoir à qui doit appartenir l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire, le problème de l'essence et des voies de développement de la révolution, de la conception et de l'édification de la société socialiste.

LE ROLE DIRIGEANT DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE SON PARTI MARXISTE-LENINISTE, CONDITION ESSENTIELLE DE LA VICTOIRE SUR LA BOURGEOISIE ET L'IMPERIALISME

Les adversaires idéologiques du marxisme-léninisme, depuis la bourgeoisie jusqu'aux révisionnistes, en passant par les radicaux et les petits-bourgeois, s'emploient, par leurs paroles comme par leurs actes, à nier la mission historique universelle de la classe ouvrière, son rôle et sa place hégémonique dans la révolution. Tous ensemble, d'une manière ou d'une autre, ils s'évertuent à démontrer que les idées du marxisme-léninisme sur cette question seraient périmées.

Spéculant sur les récents phénomènes du capitalisme actuel, surtout sur les conséquences du développement du capitalisme monopoliste d'Etat et sur la révolution technique et scientifique, les idéologues bourgeois, tels Marcuse et consorts, cherchent à prouver par leurs théories technocratiques que la société capitaliste se déprolétariserait, que la classe ouvrière se transformerait en «copropriétaire et co-gestionnaire» des entreprises capitalistes et que, du fait même de son «intégration» dans le système capitaliste, elle n'aurait plus intérêt à la transformation révolutionnaire de la société. Et même quand quelqu'un d'entre eux croit voir une force révolutionnaire, il la découvre dans les couches situées à la «limite des classes», dans le lumpenprolétariat, dans les ghettos des grandes villes, parmi les émigrants, ou encore parmi les étudiants et les intellectuels.

Par ailleurs, les révisionnistes, surestimant la poussée objective vers le socialisme, suscitée par le développement même de nouvelles forces productives, et à laquelle le nouveau rapport des forces dans l'arène internationale en faveur du socialisme a donné encore plus de vigueur, propagent les conceptions selon lesquelles la lutte pour le socialisme pourrait être dirigée également par d'autres classes et forces sociales non prolétariennes, depuis la bourgeoisie nationale et la petite bourgeoisie jusqu'à l'intelligentsia progressiste et patriote.

Ces vues causent un grand tort au mouvement révolutionnaire, sèment le désarroi parmi certains militants non aguerris et dans diverses couches de la population, surtout parmi la jeunesse étudiante et les jeunes intellectuels, qui se veulent des forces indépendantes et essentielles de la révolution et ne considèrent comme indispensables ni l'hégémonie de la classe ouvrière ni le rôle de direction politique de son Parti marxiste-léniniste. La question de savoir à qui appartient le rôle hégémonique dans la révolution revêt une haute importance de principe, car de la force qui est à sa tête et qui la conduit, dépendent son orientation, son développement conséquent et sa destinée. L'attitude à l'égard de la classe ouvrière et de son rôle dirigeant est une pierre de touche pour tous les révolutionnaires. L'abandon de l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire actuel est, comme l'indiquait Lénine, l'aspect le plus vulgaire du réformisme.

Les conditions qui font de la classe ouvrière la force déterminante de l'évolution sociale présente, la force dirigeante de la lutte pour la transformation révolutionnaire du monde capitaliste, n'ont nullement changé.

La classe ouvrière, en dépit de toutes les transformations qu'a subies le monde capitaliste actuel, est dépouillée de toute forme de propriété des moyens de production, elle n'a aucune part à la direction ni à l'organisation de la production, et les buts, de celle-ci lui sont étrangers. Ce qu'on appelle la «société

de consommation» n'a pas été créée pour satisfaire les besoins des travailleurs, mais pour intensifier leur exploitation et, accroître les bénéfices des capitalistes. Il est de fait que les bénéfices des monopoles, des trusts et autres cartels, ont atteint des chiffres astronomiques, comme il est également de fait que, ces dernières années, dans les pays capitalistes les plus développés, d'après batailles d'une violence sans précédent ont éclaté entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Les ouvriers de France, d'Italie, d'Angleterre et d'Amérique se sont mis en grève, ils sont descendus dans la rue et ont occupé les usines, non pas par simple plaisir, mais parce que: leurs conditions de vie sont des plus dures, parce que la machine capitaliste les écrase, fait d'eux de simples instruments, les déshumanise.

A l'opposé des allégations des idéologues bourgeois et révisionnistes, la société capitaliste ne se déprolétarise pas, mais elle se prolétarise au contraire continûment; le poids et le rôle de la classe ouvrière dans la production deviennent de plus en plus déterminants, et c'est elle qui demeure la principale force productive de la société. La pratique montre que c'est seulement quand la classe ouvrière bouge, quand elle cesse le travail ne fût-ce qu'un seul jour, que toute la bourgeoisie est ébranlée et que ses institutions se mettent en état d'alerte. La classe ouvrière est une classe aux riches traditions de combat et d'organisation, elle a son Parti et sa théorie scientifique qui la guident dans la lutte de classe.

Toutes les forces révolutionnaires qui se battent pour renverser l'ordre bourgeois ne peuvent remporter la victoire que si elles fondent leur combat avec celui de la classe ouvrière, si elles reconnaissent et acceptent son rôle dirigeant et celui du parti prolétarien marxiste-léniniste. C'est là une nécessité objective. Toute autre voie conduit à l'aventurisme et à la défaite. C'est cette grande union de toutes les forces révolutionnaires de gauche avec la classe ouvrière, que la bourgeoisie et les révisionnistes craignent par-dessus tout.

En ce domaine, le rôle de la social-démocratie et des révisionnistes modernes est particulièrement malfaisant. Encadrant la classe ouvrière dans leurs syndicats réformistes, ils s'emploient à freiner son élan révolutionnaire, à paralyser son esprit de combat, à faire d'elle une classe docile et soumise aux patrons capitalistes. Dans ces conditions, on ne peut éveiller la classe ouvrière ni lui faire prendre la direction de la lutte révolutionnaire sans mener une lutte résolue au sein même des syndicats réformistes contre la ligne et les positions de leurs chefs bourgeois, afin, de les démasquer et de les isoler de la masse des ouvriers.

La jeunesse, les étudiants et les diverses couches de l'intelligentsia occupent une place importante dans le mouvement révolutionnaire actuel. Dans bien des pays, et notamment en France et en Italie, aux Etats-Unis et au Japon, en Espagne et en Amérique latine, ils se sont montrés très actifs et ont donné des preuves de courage, d'abnégation et d'esprit révolutionnaire. Mais il faut admettre que dans les mouvements des intellectuels et des étudiants de gauche, on observe une grande confusion idéologique et politique. Le caractère souvent utopique de leurs programmes et de leurs mots d'ordre, leur impatience et leurs explosions spontanées ont leur source dans les influences des idéologies non prolétariennes et dans la composition sociale hétérogène de ces mouvements.

Les marxistes-léninistes consacrent toute leur attention aux mouvements de la jeunesse et des intellectuels de gauche, et, sans en cacher la faiblesse, ils luttent pour les amener sur de justes positions révolutionnaires, pour les affranchir de l'influence de l'idéologie bourgeoise, petite-bourgeoise et révisionniste.

En dépit du poids accru de l'intelligentsia dans la société actuelle, malgré les modifications que l'on constate dans le niveau et la nature de son action, ainsi que dans la composition sociale de cette couche, elle ne constitue pas une classe distincte. L'intelligentsia est une couche qui se situe entre les diverses classes de la société et qui provient de classes diverses. De par cette nature même, elle a pour trait certaines hésitations politiques et idéologiques. Et ces hésitations s'accroissent encore du fait que la bourgeoisie s'emploie de toutes les manières à la corrompre et à la mettre à son service.

L'intelligentsia, comme l'a indiqué Lénine et comme le confirme la pratique, n'a jamais été et ne peut jamais être une force sociale et politique indépendante. Son rôle et sa place dans la société sont fonction des classes dont elle est issue et de la situation sociale et économique, de l'alliance de ses divers détachements avec telles ou telles classes. Aussi l'intelligentsia ne peut-elle jamais supplanter la classe ouvrière comme force dirigeante de la révolution.

La jeunesse, les étudiants, la fraction progressiste de l'Intelligentsia sont de proches alliés de la classe ouvrière, mais ce ne sont pas les seuls. L'hégémonie de la classe ouvrière s'étend aussi sur d'autres couches de la population, qui ont la révolution à cœur, principalement sur la paysannerie, qui, dans l'immense majorité des pays et des zones du monde, constitue sa principale alliée, la plus puissante et la plus résolue.

Les révisionnistes actuels, sous prétexte que le rôle de la paysannerie serait secondaire, surtout dans les pays capitalistes développés, cherchent à nier l'importance de la grande alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pour donner la primauté à l'alliance de la classe ouvrière et de l'intelligentsia. Dans certains autres pays, les révisionnistes substituent à l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, celle de la classe ouvrière et des couches petites-bourgeoises des villes et de leurs environs. Par ces théories et ces pratiques ils visent à détacher de la classe ouvrière son alliée la plus proche et la plus déterminée au combat. La thèse léniniste selon, laquelle l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie est une force sociale capable de renverser la bourgeoisie et de construire le socialisme, est pleinement valable pour notre époque également.

De même que le sort de la révolution dans chaque pays dépend de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, de même, sur le plan international, le sort de la révolution mondiale dépend de l'alliance des pays socialistes et du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes évolués, d'une part, avec le mouvement anticolonialiste, de libération et démocratique des peuples d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique latine, de l'autre. Toute attitude de dédain et de dénigrement à l'égard de la lutte des peuples de ces continents, qui constituent l'immense majorité de la population mondiale, et où l'impérialisme se voit infliger les coups les plus violents et les plus directs, est, dans son essence, un autre aspect de la méconnaissance du rôle de la paysannerie et porte un grand tort à la cause de la révolution.

La base des alliances possibles s'élargit encore davantage lorsqu'il s'agit de révolutions démocratiques anti-impérialistes, auxquelles peut participer, outre la paysannerie et la petite bourgeoisie des villes, la bourgeoisie nationale également. Mais quel que soit le poids de ces couches dans toute révolution, elles ne peuvent remplir le rôle hégémonique et dirigeant qui appartient à la classe ouvrière. La bourgeoisie nationale, liée à l'exploitation capitaliste, se caractérise par des hésitations et par des tendances au compromis avec l'impérialisme extérieur et la réaction intérieure. En tant que telle, elle n'est pas en mesure de diriger de façon conséquente et jusqu'au bout la lutte de libération et la révolution démocratique. De leur côté, les représentants de la paysannerie et des autres couches petites-bourgeoises ont des exigences limitées, ils se trouvent sous l'influence de l'idéologie bourgeoise et souvent chancellent tant vers la gauche que vers la droite, versant parfois dans l'opportunisme et parfois dans l'aventurisme.

Aussi la classe ouvrière, du fait même qu'elle est la classe la plus révolutionnaire de la société, peut et doit se mettre à la tête du combat et diriger non seulement la lutte pour le socialisme, mais aussi celle pour la démocratie et l'indépendance nationale. Lénine, il y a déjà plus d'un demi-siècle, a étayé cette thèse de solides arguments. Et cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que la classe ouvrière a grandi, qu'elle s'est trempée, éduquée et organisée à un degré encore supérieur et que les tâches démocratiques et socialistes se sont rapprochées et entrelacées encore plus étroitement. Dans les conditions actuelles, la classe ouvrière est plus intéressée qu'aucune autre à conduire la révolution démocratique et anti-impérialiste jusqu'au bout.

La faiblesse numérique de la classe ouvrière dans quelque pays ne constitue pas un argument pour nier son rôle dirigeant, car sa force et son rôle ne dépendent pas de son nombre. La classe ouvrière exerce son rôle de direction à travers son Parti, qui, comme le montre notamment l'exemple de notre pays, peut se créer et prendre la tête de la lutte révolutionnaire, même lorsque cette classe est peu nombreuse et non organisée.

On assiste actuellement à un regain de diverses théories qui prônent la spontanéité dans le mouvement révolutionnaire, qui sous-estiment le rôle du facteur conscient et méconnaissent le rôle de la théorie et du Parti du prolétariat. La dégénérescence des partis révisionnistes, leur transformation en partis réformistes inoffensifs pour la bourgeoisie ainsi que les thèses antimarxistes des révisionnistes modernes soviétiques, yougoslaves, italiens, etc., qui prétendent que «le capitalisme s'intégrerait dans le socialisme, consciemment ou inconsciemment, graduellement ou brusquement», que «des partis et des organisations non prolétariens pourraient se faire les porteurs des idéaux du socialisme et diriger la lutte pour la réalisation de ces idéaux», que «certains pays où la nouvelle bourgeoisie nationale est au pouvoir, marchent, eux aussi, vers le socialisme», etc., ont servi de base à la propagation des conceptions les plus extrémistes, qui nient totalement le rôle de la théorie et la nécessité du Parti de la classe ouvrière. Il est aussi des gens qui se posent en révolutionnaires des plus purs et qui vont jusqu'à dire que «la théorie de Marx sur la révolution ne fait aucune place au Parti et qu'elle n'en prévoit pas la nécessité», que «l'avant-garde de la révolution socialiste ne peut être identifiée au parti marxiste-léniniste», que le rôle du Parti peut fort bien être rempli par une «minorité active», qui apparaît comme un «ferment» dans le mouvement spontané, que «de l'action révolutionnaire elle-même naissent la conscience et l'organisation révolutionnaires».

Toutes ces «théories» portent un tort incalculable au mouvement révolutionnaire, en ce qu'elles désorientent la classe ouvrière et la laissent désarmée face à l'attaque de la bourgeoisie, qui, de son côté, a perfectionné à l'extrême ses méthodes et ses moyens de propagande, l'organisation de sa lutte contre la révolution et le communisme.

Il a été désormais historiquement démontré que sans son Parti, la classe ouvrière, quelles que soient les conditions dans lesquelles elle vit et agit, ne peut acquérir d'elle-même une conscience de classe. Ce qui transforme la classe ouvrière de «classe en soi» en «classe pour soi», c'est le Parti. Bien entendu, la lutte, l'action, trempent et mettent à l'épreuve les masses et les révolutionnaires, elles leur enseignent bien des choses. Mais tant qu'un parti politique doté d'un programme clair, d'une stratégie et d'une tactique scientifiques, fait défaut, la lutte, soit demeure à mi-chemin, soit échoue. C'est ce qu'enseigne aussi l'expérience du mouvement révolutionnaire actuel et des nombreuses luttes des peuples des divers continents.

Même quand certains révisionnistes et opportunistes de diverses couleurs admettent la nécessité de l'existence du Parti, ils le font en altérant gravement son rôle et les principes organisationnels de son édification. Ils proclament périmées et dépassées les idées de Lénine sur ces questions. En particulier, ils mettent en cause le principe selon lequel le Parti est non seulement l'avant-garde consciente de la classe ouvrière, mais aussi sa forme d'organisation la plus élevée, qui se caractérise par une unité de pensée et d'action, et à laquelle revient le rôle dirigeant dans l'ensemble de l'activité révolutionnaire en tout domaine où elle se déploie. Certains d'entre eux réduisent le rôle du Parti à celui d'une organisation n'assumant que des tâches d'orientation générale et d'éducation politique et idéologique, ou à un centre de coordination et d'information. D'autres l'identifient à la guérilla, ou s'expriment pour l'«association» à droits égaux du parti marxiste-léniniste avec les autres partis et organisations de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

Qu'il existe un seul ou plusieurs partis, le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme, est une loi objective. La transformation révolutionnaire de la société capitaliste sur des bases socialistes ne peut se réaliser qu'à travers une lutte de grande ampleur et très complexe menée sous des formes multiples et dans tous les domaines, économique, politique, idéologique et militaire. Dans cette lutte, la classe ouvrière fait alliance avec diverses forces sociales et politiques. Toutes les

formes de lutte et d'organisation, tous les détachements du mouvement révolutionnaire doivent servir un seul but. D'où découle la nécessité d'un parti comme centre unique de direction et d'organisation.

La lutte pour le socialisme a pour base théorique l'idéologie de la classe ouvrière, le marxisme-léninisme, la doctrine scientifique qui, seule, donne une juste définition du socialisme et des voies menant à sa réalisation. Aucun autre parti ou organisation ne peut se faire le porteur de cette théorie, l'élaborer et la mettre en pratique, si ce n'est le parti communiste du prolétariat, le parti de la classe à laquelle appartient l'avenir socialiste et communiste, qui défend les intérêts fondamentaux des travailleurs et de toutes les forces progressistes de la société et se bat pour eux, le parti de la classe qui, comme l'a dit Marx, ne peut se libérer elle-même sans libérer l'humanité entière. Si le sort de la révolution est laissé aux mains d'un centre d'orientation générale, à une organisation purement coordinatrice ou à la guérilla, la révolution s'engagera dans une impasse et elle subira un échec.

Le contenu objectif de toutes les «théories» qui nient la nécessité du rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son Parti se ramène en fait à la négation de la révolution, du socialisme et du marxisme-léninisme. Ces conceptions ne font que porter de l'eau au moulin de la bourgeoisie et de la contre-révolution. Aussi leur dénonciation et la défense résolue des enseignements léninistes sur l'hégémonie de la classe ouvrière, sur le rôle dirigeant du parti du prolétariat, et la défense des principes de son édification et de son organisation, constituent aujourd'hui une tâche très importante et; actuelle pour dissiper la confusion et le désarroi créé par les révisionnistes en ce domaine, et pour promouvoir la révolution et la lutte pour le socialisme et le communisme.

LA REVOLUTION, VOIE DE L'AFFRANCHISSEMENT DE L'HUMANITE

L'idée que la révolution est l'unique moyen de transformer le monde, l'unique voie à suivre pour secouer le joug national et social, s'est emparée des esprits de millions d'hommes sur tous les continents. Tout le monde parle maintenant de révolution. Cependant, les conceptions concernant son contenu, ses forces motrices, ses voies et formes de développement sont des plus diverses. Tout cela fait l'objet d'une âpre lutte et d'une grande polémique idéologiques.

A propos de cette question aussi, qui est d'importance vitale, les révisionnistes modernes, avec à leur tête les révisionnistes soviétiques, ont pris la défense des intérêts de la bourgeoisie et les servent. Ils cherchent à semer la confusion dans les rangs des révolutionnaires et à saper la révolution. Par démagogie, les révisionnistes prétendent être pour la révolution, tandis que, par leurs conceptions et leurs actes, ils s'efforcent de l'étouffer dans l'œuf ou de la saboter lorsqu'elle éclate. Ils ont ramené toute la théorie et la pratique de la révolution aux réformes à réaliser dans le cadre du système capitaliste et ils tentent de persuader les travailleurs que, prétendument, à notre époque, la ligne de démarcation entre la révolution et les réformes s'est complètement effacée. Ils propagent bruyamment que la classe ouvrière est à même de réaliser des transformations radicales dans l'infrastructure économique du capitalisme, d'occuper des positions importantes, de s'emparer de tout le pouvoir et de réaliser le socialisme sans la révolution violente, sans briser la machine d'Etat de la bourgeoisie et sans instaurer la dictature du prolétariat. Dans leur activité pratique, les révisionnistes s'en tiennent aux revendications quotidiennes. Tous leurs efforts tendent à donner de l'extension à la démocratie bourgeoise, à en perfectionner les institutions et ils sacrifient le but final aux intérêts de ce régime. Cela ressort parfaitement aujourd'hui de toute l'activité des révisionnistes italiens, français et autres, qui se sont transformés en valets de la bourgeoisie, en rempart de son système, qui ont trahi les intérêts vitaux de la classe ouvrière et sont allés jusqu'à condamner férocement toute action révolutionnaire des masses portant atteinte à la domination de la bourgeoisie. Ils se prononcent contre la violence révolutionnaire des masses, mais ils recourent, là où ils sont eux-mêmes au pouvoir, à la violence contre-révolutionnaire, comme cela s'est produit en Tchécoslovaquie et en Pologne, où ils ont sauvagement réprimé le peuple tchécoslovaque et la révolte de la classe ouvrière polonaise. Là, leur trahison et leur dégénérescence totales sont apparues au grand jour avec encore plus de netteté.

L'échec des théories évolutionnistes et pacifistes des révisionnistes modernes est confirmé également par le cours actuel des événements dans le monde. Les luttes anti-impérialistes et de libération qui se sont déclenchées en Asie, en Afrique et en Amérique latine, les révoltes des ouvriers et des masses travailleuses dans les pays capitalistes développés eux-mêmes, montrent que la solution réformiste révisionniste ne répond pas à la réalité ni aux aspirations des masses. En fait, l'activité révolutionnaire se déploie aujourd'hui sans les révisionnistes et contre leur gré. Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer le danger que représentent les théories et les pratiques révisionnistes. Bien des gens, et parmi eux des révolutionnaires sincères, tout en repoussant la voie réformiste des révisionnistes et en la critiquant, ont adopté d'autres conceptions erronées sur la révolution et sur ses voies de développement. Cela tient chez eux à une position de classe petite-bourgeoise, à l'absence d'une formation idéologique marxiste-léniniste et à l'influence des points de vue anarchistes, trotskistes et putschistes. Certains d'entre eux conçoivent la révolution comme un putsch, comme l'œuvre de quelques «héros». Ils surestiment et portent à l'absolu le rôle de l'«activité subjective», s'imaginant que la situation révolutionnaire, en tant que condition du déclenchement de la révolution, peut être créée artificiellement par les «initiatives actives» d'un groupe combattant, qui sert de «petit moteur» pour mettre en mouvement le «grand moteur» des masses. Selon eux, le potentiel révolutionnaire des masses dans la société capitaliste est toujours prêt à exploser pour peu qu'il y ait une impulsion du dehors, pour peu que se crée un «foyer» de guérilla, car alors les masses suivront automatiquement.

La lutte armée déclenchée par un groupe de révolutionnaires professionnels ne peut exercer son influence sur l'élan des masses que si elle est coordonnée avec d'autres facteurs objectifs de caractère politique, social et psychologique, qui déterminent l'apparition d'une situation révolutionnaire, que si elle s'appuie sur les larges masses et jouit de leur sympathie et de leur soutien actif. Autrement, comme le montre la pratique tragique dans certains pays d'Amérique latine, l'action de la minorité armée, si héroïque et pénétrée d'abnégation qu'elle soit, se heurte à l'incompréhension des masses, se coupe des masses et va à la défaite.

Ce sont les situations objectives mêmes qui mûrissent les révolutions, tandis que leur victoire ou leur défaite dépend de l'état et du rôle du facteur subjectif. Ce facteur ne peut pas être représenté que par un seul groupe d'hommes, si conscients soient-ils de la nécessité de la révolution. La révolution est l'œuvre des masses. Si les masses ne sont pas convaincues de la nécessité de la révolution, si elles ne se préparent pas, ne se mobilisent pas et ne s'organisent pas à cette fin, aucune révolution ne peut triompher. Le facteur subjectif ne peut pas être préparé par les seules actions du «foyer» de guérilla, ni seulement par l'agitation et la propagande. Pour cela, comme Lénine et la vie même nous l'enseignent, il est indispensable que les masses se persuadent par leur propre expérience pratique de cette nécessité,

L'idée du rôle décisif de la minorité armée s'associe aussi à des points de vue selon lesquels la lutte ne pourrait se développer que dans les campagnes ou que dans les villes, qu'il faudrait se consacrer à la seule lutte armée ou à la seule activité clandestine. Par ailleurs, la thèse trotskiste, qui considère la révolution comme un acte instantané et la grève générale politique comme la seule forme susceptible de la mener à bien, connaît aussi une large diffusion. Adopter comme ligne de conduite la lutte armée ne signifie pas du tout renoncer à toutes les autres formes de lutte, concentrer tout son effort dans les campagnes et abandonner la lutte dans les villes ou vice-versa, ne se consacrer qu'à l'objectif final, à la prise du pouvoir, et négliger la «petite lutte» pour les revendications économiques, politiques et sociales urgentes des travailleurs, cela ne signifie pas ne s'occuper que de l'organisation des forces armées et dédaigner le travail parmi les masses et au sein de leurs organisations, ne travailler et ne lutter que dans la clandestinité et renoncer à l'utilisation des possibilités légales et semi-légales, etc. La préparation de la révolution n'est pas l'affaire d'un seul jour, c'est un travail multiforme et complexe. Il faut travailler et lutter à cette fin dans tous les domaines et en recourant à toutes les formes d'action, en les coordonnant judicieusement et en les modifiant à mesure que les situations changent, mais en les subordonnant toujours à la réalisation du but final.

La révolution n'est pas l'œuvre de la seule classe ouvrière et encore moins de son parti d'avant-garde seulement. Pour la réaliser, la classe ouvrière, selon le caractère de la révolution et selon ses étapes,

forme des alliances avec d'autres forces sociales, auxquelles elle est liée par des intérêts fondamentaux communs, elle crée de vastes fronts populaires ayant des programmes politiques déterminés, fronts dans lesquels le parti de la classe ouvrière ne se dilue pas, mais garde toujours son indépendance sur le plan organisationnel et politique. Les éléments aux conceptions étroites et sectaires considèrent que toutes ces tactiques sont erronées et qu'elles conduisent à la voie pacifique et réformiste. Selon eux, les programmes, les fronts, les alliances ne sont que des machinations artificielles qui ont pour but de détourner l'attention et d'entraver la lutte armée. Ces points de vue font écho aux thèses connues, préconisées par les trotskistes, qui considèrent chaque alliance comme de la collaboration de classe, qui nient les étapes de la révolution et sont pour la révolution prolétarienne «pure» et directe. La révolution a ses propres lois qui sont générales et obligatoires pour chaque pays. La négation de ces lois conduit au révisionnisme. En spéculant sur les changements qui ont lieu dans le monde et sur les conditions nationales particulières, les révisionnistes ont remplacé les vérités universelles du marxisme-léninisme par leurs thèses et leurs conclusions anti-marxistes et contre-révolutionnaires. Toutefois, il y a lieu de considérer comme tout aussi nuisibles les conceptions dogmatiques de ceux qui ne tiennent aucun compte des particularités nationales, qui s'écartent de l'analyse de la situation réelle, qui échafaudent des schémas, dans lesquels ils tentent de faire rentrer les réalités des différents pays, qui portent à l'absolu l'expérience d'un pays et la présentent comme universelle ou qui parlent d'une révolution continentale et dénie la possibilité de la victoire de la révolution dans un ou plusieurs pays particuliers. De nos jours, alors que la vague de la révolution suit une courbe ascendante, alors que dans bien des pays et zones la révolution demeure à l'ordre du jour, la compréhension correcte de son contenu, de ses voies et formes de développement est décisive. La lutte contre les conceptions révisionnistes et antimarxistes de droite ou de gauche, la lutte pour l'application créatrice des enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme sur cette question est partie intégrante de la lutte de classe, elle est une condition indispensable du triomphe de la révolution.

LE SOCIALISME NE PEUT ETRE EDIFIE QUE SUR LA BASE DE LA THEORIE MARXISTE-LÉNINISTE

Le triomphe de la Révolution d'Octobre en Russie a inauguré une grande époque dans l'histoire de l'humanité, celle du passage du capitalisme au socialisme. Depuis lors, le socialisme s'est transformé de théorie scientifique en une réalité vivante, qui, malgré la trahison révisionniste, a démontré sa supériorité indiscutable dans tous les domaines sur le système capitaliste. Toutes les conquêtes du socialisme ont été réalisées sur la base de la théorie scientifique du marxisme-léninisme.

En tant que système social, qui s'édifie dans les conditions d'une lutte de classes acharnée entre le prolétariat et la bourgeoisie à l'échelle nationale et internationale, le socialisme ne peut pas se développer tranquillement, sans difficultés ni contradictions. La lutte entre les deux voies de développement la voie socialiste et la voie capitaliste, est une lutte longue et, tant qu'elle se poursuit, le danger de restauration du capitalisme ne cesse d'exister. Cependant, ce danger n'est pas fatal, comme tentent de le faire croire les idéologues bourgeois. Il est parfaitement évitable si le parti communiste demeure fidèle aux enseignements du marxisme-léninisme, s'il mène avec fermeté et esprit de suite la lutte de classe contre les influences et les pressions du monde ancien, s'il sait surmonter avec succès les difficultés et les contradictions qui surgissent, s'il ferme tous les accès à la possibilité de dégénérescence bourgeoise.

Le retour en arrière de l'Union soviétique et de quelques autres pays est dû précisément au fait que l'on y a abandonné les enseignements du marxisme-léninisme et renoncé aux principes fondamentaux de l'édification socialiste. On y a sapé les victoires de la révolution et ouvert la voie à la restauration du capitalisme. Mais ce n'est pas le seul grand mal que les révisionnistes ont causé au socialisme. Pour frayer la voie à leur trahison, ils ont attaqué violemment la ligne révolutionnaire suivie par le Parti communiste bolchevik ayant à sa tête Staline et toute l'expérience historique de la dictature du prolétariat, ils ont mis en cause la vitalité de la science marxiste-léniniste pour la solution des problèmes de l'heure, la capacité de la classe ouvrière de transformer de manière révolutionnaire la société, ainsi que le rôle dirigeant du parti communiste. Les révisionnistes khrouchtchéviens ont fourni

ainsi de puissantes armes aux idéologues bourgeois pour leur propagande anticommuniste. Ils sont devenus un foyer de diffusion de toutes sortes de conceptions antimarxistes sur le socialisme.

La confusion s'accroît encore davantage du fait que les révisionnistes khrouchtchéviens s'efforcent de faire passer la restauration du capitalisme en Union soviétique et ailleurs pour du socialisme. Cette démagogie désoriente aussi nombre d'hommes honnêtes qui, en critiquant à juste titre de nombreux phénomènes négatifs de la vie en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes, identifient le système social de ceux-ci avec le socialisme et attribuent les conséquences de la restauration du capitalisme au socialisme. Les autres courants révisionnistes qui ont des dissensions avec la direction soviétique, critiquent le «modèle soviétique du socialisme», le taxant de bureaucratique et totalitaire, et préconisent dans leur propagande leur propre modèle «démocratique et humanitaire», qui n'est autre qu'une nouvelle variante du capitalisme. A leur tour, les éléments et les groupes trotskistes s'efforcent de mettre à profit la dégénérescence bourgeoise du socialisme dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir pour répandre contre le socialisme leurs calomnies, que les révisionnistes eux-mêmes ont encouragées par leurs théories et pratiques anti-marxistes.

Dans ces conditions, la défense de la théorie et de la pratique du socialisme scientifique contre les attaques et les déformations des révisionnistes modernes de tout acabit et de toute nuance et des autres courants bourgeois et petits-bourgeois, est l'une des tâches les plus importantes dans la lutte idéologique actuelle. Avant tout, il faut que le masque prétendument socialiste que portent les révisionnistes qui sont au pouvoir, surtout celui des chefs de file soviétiques, leur soit totalement arraché. En Union soviétique on a liquidé la dictature du prolétariat et le parti du prolétariat. Ce n'est plus la classe ouvrière, mais la nouvelle bourgeoisie révisionniste qui est au pouvoir. L'Etat et le parti se sont convertis en instruments aux mains des révisionnistes, que ceux-ci utilisent pour défendre et consolider leur domination politique et économique. Les étiquettes prétendument socialistes et communistes qu'ils appliquent à leur Etat et à leur parti ne servent qu'à tromper les gens, car le caractère de l'Etat et du parti n'est pas déterminé par les noms qu'ils portent, pas plus que par leur composition sociale, mais avant tout par la politique qu'ils suivent, par la question de savoir qui cette politique sert et à qui elle profite. Le changement du caractère du parti et de l'Etat, la transformation contre-révolutionnaire dans le domaine de la superstructure politique et idéologique ne pouvaient pas ne pas conduire aussi à la modification de la base économique du socialisme. Les réformes économiques entreprises par les khrouchtchéviens conformément à leurs conceptions idéologiques anti-marxistes, ont entraîné le changement radical des rapports de production. Elles ont introduit dans l'économie soviétique un système d'organisation et de direction qui fait de la réalisation du profit capitaliste le but de la production. L'actuel Etat soviétique, tel un capitaliste collectif, gère les moyens de production au nom et dans l'intérêt de la nouvelle bourgeoisie soviétique. Le régime de la propriété commune socialiste s'est converti en un capitalisme d'Etat de type nouveau.

Ayant pris en main les rênes de l'Etat et de l'économie, la nouvelle bourgeoisie soviétique, composée de bureaucrates et de technocrates, s'en sert pour s'assurer d'importants privilèges et revenus. Le fossé qui la sépare de la classe ouvrière et des masses travailleuses devient toujours plus profond. Elle a remplacé la rétribution selon le travail par tout un système de distribution des revenus qui lui permet de s'approprier le fruit du labeur et de la peine des masses travailleuses, de s'assurer, par les procédés les plus divers, des revenus des dizaines de fois supérieurs à ceux des ouvriers et des paysans.

En Union soviétique se poursuit un profond processus de désagrégation, de décadence et de dégénérescence dans tous les domaines, idéologique, moral, éducatif et culturel. On est en train de réduire à néant toutes les valeurs morales et spirituelles du socialisme. L'idéologie bourgeoise avec toutes ses conséquences devient l'idéologie dominante. Les normes de la morale communiste, qui prescrivent de servir avec dévouement la cause du peuple, cèdent la place à l'intérêt personnel, à l'individualisme et à l'arrivisme. Le mode de vie bourgeois a pris de vastes proportions. On a abandonné l'esprit révolutionnaire et l'esprit de parti prolétarien dans l'art et la culture. L'école soviétique cultive le technocratisme et l'intellectualisme, elle forme de nouveaux contingents pour les révisionnistes.

La restauration du capitalisme en Union soviétique ne pouvait manquer d'entraîner la modification radicale de sa politique extérieure. Les actuels dirigeants soviétiques ont substitué à l'internationalisme prolétarien l'égoïsme national et le chauvinisme de grande puissance. L'Union soviétique est devenue aujourd'hui une puissance impérialiste qui poursuit une politique agressive. De base de la révolution mondiale qu'elle était, l'Union soviétique s'est transformée en une base de la contre-révolution.

Tout cela montre que l'Union soviétique actuelle ne peut plus s'appeler pays socialiste, mais Etat capitaliste et puissance impérialiste. Les plaies de sa politique intérieure et extérieure ne sont pas des plaies du socialisme, comme le prétendent la propagande bourgeoise et ceux qui en sont les victimes ou qui font chœur avec elle. Ce sont des plaies du système capitaliste lui-même, qui a été restauré en Union soviétique. On ne peut les guérir par le recours à des remèdes partiels. Il serait très dangereux de se faire des illusions à cet égard. Ces maux ne disparaîtront que lorsque les révisionnistes seront renversés et que la dictature du prolétariat sera rétablie.

Dans la situation créée par la trahison des révisionnistes soviétiques et par la propagande anti-communiste de la bourgeoisie, une grande publicité est faite en particulier au «système d'autogestion» yougoslave, considéré comme la meilleure voie pour l'édification du socialisme. De nombreux révisionnistes, notamment dans les pays capitalistes occidentaux, sont des partisans de cette voie. Celle-ci a aussi des sympathisants dans les pays révisionnistes de l'Europe orientale. Les théoriciens du «socialisme d'autogestion» prétendent qu'ils traduisent et appliquent les idées authentiques de Marx et de Lénine sur le socialisme, soi-disant déformées dans la pratique suivie jusqu'à ce jour par le «stalinisme». En vérité, ils ont exhumé et prônent les vieilles théories anarcho-syndicalistes et boukhariniennes critiquées en leur temps par Marx et Lénine. Leurs arguments théoriques sont absolument sans fondement, tandis que la réalité yougoslave actuelle est la preuve la plus patente de l'échec du «système d'autogestion».

Les théories révisionnistes yougoslaves sont fondées sur l'idée boukharinienne de l'intégration du capitalisme dans le socialisme. Sur le plan international, selon ces théories, le capitalisme d'après la Seconde Guerre mondiale, en même temps qu'il se stabiliserait et évoluerait vers un capitalisme d'Etat, se transformerait graduellement en un «socialisme de type étatiste», ce qui supprimerait la ligne de démarcation entre les deux systèmes et frayerait la voie à une collaboration large et multiforme entre eux, pour saper en fait le socialisme authentique. Dans le pays même, les révisionnistes yougoslaves, tout comme les révisionnistes gomulkiens, ont abandonné la collectivisation de la campagne, ils ont laissé aux koulaks les mains libres pour exploiter les travailleurs et pour s'enrichir en prétendant qu'ils les intégreraient ainsi dans le socialisme et que, avec les capitaux qu'ils recueilleraient d'eux, ils réaliseraient l'industrialisation du pays. Par ailleurs, les révisionnistes yougoslaves ont morcelé la propriété d'Etat, la propriété du peuple, et, en la convertissant en une prétendue propriété de groupe, ils ont frayé la voie à la naissance d'une bourgeoisie nouvelle, qui a pris en main les rênes du pays et domine actuellement la classe ouvrière et les peuples de Yougoslavie. Dans le même temps, les révisionnistes bluffaient en présentant cette ligne comme une prolétarianisation du régime, comme une lutte contre les formes «bureaucratiques étatistes du socialisme», comme une «voie nouvelle» pour l'édification de la véritable société socialiste. Mais tout cela a été démasqué et la vie en a révélé la pourriture.

Pour sortir de cette grave situation, pour faire face aux grandes difficultés et contradictions économiques, politiques et sociales engendrées par la restauration du capitalisme, les révisionnistes yougoslaves, n'ayant pu «édifier le socialisme» avec l'aide de la bourgeoisie du pays et de ses capitaux, ont tendu la main aux impérialistes américains et aux capitalistes des autres pays. Ils ont inventé ainsi un «socialisme» nouveau, qui peut être édifié à l'aide des crédits et des investissements de la bourgeoisie internationale, et en premier lieu de l'impérialisme américain, l'ennemi le plus féroce du communisme. Le fait est que dans la Yougoslavie actuelle, le déferlement des capitaux et des investissements directs des Etats et des sociétés capitalistes étrangers a pour résultat de faire passer les clés de l'économie nationale yougoslave dans des mains étrangères. Un processus analogue se poursuit dans les autres pays révisionnistes également. Une autre manifestation de cette orientation s'observe en

Yougoslavie dans le phénomène massif de l'émigration des forces vives et créatrices: des centaines de milliers d'ouvriers, de techniciens et de spécialistes sont obligés de quitter leurs familles et leur patrie pour aller vendre la force de leurs bras et leurs capacités intellectuelles aux capitalistes allemands, belges, français et autres. Cette traite des travailleurs, ce commerce d'hommes pour procurer quelques devises au pays est l'un des aspects les plus hideux de la réalité yougoslave actuelle. En Yougoslavie, il ne saurait être question d'aucune intégration du capitalisme dans le socialisme. Ce qui s'est passé dans ce pays et ce qui se passe dans d'autres pays aussi où les révisionnistes sont au pouvoir, c'est l'intégration du socialisme dans le capitalisme, la liquidation des conquêtes socialistes et l'engagement sur la voie capitaliste.

Les révisionnistes yougoslaves prétendent que, dans leur système, s'affirme le véritable rôle des travailleurs et de l'ensemble de la classe ouvrière, qui, nous dit-on, gère elle-même les moyens de production, dirige l'économie et procède à la répartition du produit social. En fait, c'est tout le contraire qui s'y produit. Le morcellement de la propriété étatique et la négation du rôle dirigeant de l'Etat socialiste signifient le morcellement de la classe ouvrière, la négation de son rôle dirigeant dans la vie de la société. La pratique yougoslave a pour effet de mettre en opposition les intérêts des différents détachements de la classe ouvrière, de provoquer la concurrence et la lutte entre les collectifs ouvriers.

Ce qui surgit alors au premier plan ce sont les intérêts étroits et immédiats de l'entreprise, de la commune ou des républiques fédérées, qui s'opposent aux intérêts généraux de la société.

Dans ces conditions, la classe ouvrière n'est pas à même d'agir en tant que classe, d'exprimer et de défendre ses propres intérêts généraux de classe au pouvoir. En Yougoslavie la classe ouvrière a perdu depuis longtemps son rôle hégémonique. Elle s'est convertie, de classe dirigeante au pouvoir en classe dirigée, opprimée et exploitée par la nouvelle bourgeoisie qui détient tout le pouvoir. En Yougoslavie, le parti communiste de la classe ouvrière a entièrement dégénéré, il est devenu un refuge pour les couches anti-prolétariennes qui représentent et défendent le cours capitaliste.

La Yougoslavie actuelle présente tous les traits d'un pays bourgeois et elle souffre des mêmes maux graves et chroniques, typiques du capitalisme, comme les profondes crises économiques, le chômage, la concurrence, l'anarchie et l'inflation, les âpres conflits sociaux et politiques et les discordes nationales. Cette situation a conduit à la création et au renforcement de groupements et de courants nationalistes bourgeois, à l'exacerbation de la lutte pour l'hégémonie qu'ils se livrent et que se livrent aussi les républiques. Sur l'actuelle scène politique yougoslave on voit dominer les clans «grands-serbes» et «grands-croates». Aux premiers on a appliqué l'étiquette de kominformistes, mais en fait ils ont été et sont des ennemis jurés du Kominform, au même titre que les dirigeants yougoslaves eux-mêmes et les dirigeants khrouchtchéviens soviétiques.

Les révisionnistes yougoslaves ont étreint les peuples et la classe ouvrière de Yougoslavie dans un étai de fer, dans l'étai de la bourgeoisie intérieure et du capitalisme étranger qui s'affirme de plus en plus comme le maître dans ce pays. Ils ne pourront sortir de cette situation, ni par les réformes économiques et politiques que les révisionnistes claironnent à grand bruit, ni en fondant des espoirs et en nourrissant des illusions sur tels ou tels groupes nationalistes. Le mal a des racines profondes et il ne pourra être éliminé que lorsque les peuples de Yougoslavie, en suivant la voie marxiste-léniniste, briseront l'étai qui les enserre.

On parle aussi de socialisme aujourd'hui dans certains pays qui se sont libérés de la vieille domination coloniale de l'impérialisme. D'un pays à l'autre on attribue aux notions de «socialisme», de «société socialiste», un contenu différent. Dans ces théories il y a bien des choses obscures, confuses, éclectiques, il y a un mélange des principes du socialisme avec ceux du capitalisme, un mélange de l'idéologie socialiste avec l'idéologie bourgeoise, nationaliste et religieuse.

De leur côté, les révisionnistes soviétiques et d'autres font écho à ces théories non scientifiques. Ils ont même découvert une voie nouvelle, la prétendue «voie non capitaliste de développement», qui

conduirait prétendument au socialisme sans le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du parti communiste, sans la théorie marxiste-léniniste, sans la révolution socialiste et la dictature du prolétariat. Par ces allégations, les révisionnistes khrouchtchéviens et autres désorientent les tendances socialistes sincères dans ces pays, ils y accentuent la confusion idéologique et y paralysent la lutte des forces progressistes pour le socialisme. En prétendant que ces pays également se sont soi-disant engagés dans la voie du socialisme, les révisionnistes soviétiques leur offrent quelques miettes pour pouvoir ensuite mieux les pressurer, pour y étendre leur influence impérialiste et les mettre à leur remorque.

Les marxistes-léninistes saluent et soutiennent toute tendance et aspiration sincère au socialisme, mais dans le même temps ils soulignent que le socialisme n'a triomphé et ne peut triompher dans n'importe quel pays que sur la base du marxisme-léninisme et sous la conduite de la classe ouvrière et de son parti armé de la conception du monde prolétarienne.

A notre époque, il n'est question ni de copier les pseudo-socialismes révisionnistes, ni d'inventer de nouveaux socialismes. Le socialisme existe et se développe en tant que théorie et en tant que pratique. Il a accumulé une riche expérience historique qui a été synthétisée dans la théorie marxiste-léniniste, et vérifiée dans la vie par sa vitalité. Se basant sur cette théorie scientifique et l'appliquant dans les conditions de chaque pays, les forces révolutionnaires trouveront la juste voie vers le socialisme,

La compréhension correcte du socialisme est une importante question de principe, car elle aide les peuples dans leurs aspirations au socialisme, à bien orienter leur lutte et à en clarifier les objectifs. Voilà pourquoi il est particulièrement important que les révolutionnaires fixent une limite et une ligne de démarcation bien nette entre les véritables pays socialistes et ceux qui n'ont de socialiste que le nom, comme il importe également qu'une distinction soit faite entre les partis et les forces marxistes-léninistes authentiques qui luttent pour le socialisme et les partis qui n'ont de communisme que l'enseigne. Ainsi les révolutionnaires se rendront mieux compte sur qui ils doivent s'appuyer et qui ils doivent soutenir. C'est de cette manière que se renforce l'unité authentique des forces révolutionnaires et que la lutte pour le socialisme se fonde en un seul courant sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

Documents principaux du PTA, t. 6

LE VOYAGE DE NIXON EN CHINE, LES ENTRETIENS SINO-AMERICAINS, LE COMMUNIQUE FINAL

21 mars 1972

En apparence, l'attitude de la partie chinoise à propos de ce voyage, avant comme au cours de sa réalisation, a été fluctuante. Du côté chinois, on s'est borné à indiquer une ou deux fois que le voyage du président américain aurait lieu à telle date, sans plus. La propagande chinoise observait un «silence absolu» sur cet événement, comme si «elle ne s'y intéressait guère». **Cela, naturellement, ne correspondait pas à la réalité, à l'importance, même très grande, que les Chinois attachaient à ce voyage et aux résultats qui pourraient en découler.** En surface, on avait l'impression que les Chinois ne faisaient pas de préparatifs, mais il n'en était pas réellement ainsi : ils faisaient nettoyer les villes, repeindre les magasins et les immeubles, surtout dans les rues et les zones par où devait passer Nixon, enlever tous les slogans «dangereux» susceptibles d'irriter l'hôte «de marque», approvisionner les magasins des marchandises les plus variées, mettre en vente dans les librairies des ouvrages «classiques chinois et étrangers», qui jusqu'à hier avaient disparu de la circulation, etc. **Tout cela était fait sous le couvert du «Nouvel An» chinois. Mais personne n'en était dupe. On ne le faisait pas pour le «mois du rat», mais pour «la venue du tigre... en papier».**

La presse chinoise avait cessé sa propagande contre l'impérialisme américain, mais durant le séjour de Nixon, elle fut contrainte d'écrire plusieurs articles pour «défendre» le Vietnam, qui, dans cette période-là en particulier, était bombardé violemment par les Américains. C'est donc précisément au moment où les Chinois accueillaient Nixon, que les Vietnamiens intensifièrent leurs attaques, que Nixon multiplia les bombardements, alors que les révisionnistes soviétiques se posaient en «seuls amis sincères des Vietnamiens», en «anti-américains enragés». A cette époque, les Chinois se sont abstenus de riposter à la propagande soviétique et on comprend bien pourquoi ils y ont été obligés. La raison en est qu'ils se sont trouvés sur des positions de faiblesse à propos du Vietnam et qu'ils ne veulent pas donner l'impression que leurs entretiens avec Nixon seront dirigés contre l'Union soviétique.

Par contre, l'autre partie, l'impérialisme américain et tout le monde capitaliste, ont donné une très grande publicité à ce voyage, ils ont remué ciel et terre et se sont livrés à toutes les appréciations et suppositions imaginables. En d'autres termes, ils ont tellement battu la grosse caisse qu'ils ont réussi, dans une certaine mesure, à laisser entendre dans le monde que ce voyage «modifiera le cours de l'histoire», que Nixon, cet anticommuniste enragé, réaliserait avec la Chine le rapprochement qu'aucun autre président des Etats-Unis n'avait réussi à conclure. La bourgeoisie a fait entrer Nixon dans l'histoire comme «l'homme de la paix», et effectivement au cours de cette période la propagande bourgeoise s'est faite si bruyante dans ce sens, que l'odieuse action de ce criminel de guerre qui massacre les peuples d'Indochine, etc., a été en quelque sorte laissée dans l'ombre.

La Chine porte une grande responsabilité pour avoir reçu Nixon à Pékin, sans poser la moindre condition. Mais elle n'est pas seule responsable de ce succès du président américain sur le plan de la propagande. Les Vietnamiens eux-mêmes, qui sont soi-disant «fâchés» contre les Chinois à cause du voyage de Nixon en Chine, ont depuis longtemps engagé des négociations secrètes avec les bourreaux de leur peuple. Et ne parlons pas des révisionnistes soviétiques, qui sont souillés jusqu'au cou par leurs liens de collaboration avec les Américains.

Pour notre part, nous n'avons pas cessé un seul instant, et en dépit de tout, la lutte contre l'impérialisme américain et contre Nixon. Les agences de presse étrangères n'ont pas manqué de le relever, soulignant que notre propagande différait de celle des Chinois.

Ainsi, indépendamment du fait que la Chine n'a rien dit jusqu'au moment où Nixon eut pris pied sur son territoire, le président des Etats-Unis a atterri en Chine dans un grand fracas, avec une nombreuse équipe de collaborateurs, de journalistes et tous les équipements requis de télévision, de radio, de cinéma, de liaison, etc. On en a parlé dans le monde entier. **Un journaliste américain a qualifié la descente de Nixon en Chine de «descente sur la lune».**

La réception de Nixon à l'aéroport s'est faite sans foule, sans discours, sans la présence du corps diplomatique. Le contraire eût été un scandale manifeste et, en tout état de cause, un défi. Nixon a été accueilli par le groupe habituel et permanent, composé de Chou En-laï, Li Sien-nien, du représentant de l'Armée au CC du Parti communiste chinois et par tout un cortège d'officiels. Chou En-laï paraissait «figé», naturellement parce qu'il se savait regardé par le monde entier, alors que Nixon arborait un sourire chevalin et un air réjoui, sans égard au fait que les rues qu'ils parcouraient étaient désertes, bien entendu en application des ordres et consignes donnés. Mais «la propagande et la télévision américaines eurent soin de réchauffer» cette situation.

«La correction chinoise, froide en apparence», que l'on observa à l'aéroport et dans les rues que parcourut le cortège n'était qu'un *trompe-l'œil*. [En français dans le texte.] Au lieu de s'en tenir à cette attitude à l'égard d'un «hôte indésirable», dont on avait accepté la venue «pour procéder à un échange de vues sur les problèmes intéressant les deux pays» sans y poser aucune condition, un hôte qui jusqu'à hier avait été qualifié par les Chinois eux-mêmes de «criminel fasciste des plus infâmes», d'«assassin», etc., etc., le protocole et les attitudes envers Nixon connurent subitement une volte-face complète.

Le président américain s'était à peine reposé de son voyage, que Mao Tsétoung le reçut dans son propre bureau. Cette pratique, que nous sachions, n'avait pas de précédent. Mao Tsétoung a toujours reçu les amis et les hôtes de la Chine, même les plus proches, à la fin de leurs visites. C'était le cas aussi de nos délégations. Les journalistes américains et, à ce qu'il semble, la délégation américaine non plus, ne savaient pas que Mao recevrait Nixon dès son arrivée, et ils qualifièrent cette entrevue de «bombe». **En fait c'en était bien une. Mao voulait montrer par là à Nixon sa cordialité et sa bienveillance particulières à l'occasion de ces contacts et entretiens, lui témoigner une prévenance intime, en le recevant dans son bureau où, sur la table sur laquelle le président avait appuyé le coude, avait été posée une pile de livres, pour donner à entendre à Nixon qu'il avait affaire à un «grand penseur». Mao Tsétoung voulait montrer aussi à Nixon que c'était lui, Mao, «qui avait ouvert cette «ère nouvelle dans le monde», «celle des relations sino-américaines» et, d'autre part, dire au peuple chinois que cette «politique d'amitié» avec l'impérialisme américain est «ma politique et non pas celle de Chou En-laï». Si cette politique ne s'avère pas heureuse, «nous avons de l'expérience en la matière et nous en rejeterons la faute sur Chou».**

Le communiqué émis après la rencontre Mao-Nixon annonçait seulement que «les entretiens avaient été francs et ouverts», donc ni chair ni poisson, alors que la télévision chinoise tenait un autre langage. Sur le petit écran apparaissaient Mao et Nixon, gais et souriants, se serrant non pas une, mais les deux mains. Kissinger, satisfait et le sourire aux lèvres, était vautre dans un fauteuil, comme chez lui. Chou En-laï était *aux anges* [En français dans le texte.], **il riait gloussait, par moments si bruyamment que, conscient d'exagérer, il se mettait la main devant la bouche. L'atmosphère était plus que cordiale et la projection de cette scène, qui n'avait été filmée que par la télévision chinoise, et par conséquent contrôlée, avait été autorisée intentionnellement par Chou, afin que l'histoire puisse fixer ce «moment historique», que les Américains le regardent et que le peuple chinois aussi soit orienté par cette «stratégie et cette tactique géniales prolétariennes» de Mao Tsétoung.**

Après cet acte «très significatif» de Mao, l'atmosphère, jusque-là réservée en apparence, se détendit, la glace fut brisée, «les cent fleurs commencèrent à s'épanouir» et on entama «la longue marche» de la grande amitié.

Le banquet offert par les Chinois fut grandiose. Qu'a dit Chou En-laï à ce banquet ? Il a tenu les propos les plus chaleureux, comme s'il s'était trouvé non pas devant un nouvel ami, mais devant un vieil ami, car «le peuple chinois et le peuple américain sont amis», etc. C'est ainsi que Chou a dit : Nous devons chercher à normaliser les relations entre nos deux pays et échanger nos vues sur des questions intéressantes les deux parties.

Enfin, a dit Chou, les portes ont été ouvertes à des contacts amicaux. En d'autres termes, Nixon est un ami de la Chine et des peuples, car c'est lui qui a ouvert les portes de cette amitié. Pour Chou et pour tous ceux qui pensent comme lui, Nixon a cessé d'être un impérialiste, un fasciste, un bourreau des peuples. Cela s'appelle passer du côté des laquais de l'impérialisme.

Nous avons des divergences, a dit Chou dans son discours, mais celles-ci ne doivent pas nous empêcher de nous entendre et de vivre en coexistence, etc. Il existe de petites divergences !!!

C'est ainsi que s'exprimait naguère Khrouchtchev, mais il n'était pas aussi «gentil» avec ses hôtes américains que l'est Chou, lequel a le plus grand soin de ne pas lâcher le moindre mot qui soit non seulement déplacé, mais puisse prêter à une interprétation fâcheuse.

Pour Chou, qui s'applique à cacher ses desseins, le peuple américain est la «bonté même», «le peuple américain est l'ami du peuple chinois», et Chou continue ainsi sa chanson jusqu'à ce que l'orchestre du banquet entonne «Beautiful America !». Belle Amérique en effet, que celle des millionnaires et des milliardaires ! Amérique, centre du fascisme et de l'impérialisme barbare ! Amérique, assassin des Vietnamiens et des Arabes, oppresseuse de la liberté des peuples ! «Belle» Amérique des gangsters ! «Belle» Amérique où les Noirs, les chômeurs et les communistes sont opprimés et massacrés !!!

Et c'est cette Amérique-là que l'on chante à Pékin, au point que Nixon, dans sa réponse à Chou En-laï, au cours du banquet, a dit : «Je n'ai jamais entendu dans un pays étranger jouer de la musique américaine mieux qu'ici». Evidemment, Nixon lui-même est étonné et il sera amené en quelque sorte à dire : «Je me suis trompé, je croyais que vous étiez vraiment des communistes».

Et Nixon de vanter aussi dans son discours la Chine et sa grande hospitalité, de vanter les propos cordiaux et éloquents de Chou. Il affirme, comme si de rien n'était : «Ce que nous faisons ici peut transformer le monde» ; «... les chances de paix augmentent infiniment» ; «ce qui nous unit, c'est que nous avons des intérêts communs qui priment les désaccords».

Et Nixon d'enchaîner :

«Entreprenez ensemble une longue marche non pas dans une voie sans issue mais dans des voies différentes qui conduisent au même but, à la mise sur pied d'une structure mondiale de paix et de justice, où nous puissions tous vivre côte à côte avec la même dignité, et où chaque nation, petite ou grande, ait le droit de décider elle-même de la forme de son gouvernement, sans ingérence ni domination de l'extérieur...».

Et il poursuit :

«Il n'y a pas de raison pour que nous soyons ennemis, car aucun de nous ne convoite les territoires de l'autre, aucun de nous ne cherche à dominer l'autre ou à allonger les mains et à dominer le monde. Nous pouvons bâtir ensemble un monde nouveau et meilleur».

Et Chou En-laï, comment répond-il à cette ordure fasciste ? Précisément sur le même ton et banalement: «... Le monde va vers le progrès, vers la lumière et non vers les ténèbres». Chou En-laï a omis même de dire que le monde va vers la révolution. Les journaux ont raison d'observer : «Chou n'a même pas évoqué la révolution mondiale». Voilà quelles sont la propagande et la démagogie infâmes et scandaleuses que fait Pékin autour de ce fasciste enragé, de ce bourreau des peuples du monde, du chef de file de l'impérialisme mondial, qu'est Nixon ! Et qui justement fait cela ? Pékin, qui prétend être le centre mondial du marxisme-léninisme !

L'impérialisme pousse la démagogie à tel point que lui aussi, reprenant Chou En-laï, affirme que le monde «va vers la lumière et non vers les ténèbres». Toute la propagande américaine vise à mettre en évidence que Nixon et l'impérialisme américain sont devenus les amis de la Chine et des Chinois, les amis du peuple et de ses dirigeants. Après la rencontre de Mao avec Nixon, la glace a été brisée. Les journaux chinois ont été remplis de photos de Nixon, de Mao, de Chou, de Chiang Ching, etc. La rencontre protocolaire qui a eu lieu à l'aéroport a été suivie de rencontres chaleureuses, de banquets, de spectacles et représentations théâtrales, de manifestations sportives dans des stades couverts, où 20.000 spectateurs se levaient pour acclamer Nixon et Chou En-laï, les «architectes» de cette «rencontre historique». Chiang Ching, la femme de Mao, a changé de robe et de *coiffure*. [En français dans le texte.] Elle s'est fait couper les cheveux à la *garçonne* [En français dans le texte.], elle a jeté au panier son calot à l'étoile rouge et troqué son uniforme militaire de la révolution contre des vêtements de cachemire noire. A chaque représentation, elle se trouve à côté de Nixon, et quand ils ne sont pas ensemble, Nixon et son épouse complètent leur programme, ils visitent les cuisines chinoises, font semblant de «s'étonner, de s'ébaubir», ils «mangent avec des baguettes», «quelle merveille !» ; ils visitent des communes, embrassent les enfants chinois, **visitent aussi la Grande Muraille de Chine. «Abattons toute muraille», dit Nixon. Ce sont «les sept jours qui ont transformé le monde». «Nous, les Etats-Unis et la Chine, nous avons entre nos mains les destinées du monde».** Et la propagande électorale de Nixon pour sa réélection se poursuit depuis le territoire chinois ! Chou En-laï, pour sa part, est satisfait et sourit. La réaction fait son éloge, le porte aux nues, mais il ne s'en émeut guère, car par la politique qu'il poursuit, il «applique la ligne du président Mao avec une extrême maîtrise».

Ainsi, cette visite a vu s'exaucer tous les vœux de Nixon, Mao et Chou. Aucune opposition n'est apparue entre les deux parties, à part quelques formules habituelles. Finalement a été publié aussi le communiqué commun sino-américain, qui confirme leur unité sur de nombreux points fondamentaux. Regardons-les.

Le voyage de Nixon à Pékin, l'accueil qui lui a été fait et le communiqué conjoint sino-américain constituent une victoire pour l'impérialisme américain et personnellement pour Nixon. La Chine, par contre, n'y a rien gagné, comme du reste elle ne pouvait rien y gagner ; elle y a au contraire perdu aux yeux de l'opinion des peuples révolutionnaires du monde, perdu aux yeux du mouvement communiste international. **La Chine a «cautionné» l'impérialisme américain de sa confiance aux yeux des peuples. Elle a dit aux peuples et aux communistes que même quand l'impérialisme américain massacre les peuples, qu'il a occupé leurs territoires et qu'il n'entretient ni ne nouera de relations diplomatiques avec eux, même quand son système est en crise, on peut discuter amicalement, s'aboucher avec lui et lui reconnaître le droit de tromper les peuples.** C'est ce qu'a fait la Chine. C'est inadmissible et condamnable, ce n'est pas conforme à notre ligne marxiste-léniniste. **Le communiqué sino-américain est le document le plus infâme que l'on puisse concevoir.** Ce communiqué énonce, en regard les uns des autres, les «jolis» points de vue de l'une comme de l'autre des deux parties. Les Chinois nous «abreuvent» de formules générales : «Les peuples veulent la liberté ; là où il y a oppression, il y a résistance ; les nations, grandes et petites, doivent être égales : toutes les troupes étrangères doivent quitter les pays où elles sont stationnées», etc. La partie chinoise développe ainsi une assez longue tirade sans aucune allusion, sans adresse. Elle ne fait mention que du Japon et du Bangladesh. Tout le reste est omis. La fameuse affabilité chinoise l'exige (!) du moment qu'«on reçoit un ami» ?! Pourquoi donc l'avoir invité ? On ferait mieux de dire que cette attitude vous est dictée par la nouvelle ligne qu'on s'est fixée, plutôt que par son amabilité envers son «hôte».

La partie américaine, de son côté, débite dans ce communiqué une tirade encore plus longue. Elle ne se reconnaît aucune responsabilité ; au contraire, selon l'esprit du communiqué, la «belle Amérique» serait «le pays le plus pacifique et le plus démocrate», les Américains sont contre l'agression, ils sont pour l'autodétermination (!) des pays d'Indochine, ils sont prêts à faire ceci et cela, ce que vous voulez et ce que vous pensez (de belles phrases, en veux-tu en voilà) mais en d'autres termes ils préserveront leur amitié avec Tchiang Kaï-chek, avec des cliques des pays d'Indochine et avec la République de Corée du Sud ; on nous dit qu'ils retireront leurs troupes des différentes régions du monde, (en paroles naturellement) «lorsque s'amorcera la détente», etc., etc. C'est ainsi que se poursuit la «ritournelle» américaine dans le communiqué commun. Un grand battage à vide ! Presque aucune divergence, bien qu'ils soulignent «l'existence de grandes contradictions» entre eux. On ne voit pas l'ombre d'une polémique; au contraire, après avoir brossé ces «tableaux idylliques» devant le public qui attendait, ils ont sorti ce qu'ils avaient dans le cœur. Et la conclusion est **la suivante : coexistence pacifique typique à la Khrouchtchev, et même plus parfaite que la sienne, car, selon le communiqué sino-américain, tout sera résolu, voire même sans conflits, autrement dit «sans armes, sans guerres», tout se réglera dans une bataille de roses ! Vraiment le tigre est un «tigre en papier». Mais on ne voit pas bien qui est vraiment le tigre en papier.**

Que ressort-il de ce communiqué ? La Chine dit au monde qu'elle a discuté amicalement avec les Etats-Unis et que ces négociations auront pour effet d'éviter la guerre entre eux, qu'il ne sera pas permis que la zone Asie-Pacifique devienne une zone d'influence d'une grande puissance (sornettes), qu'aucune des deux parties ne doit s'entendre avec une tierce puissance contre l'autre (sornettes), que le monde ne doit pas être divisé en sphères d'influence (sornettes encore). Toutes ces balivernes figurant dans le communiqué sont approuvées par les Chinois, qui semblent vouloir dire au monde : «Voilà, nous avons contraint les Américains à accepter cela. C'est une grande victoire pour le socialisme». Les Chinois disent aux naïfs : «Regardez, les Américains ne sont pas si méchants que ça», et, bien que nous n'ayons rien conclu à propos de Taïwan, ni même établi de relations diplomatiques, «nous ferons du commerce avec les Etats-Unis, nous échangerons des savants, des artistes, des journalistes», etc. En d'autres termes, «les portes s'ouvrent à l'invasion de la Chine par les Américains». C'est quelque peu étonnant, mais c'est pourtant comme cela.

A son retour à Pékin de Shanghai où il était allé saluer Nixon. Chou En-laï a été accueilli triomphalement, au son des gongs, avec des fleurs et par Chiang Ching. Chou était le «héros du jour» ! Ce «héros du jour» mettra tout en œuvre dans le pays pour consolider les positions de son groupe, et cela avec l'appui de Mao. Il développera avec constance des relations multiformes avec les Américains, il soutiendra la candidature de Nixon, car celui-ci est désormais son ami, et il échafaudera avec lui un tas de combinaisons, tout en cherchant à éviter d'être sévèrement démasqué aux yeux des peuples. Pour le moment, le «héros du jour» s'opposera aux Soviétiques dans la mesure où il jouira de l'appui des Etats-Unis, mais il finira par jeter son masque, comme l'a jeté Khrouchtchev. **Quant à la révolution mondiale, au communisme et au socialisme, il leur mettra la pierre au cou, comme les révisionnistes l'ont fait en Union soviétique et ailleurs. C'est là que conduit la voie qu'ont empruntée les Chinois.** Pussions-nous nous tromper, mais les faits nous imposent ce jugement ! Le marxisme-léninisme, qui nous inspire et nous guide, ne nous permet pas de juger différemment les camarades chinois et leurs actions.

Réflexions sur la Chine, t. I.

COMMENT IL FAUT INTERPRETER ET COMBATTRE L'ENCERCLEMENT IMPERIALISTE-REVISIONNISTE DE NOTRE PAYS ET L'EFFET DE SA PRESSION SUR NOUS

Extraits du discours prononcé devant les membres du Parti de l'appareil du CC du PTA, à leur réunion générale de reddition de comptes et d'élections

15 mars 1973

Nous avons souvent évoqué ces questions d'importance vitale dans des réunions de parti et parmi le peuple, aux différentes instances et avec des camarades en particulier, chaque fois que ce problème était à l'ordre du jour ou qu'il se posait en rapport avec d'autres questions. En particulier, nous avons à nouveau soulevé ce problème avec les camarades secrétaires du Comité central pour l'avoir à l'esprit à tout moment et le traiter dans le Parti de temps à autre de manière concrète, en le rattachant à la pratique de la vie, à la situation, et pas seulement comme un mot d'ordre politique et idéologique.

Le Parti fait de gros efforts dans ce sens et c'est pourquoi la situation intérieure est saine. Mais, si l'on regarde la situation en face, il faut reconnaître qu'il y a des camarades et des citoyens qui ne pénètrent pas profondément cette réalité. Certains la sous-estiment avec une étrange insouciance en disant : «Nous sommes très forts, nous ne risquons rien». D'autres pensent qu'il leur suffit de citer certaines formules politiques dans quelques-uns de leurs discours et entretiens, pour s'être acquittés de leur tâche. Ils s'imaginent ainsi avoir combattu l'encerclement, affaibli et liquidé l'influence ennemie et ils se rassurent en croyant avoir éclairé les masses.

Certains conçoivent la lutte contre l'encerclement capitaliste sous quelques-uns seulement de ses aspects et non pas dans sa complexité. Ces gens raisonnent plus ou moins de cette manière : «Nous, Albanais, disent-ils, nous sommes vaillants et courageux, et si un danger nous menace de l'extérieur, nous réglerons leur compte aux ennemis qui oseront nous attaquer. Il nous suffit d'être militairement forts, d'avoir une armée forte. Nous remplissons ces deux conditions. Nous développons et trempions notre armée; nous opposons donc une cuirasse invulnérable à l'ennemi.» C'est là une façon incomplète de concevoir le problème ; même si l'on considère que ces conditions sont réunies, la cuirasse sera vulnérable à l'influence de la pression bourgeoise-capitaliste-révisionniste si nous ne considérons pas cette vertu de vaillance, notre défense et notre armée dans le cadre plus général du développement du pays.

L'homme est courageux si on lui apprend et s'il réussit à comprendre le fondement de son courage, à comprendre ce qu'il doit défendre, pourquoi il doit le défendre, et à le faire en toute conscience, car il a lui-même, par son sang versé, sa peine et son labeur, créé tout ce qu'il défend. Ce sont justement ces buts qui ont guidé et inspiré les Albanais dans le passé et c'est pour cette raison qu'ils se sont distingués par leur bravoure. Aujourd'hui encore, ce sont des idéaux sacrés du Parti et du peuple, qui doivent nous inspirer.

Il y a eu aussi dans le cours de l'histoire des traîtres qui ont combattu ces idéaux, il y a eu la lutte de classes et elle se poursuit toujours, il y a eu des braves, il y a eu aussi des couards, il y a eu des hommes qui comprenaient bien les choses, qui luttèrent jusqu'à la mort pour leurs idéaux, il y en a eu d'autres qui chancelaient, qui hésitaient et demeuraient à la traîne. Certains d'entre eux se redressaient et s'éduquaient, d'autres s'effondraient. Ce processus se développe aujourd'hui encore et dans un sens plus favorable, mais sachons bien qu'il se manifestera sous ses deux aspects, car les hommes ne sont pas tous coupés sur le même patron.

Actuellement, le Parti dirige, la classe ouvrière est au pouvoir, on édifie le socialisme et l'on éduque l'homme nouveau. Cependant, cet homme nouveau que nous éduquons et trempions, comprend-il comme il convient la question de la défense de la patrie sur le plan militaire ? En général, nous pouvons affirmer qu'il la comprend et nous avons obtenu beaucoup de succès dans ce sens. Malgré tout, il ne nous est pas permis de fermer les yeux devant les carences que l'on observe en cette matière.

Il nous faut combattre en étant assiégés par de nombreux ennemis plus puissamment armés que nous et pourvus d'armes plus modernes que les nôtres. Notre Armée populaire doit donc être éduquée à la perfection dans l'art militaire moderne, manier au mieux les armes et les connaître parfaitement, être disciplinée, courageuse, politiquement et idéologiquement bien formée, avoir des arrières sûrs, etc. Cependant, dans ce domaine on constate des défauts, des faiblesses, bien des cas de négligence dans la manière d'enseigner, dans le travail d'éducation et d'organisation, on observe des signes de laxisme, de bureaucratisme, de routine.

Combat-on ces défauts ? Sans aucun doute oui. Mais n'oublions pas que ce sont précisément ces manifestations qui rendent la cuirasse défensive vulnérable. Que sont exactement ces manifestations ? Sont-elles hostiles, sont-elles intentionnelles, l'ennemi extérieur ou intérieur y est-il pour quelque chose ? On peut les considérer comme on veut, mais on ne se trompera jamais si on les regarde comme étant tout à fait étrangères à notre idéologie, comme des attitudes qu'il faut corriger, épurer, éliminer, car elles compromettent à la fois la juste conception de la vaillance et la défense même de la patrie.

Dans ce long processus d'éducation, de correction et d'épuration, nous discernons quelles sont celles de ces manifestations qui s'inspirent d'intentions hostiles, et celles qui sont involontaires, mais n'en font pas moins le jeu de l'ennemi. L'ennemi a pour premier but d'explorer le terrain, de vous tâter le pouls, de vous faire relâcher votre vigilance par mille et une manières, de vous désorienter, pour ensuite vous frapper.

Maintenant, dans la conjoncture actuelle, c'est cette tactique qu'utilisent les ennemis, en clamant que règnent la «paix» et la «coexistence pacifique». Mais demain viendra l'attaque et nous devons nous préparer éventuellement à l'affronter et à la briser. En aucun cas, nous ne devons dire à la légère : «Nous sommes forts, on ne peut rien nous faire», mais nous devons nous employer à devenir réellement forts. Nous ne devons non plus jamais dire à la légère : «Eh bien, s'ils nous font la guerre, on leur montrera de quel bois on se chauffe.» Nous devons nous préparer à cette guerre, pour le cas où elle se produirait. L'ennemi fait pression sur nous pour nous convaincre que «l'Albanie socialiste ne court aucun danger» et que «nous pouvons dormir tranquilles». Les ennemis nous qualifient de conservateurs et ils souhaiteraient que nous devenions libéraux.

Je répondrai à certaines gens de chez nous : «Oui, nous sommes des conservateurs devant l'ennemi de classe du dedans et du dehors parce que nous voulons préserver la liberté, l'indépendance et la

souveraineté de la patrie qui ont coûté tant de sang à tant de générations de notre peuple. Nous sommes des conservateurs, car nous voulons sauvegarder et développer pour le peuple les grandes victoires que nous avons remportées. Nous sommes aussi des conservateurs en regard du libéralisme qui tend à faire dégénérer le socialisme, à corrompre la jeunesse, les femmes, l'art, la culture, comme le font les impérialistes-révisionnistes et comme ils nous conseillent de le faire.»

D'aucuns, comme Fadil Paçrami et quelque autre, se tourmentaient en s'interrogeant qui, du conservatisme ou du libéralisme, était le danger principal. Le Parti a indiqué depuis longtemps que tous deux sont dangereux, qu'il faut combattre sur les deux fronts et c'est ainsi qu'il a procédé. L'histoire de notre révolution en cours est vivante, continue, tangible. Mais ces camarades bornés voudraient peut-être nous voir convenir avec eux que le danger principal, actuellement, est le conservatisme. Qu'ils me pardonnent, mais c'est là la thèse de l'ennemi. Mais nous-mêmes nous leur posons la question : «Etes-vous pour la thèse du Parti ou pour celle de l'ennemi de classe ?» Ces camarades voudraient nous voir affirmer que le libéralisme n'est pas l'ennemi principal. Mais c'est précisément la thèse de l'ennemi. Nous leur demandons encore : «Etes-vous pour les thèses du Parti ou pour celles de l'ennemi ?»

Non ! Vous ne prendrez jamais notre Parti au dépourvu, il ne déformera jamais sa théorie en inclinant vers le conservatisme ou vers le libéralisme, mais il préservera la pureté du marxisme-léninisme et il luttera en se guidant toujours sur cette juste boussole, en demeurant, comme toujours, pur, créateur, clairvoyant, dans la juste voie, la voie révolutionnaire.

La bourgeoisie, la réaction, les impérialistes et les révisionnistes appliquent à notre Parti et à notre politique intérieure et extérieure mille et une épithètes. Ils nous qualifient de «staliniens» ils parlent de «rideau de fer», de «guerre froide», nous serions des «conservateurs», nous «détruirions la religion et les traditions antiques,» etc. Récemment ils ont fait courir certains bruits : «L'Albanie ouvre ses frontières, l'Albanie se libéralise, l'Albanie se tourne vers l'Occident», etc.

Sans égard aux slogans employés, nous devons comprendre la raison pour laquelle les ennemis les emploient, quel est leur but et où ils veulent en venir. L'impérialisme, le révisionnisme et la bourgeoisie réactionnaire cherchent à tout prix et par tous les moyens à briser la résistance du peuple albanais et la lutte qu'il mène pour défendre sa liberté politique, économique, idéologique et culturelle, pour défendre son indépendance, sa souveraineté et le socialisme, ce qu'ils veulent avant tout, c'est briser l'attitude marxiste-léniniste de notre Parti, qui est le facteur décisif de toutes les victoires du peuple.

Nous sommes le seul pays et le seul parti communiste en Europe qui luttent avec héroïsme, qui résistent avec succès à cette si forte pression exercée sur eux jour et nuit. Tous les anciens partis communistes d'Europe, y compris celui de l'Union soviétique (pour nous en tenir à l'Europe sans nous étendre au reste du monde), ont trahi le marxisme-léninisme, la cause du prolétariat, de la révolution et de leurs peuples. Ils ont trahi la cause du socialisme et ont fait de leurs pays des pays capitalistes. Le Parti du Travail d'Albanie, lui, n'a pas trahi, il est resté debout, intrépide, invincible, il défend les principes, il défend le socialisme, sa patrie, la révolution. Pour les impérialistes comme pour les traîtres révisionnistes, cela était imprévisible, inconcevable.

Certains pourraient dire que l'Albanie socialiste est un petit pays, et le Parti du Travail d'Albanie un petit parti. Non, ce n'est pas vrai, car les idées qu'ils défendent sont grandes, elles sont l'avenir du monde, et le flambeau constamment allumé dans l'Albanie socialiste non seulement met clairement en lumière la trahison des impérialistes-révisionnistes et le malheur qu'ils ont apportés aux peuples, mais aussi il les brûle et les flétrit. C'est justement parce que la République populaire d'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie sont petits qu'ils sont comme un exemple de combattant au grand cœur luttant contre une hydre aux multiples têtes. Si l'on considère les choses sous cet angle réaliste, on comprend que les impérialistes et les révisionnistes ont pour but de nous écraser; le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie ont, eux, pour devoir de résister, de ne pas se laisser briser et de triompher.

Mais les épithètes que les impérialistes-révisionnistes et leurs laquais déclarés ou camouflés appliquent au peuple albanais et au Parti du Travail d'Albanie sont-elles fondées ? Peut-on considérer comme conservateurs un peuple et un Parti comme les nôtres qui en quelques dizaines d'années ont jeté bas des siècles de ténèbres et de servitude ? Peut-on considérer comme conservateurs un parti et un peuple comme les nôtres qui, les armes à la main, ont combattu et vaincu de puissants ennemis extérieurs et des ennemis intérieurs séculaires, un parti et un peuple qui ont pris le pouvoir en main et ont instauré dans leur pays la dictature du prolétariat, qui ont accompli une série de réformes capitales des plus progressistes, qui ont réalisé la réforme agraire et édifié le socialisme à la campagne, qui ont liquidé la classe des beys, des capitalistes, des koulaks et des usuriers, qui ont liquidé l'exploitation de l'homme par l'homme, qui ont édifié une industrie moderne, une classe ouvrière qui a assumé la direction du pays, qui ont conçu et mis en place une administration appropriée à un pays socialiste et qui l'ont modernisée, de même qu'ils ont modernisé l'industrie, l'agriculture, l'armée et tous les autres secteurs de la vie du pays ?

Peut-on considérer comme conservateurs un parti et un peuple qui ont accompli une révolution aussi profonde, aussi progressiste dans la vie sociale, qui ont sorti la femme des ténèbres, qui lui ont donné tous les droits et une pleine et entière égalité avec les hommes dans tous les domaines de la vie, qui ont brisé à jamais les chaînes odieuses qui faisaient de la femme une esclave de l'homme et de la société, qui se sont débarrassés du cruel droit coutumier, des mauvaises coutumes, qui ont découvert à la femme de vastes horizons d'une vie pleine de dignité, qui lui ont ouvert la voie du travail, de l'instruction et de la culture ?

Peut-on qualifier de conservateur notre Parti, alors qu'il a apporté le bonheur à la jeunesse, qu'il a créé des écoles dans tout le pays pour lui permettre de se doter d'instruction, de culture et pour se pénétrer de la haute morale prolétarienne, alors qu'il lui a offert toutes les possibilités pour grandir saine, pour devenir capable et digne de prendre le relais de la génération de ses aînés, capable de travailler avec une conscience élevée et pure, afin que, lorsqu'elle remettra le témoin aux générations à venir, ce témoin soit intact, inaltéré, le symbole des succès remportés dans la voie honnête marxiste-léniniste du peuple et du Parti ?

Ne fut-ce pas un acte des plus héroïques, des plus courageux, et à la fois des plus pondérés et des plus efficaces, que le coup écrasant qui fut porté au dogme de la religion, à cette plaie séculaire, à cette araignée noire et venimeuse ? Est-ce un acte de peu de portée, un acte conservateur que la liquidation du pouvoir de la religion avec ses organismes et ses cadres ? C'était un grand édifice séculaire, spirituel et matériel, et le Parti et le peuple l'ont démoli en quelques décennies. Mais la lutte est loin d'être terminée, puisqu'il s'agit d'extirper ce cancer de la conscience des hommes. Si l'on n'a pas encore découvert le remède radical du cancer, on a découvert celui de la religion, et si on la combat de manière conséquente et avec conviction, il ne faudra plus des siècles pour en venir à bout ; quelques dizaines d'années, une période de quelques générations suffiront. La lutte contre l'idéologie religieuse est étroitement liée à la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, elle est liée à la lutte pour le socialisme et le communisme.

On peut poser des questions comme celles-ci dans chaque domaine, dans chaque activité de notre vie nouvelle. Ainsi, ce n'est pas nous qui sommes conservateurs; les conservateurs sont précisément ceux qui nous accusent de l'être, ce sont les impérialistes, les féodaux, les bourgeois, les capitalistes, le clergé et tous leurs tenants. Ils projettent de ravir à notre peuple et à notre Parti les conquêtes qui leur appartiennent en propre. Ils veulent nous ravir la liberté, la démocratie, l'indépendance, la souveraineté. Ils veulent donc que l'Albanie socialiste cesse d'être socialiste pour se mettre totalement sous leur dépendance.

Pour que l'Albanie ne soit plus socialiste, ces conservateurs, ces réactionnaires et ces bandits veulent que les terres soient rendues aux koulaks, aux grands propriétaires terriens ou à une génération de nouveaux capitalistes, que, par conséquent, soit détruit le système socialiste à la campagne et que le cultivateur soit ramené à son état antérieur, mais cette fois avec des cheveux longs qui lui couvrent les

oreilles et les épaules comme les femmes, des vêtements synthétiques extravagants et une âme d'esclave, que les usines deviennent la propriété d'une bourgeoisie nouvelle et que la classe ouvrière travaille à la chaîne pour eux et leurs maîtres étrangers, que la femme albanaise se corrompt moralement et physiquement, qu'elle s'épuise au travail, que la jeunesse dégénère, qu'elle danse le «hula-hoop» et se drogue, que les écoles soient fermées, que le vagabondage, les crimes, le chômage et l'émigration fleurissent et que la religion et l'Eglise dominent les esprits et appuient cette dégénérescence, qu'ils appellent «modernisme», «libéralisme».

Ces ennemis jurés de l'humanité progressiste, du progrès et du développement se disent «modernes, des gens de progrès, civilisés», tandis que nous, selon eux, nous ne serions pas modernes, nous serions «des barbares, des sauvages, des dépassés, des conservateurs, des croulants» qui ont soi-disant fait leur temps. Nous serions les «anachroniques du siècle». Mais de quel siècle ? De leur siècle répugnant, bien entendu, de la corruption, de la honte, de la servitude.

Or c'est nous qui sommes modernes dans la juste acception du terme, car nous luttons au siècle du triomphe de la révolution, nous luttons pour la révolution, pour le socialisme, le communisme, car nous sommes guidés et inspirés en tout par les idées immortelles de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, car la révolution c'est le progrès, le développement, l'avenir de l'humanité.

Mais comment se fait-il que la réaction conservatrice mondiale la plus noire nous accuse, nous, d'être des conservateurs, et qu'elle nous identifie à elle-même ? N'y a-t-il pas là une contradiction ? En apparence, il y en a une, mais dans l'optique de la réaction, cette contradiction apparente n'en est plus une. La réaction mondiale prétend «ne pas être conservatrice mais progressiste» et elle mène une vaste propagande dans ce sens. Pour elle, le capitalisme n'est prétendument plus ce qu'il était, il aurait changé, il serait devenu progressiste, plus libéral, plus humain, il ne serait plus l'opresseur ou la sangsue des peuples ni l'ennemi du progrès, il ne serait plus fauteur de guerre, il ne serait plus un assassin et il ne spéculerait plus sur la sueur et le labeur des hommes. D'après les représentants de la réaction mondiale, «les temps ont changé, les hommes ont changé, le capitalisme a développé les forces productives, il leur a accordé beaucoup de libertés, beaucoup de droits sur les entreprises capitalistes elles-mêmes; les structures de classes ont changé, les antagonismes de classes se sont atténués et ils sont en voie d'extinction, la lutte de classes est, elle aussi, en train de s'éteindre et elle n'est plus la force motrice de l'histoire. De nouveaux facteurs sont apparus sur la scène sociale, à savoir la révolution technico-scientifique etc., etc.»

En d'autres termes, d'après eux «la théorie de Marx et de Lénine a vieilli, elle a perdu sa valeur et, de surcroît, en tant que telle, elle est une théorie qui freine le progrès, le développement et le bien-être, elle est devenue une conception théorique conservatrice, anachronique». Ainsi, d'après eux, «tous ceux qui demeurent fidèles à la théorie de Marx et de Lénine sont des conservateurs». Selon eux, il y aurait donc «des communistes conservateurs dogmatiques», et c'est parmi eux qu'ils nous classent, nous qui demeurons fidèles à la théorie du marxisme-léninisme et luttons pour son triomphe. Il y aurait aussi «des communistes libéraux à visage humain», autrement dit les traîtres au marxisme-léninisme, de toute nuance et de tout acabit, avec à leur tête les révisionnistes soviétiques, les titistes, et autres.

L'accession au pouvoir des révisionnistes modernes en Union soviétique et dans plusieurs pays de démocratie populaire a constitué une grande victoire pour l'impérialisme et la réaction mondiale. Le révisionnisme moderne était une variante de l'idéologie réactionnaire bourgeoise et il avait pour objet de transformer les partis marxistes-léninistes de ces pays en partis réactionnaires bourgeois, fascistes et d'y instaurer, à la place du socialisme en voie d'édification, le système capitaliste. C'est ce qu'il a réalisé. Cette trahison a eu pour effet le déclenchement en chaîne de la trahison dans un très grand nombre de partis communistes et ouvriers dans tous les continents.

Avec leur XX^e Congrès et leurs calomnies qui aboutirent à la condamnation de Staline, avec la réhabilitation des traîtres à la révolution et au socialisme, qui furent soi-disant ses victimes, avec la large libéralisation de la vie du parti et des masses prétendument opprimées, les révisionnistes

khrouchtchéviens ont préparé le terrain et frayé la voie au capitalisme en Union soviétique. Ce processus de transformation s'est développé rapidement en Union soviétique et dans plusieurs pays de démocratie populaire désormais connus. L'Union soviétique s'est transformée rapidement en une grande puissance social-impérialiste, en partenaire et alliée de l'impérialisme américain, pour le partage des sphères d'influence, pour la domination du monde, pour la répression des luttes de libération nationale des peuples et des révolutions.

Nous avons vécu tout ce processus, notre Parti l'a analysé dans toutes ses particularités et, à la tête du peuple, il a lutté et lutte constamment, avec le plus grand acharnement et avec succès, contre les traîtres au marxisme-léninisme et leurs alliés, les différents impérialistes, américains en tête.

Je ne m'étendrai pas longuement sur cette analyse. Mais celle que nous avons faite, et que nous n'avons pas mal faite, sur la base de faits et de documents authentiques que nous avons pu recueillir et en réfutant les calomnies et les falsifications des révisionnistes khrouchtchéviens, nous a conduits à la conclusion que, si la trahison révisionniste a pu triompher c'est parce que le Parti communiste de l'Union soviétique, après la mort de Staline, ne s'est pas maintenu sur de solides positions révolutionnaires. Il avait perdu son esprit révolutionnaire de la glorieuse époque de la grande Révolution d'Octobre, de la guerre civile et de la lutte contre l'intervention étrangère, l'esprit de l'époque de la lutte pour la réalisation des grands plans quinquennaux et de la lutte de classe juste et acharnée contre les trotskistes, les boukhariniens, les zinoviévistes et les koulaks, et contre la trahison dans l'armée, l'esprit enfin de la Seconde Grande Guerre mondiale.

Après la guerre, les normes léninistes étaient formellement maintenues dans le Parti et l'Etat, mais on ne les appliquait pas comme il fallait, la discipline révolutionnaire y était absente, on ne combattait pas correctement la bureaucratie, la routine, les méthodes stéréotypées et une¹ série d'autres défauts qui affaiblissaient la structure du parti et de l'Etat soviétiques. C'est alors que, dans l'ombre, émergèrent et prospérèrent les Khrouchtchev, qui, d'une part, chantaient des hymnes au régime, et, de l'autre fléchissaient et se préparaient pour l'avenir.

L'ennemi le plus dangereux est celui qu'on oublie. Cet ennemi, le Parti bolchevik l'a oublié. C'est ce qui conduisit l'Union soviétique à la catastrophe et causa un grand tort au communisme international.

Les traîtres khrouchtchéviens n'avaient pour leitmotiv que la réconciliation idéologique avec l'impérialisme américain et avec le capitalisme, la coexistence pacifique, l'extinction des luttes révolutionnaires, la prise du pouvoir par la voie parlementaire, la large et sincère collaboration économique, le libre échange de l'expérience, l'octroi et l'acceptation de crédits, le développement du tourisme et la circulation des idées, avec tout un éventail de libéralisme effréné et corrompu. Tout cela se fait sous le slogan de la «défense de la paix», pour «un monde sans armes et sans guerres», pour «la prospérité et le progrès de l'humanité», pour «le triomphe du socialisme à visage humain».

Il va sans dire qu'un grand débouché pour la diffusion de l'idéologie bourgeoise réactionnaire venait de s'ouvrir ; le révisionnisme s'en fit le commis assidu; il devint un digne partenaire de l'impérialisme américain et mondial pour la propagation, le soutien et la défense du mode de vie américain, de la manière de penser occidentale, avec tous les maux que tout cela entraîne dans la voie de la dégénérescence de la société, de la femme, de la jeunesse.

La musique, la radio, la littérature, les danses, le jazz, les stupéfiants, les meurtres, la prostitution, la vente de la patrie à l'encan, le déferlement des capitaux américains, la mainmise sur les secrets, l'achat des consciences et des cerveaux sont devenus des phénomènes normaux, monnaie courante, et cela à tel point que toute personne, toute entreprise, tout Etat qui n'agit pas dans ce sens «a perdu la raison, est dépassé, n'est pas de son temps». Ce serait l'âge d'or, et ces gens refuseraient d'en profiter. «Allons, allons, disent-ils, vivons dans l'euphorie, dans la joie, il faut bien que la jeunesse s'amuse, la jeunesse aime le nouveau, elle aime le moderne. Pourquoi tous ces conservateurs nous empêchent-ils d'agir à notre guise, nous voulons la liberté, nous voulons la démocratie, nous voulons coucher ensemble dans

la rue et dans les parcs, nous, les garçons, nous voulons porter les cheveux longs comme les femmes, porter une croix au cou, aller à l'église, avoir des clubs pornographiques, nous voulons avoir une voiture, en attendant d'avoir aussi un avion particulier». Telle est la vie là-bas, dans les pays capitalistes et révisionnistes, c'est ainsi qu'on l'y conçoit. S'il y a des gens qui s'étonnent des Albanais, n'oublions qu'il y en a aussi beaucoup qui ne se contentent pas de s'étonner d'eux, mais qui leur vouent une inimitié féroce et qui ont leurs fusils braqués sur eux. Mais nous ne demeurons pas en reste, nous braquons sur eux nos canons.

Dans notre pays, tous, jeunes et vieux, doivent se rendre clairement compte, et le Parti doit les aider à le faire, que les impérialistes, les révisionnistes et tous les capitalistes du monde ne peuvent pas voir l'Albanie socialiste. Ni les uns ni les autres ne veulent son bien. En ce qui concerne les actions entreprises contre nous, elles peuvent varier par leur intensité, par leur genre, par la manière dont elles sont exécutées et par les circonstances qui les entourent. Mais nous devons être toujours préparés à y faire face, à les éviter, à les déjouer, fût-ce temporairement, à les combattre avec la même intensité avec laquelle elles se manifestent et ne jamais nous laisser aller au compromis au détriment de notre cause, de l'intérêt de notre patrie et de nos principes. Nous devons faire tous preuve de vigilance, et pas seulement nous, la direction, mais le peuple tout entier, et chacun individuellement,

Les impérialistes, les révisionnistes et la bourgeoisie réactionnaire font ce calcul : «L'Albanie est un petit pays, nous pouvons à tout moment y intervenir pour changer la forme du régime, indépendamment du fait que les Albanais sont obstinés, courageux et qu'ils se battront, mais rien ne peut résister à notre force, surtout maintenant que nous, les grandes puissances, nous nous sommes entendues entre nous», «Et pourtant, pensent ces agresseurs éventuels, nous avons essayé tous les moyens, violents et subversifs, nous avons même recouru aux armes, au blocus économique contre l'Albanie mais en fait nos efforts se sont révélés vains, Tentons donc l'autre tactique, qui s'est avérée si efficace dans certains pays : la dégénérescence par la voie pacifique, l'infiltration par d'autres moyens, les sourires, les tractations commerciales, la publication d'un livre, d'un film, etc. C'est de cette façon que nous avons fait fléchir les «staliniens» en Union soviétique, que nous avons atteint notre but dans les autres pays socialistes, pourquoi alors n'y parviendrions-nous pas en Albanie aussi ? Et puis, attendons. Un beau matin ces vieux qui nous font, obstacle trépasseront. Nous avons donc, le temps. Travaillons, de l'intérieur. Naturellement, essayons d'atteindre ceux qui ne sont pas encore formés, cherchons à connaître leurs penchants, encourageons-les d'une manière ou d'une autre et laissons la situation mûrir pour enlever la citadelle de l'intérieur, parce qu'en fin de compte on ne peut pas se cogner la tête contre un mur.»

Tel est à peu près le raisonnement que se font les ennemis extérieurs et intérieurs de notre Parti et de notre peuple. Et nous, que nous appartient-il de faire ? Le raisonnement contraire, l'analyse réelle de la situation. Agissons judicieusement et énergiquement pour déjouer les plans des ennemis. Mais pouvons-nous les faire échouer ? Bien sûr, si nous luttons. Si nous ne luttons pas et si nous nous laissons endormir, alors les choses iront très mal pour l'Albanie socialiste, sinon aujourd'hui, en tout cas demain. N'oublions pas la tragédie de l'Union soviétique, qu'elle nous serve de leçon.

Pour le moment, l'ennemi extérieur cherche à affaiblir notre front intérieur, autrement dit à débiliter notre régime socialiste et, en premier lieu, son cerveau dirigeant, le Parti du Travail d'Albanie. Les ennemis du dehors coordonnent toujours leurs actions, visibles et invisibles, avec les éléments hostiles du dedans, qui agissent sous des formes et par des procédés divers pour affaiblir le régime du prolétariat qui les écrase, et relient chacune de leurs actions à la propagande, aux menées, aux conjonctures politiques de leurs alliés du dehors. Cette alliance peut être ourdie à travers des fils secrets, elle peut l'être aussi autrement, mais cette alliance et cette coordination existent et elles se renforcent dans la mesure où nous nous montrons insouciantes et manquons de vigilance révolutionnaire.

Que certains ne pensent pas que nous sommes seuls à mener la lutte de classe contre les ennemis ; ces derniers aussi la mènent contre nous. Bien entendu, le rapport des forces et le bilan des victoires sur

les champs de bataille de la lutte de classes, en raison même du potentiel multiple et varié de la dictature du prolétariat qui est au pouvoir dans notre pays socialiste, sont très en laveur de celle-ci ; mais l'ennemi de classe, précisément parce qu'il veut survivre à cette lutte, pour pouvoir frapper ensuite plus efficacement, s'est habitué à lutter dans ces situations difficiles, il agit illégalement tout en étant légal, il lance la pierre et cache sa main, il se frappe la poitrine, jure ses grands dieux qu'il est avec le régime, alors qu'il le hait; il a appris à se camoufler et à se préserver des tempêtes et des foudres; il se fait couvrir par le parapluie de ces «braves gens», plutôt naïfs qui, lorsque le Parti et le pouvoir soulèvent des problèmes aigus, disent : «Eh bien, ce n'est qu'une vague qui passera en un mois et sera vite oubliée ». Il exploite, gonfle et propage tous les éléments dont il dispose, tout ce qu'il voit ou qu'il entend, il encourage les faiblesses des hommes, utilise les autocritiques dans son intérêt, sème la confusion, l'anarchie, l'indiscipline, stimule les désirs excessifs, pousse au vol, au vagabondage, et il ne fait pas tout cela ouvertement, car il est prudent, il laisse faire les autres, et, si possible, pousse «les braves gens» à se compromettre eux aussi pour qu'ils aillent grossir ses rangs...

Certains jugent ces questions de façon, très erronée. Ils disent : «Pourquoi soulever ces questions, pourquoi en faire une histoire, ne gâchons pas l'atmosphère si joyeuse qui existe chez nous : ne ternissons pas «le bon renom de la jeunesse, de la paysannerie, de l'ouvrier», n'agissons pas ainsi, car le peuple va dire : «Qu'a fait le Parti, pourquoi le Parti a-t-il toléré cela ?» Agissons avec discrétion, etc.»

Une telle manière de juger les choses n'est pas révolutionnaire, il faut la combattre. En aucun cas le peuple n'a fait de reproches au Parti, lorsque celui-ci, comme toujours, lui a dit les choses ouvertement, sans ambages, telles qu'elles sont; au contraire, le peuple a aimé le Parti et il a fait tous les sacrifices pour lui, justement parce que celui-ci lui parle ouvertement. Pourquoi le Parti ne devrait-il pas soigner avec courage certaines maladies qui se manifestent dans le corps sain de notre société socialiste ? Devrait-il laisser se gangrener ce corps si beau ? Non, ce serait là le plus grand crime.

Indiquer ouvertement les défauts, les dangers, les critiquer et les combattre, oui, voilà ce qui a toujours caractérisé notre Parti. Notre Parti aurait-il compromis son prestige en procédant ainsi ? Non, son prestige est plus haut que jamais et il brille de l'éclat du soleil.

Pourquoi la jeunesse, la paysannerie, les ouvriers et d'autres encore perdront-ils leur bon renom, si l'on relève leurs défauts et leurs erreurs ? N'en commettent-ils pas ? Un proverbe dit : «Il n'y a que ceux qui ne travaillent pas, qui ne se trompent pas». Et qui donc travaille davantage que les ouvriers et les paysans ? Devrions-nous donc alors nous dissimuler mutuellement nos fautes, créer des situations mensongères ? Ces choses n'ont été ni ne seront jamais tolérées par le Parti pas plus que par la classe ouvrière.

Le Parti doit mobiliser toute l'opinion de notre pays et créer un front de fer contre le front ennemi, qui englobe les ennemis du dedans et du dehors. Et que l'opinion comprenne bien que ce front ennemi, cette pression de l'ennemi ne sont ni imaginaires ni hypothétiques, mais réels, concrets et que, par conséquent, la lutte contre lui doit se poursuivre réellement, concrètement, politiquement, idéologiquement et pratiquement. La présomption et la suffisance dans l'approche de ce problème essentiel tendent à faire oublier l'ennemi, à sous-estimer le danger qu'il présente.

L'euphorie non fondée engendre des situations difficiles et voile les défauts et les erreurs. Elle est comme l'édrédon qui protège du froid, mais qui est sans effet contre la fièvre et les tremblements qu'elle provoque. Cela crée des désillusions, des mécontentements, des découragements. Ne craignons pas de regarder la réalité bien en face et prenons des mesures qui s'y adaptent. La lutte contre les survivances petites-bourgeoises dans la conscience des gens est souvent prise à la légère et on la ramène à une lutte idéologique menée au moyen de cours et de conférences. S'agissant là d'une longue, lutte et ces survivances se manifestant chez nos hommes, et non seulement chez les gens du peuple, mais aussi dans la classe ouvrière et dans son avant-garde, les communistes, on s'imagine qu'on peut prendre son temps pour les éliminer et qu'on peut le faire avec douceur, au lieu de penser que c'est le

front le plus vaste, le plus complexe et le plus délicat de notre lutte, celui qui exige la plus grande attention de la part du Parti, du pouvoir et des masses en même temps que la plus grande rigueur militante.

Ne sous-estimons donc pas ces manifestations parce que nous les appelons «survivances». Le mot de survivances suggère des choses sans importance, éphémères, rapidement guérissables et sans conséquences sérieuses et encore moins dangereuses. Il y a beaucoup de gens, et même des communistes, qui conçoivent de cette manière ces manifestations si néfastes pour la formation de l'homme nouveau et l'édification de la société socialiste. Ils font preuve d'une certaine tolérance à leur égard. Ils n'en approfondissent pas le contenu, les conséquences dans la vie. Or c'est là le front le plus vaste du travail hostile, car ces survivances, comme nous les appelons, sont des manifestations de l'idéologie de l'ennemi qui nous combat avec nos propres mains, avec nos propres hommes, lesquels sciemment ou non, font le jeu de l'ennemi.

Nous appelons ces manifestations «survivances» lorsqu'il s'agit seulement d'hommes fidèles au pouvoir populaire et au Parti, parce que, parmi une dizaine de qualités, on relève aussi chez eux une manifestation de ce genre. Par contre, pour les éléments hostiles, ce ne seront jamais des «survivances», c'est une véritable idéologie et un guide pour l'action. Cependant, ces survivances petites-bourgeoises ne sont pas en petit nombre et elles ne se ressemblent pas toutes, ni par leur nature, ni par leur intensité, ni non plus par leur mode d'apparition. Elles n'ont qu'un élément en commun: leur nocivité, leur grande nocivité.

Le Parti et tous ses leviers mènent actuellement contre elles un immense travail persévérant et fructueux. Partout les travailleurs font preuve d'héroïsme, d'une haute conscience, d'une extrême honnêteté. Les hommes se trempent et s'éduquent dans l'esprit de la morale prolétarienne. Cela est indéniable, éclatant, tangible. Avec héroïsme et sagesse on surmonte des difficultés innombrables, car la lutte quotidienne à mener est très ardue. C'est un effort réel, très méritoire, stimulant et exaltant. Cela constitue la force invincible de notre Parti, de l'idéologie marxiste-léniniste, de la dictature du prolétariat. Toutefois, cette situation saine ne doit pas nous conduire à sous-estimer la nature dangereuse, pour autant qu'elle l'est, de ces survivances. Nous ne devons pas les traiter, elles et leurs conséquences, de manière tolérante. Nous devons en effet reconnaître qu'il y a du laxisme dans la manière de les traiter, et que, par là même, ces «survivances» peuvent se muer en conceptions philosophiques bourgeoises et entraîner de dangereuses maladies sociales.

J'ai l'impression que certains, dans leur étroite conception des choses, pensent que la lutte de classe que mène le Parti doit être dirigée uniquement contre l'ennemi de classe, en tant que personne physique, individu. On ne comprend pas à fond l'essence idéologique de cette lutte, la lutte idéologique de la classe ouvrière contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. C'est dans cette lutte que s'inscrivent les fameuses «survivances», et aussi toute une série d'autres phénomènes que nous appelons couramment «défauts, erreurs, déformations, infractions à la discipline,» etc. Les porteurs de toutes ces «survivances» sont les hommes qui vivent, travaillent et luttent sur notre sol, où l'on édifie le socialisme, où s'affrontent le nouveau et l'ancien, où se poursuit en fait cette lutte de classes. Elles se font jour dans la vie et le travail et il faut les combattre de toutes les manières, par tous les moyens, à tout moment et dans chaque classe ou couche de la population où elles apparaissent, mais elles se manifestent davantage et le plus souvent chez les intellectuels, puis chez les paysans, et, dans une moindre mesure, chez les ouvriers. Il en est ainsi en général, mais cet ordre ne doit pas nous amener à conclure qu'il faut rechercher l'origine de ces manifestations chez les seuls intellectuels et les paysans, et que notre classe ouvrière est pure et à l'abri de ces manifestations dangereuses...

Les porteurs des attitudes étrangères au socialisme seraient-ils donc tous des ennemis du socialisme ? Nullement, car s'il en était ainsi, le socialisme serait en danger dans notre pays. L'ennemi extérieur, ou même celui de l'intérieur, vient-il dire à l'oreille des élèves et des étudiants : «Violez la discipline à l'école : pourquoi vous fatiguez-vous les méninges à étudier ; n'allez pas en classe, faites l'école

buissonnière» ? Disent-ils par hasard aux enseignants de ces élèves et de ces étudiants : «A quoi bon étendre vos connaissances, pourquoi vous intéresser à l'éducation des élèves en dehors de l'école ?». Ou bien disent-ils aux paysans de ne pas appliquer comme il faut les règles de la technique agricole ou aux ouvriers «ne travaillez que six heures au lieu de huit, ne vous souciez pas de la qualité, de l'assortiment, mais tâchez de tirer le maximum de profit pour vous-mêmes en dépassant la norme de travail» ? Absolument pas ! Alors pourquoi tout cela se produit-il chez nous ? On invoque «la pression extérieure» et l'on croit avoir tout expliqué. Mais il n'en est pas exactement ainsi. La pression extérieure hostile est forte et il ne nous est pas permis de la sous-estimer, mais nous devons bien reconnaître qu'il y a aussi une «pression intérieure» profonde sur nos consciences, et que nous ne combattons pas comme il convient par une saine éducation, qui se manifeste avec toutes ses conséquences néfastes, dans le travail et dans la vie.

Le capitalisme a ses propres lois, il a sa discipline dans le travail, qu'il applique de la façon la plus rigoureuse, bien entendu en sa faveur et au détriment de la classe ouvrière qu'il opprime et dont il suce le sang et exploite la sueur. Le socialisme, qui est l'Etat des ouvriers alliés aux paysans, a aussi ses propres lois, sa discipline dans le travail, que nous devons appliquer rigoureusement pour le bien de la classe et des larges masses du peuple, pour le bien-être de tous et, par conséquent, de chacun...

Dans notre pays socialiste les hommes ne meurent pas de faim, ils ne souffrent pas du chômage, ils possèdent des biens matériels et spirituels qu'ils accroissent et doivent accroître tous les jours par leur travail, leur labeur, leur lutte, leurs sacrifices, par l'étude. Ce sont justement ces enseignements vivifiants de notre Parti marxiste-léniniste, ces lois de la dictature du prolétariat qui ont créé cette situation. Aussi nos travailleurs doivent-ils les étudier de manière approfondie, les comprendre à fond et lutter intensément pour les appliquer et les défendre dans la vie. Nul ne doit violer les lois et les normes du Parti, nul ne doit violer les lois de la dictature du prolétariat, ni abuser de la liberté et de la démocratie prolétarienne. Toute faiblesse, tout abus, toute manifestation de libéralisme, toute sous-estimation des erreurs et des défauts porte un préjudice incalculable à notre situation, la dégrade. Personne, sauf nos ennemis, ne veut que la situation en arrive là. Et pourtant elle pourra en arriver là, si, unis comme un bloc autour de notre Parti et de notre gouvernement, nous ne combattons pas toutes ces manifestations.

Ces manifestations ne sont pas nouvelles, elles ne sont pas apparues et n'apparaissent pas en un jour. Il y a des circonstances qui en engendrent certaines. Le Parti réagit, en indique la nature dangereuse et la manière de les combattre sur toute la ligne. Certaines personnes et certains cadres dirigeants considèrent ces prises de position comme des «campagnes», suscitées par des situations imprévues et se demandent : «Comment ces choses-là se sont-elles produites, comment ne les avons-nous pas décelées ?» C'est là un point de vue erroné, non réaliste. Le Parti a décelé ces manifestations à temps, il les a annoncées, il s'est mobilisé et les a combattues. Mais ceux qui expriment de tels points de vue devraient faire preuve de plus de courage et dire : «Nous avons agi sous forme de campagnes organisées, parfois superficielles, nous sommes passés de campagne en campagne, nous avons surestimé un problème et en avons sous-estimé un autre, et pis encore, nous avons craint d'élever la voix pour exprimer notre opinion». Et lorsqu'on leur demande : «De qui avez-vous eu peur ?», ils répondent : «Nous avons craint d'être taxés de conservatisme». Mais est-ce là une réponse ? Ces camarades ont besoin de faire un examen de conscience et une analyse de leur travail.

On a soulevé la question de la télévision, de la radio, de notre dernier festival de la chanson, bref, celle des manifestations étrangères à notre société dans la littérature et l'art. Certains ont écarquillé les yeux d'étonnement, d'autres ont dit que c'était la faute à la télévision italienne, d'autres ont minimisé la juste réaction du Parti et ont réduit la question aux cheveux longs. Il ne fait pas de doute que la télévision italienne a influé dans ce sens, mais il n'y a pas beaucoup de mois que les masses du peuple peuvent la regarder, alors que les dirigeants de la télévision et des arts, eux, regardent cette télévision depuis longtemps, qu'ils entendent de la musique de tous les genres, qu'ils lisent aussi de la littérature étrangère [décadente]. Ce n'est pas la première fois que le Parti soulève ces problèmes de l'art et de la culture. Il a toujours combattu les déviations de la ligne, car il y a des gens qui ont dévié de la ligne du

Parti et qui l'ont fait précisément vers le libéralisme, vers le «modernisme», en imitant ce qui est laid, corrompu, dégénéré, et ils l'ont fait soi-disant parce que la jeunesse le voulait, parce que la jeunesse aime le nouveau, parce que la jeunesse veut s'amuser, etc...

A propos de la situation économique de notre pays nous pouvons dire qu'elle n'est pas mauvaise, qu'elle est même plutôt satisfaisante. Cela est dû à la juste ligne du Parti, au travail inlassable des producteurs, au développement de ces forces selon les lois scientifiques du marxisme-léninisme, à la gestion avisée du revenu national, à la croissance des investissements, etc. Sur nos marchés les produits n'ont jamais manqué, il n'y a jamais eu de hausse des prix, il y a eu au contraire des baisses de prix, tandis que dans les pays révisionnistes et capitalistes, qui sont pris dans l'étau de la grande crise économique et monétaire, les prix montent tous les jours. Nous savons que le pouvoir d'achat de notre population est satisfaisant et que ses exigences et ses besoins grandissent. Nous voulons tous que ces désirs et besoins soient satisfaits, et nous faisons un gros effort dans ce sens, mais tous ne comprennent pas cet effort comme il se doit. Certains n'agissent pas correctement dans ces secteurs, car ils considèrent ces questions sous un angle personnel, sous l'angle de leur petit monde très restreint.

Pour avoir davantage, il faut produire davantage, pour avoir de bonnes choses, des choses belles et bon marché, il faut travailler soigneusement, être discipliné dans son travail, acquérir une formation technique, travailler huit heures par jour et même parfois davantage, produire des articles de bonne qualité selon l'assortiment et dans les délais fixés, livrer la marchandise au moment requis, autrement dit réaliser les contrats, les plans, remplir les obligations. Tout cela est-il parfaitement accompli ? Non. Alors est-il juste de formuler des exigences démesurées, injustifiées, quand on ne prend pas de mesures sérieuses pour que les plans soient réalisés dans l'agriculture, l'industrie, les mines, le transport, les écoles, le commerce ? Tous ces secteurs d'activité sont en étroite interdépendance...

J'ai dit plus haut que le socialisme et la dictature du prolétariat ont leurs lois. Ces lois, il faut les appliquer rigoureusement. Aucun esprit de libéralisme ne doit être toléré. Il faut établir partout une forte discipline prolétarienne et punir sans hésitation, conformément aux lois, tous ceux, quels qu'ils soient, qui violent cette discipline de travail dans la production, dans les écoles, les bureaux, qui violent la discipline et le plan dans n'importe quel secteur et sous n'importe quelle forme, qui enfreignent les normes du Parti et les lois de l'Etat.

Le travail est un honneur pour les hommes de notre pays, de sorte qu'il est inconcevable et inadmissible que des hommes, en particulier des jeunes, se croisent les bras et flânent de-ci de-là désœuvrés. Les meilleurs fils et filles de notre peuple ont versé leur sang pour cette terre et pour cette liberté dont nous jouissons aujourd'hui, tandis que ceux qui se promènent sans but et ne veulent pas verser une goutte de sueur pour la patrie, ceux-là ne t'ont qu'abuser de cette liberté. Je leur conseille d'aller travailler dès demain, et même en courant, et pas là où cela leur plaît, mais n'importe où la patrie a besoin d'eux. Que la dictature de fer du prolétariat frappe sévèrement les parasites, qu'elle n'ait aucune pitié ni indulgence pour eux, car ce sont des ennemis des plus dangereux de notre patrie socialiste.

La dictature du prolétariat et ses organes défendent scrupuleusement les droits des citoyens, mais ils exigent aussi de chaque citoyen qu'il accomplisse scrupuleusement son devoir. On ne saurait admettre de partialité en cette matière. Chacun a des droits, mais il a en même temps des devoirs. Il n'est donc permis à personne de réclamer ses droits sans se soucier de ses devoirs. Si quelqu'un ne remplit pas ses devoirs et tente de se camoufler, cela signifie qu'il est réfractaire aux bons conseils, au travail d'éducation et au travail, politique, qu'il n'en fait pas son profit. Il faut alors punir sans hésitation quiconque viole ou élude les lois, les ordonnances et les règlements institués par la classe ouvrière et le Parti; de même, tout travailleur, nommé ou élu, qui n'applique comme il se doit ces lois, doit être considéré sans hésitation comme pénalement responsable et déféré à la justice.

Il faut établir une discipline prolétarienne rigoureuse dans le travail, commencer le travail à l'heure fixée, appliquer strictement la journée de huit heures et n'observer de pause qu'à l'heure fixée et dans la mesure fixée, respecter la discipline de la production, du plan, etc. A l'égard de ceux qui n'appliquent pas ces règles et qui n'observent pas ces exigences indispensables, il faut prendre des mesures, depuis les conseils, sans toutefois en abuser, jusqu'au licenciement. La sanction doit être clairement inscrite dans le livret de travail de ces personnes indisciplinées et coupables d'abus, en sorte qu'ils ne s'imaginent pas, quand ils sont chassés par la porte, de pouvoir rentrer par la fenêtre. L'Etat du prolétariat ne les laissera pas sans travail, mais cette fois ils iront travailler là où l'Etat le jugera nécessaire.

Tous les travailleurs qui dégradent la propriété socialiste commune, sont tenus de réparer le dommage causé par des retenues qui seront éventuellement faites sur leur salaire. Si les lois ne sont pas précises dans ce sens, il faut prendre les dispositions nécessaires pour les compléter. Il ne faut plus, comme on l'a fait jusqu'à présent, sous prétexte de vouloir s'en tenir à des méthodes d'éducation, tolérer que certaines gens se rendent coupables de déprédations.

La dictature du prolétariat et ses organes doivent se montrer implacables à l'égard des voleurs de la propriété commune et privée. Pas de pitié, pas d'indulgence à l'égard des ennemis du peuple et du socialisme, qui comprennent aussi les voleurs. Aucune grâce à l'égard de ceux qui commettent de telles fautes, pas plus qu'envers ceux qui s'efforcent d'adoucir les sanctions prises contre eux.

Est-ce que ce que je viens de dire, et il est d'autres questions que je n'ai pas mentionnées mais qu'il nous appartient d'approfondir encore dans chaque secteur, implique une modification dans la ligne du Parti ? Absolument pas. Le Parti nous a dit tout cela et il nous le répète constamment. Nous trouverons ces questions dans chacune de ses directives et à tout moment. Elles se sont traduites désormais en lois, en pratiques, en ordonnances, en règlements. Nous les utilisons et nous nous en inspirons dans notre travail et dans notre lutte. Nous ne renoncerons jamais à la politique de persuasion, au travail politique, approfondi et continu, auprès des hommes. En premier lieu et avant tout, nous devons œuvrer pour éduquer les gens de chez nous sur le plan idéologique, selon la théorie marxiste-léniniste du Parti. Nous n'abandonnons en aucun cas cette voie qui est essentielle, décisive, pour revenir à la voie des mesures administratives. Les personnes non formées peuvent facilement tomber dans ces erreurs. Bien entendu, ces gens se réveilleront maintenant du sommeil opportuniste et libéral qui s'était emparé d'eux et ils brandiront le «fouet», pour retomber peu après dans le sommeil opportuniste. Mais il faut considérer les questions judicieusement et prendre une juste position à leur égard.

Reconnaissons qu'il y a beaucoup de libéralisme et de relâchements en ce domaine. Certains prennent la vie trop à la légère, avec insouciance et sans trop se fouler. D'autres considèrent la grande lutte difficile et glorieuse que le Parti a entreprise et qu'il mène depuis des dizaines d'années pour la révolutionnarisation des hommes et des choses, comme achevée, comme gagnée sur toute la ligne et pour tous les imprévus de la vie ; ils émettent à tout bout de champ des communiqués à slogans, qui mettent les gens en sommeil, alors que précisément certains violent les lois, les règlements, volent ou adoptent l'odieux mode de vie des bourgeois réactionnaires.

Il s'agit ici de secouer les hommes, et l'immense majorité de l'opinion saine de notre pays doit mettre au pied du mur ceux qui agissent mal, qui se comportent mal, qui pensent mal.

Les bons conseils, l'éducation politique et idéologique sont pour toutes les masses, tandis que les sanctions sont seulement pour ceux qui les méritent et non pas pour les honnêtes gens. Les méchants sont une minorité, les bons sont la majorité écrasante, et là où il y a des méchants les méthodes d'éducation sont nécessaires, mais si le travail d'éducation ne produit pas l'effet voulu il faut aussi des sanctions ; c'est ce que nous enseigne le Parti et nous ne devons jamais l'oublier. C'est pourquoi nous devons mettre en œuvre la ligne du Parti parfaitement et non pas de façon boiteuse.

Nous devons éduquer les gens de chez nous à comprendre les problèmes à fond, sur le plan idéologique et politique. Nous ne devons jamais renoncer à la politique de persuasion et d'éclaircissement. Toutefois la dictature du prolétariat et notre idéologie ne nous permettent pas, dans cette phase aiguë de la lutte de classes, dans cet encerclement capitaliste, de nous en tenir à cette seule forme d'éducation pour ceux qui violent les lois, pour ceux qui quittent leur poste de travail comme si de rien n'était, quand bon leur semble, et qui y reviennent de même quand ça leur plaît, parce que personne ne leur demande où ils étaient, ou pour ceux qui sortent de leurs mains des produits de qualité quelconque, qui n'en tiennent pas moins à toucher leur salaire complet ou encore qui dégradent la propriété socialiste commune et qui s'en tirent par une simple autocritique. Ces manifestations de libéralisme et ces faiblesses répréhensibles doivent cesser une fois pour toutes. Le Parti et le gouvernement doivent, avec leur habituel esprit de justice, se montrer sévères en ces questions, et les tribunaux populaires de même. Le formalisme, les conceptions bureaucratiques ne doivent pas être tolérés dans nos tribunaux, c'est l'esprit révolutionnaire qu'il faut y développer. Il faut défendre le droit de chacun, mais pas au détriment du collectif. On doit garantir les droits de chacun, tout en exigeant l'exécution des obligations qui lui incombent.

Il faut défendre les assurances sociales et les appliquer au profit des travailleurs. Toutefois, pour bénéficier de ces avantages, ceux-ci doivent remplir entièrement leurs obligations dans leur travail.

En d'autres termes, les lois de la dictature du prolétariat doivent être appliquées scrupuleusement et ne pas se couvrir de la poussière du libéralisme, de l'indifférentisme, du bureaucratisme, du favoritisme, être affectées par les relations malsaines fondées sur les alliances et l'esprit de coterie. Souvent on tente de couvrir tout cela en prétendant qu'«on effectue un travail politique, qu'on a affaire à des jeunes inexpérimentés, et qu'ils mûriront avec le temps». Le peuple dit bien : «Il faut se tremper à l'école de la vie». La dictature du prolétariat et son Parti doivent donc, en même temps qu'ils mèneront leur travail d'éducation et de persuasion, recourir patiemment, avec sagesse, mais sans hésitation et toutes les fois que c'est nécessaire, à toutes les mesures qui s'imposent, car elles sont tout à l'avantage des gens de chez nous, du socialisme et d'un avenir meilleur. C'est pourquoi, en nous appuyant fermement sur la juste ligne marxiste-léniniste de notre Parti, dressons-nous tous et avec des forces sans cesse accrues, avec héroïsme, avec sagesse et avec l'esprit révolutionnaire qui caractérise notre peuple, et, en nous inspirant puissamment de cette ligne, mettons-nous à l'œuvre pour réaliser, chacun pour sa part et tous ensemble, les tâches qui nous incombent et qui rendront notre patrie socialiste toujours plus forte, plus prospère et plus belle.

Contre le révisionnisme moderne, 1971-1975.

INTENSIFIONS LA LUTTE IDEOLOGIQUE CONTRE LES MANIFESTATIONS ETRANGERES AU SOCIALISME ET CONTRE LES ATTITUDES LIBERALES ENVERS ELLES

Extraits du rapport présenté au 4^e plénum du CC du PTA

26 juin 1973

Camarades,

Ce plénum du Comité central est consacré à un problème important et vital pour le Parti et l'édification socialiste : celui de la lutte contre les influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste étrangère au socialisme, de la lutte pour le triomphe de l'idéologie prolétarienne sur tous les fronts, à tout moment et particulièrement dans les conditions actuelles de l'encerclement hostile impérialiste et révisionniste dont est l'objet notre pays.

Ce problème, auquel nous avons été constamment confrontés, est devenu ces derniers temps plus aigu. Aussi a-t-il attiré particulièrement l'attention du Parti et de toutes les masses travailleuses. Le Parti a critiqué avec un courage et une fermeté conformes aux principes marxistes-léninistes un certain nombre de manifestations étrangères à notre idéologie, qui étaient apparues dans quelques domaines de notre vie sociale du fait des influences de l'ancienne société et surtout de la pression du monde capitaliste et révisionniste. Les mesures prises afin de combattre ces phénomènes négatifs constituent un progrès important dans l'approfondissement du processus de révolutionnarisation de la vie du pays.

Bien qu'il ne se soit écoulé relativement que peu de temps depuis que le Parti a posé ces problèmes devant le peuple, nous sommes heureux de noter qu'un grand travail a été accompli et des résultats assez positifs obtenus dans tous ces domaines. Premièrement, il faut mettre l'accent sur le fait qu'en ce moment les communistes, la classe ouvrière, la jeunesse et tous les travailleurs ont pris profondément conscience de la nécessité de combattre les influences étrangères. Ils l'ont approuvée unanimement et ils se sont montrés prêts à y participer. A présent, partout s'est créée une atmosphère animée, riche en débats et en confrontations d'idées. Dans les lieux de travail, dans les institutions culturelles et artistiques, dans les écoles et dans les familles, on critique les défauts, on met à nu les insuffisances et les manifestations étrangères au socialisme, pour déterminer les moyens efficaces de les éliminer. Dans les villes et les villages règne un sain esprit de mobilisation en vue de réaliser le plan et d'accomplir les tâches fixées, de renforcer la discipline prolétarienne au travail et de défendre le patrimoine du peuple. La vigilance idéologique et politique envers les ennemis du dedans et du dehors ainsi que la préparation militaire pour la défense de la patrie ont été portées à un nouveau degré, supérieur.

Dans cette atmosphère révolutionnaire, une série d'initiatives efficaces ont été prises dans les domaines de la production ; de l'idéologie, de la culture, etc. Elles sont une manifestation concrète de la juste compréhension des situations intérieures et extérieures que nous vivons, des hautes vertus morales que le Parti a inculquées au peuple travailleur, de son unité d'acier autour du Parti et de sa juste ligne marxiste-léniniste.

Tout cela constitue une prémisse et un gage de succès futurs encore plus grands. Mais nous ne devons pas nous contenter des résultats obtenus, ni penser que les problèmes soulevés ces derniers temps par le Parti soient déjà complètement résolus. Il nous faut, au contraire, nous arrêter et concentrer notre attention encore davantage sur certains aspects importants de la lutte de classe afin de liquider toutes les manifestations de l'idéologie étrangère, bourgeoise et révisionniste, passée et présente, de renforcer encore la dictature du prolétariat, et de promouvoir toujours plus et sans interruption la révolution et notre édification socialistes.

Camarades,

La lutte contre l'idéologie étrangère au socialisme, la lutte qui tend à implanter l'idéologie socialiste chez tous les travailleurs et sur tous les fronts, a toujours été l'une des préoccupations majeures du Parti dans l'ensemble de son activité. Il a toujours considéré cette lutte comme l'une des conditions fondamentales du développement ininterrompu de la révolution et de l'édification du socialisme, pour la formation et la trempe de l'homme nouveau dans la société nouvelle. Il a regardé aussi cette lutte comme une condition indispensable de son existence et de son développement en tant que parti marxiste-léniniste, afin d'être à même d'accomplir aussi bien son devoir national que son devoir internationaliste.

L'apparition du révisionnisme et son accession au pouvoir en Union soviétique et dans quelques autres pays, où la sous-estimation de la lutte contre les influences de l'idéologie bourgeoise est devenue l'une des principales causes de la dégénérescence du système socialiste et du parti même, nous confirment dans notre juste conviction que, sans une lutte persévérante pour éliminer les influences des idéologies étrangères au socialisme, que ce soit les vieilles influences féodales et petites-bourgeoises ou les influences bourgeoises et révisionnistes actuelles, sans la victoire définitive de la révolution socialiste

sur le front idéologique également, les acquis de la révolution sur le front économique et politique ne peuvent pas être assurés.

Nous sommes tous témoins des grands succès de portée historique obtenus dans la ferme lutte que le Parti, à la tête des masses travailleuses, a menée contre l'idéologie bourgeoise, et révisionniste, contre l'idéologie religieuse, patriarcale et féodale. Un grand bond qualitatif en avant pour l'émancipation complète de la femme a eu lieu, des mesures importantes ont été prises pour la révolutionnarisation de l'école, pour la liquidation du bureaucratisme, etc. De grands résultats ont été atteints dans l'éducation révolutionnaire de l'homme nouveau, de profondes convictions idéologiques socialistes sur le travail, la propriété, la société, la famille, ont été inculquées aux travailleurs. Le mot d'ordre du Parti : «Pensons, travaillons, luttons et vivons en révolutionnaires» inspire et mobilise tous les gens de chez nous.

Le VI^e Congrès du Parti, approfondissant davantage ce processus de révolutionnarisation, a souligné avec encore plus de force la nécessité d'une lutte menée de front, non seulement contre les survivances du conservatisme, mais surtout contre les dangereuses influences de l'idéologie bourgeoise, révisionniste et libérale actuelle, qui exerce sur nous une pression continue et intense. Il a, à très juste titre, considéré cette lutte sur les deux fronts comme la condition déterminante de victoires durables dans la lutte contre les idéologies étrangères au socialisme.

Les succès obtenus dans la lutte contre ces manifestations et ces influences sont importants. Mais nous devons nous rendre compte que, dans les conditions actuelles d'encercllement et de pression impérialiste et révisionniste, nous sommes loin de pouvoir nous dire immunisés contre ces dangers. Si notre Parti a obtenu de réels succès dans la lutte pour démasquer l'impérialisme et le révisionnisme sur le plan politique et théorique, surtout durant la grande polémique avec le révisionnisme moderne, cela ne doit nullement nous faire penser que ces succès constituent une barrière infranchissable contre la pénétration de l'idéologie étrangère au socialisme dans les divers domaines de la vie du pays et dans la conscience de nos gens. Le fait est que les ennemis n'ont pas du tout cessé leur lutte contre nous. Ils ont seulement changé de tactique en concentrant principalement leurs efforts sur le front idéologique. Afin de frayer la voie à la dégénérescence des gens de chez nous et de notre système Socialiste, ils mettent à profit, avec une fréquence et une ardeur accrues, les foyers et vestiges des anciennes idéologies dans la conscience des travailleurs, particulièrement les conceptions et les comportements individualistes petits-bourgeois. Les ennemis du dedans et du dehors s'encouragent et se soutiennent mutuellement par diverses voies et de diverses manières, ils coordonnent leur activité contre le pouvoir populaire et le socialisme.

D'autre part, certaines situations dans le monde nous incitent d'elles-mêmes à une grande mobilisation, à accroître notre vigilance et à rassembler toutes nos forces contre l'idéologie et la politique de l'ennemi, contre ses prises de position et ses actions.

Un vent pacifiste de capitulation est en train de vicier dangereusement l'atmosphère. Les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques s'efforcent de répandre un esprit de conciliation et de compromis en Europe et en Asie, en Afrique et en Amérique. La guerre au Vietnam prend fin. On prétend aussi que la situation au Moyen-Orient peut être réglée de façon pacifique, on parle d'une prétendue sécurité et d'une réduction des troupes en Europe ; on vante à grand bruit l'amélioration des relations entre les grandes puissances et l'on fait un grand battage sur les rencontres et les fréquents entretiens entre les hommes d'Etat, etc. Ces situations peuvent créer un esprit de démobilisation, elles peuvent engendrer l'opinion que la guerre est loin, que «le monde s'apaise».

La tactique qui consiste à répandre cette psychose faussement pacifique, comme le meilleur véhicule de l'agression militaire et idéologique, est soutenue à présent par une foule de théories et de doctrines, que les impérialistes et les révisionnistes ont spécialement inventées à cette fin. Ils parlent beaucoup de «coexistence pacifique», de «détente», de «négociations», etc. Mais ce ne sont pas là de simples slogans de propagande, ce sont aussi des mécanismes idéologiques, des moyens servant à créer une

psychologie générale de fatalité à l'égard des événements qui se produisent dans le monde, ce sont des tentatives pour préparer les peuples idéologiquement aussi à accepter l'arbitraire des supergrands et le sort qu'ils leur fixent.

Les impérialistes et les révisionnistes tentent d'introduire chez nous également cet esprit pacifiste en usant de flatteries, en nous proposant de «normaliser les relations», en tâchant de nous convaincre qu'aucun danger ne nous menace et que nous pouvons vivre démobilisés et sans souci. Cette tactique diabolique et très funeste vise à éteindre notre vigilance, à susciter le libéralisme et la désagrégation. Nous devons bien savoir que, même s'il existe actuellement une certaine détente, cela ne peut être vrai qu'entre les surpuissances impérialistes, mais qu'il n'y a et il n'y aura jamais de détente entre elles et nous, entre les peuples, d'une part, et les impérialistes et les social-impérialistes, de l'autre. Pour nous, il est tout à fait clair que la stratégie impérialiste et révisionniste qui tend à éteindre les luttes et mouvements révolutionnaires, et toute résistance à leur hégémonie, qui vise à supprimer ou à réprimer toute force, Etat ou parti s'opposant à leur domination, reste inchangée. Seuls ont changé les tactiques et les moyens utilisés, qui se sont multipliés et perfectionnés.

Les accords et la collaboration entre les grandes puissances, avant tout entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui vont sans cesse s'étendant, auront inmanquablement une série de résultats. Ces puissances accentueront leur pression envers les petits pays indépendants, accroîtront leurs efforts, pour s'immiscer dans les affaires intérieures des pays souverains et pour obliger les autres à accepter leur diktat dans les relations internationales, elles étendront leur action pour imposer aux peuples et aux nations leur manière de penser et de vivre. Dans cette nouvelle situation, la pression générale économique, politique et militaire que les impérialistes et les révisionnistes exercent sur notre pays, s'accroît. Ils visent par là à étouffer la seule voix en Europe qui se lève avec courage contre leur politique agressive d'expansion, qui perce courageusement à jour les plans ténébreux, la démagogie et les ruses des superpuissances contre les peuples et la révolution.

Les impérialistes et les révisionnistes ont voulu et veulent encore que le socialisme soit liquidé en Albanie. Cela, nous le savons. Mais ce que nous devons aussi avoir encore plus présent à l'esprit, c'est que nous ne sommes pas seulement exposés au danger d'une agression militaire directe, nous sommes aussi l'objet d'une agression idéologique. De plus, la pression et la lutte idéologiques de l'ennemi à notre encontre, préparent et annoncent une éventuelle attaque, militaire. Nous ne devons oublier, à aucun moment que nous sommes un petit pays et qu'à cause de nos prises de position révolutionnaires et conformes aux principes, nous sommes la cible des pressions idéologiques multiformes du monde capitaliste et révisionniste. Par ailleurs, nous ne pouvons vivre isolés du monde extérieur. Celui-ci exerce son influence sur notre pays et sur les gens de chez nous à travers les nombreux canaux que constituent les divers moyens d'information et de propagande, devenus à présent plus massifs et plus perfectionnés que jamais, et aussi à travers les contacts inévitables que nous avons avec l'étranger. Aussi le Parti a-t-il toujours souligné que tout en se préparant sérieusement sur le plan militaire et économique à toute attaque imprévue, on doit prendre toutes les mesures et mobiliser toutes ses forces pour faire aussi échec à l'agression idéologique de l'ennemi. Dans cette lutte à mort nous devons nous rappeler constamment que la pression idéologique est permanente, qu'il faut la combattre et la vaincre non seulement une fois, mais chaque année, chaque mois, chaque jour.

Dans les conditions actuelles cette agression idéologique de l'ennemi de classe, qui, en l'occurrence, a pour objectif principal de faire dégénérer le système socialiste et la politique intérieure et extérieure de notre Parti et de notre Etat, se traduit essentiellement par l'encouragement du libéralisme sur toute la ligne.

C'est précisément à travers cette voie qu'en Union soviétique et dans quelques autres pays on a obtenu des résultats de nature contre-révolutionnaire que l'impérialisme n'avait pu atteindre ni par l'intervention armée ni par l'agression fasciste. Au nom du libéralisme, on a couvert de boue Staline et son œuvre, et on a liquidé la dictature du prolétariat. Sous ce slogan on a frayé la voie aux réformes économiques révisionnistes, qui ont mené à la liquidation des rapports de production socialistes et à

leur remplacement par de nouveaux rapports, capitalistes. Dans la vie spirituelle, le libéralisme a l'ait fonction de clé pour ouvrir les portes à la pénétration de la culture et du mode de vie corrompus de l'Occident. Toujours sous ce mot d'ordre, on a renié la ligne de la lutte résolue contre l'impérialisme, pour adopter la politique khrouchtchévienne d'ouverture à l'Occident et de collaboration générale avec l'impérialisme américain.

Le libéralisme peut se manifester sous les formes et dans les domaines les plus variés. Mais de quelque manière et où qu'il se présente, il reste, dans son essence, une expression de l'opportunisme idéologique et politique, un abandon de la lutte opiniâtre de classe contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, contre les tares de l'ancienne société et les influences actuelles de l'idéologie étrangère au socialisme, il se traduit par une adhésion à la coexistence pacifique avec l'idéologie ennemie. En encourageant le libéralisme, les ennemis veulent nous faire renoncer à nos prises de position et à notre lutte conforme aux principes contre le révisionnisme moderne, renoncer à la lutte résolue contre l'impérialisme et ouvrir nos frontières à «la libre circulation des personnes, des idées et des cultures». Ils cherchent à répandre une conception libérale et anarchiste de la démocratie socialiste en vue de désagréger la discipline prolétarienne dans le travail, de saper la dictature du prolétariat. Ils souhaitent voir nos intellectuels et nos artistes rejeter l'esprit de parti prolétarien en sorte que s'ouvre la voie à l'épanouissement de toutes sortes de courants décadents bourgeois et révisionnistes. Ils cherchent à amener notre jeunesse et nos travailleurs à adopter les comportements et les goûts dégénérés du monde pourri bourgeois-révisionniste.

L'une des caractéristiques de la diversion idéologique actuelle de la bourgeoisie et du révisionnisme contre le socialisme, est le regroupement en un seul front des principaux courants contre-révolutionnaires, depuis l'idéologie bourgeoise proprement dite de caractère manifestement anticommuniste jusqu'à l'ancien opportunisme traditionnel, en passant par les révisionnistes modernes et les courants opportunistes actuels dits de gauche. Tous ces courants, de quelque position qu'ils attaquent le marxisme-léninisme et le socialisme, quels que soient les slogans et les «arguments» qu'ils utilisent, se rejoignent dans leur objectif principal, qui consiste à montrer que le capitalisme a dépassé ses contradictions, que la société bourgeoise s'est amendée, que le capitalisme et le socialisme convergent déjà vers une société unique, qu'il n'y a plus de place pour la lutte de classes, qu'il n'y a plus de place pour des bouleversements révolutionnaires, qu'il n'y a plus de place pour des idéaux communistes, etc.

Afin de propager cette thèse profondément réactionnaire, de jeter le trouble dans les esprits, de les égarer et de répandre la corruption, la bourgeoisie et les révisionnistes ont mis sur pied une industrie puissante qui tend à intoxiquer l'opinion, publique, et qui, par les capitaux investis et le nombre de personnes employées, dépasse même celles des branches principales de l'économie. Ils disposent de nombreux moyens d'information de masse, et la littérature et l'art, la mode et la publicité, la presse et la radio, la télévision et le cinéma leur sont, par maints canaux, étroitement liés.

Cette puissante vague de propagande vient aussi battre sur nos côtes. Elle se mêle étroitement à de nombreuses survivances du passé dans la conscience de nos travailleurs, en particulier aux manifestations de l'individualisme petit-bourgeois. Ces deux aspects s'alimentent mutuellement; l'ancien et le moderniste s'unissent en un seul front de combat contre le socialisme, et la dictature du prolétariat. Il s'ensuit que notre lutte aussi contre ces deux maux doit être menée sur un seul front, complexe et indivisible. Nous avons pour devoir de faire face de toutes nos forces et par tous les moyens à la pression des influences idéologiques étrangères, exercée justement dans ces nouvelles circonstances extérieures et intérieures et de contre-attaquer vigoureusement. Nous devons considérer cette lutte comme l'un des aspects les plus importants de la lutte de classe pour la victoire de la voie socialiste sur la voie capitaliste.

Le large débat dans le cadre du Parti et parmi les masses sur la lutte contre les influences étrangères au socialisme et contre les manifestations libérales envers elles, a pleinement justifié les préoccupations du Parti et des travailleurs. Au cours de cette discussion ont été posés un bon nombre de problèmes de

caractère idéologique, qui concernent le développement, dans la juste voie, de l'art, de la littérature, de l'instruction et de la culture, l'éducation de la jeunesse, le renforcement de la discipline, le perfectionnement de l'activité du Parti même, et l'élévation de son rôle dirigeant. Il nous appartient dans ce plénum d'analyser tous ces problèmes dans un esprit de critique et d'autocritique et de définir les voies à suivre et les mesures à prendre pour maintenir vivace l'atmosphère révolutionnaire qui s'est créée, et promouvoir toujours plus la lutte du Parti sur tous les fronts.

LE RENFORCEMENT DE L'ESPRIT DE PARTI PROLETARIEN, CONDITION INDISPENSABLE DU DEVELOPPEMENT DANS UNE JUSTE VOIE DES LETTRES ET DES ARTS

Le Parti n'a cessé de veiller au juste développement des lettres et des arts. Il les a toujours considérés comme de puissants moyens pour l'éducation communiste des masses, en particulier pour leur formation idéologique et esthétique. La littérature et les arts chez nous ont progressé de pair avec le développement de la vie du pays dans son ensemble, avec l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle et ils ont apporté une grande contribution à la formation et à l'éducation de l'homme nouveau, à la promotion de notre jeune culture socialiste.

Nos écrivains et nos artistes, guidés par les enseignements du Parti, fidèles au marxisme-léninisme, ont, créé des œuvres inspirées et d'un contenu sain. Notre art de contenu socialiste et révolutionnaire porte le sceau national, il reflète la conscience de notre peuple dans les grands moments historiques que nous avons vécus et que nous vivons. Cet art plaît aux masses et il leur apporte une nourriture spirituelle. Le peuple aime et respecte ses écrivains et ses artistes.

Les succès de nos lettres et de nos arts illustrent clairement la vivante application de la méthode du réalisme socialiste, de son principe essentiel, qui est l'esprit de parti prolétarien, ils illustrent l'harmonisation de cette méthode avec l'esprit populaire et national ainsi qu'avec la saine tradition réaliste. Nos arts, ainsi que toute la vie spirituelle de notre société, se sont développés dans la lutte contre les influences idéologiques étrangères anciennes ou nouvelles, conservatrices ou modernistes, surtout contre les influences bourgeoises-révisionnistes. Les orientations données par le 15^e plénum du Comité central en 1965 [*Voir Enver Hoxha, Œuvres choisies, éd. fr., t. 3, p. 883.*] ont revêtu une importance particulière dans cette lutte.

Toutefois, ces dernières années, par suite de la pression de l'idéologie étrangère, et surtout à cause de carences de caractère subjectif, on a constaté dans nos lettres, dans nos arts et dans notre culture certaines influences manifestes de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, et l'on s'est montré indulgent envers elles. Ces influences ont nui au développement de notre littérature et de nos arts. Au cours de nombreux débats on a souligné le danger que constituent ces influences étrangères en tant que moyen de diversion idéologique impérialiste-révisionniste tendant à détourner notre littérature et nos arts de la juste voie révolutionnaire du réalisme socialiste et de la saine base nationale, de les détourner de la ligne du Parti et de ses justes orientations.

Si ces influences étrangères se sont ainsi propagées, c'est principalement parce que la juste orientation du Parti pour une lutte idéologique menée de front sur les deux flancs, à la fois contre le conservatisme et contre le libéralisme, n'a pas été appliquée avec esprit de suite et parce qu'on s'en est détourné. Certains dirigeants du secteur de la culture, de la littérature et des arts ont sous-estimé le danger des influences actuelles de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. On a considéré que l'unique danger actuel dans la pratique consistait dans certaines anciennes manifestations et traditions de caractère conservateur, tandis que le danger du libéralisme a été regardé comme une simple éventualité. Simplifier le danger des influences bourgeoises et révisionnistes, surtout de la part d'intellectuels «cultivés», n'est pas une simple négligence, c'est une inclination, une tendance, qui, si on ne les combat pas, croissent et deviennent dangereuses. Les influences corruptrices libérales et modernistes ne constituent pas un danger potentiel mais un danger réel.

Quelques éléments atteints de ce modernisme décadent, qui se posent en hommes «compétents», ont tâché, sous le couvert de la lutte contre le conservatisme, d'ouvrir les portes au libéralisme anti-prolétarien aux courants étrangers bourgeois et révisionnistes. Ils étaient ici de corps, mais leur esprit, et leur cœur étaient à l'étranger. Ils voyaient la vie et le développement de notre pays de travers et ils cherchaient à adapter les courants décadents à notre situation. Ces éléments, voulant semer la division dans notre monde littéraire, lancèrent la thèse insensée selon laquelle notre véritable littérature n'aurait commencé que dans les années 60, dénigrant et niant ainsi les œuvres antérieures. Au nom de la critique contre le conservatisme, ils ont pris comme cible certains de nos écrivains et de nos artistes, surtout les plus âgés, troublant ainsi l'atmosphère des milieux littéraires et artistiques.

Les théories contre le soi-disant conservatisme dans les divers genres d'art se sont manifestées sous différentes formes. Souvent, dans les arts plastiques, sous les slogans de la lutte contre le «scolarisme», l'académisme, le naturalisme, etc., on a non seulement légalisé, mais même pris comme modèles de hardiesse créatrice et d'innovation, des œuvres marquées d'influences étrangères modernistes, anciennes ou nouvelles, voire d'emprunts à l'impressionnisme et au cubisme. En musique, on a considéré la primauté accordée à la mélodie comme une manifestation de conservatisme, et l'on a qualifié d'archaïsme et de folklorisme l'inspiration puisée dans les créations musicales populaires. Ce prétendu folklorisme a été souvent présenté comme un épouvantail et un obstacle majeur au développement de la musique de qualité.

Ces dernières années, on a observé un certain dédain des meilleures traditions de la musique populaire. Cela s'observe entre autres dans le fait qu'elle n'est pas assez fréquemment exécutée par nos meilleurs artistes, et, en particulier, dans l'absence d'un travail sérieux pour la formation de nouveaux talents. Ce dédain ne peut être dissocié de la préférence manifestée par certains pour la musique dite dynamique et rythmique, qui serait soi-disant le dernier cri de la musique moderne, la seule qui réponde «aux demandes de l'époque et de la jeunesse». Non, nous n'avons pas besoin d'une telle musique. Elle sert seulement de stupéfiant à la bourgeoisie et aux révisionnistes pour pervertir les masses, particulièrement les jeunes. Notre jeunesse a besoin d'un aliment spirituel pur, qui soit vraiment de son époque, mais pénétré d'idéaux élevés et d'un esprit sain. Et nos compositeurs talentueux ont créé un grand nombre de belles œuvres originales d'esprit révolutionnaire, national et actuel. Ils chantent avec inspiration et amour la patrie, le peuple, la nature albanaise, la vie socialiste et les sentiments purs des gens de chez nous.

Dans les spéculations sur l'archaïsme, le folklorisme, etc., il faut voir une attitude ouvertement méprisante envers le folklore en général, envers ses grandes valeurs artistiques et sociales, envers le rapport existant entre le folklore et l'art cultivé. Ce sont précisément ces attitudes et ces théories, entre autres, auxquelles on doit l'éloignement par rapport à la saine tradition nationale et qui ont servi d'arguments pour légitimer cet éloignement. Ces pseudo-théoriciens collaient à chaque création populaire, attachante et positive, des étiquettes méprisantes, qu'eux-mêmes ne comprenaient souvent pas, s'agissant de termes et de courants de la littérature et de l'art bourgeois que le cours même du temps avait jetés à la poubelle. Ces soi-disant esthètes modernes attachaient de l'importance à la forme sans guère se soucier de l'idéologie, de la politique, du contenu.

Les éléments aux tendances libérales ont souvent identifié le conservatisme avec la tradition. Ils classaient mécaniquement les phénomènes littéraires et artistiques actuels en «traditionnels» et «innovateurs». De telles confusions et classifications tendaient à nier la tradition et ses côtés positifs. Sur cette base, les influences étrangères se sont propagées plus facilement. Bien entendu, ces gens ne pouvaient s'appuyer sur la tradition, qu'ils tenaient pour régressive, ils ne se fondaient que sur la prétendue innovation, qui représentait à leurs yeux le progrès.

Le Parti a constamment insisté sur la nécessité de nous appuyer sur les saines traditions et de les cultiver davantage. Il a mis en lumière les grandes valeurs des meilleures traditions culturelles, leur esprit patriotique, démocratique et populaire. Mais, pour nous, la tradition n'est pas seulement la puissante tradition de la littérature patriotique de la Renaissance nationale, de la littérature

progressiste, démocratique et révolutionnaire d'avant la libération, elle est aussi la tradition très riche et variée de notre littérature et de notre art du réalisme socialiste, longue maintenant de 30 années.

Le Parti a toujours été pour un art novateur, fortement appuyé sur la saine tradition, ancienne et nouvelle, et sur l'esprit de parti prolétarien.

Pour nous, marxistes-léninistes, le nouveau est ce qui sert à détruire le vétusté, le régressif et le réactionnaire, tout ce qui est étranger à notre société et à notre idéologie, le nouveau est ce qui soutient l'affirmation de tout ce qui est progressiste et révolutionnaire, l'évolution de la société socialiste, de sa base et de sa superstructure, delà production et de la vie spirituelle. Nous devons toujours considérer le nouveau d'abord dans le contenu, et ensuite seulement dans la forme. C'est de cette manière aussi que nous devons le concevoir dans la littérature et dans l'art.

Notre Parti est un grand et courageux innovateur, un révolutionnaire intrépide; il a jeté et jette par-dessus bord toutes les vieilleries, il dirige une révolution sans exemple dans la vie matérielle et spirituelle de la société. Il ne se laissera donc jamais tromper par la fausse innovation, par le vernis superficiel de la culture et de l'art bourgeois et révisionnistes, qui enrobent le poison de leurs idées réactionnaires avec la bruyante publicité faite aux soi-disant innovations de cette culture. Notre Parti est pour un développement vraiment moderne de l'ensemble de notre vie sociale, de notre économie et de notre culture, de nos lettres et de nos arts. Mais cela n'a rien de commun avec le modernisme, qui pervertit les esprits dans le monde capitaliste et révisionniste actuel.

Maintes déviations que nous critiquons sont dues à ce qu'on s'éloigne de l'esprit national, qu'on l'ignore et qu'on le nie. Au nom du nouveau, des exigences de l'époque, de notre vie qui se déploie en Europe, les fauteurs de libéralisme commencèrent à déformer les orientations du Parti sur l'attitude critique et différenciée à adopter envers la culture étrangère, et à nous présenter les laideurs de la culture bourgeoise et révisionniste, décadente et moderniste de notre époque, comme constituant un élément nouveau, d'innovation.

A travers les remous de son histoire, à travers d'âpres et innombrables batailles, notre peuple s'est créé une culture et un art d'une physionomie nettement nationale, qui constituent une richesse inappréciable. Ces valeurs de l'art progressiste de notre nation sont pour nous un sujet de fierté légitime, elles constituent notre contribution au trésor de la culture progressiste mondiale. Si notre peuple a su préserver et développer cette culture dans les siècles, il nous incombe à nous, aux générations de la société socialiste, de lutter avec une passion de militant communiste pour la conserver dans toute sa pureté et la développer encore.

La bourgeoisie impérialiste a toujours tenté de dénigrer ou d'éliminer les traditions culturelles des petits peuples, l'esprit national de leur art et de leur culture. C'est là l'une des voies qu'elle suit pour réaliser son agression culturelle et asservir les peuples. La conception réactionnaire bourgeoise sur «l'internationalisation» de la culture et de l'art, l'idée que «l'étape des écoles nationales est désormais dépassée» visent à éliminer les cultures des autres peuples. Dans ces circonstances la lutte pour préserver la physionomie nationale de notre art, le patrimoine culturel de notre peuple, devient pour nous encore plus impérieuse.

Tout en combattant pour la sauvegarde de l'esprit national de notre littérature et de nos arts, nous ne cessons de souligner avec force leur caractère révolutionnaire et socialiste. Le contenu socialiste en est un trait fondamental et il revêt un net caractère de classe prolétarien. En tant que tel, il doit être traité dans l'unité avec la forme nationale, comme nous le constatons notamment dans la pratique de notre création littéraire et artistique.

En d'autres occasions également, le Parti a évoqué notre attitude critique et révolutionnaire envers la culture étrangère, envers la culture du passé comme envers la culture actuelle. Nous sommes contraints de revenir sur ce problème, parce que dans la pratique, en dépit des justes orientations du

Parti, il y a eu des malentendus et des déformations qui ont été, entre autres, à l'origine de l'accentuation des influences étrangères.

Aujourd'hui les phénomènes de putréfaction et de dégénérescence de la culture bourgeoise deviennent toujours plus évidents. Ses «ismes» qui poussent comme des champignons, en constituent une évidente illustration. Des écoles, des sous-écoles «nouvelles» apparaissent tous les jours et elles rappellent les multiples sectes et hérésies religieuses. Elles n'en ont pas moins une base philosophique commune, qui est l'idéalisme, avec ses subtilités infinies. C'est là aussi l'essence des courants qui, à première vue, apparaissent comme des protestations de gauche, radicales, contre la société officielle bourgeoise, contre sa culture et sa morale.

Sous le couvert d'un art qui ne connaît prétendument pas de préjugés sociaux ni d'engagements idéologiques, a été créé le culte de la vacuité de contenu et de la monstruosité de la forme, le culte du dégradant et de l'angoisse. Les principaux thèmes de l'art décadent moderniste sont l'immoralité, la pathologie sociale, et ses héros, des assassins ou des prostituées. Son drapeau est l'irrationalisme, l'affranchissement de toute «raison». Son idéal est le primitivisme de l'homme des cavernes.

C'est précisément cette culture, couverte d'un vernis apparent, accompagnée d'une publicité bruyante, traitée de la manière la plus commerciale et soutenue et financée par la bourgeoisie, qui inonde les écrans de cinéma et de télévision, les revues, les journaux et la radio, tous les moyens d'information et de propagande de masse. Son but est de transformer l'homme simple en un consommateur passif des idées empoisonnées bourgeoises, de faire de cette consommation une nécessité et une habitude. De cette culture non seulement nous n'avons rien à apprendre ni n'avons aucune raison de la faire connaître à nos masses et à notre jeunesse, mais nous devons la rejeter avec mépris et la combattre avec détermination.

En ce qui concerne l'art étranger, nous n'avons apprécié et n'apprécions que l'art révolutionnaire, progressiste et démocratique, que ce soit celui du passé ou celui de notre siècle. Nous continuerons à l'avenir de le mettre à profit de manière critique, car cela est nécessaire pour le développement culturel des masses, pour leur éducation idéologique et esthétique, ainsi que pour la formation de goûts qui résistent à la vulgarité et à la corruption de l'influence bourgeoise et révisionniste.

Tout cela exige de notre part un travail attentif, avisé et graduel, l'abandon des comportements extrêmes, fondés sur la xénomanie ou la xénophobie, sur le libéralisme ou le sectarisme, sur l'absence d'attitude critique ou sur le seul souci de se maintenir dans les règles.

Le Parti a toujours été contre toutes les sortes de déviation ou de sous-estimation de ses directives, pour une lutte idéologique conséquente sur les deux flancs, à la fois contre le libéralisme et contre le conservatisme. Il s'est opposé et s'oppose toujours à toutes les prises de position tendant, au nom de la lutte sur un flanc, à négliger ou à oublier la lutte sur l'autre flanc. C'est pourquoi il serait très erroné de penser à présent que les critiques justes faites contre les manifestations de conservatisme n'ont plus cours et que le conservatisme ne constitue plus un problème pour la littérature et les arts. En fait, la littérature et les arts se heurtent toujours, au cours de leur développement, non seulement aux influences de l'idéologie actuelle bourgeoise et révisionniste, mais aussi aux divers héritages et tendances de caractère conservateur entravant, qui se manifestent dans leur contenu comme dans leur forme. Le caractère conservateur ou progressiste, régressif ou réactionnaire, d'une œuvre littéraire et artistique dépend en premier lieu de ses tendances de classe, des idées qu'elle contient, des idéaux pour lesquels elle milite. Le conservatisme dans ce domaine a sa spécificité et se manifeste sous différentes formes et de diverses manières, que la pensée critique, théorique, historique et littéraire doit déceler et combattre de façon permanente.

Le Parti n'a cessé d'exposer la large base politique, sociale et idéologique du conservatisme. Pour nous, une attitude conservatrice est celle qui justifie, soutient et défend toutes les choses surannées, qui est contre les transformations progressistes, contre le nouveau, qui freine l'élan révolutionnaire des

masses, leur émancipation complète, qui entrave notre marche en avant dans la voie du socialisme. Considérées à partir d'une telle conception révolutionnaire de classe, sous l'aspect politique et social le plus large, les anciennes idéologies qui proviennent des profondeurs des siècles ne sont pas seules à avoir un caractère conservateur ; l'idéologie et la culture corrompues bourgeoises et révisionnistes actuelles, tout leur libéralisme et leur modernisme revêtent, eux aussi, les mêmes traits.

Nous avons besoin d'une critique scientifique et qualifiée qui soit pénétrée de l'esprit révolutionnaire indispensable pour découvrir les plus hautes valeurs de la littérature et de l'art, et en même temps de l'esprit d'intransigeance à l'égard de toute déformation ou influence étrangère dans leur développement. Il nous faut une critique qui puisse dire avec courage et compétence son mot à l'égard de tout phénomène littéraire et artistique. Mais la critique littéraire professionnelle n'est pas le seul juge de l'activité littéraire et artistique. L'opinion des lecteurs, du public, toute l'opinion sociale est en définitive le juge le plus juste de cette œuvre. Les créateurs comme les critiques doivent toujours tenir compte de cette vérité.

Pour le développement de la pensée critique, idéologique et esthétique, il convient de prendre des mesures afin d'élargir le travail scientifique de recherche dans le domaine de la théorie et de l'histoire de la littérature et des arts, ainsi que de l'esthétique, en renforçant les centres existants et en en créant de nouveaux. Ce travail ne peut être mené à bien si l'on n'avise pas au plus tôt à la formation systématique de nouveaux cadres scientifiques dans ces domaines ainsi que dans celui de la critique littéraire et artistique.

La critique ainsi que la littérature et l'art dans son ensemble doivent toujours se guider sur les principes de la méthode du réalisme socialiste, qui sont le fruit de l'expérience universelle de l'art révolutionnaire du prolétariat, élaborés par l'esthétique marxiste-léniniste et confirmés par la pratique littéraire et artistique de notre pays. Ces principes sont inébranlables et il est indispensable de leur rester fidèles, faute de quoi nous risquons de devenir la proie des influences étrangères et de nous éloigner des traditions révolutionnaires. L'innovation n'implique pas la violation des principes, mais au contraire leur juste application.

Le réalisme socialiste, au cours de son développement créateur, a rencontré certaines interprétations erronées et des théories de diverse origine. Celles-ci se sont surtout manifestées quand il s'est agi de traiter le problème des contradictions et du héros dans l'art. Dans certains cas, les contradictions de notre société sont représentées comme étant sans issue, dans un esprit de sombre pessimisme, caractéristique des conceptions bourgeoises et révisionnistes. On n'a pas toujours fait ressortir comme il convient la supériorité des forces et des idéaux socialistes. Dans d'autres cas on a confondu les contradictions au sein du peuple avec les contradictions entre nous et nos ennemis. Cela a conduit à de graves erreurs de principe à ces erreurs où Fadil Paçrami tentait d'engager notre art lorsqu'il soutenait que nous avions assez traité de la lutte «entre nous et les ennemis» et que dorénavant nous devons nous occuper principalement de la lutte «entre nous». Nous devrions donc, selon lui, laisser nos ennemis tranquilles et traiter nos hommes à nous comme des ennemis. Le Parti a souligné que la mise à nu des contradictions et leur représentation en art, y compris la critique des phénomènes négatifs, doivent être faites de façon juste, à partir des positions de l'esprit de parti prolétarien, en visant à surmonter ces contradictions, à faire progresser la société et à la dégager de l'étau de ces dernières.

D'autre part, ces théories formulées sur le héros positif, sur son morcellement, sur son identification avec n'importe quoi, sur la dissociation artificielle du «héros traditionnel» et du «héros novateur», etc., vous conduisent seulement à nier le héros dans la littérature et dans l'art, vous éloignent de la vie et de l'homme. De même, les théories schématiques sur le héros, conçues de façon idyllique et sentimentale, sont préjudiciables à l'art et l'écartent de la vérité et du réalisme. Tout en critiquant la conception schématique d'un héros idéalisé et livresque qui ne repose pas sur notre réalité, nous ne pouvons pas non plus accepter le nouveau schéma d'un héros hésitant, qui reflète en fait une influence manifestement bourgeoise et révisionniste. Ces points de vue et ces comportements n'ont rien de commun avec nos principes, ils attestent une confusion théorique.

Afin de combattre avec succès les influences et les manifestations étrangères à notre société, le Parti doit mener un grand travail auprès des écrivains et des artistes non seulement pour élever encore leur niveau de formation idéologique et esthétique, mais aussi pour leur faire mener une vie idéologique intense, pour les faire vivre auprès des masses, les lier étroitement aux préoccupations et à la lutte de celles-ci, leur faire prendre part activement aux grandes actions économiques et sociales des travailleurs. Les contacts avec les masses sont absolument nécessaires pour les gens de l'art et de la culture, mais ceux-ci ne doivent pas concevoir ces contacts comme une simple occasion de répéter des slogans, comme de la littérature, comme une promenade, mais comme un travail fructueux sur lequel ils fonderont leur création. Et une création qui doit être positive, doit suivre la ligne du Parti et se maintenir dans ses normes. Au cours de ce processus se réalisent aussi l'éducation et la trempe révolutionnaires des écrivains et des artistes : en même temps sont combattus en eux l'intellectualisme et la mégalomanie, l'individualisme et l'amour-propre petit-bourgeois, les idées erronées selon lesquelles «nous sommes au-dessus des autres», que «nous sommes libres de créer ce que nous voulons et quand nous le voulons», en dehors de toute exigence et discipline sociales, en dehors de tout contrôle, de toute norme. Ainsi chacun corrige ses erreurs non seulement en paroles, non seulement par une autocritique, mais aussi par des œuvres, par le travail, avec une volonté accrue, une confiance décuplée dans ses propres forces et dans la justesse de la ligne du Parti.

Les organisations du Parti doivent s'employer sérieusement à créer une atmosphère saine dans l'activité et les rapports sociaux des travailleurs de la littérature et des arts. Ces organisations et les écrivains et les artistes eux-mêmes doivent lutter fermement contre les passions malsaines, contre la partialité à l'égard des œuvres de tel ou tel artiste, qui conduisent à des ragots, à des divisions et à des groupements néfastes de créateurs. Il ne faut pas permettre la division en «jeunes» et en «vieux», comme il ne faut pas permettre qu'on se mette maintenant à dire : «C'est vous qui étiez dans l'erreur, et non pas nous», «vous nous avez accusés de conservatisme, mais maintenant nous vous accusons de libéralisme». Naturellement, on doit mettre à nu et faire connaître les erreurs et les défauts, on doit les critiquer. Mais, comme nous l'enseigne le Parti, il est indispensable que la critique soit toujours juste, constructive et jamais dénigrante. Il faut considérer les erreurs, partout où elles se sont manifestées, dans l'esprit du Parti et les corriger par des efforts communs. Nous, communistes, nous ne corrigeons pas les erreurs dans un esprit vindicatif et avec une rancune petite-bourgeoise, mais dans un esprit de parti et avec une fidélité communiste aux principes. Il faut aider et encourager les créateurs, surtout les jeunes artistes, il faut les traiter avec bienveillance, avec tact et sollicitude dans la juste voie du Parti.

Le Parti attend beaucoup dans ce sens surtout des écrivains et des artistes inscrits dans ses rangs, qui doivent s'ériger en exemple par leur esprit de parti, leur intransigeance sur le plan des principes, leur morale communiste et leur discipline sociale. Pour les communistes il n'y a pas deux types d'attitude, une dans l'organisation de base et une autre en dehors d'elle. Les normes du Parti dans la ligne, dans le travail, dans la vie sont obligatoires pour tous, et personne ne doit les fouler aux pieds ni les ignorer.

Nous avons pleinement confiance que nos écrivains et nos artistes, tous les créateurs de la culture et de l'art, en luttant contre les influences étrangères comme ils l'ont fait jusqu'ici, serreront encore plus les rangs autour du Parti, auquel ils sont liés comme les doigts de la main. Avec l'aide du Parti et par leurs efforts révolutionnaires, ils couperont les mauvaises herbes qui ont surgi dans notre vie littéraire, artistique et culturelle et ils feront progresser hardiment la grande cause de notre culture, de notre littérature et de notre art socialistes.

Puisque nous traitons à ce plénum le problème des influences idéologiques étrangères et de leurs manifestations dans nos lettres et dans nos arts, il est indispensable de souligner encore une fois que, de façon générale, le corps de notre littérature et de notre art est sain, qu'ils se sont développés dans une voie juste, qu'ils ont été inspirés par la ligne du Parti et par les intérêts du peuple et du socialisme. C'est ce que prouve la réalité vivante du développement de notre littérature et de nos arts en général, et en particulier dans la période récente.

Les œuvres de qualité de nos écrivains et de nos artistes plaisent beaucoup aux masses, qui leur témoignent un vif intérêt, elles apportent une contribution appréciable à l'éducation générale de la jeunesse et de notre peuple tout entier. Ces œuvres, qui ont enrichi le fonds précieux de notre jeune culture socialiste, constituent un précieux témoignage de l'œuvre spirituelle du peuple albanais, de son contenu patriotique, progressiste et démocratique. En peignant la glorieuse époque de la Lutte de libération nationale, des grandes transformations révolutionnaires et de l'édification du socialisme, et en participant activement à ces batailles grandioses, notre littérature et notre art actuels seront sûrement une source d'inspiration pour les jeunes générations présentes et futures. Nous sommes certains que dans l'avenir également l'activité créatrice de nos écrivains et de nos artistes s'inspirera de notre merveilleuse réalité socialiste, de la lutte héroïque de notre peuple, de notre classe ouvrière et de notre paysannerie travailleuse, des nobles idéaux révolutionnaires du Parti. La lutte séculaire de notre peuple pour la liberté et la culture, sa puissante tradition démocratique et progressiste, la source inépuisable de son expérience et de son génie artistique, ne cesseront d'alimenter l'activité créatrice de nos écrivains et de nos artistes. En se guidant sur le principe élevé de l'engagement communiste, ils créeront sûrement des œuvres encore plus dignes de la lutte héroïque que le Parti et notre peuple mènent à présent pour la cause de la révolution et du socialisme, des œuvres au contenu clair et compréhensible pour les masses, aux idées communistes élevées, à la physionomie clairement nationale, de qualité artistique toujours plus achevée.

QUE NOS GOUTS, NOTRE COMPORTEMENT ET NOTRE MODE DE VIE SOIENT PENETRES D'UNE CONCEPTION REVOLUTIONNAIRE DU MONDE

La révolution socialiste a accompli des transformations radicales dans la vie spirituelle de la société et des hommes de chez nous, dans leur conscience, leur mentalité et leur mode de vie. Le Parti n'a cessé de veiller à la formation et à la trempe de l'homme nouveau selon la conception marxiste-léniniste du monde, pour le doter d'un esprit élevé de patriotisme et d'internationalisme prolétarien, de collectivisme socialiste, d'esprit de sacrifice et d'héroïsme, de nouvelles conceptions sur le travail et la vie et de nobles idéaux révolutionnaires. Nous pouvons aujourd'hui parler à juste titre de la richesse de la vie spirituelle de notre peuple, de sa vie pure et active, marquée par le dévouement à la cause de la révolution et du socialisme, par des actes d'héroïsme, de hautes vertus morales, des goûts sains. C'est là un processus complexe et ininterrompu qui s'accomplit à travers une lutte idéologique de classe contre toute influence étrangère à notre société. Notre Parti a combattu constamment et de front toutes les idéologies des classes exploiteuses.

Mais ces dernières années, quand un coup rude a été porté aux anciennes conceptions et aux préjugés religieux, féodaux, patriarcaux et conservateurs, on a quelque peu négligé et sous-estimé la lutte contre les influences actuelles de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, contre ses manifestations dans notre vie. C'est ainsi qu'on a relevé des conceptions et des attitudes libérales, qui ont ouvert la voie à certains phénomènes pernicieux qui se sont manifestés chez certaines gens et surtout chez des jeunes.

Ces influences dans la littérature et dans l'art, que nous venons d'évoquer, ne doivent pas être séparées de quelques manifestations étrangères, relevées dans les goûts de certains jeunes, dans leur comportement et leurs agissements déplaisants. Il faut voir là, en même temps que dans la pression continue de l'extérieur, la cause principale de la diffusion de certains goûts étrangers et vulgaires en musique et en art, de l'imitation des modes extravagantes et inesthétiques, des comportements répréhensibles en opposition avec la morale socialiste et les traditions positives du peuple. A juste titre, notre opinion sociale s'en est prise avec force aux «importations» bâtardes des cheveux longs, des habillements extravagants, des hurlements d'une musique de jungle, des comportements grossiers, des conduites indécentes, etc. Il faut étouffer dans l'œuf les influences et les manifestations du mode de vie bourgeois-révisionniste pour qu'elles ne conduisent pas au dérèglement et à la dégénérescence, ce qui est très dangereux pour la cause du socialisme.

Le développement spirituel général et la figure morale de notre homme nouveau sont inconcevables s'il ne se dote pas de goûts idéologiques et esthétiques sains, d'une juste conception de la beauté dans

l'art, dans la nature, dans le travail et dans la vie. La question des goûts n'est pas une question purement personnelle et dont on ne devrait soi-disant pas discuter. Malgré la présence de l'élément individuel en cette matière, les goûts ont toujours un caractère social, ils se forment sous l'influence des relations économiques et sociales, de l'idéologie et de la culture, de la psychologie sociale. Ils ont donc un caractère de classe prononcé. C'est pourquoi nos goûts, dans leur essence, sont absolument opposés à ceux de la société bourgeoise et révisionniste. Nos goûts communistes sont pénétrés de l'idéal révolutionnaire, de la simplicité prolétarienne, de sentiments nobles et élevés, de pures vertus morales.

Tout en luttant pour empêcher de pénétrer chez nous la vulgarité et la bassesse des goûts bourgeois et révisionnistes, nous ne cessons de combattre les goûts surannés et anachroniques légués par les occupations étrangères et par l'ancienne société féodale-bourgeoise, qui s'entrelacent avec l'ancien mode de vie, avec les coutumes et les traditions patriarcales arriérées. Nous soutenons toute évolution naturelle des goûts, qui s'adapte au rapide développement socialiste de notre pays et aux nouvelles exigences qu'implique ce développement, dans l'esprit de notre idéologie marxiste-léniniste et de nos saines traditions nationales. Mais nous sommes contre les attitudes conservatrices de certains qui ne comprennent pas ce processus et qui y voient un phénomène négatif et une influence étrangère à l'esprit du socialisme.

La formation de goûts sains de contenu clairement socialiste exige par ailleurs un développement culturel général de l'homme nouveau, et surtout un travail systématique pour son éducation idéologique et esthétique. L'un des moyens d'atteindre ce but est, entre autres, la lutte permanente contre la superficialité et l'étroit horizon culturel, pour l'acquisition d'une connaissance plus approfondie des valeurs les plus remarquables de notre culture nationale et de la culture universelle.

Chez nous, actuellement, de grandes possibilités sont offertes aux masses laborieuses et surtout à la jeunesse pour élever leur niveau culturel, idéologique et esthétique. En même temps que nos écoles, les établissements culturels et artistiques particuliers ainsi que les autres moyens de propagande de masse, qui jouent un rôle primordial dans ce processus, se sont considérablement accrus et renforcés. Cependant, ces moyens qui se sont propagés partout, jusqu'aux coins les plus reculés du pays, ne sont pas exploités de façon intensive et qualifiée.

Pour nous, marxistes-léninistes, le mode de vie fait partie intégrante de l'ensemble de la vie sociale socialiste, qui se développe en étroite liaison avec toute notre révolution, conformément à l'idéologie socialiste et aux normes de la morale communiste. C'est ainsi que nous concevons aussi le bien-être matériel et l'univers spirituel de l'homme de chez nous, l'affirmation de son individualité, l'émancipation et le bonheur personnel, ainsi que la vie familiale. L'idéal révolutionnaire communiste est un et indivisible, et il nous guide dans toute notre activité et notre existence. Nous n'accueillerons jamais la conception bourgeoise et révisionniste de la vie, dont les manifestations les plus typiques sont l'individualisme et l'égoïsme effrénés, la vacuité de sentiments et la vanité, la poursuite du luxe et autres caprices, le dérèglement et la dégénérescence, le parasitisme et la délinquance, ces plaies morales et sociales incurables de la société capitaliste et révisionniste actuelle.

Nous considérons aussi le mode de vie dans son développement incessant, conditionné par toutes les transformations sociales, économiques et culturelles, par l'amélioration du bien-être général. Les rapides transformations sociales et démographiques, l'essor des villes et la création de nouveaux centres habités, la croissance de la classe ouvrière, le développement général, surtout social et culturel, des campagnes, la désagrégation de la famille patriarcale, le vigoureux développement de l'instruction et de la culture, l'évolution de la psychologie sociale, sont les principaux facteurs des profonds changements opérés dans le mode de vie.

Les grandes actions idéologiques contre la religion, les coutumes arriérées et les traditions surannées, actions qui ont porté un coup fatal aux conceptions et aux pratiques anachroniques, ont joué un rôle important dans ce sens. Ce développement positif et révolutionnaire a donné naissance à de nouveaux

problèmes et accru les exigences des masses dans leur vie matérielle et spirituelle, pour plus de culture et une éducation encore meilleure. Pour répondre à ces exigences et les satisfaire graduellement, selon nos conditions et nos possibilités réelles, il est indispensable d'élargir notre conception de la qualité de la vie sous tous ses aspects, qui va du développement intellectuel de l'homme à l'amélioration du milieu où il vit et travaille.

D'autre part, le Parti dénonce sévèrement toutes les visées et les efforts de ceux qui, au nom de la lutte contre le conservatisme, au nom des exigences actuelles de la jeunesse, de la liberté et de la démocratie, veulent introduire chez nous l'esprit de corruption et de dégénérescence bourgeois. A présent, les masses laborieuses et la jeunesse ont déclaré une guerre sans merci à ces influences corruptrices et à tout comportement libéral qui fraie la voie à leur pénétration. Nous livrons cette bataille en révolutionnant l'opinion sociale, en accroissant sa vigilance et sa sensibilisation à ces problèmes. On ne peut éliminer les attitudes libérales envers les influences étrangères sans combattre préalablement les manifestations d'indifférentisme dans l'opinion sociale, la passivité, la tolérance et la négligence. Ces dernières attitudes sont typiquement et manifestement petites-bourgeoises et elles n'ont rien de commun avec l'esprit révolutionnaire d'intransigeance communiste à l'égard de ces phénomènes négatifs et étrangers à notre société.

Nous devons créer une atmosphère asphyxiante à toute tentative d'infraction à notre idéologie, à notre morale et à notre législation, constituer un front unique d'éducation dans lequel se fondront les efforts communs de l'école, de tous les moyens de culture et de propagande de masse, des organisations sociales, de la famille, bref, de toute l'opinion sociale.

Les résultats obtenus dans la lutte que le Parti et les masses mènent actuellement contre les influences et les manifestations étrangères, sont un pas important en avant. Mais le Parti a pour tâche, en s'appuyant sur ces résultats, de poursuivre la lutte sur tous les fronts contre le libéralisme, d'inculquer profondément les conceptions révolutionnaires dans la conscience des masses et de faire en sorte qu'elles deviennent partie intégrante de leur vision du monde.

Nous devons toujours considérer le travail d'éducation communiste des travailleurs, de formation de leurs goûts et de leur comportement communistes, pour la victoire de la morale socialiste et du mode de vie nouveau, comme un aspect très important de la lutte de classe sur le front idéologique. C'est dans cette optique que nous devons considérer toute l'activité éducative qui se déploie sous la direction du Parti, toute l'activité de ses leviers et des différents moyens éducatifs et culturels.

Je désirerais m'étendre un peu davantage sur le travail de l'organisation de la jeunesse. En tant que levier et réserve combattante du Parti, elle a, durant toute son existence, joué un rôle de premier plan dans l'éducation et la mobilisation de la jeune génération pour la construction et la défense du pays. Le Parti a toujours confié à l'organisation de la jeunesse des tâches de responsabilité, et celle-ci a, en chaque occasion, justifié cette confiance par son travail inlassable au service du peuple et de la révolution.

La mise à nu des erreurs commises et l'autocritique qu'elles ont faites indiquent bien que les organisations de la jeunesse, sous la direction du Parti, assainiront rapidement leur situation et qu'elles seront à la pointe de son action en tant que ses détachements de choc. Mais ces erreurs doivent servir de leçon à tout le Parti, aux cadres et aux militants de la jeunesse afin qu'ils en préviennent la réapparition.

N'oublions jamais que la jeunesse a été et reste toujours le point de mire des ennemis. C'est pourquoi il faut la forger dans un esprit révolutionnaire, en lui parlant, certes, du passé, de la Lutte de libération nationale et des obstacles surmontés, mais aussi en la lançant dans des actions, et en la faisant s'atteler sérieusement à la tâche, à ses études tant qu'elle est à l'école, ou au travail productif et à toute autre fonction quand elle se sera engagée dans la vie.

Dans l'ensemble de l'activité que le Parti déploie pour améliorer la situation, une place importante revient au renforcement de l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, et particulièrement du travail parmi la jeunesse. Nous devons faire en sorte que l'école, les institutions artistiques et culturelles, tous les moyens de propagande, les sports, etc., soient mis plus efficacement au service de l'éducation révolutionnaire de la jeunesse.

Cette fois encore, comme toujours, la jeunesse a bien compris les conseils et les leçons du Parti et elle les met en œuvre sans ménager ses forces. C'est là une autre preuve de l'étroite liaison qui existe entre elle et le Parti. Ce qui importe maintenant, c'est d'approfondir le travail parmi la jeunesse afin que celle-ci comprenne mieux ces problèmes sur le plan idéologique, qu'elle s'engage de manière plus massive et plus active dans la lutte des classes, qu'elle assimile à l'école la théorie marxiste-léniniste, les sciences et la technique, qu'elle s'engage toujours plus dans le travail et dans les actions pour l'édification du socialisme, qu'elle s'entraîne mieux physiquement et militairement pour la défense du pays. Puis, à partir de cette base solide, il nous faudra l'aguerrir encore et en faire une force révolutionnaire invincible dans la lutte du Parti pour l'édification du socialisme dans notre pays.

QUE LES ORGANISATIONS DU PARTI ET LES COMMUNISTES SOIENT A LA POINTE DE LA LUTTE CONTRE LES MANIFESTATIONS DE L'IDEOLOGIE ETRANGERE AU SOCIALISME

Le Parti n'a jamais dissimulé les lacunes et les faiblesses, il n'a jamais craint de les dénoncer ouvertement et hardiment devant les communistes et le peuple. C'est ainsi qu'il a toujours agi et il continue dans cette voie.

Nos critiques n'obscurcissent nullement les succès et les victoires grandioses que le Parti a remportées dans tous les domaines de l'édification socialiste du pays. Elles sont une nouvelle preuve de son sérieux, de sa force, de ses liens étroits avec le peuple. L'autorité du Parti et la confiance que lui fait le peuple n'ont jamais été plus grandes. La ligne du Parti a toujours été et demeure juste, révolutionnaire, marxiste-léniniste, mais ses directives sur certaines questions importantes traitées dans ce rapport n'ont pas toujours été bien comprises ni correctement appliquées. On a même observé des déformations en cette matière. Tout cela s'est passé sous les yeux d'un bon nombre de communistes, sous les yeux des cadres, des organisations et des comités du Parti. Pourquoi ces pratiques ont-elles été tolérées ? Pourquoi certains camarades ont-ils eu tendance à interpréter les directives du Parti de façon unilatérale ? Pourquoi maintes manifestations étrangères ont-elles été sous-estimées et la lutte contre elles affaiblie ? La source principale de ces maux doit être recherchée dans les conceptions et les attitudes libérales sur une série de questions importantes. Et ces maux doivent être extirpés à la racine.

Le libéralisme ne tombe pas du ciel, il est le produit de la pression idéologique de l'ennemi du dehors et du dedans, qui vise à miner le pouvoir populaire et le socialisme. Toutefois, l'apparition de ce phénomène, et surtout son degré de propagation, dépendent dans une large mesure du travail du Parti, de sa compréhension du danger que ce courant représente et de sa lutte pour l'éducation et la formation révolutionnaire des communistes et des travailleurs. Le fait que ce phénomène ne soit jamais devenu un mal généralisé dans notre Parti témoigne clairement de sa vigilance et du juste combat qu'il n'a cessé de livrer. Néanmoins, nous devons considérer les manifestations de libéralisme que nous critiquons aujourd'hui dans la vie de la société, en liaison étroite avec les manifestations de libéralisme qui sont apparues aussi dans la vie même du Parti et dans son action. Il convient toutefois de souligner que ce problème a été peu traité dans les réunions des organisations de base.

Comment le libéralisme se manifeste-t-il dans la vie du Parti ?

En premier lieu par le fait que dans un bon nombre d'organisations de base on ne note pas toujours un sens parfait des responsabilités de l'organisation dans son ensemble ni de chaque communiste en particulier dans l'application de la ligne du Parti dans tous les domaines où il agit. Dans certains secteurs, comme ceux de l'art, de la culture et de l'enseignement, les organisations de base du Parti

n'ont pas toujours assumé leur rôle de direction, à la tête des affaires. Elles ne se sont pas occupées des problèmes fondamentaux du contenu de l'activité des diverses institutions de ces secteurs ; elles n'ont pas exercé leur influence et leur contrôle pour promouvoir une compréhension et une application correctes de la ligne du Parti. Les conceptions erronées selon lesquelles les problèmes de l'art et de la culture sont des questions qui concernent principalement les spécialistes et que les organisations du Parti n'ont pas à s'en mêler ont également eu un effet nuisible dans ce sens.

Certes, l'opinion des spécialistes doit être entendue et respectée, car ils sont issus du sein du peuple, ce sont des hommes du Parti, éduqués selon ses enseignements. Néanmoins et en tout état de cause les organisations de base sont pleinement responsables de la juste application de la ligne du Parti. On peut ne pas demander aux communistes de connaître en détail les aspects techniques ou artistiques d'un problème, mais la défense de la ligne est leur devoir essentiel. Tous les communistes doivent être des spécialistes quand il s'agit de la ligne du Parti. Et le fait est que, lorsque les organisations du Parti des institutions culturelles et artistiques se sont sérieusement engagées dans l'analyse du travail de ces institutions, elles ont montré qu'elles sont pleinement en mesure de traiter à fond et de résoudre correctement même les problèmes relatifs au contenu idéologique et esthétique de l'activité de leur secteur.

Il est indispensable de comprendre à fond sur le plan des principes comme dans la pratique que le renforcement du rôle dirigeant des organisations de base est une tâche permanente et vitale du Parti, car c'est à travers elles que se réalise son rôle dirigeant.

La direction du Parti, comme nous l'avons souligné en d'autres occasions, est avant tout une direction politique et idéologique. Cela signifie que le Parti a pour mission de déployer un vaste travail idéologique et politique pour faire comprendre correctement ses directives aux travailleurs et leur faire prendre conscience de la nécessité de leur exécution. C'est là un domaine d'activité des plus vastes et d'une importance déterminante. De nombreuses faiblesses et lacunes que nous critiquons ont leur origine précisément dans le caractère superficiel, unilatéral, de ce travail, dans l'absence de ses liens avec la vie, dans le formalisme et dans son caractère souvent par trop général. Certes, on a relevé des conceptions étroites et unilatérales de l'encerclement géographique capitaliste et révisionniste, du centralisme et de la démocratie, du contrôle d'Etat et du contrôle ouvrier, des droits et des devoirs de la femme, de son émancipation, on a sans doute constaté aussi des fausses interprétations et des déformations dans certaines questions du domaine de la littérature et des arts, de l'enseignement et de la culture. Mais si cela s'est produit, c'est parce que dans bien des cas les directives du Parti ne sont pas parfaitement et largement analysées, sur le plan théorique et pratique, et, de ce fait, elles ne se matérialisent pas comme il convient dans l'activité quotidienne des communistes et des travailleurs qui se montrent instables, s'attachent à un côté des questions et en négligent les autres.

Ces conceptions et attitudes unilatérales, ces passages du conservatisme au libéralisme, et vice-versa, ont aussi chez nous une base réelle dans le caractère petit-bourgeois que nous avons hérité du passé et dont on ne peut dire qu'il ait été complètement éliminé.

Le petit-bourgeois est enclin à abandonner un problème pour en saisir un autre, à s'attacher à un aspect d'une question et à en négliger les autres, à passer d'un extrême à l'autre. L'idéologie et la psychologie petites-bourgeoises, qui ont poussé chez nous de profondes racines, sont un point d'appui tant pour les anciennes idéologies patriarcales, féodales et religieuses, que pour les idéologies bourgeoises et révisionnistes actuelles, elles sont un pont qui relie le conservatisme au libéralisme, qui les alimente l'un et l'autre et les encourage.

Il en découle que les comités et les organisations du Parti doivent étudier plus à fond les problèmes idéologiques et s'en occuper plus sérieusement. Nous constatons en effet dans la pratique que les directives du Parti ne sont pas bien expliquées ni bien comprises, les problèmes et les phénomènes ne sont pas analysés à fond du point de vue idéologique et politique, on ne met en discussion que peu de questions de cette nature, souvent ces organisations étant entièrement occupées par la routine des

menues affaires quotidiennes. Nous devons voir ici un des défauts essentiels du travail "du Parti à propos des questions en examen. Si cette insuffisance n'est pas bien comprise, il sera difficile de corriger les défauts et les faiblesses que nous critiquons et notre action s'en ressentira.

Il nous faut acquérir une plus juste conception du travail du Parti dans son ensemble et de son travail éducatif en particulier. En dépit du grand rôle que joue l'éducation, ce rôle ne doit aucunement être considéré comme absolu. En fait la surestimation du travail éducatif, de l'appel à la conscience des hommes, conduit dans bien des cas à l'affaiblissement des mesures d'organisation, des mesures administratives, techniques et économiques, ce qui est à l'origine de diverses manifestations libérales dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété, de l'étude, de l'accomplissement du devoir, de l'organisation du contrôle, de la demande de comptes, etc.

Le travail du Parti est très complexe car telle est la vie qu'il dirige et guide. Cela signifie que l'on ne peut résoudre les divers problèmes qui se posent dans la pratique en ne faisant appel qu'à la conscience des hommes, pas plus que l'éducation ne se réalise uniquement par des cours et des conférences. Dans la vie, les problèmes sont résolus par un ensemble de mesures politiques et économiques, éducatives et culturelles, organisationnelles et administratives. C'est à travers cet ensemble de mesures que se réalise aussi l'éducation des hommes, que se forme leur conscience révolutionnaire.

Le Parti a pour devoir d'élever la conscience des masses au niveau de sa propre conscience. Mais nous devons être réalistes, tenir compte du degré atteint par la conscience des masses, ne pas la confondre avec la conscience de l'avant-garde et ne pas exiger de tous ce que nous pouvons et devons demander à la partie la plus avancée de la classe ouvrière et des masses, organisée dans le Parti. Il ne faudra jamais l'oublier, chaque fois que nous fixons de nouvelles tâches, sinon l'avant-garde ira trop de l'avant, elle s'éloignera et se détachera des masses, et il en découlera de graves conséquences. Comme tout le travail du Parti, ses directives aussi constituent un tout marqué d'une parfaite unité. Elles ne doivent jamais être dissociées les unes des autres. Ce serait une erreur de penser que les directives antérieures du Parti sur la lutte contre le bureaucratisme et le développement de la démocratie, sur le contrôle ouvrier et la lutte contre l'arbitraire, sur les justes rapports qui doivent exister entre le Parti, la classe ouvrière et les masses, sur la révolutionnarisation de l'école et de l'armée, etc., sont maintenant caduques, qu'elles ont perdu leur valeur. Les attitudes du Parti sont conséquentes et ses directives ne comportent pas de contradictions. Ce serait une pratique totalement erronée dans la méthode de travail que d'écarter les directives, les décisions et les discours antérieurs chaque fois qu'est émise une nouvelle directive, qu'est prise une nouvelle décision ou qu'est prononcé un nouveau discours. Cela conduit tant au travail à coups de campagnes, qu'à une vision unilatérale des problèmes.

C'est pourquoi, aussi bien la lutte contre le libéralisme que la lutte contre le conservatisme doivent être menées dans la juste voie. Les éléments conservateurs voudraient nous voir livrer la lutte contre le libéralisme à partir de leurs positions, de même que les éléments libéraux ont cherché à exploiter la lutte contre le conservatisme pour propager le libéralisme. La seule attitude juste en cette matière s'inspire de la conviction que la lutte contre le libéralisme comme celle contre le conservatisme ne peuvent être menées avec succès qu'à partir de positions conformes aux principes marxistes-léninistes.

Si ce problème n'est pas correctement compris, on risquera, maintenant qu'on combat les manifestations de l'idéologie bourgeoise et révisionniste et les attitudes libérales, de tomber dans l'erreur, d'adopter des attitudes sectaires, rigides et extrémistes. Nous le soulignons parce qu'il y a des gens et même des cadres, qui pensent que le moment est maintenant venu de serrer la vis, qui se complaisent aux mesures administratives, qui voudraient faire renaître l'arrogance et l'arbitraire et les substituer au travail éducatif de persuasion du Parti.

Les questions que nous posons à ce plénum sont étroitement liées à un grand problème cardinal, à la juste compréhension de la lutte de classe et à la façon la plus juste de la mener. Le Parti a depuis longtemps expliqué que la lutte de classe est l'une des principales forces motrices de notre société socialiste, qu'elle est une lutte des plus vastes menée dans tous les domaines, aussi bien contre les

ennemis du dedans et du dehors, qu'au sein du peuple et du Parti, et que, dans les conditions actuelles, la lutte de classe sur le front idéologique revêt une importance particulière.

Dans notre pays la lutte de classe a été menée de façon juste. C'est la raison pour laquelle tous les plans des ennemis ont échoué et notre révolution n'a cessé d'aller de l'avant. Dans cette lutte, notre Parti s'est renforcé et trempé, la dictature du prolétariat s'est consolidée, l'unité du Parti avec la classe ouvrière et les masses laborieuses s'est cimentée et la conscience révolutionnaire du peuple élevée. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu de faiblesses ni de lacunes dans la manière de concevoir et de mener la lutte de classe. Dans la pratique, nous avons rencontré maintes conceptions superficielles, étriquées et unilatérales, une atténuation de la lutte de classes et une sous-estimation des ennemis, une connaissance insuffisamment approfondie de leurs tactiques actuelles, des attitudes indifférentes et opportunistes.

S'en tenir ou non à la lutte de classe, en avoir une juste conception ou une conception superficielle, la mener de front ou sur un seul flanc, la livrer correctement par la voie révolutionnaire ou l'affaiblir et faire des concessions, voilà des questions vitales. De la réponse qu'on y donne dépend le sort du socialisme. Nos ennemis souhaitent justement que nous relâchions notre vigilance, et que nous éteignons la lutte de classe. Et nous, que devons-nous faire ? Le contraire. Renforcer notre vigilance et mener avec esprit de suite la lutte de classe pour défendre les victoires remportées, pour rendre notre patrie, l'Albanie socialiste, encore plus forte, plus invincible, pour le bien du peuple et de la cause du communisme.

Contre le révisionnisme moderne, 1971-1975

LES EVENEMENTS TRAGIQUES DU CHILI, LEÇON POUR TOUS LES REVOLUTIONNAIRES DU MONDE

Article publié dans le «Zëri i popullit»

2 octobre 1973

Au Chili, la tempête contre-révolutionnaire continue à se déchaîner contre les masses travailleuses, les patriotes et les combattants. Les forces de droite qui se sont emparées du pouvoir à la suite du coup d'Etat du 11 septembre ont instauré une terreur qui aurait fait envie aux hitlériens eux-mêmes. Les exécutions sommaires sous le moindre prétexte sont à l'ordre du jour. Les stades ont été transformés en camps de concentration. Sur les places publiques on se livre, comme le faisaient autrefois les hitlériens, à des autodafés d'ouvrages marxistes et les cultures progressistes sont foulées aux pieds. Les partis, les syndicats et les organisations démocratiques ont été mis hors la loi, et un obscurantisme moyenâgeux s'est abattu sur le pays. Les forces les plus noires, les ultraréactionnaires fanatiques et les agents de l'impérialisme américain occupent l'avant-scène politique. Les libertés démocratiques que le peuple avait conquises au prix de sa lutte et de son sang ont été abolies en un jour.

Les événements du Chili concernent non seulement le peuple chilien mais encore toutes les forces révolutionnaires, progressistes et éprises de paix dans le monde. Ce ne sont donc pas seulement les révolutionnaires et les travailleurs du Chili qui doivent tirer des conclusions de ces événements, mais aussi ceux des autres pays. Nous n'entendons pas, bien sûr, analyser des détails, des moments ou des faits particuliers, essentiellement nationaux, de la révolution chilienne, des lacunes et des erreurs qui restent dans le cadre intérieur de cette révolution. Nous avons à l'esprit seulement les lois générales auxquelles aucune révolution ne peut se dérober, que toute révolution doit nécessairement appliquer. Il s'agit de considérer, à la lumière des événements du Chili, les diverses conceptions relatives aux questions de la théorie et de la pratique de la révolution, pour définir lesquelles sont justes et lesquelles

sont fausses, pour déterminer les thèses révolutionnaires et les thèses opportunistes, et préciser enfin quels sont les attitudes et les actes qui concourent à la révolution et ceux qui favorisent à la contre-révolution.

En premier lieu, il convient de dire que la période durant laquelle le gouvernement Allende a été au pouvoir ne sera pas facile à effacer de la vie du peuple chilien et de toute l'histoire de l'Amérique latine. Se faisant l'interprète des revendications et des aspirations des plus larges masses populaires, le gouvernement d'Unité populaire adopta une série de mesures et introduisit un ensemble de réformes qui visaient à renforcer la liberté et l'indépendance nationale, le développement indépendant de l'économie du pays.

Ce gouvernement porta un rude coup à l'oligarchie intérieure et aux monopoles américains qui occupaient les postes-clés et faisaient la loi dans le pays. Cette ligne progressiste et anti-impérialiste avait pour inspirateur le président Allende, une des plus nobles figures qui ait vu le jour en Amérique latine, éminent patriote et combattant démocrate. Sous sa direction, le peuple chilien lutta pour la réforme agraire, pour la nationalisation des sociétés étrangères et pour la démocratisation de la vie du pays, il lutta pour soustraire le Chili à l'influence américaine. Allende a vigoureusement soutenu les mouvements de libération anti-impérialistes en Amérique latine et il a fait de son pays un asile pour tous les combattants de la liberté persécutés par les gorilles et les juntes militaires de l'Amérique latine. Il a soutenu sans réserve les mouvements de libération et anti-impérialistes des peuples et a été solidaire jusqu'au bout avec la lutte des peuples vietnamien, cambodgien, palestinien, etc.

Les grands propriétaires terriens chiliens qui voyaient leurs domaines distribués aux paysans pauvres pouvaient-ils lui pardonner cette politique et cette action ? Les fabricants de Santiago qui furent chassés de leurs usines quand elles furent nationalisées pouvaient-ils supporter cela ? Ou encore les sociétés américaines qui avaient perdu la haute main qu'elles avaient eue sur l'économie chilienne pouvaient-elles se résigner à un tel état de choses ? Un jour ou l'autre, c'était certain, ces forces devaient s'unir pour renverser le régime établi et recouvrer leurs privilèges perdus. Mais ici on en vient naturellement à se demander : Est-ce qu'Allende avait conscience de l'atmosphère qui l'entourait : se doutait-il des complots qu'on tramait contre lui ? Certainement. La réaction agissait au grand jour. Elle faisait abattre des ministres, des fonctionnaires des partis gouvernementaux et de simples employés. A son instigation et sous sa direction, furent organisées les grèves contre-révolutionnaires des camionneurs, des commerçants, des médecins et des autres couches petites-bourgeoises. A la fin, elle éprouva ses forces avec le coup d'Etat militaire manqué de juin dernier. C'est alors que furent découverts certains plans de la CIA pour renverser le gouvernement légal.

Ces attaques de la réaction intérieure et extérieure auraient dû suffire à donner l'alarme et à faire réfléchir. Elles auraient dû suffire pour faire appliquer la grande loi de toute révolution, à savoir qu'à la violence contre-révolutionnaire il faut opposer la violence révolutionnaire. Le président Allende ne fit rien, il ne bougea pas. Bien sûr, on ne peut pas lui reprocher d'avoir manqué d'idéal. Il était attaché de toute son âme à la cause pour laquelle il luttait, et il croyait jusqu'au bout à la justesse de cette cause. Le courage ne lui faisait pas défaut et il était décidé, comme il l'a démontré, au sacrifice suprême. Mais sa tragédie consiste dans le fait qu'il croyait pouvoir, par la raison, convaincre les forces réactionnaires de renoncer à leur activité et d'abandonner de bon gré leurs positions et leurs privilèges d'autrefois.

Au Chili, on croyait que les anciennes traditions plus ou moins démocratiques, le parlement, l'activité légale des partis politiques, l'existence d'une presse libre étaient autant d'obstacles insurmontables pour toute force réactionnaire qui aurait essayé de prendre le pouvoir par la violence. Or, la réalité a démontré le contraire. Le coup d'Etat des forces de droite a prouvé que la bourgeoisie tolère certaines libertés dans la mesure où ses intérêts essentiels ne sont pas atteints, mais, dès qu'elle constate que ces intérêts sont en danger, elle abandonne toute considération morale.

Les forces révolutionnaires et progressistes au Chili, ont, pour le moment, essuyé un échec. Cela est grave, mais temporaire. On peut renverser un gouvernement constitutionnel, on peut tuer les gens par milliers et créer des dizaines de camps de concentration, mais on ne peut ni tuer ni emprisonner l'esprit de liberté, l'esprit de révolte du peuple. Le peuple résiste, ce qui prouve que les masses travailleuses ne se résignent pas à la défaite, qu'elles entendent tirer des conclusions de cet échec et aller de l'avant dans la voie révolutionnaire. La lutte de libération contre la réaction et l'impérialisme a ses détours, ses hauts et ses bas. Nul doute que le peuple chilien, qui a fait preuve en tant d'occasions d'un patriotisme élevé, qui est si attaché à la liberté et à la justice, qui hait à un si haut point l'impérialisme et la réaction, saura mobiliser ses forces, se battre à couteaux tirés contre l'ennemi et remporter la victoire finale.

Mais ce qui, pour les Chiliens, est un grand malheur, mais un malheur provisoire, constitue, pour les révisionnistes, une défaite sur toute la ligne, un retentissant échec de leurs théories opportunistes. Les révisionnistes, depuis ceux de Moscou jusqu'aux italiens, français et autres, citaient l'«expérience chilienne» comme un exemple concret de leurs «nouvelles théories» sur «la voie pacifique de la révolution», sur le passage au socialisme sous la direction de plusieurs partis, sur l'adoucissement de la nature de l'impérialisme, sur l'extinction de la lutte de classes dans les conditions de la coexistence pacifique, etc. La presse révisionniste spéculait beaucoup sur «la voie chilienne», comme une illustration des thèses opportunistes du XX^e Congrès du PCUS et des programmes réformistes et utopistes du type togliattien.

Dans l'«expérience chilienne» les révisionnistes voyaient aussi bien une démonstration de leurs «théories» sur «la voie parlementaire» que l'exemple «classique» de l'édification du socialisme sous la direction d'une coalition de partis marxistes et bourgeois. Ils s'attendaient à voir prouver qu'on pouvait passer au socialisme par des élections parlementaires et sans révolution, qu'on pouvait édifier le socialisme non seulement sans briser l'ancien appareil d'Etat bourgeois, mais encore avec l'aide de celui-ci, non seulement sans instaurer un pouvoir révolutionnaire populaire, mais même en le niant.

Les théories des révisionnistes soviétiques en premier lieu, et aussi des révisionnistes italiens, français et de leurs tenants, sur «la coexistence pacifique» et «la voie pacifique parlementaire», sont responsables dans une grande mesure de la propagation d'illusions pacifiques et d'attitudes opportunistes envers la bourgeoisie, et de l'abandon de la lutte révolutionnaire.

Dans tous les documents-programmes des partis révisionnistes d'Occident, adoptés après le XX^e Congrès du PCUS, la primauté absolue est accordée à «la voie parlementaire» du passage du capitalisme au socialisme. La voie non pacifique est complètement exclue. De ce fait, pratiquement, ces partis ont définitivement renoncé à la lutte révolutionnaire et ils s'appliquent à faire mettre en œuvre des réformes anodines d'un caractère économique ou administratif restreint. Ces partis se sont transformés en partis de l'opposition bourgeoise et ils se sont portés candidats pour assurer la gestion des richesses de la bourgeoisie comme l'ont fait jusqu'à présent les anciens partis sociaux-démocrates.

Le Parti communiste du Chili, une des forces motrices du gouvernement d'Allende, était un chaud partisan des thèses khrouchtchéviennes sur «le passage pacifique» aussi bien dans la théorie que dans la pratique. Suivant à la baguette les instructions de Moscou, il prétendait que la bourgeoisie nationale aussi bien que l'impérialisme sont devenus plus modérés, tolérants, raisonnables, et que, dans les nouvelles conditions de classe créées soi-disant par l'évolution mondiale actuelle, ils ne sont plus en mesure de passer à la contre-révolution.

Or, comme le cas du Chili l'a démontré une fois encore, ces théories, et d'autres qui s'y apparentent, ont pour effet de rendre les masses travailleuses indécises, de les désorienter, d'affaiblir leur esprit révolutionnaire, de les démobiliser face aux menaces de la bourgeoisie, de paralyser leur capacité d'entreprendre des actions révolutionnaires décisives contre les plans et les actions contre-révolutionnaires de la bourgeoisie.

Comme les véritables partis marxistes-léninistes l'avaient prévu et comme le temps l'a démontré, les révisionnistes étaient contre la révolution et ils visaient à convertir le pays, comme ils ont fait de l'Union soviétique, en un pays capitaliste, à le transformer de base de la révolution en base de la contre-révolution. Depuis très longtemps ils travaillaient à semer la confusion dans les rangs des révolutionnaires et à torpiller la révolution. Partout et dans tous les cas, ils ont agi en sapeurs-pompier des grandes batailles révolutionnaires et de la flambée des luttes de libération nationale. Par démagogie, les révisionnistes prétendent être pour la révolution, mais par leurs vues et par leurs actes, ils cherchent à l'étouffer dans l'œuf, ou à la saboter quand elle éclate. En s'écartant du marxisme-léninisme, en abandonnant les intérêts de classe du prolétariat, en trahissant la cause de la libération nationale des peuples, les révisionnistes ont été conduits à une négation complète de la révolution. Ils ont réduit la théorie et la pratique de la révolution à quelques revendications réformistes qui peuvent être réalisées dans le cadre de l'existence du régime capitaliste et sans toucher à ses fondements. Les révisionnistes cherchent à démontrer qu'il n'existe pas maintenant de ligne de démarcation entre la révolution et les réformes, que dans les conditions présentes de l'évolution mondiale les bouleversements révolutionnaires sont inutiles étant donné que l'actuelle révolution technique et scientifique supprime soi-disant les contradictions sociales de classe de la société bourgeoise et constitue un moyen d'intégration du capitalisme dans le socialisme, un moyen de créer une «nouvelle société» où le bien-être sera assuré à tous. Suivant cette logique déroutante, on ne peut donc plus parler d'exploiteurs et d'exploités, la révolution sociale ne sert à rien et, aussi bien, il est inutile de briser l'appareil d'Etat bourgeois et d'instaurer la dictature du prolétariat.

Sous le couvert du léninisme et de son développement créateur, les révisionnistes se sont fixé pour objectif de dominer le monde en se transformant en social-impérialistes. Ils ont commencé par la «coexistence pacifique», par la «compétition pacifique», par le «monde sans armes et sans guerres», par la «voie parlementaire», khrouchtchévienne, etc., et ils ont fini par instaurer le capitalisme en Union soviétique et faire dégénérer le socialisme en social-impérialisme.

C'est pour cela qu'ils étaient contre la révolution et la lutte libératrice des peuples, contre les partis communistes qui sont restés fidèles au marxisme-léninisme et l'ont défendu. Pour atteindre cet objectif, en particulier pour étouffer les luttes de libération et les mouvements révolutionnaires, les révisionnistes ont fondé toute leur «théorie» sur la «voie pacifique». En révisant le marxisme sur la question fondamentale qu'en constitue la théorie de la révolution, et en prônant leurs thèses opportunistes, ils s'efforçaient de convaincre les travailleurs de renoncer à la lutte révolutionnaire de classe, de se soumettre à la bourgeoisie et d'accepter l'esclavage capitaliste.

D'autre part, la «coexistence pacifique» proclamée par les dirigeants soviétiques comme ligne principale de leur politique étrangère, ligne qu'ils ont cherché à imposer à tout le mouvement communiste et de libération nationale dans le monde, n'était qu'un plan stratégique pour aboutir à une large entente avec l'impérialisme dans le but d'étouffer les mouvements révolutionnaires et les luttes de libération, de préserver et d'étendre leurs sphères d'influence respectives. Les révisionnistes voulaient utiliser, comme ils l'ont fait, cette sorte de «coexistence», qui convenait parfaitement à l'impérialisme et à la bourgeoisie, comme une grande manœuvre de diversion pour désarmer idéologiquement et politiquement les masses, mettre en sommeil leur vigilance révolutionnaire, les démobiliser et les laisser sans défense face aux futures attaques des impérialistes et des social-impérialistes.

Les révisionnistes soviétiques et les autres révisionnistes qui ont réussi à usurper le pouvoir, ont sapé le parti en le dépouillant de la théorie révolutionnaire, ils ont rejeté et foulé aux pieds toutes les normes léninistes», ils ont frayé la voie au libéralisme et à la dégénérescence. Propageant leurs thèses antimarxistes suivant lesquelles «le capitalisme s'intègre dans le socialisme», que «des partis non prolétariens peuvent devenir les porteurs des idéaux du socialisme et les dirigeants de la lutte pour le socialisme», et que «des pays où la bourgeoisie nationale est au pouvoir peuvent également marcher vers le socialisme», les révisionnistes ont cherché non seulement à nier la théorie sur le parti d'avant-garde de la classe ouvrière, mais ils ont voulu priver celle-ci de direction face aux attaques organisées de la bourgeoisie et de la réaction.

L'histoire a démontré — et les événements du Chili, où il ne s'agissait pas encore de socialisme mais d'un régime démocratique, l'ont clairement prouvé à nouveau — que l'instauration du socialisme par la voie parlementaire est absolument impossible. Il convient de souligner en premier lieu que jusqu'à présent on n'a jamais vu la bourgeoisie permettre aux communistes d'acquiescer la majorité au parlement et de former un gouvernement. Et même s'il est arrivé, dans un cas particulier, que les communistes et leurs alliés aient réussi à s'assurer un équilibre en leur faveur au parlement et à entrer dans le gouvernement, cela n'a jamais changé le caractère bourgeois ni du parlement ni du gouvernement, et leurs actions ne sont jamais allées jusqu'à briser l'ancien appareil d'Etat bourgeois pour le remplacer par un nouveau. Dans les conditions où l'appareil bureaucratique est entre les mains de la bourgeoisie, la constitution d'une «majorité parlementaire» qui soit décidée à changer les destinées du pays, est impossible et, si l'on admet même cette éventualité, il s'ensuivrait une situation incertaine. Le pouvoir politique, économique et les forces armées forment le corps principal de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Or, tant que ces forces resteront intactes, ou plutôt tant qu'elles ne seront pas dissoutes et remplacées par de nouvelles forces, tant que le vieil appareil de la police et des services secrets sera maintenu, l'existence d'un parlement ou d'un gouvernement démocratiques sera toujours en danger. Non seulement l'exemple du Chili, mais encore ceux de beaucoup d'autres pays, ont prouvé que les coups d'Etat contre-révolutionnaires ont été précisément organisés par les forces armées commandées par la bourgeoisie.

Les révisionnistes khrouchtchéviens ont embrouillé à dessein les thèses si claires et précises de Lénine sur la participation des communistes au parlement bourgeois et sur la prise du pouvoir des mains de la bourgeoisie, et ils ont créé une grande confusion à ce sujet. On sait que dans certains cas déterminés, Lénine admettait la participation des communistes au parlement bourgeois. Mais il ne voyait dans cette participation qu'une occasion de s'assurer une tribune pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, pour dénoncer la bourgeoisie et son pouvoir et les obliger à adopter quelques mesures en faveur des travailleurs. Toutefois, Lénine indiquait qu'il fallait, tout en luttant pour utiliser le parlement dans l'intérêt de la classe ouvrière, se garder des illusions parlementaires et de la fausseté du parlementarisme bourgeois.

«Le Parti du prolétariat révolutionnaire, indiquait Lénine, doit participer au parlementarisme bourgeois, instruire les masses grâce aux élections et à la lutte parlementaire des partis. Mais limiter la lutte des classes à la lutte parlementaire, ou bien considérer cette dernière comme la forme de lutte supérieure, décisive, à laquelle doivent être subordonnées toutes les autres, c'est passer en fait aux côtés de la bourgeoisie, contre le prolétariat». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 30, pp. 304-305.)

Critiquant le «crétinisme parlementaire» des représentants de la II^e Internationale, qui avaient fait de leurs partis des partis électoraux, Lénine a montré clairement où mène le parlementarisme en idéologie, en politique et dans la pratique. Il indiquait que

«Celui-ci (l'Etat bourgeois, N.R.) ne peut céder la place à l'Etat prolétarien (la dictature du prolétariat) par voie d'«extinction», mais seulement, en règle générale, par la révolution violente». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 473.)

Il soulignait aussi que

«la nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là — de la révolution violente, est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels». (Ibid.)

S'en tenant encore à la «voie parlementaire», les révisionnistes modernes ne font que suivre aveuglément la ligne de Kautsky et de ses tenants. Or, plus ils s'engagent à fond dans ce chemin et plus ils se voient dénoncés, plus leurs défaites se multiplient. Toute l'histoire du mouvement communiste et ouvrier international a démontré que la révolution violente, le renversement de l'appareil d'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat constituent la loi générale de la révolution prolétarienne.

«La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, soulignait Lénine, se fait en passant par la dictature du prolétariat, et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploités.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 548.)

A l'étape de l'impérialisme, à ses débuts comme à présent, le danger a existé et existe toujours qu'une dictature militaire fasciste s'instaure toutes les fois que les monopoles capitalistes estiment leurs intérêts menacés. De plus, il a été prouvé, en particulier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours, que l'impérialisme américain, l'impérialisme britannique et consorts ont aidé les bourgeoisies de divers pays à écarter les gouvernements ou à écraser les forces révolutionnaires qui, d'une façon ou d'une autre, mettaient tant soit peu en péril les bases du système capitaliste.

Tant qu'existe l'impérialisme, existe aussi la possibilité de le voir intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, tramer des complots contre-révolutionnaires, renverser des gouvernements légaux, liquider les forces démocratiques et progressistes et étouffer la révolution, car il dispose pour cela d'une base et que sa politique demeure inchangée.

C'est l'impérialisme américain qui a maintenu et maintient au pouvoir les régimes fascistes en Espagne et au Portugal, c'est lui qui encourage la résurgence du fascisme allemand et du militarisme japonais, c'est lui qui soutient les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie et maintient dans son pays la discrimination à l'égard des Noirs, qui soutient les régimes réactionnaires de la Corée du Sud et des fantoches de Saïgon et de Pnom Penh, qui encourage l'agression sioniste et aide Israël à garder les territoires arabes occupés. C'est des Etats-Unis que sont partis et partent tous les vents déchaînés de l'anticommunisme, de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste. Dans tous les pays d'Amérique latine, à de rares exceptions près, l'impérialisme américain a porté au pouvoir des régimes fascistes tyranniques, qui oppriment et exploitent le peuple impitoyablement. Sur ce continent, toutes les armes avec lesquelles on tire sur les manifestants, on tue les ouvriers et les paysans, sont de fabrication américaine et ont été livrées par les Américains.

Le coup d'Etat fasciste au Chili n'est pas seulement l'œuvre de la réaction intérieure, c'est aussi celle de l'impérialisme. Pendant les trois années où le président Allende a été au pouvoir, les forces chiliennes de droite, encouragées, organisées et poussées par les Etats-Unis, n'ont cessé d'intensifier leur action contre-révolutionnaire. La réaction chilienne et les monopoles américains se sont vengés du président Allende et de sa politique progressiste et anti-impérialiste. L'action de sape des partis de droite et de toutes les forces réactionnaires, leurs actes de violence et de terreur étaient parfaitement synchronisés avec les pressions exercées du dehors par les monopoles américains, avec le blocus économique et la lutte politique du gouvernement américain contre le Chili. Derrière la junte militaire se tenait la CIA, la main criminelle qui a fomenté tant de coups d'Etat en Amérique latine, en Indonésie, Iran, etc. Les événements du Chili ont montré une fois de plus le véritable visage de l'impérialisme américain. Ils ont démontré à nouveau qu'il demeure un farouche ennemi des peuples, l'ennemi féroce de la justice et du progrès, des luttes pour la liberté et l'indépendance, l'ennemi de la révolution et du socialisme. Mais la contre-révolution au Chili n'est pas seulement l'œuvre des forces réactionnaires déclarées et des impérialistes américains. Le gouvernement Allende a également été saboté et combattu avec la plus grande âpreté par les démocrates chrétiens et les autres courants de la bourgeoisie, dits radicaux démocratiques, qui sont autant de forces semblables à celles avec lesquelles les partis communistes d'Italie et de France prétendent avancer vers le socialisme au moyen de réformes et suivant la voie pacifique parlementaire. Le parti de Frey n'a pas seulement une «responsabilité morale» comme on voudrait le faire croire pour avoir refusé de négocier et de collaborer avec le gouvernement Allende ou pour avoir manqué de loyalisme envers le gouvernement légal. Il est responsable d'avoir saboté par tous les moyens l'activité normale du gouvernement, de s'être associé aux forces de droite pour torpiller l'économie nationalisée et semer la confusion dans le pays, et de s'être livré à mille actes de subversion. Ce parti a lutté pour créer une atmosphère politique et un état d'esprit avant-courriers de la contre-révolution.

Les révisionnistes soviétiques sont eux aussi impliqués dans les événements du Chili. Une infinité de fils rattachent les dirigeants soviétiques aux complots et aux intrigues de l'impérialisme américain. Ils n'ont pas voulu aider le gouvernement Allende lorsqu'il était au pouvoir de crainte de se heurter à l'impérialisme américain et de se brouiller avec lui. Ce n'est pas seulement à l'occasion des récents événements que l'on a vu les révisionnistes khrouchtchéviens adopter ces attitudes envers ce pays et sur la théorie de la révolution. Ils les avaient déjà adoptées lors des événements tragiques réitérés en Iran. Lorsque la réaction intérieure de ce pays tua ou jeta en prison des centaines et des milliers de communistes et de révolutionnaires progressistes, les révisionnistes soviétiques ne prirent pas la peine de remuer le petit doigt et encore moins de rompre les relations diplomatiques avec elle. Il en a été de même lors des événements dramatiques d'Indonésie où furent massacrés quelque 500 000 personnes, communistes et progressistes. Là aussi, les révisionnistes soviétiques se sont abstenus de faire le moindre geste et ils se sont bien gardés de retirer leur ambassade de Djakarta. [Les révisionnistes soviétiques chassèrent de leur pays le correspondant de «Harjan Rakjat», organe du PCI, et reçurent chaleureusement Adam Malik, alors ministre des Affaires étrangères du régime fasciste indonésien. Ils continuèrent par ailleurs de fournir des armes soviétiques à l'Indonésie.] Ces attitudes des révisionnistes soviétiques ne sont pas fortuites. Elles témoignent de leur collusion camouflée avec les impérialistes américains, collusion qui vise au sabotage des mouvements révolutionnaires et à l'extinction des luttes de libération des peuples.

Elles jettent également de la lumière sur le caractère démagogique de la rupture tapageuse, par l'Union soviétique, des relations diplomatiques avec le Chili. Voilà la réalité. Et les propos des révisionnistes sur leur prétendue solidarité avec le peuple chilien et tous les autres slogans démagogiques ne sont que des masques pour mystifier l'opinion publique et cacher leur trahison vis-à-vis de la révolution et des mouvements de libération des peuples.

Si le gouvernement soviétique a rompu les relations diplomatiques avec le Chili, c'est pour faire croire qu'il est du côté des victimes de la réaction, du côté de ceux qui luttent pour la liberté et l'indépendance, et que les révisionnistes défendent les régimes progressistes. Les révisionnistes soviétiques soutiennent certains régimes progressistes tant que ceux-ci servent leurs intérêts impérialistes, sans plus. De surcroît, ils n'ont pas honte de maintenir des relations diplomatiques régulières avec un régime aussi discrédité et failli que celui de Lon Nol, alors qu'ils ne disent pas un mot de la grande lutte de libération que mène le peuple cambodgien.

Les événements du Chili ont fait ressortir une fois encore toute la terrible tragédie que vivent les peuples de l'Amérique latine. Ils ont également mis en évidence les défauts, les lacunes et les faiblesses de la révolution dans ce continent, les voies difficiles et très pénibles qu'elle parcourt. Ils ne constituent pas une leçon seulement pour les révolutionnaires de l'Amérique latine. Tous les révolutionnaires dans le monde, tous ceux qui luttent pour la libération nationale et sociale, contre l'intervention et la violence de l'impérialisme, pour la démocratie et le progrès de l'humanité, doivent en tirer des enseignements. Et cela concerne tout aussi bien les révolutionnaires de l'Union soviétique, qui doivent se dresser pour mettre à bas les gouvernants révisionnistes et, avec le révisionnisme, toutes les théories opportunistes et anti-léninistes. Les révolutionnaires d'Italie, de France et des autres pays capitalistes évolués doivent eux aussi tirer des leçons des événements du Chili. Ils doivent combattre le révisionnisme avec détermination et rejeter les théories réactionnaires sur les «voies parlementaires pacifiques» propagées par les togliattiens et les autres révisionnistes.

Nous sommes convaincus que les événements du Chili, l'attaque fasciste de la réaction contre les victoires démocratiques du peuple chilien, l'intervention brutale de l'impérialisme américain et son appui à la junte militaire inciteront tous les peuples du monde à aiguïser leur vigilance et à rejeter fermement les slogans démagogiques des impérialistes-révisionnistes et des opportunistes de tout acabit, à mobiliser leurs forces pour défendre courageusement leur liberté et leur indépendance nationale, la paix et la sécurité.

Contre le révisionnisme moderne, 1971-1975

NOTRE POLITIQUE EST UNE POLITIQUE OUVERTE, UNE POLITIQUE DE PRINCIPES PROLETARIENS

Extraits du discours prononcé devant les électeurs de la circonscription 209 de Tirana

3 octobre 1974

Camarades,

La politique extérieure de la République populaire d'Albanie est la politique d'un pays socialiste où la dictature du prolétariat est au pouvoir et qui est dirigé par le Parti du Travail, lequel s'inspire de la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline et lui demeure fidèle.

La République populaire d'Albanie a ses propres opinions et elle développe sa propre politique constructive ouvertement, au grand jour. Aucune question ne lui est étrangère et elle ne permet à personne de lui fermer la bouche. Tout Etat, tout peuple a le droit d'exprimer librement ses points de vue, de contredire ceux des autres lorsqu'il n'est pas d'accord avec eux, tout comme les autres ont le droit de contredire les siens lorsqu'ils les désapprouvent. Il serait tout à fait erroné de rester les bras croisés et la bouche close lorsque les autres agissent au détriment des peuples et des Etats, ou bien d'admettre, comme le souhaiteraient certains, que, puisqu'on est un petit Etat ou un petit peuple, c'est faire preuve d'une prétention excessive que de vouloir dire son mot, défendre ses droits et ceux de ses amis ou exprimer son point de vue devant les «grands». La fausse modestie et l'esprit opportuniste d'esclave sont étrangers à la politique de l'Etat albanais et de la dictature du prolétariat.

Les deux superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, sont des puissances impérialistes, des agresseurs. Elles sont en train de diviser le monde en sphères d'influence et de procéder au partage et à la conquête des marchés mondiaux. Leur but final est de dominer le monde entier, les peuples et les Etats. D'où les contradictions irréductibles qui les opposent et qui peuvent conduire à une nouvelle grande guerre mondiale. Leur politique d'hégémonie, leur armement effréné ne se développent nullement dans la tranquillité, mais au milieu des grands troubles qui agitent le monde actuel.

Les deux superpuissances traversent aujourd'hui une profonde crise économique, culturelle et spirituelle. Leurs idéologies et leurs régimes sont noyés dans la corruption. Personne ne leur fait plus confiance, mais elles s'imposent par la force et la démagogie aux autres pays capitalistes, qui sont pris tout entiers dans les toiles d'araignée de ces deux superpuissances impérialistes, et qui auront bien du mal à secouer leur joug, si les peuples eux-mêmes ne se dressent pas pour la lutte. Bien entendu, les deux superpuissances impérialistes et ceux qui se sont laissés prendre dans leurs filets cherchent à faire supporter aux travailleurs de leurs pays les terribles conséquences des crises. De là les conflits entre Etats et entre gouvernants et peuples. Mais le peuple sur lequel pèsent les souffrances, ne peut pas attendre son salut d'autrui. Il ne peut assurer son salut que lui-même, car, lorsqu'il s'agit de se défendre contre la révolution populaire, les dirigeants capitalistes et révisionnistes sont solidaires entre eux.

Quand ils se rendent compte que leur cause est perdue, les capitalistes jettent leurs masques et instaurent la dictature fasciste. C'est ce qu'ils sont en train de faire dans certains pays, et qu'ils ont déjà fait dans d'autres. Ils ne ménagent pas les slogans et la démagogie, mais les gens se jugent à leurs actes et non pas à leurs dires.

Les deux superpuissances, quant à elles, sont armées jusqu'aux dents, alors qu'elles cherchent par leur propagande à faire désarmer les autres. En même temps, elles sont devenues les plus gros marchands de canons. Cela semble contradictoire, mais il n'en est rien. S'il est vrai qu'elles vendent des armes aux autres, elles gardent pour elles-mêmes les armes modernes, elles maintiennent toujours les proportions

existantes des armements et conservent leur supériorité. Du reste, elles ne fournissent des armes qu'à ceux qu'elles croient leur être liés et dont elles sont sûres. Elles en profitent, d'un côté, pour leur sucer le sang et piller leurs richesses en se disant leurs amies et en pénétrant dans leurs foyers, où elles font la loi, et, de l'autre, pour les inciter à entrer en conflit avec leurs voisins. Les Etats-Unis et l'Union soviétique fomentent partout des discordes, raniment les vieilles querelles séculaires, s'efforcent d'affaiblir la résistance qui peut leur être opposée. Entre-temps, ils provoquent, dans leur intérêt, des conflits et, tout en se livrant à ces menées, ils se posent en défenseurs des uns et des autres, en se frappant la poitrine, en jurant leurs grands dieux, en demandant bruyamment la convocation du Conseil de sécurité jusqu'à ce que tout se termine par une bulle de savon.

La «paix» a été établie au Vietnam, mais la guerre s'y poursuit. La question du Vietnam est prétendument close, mais la guerre a repris au Proche-Orient. Là aussi la paix a été soi-disant faite, mais la guerre y continue de diverses manières. La guerre arabo-israélienne a prétendument pris fin, mais la question de Chypre vient de s'ouvrir. Le processus que l'on vient d'évoquer se poursuit. Qui fomente tous ces conflits ? Ce sont les deux superpuissances impérialistes, soviétique et américaine, qui jouent avec le destin des peuples du monde.

L'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ont exploré l'espace et lancent des satellites sans nombre. Des hommes et des Etats répètent que ces inventions «appartiennent à l'humanité», qu'elles sont faites «pour le bien de l'humanité». Ce sont effectivement des inventions colossales, mais entre les mains de qui sont-elles ? Qui en bénéficie et à quelles fins s'en sert-on ? Les deux superpuissances les utilisent-elles pour le bien de l'humanité ou s'en servent-elles pour espionner les peuples et les Etats ? Le danger des guerres agressives aurait-il diminué ? Nullement ! La famine et la misère sont-elles en voie de disparition dans le monde ? Au contraire, elles ne font que s'aggraver. L'existence des pauvres s'est-elle améliorée et le pouvoir des riches a-t-il été liquidé ? Bien au contraire. Chanter donc «les succès de l'humanité» c'est se faire le héraut des superpuissances capitaliste et révisionniste.

En quoi réside la sécurité des peuples d'Europe ou des peuples du monde ? Dans les voyages, au grand jour ou secrets d'un certain Kissinger, d'un Gromyko ou dans les tripotages d'un Brejnev qui ensanglante le peuple soviétique et d'autres peuples ? Dans les voyages d'un Nixon, qui noie le monde dans le sang et dirige la mafia américaine; dans le honteux scandale de Watergate, qui a ébranlé toute l'Amérique ? Est-ce à eux qu'on devrait laisser le soin d'assurer l'avenir du monde ? Ce serait un bel avenir !

Bien entendu, ceux qui croient aux illusionnistes tragiques sont libres de se rendre aux réunions de Vienne, d'Helsinki et où ils voudront. Qu'ils palabrent entre eux. Mais nous aussi nous sommes libres de ne pas aller à ces conférences et nous n'y allons pas. Dans ces réunions et conférences nous ne sommes pas les seuls à manquer, les peuples aussi y sont absents. Cela est important pour nous. Cependant quelqu'un pourrait dire : «Que nous proposent les Albanais, que devrions-nous faire ?» Les Albanais expriment tous les jours leur opinion, et qui veut l'entendre la comprend aisément. Les Albanais disent : «Un mets empoisonné ne se mange pas, on en mourrait, il faut le repousser et le jeter». Il y en a qui disent : «Mais comment faire avec les Américains et les Soviétiques, ils sont puissants, peut-on leur fermer sa porte ?» Les Albanais répondent : «Il faut non seulement leur fermer sa porte, mais même les isoler et leur passer «la camisole de force»». «Ce n'est là qu'un désir, disent certains, mais-la réalité est tout autre». Eh bien, nous Albanais, nous, disons de faire de ce désir une réalité. Si l'on se soumet au diktat soviéto-américain, on ne peut pas échapper au joug. Nous, Albanais, n'acceptons ni leur diktat, ni leur joug. Nous sommes résolus à lutter jusqu'à la victoire.

D'aucuns, en nous entendant, sourient ou ricanent et disent : «Comme ces Albanais sont présomptueux, ils prétendent arranger le monde !» Mais quels sont ceux qui parlent ainsi ? Ce sont justement ceux qui veulent eux-mêmes dominer le monde et les peuples, ceux qui n'aiment pas entendre les peuples élever la voix contre eux, ceux qui sont habitués à les regarder de haut et à commander par la trique et par les balles. Et ces gens se donnent pour les plus simples du monde.

Nous leur disons que nous ne sommes pas présomptueux, mais que nous sommes des soldats de cette grande et puissante armée qui fait la révolution, qui les épouvante et des mains de laquelle ils trouveront la mort ! Cette révolution n'est pas une révolution des «béni-oui-oui», des courbettes et des rampements dans les ordures, elle est le poing puissant, elle est la continuation de la Grande Révolution d'Octobre, elle est la lutte de libération des peuples. Ils appellent cela «de la prétention et de la présomption», et ce n'est pas de leur goût, car cette ferme attitude sape leurs fondements et démolit l'édifice qu'ils ont bâti sur les cadavres.

Rongé par ces contradictions internes, cloué par les graves crises générales, exposé aux coups incessants des forces de la révolution, de la libération nationale, de la démocratie et du progrès social, le monde capitaliste-révissionniste va vers une dégénérescence et une décomposition toujours plus marquées.

La bourgeoisie s'efforce de freiner la crise actuelle, d'échapper à la catastrophe en faisant retomber son fardeau sur la classe ouvrière et sur les masses travailleuses, et de garder ses bénéfices intacts. Cette ligne de conduite ne peut pas ne pas entraîner la révolte du prolétariat et de tous ceux qui sont opprimés et exploités par le capital.

Les masses travailleuses, leurs forces les plus conscientes, se dresseront à coup sûr pour défendre leurs intérêts vitaux et transformer cette situation de crise en une situation favorable pour faire progresser la cause de la révolution.

La révolution, la lutte pour l'indépendance politique et économique sont un processus historique irrésistible. Les conditions actuelles du développement social du monde les poussent en avant avec une force croissante et les rendent indispensables. C'est là une sûre garantie de plus de leur triomphe.

Par sa politique extérieure, la République populaire d'Albanie défend les intérêts de notre pays dans l'arène internationale, elle défend les intérêts des pays socialistes et des pays démocratiques progressistes et, de concert avec eux, lutte pour la liberté, pour le progrès et la démocratie véritable dans le monde entier, pour la liberté des travailleurs manuels et intellectuels.

La République populaire d'Albanie combat l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, les autres impérialismes et toute la réaction mondiale, qui sont à l'origine des malheurs de l'humanité, les auteurs des guerres d'oppression et de rapine, des conflits et des divisions, des actes de diversion et des complots qui se produisent sur le globe terrestre, les responsables de la famine et de la misère à l'échelle mondiale. L'Albanie socialiste apporte sa contribution à cette lutte et à ces grands efforts de l'humanité, une contribution modeste, certes, mais qu'elle donne ouvertement, sans hésitation et sans crainte de qui que ce soit. Et ce «qui que ce soit» a beau être fort, puissant, la force de la politique de notre République populaire, elle, réside dans le fait qu'elle défend sa juste cause, la cause sacrée et chère de tous les peuples. Cette cause, il faut savoir la chercher, la trouver, la faire sienne et la défendre de toutes ses forces. Mais pour la défendre comme il se doit il faut envisager d'avance tous les sacrifices. La République populaire d'Albanie a choisi cette voie grâce à sa glorieuse direction, le Parti du Travail d'Albanie, et aucune tempête ne l'en écartera.

La politique du Parti du Travail et de la République populaire d'Albanie est ouverte et franche; elle dit à chacun ses quatre vérités, que cela plaise ou non à certains. Notre politique répond aux intérêts des peuples et non à ceux des cliques et des idéologies qui oppriment ces peuples. Elle recherche l'amitié des peuples et non l'amitié de ceux, qui les oppriment. Ce n'est pas une politique de conjoncture, c'est une politique de principes prolétariens.

Notre politique n'émane pas d'une diplomatie secrète et de coulisses, de tractations mystérieuses, de la mise à l'encan des intérêts de son propre pays et des autres pays. Elle n'a rien à voir avec la politique des Etats qui ont cent drapeaux dans la poche. Notre République populaire ne baisse son drapeau ni devant le chantage et l'intimidation, ni devant les roubles et les dollars. Faut-il suivre cette politique

juste, conforme aux principes et courageuse ou bien celle qui consiste à se mettre à genoux, à ramper devant les Américano-Soviétiques et à devenir un Etat prostitué ? C'est la première qu'il faut suivre, et il faut combattre et dénoncer sans pitié la seconde.

Telle est la politique de notre Parti et de notre gouvernement. C'est pourquoi des centaines et des centaines de millions d'hommes sont avec nous, et l'Albanie, pour sa part, est en unité de pensée et d'action avec ces centaines et centaines de millions d'hommes.

Nous, les hommes de la République populaire d'Albanie, d'un petit pays des Balkans qui a souffert toute sa vie des occupants impérialistes et barbares, et qui, grâce à sa lutte armée, a conquis la liberté et tout ce dont il jouit à présent, nous appelons tous les simples gens du monde à être sur leurs gardes, nous leur disons : Attention ! L'impérialisme américain et l'impérialisme russe conduisent les peuples à une autre guerre mondiale, plus terrible que les précédentes ! Ce sont eux les responsables des graves crises actuelles, ils rivalisent entre eux pour l'hégémonie mondiale, ils luttent pour s'emparer des marchés, ce qui veut dire pour occuper et asservir les peuples. Ce sont justement eux qui arment des cliques et des gouvernements anti-populaires, pour en disposer comme de gendarmes et de chair à canon pour la tuerie qu'ils préparent et qui, si nous les laissons faire, se produira fatalement.

Voyez ce qui se passe dans le monde ! Les peuples de l'Union soviétique sont opprimés et on les gonfle d'un nationalisme agressif, les peuples des pays pseudo-socialistes d'Europe sont opprimés et les cliques qui dominent dans ces pays subordonnent les intérêts de leurs peuples à ceux de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. Le Kremlin les presse et les menace : «Si vous n'agissez pas selon ma volonté et selon mes ordres, j'occupe vos pays et je vous écrase comme je l'ai fait avec la Tchécoslovaquie». C'est de cette façon qu'avait agi Hitler : il commença par l'Autriche, puis il envahit la Tchécoslovaquie et continua avec d'autres pays. C'est également ainsi qu'a commencé le social-impérialisme soviétique et c'est ainsi qu'il finira. Husak a commencé et il finira comme avait commencé et comme a fini Hasa, comme ont commencé et finiront aussi Beck-Gierek, Jivkov-Filov, etc.

L'impérialisme américain cherche à étouffer les peuples sous «son talon sanglant». Il a pris ses «alliés» à la gorge en s'efforçant de les maintenir à tout prix sous la menace continue de la crise économique, de la bombe atomique, du danger soviétique, des intrigues et de la diversion. Il cherche à préserver l'alliance Atlantique, à attiser toujours en sa faveur les rivalités au sein de cette alliance, à créer l'insécurité dans les pays et les gouvernements de ses prétendus alliés.

Les Etats-Unis attaquent le Vietnam, le Cambodge, et Américains et Soviétiques, solidaires, interviennent au Pakistan et en Afghanistan, provoquent des guerres au Proche-Orient, montent la tragédie du Chili et de Chypre.

Tous sont dans l'angoisse. Où frapperont-ils demain ? Le monde est maintenant plein de bruits et de slogans que propagent des agents provocateurs, des plumitifs vendus, des diplomates de salons et de clubs, qui répandent tous la confusion, le chantage et la crainte, au service des deux superpuissances. Et les prévisions vont leur train : «Demain disent-ils, ce sera le tour de la Yougoslavie ! Qu'arrivera-t-il après Tito ? La Yougoslavie entrera dans la sphère des Soviétiques, ou dans celle des Américains ; la Roumanie est un morceau du gâteau qui revient aux Soviétiques ; l'Albanie n'échappera pas à l'attaque. Avec qui ira la Grèce maintenant qu'elle est sortie de l'OTAN ?» etc., etc.

Tous ces dires traduisent les désirs et les plans des deux superpuissances, ils ne représentent pas seulement une préparation psychologique démoralisatrice mais encore une préparation militaire effective, pour affaiblir la résistance des peuples et les noyer ensuite dans le sang.

Les deux superpuissances alimentent la psychose de la guerre et de la peur. Cette psychose de menace préconise à grand bruit comme salut deux parapluies, l'un américain, l'autre soviétique. Il faudrait, si l'on veut survivre, choisir entre les deux, «ne plus juger par soi-même, lier sa volonté et sa liberté à ces

deux hydres». Toute cette psychose de chantage, d'intimidation et de terreur, s'accompagne d'une nuée de réunions, de contacts, d'entretiens, de commissions bilatérales et multilatérales. Tout est soumis à des discussions, mais rien n'est résolu, et quand on décide quelque chose, rien n'est certain. Même le peu de «morale bourgeoise» des actes diplomatiques des temps passés s'est transformé maintenant en une saleté et une pourriture écœurantes. La corruption, la fausseté et le mensonge règnent dans la politique des superpuissances et de leurs alliés.

Les peuples doivent-ils rester les bras croisés devant la catastrophe que ces cliques de criminels préparent à l'humanité ? Non, bien sûr ! Alors que faut-il faire ? Nous disons qu'il faut lutter. Mais comment ? Par des messages, des télégrammes de vœux et de félicitations à ceux qui cherchent à nous enterrer ? Ne parler en public qu'en termes élogieux des révisionnistes soviétiques qui cherchent à vous enterrer ou à vous dévorer, jeter des fleurs aux bourreaux impérialistes américains, demander et accepter les crédits asservissants des deux superpuissances, puis prétendre qu'on lutte contre elles ? Non, personne ne gobe ces mensonges et cette démagogie. Afin de mener une politique juste et réaliste pour son pays et envers les autres, il faut se libérer des complexes que les superpuissances impérialistes et leurs agents ne cessent de créer. Ces puissances des ténèbres nous accusent, nous Albanais, de nous isoler nous-mêmes. De qui nous isolons-nous et qu'entendent-elles par notre isolement ? Et puis, que nous conseillent-elles de faire ? Ce qu'elles nous conseillent, c'est de ne pas nous isoler des impérialistes et des révisionnistes, d'accepter leurs crédits et de nous associer dans notre pays à ceux qui nous ont opprimés, qui nous ont sucé le sang. Elles nous conseillent de faire de notre pays une auberge à deux portes où pourront entrer cochons et truies, culottés ou déculottés, aux cheveux retombant sur les épaules, et où les hippies pourront se livrer à leurs sarabandes pour remplacer les belles danses de notre peuple. Elles cherchent à corrompre les gens de chez nous, à fourrer chez nous leur nez d'espion, à organiser des putsch et des complots, à s'emparer des points stratégiques du pays, à implanter des bases militaires, à faire de notre pays une colonie de l'étranger, et de notre peuple libre un esclave. Si vous n'agissez pas ainsi, prétendent-elles, alors vous vous isolez vous-mêmes «de ce monde si merveilleux, de cette civilisation si séduisante». Si vous leur faites ces concessions, ces deux hydres vous permettront même de les insulter, de vous déclarer «communistes», de vous poser même en «marxistes-léninistes» ou en «adeptes de Mao Tsétoung». Mais tout cela ne sera qu'un leurre, car elles vous auront déjà pris à la gorge et vous ne pourrez plus bouger, vous serez devenu leur esclave, leur agent, vous aurez vendu votre pays et votre peuple.

C'est à cet esclavage qu'elles veulent aussi nous réduire, sinon, nous ne pouvons prétendre être «civilisés», nous ne serons pas «à la mode». Nous rejetons avec mépris ce mode de vie et cette façon de penser. Que nos ennemis n'aient aucun espoir de nous voir changer d'attitude. Notre peuple glorieux et l'héroïque Parti du Travail, en unité complète de pensée et d'action, en sont les sûrs garants.

Des gens infâmes, des ennemis, des agents de l'étranger ont surgi de temps à autre avec l'intention de faire obstacle à l'édification du socialisme, à la brillante défense d'acier de notre pays, mais ils ont été balayés et anéantis sur-le-champ, à peine ont-ils montré le bout du nez. La lutte de classe que notre Parti et notre peuple mènent avec tant de succès, de détermination et de vigilance, découvre et écrase sans pitié ces pourritures de notre société.

Lorsque ce balai de fer les nettoie de nos rangs, les ennemis extérieurs et intérieurs dressent l'oreille, ils murmurent craintivement quelque slogan : «C'en est fait d'eux, ils sont divisés, le ver de la discorde les ronge», etc. Mais que disent le Parti et le peuple ? Ils disent : «Ecrasons-les, car, ce faisant, nous devenons mille fois plus forts!» Les slogans des ennemis ne sont que des gémissements devant leur défaite. Notre peuple et notre Parti ne sont ni surpris, ni désorientés, ni intimidés par ces slogans, ils y sont habitués. Notre peuple et notre gouvernement non seulement connaissent ceux qui lancent ce venin, quand les ennemis essuient des coups écrasants, mais ils savent également leur administrer le traitement approprié. Et cela renforce encore plus notre situation, puisque les plans diaboliques des ennemis extérieurs et intérieurs font fiasco, et les hommes qui dressent ces plans sont pris la main dans le sac. Voilà où réside la force de la dictature du prolétariat, la force de notre pays socialiste, la force des idées marxistes-léninistes de notre Parti.

Le Kremlin révisionniste et ses chiens couchants crient à tue-tête : «Nous voulons rétablir des rapports, nous voulons renouer des relations diplomatiques, nous voulons être amis avec le peuple albanais, avec ce peuple que nous aimons tant». Ces loups affublés de peaux d'agneau jurent leurs grands dieux qu'ils sont de bonne foi, mais ils veulent nous embrasser pour mieux nous étouffer, ils veulent nous embrasser par trois fois, suivant la coutume de l'Eglise russe, pour nous expédier chez le Christ. Nous disons à ces ennemis du socialisme et du léninisme, à ces ennemis jurés de notre peuple et de notre Parti que nous ne nous réconcilierons jamais avec eux, que nous ne deviendrons jamais leurs amis, que nous resterons toujours leurs ennemis ! Qu'ils ne s'imaginent pas que ce sont là les idées de quelques dirigeants albanais qui vivent aujourd'hui et qui ne seront plus demain. Non ! C'est la volonté du peuple albanais et du Parti du Travail d'Albanie, qui ne mourront jamais ! Nous, nous sommes leurs soldats, nous sommes des millions et nous n'avons qu'une seule pensée et une seule position, inébranlables. Ni vos canons, ni vos fusées, ni vos avions, ni vos bombes atomiques ne pourront nous faire changer d'avis ni aujourd'hui ni jamais.

Notre Parti et notre peuple ne se laissent pas tromper par la démagogie de Radio Moscou, qui verse chaque soir avec nostalgie des larmes de crocodile sur la vieille amitié albanos-soviétique. Cette amitié fut la nôtre au temps du grand Staline. Nous ne l'avons jamais cachée et nous ne la cacherons jamais, mais cette amitié a été foulée aux pieds précisément par ceux qui ont trahi la cause du marxisme-léninisme et du bolchévisme, qui ont trahi les idées de Lénine et de Staline, l'internationalisme prolétarien et l'amitié avec le peuple albanais. Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais ne feront jamais la paix avec eux, ils ne feront que les combattre; nous sommes préparés à gagner ce combat et à coup sûr nous l'emporterons, sinon aujourd'hui du moins demain.

Il y a aussi quelque chose d'autre dont ils doivent se persuader. Et je parle ici au nom du peuple albanais et du Parti du Travail d'Albanie. Ni eux ni leurs armes ne nous font peur. Nous disons aux traîtres du Kremlin et à leurs chiens couchants que nous sommes à même de distinguer le peuple soviétique des chefs révisionnistes, mais que nous ne faisons ni ne ferons aucune distinction entre ces chefs, et ceux qui leur emboîtent le pas. Nous mettons tous les traîtres dans le même sac. Avec l'Albanie socialiste et le Parti du Travail d'Albanie on ne peut agir comme avec Prague et le parti de Dubcek.

Avec la mégalomanie et l'arrogance d'un grand Etat fasciste les chefs du Kremlin, fronçant leurs épais sourcils de comédiens, peuvent se demander : «Où ces petits-là trouvent-ils la force de résister à l'Union soviétique ?» Vous voulez la réponse ? Prenez alors Marx, Engels et Lénine (j'ometts Staline puisque vous l'avez accusé), lisez-les un instant correctement (parce que vous les lisez de travers) et vous trouverez la réponse exacte, vous verrez d'où émane notre force. Mes électeurs, je vous demande : «Etes-vous d'accord avec la réponse que nous adressons à ces traîtres et ennemis ?» (La salle éclate en un «oui» puissant accompagné d'applaudissements et d'ovations).

Les révisionnistes soviétiques, du temps de Khrouchtchev comme à présent avec Brejnev, tendent aux mêmes buts, recourent à la même tactique et observent la même position en matière de propagande. Poursuivant la voie de la trahison khrouchtchévienne, le Parti communiste révisionniste de l'Union soviétique organise maintenant une réunion des partis révisionnistes d'Europe dans le but de leur imposer ses points de vue, de les soumettre et de démontrer qu'il n'est soi-disant pas isolé et qu'il est «le centre du communisme mondial». Les autres partis qui participeront à cette réunion, montreront qu'ils sont dans la voie de la trahison et ils se feront les complices de l'activité malfaisante et contre-révolutionnaire des dirigeants révisionnistes soviétiques. Le Parti du Travail d'Albanie condamne avec rigueur une telle réunion de complot, mais par ailleurs, cette réunion sera un succès en ce que les peuples et les communistes de par le monde auront l'occasion d'y voir une fois de plus le véritable visage de ces partis qui se réunissent pour comploter.

Les chefs du Kremlin et leurs chiens couchants prétendent représenter le marxisme-léninisme. Ils affirment que leurs pays sont socialistes. Ceux qui sont avec eux sont baptisés tels, quant à ceux qui sont contre eux, non seulement ce ne sont soi-disant pas des marxistes-léninistes, mais ce sont des

vendus, liés à l'impérialisme américain et à son service. En d'autres termes, ils déclarent : «Ou avec nous, ou avec eux». Pour eux, il est inadmissible d'être à la fois contre l'impérialisme américain et contre le social-impérialisme soviétique.

Khrouchtchev nous accusa, nous Albanais, d'être vendus à l'impérialisme. Mais qui s'est vendu, est-ce nous ou lui ? Brejnev, comme nous ne nous sommes pas soumis à lui, nous accuse de faire le jeu des Américains. En fait, c'est lui et ses tenants qui sont des amis et de proches collaborateurs des Américains, qui s'embrassent et couchent avec eux, et ils ont le front de nous accuser, nous, qui luttons et sommes à couteaux tirés avec les Américains. Personne ne croit aux mensonges de ces traîtres, parce que les gens honnêtes et sensés sont en mesure de comprendre la politique et les positions de notre République populaire et du Parti du Travail d'Albanie et de voir cette politique dans son application et dans son évolution. C'est sur ces gens que nous nous appuyons et nous les remercions de leurs justes jugements sur notre politique. Et ces gens-là, aux vues politiques diverses, communistes ou non, sont la majorité écrasante et il y en a peut-être parmi eux qui ne sont pas d'accord avec notre voie.

Mais il est aussi de ceux qui croient aux calomnies des renégats impérialistes du Kremlin. Qu'y pouvons-nous faire ? Il existe de ces gens. Hitler en avait qui croyaient à lui au dedans comme au dehors de l'Allemagne. Par la démagogie et la terreur il a mis le peuple allemand au pas. Et c'est précisément ce qui se produit aujourd'hui en Union soviétique.

Mais l'Albanie serait-elle un pays isolé, comme le claironnent nos ennemis ? Nullement ! L'Albanie socialiste est connue du monde entier, elle reçoit d'innombrables visiteurs, ses amis de tous les pays. Nous entretenons des relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec 65 pays. *[Voir la note page 66 du présent volume.]* La politique franche et fidèle de la République populaire d'Albanie à l'égard de ses amis et de ceux qui lui veulent du bien impose le respect, de même que sont respectés l'art et la culture de notre peuple et que sont appréciés positivement ses progrès dans tous les domaines.

Serions-nous isolés parce que nous n'entretenons pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis d'Amérique ? Il est vrai que ni Truman, ni Nixon, ni Ford n'ont évoqué devant le Sénat américain d'éventuelles relations diplomatiques avec l'Albanie ni «l'amour ardent» qu'ils voueraient à l'Albanie, comme le font les hypocrites de Moscou. Tout de même, de temps en temps le département d'Etat lance un «ballon d'essai» et attend la réponse. Cette réponse, nous la donnons tous les jours à l'impérialisme américain.

Après la Seconde Guerre mondiale, où nous avons combattu côte à côte avec eux contre Hitler, l'Albanie a exprimé le désir d'établir des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Mais ils ne daignèrent pas établir de relations avec un gouvernement du maquis, ils voulaient voir s'instaurer en Albanie un gouvernement des salons et du coca-cola. Or voilà que le peuple albanais ne s'en est guère frappé et il s'est chauffé et épanoui à la place au soleil qui lui revient, que cela plaise ou non aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis, à l'époque, n'ont pas voulu établir de relations diplomatiques avec nous, et maintenant c'est nous qui ne voulons pas en établir avec eux. Beaucoup de gens pourraient dire qu'il est bien égal aux Etats-Unis que nous ne désirions pas établir de ces relations avec eux. C'est vrai. Mais il est tout aussi vrai que cela ne nous importe guère.

Les gouvernements anglais, qui ont les mêmes positions que le gouvernement américain à notre égard, lancent, eux aussi, de temps en temps quelque «ballon d'essai» pour l'établissement de relations diplomatiques, mais nous leur disons : «Avant de lancer de tels ballons, débloquez l'or que vous avez volé au peuple albanais et renvoyez-le en Albanie, intérêts compris». Nous disons la même chose au gouvernement de Bonn, qui pratique une politique revancharde et qui doit à l'Albanie, au titre des réparations de guerre, des milliards de marks.

Ces gouvernements, qui nous ont causé tant de mal et d'injustices, s'attendent peut-être que nous leur fassions la révérence et que nous courbions l'échine devant eux ? Non, nous ne le ferons jamais ! Ils se trompent, comme se trompent tous ceux qui nous accusent d'agir ainsi par simple entêtement.

Nous avons de la sympathie pour les peuples laborieux américain, anglais et allemand, mais pas pour ceux qui, dans leurs pays, foulent aux pieds les droits, les libertés et la souveraineté des peuples. Nous combattons les gouvernements et les personnes qui ont des visées d'asservissement. Nous avons beaucoup d'amis et de sympathisants en France, en Belgique, dans les pays nordiques et Scandinaves et dans bien d'autres pays du monde. Nous leur témoignons du respect et ils nous respectent à leur tour, sans égard à la différence de nos régimes et de nos idéologies.

Nous respectons les peuples et les gouvernements qui ne s'inclinent pas devant les diktats et les désirs des deux superpuissances et qui pratiquent une politique indépendante et souveraine. Les amis de la République populaire d'Albanie respectent, eux, notre politique, indépendamment du fait qu'ils peuvent ne pas être d'accord avec nous sur toutes les questions, mais ils comprennent que, de même qu'ils ont le droit de pratiquer leur politique, nous avons le droit de faire la nôtre. Ces peuples, dans le passé, ont donné naissance à des hommes éminents, qui se sont exprimés avec sympathie, par la parole comme par la plume, à l'égard du peuple albanais. Dans les temps récents également, ouvriers, professeurs, médecins, philosophes, diplomates et journalistes renommés ont évoqué et évoquent avec sympathie notre peuple petit mais vaillant, qui ne s'en est jamais pris vainement à personne.

Nous sommes amis avec les peuples voisins yougoslave et grec. Les puissances impérialistes et leurs officines ont fourré toutes sortes de mèches et de détonateurs pour nous dresser les uns contre les autres. Mais, nous, peuples des Balkans, en avons tiré les enseignements qui s'imposaient et, face au danger commun, même si nous ne sommes pas d'accord sur maintes questions, nous avons trouvé et pouvons trouver un langage commun. Les faits historiques ne sauraient être effacés. Quand un d'entre nous a été attaqué, l'autre l'a été aussi par le même ennemi. Les mêmes ennemis ont incité tel ou tel d'entre nous à en affaiblir un troisième. C'étaient les ennemis de nos peuples et les cliques à leur solde qui avaient en main la mèche du baril de poudre.

Les peuples albanais, yougoslave et grec n'ont jamais été mis à genoux par l'ennemi extérieur. Ces peuples n'ont pas une âme d'esclave et cela ils l'ont montré constamment tout au long de leur histoire séculaire. Les Albanais, les Yougoslaves et les Grecs ne sont pas de ceux qui porteront le pistolet pour rien, si soit les Américains soit les Soviétiques, ou même quelqu'un d'autre, les attaquent et tentent de leur ravir leur liberté et leur souveraineté. C'est pourquoi les deux superpuissances ou les Etats porte-avions qu'elles ont placés sous leur coupe, peuvent bien rêver les yeux ouverts, mais ni le peuple yougoslave, ni le peuple grec, ni le peuple albanais ne permettront jamais que leur sol soit foulé par le Soviétique, l'Américain, le fasciste italien ou allemand. Si ceux-ci se risquent dans de telles aventures, ils trouveront leur tombeau ici, dans nos pays.

Nous avons dit et nous disons aux peuples yougoslave et grec que la frontière de l'Albanie avec eux sera toujours tranquille et que l'ennemi sera d'abord obligé de nous affronter, nous, Albanais, et que, dans ce cas, il sera battu et pourra difficilement atteindre leurs frontières. Nous leur faisons confiance pour agir de même à notre égard. Nous désirons vivre libres dans nos pays. Que les ennemis ne pensent pas avoir la tâche facile avec nous. Nous, Albanais, nous voulons du bien aux peuples de Yougoslavie et de Grèce. Développons donc notre amitié dans la voie la plus appropriée pour chacun, sans ingérence dans nos affaires intérieures mutuelles et ne permettons, sur les territoires de nos pays, rien qui, pour une raison ou pour une autre, puisse porter atteinte ou menacer nos intérêts de bon voisinage... Nous saluons les efforts du gouvernement grec pour sortir de l'OTAN. Le peuple grec n'a pas permis d'être foulé aux pieds et tous ceux qui pensent que des secrétaires du département d'Etat de Washington et des ministres des Affaires étrangères de Moscou pourraient se livrer à des manipulations et à des intrigues au détriment du peuple grec, font mal leurs calculs. Le monde se rappelle bien que la Grèce a versé sort sang dans la guerre de libération à un moment où d'autres se tournaient les pouces.

Nous disons à nos voisins : «Il n'y a pas, ni il n'y aura de bases militaires étrangères dans notre pays», mais nous désirons que, de leur côté, ils liquident également les bases militaires étrangères dans les leurs. Aucun prétexte n'est valable quand on permet aux flottes des deux superpuissances non seulement d'avoir des bases permanentes, mais encore de mouiller, de procéder à des réparations et de se ravitailler dans vos ports. Cela est très dangereux, aussi bien pour le pays qui fait de pareilles concessions, que pour ses voisins. Nous ne saurions être d'accord avec personne sur ces pratiques. Nous avons fait connaître notre position à l'égard des flottes d'agression américaine et soviétique dans la Méditerranée et nous demeurons conséquents dans notre position et fidèles à cette politique.

Nous voulons le bien du peuple bulgare, nous avons été et nous sommes ses amis, mais cette amitié s'obscurcit et non pas de notre faute. Le peuple bulgare doit ouvrir les yeux, car ceux qui se trouvent à sa tête sont en train de faire de la Bulgarie une véritable colonie des social-impérialistes soviétiques.

Les gouvernants de Moscou et leur officine bulgare, Teodor Jivkov en tête, l'ont transformée en une place d'armes contre nos pays. Les Soviétiques voudraient utiliser le peuple bulgare comme chair à canon contre nos peuples. Teodor Jivkov et sa clique aux ordres des Soviétiques sont devenus de dangereux provocateurs à l'encontre de la Yougoslavie, de l'Albanie, de la Grèce, de la Turquie, etc. Les désirs des nouveaux tsars russes et bulgares se sont identifiés aux rêves des anciens tsars et Teodor Jivkov, qui rêve d'une grande Bulgarie, ne répète pas pour rien le slogan «avec la Russie dans les siècles». Nous disons au peuple bulgare que l'amitié est l'amitié, et nous restons attachés à l'amitié avec le peuple bulgare du grand Dimitrov, mais cette amitié a ses lois. Si le peuple bulgare tolère les brigands dans son pays et leur permet, depuis son territoire, de nous attaquer, alors, il n'est plus question d'amitié sincère.

Nous désirons avoir de bonnes relations et être amis avec l'Italie. Mais nous constatons que les fascistes là-bas sont en train de relever la tête, qu'ils ont déclenché une vaste campagne de crimes, de menaces, et qu'ils cherchent à ranimer le vieil esprit des aventures mussoliniennes. Des actes de terreur fascistes ont même été perpétrés contre l'ambassade d'Albanie à Rome, qui jouit de l'inviolabilité. Il faut condamner tous ces actes qui empêchent le développement normal des relations de bon voisinage entre nos deux pays, et y mettre un terme.

Une étroite et fraternelle amitié lie notre peuple au peuple héroïque du Vietnam. Notre pays a soutenu et il soutient avec détermination la juste lutte du peuple vietnamien pour la libération du Sud Vietnam, pour la défense de la République démocratique du Vietnam et la réunification de la patrie.

Le Parti, le Gouvernement et tout le peuple albanais flétrissent avec force la politique d'agression des Etats-Unis d'Amérique, qui poursuivent leur engagement militaire, incitent l'administration de Saïgon à fouler aux pieds les accords de Paris et la poussent à commettre de graves provocations contre le peuple vietnamien. Nous exprimons notre confiance inébranlable que le peuple frère du Vietnam, grâce à sa lutte résolue, réalisera toutes ses aspirations nationales et que sa juste cause triomphera totalement.

Nous saluons les victoires historiques que le vaillant peuple cambodgien est en train de remporter, sous la direction du Front Uni National, dans la lutte contre les impérialistes agresseurs américains et le régime fantoche de Lon Nol. Nous sommes persuadés que le peuple cambodgien remportera inéluctablement la victoire définitive sur les agresseurs étrangers et les traîtres de Pnom-Penh.

Entre notre pays et la République populaire démocratique de Corée existent des rapports d'amitié et d'étroite coopération, qui se renforcent et se développent constamment. Nous nous réjouissons infiniment des succès que le peuple coréen frère obtient dans l'édification du socialisme. Notre peuple appuie la juste position du Parti et du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée qui exigent l'évacuation des troupes étrangères stationnées en Corée du Sud et la réunification du pays.

Actuellement, le problème du Proche-Orient, entre autres, préoccupe non seulement les peuples de cette zone, mais toute l'opinion mondiale. Par suite de l'ingérence des superpuissances, la paix véritable est encore loin d'être instaurée dans cette région du monde. On ne voit se dessiner à l'horizon aucune solution rapide qui concorde avec les véritables intérêts souverains des peuples arabes, qui leur restituerait intégralement les terres qui leur ont été arrachées et rétablirait les Palestiniens dans les droits qui leur ont été niés.

Les prétendus plans de paix, que l'on fabrique dans les chancelleries de Moscou et de Washington ont pour but d'enterrer la véritable question arabe. Chaque initiative prise par les Etats-Unis et l'Union soviétique au Proche-Orient, vise à y renforcer les positions impérialistes et à accroître leur influence.

Mais une paix tronquée et anti-arabe, comme celle que les Etats-Unis et l'Union soviétique cherchent à imposer, ne peut avoir la vie longue. Les quatre guerres arabo-israéliennes qui ont eu lieu jusqu'à présent l'ont parfaitement démontré. Nous sommes convaincus que les peuples arabes, qui sont si attachés, par d'anciennes traditions, à la liberté et au progrès, réduiront à néant toutes les intrigues et tous les plans anti-arabes d'Israël et des superpuissances et qu'avec leurs forces unies ils réaliseront tous leurs nobles objectifs nationaux.

Ces derniers temps, les flammes de la guerre se sont aussi allumées à Chypre. Une nouvelle menace s'est ainsi créée pour la paix et la sécurité dans la Méditerranée orientale et dans les Balkans. Le cours des événements, tels qu'ils se sont produits jusqu'à ce jour, témoigne que la nouvelle tragédie cyprite a vu le jour sur le fond de la rivalité soviéto-américaine, de l'atmosphère d'intrigues et de complots que les deux superpuissances, isolément ou de concert, trament contre les peuples. Les impérialistes américains cherchent à s'établir politiquement et militairement dans l'île, et les social-impérialistes, eux, à pêcher en eau trouble. Ils profitent de la situation pour raviver les vieilles inimitiés turco-grecques et pour créer un état de choses qui faciliterait leur expansion ou justifierait leur intervention.

Les problèmes de Chypre sont multiples et assurément guère faciles à résoudre. Mais nous estimons que le peuple cyprite, grec et turc, est parfaitement en mesure de décider lui-même de son sort, libre des pressions étrangères et sur la base de ses intérêts souverains. Chypre est un Etat indépendant et souverain, membre des Nations unies et reconnu par la majorité des Etats du monde. Il doit demeurer tel et nul n'a le droit de l'attaquer, sous quelque prétexte que ce soit, de s'ingérer dans ses affaires intérieures et de lui imposer des solutions qui ne concordent pas avec la volonté librement exprimée de son peuple.

Ces situations qui se développent non loin de nous, nous imposent de tendre encore plus notre vigilance révolutionnaire, de nous mobiliser encore davantage pour mener une lutte encore plus ferme et plus vaste contre tous les ennemis et sur tous les fronts.

La République populaire d'Albanie restera, comme elle l'a été jusqu'à présent, à la pointe de la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction, et elle prêtera son appui à tous les peuples et pays qui luttent pour leur liberté et leur indépendance nationale, pour leur émancipation et leur progrès social.

A l'avenir également, nous poursuivrons la politique étrangère qui a assuré à notre pays de solides positions internationales, de nombreux amis, puissants et bienveillants, un digne renom et un prestige élevé.

Rapports et discours, 1974-1975

LES ECRIVAINS ET LES ARTISTES SONT LES AUXILIAIRES DU PARTI DANS SON TRAVAIL D'EDUCATION COMMUNISTE DES GENS DE CHEZ NOUS

Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA au sujet de la réalisation jusqu'à ce jour des tâches fixées par le 4^e plénum du CC du PTA dans le domaine de la littérature et des arts

20 décembre 1974

J'ai demandé aux camarades du ministère de l'Education et de la Culture ainsi qu'à ceux de l'appareil du Comité central qui s'occupent des problèmes de la littérature et des arts de nous dire comment ils stimulent la création de nos écrivains, de nos poètes et de nos artistes et s'ils ne les surchargent pas de travail de bureau en les engageant d'une façon ou d'une autre dans les engrenages du bureaucratisme. J'ai posé cette question parce que je pense que l'Union des écrivains et des artistes ne doit pas se transformer en un organe bureaucratique. Elle doit au contraire être un centre où l'on débâte avec animation de questions de philosophie, d'art, d'esthétique, etc. Il ne faut pas permettre que l'Union des écrivains et des artistes se convertisse en un organe de contrôle des œuvres de tous les écrivains et poètes du pays. Sa première fonction doit être de s'employer, sous de multiples formes et de différentes manières, à les inspirer afin qu'ils écrivent le mieux possible...

Au cours de ces 30 années de liberté conquise, dans un pays comme le nôtre où s'édifie le socialisme, nous avons obtenu de nombreux succès dans le domaine économique et culturel. Il ne fait aucun doute que ces succès n'auraient pu être remportés sans l'existence du Parti du Travail, sans sa juste ligne marxiste-léniniste, sans l'instauration du pouvoir populaire, sans la dictature du prolétariat et le développement ininterrompu de la lutte de classe. Tous ces facteurs ont déterminé de grandes transformations économiques et sociales et, avec elles, l'éducation générale des travailleurs. La vie économique et culturelle de notre peuple s'est transformée, elle a progressé. Les gens travaillent, produisent, créent, s'instruisent et consomment.

Tout au long de ce développement, le Parti n'a cessé de procéder à de vastes analyses des moments-clés de ce processus, aidant ainsi les communistes et tous les travailleurs à en discerner les côtés positifs mais aussi les côtés faibles.

D'aucuns n'ont pas apprécié à leur juste valeur ces analyses faites par le Parti, ils n'y ont pas vu l'essence de sa politique et de sa philosophie pour saisir que si les résultats d'une étape traitée ont leurs bons côtés, ils s'accompagnent aussi de faiblesses, que le processus de développement comporte des facteurs positifs et négatifs, et que ces facteurs sont à la fois objectifs et subjectifs. Pour ces gens-là la vie sociale se développe en dehors de la volonté des hommes, car, que ceux-ci le veuillent ou non, les événements suivront leur cours «prédestiné». Ces gens-là ne diffèrent qu'en apparence de ceux qui philosophent de manière idéaliste et mystique, ils ne s'en distinguent nullement par leur conception du monde. Dans le passé on disait et l'on croyait que telle ou telle chose «était écrite», que «cela devait arriver», qu'«il existe une force surnaturelle dont les décisions ne peuvent pas être contrariées». Cette «force surnaturelle» était qualifiée de «Dieu», «Christ», «Mahomet» et de toutes sortes de noms de prophètes. A présent encore, il y a des gens qui pensent de façon métaphysique et croient en certaines «forces», qu'ils tiennent pour des facteurs contribuant à promouvoir le développement. Tels sont, à leurs yeux, «la bureaucratie», «l'administration», «l'égoïsme», «le sentiment de la propriété privée», «l'ambition», «la position sociale», etc. Selon eux, Dieu s'est transformé et il a pénétré précisément les idées et les orientations qui, dans la vie, raffermissent l'inspiration idéaliste de la bourgeoisie capitaliste, commerçante et usurière et son existence même. Certes, dans notre régime, le champ d'action de ces gens-là a été restreint et il continue de l'être, mais leur mentalité nocive n'est pas sans effet. Ces conceptions agissent dans la vie sous des formes diverses, souvent elles semblent tout à fait inoffensives, normales, elles se dissimulent sous une mentalité qui se conforme soi-disant aux lois, aux

coutumes et même au nouveau «patriotisme» de l'époque du Parti. C'est là précisément la mentalité petite-bourgeoise, ce sont là les survivances bourgeoises et petites-bourgeoises que le Parti marxiste-léniniste combat et qu'il ne cessera de combattre jusqu'à l'instauration de la société sans classes.

Ne croyons pas que les gens soient débarrassés de ces survivances, ne pensons pas qu'avec quelques articles moralisateurs on puisse éliminer jusqu'aux traces de ces travers et de ces idées dangereuses, ne nous imaginons pas qu'en améliorant le niveau de vie du peuple les gens acquerront une immunité contre ces «maladies». Au contraire, nous pouvons en avoir une recrudescence, et cette fois même au cri de «Vive le Parti», qui nous a apporté l'abondance. Mais en même temps que l'abondance et le bien-être, le Parti doit créer chez les gens et dans la société la conception du monde, les coutumes, les sentiments, les goûts, l'éthique et la philosophie révolutionnaires qui empêcheront précisément la réapparition et la propagation des conceptions petites-bourgeoises et bourgeoises.

Naturellement, ce n'est pas là chose facile et c'est précisément sur le regain de ces idées que la bourgeoisie et le capitalisme fondent leurs espoirs de voir «la faillite de la société socialiste», et «la défaite du communisme». Le capitalisme compte justement sur la philosophie, sur les conceptions du monde et les relations économiques qui sont à la base du développement et de la consolidation de son pouvoir. Sa structure et sa superstructure ont évidemment soumis l'homme à une double oppression: spirituelle et physique. Dans le cours de l'histoire, le règne du capital, de la religion, de l'aristocratie et de la bourgeoisie s'est heurté aux forces de progrès, et, dans ces affrontements, il a essuyé de cuisantes défaites. Il en est maintenant au stade de sa décomposition. Le capitalisme, l'impérialisme, ont perdu tour à tour leurs positions économiques, politiques et idéologiques. La révolution, les peuples sont en train de ronger leurs fondements. Le marxisme-léninisme guide les peuples vers la vie nouvelle, vers le socialisme et le communisme. Mais n'allons pas croire que le capitalisme mondial dépose les armes tout de suite après les défaites qu'il subit. Pour atteindre ses objectifs il compte justement sur les attaques barbares et les guerres de rapine impérialistes contre les peuples qui veulent s'affranchir de son joug. Mais il compte aussi sur l'action de la conception du monde et des mentalités surannées qui pèsent sur la conscience des hommes et qui les ont maintenus dans la condition d'esclave toute leur existence durant.

L'impérialisme n'avait jamais déployé en ce domaine une propagande d'une telle ampleur, d'une si grande diversité de formes qu'aujourd'hui dans son effort pour corrompre les hommes et la société dans son ensemble, pour faire renaître sous toutes leurs formes et sous tous leurs aspects les vices, les sentiments, les convoitises, l'égoïsme, le brigandage et le banditisme propres aux hommes et aux sociétés qui soutenaient autrefois son pouvoir. Tout cela est l'image du visage féroce du capital, l'image de sa dégénérescence. Mais malgré tout, en propageant ce mode de vie il cherche aussi à prolonger son existence et sa domination, à infléchir la volonté des peuples, à les démoraliser et à les détourner de la voie de la révolution.

Le capitalisme et l'impérialisme redoutent la révolution et le prolétariat, et non pas le lumpenprolétariat ni ces soi-disant démocrates et socialistes qui leur lancent des attaques à l'eau de rose, pas plus que les révisionnistes modernes, comme ceux de l'Union soviétique et autres, qui ont trahi les idées du marxisme-léninisme. Ce sont tous là, travestis de diverses idéologies pseudo-révolutionnaires, des forces et des instruments de la contre-révolution que le capitalisme et l'impérialisme utilisent à leurs fins.

Face à cet état de choses, dont il ressent à tout moment le danger, notre Parti instruit et éduque les gens de chez nous, il les lance dans la lutte pour édifier la société socialiste, consolider les victoires acquises et préparer le terrain à la réalisation des nouveaux objectifs fixés. Chaque citoyen de notre pays doit donc réfléchir de façon approfondie à ce qu'entend le Parti lorsqu'il dit que «nous devons combattre de toutes nos forces la pression extérieure et intérieure de l'idéologie bourgeoise et révisionniste». Ce double et même ennemi n'est pas imaginaire, il est réel. La lutte contre lui doit être quotidienne, active, elle doit se développer dans toutes les manifestations de la vie, dans la philosophie de toutes ces manifestations. Cette lutte doit être menée par tous les moyens, notamment par

l'éducation dans les écoles, dans les usines, dans les champs, dans le travail et à la maison, au sein de la famille ; en tête à tête avec sa mère, sa femme, sa sœur, ses enfants, ses voisins, dans toutes les manifestations de la vie, en faisant ressortir et en encourageant les éléments positifs et en dénonçant les éléments nocifs. Si nous agissons ainsi nous vaincrons pied à pied l'ennemi. Ne laissons pas germer sa mauvaise graine, arrachons-la dès que nous la voyons poindre.

Les écrivains et les artistes ont un rôle extrêmement important à remplir dans ce domaine. Le peuple et le Parti ont besoin d'eux. Par leurs créations et leur talent, ils doivent contribuer encore mieux à effacer jusque dans les recoins les plus secrets de la conscience des gens de chez nous les survivances que je viens d'évoquer ; ils doivent mettre en lumière la grandeur du monde socialiste et les vertus de ses hommes nouveaux. Sous la conduite du Parti, écrivains et artistes doivent mener un travail idéologique, politique, moral et éthique approfondi, pour combattre les influences et les poisons de l'ancien monde et du monde capitaliste et révisionniste actuel, pour mettre en lumière les hautes vertus communistes et les inculquer dans le caractère des gens de chez nous. Ils doivent lutter pour remplir sans défaillance leur rôle d'auxiliaires du Parti dans la formation de l'homme nouveau. Je dois dire, avec regret, qu'un bon nombre de nos dirigeants et de dirigeants de comités du Parti et d'institutions d'Etat ne comprennent pas comme il convient l'importance de la littérature et des arts. Certes, ils reprennent dans leurs exposés les sages paroles de Lénine sur le rôle de la littérature et des arts dans l'éducation des masses, mais lorsqu'il s'agit de mettre ces enseignements en pratique, ils les dédaignent ou les oublient.

Le Parti a contribué à la réalisation d'un grand bond qualitatif en avant dans le développement de la littérature et des arts. La vie dans notre pays est si grande, si vaste, si variée, si belle et si épanouie qu'il suffit de s'y plonger pour y trouver l'inspiration et écrire tout ce que vous voudrez, romans, poésies, pièces de théâtre, musique etc.

Les camarades écrivains, poètes, musiciens, artistes, acteurs et metteurs en scène des théâtres d'art dramatique, du théâtre de l'Opéra et du Ballet, de cinéma, etc., ont réalisé, en s'inspirant du travail et des traits d'héroïsme de notre peuple, de très grands progrès et ont ainsi beaucoup contribué au développement de la littérature et des arts dans notre pays. Les œuvres littéraires et artistiques réalisées à l'occasion du 30^e anniversaire de la libération de la patrie en ont témoigné au mieux. Artistes et écrivains, inspirés par les décisions du 4^e plénum du CC du PTA, se sont présentés à cette grande commémoration avec toutes ces brillantes créations. Faisant suite à beaucoup d'autres, ces réalisations illustrent notamment les possibilités qui sont créées lorsque le peuple est au pouvoir et qu'il est guidé par un parti révolutionnaire marxiste-léniniste, comme notre Parti du Travail.

Parmi les œuvres d'auteurs étrangers de divers pays, il en est que j'ai plaisir à lire, comme par exemple celles des poètes classiques et des éminents prosateurs français, mais il y a aussi des livres qui ne me plaisent guère, comme c'est le cas de plusieurs nouveaux romans qui me sont tombés sous la main. Je me suis efforcé de les lire, mais je vous avoue les avoir vite jetés de côté parce qu'ils sont sans valeur. Ne parlons pas des «poésies» modernes qu'il m'a été donné de lire et qui sont d'une nullité inimaginable. A la lecture de ces «poésies» je me suis demandé : Quels sont ces gens qui écrivent de pareilles choses ? Mais en regard de ces créations aberrantes et vaines se dressent, toujours plus majestueux, notre littérature et nos arts du réalisme socialiste, nos chants et nos danses populaires d'une si grande beauté.

Parmi nos poètes et prosateurs il en est certains qui nous offrent des œuvres littéraires et artistiques de valeur, il en est d'autres dont la production est d'un niveau moins élevé, et d'autres enfin dont les créations frisent la médiocrité. Qui aidera ces derniers, et notamment nos jeunes poètes et écrivains, à progresser ? Nous devons avoir soin de les encourager et de les aider. En cette manière, une tâche particulière incombe à nos écrivains et poètes affirmés ainsi qu'à ceux qui sont déjà mieux formés que les jeunes. Mais la première aide que nous devons leur prêter de façon permanente doit tendre à **leur faire ouvrir les yeux de leur conscience sur la réalité de notre pays et de notre peuple**. Ils doivent apprendre à voir eux-mêmes avec leurs yeux, à sentir avec leur cœur le développement impétueux de

la vie du peuple et à le rendre fidèlement dans la diversité de leurs œuvres. Nous devons comprendre les aspects les plus profonds et les plus variés de ce développement, et l'on ne peut les saisir qu'à travers la connaissance de la vie matérielle et des sentiments qui naissent à chaque période, à travers le débat des idées qu'engendrent les antagonismes intérieurs et extérieurs. Ces antagonismes ont fait et font toujours partie intégrante de la vie d'un peuple à n'importe quelle époque et quel que soit le coin du continent où il vit et lutte pour son existence, pour une vie meilleure, une vie dans la liberté et dans l'indépendance économique et politique.

Un poète qui ne connaît pas la réalité ne peut, si féconde que soit son imagination, produire un poème puissant. Mais si ce poète parvient à faire en sorte que son imagination se fonde avec la réalité objective du pays, avec la vie du peuple et s'il bannit de ses écrits le ton pompeux et grandiloquent, il pourra devenir lui aussi un écrivain de talent.

Nous ne devons pas nous décourager si, aux côtés de nos écrivains et de nos poètes affirmés, nous ne voyons pas apparaître, comme on l'a dit, de nouveaux talents de «gros calibre». Nous devons bien nous rendre compte qu'il n'est pas facile de créer dans un court espace de temps des œuvres littéraires de qualité, poèmes, romans, etc. La création d'une œuvre de valeur nécessite d'abord du temps, mais il faut aussi que son auteur noue des liens avec les hommes, avec le peuple, qu'il pénètre au sein des masses, mais pas seulement pour y trouver un sujet de roman ou de poésie et s'éloigner ensuite du village ou de l'usine en se contentant de l'idée qui lui est née. Si l'auteur procède ainsi, son œuvre ne sera pas réussie. Il faut donc exiger des écrivains qu'ils se mettent en étroit contact avec les hommes, qu'ils apprennent à connaître, comme je l'ai dit, leur vie, leurs difficultés et leurs soucis, leurs joies et leurs aspirations, etc.

La plupart de nos jeunes hommes de lettres possèdent une bonne culture, mais ils ont pour devoir de rattacher cette culture à la vie du pays, aux directives du Parti. Je suis convaincu qu'en s'inspirant de la vie du peuple et de la juste ligne du Parti, les jeunes, eux aussi, se formeront et réussiront à s'affirmer.

On peut avoir du développement de la vie deux visions : l'une est la vision idéaliste, mystique, pessimiste et conservatrice, **et l'autre, la vision réaliste, révolutionnaire, fruit d'une analyse matérialiste des événements et de l'histoire, pleine de sentiments optimistes quant à une transformation et à un développement positifs de l'histoire et de la société, vers l'instauration d'une société sans classes.** Cette vision des choses devient le bien et la conception du monde des hommes dotés de hautes vertus révolutionnaires qui, s'unissant aux classes progressistes, frappent vigoureusement l'odieux arsenal idéologique, politique et moral des forces réactionnaires. **Pour éduquer et aider les jeunes auteurs et artistes, il nous faut absolument leur enseigner, leur expliquer l'idéologie qui guide le Parti et notre classe ouvrière, le marxisme-léninisme.**

Il faut apprendre aux jeunes auteurs et artistes à lire dans le livre ouvert de la vie socialiste de notre pays, à étudier et à comprendre le contenu de ce livre merveilleux. Faisons-leur aimer chaque «lettre» de ce livre de la vie, voir et sentir battre puissamment la force, les sentiments et les vœux ardents du peuple. Nous devons œuvrer pour les amener à voir et à toucher de leur main les réalisations colossales du peuple dans tous les domaines, à comprendre comment l'homme nouveau d'une société socialiste, dirigé par un parti marxiste-léniniste, a transformé les plaines et les montagnes, a dompté les cours d'eau, comment, à partir de rien, il a construit des villes entières. Nous devons faire en sorte que ces hommes nouveaux puissent voir toutes ces beautés, tout le riche coloris de nos hommes et de notre nature, et qu'ils tirent de ce livre merveilleux qu'est la vie du peuple les deductions qui s'imposent pour faire passer dans leurs œuvres, romans, poésies, chansons, pièces de théâtre, tableaux et sculptures, tous ces trésors de notre vie socialiste.

Si nos artistes et nos écrivains avancent dans ces directions et se pénètrent de ces enseignements, s'ils s'engagent totalement, avec toute la force de leur caractère et la profondeur de leurs sentiments, purs et ardents, dans le flux révolutionnaire de la vie, ils offriront à coup sûr au peuple et à la Patrie des œuvres merveilleuses qui seront le reflet du grand travail accompli dans

notre pays pour la construction du socialisme et la formation de l'homme nouveau. Par leur utilité et leur grandeur, leurs œuvres ressembleront à nos centrales hydro-électriques géantes, à nos usines et à nos combinats, à nos beaux champs de blé et à nos coteaux couverts d'arbres fruitiers, ils ressembleront par leur beauté à nos villes, à nos écoles, à nos crèches où babillent les enfants heureux de notre pays socialiste, où la classe ouvrière, la paysannerie coopérée et l'intelligentsia populaire, grâce à leur intelligence et à leur habileté, créent et édifient une vie nouvelle heureuse et prospère.

J'estime que ce qui aiderait les jeunes écrivains moins pourvus d'expérience et encore imparfaitement formés du point de vue idéologique et artistique ce serait, outre les conseils bienveillants de nos poètes, écrivains, peintres et musiciens éminents, ou leurs observations éventuelles, l'étude de leur part des plus belles œuvres de nos grands talents, de leurs écrits et de leurs compositions, qui les inspireront dans leur travail. Les œuvres dont nos écrivains et artistes affirmés ont enrichi notre poésie, notre prose, notre musique, notre peinture, etc., doivent être pour tous ceux qui se consacrent à la littérature et aux arts un objet principal d'étude et une source d'inspiration pour l'éthique et le contenu de leurs créations, pour le traitement des problèmes qu'ils y abordent, etc. Ces œuvres sont et doivent être pour les jeunes une école et une grande aide qu'ils recevront de nos artistes affirmés, dont les créations instruisent et éduquent non seulement ceux qui font leurs premiers pas dans ce domaine mais encore les lecteurs et tous ceux qui n'écrivent pas, car nous aussi nous nous en inspirons.

Si les œuvres de qualité des écrivains, des poètes et des artistes de renom nous plaisent, c'est certes parce qu'elles sont pénétrées d'idées et de pensées précieuses ; mais ces idées, et ces pensées ne leur sont pas tombées du ciel, elles émanent de la connaissance du véritable état des choses, de notre réalité, du développement de la vie politique et sociale du peuple. Ces idées et ces pensées reflètent correctement et exactement les vœux, les joies et les peines du peuple, sa vie et la profondeur de sa pensée, elles se rattachent à nos perspectives d'avenir et c'est pourquoi non seulement elles nous plaisent, mais elles nous inspirent et nous exaltent dans notre travail. Nos jeunes écrivains doivent trouver une aide dans l'étude des meilleures œuvres de nos auteurs affirmés, plutôt que dans l'appui schématiquement organisé qu'ils peuvent recevoir de ces derniers. Lorsque les œuvres des écrivains et des artistes, leurs tableaux ou leurs compositions musicales expriment la profondeur de pensée et la grandeur d'âme du peuple et qu'ils mettent en relief des personnages réels tirés de la vie, ceux qui y sont ainsi dépeints sont amenés à se demander : le travail que nous faisons justifie-t-il un tel honneur ? Et cette question même qu'ils se posent les encourage et décuple leurs forces pour travailler encore davantage.

Les œuvres de nos écrivains, même des jeunes, ne manquent pas d'inspiration, d'idées, de goût, d'art. Il se peut que tout cela ne soit pas toujours très profond et parfait. L'arbre, on le sait, ne donne pas de fruits dès qu'il pousse. Il en est de même des jeunes auteurs et artistes. Avec le temps ils croîtront, leurs idées mûriront et ils apprendront à créer de plus belles œuvres d'une valeur plus profonde et plus durable.

Les jeunes auteurs doivent, dans leurs créations, s'inspirer en premier lieu de la ligne du Parti et de l'œuvre monumentale des travailleurs, mais, comme je l'ai déjà dit, il leur faut également s'instruire auprès de leurs camarades écrivains, poètes et artistes, plus âgés et plus expérimentés. Grâce à un travail d'éducation systématique, nous devons combattre et éliminer patiemment chez les jeunes auteurs et artistes et même chez les anciens, l'égoïsme, l'envie et la présomption qui demeurent en nous comme des tares de la société à classes antagonistes. Cela est indispensable pour que puissent éclore à profusion dans un jardin socialiste comme le nôtre des fleurs multicolores et d'agréable senteur. Mais nous ne pouvons pas prétendre, me semble-t-il, que tous les talents atteignent en même temps le même niveau de développement, Nous ne devons donc pas faire à tout bout de champ des comparaisons entre des écrivains ou artistes, en portant les œuvres de tel ou tel auteur au pinacle et en dépréciant celles de certains autres. Il faut éviter cela. La littérature, l'art, la musique, voire l'économie, les sciences et la culture des pays et des peuples du monde dans son ensemble, ne se sont pas développés d'un coup, ils ont progressé pas à pas, passant d'un stade inférieur à un stade plus élevé. Naturellement, des

distinctions ont toujours été faites, et cela non seulement lorsque les sciences, la littérature et la culture ont atteint de hauts niveaux, mais encore avant qu'elles ne les atteignent. Le temps et la vie établiront d'eux-même ces distinctions.

La littérature mondiale des divers siècles et des diverses époques connaît des écrivains qui furent en leur temps des plus illustres mais, qui, dans les siècles qui suivirent, virent leur renommée décliner jusqu'à s'éteindre complètement. Un livre sur l'Académie française évoque les éminentes personnalités françaises et mondiales qui n'ont jamais été admises à l'Académie, notamment Molière, Rousseau, Diderot, Balzac, etc. On y voit qu'un bon nombre d'hommes, devenus pourtant illustres, n'y ont pas été reçus. Mais qui a été reçu à leur place ? Ceux qui leur ont été préférés, nous apprend ce livre, étaient des auteurs médiocres, dont la plupart, au fil des ans, ont sombré dans l'oubli et dont certains n'ont même laissé aucune trace. L'un des auteurs de cet ouvrage, académicien lui-même, évoque la grandeur et l'immortalité de l'œuvre de Molière qui ne fut pourtant jamais reçu parmi les Quarante. Mais, en fin de compte, qu'aurait représenté pour Molière le luxueux fauteuil de l'Académie française ? Ne lui suffit-il pas que des millions de gens aillent aujourd'hui encore toucher respectueusement le vieux fauteuil dans lequel il est mort en interprétant une de ses comédies immortelles ?

J'ai rappelé l'exemple de l'Académie française pour illustrer l'idée que c'est le temps qui différencie beaucoup d'hommes et d'œuvres. Celles qui ont le plus de prix, les chef-d'œuvres, demeurent dans les siècles comme des monuments impérissables, les autres, de qualité médiocre, sont mentionnées encore pendant un certain temps ; quant à celles qui ne valent rien, elles sont rejetées et personne n'en parle plus. Il s'ensuit que, quels que soient les efforts que l'on fasse pour imposer une œuvre sans mérite, elle n'aura pas la vie longue. L'inverse est tout aussi vrai : même si l'on organise une cabale, si, poussé par la jalousie ou la malveillance, on invente des critiques non fondées contre une œuvre de valeur, celle-ci ne disparaîtra jamais, sa valeur n'en sera pas diminuée, elle résistera à toutes les attaques et ses mérites finiront par l'imposer.

A mes yeux, une œuvre, à quelque genre qu'elle appartienne, a nécessairement des aspects positifs et des faiblesses. C'est précisément pour cela que la critique est nécessaire, mais il ne faut pas que ce soit une critique dénigrante, inspirée par la jalousie et d'autres sentiments malsains ; ce doit être une critique juste, objective et constructive.

Par ces considérations sommaires je n'entends pas assumer le rôle de critique littéraire et me donner pour tel. Non, ce n'est pas mon domaine, mais je pense que toute œuvre, de quelque genre qu'elle soit, **doit, quant au fond, se maintenir dans la juste ligne, politique, idéologique et morale, elle doit représenter une situation de façon réaliste, en rendre les aspects généraux et les aspects typiques.** L'œuvre doit, en premier lieu, inspirer, éduquer et enthousiasmer le lecteur. Quant à la force et à l'intensité de l'effet qu'elle doit produire, elles dépendront de la profondeur de son contenu idéologique, de la forme, du style, des images, des couleurs, etc., qu'aura employés l'auteur.

Nos grands classiques, Marx, Engels, Lénine et Staline, dans leur œuvre colossale, ont traité, entre autres, des problèmes de la littérature et des arts. Les révisionnistes et les trotskistes cherchent à minimiser la remarquable contribution des classiques du marxisme-léninisme dans ce domaine. Et ils le font justement pour laisser le champ libre à leurs ordures de tous les genres qu'ils répandent partout, à profusion.

Je conseille aux camarades écrivains et artistes, en particulier aux critiques littéraires et aux critiques d'art, de noter avec soin, au cours même de leur étude de la théorie marxiste-léniniste, les fréquents passages où nos classiques émettent des critiques à l'adresse d'écrivains et d'artistes. Ils y trouveront des analyses approfondies et un modèle de la manière dont il convient de juger une œuvre littéraire et artistique.

Je ne désire pas, comme je l'ai déjà dit, m'engager dans des subtilités de critique, mais je voudrais cependant, et vous m'en excuserez, adresser précisément une critique à nos critiques littéraires. Parfois

leurs critiques sont apprêtées et peu compréhensibles, partant, elles sont souvent inaccessibles à ceux qui les lisent et voudraient s'instruire. Beaucoup de ces critiques abondent de phraséologie ; l'élément essentiel, qui doit être mis en relief, est noyé dans une analyse fleuve et souvent elles comportent une argutie subtile et une terminologie «spécifique» qui veulent donner une impression de «compétence» et faire croire que l'œuvre concernée a été passée au crible. Mais en procédant de cette manière, ils oublient le lecteur, sur lequel ce genre de critique est sans grand effet. Si je peux donner un conseil à nos critiques, c'est de bannir, si jamais certains d'entre eux y sont sujets, la tendance à imiter les actuels critiques modernistes bourgeois qui se livrent à des analyses obscures, confuses et pernicieuses, sous prétexte de vouloir les adapter aux œuvres de l'époque.

Dans le domaine de la critique littéraire et artistique bourgeoise des diverses époques, nous rencontrons également des étapes et des formes diverses. Sans se hisser jusqu'aux critiques si cinglantes et profondes, et à la fois si simples et compréhensibles, de Voltaire, on observe, même chez les critiques des premières décennies de notre siècle, des analyses qui ne sont ni alambiquées, ni, si je puis dire, entortillées, comme le sont devenus, en dégénéralant, la littérature, la critique et l'art bourgeois et révisionnistes actuels.

Notre critique littéraire et artistique doit s'inspirer des enseignements de nos grands classiques et de notre Parti, et s'en tenir aux principes qu'ils ont énoncés. Que nos critiques soient réalistes comme le sont les œuvres qu'ils analysent, qu'ils soient simples, compréhensibles, concis et accessibles au public. La critique doit être éducative. Celui qui la formule ne doit donc pas s'imaginer parler «du haut de l'Olympe», il doit considérer l'auteur d'une œuvre en camarade et s'adresser à lui précisément en camarade pour le conseiller toujours dans une bonne intention.

Il faut aussi, camarades, avoir un peu de tact dans la manière dont on prête son aide aux créateurs. Tenons toujours compte de la mentalité des gens, de leurs sentiments. L'observation qui a été faite ici sur les critiques subjectives est fondée. Parfois les critiques d'œuvres littéraires ou musicales sont excessives et subjectives. Ce que nous devons exiger de nos écrivains, de nos poètes et de nos artistes, c'est que leurs œuvres, par leur contenu, par leur essence, soient dans la juste voie du Parti et qu'elles soient animées d'une saine inspiration révolutionnaire mise au service du socialisme. Voilà l'essentiel, que nos auteurs doivent avoir constamment présent à l'esprit dans leur création. Quant à la manière dont chaque écrivain, poète, compositeur, développera son sujet, dont il campera ses personnages, cela c'est son affaire. Lui-même, mieux que quiconque, trouvera les images artistiques qui lui semblent le plus appropriées, lui-même saura quel est le moment à souligner pour renforcer davantage l'axe idéologique et politique de l'œuvre, etc. Sur des questions de ce genre chacun doit décider de soi-même. Il n'est nullement avisé de dire, par exemple, à un écrivain : «Pourquoi n'ôtes-tu pas telle idée ou tel vers pour les remplacer par celle-ci ou celui-là ? Pourquoi n'abrèges-tu pas un peu ce passage et n'allonges-tu pas cet autre ? Pourquoi ne supprimes-tu pas cette image pour y substituer telle autre ?» etc. En pareil cas, l'écrivain serait parfaitement en droit de répondre à son interlocuteur : «Ecris donc ce poème toi-même et laisse-moi tranquille !» Il ne faut pas exagérer par ce genre de critiques non fondées. Une intervention subjective de ce genre ne constitue pas une aide, c'est en quelque sorte un massacre. Les critiques ne doivent pas être faites de cette manière. Si nous permettons des observations interminables à l'occasion de la publication d'un poème ou de la représentation d'une pièce, etc., l'œuvre sera gâchée et transformée en une «salade russe». En particulier, nous devons avoir soin de pratiquer, à l'égard des jeunes auteurs, une politique juste, à la fois d'appui et de critique, de façon à ne pas les brider ni les effrayer, en leur disant d'un ton tranchant : «Ta poésie ne vaut rien», «ton écrit est très terne», etc. Mais d'autre part, ayons également soin de ne pas les louer vainement, car ils pourraient se «gonfler la tête». Notre but doit être de les aider à progresser, afin que, comme tous les autres, ils servent le peuple avec dévouement.

Bref, quand une œuvre est juste dans sa ligne et qu'elle ne manque pas de valeur artistique, il ne faut pas, même si elle pêche quelque peu par tel ou tel aspect, beaucoup hésiter à la publier, à l'exposer, à l'exécuter ou à la mettre en scène. Mais je tiens, en revanche, à souligner encore que nos écrivains et nos artistes seraient, pour leur part, très mal inspirés d'adopter une attitude de dédain à l'égard des

justes critiques et suggestions de caractère essentiel, idéologique et artistique, qui leur sont faites par les critiques ou les lecteurs.

Notre théâtre, dramatique ou d'opéra et de ballet, a acquis de l'expérience, il s'est créé une tradition, mais ce n'est pas une raison pour relâcher tant soit peu nos efforts afin de trouver des manières et des moyens plus neufs, pénétrés d'esprit révolutionnaire pour enrichir et perfectionner cette expérience et cette tradition. Le théâtre doit refléter notre réalité révolutionnaire, les aspirations de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée dans le sens de la consolidation de la société nouvelle. Naturellement, le théâtre est pour nous une arme politique et idéologique qui sert l'éducation des hommes, il doit donc leur être accessible et, pour cela, exprimer leurs sentiments et leurs vœux.

Il est indispensable que notre dramaturgie soit portée à un niveau aussi parfait que possible, qu'elle s'écarte de la banalité et que non seulement elle réponde au degré actuel de la culture des masses qui fréquentent notre théâtre, **mais que celui-ci suscite en même temps un progrès continu des goûts et de la ferveur révolutionnaires, permettant d'accéder à une vie plus cultivée.**

Nous sommes, évidemment, contre la littérature et l'art dramatique modernistes, qui s'attachent à encadrer et à aliéner les hommes dans la société de consommation, en les dépouillant de tout sentiment de quelque pureté, d'une morale humaine et révolutionnaire dans leurs pensées et dans leurs actes.

Bien entendu, notre théâtre révolutionnaire ne se caractérisera pas par la personnalité d'un seul artiste, il présentera les meilleurs traits des masses, de notre société socialiste. Cela ne signifie nullement, comme le prétendent la bourgeoisie et ses «théories» sur le théâtre, que notre théâtre révolutionnaire rabaisse, sous-estime ou supprime totalement la personnalité et le talent créateur de l'artiste. Au contraire, il ouvre aux artistes un si vaste champ de sentiments et d'idées qu'il les enrichit immensément sur le plan spirituel comme sur celui de leurs capacités créatrices.

Nos artistes ne connaissent pas dans leur univers les restrictions imposées à l'artiste dans la société bourgeoise. Dans cette société, les artistes ont seulement l'illusion d'une «liberté de création», alors qu'en vérité leur activité est conditionnée et, évidemment, orientée par la réalité bourgeoise, par une vie remplie de phénomènes anormaux, amoraux et extravagants. Ce sont précisément ces phénomènes pernicious et cette extravagance qui donnent aux écrivains ou aux artistes bourgeois l'impression de «liberté de création». Les salles obscures des cinémas et des théâtres semblent, avoir pour fonction de répandre l'angoisse dans les cœurs des spectateurs, de faire en sorte que cette angoisse les subjuge, les pénètre toute la semaine, leur devienne comme une seconde nature. Notre esthétique révolutionnaire, inspirée par les sentiments purs du peuple et mise au service des masses populaires, rejette et combat ce contenu, ces buts, cette forme et cette esthétique.

Dans ce cadre, nous devons donner une grande impulsion à l'art populaire à travers l'essor du mouvement artistique d'amateurs ; et que l'on n'entende pas par là seulement les chants et les danses populaires, encore que ces deux genres si chers au peuple doivent être étendus et enrichis. Nous avons maintenant des gens qui savent écrire. Je ne dis pas qu'ils ne doivent pas écrire de romans ni de poèmes, car c'est là une nourriture saine et indispensable pour l'éducation des hommes de notre société socialiste. Mais je note chez nombre d'entre eux une tendance marquée à suivre ceux qui se sont déjà fait un nom dans le roman ou la poésie, et beaucoup moins d'intérêt pour écrire des pièces de théâtre, livrets d'opéra, scénarios de film ou sketches. Il paraît qu'ils disent : «Qu'y pouvons-nous, nous ne pouvons pas nous forcer à écrire ! Nous n'avons pas les dons, le talent qu'il faut pour ces genres-là !» Comme ces jugements sont mal fondés et nocifs ! Ces gens commettent une grosse erreur en négligeant ou, encore pire, en dédaignant ces genres, qui ont eux aussi une importance incalculable pour l'éducation des gens de chez nous. De plus, même ceux qui ont montré des dons pour ces genres et qui s'y sont distingués, ont commencé peu à peu à les négliger. Nos théâtres sont pleins à craquer. Nos cinémas également le sont chaque soir. Mais qu'est-ce qu'on y offre aux spectateurs ? Les répertoires sont usés, je ne veux pas dire qu'ils soient sans valeur, mais les nouveaux sujets manquent. Nous faisons peu, trop peu de films. Quant aux pièces, ne prétendons pas qu'elles soient toutes

parfaites. Une telle exigence nous conduirait, sûrement, à la fermeture des théâtres ou nous amènerait à revoir presque tous les soirs, comme nous le voyons, la transposition dramatique du roman «Le Taon». Pourquoi ne représentons-nous pas un plus grand nombre de nos pièces, mais nous obstinons-nous à donner «Le Taon» au point qu'il nous a été imprimé dans les yeux à force de nous être projeté à la télévision ? Avec son sujet tiré de l'histoire des carbonarii. «Le Taon» ne présente pas, pour nous, un intérêt qui justifie ces projections répétées.

Nos cinémas projettent de mauvais films des pays capitalistes et révisionnistes. Comment supporte-t-on chez nous que soient présentés des films révisionnistes tchécoslovaques, roumains ou hongrois, comme par exemple «Comment je suis devenu agent de police» et d'autres navets du même genre ? Non seulement le choix des films étrangers est mal fait, ce qui cause un grand préjudice à l'éducation de nos hommes et de notre jeunesse, mais on invoque pour cela des justifications rebattues. On nous dit : «Qu'y pouvons-nous, nous manquons de films !» Mon opinion est que les films que produisent nos studios sont excellents, qu'ils sont même merveilleux en comparaison de ceux que l'on nous sert de l'étranger et où l'on ne voit que bandits et cow-boys.

Nous possédons des acteurs de grand talent, dont je dirai sans la moindre hésitation qu'ils sont de stature mondiale. Avec ces acteurs merveilleux et les réalisateurs de talent dont nous disposons, nous devons faire non pas deux ou trois films par an, mais bien davantage ; il nous suffit pour cela de préparer de bons scénarios et des conditions de travail et d'existence appropriées pour nos gens de cinéma. Ce sont là pour nous de véritables trésors, mais nous ne savons pas les mettre bien à profit.

Nous possédons de brillants chanteurs que nous appelons des chanteurs d'opéra. Ils le sont sans doute, mais le fait est que ceux-ci, et des chanteurs de variétés ainsi que des chanteurs issus du peuple, satisfont beaucoup le grand public par leurs concerts. Eh bien, ces grands artistes et certains autres moins grands qu'eux ne pourraient-ils pas jouer dans des films où ils chanteraient cette vie si belle qui s'épanouit sous nos yeux, cette vie que nous construisons de nos mains ? Assurément oui.

Il ne faut en aucune manière que les théâtres de variétés des districts se bornent à présenter quelques chansons et sketches dans les villes où ces établissements ont été mis sur pied. A mon avis, les théâtres de variétés et les théâtres professionnels des villes doivent devenir des centres puissants et de vigoureux moyens d'organisation et de propagande pour promouvoir l'essor quantitatif et qualitatif de troupes théâtrales et de groupes de variétés dans les lieux de travail, dans les écoles et surtout dans les coopératives agricoles.

Nous sommes enthousiasmés de voir sur les scènes du Théâtre de l'Opéra et du Ballet de la capitale, des théâtres de variétés des districts, et dans les divers concerts, des centaines de jeunes gens et de jeunes filles interpréter des rôles à la perfection et chanter d'une voix si harmonieuse, mélodieuse et cultivée qu'on en oublie qu'il s'agit de tourneurs, d'ouvriers de l'entreprise de fabrication d'objets d'art «Migjeni» ou du combinat «Staline», d'ouvrières des lainages de Kukës, d'étudiantes de Shkodër ou d'écolières de Gramsh.

Quel grand essor connaît notre art ! Ces jeunes de talent sont capables de jouer avec beaucoup de sentiment et de puissance émotionnelle dans des pièces, dans des films, d'exécuter des danses et des chants variés. Je veux parler ici de tous ceux qui n'ont pas suivi les cours d'un établissement artistique. Nous avons créé des écoles d'arts et nous ne cesserons de les développer, mais n'oublions ni ne dédaignons pas le grand art qui se trouve comme un trésor inestimable au sein du peuple et qui croît de jour en jour pour se hisser vers de nouveaux sommets. Et cet art, il nous appartient d'en organiser encore mieux le développement.

J'ai connaissance des directives données pour que nos théâtres de variétés et nos théâtres professionnels des villes donnent aussi des spectacles dans nos villages. Mais, à ce que j'ai appris, ces établissements n'appliquent pas encore comme il convient cette directive du Parti, car aujourd'hui encore ils ne donnent que peu de représentations dans les villages, et quand ils s'y produisent, ils le

font surtout dans les villages proches des villes. Nos théâtres et nos troupes de variétés professionnelles ont pour devoir d'étendre leurs activités jusqu'aux zones les plus reculées, en donnant des spectacles dans toutes nos campagnes.

Aujourd'hui il y a partout, dans toutes les coopératives agricoles du pays, des groupes de chanteurs et de danseurs populaires remarquables. Il existe et il naît chaque jour chez nous des instrumentistes de talent, qui ravissent et éduquent les larges masses de coopérateurs par les morceaux qu'ils exécutent. Sans aucun doute, dans les villages, il y a aussi des éléments doués pour le théâtre, de fins humoristes, avec le concours desquels on peut créer des troupes théâtrales et de variétés dans chaque coopérative agricole et y organiser des spectacles. Les théâtres professionnels des villes et les théâtres de variétés doivent donc, quand ils se rendent dans les villages, détecter ces talents parmi les masses, les stimuler, les encourager, monter avec eux des troupes d'amateurs, les aider à bien les organiser, désigner de leurs collaborateurs qui prennent ces troupes en charge pour les seconder jusqu'à ce qu'elles puissent marcher avec leurs propres jambes. Ainsi, dans notre village socialiste fleurira également le théâtre d'amateurs, on y verra croître des hommes et des talents nouveaux qui enrichiront à la fois les scènes et les répertoires de nos théâtres professionnels.

Les enseignants et les enseignantes communistes ou sans-parti, jeunes gens et jeunes filles passionnés d'art, qui travaillent dans les coopératives agricoles, doivent aider à l'essor des activités artistiques dans les campagnes. Ils trouveront sûrement autour d'eux des personnes douées d'un grand talent pour le théâtre, des personnes capables, au comique fin, à la fois éducatif et récréatif. Que les maisons de la culture dans les coopératives deviennent des centres culturels dans toute l'acception du terme. Voyez comment les gens de chez nous interprètent et exécutent avec talent nos chants et nos danses populaires! Ces coopérateurs et coopératrices sont capables de jouer dans des pièces, ils connaissent bien la vie et, si on les organise comme il convient, ils éprouveront eux-mêmes une grande satisfaction et raviront aussi les autres.

Mais nous devons aller encore plus loin. Notre peuple, à chaque période, a donné naissance à des artistes de talent, même analphabètes, qui ont créé des œuvres de grande valeur artistique, et parfois même des chefs-d'œuvre. Mais à présent que tous les jeunes des deux sexes ont fait au moins sept ou huit années d'étude, des artistes de cette valeur ne pourraient-ils pas éclore ? Certainement oui. Travaillons donc, cherchons ces éléments, encourageons-les partout où ils se trouvent, dans les lieux de travail, de production et dans les campagnes, et nous aurons alors beaucoup de coopérateurs, de tourneurs, d'ouvrières des textiles, et des ouvrières comme celles de l'établissement «Migjeni», qui confectionneront avec leurs mains des objets de si belle facture qu'ils enthousiasmeront même les artistes de profession. Brisons donc les murs rigides de l'académisme, des formes par trop rigoureuses, faisons fondre la glace qui maintient figés tant de jeunes talents parce qu'il faut soi-disant de l'instruction pour ceci, de l'instruction pour cela, etc. Le Parti n'est pas opposé à l'école, mais même quand nous n'avions pas d'écoles spéciales de poésie, de musique, de peinture, etc., le peuple a créé et a engendré d'au-dedans de lui des talents merveilleux, comme il continue de le faire.

Personnellement, c'est avec un vif plaisir que j'écoute de la musique, que ce soit celle des grands compositeurs classiques et progressistes du monde entier, ou celle de nos compositeurs. Mais je vous avouerai que je préfère les beaux chants et les danses attachantes de notre peuple ; ils m'émeuvent par leur beauté, par leur force et leur simplicité. Je ne dis pas cela seulement parce que ce sont ceux de mon pays. Non, nos chants et nos danses populaires sont vraiment beaux, très beaux. Le Parti a accompli une grande œuvre en hissant sur un piédestal et en immortalisant cette rare richesse que nous avons héritée du passé. Dès les premières années qui suivirent la Libération, alors que notre peuple était encore pauvre et qu'il endurait de graves privations, il se mit sérieusement à l'ouvrage, encouragea la fabrication des instruments populaires, les chants et les danses populaires. Vous vous souvenez, camarades, des instructions qui furent données alors à propos de ces questions ? Et les chants et les instruments populaires sont devenus aujourd'hui une très saine nourriture spirituelle pour nos masses laborieuses et pour notre jeunesse.

Si un écrivain ou un poète désire écrire, ou un musicien composer un morceau fortement inspiré sur le malheur passé de notre peuple, sur ses heures de joie, qu'il se tourne vers les chants et les mélodies du peuple, il y trouvera une puissante source d'inspiration. Rappelez-vous, par exemple, la chanson «Je suis tombé, camarades, au-delà du pont de la Kaaba» que Dritero Agolli a aussi insérée dans son poème «Mère Albanie». C'est une chanson de valeur non seulement par la qualité artistique des paroles, par sa grande force émotionnelle, mais aussi par le fait qu'elle rend d'une manière très condensée le malheureux passé du peuple albanais. On ne se lasse pas d'écouter ce chant interprété avec une si rare maîtrise par des chanteurs populaires de la région de Skrapar comme Demir Ziko, Medi Kushi et d'autres.

Notre peuple a toujours été optimiste. A ses moments de tristesse comme à ses moments de joie, il n'a jamais perdu confiance dans l'avenir, et cet optimisme, cette grandeur d'âme qui lui sont propres sont perpétués dans le riche héritage de sa littérature orale, dans ses chants, ses danses, ses costumes et ses autres merveilleuses traditions. C'est là quelque chose de grandiose que seul le génie du peuple est capable de rendre en art avec perfection.

Je regarde parfois à la télévision des concerts donnés par des groupes de chanteurs populaires de diverses régions. Beaucoup de ces chants sont d'une grande beauté par leur contenu comme par leur mélodie. Dans bien des cas, j'ai noté qu'on a réussi à réaliser une fusion logique et attrayante de la forme de la mélodie populaire avec le contenu nouveau des chants. C'est ainsi, par exemple, que j'aime beaucoup les chants qu'interprète avec tant de sentiment et d'amour la chanteuse populaire Fatime Sokoli sur le héros de Dragobi, Bajram Curri, et sur les hauts faits du peuple combattant de ces régions. J'ai beaucoup apprécié aussi dans une autre émission de télévision certaines chansons interprétées par des chanteurs populaires de Kavaje sur les jeunes filles aux mains d'or qui tissent des tapis, sur les ouvriers et les ouvrières verriers qui peignent sur les vases de si belles roses ; à les écouter, on avait l'impression de voir ces roses et d'en sentir la fragrance. Un soir, j'ai entendu des chanteurs d'Elbasan, ville aux traditions musicales, où, il y a soixante ans déjà, fut mise sur pied l'Ecole normale, un de nos importants établissements d'enseignement, qui a donné au pays, outre une armée entière d'enseignants patriotes, des musiciens et des compositeurs. Mais je vous avouerai, sans vouloir pour cela en rabaisser la valeur, que les mélodies «élaborées» du festival de la chanson populaire de cette région m'ont paru pauvres et froides en regard du coloris, de la fraîcheur et de la beauté des chansons si inspirées de notre art populaire. Je ne veux pas dire par là que nos compositeurs doivent renoncer à l'«élaboration» des chants ou des danses populaires, à la musique cultivée, comme on l'appelle ; il faut cependant que ces «élaborations cultivées» soient toujours fondées non seulement sur un accord ou un motif de notre héritage national, jetés çà et là, mais qu'elles soient pétries de cette terre, qu'elles s'inspirent de la création, du travail et des aspirations de ce peuple, et qu'elles lui soient consacrées, qu'elles lui plaisent et l'enchantent. Si l'on s'éloigne de ce fond, on ne sert pas son peuple, et les autres peuples eux-mêmes n'ont pas de raison de vous apprécier, car l'on n'apporte rien de nouveau au trésor commun de la culture et de l'art progressistes universels.

Un autre soir, j'ai entendu à la télévision interpréter quelques motifs populaires au violoncelle et au piano. Non seulement j'y ai pris un goût très vif, mais je me suis dit : «Comme notre musique cultivée peut joliment s'édifier sur la base des motifs populaires !»

Sur cette juste voie ont été créées des œuvres de valeur comme les compositions de Çesk Zadeja, de Tish Daija et de beaucoup d'autres. Un chant comme «Pour toi Patrie» de Pjetër Gaci, interprété par l'artiste du peuple Mentor Xhemali, demeurera immortel dans le trésor de notre art nouveau. Ce chant est comme un hymne à notre Patrie socialiste, à notre peuple et à notre Parti invincible. Il est né aux moments difficiles du blocus révisionniste, et il est empreint d'un esprit révolutionnaire et optimiste élevé. Si ce n'est chaque jour, du moins tous les deux ou trois jours, à des moments de joie ou de difficultés, j'aime à l'écouter sur mon magnétophone et j'en ressens à chaque fois une réelle émotion et comme une inspiration dans mon travail.

N'abandonnons jamais nos chansons populaires, faisons au contraire en sorte que nos compositeurs s'y appuient fortement. Il n'est pas juste, par exemple, qu'à l'école secondaire d'art «Jordan Misja», les élèves commencent par apprendre d'abord la musique classique étrangère et ensuite seulement la musique populaire albanaise. L'observation qu'a faite le camarade Ramiz [Alia] à ce propos est très fondée. On aura beau apprendre à nos élèves la musique étrangère, ils ne pourront, par cette seule étude, parvenir à comprendre, par exemple Liszt, qui ne devint lui-même célèbre que parce qu'il sut donner vie aux rhapsodies populaires hongroises. Et on peut en dire autant de Chopin, de Bizet, etc., qui s'illustrèrent dans leur art en se fondant sur la musique du peuple.

La vie si vaste et variée de notre pays requiert qu'un grand nombre de gens se consacrent à l'art et à la musique. Découvrons donc ces éléments, aidons-les et faisons-les se produire sur nos scènes ; il y en aura parmi eux qui se distingueront et que nous enverrons dans des établissements spécialisés, puis qui en sortiront pour retourner en grand nombre au sein de notre peuple passionné d'art.

Notre Parti désire, et il s'efforce de faire en sorte que chaque œuvre qui voit le jour soit la plus parfaite possible sous tous les aspects, mais la perfection n'est pas facile à atteindre, elle exige du temps, de l'expérience, elle demande aussi des capacités, que l'homme ne possède pas de naissance, mais qui s'acquièrent, se développent et s'élaborent au cours du processus d'éducation continu de ses aptitudes. Les gens de chez nous ont beaucoup de dons qu'il faut mettre à profit et développer pour le bien de notre société socialiste. Dans ce domaine, comme en toute chose, le Parti doit jouer un rôle déterminant, non seulement sur le plan matériel, mais surtout sous l'aspect idéologique, en inculquant aux hommes son idéologie, le marxisme-léninisme. Que nos poètes, nos écrivains, nos musiciens, tous nos artistes, étudient le marxisme-léninisme non seulement dans les livres, mais aussi dans la vie, là où il est mis en œuvre concrètement par le peuple. Le livre a, certes, une grande importance comme moyen d'information et d'éducation de l'homme; il faut donc évidemment que les gens de chez nous aient aussi des livres et les lisent avec zèle. Mais les hommes ne doivent pas trouver leur inspiration seulement dans les livres, ils ne doivent pas former leur conception du monde et s'éduquer uniquement à travers ceux-ci. A plus forte raison ne devons-nous pas remettre n'importe quel livre dans les mains de gens imparfaitement formés du point de vue idéologique et politique, et qui manifestent des inclinations extravagantes allant à l'encontre des directives du Parti ; mais nous ne devons surtout pas leur laisser entre les mains des livres de contenu nocif, vénénéux, car ceux-ci influeraient négativement sur leur formation. Nous devons procurer à nos lecteurs une littérature de caractère révolutionnaire. Nous devons avoir présent à l'esprit qu'il y a des écrivains d'autres pays qui exhortent au soulèvement de la classe ouvrière dans la révolution, mais qui ne conçoivent pas cette révolution en marxistes; ils ne sont donc pas en situation de traiter la question de la révolution, en prose ou en poésie, comme le font nos écrivains, nos poètes et nos artistes. Ayons donc bien soin de cultiver constamment chez nos jeunes écrivains et artistes les idées du marxisme-léninisme, afin que, sous la conduite du Parti, ils mûrissent et fassent œuvre créatrice pour le peuple et pensent comme le peuple. En procédant ainsi, nous cueillerons bien vite des fruits abondants et sains.

Un bon nombre d'écrivains et de poètes se sont signalés dans notre création littéraire d'après la Libération. Avec le temps, une bonne partie d'entre eux se sont affirmés ; il faut donc à mon sens, que leurs œuvres de qualité qui nous plaisent tant soient l'objet d'une étude systématique et que l'on ne fasse pas ce travail en dilettante. Je me souviens qu'au lycée français où j'ai fait mes études, on nous expliquait très soigneusement, de manière systématique et approfondie, les œuvres des écrivains et des poètes français. Mais nos écrivains et nos poètes qui sont étroitement liés au peuple, qui s'en inspirent et s'instruisent à son exemple et qui, sur ce fond sain, créent des œuvres populaires de grande qualité idéologique et artistique, ont, eux aussi, un merveilleux talent. Il ne faut donc absolument pas se borner à lire leurs écrits à la légère, juste pour dire qu'on l'a fait, puis les remettre sur le rayon de sa bibliothèque après y avoir jeté un coup d'œil, mais les étudier avec attention et persévérance, car elles nous dépeignent la grande réalité de notre existence, l'héroïsme de notre peuple qui construit le socialisme.

Les belles œuvres de nos écrivains ne plaisent pas qu'à nous ; elles plaisent aussi aux étrangers. Et je n'ai pas seulement à l'esprit les romans d'Ismail Kadaré ou les poèmes de Dritero Agolli et de quelques autres de nos auteurs, qui ont été traduits en langues étrangères, mais aussi les œuvres de nombreux autres écrivains et poètes. Si nous parvenons à former nous-mêmes de bons traducteurs en langues étrangères (car les étrangers ont toujours ignoré notre belle langue et, de ce fait, les personnes qui la possèdent dans d'autres pays sont fort rares), nous obtiendrons des succès notables dans la diffusion de notre création littéraire et artistique hors de chez nous. Mettons-nous donc au travail pour préparer nous-mêmes des cadres qui maîtrisent parfaitement d'autres langues afin de pouvoir traduire les œuvres de nos écrivains.

Nous avons été informés que l'exposition «l'Art albanais à travers les siècles» que nous avons ouverte à Paris, a suscité un écho exceptionnel parmi le public progressiste français. On nous a fait savoir que des milliers et des milliers de personnes, y compris des critiques, écrivains, artistes, philosophes, diplomates, etc., l'ont visitée avec intérêt et qu'elle a été appréciée comme l'une des meilleures expositions qui aient été organisées dans la capitale française. Les visiteurs ont été surpris du haut niveau de développement de notre art, tout comme les spectateurs étrangers ont été émerveillés par notre Second Festival folklorique de Gjirokastër lorsqu'ils l'ont vu filmé, ou, comme ils l'avaient été quelques années auparavant par notre musique et nos danses populaires au Festival de Dijon, où se produisit notre merveilleux art populaire. Si donc les étrangers peuvent avoir de bonnes traductions des œuvres de nos poètes et de nos écrivains, ils connaîtront et découvriront de nombreux aspects de la vie matérielle et spirituelle de notre peuple, qui construit son existence nouvelle dans une société véritablement socialiste.

Nous devons donc travailler de toutes nos forces dans ce sens. Il ne suffit pas de propager à l'étranger la grandeur du peuple albanais dans le seul domaine des traditions nationales, il faut faire connaître aussi à l'opinion publique mondiale la grande lutte et la grande œuvre de notre Parti, de ce parti marxiste-léniniste qui construit le socialisme dans son pays sans se laisser intimider par la lutte que la bourgeoisie et les révisionnistes modernes lui livrent dans tous les domaines. Nous devons faire en sorte que le monde bourgeois et révisionniste voie la grande force du marxisme-léninisme en Albanie, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans celui de l'art et de la culture. Nous construisons dans tous les domaines en utilisant au maximum nos possibilités. Cela, nos amis le constatent dans nos réalisations et ils s'inspirent de l'héroïsme de notre peuple.

Un bon nombre d'étrangers, même bourgeois, s'expriment favorablement à l'égard de notre pays. Autrefois, l'Albanie était pour les étrangers une «plaine déserte» dont ils ignoraient tout. Le développement de notre archéologie et le niveau scientifique de nos recherches dans ce domaine les étonnent et ils disent ; «Comment est-il possible que ce pays ait recelé tous ces trésors ?! Vous avez bien fait de les découvrir vous-mêmes, car si vous aviez sollicité l'aide d'autrui, on vous les aurait pillés».

Il y a, à l'étranger, des gens d'une haute culture artistique, qui connaissent, dirai-je, sur le bout du doigt par exemple la culture et l'art byzantins. L'appréciation que ces critiques font des peintures murales d'Onuphre [*Peintre albanais du XVI^e siècle. Ses œuvres se distinguent par l'esprit positif de l'art de la Renaissance européenne et en particulier, par leur rouge, connu dans l'histoire de l'art sous le nom de «rouge onuphrien».*] et d'autres œuvres de peintres albanais est extrêmement élogieuse. Ils ne trouvent pas dans ces œuvres la plasticité de l'art byzantin. De ces peintures, de leurs coloris et même des monts escarpés de notre pays qui y sont représentés, émane, à leurs yeux, une puissante impression de vie. «Même les saints, disent-ils, ont des visages humains et apparaissent comme des aigles sur les monts».

Rapports et discours, 1974-1975

LES CADRES DOIVENT SE FORMER A L'ECOLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Extraits du discours prononcé à la réunion de l'organisation de base du Parti dont fait partie l'auteur

31 mars 1975

Les cadres, recommande le Parti, doivent assimiler le savoir et la science, **mais ils doivent avant tout se former à l'école de la classe ouvrière**. Les cadres, s'ils ne passent pas par l'école de la classe, ne servent pas à grand-chose. Un cadre qui n'a pas reçu l'éducation de la classe ouvrière et qui n'est pas pénétré de son esprit, est capable, tôt ou tard, s'il en a la possibilité, de se mettre au-dessus du Parti et de la masse.

Lorsque nous disons que les cadres doivent instruire la classe, nous ne voulons nullement dire par là que les intellectuels ou les gens dotés d'enseignement supérieur soient les plus aptes à éduquer la classe et que, par conséquent, ils peuvent s'imposer à celle-ci. Il y a longtemps que notre Parti a compris et il comprendra encore mieux à l'avenir qu'il faut d'abord éduquer les hommes de la classe, puis, à travers ceux-ci, éduquer les autres. La classe ouvrière est en droit d'imposer sa loi à ceux qui ne font pas partie de ses rangs. Mais il ne faut jamais permettre aux intellectuels bureaucrates d'imposer leur loi à la classe et au Parti. C'est là une question de grande importance de principe, théorique et pratique. Le Parti nous a bien expliqué depuis longtemps cette question sérieuse, mais nous constatons qu'en cette matière on ne procède pas comme il se doit.

En ce qui concerne l'éducation des cadres, il ne faut pas nous contenter de prendre un certain nombre de mesures partielles, il faut absolument que les cadres aient le souci constant d'étudier notre théorie marxiste-léniniste et de l'appliquer à fond dans la pratique, en faisant l'examen de leur propre personne, de leur propre travail et en jugeant si leur action quotidienne sert ou non la cause de la révolution. S'ils s'abstiennent de le faire, ils s'embourberont.

Le Parti préserve ses cadres, car il lui a fallu peiner pour les former et ils lui sont précieux, mais si jamais dix ou vingt d'entre eux, qui n'écoutent pas sa voix s'enlisent dans le borbier, ce n'est pas pour lui une grande perte. Si le Parti ne se penche pas très sérieusement sur le travail des cadres et qu'il ne corrige pas à temps les fautes, leurs lourdes erreurs se traduiront pour lui par de grands préjudices.

Le Parti doit faire de l'éducation des cadres l'objet de sa lutte et de son travail quotidiens dans le secteur civil et plus encore dans l'armée. Dans le secteur civil, toutes les conditions concrètes sont réunies pour que le Parti et la classe ouvrière puissent éliminer les faiblesses des cadres et les aspects négatifs de leur action; dans l'armée, en revanche, le problème est un peu différent, car il faut y mener une lutte plus sévère contre le technocratie et le bureaucratisme. Si les cadres du Parti pratiquent une méthode et un style révolutionnaires dans le travail et dans l'étude, il sera alors plus difficile à l'idéologie étrangère, avec ses aspects malfaisants, de s'infiltrer dans leurs rangs. Le Parti n'a cessé de souligner que traiter les problèmes de l'armée et de ses cadres dans l'esprit marxiste-léniniste n'est pas chose facile. Nous devons nous garder, camarades, des formules du genre «l'armée a des cadres magnifiques», etc. Et cela, non point parce que les cadres militaires ne sont pas sérieux dans leur travail, au contraire, mais parce qu'il faut les prémunir contre toute présomption, qui risque d'entraîner de grands maux pour la patrie.

Ce sont justement les cadres oublieux de la voie de la classe ouvrière, des enseignements de Lénine et de Staline, qui ont fait la contre-révolution en Union soviétique. Ces enseignements sont actuels et ils resteront immortels pour les révolutionnaires authentiques, mais le Parti bolchevik n'est plus bolchevik, il n'est plus léniniste, il s'est transformé en un parti révisionniste fasciste et l'Union

soviétique, elle, en un pays capitaliste. Pourquoi ce processus régressif s'est-il produit ? Parce que, petit à petit, les cadres en Union soviétique se sont embourgeoisés et ils ont étouffé le parti.

Mettant à profit cette amère expérience des autres, notre Parti ne doit pas seulement résoudre la question de la révolutionnarisation des cadres sur le plan théorique, mais veiller aussi à son application pratique. Il y a plus de 30 ans que le Parti dirige glorieusement notre peuple. Il est des gens qui au cours de cette période ont participé à deux grandes luttes : à la Lutte de libération nationale et à la lutte pour la construction du socialisme, de bien plus grande ampleur que la première. C'est le Parti, la classe et la masse qui ont mené cette lutte de longue haleine. Les cadres ont joué et jouent leur rôle dans les deux luttes, mais cela ne veut absolument pas dire qu'ils peuvent se permettre de faire n'importe quoi, se comporter comme bon leur semble, en faisant fi des intérêts du Parti et du peuple. Les cadres qui agissent contre ces intérêts auront à répondre devant la classe au pouvoir, la classe qui est en mesure de dicter à n'importe qui sa propre volonté. Tout en combattant les tendances pernicieuses qui s'observent chez les cadres, le Parti ne mésestime nullement leur rôle, il montre au contraire clairement son grand souci de les préserver contre les manifestations étrangères à sa doctrine.

Des camarades m'ont informé que les ouvriers du secteur concerné se sont tous dressés à la réunion des pétroliers tenue à Fieri pour analyser le travail hostile qui y a été mené. «Que devons-nous faire des saboteurs ?», demandent les ouvriers révoltés. «Décidez-en vous-mêmes, leur répondaient les délégués du centre, car le Comité central a donné pour directive que vous le fassiez vous-mêmes, vous qui êtes les maîtres de ce travail. Destituez les ennemis et désignez à la direction des travaux les meilleurs éléments de votre classe, auxquels les technocrates et les bureaucrates obéiront bon gré mal gré».

Il y a aussi des dirigeants comme Koço Tshedhosi [*Ancien ministre de l'Industrie et des Mines, membre du groupe d'ennemis et de traîtres dont les menées dans le secteur économique furent analysées et réduites à néant par le 7^e plénum du CC du Parti, tenu du 26 au 29 mai 1975.*] qui se sont souvent rendus dans ce secteur, qui ont donné des ordres, sans empêcher pour autant les ennemis de miner les intérêts du Parti et de la patrie. Exempterons-nous Koço Theodhosi d'une critique sévère pour ses graves erreurs, uniquement parce qu'il est ministre, ou d'autres raisons de ce genre ? Absolument pas. Ce ne serait pas du tout une attitude marxiste. Il ne faut pas freiner la critique sous le fallacieux prétexte que le camarade en question assume une fonction très importante ou qu'il est à la haute direction. Les fautifs, quels qu'ils soient, doivent être critiqués. Dans notre Parti et notre Etat il n'existe pas plusieurs disciplines, mais une seule.

Nous sommes et nous devons être unis par des liens d'affection, de solidarité conforme aux principes, de respect réciproque, car nous sommes tous des communistes, mais il ne doit pas y avoir entre nous d'amitié malsaine ni de faveurs injustifiées, car pour nous, le Parti et le peuple passent avant nous-mêmes et avant les camarades. Voilà pourquoi la situation est bonne, notre Parti est sain, encore que l'on observe aussi des insuffisances, des faiblesses, des erreurs et des fautes de la nature que je viens d'évoquer.

Nous parlons beaucoup de la lutte contre le bureaucratisme, le technocratisme et l'intellectualisme, mais ces manifestations très négatives, qui sont les produits de l'idéologie étrangère, ne sont pas comprises de façon approfondie. Lorsque nous parlons par exemple, des technocrates, on n'entend par là que des techniciens, des chimistes, des ingénieurs, mais on oublie que beaucoup d'entre nous aussi, qui portent à l'absolu le rôle de la science, de la technique et de l'intelligentsia technicienne, se muent petit à petit en des technocrates. Y avez-vous jamais pensé ? Si nous ne concevons pas et n'exerçons pas bien notre fonction de travailleurs du Parti, si nous ne nous engageons pas dans l'étau de la classe ouvrière et que nous n'apprécions pas hautement le rôle des masses, si nous sous-estimons la politique par rapport à la technique et nous négligeons les besoins des gens, nous ne nous acquitterons pas comme il se doit des tâches qui nous ont été confiées. Mais en quoi consiste notre fonction de travailleurs du Parti ? C'est une profession au même titre que celle d'instituteur, d'ingénieur, une profession qui doit être pratiquée avec un sens élevé des responsabilités et un esprit révolutionnaire.

On constate avec regret que certains cadres ne se creusent pas trop la cervelle pour travailler de la façon la plus révolutionnaire et la plus efficace. Ils continuent d'employer le langage du parti, mais ils sont devenus des bureaucrates. On peut bien parler le langage du parti et ne pas être pour autant un révolutionnaire.

Vous est-il arrivé, quand vous vous êtes trouvés parmi les ouvriers, de faire votre autocritique devant eux ? Avez-vous jamais dit : «Moi, camarades, j'ai commis telle ou telle erreur» ? Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui puisse lever la main pour dire qu'il l'a fait ne fût-ce qu'une fois ? Non, personne ! Avez-vous, camarades, demandé aux ouvriers ce qu'ils pensent de vous et de votre travail, en les invitant à parler en toute franchise ? Non, jamais. Cette attitude des cadres crée nécessairement une situation assez sérieuse. Pourquoi ne prenons-nous pas cette initiative, camarades ? Pourquoi ne nommons-nous pas par exemple 40 ouvriers dans un ministère pour qu'ils y constituent la moitié du personnel ? Le Parti doit éduquer les cadres à dire eux-mêmes aux ouvriers : «Toi, camarade ouvrier, viens travailler à ma place, et moi qui suis vice-ministre, je vais te remplacer à ton poste de travail, à ta machine-outil, j'apprendrai ton métier, j'en connaîtrai l'attrait, les joies et les difficultés, et j'y travaillerai aussi longtemps que le Parti le jugera utile. Et pendant cette période, je toucherai le même salaire que toi».

Si le vice-ministre ne le fait pas, ce sera l'ouvrier qui lui dira : «Camarade vice-ministre ou directeur, viens un peu transpirer à ma place, comme je l'ai fait ! Tu es ingénieur, je t'en félicite, mais mon métier aussi est très honorable. Moi aussi j'ai acquis de l'expérience, car je travaille directement à la production et je produis de mes mains des biens matériels».

«Quel est ton plan de travail, camarade vice-ministre, que feras-tu demain ?» ont demandé les ouvriers à ce camarade. «Je n'ai pas de plan, a-t-il répondu, vous m'avez pris au dépourvu. «Mais comment travailles-tu sans suivre un plan, quand ici on abat toute cette besogne et qu'on a tant de problèmes ?» lui ont répliqué les ouvriers en lui adressant une critique très juste.

L'ouvrier nommé à un organe central ne s'accommodera pas de l'esprit bureaucratique, il appliquera une méthode et un style révolutionnaires, il fermera son bureau et se rendra d'une usine à l'autre, chez les gens, de la classe pour voir comment marchent les travaux à la base. Si quelqu'un lui dit : «Un moment, camarade, où vas-tu, il faut remplir ce papier», il lui répondra : «Je n'en ai pas besoin, je vais discuter directement avec les ouvriers, pour voir comment ils travaillent, quels sont leurs désirs et leurs demandes, les difficultés et les obstacles qu'ils rencontrent, je ne leur ferai pas un vain laïus et je ne jugerai pas ma tâche accomplie en envoyant un rapport juste «pour être couvert»». L'ouvrier qui sera nommé à un département ministériel, aura le courage de donner à son supérieur la réponse juste sans se montrer servile, il demandera aux ouvriers de l'usine ou de l'entreprise : «Camarades, comment travaille votre directeur, que pensez-vous de lui, avez-vous été d'accord sur sa nomination ?» Si les camarades de sa classe lui disent que leur directeur a été nommé par le Comité du Parti sans qu'on leur ait demandé leur avis, il élèvera la voix pour savoir pourquoi on a violé la directive du Comité central du Parti selon laquelle un directeur d'entreprise ne peut être nommé sans le consentement préalable du collectif de travailleurs concerné.

Certains phénomènes du genre de ceux que je viens d'évoquer, ainsi que d'autres encore que l'on observe parfois chez nous, montrent que, malgré le combat acharné que le Parti ne cesse de mener pour la révolutionnarisation des rapports entre les cadres et les masses, pour l'application de la ligne de masse, pour la trempe idéologique et politique des gens, pour le renforcement continu de la démocratie socialiste, et malgré les succès indéniables qu'il a obtenus dans ce sens, la lutte contre le bureaucratisme continuera aussi longtemps qu'existeront les classes et la lutte de classes.

Nos gens doivent travailler avec élan, courage et initiative dans tous les domaines de notre construction socialiste. En Albanie socialiste, seul le travail est la source du bien-être. C'est pourquoi tous, à leur poste de travail, dans leur brigade, dans leur secteur, leur institution scientifique et culturelle, doivent œuvrer inlassablement, avec la plus haute conscience et selon une discipline

prolétarienne pour réaliser leurs tâches. C'est là l'un des deux aspects de la question. L'autre aspect, particulièrement important, c'est celui de la défense de notre travail et des victoires remportées, contre les ennemis, intérieurs et extérieurs. Il est inconcevable de faire un dur labeur, quand les mesures nécessaires ne «ont pas prises pour défendre, le cas échéant, même par le sang versé, le fruit de la peine et de la sueur du peuple. Les gens doivent vivre simplement et penser d'abord au bien de la patrie, ensuite seulement à leur intérêt personnel.

Nous devons porter nos regards en avant. Il nous appartient donc d'intensifier notre action pour qu'elle soit plus efficace, pour que notre développement s'accomplisse aux rythmes prévus par le Parti et que le niveau de vie s'élève plus ou moins également pour tous, sans permettre la création de privilèges pour certaines couches.

Notre peuple, sous la conduite du Parti, s'est libéré et il est attaché au socialisme. Mais il est très important qu'il comprenne ce qu'est le socialisme, comment il se construit et quelles sont les lois qui président à cette construction.

Cette édification ne s'accomplit pas «dans l'huile», car le socialisme est menacé non seulement du dehors, mais aussi du dedans, non seulement par les éléments déclassés ou défaits de la bourgeoisie et des féodaux, mais aussi par les éléments de la nouvelle bourgeoisie qu'engendre le terrain contaminé par les survivances bourgeoises et petites-bourgeoises sur lequel il se construit. Cette nouvelle bourgeoisie peut apparaître chez nous comme l'ivraie dans un beau champ de blé.

Les gens qui tendent à faire leur la façon de penser et d'agir bourgeoise, se réclament du Parti et utilisent la dictature soi-disant du prolétariat afin de la dénaturer et de créer un terrain aussi vaste et aussi fertile que possible pour le développement de leurs idées libérales et bourgeoises, et des conditions leur assurant des avantages personnels. Si la dictature du prolétariat ne livre pas une lutte âpre et implacable à ces phénomènes, le danger de restauration du capitalisme dans notre pays deviendra imminent.

La classe ouvrière et son Parti doivent constamment analyser de manière scientifique les situations en évolution, les inégalités qui existent et existeront dans les rémunérations en fonction du travail fourni, mais ils doivent empêcher que ne s'établisse une grande différence entre les revenus de la ville et ceux de la campagne et, ce qui serait pire, que cette inégalité soit considérée comme quelque chose de juste et de politiquement et idéologiquement fondé.

Le Bureau politique a décidé depuis longtemps de réviser le système salarial actuel, mais l'étude à ce sujet ne lui a pas encore été présentée. Il faut réduire continûment la différence entre les hauts et les bas salaires, abaisser les traitements ronds en sorte que le niveau de vie élevé d'une certaine catégorie de gens n'incite pas à un mode de vie bourgeois, à la recherche du profit et des stimulants matériels.

Les communistes, les vrais ouvriers, les paysans patriotes et les simples et fidèles employés, membres du parti ou non, ne doivent pas oublier que l'habitude prise de vivre en bourgeois (car l'attachement excessif à la propriété personnelle, la recherche exagérée des commodités et des avantages conduisent à l'embourgeoisement) constitue pour nous un très grand danger, que nous devons combattre, et non seulement en paroles.

Rapports et discours, 1974-1975

LES LETTRES DU PEUPLE, SOUFFLE VIVIFIANT DE NOTEE DEMOCRATIE SOCIALISTE

Discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA

11 avril 1975

Les lettres que m'adressent les gens du peuple constituent pour moi un précieux trésor. Je ne me contente pas de les lire très attentivement, mais je médite profondément sur ce qu'elles m'exposent afin d'analyser d'abord le caractère de la question, personnelle ou d'intérêt général, qui m'est soumise, puis le caractère de leurs auteurs dans la mesure où elles me permettent de le deviner et, à partir de là, de déterminer la véracité de ce qui m'est dit. C'est là un travail préliminaire que je fait et, en général, je recommande à ceux qui sont chargés de vérifier la teneur de la lettre, ce qu'ils doivent me certifier.

Recevoir et lire les lettres du peuple, est pour moi quelque chose de passionnant. Je ne pourrais pas, physiquement, rencontrer et discuter en tête à tête avec autant de gens que je le souhaite, et les gens eux-mêmes seraient dans l'impossibilité de me dire oralement tout ce qu'ils soulèvent dans leurs lettres. Mais quels vastes horizons ces lettres vous ouvrent-elles, que d'aspects intéressants des hommes, du caractère, du travail, de l'esprit de justice, des injustices, des faveurs injustifiées et des tripotages d'un certain nombre d'entre eux, ne vous découvrent-elles pas ! Que de choses intéressantes elles vous apprennent, consciemment ou inconsciemment, sur la situation sociale, sur l'esprit dominant, sur les aspects positifs et précaires des organes du pouvoir et du Parti dans les secteurs où vivent leurs auteurs !

Il m'arrive qu'une lettre très simple m'incite et m'aide à apprendre la situation d'un district, mieux qu'aucun rapport du Comité du Parti ne m'en avait jamais informé. Un simple paysan de Zalldardha du district de Dibra, me disait, dans une courte lettre, il y a quelque temps, que «le chef d'une brigade, accompagné de quelques agriculteurs, était entré de force, sur l'ordre du président de la coopérative, dans le terrain attendant à sa maison et avait enlevé le fumier de son jardin», et il demandait justice.

Vous voyez, c'est une lettre très simple et très claire : elle expose l'injustice et le tort dont cette personne a été victime.

En marge de cette lettre je demande au premier secrétaire du Comité du Parti du district de Dibra : «Les faits rapportés ici sont-ils vrais, et, dans l'affirmative, pourquoi les permet-on ? Prend-on des mesures pour prévenir ces pratiques ? Ce que dit ce paysan à propos du président de la coopérative est-il vrai ? Si c'est vrai, quelle façon est-ce là de mener la lutte de classe ? Réponds-moi, je t'en prie, à toutes ces questions, en me donnant aussi ton opinion et en m'indiquant les mesures que vous entendez prendre».

Le premier secrétaire du district ne m'a pas répondu tout de suite, il a fait une analyse de la situation du Parti dans ce district et il m'a suggéré les mesures qu'il a jugé opportun d'être prises par nous au centre, et par eux-mêmes au niveau de leur district. Ce sont des mesures importantes pour la vie du Parti non seulement dans le district de Dibra, mais en général. Et tout cela a été mis en branle par la simple lettre d'un coopérateur.

Et maintenant écoutez bien : les choses s'étaient effectivement passées comme les décrivait le paysan, et le coupable a été déféré en justice. Tout ce qu'il disait du président de sa coopérative s'est avéré vrai. Et qui est ce président de coopérative ? Un homme qui avait parmi ses proches trois oncles koulaks, un cousin exécuté pour crimes contre l'Etat, un neveu agent de l'UDB yougoslave, et un oncle de sa femme détenu politique. Et un tel homme passe d'un poste de responsabilité à un autre et non seulement reste membre du Parti, mais dirige depuis quatre ans une coopérative agricole. C'est scandaleux !

Comment cela s'est-il produit ? On nous répond qu'il aurait tout caché dans le curriculum vitae qu'il avait remis, comme si ce n'était pas un natif du village, mais qu'il se fût agi de quelqu'un venu d'Afrique du Sud et dont personne ne connaissait l'origine !

Les attitudes des camarades du Parti et du pouvoir qui n'attachent pas d'importance aux lettres du peuple ou ne leur en attachent que fort peu, sont très blâmables. A la base, à l'exception des lettres qui nous sont adressées et que les camarades des districts s'appliquent à mieux vérifier tout en prenant des mesures plus adéquates et plus promptes sur les problèmes qu'elles soulèvent, on n'attache pas beaucoup d'importance aux autres lettres, elles ne sont pas l'objet d'une enquête sérieuse et les affaires qu'elles soulèvent sont réglées de façon plutôt superficielle. On se trouve ici en présence de passe-droits, d'injustices dans la solution des problèmes, d'attitudes arrogantes, et tout cela crée des rancœurs qui se traduisent par les lettres anonymes qui me sont envoyées. Ces lettres ne sont pas toutes écrites par des éléments hostiles.

Non, il est très rare que je reçoive des lettres anonymes d'éléments de ce genre. Ce n'est pas seulement parce que l'auteur d'une lettre ne la signe pas, qu'il est forcément un ennemi. Ces lettres ont plutôt pour but d'exposer une situation malsaine, une injustice commise par un employé de l'administration qui agit arbitrairement, contrairement aux lois ; et un tel individu étant de ceux qui violent les lois, l'auteur de la lettre préfère l'anonymat, par crainte de la vengeance de celui qu'il dénonce. Il serait naturellement mieux que la lettre soit signée, mais il faut savoir qu'il se trouve, même à des postes de responsabilité, des gens qui agissent en dehors des lois et qui sont prêts à se venger si on les ennuie. J'ai constaté que les réponses de nombreuses lettres anonymes que je renvoie vérifier à la base, ont une caractéristique commune: les camarades des districts me disent généralement «cela est vrai, mais pas tout à fait, car les choses se sont passées comme ceci et comme cela», etc. S'agissant d'une lettre anonyme, on a tendance à alléger l'accusé et à éviter ainsi la confrontation.

Pour moi, et je tiens à le dire aux camarades, une lettre du peuple est un monologue dès plus ouverts, des plus intéressants et des plus fructueux, qui nous éclaire, nous découvre des aspects des choses, nous critique, nous conseille, qui renforce le Parti et l'Etat, et qui dénonce les ennemis, les trafiquants et les menteurs. Sous-estimer ces lettres, c'est sous-estimer la directive du Parti, le rôle des masses qui construisent le socialisme. Sous-estimer la directive du Parti, c'est donner libre champ à la bureaucratie, à l'arrogance, à la formation de la nouvelle bourgeoisie, qui désire dominer la classe et le Parti. Sous-estimer les lettres du peuple, c'est sous-estimer la voix des masses.

Je souhaiterais recevoir encore plus de lettres, qui ne portent pas seulement sur un fait personnel, une frustration ou une injustice subie, mais où l'auteur m'exprime son jugement critique sur un problème qu'il tient pour important et pressant, où il me soumette, à sa manière, bien ou mal, l'analyse d'une situation donnée, où il me dise, selon lui, ce qu'il faut faire et les mesures à prendre pour améliorer le travail, etc. Quel immense profit le Parti et l'Etat ne tireraient-ils pas de ces lettres !

Je pose la question : m'est-il possible de prendre contact avec tous ces gens qui ont quelque chose à dire au Parti par mon intermédiaire ? Non, assurément pas ! Mais, en revanche, je peux lire et je lis effectivement toutes les lettres du peuple. Et si je le fais, ce n'est pas pour tuer le temps, car je suis très occupé, mais parce que je suis et je serais très heureux de passer une bonne partie de ma journée de travail à discuter avec le peuple, à le consulter, à m'instruire à son contact, à travers ses lettres.

Je reçois de nombreux rapports de travail et je les examine, je consulte les camarades et j'en discute avec eux, nous tirons des conclusions et prenons des décisions. Mais, j'ai appris, à vrai dire, beaucoup plus de choses sur la situation par exemple de la coopérative agrandie de Gjergjevice, Voskopoje, Krushove et de Shipske, du district de Korça, de la lettre que m'adressaient cinq coopérateurs, qu'en lisant les rapports du Comité du Parti de ce district. Je connais ces villages, car j'y ai été à l'époque de la lutte, et je connais aussi leurs habitants, car j'ai combattu avec eux. Je sais qu'ils vivent mieux maintenant, mais pas encore comme il faudrait. On se donne bonne conscience en disant : «Que voulez-vous, c'est une région montagneuse», et l'on évoque toujours la plaine de Korça. Mais les

régions montagneuses doivent être aidées davantage. Ces montagnards, par nécessité, s'en vont travailler ailleurs comme maçons, et les bureaucrates leur infligent alors des amendes, en s'imaginant que ces problèmes de l'économie politique du socialisme peuvent être réglés par des mesures administratives. Et que fait le Comité du Parti du district de Korça ? Rien, il reste les bras croisés. Il y a deux ans qu'on dit aux paysans : «Bientôt, les amendes seront abolies», mais elles ne le sont toujours pas...

Je désire que ces idées aillent à l'oreille du peuple. Il y a des gens, me rapporte-t-on, qui disent : «Nous pouvons bien écrire au camarade Enver, mais il ne reçoit pas nos lettres, on ne les lui remet pas». Cela n'est nullement vrai. Je reçois toutes les lettres, j'ai spécialement chargé des camarades de me les préparer et je les lis toutes, je prends des notes, je donne des instructions, j'envoie des gens procéder à des inspections, car souvent il y a des choses qu'il est nécessaire de vérifier sur place, qui prêtent à des interprétations subjectives, à des exagérations, et parfois même il apparaît que certaines gens qui m'écrivent falsifient la vérité. Il faut donc, à la base, veiller à l'exécution des directives.

Il se peut que mon jugement et le contrôle que je prescris comportent parfois des lacunes, que les comités du Parti des districts ne soient pas toujours objectifs dans les réponses qu'ils me donnent et qu'ils n'exécutent pas correctement les instructions et les justes décisions qui leur sont communiquées. Que peut-on faire dans ces cas-là ? L'intéressé lui-même doit m'écrire à nouveau, mais objectivement, en s'en tenant aux faits, m'informer sur la façon dont la question a été résolue, sur ce qu'on lui a dit et ce qu'on ne lui a pas dit, faute de quoi on verra se former un cercle vicieux et les problèmes ne pourront jamais être résolus. L'auteur de la lettre, quand il l'écrit, doit avoir soin d'être objectif, il doit faire lui-même des suggestions pour faciliter la solution judicieuse du problème, que celui-ci soit personnel ou de caractère général.

Il est très important non seulement d'étudier les lettres du peuple et de résoudre correctement les problèmes qu'elles soulèvent, mais aussi de les conserver, de les classer, car elles constituent un précieux trésor pour les sociologues, les économistes, les historiens, les hommes d'étude du Parti. On peut, entre autres, en tirer des conclusions sur le développement de la lutte des classes, des contradictions antagonistes et non antagonistes, dégager à partir de là la voie du progrès et définir les méthodes et les actes répréhensibles qui entravent ce progrès.

Les lettres du peuple sont un indice de la mesure de sa participation aux affaires du Parti et de l'Etat, elles reflètent le niveau de développement de la démocratie populaire prolétarienne chez nous, elles montrent le peuple en action, ses contacts étroits, intimes et sincères avec ses dirigeants élus. Celui qui freine une telle activité, qui la dénigre, qui l'étouffe, doit être condamné sévèrement. Il faut déceler et dénoncer un tel mal. C'est un mal qui ne se manifeste que chez ceux qui ne dirigent pas comme il se doit. Que faut-il faire contre ceux qui dirigent mal et qui sous-estiment, dénigrent ou étouffent cette source de force populaire, ce souffle puissant et vivifiant de la démocratie du peuple ? Qu'ils soient balayés de leurs postes dirigeants et remplacés par des hommes honnêtes, simples, travailleurs, populaires.

Notre peuple sait fort bien que le pouvoir lui appartient, que toutes les lois et les règles sont et doivent être conçues pour son bien. Face à une injustice qui leur est faite par une autorité en place, les gens, chez nous, quand ils sont dans leur droit, ne doivent jamais se sentir isolés et s'imaginer qu'ils se trouvent dans une situation d'inégalité qui oppose, d'une part, le fonctionnaire investi d'un pouvoir dont il abuse, et d'autre part eux, qui n'ont pas de pouvoir mais qui sont dans leur droit. Non ! Celui qui est dans son droit est un hercule, car tout le peuple, le Parti et le pouvoir des prolétaires est pour lui, alors que celui qui a accédé en fraude au pouvoir ou qui a dégénéré, n'est qu'une mouche, un ver qu'il faut éliminer.

Le Parti doit œuvrer pour effacer de la mentalité des gens l'idéologie bourgeoise sur le pouvoir et la toute-puissance de ceux qui l'exercent. Le peuple doit apprendre, comprendre et appliquer dans la pratique la théorie marxiste-léniniste sur le pouvoir prolétarien. Que personne ne croie la connaître, la

comprendre et l'appliquer comme il convient. Il faut être réaliste. Nous sommes tous des élus. Mais par qui ? Par le peuple au sein duquel nous travaillons. Indépendamment des compétences assignées aux différentes instances, c'est le peuple qui nous élit et qui approuve notre action ; à lui donc de nous destituer lorsque nous n'accomplissons pas bien notre devoir. Mais cette procédure est-elle bien appliquée ? Non ! Pourquoi ? Parce que le bureaucratisme ne le permet pas. Il faut naturellement que la direction et la section des cadres proposent la candidature de chaque cadre, dresse son curriculum, mais sa nomination ne doit pas dépendre uniquement d'elles, car il ne s'agit pas ici de faire plaisir au directeur, au comité ou au ministre, il faut que la masse débattre à fond de la question. Le Parti a expliqué très clairement toutes ces instructions et directives, cette juste ligne. Alors pourquoi ne sont-elles pas appliquées comme on le demande ? Parce que les gens ne saisissent pas dans toute leur profondeur la philosophie, l'idéologie, la politique et les formes organisationnelles du Parti. Nous devons tous bien nous en pénétrer et **lutter avec force pour les faire mettre en œuvre.**

Rapports et discours, 1974-1975

LA CONFERENCE DE L'INSECURITE EUROPEENNE

Article publié dans le «Zëri i popullit»

29 juillet 1975

Après deux ans de négociations laborieuses, de marchandages et de combinaisons de coulisses, il a été décidé de tenir à la fin du mois à Helsinki, ce qu'on a appelé «La Conférence de la Sécurité européenne». Un nombre non négligeable de documents bourrés de belles paroles et de promesses alléchantes seront présentés le 30 juillet aux chefs des Etats européens pour qu'ils y apposent leurs signatures.

Le spectacle est imposant, mais les cuivres de la fanfare ne sauraient faire oublier les dangers que représente pour les peuples européens et pour le monde entier cette périlleuse entreprise soviéto-américaine. Ils ne sauraient dissiper les doutes et les hésitations que la Conférence de Helsinki a suscités chez les simples gens de notre continent, chez tous ceux qui ont vraiment à cœur la paix et la sécurité en Europe.

Les questions qui se posaient avant le démarrage des négociations sur la conférence de la sécurité européenne, qui se posent encore aujourd'hui et qui se poseront encore dans l'avenir sont les suivantes : Qui menace l'Europe ? Contre qui les peuples européens doivent-ils assurer leur sécurité ? Est-ce la Belgique ou la Suisse, la Finlande ou l'Autriche qui mettent en danger la paix et la sécurité en Europe pour qu'on considère nécessaire que ces pays ou d'autres pays analogues européens s'engagent officiellement à renoncer «aux menaces et au recours à la force» ?

La réponse n'est pas difficile à trouver, tout le monde la connaît : c'est l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, leur politique d'agression et de conquête, leurs blocs militaires, leurs armées et les bases qu'ils ont installées dans les autres pays, qui menacent, directement et de façon permanente, la paix et la sécurité en Europe. C'est la politique de sphères d'influence que suivent les deux superpuissances, les pratiques impérialistes de clientèles politiques et d'interventions dans les affaires intérieures d'autrui, leur politique néo-colonialiste et leur ambition de soumettre et de dominer les peuples et les nations, qui menacent et mettent en danger la liberté et l'indépendance des peuples européens. C'est le chantage atomique soviéto-américain, les aventures militaires des deux superpuissances, leurs préparatifs fébriles d'une troisième guerre mondiale qui constituent un danger et une menace pour l'Europe.

La partie des documents rendus publics jusqu'à présent donne l'impression que les papiers qui seront signés à Helsinki ne contiennent pas de conditions politiques obligatoires, ni d'obligations militaires, etc. En apparence, du point de vue formel, on dirait que personne ne prend d'engagement concret et que personne n'a les mains liées. Or tout le monde constate en fait que, par le biais de la conférence de Helsinki, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont imposé aux autres pays participants un document international par lequel est reconnu et accepté de facto le statu quo en Europe, autrement dit les sphères d'influence et la domination politique, militaire, et économique des Américains et des social-impérialistes soviétiques sur de nombreux pays de notre continent.

Des négociations menées jusqu'à présent il résulte explicitement que, loin de se soucier de la véritable sécurité en Europe, l'Union soviétique et les Etats-Unis se préoccupent de la sécurité de leurs sphères d'influence, de leurs bases politiques et militaires, de la suppression des barrières qui entraveraient l'extension de leur hégémonie politique et économique, de la tranquillité sur leurs arrières, pour pouvoir se diriger avec plus de force et avec un plus grand poids vers des zones où se sont créés des «vides», où se développent la révolution et les luttes de libération des peuples.

Quels avantages en tireront les peuples européens, quel profit en résultera-t-il pour la paix générale ?

Peut-on dire maintenant, qu'avec la «sécurité européenne», la domination des révisionnistes soviétiques en Europe de l'Est soit devenue plus supportable, que les troupes soviétiques se soient retirées, que l'intégration politique, économique et militaire des pays de cette région à l'Union soviétique ait été interrompue, peut-on dire que la pression de Moscou sur la culture nationale de ces pays et l'offensive contre leurs traditions nationales aient diminué ?

Peut-on dire qu'après la conférence européenne les pressions des Etats-Unis sur les pays d'Europe occidentale s'affaibliront, que l'intervention des monopoles d'outre-Atlantique dans les affaires intérieures de ces pays cessera, qu'ils échapperont à l'inflation et à la crise importées d'Amérique ?

La Conférence d'Helsinki ne saurait apporter que des paroles creuses et des illusions fallacieuses. On voit se produire ce que la déclaration du gouvernement de la RP d'Albanie exprimait en termes explicites : les superpuissances chercheront à convertir la conférence de la sécurité européenne en un moyen pour propager leur esprit libéralo-pacifiste, selon lequel aujourd'hui on pourrait, paraît-il, résoudre tous les problèmes mondiaux, les conflits de classes internationaux par des négociations «pacifiques» et des «contacts personnels», que les actuels chefs de file soviétiques et américains seraient des hommes attachés à la paix et qui œuvrent pour la paix.

Ce sont les Américains et les Soviétiques qui dressent le couvert à Helsinki, mais ce sont les autres qui payent l'addition. Les documents qui seront signés à Helsinki sont loin de représenter les intérêts, les désirs et les inquiétudes des peuples européens. D'aucuns croyaient que la conférence de la sécurité européenne renforcerait l'indépendance de certains pays qui sont sous la domination ou sous l'influence de l'Union soviétique ou des Etats-Unis, que cette conférence en pousserait certains autres vers l'autonomie. Mais leur espoir était vain, ce n'était qu'une illusion. La réalité a démontré que le poids qu'ont eu les autres pays participants dans la détermination des objectifs de la conférence, dans la rédaction des projets, des thèses et des idées directrices, a été minime, et leur rôle insignifiant. Les deux superpuissances discutaient et décidaient de la conférence sans les consulter, au cours de rencontres bilatérales, non seulement loin des yeux et des oreilles des autres, mais encore contre les intérêts de ceux-ci. Même la date finale de la réunion n'a été fixée qu'à la suite des entretiens Gromyko-Kissinger qui ont eu lieu à Genève.

A présent qu'elles traversent des crises graves, qu'elles ont essuyé des échecs dans tous les domaines, et que dans le monde a commencé à se lever une vague anti-américaine et anti-social-impérialiste, les deux superpuissances ont grandement besoin de se soutenir l'une l'autre. La clique Brejnev éprouve particulièrement ce besoin, elle, qui a pris l'initiative de cette conférence et qui rattache son destin politique à la «sécurité européenne» et à la «détente». Il faut qu'elle se présente au XXV^e Congrès du

parti révisionniste soviétique prévu pour le début de l'année prochaine avec un «succès», pour démontrer que sa politique étrangère est «écoutée» et «respectée». Par diverses manœuvres diplomatiques, elle cherche à consolider ses positions chez elle et dans les pays satellites, à prendre un nouvel élan pour pratiquer une politique hégémonique dans d'autres régions du monde.

Brejnev voit également dans la conclusion de la Conférence d'Helsinki une condition favorable d'une prochaine convocation de la conférence des partis révisionnistes d'Europe, afin de renforcer à travers elle sa domination sur ces partis, les mettre encore plus étroitement à la remorque de la politique étrangère soviétique.

Les Etats-Unis, pour leur part, n'ont pas moins besoin d'un «succès» diplomatique. Après les échecs cuisants essuyés au Vietnam et au Cambodge, après le fiasco de Kissinger au Proche-Orient, après la grande crise de confiance de ses alliés à son égard, l'impérialisme américain a besoin de redresser son prestige politique affaibli et, à travers la crainte qu'inspire la collusion soviéto-américaine, de rétablir l'ordre dans ses alliances ébranlées. Ford a donné le feu vert à la conférence de la sécurité européenne, car il tient à soutenir le groupe brejnévien pro-américain de Moscou. De son côté, la clique qui domine actuellement au Kremlin souhaite que la ligne nixonienne de rapprochement avec l'Union soviétique suivie par Ford, soit continuée par la nouvelle administration qui sera élue l'année prochaine.

On sait bien que toute sécurité comporte nécessairement des aspects militaires : les conditions réelles qu'elle assure pour éviter ou repousser une agression éventuelle. Or, pourquoi les deux superpuissances, en dépit de l'insistance de certains participants, n'ont-elles pas accepté de discuter les aspects militaires de la sécurité ? Si elles s'en sont abstenues, c'est qu'elles veulent que les peuples européens n'aient pas de sécurité, qu'ils soient faibles, pour pouvoir leur imposer plus facilement leur volonté et leur diktat, elles veulent leur ôter la possibilité et les moyens de se défendre eux-mêmes, la capacité de s'opposer à la loi qu'elles entendent établir en Europe. Les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques veulent obliger les autres pays à rester désarmés ou à se contenter d'un armement limité et inefficace devant leur puissance militaire croissante, ils veulent les contraindre à la passivité et à l'impuissance devant le perfectionnement accru des armements, devant la multiplication des bases militaires et le gonflement des budgets de guerre.

Les aspects militaires de la sécurité ont été laissés de côté à Helsinki, car les deux superpuissances veulent alimenter à tout prix la psychose de peur et de guerre. Elles veulent couvrir la sécurité militaire des pays européens de leurs deux parapluies, qui tendent à amener les peuples et les Etats à ne voir leur salut que dans le choix entre l'une ou l'autre superpuissance, en renonçant à penser d'eux-mêmes, et en liant leur volonté et leur liberté à ces deux hydres.

Les accords de la sécurité européenne constituent une nouvelle toile d'araignée tissée par les deux superpuissances pour mieux paralyser leurs alliés et les autres pays. C'est la plus grande spéculation faite à ce jour sur le désir de paix, de sécurité, de coopération et de bon voisinage des peuples européens. Comment peut-on parler d'une Europe en sécurité quand elle est couverte de bases militaires étrangères et de stocks de bombes atomiques appartenant aux deux superpuissances, de centaines de milliers de soldats, de chars et d'avions soviétiques et américains ? Si les superpuissances ont évité de discuter des problèmes militaires, c'est qu'elles veulent garder intact leur rôle de gendarme d'Europe, qu'elles veulent maintenir la pression et le chantage militaires permanents, maintenir l'Europe encerclée et isolée de l'autre partie du monde.

Mais peut-on discuter de la sécurité européenne sans évoquer la Méditerranée, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord ? L'histoire a démontré, plus d'une fois, que les conflits qui ont éclaté en Europe, même lorsqu'ils ne concernaient pas la Méditerranée, l'Afrique du Nord ou le Proche-Orient, ont toujours entraîné ces régions dans leurs flammes. Leur sort est étroitement lié à celui de l'Europe, et la dissociation de leurs problèmes faite par la conférence de la sécurité européenne est artificielle et s'inspire de mauvaises intentions.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont furieusement opposés à ce que la sécurité de l'Europe soit rattachée à celle de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient, parce que cela aurait impliqué le retrait de leur flotte hors de la Méditerranée, démasqué la politique barbare, dite des canonnières, qu'ils pratiquent sur les côtes de ce bassin, cela aurait dévoilé encore plus leur intervention brutale dans le conflit arabo-israélien et éclairé encore mieux la féroce rivalité qui les oppose dans cette région et met en danger la paix et la sécurité de tous les peuples. L'attitude que les deux superpuissances ont observée dans cette affaire a démontré qu'elles entendent étendre leur domination sur ces zones et la rendre totale et permanente.

C'est pourquoi les participants à la Conférence d'Helsinki ne doivent pas chanter trop vite le «triomphe» de la paix, de la sécurité et de la détente en Europe.

Les accords, traités, concessions et compromis conclus ou manipulés sous l'égide de l'Union soviétique et des Etats-Unis ne sauraient contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité, ni sur le plan régional ni sur le plan international.

Loin de supprimer la rivalité inter-impérialiste qui constitue l'une des principales sources de guerres d'agression, la «sécurité européenne», produit de la politique de conquête et d'hégémonie des deux superpuissances, aggravera les contradictions et les tensions existant dans toutes les zones et les continents.

Les superpuissances se voient créer la possibilité d'agir plus librement dans les autres continents et de multiplier les pressions et les intrigues pour diviser les peuples et les dresser les uns contre les autres, afin de s'emparer des marchés, d'accaparer de nouvelles zones d'influence et d'étendre leur hégémonie. Déjà, elles ont commencé à s'introduire dans l'océan Indien et à s'implanter en Afrique, à convoiter les ressources du golfe Persique et à montrer les dents en Asie et en Amérique latine.

Ainsi les conjonctures deviennent plus incertaines et l'on voit s'accroître partout la possibilité de regroupement de nouveaux éléments explosifs en même temps que les menaces et les dangers pour les intérêts des peuples et des nations.

Les propagandistes zélés de la sécurité européenne déclarent à qui veut les entendre qu'elle empêchera la violation des frontières et évitera le recours à la force. Ils en donnent pour gages la déclaration «solennelle» de Ford et la parole d'«honneur» de Brejnev. Mais est-ce que les peuples d'Europe peuvent fonder leur sécurité sur des boniments de ce genre ? Ils ont trop souffert des agressions impérialistes et de la lâcheté des superpuissances pour se laisser duper par quelques chiffons de papier, par des accords et des traités démagogiques. Hitler avait signé des dizaines de fois qu'il ne violerait jamais les frontières de la France, de la Belgique, de la Hollande et, les larmes aux yeux, il avait juré qu'après l'annexion des Sudètes il ne toucherait pas à la Tchécoslovaquie. On sait ce qui s'est passé par la suite. Brejnev, lui aussi, avait signé à Bratislava, un mois avant d'envoyer ses chars à Prague, un long document dans lequel était vanté le non recours à la force. Les Etats-Unis, non seulement par la Charte de l'ONU, mais encore dans une infinité de traités, se sont engagés à ne pas toucher aux frontières des autres Etats et à ne pas user de la force. Cela ne les a pas empêchés d'intervenir en Grèce et d'attaquer la Corée, d'occuper le Vietnam et de débarquer au Liban, d'intervenir à Saint Domingue et de combattre le peuple cambodgien. Il n'y a que les naïfs et les myopes pour ajouter foi aux belles phrases et aux promesses de paix des impérialistes, pour fonder des espoirs sur les déclarations, les accords généraux ou la morale mensongère des agresseurs. Mais les peuples ne se fient pas aux belles paroles et ne se laissent pas mystifier par la démagogie impérialiste et révisionniste.

La prétendue politique de détente autour de laquelle les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques font tellement de tapage n'est que la continuation de la «guerre froide» sous une nouvelle forme, c'est la vieille politique de la force, mais assortie de sourires et de propos rassurants.

La coexistence pacifique, telle qu'elle est conçue et interprétée par les impérialistes et les révisionnistes, est une idéologie et une pratique contre-révolutionnaire et antinationale, elle est foncièrement antipopulaire et antidémocratique. Expression de la politique de conquête et d'hégémonie des superpuissances, c'est un dangereux instrument d'asservissement et de colonisation des peuples. Le prétendu «esprit de détente» que les révisionnistes en particulier vantent tellement, est un esprit de soumission et de passivité visant à affaiblir la vigilance révolutionnaire des peuples, à les obliger à renoncer à la défense de leurs intérêts nationaux vitaux, à les laisser politiquement et spirituellement désarmés face aux attaques des deux superpuissances.

En Europe a longtemps régné une vieille illusion. Mais on l'a payée cher. Nombre de politiciens ont pensé que l'on pouvait faire des concessions aux agresseurs sur ce continent pour repousser la guerre vers des régions lointaines. Mais l'histoire a démontré que la paix est indivisible. Et cela est d'autant plus vrai dans les conditions du monde actuel. Les concessions et encore moins les illusions n'ont jamais arrêté ni ne pourront arrêter les agresseurs. Le recul des pays convoités a toujours aiguisé l'appétit de ceux qui voulaient les attaquer et les conquérir. Ce n'est pas avec des illusions ni avec des espoirs fondés sur «le bon sens» et le «réalisme» des impérialistes américains et des social-impérialistes soviétiques, que l'on peut réaliser la détente et écarter le danger de guerre. C'est là un objectif que les peuples doivent atteindre par eux-mêmes en s'opposant à la politique d'hégémonie et de conquête des superpuissances, en dénonçant et en déjouant leurs manœuvres diplomatiques trompeuses, en luttant contre la fausse psychose pacifiste qu'elles propagent, en renforçant leurs sentiments d'attachement à la liberté et la dignité nationale de leurs Etats indépendants, en raffermissant avant tout l'esprit révolutionnaire et l'unité internationale du prolétariat et des travailleurs du monde entier.

L'année dernière déjà, nous avons déclaré : «En quoi réside la sécurité des peuples d'Europe ou des peuples du monde ? Dans les voyages au grand jour ou secrets d'un certain Kissinger, d'un Gromyko ou dans les tripotages d'un Brejnev qui ensanglante le peuple soviétique et d'autres peuples ; dans les voyages d'un Nixon qui noie le monde dans le sang et dirige la maffia américaine ; dans le honteux scandale de Watergate, qui a ébranlé toute l'Amérique ? Est-ce à eux qu'on devrait laisser le soin d'assurer l'avenir du monde ? Ce serait un bel avenir ! Bien entendu ceux qui croient aux illusionnistes tragiques sont libres de se rendre aux réunions de Vienne, d'Helsinki et où ils voudront. Qu'ils palabrent entre eux. Mais nous aussi nous sommes libres de ne pas aller à ces conférences et nous n'y allons pas. Dans ces réunions et conférences nous ne sommes pas seuls à manquer, les peuples aussi y sont absents. Cela est important pour nous».

Cette claire attitude de notre Parti, de notre gouvernement et de notre peuple sur la sécurité européenne répond aux intérêts suprêmes, non seulement de l'Albanie, mais encore de la cause du renforcement de la paix et de la sécurité sur le continent européen. Nous avons souligné ouvertement et franchement que les Etats souverains ne doivent en aucune façon se laisser séduire par les plans des révisionnistes et des impérialistes, parce que ces plans sont au détriment de leur souveraineté nationale et de la sécurité des peuples.

D'ores et déjà, nombre de pays participants qui sont allés à ces entretiens dans l'espoir que les Etats y entameraient le dialogue sur un pied d'égalité pour régler les problèmes européens et mondiaux, ont été déçus. Mais ils étaient entrés dans la danse menée par les Soviétiques et les Américains et ils ne pouvaient plus en sortir. Plusieurs de leurs interventions sur des questions de procédure et leurs demandes que certaines formulations soient adoucies ont même été rejetées avec arrogance et brutalité par les supergrands.

Sa paix et sa sécurité véritables, l'Europe ne peut pas les recevoir en cadeau des superpuissances ; elles ne peuvent pas lui être assurées par quelque chiffon de papier sans valeur, par les déclarations démagogiques et les promesses trompeuses des impérialistes américains et des social-impérialistes soviétiques. Pour cela, il faut avant tout que soient supprimées les bases militaires et retirées les troupes étrangères qui stationnent encore dans plusieurs pays d'Europe, il faut combattre et

contrecarrer la politique d'armements, de menaces et de chantage militaire des superpuissances, il faut liquider les blocs agressifs et les autres accords que les Etats-Unis et l'Union soviétique utilisent dans la poursuite de leur politique de domination et d'asservissement des peuples européens.

Bien sûr, les menaces et les dangers sont grands, mais il ne faut pas les considérer d'un œil fataliste, comme quelque chose d'inévitable. Les affrontements seront sévères, mais on pourra en sortir victorieux si l'on rejette fermement les illusions pacifistes, les mensonges et les mystifications impérialistes-révisionnistes, si l'on brise par l'épée les fers avec lesquels les superpuissances veulent lier les peuples d'Europe. Il ne pourra jamais y avoir de détente entre les peuples, d'une part, et les impérialistes et les social-impérialistes soviétiques, de l'autre, comme il ne peut y avoir ni paix ni sécurité véritables tant que les superpuissances continueront de pratiquer leur actuelle politique d'hégémonie.

La paix et la sécurité, la détente et la coopération sont des problèmes qui ne peuvent et ne doivent être résolus que par les peuples, au moyen d'une lutte continue, conséquente et ferme contre les forces impérialistes et expansionnistes qui veulent leur ravir à eux et aux nations ce qu'ils ont de plus cher, leur liberté, leur indépendance et leurs perspectives d'avenir.

Contre le révisionnisme moderne, 1971-1975